Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 4 mai 2022

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 4 avril 2022, à 9 h

10.005 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 6 avril 2022, à 9 h

10.006 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 8 avril 2022, à 9 h 30

10.007 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée d'un prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'autorisation du lancement d'un appel d'offres. En vertu du paragraphe 2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1224473001

Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 130 689,27 $ taxes incluses, pour le service d'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater de la Ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien ménager Vimont inc. (CE19 1556), majorant ainsi le montant total du contrat de 401 234,01 $ à 531 923,28 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1221543002

Exercer la seconde option de prolongation pour une période de 12 mois, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023, et autoriser une dépense additionnelle de 462 243,78 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco Inc., 178001 Canada Inc. / Groupe Nicky et Les entreprises Daniel Robert Inc. (CG19 0470), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 386 731,32 $ à 1 848 975,10 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1215035008

Approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie pour la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) - Dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1225382006

Accorder des contrats aux firmes Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée, J. René Lafond inc. et J. René Lafond inc., pour la fourniture de tracteur compact articulé à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements - Dépense totale de 4 909 035,76 $, taxes incluses - (2 soumissionnaires)

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1225308002

Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 1 037 461,45 $ taxes incluses - Appel d'offres public (22-19195) - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1225382007

Conclure des ententes-cadres avec Pneu continental du Canada Inc., Pneus Toyo Canada inc., Goodyears Canada inc. et Bridgestone Canada inc. pour la fourniture sur demande de divers types de pneus, pour une période de 12 mois, suite à l'adhésion à l'appel d'offres public du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) - Montant estimé des ententes : 2 042 818,31 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.008 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure* - 1229396002

Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.009 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA* - 1229445001

Accorder un contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), le Lot 2, pour une période d'un (1) an - Dépense totale de 395 939,41 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19206 (4 soumissionnaires)

20.010 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1229446006

Accorder deux (2) contrats à la firme Équipements Plannord Ltée, pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon le devis technique 513A22A11, soit 5 pour le lot 1 et 5 pour le lot 2 - Dépense totale de 2 080 409,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public (22-19231) - (1 soumissionnaire)

20.011 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1227055001

Accorder un contrat à la compagnie Axe Construction inc., pour l'exécution des travaux de restauration extérieure (toiture et boiseries) - Maison Mary Dorothy Molson (#3757), située au 9095, boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 242 993,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public (IMM-15732-1) - (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.012 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1228141001

Accorder un contrat à Parfait Électrique Inc FASRS Proconstruction pour des travaux de décontamination et de démolition sélective dans le futur site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1 - Dépense totale de 645 492,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public n°IMM-15818 (5 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est le «centre d'urgence 9-1-1»

20.013 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231029

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William. Dépense totale de 2 712 235,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 464910 - (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.014 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.015 Contrat de construction

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1220025002

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) Champlain (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 162 841,42 $, taxes incluses

20.016 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231032

Accorder un contrat à Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou, de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022)- Dépense totale de 1 937 077,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 468718 - (8 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.017 Contrat de construction

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1226638001

Accorder un contrat à NMP Golf construction Inc., pour des travaux d'aménagement d'une portion du secteur de la Plaine Est au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 427 234,51 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-6660 - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel

20.018 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231030

Accorder un contrat à Les Pavages Ceka inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de déminéralisation dans la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 1 881 730,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 471510- (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.019 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1227482007

Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine Inc., pour la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau - Dépense totale de 5 995 564,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public CP21018-182302-C - (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.020 Contrat de construction

CE *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1224695001

Accorder un contrat à Indy-co inc. pour la réalisation de travaux d'assèchement des canaux du site des moulins, situé dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 156 512,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public numéro 22-6677 - (2 soumissionnaires)

20.021 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231035

Accorder un contrat à Cojalac inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 4 320 306,30 $, taxes incluses - Appel d'offres public 429710 - (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.022 Contrat de construction

CM *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1220025003

Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de la rue de l'Épée au sud de la rue Beaumont pour une somme maximale de 131 839,45 $, taxes incluses

20.023 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1227000005

Accorder un contrat à Tisseur inc. pour la réfection des structures du pont Angrignon (projet 15-19) dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 3 583 780,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 426011 - (3 soumissionnaires)

20.024 Contrat de services professionnels

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1227000003

Accorder un contrat de gré à gré à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), fournisseur unique, pour la réalisation de services professionnels intégrés au contrat no. 408410, pour des travaux de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN dans l'arrondissement Saint-Laurent (CG22 0115), pour une somme maximale de 642 379,36 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.025 Contrat de services professionnels

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1227541001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Système Énergie TST Inc., pour la réalisation d'études de capacité géothermique, pour divers projets de la Direction de la Gestion des Projets Immobiliers, pour une période de trois (3) ans sans option de prolongation - Montant estimé de l'entente: 992 318,45 $, taxes incluses - Appel d'offres public (21-18214) - (un seul soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.026 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231048

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. et Solmatech inc., pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement - Dépenses totales : 1 153 463,36 $ taxes incluses - Appel d'offres public no 22-19190 - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.027 Contrat de services professionnels

CE *Service des affaires juridiques* - 1229040002

Retenir les services professionnels du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. (Me Richard Gaudreault) pour représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation et la mise en oeuvre éventuelle de recours liés au renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, et réserver pour cette rétention de services la somme de 250 000 $, incluant les taxes, frais et débours.

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.028 Contrat de services professionnels

CM *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1228122001

Accorder un contrat de gré à gré à Mitacs, en partenariat avec l'Université de Montréal, afin de mettre en place et de coordonner le déploiement du projet Espace Intervenants dans les six territoires d'inclusion prioritaires, pour une somme maximale de 171 829 $, taxes incluses, dans le cadre du programme Territoires d'inclusion prioritaires / Approuver un projet de convention à cette fin

20.029 Contrat de services professionnels

CM *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1226312002

Accorder un contrat de gré à gré à Atomic 3 pour la conception et l'installation d'interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de Lumière - Dépense totale de 270 906,00 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

20.030 Entente

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1228848014

Approuver, la modification de l'accord initial entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal pour une contribution d'un montant maximal de 750 000 $, pour l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques.

20.031 Entente

CG *Service des technologies de l'information , Direction connectivité* - 1228113001

Exercer l'option de la première année de prolongation sans budget additionnel pour les lots 1, 2, 4 et 5, et autoriser une dépense additionnelle de 319 105,23 $, taxes incluses, pour le lot 3, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunication, dans le cadre des ententes-cadres accordées à la firme ITI inc. (anciennement Pro-Contact inc.) (CG19 0304), majorant ainsi le montant total du contrat de 918 337,92 $ à 1 237 443,15 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.032 Entente

CE *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1227211007

Autoriser la signature d'une entente tripartite entre la Ville de Montréal, la Ville de Beaconsfield et Projet REM S.E.C. relativement à la plantation et à l'entretien d'arbres sur le site du Bois Angell

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.033 Immeuble - Aliénation

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1226037001

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal), pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068, dont la rente annuelle sera de 7 600 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 310 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1767-03

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.034 Immeuble - Aliénation

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1225840001

Approuver l'intervention de la Ville de Montréal par laquelle elle renonce en faveur de Fondation Les Petits Rois à son droit de préemption sur un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 6 424 345 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-ouest de l'avenue Isabella et de la rue Lavoie, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, vendu par Société d'habitation du Québec à Fondation Les Petits Rois

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.035 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1214069004

Approuver la perte de revenu d'une somme totale de 505 570,68 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 54 870,20 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec les loyers facturés pour l'occupation des locaux par plusieurs locataires du marché Bonsecours. Bâtiment 0005.

20.036 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1228682001

Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période additionnelle de 4 ans, à compter du 1er août 2022, le local numéro 410, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 23 928,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 7 969,98 $

20.037 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1228682002

Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er juillet 2023, le local numéro 440 de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 73 449,84 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 31 120,33 $

20.038 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1228682003

Approuver un contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal, Arts Interculturels, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 14 151,08 pi² (1 314,68 m²), à des fins socioculturelles. La subvention immobilière est de 3 537 770 $ pour toute la durée du prêt de local

20.039 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1228933001

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à Les Solutions Médicales Soundbite Inc., des bureaux, situés au 2300, rue Alfred-Nobel, d'une superficie totale de 379 mètres carrés (4 082 pieds carrés), pour un terme de deux (2) ans, à compter du 1er juin 2022 jusqu'au 31 mai 2024, à des fins de bureaux et de laboratoires, moyennant un loyer total de 284 785,75 $, excluant les taxes

20.040 Immeuble - Location

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1225941004

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, d'une superficie de 306 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 963 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.041 Immeuble - Location

CG *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1225941005

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec d'une superficie de 323 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 1 377 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.042 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1225941001

Approuver un projet de prolongation d'un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour une durée de trois (3) ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²), dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Cité des Hospitalières, moyennant un loyer symbolique total de 300 $, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. La subvention immobilière représente une somme de 599 637,00 $.

20.043 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1228329001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 205 000 $ aux six organismes ci-après désignés, pour 2022, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Égalité entre les femmes et les hommes / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.044 Subvention - Contribution financière

CE *Service des affaires juridiques* - 1223302003

Accorder une contribution non récurrente de 5 000 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du premier Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques qui se tiendra au campus MIL de l'Université de Montréal, le 11 mai prochain

20.045 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1227883001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 310 000 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022

20.046 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1225008001

Accorder un soutien financier, non récurrent, de 600 000 $ à l'organisme Esplanade Montréal, pour une durée de 4 ans (2022 à 2025), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 2 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.047 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1227233003

Accorder un soutien financier de 175 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités pour l'année 2022 / Approuver la convention à cet effet

20.048 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1227317006

Accorder un soutien financier totalisant 630 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque du 7 au 17 juillet 2022 et un soutien technique estimé à 55 000 $ / Approuver les projets de convention à cet effet

20.049 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1227317007

Accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque, pour le projet des 3 Géants, du 7 au 17 juillet 2022 / Approuver une convention de soutien financier à cet effet

20.050 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier requiert des vérifications additionnelles avant son approbation finale. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20.051 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1227019001

Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (CG21 0363), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet au contexte engendré par la pandémie

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.052 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1228994002

Accorder un soutien financier à 7 organismes pour un montant total de 220 000 $ dans le cadre du Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2022 / Approuver les projets de conventions à cet effet

20.053 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes* - 1220005001

Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 292 467 $, aux 10 organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. / Approuver les projets de convention à cet effet

20.054 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international* - 1228468001

Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 28e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.055 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1227317011

Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation du 30 juin au 9 juillet de la 42e édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM). Approuver des projets de conventions à cet effet

20.056 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30 – Administration et finances

30.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'évaluation de rendement insatisfaisant d'un fournisseur. En vertu du paragraphe 7.2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'évaluation de rendement insatisfaisant d'un fournisseur. En vertu du paragraphe 7.2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1228816003

Approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales des arrondissements et des organismes paramunicipaux pour la mise en place du Programme Cyclovia à Montréal pour 2022 / Autoriser une dépense de 200 000 $ à cet effet

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1218746003

Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV)

30.005 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1228935002

Accepter les offres de services d'arrondissements en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rue et de voies cyclables pour l'année 2022

30.006 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1227211014

Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire, dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-23.2 : P18-P28)

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

30.007 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1227211015

Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire, dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-53 : P40-P44)

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

30.008 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1227211016

Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire, dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-63: P45-P46)

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

30.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier requiert des vérifications additionnelles avant son approbation finale. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.010 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service de la gestion et planification des immeubles* - 1226724002

Approuver les paramètres et les modalités du Programme d'implantation de stations de recharge pour les véhicules électriques municipaux pour une période de 4 ans (2022-2026)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.011 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1227231050

Autoriser le Service des finances à obtenir l'émission par Desjardins d'une lettre de crédit irrévocable au bénéfice du ministère des Pêches et Océans Canada pour un montant maximal de 425 407,50 $ taxes incluses pour la réalisation d'un projet compensatoire dans le cadre du contrat accordé à EBC inc. (CG22 0116) pour les travaux de construction du nouveau pont Jacques-Bizard

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.012 Administration - Adhésion / Cotisation

CE *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1225117004

Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2022 à la Fondation du Centre Jacques-Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques-Cartier

30.013 Administration - Adhésion / Cotisation

CE *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1225117005

Autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2022

30.014 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe* - 1224310001

Autoriser la dépense relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif, M. Benoit Dorais, vice-président du comité exécutif, et Mme Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, dans le cadre des Assises 2022 de l'Union des municipalités du Québec qui ont lieu à Québec les 12 et 13 mai 2022. Montant estimé : 4 011,18 $

30.015 Budget - Autorisation de dépense

CM *Service de l'Espace pour la vie* - 1227227004

Autoriser le versement d'un montant de 6 027 139,95 $, taxes incluses, à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique afin de financer les travaux du projet de la Place Viau (CM21 1121)

30.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier requiert des vérifications additionnelles avant son approbation finale. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.017 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.018 Recours judiciaires et règlement de litiges

CE *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1226684003

Radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

30.019 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.020 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.021 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.022 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.023 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Règlement - Adoption

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1217596002

Adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069)

40.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.003 Règlement - Adoption

CM *Service de l'habitation* - 1228944001

Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) afin d'élargir son application à des fonctionnaires et employés du Service de l'habitation et de modifier certains articles pour alléger le fardeau de la preuve

40.004 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1227896003

Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de commerces dans le cadre de la deuxième phase du plan de soutien à la relance du centre-ville / Réserver la somme de 1 M$ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.005 Règlement - Emprunt

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1229459003

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 123 896 000 $ pour le financement des travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

40.006 Règlement - Urbanisme

CM *Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire* - 1229296001

Approuver, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement 02-136 la demande de démolition du bâtiment sis au 2547, boul. Gouin Est - Lot 1 742 085 du cadastre du Québec (demande No 3002581314) avec la recommandation d'assurer la protection des arbres existants sur le site lors de la démolition et de clôturer la propriété et niveler le sol afin de rendre le terrain sécuritaire et préserver la qualité du paysage urbain après la démolition

40.007 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CM *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens des services administratifs et du greffe* - 1220717003

Déposer le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie au 31 décembre 2021

60.002 Dépôt

CE *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1227903005

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er mars au 31 mars 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

60.003 Dépôt

CE *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières* - 1227903006

Prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux mainlevées accordées, entre le 1er janvier 2022 et le 31 mars 2022, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002

60.004 Dépôt

CM *Conseil des Montréalaises* - 1227721001

Déposer le rapport d'activité 2021 du Conseil des Montréalaises

60.005 Dépôt

CM *Conseil Jeunesse* - 1227181003

Déposer le rapport d'activité 2021 du Conseil jeunesse de Montréal

60.006 Dépôt

CM *Conseil Interculturel* - 1229404003

Déposer le rapport d'activité 2021 du Conseil interculturel de Montréal

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 37
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 32
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 31

CE : 10.002

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le lundi 4 avril 2022 à 9 h
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCE :

Mme Valérie Plante, Mairesse

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE22 0498

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 4 avril 2022.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0499

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675021

Levée de la séance 9 h 01.

70.001

Les résolutions CE22 0498 et CE22 0499 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Dominique Ollivier	Emmanuel Tani-Moore
Présidente du comité exécutif	Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif
tenue le mercredi 6 avril 2022 à 9 h
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
M. Charles-Mathieu Brunelle, Directeur général adjoint - Qualité de vie
M. Claude Carette, Directeur général adjoint - Mobilité et attractivité
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE22 0500

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 6 avril 2022 en retirant les points 12.001 à 12.015.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0501

Il est

RÉSOLU :

1- d'exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 119 636,09 $, taxes incluses, pour les services de manutention et de livraison d'arbres pour l'année 2022 (15 avril au 31 décembre 2022), dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise 9048-3173 inc. (CE18 0367), majorant ainsi le montant total du contrat de 119 121 $ à 238 757,09 $ taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1224352007

CE22 0502

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Le consortium Jack World inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation de mobilier urbain sur-mesure comprenant huit modules de hamac à l'esplanade Tranquille, aux prix de sa soumission, soit une somme maximale de 121 196,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18664;

2- d'autoriser une dépense de 18 179,41 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 6 059,80 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Le consortium Jack World inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1218781005

CE22 0503

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Les entreprises Forlam inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour les forages de nouveaux puits de captages de biogaz, pour une somme maximale de 372 962,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public ENV CESM 2022-01;

2- d'autoriser une dépense de 28 743,75 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1220795001

CE22 0504

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder à Synairgis inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, un contrat pour la fourniture des services professionnels requis pour l'accompagnement LEED du projet de rénovation du complexe sportif Claude-Robillard, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 132 652,41 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-19062;

2- d'autoriser une dépense de 19 897,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 59 693,58 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à l'évaluation du rendement de Synairgis inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1220660002

CE22 0505

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier de 30 000 $ et un soutien technique d'une valeur de 50 000 $ à l'organisme United Irish Societies of Montréal pour l'organisation du Défilé de la Saint-Patrick 2022;

2- d'approuver deux projets de conventions entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement du soutien financier et du soutien technique;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.005 1228994001

CE22 0506

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 19 334 $ au Musée McCord Stewart pour réaliser une étude d'évaluation de l'état des systèmes CVCA de sa réserve muséale dans le cadre du Programme d'aide aux études de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Musée McCord Stewart établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1228080001

CE22 0507

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant 50 000 $ à l'Université de Montréal pour la réalisation de l'édition 2022 de la conférence internationale TimeWorld AI qui aura lieu du 5 au 7 mai 2022 à Montréal;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1228006001

CE22 0508

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser la Ville à demander un addenda au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation afin de prolonger l'entente actuelle pour la réalisation des projets pilotes de véhicules autonomes électriques jusqu'au 31 décembre 2025 et de dépenser le résiduel de 2,6 M$ de la subvention accordée (CE18 1608).

Adopté à l'unanimité.

30.001 1215890003

CE22 0509

Il est

RÉSOLU :

1- d'accepter un don de la maison d'édition Hibou Éditeurs visant à pourvoir les bibliothèques de Montréal de 20 lots du *Catalogue raisonné de Jean Paul Riopelle* d'une valeur totale estimée à 33 800 $;

2- d'approuver un projet de convention de donation entre la Ville de Montréal et Hibou Éditeurs à cet effet;

3- d'autoriser la directrice des bibliothèques, du Service de la culture, à signer la convention de donation pour et au nom de la Ville de Montréal, lorsque les biens faisant l'objet du don seront remis à la Ville.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1221213001

CE22 0510

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle de 15 770 euros (environ 22 801,84 $ CAD) à Metropolis - Association mondiale des grandes métropoles, incluant la cotisation à l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), pour l'année 2022;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1225117003

CE22 0511

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le greffier à fixer la date de la vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières au lundi, 7 novembre 2022 au Marché Bonsecours situé au 300, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1228210002

CE22 0512

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'autoriser le règlement hors Cour, pour la somme de 181 367,66 $ en capital, intérêts et frais, des actions en dommages au montant de 921 203,15 $, des assureurs et des assurés contre la Ville de Montréal et Plomberie Chauffage St-Amour & Gagnon inc. et Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances;

2- d'approuver le règlement de la demande d'intervention forcée du courtier d'assurance P. Monette en contrepartie de la réception du montant de 25 000 $.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1226684002

CE22 0513

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances numéros 63, 64 et 65 jointes au présent dossier décisionnel afin de rendre applicable ce règlement dans les secteurs « William Phase 2 », « Ontario-Place Valois » et « Laurentien-Lachapelle Phase 3 ».

Adopté à l'unanimité.

40.001 1221573002

CE22 0514

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 136 du Règlement des tarifs (exercice financier 2022) (22-004), l'ordonnance numéro 4 jointe au présent dossier décisionnel afin d'offrir l'accès gratuit au Jardin botanique lors du Pré-sommet L'Envol du condor le 18 juin 2022 aux détenteurs du bracelet ou du collier vendu par Kina8at.

Adopté à l'unanimité.

40.002 1226744001

Levée de la séance 9 h 52.

70.001

Les résolutions CE22 0500 à CE22 0514 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Dominique Ollivier	Emmanuel Tani-Moore
Présidente du comité exécutif	Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le vendredi 8 avril 2022 à 9 h 30
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Dominique Ollivier, Présidente du comité exécutif
Mme Caroline Bourgeois, Vice-présidente du comité exécutif
Mme Ericka Alneus, Membre du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Marie-Andrée Mauger, Membre du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Alain Vaillancourt, Membre du comité exécutif
Mme Maja Vodanovic, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Benoit Dorais, Vice-président du comité exécutif
Mme Josefina Blanco, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Sophie Mauzerolle, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M. Mathieu Legault, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier de la Ville
Mme Alia Hassan-Cournol, Conseillère associée à la mairesse
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Despina Sourias, Conseillère associée
M. Alex Norris, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable

---

CE22 0515

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 8 avril 2022 en y retirant le point 12.001.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE22 0516

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1222675022

Levée de la séance 9 h 35.

70.001

Les résolutions CE22 0515 à CE22 0516 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____
Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif

_____
Emmanuel Tani-Moore
Greffier de la Ville

CE : 10.007

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.001

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1224473001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 130 689,27 $ taxes incluses, pour le service d'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater de la Ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien ménager Vimont inc. (CE19 1556), majorant ainsi le montant total du contrat de 401 234,01 $ à 531 923,28 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. de se prévaloir de l'option de prolongation du contrat pour accorder à Service d'entretien ménager Vimont inc. le service d'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater de la Ville de Montréal pour une période de 12 mois à compter du 23 octobre 2022, majorant ainsi le montant total de 401 234,01 $ à 531 923,28 $, taxes incluses (montant total du contrat 492 259,92 $ et des contingences de 39 663,36 $);
2. d'autoriser une augmentation de 127 501,73 $, taxes incluses, au contrat pour une période de 12 mois;
3. d'autoriser une dépense de 3 187,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour la période de 12 mois;
4. d'imputer cette dépense, taxes incluses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération;
5. de procéder à une évaluation du rendement de Service d'entretien ménager Vimont inc.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-31 18:26

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224473001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 130 689,27 $ taxes incluses, pour le service d'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater de la Ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien ménager Vimont inc. (CE19 1556), majorant ainsi le montant total du contrat de 401 234,01 $ à 531 923,28 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à exercer l'option de prolongation de 12 mois au contrat conclu avec la firme Service d'entretien ménager Vimont inc. afin de poursuivre l'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater comme indiqué à la clause 15.02 - Renouvellement des documents d'appel d'offres public AO19-17681 et dans la résolution CE 19 1556.
Ce contrat d'entretien pour le service d'entretien sanitaire est en vigueur depuis le 25 octobre 2019 et prendra fin le 24 octobre 2022.

L'appel d'offres 19-17681 a été réalisé en 2019 par le Service de l'approvisionnement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1556 - 9 octobre 2019 - d'accorder à Service d'entretien ménager Vimont inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour le service d'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater, pour une période de 36 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 401 234,01 $, taxes incluses, d'autoriser une dépense de 36 475,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour la période de 36 mois; conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17681 (2 soumissions).

DESCRIPTION

Ce contrat consiste à effectuer l'entretien ménager du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater, afin de maintenir les lieux dans un état salubre et fonctionnel.
Une clause de prolongation est inscrite aux documents d'appel d'offres et permet une seule prolongation de 12 mois.

JUSTIFICATION

Ce contrat étant en vigueur depuis le 25 octobre 2019 est bien rodé et le service rendu est satisfaisant. Ainsi, la Direction de l'Eau Potable juge approprié de recourir à l'année de prolongation du contrat en cours.
La prolongation de celui-ci permettra d'assurer la poursuite de cette activité pour 12 mois supplémentaires, soit du 25 octobre 2022 au 24 octobre 2023, au coût de 127 501,73 $ (taxes incluses), ainsi qu'un montant de 3 187,54 $, taxes incluses, pour les contingences.

Les validations requises à l'effet que Service d'Entretien Ménager Vimont ne fait pas parti de la liste du registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'est pas inscrit au registre des entreprises ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle de la ville de Montréal ont été réalisées en date du 25 février 2022 par le responsable du dossier.

Une évaluation du rendement de Service d'entretien ménager Vimont inc sera effectuée conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale reliée à l'option de prolongation s'élève à 130 689,27 $ taxes incluses (montant du contrat 127 501,73 $ et des contingences de 3 187,54 $, taxes incluses). Cette dépense représente un coût net de 119 336,72 $, lorsque diminuée des ristournes de taxes fédérale et provinciale.

Le montant total de la dépense passera de 401 234,01 $, taxes incluses à 531 923,28 $, taxes incluses (montant total du contrat 492 259,92 $ et des contingences de 39 663,36 $, taxes incluses)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. La totalité de cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement de la Direction de l'Eau Potable.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 :

Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entretien sanitaire est requis pour assurer la propreté des lieux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'entretien sanitaire effectué quotidiennement aide à réduire les risques de propagation des virus incluant celui de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Option de prolongation : du 25 octobre 2022 au 24 octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francesca RABY, Service de l'approvisionnement
Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie PLOUFFE, 8 mars 2022
Francesca RABY, 3 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Marc OUELLET
Ingénieur mécanique

Tél : 514 868-4110
Télécop. : 514-868-5964

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-03

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2022-03-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-03-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :
Unité administrative responsable :
Projet :

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Mettre en place un programme d'entretien ménager écologique favorisant le bien-être des occupants et du personnel de conciergerie lié au projet de mise en service et d'exploitation du nouveau bâtiment de la Direction de l'eau potable, dans le meilleur respect des conditions environnementales telles la qualité de l'air et l'empreinte écologique des produits utilisés.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 23 février 2022

Monsieur Juan Romero
Service d'entretien ménager Vimont inc.
940, rue Michelin - Suite 4
Laval (Quebec) H7L 5C1

Courriel : vimontinc@gmail.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 19-17681 (entente #1377909)
Fourniture d'un service d'entretien sanitaire au 999 rue Dupuis, bâtiment administratif de la Direction de l'eau potable.

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 25 octobre 2022 au 24 octobre 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les quize (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 5 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à francesca.raby@montreal.ca **au plus tard le 3 mars 2022** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : M. JUAN JOSE ROMERO — 24 février 2022
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

F. Raby

Francesca Raby
Agente d'approvisionnement II
Courriel : francesca.raby@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1224473001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 130 689,27 $ taxes incluses, pour le service d'entretien sanitaire du bâtiment administratif et d'ingénierie du complexe Atwater de la Ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien ménager Vimont inc. (CE19 1556), majorant ainsi le montant total du contrat de 401 234,01 $ à 531 923,28 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1224473001_Information financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget

Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-08

Marleen SIDNEY
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-0893
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1221543002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la seconde année de prolongation pour une période de un an, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et autoriser une dépense additionnelle de 462 243,78 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco Inc. (Lot 1), à 178001 Canada Inc./Groupe Nicky (Lot 2) et à Les entreprises Daniel Robert Inc. (Lot 3) (CG19 0470), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 386 731,32 $ à 1 848 975,10 $, taxes incluses

Il est recommandé au comité exécutif :

1- d'exercer la seconde année d'option de prolongation pour une période d'un an, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et d'autoriser une dépense additionnelle de 21 717,06 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Daniel Robert Inc. (Lot 3), majorant ainsi le montant total du contrat de 65 151,17 $, taxes incluses à 86 868,23 $ taxes incluses;

Il est recommandé au Conseil d'agglomération:

2- d'exercer la seconde année d'option de prolongation pour une période d'un an, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et d'autoriser une dépense additionnelle de 440 526,72 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco Inc. (Lot 1), à 178001 Canada Inc./Groupe Nicky (Lot 2), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 321 580,15 $, taxes incluses à 1 762 106,87 $, taxes incluses;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Paysagiste Solarco Inc.	Lot 1	294 152,04 $
178001 Canada Inc./Groupe Nicky	Lot 2	146 374,68 $

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 82,6% par la Ville centre pour un montant net de 348 077,70 $ et à 17,4% par l'agglomération pour un montant net de 73 302,28 $.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-03-31 18:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1221543002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la seconde année de prolongation pour une période de un an, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et autoriser une dépense additionnelle de 462 243,78 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco Inc. (Lot 1), à 178001 Canada Inc./Groupe Nicky (Lot 2) et à Les entreprises Daniel Robert Inc. (Lot 3) (CG19 0470), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 386 731,32 $ à 1 848 975,10 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) assume les responsabilités des activités relatives à l'entretien extérieur de ses installations, dont le déneigement. À la suite du rapatriement de ces responsabilités au Service par le Règlement 08-056, ces activités sont coordonnées par la Division de la gestion des installations sportives (DGIS) de la Direction des sports.
Un appel d'offres public (19-17715) a eu lieu le 26 juin 2019 afin de conclure une entente d'une durée de deux (2) saisons pour les périodes hivernales situées entre le 1er novembre 2019 et le 30 avril 2021. Les clauses de l'appel d'offres prévoient la possibilité de prolonger le contrat à deux (2) reprises pour une période maximale de 12 mois chacune. La première période de prolongation d'un (1) an a eu lieu du 1er novembre 2021 au 30 avril 2022. La présente demande vise une seconde prolongation des contrats pour une durée d'un (1) an soit entre le 1er novembre 2022 et le 30 avril 2023.

Le présent dossier recommande donc de prolonger les trois (3) contrats suivants pour une période d'une année :

1- Paysagiste Solarco Inc. pour la fourniture de services de déneigement pour le Complexe sportif Claude-Robillard et l'aréna Michel-Normandin pour en montant avant taxes de 255 840 $ (294 152,04 $, taxes incluses)
2- 178001 Canada Inc./Groupe Nicky pour la fourniture de services de déneigement pour le

Stade de soccer de Montréal, le TAZ, et le parc Frédéric-Back pour un montant avant taxes de 127 310 $ (146 374,67 $, taxes incluses)
3- Les entreprises Daniel Robert Inc. pour la fourniture de services de déneigement pour l'aréna Maurice-Richard pour un montant avant taxes de 18 888,50 $ (21 717,06 $, taxes incluses)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0242 - 20 mai 2021 Exercer la première année d'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 440 526,72 $, taxes incluses, pour les services de déneigement, pour une période d'un an, soit du 1er novembre 2021 au 30 avril 2022, dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco inc. (Lot 1), à 178001 Canada inc./Groupe Nicky (Lot 2) (CG19 0470), majorant ainsi le montant total des contrats de 881 053,43 $ à 1 321 580,15 $, taxes incluses
CG19 0470 - 24 octobre 2019 Accorder trois contrats totalisant la somme de 924 487,53 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de déneigement, aux firmes ci-après, plus bas soumissionnaires conformes, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales en regard de chacun d'elle, pour la période du 1er novembre 2019 au 30 avril 2021, incluant une option de prolongation de deux périodes de 12 mois: Paysagiste Solarco inc., pour le Complexe sportif Claude-Robillard et l'aréna Michel-Normandin (Lot 1), pour une somme maximale de 588 304,08 $, taxes incluses; 178001 Canada inc./Groupe Nicky, pour le Stade de soccer de Montréal, Le TAZ, et le parc Frédéric-Back (Lot 2), pour une somme maximale de 292 749,35 $, taxes incluses; Les entreprises Daniel Robert inc., pour l'aréna Maurice-Richard (Lot 3), pour une somme maximale de 43 434,11 $, taxes incluses. Autoriser une dépense maximale de 844 180,34 $, nette de taxes, pour la fourniture de services de déneigement des installations sportives relevant de la Division de la gestion des installations sportives et de la Division de la concertation et Bureau du Mont-Royal. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

CE17 1500 du 30 août 2017 Autoriser la prolongation jusqu'au 30 avril 2018, des contrats (CE15 1998) octroyés à 178001 Canada Inc./Groupe Nicky pour la fourniture de services de déneigement du Complexe sportif Claude-Robillard, de l'aréna Michel-Normandin, du Stade de soccer de Montréal et du Taz, pour une somme maximale de 108 996,30 $, taxes incluses et aux Entreprises Daniel Robert Inc. pour la fourniture de services de déneigement à l'aréna Maurice-Richard, pour une somme maximale de 15 959,68 $, taxes incluses

DESCRIPTION

Le devis original prévoit la réalisation du déneigement, d'épandage d'abrasif et le chargement de la neige des espaces spécifiques du SGPMRS.
Le cahier de charges en vigueur via l'appel d'offres 19-17715 permet à la Ville d'exercer deux périodes de prolongation.

JUSTIFICATION

Depuis les trois (3) dernières saisons, les trois (3) entreprises ont réalisé les travaux prévus au devis selon les attentes du SGPMRS;
Considérant que les travaux ont été réalisés dans le respect des attentes prévues au devis et qu'aucune indexation financière n'était prévue au devis des prix soumis en 2019, il est proposé de prolonger les contrats pour une seconde et dernière saison hivernale 2022-2023.

En approuvant cette prolongation, l'offre de services aux citoyens sera maintenue, et ce, dans des conditions financières favorables pour la ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contrats ne prévoient aucune clause d'indexation de prix pour l'ensemble des années de prolongation du contrat.

	Taxes incluses				
	Contrat initial	Option première année	Sous-total	Option deuxième année	**Total**
Paysagiste Solarco Inc	588 304,08 $	294 152,04 $	882 456,12 $	294 152,04 $	**1 176 608,16**
178001 Canada Inc./Groupe Nicky	292 749,35 $	146 374,68 $	439 124,03 $	146 374,68 $	**585 498,71**
Sous-total	**881 053,43 $**	**440 526,72 $**	1 321 580,15 $	**440 526,72 $**	**1 762 106,87**
Les entreprises Daniel Robert Inc.	43 434,11 $	21 717,06 $	65 151,17 $	21 717,06	**86 868,23**
GRAND TOTAL	**924 487,54 $**	**462 243,78 $**	1 386 731,32 $	**462 243,78**	**1 848 975,10**

Les crédits requis pour ce dossier sont disponibles dans la base budgétaire de la DGIS ainsi qu'à la division de la Concertation et Bureau du Mont-Royal du SGPMRS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera assumée à 82,6% par la Ville centre pour un montant net de 348 077,70 $ et à 17,4% par l'agglomération pour un montant net de 73 302,28 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (priorités 19 et 20). Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'inciter à une vie active et sportive, d'offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité et d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs. Il concorde avec l'orientation du plan afin que la population puisse s'approprier les espaces publics et puisse se déplacer sans contrainte et de manière sécuritaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de ce contrat est essentielle afin d'éviter une rupture des opérations de déneigement pour la saison 2022-2023 des installations du SGPMRS. Advenant l'annulation de la prolongation des trois (3) contrats, la sécurité et l'accès de la population montréalaise aux installations seront compromis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte où les services ne seraient pas rendus à cause de la COVID-19, la Ville n'aura pas à défrayer de coûts pour des services qui n'auront pas été rendus. Les paiements seront effectués en fonction des biens et services livrés. Les entrepreneurs devront se conformer aux mesures sanitaires recommandées par les autorités de la santé publique qui seront en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er novembre 2022 Début de la période de prolongation
30 avril 2023 Fin de la période de prolongation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Faiza AMALLAL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin GINCE
C/S centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-250-8142
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-08

Dino DAFNIOTIS
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-8379
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE

Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-03-30

Directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-03-31

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1221543002*
Unité administrative responsable : *SGPMRS, Direction des sports, Division de la gestion des installations sportives*
Projet : *Aucun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* *Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Que la population puisse s'approprier les espaces publics et puisse se déplacer sans contrainte et de manière sécuritaire*.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion**			**x**
b. **Équité**			**x**
c. **Accessibilité universelle**			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1221543002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Exercer la seconde année de prolongation pour une période de un an, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et autoriser une dépense additionnelle de 462 243,78 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco Inc. (Lot 1), à 178001 Canada Inc./Groupe Nicky (Lot 2) et à Les entreprises Daniel Robert Inc. (Lot 3) (CG19 0470), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 386 731,32 $ à 1 848 975,10 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Clause 15.02.pdf

19-17715 Lettre de renouvellement signée_ Lot 1_ Solarco.pdf

19-17715 Lettre de renouvellement signée _ Lot 2_ Nicky.pdf

19-17715 Lettre de renouvellement signée_ Lot 3_Daniel Robert.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Faiza AMALLAL
Agente d'approvionnement 2

Tél : 514-838-8254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-08

Denis LECLERC
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : (514)217 3536
Division : Division - Acquisition

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels

255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400

Montréal (Québec) H2M 1L5

Tel que précisé à la clause 15.02 du contrat, cité ci-dessous :

15.02 Renouvellement

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour DEUX (2) période(s) additionnelle(s) de CINQ (5) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention, par écrit, à l'ADJUDICATAIRE au moins SOIXANTE (60) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE.

PAR COURRIEL

Le 16 février 2022

Monsieur Stéphane Charland
Paysagiste Solarco Inc.
2060, Av. Francis-Huges
Laval (QC) H7S 1N4
Courriel : solarco@videotron.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 19-17715
Service de déneigement des sentiers, terrasses et stationnements Service des grands parcs du Mont-Royal des sports – Lot 1 : Complexe sportif Claude robillard et Aréna Michel-Normandin

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (15) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 40 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à faiza.amallal@montreal.ca **au plus tard le 2 mars 2022** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Stéphane Charland — 16 fév 2022
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Faiza Amallal
Agente d'approvisionnement II
Courriel : faiza.amallal@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 16 février 2022

Monsieur Nick Luongo
178001 Canada inc. (Groupe Nicky)
9771, rue Waverly
Montreal (QC) H3L 2V7
Courriel : nicky@groupenicky.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 19-17715
Service de déneigement des sentiers, terrasses et stationnements Service des grands parcs du Mont-Royal des sports – Lot 2 : le TAZ, Le Stade de soccer & le Parc Frederic-Back

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (15) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 40 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à faiza.amallal@montreal.ca **au plus tard le 2 mars 2022** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : MR. CARMEN LUONGO _____ 17-02-22
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Faiza Amallal
Agente d'approvisionnement II
Courriel : faiza.amallal@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 16 février 2022

Monsieur Daniel Robert
Les Entreprises Daniel Robert inc.
11 550, Av. Philippe-Panneton
Montreal (QC) H1E 4G4
Courriel : danielrobert@edr-inc.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 19-17715
Service de déneigement des sentiers, terrasses et stationnements Service des grands parcs du Mont-Royal des sports – Lot 3 : l'aréna Maurice Richard.

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les quinze (15) jours qui précèdent la fin du contrat, un cautionnement d'exécution au pourcentage de 40 %, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à faiza.amallal@montreal.ca **au plus tard le 2 mars 2022** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Jean-François Robert — Nom en majuscules et signature ; 17-02-22 — Date

Je refuse le renouvellement : _____ — Nom en majuscules et signature ; _____ — Date

Faiza Amallal
Agente d'approvisionnement II
Courriel : faiza.amallal@montreal.ca

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1221543002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Exercer la seconde année de prolongation pour une période de un an, soit du 1er novembre 2022 au 30 avril 2023 et autoriser une dépense additionnelle de 462 243,78 $, taxes incluses, pour les services de déneigement dans le cadre des contrats accordés à Paysagiste Solarco Inc. (Lot 1), à 178001 Canada Inc./Groupe Nicky (Lot 2) et à Les entreprises Daniel Robert Inc. (Lot 3) (CG19 0470), majorant ainsi le montant total des contrats de 1 386 731,32 $ à 1 848 975,10 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1221543002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-17

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1215035008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses;
2. d'autoriser le Directeur Sécurité publique et justice, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-25 09:43

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215035008**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Le Système de Gestion des Interventions (SGI) est au cœur des activités opérationnelles du Service de sécurité Incendie de Montréal (SIM). Il permet la répartition des appels d'urgence ainsi que la gestion des opérations et des communications sur le territoire de l'île de Montréal. Il est actuellement utilisé par plus de 2 700 employés du SIM, 24 heures par jour et 365 jours par année. Il soutient la gestion de plus de 130 000 interventions par année. Il est composé principalement d'une solution pour les communications entre véhicules, déployée en 2004 et d'un système de répartition assisté par ordinateur (RAO), Artémis, mis en service en 2007.

Le SGI permet aussi d'acheminer aux intervenants du SIM plusieurs types d'informations essentielles relatives aux interventions, telles que le type de bâtiment, la présence de matières dangereuses, la présence et la localisation de personnes requérant de l'aide à évacuation et la localisation des bornes d'incendie. Son utilisation contribue à la réduction du temps de réponse à un appel d'urgence et à l'amélioration des processus de répartition du SIM, ce qui a un impact majeur sur la sécurité des citoyens et celle des intervenants du SIM.

Le contrat initial du SGI (CG06 0101) a été octroyé le 2 mars 2006 à EDS Canada Inc. qui en 2008 s'est fusionné avec Hewlett-Packard Canada Enterprise Co. En janvier 2017, Hewlett-Packard Canada Enterprise Co. a changé sa raison sociale et est devenue ESIT Canada Services aux Entreprises Cie (ESIT).

Suite à l'appel d'offres public # IMM-15663, la Ville a accordé, le 30 septembre 2021, un contrat à la firme à la firme Gastier M.P. inc., pour l'acquisition et l'installation en conception construction d'un système d'alerte en caserne (SAC) au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) ainsi que du mandat d'opération et entretien pour une période de 5 ans avec une option de renouvellement de 2 années additionnelles - Dépense totale de 34 191 501,97 $, taxes incluses (Montant du contrat travaux : 23 699 666.35 $ - Contingences : 3 554 949.95 $ - Incidences : 574 875.00 $. L'intégration de SAC dans le SGI passe par la mise en place d'une interface entre le système d'alerte en caserne (SAC) et le système de gestion des interventions (SGI) du SIM, un élément essentiel pour assurer le bon fonctionnement du SGI et ainsi assurer la sécurité de citoyens de Montréal et des intervenants du SIM.

Le présent dossier vise l'approbation de l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0604 - 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour l'acquisition et l'installation en conception construction d'un système d'alerte en caserne (SAC) au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) ainsi que du mandat d'opération et entretien pour une période de cinq ans avec une option de renouvellement de deux années additionnelles - Dépense totale de 34 191 501,97 $, taxes, contingences, incidences incluses - Appel d'offres public IMM - 15663 - (1 seul soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 1 042 500 $ pour l'exercice financier 2024 et de 923 100 $ récurrent à compter de 2025.
CG20 0433 - 24 septembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 4 596 076,12 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de deux renouvellements annuels du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une période de deux ans, soit du 28 novembre 2020 au 27 novembre 2022, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 424 422,09 $ à 40 020 498,21 $, taxes incluses

CG20 0010 - 30 janvier 2020 - Approuver l'addenda # 7 au contrat avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant au renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface VIPER, pour une dépense additionnelle de 335 507,81 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 35 088 914,28 $ à 35 424 422,09 $, taxes incluses.

CG19 0419 - 19 septembre 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 22 840,07 $, taxes incluses, pour l'achat des interfaces analogues, dans le cadre du contrat accordé à West Safety Services Canada inc. (CG18 0600), majorant ainsi le montant total du contrat de 859 292,13 $ à 882 132,20 $, taxes incluses.

CG18 0600 - 22 novembre 2018 - Accorder un contrat à la firme West Safety Services Canada inc. pour l'acquisition d'un système de gestion des appels d'urgence pour le Centre de communications (CCSI) pour le Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM) pour la période du 1er décembre 2018 au 30 novembre 2021, pour une somme maximale de 859 292,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 18-17189 - 2 soumissionnaires.

CG17 0257 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'addenda no 6 se rapportant au

renouvellement du contrat de maintenance, d'entretien et de support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour une période de 36 mois, soit du 28 novembre 2017 au 27 novembre 2020, avec la possibilité de 2 renouvellements annuels, et la mise à jour du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) Artémis de la version 2.0 à la version 2.4 ou la dernière version disponible commercialement avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie, pour une dépense additionnelle de 11 735 676,89 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 23 353 237,39 $ à 35 088 914,28 $, taxes incluses.

CG13 0323 – 29 août 2013 - Approuver le projet d'addenda 5 se rapportant au renouvellement du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec Hewlett-Packard Enterprise Canada Co (CG12 0401), pour une période de 48 mois, soit du 28 novembre 2013 au 27 novembre 2017 pour une dépense additionnelle de 8 908 840,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 444 396,99 $ à 23 353 237,39 $, taxes incluses.

CG12 0401 – 25 octobre 2012 - Approuver l'addenda 3 se rapportant au renouvellement du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) dans le cadre du contrat avec Hewlett-Packard Enterprise Canada Co. (HP) (CG12 0037), et l'addenda 4 du contrat d'entretien du SGI avec HP afin d'y ajouter le support de la solution Ortivus, pour une dépense additionnelle de 231 789,60 $, majorant ainsi le montant total du contrat de 14 212 607,39 $ à 14 444 396,99 $, taxes incluses.

CG12 0037 – 23 février 2012 - Exercer l'option de renouvellement, pour une première année, du contrat d'entretien du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) avec la firme Hewlett-Packard Enterprise Canada Co., pour la période du 28 novembre 2012 au 27 novembre 2013, pour un montant de 1 585 211,73$, taxes incluses

CG08 0422 – 28 août 2008 - Approuver l'addenda numéro 2 au contrat de service octroyé à EDS Canada Inc. (appel d'offres public 05-8330) relatif à l'application SGI du Service de sécurité incendie de Montréal, pour un montant additionnel maximal de 937 116,99 $.

CG08 0051 - 28 février 2008 - Autoriser une dépense additionnelle de 701 444,94 $, taxes incluses, pour l'augmentation des frais de télécommunication et de support du système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal, dans le cadre du contrat octroyé à EDS Canada Inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 10 988 833,73 $ à 11 690 278,67 $, taxes incluses (appel d'offres public 05-8330) / Approuver le projet d'addenda à cette fin.

CG06 0101 – 2 mars 2006 - Octroyer à la firme EDS Canada Inc. un contrat, au montant de 10 988 833,73 $ suite à l'appel d'offres public 05-8330 pour la réalisation de la phase II du projet de remplacement du Système de gestion des interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal.

DESCRIPTION

L’avènement de la nouvelle solution SAC (système d’alerte en caserne) du fournisseur « Purvis » visant à remplacer le système actuel, nécessite une adaptation des échanges d’informations relative à l’intervention entrante entre la répartition assistée par ordinateur (RAO) Artémis et le nouveau SAC Purvis. À cet effet et afin d’assurer la continuité des opérations du SIM et plus spécifiquement ceux du Centre de communication du service incendie (CCSI) et des casernes, il faudra développer l'interface entre le nouveau système d'alerte en caserne (SAC) et la répartition assistée par ordinateur (RAO) qui permettra de transmettre les informations relatives aux notifications des interventions entrantes vers le

futur système d'alerte en caserne. Il s'agit d'un prérequis nécessaire pour la modernisation du système d'alerte en caserne.

JUSTIFICATION

Le présent dossier décisionnel vise à mettre en place une interface entre le système d'alerte en caserne (SAC) au système de gestion des interventions (SGI) du SIM, essentielle pour assurer le bon fonctionnement du SGI et ainsi assurer la sécurité de citoyens de Montréal, ainsi que les intervenants du SIM. La firme ESIT supporte et entretient, depuis sa mise en service, les composantes du SGI, à titre d'intégrateur exclusif du fournisseur de la solution logicielle choisie. Il est l'intégrateur pour toutes les actions de support, d'ajustements ou d'ajouts aux diverses composantes du SGI. Ce contrat est accordé, de gré à gré, à ESIT puisqu'elle est la seule firme en mesure de fournir les services requis dans le cadre de ce projet, compte tenu des technologies utilisées actuellement. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés en gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle au contrat est de 532 909,13 $, taxes incluses et sera répartie comme suit :

Description	2022	2023	Total
Dossier spécifications détaillées	137 797,54 $		137 797,54 $
Achat de licences initiales pour l'implantation	183 730,05 $		183 730,05 $
Mise en production	137 797,54 $		137 797,54 $
Sous total PDI	**459 325,13 $**		**459 325,13 $**
Maintenance et support Interface SAC-Purvis **(BF)** 27 novembre 2022 au 26 novembre 2023	12 264,00 $	61 320,00 $	73 584,00 $
Total taxes incluses	**471 589,13 $**	**61 320,00 $**	**532 909,13 $**

Les paiements se feront mensuellement (6 132,00 $).

Dépenses capitalisables (PDI) :

La dépense de 459 325,13 $, taxes incluses, (419 425,07 $, net de taxes), sera imputée au PDI 2022-2031 du Service des TI au projet 68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG17-013. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'elle concerne le SIM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Dépenses au budget de fonctionnement (BF) :

Le coût annuel de 73 584 $ taxes incluses, (67 192 $ net de taxes), pour le service de maintenance et de support sera imputé au budget de fonctionnement du Service des TI. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le support et l'entretien du système de gestion des appels d'urgence pour le Centre de communications (CCSI) du Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM), qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans

certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement de l'interface entre le nouveau système d'alerte en caserne (SAC) et la répartition assistée par ordinateur (RAO) permettra de transmettre à SAC les informations nécessaires pour l'acheminement des appels au combat dans les casernes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

Approbation du dossier par le CE : 4 mai 2022;
Approbation du dossier par le CM : 16 mai 2022;
Approbation du dossier par le CG : 19 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Valérie LAVIGNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe GAUTHIER, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Philippe GAUTHIER, 21 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe CLOUTIER
conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-872-0045
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Leonel CARRANZA
chef de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514-207-9702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur - Centre Expertise Plateformes et Infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2022-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-04-20

- **Renseignements généraux**

Pour	**RAO Artémis 2.4 SIM**		
Titre de la demande	**Interface SAC-Artémis Purvis**	**Nº de la demande**	**CRXXXXX**
		Créée le	2021-11-29
Soumise par	Christian Couture *Chargé d'expertise et de pratique principal - STI* Zine-El-Abidine Affane *Analyste d'affaires conseil - STI*	**État**	Ouverte
Soumise à	Philippe Maertens *Chargé de projet DXC* Sophie McDonald *Directrice DXC*	**Présentée à**	Francis Ruest Chef de Division - SIM Leonel Carranza *Chef de Division STI* Nassim Boucherit *Chargé de projet principal - STI* Philippe Lessard *Architecte Telecom - STI* Karine Séguin *Chef de section SIM* Mohamed Dahli *Conseiller analyse - contrôle de gestion - SIM*

- **Description**

Description détaillée

L'avènement de la nouvelle solution SAC (système d'Alerte en caserne) du fournisseur « Purvis » visant à remplacer le système "Valcom" actuel, nécessite une adaptation des échanges d'informations relatifs à l'intervention entrante entre le RAO Artémis et le nouveau SAC Purvis. A cet effet et afin d'assurer la continuité des opérations du SIM et plus spécifiquement ceux du CCSI et des casernes, nous sollicitons, par la présente, DXC en vue de la fourniture d'une proposition afin que le répartiteur du Centre de communications du Service de sécurité incendie de Montréal (CCSI) puisse :

- Transmettre, par le biais du RAO Artémis, les informations relatives aux notifications des interventions entrantes vers le futur système d'alerte en caserne de Purvis
- Recevoir, via le RAO Artémis, les confirmations nécessaires de réception et de diffusion des alertes entrantes en casernes par le biais du futur système d'alerte en caserne de Purvis

Sur la base des besoins préalablement exprimés, nous demandons à DXC de fournir une proposition qui vise à identifier :

- Les solutions disponibles
- Une évaluation des efforts accompagnée par un échéancier de réalisation
- Les coûts envisagés

Purvis fournira l'API (Application programming interface), l'interface de programmation qui permettra de réaliser la communication entre le ROA/Artémis et le futur système d'alerte en caserne.

L'équipe projet ainsi que le fournisseur Purvis sont disponibles pour des rencontres afin de préciser la compréhension du besoin et pour échanger sur les détails techniques.

Justification

- **Situation actuelle**

Lors de l'envoi d'un message de la part du CCSI, l'ordre de mission entre immédiatement dans l'ordinateur du poste de garde, Artémis caserne, et une impression de l'ordre est faite au même moment. Le VALCOM est déclenché dans un deuxième temps et transmet les informations, par une voix synthétisée, dans les haut-parleurs de la caserne. Ce système d'alerte en caserne, par son fonctionnement actuel, est une application alimentée par le système RAO Artémis. Le destinataire (en caserne) reçoit l'information transmise par ligne téléphonique. Par la suite, les serveurs vocaux transmettent la voix synthétisée dans les haut-parleurs.

Dès la réception de l'ordre de mission, un pompier doit se rendre dans le poste de garde afin d'acquitter la réception du message sur l'ordinateur RAO de caserne. Cet acquittement permet au personnel du CCSI de confirmer la réception de l'ordre de mission par la caserne et de savoir que les pompiers se préparent à intervenir. Si l'acquittement n'est pas fait dans les 30 secondes suivant l'envoi du message, le responsable de la répartition doit obligatoirement contacter le personnel de la caserne afin d'obtenir la confirmation que l'ordre de mission a été reçu.

- **Situation souhaitée / besoin**

Il faudrait que les informations relatives aux notifications des interventions entrantes soient :

- Transmises par le RAO Artémis au futur système d'alerte en caserne de Purvis ;
- Le RAO Artémis peut recevoir les confirmations nécessaires de réception et de diffusion des alertes entrantes en casernes par le biais du futur système d'alerte en caserne Purvis et en informer le répartiteur.

Le document "Fire station alerting system application program interface" version 2.4 préparé par Purvis est aussi joint à la présente demande afin de préciser l'analyse et le développement requis par DXC. Le but de ce document est de décrire et de définir la programmation de l'interface entre le RAO Artémis et le futur SAC de Purvis utilisé pour la communication et les opérations de répartition.

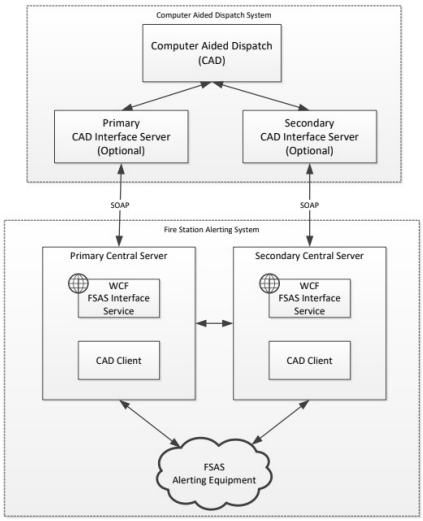


Figure 1: System Architecture

Conséquences de ne pas effectuer ou de remettre le changement

Considérant l'importance et la criticité du système d'alerte en caserne actuel dans le processus de distribution des ordres de missions et afin d'assurer la sécurité à la fois des pompiers et des citoyens, il est recommandé de réaliser cette demande et d'aller de l'avant avec la réalisation d'une solution de transfert de message d'alerte du RAO/Artémis vers le futur système d'alerte en caserne de Purvis et de s'assurer de la réception et de la diffusion de l'alerte par une confirmation au niveau du RAO/Artémis à partir du système d'alerte en caserne de Purvis.

Les conséquences de la non réalisation de cette demande de changement sont :

- Des pertes monétaires pour la Ville vu que cette dernière a octroyé le contrat de mise en place du nouveau SAC.
- Le système actuel continuera de ne pas être fiable à 100%;
- Limitation quant à l'optimisation du temps de transaction, au niveau de la transmission d'informations aux casernes, lors de la diffusion de l'ordre de mission;
- Incapacité à faire évoluer le système actuel pour répondre à de nouveaux besoins car en fin de vie utile.

• Validation de la demande de changement

Service	**Par**	**Date**
STI SIM	Christian Couture Zine-El-Abidine Affane	3 décembre 2021
☒ Conformité de la demande		

• Type de demande

Type demande *DXC déterminera en moins d'une semaine le type d'analyse requise.*	☐ Simple	☐ Moyenne	☐ Complexe
Proposition demandée le **selon le type de demande*	Aaaa-mm-jj		
Respect du délai ** Réception de la proposition*	Aaaa-mm-jj ☐ Oui ☐ Non		
Barème d'évaluation DXC			

No proposition		**Date réception CR**	Aaaa-mm-jj
Effectuée par STI SIM		**Date analyse CR**	Aaaa-mm-jj

• Solution recommandée

Solution retenue :	
Justification	

Plan d'action		
Activités	**Responsable**	**Date cible**

- **Solutions retenue**

Description de la solution	
Impacts sur les objectifs du projet	
Impacts sur le contenu du projet (y compris la liste des composantes touchées)	
Impacts sur le budget du projet (y compris les coûts inhérents)	
Impacts sur le calendrier du projet	
Impacts sur la qualité	
Autres impacts (par exemple, sur les opérations, les obligations contractuelles, le calendrier de projets connexes, etc.)	

Décision :	☐☒ Approuvée ☐☒ Remise	☐☒ Rejetée ☐☒ Annulée	
Décision prise par	☐☒ SIM	**Date**	Aaaa-mm-jj
	☐☒ STI		Aaaa-mm-jj
	☐☒ Comité de pilotage		Aaaa-mm-jj
Justification (facultatif)			

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.***			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ***Le projet dont il est ici question vise à moderniser et à améliorer l'efficacité du système d'alerte en caserne installé en 2007. À terme, ce nouveau système permettra de réduire les délais de réponse des équipes d'urgence et d'augmenter la sécurité des citoyens montréalais.***			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1215035008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent addenda #8 est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2022-04-15 - Addenda 8_visé (VF).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-15

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

30 mars 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Addenda No 8

(Convention du 2 mars 2006 (CG06 0101), modifiée par l'addenda N° 1 du 28 février 2008 (CG08 0051), par l'addenda N° 2 du 28 août 2008 (CG08 0422, par l'addenda N° 3 du 23 février 2012 (CG12 0037) , par l'addenda N° 4 du 31 octobre 2012 (CG12 0401) , par l'addenda N° 5 du 29 août 2013 (CG13 0323), par l'addenda N° 6 du 16 juin 2017 (CG17 0257) et l'addenda N° 7 du 30 janvier 2020 (CG20 0010)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET :

ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1145 Innovation Drive Ste 200, Kanata, Ontario K2K 3G8, agissant et représentée par madame Kristen Leroux, VP/GM, Canada Public Sector, Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 102340239
No d'inscription T.V.Q. : 1010300467

Ci-après appelée le **« Contractant »**

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE suivant l'appel d'offres 05-8330 ayant pour objet l'acquisition d'une solution clé en main pour le Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), la Ville a conclu une convention de services professionnels le 2 mars 2006 avec l'entreprise EDS Canada Inc. (résolution CG06 0101), laquelle a été modifiée par l'addenda N^{o} 1 le 28 février 2008 (résolution CG08 0051), par l'addenda N^{o} 2 le 28 août 2008 (résolution CG08 0422), par l'addenda N^{o} 3 le 23 février 2012 (résolution CG12 0037), par l'addenda N^{o} 4 le 25 octobre 2012 (résolution CG12 0401), par l'addenda N^{o} 5 le 29 août 2013 (résolution CG13 0323), par l'addenda N^{o} 6 le 16 juin 2017 et par l'addenda N^{o} 7 le 30 janvier 2020 (résolution CG20 0010) (ci-après collectivement appelés la **Convention**);

ATTENDU QUE l'entreprise EDS Canada Inc. s'est fusionnée en 2008 avec l'entreprise Hewlett-Packard Enterprise Canada Co.;

ATTENDU QU'en janvier 2017, Hewlett-Packard Canada Co. a changé sa dénomination sociale et est devenue ESIT Canada Services aux Entreprises Cie;

ATTENDU QUE la Convention a été renouvelée jusqu'au 27 novembre 2022 (résolution CG20 0433);

ATTENDU QUE suite à l'appel d'offres public # IMM - 15663, la Ville a octroyé à la firme Gastier M.P. Inc., un contrat relatif à l'acquisition et l'installation en conception construction d'un système d'alerte en caserne (SAC) pour le SIM ainsi qu'à l'opération et l'entretien de ce système pour une période de cinq (5) ans avec une option de renouvellement de deux (2) années additionnelles (CG21 0604);

ATTENDU QUE pour permettre l'intégration du SAC dans le SGI et en assurer le bon fonctionnement, une interface doit être ajoutée au SGI (ci-après, l' « Interface »);

ATTENDU QUE le Contractant est l'intégrateur exclusif pour toutes les actions de support, d'ajustement ou d'ajouts aux diverses composantes du SGI;

ATTENDU QUE le Contractant est le seul en mesure de procéder au développement de l'Interface permettant l'intégration du SAC au SGI puisqu'il détient les droits de propriété intellectuelle sur les logiciels du SGI;

ATTENDU QUE les honoraires du Contractant doivent être augmentés d'un montant de quatre cent soixante-trois mille cinq cents dollars excluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) (463 500$) pour permettre le développement de l'Interface ainsi que le support et l'entretien de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Cocontractant;



EN FOI DE QUOI LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

2.1 Les Annexes 10 et 11 ci-jointes sont ajoutées à la Convention et l'article 1 de la Convention est donc modifié pour procéder à l'ajout des paragraphes suivants :

1.10 « Annexe 10 » : Demande de changement du 3 décembre 2021
1.11 « Annexe 11 » : Réponse de DXC du 11 avril 2022 ;

2.1 L'article 2.1 de la Convention est modifié par l'ajout des « Annexes 10 et 11 » ci-jointes dans l'énumération des annexes qui y est faite;

2.2 Le premier paragraphe de l'article 3 de la Convention est modifié par l'ajout des « Annexes 10 et 11 » dans l'énumération des annexes qui y est faite;

2.3 L'article 6.1 de la Convention est remplacé par le suivant :

« En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et ses addendas, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **TRENTE ET UN MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATORZE MILLE QUARANTE-TROIS DOLLARS et VINGT-QUATRE CENTS (31 274 043,24$)** excluant toutes les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ), conformément à l'Annexe 2 ainsi qu'aux propositions financières du Contractant datées du 28 novembre 2011, du 29 juillet 2013, du 25 mai 2017 (Annexe 7) et du 11 avril 2022 (Annexe 11) ».

2.5 L'article 9.3 de la Convention est modifié de façon à ce que les informations relatives au Contractant se lisent comme suit :

« **Kristen Leroux**
VP/GM, Canada Public Sector
Présidente, ESIT Canada Service aux Entreprises Cie

1145 Innovation Drive Ste 200
Kanata, Ontario K2K 3G8

+1.343.996.1304
kristen.leroux@dxc.com »



ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITION

3.1 Tous les autres termes et conditions de la Convention demeurent inchangés et s'appliquent à l'égard des services additionnels prévus au présent addenda;

3.2 Aucun paiement versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la Convention et du présent addenda;

3.3 Les paiements seront honorés à la condition que soit présentées à la Ville des factures détaillées indiquant le détail des services rendus, le tout selon les termes et conditions prévus à la Convention telle que modifiée par le présent addenda;

3.4 Le présent addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AUX LIEU ET DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal, ce _____2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à _____, ce _____2022

ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CO.

Par :_____
Kristen Leroux, VP/GM, Canada Public Sector, Présidente

Cet Addenda N° 8 a été approuvé par résolution du conseil d'agglomération en date du _____ 2022 (CG22 _____).



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1215035008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Approuver l'addenda # 8 au contrat conclu avec la firme ESIT Canada Services aux Entreprises Cie se rapportant à la maintenance, l'entretien et le support du Système de Gestion des Interventions (SGI) du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) pour la mise en place de l'interface SAC, pour une dépense additionnelle de 532 909,13 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 40 020 498,21 $ à 40 553 407,34 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification GDD 1215035008.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Valérie LAVIGNE
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514.872.7801
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225382006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder des contrats aux firmes Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée, J. René Lafond inc. (soumission 1) et J. René Lafond inc. (soumission 2) pour la fourniture de tracteur compact articulé à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements - Dépense totale de 4 909 035,76 $, taxes incluses (contrat : 4 812 779,99 $ + contingences: 96 255,77 $) - Appel d'offres public 22-19140 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif :
1. de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des tracteurs compacts articulés à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19140 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
J. René Lafond inc (2)	Lot 2	151 013,57 $
J. René Lafond inc (1)	Lot 3	151 535,56 $
J. René Lafond inc (1)	Lot 4	270 498,70 $
J. René Lafond inc (1)	Lot 5 (2 appareils sur 6)	284 847,58 $

2. d'autoriser une dépense de 17 157,92 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De recommander au conseil municipal :

de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des tracteurs compacts articulés à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19140 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	Lot 1	195 380,01 $
J. René Lafond inc (2)	Lot 5 (4 appareils sur 6)	587 175,96 $
J. René Lafond inc (2)	Lot 6 (12 appareils sur 21)	1 676 400,36 $
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	Lot 6 (9 appareils sur 21)	1 495 928,25 $

6. d'autoriser une dépense de 79 097,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

9. de procéder à une évaluation du rendement de J. René Lafond inc et de Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée ;

10. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-25 09:46

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225382006**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder des contrats aux firmes Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée, J. René Lafond inc. (soumission 1) et J. René Lafond inc. (soumission 2) pour la fourniture de tracteur compact articulé à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements - Dépense totale de 4 909 035,76 $, taxes incluses (contrat : 4 812 779,99 $ + contingences: 96 255,77 $) - Appel d'offres public 22-19140 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification d'achat pour l'année 2022, le SMRA a identifié le besoin de remplacer trente-deux (32) tracteurs de classe 511 et équipements connexes qui ont atteint leur fin de vie utile.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 22-19140. Il a été publié dans le quotidien « Le Devoir » et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 40 jours, soit du 2 février 2022 au 15 mars 2022. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Durant l'appel d'offres public, trois (3) addendas ont été émis.
Sommaire :

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	15 février 2022	Décision en lien avec la demande d'équivalence d'un produit (item 8 et 17)
2	3 mars 2022	Report de date d'ouverture des soumissions au 15 mars 2022 Questions / Réponses 1- Questionnement sur les crampons aux pneus d'hiver 2- Interchangeabilité des tracteurs compacts articulés
3	4 mars 2022	Décision en lien avec la demande d'équivalence d'un produit (item 5 et 28)

La durée de validité de la soumission est de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 11 septembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0776 - 25 août 2020: Accorder un contrat à J. René Lafond inc. pour la fourniture de huit tracteurs compacts articulés à voie étroite et de divers équipements - Dépense totale de 1 910 477,49 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 20-18215 (1 seul soum.)
CM18 1512 - 17 décembre 2018 : Accorder un contrat à J. René Lafond inc. pour la fourniture de 15 tracteurs compacts articulés à voie étroite de marque Wacker Neuson avec divers outils et pièces d'équipement - Dépense totale de 2 780 319,97 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17292 (3 soum.)

Bon de commande 1303470 – 22 octobre 2018 : Accorder un contrat gré à gré à « J. René Lafond » pour la fourniture de deux citernes à eau remorquées avec réservoirs et deux balais tasseurs pour tracteur compact Wacker Neuson pour une somme maximale de 71 502,95 $, taxes incluses.

CG16 0542 – 29 septembre 2016 : Conclure une entente-cadre avec la firme J. René Lafond inc. d'une période de quatre (4) ans, pour l'acquisition sur demande de tracteurs compacts articulés d'une puissance minimale de 47 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière — Appel d'offres no 16-15257 (1 soumissionnaire conforme). (Montant estimé de 2 507 866.89 $ taxes incluses).

CA14 240495 – 9 septembre 2014 : Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat de 64 580,65 $ à l'adjudicataire J. René Lafond inc. pour la fourniture d'un tracteur compact articulé et autoriser une dépense maximale de 71 594,93 $ (appel d'offres public 14-13783 – 2 soumissionnaires)

CA14 30 09 0271 – 2 septembre 2014 : Autorisation d'un dépense de 74 199,12 $, taxes incluses, et octroi d'un contrat à J-René Lafond inc. pour la fourniture d'un tracteur compact articulé de 47 HP à voie étroite avec équipements et accessoires – Appel d'offres public 14-13783 (2 soumissionnaires)

CA14 210315 – 2 septembre 2014 : Autoriser une dépense maximale de 81 896,69 $ et accorder un contrat à J.-René Lafond inc. pour l'acquisition d'un tracteur articulé à voie étroite avec équipements et accessoires, au prix et aux conditions de sa soumission. Appel d'offres public no. 14-13783 (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

De façon plus précise, le dossier vise l'acquisition de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements tel que décrit au devis technique 511A21A11. Le présent dossier a été divisé en six lots où la différence réside dans les items (accessoires et outils) demandés.
Les tracteurs viendront remplacer les appareils qui ont atteint leur fin de vie utile pour les arrondissements Outremont (1), Rivières-Des-Prairies (1) - Pointe-Aux-Trembles, Saint-Léonard (2) , Côte-des-Neiges - Notre-Dame-De-Grâce (5), Plateau Mont-Royal (2), Ahuntsic-Cartierville (6), LaSalle (1), Ville-Marie (7) , Anjou (2), Sud-Ouest (2), Villeray Saint-Michel - Parc-Extension (2) et Pierrefonds - Roxboro (1).

Ces appareils sont principalement utilisés en période hivernale pour le déblaiement des trottoirs ainsi que lors des chargements de neige. Ils sont aussi utilisés lors du grand ménage du printemps, afin de nettoyer les trottoirs des abrasifs.

Stratégie d'approvisionnement:

En raison des perturbations observées sur la chaîne d'approvisionnement mondial de l'industrie automobile, le SMRA souhaite maintenant repenser ses stratégies d'approvisionnement. En effet, afin d'assurer un service-client plus transparent, responsable et résilient, il est de mise de s'assurer d'obtenir les véhicules au moment où ils sont requis et au meilleur prix tout en conservant une ouverture sur les marchés. Ainsi, pour le présent dossier, les modalités d'adjudication prévoit un critère de disponibilité des appareils et ce, avant le 1er décembre 2022. De plus, une nouvelle stratégie de paiement a été ajoutée afin d'assurer un versement rapide, tout en conservant une marge de manoeuvre en cas de non-conformité.

Modalités d'adjudication:
La séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire en fonction des plus bas prix soumis par lot, de la capacité de livraison entre tous les SOUMISSIONNAIRES conformes (administrativement /techniquement) et de la portion restante du contrat, s'il y a une portion restante.

Pénalité:
Si l'adjudicataire ne respecte pas le délai de livraison des biens applicables selon le contrat, la Ville de Montréal peut lui imposer, pour chaque semaine de retard, une pénalité de cinq pour cent (5%) de la valeur des biens non livrés, excluant les taxes.

Modalité de paiement:
Dès la réception des biens par le donneur d'ordre, un paiement de quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la valeur du véhicule sera effectué dans les trente (30) jours qui suivent la date de la facture. Le paiement du solde (dix pour cent (10%)), sera libéré après l'inspection et/ou la levée des non-conformités techniques le cas échéant.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges. Trois soumissions ont été déposées (42,86 %). La firme J. René Lafond inc. a présenté deux (2) soumissions avec des produits différents.
Cinq des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs suivants:
deux (2) se sont procurés les documents à titre de consultation seulement,
un (1) ne peut respecter les spécifications demandées (produit non équivalent),
un (1) ne peut respecter les délais de livraison demandés
et un (1) preneur n'a pas répondu à notre demande.

	J.R. Lafond soumission 1	J.R. Lafond soumission 2	Benco
Capacité total	5	17	10
Lot 1 (qts 1)			1
Lot 2 (qts 1)		1	
Lot 3 (qts 1)	1		
Lot 4 (qts 2)	2		
Lot 5 (qts 6)	2	4	
Lot 6 (qts 21)		12	9
Prix par Unité	88 390,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $
Critères d'octroi			
1er	Conformité technique		
2ième	Capacité disponible		
3ième	Prix le plus bas		

Tel que stipulé au document Régie sous la section Modalités d'adjudication, la séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire. Les tableaux ci-dessous présentent donc le prix soumis pour un appareil.

Lot # 1 - Un appareil adjugé

Lors de la validation de conformité technique de soumission, le fournisseur J. René Lafond Inc. (soumission 1) et J. René Lafond Inc. (soumission 2) a été jugé non-conforme pour des écarts majeurs aux spécifications du devis technique.

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Dû à la présente conjoncture économique, le soumissionnaire maintient sa proposition.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	195 380,01 $	3 907.60 $	199 287,61 $
Dernière estimation réalisée ($)	166 023.90 $	3 320.48 $	169 344.38 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			29 356.11 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			17.68 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Lot # 2 - Un appareil adjugé

Lors de la validation de conformité technique de soumission, le fournisseur J. René Lafond Inc. (soumission 1) a été jugé non-conforme pour des écarts majeurs aux spécifications du devis technique.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
J. René Lafond inc (2)	151 013.57 $	3 020.27 $	154 033.84 $
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	174 984.41 $	3 499.69 $	178 484.10 $
Dernière estimation réalisée ($)	143 776.24 $	2 875.52 $	146 651.76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			7 237.33 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			5.03 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			23 970.84 $

(la deuxième plus basse – la plus basse)	
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	15.87 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Lot # 3 - Un appareil adjugé

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
J. René Lafond inc (1)	151 535.56 $	3 030.71 $	154 566.27 $
J. René Lafond inc (2)	155 905.76 $	3 118.12 $	159 023.88 $
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	181 080.38 $	3 621.61 $	184 701.99 $
Dernière estimation réalisée ($)	149 467.50 $	2 989.35 $	152 456.86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			2 068.06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			1.38 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			4 370.20 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2.88 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Lot # 4 - Deux appareils adjugés

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
J. René Lafond inc (1)	135 249.35 $	2 704.99 $	137 954.34 $
J. René Lafond inc (2)	139 619.55 $	2 792.39 $	142 411.94 $
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	166 122.82 $	3 322.46 $	169 445.28 $
Dernière estimation réalisée ($)	133 428.49 $	2 668.57 $	136 097.06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			1 820.86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			1.36 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			4 370.20 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			3.23 %

((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Le total pour les deux appareils est de 275 908.68 $ taxes et contingences incluses.

Lot # 5 - Six appareils adjugés

Tel que stipulé au document Régie, le soumissionnaire doit avoir une capacité de livraison avant le 1er décembre 2022. Ainsi, J. René Lafond inc. (soumission 1) ne pouvait fournir les six appareils, la balance a donc été accordée à J. René Lafond inc. (soumission 2).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
J. René Lafond inc (1)	142 423.79 $	2 848.48 $	145 272.27 $
J. René Lafond inc (2)	146 793.99 $	2 935.88 $	149 729.87 $
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	175 002.94 $	3 500.06 $	178 503.00 $
Dernière estimation réalisée ($)	142 224.08 $	2 844.48 $	145 068.56 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			199.71 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			0.14 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			4 370.20 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			3.07 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Le total pour les deux (2) appareils est de 290 544.54 $ taxes et contingences incluses. Le total pour la balance des quatre (4) appareils est de 598 919.48 $ taxes et contingences incluses.

Lot # 6 - Vingt-un (21) appareils adjugés

Puisque J. René Lafond inc (soumission 1) ne pouvait fournir plus d'appareil avant le 1er décembre 2022, la soumission a été écartée pour le présent lot.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

J. René Lafond inc (2)	139 700.03 $	2 794.01 $	142 494.04 $
Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	166 214.25 $	3 324.29 $	169 538.54 $
Dernière estimation réalisée ($)	132 796.13 $	2 655.92 $	135 462.05 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			6 903.90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			5.20 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			26 514.22 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			18.98 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Le total pour les douze (12) appareils est de 1 709 928.48 $ taxes et contingences incluses. Le total pour la balance des neufs (9) appareils est de 1 525 846.86 $ taxes et contingences incluses.

L'estimation a été basée sur les résultats par item du dernier contrat de 2020 et majorés de deux pour cent (2%). Finalement, les montants obtenus ont été arrondis a cinquante (50) dollars

Les écarts de plus de dix pour cent (10%) observés pour les lot # 1, 2 et 6, entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission, semblent s'expliquer par le fait que le concessionnaire Benco Pièces et Service n'a pas la même envergure que J. René Lafond inc. en termes de volume annuel de vente d'appareils. Conséquemment les rabais que Benco peut obtenir de son manufacturier sont inférieurs. Finalement, il importe de souligner que le fournisseur J. René Lafond inc. a utilisé une stratégie agressive en présentant deux (2) soumissions avec un type d'appareil différent.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement lors de la conformité administrative.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, l'évaluation du risque a été effectuée par les professionnels du SMRA pour le lot # 1, 2, 3, 4 et 5 pour la première partie (deux appareils). Le risque a été évalué à faible, par conséquent l'évaluation de l'adjudicataire n'est pas requise. Une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée pour le lot 5 (deuxième partie) et le lot 6.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les plus bas soumissionnaires conformes s'engagent à réaliser la totalité du mandat pour les montants indiqués ci-dessus

		Contrat	Contingences	Total
Lot 1	Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	195 380.01 $	3 907.60 $	199 287.61 $
Lot 2	J. René Lafond inc (2)	151 013.57 $	3 020.27 $	154 033.84 $
Lot 3	J. René Lafond inc (1)	151 535.56 $	3 030.71 $	154 566.27 $
Lot 4	J. René Lafond inc (1)	270 498.70 $	5 409.98 $	275 908.68 $

Lot 5	J. René Lafond inc (1)	284 847.58 $	5 696.96 $	290 544.54 $
	J. René Lafond inc (2)	587 175.96 $	11 743.52 $	598 919.48 $
Lot 6	J. René Lafond inc (2)	1 676 400.36 $	33 528.12 $	1 709 928.48 $
	Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée	1 495 928.25 $	29 918.61 $	1 525 846.86 $
		4 812 779.99 $	96 255.77 $	4 909 035.76 $

La totalité de la dépense s'élève à 4 909 035,76 $ taxes et contingences incluses pour 32 appareils et accessoires. Un montant équivalent à 2 % du montant total octroyé, soit 96 255.77 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres. Cette provision a été ajoutée afin de s'assurer, advenant un possible imprévu, d'être en mesure de le gérer efficacement et rapidement, sans ajouter des délais administratifs inopportuns à la livraison des appareils.

Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - programme de remplacement de véhicules - Ville et seront financées par le règlement d'emprunt 21-026 Remplacement véhicules, équipements & produits écoresponsables (CM21 0793)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité du Plan stratégique Montréal 2030, car il s'agit d'acquisition d'appareils à essence pour lesquels l'offre alternative n'est pas encore disponible sur les marchés.
Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il importe de remplacer les appareils utilisés qui ont atteint leur durée de vie utile.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les fluctuations du marché, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE du 4 mai 2022
CM du 16 mai 2022
Émission des bons de commandes mai 2022
Rencontre de démarrage mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Lina EL KESSERWANI
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2022-04-21

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

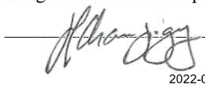
Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	AO 22-19140 lot 1 Benco	Date	2022-04-05
Description	Fourniture de tracteurs à voie étroite		
Unité d'affaires	Service du matériel roulant et des ateliers		
Responsable(s)	Lina El Kesserwani		
Montant estimé $	199 287,61 $ (taxes incluses)		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	6	Nouvelle technologie	2	
Impact économique	6	Impacts sur le citoyen	8	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	14	+	10	= 24

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature  Nom Jean-Yves Champigny Poste Ingénieur

2022-04-05

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	AO 22-19140 lot 2 Lafond 2	Date	2022-04-05
Description	Fourniture de tracteurs à voie étroite		
Unité d'affaires	Service du matériel roulant et des ateliers		
Responsable(s)	Lina El Kesserwani		
Montant estimé $	154 033,84 (taxes incluses)		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	6	Nouvelle technologie	2	
Impact économique	6	Impacts sur le citoyen	8	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	14	+	10	= 24

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature _____ Nom Jean-Yves Champigny Poste Ingénieur

2022-04-05

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

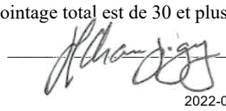
Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	AO 22-19140 lot 3 Lafond 1	Date	2022-04-05
Description	Fourniture de tracteurs à voie étroite		
Unité d'affaires	Service du matériel roulant et des ateliers		
Responsable(s)	Lina El Kesserwani		
Montant estimé $	154 566,27 $ (taxes incluses)		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	6	Nouvelle technologie	2	
Impact économique	6	Impacts sur le citoyen	8	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	14	+	10	= 24

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature  2022-04-05 Nom Jean-Yves Champigny Poste Ingénieur

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	**Pointage**
Seulement quelques processus simples requis;	**0**
Un nombre appréciable de processus simples requis;	**2**
Quelques processus complexes requis;	**6**
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	**8**
Un grand nombre de processus complexes requis.	**10**

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	**Pointage**
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	**0**
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	**2**
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	**6**
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	**8**
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	**10**

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	**Pointage**
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	**0**
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	**2**
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	**6**
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	**8**
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	**10**

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	**Pointage**
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	**0**
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	**2**
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	**6**
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	**8**
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	**10**

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	**Pointage**
Aucune nouvelle technologie;	**0**
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	**2**
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	**6**
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	**8**
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	**10**

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	**Pointage**
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	**0**
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	**10**

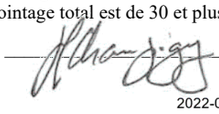
Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	AO 22-19140 lot 4 Lafond 1	Date	2022-04-05
Description	Fourniture de tracteurs à voie étroite		
Unité d'affaires	Service du matériel roulant et des ateliers		
Responsable(s)	Lina El Kesserwani		
Montant estimé $	225 908,67 $ (taxes incluses)		

Calcul du score total

Critères évalués	**Pointage**	**Critères évalués**	**Pointage**	
Complexité de réalisation	6	Nouvelle technologie	2	
Impact économique	6	Impacts sur le citoyen	8	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	14	+	10	= 24

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature  Nom Jean-Yves Champigny Poste Ingénieur

2022-04-05

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	AO 22-19140 lot 5 1ère partie Lafond 1	Date	2022-04-05
Description	Fourniture de tracteurs à voie étroite		
Unité d'affaires	Service du matériel roulant et des ateliers		
Responsable(s)	Lina El Kesserwani		
Montant estimé $	290 544,52 $ (taxes incluses)		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	6	Nouvelle technologie	2	
Impact économique	6	Impacts sur le citoyen	8	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	14	+	10	= 24

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature _____ Nom Jean-Yves Champigny Poste Ingénieur

2022-04-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225382006*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Accorder des contrats aux firmes Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée, J. René Lafond inc. (soumission 1) et J. René Lafond inc. (soumission 2) pour la fourniture de tracteur compact articulé à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements - Dépense totale de 4 909 035,76 $, taxes incluses (contrat : 4 812 779,99 $ + contingences: 96 255,77 $) - Appel d'offres public 22-19140 - (trois soumissionnaires)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1225382006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder des contrats aux firmes Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée, J. René Lafond inc. (soumission 1) et J. René Lafond inc. (soumission 2) pour la fourniture de tracteur compact articulé à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements - Dépense totale de 4 909 035,76 $, taxes incluses (contrat : 4 812 779,99 $ + contingences: 96 255,77 $) - Appel d'offres public 22-19140 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19140_Intervention_«SMRA»..pdf

22-19140_Tableau de vérification et conformité tech_VF.pdf

22-19140_DetCah_SEAO _ Liste des commandes.pdf22-19140_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Elie BOUSTANI
Chef de Section
Tél : 514 838-4519
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19140 — No du GDD : 1225382006

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 2 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 8 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 15 - 3 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 4 - 3 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 9 - 2022

Date d'échéance révisée : 11 - 9 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Les contrats sont octroyés aux firmes cochées √

ANNEXE 1.12.01 - MODALITÉS D'ADJUDICATION - La séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire en fonction des plus bas prix soumis par Lot, de la capacité de livraison entre tous les SOUMISSIONNAIRES conformes (administrativement /techniquement) et de la portion restante du contrat, si il y a une portion restante.

Lot 1 Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité adjugée
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 1	146 224,80 $		0
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 2	150 035.70 $		0
BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE	**169 932,60 $**	√	**1**

Lot 2 Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité adjugée
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 1	127 473,70 $		0
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 2	**131 344,70 $**	√	**1**
BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE	152 193,44 $		0

Lot 3	Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité adjugée
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 1		**131 798,70 $**	√	**1**
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 2		135 599,70 $		0
BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE		157 495,44 $		0

Lot 4	Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité adjugée
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 1		**117 633,70 $**	√	**2**
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 2		121 434,70 $		0
BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE		144 486,04 $		0

Lot 5	Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité adjugée
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 1		**123 873,70 $**	√	**2**
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 2		**127 674,70 $**	√	**4**
BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE		152 209,56 $		0

Lot 6	Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	Capacité adjugée
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 1		117 703,70 $		0
J. RENÉ LAFOND INC. - Soumisison no 2		**121 504,70 $**	√	**12**
BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE		**144 565,56 $**	√	**9**

Information additionnelle

La soumission de la firme BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE et celles de J. RENÉ LAFOND INC. sont conformes administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 17 mars 2022.

La firme J. RENÉ LAFOND INC. a présentée deux (2) soumisisons avec des produits différents.

Cinq des sept preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs suivants, deux (2) se sont procurés les documents à titre de consultation seulement, un (1) ne peux respecter les spécifications demandées (produit non équivalent), un (1) ne peux respecter les délais de livraison demandés et un (1) preneur n'a pas répondu à notre demande.

Préparé par : Renée Veillette Le 12 - 4 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28	J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32	BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022		**Capacité totale:** 5	**Capacité totale:** 17	**Capacité totale:** 10
Numéro VDM		**151178**	**151178**	**130619**
Numéro NEQ		**1171818264**	**1171818264**	**1161973988**

Lot 1	Description	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
No Item	**Devis 511A21A11 - Tracteur compact articulé et outils**	**1**							
Item 1	Tracteur compact articulé 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec système hydraulique de travail à haut débit (Roues non incluses)	1	unitaire	88 390,00 $	88 390,00 $	91 691,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $	113 212,15 $
	Items liés à la version «Chassis poussoir pour trottoir»								
Item 2	Châssis poussoir avec attelage frontal et contrepoids	1	unitaire	7 000,00 $	7 000,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	8 877,12 $	8 877,12 $
Item 3	Jeu de quatre roues d'hiver type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 341,65 $	2 341,65 $
Item 7	Balai tasseur 60 po pour attelage frontal	1	unitaire	15 176,00 $	15 176,00 $	15 176,00 $	15 176,00 $	15 232,00 $	15 232,00 $
	Items liés à la version «Chargeur avec attelage rapide»								
Item 9	Bras de chargeur avec attelage rapide frontal	1	unitaire	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	112,00 $	112,00 $
Item 11	Jeu de quatre roues d'été type «Chargeur» incluant le droit environ.	1	unitaire	4 400,00 $	4 400,00 $	4 400,00 $	4 400,00 $	3 048,60 $	3 048,60 $
Item 12	Godet pour bras de chargeur avec attelage rapide frontal	1	unitaire	1 500,00 $	1 500,00 $	1 500,00 $	1 500,00 $	3 360,00 $	3 360,00 $
Item 13	Porte-fourches pour bras de chargeur avec attelage rapide frontal	1	unitaire	3 640,00 $	3 640,00 $	3 640,00 $	3 640,00 $	6 552,00 $	6 552,00 $
	Autres items								
Item 19	Ancrage arrière seulement pour épandeur d'abrasif porté 0.5 v^3	1	unitaire	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 344,00 $	1 344,00 $
Item 20	Rallonge mitoyenne pour le raccordement de la rampe de lavage	1	unitaire	572,00 $	572,00 $	572,00 $	572,00 $	560,00 $	560,00 $
Item 21	Manuels numériques d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 22	Manuels numériques d'entretien, de rép. et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 23	Manuel imprimé d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 24	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 25	Présentation aux utilisateurs et/ou formateurs	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
Item 26	Formation des mécaniciens	1	unitaire	385,95 $	385,95 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
	Items supplémentaires								
Item 27	Souffleuse à neige 72 po pour attelage frontal	1	unitaire	15 345,00 $	15 345,00 $		15 345,00 $	13 041,88 $	13 041,88 $

Montant unitaire (hors taxes) (A)	**146 224,80 $**		**150 035,70 $**	**169 932,60 $**
Ordre de prix croissant	**1er**		**2ième**	**3ième**
Conformité technique	**NON-CONFORME**		**NON-CONFORME**	**CONFORME**
Quantité adjugée (B)	**0**		**0**	**1**
Montant total adjugé (hors taxes) (AxB)	**0,00 $**		**0,00 $**	**169 932,60 $**
Contingences (hors taxes): 2%	**0,00 $**		**0,00 $**	**3 398,65 $**
Montant total avec Contingences (hors taxes)	**0,00 $**		**0,00 $**	**173 331,25 $**
TPS (5%)	**0,00 $**		**0,00 $**	**8 666,56 $**
TVQ (9,975%)	**0,00 $**		**0,00 $**	**17 289,79 $**
Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) Lot 1	**0,00 $**		**0,00 $**	**199 287,61 $**
Capacité restante	5		17	9

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipemen
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32		BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE	
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022		Capacité totale: 5		Capacité totale: 17		Capacité totale: 10	
Numéro VDM		151178		151178		130619	
Numéro NEQ		1171818264		1171818264		1161973988	
Lot 2	**Description**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**
No Item	**Devis 511A21A11 - Tracteur compact articulé et outils**						
Item 1	Tracteur compact articulé 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec système hydraulique de travail à haut débit (Roues non incluses)	88 390,00 $	88 390,00 $	91 691,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $	113 212,15 $
	Items liés à la version «Chassis poussoir pour trottoir»						
Item 2	Châssis poussoir avec attelage frontal et contrepoids	7 000,00 $	7 000,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	8 877,12 $	8 877,12 $
Item 3	Jeu de quatre roues d'hiver type «Trottoir» incluant le droit environnemental	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 341,65 $	2 341,65 $
Item 5	Chasse-neige 60 po pour attelage frontal et vérin hydraulique de levée	6 160,00 $	6 160,00 $	6 230,00 $	6 230,00 $	6 333,60 $	6 333,60 $
	Items liés à la version «Chargeur avec attelage rapide»						
Item 9	Bras de chargeur avec attelage rapide frontal	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	112,00 $	112,00 $
Item 11	Jeu de quatre roues d'été type «Chargeur» incluant le droit environ.	4 400,00 $	4 400,00 $	4 400,00 $	4 400,00 $	3 048,60 $	3 048,60 $
Item 13	Porte-fourches pour bras de chargeur avec attelage rapide frontal	3 640,00 $	3 640,00 $	3 640,00 $	3 640,00 $	6 552,00 $	6 552,00 $
	Autres items						
Item 18	Épandeur d'abrasifs porté 0.5 v^3 sans ancrage arrière	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 561,12 $	7 561,12 $
Item 19	Ancrage arrière seulement pour épandeur d'abrasif porté 0.5 v^3	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 344,00 $	1 344,00 $
Item 20	Rallonge mitoyenne pour le raccordement de la rampe de lavage	572,00 $	572,00 $	572,00 $	572,00 $	560,00 $	560,00 $
Item 21	Manuels numériques d'opération du tracteur et outils	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 22	Manuels numériques d'entretien, de rép. et des pièces du tracteur et outils	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 23	Manuel imprimé d'opération du tracteur et outils	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 24	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du tracteur et outils	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 25	Présentation aux utilisateurs et/ou formateurs	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
Item 26	Formation des mécaniciens	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
	Montant unitaire (hors taxes) (A)		**127 473,70 $**		**131 344,70 $**		**152 193,44 $**
	Ordre de prix croissant		**1er**		**2ième**		**3ième**
	Conformité technique		**NON-CONFORME**		**CONFORME**		sans objet
	Quantité adjugée (B)		**0**		**1**		**0**
	Montant total adjugé (hors taxes) (AxB)		**0,00 $**		**131 344,70 $**		**0,00 $**
	Contingences (hors taxes): 2%		**0,00 $**		**2 626,89 $**		**0,00 $**
	Montant total avec Contingences (hors taxes)		**0,00 $**		**133 971,59 $**		**0,00 $**
	TPS (5%)		**0,00 $**		**6 698,58 $**		**0,00 $**
	TVQ (9,975%)		**0,00 $**		**13 363,67 $**		**0,00 $**
	Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) Lot 2		**0,00 $**		**154 033,84 $**		**0,00 $**
	Capacité restante		5		16		9

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipemen
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

				J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32		BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE	
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022				Capacité totale:	5	Capacité totale:	17	Capacité totale:	10
			Numéro VDM	151178		151178		130619	
			Numéro NEQ	1171818264		1171818264		1161973988	
Lot 3	**Description**	**Quantité prévisionnelle**	**Unité de mesure**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**
No Item	**Devis 511A21A11 - Tracteur compact articulé et outils**	**1**							
Item 1	Tracteur compact articulé 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec système hydraulique de travail à haut débit (Roues non incluses)	1	unitaire	88 390,00 $	88 390,00 $	91 691,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $	113 212,15 $
	Items liés à la version «Chassis poussoir pour trottoir»								
Item 2	Châssis poussoir avec attelage frontal et contrepoids	1	unitaire	7 000,00 $	7 000,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	8 877,12 $	8 877,12 $
Item 3	Jeu de quatre roues d'hiver type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 341,65 $	2 341,65 $
Item 4	Jeu de quatre roues d'été type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 084,72 $	2 084,72 $
Item 5	Chasse-neige 60 po pour attelage frontal et vérin hydraulique de levée	1	unitaire	6 230,00 $	6 230,00 $	6 230,00 $	6 230,00 $	6 333,60 $	6 333,60 $
Item 8	Souffleuse à neige 58 po pour attelage frontal	1	unitaire	14 095,00 $	14 095,00 $	14 095,00 $	14 095,00 $	12 929,88 $	12 929,88 $
	Autres items								0,00 $
Item 18	Épandeur d'abrasifs porté 0.5 v^3 sans ancrage arrière	1	unitaire	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 561,12 $	7 561,12 $
Item 19	Ancrage arrière seulement pour épandeur d'abrasif porté 0.5 v^3	1	unitaire	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 344,00 $	1 344,00 $
Item 20	Rallonge mitoyenne pour le raccordement de la rampe de lavage	1	unitaire	572,00 $	572,00 $	572,00 $	572,00 $	560,00 $	560,00 $
Item 21	Manuels numériques d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 22	Manuels numériques d'entretien, de rép. et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 23	Manuel imprimé d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 24	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 25	Présentation aux utilisateurs et/ou formateurs	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
Item 26	Formation des mécaniciens	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $

Montant unitaire (hors taxes) (A)	**131 798,70 $**		**135 599,70 $**		**157 495,44 $**
Ordre de prix croissant	**1er**		**2ième**		**3ième**
Conformité technique	**CONFORME**		sans objet		sans objet
Quantité adjugée (B)	**1**		**0**		**0**
Montant total adjugé (hors taxes) (AxB)	**131 798,70 $**		**0,00 $**		**0,00 $**
Contingences (hors taxes): 2%	**2 635,97 $**		**0,00 $**		**0,00 $**
Montant total avec Contingences (hors taxes)	**134 434,67 $**		**0,00 $**		**0,00 $**
TPS (5%)	**6 721,73 $**		**0,00 $**		**0,00 $**
TVQ (9,975%)	**13 409,86 $**		**0,00 $**		**0,00 $**
Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) Lot 3	**154 566,27 $**		**0,00 $**		**0,00 $**
Capacité restante	4		16		9

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipemen
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28	J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32	BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022		**Capacité totale:** 5	**Capacité totale:** 17	**Capacité totale:** 10
Numéro VDM		**151178**	**151178**	**130619**
Numéro NEQ		**1171818264**	**1171818264**	**1161973988**

Lot 4	Description	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
No Item	**Devis 511A21A11 - Tracteur compact articulé et outils**	**2**							
Item 1	Tracteur compact articulé 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec système hydraulique de travail à haut débit (Roues non incluses)	1	unitaire	88 390,00 $	88 390,00 $	91 691,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $	113 212,15 $
	Items liés à la version «Chassis poussoir pour trottoir»								
Item 2	Châssis poussoir avec attelage frontal et contrepoids	1	unitaire	7 000,00 $	7 000,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	8 877,12 $	8 877,12 $
Item 3	Jeu de quatre roues d'hiver type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 341,65 $	2 341,65 $
Item 4	Jeu de quatre roues d'été type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 084,72 $	2 084,72 $
Item 6	Chasse-neige 56 po pour attelage frontal et vérin hydraulique de levée	1	unitaire	6 160,00 $	6 160,00 $	6 160,00 $	6 160,00 $	6 254,08 $	6 254,08 $
	Autres items						0,00 $		
Item 18	Épandeur d'abrasifs porté 0.5 v^3 sans ancrage arrière	1	unitaire	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 561,12 $	7 561,12 $
Item 19	Ancrage arrière seulement pour épandeur d'abrasif porté 0.5 v^3	1	unitaire	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 344,00 $	1 344,00 $
Item 20	Rallonge mitoyenne pour le raccordement de la rampe de lavage	1	unitaire	572,00 $	572,00 $	572,00 $	572,00 $	560,00 $	560,00 $
Item 21	Manuels numériques d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 22	Manuels numériques d'entretien, de rép. et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 23	Manuel imprimé d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 24	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 25	Présentation aux utilisateurs et/ou formateurs	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
Item 26	Formation des mécaniciens	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $

Montant unitaire (hors taxes) (A)	**117 633,70 $**		**121 434,70 $**	**144 486,04 $**
Ordre de prix croissant	**1er**		**2ième**	**3ième**
Conformité technique	**CONFORME**		sans objet	sans objet
Quantité adjugée (B)	**2**		**0**	**0**
Montant total adjugé (hors taxes) (AxB)	**235 267,40 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
Contingences (hors taxes): 2%	**4 705,35 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
Montant total avec Contingences (hors taxes)	**239 972,75 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
TPS (5%)	**11 998,64 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
TVQ (9,975%)	**23 937,28 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) Lot 4	**275 908,67 $**		**0,00 $**	**0,00 $**
Capacité restante	2		16	9

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipemen
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32		BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE	
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022		Capacité totale:	5	Capacité totale:	17	Capacité totale:	10
Numéro VDM		151178		151178		130619	
Numéro NEQ		1171818264		1171818264		1161973988	
Lot 5	**Description**	**Quantité prévisionnelle**	**Unité de mesure**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**
No Item	**Devis 511A21A11 - Tracteur compact articulé et outils**	**6**							
Item 1	Tracteur compact articulé 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec système hydraulique de travail à haut débit (Roues non incluses)	1	unitaire	88 390,00 $	88 390,00 $	91 691,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $	113 212,15 $
	Items liés à la version «Chassis poussoir pour trottoir»	1							
Item 2	Châssis poussoir avec attelage frontal et contrepoids	1	unitaire	7 000,00 $	7 000,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	8 877,12 $	8 877,12 $
Item 3	Jeu de quatre roues d'hiver type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 341,65 $	2 341,65 $
Item 4	Jeu de quatre roues d'été type «Trottoir» incluant le droit environnemental	1	unitaire	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 084,72 $	2 084,72 $
	Autres items								
Item 18	Épandeur d'abrasifs porté 0.5 v^3 sans ancrage arrière	1	unitaire	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 561,12 $	7 561,12 $
Item 19	Ancrage arrière seulement pour épandeur d'abrasif porté 0.5 v^3	1	unitaire	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 344,00 $	1 344,00 $
Item 20	Rallonge mitoyenne pour le raccordement de la rampe de lavage	1	unitaire	572,00 $	572,00 $	572,00 $	572,00 $	560,00 $	560,00 $
Item 21	Manuels numériques d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 22	Manuels numériques d'entretien, de rép. et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 23	Manuel imprimé d'opération du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 24	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du tracteur et outils	1	unitaire	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 25	Présentation aux utilisateurs et/ou formateurs	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
Item 26	Formation des mécaniciens	1	unitaire	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
	Items supplémentaires								
Item 28	Chasse-neige à ailes lat. hyd. 60-120 po att. frontal et vérin hyd. de levée	1	unitaire	12 400,00 $	12 400,00 $	12 400,00 $	12 400,00 $	13 977,60 $	13 977,60 $
	Montant unitaire (hors taxes) (A)				**123 873,70 $**		**127 674,70 $**		**152 209,56 $**
	Ordre de prix croissant				**1er**		**2ième**		**3ième**
	Conformité technique				**CONFORME**		**CONFORME**		sans objet
	Quantité adjugée (B)				**2**		**4**		**0**
	Montant total adjugé (hors taxes) (AxB)				**247 747,40 $**		**510 698,80 $**		**0,00 $**
	Contingences (hors taxes): 2%				**4 954,95 $**		**10 213,98 $**		**0,00 $**
	Montant total avec Contingences (hors taxes)				**252 702,35 $**		**520 912,78 $**		**0,00 $**
	TPS (5%)				**12 635,12 $**		**26 045,64 $**		**0,00 $**
	TVQ (9,975%)				**25 207,06 $**		**51 961,05 $**		**0,00 $**
	Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) Lot 5				**290 544,52 $**		**598 919,46 $**		**0,00 $**
	Capacité restante				0		12		9

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipemen
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28		J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32		BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE	
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022		Capacité totale: 5		Capacité totale: 17		Capacité totale: 10	
Numéro VDM		151178		151178		130619	
Numéro NEQ		1171818264		1171818264		1161973988	
Lot 6	**Description**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire**	**Montant total (Sans taxes)**
No Item	**Devis 511A21A11 - Tracteur compact articulé et outils**						
Item 1	Tracteur compact articulé 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec système hydraulique de travail à haut débit (Roues non incluses)	88 390,00 $	88 390,00 $	91 691,00 $	91 691,00 $	113 212,15 $	113 212,15 $
	Items liés à la version «Chassis poussoir pour trottoir»						
Item 2	Châssis poussoir avec attelage frontal et contrepoids	7 000,00 $	7 000,00 $	7 500,00 $	7 500,00 $	8 877,12 $	8 877,12 $
Item 3	Jeu de quatre roues d'hiver type «Trottoir» incluant le droit environnemental	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 341,65 $	2 341,65 $
Item 4	Jeu de quatre roues d'été type «Trottoir» incluant le droit environnemental	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	3 200,00 $	2 084,72 $	2 084,72 $
Item 5	Chasse-neige 60 po pour attelage frontal et vérin hydraulique de levée	6 230,00 $	6 230,00 $	6 230,00 $	6 230,00 $	6 333,60 $	6 333,60 $
	Autres items						
Item 18	Épandeur d'abrasifs porté 0.5 v^3 sans ancrage arrière	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 100,00 $	7 561,12 $	7 561,12 $
Item 19	Ancrage arrière seulement pour épandeur d'abrasif porté 0.5 v^3	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 100,00 $	1 344,00 $	1 344,00 $
Item 20	Rallonge mitoyenne pour le raccordement de la rampe de lavage	572,00 $	572,00 $	572,00 $	572,00 $	560,00 $	560,00 $
Item 21	Manuels numériques d'opération du tracteur et outils	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 22	Manuels numériques d'entretien, de rép. et des pièces du tracteur et outils	15,00 $	15,00 $	15,00 $	15,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 23	Manuel imprimé d'opération du tracteur et outils	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 24	Manuel imprimé d'entretien, de réparation et des pièces du tracteur et outils	45,00 $	45,00 $	45,00 $	45,00 $	375,20 $	375,20 $
Item 25	Présentation aux utilisateurs et/ou formateurs	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $
Item 26	Formation des mécaniciens	395,85 $	395,85 $	395,85 $	395,85 $	375,20 $	375,20 $

Montant unitaire (hors taxes) (A)		**117 703,70 $**		**121 504,70 $**		**144 565,56 $**	
Ordre de prix croissant		**1er**		**2ième**		**3ième**	
Conformité technique		sans objet		**CONFORME**		**CONFORME**	
Quantité adjugée (B)		**0**		**12**		**9**	
Montant total adjugé (hors taxes) (AxB)		**0,00 $**		**1 458 056,40 $**		**1 301 090,04 $**	
Contingences (hors taxes):	**2%**	**0,00 $**		**29 161,13 $**		**26 021,80 $**	
Montant total avec Contingences (hors taxes)		**0,00 $**		**1 487 217,53 $**		**1 327 111,84 $**	
TPS (5%)		**0,00 $**		**74 360,88 $**		**66 355,59 $**	
TVQ (9,975%)		**0,00 $**		**148 349,95 $**		**132 379,41 $**	
Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) Lot 6		**0,00 $**		**1 709 928,35 $**		**1 525 846,84 $**	
Capacité restante		0		0		0	

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Numéro de l'appel d'offres : 22-19140
Titre : Fourniture de tracteurs compacts articulés 50 HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipemen
Date de publication sur le SÉAO : 2 février 2022
Date d'ouverture des soumissions : 15 mars 2022
Addenda : 3 denier émit le: 4 mars 2022

	J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 1 - WL28	J. RENÉ LAFOND INC. Soumission no 2 - WL32	BENCO, PIÈCES ET SERVICES / 6155227 CANADA INCORPORÉE
Quantité d'unités livrables avant le 1er décembre 2022	**Capacité totale: 5**	**Capacité totale: 17**	**Capacité totale: 10**
Numéro VDM	**151178**	**151178**	**130619**
Numéro NEQ	**1171818264**	**1171818264**	**1161973988**

Quantité totale adjugée d'unités livrables avant le 1er décembre 2022 - Lots 1 à 6	**5**		**17**		**10**
Montant total adjugé (hors taxes) - Lots 1 à 6	**614 813,50 $**		**2 100 099,90 $**		**1 471 022,64 $**
Contingences totales (hors taxes) - Lots 1 à 6	**12 296,27 $**		**42 002,00 $**		**29 420,45 $**
Montant total adjugé avec Contingences (hors taxes) - Lots 1 à 6	**627 109,77 $**		**2 142 101,90 $**		**1 500 443,09 $**
TPS (5%) - Lots 1 à 6	**31 355,49 $**		**107 105,09 $**		**75 022,15 $**
TVQ (9,975%) - Lots 1 à 6	**62 554,20 $**		**213 674,66 $**		**149 669,20 $**
Montant total adjugé avec Contingences (taxes incluses) - Lots 1 à 6	**721 019,46 $**		**2 462 881,66 $**		**1 725 134,45 $**
Montant total adjugé avec Contingences (net de taxes) - Lots 1 à 6	**658 386,87 $**		**2 248 939,23 $**		**1 575 277,69 $**

Signature	Oui	Oui	Oui
Signataire	Francis Lessard	Francis Lessard	Yvers Benoit
Achat du cahier des charges sur le SÉAO	Oui	Oui	Oui
Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	Oui	Oui
Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	Oui	Oui
Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	Oui	Oui
Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	Oui	Oui
Vérification à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	Oui	Oui
Autres conditions ou documents requis			
Attestation de de conformité CNESST	Oui 17 février 2022	Oui 17 février 2022	Oui - 3 mars 2022
Liste des sous-contractants	Oui - Aucun	Oui - Aucun	Oui - Aucun
Devis technique dûment complété	Oui	Oui	Oui
Renseignements complémentaires dûment complétés	Oui	Oui	Oui

Remarques:
ANNEXE 1.12.01 - MODALITÉS D'ADJUDICATION - La séquence d'adjudication se fait par gradation du prix unitaire en fonction des plus bas prix soumis par Lot, de la capacité de livraison entre tous les SOUMISSIONNAIRES et de la portion restante du contrat, si il y a une portion restante. De la même façon, le deuxième plus bas soumissionnaire conforme obtiendra sa portion du contrat d'un Lot en fonction de sa capacité et de la portion restante du contrat, s'il y a une portion restante au Lot.

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du Donneur d'ordre.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19140
Numéro de référence : 1566020
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture de tracteurs compacts articulés 50HP à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
6155227 CANADA INCORPORÉE 2252 Savane Richelieu, QC, J3L 6N8 http://www.benco.ca NEQ : 1161973988	Monsieur Yves Benoit Téléphone : 450 658-1802 Télécopieur : 450 658-3103	**Commande : (1992311)** 2022-02-02 11 h 04 **Transmission :** 2022-02-02 11 h 04	3669602 - Addenda no 1 2022-02-15 16 h 26 - Courriel 3682921 - Addenda no 2 (Report de date et questions/réponses) 2022-03-03 8 h 59 - Courriel 3684995 - Addenda no 3 2022-03-04 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9018-7980 QUÉBEC INC. 10685 Henri Bourassa Est Montréal, QC, H1C 1G7 http://insta-mix.com/ NEQ : 1144443133	Monsieur Gaétan Langlois Téléphone : 514 643-4649 Télécopieur :	**Commande : (1993132)** 2022-02-03 11 h 43 **Transmission :** 2022-02-03 11 h 43	3669602 - Addenda no 1 2022-02-15 16 h 26 - Courriel 3682921 - Addenda no 2 (Report de date et questions/réponses) 2022-03-03 8 h 59 - Courriel 3684995 - Addenda no 3 2022-03-04 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cégep Vanier College. 821, avenue St-Croix Montréal, QC, H4L 3X9 http://www.vaniercollege.qc.ca NEQ :	Madame Adina Ayassou Téléphone : 514 744-7500 Télécopieur :	**Commande : (1992451)** 2022-02-02 13 h 27 **Transmission :** 2022-02-02 13 h 27	Mode privilégié : Ne pas recevoir
ÉQUIPEMENTS GUILLET INC. 16 rang st-andré Napierville, QC, j0j1l0 NEQ : 1142878744	Monsieur philippe sicotte Téléphone : 450 245-7990 Télécopieur :	**Commande : (1992343)** 2022-02-02 11 h 26 **Transmission :** 2022-02-02 11 h 26	3669602 - Addenda no 1 2022-02-15 16 h 26 - Courriel 3682921 - Addenda no 2 (Report de date et questions/réponses) 2022-03-03 8 h 59 - Courriel 3684995 - Addenda no 3 2022-03-04 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
J. RENÉ LAFOND INC. 3203, Chemin Charles-Leonard Mirabel, QC, J7N 2Y7 http://www.jrenelafond.com NEQ : 1171818264	Monsieur Francis Lessard Téléphone : 514 222-6005 Télécopieur : 450 258-4624	**Commande : (1995010)** 2022-02-07 15 h 56 **Transmission :** 2022-02-07 15 h 56	3669602 - Addenda no 1 2022-02-15 16 h 26 - Courriel 3682921 - Addenda no 2 (Report de date et questions/réponses) 2022-03-03 8 h 59 - Courriel 3684995 - Addenda no 3 2022-03-04 17 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LONGUS EQUIPEMENT INC. 4405, Autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 NEQ : 1143313709	Monsieur Yves Benjamin Téléphone : 450 652-2552 Télécopieur : 450 652-0241	**Commande : (1997935)** 2022-02-11 11 h 57 **Transmission :** 2022-02-11 11 h 57	3669602 - Addenda no 1 2022-02-15 16 h 27 - Télécopie 3682921 - Addenda no 2 (Report de date et questions/réponses) 2022-03-03 8 h 59 - Télécopie 3684995 - Addenda no 3 2022-03-04 17 h 34 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ville de Saint-Philippe. 175, chemin Sanguinet Bureau 201 Saint-Philippe, QC, J0L2K0 http://ville.saintphilippe.quebec NEQ :	Madame Guylaine Legrand Téléphone : 450 659-7701 Télécopieur : 450 659-7702	**Commande : (1992910)** 2022-02-03 9 h 12 **Transmission :** 2022-02-03 9 h 12	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225382006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder des contrats aux firmes Benco, Pièces et services / 6155227 Canada Incorporée, J. René Lafond inc. (soumission 1) et J. René Lafond inc. (soumission 2) pour la fourniture de tracteur compact articulé à voie étroite et à poste de conduite arrière avec divers outils et pièces d'équipements - Dépense totale de 4 909 035,76 $, taxes incluses (contrat : 4 812 779,99 $ + contingences: 96 255,77 $) - Appel d'offres public 22-19140 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1225382006 acquisi. 32 tracteurs compacts pour ARR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Viorica ZAUER
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-4674
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 1 037 461,45 $ taxes incluses - Appel d'offres public (22-19195) - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à GFL Environmental inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, soit pour une somme maximale de 1 037 461,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-19195) ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de GFL Environmental inc.;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 1 037 461,45 $.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 11:05

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1225308002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 1 037 461,45 $ taxes incluses - Appel d'offres public (22-19195) - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération.
Le Service de l'environnement a ainsi la responsabilité de gérer la réception, le tri, le conditionnement et la mise en marché pour la valorisation du bois en provenance des villes et arrondissements ainsi que des sept (7) écocentres de l'agglomération de Montréal. Le présent sommaire décisionnel concerne spécifiquement le contrat de réception, de tri, de conditionnement et de mise en marché du bois provenant de l'écocentre LaSalle.

En octobre 2020, dans un marché affecté par le contexte pandémique, le Service de l'environnement avait dû octroyer un contrat de valorisation du bois pour l'écocentre LaSalle au coût de 115 $ la tonne à GFL Environmental inc. (CG20 0517), seul soumissionnaire à l'appel d'offres 20-18331. Cet appel d'offres avait été lancé en raison du désistement de l'entreprise Tria Écoénergie inc., adjudicataire de l'appel d'offres 20-18043 (CG 20-0266), entraînant l'annulation du contrat. Afin de diminuer les coûts considérés élevés pour ce service, la Ville a choisi de ne pas se prévaloir de l'option de prolongation prévue au contrat actuellement en vigueur et de solliciter à nouveau le marché.

GFL Environmental inc. a déposé la plus basse soumission conforme en fournissant les garanties exigées au formulaire de l'appel d'offres public 22-19195 (cautionnement soumission, formulaire capacité lieu de livraison, certificat d'autorisation, rapport de calibration). Deux (2) autres entreprises ont déposé leur soumission dont une s'est avérée non conforme. Le prix du deuxième soumissionnaire est de 7 % supérieur à celui du plus bas

soumissionnaire (voir justification). Le coût unitaire (74,50 $/tonne) est inférieur à celui du contrat en vigueur (115 $) et permet ainsi une réduction des coûts.

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d'offres public N° 22-19195 a été lancé le 2 mars 2022.
· L'appel d'offres a été annoncé dans le journal Le Devoir et publié dans le SEAO à la même date.
· L'ensemble des entrepreneurs œuvrant dans ce secteur ont été contactés par le Service de l'approvisionnement pour les informer de l'appel d'offres en cours.
· La date initiale d'ouverture des soumissions était le 5 avril 2022.
· Les soumissionnaires ont eu 33 jours calendriers pour préparer leur dossier.
· Les soumissions ont été ouvertes le 5 avril 2022.
· Les soumissions ont un délai de validité de cent-quatre-vingts (180) jours calendrier (cautionnement de soumission).
· Trois (3) addendas ont été produits dans ce dossier.
- Addenda #1 (17 mars 2022) : Modification de trois (3) articles du document Devis et un article du Contrat
- Addenda #2 (30 mars 2022) : Questions et réponses concernant l'horaire d'été du dimanche
- Addenda #3 (1er avril 2022) : Questions et réponses concernant la liste des équipements
· Il y a eu sept (7) preneurs de cahier de charges dont trois (3) ont déposé des soumissions
· Une des soumissions a été jugée non conforme puisqu'elle ne respectait pas la clause C3.02 du devis technique exigeant *de « fournir une copie du rapport de calibration lors du dépôt de sa Soumission. Le défaut de fournir le dernier rapport de calibration entraînera le rejet de la Soumission pour des raisons de non-conformité »*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0517 - 22 octobre 2020 - Résilier le contrat accordé à Tria Écoénergie inc. (CG20 0266) / Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 21 mois, avec une option de prolongation de 24 mois - Dépense totale de 1 226 862 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18331 (1 soum.) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement, à compter de l'année 2021, pour un montant total de 751 544 $ (taxes nettes)
CG20 0266 - 28 mai 2020 - Accorder un contrat à Multi Recyclage S.D. inc. (3 125 637 $, taxes incluses), un contrat à GFL Environmental inc. (1 030 778 $, taxes incluses), et un contrat à Tria Écoénergie inc. (837 018 $, taxes incluses), pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 (4 soum.)

CE19 1805 - 27 novembre 2019 - Accorder un contrat à Multi Recyclage S.D. Inc. pour la réception, le tri et la mise en marché de bois en provenance de l'écocentre LaSalle. Dépense totale de 201 206,25 $, taxes incluses pour une période de 8 mois. Appel d'offres public 19-17806 - (4 soumissionnaires).

CE19 0407 - 13 mars 2019 -
1 - Résilier le contrat accordé à centre de tri Mélimax inc. (CE15 1363), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois;
2 - Accorder à Recyclage Notre-Dame inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois en provenance de 6 territoires, pour

une période de 16 mois, aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 311 950,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17500 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil d'agglomération, ce contrat a pour objet les services de réception, de tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois provenant de l'écocentre LaSalle, situé au 7272, rue Saint-Patrick à Montréal. Comme le précise le devis technique « ce service permet ainsi de valoriser cette matière à 100 % afin d'être utilisée comme ressource en bio-énergie ou bien comme matière première à la création de nouveaux matériaux. Dans le respect de la hiérarchie des 3RV, les matériaux de construction en bois devraient d'abord prendre la filière de recyclage avant celle de la valorisation énergétique. »
Le Service de l'environnement évalue en effet la possibilité d'instaurer un projet pilote d'optimisation du tri à la source du bois à l'écocentre LaSalle, dans le but d'obtenir une catégorie de bois destinée spécifiquement au recyclage (c.-à-d. fabrication de nouveaux matériaux, comme les panneaux de particules).

Suivant la mise en oeuvre de ce projet pilote, l'entreprise sera tenue de réceptionner et mettre en marché cette catégorie de bois à des fins de recyclage et de valorisation, selon le potentiel de valorisation établi dans le cadre du projet, en démontrant que le bois de qualité supérieure qui a été trié à la source au niveau de l'écocentre a bel et bien été dirigé vers une filière de recyclage et non à la valorisation énergétique (cogénération).

Les quantités prévisionnelles pour cet appel d'offres sont de 6 000 tonnes par année (soit 20 % total du bois de l'agglomération), et sont basées sur la moyenne du tonnage déversé de 2016 à 2018, avec une hausse de 5 % afin de pallier un ajustement des pratiques de tri tel que mentionné ci-dessus.

JUSTIFICATION

Il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges dont deux (2) soumissionnaires conformes et un (1) non conforme. Trois (3) preneurs du cahier des charges n'ont pas déposé de soumission, le quatrième est une ville. L'entreprise GFL Environmental inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

Estimation du professionnel
L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie à partir de la moyenne des prix soumis lors de l'appel d'offres 20-18043, pour les lots des écocentres (soit 66,93 $/tonne) et majorée d'un pourcentage associé à l'inflation actuelle, soit 4 %. Étant donné l'historique de ce contrat, un ajustement supplémentaire de 2 % a été ajouté en tenant compte des règles d'octroi en fonction de la distance du lieu de livraison; ce qui donne une hausse du prix moyen de 6 %, soit 71 $/tonne.
Les quantités prévisionnelles sont basées sur la moyenne des années 2016 à 2018 (5699 tonnes), à laquelle s'ajoute une hausse de 5 % afin de pallier un éventuel ajustement des pratiques en lien avec le projet pilote décrit précédemment, pour un total de 12 000 tonnes pour une durée de 24 mois.

Résultats
Voici les résultats du processus d'appel d'offres, en comparaison avec l'estimation des professionnels.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	TOTAL (Taxes incluses)
Adjudicataire		

GFL Environmental inc.	1 027 876,50 $	1 027 876,50 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 101 000,60 $	1 101 000,60 $
Dernière estimation réalisée ($)	978 766,08 $	978 766,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme - estimation)		49 110,42 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - l'estimation) / estimation x 100)		5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)		73 124,10 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse/la plus basse) x 100)		7%

NB : la différence entre les montants soumissionnés et octroyés s'expliquent par l'ajustement du prix pour l'année 2024, tel que le prévoit l'article 2.03.01 du contrat.

Description des écarts

L'estimation interne était de 978 766 $ (taxes incluses). La plus basse soumission conforme est de 5 % supérieure à l'estimé avec un écart de 7 % avec la deuxième plus basse soumission.

Modalités d'adjudication

Les modalités d'adjudication prévues à l'annexe du document Régie, prennent en considération les éléments que sont le prix soumis à la tonne, la quantité prévisionnelle et l'ajustement de ce coût compte tenu de la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et l'écocentre LaSalle. Le calcul du prix ajusté sert à des fins d'adjudication seulement, permettant de projeter les coûts additionnels de transports encourus pour la livraison de la matière assumés par la Ville. Il s'avère que le site du plus bas soumissionnaire est également le plus proche de l'écocentre LaSalle.

Après vérifications, l'entreprise n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne se retrouve pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal. Elle détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est d'une durée de 24 mois et s'étale sur trois (3) années financières (2022 à 2024). Les prix demeurent ferment jusqu'au 31 décembre 2023. Le prix unitaire est assujetti à un ajustement en fonction de l'IPC seulement à partir du 1er janvier 2024.
La dépense sera répartie comme suit:

Adjudicataire	2022	2023	2024	Grand total taxes incluses
GFL Environmental inc.	256 969 $	513 938 $	266 554 $	**1 037 461 $**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles, division collecte, transport et traitement du Service de l'environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

Les détails du calcul se retrouvent en pièces jointes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de *Montréal 2030* et des engagements en changements climatiques. (Voir Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le potentiel de valorisation de cette matière sur le territoire de l'agglomération se fait dans le respect des mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
Le traitement du bois à des fins de valorisation constitue une des actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).
Ne pas prolonger ces contrats mènerait à une cessation de service à partir de juillet 2022 et par conséquent à un recul dans l'atteinte des objectifs environnementaux énoncés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les services de gestion des matières résiduelles sont, depuis le début de la pandémie associé à la COVID -19, considérés comme des activités prioritaires et services jugés essentiels. Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes. Les entreprises spécialisées dans la gestion des matières résiduelles ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 4 mai 2022
Conseil municipal : 16 mai 2022
Conseil d'agglomération : 19 mai 2022

Fin du contrat : 30 juin 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine HERBRETEAU
agent(e) de recherche

Tél : 514-292-5100
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Maud F FILLION
Chef de section Planification et développement GMR

Tél : 438-820-5674
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2022-04-21

Montant du contrat
Bois Écocentre LaSalle

Adjudicataire	2022	2023	2024	Grand total taxes incluses
GFL Environmental inc.	256,969 $	513,938 $	266,554 $	**1,037,461 $**

Coût du contrat de réception et tri du bois Éco LaSalle 2022-24
AO 22-19195
du 01 juillet 2022 au 30 juin 2024 3.73%
GDD: 1225308002 6 mois 12 mois 6 mois

Contrat - Bois	Adjudicataire	Tonnage global	Prix (1)	2022	2023	2024(1)	Total
Écocentre LaSalle	GFL Environmental inc.	12,000	74.50 $	223,500.00 $	447,000.00 $	231,836.55 $	902,336.55 $
TPS			5%	11,175.00 $	22,350.00 $	11,591.83 $	45,116.83 $
TVQ			9.975%	22,294.13 $	44,588.25 $	23,125.70 $	90,008.07 $
Total taxes incluses				**256,969.13 $**	**513,938.25 $**	**266,554.07 $**	**1,037,461.45 $**
Total taxe nette				**234,647.06 $**	**469,294.13 $**	**243,399.40 $**	**947,340.59 $**

Imputation comptable: 1001.0010000.103125.04383.54503.014404.0000.000000.000000.00000.00000

Note:
(1) Le prix unitaire est assujetti à l'ajustement ipc seulement à partir du 1er janvier 2024 (réf. Addenda 1-Contrat Annexe 2.03.01)

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1225308001]*
Unité administrative responsable : *[Service de l'environnement]*
Projet : *[Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de1 037 461$ taxes incluses - Appel d'offres public (22-19195) - (2 soumissionnaires conformes).]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. *Réduire de 55 %les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*
2. *5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 5 : Le tri et la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle contribue à l'objectif de recycler 60% de la matière organique putrescible résiduelle fixée par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. Il répond également au plan d'action du PDGMR 2020-2025, et contribue à atteindre l'objectif zéro déchet en 2030, soit de détourner les matières organiques de l'enfouissement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 *(Exigences au devis à l'article H.01.02, concernant la divulgation de données liées à la conformité et la performance environnementale)*	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1225308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 1 037 461,45 $ taxes incluses - Appel d'offres public (22-19195) - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

liste seao.pdf22-19195 PV.pdf22-19195 Int. d'octroi final.pdf22-19195 TCP final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Michael SAOUMAA
Chef de section app. strat. en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19195 — No du GDD : 1225308002

Titre de l'appel d'offres : Réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 3 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 5 - 4 - 2022

Ouverture faite le : 5 - 4 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 1 - 4 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 42,86

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Tria écoénergie	Documents obligatoires manquants au dépôt de la soumission

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 2 - 10 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 2 - 10 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GFL environmental	1 027 876,50 $	X	
Recyclage Notre-Dame	1 101 000,60 $		

Information additionnelle

Des 4 preneurs restants, une était une Ville. Nous n'avons pas de réponses des autres.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 11 - 4 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19195

Agent d'approvisionnement
Pierre L'Allier

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
GFL Environementale										
	0	0	0	Récupération bois	12000	UN	1	74,50 $	894 000,00 $	1 027 876,50 $
Total (GFL Environementale)									**894 000,00 $**	**1 027 876,50 $**
Recyclage Notre-Dame										
	0	0	0	Récupération bois	12000	UN	1	79,80 $	957 600,00 $	1 101 000,60 $
Total (Recyclage Notre-Dame)									**957 600,00 $**	**1 101 000,60 $**

Liste des commandes

Numéro : 22-19195

Numéro de référence : 1573759

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation de bois en provenance de l'écocentre LaSalle

Sélectionner toutes les lignes de résultats	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Sélectionner la ligne	CENTRE DE TRI D'ARGENTEUIL INC. 435, montée Cushing Brownsburg-Chatham, QC, J8G1B9 NEQ : 1168616887	Monsieur Martin Lamoureux Téléphone : 450 566-8000 Télécopieur :	**Commande : (2008848)** 2022-03-02 16 h 49 **Transmission :** 2022-03-02 16 h 49	3693795 - 22-19195 Addenda 1 2022-03-17 8 h 27 - Courriel 3703767 - 22-19195 Addenda 2 2022-03-30 18 h 51 - Courriel 3706018 - 22-19195 Addenda 3 2022-04-01 15 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	ÉCOÉNERGIE TRIA INC. 1985 Jean-Marie Langlois	Monsieur Roger Tisseur Téléphone : 450	**Commande : (2008344)** 2022-03-02 9 h	3693795 - 22-19195 Addenda 1 2022-03-17 8 h 28

	La Prairie, QC, j5r5z8 NEQ : 1170074406	659-9333 Télécopieur : 450 659-2454	51 **Transmission :** 2022-03-02 9 h 51	- Courriel 3703767 - 22-19195 Addenda 2 2022-03-30 18 h 51 - Courriel 3706018 - 22-19195 Addenda 3 2022-04-01 15 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	GFL ENVIRONMENTAL INC. 10930 Rue Sherbrooke E Montréal-Est, QC, H1B 1B4 NEQ : 1175311910	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 641-3070 Télécopieur : 514 645-4392	**Commande : (2008686)** 2022-03-02 14 h 40 **Transmission :** 2022-03-02 14 h 40	3693795 - 22-19195 Addenda 1 2022-03-17 8 h 27 - Courriel 3703767 - 22-19195 Addenda 2 2022-03-30 18 h 51 - Courriel 3706018 - 22-19195 Addenda 3 2022-04-01 15 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	LES ENTREPRISES K.L.	Monsieur Serge	**Commande**	3693795 - 22-

	MAINVILLE INC. 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5 NEQ : 1162059548	Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**: (2009109)** 2022-03-03 9 h 20 **Transmission :** 2022-03-03 9 h 20	19195 Addenda 1 2022-03-17 8 h 27 - Courriel 3703767 - 22-19195 Addenda 2 2022-03-30 18 h 51 - Courriel 3706018 - 22-19195 Addenda 3 2022-04-01 15 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sélectionner la ligne	MULTI RECYCLAGE S.D. INC. 3030, Montée St-François Laval, QC, H7C 0K7 NEQ : 1142135079	Monsieur Yvan Smith Téléphone : 514 791-9608 Télécopieur : 450 625-3389	**Commande : (2008640)** 2022-03-02 14 h 02 **Transmission :** 2022-03-02 14 h 02	3693795 - 22-19195 Addenda 1 2022-03-17 8 h 29 - Télécopie 3703767 - 22-19195 Addenda 2 2022-03-30 18 h 52 - Télécopie 3706018 - 22-19195 Addenda 3 2022-04-01 15 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner la ligne	RECYCLAGE NOTRE-DAME INC. 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5 NEQ : 1146231148	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (2009044)** 2022-03-03 8 h 47 **Transmission :** 2022-03-03 8 h 47	3693795 - 22-19195 Addenda 1 2022-03-17 8 h 28 - Courriel 3703767 - 22-19195 Addenda 2 2022-03-30 18 h 51 - Courriel 3706018 - 22-19195 Addenda 3 2022-04-01 15 h 44 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sélectionner la ligne	Ville de Saguenay 3501 du Roi-Georges Jonquière Saguenay, QC, G7X 1V6 NEQ :	Madame Marie-ève Lalancette Téléphone : 418 698-3000 Télécopieur :	**Commande : (2008429)** 2022-03-02 10 h 46 **Transmission :** 2022-03-02 10 h 46	Mode privilégié : Ne pas recevoir

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Fournisseur ayant demandé d’être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Organisme public.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225308002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à GFL Environmental inc. pour la réception, tri, conditionnement et mise en marché pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 1 037 461,45 $ taxes incluses - Appel d'offres public (22-19195) - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - GDD 1225308002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste
Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Marie-Claude JOLY
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : (514) 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225382007

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres collectives avec Pneu continental du Canada Inc., Pneus Toyo Canada inc., Goodyears Canada inc. et Bridgestone Canada inc. pour utiliser les contrats à commandes pour des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). La durée des ententes est de douze (12) mois, du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, la valeur totale estimée est 2 042 818,31 $ taxes incluses (contrat: 1 776 363,75 $ + contingences: 266 454,56 $).

Il est recommandé au comité exécutif :
1. de conclure une entente-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une durée de douze (12) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Pneu continental du Canada	pneu de marque Continental	22 995,00 $
Pneus Toyo Canada inc.	pneu de marque Toyo	229 950,00 $

2. d'autoriser une dépense de 37 941,75 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De recommander au conseil d'agglomération :

de conclure une entente-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une durée de douze (12) mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Bridgestone Canada inc.	pneu de marque Bridgestone	804 825,00 $
Goodyears Canada inc.	pneu de marque Toyo	718 593,75 $

4. d'autoriser une dépense de 228 512,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-20 16:07

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225382007**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres collectives avec Pneu continental du Canada Inc., Pneus Toyo Canada inc., Goodyears Canada inc. et Bridgestone Canada inc. pour utiliser les contrats à commandes pour des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). La durée des ententes est de douze (12) mois, du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, la valeur totale estimée est 2 042 818,31 $ taxes incluses (contrat: 1 776 363,75 $ + contingences: 266 454,56 $).

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité exécutif a autorisé l'adhésion de la Ville à un dossier d'achats regroupés organisé par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour remplacer le contrat à commandes de fourniture de pneus (échéance le 31 mars 2022) (CE21 2027).
Il était important d'adhérer à ce regroupement pour s'assurer d'un approvisionnement fiable tout en permettant de bénéficier des escomptes et des prix avantageux de la part des manufacturiers afin que le Service du matériel et des ateliers puisse continuer à équiper les véhicules de l'ensemble des unités d'affaires de la Ville.

La Ville s'était engagée au préalable en vertu de l'article 5 (2°) des règlements liés à la Loi sur les contrats des organismes publics à acquérir ces biens auprès des fournisseurs retenus. Par ailleurs, l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes permet à toute municipalité de se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) ou par l'entremise de celui-ci.

Le CAG a lancé son appel d'offres public en janvier 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 2027 - 15 décembre 2021 - Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernemental (CAG), piloté par le CAG, pour la fourniture sur demande de divers types de pneus - entente pour trois ans.
CG18 0456 - 23 août 2018 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) du Centre de Services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres et la conclusion d'une entente de gré à gré pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés / Approuver à

cette fin le document intitulé "Fiche d'engagement".

CG15 0456 — 20 août 2015 — Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) organisé par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés/Approuver à cette fin le document « Fiche technique d'inscription »

CG14 0451 30 octobre 2014 — Conclure des ententes-cadres collectives d'une durée de 20 mois avec Bridgestone Canada inc., Goodyear Canada inc. et Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion à l'appel d'offres public du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - 2 411 099 $

CG14 0293 — 19 juin 2014 — Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)/Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle »

CG12 0394 – 25 octobre 2012 — Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés, pour une durée d'environ 23 mois se terminant le 31 juillet 2014 - 2 518 000 $)

CG12 0221 — 21 juin 2012 — Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)/Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle »

DESCRIPTION

Le CAG a conclu des contrats à commandes avec les quatres (4) fournisseurs conformes : Bridgestone Canada inc., Goodyear Canada inc., Pneus Toyo Canada inc. et Pneu Continental Canada inc. Le fournisseur Michelin Amérique du Nord (Canada) ne fait plus partie de l'entente contrairement aux années précédentes. Les ententes ont également été réduites à une durée de douze (12) mois. En effet, les fournisseurs contactés par le CAG ont tous été réticents a engager un prix pour une longue période alors que la chaîne d'approvisionnement mondiale est toujours instable.

Durée:

La durée des ententes-cadres (contrats à commandes) avec les fournisseurs est de douze (12) mois. Elles débuteront le 1er avril 2022 et se termineront le 31 mars 2023.

Livraison:

Les frais de livraison sont inclus dans les prix soumis. Une pénalité d'un pour cent (1 %) par jour de retard de livraison pourrait être appliquée jusqu'à un maximum de dix pour cent (10 %).

Modalités d'acquisition:

Pour les pneus de la catégorie B (patrouille): Les clients doivent acheter du fournisseur ayant soumis le plus bas prix pour le produit recherché, à moins que ce fournisseur ne puisse y donner suite, auquel cas, les autres fournisseurs sont sollicités en fonction de leur rang respectif.

Le SMRA est libre de choisir le détaillant autorisé de son choix, la commande et la facture devront être au nom du manufacturier. Le numéro de contrat du CAG (2022-04-29-01) devra être indiqué sur le bon de commande et le détaillant sera rémunéré par le manufacturier en contrepartie du service rendu.

Les services d'installation, de balancement, d'alignement, de réparation ou autres services semblables ne font pas partie du présent contrat à commandes. Ces services feront l'objet d'un appel d'offres distinct mené par le SMRA.

JUSTIFICATION

Le regroupement inclura les ministères, des organismes publics provinciaux et de nombreuses municipalités. La possibilité de lancer un appel d'offres indépendant a été envisagé, mais le SMRA considère que le prix et les conditions de marché sont favorables à la Ville. À cette fin, l'appel d'offres du CAG ne permet pas à un fournisseur d'offrir un meilleur prix à un autre client du secteur public de moindre importance, sans offrir ce même prix au CAG (mêmes termes et conditions).
Les ententes-cadres permettront au SMRA de bénéficier des avantages particuliers d'un contrat à commandes avec des fournisseurs multiples. Cela permettra au SMRA d'acquérir des pneus de différents manufacturiers (il y a plus de 10 000 prix dans le moteur de recherche de pneu sur le site Web du CSPQ) et d'utiliser les services du distributeur autorisé de son choix.

Conformément à l'Article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service du matériel roulant et des ateliers a effectué une estimation. L'estimation a été corrigée puisque Michelin n'est plus fournisseur et, en raison de la réduction de la durée des ententes. Les professionnels estiment donc un montant de 1 776 363,75$ en s'appuyant sur les données historiques de consommation.

Estimation de la consommation:

Fournisseur	Achat sur 12 mois (taxes incluses)
Bridgestone	804 825 $
Goodyear	718 593,75 $
Toyo	229 950 $
Continental	22 995 $
	1 776 363,75 $

La Ville a recommandé d'adhérer au projet du CAG au mois de décembre 2021, ce qui lui permet de bénéficier des conditions des nouvelles ententes.

Les achats du 1er avril au 19 mai 2022 seront faits auprès des fournisseurs retenus et au prix soumis dans les ententes du CAG. Afin d'assurer une vigie des dépenses, les bons de commande émis, au cours de cette période, sont identifiés par le numéro d'entente du CAG. Ainsi, la vigie des consommations pourra être effectuée par le CAG et par la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prix sont obtenus directement d'un manufacturier (compte national) associé à la gamme de pneus disponibles. Les ententes du CAG avec les manufacturiers seront basées sur les prix unitaires des pneus, calculés en fonction du taux d'escompte fixe accordé (sauf la classe B).
Le suivi de la validité des prix payés, selon les termes et conditions du contrat, pourra être vérifié par l'extraction périodique des données d'achats pour une comparaison par échantillonnage dans le moteur de recherche de pneu sur le site Web du CAG.

Les commandes, l'établissement de l'imputation budgétaire et les calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève du service demandeur au fur et à mesure de ses besoins.

Il s’agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour l'acquisition de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville au regroupement avec le CAG.

Le SMRA estime la dépense à 1 776 363,75 $ taxes incluses

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 266 454,56 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences afin de palier au possible imprévu.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l’établissement du taux des dépenses mixtes d’administration générale imputées au budget de fonctionnement du Service du matériel roulant et des ateliers, SMRA.

MONTRÉAL 2030

Le fournisseur s’engage à récupérer les pneus usagés de l’organisme public, lesquels seront remplacés lors de l’achat de pneus, sans frais supplémentaires. La pose, le balancement de pneu et la fourniture de carcasses de pneus rechapés ne font pas partie du contrat à commandes. La taxe environnementale de trois dollars (3 $) par pneu neuf sera facturée en sus du prix du pneu.
Pneus rechapés : le rechapage de pneus, lequel consiste à réutiliser la carcasse d’un pneu usé, va se poursuivre et contribuer à la sauvegarde de l’environnement et au développement durable.

Récupération des autres pneus : les fournisseurs doivent s’assurer de disposer des pneus usagés de façon écoresponsable, en les retournant à une entreprise certifiée dans la récupération de pneus.

Ce dossier ne contribue pas à l’atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite d'achat de pneus.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus ou un retard prolongé de l’autorisation pourrait entraîner des coûts supplémentaires d'approvisionnement pour la Ville. Le Service du matériel roulant et des ateliers pourrait ne plus bénéficier des prix avantageux de la part des manufacturiers.
Lancer un appel d'offres nécessiterait un long processus de standardisation et au risque d'avoir des prix plus élevés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les fluctuations du marché, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 4 mai 2022
CM: 16 mai 2022
CG: 19 mai 2022

Création et émission des ententes-cadres dans l’intranet pour chacun des quatre (4) fournisseurs suite à l’adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Pablo BLANCO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie ROUSSEAU, Service des finances
Viorica ZAUER, Service des finances

Lecture :

Sylvie ROUSSEAU, 14 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Laine FORCIER
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Lina EL KESSERWANI
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2022-04-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225382007*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Conclure des ententes-cadres collectives avec Pneu continental du Canada Inc., Pneus Toyo Canada inc., Goodyears Canada inc. et Bridgestone Canada inc. pour utiliser les contrats à commandes pour des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). La durée des ententes est de douze (12) mois, du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, la valeur totale estimée est 2 042 818,31 $ taxes incluses (contrat: 1 776 363,75 $ + contingences: 266 454,56 $).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

Annexe 10 - Liste des détaillants autorisés du fournisseur
AO 999108520 - Pneus neufs, rechapés et remoulés pour les organismes publics du regroupement d'achats

Fournisseur : Pneu Continental du Canada Inc.

VOUS DEVEZ JOINDRE UNE COPIE PAPIER COMPLÈTE DE CET ANNEXE À VOTRE SOUMISSION

Nom du détaillant	Numéro d'entreprise (NEQ)	Adresse	Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur - Courriel
OK PNEUS (BEDFORD)	1140283566	596, chemin Duhamel	Bedford	J0J 1A0	450.248.7145	bedford@okpneus.com
Pneus F.M. Inc.	1140460149	595 Blv Hébert	Saint-Pascal	G0l 3y0	418-492-6035	418-492-9883
OK PNEUS (LIMOILOU)	1140621195	70, 3e Avenue	Québec	G1L 2V4	418.522.1130	limoilou@okpneus.com
SERVICE DE PNEUS LA TU	1141265604	1000, boul. Ducharme	La Tuque	G9X 3C4	819 523-9562	819-523-9666
OK PNEUS (STE-MARTINE	1141936204	230 rue Saint-Joseph	Ste-Martine	J0S 1V0	450.427.3309	ste-martine@okpneus.com
OK PNEUS (BOUCHERVILL	1141937384	456, boul. Marie-Victorin	Boucherville	J4B 1W5	450.641.6266	boucherville@okpneus.com
OK PNEUS (LAVAL)	1142195776	2005, boul. Industriel	Chomedey Laval	H7S 1P7	450.975.2121	laval@okpneus.com
OK PNEUS (DESCHAMBAU	1142302612	145, chemin du Roy	Deschambault	G0A 1S0	418.286.6703	deschambault@okpneus.com
Service de Pneus E. Côté inc.	1142356774	1348, du Phare Ouest	Matane	G4W3M6	418-562-2105	418-562-2109
OK PNEUS (STE-AGATHE)	1142372490	1041, rue Principale	Ste-Agathe-des-Monts	J8C 1L7	819.326.7337	ste-agathe@okpneus.com
OK PNEUS (ST-BRUNO)	1142395905	1421, rue Montarville	St-Bruno	J3V 3T6	450.653.6941	st-bruno@okpneus.com
PNEUS LAVOIE INC.	1142977470	300, chemin Industriel	Gatineau	J8R 3N9	819 663-6626	819-663-2553
OK PNEUS (BEAUPORT)	1143147040	4520, boul. Ste-Anne	Québec	G1C 2H9	418.663.8721	beauport@okpneus.com
OK PNEUS (GATINEAU)	1143221415	170, Varennes	Gatineau	J8T 8G3	819.561.1102	gatineau@okpneus.com
M.C.T. PNEUS INC.	1143265750	1293, Parc Industriel	Normandin	G8M 4C6	418.274.3765	robin.tremblay@mctpneus.com
Les Pneus Beaucerons	1143450873	538 boul Renault	Beauceville	G5X 1N2	418-774-3404	418-774-3651
GARAGE VILLEMAIRE & FI	1143455344	55, rue Grégoire	Saint-Esprit	J0K 2L0	450 839-7777	450-839-2876
OK PNEUS (VILLE-MARIE)	1143470285	67, rue Ste-Anne	Ville-Marie	J9V 2B6	819.629.2548	ville-marie@okpneus.com
OK PNEUS (ST-DAVID)	1143575372	3795, boul. Guillaume-Couture	Lévis	G6W 1H9	418.833.9203	st-david@okpneus.com
OK PNEUS (VAUDREUIL-D	1143575679	995, rue Valois	Vaudreuil-Dorion	J7V 7V7	450.455.4015	vaudreuil-dorion@okpneus.com
OK PNEUS (POINTE-AUX-T	1143576578	12176, boul. Industriel	Pointe-aux-Trembles	H1B 5R7	514.645.4803	pointe-aux-trembles@okpneus.com
OK PNEUS (UPTON)	1143787118	289, route Joubert	Upton	J0H 2E0	450.549.4786	upton@okpneus.com
ATELIER DE PNEUS GARC	1143929777	2230 boul. Laflèche	Baie-Comeau	G5C1E4	418-589-4925	(418) 589-3573
PNEUS METRO Inc.	1144228989	6750 Léger	Montreal	H1G 1L5	514-328-4222	514-328-7930
CHARLES TURCOTTE & FI	1144341626	1180, boul. Thibeau	Trois-Rivières	G8T 4B4	819 697-2413	819 697-3467
OK PNEUS (ST-GEORGES)	1144551992	428, 6e Avenue Nord	St-Georges	G5Z 0R6	418.227.0937	st-georges@okpneus.com
OK PNEUS (VICTORIAVILL	1145177300	2409 rue Notre-Dame Ouest	Victoriaville	G6T 2C7	819.752.2221	victoriaville@okpneus.com
OK PNEUS (MONTMAGNY)	1145330297	1, avenue de la Caserne	Montmagny	G5V 0A5	418.248.2052	montmagny@okpneus.com
ROBERT BERNARD PNEUS	1145422052	765, rue Principale	Saint-Paul d'Abbotsford	J0E 1A0	450 379-5757	450-379-5967
PNEUS JUTRAS ENR.	1145802097	570, rue de Monseigneur-Panet	Nicolet	J3T 1C6	819 293-8545	819-293-5490
OK PNEUS (L'ASSOMPTIO	1145874609	175, rue Dorval	L'Assomption	J5W 2Z7	450.589.7171	lassomption@okpneus.com

ANNEXE 11 - LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Bridgestone System Nom du détaillant	Quebec Registration Nom du Détaillant	NEQ #	Adresse	Ville	Prov	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Alignement du rond point	Alignement du rond point	1141971326	466 St-Calixte	Plessisville	QC	G6L3B9	819-362-6060	
CENTRE DU PNEU BSL INC	CENTRE DU PNEU BSL INC	1147078696	449 JEAN-MARIE LEBLANC ST	RIMOUSKI	QC	G5M 1A6	41887422525	
Centre du pneus Patry	Centre du pneus Patry	1145808698	750 boul. Lemire	Drummondville	QC	J2C 7W9	819-474-5200	819-474-8099
Centre du Pneus Villemaire Inc	Centre du Pneus Villemaire Inc	1143598481	1595 Chemin Gascon	Terrebonne	QC	J6X 2Z6	450-471-3345	450-471-3346
Centre de services Techno inc.	Centre de services Techno inc.	1147031646	445 DE L'expansion	Rimouski	QC	G5M1B4	418 724 4104	
Charles Turcotte & Fils Ltée	Charles Turcotte & Fils Ltée	1144341626	1200 blvd thibault	Trois Rivieres	QC	G8T 9SW	819-376-3763	819-376-9146
Courtemanche & Frères	Courtemanche & Frères	1143461409	875, rue Dessaules	St-Hyacinthe	QC	J2S3C3	450-773-4855	450-773-4153
DESHARNAIS SRVC DE PNEUS INC	DESHARNAIS SRVC DE PNEUS INC	1142123851	6055 boul Pierre Bertrand	Quebec	QC	G2K 1M1	418-681-8858	418-628-2285
DESHARNAIS SRVC DE PNEUS INC	DESHARNAIS SRVC DE PNEUS INC	1142123851	710 BLVD CHAREST OUEST	QUEBEC	QC	G1N 1M1	4186810505	
DESHARNAIS SRVC DE PNEUS INC	Desharnais pneu et mécanique Thetford	1169656379	730 BOUL FRONTENAC OUEST	THETFORD MINES	QC	G6G 6K3	4183382191	
DISTRIBUTION PILOT WHEEL INC	DISTRIBUTION PILOT WHEEL INC	1164820269	3010 BOUL LOSCH	SAINT HUBERT	QC	J3Y 3V8	4509045271	5797206272
Distribution pneus RT Ltee	Distribution pneus RT Ltee	1143079763	731 Ave Newton	Quebec	Qc	G1P 4C4	418 877 5030	418 877 7139
Distribution Pneus RT Ltée	Distribution Pneus RT Ltée	1143079763	835 boul. Industriel	Granby	QC	J2J 1A5	450-777-8848	
Fredette Pneus Et Mecanique	Fredette Pneus Et Mecanique	1143600667	6661 rue Sherbrooke Est	Montreal	QC	H1N 1C7	514-256-7501	514-256-7455
Garage Jean-Pierre Tremblay	Garage Jean-Pierre Tremblay	1146134342	1737 boul talbot	Chicoutimi	QC	G7H7Y4	418-544-4455	
Garage Jean-Pierre Tremblay	Garage Jean-Pierre Tremblay	1146134342	2460 Bagot	Labaie	QC	G7B2N3	418-544-4455	
Garage Jos Perron & Fils	Garage Jos Perron & Fils	1141887522	103 Principale	Sacre-Coeur	QC	G0T 1Y0	418-236-4402	418-236-4402
Garage Lumina 1994 Inc	Garage Lumina 1994 Inc	1140315970	5700 Louis Hebert	Montreal	QC	H2G 2E8	514 273 8003	514-273-8587
Garage Lumina 1994 Inc	Garage Lumina 1994 Inc	1140315970	2511 Des Carrieres	Rosemont	QC	H1Y 1N1	514-273-8003	514-273-8587
Garage Turcotte	Charles Turcotte & Fils Ltée	1144341626	1200 Boul Thibeau	Trois-Rivieres	QC	G8T7B4	819-697-2413	819 378 0247
Garage Villemaire & Fils Inc.	Garage Villemaire & Fils Inc.	1143455344	980 Chemin Des Prairies	Joliette	QC	J6E 3Z1	450-752-1000	450-752-2876
Garage Villemaire & Fils Inc.	Garage Villemaire & Fils Inc.	1143455344	55 Gregoire	Saint-Esprit	QC	J0K 2L0	450-839-7777	450-839-2876
J.L. Desrosiers & Fils Inc.	J.L. Desrosiers & Fils Inc.	1143119163	193 De Gaspe Ouest	St-Jean-Port-Joli	QC	G0R 3G0	418-598-6434	418-598-3983
Le Relais du Pneus	Le Relais du Pneus	1143404540	4255 boul Bourque	Rock Forest	QC	J1N 1S4	819-566-7722	819-823-7097
Les Pneus Beaucerons Inc.	Les Pneus Beaucerons Inc.	1143450873	538 boul Renault	Beauceville	QC	G5X 1N2	418-774-3404	418-774-3651
Les Pneus Beaucerons Inc.	Les Pneus Beaucerons Inc.	1143450873	105 Rue Industrielle Nadeau	Saint Victor	QC	G0M 1B0	418 774 3404	
Les Pneus Lévesque	Les Pneus Lévesque	1147544820	125 Route 230 Ouest	La Pocatiere	QC	G0R 1Z0	418-856-2984	418-856-3502
Les Pneus M. Gagné	Les Pneus M. Gagné	1141119082	2685 Dupond Sud	Alma	QC	G8B 5V2	418-662-4013	418-662-5834
Les Pneus R. Guay Ltée	Les Pneus R. Guay Ltée	1169135515	2560 rue Dubose	Jonquiere	QC	G7S 4R4	418-548-4945	418-548-8257
Nicoletti pneus & mecanique	Nicoletti pneus & mecanique	1143046903	384 Beaudry Nord	Joliette	QC	J6E6A8	450-759-5600	
Nicoletti pneus & mecanique	Nicoletti pneus & mecanique	1143046903	235 Du Roi	Sorel	QC	J3P2K5	450-743-5577	
Nicoletti pneus & mecanique	Nicoletti pneus & mecanique	1143046903	381 ST PAUL	LE GARDEUR	QC	J5Z 2H9	450-654-9836	450-654-2668
Nicoletti pneus & mecanique	Nicoletti pneus & mecanique	1143046903	880 RUE ST PIERRE SUD	JOLIETTE	QC	J6E 3Z1	450-759-1110	450-759-2006
Nicoletti pneus & mecanique	Nicoletti pneus & mecanique	1143046903	220 25E AVENUE	SAINT EUSTACHE	QC	J7P 2H9	450-974-2717	
O.K. Tire (Longueuil)	PNEUS ET MÉCANIQUE PLACE TRANS-CANADA	1164962756	658 Place Trans-Canada	Longueuil	QC	J4G 1P1	450-651-9996	450-651-9992
OK Centre du Pneu - Deschambault	Pneus Faucher inc.	1142302612	145 chemin du Roy	Deschambault	QC	G0A 1S0	418-286-6703	418-286-4979
OK Centres du Pneu - Amqui	OK Centres du Pneu - Amqui	1163088546	115 rue Proulx	Amqui	QC	G5J 3H3	418-629-2200	418-629-6610
OK Centres du Pneu - Bedford	OK Centres du Pneu - Bedford	1140283566	596 chemin Duhamel	Bedford	QC	J0J 1A0	450-248-7145	450-248-2874
OK Centres du Pneu - Blainville	O.K. Pneus Blainville	1145240975	35 rue Omer-de-Serres	Blainville	QC	J7C 5L8	450-434-5285	450-434-2390
OK Centres du Pneu - Chambly	GARAGE M.C. AUTO	1163557474	1235 avenue Bourgogne	Chambly	QC	J3L 1X5	450-447-8004	450-447-0886
OK Centres du Pneu - Chomedey Laval	OK Centres du Pneu	1142195776	2005 boul Industriel	Chomedey Laval	QC	H7S 1P7	450-975-2121	450-975-2122
OK Centres du Pneu - Gatineau	Centre d'auto Outaouais D. C. inc.	1143221415	170 rue de Varennes	Gatineau	QC	J8T 8G3	819-561-1102	819-561-7863
OK Centres du Pneu - Hamel	O.K. Pneus et Mécanique Hamel	1161048104	3370 boul Hamel	Quebec	QC	G1P 2J2	418-874-0022	819-874-1108
OK Centres du Pneu - Honfleur	OK Pneus - Honfleur	1147607130	532 Rang 3 ouest	Honfleur	QC	G0R 1N0	418-885-9049	418-885-8145
OK Centres du Pneu - Lachine	Les entreprises Jonathan Nichols inc.	1146569075	145 - 20e Avenue	Lachine	QC	H8S 3S8	514-634-6330	514-634-0657
OK Centres du Pneu - L'Assomption	Centre de mécanique Thibault	1145874609	175 rue Dorval	L'Assomption	QC	J5W 2Z7	450-589-7171	450-589-1855
OK Centres du Pneu - Levis	OK Pneus St-David inc.	1143575372	3795 boul de la Rive Sud	Levis	QC	G6W 1H9	418-833-9203	418-833-8082
OK Centres du Pneu - Pte Aux Trembles	Service de pneus Martin inc.	1143576578	12176 boul Industriel	Pointe Aux Trembles	QC	H1B 5R7	514-645-4803	514-645-0930
OK Centres du Pneu - Quebec	Pneus Bazar inc.	1140621195	70 3eme Avenue	Quebec	QC	G1L 2V4	418-522-1130	418-522-7680
OK Centres du Pneu - Rosemère	Les pneus Goupuniks Ltée	1143515279	275 boul Labelle	Rosemere	QC	J7A 2H3	450-437-6603	450-433-2688
OK Centres du Pneu - Sainte-Martine	Laplante Radiateurs inc.	1141936204	230 St-Joseph	Ste-Martine	QC	J0S 1V0	450-427-3309	450-427-2326
OK Centres du Pneu - Sept-iles	MECANOS EXPERTS	1147242383	111B Maltais	Setp-iles	QC	G4R 3J3	418-962-9680	418-968-0871
OK Centres du Pneu - Shawinigan	OK Pneus	1142608224	8442 boul des Hetres	Shawinigan	QC	G9N 4X7	819-539-6439	819-539-8645
OK Centres du Pneu - St-Bruno / Lac St-Jean	Centres du Pneu - St-Bruno	1165337404	575 rue Melancon	St-Bruno Lac St-Jean	QC	G0W 2L0	418-343-2520	418-343-2544
OK Centres du Pneu - Ste Foy	OK Pneus (Import-Expert)	1162457569	1165, Boul. Charest Ouest	Quebec	QC	G1N 2C9	418-687-4022	418-687-3256
OK Centres du Pneu - St-Felix-De-Valois	Service de pneus Y.L. inc.	1160807310	5710 Chemin St-Jean	St-Felix-De-Valois	QC	J0K 2M0	450-889-2898	450-889-1309
OK Centres du Pneu - St-Georges	Les pneus Delta (B/A) inc.	1144551992	428 6E Avenue Nord	St-Georges	QC	G5Y 5B7	418-227-0937	418-227-3265
OK Centres du Pneu - St-Hyacinthe	OK Pneus - St-Hyacinthe	1167831255	4875, boul Laurier Est	St-Hyacinthe	QC	J2R 2B4	450-799-3846	450-799-4215
OK Centres du Pneu - Terrebonne	Pneus Optimum inc.	1143816719	2985 chemin Gascon	Mascouche/Terrebonne	QC	J7L 3X7	450-477-6447	450-477-8699
OK Centres du Pneu - Upton	Centre du Pneu Upton inc.	1143787118	289 Route Joubert	Upton	QC	J0H 2E0	450-549-4786	450-549-5737
OK Centres du Pneu - Ville-Marie	OK PNEUS LES P'TITS ROBERGE	1143470285	67 rue Ste-Anne	Ville-Marie	QC	J9V 2B6	819-629-2548	819-629-2626
OK Centres du Pneu Beauport	Garage Christian Martel inc.	1143147040	4520 boul Ste-Anne	Quebec	QC	G1C 2H9	418-663-8721	418-663-9352
OK PNEUS 40114 CHICOUTIMI	9183-8268 Québec Inc.	1164509169	212 RUE CLEMENT GILBERT	SAGUENAY	QC	G7H 5B1	4189739909	4189739303
OK Pneus Havre St. Pierre	9081-7770 Québec Inc.	1147571732	1225 Boulevard, Des Acadiens	Havre St-Pierre	QC	G0G 1P0	418 538 3847	418 538 3868
OK Tire - Beloeil/St. Hilaire	OK Tire - Beloeil/St. Hilaire	1160871118	30 boul. Sir Wilfrid Laurier	Beloeil	QC	J3G 4E8	450-464-4401	450-464-6208
OK Tire - Boucherville	OK Tire - Boucherville	1141937384	456 Boul. Marie-Victorin	Boucherville	QC	J4B 1W5	450-641-6266	450-641-6277
OK Tire - St-Bruno	O.K. Pneus Service	1142395905	1421 rue Montarville	St-Bruno	QC	J3V 3T6	450-653-6941	450-6

Bridgestone System Nom du détaillant	Quebec Registration Nom du Détaillant	NEQ #	Adresse	Ville	Prov	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Ok Tire # 40108 (Riviere-du-Loup)	O.K. Pneus - Riviere du Loup	1166809245	625 Boul Armand Theriault	Riviere du Loup	QC	G5R 6B7	418 862 6444	418 862 6026
Ok Tire #40109 (La Tuque)	OK Pneus La Tuque	1164603947	335 Rue St Francois	La Tuque	QC	G9X 1 S2	819 523 7300	819 676 8815
Ok Tire #40110 (Ste. Brigitte)	Garage Martin Allard inc.	1168615889	445, rue Principale	Ste. Brigitte des Saults	QC	J0C 1E0	819-336-4160	819-336-4169
OK Tire #40112 (Chicoutimi)	O.K. Pneus (Chicoutimi)	1168743087	1850 boul. Sant-Paul	Saguenay	QC	G7J 4N2	418-973-9933	418-973-9191
OK TIRE #412 (NORMANDIN)	M.C. T. Pneus Inc.	1143265750	1293 PARC INDUSTRIEL	NORMANDIN	QC	G8M 4C6	4182743765	N/A
OK TIRE 40144 VAUDREIL-DORION	OK TIRE 40144 VAUDREIL-DORION	1143575679	995 RUE VALOIS	VAUDREUIL-DORION	QC	J7V 7V7	450-455-4015	450-455-4075
OK Tire Montmagny	Pneus André Ouellet 2000 inc.	1145330297	1 Avenue de la Caserne	Montmagny	QC	G5V 0A5	418-248-2052	418-248-5093
OK Pneus Val-D'Or	OK Pneus Val-D'Or	1175565333	46 rue Turgeon	Val-D'Or	QC	J9P 0A5	819-874-2178	
Place du Pneu L'Épiphanie	Place du Pneu L'Épiphanie	1166269713	518 Route 341	L'Epiphanie	QC	J5X 4A6	450-588-2424	450-588-7272
Pneus Belisle Quebec	Pneus Belisle Quebec	1148236749	6250 Wilfrid-Hamel Blvd	L'Ancienne-Lorette	QC	G2E 2H8	418-871-1471	418-871-7305
Pneus Clermont Inc.	Pneus Clermont Inc.	1147494059	190 Commerciale Est	Chandler	QC	G0C 1K0	418-689-4393	418-689-4625
PNEUS ET MECANIQUE WELLINTON INC	PNEUS ET MECANIQUE WELLINTON INC	1161676169	570 WELLINGTON S	SHERBROOKE	QC	J1H 5E4	819-346-5283	819-822-1036
PNEUS F.M.	PNEUS F.M.	1140460149	595 BLVD HEBERT	St-Pascal	QC	G0L 3Y0	418-498-6035	418-492-9883
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	3078 RTE 111 E	AMOS	QC	J9T 3A1	819-732-5207	819-732-0465
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	866 RUE PERREAULT	CHIBOUGAMAU	QC	G8P 2K3	418-748-2645	418-748-6826
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	17 RUE NOTTAWY	MATAGAMI	QC	J0Y 2A0	819-739-4343	819-739-4904
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	1000 RUE SAGUENAY	ROUYN NORANDA	QC	G9X 7B6	819-762-0854	819-762-7827
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	235 BLVD INDUSTIREL	ROUYN NORANDA	QC	J9X 6P2	819-764-7638	819-764-4789
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	73 RUE DES DSITRIBUTEURS	VAL D OR	QC	J9P 6Y1	819-825-7633	819-825-9438
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	80 RUE DES OBLATS NORD	VILLE MARIE	QC	J9V 1J7	819-629-2515	819-629-2534
PNEUS G B M INC	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	194 RTE 393 S	LA SARRE	QC	J9Z 2X2	819-333-5567	819-333-5569
PNEUS G B M INC (Warehouse)	Pneus G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	7 Route 111 Est	La Sarre	QC	J9Z 1R8	819-333-2330	819-333-3733
Pneus Lachine Inc.	Pneus Lachine Inc.	1142372003	578 boul St Joseph	Lachine	QC	H8S 2L9	514-637-4603	514-367-5902
Pneus Lavoie Mont-Tremblant	Pneus Lavoie	1142977470	405 route 117	Mont-Tremblant	QC	J8E 1A1	819-425-9877	819-425-9927
Pneus Metro	Pneus Metro	1144228989	6750 LEGER	MONTREAL	QC	H1G 1L5	5143284222	5143287930
Pneus Metro	Pneus Metro	1144228989	12340 BLVD ALBERT HUDON	MONTREAL NORD	QC	H1G 3K7	5143284222	5143287930
Pneus Métropolitain	Pneus Métropolitain	1147367495	12010, Albert Hudon	Montréal Nord	QC	H1G3K7	514-323-4630	514-323-8709
PNEUS NATIONAL CHOMEDEY INC	PNEUS NATIONAL CHOMEDEY INC	1142678011	1474 rue cunard	Laval	QC	H7S 2B7	4506639063	4506298455
Pneus New-Richmond inc.	Pneus New-Richmond inc.	1144241917	165, route 132 Est	New-Richmond, Qc	QC	G0C 2B0	418 392-6582	N/A
Pneus Normand Bernard Inc.	Pneus Normand Bernard Inc.	1146411393	428 rue Rivieres	Cowansville	QC	J2K 3H8	450-263-3455	450-263-4502
Pneus R. Bernard Ltee	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	5040 Boul Industrial	Sherbrooke Orford	QC	J1R 0P4	819-564-1636	819-563-7749
Pneus R. Bernard Ltee	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	10975 1ere Avenue	St Georges De Beauce	QC	G5Y 2B8	418-228-8040	418-228-9269
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Beauce	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	13230 2eme Avenue	St-Georges	QC	G5Y 1Y8		418-228-0095
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Chambly	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	2000 Boul. Industriel porte #13	Chambly	QC	J3L 4V2		450-447-0563
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Granby	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	379 Brignon	Granby	QC	J2G 8N5		450-777-3520
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Joliette	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	1222 Raoul-Charrette	Joliette	QC	J6E 8S6	450-759-3689	450-759-5495
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Levis	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	561 Kennedy Pintendre	Levis	QC	G6C1M5	418-838-3339	
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Quebec	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	731 Ave Newton	Québec	QC	G1P 4C4	418-877-5030	418-877-7139
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Sorel	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	235 rue Roi	Sorel	QC	J3P 4N8	450-743-8245	450-743-0334
Pneus R. Bernard Ltee - Dist. Trois-Rivières	Les Pneus P.R. Ltée	1143899434	2106 rue Bellefeuille	Trois-Rivières	QC	G9A 3Y9	819-376-5450	819-376-3430
Pneus Saint-Eustache Inc.	Pneus Saint-Eustache Inc.	1144203479	402 boul Arthur-Sauve	St-Eustache	QC	J7R 2J5	450-472-5600	450-472-5601
Pneus Southward Ltée	Pneus Southward Ltée	1170130828	5125 Cote-Vertu Ouest	Ville St-Laurent	QC	H4S 1E3	514-335-2800	514-745-7697
Pneus Talon Inc.	Pneus Talon Inc.	1143507565	2607 rue Diab	Ville St-Laurent	QC	H4S 1E7	514-337-0833	514-337-8857
PNEUS TOUCHETTE DIST INC	Pneus André Touchette inc.	1161244984	9000 BOUL ST LAURENT	Montreal	QC	H2N 1M7	514-381-1888	514-381-0822
PNEUS TOUCHETTE DIST INC	Pneus André Touchette inc.	1161244984	750 BOUL LEBEAU	VILLE ST LAURENT	QC	H4N 1S4	5143811888	5143811888
Pneus Touchette Distribution Inc.	Pneus André Touchette inc.	1161244984	151 St Francois Xavier	Candiac	QC	J5R 3X8	450 632 5404	450 6330855
Pneus Touchette Distribution Inc.	Pneus André Touchette inc.	1161244984	160 AVE LABROSSE	POINTE CLAIRE	QC	H9R 1A1	5148095552	N/A
Pneus Vimont- Groupe VLN	Pneus Vimont - Groupe VLN	1142678011	1650, boul des Laurentides	Laval	QC	H7M 6E1	450-667-7638	450-663-7110
Rechapage SP	Pneus SP inc.	1143269018	9135 Edison	Ville D'Anjou	QC	H1J1T4	514-351-5066	514-351-0633
Relais pneus & mécanique	Relais pneus & mécanique	1143404540	1091, 13e ave.Nord	Sherbrooke	QC	J1E 3P1	819-565-2111	819-565-1311
Relais Pneus Mécanique (bureau chef)	Le relais pneus freins & suspension inc.	1143404540	4255,. Boul. Bourque	Sherbrooke	QC	J1N 1S4	819-566-7722	
Robert Bernard Pneus & Mécanique	Robert Bernard Pneus & Mécanique	1142503821	765, Principale	St-Paul d'Abbotsford	QC	J0E1A0	450-379-5757	450-379-5967
Robert Bernard Pneus & Mécanique Boucherville	Robert Bernard Pneus & Mécanique Boucherville	1142503821	1580, de Montarville	Boucherville	QC	J4B5Y3	450-449-1112	450-449-1323
Robert Bernard Pneus & Mécanique Chambly	Robert Bernard Pneus & Mécanique Chambly	1142503821	965, boul. Périgny	Chambly	QC	J3L4P3	450-658-1342	450-658-7820
Robert Bernard Pneus & Mécanique Granby	Robert Bernard Pneus & Mécanique Granby	1142503821	1015, Principale	Granby	QC	J2J2N8	450-378-7968	450-777-7638
Robert Bernard Pneus & Mécanique Mégantic	Robert Bernard Pneus & Mécanique Mégantic	1142503821	6232, Salaberry	Lac Mégantic	QC	G6B 1H8	819-583-1614	819-583-5631
Robert Bernard Pneus & Mécanique Papineauville	Robert Bernard Pneus & Mécanique Papineauville	1142503821	205, Henri-Bourassa	Papineauville	QC	J0V1R0	819-427-6494	819-427-8128
Robert Bernard Pneus & Mécanique Sherbrooke	Robert Bernard Pneus & Mécanique Sherbrooke	1142503821	5040, boul. Industriel	Sherbrooke	QC	J1R 0P4	819-564-1636	819-563-7749
Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Côme-Linière	Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Côme-Linière	1142503821	1202, Principale	St-Côme-Linière	QC	G5Y2B8	418-685-3555	418-685-3417
Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Georges	Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Georges	1142503821	10975, 1ere avenue	St-Georges	QC	G5Y2B8	418-228-8040	418-228-9269
Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Hilaire	Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Hilaire	1142503821	733, boul. Laurier	St-Hilaire	QC	J3H4X8	450-467-3688	450-467-1221
Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Hyacinthe	Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Hyacinthe	1142503821	3350, Boul.Laurier O.	St-Hyacinthe	QC	J2S3T5	450-773-1313	450-773-8457
Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Jean sur Richelieu	Robert Bernard Pneus & Mécanique St-Jean sur Richelieu	1142503821	450, Ch.Grand Bernier N.	St-Jean-Sur-Richelieu	QC	J3B4S1	450-346-4457	450-346-7066
Robert Bernard Pneus & Mécanique Victoriaville	Robert Bernard Pneus & Mécanique Victoriaville	1142503821	900, Notre-Dame Est	Victoriaville	QC	G6P4B7	819-752-4567	819-752-3031
Service de Pneu PJL	Service de Pneus Sept-Îles Inc.	1163493647	354 boul Laure	Sept-Iles	QC	G4R 1X1	418-968-3232	418-968-3233
Service de Pneus Desharnais Inc.	Service de Pneus Desharnais Inc.	1142123851	710 boul Charest Ouest	Quebec	QC	G1N 2C1	418-681-0505	418-681-2865
Service de Pneus E. Côté Inc.	Service de Pneus E. Côté Inc.	1142356774	1348 Avenue Du Phare Ouest	Matane	QC	G4W 3M6	418-562-2105	418-562-2109
Service de Pneus k&S Kelly (Tire Service INC)	Service de Pneus k&S Kelly (Tire Service INC)	1161569745	1620 Pink Road	Gatineau	QC	J9J3N6	819-557-3132	
Service de Pneus Lavoie Inc.	Service de Pneus Lavoie Outaouais inc.	1142977470	27 rue Mangin	Gatineau	QC	J8Y 3L8	819-771-7772	819-330-8888
Service de Pneus Pierre Lavoie	Pneus Lavoie	1142977470	1330 boul A Paquette	Mont-Laurier	QC	J9L 1M7	819-623-4224	819-6

Bridgestone System Nom du détaillant	Quebec Registration Nom du Détaillant	NEQ #	Adresse	Ville	Prov	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Service de Pneus Sarrazin Inc.	Sarrazin pneus et mécanique inc.	1167914861	820 boul Des Laurentides	St Jerome	QC	J7Z 4M8	450-438-3730	450-438-4289
Service de Pneus Sarrazin Inc.	Sarrazin pneus et mécanique inc.	1167914861	81 Valmont	St-Jérome	QC		450 438 3730	
Suspension & Freins Vanier Inc.	Suspension & Freins Vanier Inc.	1143145416	776 Avenue Godin	Vanier	QC	G1M 2X9	418-683-3651	418-683-8286
TREADPRO SAINT AUGUSTIN DE DESMAURE - PNEUS D.M.R	TREADPRO SAINT AUGUSTIN DE DESMAURE - PNEUS D.M.R	1173420572	136 RUE D'AMSTERDAM	Saint Augustin de Desmaures	QC	G3A 2R1	4183532429	
Labreques et Villeneuve	Labreques et Villeneuve	1142740993	976 BLVD STE-GENEVIEVE	Chicoutimi	QC	G7G 2G4	4185434457	4185430567
GCR Centres De Pneus - Chibougamau	GCR Centres De Pneus - Chibougamau	3376992205	973 3Ieme Rue	Chibougamau	QC	G8P 1R4	418-748-2623	418-748-4363
GCR Centres De Pneus - Val D'Or	GCR Centres De Pneus - Val D'Or	3376992205	2000 boul Jean-Jacques Cossette	Val D'Or	QC	J9P 6Y4	819-825-0115	819-825-7417

ANNEXE 11
LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Nom du détaillant	*Numéro d'entreprise (NEQ)*	*Adresse*	*Ville*	*Province*	*Code postal*	*Téléphone*	*Télécopieur*
AUTO M. GAGNE INC.	1141119082	2685 AVE DU PONT SUD	ALMA	QC	G8B 5V2	4186624013	4186625834
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	261 6 RUE OUEST	AMOS	QC	J9T 3A7	8197320030	8193333533
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	3078 ROUTE 111 EST.	AMOS	QC	J9T 3A6	8197325207	
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	3078 ROUTE 111 EST.	AMOS	QC	J9T 3A6	8197325207	
CENTRE DE SERVICE TECHNO INC.	1147031646	70 AVE GAETAN-ARCHAMBAULT	AMQUI	QC	G5J 2J1	4186293448	
SERVICE DE PNEUS CENTRAL INC	1168141688	1711 ROUTE DE L'AEROPORT	ANCIENNE-LORETTE	QC	G2G 2P4	4188718281	4188714027
PNEUS RATTE CENTRE DU CAMION	1143269018	9135 RUE EDISON	ANJOU	QC	H1J 1T4	5143515066	5143510633
PNEUS SP INC.	1143269018	8301 BOUL METROPOLITAIN EST	ANJOU	QC	H1J 1K1	5143547444	5143542334
ARSENEAULT PNEUS ALIGNEMENT	1160420445	930 COMTOIS	BAIE-COMEAU	QC	G5C 2A4	4185898280	4185892998
ATELIER DE PNEUS GARO	1143929777	2230 BOUL LAFLECHE	BAIE-COMEAU	QC	G5C 1E4	4185894925	4185893635
GARAGE PIERRE LAVOIE	1140133175	104 BOULEVARD COMEAU	BAIE-COMEAU	QC	G4Z 3A8	4182964880	4182969233
GARAGE A COTE	1142583278	1600 BL. MGR DE LAVAL	BAIE-SAINT-PAUL	QC	G3Z 3B6	4184355145	4184355173
LES PNEUS BEAUCERONS INC.	1143450873	538 BOUL RENAULT	BEAUCEVILLE	QC	G5X 1N2	4187743404	4187743651
PRO PNEUS DE MARTIGNY INC.	1167986687	4904 RUE AMBROISE-LAFORTUNE	BOISBRIAND	QC	J7H 1S6	4504366017	
PNEUS BELANGER INC.	1143335702	170-A ROUTE 132	BONAVENTURE	QC	G0C 1E0	4185342127	4185345527
PNEUS CARIGNAN INC LES	1143234145	660 DE MONTBRUN	BOUCHERVILLE	QC	J4B 5E4	4506558531	4506558140
AUTOCAM	1164591217	55 - 1 RUE DE MONTGOLFIER	BOUCHERVILLE	QC	J4B 8C4	4504491168	
BERNARD BOUCHERVILLE	1143459999	1580 DE MONTARVILLE	BOUCHERVILLE	QC	J4B 5Y3	4504491112	4504491323
NATIONAL TIRE DIST #866	1169342988	50 RUE DE LA BARRE	BOUCHERVILLE	QC	J4B 2X6	4506555005	
PNEUS GAUTHIER MECANIQUE	1143701739	98 BOULEVARD INDUSTRIEL	BOUCHERVILLE	QC	J4B 2X2	4506554322	
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	6010 BOUL TACHEREAU	BROSSARD	QC	J4W 1M6	4504452243	
PNEUS RT CHAMBLY	1143079763	2000 BOULEVARD INDUSTRIEL	CHAMBLY	QC	J3L 4V2	4507778848	4504470563
BERNARD CHAMBLY	1144180123	965 BOULEVARD PERIGNY	CHAMBLY	QC	J3L 4P3	4506581342	4506587820
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION CHAMBLY	1161244984	1700 BOUL. DE PERIGNY	CHAMBLY	QC	J3L 1X2	4506580128	
LES PNEUS CLERMONT	1147494059	190 COMMERCIALE EST	CHANDLER	QC	G0C 1K0	4186894393	4186894625
PNEUS G.B.M. INC. (GOODYEAR)	3362185293	866, RUE PERREAULT	CHIBOUGAMAU	QC	G8P 2K3	8197620854	
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	866, RUE PERREAULT	CHIBOUGAMAU	QC	G8P 2K3	8197620854	
PNEUS GBM SENC	3362185293	866 RUE PERREAULT	CHIBOUGAMAU	QC	G8P 2K3	4187482645	4187486826
SERVICE DE PNEUS POTVIN LTEE	1143519461	255 AVENUE STE-ANNE	CHICOUTIMI	QC	G7J 2M2	4185491210	4186962298
SERVICE DE PNEUS POTVIN LTEE	1143519461	1973, BOUL TALBOT	CHICOUTIMI	QC	G7H 7Y5	4185491210	
LABRECQUE & VILLENEUVE	1142740993	976 BOUL STE GENEVIEVE	CHICOUTIMI	QC	G7G 2G4	4185434457	4185430567
SERVICE DE POTVIN LTEE	1143519461	1973 BOULEVARD TALBOT	CHICOUTIMI	QC	G7H 7Y5	4185491210	4186962298
SERVICE DE PNEUS POTVIN LTEE	1143519461	1973 BOULEVARD TALBOT	CHICOUTIMI	QC	G7H 7Y5	4185491210	4186962298
GROUPE TOUCHETTE INC.	1146453114	1870 ST-PAUL	CHICOUTIMI	QC	G7K 1C9	5143811716	
DISTRIBUTION STOX #6	1171959381	2130 RUE DE LA CHUTE DU DIABLE	CHICOUTIMI	QC	G7J 0B2	8559444455	
LES PNEUS VACHON INC.	1142792143	906 ROUTE 255	DANVILLE	QC	J0A 1A0	8198392633	8198392853
NORTHWEST TIRES	1149854938	20 INDUSTRIELLE	DEGELIS	QC	G5T 2J7	4188532078	
ST-CONSTANT INC. CENTRE DU PNEU DE	1161244984	150 RUE BROSSARD	DELSON	QC	J5B 1X1	4506324140	5147487337
SERVICES DE PNEUS ROUSSILLON	1164453756	194, CH. ST-FRANCOIS-XAVIER	DELSON	QC	J5B 1X9	4506388922	4506388731
NATIONAL TIRE DISTRIBUTORS INC	1169342988	150 RUE BROSSARD	DELSON	QC	J5B 1X1		
C.P.I.M.	1142331058	280 RUE DE QUEN	DOLBEAU-MISTASSINI	QC	G8L 5N1	4182761212	4182769180
GOUGEON & FRERES LTEE	1143138627	1095 BOUL ST-JOSEPH	DRUMMONDVILLE	QC	J2C 2C4	8194781488	8194785232
CENTRE DU PNEU PATRY INC.	1175723866	750 BOUL LEMIRE	DRUMMONDVILLE	QC	J2C 7W9	8194745200	8194748099
CENTRE DU PNEU PATRY	1145808698	800, BOUL. LEMIRE	DRUMMONDVILLE	QC	J2C 7W9	8194745080	8194741976
VANASSE PNEUS ET MECANIQUE	1160290061	1330 BOUL. MERCURE	DRUMMONDVILLE	QC	J2B 3M2	8194788117	
PNEUS & MECHANIQUE CARREFOUR	1142859645	624 RUE PRINCIPALE	FARNHAM	QC	J2N 1K9	4502933161	4502933300
PNEUS COLOSSE	1142714311	97 RUE BERTRAND	FERMONT	QC	G0G 1J0	4186831518	4186837971
PNEUS COLOSSE	1142714311	97 BERTRAND	FERMONT	QC	G0G 1J0	4186831518	4186837971

ANNEXE 11

LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Nom du détaillant	*Numéro d'entreprise (NEQ)*	*Adresse*	*Ville*	*Province*	*Code postal*	*Téléphone*	*Télécopieur*
LES EXPERTS SUR ROUES INC	1144300689	1028 ST-LOUIS	GATINEAU	QC	J8T 2S4	8195611936	
LES EXPERTS SUR ROUES INC	1144300689	372 MALONEY BLVD.,	GATINEAU	QC	J8P 6W2	8196431936	
LES EXPERTS SUR ROUES	1144300689	17 RUE ST-RAYMOND	GATINEAU	QC	J8Y 3Z8	8197717380	8195617497
SERVICE DE PNEUS LAVOIE	1142977470	300 CHEMIN INDUSTRIEL	GATINEAU	QC	J8R 3N9	8196636626	
SERVICE DE PNEUS LAVOIE	1148593420	27 MANGIN	GATINEAU	QC	J8Y 3L8	8195682161	8195688258
SERVICE DE PNEUS LAVOIE INC.	1148593420	300, BOUL. INDUSTRIEL	GATINEAU	QC	J8R 3N9	8197775999	
K & S KELLY TIRE SERVICE	1161569745	627 AUGUSTE-MONDOUX	GATINEAU	QC	J9J 3K2	8195573132	8195573134
SK AUTOTEC	1173517039	3 RUE SAINT-JEAN BOSCO	GATINEAU	QC	J8Y 3E8	8195003524	
LES EXPERTS SUR ROUES	1144300689	1028 ST-LOUIS	GATINEAU	QC	J8P 2S4	8195611936	
PNEUS CONCEPT GRANBY	1144852986	483 BOUL BOIVIN	GRANBY	QC	J2G 2L5	4503789915	4503780251
DISTRIBUTION STOX INC	1171959381	835 BOUL. INDUSTRIEL PORTE	GRANBY	QC	J2G 8N5	4507778848	4507773520
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	816 RUE MOELLER	GRANBY	QC	J2G 8M5	4507778848	
BERNARD GRANBY	1147056205	1015 PRINCIPALE	GRANBY	QC	J2J 2N8	4503787968	4507777638
GAGNON PNEUS ET MECANIQUE	1162442975	1121 RUE ROBERVAL SUD	GRANBY	QC	J2J 0N3	4503721500	4507709930
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	835 BOUL. INDUSTRIEL	GRANBY	QC	J2J 1A5		
PNEUS TRUDEAU MECANIQUE INC.	1165131211	2022, RUE VICTORIA	GREENFIELD PARK	QC	J4V 1M7	4509234656	5146660656
SERVICE DU PNEU P.J.L. INC.	1163493647	1225, EDS ACADIENS	HAVRE-SAINT-PIERRE	QC	G0G 1P0	4189686711	
PNEUS COLOSSE	1142714311	951 DE L'ESCALE	HAVRE-SAINT-PIERRE	QC	G0G 1J0	4186831518	
OK PNEUS HAVRE-SAINT-PIERRE	1147571732	1225 DES ACADIENS	HAVRE-SAINT-PIERRE	QC	G0G 1P0	4185383847	4185383868
GARAGE VILLEMAIRE & FILS INC.	1143455344	980, CH. DES PRAIRIES	JOLIETTE	QC	J6E 3Z1	4507521000	4507522876
NICOLETTI PNEUS ET MECANIQUE	1143046903	880, ST-PIERRE SUD	JOLIETTE	QC	J6E 3Z1	4507591110	
NICOLETTI PNEUS ET MECANIQUE	1140128191	1152 RUE PIETTE	JOLIETTE	QC	J6E 3V8	4507591110	
LES PNEUS MARCHAND INC.	1143046903	880 ST-PIERRE SUD	JOLIETTE	QC	J6E 3Z1	4507591110	
NICOLETTI PNEUS ET MECANIQUE	1143046903	1665, RUE LEPINE	JOLIETTE	QC	J6E 4B7	4507591110	
LES PNUES R GUAY LTEE	1169135515	2560 RUE DUBOSE	JONQUIERE	QC	G7S 4R4	4185488253	4185488257
LAPRAIRIE PNEU & MECANIQUE	1142162701	1085 BOUL TASCHEREAU	LA PRAIRIE	QC	J5R 1W9	4506595441	4506594425
CENTRE DU PNEU RADIAL	1142797696	430 BOUL TASCHEREAU	LA PRAIRIE	QC	J5R 1T9	4506591994	4506594002
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	194 ROUTE 393 SUD	LA SARRE	QC	J9Z 2X2	8193335567	8193335569
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	194, RTE 393 SUD	LA SARRE	QC	J9Z 2X2	8193335567	8193335569
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	7 ROUTE 111 EST	LA SARRE	QC	J9Z 1R8	8193332330	
SERVICE DE PNEUS LA TUQUE INC.	1141265604	1000 BOUL DUCHARME	LA TUQUE	QC	G9X 3C4	8195239562	8195239666
LES PNEUS LACHINE INC.	1142372003	578 ST-JOSEPH	LACHINE	QC	H8S 2L9	5146374603	
GROUPE TOUCHETTE INC.	1161244984	96 JOBIN	L'ASSOMPTION	QC	J5W 3P6	5143811716	
DUMOULIN PNEUS & MECANIQUE	1146583217	1250 BOUL LABELLE	LAVAL	QC	H7V 2V5	4506883575	4506885977
GROUPE VLN	1142678011	2144 BOUL DAGENAIS OUEST	LAVAL	QC	H7L 5X9	5145102258	4509677110
PNEUS NATIONAL CHOMEDEY	1143011691	1385 BOUL DES LAURENTIDES	LAVAL	QC	H7M 2Y2	4506639063	4506630187
THEO GOSSELIN PNEUS &	1142047134	1500 ST-ELZEAR	LAVAL	QC	H7L 3N2	4506638516	4506632233
DISTRIBUTION STOX #29	1171959381	3440 AVENUE FRANCIS-HUGUES	LAVAL	QC	H7L 5A6	5143218168	5143218168
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	1333 AUTOROUTE 440 OUEST	LAVAL	QC	H7L 3W3	5143847853	
PNEUS VIMONT	1143011691	1474 RUE CUNARD	LAVAL	QC	H7S 2B7	4506639063	
PLACE DU PNEU L'EPIPHANIE	1166269713	518 ROUTE 341	L'EPIPHANIE	QC	J5X 4A6	4505882424	4505887272
LES PNEUS 20 INC	1168525476	540 CHEMIN OLIVER	LEVIS	QC	G7A 1P1	4188362020	4188360481
DESHARNAIS CENTRE DU CAMION	1142123851	3200, ETCHEMIN	LEVIS	QC	G6W 7X6	4188373837	4188370385
PNEUS RATTE INC.	1143269018	2256 AVE DE LA ROTONDE	LEVIS	QC	G6X 2L8	4185295378	
AUTOPNEU LEVIS	1143269018	155 ROUTE DU PRESIDENT KENNEDY	LEVIS	QC	G6V 6E2	4183048484	4188336354
PNEUS COLOSSE	1142714311	157 ROUTE DU PRESIDENT KENNEDY	LEVIS	QC	G6V 6E2	4186831518	
PNEUS ST-DAVID	1143575372	3795 BL. GUILLAUME COUTURE	LEVIS	QC	G6W 1H9	4188339203	4188338082
GARAGE CLEMENT FOURNIER	1168550979	4560 BL. GUILLAUME COUTURE	LEVIS	QC	G6W 6M7	4188370859	

ANNEXE 11
LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Nom du détaillant	*Numéro d'entreprise (NEQ)*	*Adresse*	*Ville*	*Province*	*Code postal*	*Téléphone*	*Télécopieur*
MSP AUTO ELECTRIQUE	1161103560	85 BOUL STE-FOY	LONGUEUIL	QC	J4J 1W5	4506777333	4506770880
GROUPE TOUCHETTE INC	1161244984	1060 BOULEVARD LAFAYETTE	LONGUEUIL	QC	J4K 3B1	4506400065	
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	1076 BOUL. CURE POIRIER OUEST	LONGUEUIL	QC	J4K 2E4	4506700904	
GROUPE TOUCHETTE INC	1161244984	901 RUE PIERRE-DUPUY	LONGUEUIL	QC	J4K 1A1		
GARAGE LAGACE & FILS LTEE	1143995562	330 BOUL ST-LAURENT EST	LOUISEVILLE	QC	J5V 2E4	8192285421	8192288810
PNEUS PIERRE LAVOIE INC	1140133175	260 BOUL DESJARDINS	MANIWAKI	QC	J9E 3G4	8194491346	8194497084
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	17 RUE NOTTAWAY	MATAGAMI	QC	J0Y 2A0	8197394343	8197394904
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	17, RUE NOTTAWAY	MATAGAMI	QC	J0Y 2A0	8197394343	
SERVICE DE PNEUS E COTE INC.	1142356774	1348 AVENUE DU PHARE OUEST	MATANE	QC	G4W 3M6	4185622105	4185622109
PNEUS MERCIER INC	1140798092	1073 BOUL ST-JEAN-BAPTISTE	MERCIER	QC	J6R 1C6	4506911616	4506919189
SERVICE DE PNEUS SARRAZIN INC	1167914861	14-410 RUE ROLLAND DESJARDINS	MIRABEL	QC	J7J 0K5	4504381030	4504384289
SERVICE DE PNEUS DES LAURENTIDES	1142193334	1330 BOUL ALBINY PAQUETTE	MONT-LAURIER	QC	J9L 1M7	8196234224	8196239160
PNEUS G.B.M. INC	3362185293	1330, BOUL. ALBINY-PAQUETTE	MONT-LAURIER	QC	J9L 1M7	8198257633	
PNEUS GBM INC	3362185293	1330 BOULEBARD ALBINY-PAQUETTE	MONT-LAURIER	QC	J9L 1M7	8196234224	
CENTRE DE SERVICE 2010	1144996270	5135,RUE PAPINEAU	MONTREAL	QC	H2H 1W1	5145279854	5145277148
FREDETTE & FILS INC., SERVICE DE PN	1143600667	6661 RUE SHERBROOKE EST	MONTREAL	QC	H1N 1C7	5142567501	5142567455
TOUCHETTE PNEUS DISTRIBUTION INC.	1161244984	9000 BOUL ST-LAURENT	MONTREAL	QC	H2N 1M7	5143811888	5143899807
SERVICE DE PNEUS SALOIS INC.	1147367495	10871 SALK	MONTREAL	QC	H1G 6M7	5143217511	
CENTRE DU PNEUS ROSEMONT	1140315970	2511 DES CARRIERES	MONTREAL	QC	H1Y 1N1	5142738003	5142738587
GROUPE TOUCHETTE INC.	1161244984	9000, BOUL. ST-LAURENT	MONTREAL	QC	H2N 1M7	5143811716	5143812186
FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE	1143600667	6661 SHERBROOKE E	MONTREAL	QC	H1N 1C7	5146433197	
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	1295 ST-JEAN-BAPTISTE	MONTREAL	QC	H1B 4A2	4506580128	
PNEUS COLOSSE INC.	1142714311	9135 EDISON	MONTREAL	QC	H1J 1T4	5143547444	
PNEUS GORDONS	1144061430	2125 CAVENDISH BLVD	MONTREAL	QC	H4B 2Y2	5144817771	5144812473
PNEUS SALOIS	1143820224	11400 ALBERT HUDON	MONTREAL-NORD	QC	H1G 3J7	5143218168	5143218481
PNEUS METROPOLITAIN	1147056205	12010, ALBERT-HUDON	MONTREAL-NORD	QC	H1G 3K7	5143234630	5143238709
BERNARD ST-HILAIRE	1162073309	733 BOULEVARD LAURIER	MONT-SAINT-HILAIRE	QC	J3H 4X8	4504673688	4504671221
PNEUS LAVOIE MONT TREMBLANT	1148593420	405, ROUTE 117	MONT-TREMBLANT	QC	J8E 1A1	8194259877	8194259927
PNEUS JUTRAS ENR	1145802097	570 RUE MGR PANET	NICOLET	QC	J3T 1C6	8192938545	8192938546
BERNARD PAPINEAUVILLE	1144024271	205 HENRI-BOURASSA	PAPINEAUVILLE	QC	J0V 1R0	8194276494	8194278128
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	263 RUE MONTCALM	PAPINEAUVILLE	QC	J0V 1R0		
CENTRE DE PNEU ET MECANIQUE EXCELLENCE PIERRE	1160159456	16013 BOUL PIERREFONDS	PIERREFONDS	QC	H9H 3X6	5146204277	5146206016
ALIGNEMENT DU ROND-POINT	1141971326	466, ST-CALIXTE	PLESSISVILLE	QC	G6L 3B9	8193626060	
ARP DISTRIBUTION	1172923634	2300 JULES PAQUETTE	PLESSISVILLE	QC	G6L 5S4	8193626060	8193629362
GROUPE TOUCHETTE INC	1161244984	2555 BOUL DES SOURCES	POINTE-CLAIRE	QC	H9R 5Z3		
PNEUS COLOSSE	1142714311	50 ROUTE 132	PORT-DANIEL	QC	G0C 2N0	4182875414	
ALIGNEMENT DU ROND-POINT	1172923634	36 BOULEVARD INDUSTRIEL	PRINCEVILLE	QC	G6L 4P2	8193626060	8193629382
SERVICE DE PNEUS DESHARNAIS	1143951383	6055 BOUL PIERRE-BERTRAND	QUEBEC	QC	G2K 1M1	4186280203	4186282285
PNEUS & MECHNIQUE DE LA CAPITALE	1167220939	5701,BOUL DES GALERIES	QUEBEC	QC	G2K 1X1	4186224191	4186224220
ATELIER DE PNEUS HOUDE	1161975140	1935 WILFRED HAMEL OUEST	QUEBEC	QC	G1N 3Z3	4185275770	4185271610
PNEUS RATTE INC.	1143269018	202, 2IEME RUE	QUEBEC	QC	G1L 2V3	4185295378	4185293212
DESHARNAIS SERVICE DE PNEUS INC.	1143951383	710 BOUL CHAREST OUEST	QUEBEC	QC	G1N 2C1	4186816041	4186812865
PNEUS RATTE INC.	1143269018	4065 BOUL HAMEL	QUEBEC	QC	G1P 2J6	4185295378	4185293212
DESHARNAIS SERV DE PNEUS (GDYR)	1169656379	6055, BOUL. PIERRE-BERTRAND	QUEBEC	QC	G2K 1M1	4186816042	4186282285
DESHARNAIS PNEUS ET MECANIQUE	1169656379	8055 BOUL.PIERRE BETRAND	QUEBEC	QC	G2K 1B7	4186818858	
PNEUS COLOSSE	1142714311	3755 BL HAMEL	QUEBEC	QC	G1P 2J4	4188716740	4188715725
LES PNEUS RQM	1142714311	385 DES ENTREPRENEURS	QUEBEC	QC	G1M 1B4	4186831518	4186837971
AUTOPNEU CHAREST	1143269018	1220 BOUL CHAREST OUEST	QUEBEC	QC	G1N 2E1	4186814646	4186819108

ANNEXE 11

LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Nom du détaillant	*Numéro d'entreprise (NEQ)*	*Adresse*	*Ville*	*Province*	*Code postal*	*Téléphone*	*Télécopieur*
AUTOPNEU BEAUPORT	1143269018	639 CLEMENCEAU	QUEBEC	QC	G1C 4N6	4186611212	4186613305
PNEUS COLOSSE	1142714311	103 3EM AVENUE	QUEBEC	QC	G1L 2V3	4186831518	4186837971
PNEUS COLOSSE	1142714311	385 DES ENTREPRENEURS	QUEBEC	QC	G1M 1B4	4186831518	
DESHARNAIS SERVICE DE PNEUS	1169656379	8065 BOUL PIERRE BERTRAND	QUEBEC	QC	G2K 1M1		
PNEUS RATTE	1143269018	3115 BOUL. HOCHELAGA	QUEBEC	QC	G1W 2P9	4186530841	4186531316
PNEUS RATTE	1143269018	7540 BOUL HENRI-BOURASSA	QUEBEC	QC	G1H 3E6	4186261703	418626860
GROUPE TOUCHETTE INC.	1161244984	1500 DES TANNEURS	QUEBEC	QC	G1N 4S8	GOODYEARREPLT...	
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	202 2E RUE	QUEBEC	QC	G1L 4Z1		
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	240 3E AVENUE	QUEBEC	QC	G1L 2S8		
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	6055 BOUL PIERRE-BERTRAND	QUEBEC	QC	G2K 1B7		
OK PNEUS CHAREST	1172981509	1165 BL. CHAREST	QUEBEC	QC	G1N 2C9	4186874022	4186873256
DISTRIBUTION STOX INC	1171959381	9150 RUE JOHN-SIMONS	QUEBEC	QC	G2B 0S6	4186948515	
HALL» INC CENTRE DE PNEUS	1142495325	623 RUE LAVOISIER	REPENTIGNY	QC	J6A 7N2	4505816390	4505813557
PNEUS ET RECHAPAGE UNI INC	1164899016	325 7EM AVENUE S	RICHMOND	QC	J0B 2H0	8198266777	
TECHNO PNEU & MECANIQUE INC.	1144260339	445 DE L'EXPANSION	RIMOUSKI	QC	G5M 1A9	4187244104	
PNEUS MARQUIS	1147031646	399 DES CHEVALIERS	RIMOUSKI	QC	G5L 1X3	4187244113	4187244472
LES DISTRIBUTIONS CLAUDE COTE	1161321675	542 RUE DE L'EXPENSION	RIMOUSKI	QC	G5M 1A9	4187236605	4187236640
DT TIRE	1161244984	449 JEAN-MARIE LEBLANC	RIMOUSKI	QC	G5M 1A6		
CENTRE DE SERVICE TECHNO INC.	1147031646	200 ST-JEAN BAPTISTE OUEST	RIMOUSKI	QC	G5L 4J6	4187254010	
SERVICE DE PNEUS RAY INC	1166662230	205 RUE DES NEGOCIANTS	RIMOUSKI	QC	G5M 1B7	8882994051	
SERVICE DE PNEUS RIVIERE-DU-LOUP	1144288231	10 COTE ST-JACQUES	RIVIERE-DU-LOUP	QC	G5R 2N8	4188622686	4188622853
CENTRE DE SERVICE TECHNO INC	1147031646	120 DES EQUIPEMENTS	RIVIERE-DU-LOUP	QC	G5R 5W9	4188622011	
DUFOUR, SERVICE DE PNEUS GUY LT»E	1147161237	1428 BOUL MARCOTTE	ROBERVAL	QC	G8H 2P2	4182751460	4182754709
CENTRE DE L'AUTO ROSEMERE	1162205687	261, BOUL. LABELLE	ROSEMERE	QC	J7A 2H3	4504355713	4504347095
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	1000 BOUL SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197620854	8197627827
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	1000 BOUL SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197620854	8197627827
PNEUS G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	1000 BOUL SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197620854	8197627827
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	1000 RUE SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197620854	8197627827
PNEUS G.B.M., S.E.N.C.	3362185293	1000 BOUL SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197620854	
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	668 BOUL DE l'UNIVERSITE	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7A5	8197647638	8197644789
PNEUS G.B.M., INC.	3362185293	668 BOUL DE l'UNIVERSITE	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7A5	8197647638	8197644789
PNEUS G.B.M. S.E.N.C.	3362185293	1000 BOUL SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197325207	
PNEUS G.B.M. S.E.N.C	3362185293	1000 BOUL SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 7B6	8197325207	
NATIONAL TIRE DIST #862	1169342988	90 DE ROTTERDAM	SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAUR	QC	G3A 1S9	4188785108	
DISTRIBUTION STOX	1171959381	75 RUE DE HAMBOURG LOCAL #104	SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAUR	QC	G3A 1S6	4189532483	
GARAGE GASTON CHARTIER & FILS	1142246843	163 DU CIMETIERE	SAINT-BARNABE-SUD	QC	J0H 1G0	4507923240	
PNEUS ET SERVICES GRISE INC	1147532577	1450 MONTARVILLE	SAINT-BRUNO	QC	J3V 3T5	4506532224	4506533444
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	610 CLAIREVUE OUEST	SAINT-BRUNO	QC	J3V 6B4	4504610373	
A.M.PINARD & FILS INC.	1144221950	592 RUE HOUDE	SAINT-CELESTIN	QC	J0C 1G0	8192892204	8192292206
R.S.R. CENTRE PNEU & MECANIQUE	1148356372	156 ROUTE 112	SAINT-CESAIRE	QC	J0L 1T0	4504692030	4504691376
GROUPE TOUCHETTE INC.	1161244984	21080 DAOUST	SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE	QC	H9X 4C7		
PNEUS ET MECANIQUE	1160767654	5280 ROUTE 132	SAINTE-CATHERINE	QC	J5C 1L8	4506351869	4506350418
GARAGE VILLEMAIRE INC.(GDYR)	1143598481	1, PRINCIPALE	SAINT-ESPRIT	QC	J0K 2L0	4508397777	4508392876
SILENCIEUX BELISLE INC	1143465335	784 BOUL SAUVE	SAINT-EUSTACHE	QC	J7R 4K3	4504723151	4504723003
NICOLETTI PNEUS ET MECANIQUE	1143046903	220 - 25 IEME AVENUE	SAINT-EUSTACHE	QC	J7P 4Z8	4509742717	
AGENCE DE PNEUS DU NORD ENR.	1146348694	1475 SACRE COEUR	SAINT-FELICIEN	QC	G8K 1B7	4186791327	4186795457
PNEUS RT ST-GEORGES	1143079763	3950 BOULEVARD DIONNE	SAINT-GEORGES	QC	G5Y 8M3	4507778848	4182280095
BERNARD BEAUCE	1143460435	10975, 1 AVENUE	SAINT-GEORGES	QC	G5Y 2B8	4182288040	4182289269

ANNEXE 11
LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Nom du détaillant	*Numéro d'entreprise (NEQ)*	*Adresse*	*Ville*	*Province*	*Code postal*	*Téléphone*	*Télécopieur*
LES PNEUS DELTA B/A INC.	1144551992	428 6E AVE NORD	SAINT-GEORGES	QC	G5Z 0R6	4182270937	4182273265
KENNEDY PNEUS MECA	1169685527	147 ROUTE DU PRESIDENT KENNEDY	SAINT-HENRI-DE-LEVIS	QC	G0R 3E0	4188822234	
PNEUS ADJ INC.	1166874116	6850, GRANDE-ALLEE	SAINT-HUBERT	QC	J3Y 1C2	4506767552	4506767205
ROYALE LT»E, VULCANISATION	1142840322	2500 BOUL LAURIER	SAINT-HYACINTHE	QC	J2T 1K9	4507748159	4507746869
BERNARD ST HYACINTHE	1162073432	3350 BLVD. LAURIER OUEST	SAINT-HYACINTHE	QC	J2S 3T5	4503795757	4507738457
COURTEMANCHE	1143461409	875 DESSAULES	SAINT-HYACINTHE	QC	J2S 3C3	4507734855	4507734153
BERNARD ST-JEAN	1144024271	450 GRAND BERNIER NORD	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	QC	J3B 4S1	4503464457	4503467066
MANUFACTURE FRAMECO LTEE.	1143875947	230 AVENUE PARC INDUSTRIEL	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	QC	G0S 2V0	4183976895	4183974200
PNEUS TALON INC	1143507565	2607 RUE DIAB	SAINT-LAURENT	QC	H4S 1E7	5143370833	5143378857
PNEUS SOUTHWARD LTEE	1142808121	5125 COTE VERTU	SAINT-LAURENT	QC	H4S 1E3	5143352800	5147457697
SERVICE DE PNEUS RAY INC	1166662230	4700, RUE HICKMORE	SAINT-LAURENT	QC	H4T 1K2	5147316471	5147315992
GROUPE TOUCHETTE INC.	1161244984	750 LEBEAU	SAINT-LAURENT	QC	H4N 1S4	5143811888	5147487337
SERVICE DE PNEU RAY INC.	1166662230	4700, RUE HICKMORE	SAINT-LAURENT	QC	H4T 1K2	5147316471	
NATIONAL TIRE DIST #860	1169342988	9800 RTE. TRANSCANADIENNE	SAINT-LAURENT	QC	H4S 1V9	5143404449	5143362188
GARAGE AJM INC	1146348694	125 AVENUE LEVESQUE CP 185	SAINT-LUDGER-DE-MILOT	QC	G0W 2B0	4183732543	4183732473
PNEUS ST-MARC INC.	1143269018	248 BOUL DUSSAULT	SAINT-MARC-DES-CARRIERES	QC	G0A 4B0	4182688315	4182683448
BERNARD ST-PAUL	1144262848	765 RUE PRINCIPALE	SAINT-PAUL-D'ABBOTSFORD	QC	J0E 1A0	4503795757	4503795967
ROBERT BERNARD COMMERCIAL	1144024271	765 RUE PRINCIPALE	SAINT-PAUL-D'ABBOTSFORD	QC	J0E 1A0	4507778848	
MULTI-PNEUS INC.	1147543780	501 NOTRE DAME	SAINT-REMI	QC	J0L 2L0	4504542522	4504543180
PNEUS BEAUCERONS INC.	1143450873	105, RUE INDUSTRIEL NADEAU	SAINT-VICTOR	QC	G0M 2B0	4187743404	
DT TIRE	1161244984	105A RUE INDUSTRIELLE-NADEAU	SAINT-VICTOR	QC	G0M 1B0		
PNEUS LAVOIE VALLEYFIELD INC.	1148593420	252 CHEMIN LAROCQUE	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	QC	J6T 4B4	4503717566	4503714665
SERVICE DU PNEU P.J.L. INC.	1163493647	354 BOUL LAURE	SEPT-ILES	QC	G4R 1X1	4189623845	4189686711
ALIGNEMENT PATENAUDE INC.	1143244953	1466 5E AVENUE	SHAWINIGAN	QC	G9P 1M3	8195376687	8195376193
PNEUS RATTE INC.	1143269018	6500 BOUL DES HETRES	SHAWINIGAN	QC	G9N 4W9	8195380706	8195382582
PNEUS ET MECANIQUE WELLINGTON	1161676169	570, RUE WELLINGTON SUD	SHERBROOKE	QC	J1H 5E4	8193465283	8198221036
BERNARD SHERBROOKE	1144024271	4255, BOULEVARD BOURQUE	SHERBROOKE	QC	J1N 1S4	8195667722	8198237097
PNEUS FLEURIMONT	1146007673	1091, 13 AVENUE NORD	SHERBROOKE	QC	J1E 3P1	8195652111	8195651311
BERNARD ST ELIE	1142503821	5040 BOULEVARD INDUSTRIEL	SHERBROOKE	QC	J1R 0P4	8195641636	8195637749
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	100 RUE DE LA BURLINGTON	SHERBROOKE	QC	J1L 1C5	8198237313	8198237097
WELLINGTON PNEUS ET MECANIQUE	1161676169	570, RUE WELLINGTON SUD	SHERBROOKE	QC	J1H 5E4	8193465283	8198221036
PMC TIRE	1163866289	2850 RUE KING E SUITE-200	SHERBROOKE	QC	J1G 5H3	8197910717	8192000707
WELLINGTON PNEU ET MECANIQUE	1161676169	570 WELLINGTON SUD	SHERBROOKE	QC	J1H 5E4	8193465283	8198221036
NATIONAL TIRE DIST #870	1169342988	4100 RUE LESAGE	SHERBROOKE	QC	J1L 0B6	8198292529	
AUBIN AUTO	1148184253	1014 RUE BERGERON	ST-AGAPIT	QC	G0S 1Z0	4188885141	4188884404
LUSSIER CENTRE DU CAMION LTEE	1169284677	1341 PRINCIPALE	STE-JULIE	QC	J3E 1Y1	4506491265	4506498819
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	1576 CHEMIN DU FER A CHEVAL	STE-JULIE	QC	J3E 1Y2	4506492006	
LES PNEUS J.T.G. INC.(GDYR)	1142647362	814, BOUL D'IBERVILLE	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	QC	J2X 4A2	5143253280	5143258306
PNEUS CHARTRAND DISTRIBUTION	1161244984	445 RUE JACQUES CARTIER SUD	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	QC	J3B 4K7	4503474057	
PNEUS MATHIEU FREINS ET	1143383348	851 RUE ST-GEORGES	ST-JEROME	QC	J7Z 5E2	4504361060	4504361571
9366-3755 QUEBEC INC.	1173091589	11 BOUL DES HAUTEURS	ST-JEROME	QC	J7Y 1R1	4504363232	4504367293
PNEUS FM INC	1140460149	595 BOUL HEBERT	ST-PASCAL	QC	G0L 3Y0	4184926035	4184929883
PNEUS POUPART MECANIQUE INC.	1140140691	87 BOUL ST-REMI	ST-REMI	QC	J0L 2L0	4504547513	4504545604
CENTRE DU PNEU VILLEMAIRE INC	1143598481	1595 CHEMIN GASCON	TERREBONNE	QC	J6X 2Z6	4504713345	4504717865
DESHARNAIS PNEUS ET MECANIQUES	1169656379	730 BL FRONTENAC OUEST	THETFORD MINES	QC	G6G 6K3	4183382191	4183359545
LES PNEUS TIBO LTEE	1143269018	2420 BOUL DES RECOLLETS	TROIS-RIVIERES	QC	G8Z 3X7	8193799993	8193798420
TURCOTTE PNEUS	1144341626	1200, BOUL THIBEAU NORD	TROIS-RIVIERES	QC	G8T 9S6	8193763763	8193780247
PNEUS RATTE INC.	1143269018	8430 BOUL. INDUSTRIEL	TROIS-RIVIERES	QC	G9A 5E1	8195395554	

ANNEXE 11
LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

Nom du détaillant	*Numéro d'entreprise (NEQ)*	*Adresse*	*Ville*	*Province*	*Code postal*	*Téléphone*	*Télécopieur*
PNEUS COLOSSE	1142714311	2420 BOUL DES RECOLLETS	TROIS-RIVIERES	QC	G8Z 3X7	4186831518	4186837971
PNEUS SL	1141819236	900 BERLINGUET	TROIS-RIVIERES	QC	G8T 9A1	8193792436	8193791459
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	73 RUE DES DISTRIBUTEURS	VAL-D'OR	QC	J9P 6Y1	8198243609	
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	73 RUE DES DISTRIBUTEURS	VAL-D'OR	QC	J9P 6Y1	8198243609	8198259438
PNEUS GBM	3362185293	1460 4E AVENUE	VAL-D'OR	QC	J9P 5N3	8198254802	
LES PNEUS CARIGNAN INC.	1171225858	555 BOUL. LIONEL-BOULET	VARENNES	QC	J3X 1P7	4508091009	
SERVICE DE PNEU RAY INC.	1166662230	1005 RUE VALOIS	VAUDREUIL-DORION	QC	J7V 8P2	4504555599	4504554664
DT TIRE	1161244984	125 MONTEE CALIXA-LAVALLEE	VERCHERES	QC	J0L 2R0	5148753911	
TURMEL SERVICE DE PNEU (2009)	1165628299	400 BOUL LABBE NORD,LOCAL 3	VICTORIAVILLE	QC	G6P 1B2	8197512753	
BERNARD VICTORIAVILLE	1144024271	900 NOTRE-DAME EST	VICTORIAVILLE	QC	G6P 4B7	8197524567	8197523031
GESTION DANNY HOULE INC.	1167551846	705 BOUL BOIS-FRANC	VICTORIAVILLE	QC	G6P 5W8	8193572494	8193579442
DISTRIBUTION STOX INC.	1171959381	900 RUE NOTRE-DAME OUEST	VICTORIAVILLE	QC	G6P 4B7		
PENUS FT PROP:FREDERIC TURMEL	1173081234	430 RUE CANTIN LOCAL#1	VICTORIAVILLE	QC	G6P 7E6	8193500126	
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	80 DES OBLATS ROUTE 101 N.	VILLE-MARIE	QC	J9V 1J7	8196292515	8196292534
PNEUS G.B.M. INC.	3362185293	80 DES OBLATS ROUTE 101N	VILLE-MARIE	QC	J9V 1J7	8196292515	
PNEUS GBM SENC	3362185293	80 DES OBLATS NORD	VILLE-MARIE	QC	J9V 1J7	8196292515	8196292534
PICARD SERVICE DE PNEUS	3347742713	590 MAX GROS LOUIS	WENDAKE	QC	G0A 4V0	4188427685	4188425433

ANNEXE 11

LISTE DES DÉTAILLANTS AUTORISÉS DU FOURNISSEUR

VOUS DEVEZ JOINDRE UNE COPIE PAPIER COMPLÈTE DE CET ANNEXE À VOTRE SOUMISSION

Nom du détaillant	Numéro d'entreprise (NEQ)	Adresse	Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
PNEUS UNIMAX LTEE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	235 J.-A.- BOMBARDIER	BOUCHERVILLE, QC	J4B 8P1	450-449-0362	450-449-0595
DT TIRE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	9000 BOULEVARD SAINT-LAURENT	MONTREAL	H2N 1M7	514-381-1846	514-381-2186
PNEUS PIERRE LAVOIE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	260, BOUL DESJARDINS	MANIWAKI	J9E 3G4	819-449-1346	819-449-7084
LES PNEUS POUPART	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	87, BOULEVARD ST-RÉMI	SAINT-RÉMI	J0L 2L0	450-454-7513	450-454-5604
SERVICE DE PNEUS GUY DUFOUR	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1428, BOULEVARD MARCOTTE	ROBERVAL	G8H 2P2	418-275-1460	418-275-4709
PNEUS RATTÉ - LIMOILOU	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	103, 3E AVENUE	QUÉBEC CITY	G1L 2V3	418-529-5378	418-529-3212
CENTRE DU PNEU VILLEMAIRE INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1595, CHEMIN GASCON	TERREBONNE	J6X 2Z6	450-471-3345	450-471-3346
SERVICE DE PNEUS E. COTE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1348, AVENUE DU PHARE OUEST	MATANE	G4W 3M6	418-562-2105	418-562-2109
PNEUS F.M.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	595, BOULEVARD HÉBERT	SAINT-PASCAL	G0L 3Y0	418-492-6035	418-492-9883
GARAGE A J M	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	125, AVENUE LEVESQUE	MILOT	G0W 2B0	418-373-2543	418-373-2473
PNEUS BELANGER ENRG.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	170A ROUTE 132	BONAVENTURE	G0C 1E0	418-534-2127	418-534-2127
CENTRE DE PNEUS HALLE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	623, RUE LAVOISIER	REPENTIGNY	J6A 7N2	450-581-6390	450-581-3557
GARAGE LAGACE & FILS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	330, BOUL ST-LAURENT EST	LOUISEVILLE	J5V 1H7	819-228-5421	819-228-8810
GOUGEON & FRERES	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1095, BOUL ST-JOSEPH	DRUMMONDVILLE	J2C 2C4	819-478-1488	819-478-5232
SERVICE DU PNEU PJL	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	354, BOUL. LAURE	SEPT-ILES	G4R 1X1	418-962-3845	418-968-6711
SERVICE DE PNEUS RIVERE-DU-LOUP	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	10, COTES ST-JACQUES	RIVIÈRE-DU-LOUP	G5R 2N8	418-862-2686	418-862-2853
CARREFOUR PNEUS MECANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	624, RUE PRINCIPALE	FARNHAM	J2N 1K9	450-293-3161	450-293-7755
PNEUS TALON	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2607, RUE DIAB	ST-LAURENT	H4S 1E7	514-337-0833	514-337-8857
V ROYALE INC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2500, BOUL LAURIER EST	ST-HYACINTHE	J2T 1K9	450-774-8159	450-774-6869
DESHARNAIS SERVICE DE PNEU	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	710, BOUL CHAREST OUEST	QUEBEC	G1N 2C1	418-681-6041	418-681-2865
FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	6661, RUE SHERBROOKE EST	MONTREAL	H1N 1C7	514-256-7501	514-256-7455
LES PNEUS BEAUCERONS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	538, BOUL RENAULT	BEAUCEVILLE	G5X 1N2	418-774-3404	418-774-2911
SERVICE DE PNEUS CENTRAL	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1711, ROUTE DE L'AEROPORT	ANCIENNE-LORETTE	G2G 2P4	418-871-8281	418-871-4027
LES PNEUS CARIGNAN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	660, RUE DE MONTBRUN	BOUCHERVILLE	J4B 8H1	450-655-8531	450-655-8140
PNEUS MÉCANIQUE JODOIN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2384, CHEMIN ST-CÉSAIRE	MARIEVILLE	J3M 1N9	450-460-7212	450-460-3608
PNEUS JUTRAS ENR.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	570, MGR PANET	NICOLET	J3T 1C6	819-293-8545	819-293-5490
PNEUS RATTÉ - HAMEL	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4065, BOUL. HAMEL	QUÉBEC	G1P 2J6	418-872-7288	
CTR DU PNEU RADIAL LA PRAIRIE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	430, BOUL. TASCHEREAU	LA PRAIRIE	J5R 1T9	450-659-1994	450-659-4002
TECHNO PNEU ET MECANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	445, RUE DE L'EXPANSION	RIMOUSKI	G5M 1A9	418-724-4104	418-724-2770
LA PRAIRIE PNEUS ET MECANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1085, BOUL TASCHEREAU	LA PRAIRIE	J5R 1W9	450-659-5441	450-659-4475
AUBIN AUTO	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1014, RUE BERGERON	ST-AGAPIT	G0S 1Z0	418-888-5141	418-888-4404
PNEUS GBM (VILLE-MARIE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	80, DES OBLATS NORD	VILLE-MARIE	J9V 1S7	819-629-2515	819-629-2534
SERVICE DE PNEUS LA TUQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1000, BOUL. DUCHARME	LA TUQUE	G9X 3C4	819-523-9562	819-523-9666
ARSENAULT PNEUS & ALIGNEMENT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	930, COMTOIS	BAIE COMEAU	G5C 2A4	418-589-8280	418-589-2998
PNEUS RATTÉ - SHAWINIGAN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	6500, BOUL DES HÊTRES	SHAWINIGAN	G9N 4W9	819-539-5554	819-539-6870
CENTRE DE SERVICES TECHNO (PNEUS MARQUIS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	399, DES CHEVALIERS	RIMOUSKI	G5L 1X3	418-724-4113	418-724-4472
DESHARNAIS SERVICE DE PNEUS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	6055, BOUL PIERRE-BERTRAND	QUEBEC	G2K 1M1	418-628-0203	418-628-2285
MATHIEU PNEUS ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	851, RUE ST-GEORGES	ST-JÉRÔME	J7Z 5E2	450-436-1060	450-436-1571
GARAGE VILLEMAIRE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	55, RUE GREGOIRE	ST-ESPRIT	J0K 2L0	450-839-7777	450-839-2876
PNEUS GBM (LA SARRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	194, ROUTE 393 SUD	LA SARRE	J9Z 2X2	819-333-5567	819-333-5569
DT TIRE (LONGUEUIL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1060, BOULEVARD LAFAYETTE	LONGUEUIL	J4K 3B1	450-670-1585	
DESHARNAIS PNEUS ET MECANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	730, BOUL. FRONTENAC OUEST	THETFORD MINES	G6G 6K3	418-338-2191	418-335-9545
DESHARNAIS CENTRE DU CAMION	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3200, RUE DE L'ETCHEMIN	LÉVIS	G6W 7X6	418-837-0986	418-837-0385
DT TIRE (DELSON)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	150, RUE BROSSARD	DELSON	J5B 1X1	450-635-3038	450-635-3038
PNEUS GBM INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1330, BOUL. ALBINY-PAQUETTE	MONT-LAURIER	J9L 1M7	819-825-7633	
POINT S CANADA	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	235, J.A. BOMBARDIER	BOUCHERVILLE	J4B 8P1	450-449-0362	450-449-0595
DT TIRE (QUEBEC)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1500, DES TANNEURS	QUEBEC	G1N 4S8	514-381-1716	
ALIGNEMENT PATENAUDE ENTREPOT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4600, RUE JEAN DUCHESNE	SHAWINIGAN-SUD	G9N 6T5	819-534-9404	
DISTRIBUTION STOX (SAGUENAY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2130, RUE DE LA CHUTE DU DIABLE	SAGUENAY	G7J 0B2		
ATELIER MECA TECHNIQUE ICIPNEU	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3700, BOUL. GUILLAUME-COUTURE	LÉVIS	G6W 7L3	418-833-6800	
PNEUS PIERRE LAVOIE - TBR	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	260, BOUL. DESJARDINS	MANIWAKI	J9E 3G4	819-449-1346	819-449-7084
MÉCANIQUE EXCELLENCE PIERREFONDS ICIPNEU	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	16013, BOUL. PIERREFONDS	PIERREFONDS	H9H 3X6	514-620-4277	
DT TIRE (PIERRE-DUPUY LONGUEUIL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	901, RUE PIERRE-DUPUY	LONGUEUIL	J4K 1A1	514-381-1716	
TRAFFIC DRUMMONDVILLE (DT TIRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	600, RUE LABONTE	DRUMMONDVILLE	J2C 5Y4	905-875-0708	
TRAFFIC VILLE DE QUEBEC (DT TIRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2252, RUE LEON-HARMEL	VILLE DE QUEBEC	G1N 4L2	905-875-0708	
LUSSIER CENTRE DU CAMION LTEE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4205, DESSERTE EST CHOMEDEY	LAVAL	H7P 0A8	450-649-1265	
PICARD SERVICE DE PNEUS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	590, RUE CHEF-MAX-GROS-LOUIS	WENDAKE	G0A 4V0	418-842-7685	418-842-5433
SILENCIEUX BELISLE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	784, BOULEVARD ARTHUR-SAUVÉ	SAINT-EUSTACHE	J7R 4K3	450-472-3151	450-473-3003
SARRAZIN PNEUS ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	820, BOUL DES LAURENTIDES	ST-ANTOINE	J7Z 4M8	450-438-3730	450-438-4289
ALIGNEMENT PATENAUDE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1466, 105E AVENUE	SHAWINIGAN-SUD	G9P 1M3	819-537-6687	
PNEUS LAVOIE VALLEYFIELD	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	252, CHEMIN LAROCQUE	VALLEYFIELD	J6T 4B4	450-371-7566	450-371-4665
OK PNEUS (LAVAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2005, BOUL INDUSTRIEL	LAVAL	H7S 1P7	450-975-2121	450-975-2122
LES PNEUS 20	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	540, CHEMIN OLIVIER	SAINT-NICOLAS	G7A 1P1	418-836-2020	418-836-0481
SERVICE DE PNEUS POTVIN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1973, BOULEVARD TALBOT	CHICOUTIMI	G7H 7Y5	418-549-1210	418-696-2298
OK PNEUS (LIMOILOU)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	70, 3IEME AVENUE	QUEBEC	G1L 2V4	418-522-1130	418-522-7680
OK PNEUS (VILLE-MARIE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	67, RUE STE-ANNE	VILLE-MARIE	J9V 2B6	819-629-2548	819-629-2626
M.C.T. PNEUS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1293 PARC INDUSTRIEL	NORMANDIN	G8M 4C6	418-274-3765	418-274-4195
OK PNEUS (GATINEAU)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	170, RUE DE VARENNES	GATINEAU	J8T 8G3	819-561-1102	819-561-7863
OK PNEUS (HAMEL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3370, BOUL WILFRED-HAMEL	QUEBEC	G1P 2J2	418-874-0022	418-874-1108
OK PNEUS (POINTE-AUX-TREMBLES)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	12176, BOUL INDUSTRIEL	POINTE-AUX-TREMBLES	H1B 5R7	514-645-4803	514-645-0930
OK PNEUS (SHAWINIGAN)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	8442, BOUL DES HÊTRES	SHAWINIGAN	G9N 4X7	819-539-6439	819-539-8645
PNEUS GBM (VAL D'OR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	73, RUE DES DISTRIBUTEURS	VAL D'OR	J9P 6Y1	819-824-3609	819-825-9438
OK PNEUS (AMQUI)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	115, RUE PROULX	AMQUI	G5J 3H3	418-629-2200	418-629-6610
OK PNEUS (SAINT-ANSELME)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	6, RUE GILLES AUDET	SAINT-ANSELME	G0R 2N0	418-885-9049	418-885-8145
OK PNEUS (BEAUPORT)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4520, BOUL. STE-ANNE	QUÉBEC	G1C 2H9	418-663-8721	418-663-9352
OK PNEUS (MONTMAGNY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1, AVENUE DE LA CASERNE	MONTMAGNY	G5V 0A5	418-248-2052	418-248-5093
LES PNEUS M. GAGNE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2685, AVENUE DU PONT	ALMA	G8B 5V2	418-662-4013	418-662-5834
PNEUS GBM (ROUYN-RUE SAGUENAY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1000 RUE SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	J9X 7B6	819-762-0854	819-762-7827
OK PNEUS (ST FÉLIX DE VALOIS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	5710, CHEMIN ST-JEAN	ST-FÉLIX-DE-VALOIS	J0K 2M0	450-889-2898	450-889-1309
PNEUS GBM (ROUYN - UNIVERSITÉ)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	668, BOULEVARD DE L'UNIVERSITÉ	ROUYN-NORANDA	J9X 7A5	819-764-7638	819-764-4789
OK PNEUS (LACHINE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	145 20TH AVENUE	LACHINE	H8S 3S8	514-634-5857	514-634-0657
MULTI-PNEUS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	501, NOTRE DAME	ST-RÉMI	J0L 2L0	450-454-2522	450-454-3180
OK PNEUS (ST-DAVID)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3795, BOUL. GUILLAUME-COUTURE	LÉVIS	G6W 1H9	418-833-9203	418-833-8082
OK PNEUS (ST-GEORGES)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	428, 6E AVENUE NORD	ST-GEORGES	G5Z 0R6	418-227-0937	418-227-3265
PNEUS GBM (MATAGAMI)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	17, RUE NOTTAWAY	MATAGAMI	J0Y 2A0	819-739-4343	819-739-4904
OK PNEUS (STE-MARTINE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	230 RUE SAINT-JOSEPH	STE-MARTINE	J0S 1V0	450-427-3309	450-427-1453
OK PNEUS (UPTON)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	289, ROUTE JOUBERT	UPTON	J0H 2E0	450-549-4786	450-549-5737

OK PNEUS (STE-AGATHE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1041, RUE PRINCIPALE	STE-AGATHE-DES-MONTS	J8C 1L7	819-326-7337	819-326-8753
C.P.I.M.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	280, RUE DE QUEN	DOLBEAU-MISTASSINI	G8L 5N1	418-276-1212	418-276-9180
OK PNEUS (BELOEIL/ST-HILAIRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	30, BOUL SIR-WILFRID-LAURIER	BELOEIL	J3G 4E8	450-464-4401	450-464-6208
OK PNEUS (BOUCHERVILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	456, BOUL. MARIE-VICTORIN	BOUCHERVILLE	J4B 1W5	450-641-6266	450-641-6277
CHARLES TURCOTTE ET FILS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1200, BOULEVARD THIBEAU NORD	TROIS-RIVIERES	G8T 9S6	819-697-2413	
OK PNEUS (SEPT-ÎLES)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	111B, RUE MALTAIS	SEPT-ÎLES	G4R 3J3	418-962-9680	418-968-0871
SERVICES DE PNEUS ROUSSILLON	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	194, CHEMIN ST-FRANÇOIS-XAVIER	DELSON	J5B 1X9	450-638-8922	450-638-8731
PNEUS RATTÉ - LÉVIS (CENTRE-VILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	159, ROUTE DU PRÉSIDENT-KENNEDY	LÉVIS	G6V 6E2	418-835-0289	418-835-0291
GAGNON PNEUS MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1121, RUE ROBERVAL SUD	GRANBY	J2J 0N3	450-372-1500	450-770-9930
ALIGNEMENT DU ROND POINT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	466, ST-CALIXTE	PLESSISVILLE	G6L 3B9	819-362-6060	819-362-9382
PNEUS ET MECANIQUE WELLINGTON	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	186, RUE DE LA BURLINGTON	SHERBROOKE	J1L 1Y7	819-563-1162	819-822-1036
PNEUS TRUDEAU MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2022, RUE VICTORIA	GREENFIELD PARK	J4V 1M7	450-923-4656	514-666-0656
OK PNEUS (BEDFORD)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	596, CHEMIN DUHAMEL	BEDFORD	J0J 1A0	450-248-7145	450-248-2874
OK PNEUS (CHAMBLY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1235, AVENUE BOURGOGNE	CHAMBLY	J3L 1X5	450-447-8004	450-447-0886
LES PNEUS J.T.G.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	814, BOULEVARD D'IBERVILLE	ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	J2X 4A2	450-347-3696	450-347-0794
PNEUS GBM (CHIBOUGAMAU)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	866, RUE PERREAULT	CHIBOUGAMAU	G8P 2K3	418-748-2645	418-748-6826
OK PNEUS (ST-BRUNO)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1421, RUE MONTARVILLE	ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE	J3V 3T6	450-653-6941	450-653-6469
CENTRE DE L'AUTO ROSEMÈRE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	261 BOULEVARD LABELLE	ROSEMÈRE	J7A 2H3	450-435-5713	450-434-7095
GARAGE VILLEMAIRE (JOLIETTE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	980, CHEMIN DES PRAIRIES	JOLIETTE	J6E 0L4	450-752-1000	450-752-2876
PNEUS ET MÉCANIQUE STE-CATHERINE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	5280, ROUTE 132	STE-CATHERINE	J5C 1L8	450-635-1968	450-635-0148
CENTRE DU PNEU ROSEMONT ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2511, RUE DES CARRIERES	MONTRÉAL	H1Y 1N1	514-273-8003	514-273-8587
LUSSIER CENTRE DU CAMION	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1341, RUE PRINCIPALE	STE-JULIE	J3E 0C4	450-628-2965	450-628-0022
HALLE CENTRE DE PNEU EXPRESS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	183, RUE NOTRE-DAME	REPENTIGNY	J6A 2R1	450-582-3110	450-582-5074
OK PNEUS (SAINT-BRUNO-LAC ST-JEAN)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	575, RUE MELANÇON	SAINT-BRUNO-LAC ST-JEAN	G0W 2L0	418-343-2520	418-343-2544
OK PNEUS (L'ASSOMPTION)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	175, RUE DORVAL	L'ASSOMPTION	J5W 2Z7	450-589-7171	450-589-1855
PNEUS GBM (AMOS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3078 ROUTE 111 EST	AMOS	J9T 3A6	819-732-5207	819-732-0465
PNEUS RATTÉ - STE-FOY	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3115, BOULEVARD HOCHELAGA	STE-FOY	G1W 2P9	418-653-0841	
OK PNEUS (DESCHAMBAULT)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	145, CHEMIN DU ROY	DESCHAMBAULT	G0A 1S0	418-286-6703	418-286-4979
OK PNEUS (ST-HYACINTHE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4875, BOULEVARD LAURIER EST	ST-HYACINTHE	J2R 2B4	450-799-3846	450-799-4215
OK PNEUS (RIVIÈRE-DU-LOUP)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	625 BOULEVARD ARMAND THÉRIAULT	RIVIÈRE-DU-LOUP	G5R 6B7	418-862-6444	418-862-6026
OK PNEUS (LA TUQUE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	335, RUE ST-FRANCOIS	LA TUQUE	G9X 1S2	819-523-7300	819-676-8815
PNEUS LAVOIE TIRE - TBR	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	300, CHEMIN INDUSTRIEL	GATINEAU	J8R 3N9	819-771-2392	819-771-8666
PNEUS LAVOIE TIRE - TBR	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	300, CHEMIN INDUSTRIEL	GATINEAU	J8R 3N9	819-663-1701	819-663-2108
OK PNEUS (STE. BRIGITTE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	445 RUE PRINCIPALE	STE. BRIGITTE DES SAULTS	J0C 1E0	819-336-4160	819-336-4169
PNEUS VIMONT INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1474, RUE CUNARD	LAVAL	H7S 2B7	450-663-9063	450-663-0187
PNEUS RATTÉ - ST-MARC-DES-CARRIÈRES	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	248, BOUL DUSSAULT	ST-MARC-DES-CARRIÈRES	G0A 4B0	418-268-8315	418-268-3448
PNEUS RATTÉ - TROIS-RIVIÈRES	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2420, BOUL DES RÉCOLLETS	TROIS-RIVIÈRES	G8Z 3X7	819-379-9993	
RELAIS PNEUS & MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4255, BOULEVARD BOURQUE	SHERBROOKE	J1N 1S4	819-566-7722	
ROBERT BERNARD (SHERBROOKE EST)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1091, 13 IÈME AVENUE	SHERBROOKE	J1E 3P1	819-565-2111	819-565-1311
DISTRIBUTION STOX (900 VICTO)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	900, NOTRE-DAME EST	VICTORIAVILLE	G6P 4B7	819-752-4567	819-752-3031
DISTRIBUTION STOX (GRANBY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	835, BOUL. INDUSTRIEL	GRANBY	J2J 1A5	450-777-8848	450-777-3250
ROBERT BERNARD (ST-GEORGES)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	10975, 1 IÈRE AVENUE	SAINT-GEORGES	G5Y 2B8	418-228-8040	418-228-9269
ROBERT BERNARD (ST-PAUL D'ABBOTSFORD)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	765, RUE PRINCIPALE	ST-PAUL-D'ABBOTSFORD	J0E 1A0	450-379-5757	450-379-5967
ROBERT BERNARD (ST-HILAIRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	733, BOULEVARD LAURIER	SAINT-HILAIRE	J3H 4X8	450-467-3688	450-467-1221
ROBERT BERNARD (ST-HYACINTHE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3350, BOULEVARD LAURIER OUEST	SAINT-HYACINTHE	J2S 3T5	450-773-1313	450-773-8457
ROBERT BERNARD (BOUCHERVILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1580, DE MONTARVILLE	BOUCHERVILLE	J4B 5Y3	450-449-1112	450-449-1323
ROBERT BERNARD (CHAMBLY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	965, BOULEVARD PÉRIGNY	CHAMBLY	J3L 4P3	450-658-1342	450-658-7820
ROBERT BERNARD (GRANBY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1015, RUE PRINCIPALE	GRANBY	J2J 2N8	450-378-7968	450-777-7638
ROBERT BERNARD (SHERBROOKE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	5040, BOULEVARD INDUSTRIEL	SHERBROOKE	J1R 0P4	819-564-1636	819-563-7749
ROBERT BERNARD (ST-JEAN-SUR-RICHELIEU)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	450, CH. GRAND BERNIER NORD	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	J3B 4S1	450-346-4457	450-346-7066
OK PNEUS (CHICOUTIMI COMMERCIAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	212, RUE CLEMENT-GILBERT	SAGUENAY	G7H 5B1	418-973-9909	418-973-9303
COURTEMANCHE & FRÈRE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	875, RUE DESSAULLES	SAINT-HYACINTHE	J2S 3C3	450-773-4855	450-773-4153
ROBERT BERNARD (PAPINEAUVILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	205, HENRI-BOURASSA	PAPINEAUVILLE	J0V 1R0	819-427-6494	819-427-8128
PNEUS MÉTROPOLITAINS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	12012, ALBERT-HUDON	MONTRÉAL-NORD	H1G 3K7	514-323-4630	514-323-8709
LES DISTRIBUTIONS CLAUDE COTE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	542, RUE DE L'EXPANSION	RIMOUSKI	G5M 1A9	418-723-6605	418-723-6640
PNEUS SL	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	900, RUE BERLINGUET	TROIS-RIVIÈRES	G8T 9A1	819-379-2436	819-379-1459
OK PNEUS (HAVRE ST-PIERRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1225, BOUL. DES ACADIENS	HAVRE ST-PIERRE	G0G 1P0	418-538-3847	418-538-3868
OK PNEUS (VICTORIAVILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2409, RUE NOTRE-DAME OUEST	VICTORIAVILLE	G6T 2C7	819-740-9579	819-752-8833
DT TIRE (LEBEAU)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	750, BOULEVARD LEBEAU	VILLE ST-LAURENT	H4N 1S4	514-381-1846	514-381-9807
TOUCHETTE PNEUS (MONTREAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	8910, BOUL. ST-LAURENT	MONTREAL	H2N 1M7	514-381-1846	514-381-2186
TOUCHETTE PNEUS (VERDUN)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4101, BOUL. CHAMPLAIN	VERDUN	H4G 1A6	515-766-4291	514-687-4368
OK PNEUS (ST-NICOLAS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	919, MARIE-VICTORIN	SAINT-NICOLAS	G7A 0L1	418-831-2828	418-831-9565
CENTRE DE PNEUS D.D. INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2950, CHEMIN GASCON	TERREBONNE	J6X 4H4	450-477-6444	
PNEUS RATTÉ - VANIER	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	385, RUE DES ENTREPRENEURS	QUÉBEC	G1M 1B4	418-683-1010	
PNEUS RATTÉ BEAUPORT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	437, BOUL. ARMAND-PARIS	QUÉBEC	G1C 7R3	418-661-1212	418-529-3212
PNEUS RATTÉ CENTRE DU CAMION QUÉBEC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	385, RUE DES ENTREPRENEURS	QUÉBEC	G1M 1B4	418-683-1518	418-529-3212
PNEUS COLOSSE INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	97, BERTRAND - LOCAL 3	FERMONT	G0G 1J0	418-287-5414	418-529-3212
PNEUS RATTÉ - LÉVIS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3880, BOUL.GUILLAUME COUTURE	LÉVIS	G6W 1H7	418-837-2237	
PNEUS RATTÉ - CHARLESBOURG	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	7540, BOUL.HENRI-BOURASSA	QUÉBEC	G1H 3E6	418-626-1703	
LES PNEUS CARIGNAN (VARENNES)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	555, BOUL. LIONEL-BOULET	VARENNES	J3X 1P7	450-809-1009	450-908-1009
CENTRE DE SERVICES TECHNO (PNEUS CLERMONT)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	190, RUE COMMERCIALE EST	CHANDLER	G0C 1K0	418-689-4393	418-724-2770
DT TIRE (RIMOUSKI WAREHOUSE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	449, RUE JEAN-MARIE LEBLANC	RIMOUSKI	G5M 1A6	514-268-1619	514-381-9807
PNEUS LAVOIE (ST-JOSEPH)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	820, BOUL. ST-JOSEPH	GATINEAU	J8Z 1S9	819-777-5999	819-777-8380
OK PNEUS (LEBOURGNEUF)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	735, RUE DES ROCAILLES	QUÉBEC	G2J 1A9	418-624-7199	418-624-6288
OK PNEUS (PIERREFONDS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4910, BOUL. DES SOURCES	PIERREFONDS	H8Y 3C9	514-684-9532	514-684-1511
OK PNEUS (ST-EUSTACHE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	160A, BOUL. ARTHUR-SAUVÉ	SAINT-EUSTACHE	J7R 2H9	450-473-1443	450-668-8570
SERVICE DU PNEUS T.C. 2001	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	605, ROUTE 153	SAINT-TITE	G0X 3H0	418-365-6652	418-365-7732
DT TIRE (CHICOUTIMI)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1870, BOULEVARD ST-PAUL	CHICOUTIMI	G7K 1C9	514-381-1716	514-381-9807
OK PNEUS (VAUDREUIL-DORION)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	995, RUE VALOIS	VAUDREUIL-DORION	J7V 7V7	450-455-4015	450-455-4075
PNEUS GBM (VAL D'OR RETAIL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1460, 4IÈME AVENUE	VAL D'OR	J9P 5N3	819-825-4802	
OK PNEUS (CHAREST)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1165, BOUL. CHAREST O	QUÉBEC	G1N 2C9	418-687-4022	418-687-3526
OK PNEUS (BEAUBIEN)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	5445, RUE BEAUBIEN	MONTREAL	H1T 1W7	514-528-7444	
CENTRE DE SERVICES TECHNO (PNEUS/MÉC. CENTRE-VILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	200, RUE ST-JEAN-BAPTISTE OUEST	RIMOUSKI	G5L 4J6	418-725-4010	418-724-2770
CENTRE DE SERVICES TECHNO (TECHNO PNEU/MÉCANIQUE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	70, AVENUE GAËTAN-ARCHAMBAULT	AMQUI	G5J 2J1	418-629-3498	418-724-2770
DISTRIBUTION STOX (ST-AUGUSTIN)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	75, RUE DE HAMBOURG, LOCAL #104	ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	G3A 1S6	418-953-2483	
QUALI TRACTION - PNEUS HOUDE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1935, BOUL. WILFRID-HAMEL	QUEBEC	G1N 3Z3	418-527-5770	418-527-1610
GARAGE LÉONCE ET HERMEL TREMBLAY	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	19, RUE DESBIENS	CLERMONT	G4A 1B9	418-665-2322	418-665-2322
PNEU EXPRESS DE L'ESTRIE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4520, BOUL INDUSTRIEL	SHERBROOKE	J1L 2S8	819-566-8464	
PNEUS VILLEMAIRE (TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	55, RUE GRÉGOIRE	SAINT-ESPRIT	J0K 2L0	450-839-7777	450-839-2876
PNEUS VILLEMAIRE TBR (WHSE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1, RUE PRINCIPALE	SAINT-ESPRIT	J0K 2L0	450-839-7777	450-839-2876
CENTRE DE L'AUTO HP	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	32, RUE SAINT LAURENT E	RIMOUSKI	G5L 2C4	418-723-7580	

GARAGE R. BOURGEOIS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	183, ROUTE 199	ILES-DE-LA-MADELEINE	G4T 9B5	418-937-2381	
SERVICE AUTO DUCHESNE ENR.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	489, BLVD ST-GERMAIN O.	RIMOUSKI	G5L 3P4	418-722-6365	
CLINIQUE DE L'AUTO HIGGINS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	8550, BOUL CLOUTIER	QUEBEC	G1G4Z4	418-622-2219	
CENTRE MECANIQUE SHANNON	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	10, RUE ST-PATRICK	SHANNON	G0A 4N0	418-844-2004	
CENTRE MECANIQUE ML	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	201, BOUL LABBE N	VICTORIAVILLE	G6P1A7	819-604-9666	
BOUTIQUE MAGS À RABAIS (LAVAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3220, AUTOROUTE 440	LAVAL	H7T 2H6	450-622-6246	
MULTI-PNEUS (1999)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	87A BOULEVARD ST-REMI	SAINT-REMI	J0L 2L0	450-454-2501	450-454-3180
NTD - BOUCHERVILLE (DC #866)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	50, RUE DE LA BARRE	BOUCHERVILLE	J4B 2X5	450-655-5005	
NTD - SHERBROOKE-PSI (DC #870)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4100, RUE LESAGE	SHERBROOKE	J1L 0B6	819-829-2529	
LABRECQUE & VILLENEUVE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	976, BOUL. SAINTE-GENEVIÈVE	CHICOUTIMI	G7G 2G4	418-543-4457	418-543-0567
PNEUS NEW RICHMOND INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	165, ROUTE 132 EST	NEW RICHMOND	G0C 2B0	418-392-6582	418-392-6583
NTD - SAINT-AUGUSTIN - PSI (DC #862)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	121, RUE DE NAPLES	ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	G3A 2W6	418-878-3073	
GARAND PNEUS ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	305, BOUL. LABBÉ NORD	VICTORIAVILLE	G6P 1B1	819-752-6941	819-758-2914
NTD - SAINT LAURENT (DC #860)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	9800, RTE TRANSCANADIENNE	SAINT-LAURENT	H4S 1V9	866-424-4188	
NTD - ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES (DC #862)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	90, RUE DE ROTTERDAM	ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	G3A 1S9	888-424-4188	
PNEUS F.D. INC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	51, BOUL. CARTIER	RIVIÈRE-DU-LOUP	G5R 5Z3	418-862-1670	418-862-6137
GARAGE GHISLAIN LAROUCHE RADIATEUR SPÉCIALITÉ	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3161, BOUL. DU ROYAUME	JONQUIÈRE	G7X 7V3	418-548-4034	418-548-0120
GARAGE MARCOTTE & FILS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4669, ROUTE DE FOSSAMBAULT	SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER	G3N 1T1	418-875-2989	
KENNEDY PNEUS ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	147, ROUTE DU PRÉSIDENT-KENNEDY	ST-HENRI	G0R 3E0	418-882-2234	
ATELIER MÉCANIQUE ALAIN CAREAU INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1715, ROUTE DE L'AÉROPORT	L'ANCIENNE-LORETTE	G2G 2P4	418-871-6791	
GRENIER PIÈCES ET SERVICE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3520, BOUL. FRONTENAC OUEST	THETFORD MINES	G6H 2B8	418-423-2505	418-423-2760
SYLVAIN LANGLAIS ALIGNEMENT ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	324, RUE BRASSARD	ROBERVAL	G8H 2C8	418-275-2592	418-275-2193
PNEUS ÉTHIER	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	43, BOUL. DESJARDINS EST	SAINTE-THÉRÈSE	J7E 1C2	450-434-3655	450-434-2802
LE 514 MUFFLER PNEUS & MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3599, BOUL. SAINT-JEAN	DOLLARD-DES-ORMEAUX	H9G 1W9	514-626-9831	514-626-7339
LE 514 MUFFLER PNEUS & MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	10245, RUE LAJEUNESSE	MONTRÉAL	H3L 2E3	514-389-9996	514-389-8551
LAURENTIDES PNEUS ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	684, BOUL. DES LAURENTIDES	PIEDMONT	J0R 1K0	450-227-3870	450-227-3770
CENTRE DE L'AUTO S.LEGAULT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1341, RUE PRINCIPALE EST	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	J8C 1M1	819-326-1551	819-326-2014
SERVICE D'AUTO STE-ROSE (2009) INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	171, BOUL. CURÉ-LABELLE	SAINTE-ROSE (LAVAL)	H7L 2Z8	450-625-4422	450-625-2260
DUBÉ PNEU & MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	9785, BOUL. SAINT-MICHEL	MONTRÉAL-NORD	H1H 5G7	514-322-8934	514-322-1306
ENTREPÔT DU PNEU SOREL-TRACY	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	201, BOUL. FISET	SOREL-TRACY	J3P 3P3	450-746-2700	
OK PNEUS (QUÉBEC COMMERCIAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1275, DE L'ANCIENNE-CARTOUCHERIE	QUÉBEC	G1N 1X8	418-687-5222	
PNEUS VARENNES INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1625, ROUTE MARIE-VICTORIN	VARENNES	J3X 0C1	450-652-7999	450-652-0509
GARAGE ROGER DEMERS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	805, 110E AVENUE	DRUMMONDVILLE	J2B 4L6	819-472-7878	819-472-6989
PNEUS PIGEON INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	104, ROUTE 338	COTEAU-DU-LAC	J0P 1B0	450-267-3331	450-267-0516
PNEU XPERT LONGUEUIL INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	100, BOUL. ROLAND-THERRIEN	LONGUEUIL	J4H 3V8	450-640-2000	450-928-3999
FAFARD ALIGNEMENT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	745, 2E RUE	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	J2X 3H4	450-346-5406	450-346-4429
PNEU SELECT GRANBY	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	85, RUE DE GATINEAU	GRANBY	J2J 0P1	450-994-1445	450-994-1446
GARAGE RÉJEAN GUY INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	235, BOUL. L'HEUREUX	BELOEIL	J3G 5R8	450-467-5280	
MÉCANIQUE N. L. INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	745, BOUL. CADIEUX	BEAUHARNOIS	J6N 2E9	450-225-1551	450-225-3443
CENTRE DE SERVICE BRUNETTE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2, RUE GALE	ORMSTOWN	J0S 1K0	450-829-2264	
GARAGE TODD	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	959, CHEMIN DE ST-JEAN	LA PRAIRIE	J5R 4S4	450-659-9061	
LES PNEUS LMR INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	350, CHEMIN ST-FRANÇOIS XAVIER	DELSON	J5B 1Y3	450-638-6767	450-638-4416
OK PNEUS (VALLEYFIELD)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	285, MGR LANGLOIS	VALLEYFIELD	J6S 0A6	450-377-1696	450-377-1059
RADIATEUR DUMONT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3805A, RUE ISABELLE	BROSSARD	J4Y 2R2	450-659-0557	450-659-8683
OK PNEUS (LA MALBAIE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	6, BOULEVARD NOTRE-DAME	CLERMONT	G4A 1C1	418-665-2541	418-665-2417
GARAGE DANIEL DAVID	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	501, RUE VAILLANCOURT	MONT-TREMBLANT	J8E 0J1	819-429-5155	819-429-5515
LES PNEUS ALAIN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	877, BOUL. ARTHUR-SAUVÉ	SAINT-EUSTACHE	J7R 4K3	450-472-4413	
PNEUS ET MÉCANIQUE NORMAN BÉLAIR	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2150, BOUL. DU CURÉ-LABELLE	SAINT-JÉRÔME	J7Y 1T3	450-438-1808	450-438-3818
LES ENTREPRISES DE GESTION G.E.S. INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	500, BOUL. DON QUICHOTTE	NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT	J7V 0J9	514-453-3830	514-453-1336
AUTOTEK	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	490, ROUTE DE LA CITÉ DES JEUNES	SAINT-LAZARE	J7T 2A7	450-424-0763	
GARAGE NOËL SABOURIN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	34A, RUE ST-JEAN BAPTISTE	RIGAUD	J0P 1P0	450-451-4734	
GARAGE ET REMORQUAGE S. MAYER	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2517A, BOUL. STE-SOPHIE	SAINTE-SOPHIE	J5J 2V3	450-569-6923	450-569-0755
GARAGE PRIEUR & BRUNETTE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	740, ROUTE HARWOOD	VAUDREUIL-DORION	J7V 8P2	450-424-5354	450-424-5356
PNEUS FRB	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	685, RUE LENOIR	QUEBEC	G1X 3W3	418-659-6003	418-659-2457
PNEUS ET MÉCANIQUE ST-LAURENT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	6270, BOUL. SAINT-LAURENT	MONTRÉAL	H2S 3C2	514-948-4800	
ICIPNEU GARAGE FORMULE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	821, CHEMIN BENOÎT	MONT-SAINT-HILAIRE	J3G 4S6	450-464-4207	
ICIPNEU PNEUS ROGER GAGNIER INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	243, RUE DUFFERIN	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	J6S 1Z5	450-373-4194	
ICIPNEU PNEUS ET MÉCANIQUE ST-CONSTANT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	77, RUE ST-PIERRE	ST-CONSTANT	J5A 1G5	450-632-4140	
ICIPNEU PNEUS ET MÉCANIQUE NORMAND	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	191, CHEMIN YVON-L'HEUREUX S	MCMASTERVILLE	J3G 5H7	450-467-0350	
ICIPNEU L'ATELIER CENTRE MÉCANIQUE GAUTHIER	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	445, BOUL CURÉ-POIRIER O	LONGUEUIL	J4J 2H4	450-674-0423	
ICIPNEU GARAGE ANDRE LEMAY INC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	855, BOUL TASCHEREAU	LA PRAIRIE	J5R 1W4	450-659-0651	
ICIPNEU PNEUS ET MÉCANIQUE DENIS LANGLOIS	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	977, RUE LABELLE	SAINT-JÉRÔME	J7Z 5N4	450-436-6767	
ICIPNEU GUR AUTOSPEC INC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3950, BOUL ST-CHARLES	PIERREFONDS	H9H 3C6	514-626-2333	
TECHNO PNEU - TBR	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	445, RUE DE L'EXPANSION	RIMOUSKI	G5M 1B4	418-724-4104	418-721-4110
ICIPNEU GARAGE POIRIER & POIRIER	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3553, BOUL ST-JEAN-BAPTISTE	MONTRÉAL	H1B 4B2	514-645-7873	
OK PNEUS (ST. VINCENT DE PAUL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1400, RUE TELLIER	LAVAL	H7C 2H2	450-665-7638	450-665-7633
ICIPNEU LAZER AUTO	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	9900, BOUL HENRI-BOURASSA O	SAINT-LAURENT	H4S 1R5	514-334-4785	
ICIPNEU GARAGE SYLVAIN JOUBERT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1955, RUE VIAU	MONTRÉAL	H1V 3H2	514-259-0700	
ICIPNEU AUTOELITE INC.	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3354, BOUL DES SOURCES	DOLLARD-DES-ORMEAUX	H9B 1Z9	514-822-4449	
ICIPNEU PNEUS THÉO GOSSELIN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1500, BOUL. SAINT-ELZÉAR O	LAVAL	H7L 3N2	450-497-0228	
CHABERT AUTO ICIPNEU	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	4665, ROUTE 139	DRUMMONDVILLE	J2A 4E5	819-398-6881	
PNEUS ROBERT BERNARD	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	483, RUE BOIVIN	GRANBY	J3G 2L5	450-378-9915	
PNEUS THIBERT (9047-1004 QUEBEC INC)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	190, BOUL. ST-JEAN-BAPTISTE	MERCIER	J6R 2L2	450-691-1256	
OK PNEUS (LACHUTE COMMERCIAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	59, ROUTE DU CANTON	BROWNSBURG	J8G 1Z1	450-562-2323	
OK PNEUS (AMOS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	42, ROUTE 111 OUEST	AMOS	J9T 2X7	819-732-3222	819-732-3282
ARP DISTRIBUTION (PLESSISVILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2300, RUE JULES-PAQUETTE	PLESSISVILLE	G6L 5S4	819-362-6060	
LES PNEUS CARIGNAN SAINT-AMABLE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	55, RUE PRINCIPALE	SAINT-AMABLE	J0L 1L0	450-922-8288	
ATELIER MÉCANIQUE CLAUDE BÉLANGER	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	415, ROUTE 138	SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	G3A 2R2	418-878-0007	
CENTRE FT PNEUS ET MECANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	576 LANAUDIERE	REPENTIGNY	J6A 7M9	450-932-4123	
ICIPNEU ST-LAURENT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	945 MONTEE DE LIESSE	SAINT-LAURENT	H4T 1R2	514-341-3548	
DT TIRE (BEAUCE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	105A, RUE INDUSTRIELLE-NADEAU	SAINT-VICTOR-DE-BEAUCE	G0M 1B0	418-957-9224	
ICIPNEU PHARAND AUTO	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	200, BOULEVARD HARWOOD	VAUDREUIL-DORION	J7V 1Y2	450-424-7445	
CENTRE DE SERVICE M. GAGNÉ	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	198, RTE 132 OUEST	SAINTE-LUCE	G0K 1P0	418-739-4235	
OK PNEUS (PLESSISVILLE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1975, RUE SAINT CALIXTE	PLESSISVILLE	G6L 1R8	819-362-6102	
ROBERT BERNARD - DRUMMONDVILLE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	750, BOUL. LEMIRE	DRUMMONDVILLE	J2C 7W9	819-474-5200	
ROBERT BERNARD - VICTORIAVILLE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	400, BOUL. LABBE NORD-LOCAL 3	VICTORIAVILLE	G6P 1B2	819-751-2753	
PNEUS RATTÉ EDISON	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	9135, RUE EDISON	ANJOU	H1J 1T4	514-351-7444	
PNEUS RATTÉ MÉTROPOLITAIN	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	8301, BOUL. MÉTROPOLITAIN EST	ANJOU	H1J 1K1	514-351-5066	
VILLEMAIRE PNEUS ET MÉCANIQUE (MONT-TREMBLANT)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	405, ROUTE 117	MONT-TREMBLANT	J8E 1A1	819-861-9007	
OK PNEUS (WICKHAM)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1395, RTE 139	WICKHAM	J0C 1S0	819-398-5304	
OK PNEUS (RIMOUSKI COMMERCIAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	192, RUE DES NÉGOCIANTS	RIMOUSKI	G5M 1B7	418-727-5959	

CENTRE DE MECANIQUE EXPERT	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	63, BLVD ANJOU	CHATEAUGUAY	J6J 2P9	450-699-8777	
DT TIRE (POINTE CLAIRE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2555, BOUL. DES SOURCES	POINTE-CLAIRE	H9R 5Z3	514-821-1845	
OK PNEUS (VAL D'OR COMMERCIAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	57, RUE ROLAND MASSE	VAL-D'OR	J9P 0E3	819-874-2178	819-824-4446
OK PNEUS (STE-EULALIE COMMERCIAL)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	348, RUE DES BOULEAUX	SAINTE-EULALIE	G0Z 1E0	819-225-4155	
OK PNEUS (TERREBONNE)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2985, CHEMIN GASCON	MASCOUCHE	J7L 3X7	450-477-6447	450-477-8699
PNEUS RINALDO	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	273, CHEMIN DE LA GRANDE-CÔTE	SAINT-EUSTACHE	J7P 5H8	450-485-0006	
VANASSE PNEUS ET MÉCANIQUE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1330, BOUL. MERCURE	DRUMMONDVILLE	J2B 3M2	819-478-8117	
PNEUS GBM INC. (TBR ONLY)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	194, ROUTE 393 SUD	LA SARRE	J9Z 2X2	819-333-5567	
OK PNEUS (DÉGELIS)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	20, RUE INDUSTRIELLE	DÉGELIS	G5T 2J7	418-853-2078	
R. GUAY INC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	2560, RUE DUBOSE	JONQUIÈRE	G7S 4R4	418-548-8253	
ROBERT BERNARD - DRUMMONDVILLE (DIVISION COMMERCIALE	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	800, BOUL. LEMIRE	DRUMMONDVILLE	J2C 7W9	819-474-5080	
DISTRIBUTION STOX QUÉBEC	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	9150, RUE JOHN-SIMONS	QUÉBEC	G2B 0S9	418-694-8515	
MÉCANIQUE ET PNEU 55	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	16555, BOUL DES ACADIENS	BÉCANCOUR	G9H 1L1	819-233-2361	
PNEUS GBM (RUE SAGUENAY TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1000, RUE DU SAGUENAY	ROUYN-NORANDA	J9X 7B6	819-762-0854	819-762-7827
PNEUS GBM (ROUTE 111 TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	3078, ROUTE 111 EST	AMOS	J9T 3A6	819-732-5207	819-732-0465
PNEUS GBM (RUE DU MOULIN TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	261, RUE DU MOULIN	AMOS	J9T 3A7	819-732-0030	
PNEUS GBM (VILLE-MARIE TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	80, ROUTE DES OBLATS	VILLE-MARIE	J9V 1S7	819-629-2515	819-629-2534
PNEUS GBM (VAL-D'OR TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	73, RUE DES DISTRIBUTEURS	VAL-D'OR	J9P 6Y1	819-824-3609	819-825-9438
PNEUS GBM (UNIVERSITE TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	668, BOULEVARD DE L'UNIVERSITE	ROUYN-NORANDA	J9X 7A5	819-764-7638	819-764-4789
PNEUS GBM (CHIBOUGAMAU TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	866, RUE PERREAULT	CHIBOUGAMAU	G8P 2K3	418-748-2645	418-748-6826
PNEUS GBM (MATAGAMI TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	17, RUE NOTTAWAY	MATAGAMI	J0Y 2A0	819-739-4343	819-739-4904
PNEUS GBM (MONT-LAURIER TBR)	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	1330, BOUL. ALBINY-PAQUETTE	MONT-LAURIER	J9L 1M7	819-825-7633	
PNEUS VACHON	SERA FOURNIS AU MOMENT DEL AL SIGNATURE DU CONTRAT	906, ROUTE 255	DANVILLE	J0A 1A0	819-839-2633	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1225382007

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure des ententes-cadres collectives avec Pneu continental du Canada Inc., Pneus Toyo Canada inc., Goodyears Canada inc. et Bridgestone Canada inc. pour utiliser les contrats à commandes pour des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). La durée des ententes est de douze (12) mois, du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, la valeur totale estimée est 2 042 818,31 $ taxes incluses (contrat: 1 776 363,75 $ + contingences: 266 454,56 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pablo BLANCO
Conseiller en approvissionnement
Tél : NA

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Michael SAOUMAA
C/S app.strat.en biens
Tél : 514 868-5740
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229396002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division infrastructure technologie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses;
2. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-22 08:50

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229396002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division infrastructure technologie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

L'utilisation des technologies Oracle à la Ville remonte à plusieurs années. Au fil du temps, plusieurs applications pluridisciplinaires qui reposent sur ces technologies ont été déployées pour répondre aux besoins croissants des différentes unités administratives tout en s'assurant de maintenir une intégration fonctionnelle et technologique entre les applications.

À ce jour, la Ville exploite plus de 2 000 schémas de bases de données (tous environnements confondus) qui hébergent au-delà de 50 % des données corporatives structurées. Ces bases de données Oracle sont gérées à l'interne dans des environnements résilients et mutualisés. Ainsi, on recense plus de 150 applications d'envergure liées aux plateformes technologiques Oracle. On y retrouve, entre autres :

Mobilité et attractivité	• Gestion des données spatiales en géomatique et cartographie (RIRE Spatial) • Gestion des chantiers en infrastructures et des travaux publics (GDT, Infra360) • Gestion des structures ponts et tunnels

	• Service de l'environnement (Gestion air et eau / Gaz à effet de serre) • Gestion des communications et des demandes de travail pour le 311 (GDC-GDT)
Gestion des Services institutionnels	• Gestion de l'évaluation municipale (GEM) • Système Informatisé de gestion des immeubles (SIGI) • Gestion des réclamations et des documents juridiques (Juridox) • Gestion des données financières au budget • Système de gestion de la dette (SGD) • Entrepôt de données des finances (Webfocus)
Gestion des ressources humaines	• Ressources humaines (Tests en ligne) • Entrepôt de données des employés (INFO-RH) • Système de gestion du temps de plus de 25 000 employés (Kronos)
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), et Cour municipale	• Système de prévention du SIM (INTELLIGID, Azimut) • Système de répartition du SIM (Artemis) • Gestion automatisée des alarmes au SPVM (SAGA) • Système intégré cour municipale automatisé (SICMA) • Système d'émission de constats d'infraction (SECI) • Système d'empreintes digitales (AFIS) • Système de répartition (RAO - 911) • Système de gestion de la flotte automobile du SPVM (Maximo) • Système de géolocalisation des policiers (GéoLoc)
Services aux citoyens - 311 Qualité de vie - Sports, loisirs et culture	• Gestion des demandes citoyens au 311 (GDC) • Système de gestion des comptes citoyens et des inscriptions aux activités (Ludik)
Gestion des eaux usées	• Applications du Service de l'eau à la station d'épuration des eaux usées • Système de gestion des actifs de l'eau (Maxim'eau)

Durant les dernières années, les environnements technologiques Oracle ont été hautement mutualisés. Cette configuration permet le partage et l'optimisation des ressources techniques et des licences. Ainsi, il est impossible de distinguer la croissance due à une application spécifique ou un projet en particulier. Conséquemment, le Service des TI gère, en amont, la capacité nécessaire pour répondre aux différents besoins des solutions d'affaires. En ce sens, les activités de gestion de la capacité et de son optimisation sont assumées par les initiatives du programme 70910 - Plateformes et infrastructures. L'objectif principal de ce projet est d'assurer la capacité et d'augmenter la performance et la résilience de l'infrastructure des systèmes de traitement corporatifs pour l'ensemble des applications de la Ville.

Ainsi, dans le cadre de ce programme, la Ville s'est dotée en 2021, de serveurs offrant une capacité étendue pour le traitement et le stockage des données liés aux bases de données Oracle. Ce rehaussement des infrastructures technologiques vise à soutenir la croissance des applications et du volume des données associées.

En mars 2022, la Ville a procédé au renouvellement du contrat de soutien technique des licences technologiques Oracle existantes pour une durée de cinq (5) ans (CG22 0195). Ce contrat se terminera le 31 mars 2027. L'exercice de préparation de ce renouvellement ainsi que l'initiative de gestion efficace des actifs au Service des TI, ont permis de recenser, de consolider et d'évaluer les besoins actuels et futurs pour les licences technologiques Oracle.

En ce sens, la Ville souhaite acquérir dans le cadre du programme 70910 - Plateformes et infrastructures, des licences technologiques Oracle perpétuelles supplémentaires afin de :

· Soutenir la croissance suite à l'augmentation de la capacité de traitement pour rendre disponible la puissance de traitement acquise en 2021. Par conséquent, répondre à la demande des différents projets inscrits au PDI du Service des TI selon les modalités d'utilisation des licences Oracle. Ces projets incluent entre autres : la nouvelle solution de gestion des actifs corporatifs, les plateformes de géolocalisation et d'intelligence d'affaires et le déploiement d'une solution de gestion des accès sécurisés à travers l'annuaire institutionnel unifié;
· Accélérer le rehaussement des versions des bases de données Oracle nécessaires pour bénéficier du service de soutien technique et l'accès aux mises à jour de sécurité logicielles de la part du manufacturier. Ces services sont essentiels afin de garantir la pérennité et la résilience des données corporatives. Le rehaussement permet ainsi de prolonger la durée de vie utile des licences Oracle;
· Rehausser et bonifier les fonctionnalités de gestion de performance, de disponibilité et de sécurité des logiciels technologiques Oracle.

Pour répondre aux besoins identifiés, la Ville a entamé des démarches pour l'acquisition de licences technologiques Oracle auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). Au début du mois de mars 2022, le CAG a annoncé la signature du contrat à commandes numéro 999737858 pour les produits technologiques Oracle et cette entente est offerte à l'ensemble des organismes publics incluant les municipalités.

Le présent dossier vise donc à autoriser l'octroi d'un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0195 - 24 mars 2022 - Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, pour la fourniture du soutien technique et l'obtention des droits d'utilisation ainsi que la mise à jour des licences logicielles Oracle, pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2027, pour une somme maximale de 25 402 011,58 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet d'addenda no 17 modifiant la convention intervenue avec Oracle Canada ULC (CM03 0900)

CG20 0607 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense de 826 536,99 $, taxes incluses, pour l'acquisition de deux serveurs Exadata selon l'entente-cadre octroyée à Eclipsys Solutions inc. (CG15 0708) pour la fourniture de systèmes spécialisés pour les bases de données Oracle

CM03 0900 - 25 novembre 2003 - Contrat original initié dans le cadre du projet de mise en place du Système intégré pour le montant de 10 620 738.00$.

DESCRIPTION

Ce contrat permet à la Ville d'acquérir des licences technologiques Oracle perpétuelles des produits suivants :

· Oracle Database Enterprise Edition - Processor Perpetual
· Oracle Partitioning - Processor Perpetual
· Oracle Diagnostics Pack - Processor Perpetual
· Oracle Tuning Pack - Processor Perpetual
· Oracle Advanced Compression - Processor Perpetual
· Oracle GoldenGate - Processor Perpetual
· Oracle Directory Services Plus - Processor Perpetual
· Oracle Multitenant - Processor Perpetual
· Oracle WebLogic Suite - Processor Perpetual
· Oracle Database Gateway for WebSphere MQ - Computer Perpetual
· Oracle Data Integrator Enterprise Edition - Named User Plus Perpetual

Ces licences comprennent une année du service de soutien. L'indexation économique des frais du contrat de soutien technique pour ces nouvelles licences sera maintenue à 0% durant la durée du contrat.

JUSTIFICATION

Afin de soutenir les besoins actuels et futurs de la Ville, notamment en matière de logiciels de base de données, la Ville doit procéder à l'acquisition de licences technologiques Oracle supplémentaires. Cette acquisition permettra à la fois d'accélérer la mise à jour des logiciels Oracle et de rendre disponible la capacité supplémentaire des serveurs de bases de données, et ce dans le respect des droits d'auteurs.
Le CAG a signé un contrat à commandes numéro 999737858 directement avec Oracle Canada ULC, pour la fourniture des licences des produits technologiques Oracle, valide pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec. En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CAG ou par l'entremise de celui-ci.

L'estimation de ce contrat était 3 332 733,19 $, taxes incluses, en se basant sur la liste des prix du catalogue public du manufacturier pour le secteur gouvernemental. L'écart de 8,7% entre le prix estimé et la valeur de contrat est justifié par l'obtention d'un taux d'escompte plus avantageux à l'issue de la négociation avec le manufacturier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal de 3 129 414,01 $, taxes incluses, est réparti comme suit :

Dépenses	2022
Acquisition de licences Technologique Oracle incluant une année de soutien technique au PDI du programme 70910 Plates-formes et Infrastructures	3 043 182,76 $
Frais de gestion de 3% du CAG	86 231,25 $
Total (taxes incluses)	**3 129 414,01 $**

La dépense maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses (2 857 572,11 $ net de taxes), sera imputée au PDI du Service des TI au projet 70910 - Programmes Plateformes et Infrastructures et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 20-032 et de compétence locale 20-035.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 51,1%. Ce taux représente la part relative

du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

Ces dépenses concernent entre autres des applications pour l'évaluation foncière, pour le SPVM et pour le SIM. Ces services sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Facturation
La facturation de l'acquisition des licences sera effectuée par le manufacturier Oracle.

Les frais de gestion reliés à cette commande seront facturés directement par le CAG.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent contrat permettra, d'une part, d'acquérir les droits d'utilisation des licences pour accompagner la réalisation des projets au PDI du Service des TI et d'assurer la continuité des opérations pour les systèmes fonctionnant avec des licences Oracle.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la situation sanitaire, les licences d'Oracle ULA permettent de maintenir des applications critiques à la Ville notamment en sécurité publique afin de fournir des services essentiels aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le Comité exécutif (CE) - 4 mai 2022;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal (CM) – 16 mai 2022;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération (CG) – 19 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Athanasios VERGADOS
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438-821-4516
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Jean-Francois LESSARD
chef(fe) de division - centre d'expertise - infrastructures et plateformes

Tél : 514-836-2349
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél :
Approuvé le : 2022-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-04-21

Centre d'acquisitions gouvernementales
Québec

Formulaire d'adhésion à un contrat à commandes de logiciels

Décrets numéros
1118-2017
1195-2019
529-2021

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) met à la disposition de sa clientèle des contrats à commandes de logiciels afin de leur permettre d'assurer la continuité de leurs activités, principalement à l'égard de leurs systèmes de mission.
Pour se prévaloir d'un tel contrat à commandes, le présent formulaire d'adhésion doit obligatoirement être rempli - un formulaire par commande - et il doit être acheminer, dûment signé, à l'adresse : fournitures.logiciels@cag.gouv.qc.ca.
Des renseignements additionnels sur les champs à remplir sont présentés au verso du présent formulaire.

1. Identification de l'organisme et de la personne responsable de la demande

Nom de l'organisme Ville De Montreal	
Numéro 801	Adresse Brennan

Nom de la personne responsable Thomas VErgados		
Fonction Conseiller	Unité administrative Service des TI	
Courriel Thomas.Vergados@bmontreal.ca		Téléphone

2. Renseignements sur la commande

Nom du contrat à commandes visé Oracle 999737858	
Numéro du bon de commande de l'organisme A DET	Montant indiqué au bon de commande 2 646 821,27 $

3. Modalités particulières prévues au décret

Section A – Logiciel programmé et assemblé pour le fonctionnement d'un système de mission

Les municipalités souhaitant acquérir un logiciel dans le cadre d'un contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales doivent se référer à la **section B**.

Selon les décrets numéros 1118-2017, 1195-2019 et 529-2021, un système de mission d'un organisme est un système informatique qui remplit les deux conditions suivantes :

- il est utilisé pour la prestation des services liés directement à la mission de l'organisme;
- un arrêt imprévu de ce système est susceptible d'entraîner au moins un des effets préjudiciables suivants :
  - une impossibilité pour l'organisme de remplir sa mission;
  - une atteinte aux services offerts aux citoyens, aux entreprises ou à d'autres organismes publics;
  - une contravention aux lois et règlements.

Veuillez indiquer le ou les objets de la commande :

- ☐ La mise à jour d'un logiciel par l'acquisition de correctifs critiques et de correctifs de sécurité (renouvellement de la maintenance ou du soutien technique)
- ☐ La mise à niveau d'un logiciel
- ☐ L'acquisition d'exemplaires supplémentaires d'un logiciel pendant la durée de vie utile de ce système
- ☐ L'acquisition d'un logiciel additionnel s'inscrivant dans une suite intégrée de logiciels détenus par un organisme public

Section B – Autre logiciel

Seul un logiciel pour lequel un changement vers un autre logiciel entraînerait soit une incompatibilité technologique avec les logiciels actuellement utilisés, soit des coûts substantiels, peut faire l'objet d'une commande. Il est de la responsabilité de l'organisme de s'assurer du respect de cette condition.

Veuillez indiquer le ou les objets de la commande :

- ☐ La mise à jour d'un logiciel par l'acquisition de correctifs critiques et de correctifs de sécurité (renouvellement de la maintenance ou du soutien technique)
- ☐ La mise à niveau d'un logiciel à sa version majeure suivante
- ☑ L'acquisition d'exemplaires supplémentaires d'un logiciel pour une fin autre que le remplacement d'un exemplaire du même logiciel détenu par votre organisme
- ☑ L'acquisition d'un logiciel additionnel s'inscrivant dans une suite intégrée de logiciels détenus par votre organisme

4. Signature de la personne autorisée

Section A – Je confirme que l'acquisition est liée à un ou plusieurs systèmes de mission de mon organisme.

OU

Section B – Je confirme que mon organisme peut démontrer qu'un changement de logiciel entraînerait à son égard soit une incompatibilité technologique avec les logiciels actuellement utilisés soit des coûts substantiels.

Nom de la personne autorisée ou, pour une commande de 25 000 $ ou plus d'un organisme public, de son dirigeant (en caractères d'imprimerie).

Fonction

Signature de la personne autorisée ou, pour une commande de 25 000 $ ou plus d'un organisme public, de son dirigeant.

Date

Centre d'acquisitions gouvernementales
Québec

Formulaire d'adhésion à un contrat à commandes de logiciels

Décrets numéros
1118-2017
1195-2019
529-2021

Instructions pour remplir le *Formulaire d'adhésion à un contrat à commandes de logiciels*

Attention : Il existe deux formulaires d'adhésion aux contrats à commandes de logiciels, en fonction du contrat visé. Veuillez consulter les guides d'achat sur le Portail d'approvisionnement à l'adresse http://www.portail.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/ pour savoir quel formulaire utiliser.

Section 1 : Identification de l'organisme et de la personne responsable de la demande

Nom de l'organisme : Nom de votre ministère ou organisme (MO).	
Numéro : Numéro de votre MO *(facultatif).*	Adresse : Adresse de votre MO.

Nom de la personne responsable : Nom de la personne-ressource à contacter.	
Fonction : Titre de fonction de la personne responsable *(facultatif).*	Unité administrative : Unité administrative de la personne responsable *(facultatif).*
Courriel : Adresse courriel de la personne responsable.	Téléphone : Numéro de téléphone de la personne responsable.

Section 2 : Renseignements sur la commande

Nom du contrat à commandes visé : Nom du contrat inscrit au Portail d'approvisionnement *(par exemple : Microsoft, McAfee).*	
Numéro du bon de commande de l'organisme : Numéro du bon de commande du Portail d'approvisionnement ou de SAGIR. Le Centre d'acquisitions gouvernementales peut accepter votre bon de commande interne SEULEMENT s'il n'y a pas de catalogue de produits sur notre Portail d'approvisionnement.	Montant indiqué au bon de commande : Inscrire le montant avant taxes de votre bon de commande. $

Section 3 : Modalités particulières prévues au décret

S'il s'agit d'un renouvellement, vous devez cocher la première case de la section A pour un logiciel programmé et assemblé pour le fonctionnement d'un système de mission ou de la section B pour un autre logiciel.

La notion de « système de mission » n'étant pas applicable aux municipalités, ces dernières doivent utiliser la section B uniquement.

Section 4 : Signature de la personne autorisée

Pour les ministères et organismes, seul le dirigeant peut signer le formulaire pour les commandes de 25 000 $ ou plus. Pour les commandes d'une valeur inférieure à ce montant, veuillez vous référer aux règles en vigueur dans votre organisation.

Les municipalités doivent quant à elles faire signer le formulaire par la personne autorisée en fonction des règles qui leur sont applicables.

Veuillez noter que le formulaire PDF prévoit une fonction permettant la signature électronique.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229396002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division infrastructure technologie
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'acquisition des licences technologiques Oracle, pour la période du 27 mai 2022 au 26 mai 2027, pour une somme maximale de 3 129 414,01 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1229396002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

François FABIEN
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229445001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), le Lot 2, pour une période d'un (1) an - Dépense totale de 395 939,41 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19206 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé au comité exécutif:

1. d'accorder un contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), le Lot 2, pour une période d'un (1) an - Dépense totale de 395 939,41 $ - Appel d'offres public 22-19206 (4 soumissionnaires);
2. de procéder à une évaluation du rendement de la firme précédemment nommée;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-20 09:32

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229445001**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), le Lot 2, pour une période d'un (1) an - Dépense totale de 395 939,41 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19206 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la concertation des arrondissements (SCA) est responsable d'opérer et de gérer le site de gestion des sols excavés du Parc d'Entreprise de la Pointe Saint-Charles (PEPSC) situé au 1221, rue Carrie-Derick à Montréal.
En juin 2020, un comité de travail collaboratif piloté par le SPO et impliquant des arrondissements et plusieurs services centraux a été mis sur pieds suite à un mandat de la Direction générale afin de solutionner l'enjeu de la gestion des sols contaminés à la Ville de Montréal.

Durant ces travaux, une opportunité est survenue afin d'exploiter un site de gestion de sols et ainsi évaluer les bénéfices qu'offrent un tel site.
A l'automne 2020, la Ville a fait l'acquisition des équipements du terrain du PEPSC afin d'aménager un site pilote permettant de développer cette activité et établir un modèle d'affaires permettant notamment de valoriser les sols peu contaminés.
Depuis le 19 juillet 2021 le site est en fonction et le modèle d'affaires a été précisé.

Le 28 février 2022, le SCA lançait l'appel d'offres 22-19206 pour la location d'équipements, avec opérateurs, pour l'exécution de travaux sur le site. L'appel d'offres contient deux (2) lots:

- Lot 1: Location d'une (1) pelle hydraulique avec opérateur.
- Lot 2: Location de camions avec opérateurs.

Un avis a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) ainsi que dans le journal quotidien Le Devoir. L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 22 mars 2022. Le délai de réception des soumissions était de 21 jours.

Suite aux questions de fournisseurs, deux (2) addenda ont été émis durant la période de sollicitation:

- Addenda No 1 émis le 07 mars 2022: question portant sur la classification d'un équipement.

- Addenda No 2 émis le 10 mars 2022: questions portant sur le type et le nombre de camions pour lequel soumissionner et sur la date d'expiration du contrat.

Le durée de validité des soumissions était de 90 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1719 - 22 septembre 2021 - Accorder quatre (4) contrats aux firmes JMV Environnement inc. pour le lot 1 (121 261,63 $), Entrepreneurs général O.M.F. Ltée pour le lot 2 (157 285,80 $), Entrepreneurs général O.M.F. Ltée pour le lot 3 (389 765,25 $), Entrepreneurs général O.M.F. Ltée pour le lot 4 (293 876,10 $), pour la location de divers équipements opérés pour l'exécution de travaux dans un site de gestion des sols excavés, pour une période de sept (7) mois – Dépense totale de 962 188,78$ taxes incluses – Appel d'offres public 21-18967 (11 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), pour le Lot 2.
La durée de ce contrat est d'un (1) an ou jusqu'au moment de l'épuisement du budget alloué par le DONNEUR D'ORDRE.

Le SCA recommande l'octroi du contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour une dépense totale de 395 939,41 $.

JUSTIFICATION

Au total, 12 firmes ont acheté le cahier des charges sur le site SEAO. Pour l'ensemble de l'appel d'offres, le taux global des soumissions est de 33,33% (4 soumissionnaires sur 12 preneurs de cahier des charges).
La liste des preneurs des documents d'appel d'offres se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Le Lot 1 a été annulé, les prix des 2 soumissionnaires conformes étaient trop élevés par rapport à l'estimation de la Ville.
Un nouvel appel d'offres (22-19318) vient d'être lancé dans le but de combler le besoin exprimé dans le Lot 1 du présent appel d'offres (22-19206).

Le résultat de l'analyse des soumissions est dans le tableau suivant:

Lot 1 : pelle hydraulique avec opérateur	
Soumissions conformes	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
JMV Environnement inc.	186 395,17 $
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	242 827,20 $
Dernière estimation réalisée ($)	151 767,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	34 628,17 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	22,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	56 432,03 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	30,3%

Pour le Lot 2, les 2 soumissionnaires ont été déclarés conformes par le Service de l'approvisionnement.
Précisons que l'adjudicataire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et qu'il est conforme en vertu du règlement sur la gestion contractuelle.

Le résultat d'analyse des soumissions se trouve dans le tableau suivant:

Lot 2 : location de camions avec opérateurs	
Soumissions conformes	**TOTAL (TAXES INCLUSES)**
9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée)	395 939,41 $
Les Entreprises K.L. Mainville inc.	510 489,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	386 316,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	9 623,41 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	2,5%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	114 549,59 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	28,9%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total demandé et le détail des calculs sont présentés en pièce jointe.
Cette dépense sera entièrement assumée par le budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements (SCA), dans le centre de responsabilité de gestion des sols.

L'estimation faite avant l'ouverture des soumissions pour le Lot 2 est 386 316,00 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs du plan stratégique Montréal 2030 puisqu'il contribue à :

- Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
- Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable;
- Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matériaux et d'économie circulaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville ne possède pas les équipements pour opérer le site de gestion des sols excavés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En matière de Covid, l'adjudicataire a l'obligation de respecter toutes les normes de la CNESST.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat: 5 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Faiza AMALLAL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdenour TAHRAOUI
Conseiller en planification - Gestion contractuelle

Tél : 514-240-4343
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Benjamin PUGI
chef(fe) de division - soutien technique et operationnel

Tél : 514-895-7454
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2022-04-19

Coût - Octroi des contrats - GDD 1229445001

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant (TTC)
9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée)	2	Lot 2 - Location de camions avec opérateurs (disponible jusqu'à 3)	395 939,41 $
		Total	**395 939,41 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Location d'équipements opérés dans un site de gestion de sols excavés (PEPSC)			
Site de gestion des sols excavés du Parc d'Entreprise de la Pointe Saint-Charles (PEPSC)			
Contrat :	Lot 2 - Location de camions avec opérateurs (disponible jusqu'à 3)	Adjudicataire	9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée)

Coût total					Répartition	
Période	Contrat	TPS	TVQ	TOTAL TTC	2022 (30%)	2023 (70%)
2022-2023	344 370,00 $	17 218,50 $	34 350,91 $	395 939,41 $	118 781,82 $	277 157,59 $
TOTAL	**344 370,00 $**	**17 218,50 $**	**34 350,91 $**	**395 939,41 $**	118 781,82 $	277 157,59 $

TTC : Toutes taxes comprises

Coût - Octroi des contrats - GDD 1229445001

Adjudicataires	no Lot	Description	Montant (TTC)	Montant par adjudicataire (TTC)
9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée)	2	Lot 2 - Location de camions avec opérateurs (disponible jusqu'à 3)	395 939,41 $	395 939,41 $
		Total	**395 939,41 $**	**395 939,41 $**

TTC : Toutes taxes comprises

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229445001*
Unité administrative responsable : *Service de la Concertation des arrondissements*
Projet : *Location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *1 – Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.* *4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.* *5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le site permettra de recevoir des sols d'excavation afin de favoriser la réutilisation de ceux faiblement pollués et donc contribuera à mettre en place une véritable économie circulaire.

A plus long terme, le site pourra également recevoir des matériaux d'excavation considérés comme des matières résiduelles.

Enfin ce projet permettra de limiter de manière importante les distances de transports par camion (les sites d'enfouissement de matériaux sont situés en dehors de l'île) et donc contribuera à l'objectif de carboneutralité du projet Montréal 2030.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***

1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1229445001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Accorder un contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), le Lot 2, pour une période d'un (1) an - Dépense totale de 395 939,41 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19206 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19206 _ Lot 2_ Tableau comparatif des prix.pdf

22-19206 _ Lot 2_ Intervention de l'approvisionnement.pdf

22-19206 Liste des commandes SEAO.pdf

22-19206 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Faiza AMALLAL
Agente d'approvionnement 2

Tél : 514-838-8254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Michael SAOUMAA
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : (514) 217 3536
Division : Division - Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19206

No du GDD : 1229445001

Titre de l'appel d'offres : Location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC) Lot 1 & Lot 2

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 2 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 22 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 22 - 3 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 11 - 3 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 6 - 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 20 - 6 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9082-8179 QUÉBEC INC.(DE LUCA EXCAVATION LTÉE)	395 939,41 $	√	Lot 2
LES ENTREPRISES KL MAINVILLE INC.	510 489,00 $		Lot 2

Information additionnelle

Le lot 1 est annulé suite à la demande du responsable du dossier.
Les informations qui sont dans ce document sont celles du lot 2. Un courriel est envoyé aux proneurs de cahier de charge de SEAO qui n'ont pas soumissionné afin de définir la cause, seulement la firme NRJ a répondu que la raison est le manque de disponibilité vu leurs engagements.
PS: Le nombre des proneur de cahier de charge de SEAO est pour les 2 lots.

Préparé par : Faiza Amallal

Le 19 4 - 2022

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
22-19206

Agent d'approvisionnement
Faiza Amallal

Conformit (Tous)

								Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- $	- $
		Total ()							**- $**	**- $**
LOT1	Annulé : Location d'une (1) pelle hydraulique avec opérateur		1.1	Pelle mécanique code 1318	1100	heure				
LOT2	Location de camions avec opérateurs									
		9082-8179 Québec inc. (Deluca Excavation ltee)	2.1	Camion 12 roues	600	heure	1			
			2.2	Semi-remorque de 2 essieux	1200	heure	1			
			2.3	Semi-remorque de 3 essieux	1200	heure	1			
		Total (9082-8179 Québec inc. (Deluca Excavation ltee))							**344 370,00 $**	**395 939,41 $**
		Les entreprises KL Mainville inc.	2.1	Camion 12 roues	600	heure	1			
			2.2	Semi-remorque de 2 essieux	1200	heure	1			
			2.3	Semi-remorque de 3 essieux	1200	heure	1			
		Total (Les entreprises KL Mainville inc.)							**444 000,00 $**	**510 489,00 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19206
Numéro de référence : 1575922
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
7500114 CANADA INC. 4000 Cote Des Cascade Papineauville, QC, J0v1r0	Monsieur Karl Marcotte Téléphone : 819 923-8925 Télécopieur :	**Commande : (2007256)** 2022-02-28 20 h 12 **Transmission :** 2022-02-28 20 h 12	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 53 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9082-8179 QUÉBEC INC. 9220. Pierre Bonne Montréal, QC, H1E 6W5	Monsieur Michele De Luca Téléphone : 514 725-8675 Télécopieur : 514 725-6259	**Commande : (2008088)** 2022-03-01 19 h 57 **Transmission :** 2022-03-01 19 h 57	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 53 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
9437-0376 Québec inc. 735 rue Lippmann Laval, QC, H7S 1G3	Monsieur Alexandre Gauvin Téléphone : 514 285-7044 Télécopieur :	**Commande : (2008370)** 2022-03-02 10 h 05 **Transmission :** 2022-03-02 10 h 05	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 54 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BULLDOZER BERGERON INC. 12905 jean grou Montréal, QC, h1a3n6	Monsieur dany bergeron Téléphone : 514 821-6531 Télécopieur : 514 642-1824	**Commande : (2018617)** 2022-03-21 10 h 25 **Transmission :** 2022-03-21 10 h 25	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-21 10 h 25 - Téléchargement 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-21 10 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DRAGON CONSTRUCTION LIMITEE 1700 boul. Hymus Dorval, QC, H9P2N6	Monsieur Ghislain Gagnon Téléphone : 514 386-6000 Télécopieur :	**Commande : (2009768)** 2022-03-04 7 h 51 **Transmission :** 2022-03-04 7 h 51	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 54 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENTREPRENEUR GENERAL O.M.F.	Monsieur Orlando Filippone	**Commande : (2016026)**	3685670 - 22-19206 Addenda no 1

LTÉE 7342 Rue Cannes Montréal, QC, H1S 2R1	Téléphone : 514 245-2002 Télécopieur : 514 374-5151	2022-03-15 18 h 49 **Transmission :** 2022-03-15 18 h 49	2022-03-15 18 h 49 - Téléchargement 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-15 18 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (2007730)** 2022-03-01 12 h 17 **Transmission :** 2022-03-01 12 h 17	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 53 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JMV ENVIRONNEMENT INC. 7600 Avenue Duplessis Saint-Hyacinthe, QC, J2R 1S6	Monsieur Francois Leduc Téléphone : 450 253-5994 Télécopieur :	**Commande : (2014116)** 2022-03-11 14 h 37 **Transmission :** 2022-03-11 14 h 37	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-11 14 h 37 - Téléchargement 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-11 14 h 37 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ENTREPRISES K.L. MAINVILLE INC. 12350 Service A2 Mirabel, QC, J7N1G5	Monsieur Serge Mainville Téléphone : 450 476-0945 Télécopieur : 450 476-0946	**Commande : (2009109)** 2022-03-03 9 h 20 **Transmission :** 2022-03-03 9 h 20	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 53 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC. 4445 J.B. Martineau Montréal, QC, H1R 3W9	Madame Céline Sylvie Bousquet Téléphone : 514 321-5144 Télécopieur : 514 321-2140	**Commande : (2011229)** 2022-03-07 16 h 37 **Transmission :** 2022-03-07 18 h 17	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 16 h 37 - Messagerie 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LES SERRES SYLVAIN CLEROUX INC. 1570 rue principale Laval, QC, H7X 4A8	Monsieur Antoine Cléroux Téléphone : 450 627-2471 Télécopieur : 450 627-2762	**Commande : (2007709)** 2022-03-01 11 h 59 **Transmission :** 2022-03-01 11 h 59	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-07 13 h 54 - Courriel 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-10 22 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
RAMCOR CONSTRUCTION INC. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal, QC, H1z 4E9	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (2017186)** 2022-03-17 10 h 56 **Transmission :** 2022-03-17 11 h 49	3685670 - 22-19206 Addenda no 1 2022-03-17 10 h 56 - Téléchargement 3689194 - 22-19206 Addenda 2 2022-03-17 10 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229445001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction des travaux publics - SCA , -
Objet :	Accorder un contrat à la firme 9082-8179 Québec inc. (De Luca Excavation Ltée) pour la location d'équipements opérés dans un site de gestion des sols excavés (PEPSC), le Lot 2, pour une période d'un (1) an - Dépense totale de 395 939,41 $ taxes incluses - Appel d'offres public 22-19206 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229445001 Location équipements.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Cathy GADBOIS
Cheffe de division conseil et soutien financier-Pôle HDV

Tél : 438-995-9374
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229446006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme Équipements Plannord Ltée, pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon le devis technique 513A22A11, soit 5 pour le lot 1 et 5 pour le lot 2 - Dépense totale de 2 080 409,38 $, taxes incluses (contrat : 1 891 281,26 $ + contingences : 189 128,12 $) - Appel d'offres public (22-19231) - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :
1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, pour une période de deux (2) ans, les commandes pour la fourniture de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon le devis technique 513A22A11, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19231;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Lot 1 : Équipements Plannord Ltée	5 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur	945 640,63 $
Lot 2 : Équipements Plannord Ltée	5 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur	945 640,63 $

2. d'autoriser une dépense de 189 128,12 $ (94 564,06 $ pour le lot 1 et 94 564,06 $ pour le lot 2), taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Équipements Plannord Ltée;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-22 08:52

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229446006**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme Équipements Plannord Ltée, pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon le devis technique 513A22A11, soit 5 pour le lot 1 et 5 pour le lot 2 - Dépense totale de 2 080 409,38 $, taxes incluses (contrat : 1 891 281,26 $ + contingences : 189 128,12 $) - Appel d'offres public (22-19231) - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Ce dossier vise la conclusion d'un contrat, d'une durée de 2 ans, pour la fourniture de 10 tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeur à abrasifs, lesquels sont requis pour répondre aux besoins opérationnels des arrondissements en matière de déneigement des trottoirs.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 22-19231 qui s'est tenu du 7 mars au 7 avril 2022. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien "Le Devoir" ainsi que dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 30 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. La sollicitation du marché s'est faite autour du modèle SW 4 de Prinoth.

Deux (2) addendas ont été émis durant la période de sollicitation:

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	25 mars 2022	modification du délai et la fréquence des livraisons des biens
2	30 mars 2022	Modification de la règle d'adjudication

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1009 : Conclure une entente-cadre, d'une durée de 2 ans, avec Équipements Plannord ltée pour la fourniture de 41 tracteurs à chenilles souples avec accessoires - Appel d'offres public 18-16960 (2 soumissionnaires.)

DESCRIPTION

Ce dossier vise la conclusion d'un contrat avec Équipements Plannord Ltée, pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples de marque et modèle Prinoth SW 50 avec accessoires tel que décrit au devis technique 513A22A11. Il s'agit de tracteur à chenilles souples avec moteur diesel et système d'entraînement hydrostatique, avec chasse-neige à poussoir fixe et épandeur à abrasif.
Le contrat prévoit l'achat de :

Description	Quantité	Date de livraison
Lot 1 - tracteurs à chenilles souples de marque et modèle Prinoth SW 50 avec accessoires tel que décrit au devis technique 513A22A11	5	31 octobre 2022
Lot 2 - tracteurs à chenilles souples de marque et modèle Prinoth SW 50 avec accessoires tel que décrit au devis technique 513A22A11	5	30 juin 2023

Stratégie d'approvisionnement:
En raison des perturbations observées sur la chaîne d'approvisionnement mondial de l'industrie automobile, et afin d'assurer un service-client responsable et résilient, le SMRA voulait s'assurer d'obtenir les véhicules au moment où ils sont requis et au meilleur prix, tout en conservant une ouverture sur les marchés. La conclusion de ce contrat permettra le SMRA d'assurer la facilité d'approvisionnement des tracteurs à chenilles souples au moment requis, tout en réduisant les délais et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

L'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples, sur une période de 2 ans, vise le remplacement de 10 appareils dont la durée de vie est atteinte, ou la mise au rancart doit être devancée en raison des coûts élevés de réparation et d'entretien. La durée de vie d'un tracteur à chenilles souples est de 18 ans.

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 22-19231 est celle en fonction du plus bas prix par lot.

Pénalité :
Si l'adjudicataire ne respecte pas le délai de livraison applicable des biens, selon le contrat, la Ville peut imposer une pénalité de cinq cents dollars (500 $) par mois de retard. Si l'adjudicataire prévoit ne pas être en mesure de respecter une date de livraison de biens, il doit en faire part à la Ville en lui envoyant un préavis écrit de sept (7) jours.

Les appareils seront sous la garantie de base du fabricant pour une période de 12 mois, à partir de la date de mise en service des appareils, ou jusqu'à ce que le module de commande électronique du moteur atteigne 1 000 heures, selon la première éventualité. Le coût d'acquisition comprend deux volets de formation, soit un portant sur les méthodes d'opération et l'autre sur la maintenance des appareils.

Les tracteurs à chenilles souples servent principalement à l'entretien des trottoirs, en période hivernale, dans le cadre des activités de déblaiement/de chargement de la neige et

les opérations d'épandage d'abrasifs ou de fondants.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, un (1) seul preneur a remis une soumission (50 %).
Un (1) preneur du cahier des charges n'a pas présenté d'offres à la Ville, car il n'était pas en mesure de fournir le produit demandé dans le délai proposé, à cause de l'insécurité du marché. Dans le contexte de la pandémie, la disponibilité de plusieurs composantes, ainsi que leurs coûts élevés, ont un impact direct sur le délai de fabrication ainsi qu'un impact sur les prix de vente lors d'acquisition des véhicules.

En référence à l'article 573.3.3 de la L.C.V., "dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité", le service de l'approvisionnement n'a pas négocié le prix soumis avec Équipements Plannord Ltée car, le montant de la soumission est inférieur à l'estimation établie par le requérant.

Lot 1 : Acquisition de 5 tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Équipements Plannord Ltée	945 640,63 $	94 564,006 $	1 040 204,69 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 057 770,00 $	105 777,00 $	1 163 547,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-112 129,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-10,6 %

Lot 2 : Acquisition de 5 tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Équipements Plannord Ltée	945 640,63 $	94 564,006 $	1 040 204,69 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 057 770,00 $	105 777,00 $	1 163 547,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-112 129,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-10,6 %

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont fait une analyse de marché, auprès

de fournisseurs de tracteurs à chenilles souples semblables aux tracteurs décris au devis technique 513A22A11. Le résultat de cette analyse a permis d'estimer l'achat de 10 tracteurs à chenilles souples à 2 115 540 $, taxes incluses.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement lors de la conformité administrative le 11 avril 2022.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total estimé du contrat est de 2 080 409,38 $, taxes incluses. Des frais de contingent correspondant respectivement à 10% de la valeur de soumission pour un total de 189 128,12 taxes incluses, sont demandés pour compenser à d'éventuels besoins d'adaptation des accessoires et des équipements supplémentaires sur les chenillettes.
Les sommes nécessaires au présent dossier sont prévues au PDI du Service du matériel roulant et des ateliers dans le Programme 68102 - programme de remplacement de véhicules - Ville et seront financées par le règlement d'emprunt 21-026 Remplacement véhicules, équipements & produits écoresponsables (CM21 0793) .

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue ni à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité du Plan stratégique Montréal 2030 ni à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.
Les chenillettes de trottoirs, à propulsion 100 % électrique, ne sont pas un produit offert sur le marché actuellement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure ce contrat alourdirait le processus d’approvisionnement des tracteurs à chenilles souples en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume.
Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d’entretien, de réparation ainsi que les délais d’immobilisation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les fluctuations du marché, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication pour ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 4 mai 2 022
Conseil municipal: 16 mai 2 022
Conseil d'agglomération: 19 mai 2 022
Émission du bon de commande et rencontre de démarrage: juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Antonio José BADEL LAFONT
Agent de recherche

Tél : 000-000-0000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Lina EL KESSERWANI
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

Tél : 438-823-4894
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2022-04-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1229446006*
Unité administrative responsable : *33- Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Accorder un (1) contrat à "Les Équipements Plannord Ltée.", pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon devis technique 513A22A11, 5 pour le lot 1 et 5 pour le lot 2 - Dépense totale de 2 080 409,38 $, taxes incluses (contrat : 1 891 281,26 $ + contingences : 189 128,12 $) - Appel d'offres public (22-19231) - (1 soumissionnaire)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« aucune contribution »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« aucune contribution »*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1229446006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme Équipements Plannord Ltée, pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon le devis technique 513A22A11, soit 5 pour le lot 1 et 5 pour le lot 2 - Dépense totale de 2 080 409,38 $, taxes incluses (contrat : 1 891 281,26 $ + contingences : 189 128,12 $) - Appel d'offres public (22-19231) - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19231_Intervention.pdf22-19231_Tableau de vérification.pdf

22-19231_DetCah _ SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Michael SAOUMAA
Chef de section
Tél : 514-217-3536
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19231

No du GDD : 1229446006

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 3 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 7 - 4 - 2022

Ouverture faite le : 7 - 4 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 30 - 3 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 8 - 2022

Date d'échéance révisée : 5 - 8 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Ref addenda no 2:
1.12 Adjudication - 1.12.01 Règle Sous réserve des dispositions de la clause 1.12.04 des présentes, **le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat en fonction du plus bas prix par lot(s).**

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ÉQUIPEMENTS PLANNORD LTÉE	945,640.63 $	√	1

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ÉQUIPEMENTS PLANNORD LTÉE	945,640.63 $	√	2

Information additionnelle

Tel que modifié par addenda, la règle d'adjudication de l'appel d'offres, a été modifié à la suite d'une demande de l' autre preneur du cahier des charges. Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat en fonction du plus bas prix par lots.

La soumission de la firme ÉQUIPEMENTS PLANNORD LTÉE est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 11 avril 2022.

En référence à Art 573.3.3 de la L.C.V. permettant à une municipalité à la suite d'une demande de soumission reçue une seule soumission conforme de s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission. Il n'y a pas eu de négociation car l'écart entre le montant de la soumission est inférieur à l'estimation établie par le requérant.

Bien que nous ayons acquiescé à une modification du délai de livraison, la firme semble craintive quant à l'interprétation de certaines clauses de l'appel d'offres. Elle n'a pas déposé d'offres.

Préparé par : Marc-André Deshaies Le 20 - 4 - 2022

Numéro de l'appel d'offres : 22-19231
Titre : Acquisition de tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs
Date de publication sur le SÉAO : 7 mars 2022
Date d'ouverture des soumissions : 7 avril 2022
Addenda : 2 dernier émit le: 30 mars 2022

			EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	
		Numéro de fournisseur VDM	115862	
		Numéro NEQ	1143540954	
ITEM	**Description**	**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	Acquisition de tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs, selon les caractéristiques décrites au Devis No 513A22A11 Livraison: au plus tard le 31 octobre 202 Date de livraison prévue: 31 octobre 2022	5	164 495,00 $	822 475,00 $
		Total avant taxes		822 475,00 $
		TPS 5 %		41 123,75 $
		TVQ 9,9975 %		82 041,88 $
		Montant total		945 640,63 $
2	Acquisition de tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs, selon les caractéristiques décrites au Devis No 513A22A11 Livraison: au plus tard le 31 octobre 202 Date de livraison prévue: 31 octobre 2022	5	164 495,00 $	822 475,00 $
		Total avant taxes		822 475,00 $
		TPS 5 %		41 123,75 $
		TVQ 9,9975 %		82 041,88 $
		Montant total		945 640,63 $
		Signature	Oui	
		Signiataire	Maxime Jutras	
		Achat du cahier des charges sur le SÉAO	Oui	
		Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui	
		Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui	
		Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui	
		Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui	
		Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui	
		Autres conditions de conformité ou documents requis		
		La liste des sous-contractants	Oui - Aucun	
		Le devis technique dûment complété	Oui	
		Les renseignements complémentaires dûment complétés	Oui	

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 11 avril 2022**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19231
Numéro de référence : 1579229
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Acquisition de tracteurs à chenilles souples, avec chasse-neige à poussoir et épandeurs à abrasifs

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ÉQUIPEMENTS PLANNORD LTÉE 70, rue d'Anvers Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1S4 http://www.plannord.com NEQ : 1143540954	Madame Claudia Mercier Téléphone : 418 878-4007 Télécopieur : 418 878-5550	**Commande : (2011347)** 2022-03-08 7 h 50 **Transmission :** 2022-03-08 7 h 50	3701152 - Addenda no 1 (modification) (devis) 2022-03-25 16 h 07 - Courriel 3701153 - Addenda no 1 (modification) (bordereau) 2022-03-25 16 h 07 - Téléchargement 3703582 - Addenda no 2 (modification) 2022-03-30 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TENCO INC. 1318, rue Principale Saint-Valérien, QC, J0H 2B0 https://tenco.ca NEQ : 1167707596	Madame Sandra Gevry Téléphone : 450 549-2411 Télécopieur : 450 549-2415	**Commande : (2010923)** 2022-03-07 12 h 27 **Transmission :** 2022-03-07 12 h 27	3701152 - Addenda no 1 (modification) (devis) 2022-03-25 16 h 07 - Courriel 3701153 - Addenda no 1 (modification) (bordereau) 2022-03-25 16 h 07 - Téléchargement 3703582 - Addenda no 2 (modification) 2022-03-30 14 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229446006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder deux (2) contrats à la firme Équipements Plannord Ltée, pour l'acquisition de 10 tracteurs à chenilles souples avec chasse-neige et épandeur, selon le devis technique 513A22A11, soit 5 pour le lot 1 et 5 pour le lot 2 - Dépense totale de 2 080 409,38 $, taxes incluses (contrat : 1 891 281,26 $ + contingences : 189 128,12 $) - Appel d'offres public (22-19231) - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229446006 - 10 tracteurs à chenilles souples.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227055001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Axe Construction inc., pour l'exécution des travaux de restauration extérieure (toiture et boiseries) - Maison Mary Dorothy Molson (#3757), située au 9095, boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 242 993,26 $, taxes incluses (contrat: 2 594 394,61 $ + contingences: 389 159,19 $ + incidences: 259 439,46 $) - Appel d'offres public (IMM-15732-1) - (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à la compagnie Axe construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de restauration extérieure (toiture et boiseries) pour la Maison Mary Dorothy Molson (#3757), située au 9095, boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 2 594 394,61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (# IMM-15732-1);
2. d'autoriser une dépense de 389 159,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 259 439,46 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à l'évaluation du rendement de la compagnie Axe Construction inc.
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 18:08

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227055001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Axe Construction inc., pour l'exécution des travaux de restauration extérieure (toiture et boiseries) - Maison Mary Dorothy Molson (#3757), située au 9095, boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 242 993,26 $, taxes incluses (contrat: 2 594 394,61 $ + contingences: 389 159,19 $ + incidences: 259 439,46 $) - Appel d'offres public (IMM-15732-1) - (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La maison Mary Dorothy Molson, de style néo-géorgien, a été conçue selon les plans de l'architecte montréalais Alexander T.G. Durnford. Le corps principal du bâtiment a été construit en 1930; en 1937, la résidence a été agrandie pour l'ajout d'une aile secondaire et d'un garage selon les plans de ce même architecte. Cette maison illustre bien le commun dénominateur des résidences de la haute bourgeoisie anglophone du début du 20e siècle, soit d'être vaste et somptueuse.
En raison de ses valeurs documentaires, contextuelles, symboliques et architecturales, cette résidence a été citée à titre de monument historique par la Ville de Montréal en 2009 (Règlement 09-011) en lien avec la Loi sur les biens culturels (LBC). L'appellation de monument historique a été remplacée par celle d'immeuble patrimonial cité depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur le patrimoine culturel remplaçant la LBC en 2012. Le projet est admissible à une subvention à la restauration FPCQ- Bâtiments municipaux (2018-2021) pour les travaux de restauration admissibles et des frais honoraires professionnels applicables jusqu'à un maximum de 1 million dollars. La demande de subvention est en cours avec le soutien du Service de l'urbanisme et de la mobilité - Direction de l'urbanisme - Division du patrimoine. La Division du Patrimoine offrira un soutien pour l'ensemble du projet.

Les travaux dans le cadre de la restauration extérieure (toiture et boiseries) visent à assurer la pérennité du bâtiment existant, dans le respect des exigences de la Politique du patrimoine de la Ville et dans un esprit de développement durable.

L'appel d'offres public du projet de construction a été annoncé dans le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres d'une durée de quarante-deux (42) jours a été lancé le 5 janvier 2022 et les offres ont été ouvertes le 15 février 2022. Quatre (4) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Le délai

de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours. Le contrat doit être octroyé le 19 mai 2022. La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2022-01-21	Augmentation du nombre de jours de chantier.	oui
2	2022-01-27	Réponses aux questions d'un soumissionnaire concernant: l'alimentation en eau; l'alimentation en électricité; une clause du cahier des instructions aux soumissionnaires.	non
3	2022-02-02	Réponses à une question d'un soumissionnaire concernant : un article du devis technique d'hygiène industrielle.	oui
4	2022-02-03	Report de date de dépôt des soumissions ; réponse à une question d'un soumissionnaire concernant : un formulaire de la section VI de l'annexe du cahier des charges.	non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0338 du 9 mars 2022 - Modifier la source de financement du contrat de services professionnels accordé à Affleck de la Riva pour qu'une dépense de 108 866,43 $, taxes incluses, soit assumée par l'agglomération et non par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. La dépense totale de ce contrat de 407 133,95 $, taxes incluses, sera ainsi assumée par l'agglomération;
CG21 0548 du 30 septembre 2021 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Affleck de la Riva pour l'élaboration de documents d'exécution de travaux visant la restauration d'ouvrages de maçonnerie d'intérêt patrimonial (maison Mary-Dorothy-Molson / parc Gouin-Le Mesurier) - Dépense totale de 407 133,95 $, taxes incluses (contrat de 370 121,77 $ et contingences de 37 012,18 $) - Appel d'offres public numéro 21-18781 (un soumissionnaire conforme).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la compagnie Axe Construction Inc., pour la restauration extérieure pour la Maison Mary Dorothy Molson.
Les travaux de restauration comprennent, sans s'y restreindre, les éléments suivants :

1. Restauration complète de la couverture d'ardoise de l'aile 1930;
2. Restauration de l'ensemble des solivages et sections de toiture en cuivre;
3. Remplacement partiel d'ardoises de la couverture de l'aile de 1937;
4. Réfection de deux toitures plates en bitume élastomère soudé (jonction et balcon en hémicycle);
5. Restauration des portes et fenêtres extérieures;
6. Restauration de certaines menuiseries extérieures;
7. Restauration du balcon de la chambre des maîtres;
8. Restauration et reproduction de grilles décoratives en fer forgé;
9. Restauration du garde-corps de fer forgé du balcon en hémicycle;
10. Décontamination fongique complète, sécurisation de l'amiante et de la peinture contaminée au plomb.

Un montant total pour les contingences de 389 159,19 $ taxes incluses a été considéré, ce qui représente 15 %.

Un montant total pour les incidences de 259 439,46 $ taxes incluses a été considéré, ce qui représente 10 %, pour les services de laboratoires; contrôle qualitatif des matériaux, contrôleur de chantier et autres incidences, afin de mener à bien le projet.

JUSTIFICATION

Il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges. Quatre (4) preneurs ont déposé une soumission, soit 67 %. À noter que l'Association de la construction du Québec prend systématiquement le cahier des charges, sans déposer de soumission.
L'entrepreneur n'ayant pas soumis de soumission a émis un prix comme sous-traitant de toiture à deux autres soumissionnaires.

L'analyse de conformité des soumissions révèle que les quatre (4) soumissionnaires sont jugés conformes.

Le résultat de l'appel d'offres est résumé dans le tableau suivant :

Firmes soumissionnaires	**Prix soumissionnés (Taxes incluses) $**	**Autres Contingences (Taxes incluses) $**	**Total (Taxes incluses) $**
Axe Construction inc	2 594 394,61	389 159,19	2 983 553,80
Groupe ERM inc.	2 823 786,00	423 567,90	3 247 353,90
Les Couvertures Saint-Léonard Inc.	2 921 399,78	438 209,97	3 359 609,75
Toitures Trois Étoiles Inc.	3 223 784,03	483 567,60	3 707 351,63
Dernière estimation réalisée par les professionnels ($)	**2 420 417,00**	**363 062,55**	**2 783 479,55**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation des professionnels)			173 977,61
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			7,19%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			229 391,39
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse / la plus basse x 100)			8,84%

La dernière estimation réalisée par les professionnels datée du 17 décembre 2021 est au montant de 2 420 417,00 $, taxes incluses.

En considérant les montants avec taxes, les professionnels constatent un écart de 173 977,61 $ entre la plus basse soumission et leur propre estimation (2 420 417,00 $), soit un écart de 7,19 % à la hausse.

L’analyse des professionnels démontre que l'écart entre l'estimation de contrôle et le plus bas soumissionnaire semble principalement attribuable à la période de gel/dégel sur les routes, ce qui présume des cargaisons plus légères et plus nombreuses pour transporter l'ardoise et tous les métaux lourds. Les fluctuations du prix de l'essence et des transports, conséquemment, pourraient avoir incité l'entrepreneur à prévoir une réserve en même son

prix de sorte à éviter une perte possible. Cela dit, l'écart global de 7,19 % au-dessus de l'estimation de contrôle reste considérablement acceptable.

La compagnie Axe construction Inc. n'est pas sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni sur le registre des firmes sanctionnées en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville. Axe Construction inc. n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et n'est pas inscrit sur la Liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera réalisée tout au long du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :
Le coût total maximal de ce contrat est de 2 961 285,10 $ (net de ristourne) et sera assumé à 100 % par l'agglomération. La dépense de 2 961 285,10 $ est subventionnée par le MCC au montant de 500 000 $, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 2 461 285,10 $.

Un budget de 1 961 285,10 $ net des ristournes est prévu et disponible au projet 42211 du PDI 2022-2031 du SGPI (RCG 21-031 Travaux de protection d'immeubles).

Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) :

Ce projet est admissible à une contribution financière pour les travaux de restauration en raison de ses valeurs patrimoniales ainsi que pour l'effort de restauration des composantes architecturales.

La Division du patrimoine de la Direction de l'urbanisme du SUM a été appelée à participer à l'ensemble du processus, a avisé l'Arrondissement des attentes et critères d'admissibilité à l'aide financière et a validé les interventions et les montants admissibles. La Division du patrimoine participera également au suivi des travaux de restauration.

De façon générale, le Fonds pour la restauration pour les immeubles municipaux patrimoniaux dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel québécois accorde une subvention équivalant aux deux tiers (2/3) des coûts de travaux de restauration admissibles. Ces travaux ont été validés et autorisés par les professionnels de la Division du patrimoine du SUM et les montants de la contribution financière ont été calculés selon les coûts des travaux de la soumission présentée.

La contribution financière est calculée sur la base de la soumission de Axe Construction Inc. ouverte le 15 février 2022. Le coût des travaux de restauration admissibles est de 1 000 000 $, net des ristournes. Ce montant a été autorisé en vertu de la recommandation de crédit du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC) no. 14-01.03.06.01-0417 (voir la recommandation de crédit en pièce jointe).

Un montant maximal de 1 000 000 $, net des ristournes, sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 14-027 « Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer des travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui sont reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, dans le cadre de l'Entente sur le fonds du patrimoine culturel québécois ».

La part qui sera remboursée par le MCC pour ce projet est de 500 000,00$ (50% de la

contribution). Le montant net à la charge de la Ville est donc de 500 000,00$ (50% de la contribution).

Le budget sera réparti comme suit pour chacune des années:

Projet	2022	2023	Total
SGPI	1 665 285,10 $	296 000,00 $	1 961 285,10 $
SUM (incluant la subvention)	1 000 000,00 $	0 $	1 000 000,00 $
Total	2 665 285,10 $	296 000,00 $	**2 961 285,10 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en matière d'inclusion, d' équité et d'accessibilité universelle parce que car seulement l'étanchéité de l'enveloppe du bâtiment est visée par ce projet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou l'annulation de ce contrat aurait un impact majeur sur la réalisation du projet de restauration extérieure toiture et boiseries - Maison Mary-Dorothy-Molson. Cet actif d'une grande valeur historique et patrimoniale se dégrade très rapidement. Des coûts exponentiels de réparations seraient inévitable si les dégradations se poursuivent.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Une stratégie de communication est cependant prévue en amont et durant les travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 04 mai 2022

Conseil municipal : 16 mai 2022

Conseil d'agglomération : 19 mai 2022

Début des travaux : juin 2022

Fin des travaux : mars 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cynthia MARLEAU, Service des finances

Lecture :

Mathieu PAYETTE-HAMELIN, 20 avril 2022
Cynthia MARLEAU, 15 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire DESROSIERS
Conceptrice des aménagements

Tél : 514-514-5420
Télécop. : 514-872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-17

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-8702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227055001
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division programmes de projets
Projet : Travaux de restauration extérieure Toiture et boiseries- Maison Mary-Dorothy -Molson

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? -Transition écologique			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** -Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ANALYSE DES SOUMISSIONS

L'estimation des travaux d'architecture est de 2 420 417,03$, incluant les taxes, 20% de contingences de construction et 10% de contingences COVID. Les quatre soumissions suivantes ont été reçues :

	Les Couvertures Saint-Léonard Inc	**Groupe ERM Inc**	**AXE Construction Inc**	**Toiture Trois Étoiles Inc**
Montant de la soumission (avant taxes)	2 540 900,00$	2 456 000,00$	2 256 485,85$	2 803 900,00$
Montant (avec taxes)	**2 921 399,78$**	**2 823 786,00$**	**2 594 394,61$**	**3 223 784,03$**
Garantie de soumission (Cautionnement de 10% de la soumission et valide 90 jours)	Conforme (120 jours)	Conforme* (manque page dans le scan)	Conforme (120 jours)	Conforme (120 jours)
Formulaire de soumission :	Conforme	Conforme	Conforme	Conforme
▪ Complète et signée	OUI	OUI	OUI	OUI
▪ Preuve de compétence	OUI	OUI	OUI	**NON**
▪ Attestation de visite	**NON**	OUI	OUI	OUI
RBQ	OUI	OUI	OUI	OUI

De manière générale, nous notons :

- une différence d'environ 630 000,00$ entre le plus bas et le plus haut soumissionnaire. Cette variation est essentiellement associée aux travaux de décontamination, pour lesquelles le plus haut soumissionnaire a un prix quatre fois plus élevé que la moyenne des autres prix reçus;
- que le plus bas soumissionnaires, AXE Construction Inc. est 7% plus élevé que l'estimation, alors que Les Couvertures St-Léonard Inc, le Groupe ERM Inc et Toiture trois Étoiles Inc sont respectivement 21%, 17% et 33% plus élevés.

Parmi les items ventilés, les disparités les plus significatives sont, pour l'ensemble des soumissionnaires :

- Un prix **supérieur** pour les charges générales :
  l'item « administration et profit » est généralement un pourcentage du coût des travaux, le prix plus élevé pour ce chapitre découle donc du prix plus élevé de l'ensemble des travaux;
- Un prix **moindre** pour les exigences générales :
  la différence à la baisse du prix des soumissionnaires compense partiellement la différence à la hausse notée au chapitre précédent, certains coûts peuvent avoir été répartis différemment entre l'estimation et les soumissions reçues;
- Un prix **supérieur** pour les conditions existantes :
  les coûts de démolition semblent avoir été sous-estimés par les professionnels, l'ensemble des soumissionnaires ayant des prix plus élevés;
- Un prix **supérieur** à la division isolation thermique et étanchéité :
  des prix plus élevés pour la réfection des toitures d'ardoise et les éléments de solinage suggèrent que ce type d'ouvrage est particulièrement affecté par la hausse des prix actuelle.

ANALYSE DE LA SOUMISSION DE **AXE CONSTRUCTION INC.**, PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE :

1. L'écart entre la soumission et l'estimation des professionnels est de **7%**, ce qui s'avère satisfaisant dans les circonstances particulières actuelles de l'industrie de la construction.

2. Le plus grand écart se trouve dans l'estimation de la division **Isolation thermique et étanchéité**. L'entrepreneur prévoit un montant de 668 261,98$, tandis que l'architecte a estimé cet item au coût de 224 200,00$. La nouvelle couverture d'ardoise, la réfection du toit plat et l'ensemble des items en cuivre (toiture, solins, chapeaux de cheminées, etc.) ont un coût particulièrement plus élevé que celui estimé.

   Un prix nettement supérieur de l'ensemble des soumissionnaires suggère que ce type d'ouvrage est particulièrement affecté par la hausse des prix actuelle.

3. Un autre écart significatif se trouve dans l'estimation des travaux de **démolition**. Bien que la variation entre l'estimation et la soumission ne soit que de 44 530,00$, le prix reçu représente 202% de plus que le prix estimé. Cette différence est principalement attribuable à l'enlèvement de la couverture d'ardoise sur l'aile de 1930.

   Il y aurait lieu de valider auprès de l'entrepreneur sa compréhension du mode de démolition, ne nécéssitant pas la récupération des ardoises. L'ensemble des soumissions reçues présente un coût supérieur à l'estimation pour cet item.

4. Un autre écart notable se trouve dans l'estimation des travaux de **restauration des portes et fenêtres**. Le prix de l'entrepreneur est environ 70 000,00$ au-dessus du prix estimé. Par contre, son prix moindre d'environ 50 000,00$ pour la **finition** des portes et fenêtres suggère que certains coûts peuvent avoir été répartis différemment entre l'estimation et la soumission.

5. La soumission de l'entrepreneur présente aussi un prix moindre d'environ 30 000,00$ par rapport à l'estimation pour les **ouvrages en bois et en plastique.** La variation est principalement attribuable aux menuiseries de gros-œuvre, qui semblent avoir été surestimées par l'architecte.

7. Un écart proportionnellement important se trouve aussi au chapitre **Ouvrages métalliques**. Bien qu'il ne soit que d'environ 6 900,00$, il représente 91% de plus que le prix estimé.

   Bien que l'ensemble des soumissionnaires ait un prix plus élevé que l'estimation, il serait préférable de valider auprès de l'entrepreneur sa compréhension de la portée des travaux pour les ouvrages métalliques.

À la lumière de l'analyse des soumissions déposées, et malgré la variation considérable de prix pour plusieurs items du bordereau, nous vous recommandons de retenir la soumission de l'entreprise **AXE Construction Inc.** pour la restauration de la toiture et des boiseries extérieures de la Maison-Mary-Dorothy-Molson au montant de 2 594 394,61 $ (incluant les taxes), en prévoyant 20% de contingences en supplément.

Advenant l'octroi du contrat à cet entrepreneur, une rencontre est à prévoir prochainement, afin de s'assurer de sa compréhension de la portée des travaux.

LUCELAFONTAINE ARCHITECTES

Luce Lafontaine, architecte principale

TABLEAU DES COÛTS

Projet	*Refection de la maconnerie et de la toiture*
Nom d'ouvrage	*Maison Mary-Dorothy-Molson*
No. d'ouvrage	*3757*
No. de contrat :	*15732-1*
No. du projet :	*IM-PR-19-0058*
No. du GDD :	*1227055001*
Date :	*20-avr-22*
Étape:	*Octroi de contrat*

				Budget $	TPS 5,0% $	TVQ 9,975% $	TOTAL $
	Travaux de rénovation			2 256 485,85	112 824,29	225 084,46	2 594 394,61
	Contingences construction		15%	338 472,88	16 923,64	33 762,67	389 159,19
	Total - Contrat			2 594 958,73	129 747,94	258 847,13	2 983 553,80
Incidences	**Total - Incidences**		10%	225 648,59	11 282,43	22 508,45	259 439,46
Ristournes	**Coût travaux (montant à autoriser)**			**2 820 607,31**	**141 030,37**	**281 355,58**	**3 242 993,26**
	TPS	100%			-141 030,37		-141 030,37
	TVQ	50%				-140 677,79	-140 677,79
	Coût après ristourne (montant à emprunter)						**2 961 285,10**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.

Rythme prévu des déboursés : 90% des travaux seront réalisés en 2022 et 10% en 2023.

Fiche de suivi d'un projet

Nom du sous-projet	Restauration Maison Mary-Dorothy-Molson
Recommandations de crédit	14-01.03.06.01-0417

14-01.03.06.01-0417

Entente	Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015
Année	2014 (Période du 1er Avril 2014 au 31 Mars 2015)
Axe	01 MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE
Sous-axe	01-03 Agglomération de Montréal
Programme/Mesure	01-03-06 Fonds du patrimoine
Projet	01-03-06-01 Biens patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et aux villes liées
Numéro de recommandation de crédit	14-01.03.06.01-0417

	GDD
Aucun numéro GDD	

Date	**Commentaires**	**Auteur du commentaire**
2021-08-24	La fiche projet a été approuvée	Jennifer Ouellet
2022-03-14	Suite à l'approbation du projet, un nouvel appel d'offre a été mené car la soumission de Toiture 3 étoiles n'était pas conforme. Un nouveau soumissionnaire a donc été sélectionné. L'essence du projet demeure le même ainsi que le montant de la subvention. Deux nouveaux documents ont été joints : la nouvelle soumission de Axe Construction Inc. et le calcul révisé de la subvention.	Marie-Claude Lemelin

Statut de la fiche projet	Actif

Professionnels	
Professionnel (Ville de Montréal)	Jennifer Ouellet <jennifer.ouellet@montreal.ca>
Professionnel (Ministère de la culture et des communications)	Annie Thériault <annie.theriault@mcc.gouv.qc.ca>

Gestionnaire	
Gestionnaire (Ville de Montréal)	Mathieu Payette-Hamelin (Ville) <mathieu.payette-hamelin@montreal.ca>

Conseiller budgétaire

Conseiller budgétaire (Ville de Montréal)	Finances - Pôle de service Chaussegros <finances_obc_mise_en_valeur_du_territoire@ville.montreal.qc.ca>

Fichiers nécessaires à l'approbation		
Nom du fichier	**Taille**	**Date**
add1_devis.pdf	635.08 ko	2021-08-09 13:08
add2_devis.pdf	2.8 mo	2021-08-09 13:08
add3_devis.pdf	1.28 mo	2021-08-09 13:08
add4_devis.pdf	1.2 mo	2021-08-09 13:08
add5_devis.pdf	560.58 ko	2021-08-09 13:08
plan_arch_exist.pdf	52.5 mo	2021-08-09 13:08
add06_devis.pdf	35.39 mo	2021-08-09 13:08
3757-15732-ARCHITECTURE.pdf	2.29 mo	2021-08-09 13:08
3757-15732-CahierChargesREV_210325.pdf	13.71 mo	2021-08-09 13:08
soum_Toitures Trois Étoiles_bord.pdf	15.7 mo	2021-08-20 13:08
Calcul final subvention Maison Mary-Dorothy-Molson.xlsx	126.39 ko	2021-08-20 13:08

Fichiers de suivi de projet		
Nom du fichier	**Taille**	**Date**
soum_Axe contruction.pdf	4.11 mo	2022-03-14 15:03
10 mars 2022 Calcul final subvention Maison Mary-Dorothy-Molson.pdf	167.15 ko	2022-03-14 15:03

Avis du ministère	
Lu Annie Thériault 2021-08-10	Annie Thériault

Il est à noter que les chiffres présentés n'ont pas fait l'objet d'une vérification complète. Les chiffres officiels sont ceux présentés dans les états financiers déposés par la Ville de Montréal.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15732-1
Numéro de référence : 1552891
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Restauration extérieure toiture et boiseries – Maison Mary-Dorothy-Molson,

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1980178)** 2022-01-05 21 h 22 **Transmission :** 2022-01-05 21 h 22	3652383 - Addenda 1 2022-01-21 15 h 50 - Courriel 3655912 - Addenda 2 2022-01-27 16 h 01 - Courriel 3660323 - Addenda 3 2022-02-03 7 h 47 - Courriel 3660728 - Addenda 4 - Report de date 2022-02-03 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXE CONSTRUCTION INC. 1071, rue Principal Sainte-Julie, QC, J3E 0c1 http://axe-construction.ca NEQ : 1164410525	Monsieur Patrice Paré Téléphone : 450 733-0631 Télécopieur : 450 733-0632	**Commande : (1982473)** 2022-01-12 10 h 57 **Transmission :** 2022-01-12 11 h 25	3652383 - Addenda 1 2022-01-21 15 h 50 - Courriel 3655912 - Addenda 2 2022-01-27 16 h 01 - Courriel 3660323 - Addenda 3 2022-02-03 7 h 47 - Courriel 3660728 - Addenda 4 - Report de date 2022-02-03 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
COUVREUR VERDUN INC. 12168 rue April Montréal, QC, H1B 5N5 http://www.cverdun.com NEQ : 1142143255	Monsieur Daniel Poulin Téléphone : 514 640-8787 Télécopieur : 514 645-3456	**Commande : (1981524)** 2022-01-10 16 h 11 **Transmission :** 2022-01-10 16 h 11	3652383 - Addenda 1 2022-01-21 15 h 50 - Courriel 3655912 - Addenda 2 2022-01-27 16 h 01 - Courriel 3660323 - Addenda 3 2022-02-03 7 h 47 - Courriel 3660728 - Addenda 4 - Report de date 2022-02-03 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE ERM INC. 3001-A boul. Industriel Chambly, QC, J3L4W3 http://www.ermaconnerie.com NEQ : 1168717768	Madame estimation@ermaconnerie.com Estimation Groupe ERM inc. Téléphone : 450 403-2803 Télécopieur :	**Commande : (1981374)** 2022-01-10 13 h 50 **Transmission :** 2022-01-10 13 h 50	3652383 - Addenda 1 2022-01-21 15 h 50 - Courriel 3655912 - Addenda 2 2022-01-27 16 h 01 - Courriel 3660323 - Addenda 3 2022-02-03 7 h 47 - Courriel 3660728 - Addenda 4 - Report de date 2022-02-03 12 h 28 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES COUVERTURES ST-LÉONARD INC. 11,365 - 55ième Avenue Montréal, QC, H1E 2R2 NEQ : 1164967250	Monsieur Marc Caissie Téléphone : 514 648-1118 Télécopieur : 514 648-3171	**Commande : (1981083)** 2022-01-10 9 h 01 **Transmission :** 2022-01-10 9 h 01	3652383 - Addenda 1 2022-01-21 15 h 50 - Courriel 3655912 - Addenda 2 2022-01-27 16 h 02 - Courriel 3660323 - Addenda 3 2022-02-03 7 h 47 - Courriel 3660728 - Addenda 4 - Report de date 2022-02-03 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TOITURES TROIS ÉTOILES INC. 7550 rue Saint-Patrick Montréal, QC, H8N 1V1 http://www.toiturestroisetoiles.com NEQ : 1142111666	Madame Sylvie Duguay Téléphone : 514 365-6600 Télécopieur :	**Commande : (1980767)** 2022-01-07 11 h 29 **Transmission :** 2022-01-07 11 h 39	3652383 - Addenda 1 2022-01-21 15 h 50 - Courriel 3655912 - Addenda 2 2022-01-27 16 h 01 - Courriel 3660323 - Addenda 3 2022-02-03 7 h 47 - Courriel 3660728 - Addenda 4 - Report de date 2022-02-03 12 h 28 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227055001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Axe Construction inc., pour l'exécution des travaux de restauration extérieure (toiture et boiseries) - Maison Mary Dorothy Molson (#3757), située au 9095, boulevard Gouin Ouest, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 3 242 993,26 $, taxes incluses (contrat: 2 594 394,61 $ + contingences: 389 159,19 $ + incidences: 259 439,46 $) - Appel d'offres public (IMM-15732-1) - (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1227055001_SUM.xlsx GDD 1227055001 - Travaux Maison Mary Dorothy Molson_VF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

Co-Auteur:
Hui Li
Préposée au budget

Cédric Ago
Conseiller budgétaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228141001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Parfait Électrique Inc FASRS Proconstruction pour des travaux de décontamination et de démolition sélective dans le futur site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 645 492,64 $, taxes incluses (contrat : 537 910,54 $ + contingences: 107 582,10 $) – Appel d'offres public n°IMM-15818 (5 soumissions)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Parfait Électrique inc Fasrs Proconstruction, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la démolition et la décontamination pour le futur centre d'appels transitoire principal du 9-1-1., aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 537 910,54 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15818 ;
2. d'autoriser une dépense de 107 582,10 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences.
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 18:13

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228141001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Parfait Électrique Inc FASRS Proconstruction pour des travaux de décontamination et de démolition sélective dans le futur site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 645 492,64 $, taxes incluses (contrat : 537 910,54 $ + contingences: 107 582,10 $) – Appel d'offres public n°IMM-15818 (5 soumissions)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'évolution rapide de la technologie et des modes de communication, modifiant l'attente des citoyens, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a émis la politique réglementaire #2017-182, afin que tous les centres d'appels 9-1-1 passent d'une technologie analogique à une technologie numérique. Aussi les centres d'appels 9-1-1 doivent mettre à niveau l'ensemble de leurs systèmes et équipements pour permettre l'implantation de la nouvelle technologie du 9-1-1 Prochaine Génération (911PG). La date butoir pour mettre en service la nouvelle technologie est le 4 mars 2025. Par ailleurs, les centres d'appels 9-1-1 de Montréal ne sont, actuellement, pas conformes au *Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence c. S-2.3, r2 (Loi sur la sécurité civile RLRQ* et ne peuvent donc pas obtenir une certification du Ministère de la Sécurité publique (MSP).

Aussi les bâtiments accueillant les centres d'urgence 9-1-1 doivent être de protection civile et les centres d'urgence principaux et de relèves doivent être fonctionnels en tout temps, afin d'assurer une robustesse et une continuité de services aux citoyens.

Les bâtiments actuels ne répondent ni aux critères technologiques du 911PG, ni aux exigences de la certification des centres d'urgence 9-1-1 du MSP. Par conséquent, deux nouveaux bâtiments seront construits pour accueillir les nouveaux centres d'appels 9-1-1.

Le présent dossier décisionnel concerne le site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1.

Préalablement à la réalisation des travaux d'aménagement des centres d'appels 9-1-1 transitoires, il est nécessaire de procéder à des travaux de décontamination et démolition de la section concernée du bâtiment qui abritera le futur centre d'appels transitoire principal du

9-1-1.

La firme professionnelle Archipel architecture a été mandatée pour la conception et la surveillance de ces travaux en décembre 2021 (entente-cadre #15416).

L'appel d'offres public #IMM-15818 a été publié le 22 février 2022 sur le site SÉAO ainsi que dans le Devoir sous le titre : ''Travaux de démolition et de décontamination".
Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 15 mars 2022. La période d'appel d'offres a duré 22 jours calendrier. Deux (2) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres (voir le tableau ci-dessous).

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2022-03-01	Demandes des soumissionnaires d'ajouter des dates de visites supplémentaires et par conséquent de repousser la date limite de prise de rendez-vous au 9 mars 2022.	Non
2	2022-03-07	Ajouts des professionnels à la portée des travaux : Grenaillage de la dalle du plancher du rez-de-chaussée de l'escalier à l'entrée et Peinture des colonnes, des abaques et du mur extérieur le long de l'axe A.2.	Non

Les soumissions ont une validité de 120 jours.

Le projet est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du CCPE le 14 février 2022 de procéder à la phase Démarrage. Chacun des sous-projets est à des phases différentes d'avancement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0404 - 19 septembre 2019 - Conclure une entente-cadre avec Archipel architecture, d'une durée de 48 mois, avec possibilité d'une prolongation de 12 mois, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant les chantiers pour divers projets dans la Division de la Sécurité publique et d'Espace pour la vie (lot 3 - Projets du Service des incendies) de la Direction de la gestion des projets immobiliers - Dépense totale de 5 441 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public #19-17253 (3 soumissions)

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'accorder à l'entreprise Parfait Électrique inc. FASRS Proconstruction, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour des travaux de décontamination et de démolition sélective au futur centre d'appels transitoire principal du 9-1-1.

Ces travaux se détaillent comme suit :
- démolition ou enlèvement, en condition d'amiante, de plomb et de moisissures; de cloisons, de plafonds et de retombées de gypse, de mobiliers fixes, revêtements de plancher et d'isolants mécaniques;
- démolition de certaines sections de tuyauterie, de la majorité de la ventilation et des équipements électriques, incluant les systèmes d'éclairage;.

Les travaux de décontamination consistent à la manipulation et l'élimination des matières dangereuses conformément à la loi canadienne sur la protection de l'environnement, à la loi sur le transport des matières dangereuses ainsi qu'aux règlements régionaux et municipaux

pertinents.

Un budget de contingences de 107 582,10 $ taxes incluses, soit 20 % du montant du contrat, est réservé pour répondre aux imprévus du chantier.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges sur le site de SÉAO (voir la liste des preneurs en pièce jointe n° 1). Cinq (5) preneurs ont déposé leur soumission, ce qui représente 45 % du nombre total des preneurs du cahier des charges. Au nombre des preneurs du cahier des charges, on retrouve l'Association de la Construction du Québec (ACQ) qui a acheté les documents à titre informatif. Les cinq (5) autres preneurs n'ayant pas soumissionné n'ont pas communiqué leurs motifs de désistement.
Les cinq (5) soumissions déposées ont été analysées et jugées conformes

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**Contingences** (taxes incluses) 20%	**TOTAL** (taxes incluses)
Parfait électrique inc. FASRSProconstruction	537 910,54 $	107 582,11 $	645 492,64 $
Décontamination IGR inc..	745 842,83 $	149 168,56 $	895 011,39 $
Construction L. Morin inc.	827 598,10 $	165 519,62 $	993 117,72 $
Les entreprises Géniam inc	1 002 007,13 $	200 401,42 $	1 202 408,55 $
Procova inc.	1 171 595,25 $	234 319,05 $	1 405 914,30 $
Dernière estimation réalisée ($)	632 362,50 $	126 472,5 $	758 835,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 94 451,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 14,93 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			249 518,75 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			38,65 %

L'analyse des soumissions conformes se détaille comme suit :

L'écart de -14,93 % entre la soumission la plus basse conforme et la dernière estimation réalisée par la firme de professionnels s'explique principalement par le fait que le chapitre des charges générales a un écart important de 100% avec l'estimation des professionnels.

L'écart de 38,65 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme ''Parfait électrique inc. FASRS Proconstruction.inc." et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme " Décontamination IGR inc." se constate principalement au niveau des chapitres ''aménagement du terrain '', ''divers travaux'' et ''mécanique'' formant un écart combiné de 207 932,29 $ entre les deux plus bas soumissionnaires.

L'analyse des soumissions effectuée par les professionnels externes démontre que ces écarts laissent croire que la portée générale des travaux n'a pas été comprise de la même façon par tous les soumissionnaires. Toutefois, les professionnels recommandent l'octroi du contrat à ''Parfait électrique inc. FASRS Proconstruction.inc." (voir la recommandation des professionnels en pièce jointe n° 2) car la soumission de cette firme demeure la plus basse et est conforme.

Par ailleurs, l'entreprise Parfait électrique inc. FASRS Proconstruction n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), elle n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) au moment de la rédaction du présent dossier. Il n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle son attestation de Revenu Québec est valide. L'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ces travaux.
Par ailleurs, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité de la part du contractant et celui-ci n'est pas visé par la liste des personnes déclarées non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001, il n'est pas requis d'évaluer le rendement de ''Parfait électrique inc. FASRS Proconstruction''. Une évaluation des risques a été effectuée et a montré que ce contrat ne présente pas de risque significatif (voir Évaluation de risque - Contrat en pièce jointe n° 3.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût des travaux est prévu au programme décennal d'immobilisation PDI 2022-2031 du Service de la gestion et de la planification immobilière, dans le programme de relocalisation des centres, no. investi #64028 (projet IM-DV-22-1004).
Le montant total du contrat à octroyer est de 537 910,54 $, taxes incluses (sans les contingences).

Le budget de contingences est de 107 582,10 $, taxes incluses, soit 20 % du coût du contrat.

La dépense totale nette après ristournes est 589 420,82 $. Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération sous le règlement d'emprunt RCG 21-031.

Les prévisions de décaissement sont les suivantes :
2022 - 645 492,64 $ taxes incluses

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que le projet consiste à une démolition. Il ne contribue pas aux changements climatiques parce que la démolition n'est pas susceptible d'accroître, de maintenir ou de réduire les émissions de GES. (voir grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe n° 4).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi de ce contrat se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes du projet global.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la Covid-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif 2022-05-04
Conseil municipal 2022-05-16
Conseil d'agglomération 2022-05-19
Exécution des travaux juillet à octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Eve MALÉPART, 26 avril 2022
Penelope DARCY, 22 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katia LAMALLE
agent(e) technique en architecture

Tél : 514 241-3393
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Penelope DARCY
cheffe de division de projets Sécurité publique et Espace pour la vie

Tél : 514 242 6693
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Vincent LEBLANC
C/d Projets industriels
Tél : 514 872-2283

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097

Approuvé le : 2022-03-30 **Approuvé le :** 2022-04-21

Montréal, le 21 mars 2022

Ville de Montréal, Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion des projets immobiliers

303 Rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

À l'attention de Mme Sophie Côté, Gestionnaire de projet – Projets sécurité publique

Appel d'offres No : **IMM-15868**

Projet: **Travaux de démolition et de décontamination - Site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1**

Objet: **Analyse des soumissions**

Madame,

Nous avons pris connaissance des soumissions présentées pour le projet en titre et avons procédé à une analyse des résultats. Nous vous présentons ci-dessous notre analyse.

1. Soumissions

Selon les informations reçus de la Ville, cinq (5) soumissionnaires ont présenté une soumission le 15 mars 2022. Cinq (5) de ces soumissions sont conformes.

Les soumissions reçues sont les suivantes. (Les montants présentés sont les totaux avant taxes) :

Parfait électrique Inc. FASRS Proconstruction	467 850.00$
Décontamination IGR inc.	648 700.00$
Construction L. Morin inc.	719 807.00$
Les entreprises GÉNIAM inc.	871500.00$
Procova inc.	1 019 000.00$

2. Analyse des soumissions

2.1. Recevabilité et conformité des soumissions

L'examen des pièces présentées a été effectué par la Ville de Montréal. Les documents joints aux soumissions sont identifiés au tableau comparatif des soumissions joint en annexe. Le Résumé des résultats d'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions préparé par la Ville établit que les cinq soumissions reçus sont conformes.

Selon les informations dont nous disposons, la plus basse soumission conforme est celle présentée par Parfait électrique Inc. FASRS Proconstruction.

Nous présentons en annexe un tableau des prix soumis et estimés pour chacun des chapitres du bordereau.

2.2. Validité des prix soumis

Cohérence des prix présentés

Les prix présentés se répartissent de 467 850$ à 1 019 000$ (avant taxes) ce qui représente un écart total de ± 74 %. Toutefois, cet écart n'est réduit qu'à ± 34 % pour les trois plus bas prix. Cette répartition tout de même surprenante, nous porte à penser que la portée générale des travaux n'a pas été compris de la même façon par les soumissionnaires.

Si nous excluons le plus bas et le plus haut soumissionnaire nous avons alors une répartition de 648 700$ à 871 500$ pour un écart total de ±30% et un écart entre les deux plus bas de ±10%. Nous pensons que ce groupe représente plus le marché actuel à Montréal.

La répartition des différents postes est très variable. Le montant inscrit au poste de l'aménagement de l'emplacement du plus bas soumissionnaire ne correspond pas du tout à la portée de travaux. Il en va de même avec le poste divers travaux de rénovations. Il semble que le plus bas soumissionnaire ait confondu le poste dans le quel les travaux de démolition et de décontamination devaient être inscrit.

Prix soumis et estimation

Le coût total estimé est ±15% plus élevé que le prix du plus bas soumissionnaire. Cependant, le coût du second plus bas soumissionnaire est plus que 15% plus élevé que le coût estimé. Considérant que le plus bas soumissionnaire est beaucoup plus bas que ce qui semble être le prix du marché, nous sommes d'avis que le prix du plus bas soumissionnaire est probablement trop bas.

Validité des soumissions

À la lumière de ce qui précède, nous pensons que le prix de la plus basse soumission ne reflète pas la valeur des travaux et correspond à un prix plus bas que le marché actuel à Montréal. Étant donné que ce soumissionnaire est le plus bas et qu'il est conforme, nous vous recommandons cette soumission.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous présentons, Mme Côté, nos meilleures salutations.

Guy Bergeron, architecte

PJ/ Tableau comparatif des soumissions

TABLEAU COMPARATIF DES SOUMISSIONS
Travaux de démolition et de décontamination - Site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1
Appel d'offre IMM-15868
Ouverture des soumissions : 2022-03-15

DOCUMENTS INCLUS AVEC LA SOUMISSION	Parfait électrique	Décontamination IGR	Construction L. Morin	Entrprises GENIAM	Procova
Soumission signée	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Formulaire et bordereau de soumission complétés	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Cautionnement de soumission et lettre d'engagement, Annexe B	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire Annexe H	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Licence de la Régie du Bâtiment	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Attestation Revenu Québec	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Visite supervisée des lieux	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Autorisation de contracter avec un organisme public	Non	Non	Non	Non	Oui

	Estimation	Parfait électrique	Décontamination IGR	Construction L. Morin	Entrprises GENIAM	Procova
Chapitre 00 - Charges générales	100 000,00 $	56 000,00 $	50 000,00 $	172 100,00 $	87 000,00 $	144 700,00 $
Chapitre 02 - Aménagement du terrain	420 000,00 $	500,00 $	450 000,00 $	247 707,00 $	327 000,00 $	559 000,00 $
Chapitre 15 - Mécanique	5 000,00 $	8 150,00 $	70 000,00 $	107 000,00 $	350 700,00 $	122 700,00 $
Chapitre 16 - Électricité	5 000,00 $	3 000,00 $	25 000,00 $	100 000,00 $	45 000,00 $	59 700,00 $
Chapitre 18 - Divers travaux de rénovation	20 000,00 $	365 050,00 $	36 200,00 $	93 000,00 $	40 000,00 $	112 600,00 $
Prix forfaitaire des chapitres (sans taxes)	550 000,00 $	459 700,00 $	631 200,00 $	719 807,00 $	849 700,00 $	998 700,00 $
Prix unitaires (sans taxes)		8 150,00 $	17 500,00 $	0,00 $	21 800,00 $	20 300,00 $
Montant total de la soumission (sans taxes) calculé	**550 000,00 $**	**467 850,00 $**	**648 700,00 $**	**719 807,00 $**	**871 500,00 $**	**1 019 000,00 $**
Montant total de la soumission (sans taxes) inscrit		467 850,00 $	648 700,00 $	719 807,00 $	871 500,00 $	1 019 000,00 $
T.P.S. 5%	27 500,00 $	23 392,50 $	32 435,00 $	35 990,35 $	43 575,00 $	50 950,00 $
T.V.Q. 9,975%	54 862,50 $	46 668,04 $	64 707,83 $	71 800,75 $	86 932,13 $	101 645,25 $
Montant total de la soumission (taxes incluses) calculé	**632 362,50 $**	**537 910,54 $**	**745 842,83 $**	**827 598,10 $**	**1 002 007,13 $**	**1 171 595,25 $**
Montant total de la soumission (taxes incluses) inscrit		537 910,54 $	745 842,83 $	827 598,10 $	1 002 007,13 $	171 592,25 $

COÛTS

Projet	*n/a*
Nom d'ouvrage	*Multi-Ouvrage*
No. d'ouvrage	*9999*
No. de contrat :	*IMM-15818*
No. du projet :	*IM-DV-22-1004*
No. du GDD :	*1228141001*
Date :	*2022-03-29*
Étape:	*Octroi de contrat*

				Budget $	TPS 5,0% $	TVQ 9,975% $	TOTAL $
	Travaux de rénovation			467 850,00	23 392,50	46 668,04	537 910,54
	Contingences construction		20%	93 570,00	4 678,50	9 333,61	107 582,11
	Total - Contrat			**561 420,00**	**28 071,00**	**56 001,65**	**645 492,65**
Incidences	**Total - Incidences**		0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Ristournes	**Coût travaux (montant à autoriser)**			**561 420,00**	**28 071,00**	**56 001,65**	**645 492,65**
	TPS	100%			-28 071,00		-28 071,00
	TVQ	50%				-28 000,82	-28 000,82
	Coût après ristourne (montant à emprunter)						**589 420,82**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Méthode d'estimation des contingences: elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude relié au projet.

Rythme prévu des déboursés : le montant est décaissé à 100% en 2022.

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	
Un nombre appréciable de processus simples requis;	**2**
Quelques processus complexes requis;	**6**
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	**8**
Un grand nombre de processus complexes requis.	**10**

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	**2**
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	**6**
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	**8**
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	**10**

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	**0**
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	**2**
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	**6**
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	**8**
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	**10**

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	**2**
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	**6**
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	**8**
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	**10**

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	**0**
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	**2**
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	**6**
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	**8**
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	**10**

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	**0**
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	**10**

Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	IMM-15818	Date	29-03-2022
Description	Travaux de démolition et de décontamination - Site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1.		
Unité d'affaires	Service de la gestion et de la planification des immeubles		
Responsable(s)	Katia Lamalle		
Montant estimé $	645 492,64 $		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	8	Nouvelle technologie	0	
Impact économique	2	Impacts sur le citoyen	0	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	2	Performance de l'adjudicataire	0	
Total	12	+	0	= 12

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature _____ Nom katia Lamalle Poste Gestionnaire de Projets

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15818
Numéro de référence : 1572336
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Travaux de démolition et de décontamination - Site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (2003953)** 2022-02-22 21 h 42 **Transmission :** 2022-02-22 21 h 42	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSTRUCTION L. MORIN INC. 225, rue Joseph-M. Parent, bureau 4 et 5 Notre-Dame-des-Prairies, QC, J6E0S1	Madame Marianne Boyer Téléphone : 514 704-8084 Télécopieur :	**Commande : (2007666)** 2022-03-01 11 h 22 **Transmission :** 2022-03-01 13 h 16	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 11 h 22 - Messagerie 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NCP 1596, rue de la Ouareau Repentigny, QC, j5y0c6 https://www.construction-ncp.ca	Monsieur Nicolas Cyr Téléphone : 514 378-1530 Télécopieur :	**Commande : (2012208)** 2022-03-09 8 h 39 **Transmission :** 2022-03-09 8 h 39	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-09 8 h 39 - Téléchargement 3685200 - Addenda 2 2022-03-09 8 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DÉCONTAMINATION IGR INC. 200, RUE DES PME Sherbrooke, QC, J1C0R2	Monsieur Michel St-Onge Téléphone : 819 563-1557 Télécopieur : 819 563-3259	**Commande : (2006859)** 2022-02-28 12 h 46 **Transmission :** 2022-02-28 12 h 46	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Démolition Panzini Inc. 8180, rue Devonshire, suite 203 Montréal, QC, H4P2K3 http://www.panzini.ca	Monsieur Frédéric Bilodeau Téléphone : 514 735-8495 Télécopieur : 514 735-3233	**Commande : (2005695)** 2022-02-25 9 h 07 **Transmission :** 2022-02-25 10 h 27	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Elite Environmental Group inc. 67 Jamie Avenue Ottawa, ON, K2E 7Y6	Madame Christine Johnston Téléphone : 613 695-2677 Télécopieur :	**Commande : (2004783)** 2022-02-24 8 h 09 **Transmission :** 2022-02-24 8 h 09	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE ORTAM INC. 1200 Louvain ouest Montréal, QC, H4N1G5	Monsieur christopher Medrano Téléphone : 514 982-0990 Télécopieur :	**Commande : (2003462)** 2022-02-22 10 h 39 **Transmission :** 2022-02-22 10 h 39	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Géniam 870, rue Philippe-Paradis Québec, QC, G1N4E4	Madame Marie-Ève Bédard Téléphone : 581 741-4255 Télécopieur : 581 741-7455	**Commande : (2004302)** 2022-02-23 11 h 19 **Transmission :** 2022-02-23 11 h 19	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DELSAN-A.I.M. INC. 2187 Montée Masson Laval, QC, H7B 0A6 http://www.delsan-aim.com	Madame Nathalie Pilon Téléphone : 514 494-9898 Télécopieur :	**Commande : (2006616)** 2022-02-28 10 h 04 **Transmission :** 2022-02-28 10 h 04	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PROCONSTRUCTION 1845 rue Bossuet Montréal, QC, H1N 2R6 http://www.proconstruction.ca	Monsieur Marius Tiron Téléphone : 514 253-3999 Télécopieur : 514 253-9990	**Commande : (2008085)** 2022-03-01 19 h 20 **Transmission :** 2022-03-01 20 h 42	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 19 h 20 - Téléchargement 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (2003486)** 2022-02-22 10 h 53 **Transmission :** 2022-02-22 12 h 31	3680667 - Addenda 1 - Ajout date de visite 2022-03-01 9 h 16 - Courriel 3685200 - Addenda 2 2022-03-07 8 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *IMM-15818 /* 1228141001
Unité administrative responsable : *Service de la Gestion et Planification Immobilière*
Projet : *Travaux de démolition et décontamination* - Site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« s.o »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228141001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Parfait Électrique Inc FASRS Proconstruction pour des travaux de décontamination et de démolition sélective dans le futur site transitoire principal des centres d'appels 9-1-1 – Dépense totale de 645 492,64 $, taxes incluses (contrat : 537 910,54 $ + contingences: 107 582,10 $) – Appel d'offres public n°IMM-15818 (5 soumissions)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228141001 - Travaux démolition.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227231029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William. Dépense totale de 2 712 235,50 $ (contrat: 2 196 000,00 $ + contingences: 219 600,00 $ + incidences: 296 635,50$), taxes incluses. Appel d'offres public 464910 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale 2 196 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 464910;

2. d'autoriser une dépense de 219 600,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 296 635,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale;

5. de procéder à une évaluation du rendement de Les Entreprises Michaudville inc.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-16 12:36

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231029**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William. Dépense totale de 2 712 235,50 $ (contrat: 2 196 000,00 $ + contingences: 219 600,00 $ + incidences: 296 635,50$), taxes incluses. Appel d'offres public 464910 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs états de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire (installée en 1886) ainsi que la conduite d'eau secondaire (installées en 1892) de la rue des Soeurs-Grises, entre la rue Wellington et la rue William, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans la rue des Soeurs-Grises, la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit sa mission de planifier les activités de reconstruction sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier local témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

En outre, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines, l'arrondissement Ville-Marie profite de l'occasion pour demander des ajustements en ce qui concerne la largeur de la rue qui sera rétrécie à 8,8 mètres, celle des

trottoirs qui seront élargis à 2,5 mètres et l'ajout de saillies aux intersections des rues William et Wellington.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Le présent dossier a été initié par la DRE pour des travaux de reconstruction d'égout et de conduite d'eau auxquels sont intégrés des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs, de saillies et de réhabilitation de conduites d'égout.

Là où requis dans la rue des Sœurs-Grises et dans la rue William, entre les boulevard Robert-Bourassa et la rue McGill, des travaux de remplacement des branchements d'eau en plomb sont intégrés (directive S-DRE-SE-D-2021-003) et s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes.

La Direction des réseaux d'eau, ainsi que la Direction de la mobilité du SUM ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb - 1218126003;
CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb. 1218126001.

DESCRIPTION

Les travaux auront lieu dans l'arrondissement Ville-Marie. Les travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, entre la rue Wellington et la rue William consistent en :
- la reconstruction ponctuelle de ± 25 mètres d'égout unitaire de diamètre de 750 mm;
- la réhabilitation par chemisage ± 20 mètres d'égout unitaire ovoïde de 600 x 900 mm;
- la reconstruction de ± 115 mètres de conduites d'eau secondaires de diamètre 300 mm;
- la reconstruction de la chaussée (± 1100 m^2);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 575 m^2);

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée et ce, conformément au règlement 20-030.

Dans la rue William entre le boulevard Robert-Bourassa et McGill, des travaux de remplacement des branchements d'eau en plomb auront lieu. Ces travaux s'étendent sur une longueur de ± 340 mètres.

Le plan des travaux de surface se trouve en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis,

aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 219 600,00 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de plantation, de chloration ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Entreprises Michaudville inc.	2 196 000,00	219 600,00	2 415 600,00
Cojalac inc.	2 389 517,77	238 951,78	2 628 469,55
Dernière estimation réalisée ($)	1 930 207,56	193 020,76	2 123 228,32
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			292 371,68
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			13,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			212 869,55
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			8,8%

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du

marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L'estimation de soumission de la firme Legico-CHP inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a analysé les deux (2) soumissions reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable à la Ville de 13,8 % a été constaté entre l'estimation de soumission et la plus basse soumission conforme (PBSC).

Les écarts les plus grands, totalisant 6%, se situent dans les articles suivants:
- Préparation des sols d'infrastructure de la chaussée;
- Réseau d'alimentation temporaire

Le reste de l'écart est distribué sur les autres articles de la soumission.

Sur la base de l'analyse des soumissions reçues, la DGPEC considère approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat puisque l'écart est de l'ordre de grandeur du seuil acceptable pour la Ville.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Les Entreprises Michaudville inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 712 235,50 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Les Entreprises Michaudville inc. le pour un montant de 2 196 600,00$ taxes incluses;
- plus des contingences 219 600,00 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 296 635,50 $ taxes incluses

Cette dépense de 2 712 235,50 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 2 476 632,52 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

La répartition du coût net de ristournes sera assumée comme suit :

Portion Service de l'eau - Direction des réseaux d'eau

Un montant maximal de 2 020 828,71 $ net de ristourne lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale sera assumé par la ville centrale pour les travaux sur les conduites d'égout, lequel est financé par le règlement d'emprunt 21-011. Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables.

Un montant maximal de 41 330,22 $ net de ristourne pour le remplacement des branchements d'eau en plomb du côté privé n'est pas subventionnable. Les coûts nets

relatifs aux remplacement des branchements d'eau en plomb ou en acier galvanisé ayant été en contact avec le plomb sur la section privée seront facturés aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Portion Service de l'urbanisme et de la mobilité

Un montant maximal de 331 612,21 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-012 du règlement – «Travaux aménagement rues sur réseau local VDM CM 19 0227».

Un montant maximal de 82 861,38 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel - CM19-0359.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences ainsi que le budget requis est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 20 juin 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : juin 2022
Fin des travaux : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Manli Joëlle CHEN, Service de l'eau
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

Patrick RICCI, 25 mars 2022
Hermine Nicole NGO TCHA, 24 mars 2022
Damien LE HENANFF, 24 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles GRONDIN
ingénieur

Tél : 438-354-8847
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-24

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-14

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 464910 — No du GDD : 1227231029

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Sœurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 / 2 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 22 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 22 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
2 / 3 / 2022	Publication des documents normalisés (Instructions aux soumissionnaires et CCAG)	0,00
11 / 3 / 2022	Ajustement des quantités des blocs de raccordements,de bordures de bétons, de terre de culture et des différents items de pour la fondation de la dalle d'autobus.	37 155,00
21 / 3 / 2022	Publication du sommaire des questions et réponses pendant la période d'appel d'offres.	0,00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 20 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	2 196 000,00
COJALAC INC.	2 389 517,77

Estimation	Externe	1 930 207,56

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **13,8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **8,8%**

Dossier à être étudié par la CEC : Oui [ ] NON [X]

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMP		X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

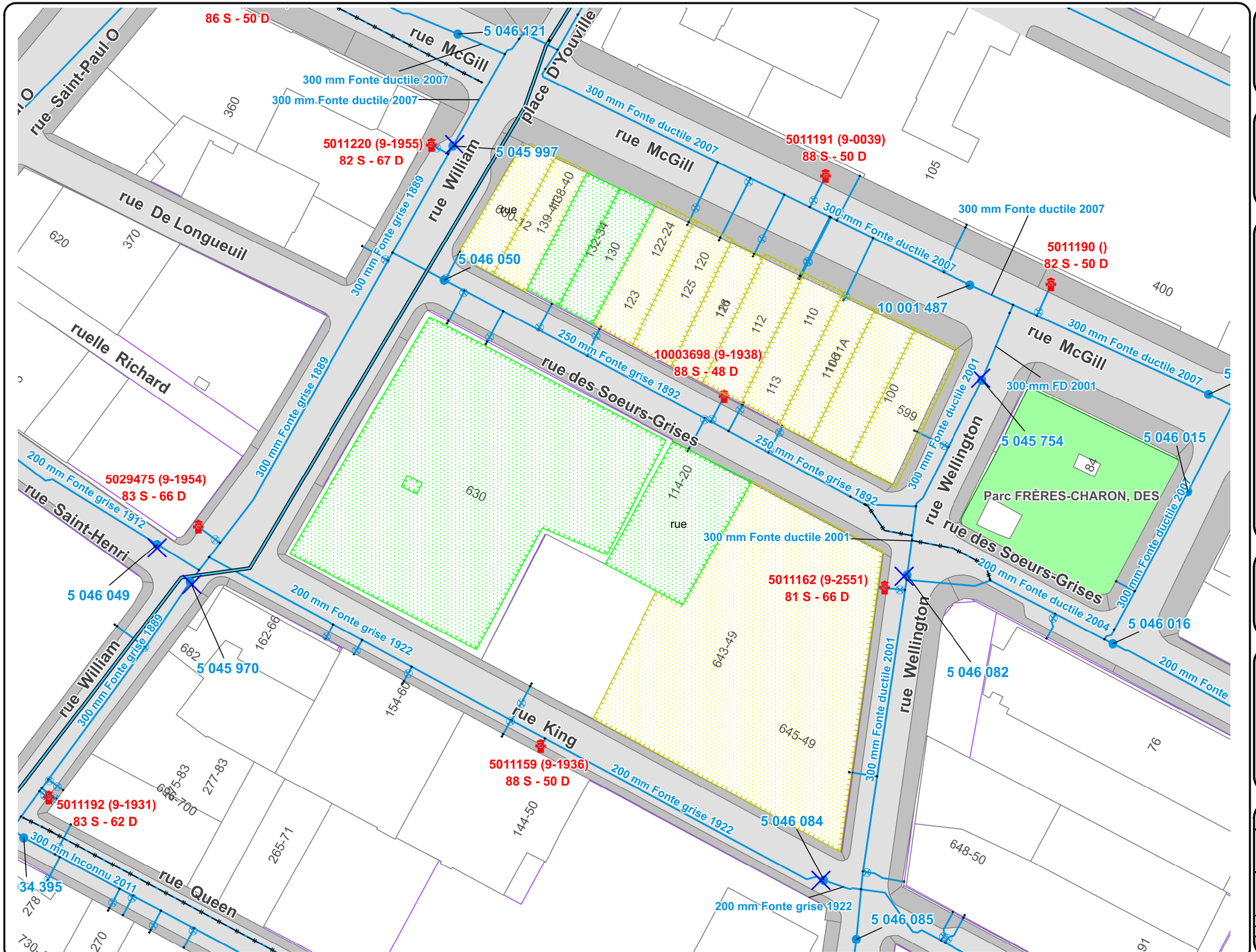
Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 196 000,00

Montant des contingences ($) : 10,0% — 219 600,00

Montant des incidences ($) : 296 635,50

Date prévue de début des travaux : 27 / 6 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 21 / 10 / 2022



ORIENTATION

Géographique
Boul. Saint-Laurent (Montréal)

NOTE(S):

1. La localisation des infrastructures montrées au plan est approximative;
2. L'échelle du plan est valide seulement pour un format d'impression Ledger (11"x17"). Les accessoires (regards, bouches à clé de vanne, chambres de vanne, poteaux d'incendie, etc.) sont schématiques et ne sont pas à l'échelle;
3. Les pressions statiques et dynamiques indiquées pour les poteaux d'incendie ne sont fournies qu'à titre indicatif;
4. Les branchements d'eau ne sont pas représentés au plan. L'Entrepreneur devra en faire la localisation au chantier;
5. La consultation des statuts de plomb date du 2022-02-17.

LÉGENDE

- Poteau d'incendie
- Poteau d'incendie STM
- Poteau d'incendie privé
- Conduite d'eau secondaire
- Conduite d'eau principale
- Raccord (té, croix, réduit)
- Bouche à clé de vanne
- Chambre de vanne
- Vannes de fermeture à vérifier par l'arrondissement (réseau secondaire)
- Vannes de fermeture à vérifier par la DEP (réseau principal)
- Limite de propriété
- Limite d'arrondissement
- Voie ferrée
- Hôpital
- Station de métro
- Station du REM
- Ligne du métro
- Bâtiment avec branch. d'eau en plomb (confirmé)
- Bâtiment avec branch. d'eau possible en plomb
- Bâtiment avec branch. d'eau sans plomb (confirmé)
- Bâtiment avec branch. d'eau de matériau inconnu

ÉMISSION(S)

NO.	DATE	DESCRIPTION	PREP. PAR.
A	2022-02-17	Émis pour information	C.G.

INTERVENANTS:

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4

Agent technique:

J.Montoya

Ingénieur(e):

Charles Grondin, ing.

ARRONDISSEMENT:

Ville-Marie

NOM DU PROJET:

Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Soeurs-Grises de la rue William à la rue Wellington

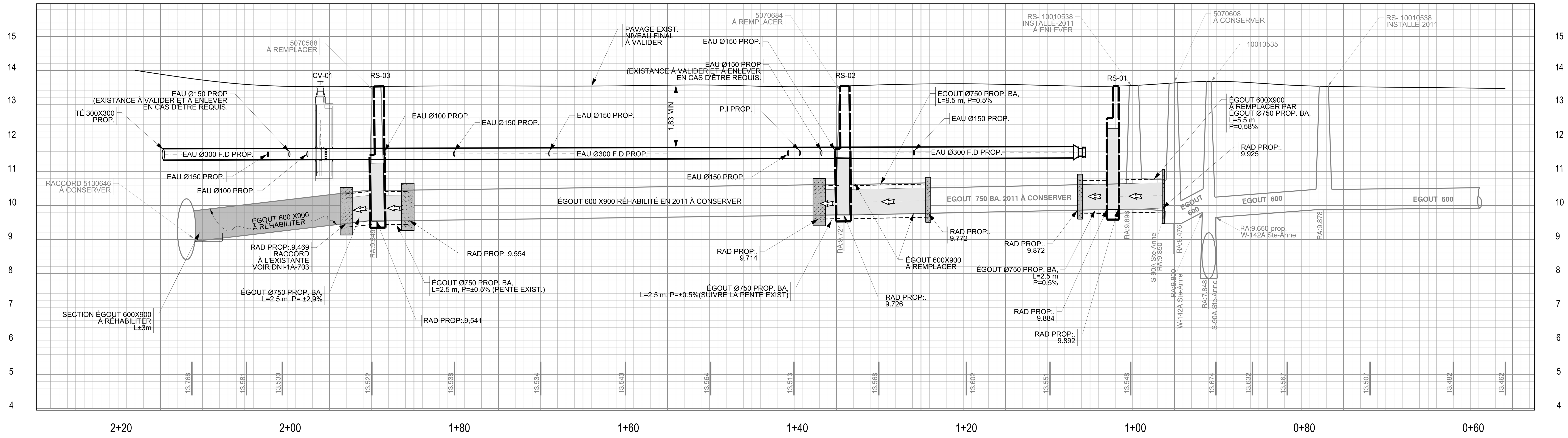
TITRE DU PLAN:

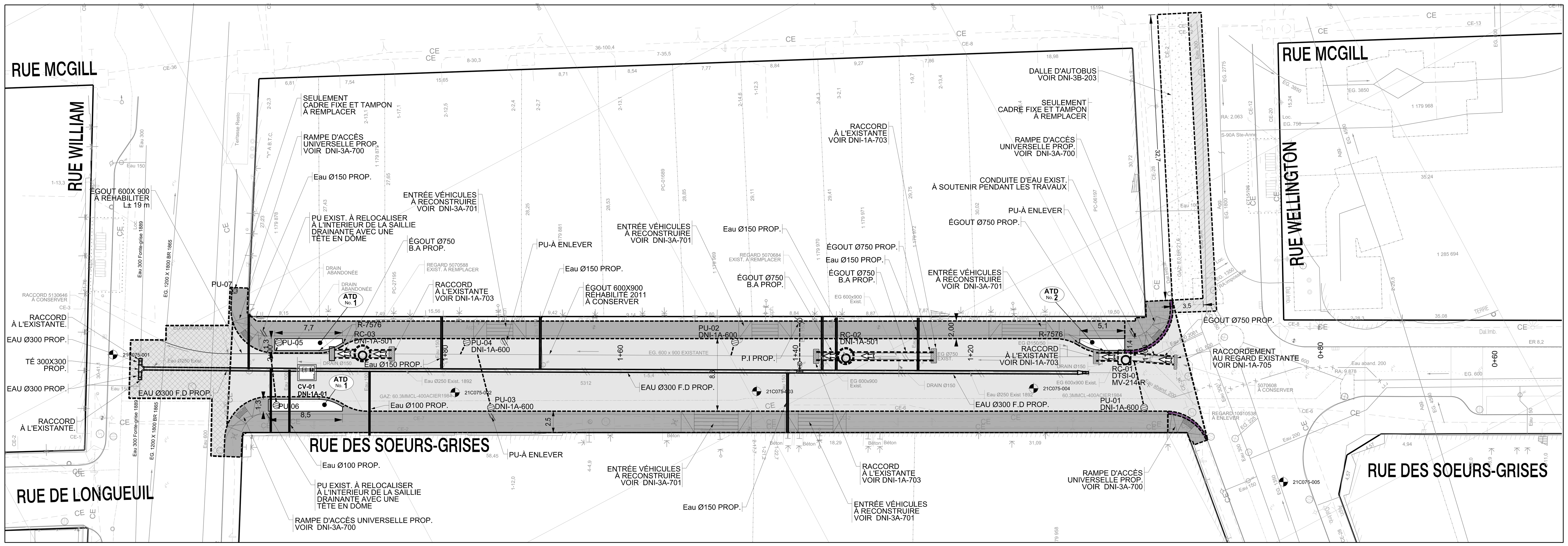
Réseau d'eau existant, poteaux d'incendie, vannes de fermeture et statut des résultats des analyses de plomb

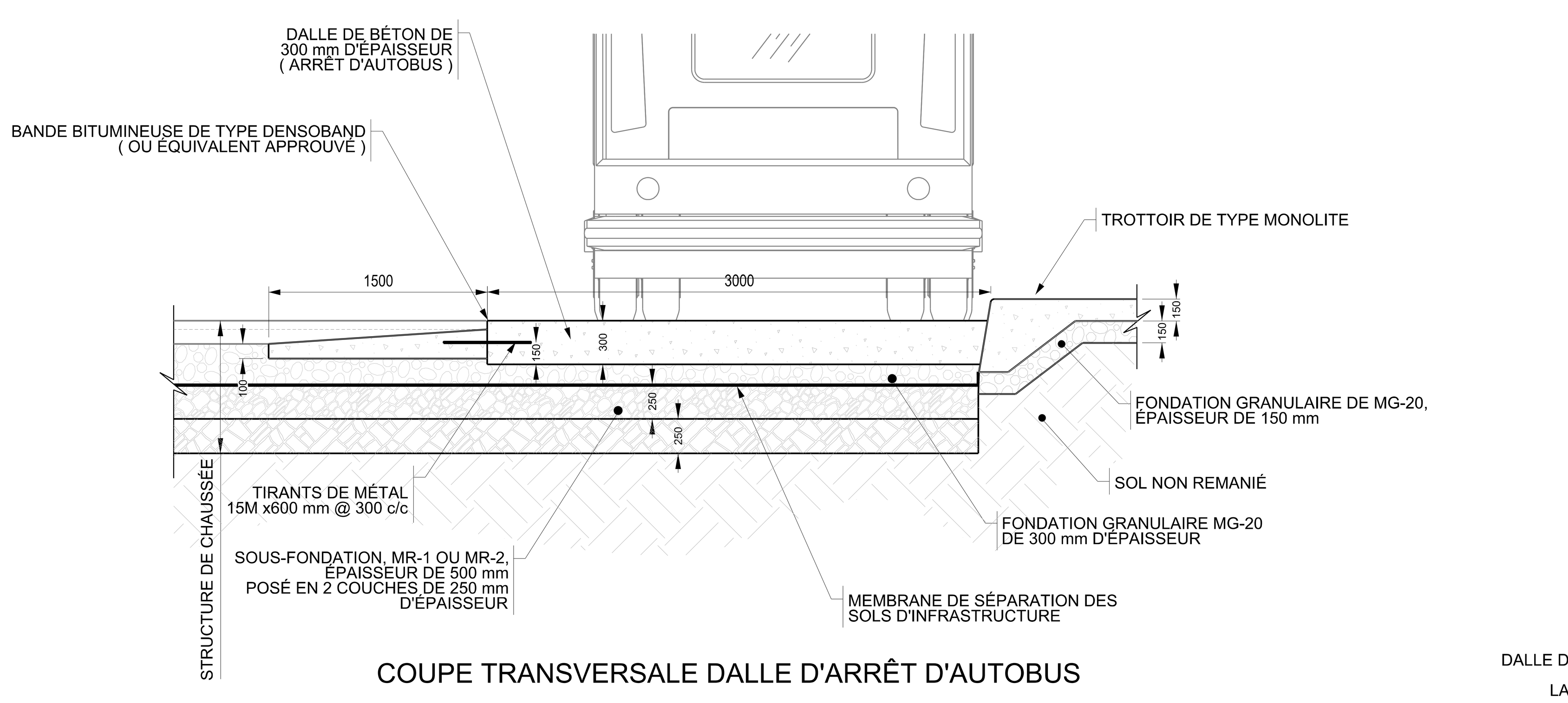
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

ÉCHELLE: **aucune**

APPEL D'OFFRES:	N° DE PLAN:	FEUILLET:	RÉV:
464910	-	1 de 1	

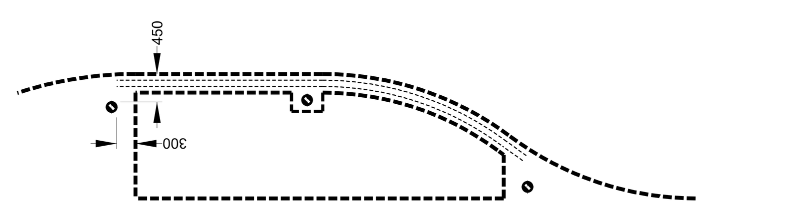






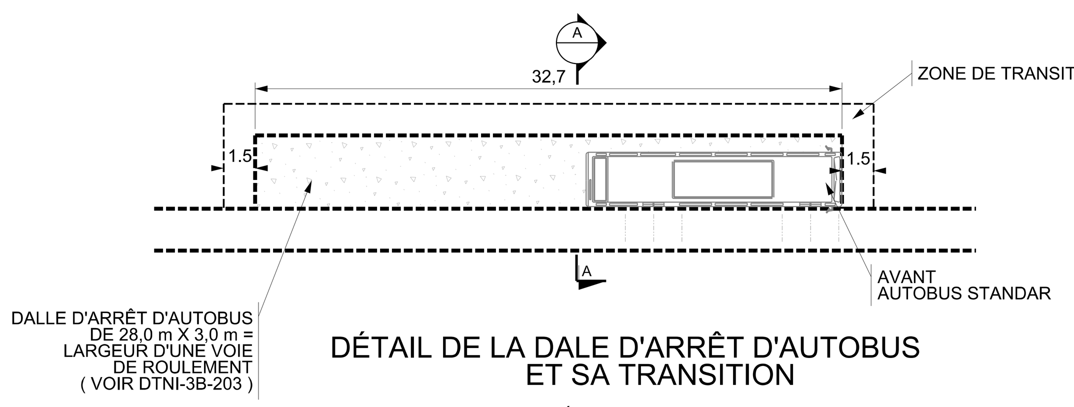
COUPE TRANSVERSALE DALLE D'ARRÊT D'AUTOBUS

COUPE A-A
ÉCHELLE= AUCUNE



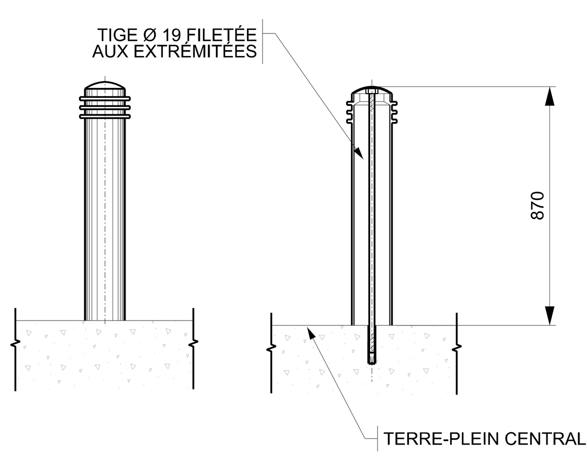
POSITIONNEMENT DES BOLLARDS AMOVIBLES AU POURTOUR D'UNE FOSSE VÉGÉTALISÉE EN SAILLIE

ÉCHELLE= Aucune



DÉTAIL DE LA DALE D'ARRÊT D'AUTOBUS ET SA TRANSITION

ÉCHELLE= Aucune



BOLLARD ENCASTRÉ (VOIR DTSI-V) R-7576

ÉCHELLE= Aucune

LEGENDE ÉLEMENTS PROPOSÉS VOIRIE

- RECONSTRUCTION CHAUSSÉE (Voir DTSI-V art. 7.1.1)
- REFECTION COIN DE TROTTOIR EN PAVÉ-UNI BORDURE DE GRANITE VOIR DNI-3A-813
- RÉFECTION COUPE MIXTE
- RECONSTRUCTION TROTTOIR
- CONSTRUCTION DE DALLE D'AUTOBUS
- CONSTRUCTION DE DALLE DE TRANSITION

Localisation au plan	Référence DNI	Remarque pour les avancées drainantes
ATD No. 1	DNI-3A-520	- Avancée de trottoir drainante - Puisard avec grille en dome (PU-05 et PU-06) - Trottoir avec treillis (DNI-3A-101) - Bordure de béton armée de 300 mm de large (DNI-3A-200) - Entrée avec caniveau - type " A " et " B "
ATD No. 2	DNI-3A-520	- Avancée de trottoir drainante - Trottoir avec treillis (DNI-3A-101) - Bordure de béton armée de 300 mm de large (DNI-3A-200) - Entrée avec caniveau - type " A " et " B "

Légende Éléments existants

Eau
- Conduite d'eau
- Boîte de vanne
- Bouche à clé de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Vanne de gicleur
- Regard d'eau
- Bouche à clé de branchement
- Poteau d'incendie

Égout
- Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

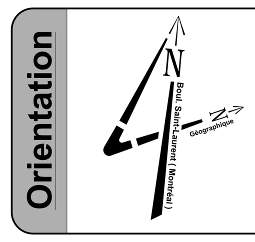
Utilités publiques
- Conduite Bell
- Conduite Gaz
- Conduite Hydro-Québec
- Conduite CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- Hauban
- Conduite abandonné

Aménagement
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée de garage
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Muret
- Haut et bas de talus
- Limite cadastrale
- Limite de boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

Abréviations

EXIST.	Conduite ou structure existante	FG.	Fonte grise
PROP.	Conduite ou structure proposée	FD.	Fonte ductile
RE.	Structure à remplacer	RACC.	Raccord
NS.	Nouvelle structure	RAD.	Radier
EN.	Structure à enlever	F.	Feuillet
AB.	Structure à abandonner	T.	Tuyau
BA.	Béton Armé	H.P.	Haute pression
BAC.	Béton Acier	B.P.	Basse pression
BR.	Brique		

Orientation



REPÈRE GÉODÉSIQUE: M13KM005
Rue McGill et Place d'Youville
ALTITUDE: 13,640 m (CGVD28)
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Cartouche révisé le : 2019/07/10

Plan de localisation



Notes

1. La localisation des conduits et massifs d'utilités publiques est donnée à titre indicatif seulement;
2. Les conduites d'eau secondaires existantes sont en fonte grise, sauf indication contraire;
3. De façon générale, les conduites d'eau existantes et/ou abandonnées ne sont pas montrées aux profils;
4. Les distances et les dégagements minimaux à respecter entre les conduites, les branchements, les structures et les obstacles sont prévus au DTNI-1A.

Références

Plan de la géomatique:	494910_RL_S_Grises_210015_scrs_R00-2021-07-16.dgn	
Plan de géométrie:	464910-PL-VO-01-000	
Plans et profils:		
	Étude(s) technique(s):	Fiche(s) technique(s):
Eau		20-VMA-PTI-006-EG1 et AQ01
Égout		20-VMA-PTI-006-EG1 et AQ01

Légende: éléments proposés eau et égout

- EAU Ø PROP. — Ø.: (mm) — Conduite d'eau
- ÉGOUT Ø PROP. — Ø.: (mm) — Conduite d'égout
- CV-XX DNI-1A-XXX (Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A) — Chambre de vanne
- RX-XX DNI-1A-XXX (RPU: Regard puisard unitaire; RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A) — Regard d'égout circulaire
- RX-XX (RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation) — Regard d'égout rectangulaire
- PI-XX DNI-1A-204 (Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A) — Poteau d'incendie
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Puisard de trottoir
- Bouche à clé de vanne
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- Sens d'écoulement
- Limite de chaussée

★ Symbole agrandi pour plus de clarté

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2022-02-16	Émis pour appel d'offres	C.G.
B	2022-01-13	Émis pour commentaires 50%	C.G.
A	2021-10-21	Émis pour intégration 10%	C.G.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

Intervenants

Élaboré par:
Johanna Montoya — 2021-10-21
Caroline Cimon — 2022-02-14

Préparé par:
Charles Grondin ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
INGÉNIEUR Charles Grondin 5045411 QUÉBEC
Original signé le: 2022-02-21

Projet:

Rue Soeurs-Grises
De la rue William à la rue Wellington

Arrondissement(s): Ville-Marie

Nature des travaux:
Travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie

Titre du plan:
Plan et Profil
Ch. 0+96 @ 2+15

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: HORZ.:1:200 VERT.: 1:50 — 4 2 0 4 8 (mètre) 12

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
464910	PL-EA-01	1/1	000	01

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William				
	GDD	**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**
	1227231029	464910	Ville-Marie	2021-11-10	Infra.réseau routier-Infra
	Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**	**Type de rue [3]**
rue 1	Soeurs-Grises		Wellington	William	Locale
rue 2	William		Robert-Bourassa	McGill	
rue 3	Contrat 1380				
rue 4	Wellington				

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

										Taux de la Ville		Taux CSÉM				
										Taxes	Net	Taxes	Net			
										1,14975	1,049875	1,14975	1,008479			
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #1	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #1	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2118100230	189433	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Incidences professionnelles reconst. constr. égouts combinés et sanitaires	Eau,Dir.Reseaux	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	1.1	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	10 000,00 $	11 497,50 $	10 498,75 $	50 000,00 $	57 487,50 $	52 493,75 $	54301	070003
					1.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	35 000,00 $	40 241,25 $	36 745,63 $				54301	070003
					1.3	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $				54590	070003
					1.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	2 000,00 $	2 299,50 $	2 099,75 $				54301	070003
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #2	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #2	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2118100232	189435	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Incidences professionnelles reconst. aqueduc secondaire	Eau,Dir.Reseaux	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	2.1	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	25 000,00 $	28 743,75 $	26 246,88 $	153 000,00 $	175 911,75 $	160 630,88 $	54301	070003
					2.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	105 000,00 $	120 723,75 $	110 236,88 $				54301	070003
					2.3	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	7 000,00 $	8 048,25 $	7 349,13 $				54590	070003
					2.4	Chloration par firme externe	Ville	Tech	10 000,00 $	11 497,50 $	10 498,75 $				54590	070003
					2.5	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	6 000,00 $	6 898,50 $	6 299,25 $				54301	070003
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #3	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #3	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2155863031	189547	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée souple	nisme Et Mobilite	55863 - Programme d'aménagement des rues - Local - Corpo - Protection	3.1	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	15 000,00 $	17 246,25 $	15 748,13 $	55 000,00 $	63 236,25 $	57 743,13 $	54301	070003
					3.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	35 000,00 $	40 241,25 $	36 745,63 $				54301	070003
					3.3	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $				54590	070003
					3.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	2 000,00 $	2 299,50 $	2 099,75 $				54301	070003

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Titre clé	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
EAU-DRE-4905	21-011_Renouv. actifs réseaux second.d'aqua.et. égou. CM21 0194	2118100228	189428	Plomb partie publique	1.Travaux	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189428.000000.13020.00000	77 600,00 $	89 220,60 $	81 470,30 $
					2.Contingences	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189428.070008.13020.00000	7 760,00 $	8 922,06 $	8 147,03 $
			Total pour 189428				85 360,00 $	98 142,66 $	89 617,33 $
		2118100229	189432	Égouts	1.Travaux	6130.7721011.802720.04161.57201.000000 .0000.189432.000000.12010.00000	369 783,00 $	425 158,00 $	388 225,93 $
					2.Contingences	6130.7721011.802720.04161.57201.000000 .0000.189432.070008.12010.00000	36 978,30 $	42 515,80 $	38 822,59 $
			Total pour 189432				406 761,30 $	467 673,80 $	427 048,52 $
		2118100230	189433	incidences égout	3.Incidences	6130.7721011.802720.04161.54301.000000 .0000.189433.070003.12010.00000	47 000,00 $	54 038,25 $	49 344,13 $
						6130.7721011.802720.04161.54590.000000 .0000.189433.070003.12010.00000	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
			Total pour 189433				50 000,00 $	57 487,50 $	52 493,75 $
		2118100231	189434	Aqueduc sec.	1.Travaux	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189434.000000.13020.00000	1 117 915,11 $	1 285 322,89 $	1 173 671,12 $
					2.Contingences	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189434.070008.13020.00000	111 791,51 $	128 532,29 $	117 367,11 $
			Total pour 189434				1 229 706,62 $	1 413 855,18 $	1 291 038,23 $
		2118100232	189435	incidences aqueduc sec.	3.Incidences	6130.7721011.802720.04121.54301.000000 .0000.189435.070003.13020.00000	136 000,00 $	156 366,00 $	142 783,00 $
						6130.7721011.802720.04121.54590.000000 .0000.189435.070003.13020.00000	17 000,00 $	19 545,75 $	17 847,88 $
			Total pour 189435				153 000,00 $	175 911,75 $	160 630,88 $
	Total pour 21-011_Renouv. actifs réseaux second. d'aqua.et.égou. CM21 0194						1 924 827,92 $	2 213 070,90 $	2 020 828,71 $
	Revenu/Dépense Plomb partie privée	2118200020	189427	Plomb partie privée	1.Travaux	6101.9990000.803506.04121.57201.000000 .0000.189427.000000.99900.00000	35 788,00 $	41 147,25 $	37 572,93 $
					2.Contingences	6101.9990000.803506.04121.57201.000000 .0000.189427.070008.99900.00000	3 578,80 $	4 114,73 $	3 757,29 $
			Total pour 189427				39 366,80 $	45 261,98 $	41 330,22 $
	Total pour Revenu/Dépense Plomb partie privée						39 366,80 $	45 261,98 $	41 330,22 $
Urban.mobi.-Mobilité-4806	19-012 Travaux aménagement rues sur réseau local VDM CM 19 0227	2155863029	189545	Trottoir	1.Travaux	6101.7719012.802719.03107.57201.000000 .0000.189545.000000.17030.00000	237 144,32 $	272 656,69 $	248 971,90 $
					2.Contingences	6101.7719012.802719.03107.57201.000000 .0000.189545.070008.17030.00000	23 714,43 $	27 265,67 $	24 897,19 $
			Total pour 189545				260 858,76 $	299 922,35 $	273 869,09 $
		2155863031	189547		3.Incidences	6101.7719012.802719.03107.54301.000000 .0000.189547.070003.17020.00000	52 000,00 $	59 787,00 $	54 593,50 $
						6101.7719012.802719.03107.54590.000000 .0000.189547.070003.17020.00000	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
			Total pour 189547				55 000,00 $	63 236,25 $	57 743,13 $
	Total pour 19-012 Travaux aménagement rues sur réseau local VDM CM 19 0227						315 858,76 $	363 158,60 $	331 612,21 $
	19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359	2159070140	189548	Chaussée rigide	1.Travaux	6101.7719023.802719.03107.57201.000000 .0000.189548.000000.17010.00000	71 750,00 $	82 494,56 $	75 328,53 $
					2.Contingences	6101.7719023.802719.03107.57201.000000 .0000.189548.070008.17010.00000	7 175,00 $	8 249,46 $	7 532,85 $
			Total pour 189548				78 925,00 $	90 744,02 $	82 861,38 $
	Total pour 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359						78 925,00 $	90 744,02 $	82 861,38 $
Total général							**2 358 978,47 $**	**2 712 235,50 $**	**2 476 632,52 $**

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - EAU

Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Titre clé	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
EAU-DRE-4905	21-011_Renouv. actifs réseaux second.d'aqua.et.égou. CM21 0194	2118100228	189428	Plomb partie publique	1.Travaux	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189428.000000.13020.00000	77 600,00 $	89 220,60 $	81 470,30 $
					2.Contingences	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189428.070008.13020.00000	7 760,00 $	8 922,06 $	8 147,03 $
			Total pour 189428				85 360,00 $	98 142,66 $	89 617,33 $
		2118100229	189432	Égouts	1.Travaux	6130.7721011.802720.04161.57201.000000 .0000.189432.000000.12010.00000	369 783,00 $	425 158,00 $	388 225,93 $
					2.Contingences	6130.7721011.802720.04161.57201.000000 .0000.189432.070008.12010.00000	36 978,30 $	42 515,80 $	38 822,59 $
			Total pour 189432				406 761,30 $	467 673,80 $	427 048,52 $
		2118100230	189433	incidences égout	3.Incidences	6130.7721011.802720.04161.54301.000000 .0000.189433.070003.12010.00000	47 000,00 $	54 038,25 $	49 344,13 $
						6130.7721011.802720.04161.54590.000000 .0000.189433.070003.12010.00000	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
			Total pour 189433				50 000,00 $	57 487,50 $	52 493,75 $
		2118100231	189434	Aqueduc sec.	1.Travaux	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189434.000000.13020.00000	1 117 915,11 $	1 285 322,89 $	1 173 671,12 $
					2.Contingences	6130.7721011.802720.04121.57201.000000 .0000.189434.070008.13020.00000	111 791,51 $	128 532,29 $	117 367,11 $
			Total pour 189434				1 229 706,62 $	1 413 855,18 $	1 291 038,23 $
		2118100232	189435	incidences aqueduc sec.	3.Incidences	6130.7721011.802720.04121.54301.000000 .0000.189435.070003.13020.00000	136 000,00 $	156 366,00 $	142 783,00 $
						6130.7721011.802720.04121.54590.000000 .0000.189435.070003.13020.00000	17 000,00 $	19 545,75 $	17 847,88 $
			Total pour 189435				153 000,00 $	175 911,75 $	160 630,88 $
	Total pour 21-011_Renouv. actifs réseaux second.d'aqua.et.égou. CM21 0194						1 924 827,92 $	2 213 070,90 $	2 020 828,71 $
	Revenu/Dépense Plomb partie privée	2118200020	189427	Plomb partie privée	1.Travaux	6101.9990000.803506.04121.57201.000000 .0000.189427.000000.99900.00000	35 788,00 $	41 147,25 $	37 572,93 $
					2.Contingences	6101.9990000.803506.04121.57201.000000 .0000.189427.070008.99900.00000	3 578,80 $	4 114,73 $	3 757,29 $
			Total pour 189427				39 366,80 $	45 261,98 $	41 330,22 $
	Total pour Revenu/Dépense Plomb partie privée						39 366,80 $	45 261,98 $	41 330,22 $
Total général							**1 964 194,72 $**	**2 258 332,88 $**	**2 062 158,93 $**

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - SUM

Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Titre clé	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
Urban.mobi.-Mobilité-4	19-012 Travaux aménagement rues sur réseau local VDM CM 19 0227	2155863029	189545	Trottoir	1.Travaux	6101.7719012.802719.03107.57201.000000 .0000.189545.000000.17030.00000	237 144,32 $	272 656,69 $	248 971,90 $
					2.Contingences	6101.7719012.802719.03107.57201.000000 .0000.189545.070008.17030.00000	23 714,43 $	27 265,67 $	24 897,19 $
			Total pour 189545				260 858,76 $	299 922,35 $	273 869,09 $
		2155863031	189547		3.Incidences	6101.7719012.802719.03107.54301.000000 .0000.189547.070003.17020.00000	52 000,00 $	59 787,00 $	54 593,50 $
						6101.7719012.802719.03107.54590.000000 .0000.189547.070003.17020.00000	3 000,00 $	3 449,25 $	3 149,63 $
			Total pour 189547				55 000,00 $	63 236,25 $	57 743,13 $
	Total pour 19-012 Travaux aménagement rues sur réseau local VDM CM 19 0227						315 858,76 $	363 158,60 $	331 612,21 $
	19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359	2159070140	189548	Chaussée rigide	1.Travaux	6101.7719023.802719.03107.57201.000000 .0000.189548.000000.17010.00000	71 750,00 $	82 494,56 $	75 328,53 $
					2.Contingences	6101.7719023.802719.03107.57201.000000 .0000.189548.070008.17010.00000	7 175,00 $	8 249,46 $	7 532,85 $
			Total pour 189548				78 925,00 $	90 744,02 $	82 861,38 $
	Total pour 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359						78 925,00 $	90 744,02 $	82 861,38 $
Total général							**394 783,76 $**	**453 902,62 $**	**414 473,60 $**

RÉCAPITULATIF FINAL

Type	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	Contingence %
1.Travaux	1 909 980,43 $	2 196 000,00 $	2 005 240,70 $	
2.Contingences	190 998,04 $	219 600,00 $	200 524,07 $	10,00%
3.Incidences	258 000,00 $	296 635,50 $	270 867,75 $	
Total général	**2 358 978,47 $**	**2 712 235,50 $**	**2 476 632,52 $**	

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Compétence	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022	Budget requis 2023	Budget requis 2024	Budget requis Ultérieur
Compétence	*Requérant - Description*	*Projet Investi*	*Sous-projet*	*Projet SIMON*	*Description Sous-projet*	SUM de Budget requis Total	SUM de Budget requis 2021	SUM de Budget requis 2022	SUM de Budget requis 2023	SUM de Budget r
Corpo	EAU-DRE-4905	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	2118100227	189426	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Items communs - frais généraux	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100228	189428	William, de Robert-Bourassa à McGill - Entrée de service en plomb partie publique	**89 617,33 $**	89 617,33 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100229	189432	Soeurs-Grises, de Wellington à William- Reconstruction Égouts combinés et sanitaires	**427 048,52 $**	427 048,52 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100230	189433	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Incidences professionnelles reconst. constr. égouts combinés et sanitaires	**52 493,75 $**	52 493,75 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100231	189434	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Reconstruction Aqueduc secondaire	**1 291 038,23 $**	1 291 038,23 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100232	189435	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Incidences professionnelles reconst. aqueduc secondaire	**160 630,88 $**	160 630,88 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100235	189640	William, de Robert-Bourassa à McGill - Incidences professionnelles remplacement entrée service en plomb partie publique	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection				**2 020 828,71 $**	2 020 828,71 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées - Corpo - Protection	2118200020	189427	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Entrée de service en plomb partie privée	**41 330,22 $**	41 330,22 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées - Corpo - Protection				**41 330,22 $**	41 330,22 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour EAU-DRE-4905					**2 062 158,93 $**	2 062 158,93 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Urban.mobi.-Mobilité-4806	55863 - Programme d'aménagement des rues - Local - Corpo - Protection	2155863028	189544	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Chaussée souple construction	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2155863029	189545	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Trottoirs et bordures construction	**273 869,09 $**	273 869,09 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2155863031	189547	Soeurs-Grises, de Wellington à William - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée souple	**57 743,13 $**	57 743,13 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2155863033	189550	Contrat 1380 - Incidences CSEM - Travaux préparatoires de la CSÉM à un futur contrat (capitalisable)	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 55863 - Programme d'aménagement des rues - Local - Corpo - Protection				**331 612,21 $**	331 612,21 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	2155863032	189549	Wellington - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée rigide	**0,00 $**	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2159070140	189548	Wellington - Chaussée rigide construction	**82 861,38 $**	82 861,38 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection				**82 861,38 $**	82 861,38 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour Urban.mobi.-Mobilité-4806					**414 473,60 $**	414 473,60 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total général						**2 476 632,52 $**	**2 476 632,52 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Montréal

SOUMISSION 464910 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Sœurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William
Rue des Sœurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William Rue William entre la rue McGill et le boul. Robert-Bourassa Rue Wellington entre la rue McGill et la rue des Sœurs-Grises	Les travaux sont répartis en 6 phases et une phase préparatoire. **Délai** : 15 semaines – été 2022 **PHASE 0 (préparatoire) :** Installation du réseau d'eau temporaire dans le cadre du projet et réalisation de fouilles exploratoires dans l'intersection rue William / rue des Sœurs-Grises **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Maintenir une voie de circulation sur la rue William entre la rue McGill et la rue des Sœurs-Grises.; - Maintenir une voie de circulation sur la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington. **PHASE 1A** : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue des Sœurs-Grises entre les rues William et Wellington. Travaux de conduite d'eau à l'intersection des rues William et des Sœurs-Grises. Travaux de remplacement des entrées de service en plomb sur la rue William entre la rue McGill et la rue St-Henri. **Horaire de travail :** Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue William entre les rues McGill et St-Henri avec maintien de la circulation locale entre les rues St-Henri et des Sœurs-Grises; - Aménager la rue à double sens entre la rue Saint-Henri et la rue des Sœurs-Grises; - Fermer complètement la bande cyclable en direction ouest sur la rue William entre la rue McGill et la rue Prince. Détourner les cyclistes via les rues McGill, de la Commune et Prince. **PHASE 1B** : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue des Sœurs-Grises entre les rues William et Wellington. Travaux de conduite d'eau à l'intersection des rues William et des Sœurs-Grises. Travaux de remplacement des entrées de service en plomb sur la rue William entre la rue St-Henri et le boulevard Robert-Bourassa. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue William entre la rue McGill et le boulevard Robert-Bourassa, avec maintien de la circulation locale entre la rue des Sœurs-Grises et le boulevard Robert-Bourassa; - Aménager la rue à double sens entre la rue Saint-Henri et la rue des Sœurs-Grises; - Fermer complètement la bande cyclable en direction ouest sur la rue William entre la rue McGill et la rue Prince. Détourner les cyclistes via les rues McGill, de la Commune et

Montréal

Prince;
- Fermer complètement la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington avec maintien de la circulation locale;
- Aménager la rue à double sens entre la rue William et la rue Wellington;
- Fermer complètement la rue Saint-Henri entre la rue Saint-Paul et la rue William, avec maintien de la circulation locale;
- Fermer complètement les rues King et Queen entre la rue Wellington et la rue William, avec maintien de la circulation locale;
- Fermer complètement la rue Ottawa entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue Queen, avec maintien de la circulation locale.

PHASE 2 : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue des Sœurs-Grises entre les rues William et Wellington

Horaire de travail : Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h

Maintien de la mobilité : L'Entrepreneur est autorisé à
- Fermer complètement la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington avec maintien de la circulation locale;
- Aménager la rue à double sens entre la rue William et la rue Wellington.

PHASE 3A : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue des Sœurs-Grises entre les rues William et Wellington. Travaux de construction d'une dalle de béton pour l'arrêt d'autobus à l'intersection des rues Sœurs-Grises et Wellington

Horaire de travail : Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h

Maintien de la mobilité: L'Entrepreneur est autorisé à
- Fermer complètement la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington avec maintien de la circulation locale;
- Aménager la rue à double sens entre la rue William et la rue Wellington;
- Fermer complètement la rue Wellington en direction est et ouest, entre les rues McGill et des King, avec maintien de la circulation locale jusqu'à la limite des travaux;
- Inverser le sens de la rue Marguerite-d'Youville entre les rues McGill et des Sœurs-Grises afin que la circulation soit à sens unique en direction est.

PHASE 3B : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage sur la rue des Sœurs-Grises entre les rues William et Wellington. Travaux d'égout à l'intersection des rues Sœurs-Grises et Wellington.

Horaire de travail : Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h

Maintien de la mobilité: L'Entrepreneur est autorisé à
- Fermer complètement la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington avec maintien de la circulation locale;
- Aménager la rue à double sens entre la rue William et la rue Wellington;
- Fermer complètement la direction ouest de la rue Wellington entre les rues McGill et des Sœurs-Grises. Maintenir en tout temps une voie de circulation de 3,5 mètres de largeur en direction est;
- Inverser le sens de la rue Marguerite-d'Youville entre les rues McGill et des Sœurs-Grises afin que la circulation soit à sens unique en direction est.

	PHASE 4 : Travaux de pavage de la couche de surface sur la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington, incluant les intersections des rues William/Sœurs-Grises et Wellington/Sœurs-Grises **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h, samedi 8h à 19h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue William entre les rues des Sœurs-Grises et McGill; - Aménager la rue à double sens entre la rue Saint-Henri et la rue des Sœurs-Grises; - Fermer complètement la bande cyclable en direction ouest sur la rue William entre la rue McGill et la rue Prince. Détourner les cyclistes via les rues McGill, de la Commune et Prince; - Fermer complètement la rue des Sœurs-Grises entre la rue William et la rue Wellington avec maintien de la circulation locale; - Aménager la rue à double sens entre la rue William et la rue Wellington; - Fermer complètement la direction ouest de la rue Wellington entre les rues McGill et des Sœurs-Grises. Maintenir en tout temps une voie de circulation de 3,5 mètres de largeur en direction est; - Inverser le sens de la rue Marguerite-d'Youville entre les rues McGill et des Sœurs-Grises afin que la circulation soit à sens unique en direction est. - L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR et d'une zone de livraison.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale et d'un PMVM pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 8 janvier 2020

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
A/S MONSIEUR ROBERT PHANEUF
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE (QC) J3H 0M6

N° de décision : 2020-DAMP-1006
N° de client : 2700000245

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 464910

Date de publication : 2022-02-28
Date d'ouverture : 2022-03-22

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	9329-0146 QUEBEC INC.
2	COJALAC INC.
3	CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.
4	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
5	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
8	LES PAVAGES CÉKA INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 464910
Unité administrative responsable : SIRR , Direction des infrastructures , Division de la conception des projets
Projet : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;**
- Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que l'**équité** sur l'ensemble du territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :
1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.
2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231029

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie dans la rue des Soeurs-Grises, de la rue Wellington à la rue William. Dépense totale de 2 712 235,50 $ (contrat: 2 196 000,00 $ + contingences: 219 600,00 $ + incidences: 296 635,50$), taxes incluses. Appel d'offres public 464910 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_GDD 1227231029_DRE.xlsx

Intervention financière 1227231029 SUM_VF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste
Tél : (514) 872-8464

Co-Auteure:

Sarra Zouaoui
514-872-5596

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Reak Sa SEN
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : (514) 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.014

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1220025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) Champlain (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 162 841,42 $, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée (no de projet ING-054571), pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) Champlain (projet de l'entente 83-89 - Fiche no 24) pour une somme maximale de 162 841,42$, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

3. d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2022-04-07 10:39

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220025002**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) Champlain (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 162 841,42 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle s'est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires. Le projet du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) Champlain, prévu à l'entente 83-89, vise à faire l'enfouissement des réseaux câblés aériens et existants sur les tronçons de rues suivantes:
- rue Alexandre-de-Sève entre les rues Sainte-Catherine Est et de Maisonneuve Est;
- rue Plessis entre les rues Sainte-Catherine Est et de Maisonneuve Est;
- rue Panet entre les rues Sainte-Catherine Est et de Maisonneuve Est;
- rue de la Visitation entre les rues Sainte-Catherine Est et de Maisonneuve Est;
- rue Martineau entre les rues Panet et de la Visitation.

L'entente 83-89 a été conclue entre la Ville et Hydro-Québec afin de procéder à l'enfouissement ou au déplacement hors rue des réseaux câblés d'électricité, de télécommunications et de câblodistribution. Ce projet vise des tronçons totalisant une longueur d'environ 700 mètres et prévoit l'enlèvement de 23 poteaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0005 - 20 janvier 2022 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2022-2024 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée, pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien sur les tronçons de rues mentionnés ci-dessus.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Vidéotron ltée doit réaliser sur son réseau, selon les dispositions de

l'article 573.3 par. 7° de la Loi sur les Cités et Villes. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec facture à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Vidéotron ltée en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 162 841,42$ (taxes incluses). Le montant nécessaire est prévu dans le budget PTI 2022-2024 de la CSEM

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il s'agit d'un projet de conversion du réseau câblé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la Covid-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: Mai 2022
Conseil municipal: Mai 2022
Projet qui débutera vers juin 2022 et qui se complétera à l'été 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2022-04-07
Gilles G - Ext GAUDET Dir. planification et relations avec les grands partenaires		Serge A BOILEAU Président	
Tél :	514-384-6840 poste 244	**Tél :**	514 384-6840
Télécop. :	514-384-7298	**Télécop. :**	514 384-7298

VIDÉOTRON

Montréal, le 8 février 2022

Monsieur Gilles Gaudet
Chargé de projet
CSEM
50, Boul. Crémazie Ouest, suite 700
Montréal (Québec) H2P 2T3

Numéro de projet : ING-054751

Objet : Enfouissement de réseau
Rue Wolf, Montcalm, Beaudry, Visitation, Panet, Plessis et Alexandre-de-Sève entre les rues Sainte-Catherine Et Boul. de Maisonneuve, Montréal

Monsieur,

Pour faire suite à votre récente demande concernant le déplacement de réseau, veuillez trouver ci-jointe **l'estimation budgétaire** des coûts que Vidéotron Ltée devra encourir relativement au projet mentionné en rubrique. Ces coûts s'élèvent au montant de 141 632,02 $ **excluant les taxes**. Il est cependant entendu que le demandeur sera facturé au coût réel. Cette estimation est valide pour une période de soixante (60) jours.

Veuillez noter que cette estimation est basée sur les dernières informations que nous avons reçues. Cependant, si la CSEM devait apporter d'autres modifications à la demande ou dans l'éventualité où l'exécution des travaux devait différer de ceux pressentis par Vidéotron, un addenda vous sera émis afin de vous informer de toutes modifications, en plus ou en moins, à la présente estimation.

Si la CSEM est d'accord avec l'estimation, veuillez signer la présente lettre et nous la retourner.

Si le paiement n'est pas reçu dans les 60 jours suivant l'émission de la facture finale, des intérêts de 18% annuel s'appliqueront sur le montant initial.

VIDÉOTRON

8 février 2022

Numéro de projet : ING-054751
Votre référence : 20101017-18

Pour toute question supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec Madame Laura Catalina Hernandez, gestionnaire de projet, au 514 380-1251 ou par courriel au lauracatalina.hernandez@videotron.com.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Gilles Guénette

Signature numérique de Gilles Guénette
Date : 2022.03.24 10:10:14 -04'00'

Gilles Guénette
Superviseur, Conception
Ingénierie réseau filaire et bureau de projet
Vidéotron Ltée

Par la présente, j'autorise les frais de 162 841,42 $ **incluant les taxes.**

_____ Date : _____

Gilles Gaudet
Chargé de projet
CSEM

GG/gb

p. j.

c. c. Laura Catalina Hernandez

VIDÉOTRON

DÉTAILS DE L'ESTIMÉ

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL. PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC, H1V 2E4

DESCRIPTION DU PROJET

Date d'ouverture du projet	2008-10-24	Délai de livraison	180 jours ouvrables
Concepteur	Karima Bachène	Superviseur	Gilles Guénette
Localisation des travaux	WOLFE MONTCALM BEAUDRY		

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Projet PIQA Champlain. Enfouissement de 0.6km de réseau dans les conduits de la CSEM. Cela nécessite le remplacement de 2km de câble, de deux nœuds FAV doubles et l'installation d'une source d'alimentation

INFORMATION CLIENT

Demandeur	Gilles Gaudet
Municipalité	MONTREAL SAINTE-MARIE
Date de besoin du client	2015-12-25
No. de projet (référence)	ING-054751

SOMMAIRE DES COÛTS

Catégorie	Nb. d'heure	Coût facturable	% Facturable demandeur	Coût facturable demandeur	Coût supporté Vidéotron
Conception			-		
Conception interne	0,2	37,80 $	50 %	18,90 $	18,90 $
Droits de passage		28 399,74 $	50 %	14 199,87 $	14 199,87 $
Conception réseau interne	240,5	34 557,44 $	50 %	17 278,72 $	17 278,72 $
Relevés interne	24,3	3 004,33 $	50 %	1 502,17 $	1 502,17 $
Demande de permis interne	35,9	4 696,44 $	50 %	2 348,22 $	2 348,22 $
Gestion coupures service interne	9,0	1 293,21 $	50 %	646,61 $	646,61 $
Construction			-		
Construction interne	552,8	95 275,08 $	50 %	47 637,54 $	47 637,54 $
Matériel			-		
Matériel interne		35 402,19 $	0 %	- $	35 402,19 $
Autres			-		
Valeur résiduelle du réseau en place		116 000,00 $	50 %	58 000,00 $	58 000,00 $
Crédit au client				- $	
SOUS-TOTAL	**862,6**	**318 666,24 $**		**141 632,02 $**	**177 034,21 $**
TPS (5%)		15 933,31 $		7 081,60 $	8 851,71 $
TVQ (9.975%)		31 786,96 $		14 127,79 $	17 659,16 $
TOTAL	**862,6**	**366 386,50 $**		**162 841,42 $**	**203 545,09 $**

PRÉPARÉ PAR: Karima Bachène 2022-02-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1220025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement du Programme d'intervention dans les quartiers anciens (PIQA) Champlain (projet de l'entente 83-89) pour une somme maximale de 162 841,42 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certificat de fonds et de conformité GDD 1220025002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227231032

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou, de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022)- Dépense totale de 1 937 077,17 $ (contrat: 1 682 767,20 $ + contingences: 168 276,72 $ + incidences: 86 033,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 468718 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé:
1- d'accorder à Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou,de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 682 767,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 468718;

2- d'autoriser une dépense de 168 276,72 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 86 033,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:19

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231032**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou, de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022)- Dépense totale de 1 937 077,17 $ (contrat: 1 682 767,20 $ + contingences: 168 276,72 $ + incidences: 86 033,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 468718 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 51 M$ pour l'année 2022 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussée par planage et revêtement (PRCPR).

Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine1, le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction de la mobilité soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.

Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés

nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons, dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR et PRCPR 2022 leur a été transmise en février 2021 de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Selon les auscultations réalisées au cours des dernières années, l'état des chaussées du réseau artériel est passé de 53 % en mauvais et très mauvais état, en 2015, à 26 % en 2020, une nette amélioration en 5 ans, et des investissements importants sont prévus dans les prochaines années pour poursuivre sur cette lancée.

La sélection des projets est effectuée par la Division de la gestion des actifs routiers et cyclables à la Direction de la mobilité du SUM, alors que la gestion et la réalisation du programme sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction de la mobilité a mandaté la Direction des infrastructures du SIRR afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0187 - 24 mars 2022 - Conclure une entente cadre de services professionnels avec la firme FNX-Innov inc. (contrat #1 : 9 802 768.50 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR de 2022 à 2024 sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 21-18971 - 2 soumissionnaires (1217231088).

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans les arrondissements d'Anjou,de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 2,25 kilomètres.
Le PCPR+ est un PCPR dont la technique de réhabilitation de chaussée est basée sur un remplacement total de la couche d'enrobé, cette dernière est appliquée uniquement pour les tronçons de rue qui présentent un résiduel d'enrobé de moins de 20 mm après planage et reposant sur une base granulaire.

	No DE PLAN	RUE	DE	À	LONG. (M)	PROG
ANJOU	**PL-VO-041**	Avenue M-B-Jodoin	Rue Renaude-Lapointe	BL. Louis-H.-La Fontaine	235	PCPR
	PL-VO-043	Rue Renaude-Lapointe	Avenue M-B-Jodoin	Rue Bombardier	118	PCPR

	PL-VO-236	Rue Colbert	BL. Louis-H.-La Fontaine	Rue Grenache	422	PCPR
L'ÎLE-BIZARD-SAINTE-GENEVIÈVE	**PL-VO-016**	Rue Cherrier	Rue Legault	Rue Jean-Yves	514	PCPR
PIERREFONDS-ROXBORO	**PL-VO-018**	Boulevard Gouin O	Rue Richmond	Rue Hertel	626	PCPR
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES-POINT-AUX-TREMBLES	**PL-VO-188**	Avenue Rita levi-Montalcini	Rue Pierre-Forestier	Avenue Fernand-Forest	174	PCPR
VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION	**PL-VO-177**	Rue Michel-Ange	16e, avenue	Rue François-Perrault	158	PCPR

Une liste de rues ainsi qu'une carte des arrondissements se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 168 276,72 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités seront appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue tel que stipulé à l'article 3.1.7 c du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges qui prévoit quatre (4) différentes pénalités selon le type de rue.
Étant donné que c'est un contrat à multi sites avec un délai contractuel global, le montant de la pénalité est établi selon la caractéristique de l'axe la plus sensible pour l'ensemble des tronçons, dans ce contrat, c'est le type 2 tel que décrit à l'article 1 du cahier des charges. Le montant de cette pénalité est de 1100,00 $ par jour pour le non respect du délai maximal par rue.

De plus, l'article 7.4.2 du même cahier des charges prévoit une autre pénalité pour le non respect des délais entre les différentes opérations de planage, revêtements et marquage. Cette pénalité est de 500,00 $ par jour.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse

soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)(1)	**TOTAL** (taxes incluses)
AMÉNAGEMENT DE SOUSA - 4042077 CANADA INC	1 682 767,20 $	168 276,72 $	1 851 043,92 $
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 742 138,16 $	174 213,82 $	1 916 351,98 $
SINTRA INC.	1 747 045,07 $	174 704,51 $	1 921 749,58 $
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 786 102,22 $	178 610,22 $	1 964 712,44 $
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	1 813 624,21 $	181 362,42 $	1 994 986,63 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 882 461,36 $	188 246,14 $	2 070 707,50 $
ROXBORO EXCAVATION INC.	1 971 000,00 $	197 100,00 $	2 168 100,00 $
LES ENTREPRENEURS MICHAUDVILLE INC.	2 070 000,00 $	207 000,00 $	2 277 000,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 938 508,78 $	193 850,88 $	2 132 359,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(281 315,74 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-13,20 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			65 308,06 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			4 %

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPEC).

Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a analysé les huit (8) soumissions reçues pour l'appel d'offres et un écart favorable à la Ville de l'ordre de 13,20 % a été constaté entre l'estimation de soumission et la plus basse soumission conforme (PBSC).

L'écart le plus grand, totalisant 5,6%, se situe dans l'article suivant:

- Préparation des sols d'infrastructure de la chaussée;

Le reste de l'écart est réparti sur les autres articles de la soumission.

Considérant ces informations et vu que l'écart est favorable à la Ville, la DGPEC considère approprié de poursuivre le processus d'octroi du contrat .

La Ville procédera à une évaluation du rendement de Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc. dans le cadre de ce contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 937 077,17 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc. pour un montant de 1 682 767,20 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 168 276,72 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 86 033,25 $ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 1 769 591,45 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant:
- # 15-019 «Travaux réfection du réseau routier CM15 0223 » pour un montant de 1 769 591,45 $ et une proportion de 100 %.

Le programme 55856 - Programme complémentaire de planage et revêtement artériel est subventionné à 100% par le programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), ce qui implique que le coût net imputé à la ville centrale est de 0 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 27 juin 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du programme complémentaire de planage et revêtement 2022 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : juillet 2022
Fin des travaux : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Chantal BRISSON, Pierrefonds-Roxboro
Pierre Yves MORIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Olivier BARTOUX, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Abdelwahid BEKKOUCHE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Stéphane CARON, Anjou
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Olivier BARTOUX, 7 avril 2022
Valérie G GAGNON, 7 avril 2022
Damien LE HENANFF, 7 avril 2022
Abdelwahid BEKKOUCHE, 7 avril 2022
Stéphane CARON, 7 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YOUCEF
Ingénieur

Tél : 438-354-2547
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-22

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION -

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 468718 — No du GDD : 1227231032

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans divers arrondissements de la Ville de Montréal (PCPR+2022)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 / 3 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 29 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 29 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
23 / 3 / 2022	Aucune modification aux documents d'appel d'offre. L'addendaa été émis pour publier le tableau des questions et réponses.	Néant

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 73

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 27 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
AMÉNAGEMENT DE SOUSA - 4042077 CANADA INC	1 682 767,20
CONSTRUCTION VIATEK INC.	1 742 138,16
SINTRA INC	1 747 045,07
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 786 102,22
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	1 813 624,21
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 882 461,36
ROXBORO EXCAVATION INC.	1 971 000,00
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	2 070 000,00
Estimation **interne**	1 938 508,78

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-13,2%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **3,5%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

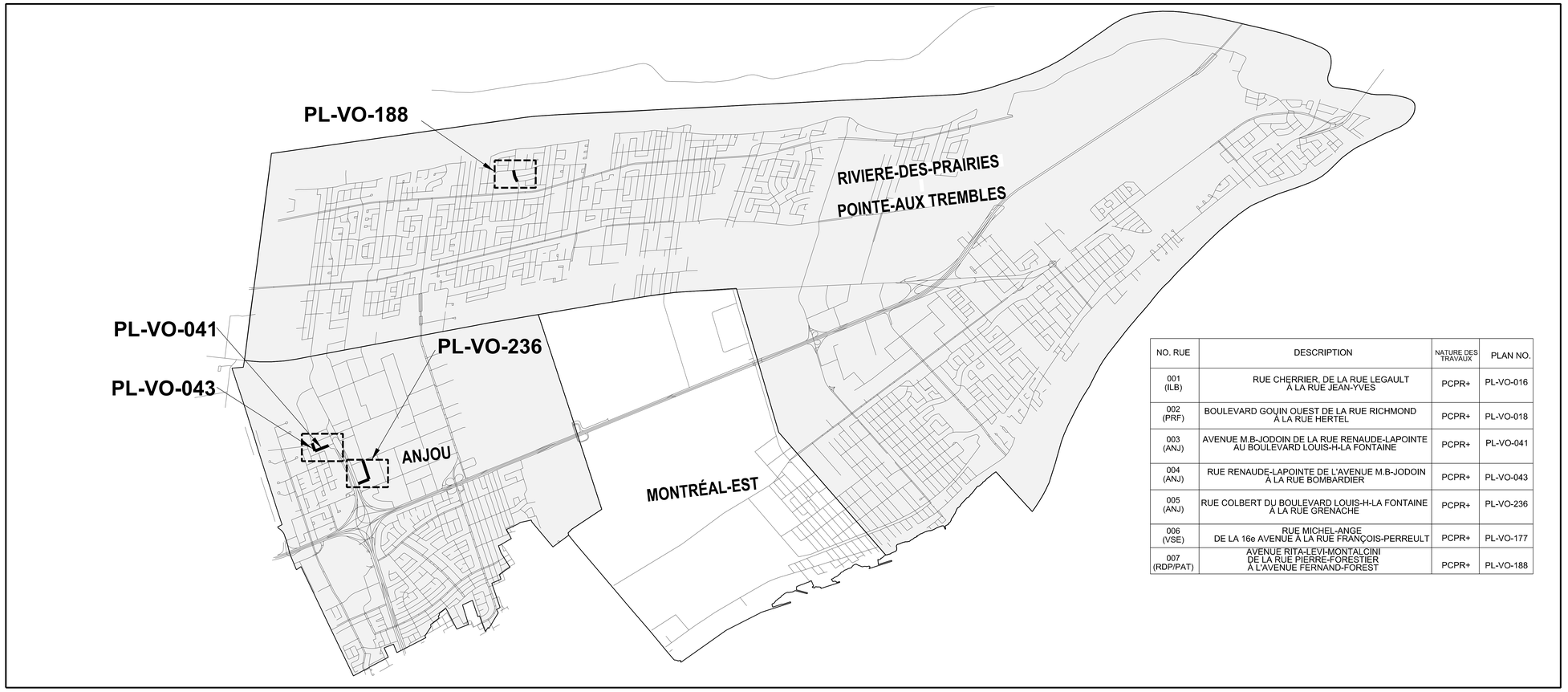
Nom du soumissionnaire : AMÉNAGEMENT DE SOUSA - 4042077 CANADA INC

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 1 682 767,20

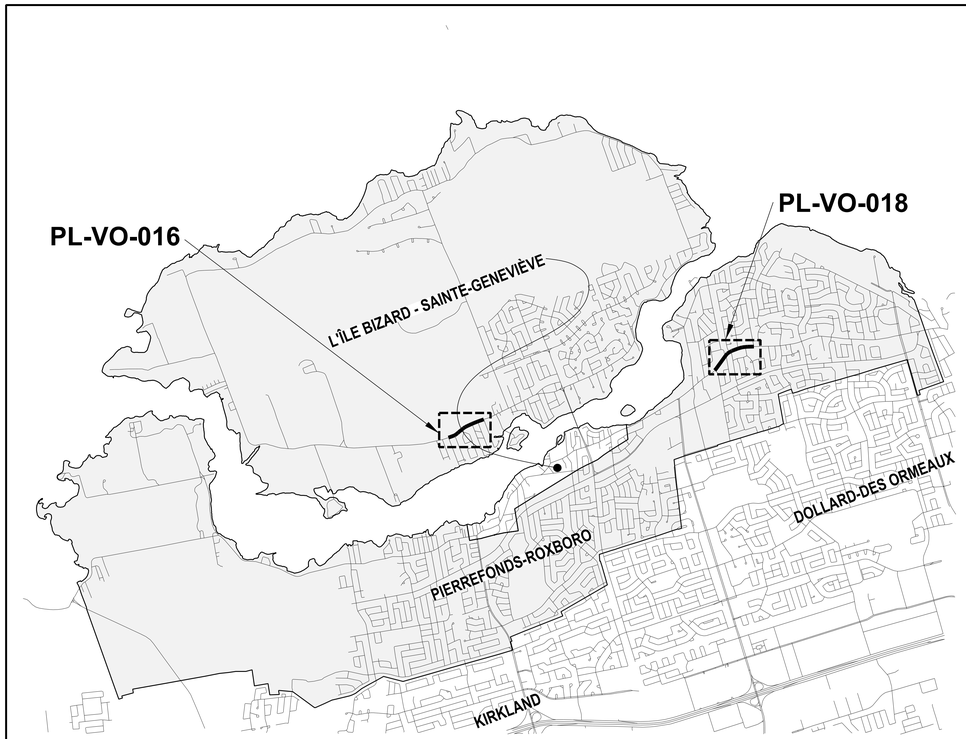
Montant des contingences ($) : 10,0% — 168 276,72

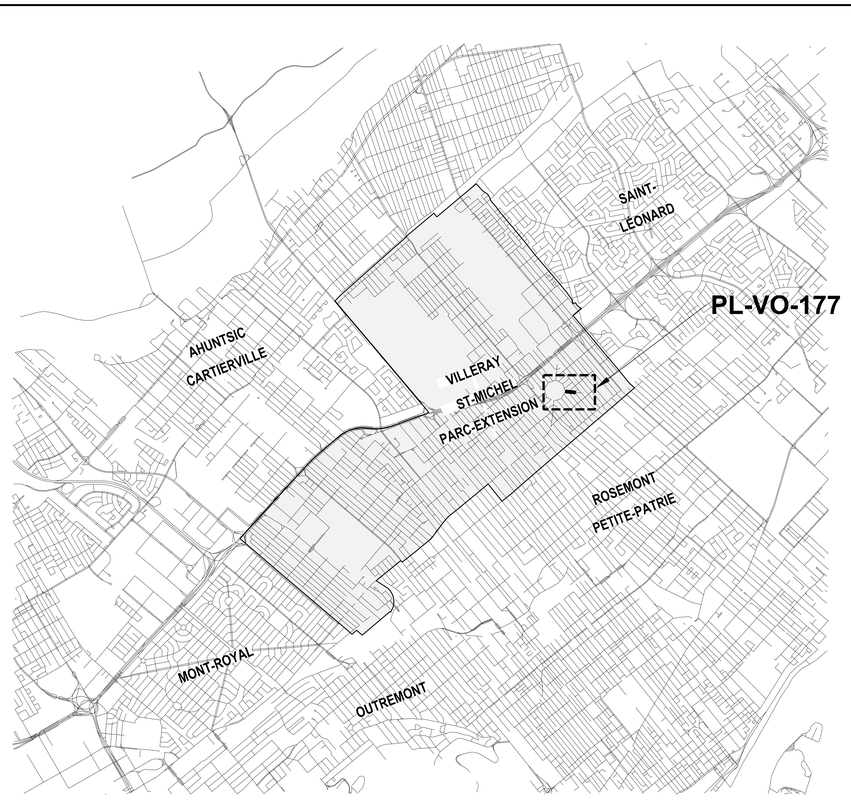
Montant des incidences ($) : 86 033,25

Date prévue de début des travaux : 4 / 7 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 20 / 10 / 2022



NO. RUE	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
001 (ILB)	RUE CHERRIER, DE LA RUE LEGAULT À LA RUE JEAN-YVES	PCPR+	PL-VO-016
002 (PRF)	BOULEVARD GOUIN OUEST DE LA RUE RICHMOND À LA RUE HERTEL	PCPR+	PL-VO-018
003 (ANJ)	AVENUE M.B-JODOIN DE LA RUE RENAUDE-LAPOINTE AU BOULEVARD LOUIS-H-LA FONTAINE	PCPR+	PL-VO-041
004 (ANJ)	RUE RENAUDE-LAPOINTE DE L'AVENUE M.B-JODOIN À LA RUE BOMBARDIER	PCPR+	PL-VO-043
005 (ANJ)	RUE COLBERT DU BOULEVARD LOUIS-H-LA FONTAINE À LA RUE GRENACHE	PCPR+	PL-VO-236
006 (VSE)	RUE MICHEL-ANGE DE LA 16e AVENUE À LA RUE FRANÇOIS-PERREULT	PCPR+	PL-VO-177
007 (RDP/PAT)	AVENUE RITA-LEVI-MONTALCINI DE LA RUE PIERRE-FORESTIER À L'AVENUE FERNAND-FOREST	PCPR+	PL-VO-188





PLAN DE LOCALISATION

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Notes

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
100	2022 / 04 / 01	Pour Construction	Malek YOUCEF

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Élaboré par:
Akli RAHEM, agent tech. | RELEVÉ TERRAIN | 2021 / 06 / 09
Caroline CIMON, dess | MISE EN PLAN | 2022 / 04 / 01

Votre

Sceau de l'ingénieur(e):
Malek Youcef
Original signé le: 2022-04-14

Préparé par:
Malek YOUCEF, Ing.

Projet: **PCPR+ 2022**

Arrondissement(s): **Anjou, Île-Bizard - Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Villeray-St-Michel-Parc extension**

Nature des travaux:
Travaux de voirie dans les rue M.-B.- Jodoin, Renaude-Lapointe, Colbert, Cherrier, Michel-Ange, avenue Rita-Levi-Montalcini et boulevard Gouin,

Titre du plan:
LOCALISATION DES TRAVAUX

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200
0 1.25 2.5 5.0 7.5 10.0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
468718	PL-VO-000	1/1	100	01

SOUMISSION	468718

Travaux de voirie dans les arrondissements: d'Ajou, Ile-Bizard-Sainte-Genevieve,Pièrrefonds-Roxboro, Rivière-des-Prairies-Pointe-Aux-Trembleset Villeray-St-Michel-Parc-Extension (PCPR+_2022)

ARR	No DE PLAN	RUE	DE	A	PROG
ILE-BIZARD	**PL-VO-016**	Rue Cherrier	Rue Legault	Rue Jean-Yves	PCPR+
PIERRE-FONDS-ROXBORO	**PL-VO-018**	Boulevard Gouin Ouest	Rue Richmond	Rue Hertel	PCPR+
ANJOU	**PL-VO-041**	Avenue M-B-Jodoin	Rue Renaude-Lapointe	Boulevard Louis-H.-La Fontaine	PCPR+
	PL-VO-043	Rue Renaude-Lapointe	Avenue M-B-Jodoin	Rue Bombardier	PCPR+
	PL-VO-236	Rue Colbert	Boulevard Louis-H.-La Fontaine	Rue Grenache	PCPR+
VILLERAY-ST-MICHEL-PARC-EXTENSION	**PL-VO-177**	Rue Michel-Ange	16e, avenue	Rue François-Perrault	PCPR+
RIVIERE-DES-PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES	**PL-VO-188**	Av. Rita levi-Montalcini	Rue Pierre-Forestier	Avenue Fernand-Forest	PCPR+

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux de voirie à divers endroits de la Ville de Montréal (PCPR+ 2022)				
GDD	**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**	
1227231032	468718	Arrond. multiples pour toute la Ville	2022-04-08	Infra.réseau routier-Infra	
Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**	**Type de rue [3]**	

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

										Taux de la Ville		Taux CSÉM				
										Taxes	Net	Taxes	Net			
										1,14975	1,049875	1,14975	1,008479			
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #1	Projet SIMON	Incidences - Description	Requérant	Projet Investi	#	Dépenses incidentes du sous-projet incidences #1	Taxes	Type d'incidences	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristourne taxes	Total Incidences avant taxes	Total Incidences avec taxes	Total Incidences net ristourne taxes	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2155856045	189790	- Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée réhab	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite	55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel - Corpo - Protection	1.1	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers) et frais de gestion	Ville	Tech	30 000,00 $	34 492,50 $	31 496,25 $	76 000,00 $	86 033,25 $	79 341,63 $	54590	070003
					1.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	10 000,00 $	11 497,50 $	10 498,75 $				54301	070003
					1.3	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	27 000,00 $	31 043,25 $	28 346,63 $				54301	070003
					1.4	Marquage et signalisation par cols bleus	Non	Tech	9 000,00 $	9 000,00 $	9 000,00 $				54590	070003

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Requérant - Description	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Catégorie d'actif SIMON	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
Urban.mobi.-Mobilité-4806	15-019 Travaux réfection du réseau routier CM15 0223	2155856044	189789	Rues - Réhabilitation (D.V.10 ans)	1.Travaux	6101.7715019.802719.Activité.57201.000000 .0000.189789.000000.17025.00000	1 463 594,00 $	1 682 767,20 $	1 536 590,75 $
					2.Contingences	6101.7715019.802719.Activité.57201.000000 .0000.189789.070008.17025.00000	146 359,40 $	168 276,72 $	153 659,08 $
		2155856045	189790	Rues - Réhabilitation (D.V.10 ans)	3.Incidences	6101.7715019.802719.Activité.54301.000000 .0000.189790.070003.17025.00000	37 000,00 $	42 540,75 $	38 845,38 $
						6101.7715019.802719.Activité.54590.000000 .0000.189790.070003.17025.00000	39 000,00 $	43 492,50 $	40 496,25 $
Total général							**1 685 953,40 $**	**1 937 077,17 $**	**1 769 591,45 $**

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	% Contingences
1.Travaux	6101.7715019.802719.Activité.57201.000000 .0000.189789.000000.17025.00000	1 463 594,00 $	1 682 767,20 $	1 536 590,75 $	
2.Contingences	6101.7715019.802719.Activité.57201.000000 .0000.189789.070008.17025.00000	146 359,40 $	168 276,72 $	153 659,08 $	10,00%
3.Incidences	6101.7715019.802719.Activité.54301.000000 .0000.189790.070003.17025.00000	37 000,00 $	42 540,75 $	38 845,38 $	
	6101.7715019.802719.Activité.54590.000000 .0000.189790.070003.17025.00000	39 000,00 $	43 492,50 $	40 496,25 $	
Total général		**1 685 953,40 $**	**1 937 077,17 $**	**1 769 591,45 $**	

Récapitulatif par payeur - Travaux-Contingences-Incidences

Requérant	Compétence	Requérant - Description	Montant avec taxes Travaux	Montant avec taxes Contingences	Montant avec taxes Incidences
014 Fonds des dépenses en immobilisations	Corpo	Urban.mobi.-Mobilité-4806	1 682 767,20 $	168 276,72 $	86 033,25 $
Total pour 014 Fonds des dépenses en immobilisations			1 682 767,20 $	168 276,72 $	86 033,25 $
Total général			**1 682 767,20 $**	**168 276,72 $**	**86 033,25 $**

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Payeur	Compétence	Requérant	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget 2022	Budget 2023	Budget 2024	Budget requis Ultérieur
Corpo	Corpo	4806 - Urb	Urban.mobi.-Mobilité-4806	55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel - Corpo - Protection	2155856044	189789	- Réhabilitation Chaussée	1 690 249,83 $	1 690 249,83 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2155856045	189790	- Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée réhab	79 341,63 $	79 341,63 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total pour Corpo								1 769 591,45 $	1 769 591,45 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total général								**1 769 591,45 $**	**1 769 591,45 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Montréal

SOUMISSION 468718 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou, de l'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Villeray-St-Michel-Parc-Extension et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (2022)
PL-VO-016 **Rue Cherrier** De la rue Legault à la rue Jean-Yves	**Travaux de réfection routière et de pavage :** Fermeture complète par tronçon de la chaussée. **Horaire de travail :** Réfection routière : Lundi au vendredi de 7 h à 19 h. Samedi et dimanche de 9 h à 17 h. Pavage : Lundi au vendredi de 19 h à 5 h.
PL-VO-018 **Boulevard Gouin** De la rue Richmond à la rue Hertel	**Travaux de réfection routière et de pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 7 h à 19 h. Samedi et dimanche de 10 h à 19 h.
PL-VO-041 **Avenue M-B-Jodoin** De la rue Renaude-Lapointe au boulevard Louis-H. La Fontaine	**Travaux de réfection routière et de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 7 h à 19 h. Samedi et dimanche de 8 h à 17 h.
PL-VO-043 **Rue Renaude-Lapointe** De l'avenue M-B-Jodoin à la rue Bombardier	**Travaux de réfection routière et de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 7 h à 19 h. Samedi et dimanche de 8 h à 17 h.
PL-VO-236 **Rue Colbert** Du boulevard Louis-H. La Fontaine à la rue Grenache	**Travaux de réfection routière et de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage : Lundi au vendredi de 22 h à 5 h. Réfection routière : Samedi et dimanche de 8 h à 17 h. Pavage : Lundi au vendredi de 7 h à 19 h, Lundi au vendredi de 22 h à 5 h, Samedi et dimanche de 8 h à 17 h.
PL-VO-177 **Rue Michel-Ange** De la 16e avenue à la rue François-Perrault	**Travaux de réfection routière et de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 7 h à 19 h. Samedi et dimanche de 9 h à 17 h.
PL-VO-188 **Avenue Rita Levi-Montalcini** De la rue Pierre-Forestier à l'avenue Fernand-Forest	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au dimanche de 7 h à 19 h.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- À moins d'indication contraire, maintenir tous les mouvements permis aux intersections ; - Interdire le camionnage dans tous les tronçons en travaux ; - Maintenir une voie de circulation, d'une largeur minimale de 3,0 mètres, sur les rues locales transversales lors des travaux de planage et d'ajustement de structures ; - Positionner les véhicules de chantier ainsi que les matériaux utilisés du même côté de la rue pour que l'accès puisse se faire en ligne droite ; - À moins d'indication contraire, entraver complètement une seule intersection routière à la fois pour les rues de type collectrices et artérielles, et un maximum de deux intersections à la fois

Secteur	Travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou, de l'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Villeray-St-Michel-Parc-Extension et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (2022)
	pour les rues locales ; - Mettre en place des panneaux de changement de l'état de chaussée T-D-340 et des panneaux de chaussée cahoteuse T-D-360, au début et à la fin de chaque zone de transition ; - Mettre en place toutes les mesures requises par la CNESST concernant la COVID-19 ; - Maintenir, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles ; - Ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux - Sécuriser de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7 ; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes ; - Prévoir d'accéder à son chantier de façon à nuire le moins possible aux conditions de circulation environnantes ; - Installer à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves ; - Accommoder et maintenir en tout temps, l'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux ; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite ; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 mai 2017

4042077 CANADA INC.
A/S MONSIEUR WILSON DE SOUSA
1865, BOUL FORTIN, BUREAU C
LAVAL (QC) H7S 1P1

N° de décision : 2017-CPSM-1032624
N° de client : 3000324211

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous AMÉNAGEMENT DE SOUSA, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 4042077 CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 22 avril 2020

4042077 CANADA INC.
3872, BOUL LEMAN
LAVAL QC H7E 1A1

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000324211
N° de demande :	2000023485
N° de confirmation de paiement :	022531

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 468718

Date de publication : 2022-03-07
Date d'ouverture : 2022-03-29

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	CONSTRUCTION VIATEK INC.
2	DE SOUSA
3	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
4	EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.
5	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
6	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
7	LES PAVAGES CÉKA INC.
8	PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.
9	PAVAGES MULTIPRO INC.
10	ROXBORO EXCAVATION INC.
11	SINTRA INC.

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227231032*

Unité administrative responsable : Service De L Urbanisme Et De La Mobilité

Projet : Travaux de voirie dans les arrondissements: d'Anjou, d'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Élargissement des trottoirs sur 800 m et construction d'avancées de trottoir à 8 intersections, augmentant le confort et la sécurité des piétons dans un milieu où les infrastructures piétonnes sont déficientes - priorité 3 Amélioration de l'accès en transports actif et collectif au parc métropolitain Frédéric-Back, amélioration de la traversée des écoliers sous l'autoroute 40 pour les écoliers de l'école primaire Saint-Bernardin et plantation de 6 nouveaux arbres - priorité 19			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231032

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Aménagement De Sousa-4042077 Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements d'Anjou, de l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rivière-Des-Prairies-Pointe-Aux-trembles et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR+ 2022)- Dépense totale de 1 937 077,17 $ (contrat: 1 682 767,20 $ + contingences: 168 276,72 $ + incidences: 86 033,25 $), taxes incluses. Appel d'offres public 468718 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification 1227231032.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Cédric AGO
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-1444
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1226638001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à NMP Golf construction Inc., pour des travaux d'aménagement d'une portion du secteur de la Plaine Est au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 427 234,51 $, taxes incluses (contrat : 328 641,93 $ + contingences : 32 864,19 $ + variation de quantités : 49 296,29 $ + incidences : 16 432,10 $) - Appel d'offres public 21-6660 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :
d'accorder à NMP Golf construction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement d'une portion du secteur de la Plaine Est au parc Frédéric-Back, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 328 641,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (21-6660) ;

d'autoriser une dépense de 32 864,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

d'autoriser une dépenses de 49 296,29 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

d'autoriser une dépense de 16 432,10 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

de procéder à une évaluation du rendement de NMP Golf construction Inc.;

d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant de 427 234,51$.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 14:51

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226638001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à NMP Golf construction Inc., pour des travaux d'aménagement d'une portion du secteur de la Plaine Est au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 427 234,51 $, taxes incluses (contrat : 328 641,93 $ + contingences : 32 864,19 $ + variation de quantités : 49 296,29 $ + incidences : 16 432,10 $) - Appel d'offres public 21-6660 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Frédéric-Back couvre une superficie de 153 hectares, laquelle est divisée en secteurs à être aménagés successivement.
À l'été 2021, une partie du secteur Plaine Est, un espace vaste et dégagé de 13 hectares, a été aménagée et ouverte à la population. L'autre partie, faisant l'objet du présent dossier, concerne l'ajout d'un accès qui permettra la connectivité entre la couronne du parc et le plateau supérieur. L'ouverture de cette portion de la Plaine Est permettra aux citoyens et citoyennes d'accéder au plateau supérieur par un lien important qui est tissé avec le réseau de sentiers existants. La sécurité des déplacements sera mise en avant-plan et les aménagements proposés permettront un usage à l'année, même en conditions hivernales, tout en exigeant un entretien minimal.

Pour élaborer le projet d'aménagement et les documents d'appel d'offres, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) s'est adjoint la firme d'architectes paysagistes Rousseau-Lefebvre.

Autorisations

Le projet Aménagement du complexe environnemental de Saint-Michel est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu l'autorisation du comité exécutif le 28 janvier 2019 de procéder à la phase Exécution, le mandat d'exécution #SMCE198074006 a été émis.

Appel d'offres

L'appel d'offres porte le n^{o} 21-6660 et a été lancé le 24 février 2022 pour se terminer 30 jours plus tard, soit le 24 mars 2022 à 13 h 30. Le processus d'appel d'offres utilisé a été de type public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir, et sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO durant toute la période d'appel d'offres.

Deux addenda ont été émis respectivement le 17 mars 2022 et le 18 mars 2022. Ils visaient à fournir les documents originaux en format DWG et à préciser l'adresse de dépôt des soumissions. Les différents addenda ont été envoyés à tous les preneurs de documents de l'appel d'offres.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Les soumissions reçues sont donc valides jusqu'au 22 juillet 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0381 - 22 août 2019 - Octroyer un contrat à Lanco Aménagement Inc. pour les travaux d'aménagement des secteurs Iberville Nord et Plaine Est du parc Frédéric-Back pour un montant total de 7 236 667,92 $, taxes incluses - Autoriser une dépense totale nette, après ristourne, de 8 511 164,64 $, incluant contrat, contingences, quantités variables et incidences - Appel d'offres public (17-6992) - 4 soumissionnaires - Contrat n^{o} 17-6992.
SMCE198074006 – 28 janvier 2019 : Mandat d'exécution – Parc Frédéric-Back – Bloc 2.

DESCRIPTION

Les travaux prévus au contrat consistent, sans s'y limiter, à faire :

- le terrassement et la mise en forme du site;
- la protection du milieu existant et des végétaux;
- les infrastructures de chemins et sentiers;
- la mise en place de terreau et hersage de surfaces;
- l'aménagement de fossés de drainage et d'installations pluviales;
- l'aménagement de sentiers piétons et d'une placette de repos;
- l'installation d'un muret et d'un empierrement franchissable en grosses pierres;
- la plantation de près de 850 arbustes, de 1900 vivaces et des travaux d'ensemencement.

Les travaux sont prévus du printemps 2022 à l'automne 2022.

Pour ce projet, un montant de 32 864,19 $, taxes incluses, représentant 10 % du contrat de base, est requis à titre de budget de contingences. Ce montant est nécessaire afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux.

Un montant de 49 296,29$, taxes incluses, représentant 15 % du contrat de base, est également requis à titre de variations de quantité.

En ce qui a trait au budget d'incidences, un autre montant de 16 432,10 $, taxes incluses, représentant 5 % du contrat de base, est requis. Ce montant permettra de couvrir les frais affectés au contrôle qualitatif et à diverses expertises techniques.

JUSTIFICATION

Sur l'ensemble des onze preneurs du cahier des charges, trois (27 %) ont déposé une soumission conforme, huit (73 %) n'ont pas déposé de soumission. Ces huit entrepreneurs généraux n'ont pas donné de motif de désistement.
Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables, de même que les documents relatifs aux soumissions conformes (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, cautionnement, etc.).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
NMP Golf construction inc.	328 641,93 $	82 160,48 $	410 802,41 $

L'entreprise 9190-8673 QUÉBEC INC.	482 662,75 $	120 665,69 $	603 328,44 $
E2 R inc.	613 034,05 $	513 258,52 $	766 292,57 $
Dernière estimation réalisée	420 916,86 $	105 229,22 $	526 146,08 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme - estimation)			-115 343,67 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100			-21,92 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)			192 526,03 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100			46,87 %

Conformité de la soumission :

Les trois soumissionnaires ont fait des erreurs de calcul dans plusieurs items, toutes mineures, ce qui diminue les montants totaux des soumissions, mais ne change pas l'ordre des soumissions.

Les résultats des soumissions présentent des montants d'une bonne variabilité, avec un écart de près de 300 000 $ entre le plus bas et le plus haut soumissionnaire, et environ 155 000 $ avec le deuxième plus bas soumissionnaire. L'analyse de la soumission fait ressortir des grandes différences pour les items d'empierrement. Des six items de pierres, quatre ont des prix avec une différence de plus de 70 % en moins. Les travaux d'ensemencement sont aussi beaucoup plus bas que l'estimation et la moyenne, avec des prix se rapprochant du prix d'achat des semences uniquement. Considérant le profil de l'entreprise et la nature de leurs travaux habituels, il est possible d'émettre l'hypothèse qu'ils ont accès à des ressources comme les pierres et les semences à un prix compétitif. Compte tenu du prix inférieur à l'estimation, un suivi de chantier rigoureux auprès de l'entrepreneur permettra d'assurer la qualité de réalisation des travaux.

À la suite de l'analyse des soumissions déposées et malgré la variation des prix et de l'écart entre les soumissionnaires, l'octroi de contrat est recommandé à l'entreprise NMP Golf Construction Inc.

Ce dossier est assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1), conformément au décret n^{o} 1049-2013, adopté le 23 octobre 2013.

L'adjudicataire recommandé détient son attestation de l'Autorité des marchés publics (n^{o} de client : 2700025503).

Des validations ont été effectuées selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Une attestation valide délivrée le 27 janvier 2022 par Revenu Québec a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire est conforme, en vertu du *Règlement de gestion contractuelle* de la Ville de Montréal.

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement pour un contrat d'exécution de travaux et dont le montant net du contrat se situe entre le seuil d'appel d'offres public et est inférieur à 1 000 000,00 $, une évaluation du rendement sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximal de 427 234,51$, taxes incluses, incluant le prix de base des travaux ainsi que les budgets des contingences, des quantités variables et des incidences.

Voici la ventilation financière :

Description	Montant (taxes incluses)
Prix de base des travaux	328 641,93 $
Contingences (10 %) Quantités variables (15 %)	32 864,19 $ 49 296,29 $
Incidences (5 %)	16 432,10 $
Total avant ristourne de taxes	**427 234,51 $**
Ristourne de taxes	(37 112,46 $)
Total après ristourne de taxes	**390 122,05 $**

- Le montant maximal de 390 122,05 $, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération nº RGC-17-006, du Règlement autorisant un emprunt de 60 7000 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement du parc Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM. Cette dépense sera donc assumée à 100 % par l'agglomération.

- La répartition annuelle des décaissements est prévue comme suit :

2022 : 390 122,05 $.

MONTRÉAL 2030

La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.
Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (ADS+).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé, l'accès au plateau supérieur, par le talus contournant la zone fermée, ne sera pas sécuritaire pour les usagers et usagères du parc.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En situation de Covid-19, il pourrait y avoir un retard dans l'exécution des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 4 mai 2022
Début des travaux : 15 mai 2022
Fin des travaux : 15 juillet 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Eve MALÉPART, 14 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Josianne L'HEREAULT
Architecte paysagiste

Tél : 514 546-2467
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Clément ARNAUD
chef de division - aménagement des parcs métropolitains

Tél : 514 984-1706
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2022-04-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-04-20

PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UNE PORTION DU SECTEUR PLAINE EST

SECTEUR PLAINE EST ACCESSIBLE AU PUBLIC DEPUIS L'ÉTÉ 2021

LIMITE DU CESM

LIMITE DU PARC FRÉDÉRIC-BACK

LÉGENDE

LIMITE DU COMPLEXE ENVIRONNEMENTAL DE SAINT-MICHEL (CESM)

LIMITE DU PARC FRÉDÉRIC-BACK

PARC FRÉDÉRIC-BACK
PLAN DE LOCALISATION

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 10 février 2020

NMP GOLF CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR NORMAND POIRIER
2674, CH PLAMONDON
BUR. 201
SAINTE-MADELEINE (QC) J0H 1S0

N° de décision : 2020-DAMP-1116
N° de client : 2700025503

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous NMP DÉNEIGEMENT, POIRIER DRAINAGE ET AMÉNAGEMENT, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. NMP GOLF CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **9 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Nom du service : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports
Nom de la direction, division, etc. : Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, Division des grands parcs métropolitains

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Date de publication : 24 février 2022
Date d'ouverture : 24 mars 2022

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	9153-5955 QUÉBEC INC.
2	9190-8673 QUÉBEC INC.
3	BAU-QUÉBEC LTÉE
4	CONSTRUCTION URBEX INC.
5	E2R INC.
6	EXCAVATION NATIONAL INC.
7	LANCO AMÉNAGEMENT INC.
8	LES ENTREPRISES P.N.P. INC.
9	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
10	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.
11	NMP GOLF CONSTRUCTION INC.
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 21-6660
Unité administrative responsable :Service des Grands parcs, du Mont-Royal et de Sports
Projet : *Aménagement d'une portion de la Plaine Est au Parc Frédéric-Back*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

<u>Accélérer la transition écologique:</u>

1. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
2. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.
3. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et éco responsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.
4. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

<u>Priorités Montréal 2030:</u>

- Contribuer à la diminution des îlots de chaleur et à l'amélioration de la santé environnementale à l'aide du verdissement, de la plantation d'arbustes, de vivaces et de graminées pour la faune - Priorité 1

- Améliorer l’accès au Secteur de la Plaine Est en offrant une expérience renouvelée et sécuritaire pour tous les usagers (piétons, cyclistes, personnes à mobilité réduites et véhicules d’entretien) - Priorité 2
- Recycler et réutiliser les matières récupérées des chantiers antérieurs du parc et d’autres chantiers de la Ville (terreau, grosses pierres, pierres concassées, végétaux, etc.) pour la réalisation du projet - Priorité 3 et 4.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1226638001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
Objet :	Accorder un contrat à NMP Golf construction Inc., pour des travaux d'aménagement d'une portion du secteur de la Plaine Est au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 427 234,51 $, taxes incluses (contrat : 328 641,93 $ + contingences : 32 864,19 $ + variation de quantités : 49 296,29 $ + incidences : 16 432,10 $) - Appel d'offres public 21-6660 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification 1226638001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5872
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227231030

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Ceka inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de déminéralisation dans la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 1 881 730,92 $ (contrat : 1 399 922,26 $ + contingences: 209 988,34 $ + incidences: 271 820,32 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471510- 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme Les Pavages Ceka inc., le contrat pour l'exécution des travaux de voirie et d'éclairage sur la rue de Verdun aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 399 922,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 471510 ;

2. d'autoriser une dépense de 209 988,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 271 820,32 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

5. de procéder à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Les pavages Céka inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:18

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231030**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Ceka inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de déminéralisation dans la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 1 881 730,92 $ (contrat : 1 399 922,26 $ + contingences: 209 988,34 $ + incidences: 271 820,32 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471510- 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a le mandat de réaliser le Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage. Les principaux objectifs de ce programme sont :
· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile;
· de la construction d'un réseau de bases et conduits;
· de la déminéralisation des surfaces.

Présentement, l'éclairage dans le tronçon du projet est insuffisant. Le mobilier d'éclairage a plus de 50 ans et il y a des luminaires sur les poteaux d'utilités publiques. Le mobilier d'éclairage existant sera remplacé et l'éclairage sur les poteaux sera conservé. L'éclairage du tronçon concerné sera amélioré pour assurer la sécurité de tous les usagers. L'éclairage de la piste cyclable sera notamment amélioré en ajoutant de l'éclairage décoratif derrière le trottoir nord. Le nouveau réseau d'éclairage sera doté de la technologie au DEL. Dans le cadre des travaux de bases et conduits, des travaux de déminéralisation de surfaces seront faits à certains endroits en collaboration avec l'arrondissement de Verdun.

La Direction de la mobilité du SUM a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les travaux ont lieu sur un tronçon de 730 m et consistent à :
- Améliorer la sécurité des lieux;
- Remplacer des actifs désuets;
- Faire la mise aux normes de l'éclairage;
- Faire la construction d'un réseau de bases et conduits;
- Faire la déminéralisation de surfaces à certains endroits.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 209 988,34 $, taxes incluses, soit 15% du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière de mobilier d'éclairage, de gestion des impacts, d'utilités publiques ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés, incluant les dépenses prévues pour la traçabilité de ces sols. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission. *Dans le présent dossier l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels est de 3,2%, défavorable à la Ville . »*

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les pavages CÉKA inc.	1 399 922,26 $	209 998,34 $	1 609 920,60 $
Les entrepreneurs BUCARO inc.	1 495 770,71 $	224 365,61 $	1 720 136,32 $
Environnement Routier NRJ Inc.	1 825 455,78 $	273 818,37 $	2 099 274,15 $

Dernière estimation réalisée ($)	1 357 670,47 $	203 650,56 $	1 561 320,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			48 599,64 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			3,2 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			110 215,72 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6,41 %

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

En considérant ces informations et dans ce contexte, la DGPEC appuie la recommandation d'octroyer le contrat

La Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Les pavages Céka inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 881 730,92 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Les Pavages Ceka Inc pour un montant de 1 399 922,26 $ taxes incluses;
- plus des contingences 209 988,34 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 271 820,32 $ taxes incluses

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 1 718 879,21 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants:

- 18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160
- 19-023 Programme d'aménagement des rues

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Projet	2022	2023	2024	Total
58002 - Programme d'aquisition du mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	744	255		1 000
59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	719	0		719
Total		0	0	1 719

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 27 juin 2022 le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier sont planifiés selon un échéancier serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : juillet 2022
Fin des travaux : juin 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Dominic VACHON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jean CARDIN, Verdun

Lecture :

Jean CARDIN, 21 avril 2022
Valérie G GAGNON, 12 avril 2022
Damien LE HENANFF, 11 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paulo VORPERIAN
ingénieur

Tél : (438) 220-4852
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur des infrastructure
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-22

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 471510 — No du GDD : 1227231030

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de déminéralisation dans la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 / 3 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 29 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 29 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 0 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 27 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — **Total**
LES PAVAGES CÉKA INC.	1 399 922.26
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 495 770.71
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	1 825 455.78

Estimation — **interne** : 1 357 670.47

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **3.1%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **6.8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES PAVAGES CÉKA INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 1 399 922.26

Montant des contingences ($) : 15.0% — 209 988.34

Montant des incidences ($) : 271 820.32

Date prévue de début des travaux : 4 / 7 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 23 / 6 / 2022

rue Argyle
rue Woodland
rue Egan
rue Osborne
rue Beatty
rue Moffat
rue Manning
avenue Brown
rue Richard
rue Godin
rue Riverview
rue Allard
rue Valiquette
rue Monteith
rue Bannantyne
rue de Verdun
rue Brault
boulevard LaSalle
rue Wellington
rue Melrose
voie Non-nommée

Par : Paulo Vorperian, ing.
2022-04-07

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux de voirie et d'éclairage sur la rue Verdun de la rue Riverview a la rue Argyle				
GDD	**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**	
1227231030	471510	Verdun	2021-11-10	Infra.réseau routier-Infra	
Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**	**Type de rue [3]**	
rue 1	Verdun	Riverview	Argyle	Artérielle	

PARTAGE DES COÛTS

ÉTAPE 14 - PARTAGER LES COÛTS ENTRE LES DIFFÉRENTS PAYEURS (voir les instructions plus bas)

Si des tiers participent au projet:
Vérifier avec l'entente de chaque tiers que le montant des travaux et le montant des contingences respecent les montants de l'entente. Si le montant des travaux et/ou des contingences d'un tiers est supérieur à celui de l'entente, alors il faudra attribuer le surplus aux autres payeurs en inscrivant les nouveaux montants dans les colonnes AC et AD de cette section et en informer ces payeurs pour obtenir leurs autorisation.

Sous-projet - Soumission	Projet SIMON - Soumission	Description - Bordereaux de la soumission	Sous-projet - Payeur	Projet SIMON - Payeur	Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes	% contingences	# du partage	1	2	3	4	5	Travaux - Montant avant taxes après partages	Contingences - Montant avant taxes après partages	Contingences - Nouveaux %	Travaux - Montant avant taxes après partages	Contingences - Montant avant taxes après partages	Contingences - Nouveaux %
							Payeur	SUM - 58002	SUM - 59070	Payeur	Payeur	Payeur						
							Travaux partagés	FRAIS COMMUNS	TROTTOIR	travaux partagés	travaux partagés	travaux partagés						
							% Contingence [4]	15,00%	15,00%									
2158002014	189573	Verdun, de Riverview à Argyle - Items communs - frais généraux	2158002014 [5]	189573 [6]	220 168,20 $	15,00%	1	-220 168,20 $					0,00 $	0,00 $	25,00%	0,00 $	0,00 $	25,00%
2158002015	189574	Verdun, de Riverview à Argyle- Éclairage de rue	2158002015 [7]	189574 [8]	218 868,60 $	15,00%	2	143 106,33 $	448 590,00 $				810 564,93 $	121 584,74 $	15,00%	810 564,93 $	121 584,74 $	15,00%
2159070188	189575	Verdun, de Riverview à Argyle - Trottoirs et bordures construction	2159070188 [9]	189575 [10]	778 551,60 $	15,00%	3	77 061,87 $	-448 590,00 $				407 023,47 $	61 053,52 $	15,00%	407 023,47 $	61 053,52 $	15,00%
2159070189	189576	Verdun, de Riverview à Argyle - Chaussée souple construction	2159070189 [11]	189576 [12]	0,00 $	15,00%	4						- $	- $		- $	- $	
					1 217 588,40 $	182 638,26 $		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	1 217 588,40 $	182 638,26 $		1 217 588,40 $	182 638,26 $	
			Totaux avec taxes		1 399 922,26 $	209 988,34 $							1 399 922,26 $	209 988,34 $				
			Grand total		1 609 910,60 $								1 609 910,60 $					

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

										Taux de la Ville		Taux CSÉM				
										Taxes	Net	Taxes	Net			
										1,14975	1,049875	1,14975	1,008479			
						à compléter			à compléter							
Sous-projet incidences #1	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #1**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2159070190	**189577**	**Verdun, de Riverview à Argyle - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée souple**	hisme Et Mobilité,	59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	1.1	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	157 500,00 $	181 085,63 $	165 355,31 $	217 328,61 $	249 873,57 $	228 167,87 $	54301	070003
					1.2	Trace Québec	Ville	Tech	5 330,00 $	6 128,17 $	5 595,83 $				54590	070003
					1.3	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	19 463,79 $	22 378,49 $	20 434,55 $				54301	070003
					1.4	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	19 463,79 $	22 378,49 $	20 434,55 $				54590	070003
					1.5	Plantation par externe	Ville	Tech	15 571,03 $	17 902,79 $	16 347,64 $				54590	070003
Sous-projet incidences #2	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #2**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2258002002	**190464**	**Verdun, de Riverview à Argyle - Incidences professionnelles, techniques et achat Éclairage**	hisme Et Mobilité,	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	2.1	Mobilier urbain - Achat interne	Non	Achat	7 000,00 $	7 000,00 $	7 000,00 $	20 000,00 $	21 946,75 $	20 648,38 $	57401	070003
					2.2	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	13 000,00 $	14 946,75 $	13 648,38 $				54590	070003

RÉCAPITULATIF

Type	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	% Contingences du contrat
1.Travaux	1 217 588,40 $	1 399 922,26 $	1 278 315,62 $	
2.Contingences	182 638,26 $	209 988,34 $	191 747,34 $	**15,00%**
3.Incidences	237 328,61 $	271 820,32 $	248 816,25 $	
Total	**1 637 555,27 $**	**1 881 730,92 $**	**1 718 879,21 $**	

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Payeur	Compétence	Requérant	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022	Budget requis 2023	Budget requis 2024	Budget requis Ultérieur
Corpo	Corpo	4806 - Urba	Urban.mobi.-Mobilité-4806	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	2158002014	189573	Verdun, de Riverview à Argyle - Items communs - frais généraux	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2158002015	189574	Verdun, de Riverview à Argyle- Éclairage de rue	978 640,63 $	733 980,48 $	244 660,16 $	0,00 $	0,00 $
					2258002002	190464	Verdun, de Riverview à Argyle - Incidences professionnelles, techniques et achat Éclairage	20 648,38 $	10 324,19 $	10 324,19 $	0,00 $	0,00 $
				Total pour 58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection				999 289,01 $	744 304,66 $	254 984,35 $	0,00 $	0,00 $
				59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	2159070188	189575	Verdun, de Riverview à Argyle - Trottoirs et bordures construction	491 422,33 $	491 422,33 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2159070189	189576	Verdun, de Riverview à Argyle - Chaussée souple construction	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2159070190	189577	Verdun, de Riverview à Argyle - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée souple	228 167,87 $	228 167,87 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
				Total pour 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection				719 590,20 $	719 590,20 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			Total pour Urban. mobi.-Mobilité-4806					1 718 879,21 $	1 463 894,87 $	254 984,35 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour Corpo							1 718 879,21 $	1 463 894,87 $	254 984,35 $	0,00 $	0,00 $
Total pour Corpo								1 718 879,21 $	1 463 894,87 $	254 984,35 $	0,00 $	0,00 $
Total général								**1 718 879,21 $**	**1 463 894,87 $**	**254 984,35 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT

Afficher données	Règlement d'emprunt	Sous-projet Investi	Projet SIMON	Catégorie d'actif SIMON	Type	Proposition de clé	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes
Urban.mobi.-Mobilité-4806	18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160	2158002014	189573	Lampadaires et s	1.Travaux	6101.7718050.802719.03141.57201.000000 .0000.189573.000000.19010.00000	0,00 $	0,00 $	0,00 $
					2.Contingences	6101.7718050.802719.03141.57201.000000 .0000.189573.070008.19010.00000	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		2158002015	189574	Lampadaires et s	1.Travaux	6101.7718050.802719.03141.57201.000000 .0000.189574.000000.19010.00000	810 564,93 $	931 947,03 $	850 991,86 $
					2.Contingences	6101.7718050.802719.03141.57201.000000 .0000.189574.070008.19010.00000	121 584,74 $	139 792,05 $	127 648,78 $
		2258002002	190464	Lampadaires et s	3.Incidences	6101.7718050.802719.03141.54590.000000 .0000.190464.070003.19010.00000	13 000,00 $	14 946,75 $	13 648,38 $
						6101.7718050.802719.03141.57401.000000 .0000.190464.070003.19010.00000	7 000,00 $	7 000,00 $	7 000,00 $
	Total pour 18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160						952 149,67 $	1 093 685,83 $	999 289,01 $
	19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359	2159070188	189575	Trottoirs et bordu	1.Travaux	6101.7719023.802719.03107.57201.000000 .0000.189575.000000.17030.00000	407 023,47 $	467 975,23 $	427 323,77 $
					2.Contingences	6101.7719023.802719.03107.57201.000000 .0000.189575.070008.17030.00000	61 053,52 $	70 196,29 $	64 098,56 $
		2159070190	189577	Rues base soupl	3.Incidences	6101.7719023.802719.03107.54301.000000 .0000.189577.070003.17020.00000	176 963,79 $	203 464,12 $	185 789,86 $
						6101.7719023.802719.03107.54590.000000 .0000.189577.070003.17020.00000	40 364,82 $	46 409,45 $	42 378,02 $
	Total pour 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359						685 405,60 $	788 045,09 $	719 590,20 $
Total général							**1 637 555,27 $**	**1 881 730,92 $**	**1 718 879,21 $**

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

BUDGET REQUIS - MONTANTS ARRONDIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Compétence	Requérant	Requérant description	Règlement d'emprunt	Projet Investi payeur	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022 (arrondi 1000$)	Budget requis 2023 (arrondi 1000$)	Budget requis 2024 (arrondi 1000$)	Budget requis Ultérieur (arrondi 1000$)	Budget requis Total (arrondi 1000$)
Corpo	4806 - Urbani	Urban.mobi.-Mobilité-4806	18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160	58002 - Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage - Corpo - Protection	999 289,01 $	744 $	255 $	0 $	0 $	1 000 $
			Total pour 18-050 Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage CM 181160		999 289,01 $	744 $	255 $	0 $	0 $	1 000 $
			19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359	59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel - Corpo - Protection	719 590,20 $	719 $	0 $	0 $	0 $	719 $
			Total pour 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM19 0359		719 590,20 $	719 $	0 $	0 $	0 $	719 $
Total général					**1 718 879,21 $**	**1 463 $**	**255 $**	**0 $**	**0 $**	**1 719 $**

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

Montréal

SOUMISSION 471510 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie et d'éclairage sur la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun
Travaux d'infrastructures souterraines et de déminéralisation sur la rue de Verdun, entre la rue Riverview et la rue Godin (Phase 1A)	**Concept:** • Fermeture de l'espace de stationnement sur la rue de Verdun, entre la rue Godin et la rue Riverview ; • L'Entrepreneur doit effectuer une communication étroite avec les résidents du secteur et commerces pour la gestion du stationnement ; • L'Entrepreneur doit prévoir des places de stationnement de courte durée (30 min) sur la rue Godin pendant la durée des travaux à cet endroit ; • Entrave partielle de la rue Godin avec le maintien d'une voie d'une largeur minimale de 3,0 mètres ; • L'Entrepreneur doit relocaliser la zone de livraison sur la rue Godin, au besoin ; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h (Dérogation requise)
Travaux d'infrastructures souterraines et de déminéralisation sur le côté nord de la rue de Verdun, entre la rue Godin et la rue Argyle (Phase 1B)	**Concept:** • Entrave partielle de la rue de Verdun en direction ouest, avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres ; • L'Entrepreneur doit maintenir une bande cyclable en direction ouest, d'une largeur de 1,5 mètre, lors des travaux ; • Aucune entrave n'est permise dans la direction est sur la rue de Verdun ; • L'Entrepreneur peut travailler sur au plus deux (2) tronçons de rues consécutifs ; • L'Entrepreneur doit mettre en place des arrêts temporaires sur la rue de Verdun, dans le but de permettre aux piétons de se rendre sur le trottoir opposé, lorsqu'il n'y a pas de traverse piétonne sécurisée ; • Aucune entrave n'est permise sur les trottoirs, sauf lors des travaux d'infrastructures souterraines et lors de la déminéralisation ; • L'Entrepreneur ne peut laisser une excavation sans protection ni balisage ; • L'Entrepreneur doit prévoir la présence d'un signaleur lors des travaux, qui va rediriger les piétons vers les commerces ; Contraintes additionnelles lors des travaux aux intersections : • L'Entrepreneur ne peut entraver les intersections que lorsqu'il y travaille ; • L'Entrepreneur ne peut entraver qu'une seule intersection à la fois ; • L'Entrepreneur doit interdire le stationnement de part et d'autre de l'intersection entravée ; • Lors des travaux aux intersections, l'Entrepreneur doit effectuer une entrave partielle avec le maintien d'une voie de circulation, d'une largeur minimale de 3,0 mètres, sur les rues transversales (Godin, Moffatt, Osborne, Beatty et Egan) ; • Lors des travaux à l'intersection Beatty, l'Entrepreneur doit rediriger la bande cyclable de 1,5 mètre de largeur sur le côté nord-ouest, lors des travaux de conduits sur le côté nord-est ; • L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation des arrêts d'autobus touchés par les travaux.

Secteur	Travaux de voirie et d'éclairage sur la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun
	Horaire de travail : Lundi au vendredi 7h à 19h, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h Dérogation requise.
Travaux d'infrastructures souterraines sur le côté sud de la rue de Verdun, entre la rue Godin et la rue Argyle. (Phase 1C)	**Concept:** • Fermeture d'une direction à la fois de la rue de Verdun, entre la rue Manning et la rue Osborne, avec la mise en place d'une circulation en alternance gérée par des signaleurs; • L'Entrepreneur doit prévoir des signaleurs pour la gestion des cyclistes sur la rue de Verdun lors de la circulation en alternance; • L'Entrepreneur doit interdire le stationnement aux abords des intersections avec les rues Beatty et Moffat ; • Entrave partielle de la rue Beatty avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres ; • Entrave partielle de la rue Moffat avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres ; • L'Entrepreneur doit dévier la bande cyclable sur Beatty à la hauteur des travaux ; • L'Entrepreneur ne peut effectuer les travaux aux abords de la rue Beatty en même temps que ceux de la rue Moffat ; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h Dérogation requise.
Travaux de voirie sur le côté nord de la rue de Verdun, entre la rue Riverview et la rue Argyle. (Phase 2A)	**Concept:** • Fermeture de la voie de stationnement du côté nord de la rue de Verdun, avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres ; • L'Entrepreneur doit maintenir en place une bande cyclable d'une largeur minimale de 1,5 mètre ; • L'Entrepreneur ne peut travailler sur deux quadrants consécutifs d'une même intersection ; • À la fin de chaque quart de travail, l'Entrepreneur doit baliser sa zone de travail et s'assurer que les déplacements des piétons et des cyclistes restent sécuritaires ; • L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation des arrêts d'autobus touchés par les travaux; • Lors des travaux de trottoirs, l'Entrepreneur peut entraver la rue transversale (Godin, Moffat, Beatty, Osborne et Eagan) avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres ; • L'Entrepreneur doit rediriger la bande cyclable lors des travaux sur le quadrant nord-ouest à l'intersection de la rue Beatty ; • L'Entrepreneur doit rediriger la bande cyclable lors des travaux sur le quadrant nord-est à l'intersection de la rue Osborne ; • L'Entrepreneur doit mettre en place des arrêts temporaires sur la rue de Verdun, dans le but de permettre aux piétons de se rendre sur le trottoir opposé lorsqu'il n'y a pas de traverse piétonne. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h Dérogation requise.

Secteur	Travaux de voirie et d'éclairage sur la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun
Travaux de voirie sur le côté sud de la rue de Verdun, entre la rue Riverview et la rue Argyle. (Phase 2B)	**Concept:** • Fermeture de la bande cyclable de la rue de Verdun en direction est, entre la rue Manning et Osborne. L'Entrepreneur doit mettre en place une bande cyclable balisée de 1,5 mètre au niveau de l'entrave ; • L'Entrepreneur doit reconfigurer l'espace sur la chaussée dans les deux directions de la rue de Verdun, afin qu'il y ait une bande cyclable balisée de chaque côté de la chaussé, et une voie dans chaque direction d'une largeur minimale de 3,2 mètres ; • Entrave partielle de la rue transversale (Beatty, Moffat et Riverview) au niveau de l'intersection avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres ; • À la fin de chaque quart de travail, l'Entrepreneur doit baliser sa zone de travail et s'assurer que les déplacements des piétons et des cyclistes restent sécuritaires ; • L'Entrepreneur doit fermer la traverse ouest sur la rue Moffat, et rediriger les piétons sur la traverse est ; • L'Entrepreneur doit mettre en place des arrêts temporaires sur la rue de Verdun, dans le but de permettre aux piétons de se rendre sur le trottoir opposé lorsqu'il n'y a pas de traverse piétonne ; • Aucune entrave n'est permise sur la bande cyclable de la rue Beatty ; • Aucune entrave n'est permise sur le boulevard La Salle. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h30 à 15h30, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h Dérogation requise
Travaux d'installation de consoles et de luminaires sur le côté nord de la rue de Verdun, entre la Riverview et la rue Argyle (Phase 3A)	**Concept:** • Fermeture de la voie de stationnement du côté nord de la rue de Verdun, avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres ; • Entrave partielle des rues Riverview, Godin, Richard, Moffat, Woodland avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres; • Entrave partielle des rues Brault, Manning, Egan et Argyle avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres; • L'Entrepreneur doit garder en place une bande cyclable d'une largeur minimale de 1,5 mètre ; • Aucune entrave n'est permise sur la rue de Verdun en direction est ; • L'Entrepreneur ne peut entraver plus de deux intersections à la fois ; • L'Entrepreneur ne peut entraver tous les espaces de stationnements sur la rue de Verdun, entre la rue Godin et la rue Riverview ; • L'Entrepreneur doit effectuer une communication étroite avec les résidents du secteur pour la gestion du stationnement sur la rue de Verdun, entre la rue Godin et la rue Riverview; **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h Dérogation requise

Secteur	Travaux de voirie et d'éclairage sur la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun
Travaux d'installation de consoles et de luminaires sur le côté sud de la rue de Verdun, entre la rue Riverview et la rue Argyle (Phase 3B)	**Concept:** • Entrave partielle de la rue de Verdun en direction est, entre la rue Godin et la rue Argyle, avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres ; • Fermeture ponctuelle de la bande cyclable sur la rue de Verdun en direction est, entre la rue Godin et la rue Argyle ; • Entrave partielle des rues Godin, Richard et Woodland avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres; • Entrave partielle de la rue Moffat et Beatty avec le maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres; • L'Entrepreneur doit faire la gestion des cyclistes avec des signaleurs ; • L'Entrepreneur doit effectuer ses travaux en n'entravant qu'un seul tronçon de rue ; • L'Entrepreneur doit interdire le stationnement sur les rues Manning et Richard, à la hauteur des travaux, et maintenir une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,0 mètres. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 9h à 15h, Samedi 8h à 17h et Dimanche 9h à 17h Dérogation requise
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	• L'Entrepreneur doit, à moins d'indication contraire, maintenir tous les mouvements permis aux intersections; • L'Entrepreneur doit mettre en place toutes les mesures requises par la CNESST concernant la COVID-19; • L'Entrepreneur ne peut faire descendre les cyclistes de leur vélo; • L'Entrepreneur doit prévoir un dégagement de quinze (15) mètres aux intersections pour permettre les manœuvres des autobus; • L'Entrepreneur doit positionner les véhicules de chantier ainsi que les matériaux utilisés du même côté de la rue pour que l'accès puisse se faire en ligne droite; • L'Entrepreneur doit installer des repères visuels de type T-RV-10 afin de délimiter un corridor cyclable; • L'Entrepreneur doit installer deux (2) panneaux d'information générale de dimension 1200 x 900 mm pour les rues locales et collectrices; • L'Entrepreneur doit prévoir de pouvoir accéder à son chantier de façon à nuire le moins possible aux conditions de circulation environnante; • L'Entrepreneur doit interdire le stationnement à la hauteur des travaux ; • L'Entrepreneur doit envoyer les piétons sur le trottoir opposé lors de travaux; • L'Entrepreneur doit prévoir un signaleur pour la gestion des piétons et cyclistes à proximité des travaux; • L'Entrepreneur ne peut laisser une excavation sans protection ; • L'Entrepreneur doit recouvrir ses excavations avec des plaques d'acier, si requis.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 12 mai 2020

LES PAVAGES CÉKA INC.
A/S MONSIEUR SYLVAIN AGANIER
1143, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
MERCIER (QC) J6R 0H6

N° de décision : 2020-DAMP-1431
N° de client : 3000233970

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES PAVAGES CÉKA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **11 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 471510

Date de publication : 2022-03-07
Date d'ouverture : 2022-03-29

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	CONSTRUCTION N.R.C. INC.
2	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
3	ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC
4	GROUPE THERMO-LITE INC.
5	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC
6	LES PAVAGES CÉKA INC.
7	NÉOLECT INC.
8	SYSTEMES URBAINS INC.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231030
Unité administrative responsable : Services des infrastructures du réseau routier, Direction des infrastructures, Division de la conception des travaux
Projet : Travaux de voirie, d'éclairage et de déminéralisation dans la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	**X**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Accroitre et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de **mobilité durable** (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

- **Enraciner la nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;

- Propulser Montréal comme **laboratoire vivant et ville de savoir** en **favorisant les maillages** entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes a l'international;

- Offrir a l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Amélioration de l'éclairage des couloirs de déplacement, particulièrement piétons et cyclables;
- Diminuer les surfaces étanches ainsi que les îlots de chaleur avec la déminéralisation des surfaces;
- Réduire les défaillances du système d'éclairage et les zones sombres;
- Limiter et encadrer la pollution lumineuse.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231030

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages Ceka inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de déminéralisation dans la rue de Verdun, de la rue Riverview à la rue Argyle dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 1 881 730,92 $ (contrat : 1 399 922,26 $ + contingences: 209 988,34 $ + incidences: 271 820,32 $), taxes incluses. Appel d'offres public 471510- 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1227231030.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Cédric AGO
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227482007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine Inc., pour la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau - Dépense totale de 5 995 564,99 $, taxes incluses (contrat : 4 996 304,16 $ + contingences 999 260,83 $) - Appel d'offres public CP21018-182302-C - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Les excavations Lafontaine Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux Réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 996 304,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP21018-182302-C;

2. d'autoriser une dépense de 999 260,83 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 16:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227482007**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine Inc., pour la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau - Dépense totale de 5 995 564,99 $, taxes incluses (contrat : 4 996 304,16 $ + contingences 999 260,83 $) - Appel d'offres public CP21018-182302-C - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) effectue l'inspection des conduites d'égout principales (collecteurs) depuis plusieurs années dans le but d'identifier celles qui doivent faire l'objet d'une réhabilitation ou reconstruction.
Les inspections télévisées à la caméra tractée (CCTV) réalisées en 2016, ainsi qu'en 2019 ont révélé que le collecteur localisé sous les rues Atateken et Sainte-Catherine entre le boulevard de Maisonneuve et l'avenue Papineau, construit en brique en 1862, présente une détérioration importante de sa capacité structurale dont des déformations, des fractures longitudinales et circulaires à plusieurs endroits, des parois affaiblies par la manque de mortier ou de briques.

Afin d'améliorer sa condition structurale actuelle et d'éviter un possible effondrement, la DEEU a établi que des travaux de réhabilitation doivent débuter à partir de l'été 2022. Un appel d'offres public a été publié le 09 mars 2022 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 31 mars 2022 au Service du Greffe. La période de validité est de 120 jours, soit jusqu'au 29 juillet 2022.

Dans le cadre de cet appel d'offres, deux (2) addenda ont été émis :

- Addenda no 1 en date du 23 mars 2022 : réponse à une question et amendement au devis;
- Addenda no 2 en date du 25 mars 2022 : réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le présent appel d'offres CP21018-182302-C a pour objet la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau. Il vise à octroyer un contrat de réhabilitation d'un collecteur d'égout ovoïde de 1400 mm x 1800 mm par l'insertion de tuyaux en PRV avec remplissage de l'espace annulaire par un coulis cimentaire. Ces travaux visent à assurer l'intégrité structurale, à améliorer la capacité hydraulique, à corriger les déficiences physiques, à éliminer l'infiltration et à prolonger la vie utile du collecteur d'égout unitaire.
Ces travaux auront lieu sous les rues Atateken et Sainte-Catherine entre le boulevard de Maisonneuve et l'avenue Papineau sur une longueur de 810 mètres. Ils comprennent, sans s'y limiter :

· le maintien de la circulation et signalisation du chantier;

· le contrôle des eaux;

· les travaux préparatoires avant l'insertion des tuyaux;

· la préparation de quatre (4) puits pour l'insertion des tuyaux;

· la réhabilitation structurale de 810 mètres du collecteur d'égout unitaire en brique de forme ovoïde par l'insertion des coques en PRV;

· la remise en état des lieux.

Vu l'âge du collecteur d'égouts (centenaire) et pour tenir compte des imprévus, un budget de 20% de la valeur du contrat, taxes incluses, est requis à titre de budget de contingences.

JUSTIFICATION

Neuf (9) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission. Trois (3) preneurs du cahier de charges ont indiqué un horaire de travail trop chargé et que les spécifications demandées ne pouvaient être rencontrées. Trois (3) preneurs de cahier de charges n'ont pas répondu à notre demande d'information. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe au dossier.
Les trois soumissions reçues sont conformes administrativement et techniquement.

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes + contingences)
1- Les excavations Lafontaine Inc.	**4 996 304,16 $**	**999 260,83 $**	**5 995 564,99 $**
2-Services Infraspec inc	5 934 952,01 $	1 186 990,40 $	7 121 942,42 $
3-Clean Water Works inc	7 182 683,71 $	1 436 536,74 $	8 619 220,45 $
Estimation du professionnel	4 462 100,00 $	892 420,00 $	5 354 520,00 $

Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($) (la plus basse conforme – estimation)	641 044,99 $
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	11,97%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	1 126 377,42 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	18,79%

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et la dernière estimation réalisée est défavorable de 11.97%, soit de 641 044,99 $ de plus que l'estimation.

Cet écart se retrouve principalement aux articles suivants du bordereau de la soumission. Il représente environ 54,7% de l'écart total, soit 350 812 $:

· Fourniture et mise en place des tuyaux en PRV
· Maintien de la circulation et signalisation du chantier

Il est possible que l'entrepreneur ait prévu une majoration pour considérer les impacts liés à la Covid-19 et une hausse des prix causée par l'inflation. L'écart entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire est d'environ 18,79 %, soit 1 126 377,42 $. Il se retrouve principalement aux articles reliés à la préparation des puits d'accès et des travaux de nettoyage et de préparation des conduites collectrices. Il représente 38,55% de l'écart total, soit 434 295 $.
Le recours possible de l'entrepreneur à des services de plusieurs sous-traitants pour la réalisation de certains travaux pourrait expliquer cet écart.

L'adjudicataire recommandé possède une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 4 février 2023. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier. L'entreprise a fourni avec sa soumission l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 30 juin 2022.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé:

· n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
· n'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
· n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
· est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

Il est recommandé, d'accorder le contrat à Les excavations Lafontaine Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 996 304,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP21018-182302-C

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau est de 5 995 564,99 $$ taxes et contingences incluses (contrat : 4 996 304,16 $ + contingences 999 260,83 $).

Ceci représente un montant de 5 474 749,98 $ net de ristournes de taxes (contrat 4 562 291,65 $ et contingences 912 458,33 $).

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération, à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Considérant l'état actuel du collecteur, il existe une très grande probabilité de défaillance structurale ou hydraulique de celui-ci. Ces travaux doivent être réalisés à très court terme afin d'éviter des impacts majeurs dans un secteur très névralgique du centre-Ville.
Le fait de ne pas accorder le contrat pourrait faire en sorte que l'état du collecteur continuerait de se détériorer au point de causer une défaillance ou rendre impossible sa réhabilitation forçant ainsi des travaux majeurs de reconstruction à effectuer en urgence.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Comité exécutif : 4 mai 2022

· Comité municipal: 16 mai 2022

· Comité Agglomération 19 mai 2022

· Début des travaux : 6 juin 2022

· Fin des travaux : 22 mai 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Naceur AYARA
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 438 863 1252
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane BELLEMARE
surintendant(e) entretien (service de l'eau)
Tél :
Approuvé le : 2022-04-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-04-20

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 5 février 2020

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.
A/S MONSIEUR PIERRE POULIN
872, RUE ARCHIMÈDE
LÉVIS (QC) G6V 7M5

N° de décision : 2020-DAMP-1081
N° de client : 2700008103

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous LAFONTAINE, GROUPE LAFONTAINE, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525, boul. René-Lévesque Est, RC. 30
Québec (Québec) G1R 5S9 | 1 888 335-5550
amp.quebec

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : CP21018-182302-C
Numéro de référence : 1580499
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9200-2088 QUÉBEC INC. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Madame Melanie Lozon Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur :	**Commande : (2013492)** 2022-03-10 16 h 08 **Transmission :** 2022-03-10 16 h 08	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-11 11 h 49 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CLEAN WATER WORKS INC. 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B 5L6 http://www.cwwcanada.com	Monsieur Nicolas Brennan Téléphone : 514 738-2666 Télécopieur : 514 738-9762	**Commande : (2017255)** 2022-03-17 11 h 41 **Transmission :** 2022-03-17 11 h 43	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-17 11 h 41 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (2013635)** 2022-03-11 7 h 50 **Transmission :** 2022-03-11 7 h 50	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-11 11 h 50 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FERNAND GILBERT LTÉE 1700, boulevard Talbot Chicoutimi, QC, G7H 7Y1 http://www.groupegilbert.com	Madame Andréanne Duchesne Téléphone : 418 549-7705 Télécopieur : 418 549-6285	**Commande : (2016866)** 2022-03-17 8 h 05 **Transmission :** 2022-03-17 8 h 16	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-17 8 h 05 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hobas Québec 166 rue oriole rosemere Rosemère, QC, J7A 1B3	Monsieur Philippe Fischer Téléphone : 514 574-0810 Télécopieur : 450 951-6608	**Commande : (2016408)** 2022-03-16 11 h 33 **Transmission :** 2022-03-16 11 h 38	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-16 11 h 33 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (2014255)** 2022-03-12 11 h 15 **Transmission :** 2022-03-14 7 h 09	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-12 11 h 15 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Madame Karine Pariseau Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (2013670)** 2022-03-11 8 h 14 **Transmission :** 2022-03-11 8 h 54	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-11 11 h 51 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 21 - Télécopie 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 16 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Novinfra inc. 300-3030 boul Curée-Labelle Laval, QC, H7P 0H9	Monsieur Alexandre Bouchard Téléphone : 514 269-8007 Télécopieur :	**Commande : (2012892)** 2022-03-10 8 h 26 **Transmission :** 2022-03-10 8 h 26	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-11 11 h 49 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services INFRASPEC Inc. 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	Monsieur Eric Bellemare Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	**Commande : (2013128)** 2022-03-10 10 h 49 **Transmission :** 2022-03-10 10 h 49	3687721 - CP21018-182302-C_ Clé USB 2022-03-11 11 h 50 - Messagerie 3698674 - CP21018-182302-C- Addenda 1 2022-03-23 14 h 20 - Courriel 3700523 - CP21018-182302-C- Addenda 2 2022-03-25 10 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227482007
Unité administrative responsable : Direction d'épuration des eaux usées
Projet : Réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable* *19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *7 – Le drainage adéquat des eaux pluviales et sanitaires permet d'éviter les inondations et les refoulements d'eau dans les sous-sols des habitations du secteur.* *19 – L'intégrité structurale des conduites souterraine permet d'assurer la sécurité des aménagements en surface tel que les routes, trottoirs et bâtiments.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227482007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Les excavations Lafontaine Inc., pour la réhabilitation du collecteur Sainte-Catherine-Atateken entre de Maisonneuve et Papineau - Dépense totale de 5 995 564,99 $, taxes incluses (contrat : 4 996 304,16 $ + contingences 999 260,83 $) - Appel d'offres public CP21018-182302-C - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1227482007_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Jean-François BALLARD
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-5916
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1224695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Indy-co inc. pour la réalisation de travaux d'assèchement des canaux du site des moulins, situé dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 156 512,98 $, taxes incluses (contrat de 136 098,24 $ et contingences de 20 414,74 $) - Appel d'offres public numéro 22-6677 - deux soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Indy-co inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation de travaux d'assèchement des canaux du site des moulins, situé dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 136 098,24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (22-6677);

2. d'autoriser une dépense de 20 414,74 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Indy-co inc;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 16:23

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1224695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Indy-co inc. pour la réalisation de travaux d'assèchement des canaux du site des moulins, situé dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 156 512,98 $, taxes incluses (contrat de 136 098,24 $ et contingences de 20 414,74 $) - Appel d'offres public numéro 22-6677 - deux soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, d'une superficie de 34 hectares, offre une oasis de verdure située au cœur des quartiers résidentiels de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Constitué en 1983, ce parc-nature comprend, à l'intérieur de ses limites, un terrain situé sur la partie nord de l'île de Montréal, le pont de la rue du Pont, le site des moulins et l'Île-de-la-Visitation (voir cartes 1 et 2 en pièces jointes).

Situé dans les limites du site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet, le site des moulins et sa digue ont été édifiés à partir de 1724. Cet héritage du régime seigneurial est considéré comme un paysage culturel d'intérêt national et a fait l'objet d'un projet de mise en valeur en 1998. Au fil du temps, ce site proto-industriel s'est détérioré, notamment en raison de l'âge des vestiges, des méthodes constructives de l'époque, de l'action de l'érosion et de la fréquence des cycles de gel et de dégel. Actuellement, certaines parties du site des moulins sont inaccessibles au public pour des raisons de sécurité (voir carte 3 en pièce jointe).

Dans le cadre de la planification du Projet de conservation du paysage culturel du site des moulins, un programme d'inspection des structures du site situées sous le niveau de l'eau doit être réalisé au préalable. Ce programme d'inspection comprend la production d'un relevé des dommages ainsi qu'une évaluation de la capacité portante des structures. Le présent contrat concerne des travaux d'assèchement des canaux 1 à 5 du site des moulins devant permettre la réalisation de ce programme d'inspection par la firme CIMA+. Ces cinq canaux permettent l'écoulement des eaux du bassin des moulins vers le bassin du pêcheur, ils ont une largeur approximative de cinq à six mètres (voir plan de la firme CIMA+ en pièce jointe). Les travaux d'assèchement des canaux du site des moulins seront financés par le Programme de réhabilitation des parcs-nature et des espaces riverains. Ce programme est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

Le processus suivi dans ce dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site internet de la Ville et du SÉAO, le 10 février 2022. L'appel d'offres devait se terminer 29 jours plus tard, soit le 10 mars 2022, mais vu un report de l'ouverture des soumissions, il s'est plutôt terminé 41 jours plus tard, soit le 22 mars 2022. Au cours de cet appel d'offres, trois addendas ont été émis et rendus disponibles, dans les délais prescrits, à tous les preneurs des documents de l'appel d'offres :

- Addenda numéro 1 : 2 mars 2022 - Questions techniques sur la capacité portante du pont de la rue du Pont et la gestion des eaux dans les canaux;
- Addenda numéro 2 : 7 mars 2022 - Questions techniques sur la gestion des débris dans les canaux;
- Addenda numéro 3 : 8 mars 2022 - Report de l'ouverture des soumissions du 10 au 22 mars 2022.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 19 juillet 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

20 avril 2020 – CM20 0400 – Conclure des ententes-cadre avec les firmes WSP, Stantec Experts-Conseils, CIMA+ S.E.N.C, et SNC-Lavalin, pour des services professionnels en ingénierie relatifs à la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation et de conception dans le domaine des ponts et ouvrages d'art, pour une durée de 48 mois, avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 8 206 453,44 $, taxes et déboursés inclus - Appel d'offres public 19-17880 (sept soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent contrat concerne des travaux d'assèchement des canaux 1 à 5 du site des moulins, devant permettre la réalisation d'un programme d'inspection des structures par la firme CIMA+. L'appel d'offres public était ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. Les documents ont été pris par six entrepreneurs, sous-traitants, fournisseurs ou individus qui n'ont pas demandé l'anonymat (voir pièce jointe).

De manière non limitative, les travaux faisant partie du présent contrat sont les suivants :

- L'organisation du chantier;
- Le maintien de la circulation et la signalisation temporaire;
- La mise en place de mesures de protection de l'environnement;
- L'enlèvement de débris obstruant les canaux et leur disposition hors site;
- Les travaux d'assèchement des canaux avec des batardeaux en amont et en aval;
- La gestion des eaux de pompage;
- La remise en fonction des canaux;
- La remise en état des lieux et la démobilisation de l'entrepreneur.

Pour ce contrat, les contingences ont été fixées à 15 % en raison des facteurs de risque associés à l'accès difficile du site et à la complexité des interventions dans les eaux du bassin des moulins et du bassin du pêcheur. De plus, l'entrepreneur doit assurer une coordination de ses activités en lien avec l'exploitation du barrage Simon-Sicard et de la centrale de la Rivière-des-Prairies.

JUSTIFICATION

Sur l'ensemble des six preneurs du cahier des charges, deux entreprises ont déposé une soumission, soit 33 % des preneurs. C'est donc dire que quatre entreprises n'ont pas déposé une soumission, soit 66 % des preneurs du cahier des charges.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

ADJUDICATAIRE			
Indy-co inc.	136 098,24 $	20 414,74 $	156 512,98 $
MVC Océan inc	229 104,93 $	34 365,74 $	263 470,67 $
Dernière estimation réalisée ($)	125 322,75 $	18 798,41 $	144 121,16 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			12 391,82 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			8,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			106 957,69 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			68,3 %

Le plus bas soumissionnaire conforme est Indy-co inc. Les prix déposés par ce soumissionnaire sont supérieurs de 8,6 % à l'estimation réalisée par la firme CIMA+.

L'écart entre la deuxième soumission la plus basse et la plus basse est de 106 957,69 $. Cet écart de 68,3 % s'explique, notamment, par une différence de prix importante au niveau du bordereau de soumission pour l'item de l'installation des batardeaux et, dans une moindre mesure, pour l'item de mise en place des mesures de protection pour l'environnement.

Le contrat n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics puisque la dépense pour ce contrat de travaux de construction se situe sous le seuil de 5 M$. L'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés publics.

Les validations requises ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, une évaluation du rendement de l'Adjudicataire sera faite.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 156 512,98 $, incluant les contingences et les taxes. Le coût total du contrat est de 136 098,24 $ (taxes incluses) et les contingences de 20 414,74 $ (taxes incluses).

Ce qui représente un budget net de ristournes « provinciale et fédérale » de 142 917,21 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Pour l'octroi de ce contrat, un montant de 142 917,21 $ net de ristournes est disponible au PDI 2022-2030 au *Programme de réhabilitation des parcs nature du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports* . Le montant sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG16-049-1.

Le montant sera réparti de la façon suivante :

PDI - (net de ristournes)	2022	Total
34333 Programme de réhabilitation des parcs-nature	124 275,83 $	124 275,83 $
Contingences	18 641,38 $	18 641,38 $
Total	**142 917,21 $**	**142 917,21 $**

Des informations plus détaillées concernant les informations budgétaires et comptables sont présentées dans l'intervention du Service des finances de la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

La priorité du Plan Montréal 2030, la plus en lien avec ce projet, est celle d'accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole : un cadre bâti et un environnement naturel harmonieux. La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

Ce dossier s'inscrit directement dans la mise en oeuvre du Plan nature et sports du SGPMRS :

- Volet 1 - Montréal verte : Créer et aménager des parcs et des espaces publics;
- Chapitre II : Aménager le réseau des grands parcs;
- Objectifs : Moderniser les équipements en accord avec les composantes patrimoniales;
- Piste d'action : Réhabiliter le site des moulins, situé dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation.

La réalisation de ces travaux est en lien avec un des objectifs de la Politique du patrimoine : favoriser la conservation, la mise en valeur et l'interprétation des patrimoines montréalais dans une perspective de développement durable et d'inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ces travaux constitue une étape préalable à la réalisation du Projet de conservation du paysage culturel du site des moulins et permettra la production d'un relevé des dommages ainsi qu'une évaluation de la capacité portante des structures.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Un article est prévu aux clauses administratives spéciales du contrat afin de répondre aux directives émises par la Ville et aux directives de la Santé publique concernant les risques liés à la contamination par la COVID-19 dans un milieu de travail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée au Comité exécutif : 4 mai 2022

Début du contrat d'exécution de travaux : début septembre 2022
(dans le but d'assurer la protection des oiseaux et des poissons)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Eve MALÉPART, 22 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne LESSARD
Architecte paysagiste

Tél : 514 546-6948
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Steve BILODEAU BALATTI
architecte paysagiste

Tél : 514 895-3775
Télécop. :

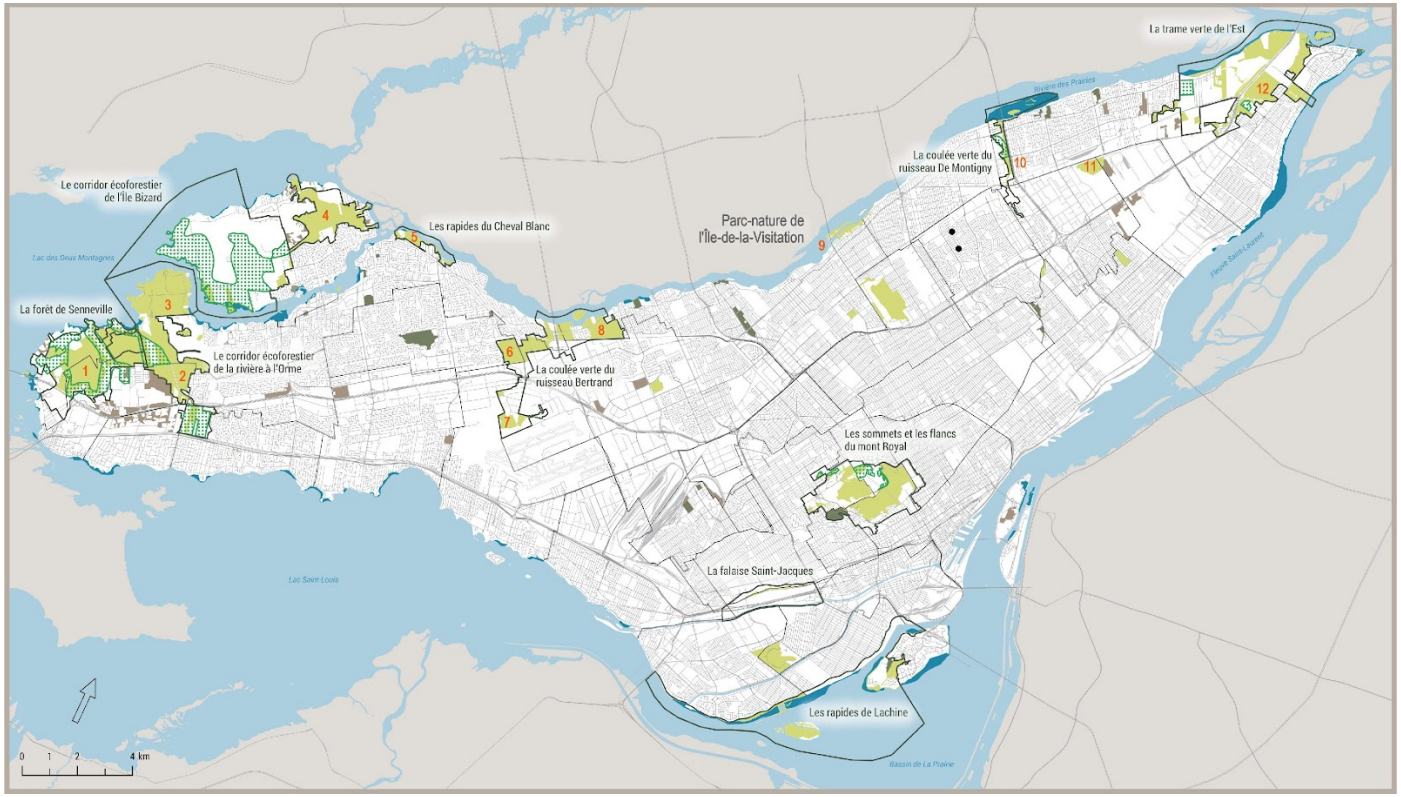
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur
Tél : 514.214.0922
Approuvé le : 2022-04-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-04-22

Carte 1 : Les écoterritoires et le réseau des grands parcs − Parcs-nature



- Écoterritoire
- Bois et corridor forestier métropolitain
- Milieu naturel protégé ou en voie de l'être
- Parc local comprenant des milieux naturels d'intérêt
- Rive et littoral à dominance naturelle
- Mosaïque de milieux naturels
- Élément géologique (caverne)

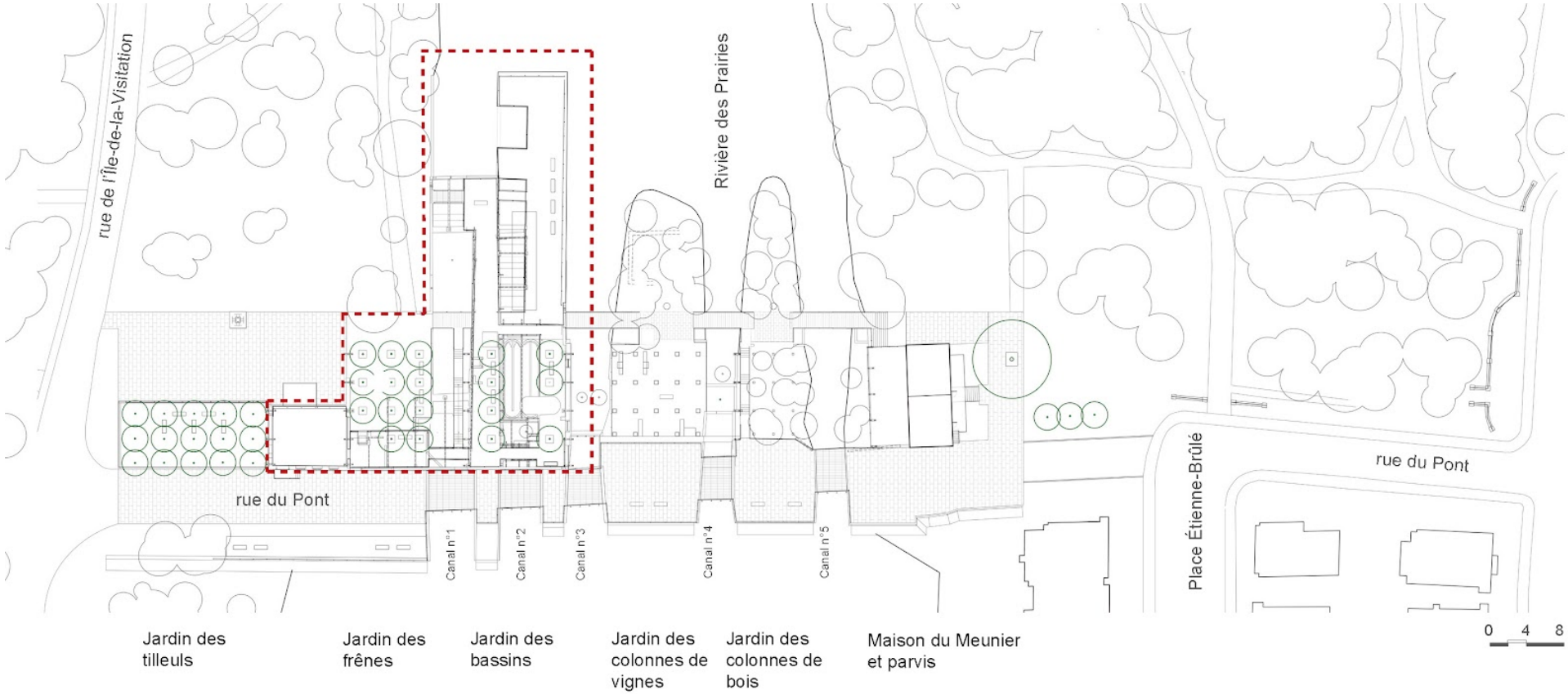
Réseau des grands parcs – Parcs-nature

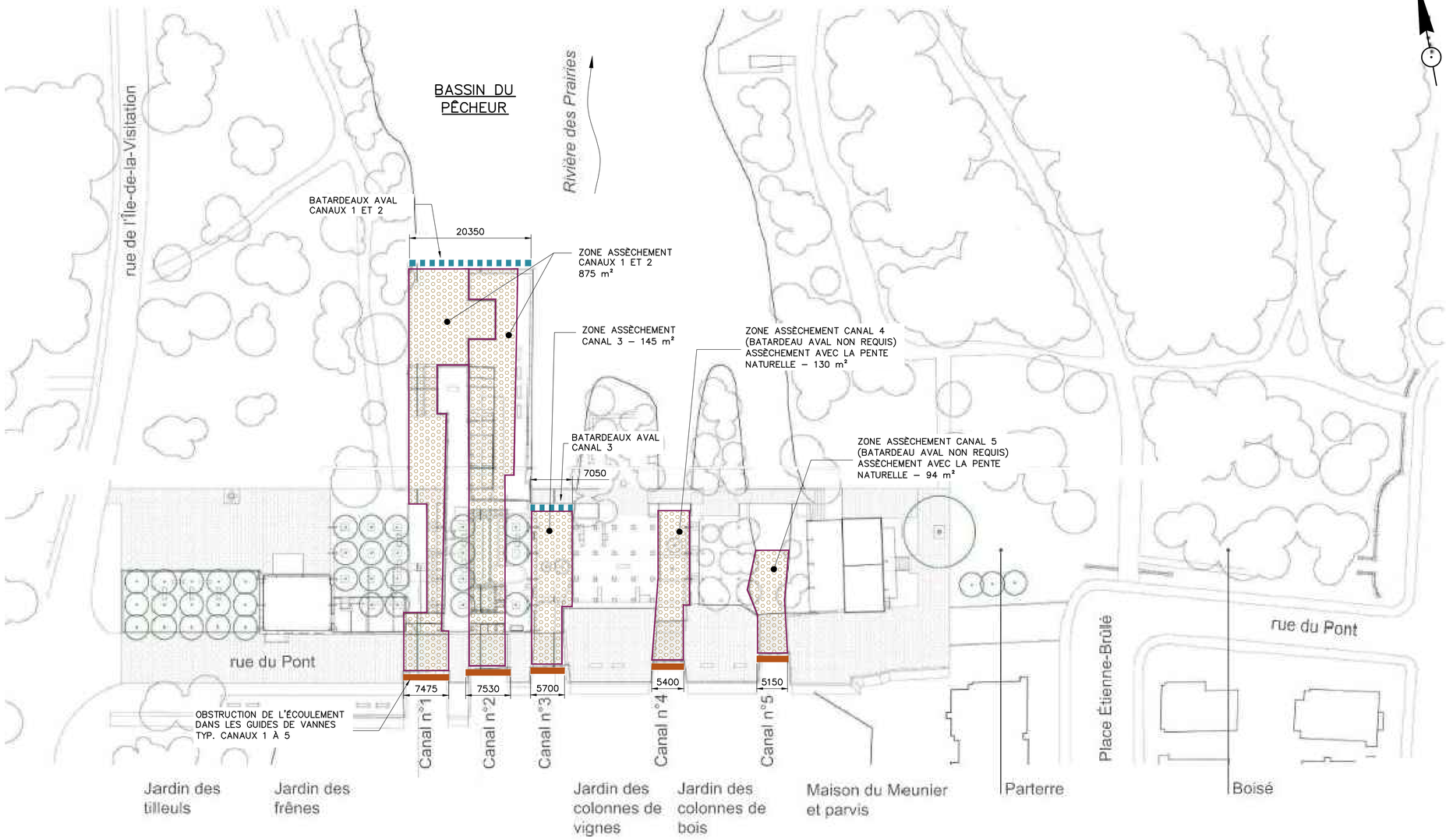
1 Parc agricole du Bois-de-la-Roche
2 Parc-nature de l'Anse-à-l'Orme
3 Parc-nature du Cap-Saint-Jacques
4 Parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard
5 Parc-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc
6 Parc-nature du Bois-de-Liesse
7 Parc-nature des Sources
8 Parc-nature du Bois-de-Saraguay
9 Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
10 Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
11 Parc-nature du Bois d'Anjou
12 Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Carte 2 : Localisation du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et du site des moulins



Carte 3 : Identification des secteurs fermés au public





BASSIN DES MOULINS

VUE EN PLAN

0 12000 24000 MILLIMÈTRES

ESTIMATION DES EMPIÈTEMENTS TEMPORAIRES DES BATARDEAUX				
CANAL	1 ET 2	3	4	5
BATARDEAU AVAL	40 m²	11 m²	N/A	N/A

NOTES :

- LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.
- CE DESSIN EST UNE REPRÉSENTATION SCHÉMATIQUE ET EST DONNÉ À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
- IL EST PROPOSÉ DE VENIR ASSÉCHER TEMPORAIREMENT LES CANAUX AFIN DE PERMETTRE LES INSPECTIONS DES OUVRAGES.
- LES CANAUX NE SERONT PAS FERMÉS EN MÊME TEMPS AFIN DE PERMETTRE LE PASSAGE DE L'EAU.

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction

2021-07-26	DEMANDE ENVIRONNEMENTALE	Maxime Leroux OIQ: 5017665
AAAA-MM-JJ	STATUT	PAR

MANDATAIRE: Projet no: M060008

CIMA+

SCEAU CONCEPTEUR:

VÉRIFICATEUR:
MAXIME LEROUX, ing.

DESSINATEUR(S):
MIODRAG LUKIC, techn.

CLIENT:
Montréal
Division gestion d'actifs - Ponts et tunnels

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE:
OUVRAGE HYDRAULIQUE
SITE DES MOULINS

PROJET:
ÉTUDE HYDRAULIQUE, CONCEPTION DE VANNES, INSPECTIONS/RELEVÉS DE DOMMAGES ET ÉVALUATION DE CAPACITÉ PORTANTE – STRUCTURE À L'ÎLE DE LA VISITATION

TITRE DU PLAN:
SCHÉMA ASSÈCHEMENT TEMPORAIRE DES CANAUX POUR LES INSPECTIONS

No. PROJET:	No. SOUMISSION:
19-03	–

No. PLAN: – 1

M060008-E01-ENVIR.DWG

FORMAT ISO A1 (VERSION 2018-07-11)

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Division de l'aménagement des parcs-nature et espaces riverains

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Date de publication : 10 février 2022
Date d'ouverture : 22 mars 2022

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Indy-Co inc.
2	Aquapera Industries inc.
3	Excavation National inc.
4	Les Entreprises Ventec inc.
5	MVC Océan inc.
6	Technologies PSM inc.
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***oui***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? La priorité la plus en lien avec ce projet est celle d'accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole : un cadre bâti et un environnement naturel harmonieux.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La réalisation du programme d'inspection des structures du site des moulins, situées sous le niveau de l'eau, constitue une étape préalable à la réalisation du Projet de conservation de ce paysage culturel d'intérêt national.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**s.o.**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**s.o.**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**s.o.**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**s.o.**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**s.o.**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**s.o.**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**s.o.**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1224695001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains
Objet :	Accorder un contrat à Indy-co inc. pour la réalisation de travaux d'assèchement des canaux du site des moulins, situé dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation - Dépense totale de 156 512,98 $, taxes incluses (contrat de 136 098,24 $ et contingences de 20 414,74 $) - Appel d'offres public numéro 22-6677 - deux soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_1224695001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227231035

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Cojalac inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement d'Outremont. Dépense totale de 4 320 306,30 $ (contrat : 3 566 777,77 $ + contingences: 356 677,78 $ + incidences: 396 850,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 429710 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Cojalac inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 566 777,77 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 429710;

2. d'autoriser une dépense de 356 677,78 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 396 850,75 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Cojalac inc;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 17:53

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231035**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Cojalac inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement d'Outremont. Dépense totale de 4 320 306,30 $ (contrat : 3 566 777,77 $ + contingences: 356 677,78 $ + incidences: 396 850,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 429710 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs états de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire en grès (installée en 1923) ainsi que la conduite d'eau secondaire en fonte grise (installée en 1923) de l'avenue de la Brunante, de l'avenue de la Côte-Sainte-Catherine à l'avenue Willowdale, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement.

Également, dû à la présence de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines, l'arrondissement profite de l'occasion pour procéder à la reconstruction complète des trottoirs, avec un élargissement du côté ouest, la construction d'une nouvelle saillie ainsi que l'ajout de fosses de plantation. La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) financera ces travaux de surface, conséquemment aux travaux de remplacement des conduites.

Le présent dossier a été initié par la DRE pour des travaux de reconstruction d'égout et de conduites d'eau, auxquels sont intégrés des travaux de reconstruction de chaussée, de trottoirs et d'éclairage. Le projet comprend également le remplacement des branchements

d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la partie privée et ce, conformément au règlement 20-030.

La DRE ainsi que la Direction de la mobilité du SUM ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb (1218126003);

CE21 0240 - 17 février 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées de leurs branchements d'eau en plomb (1218126001).

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine, seront réalisés sur une distance totale d'environ 430 mètres. Ils consistent en:
- la reconstruction d'environ 215 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 750 mm;
- la reconstruction d'environ 221 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm;
- la reconstruction complète de la chaussée (± 1 500 mètres carrés);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 913 mètres carrés);
- la construction d'infrastructures vertes et drainantes (±145 mètres cubes);
- la reconstruction et la mise aux normes de l'éclairage (8 lampadaires).

Le projet comprend également le remplacement des branchements d'eau en plomb ou en matériaux non conformes dans la section privée (± 42 unités) et ce, conformément au règlement 20-030.

Le plan de localisation et celui des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 356 677,78 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de plantation, d'éclairage, de gestion d'impact et de chloration, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés, incluant les dépenses prévues pour la traçabilité de ces sols. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.1.7 du cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse soumission.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) (1)	**TOTAL** (taxes incluses)
COJALAC INC.	3 566 777,77 $	356 677,78 $	3 923 455,55 $
DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	3 744 055,37 $	374 405,54 $	4 118 460,91 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 999 104,35 $	299 910,44 $	3 299 014,79 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			624 440,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			18,9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			195 005,36 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,0 %

(1) Pour fins de présentation, le pourcentage de contingences calculé à partir de la soumission du plus bas soumissionnaire a été utilisé pour calculer les contingences reliées aux autres prix soumis.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) disponibles du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L'équipe de la DGPÉC a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 18,9 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission.
Les écarts de prix les plus importants se trouvent respectivement dans les articles suivants:

- Conduite d'égout proposée 375 mm (tranchée unique) et (tranchée commune);
- Conduite d'eau proposée 200 mm (tranchée unique) et (tranchée commune);
- Maintien de la mobilité et de la sécurité routière;

- Réseau d’alimentation temporaire.

Les professionnels de la DGPÉC considèrent que les prix soumis par le plus PBSC pour les articles ci-dessus sont très élevés et de loin supérieurs aux prix du marché. Le nombre restreint de soumissions reçues ne permet pas de bénéficier d’une concurrence favorable.

En dépit de l'écart défavorable de + 18,9 %, l'unité requérante principale pour ces travaux (DRE) recommande d'aller de l'avant avec ce projet en raison de l'état très mauvais de l'égout, du risque d'augmentation des coûts d'entretien ainsi que des coûts associés au maintien de la mobilité qui semblent prendre une place de plus en plus importante.

La Ville procédera à l’évaluation de rendement de l'adjudicataire Cojalac inc. dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction, conformément aux critères indiqués au cahier des charges.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 4 320 306,30 $, taxes incluses, comprenant:
- un contrat avec Cojalac inc. pour un montant de 3 566 777,77 $ taxes incluses;
- plus des contingences 356 677,78 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 396 850,75 $ taxes incluses

Cette dépense de 4 320 306,30 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 3 945 015,50 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

La répartition du coût net de ristournes sera assumée comme suit :

Portion Service de l'eau - Direction des réseaux d'eau

Un montant maximal de 3 284 579,42 $ net de ristourne lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale sera assumé par la ville centrale pour les travaux sur les conduites d'eau et d'égout, lequel est financé par le règlement d'emprunt 21-011 – « Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout CM21 0194 ».

Un montant maximal de 52 043,88 $ net de ristourne pour le remplacement des entrées de service en plomb du côté privé n'est pas subventionnable. Les coûts nets relatifs aux remplacement des branchements d'eau en plomb ou en acier galvanisé, ayant été en contact avec le plomb sur le domaine privé, seront facturés aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Portion Service urbanisme et mobilité

Un montant maximal de 608 392,20 $ net de ristourne sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale 19-012 – « Travaux aménagement rues sur réseau local VDM CM 19 0227 ».

Ce montant est prévu au programme 55863 - « Aménagement des rues - Local », il est subventionné par le programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) à raison de 321 335,19 $, ce qui implique un côut à la charge des contribuables de

287 057,01 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Le présent projet est assujetti au Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés. Les clauses à cet effet ont été prévues dans les documents d'appel d'offres.

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 29 juin 2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
Aussi, dans le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire les vieilles conduites d'eau et d'égout en urgence suite à des bris, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants.

De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates Visées:
Octroi du contrat : suite à l'adoption du présent dossier par l'instance décisionnelle visée
Début des travaux : juin 2022
Fin des travaux : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mahamadou TIRERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Damien LE HENANFF, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Manli Joëlle CHEN, Service de l'eau
Sophie LABERGE, Outremont
Nadine CHAMBERLAND, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Damien LE HENANFF, 13 avril 2022
Nadine CHAMBERLAND, 13 avril 2022
Manli Joëlle CHEN, 12 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain BEAUDET
Ingenieur(e)

Tél : 514 868-5983
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Florian PEIGNIER
Ingénieur - Chef de section

Tél : 514-868-4406
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur de direction

Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur, en remplacement de la directrice de service
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-21

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 429710 — No du GDD : 1227231035

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement d'Outremont

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 / 3 / 2022 — Ouverture originalement prévue le : 31 / 3 / 2022

Ouverture faite le : 31 / 3 / 2022 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
16 / 3 / 2022	Modifications du formulaire, du DTSI-O, du DTSI-V et du cahier des charges.	22,949.00
22 / 3 / 2022	Modifications du formulaire, du DTSI-V et du cahier des charges.	-27,249.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 20

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs — Date d'échéance initiale : 29 / 6 / 2022

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
COJALAC INC.	3,566,777.77
DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	3,744,055.37

Estimation	**interne**	2,999,104.35

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **18.9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **5.0%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMP	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : COJALAC INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 3,566,777.77

Montant des contingences ($) : 10.0% — 356,677.78

Montant des incidences ($) : 396,850.75

Date prévue de début des travaux : 13 / 6 / 2022 — Date prévue de fin des travaux : 1 / 10 / 2022

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

AVENUE DE LA BRUNANTE

De l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine

TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU,
DE VOIRIE ET D'ÉCLAIRAGE

ARRONDISSEMENT(S): OUTREMONT

TITRE	No. PLAN	FEUILLET	No. PAGE
PAGE TITRE, LOCALISATION ET LISTE DES PLANS	429710-PL-EA-00	1/1	01
PLANS ÉGOUT ET EAU POTABLE			
Travaux d'égout et de conduite d'eau / Avenue De La Brunante / Plan et Profil / Ch. 0+80 @ 1+90	429710-PL-EA-01	1/2	02
Travaux d'égout et de conduite d'eau / Avenue De La Brunante / Plan et Profil / Ch. 1+80 @ 2+90	429710-PL-EA-01	2/2	03
PLANS VOIRIE			
Reconstruction de chaussée et trottoirs / Ch. 0+80 @ 2+90	429710-PL-VO-01	1/2	04
Coupes et Détails	429710-PL-VO-01	2/2	05
NIVELLEMENT			
Avenue De La Brunante / Nivellement / Plan et Profil / Ch. 50+00 @ 51+00 / (Ch. 0+90 @ 1+85)	429710-PL-VO-02	1/2	06
Avenue De La Brunante / Nivellement / Plan et Profil / Ch. 51+00 @ 52+10 / (Ch. 1+85 @ 2+90)	429710-PL-VO-02	2/2	07
PLANS MARQUAGE ET SIGNALISATION			
Avenue De La Brunante / Plan de Marquage et Petite Signalisation	429710-PL-VO-03	1/1	08
PLANS ÉLECRIQUE			
Localisation des bases / Avenue de la Brunante / du Chemin de la Côte-Ste-Catherine à l'avenue Willowdale	429710-PL-BC-01	1/1	09
Distribution électrique / Avenue de la Brunante / du Chemin de la Côte-Ste-Catherine à l'avenue Willowdale	429710-PL-ER-01	1/1	10

PLAN DE LOCALISATION

Notes

Cartouche révisé le : 2019/07/10

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2022-02-25	Émis pour appel d'offres	D.T.
C	2022-01-18	Émis pour 100%	D.T.
B	2021-12-17	Émis pour 50%	D.T.
A	2021-12-14	Émis pour coordination	D.T.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

LES SERVICES EXP Inc.
t : +1.514.931.1080 | f : +1.514.935.1645
1001, Boul. De Maisonneuve Ouest, Bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

Intervenants

Élaboré par:
Tristan Corbeil, CPI — 2021-10-20

Caroline Quesnel, Tech. — 2021-10-20

-

Préparé par:
Daniela Terzieva, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
2022-02-28

Original signé le:

Projet:
AVENUE DE LA BRUNANTE
De l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine

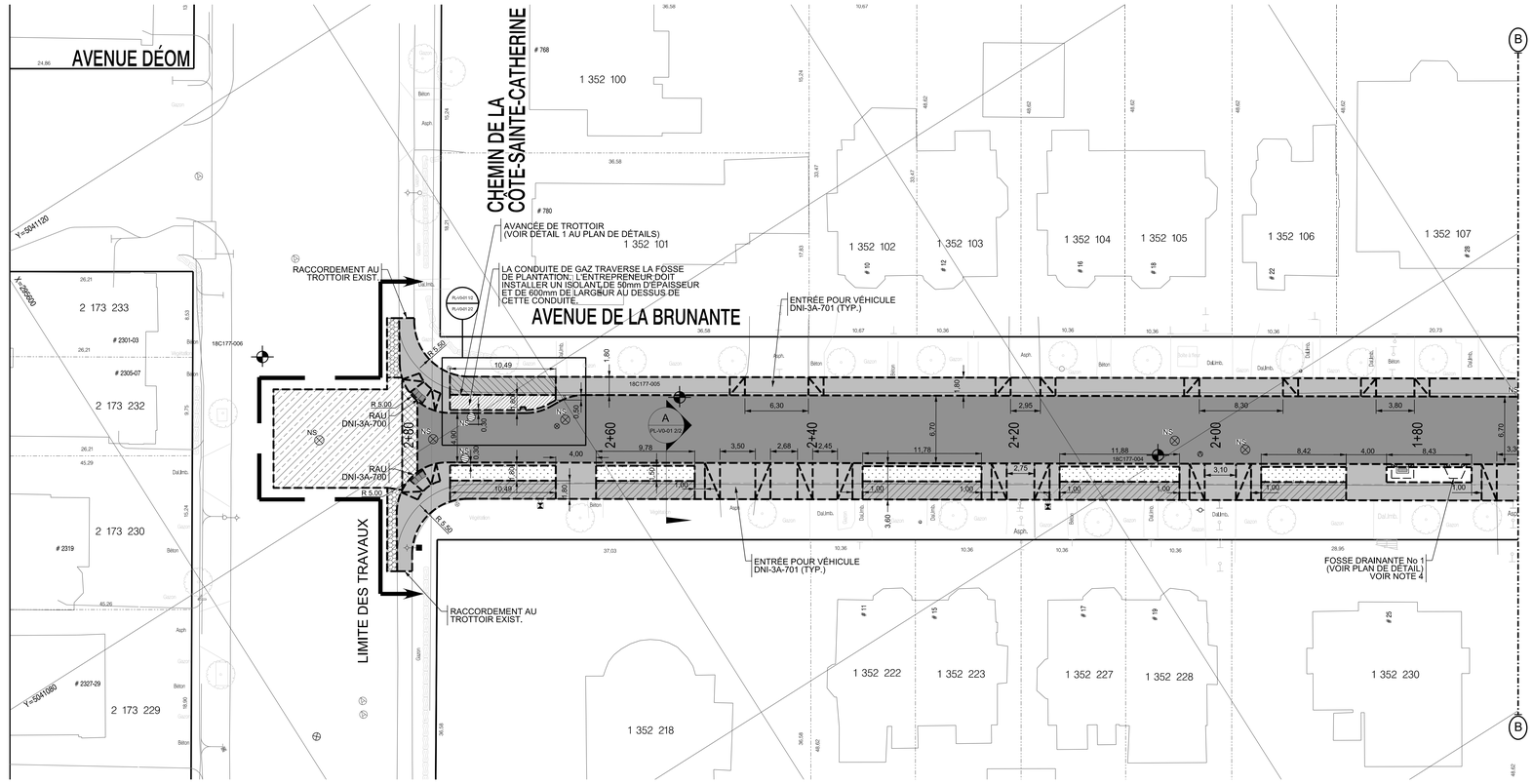
Arrondissement(s): **Outremont**

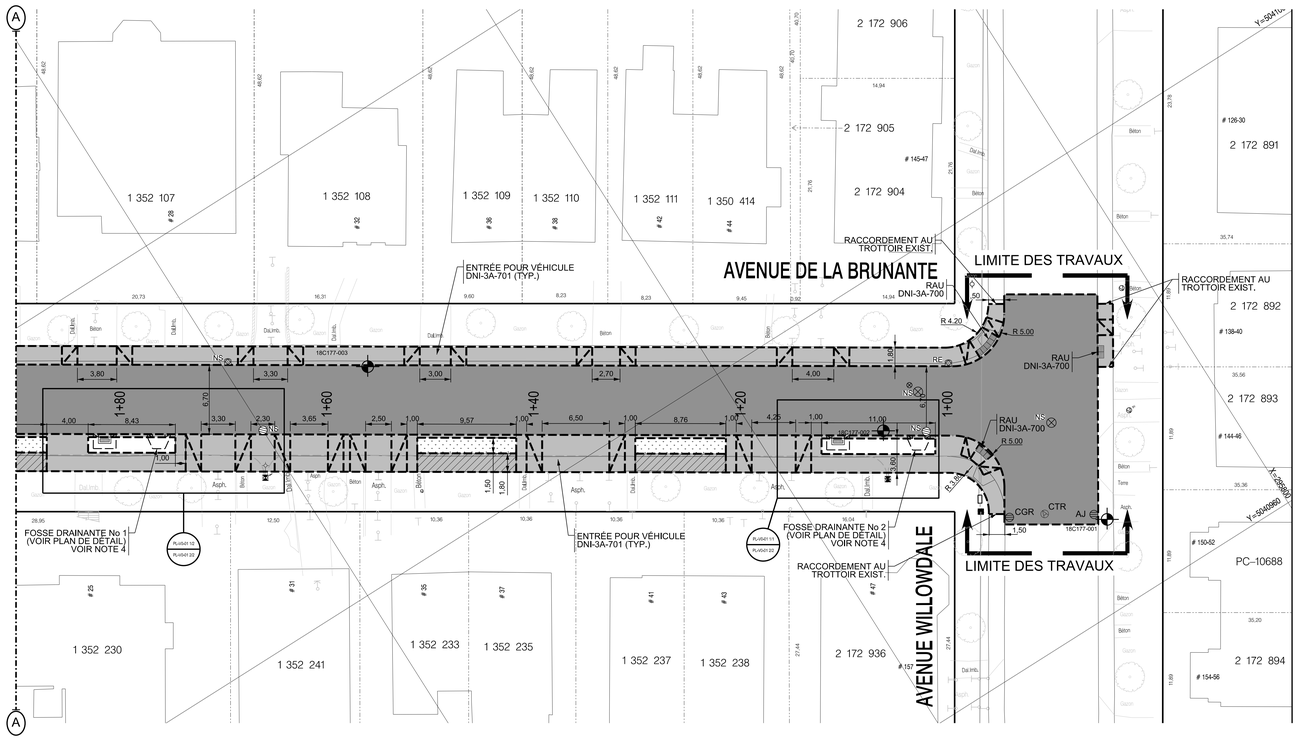
Nature des travaux:
Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage

Titre du plan:
PAGE TITRE, LOCALISATION ET LISTE DES PLANS

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
429710	PL-EA-00	1/1	000	01





TECHNIQUES : RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS

- TROTTOIR MONOLITHIQUE DE BÉTON À RECONSTRUIRE DNI-3A-100
- TROTTOIR BOULEVARD DE BÉTON DNI-3A-100
- BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 mm DNI-3A-200
- FOSSE D'ARBRE ET DE PLANTATION 1000mm DE PROFONDEUR VOIR COUPE A-A AU PLAN DE DÉTAIL PL-VO-01 2/2
- FOSSE DE PLANTATION DE 500mm DE PROFONDEUR VOIR COUPE B-B AU PLAN DE DÉTAIL PL-VO-01 2/2
- BOLLARD PROPOSE
- PLAQUES PODOTACTILES PROP.

TECHNIQUES : RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE

- DALLE DE TRANSITION POUR RACCORDEMENT DE LA NOUVELLE CHAUSSÉE SOUPLE À LA CHAUSSÉE MIXTE EXISTANTE DNI-3B-301
- RÉPARATION DU COURS D'EAU - CHAUSSÉE AVEC TRAFIC LOURD DNI-3A-702
- RÉFECTION DE COUPE DE CHAUSSÉE MIXTE AVEC TRAFIC LOURD DNI-3B-401 ;
  - -PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 300 mm D'ÉPAISSEUR.
  - -DALLE DE BÉTON PLACÉE AU MÊME NIVEAU QUE CELUI DE LA BASE DE LA DALLE EXISTANTE, DE FAÇON À PERMETTRE LA POSE DE 60mm D'ENROBÉ.
  - -POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/m^2
  - -COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28 DE 60mm D'ÉPAISSEUR.
- RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE FLEXIBLE :
  - -PRÉPARATION DU LIT.
  - -GÉOTEXTILE DE RENFORCEMENT
  - -MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500 mm D'ÉPAISSEUR. POSÉS EN 2 COUCHES DE 250 mm D'ÉPAISSEUR.
  - -PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200 mm D'ÉPAISSEUR.
  - -COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 3B, 2, PG 64H-28, DE 60 mm D'ÉPAISSEUR.
  - -POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m^3
  - -COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 64H-28 D 40 mm D'ÉPAISSEUR.

Légende Éléments existants

Eau
- EAU-ID — Conduite d'eau
- V — Boîte de vanne
- VC — Bouche à clé de vanne
- VP — Vanne de poteau d'incendie
- VG — Vanne de gicleur
- Regard d'eau
- Bouche à clé de branchement
- Poteau d'incendie

Égout
- EG-ID — Conduite d'égout unitaire ou sanitaire
- EG-PLU-ID — Conduite d'égout pluvial
- Regard d'égout
- ou — Puisard de trottoir
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire

Utilités publiques
- BT — Conduite Bell
- GAZ-ID — Conduite Gaz
- HQ — Conduite Hydro-Québec
- CE — Conduite CSEM
- Regard Bell
- Cabine téléphonique
- Regard de la STM
- Grille voute triple
- Regard électrique
- Voute transformateur
- Regard Hydro-Québec
- GAZ — Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Entrée de gaz
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation double
- ou — Hauban
- Conduite abandonnée

Aménagement
- Arbre
- Entrée de porte
- Entrée pour véhicule
- Marche
- Escalier
- Bollard
- Poteau
- Fossé
- Muret
- Haut et bas de talus
- Limite cadastrale
- Limite de boisé
- Haie
- Clôture
- Sondage/Forage

Abréviations

EXIST.	Conduite ou structure existante
PROP.	Conduite ou structure proposée
RE.	Structure à remplacer
NS.	Nouvelle structure
EN.	Structure à enlever
AB.	Structure à abandonner
BA.	Béton Armé
BAC.	Béton Acier
BR.	Brique
FG.	Fonte grise
FD.	Fonte ductile
RACC.	Raccord
RAD.	Radier
F.	Feuillet
T.	Tuyau
H.P.	Haute pression
B.P.	Basse pression

Notes Particulières

1. Pour tous les travaux de bases et conduits voir plan PL-BC-01 1/1.
2. Sauf indication contraire au plan, tous les aménagements existants sont à protéger.
3. Pour la position exactes des panneaux de signalisation écrite voir plan de Marquage et Signalisation écrite.
4. Lorq'un branchement d'eau traverse une fosse drainante (Infrastructure Verte), un géocomposite (DTNI-3A, Art. 6.12.3) 600 mm X 3500 mm doit être installer à 300 mm au dessus du branchement d'eau au niveau de la fosse drainante.

Orientation

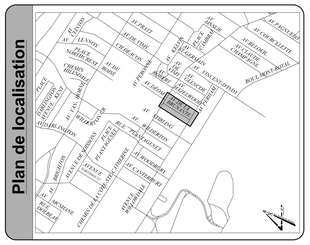


REPÈRE GÉODÉSIQUE:

À l'intersection du chemin Hudson et du chemin de la Côte-Ste-Catherine
ALTITUDE: 100,205 m CGVD28

LES COORDONNÉES ; X: 295 212,942, Y:5 040 468,338. SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83, (SCRS) 1997

Plan de localisation



Références

Plan de la géomatique: 429710_RL_Brunante_200020-scrs_R00_2020-09-24.dgn	
Plan de géométrie:	-
Plans et profils:	-

Étude(s) technique(s):		Fiche(s) technique(s):
Eau	-	-
Égout	-	-

Légende

- NS — Nouvelle structure
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- AJ — Ajustement de cadre ajustable
- CTR — Cadre et tampon à remplacer
- CGR — Cadre et grille à remplacer
- BCR — Extension de bouche à clé de vanne à remplacer
- SCR — Section de cheminée à remplacer
- SPR — Section de puisard à remplacer
- SPA — Section de cheminée de puits d'accès à remplacer
- CRG — Couvercle de repère géodésique à niveler
- AR — Anneau de rehaussement en fonte
- RAU — Rampe d'accès universel
- BCG — Bouche à clé de borne d'essai de gaz à niveler
- CONT. — À contourner
- PR — Puisard à remplacer
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à reconstruire
- Base existante
- Base à briser ou à enlevever

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2022-02-25	Émis pour appel d'offres	D.T.
C	2022-02-18	Émis pour 100%	D.T.
B	2021-12-17	Émis pour 50%	D.T.
A	2021-12-14	Émis pour coordination	D.T.

Cartouche révisé le : 2019/07/10

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

LES SERVICES EXP Inc.
t : +1.514.931.1080 | f : +1.514.935.1645
1001, Boul. De Maisonneuve Ouest, Bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

Intervenants

Élaboré par:
Tristan Corbeil, CPI — 2021-10-20

Caroline Quesnel, Tech. — 2021-10-20

Sceau de l'ingénieur(e):

Préparé par:
Daniela Terzieva, ing. — 2022-02-28

Original signé le:

Projet:

AVENUE DE LA BRUNANTE
De l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine

Arrondissement(s): **Outremont**

Nature des travaux:

Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage

Titre du plan:

Reconstruction de chaussée et trottoirs

Ch. 0+80 @ 2+90

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: HORZ.:1:200 VERT.: 1:50 — 4 2 0 4 8 (mètre) 12

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
429710	PL-VO-01	1/2	000	04

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES					
Titre du projet	Travaux de conduites d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie dans l'avenue de la Brunante, entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine				
GDD	**N° Référence** (#Soumission)	**Arrondissement emplacement des travaux [1]**	**Date [2]**	**Unité d'affaires Exécutant**	
12272310	429710	Outremont	2021-11-09	Infra.réseau routier-Infra	
Nom des rues ou de la Place ou du parc		**de**	**à**	**Type de rue [3]**	
rue 1	Brunante	Av. Willowdale	Chemin Côte-Sainte-Catherine	Locale	

ÉTAPE 2 - RESPONSABLES ET PROJETS INVESTI				
Responsables	**Nom**	**Unité d'affaires**	**Téléphone**	**Courriel**
Demandeur des sous-projets	Martine Dos Santos	Infra.réseau routier-Infra		
Chargé de projet - exécutant	Alain Beaudet	Infra.réseau routier-Infra		
Requérant 1 [4]	Isabelle Bessette	4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir. Mobilite		
Requérant 2	Erma Grigorova	4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau		

PARTAGE DES COÛTS

ÉTAPE 14 - PARTAGER LES COÛTS ENTRE LES DIFFÉRENTS PAYEURS (voir les instructions plus bas)

Si des tiers participent au projet:
Vérifier avec l'entente de chaque tiers que le montant des travaux et le montant des contingences respecent les montants de l'entente. Si le montant des travaux et/ou des contingences d'un tiers est supérieur à celui de l'entente, alors il faudra attribuer le surplus aux autres payeurs en inscrivant les nouveaux montants dans les colonnes AC et AD de cette section et en informer ces payeurs pour obtenir leurs autorisation.

Sous-projet - Soumission	Projet SIMON - Soumission	Description - Bordereaux de la soumission	Sous-projet - Payeur	Projet SIMON - Payeur	Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes	% contingences	# du partage	1	2	3	Travaux - Montant avant taxes après partages	Contingences - Montant avant taxes après partages	Contingences - Nouveaux %	Travaux - Montant avant taxes après partages	Contingences - Montant avant taxes après partages	Contingences - Nouveaux %
							Payeur	DRE	DRE	Tous						
							Travaux partagés	Chaussée	Trottoir	Items communs						
							% Contingence [5]	10,00%	10,00%	10,00%						
2118100242	189670	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Items communs - frais généraux	2118100242	189670	526 861,28 $	10,00%	1			-526 861,28$	- $	- $		- $	- $	
1756105029	175112	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Reconstruction Aqueduc secondaire	1756105029	175112	780 990,00 $	10,00%	2				780 990,00 $	78 099,00 $	10,00%	780 990,00 $	78 099,00 $	10,00%
1756105030	175113	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Reconstruction Égouts combinés et	1756105030	175113	1 085 630,00 $	10,00%	3	176 604,80$	139 165,20$	455 687,84$	1 857 087,84 $	185 708,78 $	10,00%	1 857 087,84 $	185 708,78 $	10,00%
2118200021	189671	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Entrée de service en plomb partie privée	2118200021	189671	45 065,00 $	10,00%	4				45 065,00 $	4 506,50 $	10,00%	45 065,00 $	4 506,50 $	10,00%
2155863037	189619	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Chaussée souple construction	2155863037	189619	275 945,00 $	10,00%	5	-176 604,80 $		71 173,44$	170 513,64 $	17 051,36 $	10,00%	170 513,64 $	17 051,36 $	10,00%
2155863038	189620	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Trottoirs et bordures construction	2155863038	189620	347 913,00 $	10,00%	6		-139 165,20$		208 747,80 $	20 874,78 $	10,00%	208 747,80 $	20 874,78 $	10,00%
2155863039	189621	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Éclairage de rue	2155863039	189621	39 816,00 $	10,00%	7				39 816,00 $	3 981,60 $	10,00%	39 816,00 $	3 981,60 $	10,00%
					3 102 220,28 $	**310 222,03 $**		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**3 102 220,28 $**	**310 222,03 $**		**3 102 220,28 $**	**310 222,03 $**	
				Totaux avec taxes	**3 566 777,77 $**	**356 677,78 $**					**3 566 777,77 $**	**356 677,78 $**				
				Grand total	**3 923 455,54 $**						**3 923 455,54 $**					

ÉTAPE 16 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS POUR LES INCIDENCES DE LA VILLE

INSTRUCTIONS

Sélectionner les dépenses incidences associées à chaque sous-projet et inscrire le montant avant taxes associé à la dépense.

											Taux de la Ville		Taux CSÉM				
											Taxes	Net	Taxes	Net			
											1,14975	1,049875	1,14975	1,008479			
Sous-projet incidences #1	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #1**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
1756105027	**175106**	**Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Incidences professionnelles reconst. aqueduc**	Eau,Dir.Reseaux	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	1.1	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	24 788,00 $	28 500,00 $	26 024,30 $	**78 532,34 $**	**90 292,56 $**	82 449,14 $	54301	070003
					1.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	36 529,68 $	42 000,00 $	38 351,60 $				54301	070003
					1.3	Chloration par firme externe	Ville	Tech	1 739,51 $	2 000,00 $	1 826,27 $				54590	070003
					1.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	2 174,39 $	2 500,00 $	2 282,83 $				54301	070003
					1.5	Traces Québec	Ville	Tech	3 733,47 $	4 292,56 $	3 919,68 $				54590	070003
					1.6	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	9 567,30 $	11 000,00 $	10 044,47 $				54590	070003
Sous-projet incidences #2	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #2**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
1756105028	**175107**	**Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Incidences professionnelles reconst. constr. égouts**	Eau,Dir.Reseaux	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	2.1	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	38 530,12 $	**44 300,00 $**	40 451,80 $	**148 125,35 $**	**170 307,12 $**	155 513,10 $	54301	070003
					2.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	71 319,85 $	**82 000,00 $**	74 876,93 $				54301	070003
					2.3	Chloration par firme externe	Ville	Tech	0,00 $	0,00 $	0,00 $				54590	070003
					2.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	10 871,93 $	**12 500,00 $**	11 414,17 $				54301	070003
					2.5	Traces Québec	Ville	Tech	8 877,68 $	**10 207,12 $**	9 320,46 $				54590	070003
					2.6	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	18 525,77 $	**21 300,00 $**	19 449,74 $				54590	070003
Sous-projet incidences #3	**Projet SIMON**	**Incidences - Description**	**Requérant**	**Projet Investi**	**#**	**Dépenses incidentes du sous-projet incidences #3**	**Taxes**	**Type d'incidences**	**Montant avant taxes**	**Montant avec taxes**	**Montant net ristourne taxes**	**Total Incidences avant taxes**	**Total Incidences avec taxes**	**Total Incidences net ristourne taxes**	OBJET SIMON	AUTRE SIMON
2155863040	**189622**	**Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée souple**	nisme Et Mobilite	55863 - Programme d'aménagement des rues - Local - Corpo - Protection	3.1	Laboratoire - Contrôle qualitatif des matériaux par firme externe	Ville	Pro	7 566,86 $	8 700,00 $	7 944,26 $	**118 504,95 $**	**136 251,07 $**	124 415,39 $	54301	070003
					3.2	Laboratoire - Surveillance environnementale (gestion des sols excavés, des eaux, et/ou biogaz) par firme externe	Ville	Pro	35 659,93 $	41 000,00 $	37 438,46 $				54301	070003
					3.3	Chloration par firme externe	Ville	Tech	0,00 $	0,00 $	0,00 $				54590	070003
					3.4	Gestion des impacts par firme externe	Ville	Pro	4 348,77 $	5 000,00 $	4 565,67 $				54301	070003
					3.5	Traces Québec	Ville	Tech	2 218,80 $	2 551,07 $	2 329,47 $				54590	070003
					3.6	Utilités publiques: travaux et/ou surveillance exécutés par des tiers (déplacement ou modification de RTU appartenant au tiers)et frais de gestion	Ville	Tech	12 176,56 $	14 000,00 $	12 783,87 $				54590	070003
					3.7	Éclairage temporaire et/ou permanent par firme externe	Ville	Tech	4 348,77 $	5 000,00 $	4 565,67 $				54590	070003
					3.8	Plantation par externe	Ville	Tech	52 185,26 $	60 000,00 $	54 788,00 $				54590	070003

RÉCAPITULATIF

Type	Montant avant taxes	Montant avec taxes	Montant net ristournes des taxes	% Contingences du contrat
1.Travaux	3 102 220,28 $	3 566 777,77 $	3 256 943,52 $	
2.Contingences	310 222,03 $	356 677,78 $	325 694,35 $	**10,00%**
3.Incidences	345 162,64 $	396 850,75 $	362 377,63 $	
Total	**3 757 604,95 $**	**4 320 306,30 $**	**3 945 015,50 $**	

3 757 604,95 $	4 320 306,29 $	3 945 015,50 $

Récapitulatif par payeur - Travaux-Contingences-Incidences

Requérant	Compétence	Requérant - Description	Travaux Montant avec taxes	Contingences Montant avec taxes	Incidences Montant avec taxes
014 Fonds des dépenses en immobilisations	Corpo	EAU-DRE-4905	3 084 943,49 $	308 494,35 $	260 599,68 $
		Urban.mobi.-Mobilité-4806	481 834,28 $	48 183,43 $	136 251,07 $
Total général			**3 566 777,77 $**	**356 677,78 $**	**396 850,75 $**

Fonds - payeur	%
014 Fonds des dépenses en immobilisations	100,0%
012 Fonds des conduits souterrains	0,0%
040 Fonds des Autres dépenses financées par	0,0%
Total	100,0%

BUDGET REQUIS - TRAVAUX-CONTINGENCES-INCIDENCES

Compétence	Requérant description	Projet Investi payeur	Sous-projet	Projet SIMON	Sous-projet Description	Budget requis total (travaux, contingences et incidences)	Budget requis 2022	Budget requis 2023	Budget requis 2024	Budget requis Ultérieur
Corpo	EAU-DRE-4905	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection	1756105027	175106	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Incidences professionnelles reconst. aqueduc secondaire	82 449,14 $	82 449,14 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			1756105028	175107	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Incidences professionnelles reconst. constr. égouts combinés et sanitaires	155 513,10 $	155 513,10 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			1756105029	175112	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Reconstruction Aqueduc secondaire	901 936,06 $	901 936,06 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			1756105030	175113	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Reconstruction Égouts combinés et sanitaires	2 144 681,11 $	2 144 681,11 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2118100242	189670	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Items communs - frais généraux	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts - Corpo - Protection				3 284 579,42 $	3 284 579,42 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées - Corpo - Protection	2118200021	189671	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Entrée de service en plomb partie privée	52 043,88 $	52 043,88 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées - Corpo - Protection				52 043,88 $	52 043,88 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour EAU-DRE-4905					3 336 623,29 $	3 336 623,29 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Urban.mobi.-Mobilité-4806	55863 - Programme d'aménagement des rues - Local - Corpo - Protection	2155863037	189619	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Chaussée souple construction	196 919,80 $	196 919,80 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2155863038	189620	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Trottoirs et bordures construction	241 075,01 $	241 075,01 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2155863039	189621	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Éclairage de rue	45 982,01 $	45 982,01 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
			2155863040	189622	Brunante, de Av. Willowdale à Chemin Côte-Sainte-Catherine - Incidences professionnelles, techniques et achat Chaussée souple	124 415,39 $	124 415,39 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total pour 55863 - Programme d'aménagement des rues - Local - Corpo - Protection				608 392,20 $	608 392,20 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Total pour Urban.mobi.-Mobilité-4806					608 392,20 $	608 392,20 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total pour Corpo						3 945 015,50 $	3 945 015,50 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total général						**3 945 015,50 $**	**3 945 015,50 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Montréal

SOUMISSION 429710 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement Outremont
Avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine	Les travaux sont répartis en 4 phases et une phase préparatoire. **Délai** : 110 jours – 2022 **PHASE 0 (préparatoire) :** Installation du réseau d'eau temporaire dans le cadre du projet et réalisation de fouilles exploratoires **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 9h30 à 15h30 ainsi que samedi et dimanche* de 9h à 18h pour les travaux sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine Samedi et dimanche* de 9h à 18h pour les travaux sur le domaine privé (en dehors de la période d'ouverture du Pavillon Marguerite d'Youville et lors des vacances scolaires) Lundi à vendredi de 7h30 à 18h pour les travaux sur les avenues de la Brunante et Willowdale * : Ordonnance requise pour réaliser les travaux le dimanche **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Maintenir deux voies de circulation par direction sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à la hauteur de l'avenue de la Brunante. - Maintenir une voie par direction sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à la hauteur de l'avenue de la Brunante pour les travaux nécessitant une excavation seulement. - Maintenir une voie de circulation sur l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. - Fermer complètement l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale si une excavation transversale est nécessaire seulement. - Maintenir une voie de circulation sur l'avenue Willowdale à la hauteur de l'avenue de la Brunante. **PHASE 1** : Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage à l'intersection des avenues de la Brunante et Willowdale **Horaire de travail :** Lundi à vendredi de 7h30 à 18h **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue Willowdale entre les avenues Hazelwood et Stirling avec maintien de la circulation locale seulement. - Fermer complètement l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale. **PHASE 2** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage sur l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 7h30 à 18h. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale.

	PHASE 3 : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de pavage de la couche de base et de la couche de surface ainsi que de marquage final à l'intersection de l'avenue de la Brunante et du chemin de la Côte-Sainte-Catherine. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 7h30 à 18h ainsi que samedi et dimanche* de 9h à 18h Lundi à vendredi de 9h30 à 15h30 lors du contresens sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine * : Ordonnance requise pour réaliser les travaux le dimanche. **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la direction est et maintenir une voie de circulation en direction ouest sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. - Maintenir une voie de circulation en direction ouest et deux voies de circulation en direction est sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine si une excavation transversale fût effectuée à la phase 0. - Fermer complètement l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine avec maintien de la circulation locale. **PHASE 4** : Travaux de pavage de la couche de surface et de marquage final sur l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. **Horaire de travail** : Lundi à vendredi de 7h30 à 18h **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement l'avenue de la Brunante entre l'avenue Willowdale et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine. - Fermer complètement l'avenue Willowdale entre les avenues Hazelwood et de Stirling avec maintien de la circulation locale. - L'Entrepreneur est autorisé à fermer l'aménagement cyclable et à faire descendre les cyclistes de leur vélo sur l'avenue Willowdale à la hauteur de l'avenue de la Brunante lors des phases 0, 1 et 4. - L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR, lorsque requis.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M);

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 19 juillet 2019

COJALAC INC.
A/S MONSIEUR JACQUES LACHAPELLE
174, BOUL LACOMBE
REPENTIGNY (QC) J5Z 1S1

No de décision : 2019-DAMP-0578
N° de client : 3000151503

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). COJALAC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide jusqu'au **18 juillet 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

c. c. Me Jean-François Lambert

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 429710

Date de publication : 3/7/2022
Date d'ouverture : 3/31/2022

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	COJALAC INC
2	CONSTRUCTION N.R.C. INC.
3	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
4	ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.
5	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE
6	LES ENTREPRISES COGENEX INC.
7	LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC
8	LES EXCAVATIONS SUPER INC.
9	NÉOLECT INC.
10	RAMCOR CONSTRUCTION INC

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231035
Unité administrative responsable : *SIRR , Direction des infrastructures , Division de la conception des projets*
Projet : *429710 - Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement d'Outremont.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- *Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'**habitation salubre, adéquate et abordable;***
- *Priorité 18 : Assurer la **protection et le respect des droits humains** ainsi que **l'équité** sur l'ensemble du territoire;*
- *Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux bénéfices attendus sont de :

1. Garantir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services par la mise en place d'un plan de gestion des actifs.

2. Lutter contre le vieillissement du réseau et maintenir la capacité fonctionnelle des actifs des réseaux secondaires de distribution d'eau pour assurer la qualité des infrastructures sur son territoire.

3. Anticiper les bris par des analyses d'ingénierie reconnues dans le domaine.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227231035

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Cojalac inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans l'avenue de la Brunante, de l'avenue Willowdale au chemin de la Côte-Sainte-Catherine dans l'arrondissement d'Outremont. Dépense totale de 4 320 306,30 $ (contrat : 3 566 777,77 $ + contingences: 356 677,78 $ + incidences: 396 850,75 $), taxes incluses. Appel d'offres public 429710 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD_1227231035_SUM.xls

Info_comptable_GDD 1227231035_DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mahamadou TIRERA
Agent comptable - analyste

Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Francis PLOUFFE
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 280-6614
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1220025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de la rue de l'Épée au sud de la rue Beaumont pour une somme maximale de 131 839,45$, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée (no de projet ING-295616), pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet de l'avenue de l'Épée, au sud de la rue Beaumont, pour une somme maximale de 131 839,45 $, taxes incluses.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

3. d'autoriser le président de la Commission des services électriques de Montréal à signer tous les documents requis pour et au nom de la Ville

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2022-04-13 08:37

Signataire : Serge A BOILEAU

_____

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1220025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de la rue de l'Épée au sud de la rue Beaumont pour une somme maximale de 131 839,45$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2000, la CSEM s'est vu confier la gestion des ententes concernant certaines modalités des réseaux câblés entre la Ville de Montréal et les usagers possédant des câbles aériens présents dans les poteaux sur rue. Pour ce, elle s'est dotée d'un plan qui tient compte des prévisions budgétaires et de la capacité de réalisation de ses partenaires. Le projet de l'avenue de l'Épée vise à faire l'enfouissement des réseaux câblés aériens et existants sur le tronçon au sud de la rue Beaumont sur une distance d'environ 130 mètres, jusqu'à la voie ferrée, et prévoit l'enlèvement de 6 poteaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0005 - 20 janvier 2022 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2022-2024 de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée (no de projet ING-295616), pour réaliser les travaux de démantèlement de leur réseau câblé aérien, dans le cadre du projet d'enfouissement de la rue de l'Épée au sud de la rue Beaumont.

JUSTIFICATION

Ce contrat d'exécution de travaux doit être accordé de gré à gré, puisqu'il s'agit de travaux de nature exclusive que Vidéotron ltée doit réaliser sur son réseau, selon les dispositions de l'article 573.3 par. 7° de la Loi sur les Cités et Villes. Les travaux seront payés selon les coûts réels facturés avec facture à l'appui. La CSEM a validé l'estimation de Vidéotron ltée en comparant les coûts à d'autres projets de nature similaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite à ce dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 131 839,45$ (taxes incluses). Les crédits sont prévus au budget de la Commission des services électriques (CSEM).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il s'agit d'un projet de conversion du réseau câblé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la Covid-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: Mai 2022
Conseil municipal: Mai 2022
Projet qui débutera vers mai 2022 et qui se complétera à la fin de l'année 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-04-13

Gilles G - Ext GAUDET
Dir.planification et relations avec les grands partenaires

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

VIDÉOTRON

Montréal, le 24 mars 2022

Monsieur Vincent Defeijt, ing.
Ingénieur – Chargé de planification
Service des infrastructures du réseau routiers
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 10e étage
Montréal (QC) H3C 0G4

Numéro de projet : ING-295616

Objet : Déplacement de réseau
Av. de l'Épée entre Av. Beaumont et Ch de Fer Canadian Pacific

Monsieur,

Pour faire suite à votre récente demande concernant le déplacement de réseau, veuillez trouver ci-jointe **l'estimation budgétaire révisée** des coûts que Vidéotron Ltée devra encourir relativement au projet mentionné en rubrique. Ces coûts s'élèvent au montant de 114 667,93 $ **excluant les taxes.** Il est cependant entendu que le demandeur sera facturé au coût réel. Cette estimation est valide pour une période de soixante (60) jours.

Veuillez noter que cette estimation est basée sur les dernières informations que nous avons reçues. Cependant, si la Ville de Montréal devait apporter d'autres modifications à la demande ou dans l'éventualité où l'exécution des travaux devait différer de ceux pressentis par Vidéotron Ltée, un addenda vous sera émis afin de vous informer de toutes modifications, en plus ou en moins, à la présente estimation.

Si la Ville de Montréal est d'accord avec l'estimation révisée, veuillez signer la présente lettre et nous la retourner.

Si le paiement n'est pas reçu dans les 60 jours suivant l'émission de la facture finale, des intérêts de 18% annuel s'appliqueront sur le montant initial.

24 mars 2022

Numéro de projet : ING-295616

Pour toute question supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec Madame Andréa Garavito, gestionnaire de projet, au 514 380-3965 ou par courriel au andrea.garavito@videotron.com.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Gilles Guénette

Signature numérique de Gilles Guénette
Date : 2022.03.28 09:07:42 -04'00'

Gilles Guénette
Superviseur, Conception
Ingénierie réseau filaire et bureau de projet
Videotron Ltée

Par la présente, j'autorise les frais de 131 839,45 $ **incluant les taxes**.

_____ Date : _____

Vincent Defeijt, ing.
Ingénieur – Chargé de planification
Service des infrastructures du réseau routiers
Ville de Montréal

GG/gb

p. j.

c. c. Andréa Garavito

VIDÉOTRON

DÉTAILS DE L'ESTIMÉ

INGÉNIERIE GRAND MONTRÉAL
2155 BOUL. PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC, H1V 2E4

DESCRIPTION DU PROJET

Date d'ouverture du projet	2018-10-29	Délai de livraison	90 jours ouvrables
Concepteur	Marius Teulea	Superviseur	Gilles Guénette
Localisation des travaux	AV. DE L'ÉPÉE		

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Estimation révisée
Demande : Enfouissement du réseau sur l'Ave de l'Épée, en conduits CSEM, à la demande de la Ville de Montréal.
Description de la solution : Enlever des câbles aériens et des câbles souterrains, enlever 6 pièces de réseau et une source aérienne.
Installation câbles souterrains fibres et coax, 1 piédestal TV1024, 1 source sur socle, 8 fusions optiques. Ouverture de 6 PA. Transferts de services optiques de 1 nuit. Permis Bell, HQ, Ville et CSEM.
Réseau impacté : 450 m câbles fibre optique, 435 m câbles coax, 3 boîtiers optiques existants, 1 ampli, 3 pièces réseau, une source d'alimentation.

INFORMATION CLIENT

Demandeur	Vincent Defeijt, ing.
Municipalité	MONTREAL
Date de besoin du client	2021-06-01
No. de projet (référence)	ING-295616

SOMMAIRE DES COÛTS

Catégorie	Nb. d'heure	Coût facturable	% Facturable demandeur	Coût facturable demandeur	Coût supporté Vidéotron
Conception			-		
Droits de passage		2 752,00 $	100 %	2 752,00 $	- $
Conception réseau interne	294,0	42 244,86 $	100 %	42 244,86 $	- $
Conception civile interne	6,8	845,38 $	100 %	845,38 $	- $
Agent Intra-bâtiments interne	9,0	1 184,22 $	100 %	1 184,22 $	- $
Relevés interne	26,3	3 252,11 $	100 %	3 252,11 $	- $
Relevés externe fixe	-	248,99 $	100 %	248,99 $	- $
Demande de permis interne	25,6	3 348,99 $	100 %	3 348,99 $	- $
Gestion coupures service interne	6,0	862,14 $	100 %	862,14 $	- $
Construction			-		
Construction interne	237,2	40 881,42 $	100 %	40 881,42 $	- $
Signalisation routière		2 361,12 $	100 %	2 361,12 $	- $
Matériel			-		
Matériel interne		16 686,70 $	100 %	16 686,70 $	- $
Autres			-		
Crédit au client				- $	
SOUS-TOTAL	**604,9**	**114 667,93 $**		**114 667,93 $**	**- $**
TPS (5%)		5 733,40 $		5 733,40 $	- $
TVQ (9.975%)		11 438,13 $		11 438,13 $	- $
TOTAL	**604,9**	**131 839,45 $**		**131 839,45 $**	**- $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1220025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Vidéotron ltée pour réaliser des travaux sur son réseau câblé dans le cadre du projet d'enfouissement de la rue de l'Épée au sud de la rue Beaumont pour une somme maximale de 131 839,45$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certificat de fonds et de conformité GDD 1220025003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227000005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Tisseur inc. pour la réfection des structures du pont Angrignon (projet 15-19) dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 3 583 780,18 $, taxes incluses (travaux : 2 988 395,76 $ + contingences : 448 259,36 $ + incidences : 147 125,06 $) - Appel d'offres public 426011 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé:

1. d'accorder à Tisseur inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réfection des structures du pont Angrignon (projet 15-19) dans l'arrondissement Lasalle, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 988 395,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 426011;

2. d'autoriser une dépense de 448 259,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 147 125,06 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation de rendement de Tisseur inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville Centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227000005**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Tisseur inc. pour la réfection des structures du pont Angrignon (projet 15-19) dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 3 583 780,18 $, taxes incluses (travaux : 2 988 395,76 $ + contingences : 448 259,36 $ + incidences : 147 125,06 $) - Appel d'offres public 426011 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La structure du Pont Angrignon au-dessus du Canal Lachine a été construite en 1991. Cette structure située dans l'arrondissement Lasalle (voir plan de localisation en pièce jointe) permet le déplacement au-dessus du Canal Lachine et le raccordement du boulevard Angrignon à l'autoroute 20 ainsi qu'à l'échangeur Turcot. En plus des quatre (4) voies de circulation, deux (2) vers le nord et deux (2) vers le sud, le pont comprend un trottoir du côté ouest du boulevard Angrignon ainsi que des escaliers pour permettre l'accès à la rue St-Patrick.

Le pont est constitué d'une dalle en béton sur poutre préfabriquées en béton précontraint. Le pont comporte 3 travées. Le pont 81-5123B permet le passage au-dessus de la rue St-Patrick au sud, du Canal Lachine ainsi que d'une piste cyclable au nord. Les structures 81-5123A et C sont des murs de soutènement qui supportent le boulevard Angrignon au sud du Canal Lachine.

La structure du pont n'a fait l'objet d'aucune réparation majeure depuis sa construction. Ainsi, cette structure comporte plusieurs déficiences devant être réparées dans la perspective de maintenir la fonctionnalité de l'ouvrage et d'en assurer la pérennité. Les principaux défauts soulevés lors des inspections antérieures sont : la dégradation avancée de la surface de roulement, la présence de zones de béton délaminé sur la dalle de tablier, la dégradation des joints de dilatation et la désagrégation localisée du béton sur le trottoir et les escaliers. De plus, les rapports font état de quelques non-conformités par rapport aux éléments de sécurité comme les glissières, les garde-corps et les escaliers. Les cotes de comportement des structures sont de 4 puisque les éléments des structures sont acceptables. Toutefois, dans une option de maintien de l'actif, des travaux de réfection sont requis.

La réfection de l'ouvrage prend en considération les besoins et contraintes des différents intervenants du secteur (l'arrondissement Lasalle et les différents services de la Ville, le MTQ, Parc Canada et le CP) et des usagers. À cet effet, le nouvel escalier qui sera mis en place lors des travaux permettra une amélioration de la sécurité pour le transport actif et offrira plus d'espace pour les piétons et les

cyclistes.

Afin de bien définir l'envergure des travaux, les expertises suivantes ont été réalisées sur l'ouvrage (81-5123B) :

- relevé de dommages par SNC-Lavalin inc. en 2017;
- évaluation de capacité portante par SNC-Lavalin inc. en 2017.

Ces expertises, combinées aux rapports d'avant-projet préliminaire et définitif, considérant l'âge des structures et les défauts ont conclu à la nécessité de remplacer la surface de roulement (pavage et membrane), les dispositifs de retenue, les escaliers en plus de procéder à la réparation localisée des trottoirs et de certaines poutres.

Il est important de souligner que les travaux étaient initialement prévus être réalisés en 2020 et devaient être intégrés aux travaux majeurs réalisés sur l'échangeur Turcot par le Ministère des Transports du Québec. Cependant, certaines contraintes techniques et des difficultés à intégrer les travaux du pont Angrignon aux échéanciers du projet Turcot ont forcé la Ville à suspendre le projet.

Les contraintes de maintien de circulation occasionnées par la réalisation de projets majeurs dans l'arrondissement, notamment la réfection des ponts Gauron et Lafleur de Parcs Canada ont également repoussé la réalisation du projet et nécessité une mise à jour des documents d'appel d'offres (2021).

Les tableaux ci-dessous présentent les grandes étapes du projet (15-19) :
Étapes terminées :

	Coût (taxes incluses)	Date de début	Date de fin
Investigation : Inspection, relevé des dommages, avant-projet préliminaire (SNC-Lavalin)	196 763,62 $	février 2017	septembre 2017
Avant-projet définitif et plans et devis	152 801,78 $	mai 2019	février 2020
Conception (rév.) et mise à jour : Plans et devis	148 478,72 $	juillet 2020	mars 2022

Étapes à autoriser dans le présent dossier :

	Coût (taxes incluses)	Date de début prévu	Date de fin prévue
Travaux de réfection	2 988 395,76 $	juin 2022	novembre 2022

Étapes en cours et à venir :

	Coût (taxes incluses)	Date de début prévu	Date de fin prévue
Assistance technique pendant les travaux (SNC-Lavalin)	N/D	juin 2022	décembre 2022
Surveillance des travaux et Assurance qualité	N/D	Avril 2022	Août 2024

Dans le cadre de la réfection de la structure Angrignon, les documents de l'appel d'offres

public portant le numéro 426011 ont été préparés par la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité. Cet appel d'offres a été publié dans le quotidien le Journal de Montréal et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO du 31 janvier au 22 mars 2022 par la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier. La durée de la publication a été de 49 jours calendrier. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours suivant sa date d'ouverture, soit jusqu'au 20 juillet 2022.

Trois (3) addenda ont été émis lors de l'appel d'offres 426011 :

- Addenda 1 émis le 1er mars 2022 : avis de report de l'ouverture au 22 mars 2022, révision du formulaire de soumission, révision du cahier des clauses techniques spéciales - section VII documents techniques et révision du cahier des clauses techniques spéciales - devis de maintien et gestion de la mobilité;

- Addenda 2 émis le 11 mars 2022 : révision du cahier des clauses administratives spéciales, révision du formulaire de soumission, révision du cahier des clauses administratives spéciales et révision du cahier des clauses techniques spéciales - devis structure et pont;

- Addenda 3 émis le 15 mars 2022 : révision du cahier des charges, révision du formulaire de soumission, révision du cahier des clauses techniques spéciales - devis structure et pont et révision du cahier des clauses techniques spéciales - devis de maintien et gestion de la mobilité.

Le programme de réfection des structures routières est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0005 - 20 janvier 2022 - Adoption du le programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);
CM20 1334 – 14 décembre 2020 - Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy , dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

CM19 0757 – 17 juin 2019 - Octroyer à Nobesco (8412359 Canada inc.) un contrat pour la réalisation des travaux de réfection des piliers de ponts d'étagement situés au-dessus de l'Île Sainte-Hélène (81-05111 et 81-05112) dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy , dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 7 564 599,28 $ (travaux: 6 003 836,70 $ + variations des quantités: 607 378,90 $ + contingences: 600 383,68 $ + incidences: 353 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public 421811 (9 soumissionnaires conformes).

CG16 0026 - 28 janvier 2016 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec les firmes SNC-Lavalin inc. (2 536 870,26 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (2 058 181,27 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 15-03) (GDD no 1157000002)

DESCRIPTION

Accorder un contrat de construction à Tisseur inc. pour la réalisation de divers travaux de réfection de la structure Angrignon au-dessus du Canal Lachine à Lasalle. Il est prévu que les travaux débutent en juin 2022 et se terminent en novembre 2022.
Les travaux consistent, sans s'y limiter, à :

- la réparation localisée de la dalle et des côtés extérieurs du tablier,
- la réparation localisée des trottoirs et des chasse-roues,
- le remplacement de l'enrobé bitumineux (incluant la membrane d'étanchéité),
- la démolition de l'escalier existant en béton,
- la reconstruction d'un escalier en acier,
- le rehaussement des glissières,
- la réparation des poutres, chevêtres et diaphragmes en béton,
- le maintien de la circulation durant les travaux,
- les travaux de marquage et de signalisation temporaire et permanente,
- les travaux de remplacement de l'éclairage sous la structure,
- tous les travaux connexes.

Contraintes de réalisation

Le délai contractuel pour la réalisation des travaux est de 164 jours (24 semaines). La pénalité pour retard dans l'exécution des travaux est celle prévue dans le Cahier des clauses administratives générales (article 5.1.14.3 b, révision 2021-07-16) et représente 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et les contingences. Pour ce contrat, la pénalité pour retard représente 2 599 $ par jour, taxes exclues.

La réalisation des travaux doit respecter plusieurs contraintes pour la gestion de la mobilité sur le boulevard Angrignon.

Le mandataire ayant effectué la conception du projet assurera le soutien technique durant les travaux. La surveillance des travaux sera effectuée par un autre mandataire.

Budgets de contingence et d'incidences

Advenant des imprévus lors des travaux, un budget de contingences de 15 % de la valeur des travaux est recommandé. Il est déterminé en fonction de la complexité des travaux à effectuer et des risques qui y sont associés.

Le montant total des contingences s'élève donc à 448 259,36 $, taxes incluses. Le montant des contingences n'est pas inscrit au bordereau de soumission.

Des dépenses incidentes sont également prévues pour un total de 147 125,06 $, taxes incluses, et représentent environ 4,9 % des coûts des travaux. Celles-ci comprennent principalement des dépenses relatives au contrôle qualitatif des matériaux et au besoin d'expertises particulières.

Le détail du coût des travaux, du budget des contingences et des incidences du projet est décrit à la section « Aspects financiers » du présent dossier (voir pièce jointe).

JUSTIFICATION

La réalisation du projet de réfection du pont Angrignon est essentielle pour assurer le maintien de l'ouvrage et la sécurité des usagers. Le projet permettra de prévenir l'aggravation des dommages ou autres défauts existants qui pourraient entraîner des fermetures partielles ou complètes du lien.
Les travaux permettront également d'améliorer la circulation du transport actif sur le pont

par les modifications apportées au trottoir et aux dispositifs de sécurité. Les travaux permettront également d'améliorer la convivialité du secteur pour les citoyens grâce à une meilleure intégration urbaine de l'ouvrage, le remplacement du système d'éclairage et la reconstruction complète de l'escalier menant à la rue St-Patrick.

Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes avec le prix de la soumission et les différents écarts entre les soumissions reçues ainsi que les écarts entre ces soumissions et l'estimation.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Tisseur inc.	**2 988 395,76 $**	**448 259,36 $**	**3 436 655,13 $**
Loiselle inc.Constructions ConCreate Ltée	3 492 091,98 $	523 813,80 $	4 015 905,78 $
EBC inc.Construction Carbo inc.	3 657 375,45 $	548 606,32 $	4 205 981,76 $
Estimation des professionnels externes	3 052 958,23 $	457 943,73 $	3 510 901,96 $
ANALYSE DES ÉCARTS BASÉE SUR LES PRIX SOUMIS			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	-64 562,47$		
(la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	-2.1 %		
((la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	503 696,22 $		
(la deuxième plus basse – la plus basse)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	16,9%		
((la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100			

Lors de l'appel d'offres public 426011, sur quatorze (14) preneurs du cahier des charges, trois (3) ont déposé une soumission et onze (11) n'en ont pas déposé, ce qui représente respectivement des ratios de 21,4 % et 78,6 %. En ce qui concerne les motifs de désistements, cinq (6) preneurs de cahier des charges sur les quatorze (14) qui n'ont pas déposé de soumission ont mentionné être un fournisseur ou un sous-traitant. Ainsi, le ratio des preneurs de cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission ayant justifié leur motif est de 45,5 % (5 sur 11). La liste des preneurs du cahier des charges est présentée, en pièce jointe.

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, attestation de Revenu Québec, licence RBQ, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts, etc.).

L'offre déposée par le plus bas soumissionnaire est inférieure à l'estimation réalisée par la firme externe, laquelle s'élevait à 3 052 958,23 $, incluant les taxes. La différence est de 64 562,47 $, soit 2,1 %.

Le résumé des informations relatives au processus d'appel d'offres et son résultat se retrouve en pièce jointe.

L'écart observé entre le prix du 2e plus bas soumissionnaire et le prix du plus bas soumissionnaire sont uniformément répartis mais concerne plus particulièrement les frais de travaux de structure et les travaux de maintien de la circulation. La différence de prix pour les travaux de maintien de la circulation (environ 350 k$, soit 70 % de l'écart entre la 2e plus basse et la plus basse) est liée principalement au maintien de la circulation général durant les travaux. Cette différence peut s'expliquer par les méthodes de travail choisies par le plus bas soumissionnaire pour limiter les interventions nécessaires et ainsi limiter la durée de certaines phases des travaux et la durée de certaines entraves. La différence de prix liée au travaux de structure (environ 51 k$, soit 10 % de l'écart entre la 2e plus basse et la plus basse) peut aussi s'expliquer par le choix des méthodes de travail et le taux de productivité. La complexité de certains travaux, le recours à la sous-traitance et les décisions d'affaires des entreprises, notamment leur tolérance aux risques liés à l'inflation de certains matériaux et la disponibilité de leur main-d'oeuvre, peuvent également être des facteurs expliquant l'écart entre le prix du 2e plus bas soumissionnaire et le prix du plus bas soumissionnaire.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret nº 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Tisseur inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est en vigueur jusqu'au 12 septembre 2022. L'adjudicataire, Tisseur inc, n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA), ni au Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle, ni sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites. Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé est le 8256-4709-53. Une attestation valide délivrée le 21 janvier 2022 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

L'analyse des soumissions démontre que Tisseur inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

La dépense nette liée à ce contrat étant supérieure à 1 M$, l'adjudicataire devra faire l'objet d'une évaluation de son rendement, conformément à l'encadrement administratif en vigueur (Directive no C-OG-APP-D-21-001 du 16 mars 2021).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale des travaux de « Structure, gestion de la circulation et travaux connexes » est prévue au PDI 2022-2031 du Service de l'urbanisme et de la mobilité, au programme de réfection des structures routières – 46000. Elle sera entièrement assumée par la Ville centrale.
La dépense totale des incidences professionnelles et techniques est prévue au PDI 2022-2031 du Service de l'urbanisme et de la mobilité, au programme de réfection des structures routières – 46000. Elle sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Les montants seront imputés au règlement d'emprunt correspondant à ce programme, soit le règlement 21-005 - Réfection des structures routières.

Le montant total relié aux travaux de « Structure, gestion de la circulation et travaux connexes » et aux incidences professionnelles et techniques s'élève donc à 3 583 780,18$ taxes incluses et est réparti comme suit :

- 2022 : travaux, contingences et incidences : 3 583 780,18$ taxes incluses (travaux: 2 988 395,76 $ + contingence: 448 259,36 $ + incidences: 147 125,06$), soit 3 272 468,99 $ net de ristournes.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2022-2031 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années.

Projet		**2022**	**Total**
Projet 46000 - Programme de réfection des structures routières		3 272 468,99 $	3 272 468,99 $

Le Service des infrastructures du Réseau Routier (SIRR) sera responsable de l'exécution du contrat de construction et de l'assistance technique durant les travaux.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en favorisant le maintien en état d'une structure existante.
Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats d'engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle de façon significative parce qu'il s'agit essentiellement d'un projet de reconstruction des actifs de façon similaire à l'existant ayant ainsi des impacts environnementaux et des fonctions semblables.

La grille d'analyse est présentée en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision favorable à la présente demande d'octroi de contrat permettra de commencer les travaux de construction en juin 2022 afin de réparer la structure et de limiter les interventions d'entretien d'urgence et de sécurisation.

Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté au-delà de la date d'échéance de la soumission, soit le 20-07-2022, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le SUM se verrait alors obligé de reporter les travaux d'une année, de reprendre un nouveau processus d'appel d'offres et d'en assumer les frais associés.

Le report des travaux d'une année pourrait avoir un impact sur la planification de plusieurs travaux de l'arrondissement.

De plus, advenant le cas où la présente demande d'octroi de contrat serait retardée au-delà du conseil municipal du mois de mai 2022, les travaux ne pourront être réalisés comme prévu mettant à risque l'ouverture du nouveau tablier avant la période hivernale en novembre 2022 et le report de certains travaux en 2023 impliquant des frais supplémentaires.

Impact durant les travaux :

Durant les travaux 2022, une voie de circulation sera maintenue en permanence dans chaque direction. La circulation piétonnière sera maintenue en fonction, en tout temps, sur le boulevard Angrignon.

Les travaux ont été coordonnés avec la section AGIR du SIRR.

Des mesures de mitigation sont prévues dans les prescriptions techniques du cahier des charges, afin d'atténuer ces inconvénients (voir résumé en pièce jointe).

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'entrepreneur devra suivre les recommandations de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et de la Direction régionale de la santé publique de Montréal (DRSP) en lien avec la COVID-19, pour la réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été préparée par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le conseil municipal: 16 mai 2022
Début des travaux : juin 2022
Fin des travaux : novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale
Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Farid CHABOUNI, LaSalle

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 20 avril 2022
Eve MALÉPART, 14 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAILLET
ingenieur(e)

Tél : 514-872-9407
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Dominic VACHON
Ingénieur - Chef de section conception - Ponts et tunnels

Tél : 514 872-3326
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice

Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-04-21

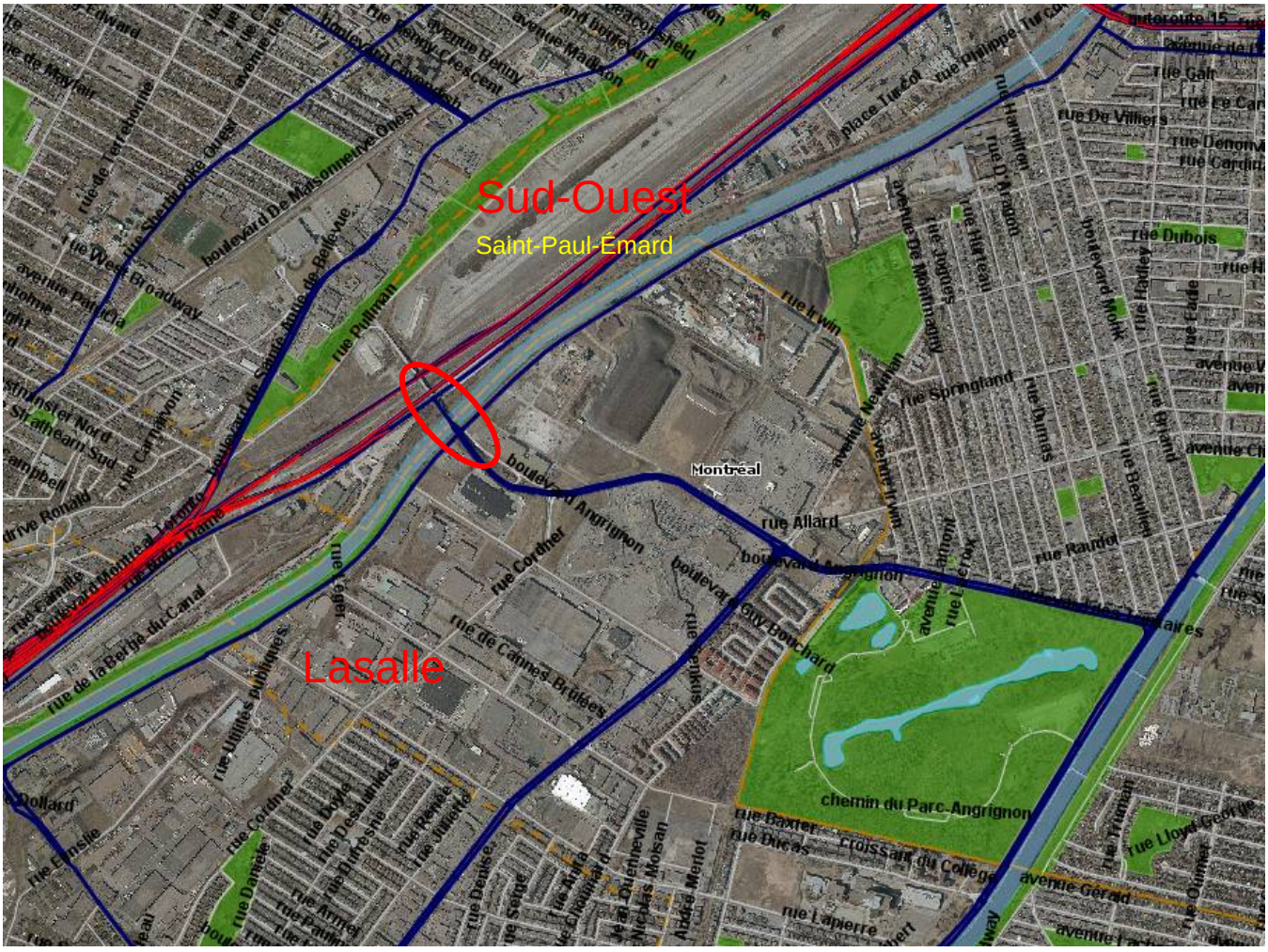
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : 514-872-4185
Approuvé le : 2022-04-22

Montréal

Plan de localisation

Structure no :	**81-5123B**	Nom :	**P.O. Boul. Angrignon / Canal Lachine**
Préparé par :	**Faouzi Houari, ing jr.**	Date :	**28 mai 2012**



Montréal

Direction de la Mobilité
Division gestion d'actifs routiers et cyclables - Ponts et tunnels

Projet: 15-19 Réfection du pont Angrignon (81-5123A,B,C) au-dessus du canal Lachine
No d'appel d'offres 426011

Fait par: Olivier Gaillet, ing. 14 avril 2022

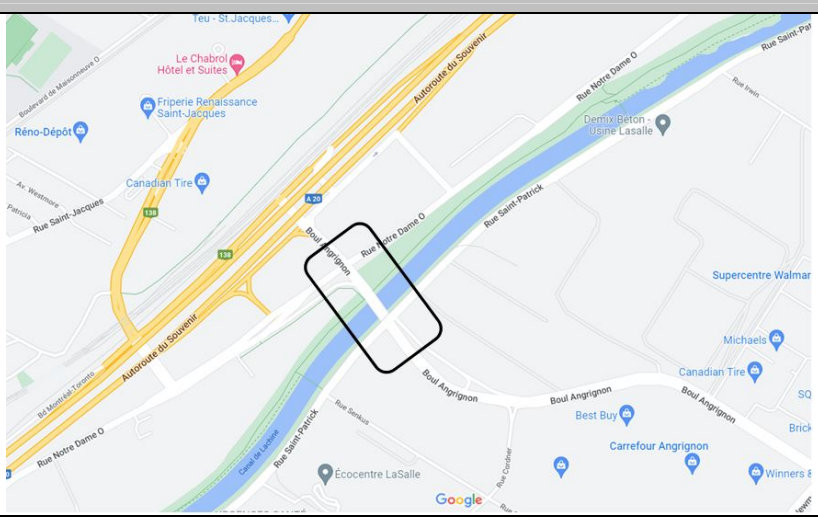
Coûts globaux du contrat 426011					
		Année 2022			
			Global sans taxes	Global avec taxes	Net de ristourne
Prix des travaux (plus bas soumissionnaire) :		**Prix des travaux**	**2 599 170,05 $**	**2 988 395,76 $**	**2 728 803,65 $**
Contingences					
(pourcentage du coût des travaux)	15,00%	**Contingences**	**389 875,51 $**	**448 259,36 $**	**409 320,55 $**
Incidences					
Marquage chaussée		incidences techniques	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Maintien de la circulation et gestion des impacts		incidences techniques	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Communication		incidences professionnelles	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Contrôle qualitatif (4,5%)		incidences professionnelles	116 962,65 $	134 477,81 $	122 796,16 $
Gaz, Bell, H-Q, CSEM, services publics, etc		incidences techniques	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Acquisition et servitudes		incidences techniques	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Plantations et mobilier urbain		incidences techniques	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Expertises particulières (gestion environnemental-sols, etc)		incidences professionnelles	11 000,00 $	12 647,25 $	11 548,63 $
Déplacement services publics		incidences techniques	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Total incidences	**127 962,65 $**	**147 125,06 $**	**134 344,79 $**
Déboursés					
Reproductions de plans et devis			0,00 $	0,00 $	0,00 $
Déplacements et stationnement			0,00 $	0,00 $	0,00 $
Expertise professionnelle			0,00 $	0,00 $	0,00 $
		Somme des déboursés	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
		Total (avec taxes)	**3 117 008,20 $**	**3 583 780,18 $**	**3 272 468,99 $**

Montréal

Section ponts et tunnels
Division gestion stratégique des actifs
Direction de la mobilité

Soumission : 426011
Contrat 15-19
Réfection du pont Angrignon (81-5123B)
Arrondissement : Lasalle

MESURES DE MITIGATION



NATURE ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

1. STRUCTURE :
• Réparer localement la dalle de béton;
• Réparer localement les trottoirs et les chasse-roues;
• Réparer les côtés extérieurs du tablier;
• Réparer les poutres en béton précontraint;
• Réparer les chevêtres et les diaphragmes en béton;
• Remplacer la garniture du joint de tablier;
• Démolir l'escalier existant en béton;
• Reconstruire un escalier en acier;
• Rehausser la glissière en acier.

2. CHAUSSÉE :
• Planer et enlever l'enrobé bitumineux sur toute la surface de l'ouvrage (en phases);
• Mettre en place une membrane d'étanchéité sur toute la surface de l'ouvrage (en phases);
• Mettre en place en place d'une nouvelle surface de roulement en enrobé bitumineux (en phases);
• Procéder à des travaux de marquage et des signalisations temporaires et permanentes.

3. ÉCLAIRAGE ET ÉLECTRICITÉ :
• Remplacer les équipements d'éclairage sous la structure;
• Reconstruire un massif d'alimentation pour l'éclairage.

4. GESTION DE LA CIRCULATION ET SIGNALISATION DES TRAVAUX :
• Gérer la circulation et maintenir en tout temps une voie de circulation dans chaque sens;
• Gérer la circulation piétonnière sur le boulevard Angrignon;
• Gérer les accès à l'escalier.

5. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :
• Protéger l'environnement durant les travaux.

EXIGENCES GÉNÉRALES ET MESURES APPLICABLES

• En plus des communications usuelles, installer des panneaux d'information et des PMVM pour informer les usagers de la routes des travaux et entraves à venir ou en cours;

• Pendant toute la durée des travaux, les résidents seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation;

• Maintenir en tout temps durant les travaux une voie de circulation dans les deux sens sur l'ouvrage;

• Maintenir tous les mouvements permis aux intersections;

• Durant toute la durée des travaux, abaisser la vitesse à 40 km/h; sur le boul. Angrignon entre la rue Cordner et la rue Pullman;

• Maintenir un chemin de détour pour les piétons pendant le remplacement de l'escalier;

• Positionner les roulottes, les véhicules de chantier ainsi que les Matériaux utilisés du même côté du boul. Angrignon pour que l'accès puisse se faire en ligne droite;

• Respecter les mesures mises en place en lien avec la COVID-19 quant à la gestion des piétons et des cyclistes, si applicable (distanciation sociale, mesures sanitaires, etc.);

• Travailler selon la plage horaire du lundi au vendredi de 07h00 à 19h00. Si besoin de travailler le samedi ou le dimanche, remettre une Demande de dérogation au Représentant désigné au minimum soixante-douze (72) heures avant la journée de dérogation demandée;

• Assurer la sécurité des piétons aux abords du Chantier ainsi qu'aux intersections du boulevard Angrignon avec les rues Cordner et Pullman;

• Maintenir la circulation sur une chaussée pavée et marquée en tout temps;

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 13 septembre 2019

TISSEUR INC.
A/S MONSIEUR YANNICK TISSEUR
1670, RTE 117
VAL-DAVID (QC) J0T 2N0

No de décision : 2019-DAMP-0807
N° de client : 3000265329

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). TISSEUR INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 12 avril 2022 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : TISSEUR INC.
Adresse du siège social : 1900, RUE DES MÉLÈZES, , SAINTE-ADÈLE, QC, J8B 2J6, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000265329
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1149222300

Autres noms d'affaires
• CONSTRUCTION RAYNALD TISSEUR

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 426011

Date de publication : 2022-01-31
Date d'ouverture : 2022-03-22

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	POMERLEAU INC.
2	ST-DENIS THOMPSON INC.
3	TISSEUR INC.
4	CONSTRUCTION CARBO INC.
5	CONSTRUCTION GÉNIX INC.
6	CONSTRUCTION N.R.C. INC.
7	CONSTRUCTIONS CONCREATE LTÉE
8	DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
9	EBC INC.
10	GROUPE THERMO-LITE INC.
11	LE GROUPE LML LTÉE
12	LOISELLE INC.
13	NÉOLECT INC.
14	PARKO INC

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227000005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Division gestion stratégique des actifs*
Projet : *15-19 Réfection du pont Angrignon*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *i) Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous* *ii) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une réponse de **proximité** à leurs besoins* *iii) Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

i) La réfection de l'ouvrage du pont Angrignon comprend le remplacement de l'escalier d'accès à la rue St-Patrick. Les travaux permettront aux citoyens de maintenir l'accès au transport en commun et favoriseront l'utilisation de modes de transport combinés.

ii) La réfection de l'ouvrage du pont Angrignon comporte la réfection des trottoirs et des glissières. Les travaux permettront aux citoyens de bénéficier d'infrastructures sécuritaires et de qualité.

iii) Les travaux proposés prolongeront la vie utile de l'ouvrage de 25 années. L'ajout d'éclairage permettra de bonifier l'expérience citoyenne et l'attractivité de Montréal.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227000005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Accorder un contrat à Tisseur inc. pour la réfection des structures du pont Angrignon (projet 15-19) dans l'arrondissement LaSalle - Dépense totale de 3 583 780,18 $, taxes incluses (travaux : 2 988 395,76 $ + contingences : 448 259,36 $ + incidences : 147 125,06 $) - Appel d'offres public 426011 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1227000005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227000003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), fournisseur unique, pour la réalisation de services professionnels intégrés au contrat no. 408410, pour une somme maximale de 642 379,36 $, taxes incluses, en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire de Transport Canada

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat de gré à gré à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canadien (CN), fournisseur unique, pour la réalisation de services professionnels intégrés au contrat no. 408410, pour une somme maximale de 642 379,36 $, taxes incluses, en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire de Transport Canada;

2. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel 1217000006.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-11 10:22

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227000003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), fournisseur unique, pour la réalisation de services professionnels intégrés au contrat no. 408410, pour une somme maximale de 642 379,36 $, taxes incluses, en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire de Transport Canada

CONTENU

CONTEXTE

Un contrat a été accordé par le Conseil d'agglomération le 24 février 2022 (CG22 0115) à l'entrepreneur Roxboro Excavation inc., pour des travaux de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN dans l'arrondissement Saint-Laurent.
À même ce dossier, des dépenses incidentes de 2 593 929,45 $ (taxes incluses) ont été autorisée. Le budget de dépenses incidentes autorisé inclut un montant de 1 149 750,00 $, taxes incluses (574 875,00 $ par année en 2022 et 2023) payable au CN pour les services professionnels liées à la protection du chemin de fer. Cette dépense est basée sur l'estimation préliminaire du CN disponible au montant de l'octroi du contrat de construction.

Une estimation révisée des coûts de travaux en date du 21 février 2022 nous a été transmise par le CN et est présente en pièce jointe. Le montant total révisé est de 642 379,36 $, taxes incluses.

En vertu de la loi sur la sécurité ferroviaire de Transport Canada, les coûts encourus par le CN afin d'assurer la sécurité ferroviaire pendant les travaux de démolition et de reconstruction des tournebrides de part et d'autre du chemin de fer incombent de la responsabilité de la Ville de Montréal. Un montant d'incidences a donc été réservé pour payer le CN d'où l'objet du présent dossier qui vise l'autorisation d'un contrat de gré à gré au CN.

Le programme de réfection des structures routières est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0115 - 24 février 2022 - Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN (projet 17-09), dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 38 592 799,91 $, taxes, contingences

et incidences incluses - Appel d'offres public 408410 (3 soum.)

DESCRIPTION

Des travaux de réfection des structures, incluant la démolition et la reconstruction des tournebrides de part et d'autre du chemin de fer du CN doivent être réalisés en 2022 et 2023.
Pour ce faire, le CN effectuera certains services professionnels afin d'assurer la sécurité ferroviaire de son réseau. Ces services sont les suivants :

- Protections par signaleur;
- Localisation des câbles de communication à proximité de son emprise;
- Fourniture d'équipement;
- Revue des méthodes de travail de l'entrepreneur et dessins d'atelier;
- Surveillance sur le site de certains travaux et validation géotechnique.

Conformément aux pratiques du CN, un dépôt d'une valeur de 50 % du montant total estimé sera payé par la Ville au début du contrat. Par la suite, les services sont payables sur la base horaire suite à la présentation de facture. Le cas échéant, la valeur inutilisée du dépôt sera retournée à la Ville suite à la facturation finale.

JUSTIFICATION

Les services requis pour assurer la sécurité ferroviaire doivent être réalisés par le CN.
Des fonds suffisants pour couvrir le montant à payer, 642 379,36 $ (taxes incluses) étaient disponibles dans le montage financier du projet de réfection des structures du passage inférieur Marcel-Laurin/CN

Ces fonds ont donc été déjà autorisés tels que présentés lors du dossier décisionnel de l'octroi du contrat de travaux, voir section Décision(s) antérieure(s).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximum pour le contrat du CN est de 642 379,36 $, taxes incluses, et représente un coût net de 586 577,98 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.
Cette dépense est incluse dans le budget d'incidences associé au contrat de travaux et a été imputée selon les informations financières inscrites au dossier décisionnel 1217000006.

Cette dépense est prévue au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2022-2031 du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), au programme de réfection des structures routières – 46000. Elle sera entièrement assumée par la ville centrale. Les montants seront imputés au règlement d'emprunt correspondant à ce programme, soit le règlement 21-005 - Réfection des structures routières.

La décision d'octroyer le contrat du présent dossier est sans impact financier.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où la présente demande d'octroi de contrat serait retardée au-delà du conseil

d'agglomération du mois de mai, le SUM se verrait alors obligé de reporter la partie des travaux ayant un impact sur la sécurité ferroviaire. Le report de ces travaux aurait un impact très important sur la planification des travaux de l'entrepreneur impliquant ainsi des frais supplémentaires.
De plus, advenant le cas où l'octroi du contrat au CN ne serait pas accordé, le contrat de travaux à l'entrepreneur devra être résilié et les frais associés devront être payés par la Ville à l'entrepreneur.

Également, la construction de l'intersection pour le promoteur Urban Capital-Harbour (ML) inc. ne pourra pas être réalisée selon l'entente convenue avec ce dernier.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le conseil d'agglomération : mai 2022
Travaux: 2022 à 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Direction générale

Lecture :

Gustavo RIBAS, 30 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

David BOISSINOT
Ingénieur

Tél : 514 872-9205
Télécop. : 514-872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-23

Dominic VACHON
Ingénieur - Chef de section conception - Ponts et tunnels

Tél : 514 872-3326
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice

Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-04-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2022-04-09

Ingénierie – Exploitation Réseau
8050, Boul. Cavendish
Triage Taschereau, Tour M
Montréal (Québec)
H4T 1T1

Téléphone: (514) 734-2281
Télécopieur: (514) 734-2322

Engineering – Network Operations
8050, Cavendish Blvd
Taschereau Yard, M Tower
Montreal (Quebec)
H4T 1T1

Phone: (514) 734-2281
Fax: (514) 734-2322

21 février 2022 N/D : 1640-STL 143.18

Jean Carrier, ing. M. ing.
Directeur
Direction des infrastructures
Service des infrastructures du réseau routier.
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 8e étage,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : **Lettre d'autorisation budgétaire pour les frais du CN de 558 712.21 $**
Projet : **Travaux de réfection du passage inférieur Marcel-Laurin sur la subdivision St-Laurent au point milliaire 143.18**

Bonjour M. Boissinot,

La présente fait suite à votre demande de réfection du passage inférieur Marcel-Laurin sur la subdivision St-Laurent au PM 143.18 situé à Montréal.

La ville de Montréal devra prévoir à son budget, pour l'année 2022, le montant estimatif présenté dans la présente lettre pour les services rendus par les consultants du CN. Ce montant estimatif est essentiellement une banque d'heures dont les services vous seront facturés sur la base des coûts réellement encourus suivant l'implication des différents professionnels pour répondre à vos questions et faire différentes analyses et revue techniques. **L'estimation présentée dans cette lettre est basée sur l'échéancier de CIMA+ datant du 9 avril 2021.**

Les frais des travaux se résument aux points suivants :

1. Protections par signaleur;
2. Localisation de câbles;
3. Équipements
4. Services de consultant
5. Services de gestion du CN;

Étant le promoteur de ce projet pouvant avoir un impact important sur l'intégrité des installations ferroviaire ainsi que sur les opérations ferroviaires, la totalité des frais présentée ci-dessous sera de la responsabilité de la ville de Montréal. Le CN procédera uniquement lorsque le présent document lui sera retourné signé.

Initial de la Ville de Montréal : _____

1) Protection par un signaleur du CN

La présence d'un signaleur du CN est exigée en tout temps pour les travaux exécutés en bordure ou sur la propriété du CN. La décision finale quant à la présence de signaleur sur un site de travaux revient à l'entière discrétion du CN, lorsque les travaux présentent un risque pour la sécurité du personnel du CN, ses opérations ou ses installations. Le signaleur assure la protection des travailleurs et s'assure que les installations du CN demeurent dans un état satisfaisant durant et après l'exécution des travaux.

Une autorisation budgétaire de **166 533.84$ + taxes** est demandée pour les frais de protection par signaleur. L'estimation des honoraires a été réalisée selon l'hypothèse de 50 heures de travail par semaine, pour 5 jours de travail par semaine et sur une période de 36 semaines. Le tableau ci-dessous représente la ventilation des coûts de protection par signaleur.

	Quantité	Unité	Taux	Surcharge	Total
Temps Régulier	1440	*Heures*	$ 40.00	110.27%	121,115.52 $
Temps Supplémentaire	360	*Heures*	$ 60.00	110.27%	45,418.32 $
Total					**166,533.84 $**

Le montant ci-dessous est approximatif et sera ajusté lors de la facturation selon les qualifications de la personne sur le terrain et selon les obligations liées aux conventions collectives.

2) Localisation de câbles

Le CN exige, lors de travaux au sol, une localisation les câbles souterrains du CN (fibre optique, câbles de signalisation, alimentation électrique, etc.) par un membre du personnel CN.

Une autorisation budgétaire préliminaire de **6 812.75$ + taxes** est demandée pour la localisation de câbles. Selon les informations de l'échéancier de CIMA + datant du 9 avril 2021, les travaux de 2022 dureront 9 mois et nécessitent un formulaire de localisation de câbles à jour. Ce document est valide pour une durée de 30 jours. Le tableau ci-dessous résume l'envergure du montant estimé pour la localisation de câble.

	Quantité	Unité	Taux	Surcharge	Total
Temps Régulier	72	*Heures*	$ 45.00	110.27%	6,812.75 $
Temps Supplémentaire	0	*Heures*	$ 67.50	110.27%	- $
Total					**6,812.75 $**

Le montant ci-dessous est approximatif et sera ajusté lors de la facturation selon les qualifications de la personne sur le terrain et selon les obligations liées aux conventions collectives.

Initial de la Ville de Montréal: 

3) Équipements

Une autorisation budgétaire préliminaire de **15 573.60$ + taxes** est demandée pour les frais des équipements utilisés par les membres du personnel CN au chantier. Il s'agit d'un montant approximatif et sera ajusté lors de la facturation selon les coûts réels.

4) Frais du consultant mandaté par le CN

Le CN et ses consultants doivent travailler en étroite collaboration avec la ville de Montréal et son équipe. Les méthodes de travail doivent être adaptées et correspondre aux exigences de sécurité du milieu ferroviaire.

a. Révision des plans

Afin de répondre aux besoins de la ville et de collaborer à l'avancement du projet, le CN mandate la firme AECOM qui lui fournit le support requis à l'ingénierie. En 2022, l'équipe d'AECOM participera à la vérification de la conformité des plans des installations pouvant avoir un impact sur l'intégrité des installations ferroviaires.

Le budget demandé pour la revue des documents de conception de CIMA+ est de **13 600.00$ + taxes.** Ce budget a été établi de façon approximative selon les ressources et selon une banque d'heure estimée tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous. Il est à noter que le budget peut varier selon les besoins réels en ingénierie.

	Banque d'heures	Surcharge	Totals
Total	78	3%	$ 13,600.00

b. Surveillance de la construction du mur de soutènement

La construction du mur de soutènement ferroviaire temporaire peut avoir un impact direct sur l'intégrité des structures ferroviaires ainsi que sur les opérations ferroviaires.

Afin d'assurer la conformité des travaux de la ville de Montréal en fonction des exigences ferroviaires du CN, le service de surveillance d'AECOM sera nécessaire afin d'effectuer une surveillance à temps plein et la revue technique des méthodes de travail de l'entrepreneur.

Un budget de **72 500.00$ + taxes** est demandé pour la surveillance à temps plein et la revue des méthodes de travail de la construction du mur de soutènement.

	Banque d'heures	Surcharge	Totals
Total	510.5	3%	$ 72,500.00

Initial de la Ville de Montréal: 

Le montant ci-dessous est approximatif est basé sur une banque d'heure en fonction de l'échéancier de CIMA+ datant du 9 avril 2021. Il est à noter que le budget peut varier selon les besoins réels en ingénierie.

c. Surveillance ponctuelle

Suite à un appel TEAMS avec CIMA+, le CN et son consultant AECOM, ont établi un plan de surveillance en fonction des travaux pouvant avoir un impact direct sur l'intégrité des structures ferroviaires ainsi que sur les opérations ferroviaires. Les tâches prévues pour l'année 2022 ci-dessous nécessitent la présence de surveillance ponctuelle :

- Démolition complète du tablier Nord existant
- Démolition du trottoir Ouest
- Excavation et démolition des éléments du quadrant Nord-Ouest
- Construction des assises culée Nord-Est
- Démolition complète de la pile et d'une portion du terre-plein existant
- Construction du muret architectural
- Démolition du trottoir Est
- Construction des assises culée Nord-Est
- Démolition complète de la pile et d'une portion du terre-plein existant
- Pose des étaiements
- Reconstruction du tablier
- Enlèvement des étaiements

Un budget de **142 500.00$ + taxes** a été estimé pour l'année 2022 afin qu'AECOM puisse réaliser le mandat de surveillance en plus des analyses des méthodes de travails. Le budget proposé est basé sur l'échéancier des travaux de CIMA+ datant du 9 avril 2021.

	Banque d'heures	Surcharge	Totals
Total	924	3%	$142,500.00

d. Surveillance hebdomadaire pour les intérêts du CN

Afin d'assurer le respect des conditions préétablies en matière de sécurité ferroviaire, le CN se voit dans l'obligation d'auditer les travaux. Étant le promoteur de travaux pouvant créer des conditions dangereuses, pour des enjeux de sécurité des opérations ferroviaires, de la sécurité des infrastructures ferroviaires et de la sécurité du public, la ville de Montréal doit assumer les frais d'audit.

Un budget de **35 100.00$ + taxes** est demandé pour les audits et le suivi des travaux.

	Banque d'heures	Surcharge	Totals
Total	235	3%	$ 35,100.00

Initial de la Ville de Montréal:

e. Service du consultant géotechnique

Afin de répondre aux besoins de la ville et de collaborer à l'avancement du projet, le CN mandate la firme géotechnique Journeaux Assoc Ltée qui lui fournit le support requis à l'ingénierie.

En 2022, l'équipe de Journeaux Assoc participera à la vérification de la conformité des plans des installations et des révisions des méthodes de travail pouvant avoir un impact sur l'intégrité des installations ferroviaires. L'équipe offrira un soutien technique et de la supervision lors des travaux.

La ville de Montréal doit prévoir à son budget un montant estimatif de **45 000.00$ + taxes**.

	Banque d'heures	Surcharge	Totals
Total	300	3%	$ 45,000.00

5) Frais de gestion du CN

Dans le cadre du projet de réfection du passage inférieur Marcel-Laurin, la ville de Montréal effectuera divers travaux à proximité et dans l'emprise ferroviaire du CN qui nécessiteront l'implication d'un membre du personnel CN.

Afin d'assurer la gestion et la coordination du projet, en amont des travaux de construction et pendant les travaux de construction, le CN demande un budget de **10300$ + taxes.** Le budget proposé est basé sur l'échéancier de CIMA+ datant du 9 avril 2021.

	Banque d'heures	Surcharge	Totals
Total	110	3%	$ 10,300.00

Il est à noter que les budgets des travaux de 2022 sont estimatifs et les coûts sont dépendants de l'effort requis. Vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulatif des demandes budgétaires et coûts en 2022.

1.	Protection par un signaleur du CN	**166 533.84 $**
2.	Localisation de câbles	**6 812.75 $**
3.	Équipement	**15 573.60 $**
4.	Frais du consultant mandaté par le CN	**308 700.00 $**
5.	Frais de gestion du CN	**10 300.00 $**
6.	Contingences (10%)	**50 792.02 $**
	TOTAL	**558 712.21 $**
		Taxes non incluses

L'estimation totale des frais s'élève donc à **558 712.21 $** (taxes non incluses). Il est entendu que les montants cités (items 1 à 6) ne représentent que des estimations et que seulement les coûts réels seront facturés.

Initial de la Ville de Montréal: _____

Conformément aux pratiques courantes du CN, un dépôt est requis pour les mandats de cette nature. Avant de poursuivre la planification, la Ville de Montréal doit verser au CN un dépôt d'un montant de **279 356.11$.** Dans les 30 jours suivant la date de la demande de dépôt. Le CN n'appliquera le dépôt qu'à la contrepartie payable par le Ville de Montréal.

La Ville de Montréal paiera toutes les factures du CN émises pour les coûts réels plus les surcharges dans le cours normal des affaires, jusqu'à ce que le total des factures restantes prévues pour les services achevés ou devant être achevés pour le mandat soit inférieur au montant du dépôt détenu. À ce moment-là, le CN commencera à appliquer le dépôt aux prochaines factures. Le CN fournira les pièces justificatives disponibles générées par ses systèmes de gestion pour les factures de coûts réels. À la fin du mandat, le CN facturera à la Ville de Montréal tous coûts engagés excédant tous montants payés ou remboursera les montants inutilisés, le cas échéant.

La Ville de Montréal paiera tous les montants dus dans les 30 jours suivant la date de facturation.

Afin que nous puissions donner suite à votre demande, vous devez vous engager à respecter tous les termes et toutes les conditions précités en faisant signer la présente lettre par un(e) responsable autorisé(e) au sein de votre organisation.

Veuillez agréer, M. Boissinot, nos salutations distinguées.

Pierre Renaud
Directeur principal projets spéciaux – Conception et Construction

CN CONCEPTION & CONSTRUCTION | INGÉNIERIE
TRIAGE TASCHEREAU, TOUR M, 1ER ÉTAGE
8050, BOUL. CAVENDISH, MONTRÉAL (QC) H4T 1T1

Objet : **Lettre d'autorisation budgétaire pour les frais du CN**
Projet : **Travaux de réfection du passage inférieur Marcel-Laurin sur la subdivision St-Laurent au point milliaire 143.18.**

Jean Carrier, ing. M. ing.
Directeur
Direction des infrastructures
Service des infrastructures du réseau routier.
Ville de Montréal
801, rue Brennan, 8e étage,
Montréal (Québec) H3C 0G4

Je suis autorisé(e) à engager la Ville de Montréal et j'accepte les conditions décrites dans cette lettre du 18 janvier 2022 et autorise un budget d'honoraire s'élevant à **558 712.21 $ avant taxes**. De plus, j'autorise une avance de fond avant le début des travaux représentant 50% de la totalité du montant estimé, soit **279 356.11$.**

Signé à Montréal le 2 mars 2022

RESPONSABLE	**TÉMOIN**
Jean Carrier, ing., M.Ing.	Louis-Philippe Riopel, ing.
Nom en lettres moulées	Nom en lettres moulées
Directeur	Chef de section
Titre	Titre
Jean Carrier 2022.03.03 09:12:41 -05'00'	
Signature	Signature

Initial de la Ville de Montréal: _____

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227000003*
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Division gestion stratégique des actifs
Projet : Services professionnels du CN pour la protection ferroviaire pendant les travaux de réfection du passage inférieur Marcel-Laurin/CN

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.025

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227541001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Système Énergie TST Inc., pour la réalisation d'études de capacité géothermique, pour divers projets de la Direction de la Gestion des Projets Immobiliers, pour une période de trois (3) ans sans option de prolongation, pour un montant de 992 318,45 $, taxes incluses (Contrat 856 653,14 $ + contingences 85 665,31 $ + incidences 50 000 $) - Appel d'offres public (21-18214) - (un seul soumissionnaire).

Il est recommandé :
1. de conclure, avec le seul soumissionnaire, Système Énergie TST Inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme et ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans pour la réalisation, sur demande, d'études de capacité géothermique pour divers projets de la Direction de la Gestion des Projets Immobiliers (DGPI), pour la somme maximale de 856 653,14 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18214.

2. D'autoriser une dépense de 85 665,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. D'autoriser une dépense de 50 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. De procéder à une évaluation du rendement de Système Énergie TST Inc.;

5. D'imputer ces dépenses à même les budgets des services et des arrondissements selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 18:29

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227541001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Système Énergie TST Inc., pour la réalisation d'études de capacité géothermique, pour divers projets de la Direction de la Gestion des Projets Immobiliers, pour une période de trois (3) ans sans option de prolongation, pour un montant de 992 318,45 $, taxes incluses (Contrat 856 653,14 $ + contingences 85 665,31 $ + incidences 50 000 $) - Appel d'offres public (21-18214) - (un seul soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 1800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs : commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisir et communautaire, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) gère le parc immobilier de la Ville de Montréal. Il exploite, entretient, développe et assure le maintien d'actif des bâtiments tout en se conformant aux exigences énergétiques de la Division de la transition écologique. Les projets immobiliers sont exécutés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) du SGPI. Afin de répondre aux exigences énergétiques, le présent sommaire permettra d'obtenir des services professionnels pour la réalisation d'études de capacité géothermique requise dans la réalisation de huit (8) projets de construction et rénovation de bâtiments de la Ville **décrits ci-dessous**. La DGPI se réserve le choix de faire des modifications à la liste de projets en cours de mandat selon les besoins.

- Projet 1 : Bibliothèque Coeur-nomade (projet prévu au PDI du Service de la culture)
- Projet 2 : Bibliothèque St - Charles (projet prévu au PDI du Service de la culture)
- Projet 3 : Bibliothèque Villeray (projet prévu au PDI du Service de la culture)
- Projet 4 : Bibliothèque Espace Rivière (projet prévu au PDI du Service de la culture)
- Projet 5 : Complexe récréatif Gadbois (projet prévu au PDI du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports)
- Projet 6 : Cour de services du Plateau Mont-Royal (projet prévu au PDI du SGPI)
- Projet 7 : Pavillon du jardin japonais (projet prévu au PDI du Service d'Espace pour la vie)

- Projet 8 : Cour de services du Sud-Ouest (projet prévu au PDI du SGPI)

L'appel d'offres public (21-18214) pour les services professionnels en géothermie, publié dans Le Journal de Montréal du 8 novembre 2021, a offert aux soumissionnaires un délai de soixante-dix-neuf (79) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et de déposer leurs soumissions. Leur validité est d'une période de cent quatre-vingts (180) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit le 27 janvier 2022. Trois (3) addenda ont été émis :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	8 décembre 2021	Report de date d'ouverture	Non
2	13 janvier 2022	Report de date d'ouverture et réponses à des questions techniques	Non
3	13 janvier 2022	Réponses à des questions techniques	Oui

La grille d'analyse pour cet appel d'offres est conforme à la division des critères d'évaluation et des pourcentages de la grille préapprouvée par le Comité exécutif à sa séance du 8 août 2012.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE12 1465 - 5 septembre 2012 : Approuver les grilles standards d'évaluation et leur pondération pour l'octroi de contrats de services professionnels.

DESCRIPTION

L'adjudicataire devra fournir les services professionnels pour la réalisation d'études de capacité géothermique tels que décrits dans les documents d'appel d'offres et résumé ci-dessous :

- La première étude consiste à définir l'orientation qui assure l'implantation de systèmes de chauffage et refroidissement efficaces ainsi que les sources d'énergie qui seront utilisées. Les options étudiées, au nombre minimal de trois (3), doivent être basées, selon le type de projet, sur le document : Exigences en énergie et émission de gaz à effet de serre pour les bâtiments de la Ville de Montréal;
- Le coût global (sur 30 ans) des options proposées sera calculé en considérant les coûts de construction, les coûts de remplacement, les coûts d'énergie et d'entretien, ainsi que la valeur résiduelle;
- Lorsque l'implantation d'un échangeur géothermique fait partie de l'option retenue, la deuxième étude est entamée. Cette étude consiste à réaliser un puits test pour obtenir des données qui seront considérées pour la conception finale de l'échangeur géothermique (nombre de puits et positionnement). Les résultats seront utilisés lors de la conception finale du projet;
- Les services en surveillance lors de l'exécution du puits test et des essais de conductibilité thermique doivent être inclus.

Des services additionnels en soutien technique sont prévus au contrat, au besoin.

La liste prévisionnelle de projets incluse au devis représente les priorités de la DGPI au moment de la préparation du présent appel d'offres. Les projets proviennent de clients variés dont les Services de la culture et de l'Espace pour la vie. Des projets de cours de services

pour divers arrondissement sont également inclus à l'appel d'offres. Ils pourront être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal selon les priorités. Les choix des projets à réaliser à l'intérieur de l'entente-cadre seront effectués en début et en cours de mandat.

La rémunération des professionnels sera à forfait selon les modalités prévues aux documents contractuels. Les services additionnels seront payés à forfait en fonction des taux horaires inclus au bordereau de prix.

Un montant additionnel de 10 % sera ajouté en contingences pour l'entente-cadre (85 665,31 $ taxes incluses) afin de pallier d'éventuels imprévus en cours de projet. Un montant en incidence de 50 000$ taxes incluses a été prévu pour les frais d'agent de sécurité et autres frais associés, si requis, lors de la réalisation des travaux sur les sites de projets.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu six (6) preneurs du cahier des charges, dont un (1) est un organisme public. Parmi les cinq (5) preneurs du cahier des charges, seulement un (1) a remis une soumission, soit 20 %. Une (1) firme d'ingénierie, SNC-Lavalin Inc. s'est jointe en sous-traitance à la firme Système Énergie TST Inc. pour déposer leur soumission.
Les raisons de désistements recueillis sont :

- Un est en sous-traitance de Système Énergie TST Inc.;
- Un n'avait pas la capacité;
- Deux n'ont pas répondu.

Dans le cadre de cet appel d'offres, le comité de sélection recommande de retenir les services du seul soumissionnaire Système Énergie TST Inc., suite aux négociations, puisque l'offre de services soumise a été jugée conforme. Le soumissionnaire a obtenu un pointage supérieur à 70 % au pointage intérimaire, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Système Énergie TST Inc.	71	1,41	856 653,14 $	85 665,31 $	942 318,45 $
Dernière estimation réalisée			656 271,55 $	65 627,16 $	721 898,71 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					200 381,59 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					30,53 %

L'estimation faite par la DGPI en collaboration avec la Division de la transition écologique a été réalisée en quantifiant l'effort à fournir pour réaliser les études et émettre chacun des livrables. L'estimation a aussi été basée sur le coût moyen de travaux de forage réalisés dans le cadre de projets comparables.

Le prix initial reçu par le soumissionnaire conforme était de 982 246,08 $ taxes incluses, ce qui représentait un écart de 50 % avec l'estimation interne. À la suite de l'analyse de la soumission, une séance de négociation a été réalisée avec le soumissionnaire, l'approvisionnement, la DGPI et la Division de la transition écologique. Lors de cette séance, des précisions techniques ont été apportées sur les livrables à fournir et sur l'objectif de la

Ville pour la deuxième étude sur la capacité géothermique. Cette étude devra être réalisée dans l'objectif de s'assurer de sa faisabilité considérant que le détail des plans et devis sera réalisé par une autre équipe de concepteurs à la phase d'exécution-conception.

À la suite de la séance de négociation, le soumissionnaire a soumis un prix révisé de 856 653,14 $ taxes incluses, ce qui représente un écart de 30,5 % avec l'estimation interne. L'écart entre l'estimation et le prix du soumissionnaire est principalement causé par la surchauffe du marché actuel et son instabilité. La DGPI et la Division de la transition écologique recommandent de conclure l'entente-cadre avec la firme Système Énergie TST Inc.

Système Énergie TST Inc. ne figure pas sur la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC), et n'est pas inscrit sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001 émis le 16 mars 2021, une évaluation du rendement de la firme Système Énergie TST Inc. sera effectuée à la fin du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier est pour une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans sans option de prolongation, sans imputation budgétaire, pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation d'études de capacité géothermique pour divers projets sous la responsabilité de la DGPI.
Les mandats seront attribués sur demande en fonction des besoins et de la planification des projets. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Puisque les projets peuvent être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, il est possible qu'ils soient supportés par des dépenses d'agglomération. Cette entente-cadre est limitée aux projets réalisés par la DGPI.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il concerne la réalisation d'études de faisabilité technique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres et des négociations à la pièce. Ceci aurait pour effet de rallonger les délais lors de la réalisation des projets.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST et les variations monétaires observées sur les marchés à cause de la pandémie, la COVID-19 n'a pas d'impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 4 mai 2022
Passage au conseil municipal : 16 mai 2022
Passage au conseil d'agglomération : 19 mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESSUREAULT
Cheffe d'équipe

Tél : 514-714-6241
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2022-04-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228750001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification immobilière*
Projet : *Services professionnels en architecture, ingénierie pour divers projets de maintien d'actif, rénovation, mise aux normes et restauration patrimoniale, de divers bâtiments de la Ville de Montréal (3 lots)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? • Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • L'entente-cadre prévoit que les services professionnels devront étudier la faisabilité d'utiliser la géothermie dans le cadre de huit (8) projets de construction et rénovation dans l'objectif d'atteindre les exigences énergétiques et de réduction des GES.			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet	*Appel d'offres pour les services en géothermie*
Nom d'ouvrage	*Plusieurs ouvrages*
No. d'ouvrage	*9999*
No. de contrat :	*sans objet*
No. du projet :	*sans objet*
No. du GDD :	*1227541001*
Date :	*avr-22*
Étape:	*Octroi de contrat*

				Budget $	TPS 5,0% $	TVQ 9,975% $	TOTAL $
	Services professionnels*			745 077,75	37 253,89	74 321,51	856 653,14
	Contingences		10%	74 507,78	3 725,39	7 432,15	85 665,31
	Total - Contrat			**819 585,53**	**40 979,28**	**81 753,66**	**942 318,46**
Incidences	**Total - Incidences**		5%	43 487,72	2 174,39	4 337,90	50 000,01
Ristournes	**Coût travaux (montant à autoriser)**			**863 073,25**	**43 153,66**	**86 091,56**	**992 318,47**
	TPS	100%			-43 153,66		-43 153,66
	TVQ	50%				-43 045,78	-43 045,78
	Coût après ristourne (montant à emprunter)						**906 119,03**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227541001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , -
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Système Énergie TST Inc., pour la réalisation d'études de capacité géothermique, pour divers projets de la Direction de la Gestion des Projets Immobiliers, pour une période de trois (3) ans sans option de prolongation, pour un montant de 992 318,45 $, taxes incluses (Contrat 856 653,14 $ + contingences 85 665,31 $ + incidences 50 000 $) - Appel d'offres public (21-18214) - (un seul soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18214 PV.pdf21-18214 SEAO Liste des commandes.pdf

21-18214 RP_AO_TABLEAU_SP_5X5 (2) NÉGOCIÉ.pdf

21-18214 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18214 — No du GDD : 1227541001

Titre de l'appel d'offres : Services Professionnels pour la réalisation d'études de capacité géothermique

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 11 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 14 - 12 - 2021

Ouverture faite le : 27 - 1 - 2022

Date du comité de sélection : 16 - 2 - 2021

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 13 - 1 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 79 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 7 - 2022

Date d'échéance révisée : 26 - 7 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Systèmes énergies TST Inc.	856 653,14	√	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme Systèmes énergies TST Inc, seul soumissionnaire et. ayant obtenu la note de passage. Des 4 autres firmes détentrices du cahier des charges, 1 est sous-traitant, 1 n'avait pas la capacité et 2 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy Dutelly — Le 6 - 4 - 2022

21-18214 - Services Professionnels pour la réalisation d'études de capacité géothermique

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Systèmes Énergie TST Inc.	3,00	13,33	16,33	14,33	24,00	71,00	856 653,14 $	**1,41**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**								

Comité

Date	mercredi 16-02-2022
Heure	14 h 00
Lieu	Via Vidéoconférence
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée Fermer la session

Liste des commandes

Numéro : 21-18214
Numéro de référence : 1540632
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services Professionnels pour la réalisation d'études de capacité géothermique

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1963144)** 2021-11-08 15 h 50 **Transmission :** 2021-11-08 15 h 50	3633938 - 21-18214 ADDENDA NO1_REPORT DATE 2021-12-08 15 h 36 - Courriel 3646624 - 21-18214 ADDENDA NO2_REPORT DATE Questions Réponses 2022-01-13 13 h 07 - Courriel 3647036 - 21-18214 ADDENDA NO3_Questions Réponses 2022-01-13 18 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC. 40, rue Turgeon, bureau 201 Sainte-Thérèse, QC, J7E3H4 http://www.tst-inc.ca NEQ : 1161271656	Monsieur Louis Vincent Téléphone : 450 965-1555 Télécopieur : 450 965-0503	**Commande : (1973423)** 2021-12-06 14 h 36 **Transmission :** 2021-12-06 14 h 36	3633938 - 21-18214 ADDENDA NO1_REPORT DATE 2021-12-08 15 h 36 - Courriel 3646624 - 21-18214 ADDENDA NO2_REPORT DATE Questions Réponses 2022-01-13 13 h 07 - Courriel 3647036 - 21-18214 ADDENDA NO3_Questions Réponses 2022-01-13 18 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BluMetric Environnement inc. 4-41 rue de Valcourt Gatineau, QC, J8T 8G9 http://www.blumetric.ca NEQ : 1169682672	Madame Myriam Beaulne Téléphone : 613 531-2725 Télécopieur :	**Commande : (1969724)** 2021-11-25 9 h 53 **Transmission :** 2021-11-25 9 h 53	3633938 - 21-18214 ADDENDA NO1_REPORT DATE 2021-12-08 15 h 36 - Courriel 3646624 - 21-18214 ADDENDA NO2_REPORT DATE Questions Réponses 2022-01-13 13 h 08 - Courriel 3647036 - 21-18214 ADDENDA NO3_Questions Réponses 2022-01-13 18 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES SERVICES EXP INC. 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1963335)** 2021-11-09 9 h 11 **Transmission :** 2021-11-09 9 h 11	3633938 - 21-18214 ADDENDA NO1_REPORT DATE 2021-12-08 15 h 36 - Courriel 3646624 - 21-18214 ADDENDA NO2_REPORT DATE Questions Réponses 2022-01-13 13 h 07 - Courriel 3647036 - 21-18214 ADDENDA NO3_Questions Réponses 2022-01-13 18 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	MARTIN ROY ET ASSOCIÉS INC. 1601, Chemin d'Oka Deux-Montagnes, QC, J7R 1N1	Madame Réjeanne Duchaine Téléphone : 450 623-	**Commande : (1963867)** 2021-11-10 9 h 50	3633938 - 21-18214 ADDENDA NO1_REPORT DATE 2021-12-08 15 h 36 - Courriel 3646624 - 21-18214 ADDENDA

	NEQ : 1163505598	0340 Télécopieur : 450 623-9302	**Transmission :** 2021-11-10 9 h 50	NO2_REPORT DATE Questions Réponses 2022-01-13 13 h 07 - Courriel 3647036 - 21-18214 ADDENDA NO3_Questions Réponses 2022-01-13 18 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4 NEQ :	Madame Sophie Devost Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur :	**Commande : (1966177)** 2021-11-16 14 h 59 **Transmission :** 2021-11-16 14 h 59	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs

Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2022 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.026

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227231048

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (contrat no 5 : 487 007,66 $ taxes incluses) et Solmatech inc. (contrat no 6 : 561 595,39 $ taxes incluses). Dépenses totales : 1 153 463,36 $ taxes incluses (contrats : 1 048 603,05 $ + contingences 104 860,31 $) pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois. Appel d'offres public no 22-19190 - Deux (2) soumissionnaires

Il est recommandé :
1. de conclure deux (2) ententes-cadres, par lesquelles les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour assurer le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement pour les services centraux et les arrondissements, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 22-19190, jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires avec une option de prolongation d'un (1) an reconductible deux (2) fois ;

Firme	Somme maximale	Contrat
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	487 007,66 $	5
Solmatech inc.	561 595,39 $	6

2. d'autoriser une dépense de 104 860,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation de rendement des firmes Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. et Solmatech inc.;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler;

5. d'autoriser le Directeur de la *Direction des infrastructures* à prolonger les contrats pour un maximum de deux (2) prolongations de douze (12) mois, selon les termes et conditions prévus aux documents d'appel d'offres.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 18:16

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227231048**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (contrat no 5 : 487 007,66 $ taxes incluses) et Solmatech inc. (contrat no 6 : 561 595,39 $ taxes incluses). Dépenses totales : 1 153 463,36 $ taxes incluses (contrats : 1 048 603,05 $ + contingences 104 860,31 $) pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois. Appel d'offres public no 22-19190 - Deux (2) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Section *Géotechnique et Chaussée* de la Division de l'expertise et du soutien technique (DEST) désire retenir les services professionnels de firmes externes pour réaliser le suivi de la traçabilité des sols contaminés dans le cadre de travaux de construction et d'aménagement du territoire.

La mise en vigueur en juillet 2021 par le *ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques* (MELCC) du nouveau Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés (RCTSCE) exige la mise en place de mesures qui permettent d'assurer la traçabilité de tous les sols contaminés excavés lors de projets de construction de la Ville. Ces nouvelles dispositions imposent ainsi aux municipalités et grands donneurs d'ouvrage de prendre de nouvelles mesures afin d'assurer cette tracabilité des sols sur tous leurs chantiers.

Dans le cadre de sa mission, la DEST assure, par le biais d'entente cadre de services professionnels, la surveillance environnementale de la gestion des sols d'excavation sur les chantiers de sa Direction des infrastructures et d'unités d'affaires de la Ville. Avec les nouvelles dispositions sur la tracabilité, la DEST devra également assurer ces services sur les chantiers de ses requérants. Toutefois, elle ne dispose pas des ressources pour cette charge additionnelle de services et doit retenir les services professionnels de consultants pour fournir des services de suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre des projets d'infrastructures de ses clients requérants. Par ailleurs, en raison de la disponibilité

immédiate des services requis pour répondre aux besoins des chantiers, de la courte période de construction où tous ces services sont exigés sur les chantiers, le processus d'appel d'offres et d'octroi de mandat ne peut être complété pour chacun des projets à l'intérieur des courts délais imposés et, de ce fait, la DEST doit faire appel à des firmes privées par le biais d'ententes-cadres de services professionnels.

Compte tenu de l'augmentation considérable du nombre de chantiers qui requiert déjà les services de la DEST par rapport aux années précédentes, la DEST ne peut avoir recours à son entente cadre présentement en vigueur pour des études géotechniques, des études de caractérisation environnementale et pour la surveillance environnementale des sols d'excavation (CG22 0105) pour fournir les services additionnels requis pour la tracabilité des sols sur les chantiers de ses requérants. De nouvelles ententes-cadres doivent donc être conclues pour répondre spécifiquement à cette demande de nouveaux services professionnels.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure ces services professionnels.

En vertu de la Loi 76, l'appel d'offres no 22-19190 a été publié du 21 février 2022 au 24 mars 2022 sur le site électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal *Le Devoir* . La durée de publication a été de 31 jours, ce qui respecte le délai prescrit par la Loi sur les cités et villes. Le détail du processus est décrit à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les soumissions sont valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 22 juillet 2022.

Aucun addenda n'a été publié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels de consultants spécialisés en environnement. Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés afin de respecter les nouvelles exigences du RCTSCE

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 104 860,31 $ taxes incluses soit 10 % du coût du contrat. Cette enveloppe servira à couvrir des dépenses non prévues au bordereau et susceptibles d'être engagées dans le cadre des mandats.

Ces ententes-cadres représentent donc une dépense totale maximale de 1 153 463,36 $ et seront valides jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de trente six mois (36) mois, selon la première des deux (2) éventualités, avec une option de deux (2) prolongation de douze (12) mois.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 22-19190, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

CONTRAT 5 : Hudon Desbiens St-Germain Environnement	487 007,66 $ (taxes incluses)	

inc.		
CONTRAT 6 : Solmatech inc.	561 595,39 $ (taxes incluses)	
Total : Somme totale maximale :	1 048 603,05 $ (taxes incluses) 1 153 463,36 $ (taxes et contingences incluses)	

JUSTIFICATION

Tous les projets d'excavation de sols contaminés dans le cadre de travaux de construction d'infrastructures ou d'aménagement du territoire, incluant la construction et la réfection des conduites d'eau et d'égout, l'aménagement des grands parcs ou encore la construction d'infrastructures vertes, requièrent le suivi de la traçabilité des sols contaminés. Ce dernier est nécessaire afin de vérifier et de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés par les entrepreneurs lors des travaux et de s'assurer de façon diligente que leur élimination est réalisée conformément aux lois, politiques et règlements en vigueur. Le Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés adopté en 2021 impose un suivi informatisé des camions transportant ces sols contaminés. Ce suivi doit être réalisé puis attesté par un professionnel en environnement compétent.

La DEST ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. De plus la réglementation interdit au propriétaire des sols ou à ses représentants d'être impliqués directement dans le suivi de la traçabilité. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST doit donc constituer une réserve de firmes, selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels. Les activités de suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés lors des travaux d'excavation sont une partie intégrante de la réalisation des projets. En l'absence de ressources au chantier pour assurer le suivi de la traçabilité, les travaux devront être reportés voire annulés.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que sept (7) contrats soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. Dans les bordereaux des prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une part à taux horaire par catégorie d'employés, tandis que les dépenses sont admissibles selon des taux unitaires pour la réalisation d'analyses chimiques.

À la suite de la publication de l'appel d'offres public no 22-19190, sur quatorze (14) preneurs du cahier des charges, deux (2) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 14,29 %. Sur les douze (12) firmes qui se sont désistées, trois (3) firmes ont répondu que leur cahier de commandes est complet et les autres firmes n'ont pas motivé leur désistement. Une des firmes qui a répondu a également soulevé certains éléments du devis technique qu'elle trouvait limitatifs. Ces éléments seront analysés par la DEST afin de proposer si possible, des ajustements lors de prochains processus d'appel d'offres afin de maximiser le taux de soumissions vs de preneurs de cahiers des charges.

La liste des preneurs du cahier des charges et les raisons de leur désistement des firmes, le cas échéant, sont présentées à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Estimations

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, une analyse basée sur le juste prix de services similaires a été faite.

Analyse des soumissions

Dans le cadre de l'appel d'offres, sur les sept (7) contrats prévus, deux (2) soumissions ont été reçues pour les contrats 5 à 7. Les deux (2) soumissionnaires n'ont présenté qu'une seule équipe et leur soumission a été jugée recevable.

Aucune firme n'a soumissionné sur les contrats 1 à 4, ils n'ont donc trouvé aucun soumissionnaire. Ces contrat (1 à 4) exigent de mener trois (3) projets par contrat et de rendre disponibles autant de techniciens, ce qui impose aux firmes une contrainte importante de mobilisation de personnel technique en environnement.

Le contrat 7 n'a pas été octroyé non plus étant donné que les soumissionnaires sont les mêmes firmes qui ont déposé une offre pour les contrats 5 et 6.

Les deux (2) soumissions ont été soumises au comité de sélection, formé de cinq (5) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Le comité de sélection s'est tenu par vidéo conférence, le mercredi 6 avril 2022 à 10 h 30.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Les offres de services de l'ensemble des firmes ont été jugées conformes, le pointage intérimaire de 70% ayant été obtenu par toutes les firmes.

Par ailleurs, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, si la soumission présentée est retenue pour un des lots, elle est automatiquement rejetée pour les lots suivants et toutes les offres financières (enveloppes B) déposées pour ces autres lots sont retournées au soumissionnaire sans être ouvertes. Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de leur valeur. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à l'équipe qui obtient le plus haut pointage final.

Contrat no 5

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM.**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	74,40	2,55	487 007,66 $	48 700,77 $	535 708,43 $

Solmatech inc.	82,00	2,35	561 595,39 $	56 159,53 $	617 754,93 $
Dernière estimation réalisée			494 478,73 $	49 447,87$	543 926,60 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 8 218,18 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 1,5 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					82 046,50 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					15,3 %

Contrat no 6

SOUMISSION CONFORME	**NOTE INTÉRIM.**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Solmatech inc.	82,00	2,35	561 595,39	56 159,54 $	617 754,93 $
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le contrat no 5				
Dernière estimation réalisée			494 478,73$	49 447,87 $	543 926,60 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					73 828,33 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					13,6 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					Non applicable
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					

- Pour le contrat 5, la soumission de Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 2,55.
- Pour le contrat 6, la soumission de Solmatech inc. a obtenu le pointage final le plus élevé suite à l'application du système de pondération, soit 2,35.

Une firme retenue pour recommandation en vue d'octroyer un contrat devient non conforme pour les contrats suivants.

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Écarts avec l'estimation

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu les meilleurs pointages finaux et l'estimation internes sont présentés ci-après.

Contrat	Écart ($)	Écart (%)
5	- 8 218,18 $	- 1,5 %
6	73 828,33 $	13,6 %

Les deux (2) soumissions se situent à moins de 15 % des estimations réalisées. Une (1) se situe même au-dessous de l'estimation à près de -2 % d'écart. Pour ce qui est de la soumission de Solmatech inc. qui se situe à 13,6% d'écart par rapport à l'estimation, cet écart est acceptable considérant l'état actuel du marché pour ces services et la pénurie de main-d'oeuvre généralisée qui sévit actuellement. La DEST recommande l'octroi des contrats 5 et 6.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des deux (2) adjudicataires dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section Contrat des documents d'appels d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire.

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats de suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés conformément aux dispositions de la nouvelle réglementation en vigueur (RCTSCE) pour plusieurs mandats de nos requérants. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide de bons de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements).

Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc, les grands parcs montréalais ou encore les infrastructures vertes.

La DEST s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

La dépense maximale de 1 153 463,36 $, taxes incluses, pour les deux (2) ententes-cadres, représente un coût total maximal de 1 053 265,79 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en ce qui concerne la priorité 5 de la Grille d'analyse de Montréal 2030.

Il est de ce fait, cohérent avec les engagements de la Ville de tendre vers un avenir zéro déchet notamment. Ces services professionnels en suivi de la traçabilité des sols contaminés permettront de contribuer au développement durable en vérifiant que les pratiques légales relatives aux sols d'excavation sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures et d'aménagement de la Ville. Ainsi, le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

La Grille d'analyse Montréal 2030 relative à ce dossier et qui détaille la contribution de ce projet à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la Ville, se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que les ententes cadre ne soient pas octroyées par la Ville, cette dernière ne respecterait pas ses obligations liées à la nouvelle réglementation provinciale (RCTSCE). En l'absence de ressources au chantier pour assurer le suivi de la traçabilité des sols, les travaux devront être reportés voire annulés. À défaut, la Ville s'expose à des pénalités financières importantes.
Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure d'assumer une de ses mission qui est d'offrir des services professionnels en suivi de la traçabilité des sols contaminés auprès de ses requérants (services corporatifs et arrondissements).

D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, la DEST devra, pour des mandats inférieurs à 105 700 $ (taxes nettes), procéder via des mandats gré à gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et un délai ne permettant pas de répondre aux besoins des requérants dans les délais fixés.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 22 juillet 2022, soit la date de la validité de la soumission, les soumissionnaires ayant obtenu le plus haut pointage final pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Afin de répondre aux préoccupations du milieu de la construction, la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et les acteurs de la construction ont élaboré le Guide COVID-19 sur les bonnes pratiques à adopter sur les chantiers de construction. Ce guide est mis à jour régulièrement selon l’évolution de la situation et il est de la responsabilité de l’Adjudicataire de s’informer des mises à jour pendant toute la durée du Contrat et d’adapter ses pratiques en conséquence.
Les mesures de santé et sécurité sur les chantiers relèvent de la responsabilité des adjudicataires qui sont les maîtres d'oeuvre. Des retards dans l'exécution des mandats pourraient être observés si des cas de COVID-19 positifs se déclaraient chez le personnel de l'adjudicataire et/ou chez ses sous-traitants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier
Début des services : mai 2022

Fin des services : trente-six (36) mois à partir de la date d'envoi de l'avis d'adjudication aux adjudicataires ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrice P BLANCHETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève DUFOUR
Ingénieure

Tél : 438-993-9292
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514-209-3862
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514-243-8284
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-21

Le 16 novembre 2021

HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC.
A/S MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS RAOULT
100-640, RUE SAINT-PAUL O
MONTRÉAL (QC) H3C 1L9

Nº de décision : 2021-DAMP-4003
Nº de client : 3001407335

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous HDS ENVIRONMENT, HDS ENVIRONNEMENT, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 novembre 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 13 janvier 2020

SOLMATECH INC.
A/S MONSIEUR PIERRE-OLIVIER VERDON
97, RUE DE LA COURONNE
REPENTIGNY (QC) J5Z 0B3

N° de décision : 2020-DAMP-1025
N° de client : 2700025594

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous SOLMATECH, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SOLMATECH INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **12 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227231048
Unité administrative responsable : SIRR; Direction des infrastructures; Division de l'expertise et du soutien technique
Appel d'offres : *22-19190*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique :

5 - Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 5

Les services professionnels en suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés permettront de vérifier que les pratiques légales relatives aux sols excavés sont suivies dans le cadre des différents projets d'infrastructures de la Ville. Ainsi, le suivi de la traçabilité permettra de contrôler la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés et de vérifier leur gestion en conformité avec les lois, politiques et règlements en vigueur.

Les services professionnels permettront de répondre aux exigences du nouveau Règlement sur la traçabilité des sols contaminés excavés qui vise à contrer les déversements illégaux de sols contaminés qui sont dommageables pour l'environnement.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1227231048

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 36 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. (contrat no 5 : 487 007,66 $ taxes incluses) et Solmatech inc. (contrat no 6 : 561 595,39 $ taxes incluses). Dépenses totales : 1 153 463,36 $ taxes incluses (contrats : 1 048 603,05 $ + contingences 104 860,31 $) pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement, jusqu'à épuisement des enveloppes budgétaires, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois. Appel d'offres public no 22-19190 - Deux (2) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19190 intervention.pdf
22-19190 SEAO _ Liste des commandes.pdf
22-19190_Résultat global (contrat 6).pdf
22-19190_Résultat global (contrat 5).pdf
22-19190 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrice P BLANCHETTE
Agent d'approvisionnement niv. 2

Tél : (514) 872-5514

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Elie BOUSTANI
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19190

No du GDD : 1227231048

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 2 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 24 - 3 - 2022

Ouverture faite le : 24 - 3 - 2022

Date du comité de sélection : 6 - 4 - 2022

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 7 - 2022

Date d'échéance révisée : 22 - 7 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.	487 007,66 $	√	5
Solmatech inc.	561 595,39 $		5
Solmatech inc.	561 595,39 $	√	6

Information additionnelle

Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. a déposé un offre pour le lot 6. Par contre, il n'a pas proposé une nouvelle équipe donc il a été déclaré non conforme pour le lot 6.

Étant donné que les deux firmes ont obtenues respectivement les contrats 5 et 6 et n'ont pas proposées de nouvelles équipes, le contrat 7 est automatiquement annulé.

Raisons des désistements

1) Certains éléments du devis paraissaient limitatifs pour la firme.

a) Les heures de chantier du Technicien devaient représenter au minimum les ratios tel qu'indiqué au devis. Ce type de clause ne prend pas en compte la complexité des mandats et ces conditions valent lors de mandats simples. Lorsque les choses se complexifient, les heures de professionnels peuvent dépasser de loin les portions présentées dans le devis.

b) En lien avec le temps facturable pour toute annulation sans préavis, la firme anticipe beaucoup de variations dans les demandes de présence/absence des techniciens de la part des entrepreneurs, chose difficile à coordonner et source de grande frustration pour leurs employés.

c) Plusieurs clauses concernant le technicien dont le temps de gestion de son rapport journalier ou celle liée au temps de transport non facturable sont, là aussi, dépendamment de la complexité des contrats et dans la région de Montréal, difficilement estimables sous peine de ne plus être compétitifs.

2) Le carnet de commandes est complet (manque de capacité)

3) Les engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le notre dans le délai requis.

4) La firme se concentre sur des mandats à valeur ajoutée pour lesquels ils peuvent se démarquer par

Préparé par : Patrice Blanchette Le 12 - 4 - 2022

22-19190 - Services professionnels pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement - CONTRAT 5

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Solmatech inc.						82,00	561 595,39 $	**2,35**	**2**
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.						74,40	487 007,66 $	**2,55**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Patrice Blanchette**								

Comité	
Date	mercredi 06-04-2022
Heure	10 h 30
Lieu	Google Meet

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

22-19190 - Services professionnels pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement - CONTRAT 6

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Solmatech inc.						82,00	561 595,39 $	**2,35**	**1**
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc.						74,40	Non conforme (Contrat 5)		
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
Agent d'approvisionnement	**Patrice Blanchette**								

Comité	
Date	**mercredi 06-04-2022**
Heure	**10 h 30**
Lieu	**Google Meet**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	**50**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 22-19190
Numéro de référence : 1573569
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour le suivi de la traçabilité des sols contaminés excavés dans le cadre de projets d'infrastructures et d'aménagement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
8418748 Canada Inc. 8550 Cote de Liesse Montréal, QC, H4T 1H2 NEQ : 1168871011	Madame Hadis Yarahnadi Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur :	**Commande : (2007762)** 2022-03-01 13 h 08 **Transmission :** 2022-03-01 13 h 08	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1001, rue Sherbrooke est Bureau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Annie Vachon Téléphone : 1418 227-6161 Télécopieur :	**Commande : (2004062)** 2022-02-23 8 h 47 **Transmission :** 2022-02-23 8 h 47	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV INC. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (2003080)** 2022-02-21 16 h 15 **Transmission :** 2022-02-21 16 h 15	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GBI EXPERTS-CONSEILS INC. 304, rue du Village Repentigny, QC, J5Z 1S3 http://www.gbi.ca NEQ : 1148115281	Madame Karine Thibault Téléphone : 514 384-4222 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (2007236)** 2022-02-28 17 h 18 **Transmission :** 2022-02-28 17 h 18	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Madame Stéphanie Guindon Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (2003764)** 2022-02-22 14 h 53 **Transmission :** 2022-02-22 14 h 53	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC. 640 St-Paul Ouest Bureau 100 Montréal, QC, H3C 1L9 http://www.hdsenv.com NEQ : 1172633795	Monsieur Jean-Paul Ballot Téléphone : 514 398-0553 Télécopieur : 514 398-0554	**Commande : (2007068)** 2022-02-28 15 h 05 **Transmission :** 2022-02-28 15 h 05	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE SCP ENVIRONNEMENT INC. 1505 rue Dickson 101 Montréal, QC, H1N3T4 NEQ : 1168284678	Monsieur Daniel Perreault Téléphone : 514 722-1451 Télécopieur :	**Commande : (2007013)** 2022-02-28 14 h 37 **Transmission :** 2022-02-28 14 h 37	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES SERVICES EXP INC. 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Isabelle Milette Téléphone : 819 803-6651 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (2003512)** 2022-02-22 11 h 10 **Transmission :** 2022-02-22 11 h 10	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	SNC-LAVALIN INC. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (2004154)** 2022-02-23 9 h 32 **Transmission :** 2022-02-23 9 h 32	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SOLMATECH INC. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 http://www.solmatech.ca NEQ : 1145544798	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (2006714)** 2022-02-28 10 h 52 **Transmission :** 2022-02-28 10 h 52	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solroc Inc. 4000, rue Griffith Montréal, QC, H4T 1A8 NEQ : 1144077725	Monsieur Patrice Bedu Téléphone : 514 737-6541 Télécopieur : 514 342-5855	**Commande : (2007010)** 2022-02-28 14 h 35 **Transmission :** 2022-02-28 14 h 35	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (2007169)** 2022-02-28 16 h 06 **Transmission :** 2022-02-28 16 h 06	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TERRAPEX ENVIRONNEMENT LTÉE 135, rue Singapour Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A0P6 http://www.terrapex.ca NEQ : 1144175727	Monsieur Martin Lebel Téléphone : 418 573-6311 Télécopieur :	**Commande : (2003500)** 2022-02-22 10 h 59 **Transmission :** 2022-02-22 10 h 59	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (2003990)** 2022-02-23 7 h 16 **Transmission :** 2022-02-23 7 h 16	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229040002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division des affaires policières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Retenir les services professionnels du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. (Me Richard Gaudreault) pour représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation et la mise en oeuvre éventuelle de recours liés au renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, et réserver pour cette rétention de services la somme de 250 000 $, incluant les taxes, frais et débours.

Il est recommandé :
1. de retenir les services professionnels du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. (Me Richard Gaudreault) pour représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation et la mise en œuvre éventuelle de recours liés au renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal;

2. de réserver pour cette rétention de services professionnels la somme de 250 000 $, incluant les taxes, frais et débours;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financière inscrites à l'intervention financière.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-25 11:19

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229040002**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division des affaires policières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Retenir les services professionnels du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. (Me Richard Gaudreault) pour représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation et la mise en oeuvre éventuelle de recours liés au renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, et réserver pour cette rétention de services la somme de 250 000 $, incluant les taxes, frais et débours.

CONTENU

CONTEXTE

La convention collective liant la Ville de Montréal et la Fraternité des policiers et policières de Montréal est expirée depuis le 31 décembre 2021. La Direction des relations de travail souhaite s'adjoindre l'expertise Me Richard Gaudreault et de son équipe du cabinet Lavery de Billy s.e.n.c.r.l. pour l'appuyer dans le cadre du renouvellement de la convention collective des policiers et policières du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), incluant au besoin la mise en œuvre éventuelles de recours dans le contexte du renouvellement de la convention collective.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Retenir les services professionnels du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. (Me Richard Gaudreault) pour représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation et la mise en œuvre éventuelle de recours liés au renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, et réserver pour cette rétention de services la somme de 250 000$, incluant les taxes, frais et débours.
Notre dossier 22-000723

JUSTIFICATION

La Ville souhaite s'assurer que les conditions de travail des employés permettent l'attraction et la rétention de talents, ainsi que la mobilisation de ces derniers, ce qui favorisera l'accroissement de la performance organisationnelle. Elle vise également à faire en sorte que l'offre de rémunération globale de la Ville soit juste et équitable par rapport au marché de référence, tout en respectant sa capacité de payer.

Me Richard Gaudreault et son équipe de la firme Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. acceptent de représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation du renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal et à l'articulation éventuelle de tous recours liés, le tout selon les modalités prévues à la Politique de paiement des honoraires juridiques de la Ville de Montréal.

Le taux horaire maximum est de 285 $ en conformité avec la grille tarifaire adoptée par le comité exécutif (CE14 1018).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant qu'il est recommandé au Comité exécutif d'autoriser est de $250 000 $ taxes incluses pour les honoraires du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l.
Cette dépense sera assumé par l'agglomération puisque le Service de police de la Ville de Montréal est de compétence d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline DESJARDINS-SAEY, Service des ressources humaines

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-04-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-04-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229040002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division des affaires policières
Objet :	Retenir les services professionnels du cabinet juridique Lavery, de Billy s.e.n.c.r.l. (Me Richard Gaudreault) pour représenter la Ville de Montréal relativement à la négociation et la mise en oeuvre éventuelle de recours liés au renouvellement de la convention collective des policiers de la Ville de Montréal, et réserver pour cette rétention de services la somme de 250 000 $, incluant les taxes, frais et débours.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1229040002 - Lavery de Billy.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget

Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228122001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder à Mitacs, en partenariat avec l'Université de Montréal, un contrat de services professionnels de gré à gré afin de mettre en place et de coordonner le déploiement du projet Espace Intervenants dans les six territoires d'inclusion prioritaires, pour une somme maximale de 171 829 $, taxes incluses, dans le cadre du programme Territoires d'inclusion prioritaires du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et de l'Entente 2021-2024 entre le Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel Mitacs en partenariat avec l'Université de Montréal s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la mise en place et la coordination du déploiement du projet « Espace Intervenants » dans les six territoires d'inclusion prioritaires, pour une somme maximale de 171 829 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention, dans le cadre du budget du SDIS-BINAM pour le programme Territoires d'inclusion prioritaires financé par l'Entente administrative pour l'accueil;
2. d'autoriser Marie-Christine Ladouceur-Girard, directrice du BINAM du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, à signer ladite convention pour et au nom de la Ville de Montréal;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu **Le** 2022-04-25 11:14

BRUNELLE

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228122001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder à Mitacs, en partenariat avec l'Université de Montréal, un contrat de services professionnels de gré à gré afin de mettre en place et de coordonner le déploiement du projet Espace Intervenants dans les six territoires d'inclusion prioritaires, pour une somme maximale de 171 829 $, taxes incluses, dans le cadre du programme Territoires d'inclusion prioritaires du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et de l'Entente 2021-2024 entre le Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2018, le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) déploie le programme des Territoires d'inclusion prioritaires (TIP) qui a permis, entre 2018 et 2021 de financer 39 projets structurants dans les six territoires d'inclusion prioritaires qui regroupent huit arrondissements où résident 62 % des nouveaux arrivants à Montréal.
Ce programme dispose un budget de 3,3 millions de dollars dans le cadre de l'entente triennale entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et la Ville de Montréal de 12 millions de dollars, couvrant la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2024. Cette entente s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui aux collectivités (PAC) du MIFI visant à soutenir les municipalités, incluant les villes à statut particulier comme Montréal, dans leurs efforts pour planifier, mettre en oeuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes; dans une approche qui favorise la concertation et la mobilisation préalables à une collectivité accueillante et inclusive.

En juin 2021, le BINAM a lancé un appel à projets qui a permis de financer 21 projets locaux dans les six territoires d'inclusion prioritaires selon deux orientations thématiques :
1. Favoriser le rapprochement interculturel à l'échelle locale dans l'un des territoires d'inclusion prioritaires

2. Lutter contre le racisme et les discriminations à l'échelle locale dans l'un des territoires d'inclusion prioritaires

En outre, des initiatives structurantes et transversales seront développées et déployées à l'ensemble de six territoires d'inclusion prioritaires, dont le projet Espace Intervenants développé par l'Université de Montréal et financé par le BINAM pour un montant de 171 829 $ et par MITACS pour un montant de 90 000 $.

Le développement de ces projets transversaux permet de :

1. Répondre à un enjeu transversal qui touche les personnes immigrantes dans les six TIP;
2. Créer des projets d'envergure qui permettent de générer des impacts plus significatifs et une économie d'échelle;
3. Développer le partenariat territorial entre les différents acteurs du milieu.

Rappelons que l'évaluation indépendante de l'initiative des Territoires d'inclusion prioritaires 2018-2021, menée par la firme Sigmum, a démontré l'impact important des projets transversaux dans l'initiative, par la mise en commun et les économies d'échelle pour répondre localement à une problématique transversale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0441 - 19 avril 2021
Approuver un projet de convention d'aide financière entre la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et la Ville de Montréal, établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 12 000 000 $ à la Ville aux fins de planifier, de mettre en œuvre et de soutenir des projets visant l'intégration des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes, couvrant la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2024 - Entente MIFI-Ville (2021- 2024)

CM18 0383 - 26 mars 2018
Approuver un projet d'entente triennale entre le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal, établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'un soutien financier de 12 000 000 $ à la Ville aux fins de planifier, de mettre en œuvre et de soutenir des projets visant l'intégration des nouveaux arrivants et des personnes immigrantes, couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2021 - Entente MIDI-Ville (2018- 2021)

DESCRIPTION

Le nouveau projet Espace Intervenants s'inscrit dans une innovation éprouvée, soit l'initiative Espace Parents, qui a été construite par des chercheuses de l'Université de Montréal et acteurs du milieu, comme la direction régionale de la santé publique et la TCRI, qui constataient le besoin de soutenir les parents immigrantes dans l'exercice de leur rôle parental. Fort du partenariat et de l'expertise développée, le projet Espace Intervenants concerne la responsabilité de la société d'accueil d'adapter les services pour répondre aux besoins des familles immigrantes. Il répondra pour ce faire aux besoins des intervenants d'être davantage outillés pour leur intervention auprès des parents immigrants. Cette initiative est également cohérente avec la recommandation transversale émise dans les états de situation réalisés en 2018 par les conseiller. ères TIP d'outiller les intervenants communautaires pour renforcer leurs compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants.
Concrètement, le projet Espace Intervenants comprend deux volets, le premier repose sur la création et l'animation de six groupes de co-développement pour les intervenants communautaires qui sont appelés à intervenir auprès de parents immigrants au sein des territoires d'inclusion prioritaires- TIP. Basés sur l'interaction entre les personnes présentes dont les expertises sont partagées ou complémentaires, Ces groupes de co- développement

s'inspirent des communautés de pratique visent l'acquisition et le perfectionnement de compétences fondamentales en intervention à travers un processus basé sur l'intelligence collective du groupe.

Le co-développement tel que déployé dans le cadre du projet Espace Intervenants est orienté vers la recherche de solutions, le changement, le mouvement et l'action (Alla et Kivits, 2015; Champagne, 2020). L'approche pédagogique qui le sous-tend place l'expérience des personnes participantes et les efforts de résolution de problèmes comme source d'apprentissage (Champagne, 2020). Elle s'appuie sur les principes de base selon lesquels « la pratique a des savoirs que la science ne produit pas », et qu'« échanger avec d'autres sur ses expériences permet des apprentissages impossibles autrement » (Payette et Champagne, 1997 cités par Champagne, 2020, p. 5).

Le deuxième volet impliquera une démarche d'évaluation qui permet d'évaluer des processus et des retombées du projet Espace Intervenants auprès des intervenants et des parents partenaires afin de bonifier les connaissances sur des pistes d'action afin d'améliorer la pratique des intervenants et les services aux familles immigrantes dans le milieu communautaire.

Le troisième volet consiste à la création et l'animation d'un espace interactif en ligne pour les intervenants participants. Il permettra de développer les connaissances, notamment en fournissant divers types de références (articles, vidéos d'intérêt) et un forum d'échanges pour poursuivre la discussion et la réflexion hors des rencontres.

Le projet sera déployé entre mai 2022 et mars 2024, toujours avec le suivi et l'accompagnement des conseillers et conseillères du BINAM.

Les résultats escomptés du projet :

- Plus de 30 rencontres de co-développement organisées pour renforcer les capacités des intervenant.e.s famille dans les six territoires d'inclusion prioritaires;

- 120 intervenant.e.s seront outillés pour mieux accompagner et soutenir les parents immigrants;

- 75 % des intervenant.e.s outillés s'engagent à intégrer des pratiques et des attitudes inclusives dans leurs interventions auprès des parents immigrants;

- 75 % des utilisateurs sont satisfaits de l'utilisation d'un espace interactif en ligne à l'intention des intervenant.e.s.

JUSTIFICATION

Par le présent dossier décisionnel, le BINAM du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) de la Ville de Montréal propose un partenariat et une collaboration avec l'Université de Montréal et Mitacs afin de développer et coordonner le déploiement du projet « Espace intervenants **»** qui vise à outiller les intervenants communautaires pour renforcer leurs compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants. Également, et par son volet de recherche soutenu par Mitacs, il vise l'évaluation des processus et des retombées du projet auprès des intervenants et des parents partenaires permettant la bonification des connaissances sur des pistes d'action afin d'améliorer la pratique des intervenants et les services aux familles immigrantes dans le milieu communautaire.
Cette proposition de projet répond à des priorités de l'administration municipale, puisqu'elle contribue à l'intégration des nouveaux arrivants et au bien-être de leurs familles. Également, elle s'ajoute aux initiatives développées et soutenus par la Ville en matière d'accueil et de soutien à l'intégration des personnes immigrantes. Cela démontre que la Ville de Montréal joue un rôle d'acteur-clé en matière d'inclusion et d'intégration des nouveaux arrivants et au

bien-être de leurs familles, et cela dans l'objectif de participer à la production et à la diffusion de la connaissance s'y rapportant. D'autant plus que les soutiens financiers accordés permettront la réalisation de projets structurants en matière d'ouverture à la diversité, de relations interculturelles et de lutte contre le racisme et toute autre forme de discrimination. Après avoir analysé la demande présentée, le SDIS-BINAM recommande le soutien au projet de ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires, totalisant la somme de 171 829 $, sont disponibles au budget du SDIS-BINAM et financés dans le cadre de l'entente MIFI-Ville 2021-2024. Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. La dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.
Les paiements du présent contrat seront effectués, conformément aux dates inscrites au projet de convention entre la Ville de Montréal, Mitacs et l'Université de Montréal, au dépôt des rapports de suivis détaillés exigés durant toute la durée du projet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Le dossier contribue particulièrement à lutter contre le racisme et les discriminations systémiques à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet financé a démontré son pertinence, la qualité de l'intervention et l'efficacité à rejoindre les clientèles ciblées. La collaboration entre Mitacs et l'Université de Montréal dans le cadre de ce projet favorise l'intégration de familles immigrantes à la société montréalaise et québécoise. De plus, ce projet s'alignent avec les priorités du programme de subventions des TIP : Accélérer l'inclusion des personnes immigrantes et/ou racisées en favorisant les rapprochements interculturels, la lutte contre le racisme et les discriminations et la participation citoyenne des Montréalais et Montréalaises de tout horizon.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si le projet aura besoin de plus d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Université de Montréal s'entendre sur les ajustements souhaitables. Certains ajustements aux activités prévues ont dû être faits afin d'assurer la création de contenus et une programmation prenant en considération la nouvelle réalité engendrée par les mesures sanitaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication se feront en respect du protocole de visibilité de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2022 Présentation au comité exécutif
Mai 2022 Présentation au conseil municipal pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anca ENACHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mona AL BOUKHARY
Conseillère en planification

Tél : 514-241-9958
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
directeur(trice) bureau integration des nouveaux arrivants

Tél : 5142928168
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2022-04-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer

de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l’utilisation d’un progiciel ou d’un logiciel :

a) d’assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d’auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d’exécuter des travaux d’enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d’installations d’aqueduc, d’égout, d’électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d’huile ou d’autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l’entretien d’équipements spécialisés parce qu’elle les a fabriqués ou parce qu’elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d’exécuter des travaux sur l’emprise d’une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu’une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d’un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d’un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu’elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d’une demande de soumissions afin que cette personne procède à l’adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu’elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d’un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu’elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il

s’applique à tout processus d’appel d’offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s’appliquer à tout acte posé avant l’entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l’application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n’a pas d’autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l’application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu’à la date de fin de la période d’interdiction prévue.

ANNEXE 1
ENGAGEMENT SOLENNEL

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 26 juin 2018

ANNEXE 1

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

_____

Signé à _____, le _____

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences
École de psychoéducation

ESPACE INTERVENANTS

Des groupes de co-développement pour enrichir les compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants en milieu communautaire

Offre de services en réponse à l'appel sur invitation
« Renforcement de capacités du milieu communautaire.
Défis de la parentalité en contexte migratoire. »

Par Annie LeBrun, Sarah Dufour et Chantal Lavergne

Le Comité directeur de l'initiative Espace Parents appuie la présente proposition. Ce Comité regroupe des représentants de la Direction régionale de santé publique de Montréal, la Ville de Montréal, l'organisme Aide aux Immigrants de l'Est de Montréal, la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, l'Institut universitaire Jeunes en difficultés du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et l'Université de Montréal.

Contexte

Montréal est une ville inclusive, accueillant un grand nombre d'immigrants chaque année; en effet, plus de 72 % des personnes admises projettent de s'y installer (Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, 2020). En 2016, les familles immigrantes constituaient la moitié des familles avec enfant mineur, à Montréal (Ministère de la Famille, 2020). Cette diversité au sein de la population invite à s'interroger sur les services offerts à ces familles et sur la façon de répondre à leurs besoins. Sur le terrain, les intervenants membres du réseau de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) mentionnent depuis longtemps déjà le besoin d'être outillés pour mieux soutenir les familles nouvellement arrivées le plus tôt possible, avant que des difficultés familiales profondes et persistantes se développent. Des recherches récentes menées conjointement par l'Université de Montréal et l'Institut universitaire Jeunes en difficulté du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal confirment les défis de la parentalité en contexte migratoire et démontrent la surreprésentation de certains groupes d'enfants issus de la diversité ethnoculturelle dans le système de protection de la jeunesse (Dufour, Lavergne et Ramos, 2015; Lavergne et Dufour, 2020). Il est établi que le projet migratoire des familles immigrantes est souvent centré sur l'intérêt de l'enfant, puissant vecteur d'intégration à la nouvelle société (Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008). Ces familles doivent cependant évoluer dans un contexte d'adversité qui peut engendrer un stress considérable et se répercuter négativement sur les relations familiales. Le BINAM a quant à lui identifié le soutien aux parents immigrants comme une priorité d'action à la suite d'une analyse de besoins dans les arrondissements visés par son action, où résident la majorité des nouveaux arrivants.

Les recherches soulèvent également la nécessité d'une adaptation mutuelle de la part des parents et des intervenants, ainsi que le développement d'interactions positives entre eux (Charrette, 2016; Lavergne, Dufour et Couture, 2014). Les intervenants doivent adopter des pratiques d'intervention favorisant et valorisant les forces et la résilience des familles immigrantes, celles-ci étant souvent ignorées en intervention puisque les intervenants insistent sur les problèmes à résoudre plutôt que sur les compétences et le potentiel des parents (Dettlaff et Earner, 2012; Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008). De plus, il est important de contextualiser les difficultés, celles-ci étant notamment attribuables à des difficultés d'intégration sur le marché de l'emploi et non pas à des différences culturelles ou les pratiques parentales (Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008). Cela rappelle l'importance de s'intéresser aux connaissances des intervenants sur le sujet, ainsi qu'à leurs biais et préjugés, ceux-ci pouvant mener à une discrimination envers les parents, dont les savoirs peuvent être jugés peu adaptés à la société d'accueil (Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008).

Par ailleurs, des travaux menés par la Direction régionale de santé publique soulignent la nécessité de renforcer le réseautage entre les différents organismes qui travaillent auprès des familles immigrantes et de développer une compréhension commune des enjeux. Les familles d'immigration récente seraient particulièrement moins bien rejointes par le réseau de la santé et des services sociaux et les interventions actuelles peu adaptées à leurs besoins, ce qui contribue à une certaine iniquité dans l'accès aux services. Leurs partenaires de ce réseau ainsi que du réseau communautaire ont soulevé l'importance de répondre aux besoins de ces familles. Ils ont offert leur collaboration dans les efforts et le développement d'initiatives visant à mieux soutenir les familles immigrantes. Également, dans une étude de l'Institut national de Santé publique du Québec (INSPQ) sur le sujet, les intervenants sondés font état du manque de formations spécifiques en interculturel. De telles formations, réparties sur plusieurs séances et axées sur les retours réflexifs sur la pratique, donnent pourtant des effets positifs à plus long terme sur l'intervention subséquente (INSPQ, 2015).

Le présent projet, Espace Intervenants, qui propose un groupe de co-développement aux intervenants du milieu communautaire œuvrant auprès des familles immigrantes afin qu'ils bonifient leurs connaissances et compétences, s'inscrit dans cette voie et répond à un besoin clairement identifié aux plans scientifique et pratique. Une telle initiative est également cohérente avec les recommandations de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (2021) de renforcer les communautés pour soutenir les enfants et familles en difficulté, notamment en donnant des moyens aux organismes communautaires à cet effet.

Résumé du projet

Le projet Espace Intervenants s'inscrit dans une innovation éprouvée, soit l'Initiative Espace Parents (IEP), qui a été co-construite par des chercheuses et acteurs du milieu qui constataient le besoin d'aborder la parentalité dans un contexte de migration dans un but de promotion, dont l'enrichissement des compétences des parents immigrants et la prévention des difficultés parentales. Fort du partenariat, de l'expertise et en cohérence avec les travaux du Comité directeur IEP, Espace Intervenants répondra aux besoins des intervenants d'être davantage outillés pour leur intervention auprès des parents immigrants. L'inclusion dans la société d'accueil est un processus bidirectionnel (TCRI, 2005); ainsi, alors que les activités Espace Parents visent à soutenir ces derniers dans l'exercice de leur rôle parental, Espace Intervenants concerne la responsabilité de la société d'accueil d'adapter les services pour répondre aux besoins des familles immigrantes.

Buts et objectifs

Le projet Espace Intervenants poursuit deux buts : 1- outiller les intervenants et 2 - évaluer les processus et les retombées des activités mises en place.

Premier but : outiller les intervenants. Le projet vise d'abord à outiller les intervenants communautaires pour leur intervention auprès des parents immigrants, notamment en développant leurs connaissances sur la parentalité en contexte d'immigration, en discutant avec des pairs de thèmes et de situations représentatives de leur pratique et en échangeant avec des parents eux-mêmes.

Plus précisément, le projet contribue au développement de trois compétences chez les intervenants :

1. Intervenir de manière équitable et culturellement appropriée en vue de soutenir les personnes immigrantes dans leur rôle de parents;
2. Collaborer avec elles en favorisant leur engagement et en faisant preuve d'ouverture d'esprit, de tolérance et de transparence;
3. Adopter une démarche réflexive sur leurs propres attitudes, biais, préjugés, actions et réalisations, d'une manière à la fois critique et constructive.

Second but : évaluer les activités. Ensuite, le projet vise à évaluer les processus et les retombées du projet auprès des intervenants et des parents partenaires afin de bonifier les connaissances sur ce qui fonctionne pour améliorer la pratique des intervenants et les services aux familles immigrantes dans le milieu communautaire.

Les objectifs de l'évaluation consistent à :

1. Identifier des pratiques prometteuses et des pistes d'action inclusives dans l'intervention auprès des parents immigrants;

2. Décrire les apprentissages et autres changements chez les intervenants suite à leur participation au projet;
3. Dégager les éléments-clés du projet qui ont contribué ou entravé de tels changements;
4. Décrire les effets chez les parents partenaires de leur participation au projet.

Activités

Espace Intervenants propose la création de groupes de co-développement pour les intervenants qui sont appelés à intervenir auprès de parents immigrants. Ces groupes s'inspirent des communautés de pratique et des séminaires interinstitutionnels transculturels ayant lieu dans le réseau des services de santé et des services sociaux et s'intéressant à l'intervention auprès de familles immigrantes. Ce lieu de co-développement de leur pratique permettra d'atteindre le premier but du projet, soit d'accroître leurs compétences et bonifier leur intervention. Diverses études font état des retombées positives de la participation à de tels groupes pour la pratique des intervenants et pour leur développement professionnel, notamment sur leur capacité de se décentrer et de penser la complexité des situations vécues. Une satisfaction est également relevée quant au soutien reçu et l'acquisition de connaissances (Daxhelet et al., 2018; De Plaen et al., 2005; Rousseau et al., 2005, 2018). Le deuxième but du projet sera atteint par des activités de recherche évaluative, soit de la collecte et de l'analyse de données en vue de répondre aux objectifs d'évaluation.

Déploiement

Espace Intervenants se décline en quatre volets : trois volets d'activités destinées aux intervenants et un volet de recherche évaluative.

Volet 1 : Conception et animation des rencontres de co-développement. Le **premier volet** consiste à **concevoir et animer des rencontres de co-développement entre intervenants** au sujet de l'intervention auprès de familles immigrantes. Les intervenants qui travaillent dans des organismes communautaires (OC) d'accueil et d'intégration et des organismes famille situés sur les territoires d'inclusion prioritaire (TIP) de Montréal constituent le public cible. Ces intervenants peuvent animer ou non les ateliers IEP. Nous visons à constituer six groupes distincts de 15 à 20 intervenants en fonction des TIP, pour un total visé de 90 intervenants qui s'engagent à s'investir dans cet espace de co-développement. Dans le cas où le nombre de 15 intervenants par TIP ne serait pas atteint, nous proposons de regrouper des territoires afin d'y arriver, puisque ce nombre de participants facilite les échanges et l'atteinte des objectifs. Les rencontres de co-développement, d'une durée de 2 à 3 heures, auront lieu aux huit semaines environ, pour un minimum de 4 par année, selon les besoins et réalités des TIP. Les rencontres pourront être en présentiel ou en virtuel selon les consignes sanitaires en vigueur et la préférence des intervenants. Bref, il y aura flexibilité ; les modalités de mise en œuvre proposées pourront être modifiées et modulées selon la possibilité pour les intervenants de s'engager dans une telle démarche au regard de leur charge de travail et des aménagements à réaliser en temps de crise sanitaire.

Lors de ces rencontres, les thèmes des ateliers Espace Parents seront abordés (notamment les impacts de l'immigration sur la vie familiale, l'enfant en contexte de migration, les défis comme parents immigrants), ainsi que d'autres thèmes au sujet de l'intervention interculturelle dont les biais et préjugés, du racisme et des microagressions pouvant être vécus par les parents immigrants, avec comme intérêt l'expérience de l'intervenant dans la rencontre avec le parent immigrant. Il s'agira de susciter la discussion et la réflexion des intervenants à l'égard de leur intervention, de leur relation

avec les parents et de leur posture dans la rencontre interculturelle, notamment quand des sujets sensibles sont abordés. Ce lieu de réflexion collective mobilisera les savoirs et expériences des intervenants. Pour chaque rencontre, un volet informatif est prévu afin de transmettre certaines connaissances. Un tronc commun de thèmes sera offert à tous, mais les particularités de chaque TIP énoncées par les intervenants et les OC lors du démarchage et des consultations pour la validation des contenus (voir les étapes 1 et 2 plus bas) seront également prises en compte. De plus, l'une des modalités d'animation consistera à susciter des discussions de cas avec les situations apportées par les intervenants afin de développer et consolider leurs compétences. Ces activités d'échange et de discussions feront en sorte que les intervenants pourront trouver réponse à leurs besoins. Finalement, la présence de parents partenaires à l'une des rencontres (voir le volet 2) permettra des échanges autour de l'expérience racontée.

Lors de la partie discussion de cas et échanges, les intervenants pourront déterminer les thèmes qu'ils souhaitent aborder. En ce sens, leur engagement s'avère primordial puisque leur participation assurera la vitalité des rencontres. Les membres du groupe de co-développement auront un rôle actif, notamment dans la détermination des objectifs des rencontres et la présentation de situations qui mèneront à des discussions où le savoir et l'expérience de chacun seront mis à profit. L'animatrice sera responsable du volet informatif, puis aura un rôle de facilitatrice pour les discussions de la deuxième partie des rencontres. Ce format proposé pourra être revu selon les consultations avec les participants. La réalisation de ce premier volet aura lieu en trois étapes :

Étape 1 : *création de liens avec les OC et les intervenants pour leur recrutement :* le contact avec les OC se fera notamment via des rencontres avec le conseiller territorial de chaque TIP, qui agira à titre d'informateur-clé pour ainsi mieux connaître les spécificités, enjeux et besoins de son territoire. Des activités de démarchage auprès des OC pour connaître leurs besoins au sujet de l'intervention auprès des familles immigrantes auront lieu par courriel, contacts téléphoniques et rencontres (en présence ou en virtuel selon l'évolution de la pandémie), ainsi que par une présence aux tables de concertation, si pertinent. Bref, cette étape permettra de recruter les intervenants souhaitant participer et s'investir dans un tel groupe de co-développement. Également, cette étape permettra de s'informer des besoins et préoccupations des intervenants; ce projet en est un de partenariat avec tous les acteurs impliqués dans les TIP qui souhaitent s'investir dans une telle démarche pour la bonification des compétences des intervenants.

Étape 2 : *développement du contenu de la partie informative des rencontres de co-développement* : tel que mentionné précédemment, les thèmes des ateliers Espace Parents seront approfondis, ainsi que d'autres thèmes relatifs aux liens entre immigration, adaptation au pays d'accueil, intervention interculturelle et parentalité. Ces contenus seront développés à partir des savoirs scientifiques. Les résultats de la démarche de consultation avec les OC et leurs intervenants permettront d'adapter les contenus en fonction des besoins et enjeux nommés par chacun. Cette consultation avec les différents acteurs dans chacun des TIP est primordiale pour la bonne réussite du projet afin qu'Espace Intervenants réponde aux besoins et dynamiques propres aux milieux. Les OC seront rémunérés pour leur participation à la démarche de consultation et au développement des contenus.

Étape 3 : *déploiement des activités dans chacun des TIP en fonction des particularités locales*, tel que mentionné précédemment. Nous proposons de débuter une première cohorte (groupes de co-développement pour 3 TIP) dès septembre 2022 et la deuxième cohorte (groupes de co-développement des 3 autres TIP) en janvier 2023. Il est également prévu de concevoir une activité

bilan à la fin de chaque cohorte (en été 2023 pour les TIP de la cohorte 1 et en automne 2023 pour les TIP de la cohorte 2 – voir le calendrier des activités plus bas). Ce regroupement des intervenants des TIP permettra d'échanger sur les différentes réalités et de mettre en commun le vécu de chacun pour y noter les similitudes et différences dans leur expérience, selon les territoires. Cette activité permettra également aux intervenants des différents TIP de se connaître et créer des liens.

Volet 2 : L'implication de parents partenaires. Le **deuxième volet** consiste à **solliciter et soutenir la participation de parents immigrants lors de l'une des rencontres de co-développement** pour qu'ils puissent s'exprimer sur leur vécu dans l'établissement dans la société d'accueil. Il s'agit de mobiliser les savoirs expérientiels de parents partenaires pour bonifier la réflexion des intervenants. Les thèmes des défis liés à la parentalité dans un contexte de migration, leur expérience avec les divers organismes et institutions, et d'autres sujets d'intérêts tels les réussites et défis reliés à leurs parcours migratoire et d'insertion dans la société d'accueil, etc., seront ainsi abordés du point de vue du parent. Pour ce faire, il sera demandé aux animateurs des ateliers Espace Parents et aux intervenants des OC de chaque TIP d'identifier des parents qui seront ensuite accompagnés et formés pour devenir des partenaires d'Espace Intervenants. Il est prévu d'offrir à ces parents les conditions optimales pour favoriser leur participation (compensation financière, offre de service de garde et repas) dans un espace sécurisant et favorable au développement de leurs capacités et de leur autonomie.

Volet 3 : Espace interactif. Le **troisième volet** consiste à la **création et l'animation d'un espace interactif en ligne pour les intervenants**. Cet espace réservé aux participants d'Espace Intervenants sera logé sur le site internet à venir de l'Initiative Espace Parents. Il permettra de développer les connaissances, notamment en fournissant divers types de références (articles, vidéos d'intérêt) et un forum d'échanges pour poursuivre la discussion et la réflexion hors des rencontres.

Volet 4 : Recherche évaluative. Enfin, une **évaluation du processus et des retombées de la participation** sur les compétences des intervenants est prévue afin de documenter et comprendre les répercussions de la participation à de tels groupes pour les intervenants et en tirer leçons. Les intervenants seront invités à partager leur appréciation des rencontres et les retombées pour leur pratique et leur développement professionnel. Ils seront dédommagés pour leur participation à la recherche.

Les parents partenaires seront également invités à participer à la recherche afin de pouvoir documenter les effets de leur participation à un tel projet. Ils seront également dédommagés pour leur participation à la recherche.

Impacts visés et résultats attendus

À la fin du projet, les intervenants seront en mesure :

- D'intégrer les savoirs scientifiques et expérientiels afin d'orienter leur intervention avec des parents immigrants;
- De démontrer des attitudes relationnelles telles la confiance, la considération et l'empathie à l'égard de ces parents, afin d'avoir une pratique orientée sur les forces et fondée sur la prise en compte de la culture, la famille et la communauté;
- De s'ajuster en fonction des éléments favorables et défavorables à la collaboration avec ces parents, afin de privilégier des interventions visant l'élimination des biais et de la discrimination, ce qui mène à l'équité pour ces familles;

- De situer leur progression par rapport aux compétences visées;
- De poser un regard critique, juste et sensible sur leurs propres interventions en composant avec l'ambiguïté, l'incertitude et la complexité;
- De développer des pratiques collaboratives entre les intervenants des organismes communautaires des TIP afin de briser les silos, et conséquemment, de bâtir des communautés inclusives et accueillantes.

La participation de parents partenaires favorisera un rapprochement interculturel et permettra une sensibilisation aux enjeux vécus par les premiers dans la rencontre interculturelle. Ce partage des expériences et savoirs expérientiels contribuera au développement des compétences des intervenants. Il y aura également des retombées pour les parents, car leur participation favorisera le sentiment de prise de pouvoir dans leur vie et la participation à la société d'accueil, par la considération de leurs expérience et point de vue.

Afin d'assurer la pérennité de ce projet, il sera possible de recruter un ou des intervenants participants dès l'an 1 afin qu'ils deviennent éventuellement animateurs et porteurs d'Espace Intervenants.

Finalement, l'évaluation de la mise en place et des retombées de la participation à ce groupe de co-développement vise à identifier les pratiques prometteuses et les pistes d'action qui ont un impact sur les services aux familles, ainsi qu'à favoriser la compétence culturelle des intervenants.

Ressources humaines

1) Coordonnatrice de projet, dont les tâches sont :
- consultation auprès des OC pour la mise en place du projet ;
- recrutement des OC et intervenants ;
- développement des contenus;
- recrutement et formation des parents partenaires en partenariat avec les OC;
- animation des groupes de co-développement et de l'activité bilan;
- animation de l'espace interactif (ajout d'articles et informations d'intérêt, forum de discussion);
- évaluation des processus et des retombées.

La coordonnatrice de projet sera Annie LeBrun, docteure en psychologie (Psy.D et Ph.D), qui a réalisé une thèse sur l'intervention en contexte de diversité culturelle et qui a une expérience professionnelle auprès de la clientèle immigrante. Elle œuvre depuis 2005 dans le réseau de la santé et des services sociaux, d'abord à la Direction de la protection de la jeunesse puis en CLSC. Elle possède de l'expérience en animation et en formation, ayant été formatrice et chargée de cours en Psychologie et immigration. De plus, elle est actuellement chargée de projet au sein de l'équipe SHERPA pour un projet portant sur l'intervention auprès des hommes immigrants. Elle sera supervisée pour tous les volets du projet par Sarah Dufour, Ph.D et Chantal Lavergne, Ph.D, respectivement professeure à l'Université de Montréal et chercheuse à l'Institut universitaire Jeunes en difficulté, toutes deux conceptrices de l'Initiative Espace Parents.

2) Agente de mobilisation, dont les tâches sont de fournir un soutien à la coordonnatrice de recherche dans la conception et le déploiement, ainsi que pour les activités de recherche. Cette agente de mobilisation sera commencera son travail le 1er avril 2022. Il s'agira d'une étudiante à la maîtrise en psychoéducation, sous la direction de Sarah Dufour.

Calendrier de réalisation

Étapes	Janvier-Mars 2022	Avril-Août 2022	Sept-Déc 2022	Janvier - Mars 2023	Avril - Août 2023	Sept – Déc 2023	Janvier - Mars 2024
Démarches auprès du partenaire Mitacs pour le montage financier du poste de chargée de projet[1]	X						
Déploiement : volets 1, 2 et 3							
Repérage des contenus (savoirs scientifiques et d'expérience)		X					
Démarchage auprès des OC pour la cohorte 1 (TIP 1, 2 et 3)		X					
Validation des sujets et thèmes des rencontres (consultation terrain) pour la cohorte 1		X					
Recrutement et formation des parents partenaires des TIP de la cohorte 1		X					
Animation cohorte 1			X	X			
Activité de bilan, cohorte 1 (concertation)					X		
Démarchage auprès des OC pour la cohorte 2 (TIP 4, 5 et 6)			X				
Validation des sujets et thèmes des rencontres (consultation terrain) pour la cohorte 2			X				
Animation cohorte 2				X	X		
Activité de bilan, cohorte 2 (concertation)						X	
Développement et animation de l'espace web interactif		X	X	X	X	X	
Déploiement : volet 4							
Recherche : finalisation du devis, des outils, Comité d'éthique à la recherche		X					
Recherche : collecte de données en continu		X	X	X	X	X	
Recherche : analyse et rapports - leçons et recommandations ; transfert de connaissances						X	X

[1] Transfert de la part de la Ville de Montréal à Mitacs; traitement de la demande pour la part Mitacs.

Budget des stages Mitacs (salaires des stagiaires et frais de recherche)

<table>
<tr><td rowspan="2"></td><td colspan="2" rowspan="2">AN 1
1er avril 2022 – 31 mars 2023</td><td colspan="2" rowspan="2">AN 2
1er avril 2023 – 31 mars 2024</td><td colspan="2">Total</td><td colspan="2" rowspan="2">Total Ville + MITACS</td><td rowspan="2">Frais de recherche (FR)</td></tr>
<tr><td>Contribution Ville</td><td>Contribution Mitacs</td><td>Contribution Ville</td><td>Contribution Mitacs</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Salaire M. Richard (doc.)</td><td rowspan="4">22 500$</td><td rowspan="4">22 500$</td><td rowspan="4">22 500$</td><td rowspan="4">22 500$</td><td rowspan="4">45 000$</td><td rowspan="4">45 000$</td><td colspan="2">90 000$</td><td rowspan="4">30 000$</td></tr>
<tr><td>Salaire</td><td>FR</td></tr>
<tr><td>60 000$</td><td>30 000$</td></tr>
<tr><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td rowspan="4">Salaire TBD1 (doc.)</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">30 000$</td><td rowspan="4">30 000$</td><td colspan="2">60 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td></tr>
<tr><td>Salaire</td><td>FR</td></tr>
<tr><td>45 000$</td><td>15 000$</td></tr>
<tr><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td rowspan="4">Salaire TBD2 (maîtrise)</td><td rowspan="4">0$</td><td rowspan="4">0$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td rowspan="4">15 000$</td><td colspan="2">30 000$</td><td rowspan="4">10 000$</td></tr>
<tr><td>Salaire</td><td>FR</td></tr>
<tr><td>20 000$</td><td>10 000$</td></tr>
<tr><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td>Total</td><td colspan="4"></td><td>90 000$
(+ 15% tx)</td><td>90 000$</td><td colspan="2">180 000$</td><td>55 000$</td></tr>
<tr><td colspan="4">Restant de la contribution du Ville non-utilisée pour les stages Mitacs</td><td colspan="6">59 417$ avant taxes
soit : 171 829$ contribution totale Ville – 90 000$ contributions Ville pour les stages - (9 000$ tx +13 412$ FIR)</td></tr>
<tr><td colspan="4">Restant de la contribution du Ville non-utilisée pour les stages Mitacs + FR Mitacs à utiliser comme vous voulez</td><td colspan="6">114 417$
Soit : 59 417$ + 55 000$</td></tr>
<tr><td colspan="4" rowspan="2">Valeur totale du projet en espèces, incluant la contribution de la Ville et celle de Mitacs</td><td colspan="2">Total contribution VILLE (taxes incluses)</td><td>Total contribution Mitacs</td><td colspan="3" rowspan="2">261 829$</td></tr>
<tr><td colspan="2">171 829 $</td><td>90 000$</td></tr>
</table>

Budget complet, incluant les contributions de la Ville et de Mitacs

	AN 1 1er avril 2022 – 31 mars 2023	**AN 2** 1er avril 2023 – 31 mars 2024	**Total 2 ans**
Ressources humaines			
Rémunération de la coordonnatrice du projet : contributions conjointes de la Ville de Montréal et du partenaire Mitacs.	15 000$ de la Ville + 15 000$ Mitacs = 30 000$ [21h/semaine x 52 semaines]	15 000$ de la Ville + 15 000$ Mitacs = 30 000$ [21h/semaine x 52 semaines]	30 000$ Ville + 30 000$ Mitacs = 60 000$
Rémunération de l'agente de mobilisation : soutien à la conception et au déploiement, ainsi qu'aux activités de recherche	11 250$ de la Ville + 11 250$ Mitacs = 22 500$ [14h/semaine x 52 semaines]	11 250$ de la Ville + 11 250$ Mitacs = 22 500$ [14h/semaine x 52 semaines]	22 500$ Ville + 22 500$ Mitacs = 45 000$
Rémunération de l'assistante de recherche : soutien technique aux activités de la coordonnatrice et de l'agente de mobilisation		10 000$ de la Ville + 10 000$ Mitacs [14h/semaine x 52 semaines]	10 000$ de la Ville + 10 000$ Mitacs = 20 000$
Honoraires professionnels : transcription des groupes de discussion et entrevues individuelles	5 000$	5 000$	5 600 $ Ville + 4 400$ Mitacs= 10 000$
Honoraires professionnels : Traduction article scientifique et communication scientifique, 0,22$ le mot plus tx		3 500$ article 600$ communication	4 100$ Ville
Honoraires professionnels : Technicien pour un balado		3 000$	1 500$ Ville +1 500$ Mitacs= 3 000$
Activités, volets 1, 2 et 3 : conception et déploiement			
Dédommagement à l'OC pour la participation de chaque intervenant. Activités : consultation et validation des contenus (4 heures), participation aux 4-6 rencontres de co-développement et au bilan (15 heures), aux activités de recherche (5 heures) et déplacements requis le cas échéant. Total de temps investi par intervenant : environ 25 heures@25$/h	TIP 1, 2 et 3 : 45 intervenants (15 par TIP) 625$ pour l'OC par intervenant participant au projet x 45 = 28 125$	TIP 4, 5 et 6 : 45 intervenants (15 par TIP) 625$ pour l'OC par intervenant participant au projet x 45 = 28 125$	(total de 90 intervenants) 56 250$ Ville
Dédommagement des 12 parents partenaires (2 par TIP). Activités : préparation du témoignage, présence à une rencontre de co-développement (3 heures), dédommagement pour le déplacement et gardiennage si requis (investissement total de 7 heures environ)	150$ par parent x 2 x 3 TIP = 900$	150$ par parent x 2 x 3 TIP = 900$	1 800$ Ville
Dédommagement pour le comité de	1 000$	1 000$	2 000$ Ville

suivi (intervenants et parents partenaires)			
Location de locaux	5 000$	5 000$	10 000$ Ville
Matériel (photocopies, flipcharts, etc.)	2 267$		2 267$ Ville
Développement et mise à jour de l'Espace web interactif	2 500$	2 500$	5 000$ Ville
Activités, volet 4 : évaluation des processus et retombées Les coûts associés aux activités de recherche sont couverts par les bourses de la coordonnatrice, de l'agente de mobilisation et de l'assistante ; les honoraires pour la transcription; et les montants accordés aux OC pour la participation des intervenants, ainsi qu'aux parents partenaires et au comité de suivi. Les coûts associés à la mobilisation des connaissances sont couverts par l'événement, le balado, les congrès et la traduction.			
Événement de mobilisation des connaissances		5 000$	2 500$ Ville +2 500$ Mitacs= 5 000$
Congrès scientifique (inscription, déplacement, hébergement, nourriture) 2 stagiaires doctorales, 2 chercheuses		10 000$	10 000$ Mitacs
2 ordinateurs (1 portable, 1 tour avec écran)		5 000$	5 000$ Mitacs
Sous-total des contributions de chacun (avant taxes)	149 150$ Ville	90 000$ Mitacs	
Taxes de 15% (prélevées par Mitacs sur la contribution de 149 150$ la Ville)	22 412,55$		
Valeur totale en espèces	**171 829$ Ville +**	**90 000$ Mitacs=**	261 829$

Valeur en espèces à laquelle s'ajoutent des contributions en nature :
- temps des conseillers territoriaux pour le démarchage
- temps des chercheuses Dufour et Lavergne pour la supervision de l'ensemble des activités du projet
- logiciel Zoom professionnel, fourni par l'Université de Montréal, pour les rencontres virtuelles, le cas échéant
- prêt de locaux par la Ville pour la tenue de rencontres de co-développement en présentiel, le cas échéant

Références

Charette, J. (2016). Stratégies parentales déployées pour soutenir l'expérience socioscolaire d'élèves récemment immigrés : un fort investissement « en marge » de l'école. *Alterstice*, 6(1), 121-132.

Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse. (2021). *Instaurer une société bienveillante pour nos enfants et nos jeunes. Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse*. Gouvernement du Québec.

Daxhelet, M.-L., Johnson-Lafleur, J., Papazian-Zohrabian, G. et Rousseau, C. (2018). Impuissance et contre-transfert culturel. Le rôle des discussions de cas interinstitutionnelles pour dénouer les impasses thérapeutiques. *L'Autre, 19*(1), 21-31.

De Plaen, S., Alain, N., Rousseau, C., Chiasson, M., Lynch, A., Elejalde, A., et Sassine, M. (2005). Mieux travailler en situations cliniques complexes : l'expérience des séminaires transculturels interinstitutionnels. *Santé mentale au Québec, 30*(2), 281-299.

Dettlaff, A. J. et Earner, I. (2012). Children of immigrants in the child welfare system: Characteristics, risk, and maltreatment. *Families in Society, 93*(4), 295-303. doi:10.1606/1044-3894.4240.

Dufour, S. et Lavergne, C et Ramos, Y. (2015). Relations spatiales entre les caractéristiques territoriales et les taux d'enfants de minorités visibles signalés à la protection de la jeunesse. *Revue canadienne de psychoéducation, 2*, 245-267.

Institut national de Santé publique. (2015). *La formation interculturelle dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux : constats et pistes d'action.* Gouvernement du Québec.

Lavergne, C. et Dufour, S. (2020). *Familles issues de la diversité culturelle au Québec et protection de la jeunesse. Constats et recommandation*. Montréal, mémoire présenté à la Commission Laurent sur la protection de la jeunesse au Québec.

Lavergne, C., Dufour, S. et Couture, D. (2014) Disproportion des enfants issus des groupes racialisés dans le système de protection de la jeunesse à Montréal : point de vue d'intervenants sociaux sur les causes et les pistes de solution. *Alterstice*, 4(1), 17-30.

Ministère de la Famille. (2020). Les familles immigrantes et mixtes au Québec : un portrait statistique à partir du Recensement de 2016. *Bulletin Quelle famille ?, 7*(1), 17 pages.

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. (2020). Bulletin statistique sur l'immigration permanente au Québec – 2020. Gouvernement du Québec.

Rousseau, C., Alain, N., De Plaen, S., Chiasson-Lavoie, M., Elejalde, E., Lynch, A. et Moss, E. (2005). Repenser la formation continue dans le réseau de la santé et des services sociaux : l'expérience des séminaires interinstitutionnels en intervention transculturelle. *Nouvelles pratiques sociales, 17*(2), 109-125.

Rousseau, C., Johnson-Lafleur, J., Papazian-Zohrabian, G. et Measham, T. (2018). Interdisciplinary case discussion as a training modality to teach cultural formulation in child mental health. *Transcultural Psychiatry*. doi:10.1177/1363461518794033

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. (2005). *Plateforme Cap sur l'intégration*. http://tcri.qc.ca/images/menus/qui-sommes-nous/Plateforme_Cap_sur_l-integration.pdf

Vatz-Laaroussi, M. et Messe Bessong, J.-M. (2008). Être parents en situation d'immigration : défis, enjeux et potentiels. Dans C. Parent, S. Drapeau, M. Brousseau et E. Pouliot, *Visages multiples de la parentalité* (pp.225-249). Québec, QC : Presses de l'université du Québec.

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF
GDD1228122001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 801 rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, agissant et représentée par Marie-Christine Ladouceur-Girard, directrice – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal au Service de la diversité et de l'inclusion sociale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du la Résolution CM22 ;

Ci-après, appelée : la **« Ville »**

ET : **MITACS INC.,** personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* dont l'adresse principale est située au 101-405 av. Ogilvy, Montréal, Québec, H3N 1M3 agissant et représentée par Andrew Weston, Contrôleur dûment autorisé à agir aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé : le **« Gestionnaire des fonds »**

ET : **L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL,** personne morale constituée en vertu de *la Loi du Québec à caractère privé,* dont l'adresse principale est située au 2900 BOUL. Édouard Monpetit, Montréal, Québec, H3T1J4 agissant et représenté par Frédéric Bouchard, Doyen de la faculté des arts et des sciences, dûment autorisé à agir aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé : l' **« Institution académique »**

Le Gestionnaire de fonds, l'institution académique et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Gestionnaire des fonds est un organisme national sans but lucratif qui conçoit, met en œuvre des programmes de recherche et de formation au Canada ;

ATTENDU QUE le Gestionnaire des fonds déploie le programme *Soutien aux municipalités,* un projet-pilote de soutien financier pour permettre aux institutions municipales de développer des projets de recherche en collaboration avec des chercheurs;

ATTENDU QUE le Gestionnaire des fonds est responsable du versement d'une partie des fonds associés au projet;

ATTENDU QUE l'institution académique œuvre dans le domaine de la recherche, du savoir et de l'éducation;

ATTENDU QUE le projet *Espace intervenants*, dirigé par la Professeure Sarah Dufour de l'institution académique vise à outiller les intervenants communautaires pour renforcer leurs compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants;

ATTENDU QUE le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal – Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal souhaite soutenir et faciliter l'intégration des personnes immigrantes, miser sur le renforcement des capacités des intervenants qui œuvrent auprès les personnes immigrantes sur son territoire;

ATTENDU QUE La Ville de Montréal souhaite collaborer avec l'institution académique pour un projet de renforcement des capacités des intervenantes communautaires pour mieux accompagner et soutenir les parents immigrants et que celui-ci a été retenu par le Gestionnaire des fonds, lequel projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 **« Annexe 1 »** : Les termes de référence en date du 15 janvier 2021 pour ‘’Demande Mitacs Accélération" présentant le projet de recherche, les déclarations des parties, les participants, les échéances, le budget et le mémorandum relativement au projet;

1.2 « **Directeur** » : La directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

1.3 « **Projet** »: Projet de renforcement de capacités qui vise à enrichir les compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants en milieu communautaire tel que décrit dans Annexe 1 «Demande Mitacs Accélération »;

1.4 « **Propriété intellectuelle** » : Documents, études et rapports préparés par l'Institution académique dans le cadre de la présente convention;

« **Unité administrative** » : Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville souhaite collaborer avec l'Institution académique qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de son Annexe 1, à renforcer les capacités des intervenants familles, évaluer les retombées et à conduire le Projet.

Le Gestionnaire des fonds assure la coordination de la réception des fonds par la Ville et les versements à effectuer auprès de l'Institution académique selon les termes et conditions stipulées à l'Annexe 1 des présentes.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet à compter de sa signature par les trois parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque l'Institution Académique a complètement exécuté ses obligations, mais au plus tard le 31 mars 2024.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer à l'Institution académique la collaboration du Directeur;

5.2 remettre à l'Institution académique les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence à l'institution académique la décision du Directeur sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par l'Institution académique;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE L'INSTITUTION ACADÉMIQUE ET DU GESTIONNAIRE DES FONDS

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que l'Institution académique demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 conduire le Projet de recherche selon l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'elle peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés. L'Institution académique s'engage également à détruire ou remettre à la Ville toutes les informations confidentielles ciblées à l'article 6.3;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 transmettre à la Directrice, selon les modalités et la fréquence que lui indique cette dernière, un rapport faisant état de l'avancement des travaux de recherche, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.9 n'entreprendre aucun travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville et des modalités du Projet, le Gestionnaire des fonds s'engage à :

6.10 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec la Directrice et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Gestionnaire des fonds demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.11 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.12 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports qu'il juge de mauvaise qualité selon les règles de l'art en recherche ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 organiser des rencontres régulières entre les parties afin de réviser les activités de recherche entreprises dans le cadre du projet et apporter les modifications nécessaires, le cas échéant, pour s'assurer que les objectifs planifiés soient respectés.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par l'Institution académique, la Ville s'engage à verser au Gestionnaire des fonds une somme de **cent soixante et onze mille huit cent vingt-neuf (171 829 $)**, taxes incluses, au Gestionnaire des fonds, ce montant couvrant tous les honoraires du Projet.

8.2 Les modalités de paiement au Gestionnaire des fonds sont les suivantes, tel que présentée en Annexe 1, sur présentation de factures :

- Au moment de la signature de la présente convention :

Soixante mille vingt-sept dollars (60 027 $), taxes incluses

- Au début de la deuxième période du Projet :

Soixante-dix-sept mille deux cent soixante-treize dollars (77 273 $), taxes incluses

- Au début de la troisième période du Projet :

Trente-quatre mille quatre cent quatre-vingt-treize dollars (34 493 $), taxes incluses

8.3 Les factures adressées à la Ville par le Gestionnaire des fonds sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Gestionnaire des fonds si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Gestionnaire des fonds ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par l'Institution académique sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.5 Le Gestionnaire des fonds et l'Institution académique ne pourront en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, l'institution académique :

10.1 Garantit la Ville qu'elle respecte la Loi sur les droits d'auteur et qu'elle est usagère autorisée des droits de propriété intellectuelle relatifs au rapport et documents fournis aux termes de la présente convention.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. La Directrice avise le Gestionnaire des Fonds et l'Institution académique par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, l'Institution doit soumettre à la Directrice tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et le Gestionnaire des fonds doit émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis de la Directrice en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis de la Directrice. Le Gestionnaire des fonds et l'Institution académique n'ont aucun recours contre la Ville

pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Gestionnaire des fonds et l'Institution académique aux termes des articles 6.3, 6.4 et 6.6, survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

13. 8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise, a le même effet qu'un original.

Élection de domicile du Gestionnaire des fonds

Le Gestionnaire des fonds fait élection de domicile au 101-405 av. Ogilvy Montréal, province de Québec, H3N1M3 et tout avis doit être adressé à l'attention de Anais Détolle et de Andrew Weston. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Gestionnaire des fonds fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de l'Institution académique

L'Institution académique fait élection de domicile au 2900 BOUL. Édouard Monpetit, Montréal, Québec, H3T1J4 et tout avis doit être adressé à l'attention de Frédéric Bouchard, doyen de la faculté des arts et des sciences. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Institution académique fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, à Montréal, province de Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

13.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise, a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Christine Ladouceur-Girard, Directrice –
Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal

Le e jour de 2022

MITACS INC.

Par : _____
Andrew Weston - Contrôleur Mitacs Inc.

Le e jour de 2022

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Par : _____
Frédéric Bouchard, Doyen de la faculté des arts et
des sciences de l'Université à Montréal

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CM22 …….).

DIRECTIVES

INSTRUCTIONS

- Veuillez vous assurer d'utiliser la dernière version de ce formulaire qui se trouve au **https://www.mitacs.ca/fr/programmes/acceleration/demande.** **https://www.mitacs.ca/fr/programmes/acceleration/demande.** Ce lien donne aussi accès à un Guideguide Accélération qui fournitincluant des renseignements détaillés sur la façon de rédiger votre demande.
- Veuillez **ne pas modifier ou enlever** de texte ou d'instructions dans chaque section/sous-section **niou reformater** ce formulaire de quelque façon que ce soit. Un formulaire modifié occasionnera un retard dans le processus d'évaluation du stagede la demande.
- Envoyez l'ébauche de votre demande à votre représentante ou représentant du développement des affaires de Mitacs **avant** d'obtenir toutes les signatures et de la déposer.
- La propositiondemande doit être rédigée et déposée **au moins huit (8) semaines avant la date prévue dude début du stage. Pour les projets à l'étranger, le délai est d'au moins 16 semaines.**
- La date de début du stage doit avoir lieu **après** l'approbation de la recherchedemande et la **réception** des fonds du partenaire par Mitacs.
- Les fonds du partenaire peuvent être envoyés directement à Mitacs en dollars canadiens avant l'approbation pour accélérer le processus.
- S'il y a lieuSi applicable, les personnes dont les demandes ontdemandeurs ayant pour organisation partenaire un organisme sans but lucratif (OSBL), un hôpital ou une municipalité doivent d'abord s'assurer de l'admissibilité du partenaire et du projet avant de poursuivreprocéder. Veuillez communiquer avec une contacter un représentante ou un représentant du développement des affaires de Mitacs pour discuter de l'admissibilité d'un OSBL **AVANT** de déposer votre formulaire de demande (voir la section 2.7).
- S'il y a lieuSi applicable, la déclaration relative aux conflits d'intérêts du ou de la stagiaire doit être reçue par Mitacs avant que vous soumettiez votre demande (voir la section 4.3.2.).
- S'il y a lieu, vous devez joindre à votre demande la documentation relative aux conflitssur le conflit d'intérêts de la professeure superviseure ou du professeur superviseur doit être déposée avec votre demande (voir la section 4.1.1). Pour d'autresplus de renseignements, consultez « la Politique en matière de conflits d'intérêts de Mitacs » : https://www.mitacs.ca/fr/politique-en-matiere-de-conflits-dinterets. S'il y a lieu, la Déclaration relative aux conflits d'intérêts du stagiaire doit être reçue par Mitacs avant que vous déposiez votre demande (voir la section 4.3.2.).
- Si vous ne pouvez pas voir les éléments dans les listes déroulantesmenus déroulants, veuillez consulter l'annexe C : *Choix des listes déroulantes* et inscrivez la réponse correspondante dans l'espace fourni.

Veuillez noter : Au besoin, votre représentante ou représentant **du développement des affaires de Mitacs** pourra vous aider à :

- identifier votre représentante ou représentant du bureau des services de recherche ou son équivalent;
- évaluer l'admissibilité et l'intégralité de la recherche proposée.

LISTE DE VÉRIFICATION

Un dossier de demande complet doit comprendre les documents suivants :

- Le formulaire de demande **rempli et signé** par toutes les parties en format Word;
  - L'*Accord Mitacs Accélération* (section 7) signé doit être numérisé et présenté en format PDF;
  - L'Annexe A – *Formulaire de consentement du stagiaire Accélération* signé;
- curriculum vitæ du ou des stagiaires (tous les formats sont permis). Un modèle de CV est fourni sur le site Web de Mitacs)

- Curriculum vitæ du professeur superviseur principal **seulement** pour les projets de **6 unités de stage et plus** (CVC selon le format des trois Conseils ou autre format de CV)
- Budget et calendrier de facturation Accélération (feuille de calcul Excel)
- Tout document supplémentaire (au besoin)

Si votre demande comporte un volet Accélération International, veuillez noter :

- Vous devez remplir l'annexe B - *Accélération International* en plus de remplir la demande
- Le Formulaire pré-départ international et le Code de déontologie peuvent être envoyés après le dépôt de la demande. Toutefois, Mitacs sera dans l'impossibilité de verser les fonds et le stage ne pourra commencer tant que ces documents n'auront pas été reçus.
- Entente d'indemnisation (le cas échéant) *). Veuillez contacter votre représentante ou représentant du développement des affaires pour savoir si ce document est exigé.
- Consultez le site Web d'Accélération International pour déterminer si le pays où vous prévoyez travailler exige des documents supplémentaires.

*** Un dossier de demande incomplet ou modifié occasionnera un retard dans le processus d'évaluation de la demande.**

Demande Mitacs Accélération

1. Résumé de la demande de recherche

1.1.	**Titre du projet :**	Espace Intervenants: évaluation de groupes de co-développement visant à enrichir les compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants en milieu communautaire	
1.2.	**Type de projet :** Veuillez cocher (x) Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent	(_) Accélération (X) Bourse Accélération (_) Accélération Entrepreneur (_) Accélération International (Veuillez aussi remplir l'annexe B)	
1.3.	**Nombre de stage :**		
1.4.	**Mots-clés pour trouver les examinateurs :** (5 à 10 mots-clés précis : 50 % liés au domaine technique et 50 % liés à la discipline)	Immigration; Parentalité; Intervention sociale et communautaire; co-développement; évaluation	
1.5.	**Discipline :**	Sciences sociales, arts et sciences humainesSélectionner une discipline	**Travail social / Psychoéducation**
1.6.	**Secteurs prioritaires du projet :**	Innovation socialeAutre	2e secteur prioritaireServices, politiques et gouvernance publics Autre3e secteur de priorité

1.7. Liste des participants :

Professeur superviseur	**Département**	**Établissement d'enseignement**	**Ville et pays de l'établissement d'enseignement**
Sarah Dufour	École de psychoéducation	Université de Montréal	Montréal, Canada
Chantal Lavergne	École de travail social/Institut Universitaire Jeunes en difficulté	Université de Montréal/ CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de Montréal	Montréal, Canada
Organisme(s) partenaire(s)	**Personne-ressource de l'organisme partenaire**	**Ville et pays de l'organisme**	**Statut juridique du partenaire**
Ville de Montréal (BINAM)	Mona Boukhary	Montréal, Canada	Société canadienne sans but lucratif
			Sélectionner le statut juridique

1.8. Plan de travail proposé par unité de stage (US) :

Veuillez résumer le plan de travail du projet en démontrant quel stagiaire travaillera quand. Chaque US correspond à un stage de 4 à 6 mois. Ce tableau fournit une vue d'ensemble du projet de recherche proposé et de l'information sur le ou les stagiaires pour les examinateurs. Veuillez consulter le **Guide Accélération : rédiger votre demande** pour vous aider.

Années			Année 1			Année 2			Année 3			Année 4			Année 5		
Mois			1-4	5-8	9-12	1-4	5-8	9-12	1-4	5-8	9-12	1-4	5-8	9-12	1-4	5-8	9-12
Nom du stagiaire	**Programme cycle**	**US**															
Myriam Richard	Doctorat 3e cycle																
Nombre total de stage(s)																	
Financement total du projet		**$**															

2. Description de la recherche proposée

2.1. Titre du projet : Espace Intervenants: évaluation de groupes de co-développement visant à enrichir les compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants en milieu communautaire

2.2. Résumé de la recherche (environ 200 mots) :

Veuillez préciser : Le défi de recherche qui sera traité et son importance, ses objectifs et la méthodologie proposée. Cette section sera utilisée pour recruter des examinateurs; elle diffère de la section 7.2. (Aperçu du projet pour le public) et doit clairement résumer la recherche proposée.

Le projet Espace Intervenants s'inscrit dans une innovation éprouvée, soit l'Initiative Espace Parents (IEP), qui a été co-construite par des chercheuses et acteurs du milieu qui constataient le besoin à soutenir les personnes immigrantes dans l'exercice de leur rôle parental (Richard et al., 2018). Fort du partenariat et de l'expertise développée dans le cadre de l'IEP, le projet Espace Intervenants concerne la responsabilité de la société d'accueil d'adapter les services pour répondre aux besoins des familles immigrantes. Il répondra pour ce faire aux besoins des intervenants d'être davantage outillés pour leur intervention auprès des parents immigrants.

Il se déploie en deux volets dont l'étudiante-stagiaire sera responsable : 1) Mise en place et animation d'un groupe de co-développement pour intervenants communautaires oeuvrant auprès des familles immigrantes sur chacun des 6 territoires d'inclusion prioritaires (TIP) déterminés par le BINAM de la Ville de Montréal; 2) Évaluation du processus et des retombées de la participation sur les compétences des intervenants et sur les parents immigrants partenaires impliqués dans les groupes de co-développement.

La présente demande de financement concerne plus spécifiquement le deuxième volet de recherche visant à évaluer le projet. Ce dernier s'inscrit dans une méthodologie d'évaluation pragmatique et participative au sein de laquelle l'étudiante-stagiaire occupe un rôle de premier plan en tant qu'animatrice-promotrice des groupes de co-développement et en tant que responsable de l'évaluation. Cette posture d'évaluation réflexive combinée à la collaboration avec un comité d'évaluation sollicité à des moments-clés de l'évaluation constitue une approche novatrice qui permettra de documenter le processus et les retombées du projet en croisant les multiples regards des acteurs et actrices impliqué.e.s dans les groupes de co-développement.

En bref, l'évaluation du projet Espace Intervenants permettra de faire avancer les connaissances en matière de bonnes pratiques d'intervention auprès des familles immigrantes. Documenter et évaluer le processus et les retombées des groupes de co-développement servira ultimement à mieux outiller les intervenants communautaires dans le rôle essentiel d'accueil et d'accompagnement des familles immigrantes au Québec. Le projet posera ainsi un jalon supplémentaire au processus d'adaptation mutuelle de la part de la société d'accueil ainsi que des personnes immigrantes aux réalités familiale en contexte migratoire.

2.3. Renseignements généraux et revue de travaux antérieurs pertinents au projet (minimum 500 mots) :

Montréal est une ville inclusive, accueillant un grand nombre d'immigrants chaque année; en effet, plus de 72 % des personnes admises projettent de s'y installer (Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, 2020). En 2016, les familles immigrantes constituaient la moitié des familles avec enfant mineur, à Montréal (Ministère de la Famille, 2020). Cette diversité au sein de la population invite à s'interroger sur les services offerts à ces familles et sur la façon de répondre à leurs besoins. Sur le terrain, les intervenants membres du réseau de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) mentionnent depuis longtemps déjà le besoin d'être outillés pour mieux soutenir les familles nouvellement arrivées le plus tôt possible, avant que des difficultés familiales profondes et persistantes se développent. Des recherches récentes menées conjointement par l'Université de Montréal et l'Institut universitaire Jeunes en difficulté du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal confirment les défis de la parentalité en contexte migratoire et démontrent la surreprésentation de certains groupes d'enfants issus de la diversité ethnoculturelle dans le système de protection de la jeunesse (Dufour, Lavergne et Ramos, 2015; Lavergne et Dufour, 2020). Il est établi que le projet migratoire des familles immigrantes est souvent centré sur l'intérêt de l'enfant, puissant vecteur d'intégration à la nouvelle société (Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008). Ces familles doivent cependant évoluer dans un contexte d'adversité qui peut engendrer un stress considérable et se répercuter négativement sur les relations familiales. Le BINAM a quant à lui identifié le soutien aux parents immigrants comme une priorité d'action à la suite d'une analyse de besoins dans les arrondissements visés par son action, où résident la majorité des nouveaux arrivants.

Les recherches soulèvent également la nécessité d'une adaptation mutuelle de la part des parents et des intervenants, ainsi que le développement d'interactions positives entre eux (Charrette, 2016; Lavergne, Dufour et Couture, 2014). Les intervenants doivent adopter des pratiques d'intervention favorisant et valorisant les forces et la résilience des familles immigrantes, celles-ci étant souvent ignorées en intervention puisque les intervenants insistent sur les problèmes à résoudre plutôt que sur les compétences et le potentiel des parents (Dettlaff et Earner, 2012; Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008). De plus, il est important de contextualiser les difficultés, celles-ci étant notamment attribuables à des difficultés d'intégration sur le marché de l'emploi et non pas à des différences culturelles ou les pratiques parentales (Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008). Cela rappelle l'importance de s'intéresser aux connaissances des intervenants sur le sujet, ainsi qu'à leurs biais et préjugés, ceux-ci pouvant mener à une discrimination envers les parents, dont les savoirs peuvent être jugés peu adaptés à la société d'accueil (Lavoie-Taylor et al., 2021; Vatz-Laaroussi et Messe Bessong, 2008).

Par ailleurs, des travaux menés par la Direction régionale de santé publique soulignent la nécessité de renforcer le réseautage entre les différents organismes qui travaillent auprès des familles immigrantes et de développer une compréhension commune des enjeux. Les familles d'immigration récente seraient particulièrement moins bien rejointes par le réseau de la santé et des services sociaux et les interventions actuelles peu adaptées à leurs besoins, ce qui contribue à une certaine iniquité dans l'accès aux services. Leurs partenaires de ce réseau ainsi que du réseau communautaire ont soulevé l'importance de répondre aux besoins de ces familles. Ils ont offert leur collaboration dans les efforts et le développement d'initiatives visant à mieux soutenir les familles immigrantes. Également, dans une étude de l'Institut national de Santé publique du Québec (INSPQ) sur le sujet, les intervenants sondés font état du manque de formations spécifiques en interculturel. De telles formations, réparties sur plusieurs séances et axées sur les retours réflexifs sur la pratique, donnent pourtant des effets positifs à plus long terme sur l'intervention subséquente (INSPQ, 2015).

Le projet Espace Intervenants s'inscrit finalement dans une innovation éprouvée, soit l'Initiative Espace Parents (IEP), qui a été co-construite par des chercheuses et acteurs du milieu qui constataient le besoin à soutenir les personnes immigrantes dans l'exercice de leur rôle parental (Richard et al., 2018). Fort du partenariat et de l'expertise développée dans le cadre de l'IEP - à laquelle l'étudiante-stagiaire et les deux superviseures ont collaboré lors de la phase d'élaboration - le projet Espace Intervenants concerne la responsabilité de la société d'accueil d'adapter les services pour répondre aux besoins des familles immigrantes. Il répondra pour ce faire aux besoins des intervenants d'être davantage outillés pour leur intervention auprès des parents immigrants. Une telle initiative est également cohérente avec les recommandations de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (2021) de renforcer les communautés pour soutenir les enfants et familles en difficulté, notamment en donnant des moyens aux organismes communautaires à cet effet.

Concrètement, le projet Espace Intervenants repose sur la création et l'animation de six groupes de co-développement pour les intervenants communautaires qui sont appelés à intervenir auprès de parents immigrants au sein des territoires d'inclusion prioritaires (TIP) déterminés par la Ville de Montréal/BINAM. Notons que plus de 62% des nouveaux arrivants à Montréal résident au sein des TIP, faisant d'eux des lieux

stratégiques pour le soutien des intervenants qui sont amenés à travailler avec les familles immigrantes. Les groupes seront formés d'un maximum de 20 intervenants et mobiliseront ponctuellement des parents immigrants partenaires, invités à venir partager leurs expériences avec les intervenants.

Les groupes de co-développement qui seront mis en place s'inspirent des communautés de pratique et des séminaires interinstitutionnels transculturels ayant lieu dans le réseau des services de santé et des services sociaux et s'intéressant à l'intervention auprès de familles immigrantes (De Plaen et al., 2005). Diverses études font état des retombées positives de la participation à de tels groupes pour la pratique des intervenants et pour leur développement professionnel, notamment sur leur capacité de se décentrer et de penser la complexité des situations vécues. Une satisfaction est également relevée quant au soutien reçu et l'acquisition de connaissances (Daxhelet et al., 2018; De Plaen et al., 2005; Rousseau et al., 2005, 2018). Basés sur l'interaction entre les personnes présentes dont les expertises sont partagées ou complémentaires, les groupes de co-développement visent l'acquisition et le perfectionnement de compétences fondamentales en intervention à travers un processus basé sur l'intelligence collective du groupe : les personnes participantes sont amenées à penser, ressentir, agir et s'entraider avec le soutien d'une animatrice qui est responsable du maintien du cadre de la discussion (Champagne, 2021). Autour de situations d'intervention complexes tirées de leurs pratiques, les intervenants seront ainsi amenés à échanger et à s'entraider pour dénouer les impasses et faire émerger des pratiques prometteuses et des pistes d'action en intervention.

Le co-développement tel que déployé dans le cadre du projet Espace Intervenants est orienté vers la recherche de solutions, le changement, le mouvement et l'action (Alla et Kivits, 2015; Champagne, 2020). L'approche pédagogique qui le sous-tend place l'expérience des personnes participantes et les efforts de résolution de problèmes comme source d'apprentissage (Champagne, 2020). Elle s'appuie sur les principes de base selon lesquels « la pratique a des savoirs que la science ne produit pas », et qu'« échanger avec d'autres sur ses expériences permet des apprentissages impossibles autrement » (Payette et Champagne, 1997 cités par Champagne, 2020, p. 5).

Le projet Espace Intervenant comporte deux volets, desquels l'étudiante-stagiaire sera responsable: 1) Mise en place et animation d'un groupe de co-développement pour intervenants communautaires oeuvrant auprès des familles immigrantes sur chacun des 6 territoires d'inclusion prioritaires (TIP) (2 cohortes composées de 3 groupes – 1 groupe par TIP); 2) Projet de recherche visant à évaluer le processus et les retombées de la participation sur les compétences des intervenants et sur les parents immigrants partenaires impliqués dans les groupes de co-développement.

Le présent projet de recherche porte plus spécifiquement sur le deuxième volet de recherche évaluative. À l'instar de l'approche théorique qui sous-tend les groupes de co-développement ancrée dans « la science des solutions » (et pas uniquement celle des problèmes) (Alla et Kivits, 2015; Champagne, 2020), la démarche d'évaluation impliquera une importante réflexivité de la part de l'étudiante-stagiaire. Afin d'assurer un maximum d'objectivité et l'inclusion de perspectives multiples, elle sera soutenue par un comité d'évaluation formé de représentant.e.s des parties prenantes du projet à des moment-clés de l'évaluation (validation des outils de collecte de données, interprétation des résulats, transfert de connaissance). Seront ainsi impliqués dans ce comité : un parent immigrant, un.e intervenant.e oeuvrant auprès des familles immigrantes, les deux chercheuses superviseures du projet, la représentante de l'organisation partenaire (Ville de Montréal/BINAM) et l'étudiante-stagiaire. Ce positionnement réflexif de l'étudiante-stagiaire combiné à un soutien de la part d'un comité de suivi permettra de documenter de manière novatrice les processus et les retombées des groupes de co-développement.

2.4. Objectif général du projet de recherche divisé en sous-objectifs, activités, thèmes ou sous-projets, selon le cas :

Le projet vise l'évaluation des processus et des retombées du projet Espace Intervenants auprès des intervenants et des parents partenaires afin de bonifier les connaissances sur des pistes d'action afin d'améliorer la pratique des intervenants et les services aux familles immigrantes dans le milieu communautaire.

Les objectifs de l'évaluation consistent à :

1. Dresser le portrait des participants aux groupes de co-développement (caractéristiques sociodémographiques et professionnelles, attentes, etc.)
2. Identifier des pratiques prometteuses et des pistes d'action inclusives dans l'intervention auprès des parents immigrants;
3. Décrire les apprentissages et autres changements chez les intervenants suite à leur participation au projet;
4. Dégager les éléments-clés du projet qui ont contribué ou entravé de tels changements;

2.5. Détails des stages ou sous-projets :

Pour chaque stagiaire ou sous-projet, veuillez fournir les renseignements obligatoires suivants :

a. **Nom de la stagiaire 1 : Myriam Richard**

b. **Objectifs précis du stage ou du sous-projet**. Énoncer clairement vos objectifs ou sous-objectifs pour que les examinateurs puissent évaluer s'ils sont atteignables.

Voir objectifs énoncés au point 2.4.

c. **Méthodologie**. Fournir assez de détails pour que les examinateurs puissent déterminer si la méthodologie proposée est appropriée et suffisante pour atteindre les objectifs ou sous-objectifs.

Approche d'évaluation :

La démarche d'évaluation au cœur de ce projet sera principalement de nature qualitative, dans la mesure où les méthodes qualitatives sont reconnues comme utiles pour l'étude des processus qui sous-tendent les interventions complexes (Archambault, 2014; Bowling & Ebrahim, 2005; Maxwell, 2004 cités par Archambault, 2014). Elles permettent entre autres d'aller en profondeur dans la contextualisation des phénomènes à l'étude tout en favorisant l'émergence de résultats non anticipés. En cela, elles sont en cohérence directe avec l'approche théorique qui sous-tend les groupes de co-développement qui mise sur l'intelligence du groupe et sur les savoirs d'action et d'expérience (Alla et Kivits, 2015, Champagne 2020).

L'approche retenue s'inspire des courants d'évaluation pragmatistes et collaboratifs. Dans ses dimensions pragmatistes, le projet part de la prémisse selon laquelle il existe à la fois des dimensions singulières ou « objectives » ainsi que des réalités multiples et subjectives, qui sont potentiellement expérimentées de manières singulières par les personnes concernées (Archambault, 2014; Creswell et Plano Clark, 2007). Dans ses dimensions collaboratives, la démarche engage les différentes parties prenantes du projet à travers la diversité des méthodes de collecte de données auprès des participants aux groupes de co-développement (total estimé de 122 personnes) ainsi qu'un comité de suivi de l'évaluation impliquant l'ensemble des parties prenantes du projet afin d'assurer la pertinence et le réalisme du processus ainsi que la validité écologique des résultats produits (Archambault, 2014; Jacob et Ouvrard, 2009; Patton, 2008; Ridde et Dagenais, 2009).

L'approche d'évaluation proposée souhaite toutefois innover en plaçant au cœur de la démarche la posture réflexive d'observation participante de l'étudiante-stagiaire, qui sera à la fois animatrice des groupes de co-développement et évaluatrice de des processus et des retombées. Par sa posture stratégique de proximité avec l'ensemble des parties prenantes impliquées, l'étudiante pourra ainsi d'aller en profondeur dans la contextualisation et l'interprétation des résultats, en cohérence directe avec les approches qualitatives pragmatistes et collaboratives qui sous-tendent l'approche d'évaluation choisie.

Afin de réduire les biais potentiels et de s'assurer de tenir compte des réalités multiples et subjectives des différents acteurs impliqués, la triangulation de multiples sources de données sera au cœur de la démarche, et permettra de recueillir le point de vue de l'ensemble des acteurs impliqués dans les groupes de co-développement (voir section collecte de données). De plus, l'étudiante-stagiaire sera soutenue par un Comité de suivi de l'évaluation formé des parties prenantes du projet : un parent immigrant, un.e intervenant.e, la représentante de la Ville de Montréal / BINAM (Mona Boukhary), les deux chercheuses superviseures (Sarah Dufour, Chantal Lavergne) et l'étudiante-stagiaire. Les rencontres auront lieu à des moments-clés du projet tels que la validation de la première version des outils de collecte de données, l'interprétation des résultats des deux

cohortes et le transfert de connaissances. Les rencontres du comité de suivi de l'évaluation ne constituent pas une source de données proprement dite : elles servent à accompagner l'étudiante-stagiaire dans la création et le déploiement de la démarche d'évaluation. Elles permettent de croiser les regards sur la démarche, et ainsi aider l'étudiante-chercheure à prendre du recul, à voir les choses autrement. Elles la soutiendront afin de demeurer objective, et afin de dénouer certaines impasses qui pourraient venir à surgir.

Échantillon :

Un total d'environ 120 personnes participant aux groupes de co-développement seront sollicitées pour participer à l'évaluation :

- 6 groupes x 20 intervenants participants (120 personnes)
- Étudiante-stagiaire animatrice-évaluatrice (1 personne)

Recrutement :

Dès les premières phases de recrutement menées par l'étudiante-stagiaire en collaboration avec le partenaire terrain (Ville de Montréal/BINAM), les intervenants participants potentiels seront informés du démarrage des groupes de co-développement dans chacun des TIP. La démarche d'évaluation sera présentée systématiquement lors de la première séance de co-développement de chaque groupe. Le consentement éclairé des personnes participantes sera recueilli aux différentes étapes de collecte des données, et leur participation sera encouragée, mais ne conditionnera pas leur participation aux groupes de co-développpement.

Collecte de données :

Une diversité d'outils de collecte et sources de données seront mobilisés afin de traduire la diversité des expériences subjectives impliquées dans les processus à l'étude, en visant une approche de « triangulation-convergence » visant à faire converger différents types d'informations dans le but d'enrichir la compréhension d'un phénomène (Archambault, 2014). Cette variété s'avère cruciale dans le cas de la démarche d'évaluation pragmatiste et collaborative au cœur de ce projet, dans laquelle la réflexivité de l'étudiante-stagiaire occupe néanmoins une place centrale.

La collecte de données comporte cinq sources de données :

1. Entrées de **journal de bord** régulières de la stagiaire : après chaque rencontre de groupe de co-développement, elle remplira une grille d'observation portant sur des dimensions systématiquement observées dans les 6 groupes, et notera ses autres impressions personnelles sur le déroulement des séances (animation, participation, aspects ayant facilité ou complexifié les échanges, etc.). Elle notera aussi ses réflexions en continu aux diverses étapes du projet ainsi qu'après les rencontres de suivi du comité d'évaluation. Les dimensions évaluées seront élaborées en collaboration avec le comité de suivi de l'évaluation.
2. **132 questionnaires sociodémographiques** individuels à remplir par l'ensemble des intervenants (120) et des parents immigrants (12) après leur première séance de groupes de co-développement : ces questionnaires de questions descriptives fermées à très court développement serviront à documenter 1) les caractéristiques professionnelles et sociodémographiques des participants aux groupes de co-développement (genre, formation, milieu de travail, nombre d'années d'expériences avec les parents immigrants, niveau d'expérience avec initiatives similaires au co-développement) ; 2) leurs attentes, besoins et objectifs en lien avec leur participation aux groupes de co-développement. Les questionnaires seront hébergés sur la plateforme sécurisée LimeSurvey de l'Université de Montréal.
3. **120 questionnaires individuels pour l'évaluation d'une communauté de pratique** (ÉvalCdP) à remplir par les intervenants à la fin des séances de co-développement : ce questionnaire sera créé en s'inspirant du « Questionnaire pour l'évaluation d'une communauté de pratique (ÉvalCdP) – V2 » développé par Hamzeh et al. (2019), qui s'appuie sur des standards internationaux en éducation et en psychologie quant au développement de questionnaires, et qui a été créé spécifiquement pour les coordonateur.rice.s, les facilitateur.rice.s et les membres de communautés de pratique. Il permet d'évaluer des dimensions des CdeP regroupées en deux groupes principaux de questions à choix multiples et de questions ouvertes : des

items génériques (pertinents pour les CdeP dans presque tous les contextes) et des items spécifiques (pertinents seulement pour certaines CdP ou dans certains contextes particuliers de CdeP tels que les cadres cliniques. Le questionnaire sera adapté au contexte propre aux groupes de co-développement que nous allons mettre en place, afin de respecter les spécificités de la démarche et de les inclure dans l'évaluation (Hamzeh et al., 2018). Les questionnaires seront hébergés sur la plateforme sécurisée LimeSurvey de l'Université de Montréal.

4. **6 groupes de discussion** de 10 intervenants à la fois (1 groupe par TIP) : les entretiens de groupes permettront de documenter les éléments contextuels propres au déroulement de chacun des groupes et des territoires. Ils permettront de comprendre l'expérience des participants plus en profondeur dans un climat d'ouverture propice à l'émergence d'éléments inédits/innattendus.

Le tableau suivant présente la stratégie de collecte de données en fonction des dimensions évaluées – qui correspondent aux objectifs de l'évaluation précédemment cités (voir 2.4).

Dimensions évaluées	**Outils et modalités de collecte de données**	**Participant.e.s impliqué.e.s (sources d'information)**	**Moment de la cueillette**
1. Portrait des participants aux groupes de co-développement (caractéristiques sociodémographiques et professionnelles, attentes, etc.)	Questionnaire socio-démographique (en ligne)	Intervenants Parents	Intervenants : Après la première rencontre de groupe Parents : Après la séance où ils participeront
2. Pratiques prometteuses et pistes d'action inclusives dans l'intervention auprès des parents	Journal de bord (écrit, individuel)	Étudiante-stagiaire	En continu (après chaque rencontre)
	Questionnaire pour l'évaluation d'une communauté de pratique (ÉvalCdP) (en ligne, individuel)	Intervenants	Après la dernière rencontre de groupe
	Groupes de discussion (en personnes ou en virtuel)	Intervenants	Après la dernière rencontre de groupe (max 2 mois après)
3. Apprentissages et changements des intervenant.e.s	Journal de bord (écrit, individuel)	Étudiante-stagiaire	En continu (après chaque rencontre)
	Questionnaire socio-démographique (en ligne)	Intervenant.e.s Parents immigrants	Intervenants : Après la première rencontre de groupe Parents : Après la séance où ils participeront
	Questionnaire pour l'évaluation d'une communauté de pratique (ÉvalCdP) (en ligne,	Intervenant.e.s	Après la dernière rencontre de groupe

	individuel)		
	Groupes de discussion (en personne ou en virtuel)	Intervenant.e.s	Après la dernière rencontre de groupe (max 2 mois après)
4. Éléments-clés du projet ayant facilité ou entravé ces changements	Journal de bord (écrit, individuel)	Étudiante-stagiaire	En continu (après chaque rencontre)
	Questionnaire pour l'évaluation d'une communauté de pratique (ÉvalCdP) (en ligne, individuel)	Intervenant.e.s	Après la dernière rencontre de groupe
	Groupes de discussion (en personne ou en virtuel)	Intervenant.e.s	

Analyse des données :

Les analyses comprendront deux grandes étapes : une étape descriptive (matériel qualitatif et matériel quantitatif), puis une étape d'intégration.

Étape descriptive Les données qualitatives audio (groupes de discussion, entrevues individuelles) seront d'abord retranscrites intégralement et dénominalisées. L'ensemble du matériel qualitatif issu des diverses sources sera traité au moyen du logiciel Nvivo. Ce matériel sera soumis à une analyse thématique (Paillé et Mucchielli, 2012). Une première série de thèmes pour la grille de codage sera déterminée à partir des 4 objectifs de la recherche évaluative, qui serviront de base à une lecture principalement inductive et descriptive (Miles & Huberman, 1994) du matériel afin de faire émerger d'autres thèmes à partir des données (codage mixte : catégories prédéterminées et catégories émergentes). Les transcriptions des groupes de discussion et des entrevues individuelles, les entrées de journal de bord ainsi que les réponses ouvertes au questionnaires sociodémographique ÉvalCdP seront elles analysées de cette façon. Les données quantitatives issues des questions fermées des questionnaires sociodémographique et ÉvalCdP seront analysées statistiquement de manière descriptive (moyennes, écarts-type, étendue, etc.).

Étape d'intégration Lors de la deuxième étape d'analyse, les convergences et divergences entre les sources de données seront examinées. D'autres statégies seront mise en œuvre pour trianguler les informations (p. ex. : dégager un modèle de changement). Les constats communs à tous les types de répondants, mais aussi leurs différences de points de vue sur les questions à l'étude, permettront de dégager un portrait riche et nuancé de la mise en œuvre et des retombées du projet Espace Intervenants.

d. **Calendrier**. Nous suggérons d'utiliser un diagramme de Gantt pour fournir un calendrier indiquant quelle tâche sera réalisée quand pour atteindre chaque objectif.

Voir document « Gantt_Calendrier global Espace Intervenants ».

e. **Livrables attendus.** Chaque projet nécessite le dépôt d'un Rapport de fin de projet Mitacs et d'un Sondage de fin de projet Mitacs. Veuillez décrire les autres livrables attendus pour le projet c.-à-d. les résultats attendus, documents (thèse du stagiaire, publication révisée, journal révisé par des pairs, présentation dans une conférence).

En plus du rapport et du sondage de fin de projet Mitacs, la stagiaire et les chercheuses impliquées prépareront différents outils de transfert des connaissances qui pourront être diffusés dans les réseaux de l'organisme partenaire (BINAM), du comité directeur d'Espace Parents et ceux des chercheuses impliquées. Ces outils prendront diverses formes : synthèse des résultats sous forme de rapport court et vulgarisé (3-4 pages), infographies sur les pratiques porteuses en intervention auprès des familles immigrantes ainsi que sur les bonnes pratiques en matière de co-développement (*one pagers*) diffusés sur le site de l'Initiative Espace Parents et à travers les réseaux précédemment mentionnés.

Public-cible des milieux de pratique et participants: Les résultats finaux de l'évaluation seront présentés au partenaire dans le cadre d'un événement / d'une rencontre (en présentiel ou virtuel – à déterminer) pour la clôture du projet réunissant des acteurs des 6 TIP. Une série de 3 épisodes de baladodiffusion sera également produite. Ces épisodes donneront la parole à certains acteurs et actrices impliquées dans Espace intervenants : stagiaire, chercheuses et représentante de l'organisme partenaire; intervenants ayant participé aux groupes de co-développement; parents immigrants partenaires. Ils feront partie de la documentation du projet et de la diffusion de ses retombées d'une manière accessible et vulgarisée. Ces épisodes seront accessibles via les plateformes de diffusion gratuites et partagées dans les réseaux précédemment évoqués.

Public-cible communauté scientifique: Les résultats de la recherche seront également présentés dans un colloque scientifique provincial et publiés dans un article scientifique revu par les pairs.

f. Avantages pour le stagiaire.

La réalisation de ce projet donnera à la stagiaire l'occasion unique d'interagir avec les conseillers en partenariat territorial du BINAM ainsi que des intervenants et des parents immigrants sur l'ensemble du territoire montréalais (6 territoires d'inclusion prioritaires). Elle augmentera ainsi ses connaissances sur les enjeux vécus par les familles immigrantes et des intervenants qui les accompagnent au quotidien (un enjeu au cœur de sa thèse de doctorat qui s'intéresse plus particulièrement aux expériences de séparation et de réunification de familles réfugiées établies au Québec et ailleurs dans le monde). Elle pourra mettre ces connaissances à profit dans ses propres recherches afin de bâtir et d'élargir son programme de recherche axé sur la diversité familiale en contexte migratoire et l'intervention psychosociale auprès des familles immigrantes et réfugiées.

La stagiaire bénéficiera également d'une occasion unique de développer ses compétences en recherche évaluative et ainsi de bonifier ses compétences en tant que future chercheuse qui souhaite inscrire ses travaux dans une perspective appliquée. Ces compétences pourront être utiles dans le cadre des mandats qu'elle pourrait être amenée à réaliser en recherche mais aussi en gestion de projet sur le terrain – l'évaluation étant une exigence de plus en plus fréquente des bailleurs de fonds nationaux et internationaux.

La stagiaire pourra finalement développer et consolider ses compétences en formation et en accompagnement d'intervenants sociaux et communautaires sur les questions d'immigration, de refuge et d'interculturel, un champ de pratique qu'elle développe depuis maintenant plus de 5 ans auprès du public d'intervenants sociaux et communautaires (notamment en tant que formatrice et chargée de projet à la TCRI au sein du projet *Vivons nos quartiers*, financement Centraide 2015-2020 et aussi en tant que consultante à son compte).

g. **Interaction.** Indiquer quel pourcentage de temps (%) le stagiaire sera présent dans les locaux de l'organisme partenaire et dans le ou les établissements d'enseignement. Le temps doit être réparti de façon égale (50 %) dans les locaux de l'organisme partenaire et dans le ou les établissements d'enseignement. Si ce n'est pas le cas, veuillez **justifier** la raison. REMARQUE : La présence minimale à chaque site est de 25 % avec un maximum de 75 %.

% de la présence dans les locaux de l'organisme partenaire : 50 % + % de la présence à l'établissement d'enseignement : 50% = 100 %

(1) Si le ratio est différent, veuillez fournir une **justification** dans la proposition. REMARQUE : la présence minimum à chaque site est de 25 % avec un maximum de 75 %.

h. Interaction avec les partenaires.

Fournissez

La Ville de Montréal facilitera le contact avec les arrondissements pour les locaux au sein des 6 TIP pour la réalisation des activités de co-développement lorsque ceux-ci se dérouleront en personne.

Le partenaire sera impliqué dès les premières phases du projet Espace Intervenants par le biais d'une expertise conseil sur les dynamiques propres à chaque territoire d'inclusion prioritaire (TIP) fournie par les conseillers en partenariat territorial de même que la conseillère responsable du projet.

Le partenaire sera aussi impliqué dans la démarche d'évaluation participative à titre de membre du comité de suivi de l'évaluation qui soutiendra l'étudiante-stagiaire dans la démarche.

i. Présence dans les locaux du partenaire.

(1) Fournir une description détaillée des activités qui seront réalisées dans les locaux de l'organisme partenaire et l'interaction attendue avec les employés de l'organisme partenaire ainsi que la supervision qu'ils fourniront.

Les groupes de co-développement en présentiel se dérouleront possiblement dans des locaux prêtés par les arrondissements de la Ville de Montréal au sein des 6 territoires d'inclusion prioritaires (TIP). Il est possible que certains d'entre eux se déroulent toutefois en virtuel (selon l'évolution de la situation sanitaire et des besoins/préférences des milieux) ou dans les locaux d'un organisme communautaire partenaire de la Ville/BINAM. Au besoin, nous louerons les locaux.

Le partenaire sera un allié essentiel pour l'atteinte de la totalité des objectifs de recherche : le recrutement pour les groupes de co-développement sera effectué en partenariat étroit avec les conseillers territoriaux de la Ville/BINAM, et ceux-ci faciliteront la recherche de locaux au sein des TIP. Le partenaire sera aussi inclus dans le comité de suivi de l'évaluation qui soutiendra l'étudiante dans la mise en place du dispositif d'évaluation. En amont de ce comité, la conseillère responsable du projet à la Ville/BINAM et ses collègues oeuvrant au sein des 6 TIP seront mis à contribution pour cibler les priorités et besoins spécifiques des 6 cohortes. Les besoins et priorités des intervenants seront évidemment validés et adaptés avec les groupes eux-mêmes, mais l'apport du partenaire en amont sera essentiel. Le dialogue avec les représentants du partenaire sera également maintenu pendant la réalisation des groupes de co-développement, au besoin.

(2) Indiquez les ressources que l'organisme partenaire fournira pour supporter le travail du stagiaire dans ses locaux. Inclure ici l'information sur (1) l'espace, (2) les ressources et (3) l'expertise qui seront disponibles pour le stagiaire.

Les ressources mises à disposition de la stagiaire dans ses locaux seront principalement de l'ordre des installations nécessaires à la tenue des rencontres de co-développement dans les bureaux de la Ville/arrondissements: salle avec tables de travail et chaises, ordinateur et projecteur (au besoin). En dehors de ces ressources « physiques/matérielles », l'expertise de la conseillère responsable du projet et de ses collègues oeuvrant directement dans les territoires visés par le projet seront de l'ordre de la connaissance des milieux à partager à la stagiaire : portrait des acteurs-clés et des populations immigrantes dans les territoires, dynamiques de collaboration et concertation particulières à tenir compte, etc.

2.6. Pertinence pour l'organisme partenaire et le Canada :

Décrire (1) le rôle proposé du partenaire dans le projet, (2) comment le partenaire bénéficiera de sa participation et (3) comment la communauté canadienne bénéficiera de cette recherche.

1. **Rôle proposé du partenaire dans le projet** : par sa fine connaissance des milieux dans lesquels le projet se déroulera, le partenaire détient un rôle d'expert-conseil au sein des 6 TIP qui accompagnera la mise en place des groupes de co-développement sur ces territoires. Le partenaire sera également partie prenante à toutes les étapes clés du projet en plus d'être membre du comité de suivi de l'évaluation. Il soutiendra la stagiaire au plan de la logistique en prêtant ses locaux et installations informatiques pour le déroulement des groupes.

2. **Comment le partenaire va bénéficier de la participation de la stagiaire au projet :** Tel que mentionné par le partenaire dans l'appel d'offres sur invitation lancé aux deux chercheuses superviseures et qui a mené à l'obtention de la subvention pour la réalisation des groupes de co-développement,

   > l'équipe territoriale du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) a également soulevé la présence de traitement inéquitable envers les familles immigrantes dans un diagnostic réalisé dans les 6 territoires d'inclusion prioritaires (TIP). Ces constats invitent à s'interroger plus spécifiquement sur les défis de la parentalité en contexte migratoire, sur les services offerts aux familles immigrantes et sur la façon dont les intervenants répondent à leurs besoins dans le respect de leurs différences. Un soutien plus spécifique des parents immigrants dans leur rôle parental a également été identifié comme une priorité d'action (p.1).

   Le projet permettra ainsi d'outiller (augmenter les compétences) les intervenants oeuvrant auprès des familles immigrantes au sein des TIP, de documenter les pratiques gagnantes, celles qui entravent le travail des intervenants et l'inclusion des familles immigrantes.

   Le partenaire bénéficiera pour ce faire de l'expertise de la stagiaire en formation et en animation de groupes de co-développement pour les intervenants sur les 6 TIP où il déploie de multiples activités et projets visant à faciliter l'inclusion des nouveaux arrivants. De plus, la démarche d'évaluation de l'implantation de ces groupes de co-développement permettra au partenaire de développer une connaissance plus fine des défis, réussites et bonnes pratiques des organisations et des intervenants au sein de ces territoires. Ultimement, nous pensons que les groupes animés et évalués par la stagiaire permettront au partenaire de mieux accompagner les populations immigrantes ainsi que les institutions qui les accompagnent au quotidien au sein de ces territoires.

3. **Comment la communauté canadienne bénéficiera de cette recherche :** L'apport de l'immigration est reconnu de longue date comme étant essentiel en matière de développement social et économique pour le Canada. Or, si l'on souhaite que les personnes qui s'installent au Canada puissent pleinement contribuer à la société canadienne (à la fois sur les plans sociaux, culturels et économiques), il importe de bien les soutenir en leur offrant des services adaptés, inclusifs et exempts de discrimination et d'exclusion. C'est précisément à cela que le projet Espace Intervenants s'efforcera de contribuer en mettant au service des communautés locales montréalaises une expertise de formation et d'animation d'espace d'échanges visant l'adaptation des pratiques, mais aussi la documentation des pratiques prometteuses à valoriser et à reproduire ailleurs au pays.

2.7. Orientation économique du projet (pour les propositions avec un OSBL) :

Décrire l'orientation économique ou de productivité du projet. REMARQUE : Si un des partenaires énumérés dans cette demande est un OSBL, veuillez contacter un l'équipe du développement des affaires de Mitacs pour discuter de son admissibilité avant de préparer votre demande.

Environ une personne sur cinq est issue de l'immigration de première génération au Canada, tandis que 18% de la population est née au Canada de parents immigrants (deuxième génération) (Statistique Canada, 2022). Dans les grandes métropoles économiques telles que Montréal et Toronto, les proportions de populations issues de l'immigration sont encore plus importantes, et peuvent aller jusqu'à 50% (ou plus) de la population lorsque l'on combine les personnes de première et deuxième générations. En période récente, le gouvernement canadien a annoncé une augmentation significative du nombre de personnes immigrantes admises au pays (plus de 430 000 personnes annuellement en 2022 et dans les années suivantes). Ainsi, l'accueil et l'inclusion des personnes immigrantes est un enjeu primordial pour le développement et la prospérité de la société canadienne dont l'importance ne pourra qu'aller en augmentant.

La famille est au cœur du système d'immigration canadien. Par exemple, au Québec, près de 67% des personnes immigrantes admises arrivent avec des enfants (Ministère de la Famille du Québec, 2014). L'immigration – peu importe le statut, les raisons du départ, etc. – fait vivre de nombreux défis aux familles

(Richard et al., 2018; Vatz Laaroussi et Messe Bessong, 2008). Ainsi, les changements de statut socioéconomique, les séparations des membres de la famille restés au pays, les difficultés d'intégration liés à l'emploi, à la langue ou au parcours scolaire sont autant d'enjeux importants à considérer et sur lesquels nous nous devons d'accompagner les familles qui font du Canada leur nouvelle demeure. Des familles immigrantes mieux bien soutenues leur permettront de participer pleinement à la société canadienne, sur les plans citoyens et économiques.

Au cœur de ce soutien, réside l'action des intervenants sociaux au sein des réseaux publics et communautaires. Des ressources financières considérables sont investies par les différents paliers gouvernementaux (fédéral, provincial et municipal) afin de financer les services aux personnes immigrantes, notamment aux familles. Le projet Espace Intervenants vient précisément soutenir les milieux de pratique, et plus précisément les intervenants communautaires montréalais, qui sont au cœur du système d'accueil des nouveaux arrivants (que ce soit en leur offrant directement des services ou en les accompagnant dans leur accès aux services publics). Les débouchés directs d'Espace Intervenants bénéficieront donc au milieu communautaire et institutionnel montréalais en offrant un espace d'échange pour les intervenants et les soutenir dans l'adapatation de leurs pratiques.

Ultimement on peut toutefois penser que des services locaux plus adaptés vont bénéficier aux personnes immigrantes et aux milieux de pratique afin que ceux-ci soient plus outillés afin de contribuer pleinement à la prospérité économique, sociale et culturelle du Canada.

2.8. Relation, le cas échéant, avec des projets Mitacs antérieurs ou d'autres projets Mitacs :

Si le projet actuel est relié à un projet en cours ou passé, veuillez fournir des détails sur ces liens (ex. aucun lien parce que le domaine de recherche est différent OU s'il y a un lien, fournir de l'information sur les objectifs atteints durant les projets précédents et comment la demande actuelle complète les autres demandes).

Aucun lien.

2.9. Références :

Alla, F. et J. Kivits. (2015). La recherche interventionnelle en santé publique : partenariat chercheurs-acteurs, interdisciplinarité et rôle social. *Santé publique*, vol. 27, no 3, p. 303-204.

Archambault, K. (2014). Évaluation d'un programme novateur de réadaptation par les arts de la scène pour des jeunes présentant un trouble psychiatrique stabilisé : le programme *Espace de Transition*. (Thèse de doctorat, Université de Montréal. https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/10531/Archambault_Kim_2014_these.pdf?sequence=6&isAllowed=y

Champagne, C. (2020). Le groupe de codéveloppement professionnel. In *Revue de l'analyse de pratiques professionnelles*, No 18, pp. 24 – 42. http://www.analysedepratique.org/?p=3721. In *Le Codéveloppeur,* Vol. 6 no 3, https://www.aqcp.org/wp-content/uploads/2.-claude-champagne-revue-app-15juin2020- 005.pdf

Champagne, C. (2021). *Le groupe de codéveloppement. La puissance de l'intelligence collective*. PUQ.

Charette, J. (2016). Stratégies parentales déployées pour soutenir l'expérience socioscolaire d'élèves récemment immigrés : un fort investissement « en marge » de l'école. *Alterstice*, 6(1), 121-132.

Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse. (2021). *Instaurer une société bienveillante pour nos enfants et nos jeunes. Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse*. Gouvernement du Québec.

Creswell, J.W., & Plano Clark, V.L. (2007). *Designing and conducting mixed methods research*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

Daxhelet, M.-L., Johnson-Lafleur, J., Papazian-Zohrabian, G. et Rousseau, C. (2018). Impuissance et contre-transfert culturel. Le rôle des discussions de cas interinstitutionnelles pour dénouer les impasses thérapeutiques. *L'Autre, 19*(1), 21-31.

De Plaen, S., Alain, N., Rousseau, C., Chiasson, M., Lynch, A., Elejalde, A., et Sassine, M. (2005). Mieux travailler en situations cliniques complexes : l'expérience des séminaires transculturels interinstitutionnels. *Santé mentale au Québec, 30*(2), 281-299. https://doi.org/10.7202/012149ar

Dettlaff, A. J. et Earner, I. (2012). Children of immigrants in the child welfare system: Characteristics, risk, and maltreatment. *Families in Society, 93*(4), 295-303. doi:10.1606/1044-3894.4240.

Dufour, S. et Lavergne, C et Ramos, Y. (2015). Relations spatiales entre les caractéristiques territoriales et les taux d'enfants de minorités visibles signalés à la protection de la jeunesse. *Revue canadienne de psychoéducation, 2*, 245-267.

Hamzeh, J, Kaur N, Bush P, Hudon C, Schuster T, Vedel I, Hong QN & Pluye P (2018). Questionnaire Origin and Development Appraisal (QODA) checklist. *McGill Family Medicine Studies Online,* 13:e06.

Hamzeh J, Johnson-Lafleur J, Ouellet C, Granikov V, Pluye P & Nadeau L (2019). The Community of Practice evaluation questionnaire (CoPeval): Origin and development. *McGill Family Medicine Studies Online*, 14:e01.

Institut national de Santé publique. (2015). *La formation interculturelle dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux : constats et pistes d'action.* Gouvernement du Québec.

Jacob, S. et L. Ouvrard. (2009). Comprendre et entreprendre une évaluation participative. Guide de synthèse. https://www.perfeval.pol.ulaval.ca/sites/perfeval.pol.ulaval.ca/files/2009__guide_eval.pdf

Lavergne, C. et Dufour, S. (2020). *Familles issues de la diversité culturelle au Québec et protection de la jeunesse. Constats et recommandation*. Montréal, mémoire présenté à la Commission Laurent sur la protection de la jeunesse au Québec.

Lavergne, C., Dufour, S. et Couture, D. (2014) Disproportion des enfants issus des groupes racialisés dans le système de protection de la jeunesse à Montréal : point de vue d'intervenants sociaux sur les causes et les pistes de solution. *Alterstice*, 4(1), 17-30.

Lavoie-Taylor, G., S. Dufour et C. Lavergne. (2021). Le signalement à la protection de la jeunesse et les populations noires : exploration des représentations sociales des intervenants. *Alterstices*, 10(1), 109-123.

Miles, M. B., & Huberman, A. M. (1994). *Qualitative data analysis, An expanded sourcebook* (2nd ed.). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Ministère de la Famille. (2020). Les familles immigrantes et mixtes au Québec : un portrait statistique à partir du Recensement de 2016. *Bulletin Quelle famille?, 7*(1), 17 pages.

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. (2020). Bulletin statistique sur l'immigration permanente au Québec – 2020. Gouvernement du Québec.

Patton, M. Q. (2008). *Utilization focused evaluation* (4th ed.). Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

Ridde, V., & Dagenais, C. (2009). *Approches et pratiques en évaluation de programme*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Rousseau, C., Alain, N., De Plaen, S., Chiasson-Lavoie, M., Elejalde, E., Lynch, A. et Moss, E. (2005). Repenser la formation continue dans le réseau de la santé et des services sociaux : l'expérience des séminaires interinstitutionnels en intervention transculturelle. *Nouvelles pratiques sociales, 17*(2), 109-125.

Rousseau, C., Johnson-Lafleur, J., Papazian-Zohrabian, G. et Measham, T. (2018). Interdisciplinary case discussion as a training modality to teach cultural formulation in child mental health.*Transcultural Psychiatry*. doi:10.1177/1363461518794033

Statistique Canada. (2022). Statistiques sur l'immigration et la diversité ethnoculturelle. https://www.statcan.gc.ca/fr/sujets-debut/immigration_et_diversite_ethnoculturelle

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. (2005). *Plateforme Cap sur l'intégration*. http://tcri.qc.ca/images/menus/qui-sommes-nous/Plateforme_Cap_sur_l-integration.pdf

Vatz-Laaroussi, M. et Messe Bessong, J.-M. (2008). Être parents en situation d'immigration : défis, enjeux et potentiels. Dans C. Parent, S. Drapeau, M. Brousseau et E. Pouliot, *Visages multiples de la parentalité* (pp.225-249). Québec, QC : Presses de l'université du Québec.

3. Déclarations

3.1 La recherche proposée sera-t-elle effectuée ailleurs que dans un laboratoire ou un lieu d'affaires standard? Oui _X_ Non ___

Si « oui », remplissez la section suivante pour indiquer, s'il y a lieu, les répercussions environnementales de la recherche.

a. Caractéristiques principales des lieux (p. ex. la description physique et les coordonnées).

La recherche aura lieu dans les locaux de la Ville de Montréal au sein des 6 territoires d'inclusion prioritaires. Il est également possible que certaines activités se déroulent en ligne (dans un lieu confidentiel au domicile de l'étudiante-stagiaire ou dans les locaux du laboratoire de l'équipe de recherche des chercheuses superviseures.

b. Activité(s) principale(s) : précisez les aspects ou éléments environnementaux touchés par chaque activité.

Les principaux aspects environnementaux ont trait au déplacement de l'étudiante-stagiaire dans les locaux de la Ville de Montréal en transport en commun ou transport actif (vélo/marche). Le reste des éléments environnementaux concerne la consommation d'énergie liée à l'utilisation d'Internet et du matériel informatique pour les groupes de co-développement et l'ensemble des activités de recherche.

c. Est-il nécessaire d'obtenir des autorisations, des permis ou des licences pour effectuer certaines des activités du stage?

Oui ___ Non _X_ Si « oui », veuillez préciser

Veuillez noter : Mitacs pourrait exiger une copie du rapport pour s'assurer de sa conformité.

3.2 La recherche proposée nécessite-t-elle la collaboration de sujets humains vivants dont les données, ou réponses à des interventions, des stimuli ou des questions du chercheur, sont pertinentes pour répondre à la question de recherche?
Oui ___ Non X

La recherche proposée nécessite-t-elle du matériel biologique humain, des embryons, des fœtus, des tissus fœtaux, du matériel reproductif humain ou des cellules souches humaines?**

Oui ___ Non X

** Il peut s'agir du matériel provenant de personnes vivantes ou décédées.

Si vous répondez « oui » à l'une des deux questions ci-dessus, la demande doit être approuvée par le comité d'éthique de la recherche de l'établissement d'enseignement participant et une approbation valide de ce comité est requise pour la durée du projet de recherche. Le financement du projet pourrait être refusé si l'approbation du comité d'éthique de la recherche n'est pas obtenue.

Veuillez noter : Mitacs pourrait exiger une copie du rapport pour s'assurer de sa conformité.

3.3 La recherche proposée nécessite-t-elle des sujets animaux? Oui ___ Non X

Si « oui », la demande doit être approuvée par le comité de protection des animaux de l'établissement d'enseignement participant et une approbation valide de ce comité est requise pour la durée du projet de recherche.

Veuillez noter : Mitacs pourrait exiger une copie du rapport pour s'assurer de sa conformité.

3.4 La recherche proposée comporte-t-elle des risques biologiques? Oui ___ Non _X_

Si « oui », une analyse ou un rapport devra être effectué conformément aux politiques de votre établissement d'enseignement et une approbation valide du comité d'évaluation des risques biologiques est requise pour la durée du projet de recherche.

Veuillez noter : Mitacs pourrait exiger une copie du rapport pour s'assurer de sa conformité.

3.5 Est-ce qu'un professeur superviseur a déclaré un conflit d'intérêts (CI)* dans cette demande?

Oui ___ Non _X_

Si « oui », veuillez joindre les documents appropriés indiqués à la section 4.1.1.

3.6 Est-ce qu'un stagiaire a déclaré un conflit d'intérêts (CI)* dans cette demande?
Oui ___ Non _X_

Si « oui », veuillez joindre la section 4.3.2.

**Si vous avez des questions sur l'exigence d'examen d'éthique en recherche/protection des animaux/risques biologiques ou les politiques de conflits d'intérêts à votre établissement, veuillez contacter le bureau de recherche de votre établissement correspondant.*

4. Participants

Si vous participez à Accélération International et que votre professeur superviseur et/ou organisme partenaire est à l'étranger, veuillez remplir l'annexe B.

4.1. Professeur superviseur principal au Canada :

Nom :	Sarah Dufour
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal
Département :	École de psychoeducation
Adresse (à l'établissement d'enseignement) :	Pavillon Marie-Victorin, Bur. C418 90 Av. Vincent-D'Indy, Outremont
Ville, province, code postal :	Montréal, Qc, H2V 2S9
Téléphone :	514 343-6111 #0762
Courriel permanent :	sarah.dufour@umontreal.ca
Autre courriel :	NSP
Coordonnées de l'adjoint ou de l'adjointe de l'administration ou du département (le cas échéant) :	NSP

4.1.1. Le professeur superviseur est-il** :

Avez-vous des relations ou êtes-vous dans une position de propriété, d'influence, d'emploi ou y a-t-il toute autre circonstance relativement à l'organisme partenaire ou à d'autres participantes et participants du programme qui pourrait contribuer à un conflit d'intérêts ou à l'apparence d'un conflit d'intérêts? Veuillez consulter la Politique sur les conflits d'intérêts de Mitacs ici.

☐ Oui
☒ Non

Avez-vous déclaré un conflit d'intérêts concernant cette demande Mitacs à votre établissement d'enseignement conformément aux politiques sur les conflits d'intérêts de votre établissement d'enseignement?

☐ Oui
☒ Non

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir une copie de votre déclaration de conflit d'intérêts approuvée par votre établissement d'enseignement ou le formulaire d'attestation de l'établissement d'enseignement pour les demandes Mitacs avec votre demande. Les documents doivent confirmer que votre établissement d'enseignement est au courant du conflit d'intérêts potentiel, décrire la nature du conflit et préciser toute mesure prise pour gérer le conflit.

Mitacs accepte généralement les mesures d'atténuation mises en place par votre établissement d'enseignement. Si les mesures d'atténuation de votre établissement d'enseignement comprennent la nomination d'une administratrice indépendante ou d'un administrateur indépendant, veuillez aussi remplir son profil pour l'administrateur indépendant..

Dans certains cas, Mitacs peut exiger des mesures d'atténuation supplémentaires à celles mises en place par votre établissement d'enseignement. Au besoin, Mitacs vous le fera savoir par l'entremise de la lettre de résultat de votre demande ou votre représentante ou représentant du développement des affaires de Mitacs.

Pour des professeurs superviseurs additionnels au Canada, copier et coller les sections 4.1. et 4.1.1 ci-dessous :

Professeur superviseur principal au Canada :

Nom :	Chantal Lavergne
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal / CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de Montréal
Département :	École de travail social / Institut Universitaire Jeunes en difficulté
Adresse (à l'établissement d'enseignement) :	École de travail social UdeM: Pavillon Lionel-Groulx, C. P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, Qc H3C 3J7 CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de Montréal : 1001, boul. de Maisonneuve Est, Montréal, Qc, H2L 4R4
Ville, province, code postal :	Montréal, Qc, CANADA
Téléphone :	450-671-7697
Courriel permanent :	chantal.lavergne.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Autre courriel :	chantal.lavergne@umontreal.ca
Coordonnées de l'adjoint ou de l'adjointe de l'administration ou du département (le cas échéant) :	NSP

4.1.1. Le professeur superviseur est-il :**

Avez-vous des relations ou êtes-vous dans une position de propriété, d'influence, d'emploi ou y a-t-il toute autre circonstance relativement à l'organisme partenaire ou à d'autres participantes et participants du programme qui pourrait contribuer à un conflit d'intérêts ou à l'apparence d'un conflit d'intérêts? Veuillez consulter la Politique sur les conflits d'intérêts de Mitacs ici.

☐ Oui
☒ Non

Avez-vous déclaré un conflit d'intérêts concernant cette demande Mitacs à votre établissement d'enseignement conformément aux politiques sur les conflits d'intérêts de votre établissement d'enseignement?

☐ Oui
☒ Non

4.2. Organisme partenaire au Canada :

Dénomination sociale :	Ville de Montréal-Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Dénomination commerciale (si différente) :	

Personne-ressource :	Marie-Christine Ladouceur-Girard	
Poste :	Directrice	
Service :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale	
Adresse :	801 Brennan	
Ville, province, code postal :	Montréal, Qc, H3C 0G4	
Téléphone :	514-292-8168	
Courriel :	marie-christine.ladouceur@montreal.ca	
Site Web :	montreal.ca	
Taille de l'organisme partenaire (nombre d'employés) :	28000 (approximatif)	
Statut juridique :	Municipalité	
Si une société canadienne sans but lucratif	S/O	
Code SCIAN (3 premiers chiffres)* :	913	
* Cliquez ici pour la liste des codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).		
Est-ce la **première fois** que le partenaire collabore avec l'établissement d'enseignement? :	Non	M

Pour des organismes partenaires additionnels au Canada, copier et coller la section 4.2. ci-dessous :

Veuillez noter que la contribution financière des organismes ayant des établissements stables au Canada peut être assujettie à la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) ou la taxe de vente du Québec (TVQ) (collectivement la TVA).

4.2.1 Personne-ressource de l'organisation partenaire pour la facturation

La contribution du partenaire doit être reçue par Mitacs AVANT que les fonds ne puissent être versés à l'établissement d'enseignement. **Les coûts peuvent seulement être engagés après l'approbation de la demande** et la **réception** des fonds du partenaire par Mitacs.

a. Veuillez décrire les **exigences en matière de facturation** qui s'appliquent (configuration d'un compte fournisseur, bon de commande, etc.) :

Nom de la personne-ressource principale du client pour la **facturation** :	Même personne adresse que celle indiquée à la section 4.2
Numéro de téléphone principal du client pour la facturation :	
Adresse électronique principale du client pour la facturation :	
Adresse électronique des **comptes fournisseurs** du client :	
L'organisme partenaire désire être facturé par période, annuellement ou en un seul paiement :	Par période
Un bon de commande est-il exigé?	Non
Autres directives de facturation : (noms de personnes-ressources de facturation supplémentaires, adresses électroniques, etc.)	

b. Adresse de facturation du partenaire :

Oui	Même adresse que celle indiquée à la section 4.2.
	Même adresse que celle indiquée à l'annexe B (section 4.2)
	Si l'adresse de facturation est différente de la section 4.2 ou de l'annexe B (section 4.2), veuillez remplir la section suivante :

Dénomination sociale :	
Adresse :	
Ville, pays, code postal :	

c. Ces fonds ont-ils été jumelés d'une contrepartie de source fédérale ou provinciale?
Oui___ Non__X_

Si « oui », veuillez fournir des détails :

4.2.2 Fonds de l'organisme partenaire à l'établissement d'enseignement. ***LE CAS ÉCHÉANT***

À remplir seulement si les fonds du partenaire ont été exceptionnellement envoyés à l'établissement d'enseignement. **Si ce n'est pas le cas,** veuillez passer à la section 4.3. :

a. Une **entente de recherche** est-elle en vigueur avec l'établissement d'enseignement qui régit les fonds provenant du partenaire?

Oui ___ Non ___

Si « oui », veuillez communiquer avec votre représentant du développement des affaires pour remplir *l'addenda à l'entente de recherche* et soumettez ce document avec votre demande dûment remplie.

Si « non », veuillez remplir ce qui suit.

b. Le bureau des services de recherche/de liaison industrielle accepte de faire parvenir ces fonds à Mitacs. Oui ___ Non ___

Si « oui », veuillez fournir :

Numéro de compte de l'établissement d'enseignement :	

c. Le partenaire accepte en signant cette demande que les fonds soient envoyés :
Oui ___ Non ___

Si « oui », veuillez fournir :

Nom du représentant du partenaire consentant :	

d. Personne-ressource de l'établissement d'enseignement pour la facturation qui recevra la facture de Mitacs :

Nom :	
Département :	

Courriel :	

e. La TPS ou la TVH et la TVQ (le cas échéant) sont-elles à être incluses dans la facture à l'établissement d'enseignement? Oui ___ Non ___

Si « non », la ou les taxes seront facturées directement à l'organisme partenaire.

4.3. Stagiaire(s) identifiés :

4.3.1. Renseignements relatifs au 1er stagiaire ** OBLIGATOIRE**

Nom :	Myriam Richard	
Programme de grade professionnel à plein temps pendant le stage : (p. ex., collège, premier cycle, maîtrise, doctorat, chercheuse ou chercheur au postdoctorat, personne nouvellement diplômée)	Doctorat	
Année prévue d'obtention du diplôme :	09	2023
Si EPD, indiquez le mois/année d'obtention du doctorat :	MM	AAAA
Si vous avez récemment obtenu un diplôme, indiquez le diplôme obtenu :	Maitrise	
Si vous avez récemment obtenu un diplôme, indiquez le mois et l'année d'obtention du diplôme.	03	2020
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal	
Département :	École de travail social	
Adresse à l'établissement d'enseignement :	Université de Montréal Pavillon Lionel-Groulx C. P. 6128, succursale Centre-ville	
Ville, province, code postal :	Montréal (Québec) H3C 3J7	
Pays :	Canada	
Téléphone :	514 343-6601	
Téléphone permanent ou cellulaire :	514-759-4605	
Courriel permanent :	myriam.richard.1@umontreal.ca	
Autre adresse courriel :	myriam.r.richard@gmail.com	
Citoyenneté :	**Canadienne**Sélectionner la citoyenneté.	En cas de citoyenneté étrangère, veuillez préciser le pays :
Genre :	**Femme**Sélectionner le sexe.	
Pour les stages avec déplacements internationaux : Veuillez aussi remplir l'annexe B		
Le stagiaire réalisera des unités de stage au sein d'un organisme partenaire à l'extérieur du Canada?	Sélectionner oui/non	
FACULTATIF : Si vous les connaissez, veuillez préciser les dates de **voyage** prévues	Du : JJ/MM/AAAA Au : JJ/MM/AAAA	

4.3.2 Conflits d'intérêts. Le stagiaire est-il :

a. Un propriétaire ou un copropriétaire (y compris propriétaire de parts) de l'organisme partenaire : Oui ___ Non X

b. Un parent d'un propriétaire ou copropriétaire (y compris propriétaire de parts) ou un parent d'un participant à la gestion quotidienne de l'organisme partenaire? Oui ___ Non X

c. Un employé ou un participant à la gestion quotidienne de l'organisme partenaire?

Oui ___ Non X

d. Un parent du professeur superviseur ou du superviseur partenaire du projet proposé? Oui ___ Non X

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez cliquer ici pour remplir le **Formulaire de déclaration de conflit d'intérêts et d'admissibilité – stagiaire** et l'envoyer à votre représentante ou représentant du développement des affaires Mitacs **AVANT** de déposer votre demande.

4.3.3. Renseignements démographiques.

Les données suivantes sont recueillies par Mitacs afin de préparer un rapport sur des données démographiques clés. Les données ne sont pas partagées avec les participantes et participants (y compris les professeur·es superviseur·es du projet).

Veuillez cocher (x) :

Vous identifiez-vous comme une personne autochtone selon votre origine culturelle ou ancestrale?		
Oui ( )	Non (X)	Je préfère ne pas répondre ( )
Vous identifiez-vous comme appartenant à un groupe de minorité visible (autre qu'autochtone)?		
Oui ( )	Non (X)	Je préfère ne pas répondre ( )
Vous identifiez-vous comme une personne handicapée?		
Oui ( )	Non (X)	Je préfère ne pas répondre ( )
Vous identifiez-vous comme francophone?		
Oui (X)	Non ( )	Je préfère ne pas répondre ( )
Êtes-vous la première personne de votre famille à fréquenter le collège ou l'université?		
Oui (X)	Non ( )	Je préfère ne pas répondre ( )

Pour ajouter d'autres stagiaires, copiez et collez la section 4.3. ci-dessous :

4.4. Stagiaire(s) à identifier :

Stagiaire à identifier n° 1

Programme d'études pendant le stage : (collège/maîtrise, doctorat, EPD)	Doctorat
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal
Département :	École de psychoéducation
Pour les stages comportant des déplacements à l'étranger seulement (veuillezinternationaux : Veuillez aussi remplir l'annexe B en plus de la demande complète) :	
Est-ce que le ou la stagiaire réalisera des unités de stage au sein d'un organisme partenaire à l'extérieur de son pays	Non

d'origine?	
FACULTATIF : Si vous les connaissez, veuillez préciser les dates de **voyage** prévues	Du : JJ/MM/AAAA Au : JJ/MM/AAAA

Pour ajouter d'autres stagiaires à identifier, copiez et collez la section 4.4. ci-dessous :

Stagiaire à identifier n° 2

Programme d'études pendant le stage : (collège/maîtrise, doctorat, EPD)	Maitrise
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal
Département :	École de psychoéducation
Pour les stages comportant des déplacements à l'étranger seulement (veuillezinternationaux : Veuillez aussi remplir l'annexe B en plus de la demande complète) :	
Est-ce que le ou la stagiaire réalisera des unités de stage au sein d'un organisme partenaire à l'extérieur de son pays d'origine?	Non
FACULTATIF : Si vous les connaissez, veuillez préciser les dates de **voyage** prévues	Du : JJ/MM/AAAA Au : JJ/MM/AAAA

5. Budget et facturation

Toutes les demandes Accélération doivent inclure un « Budget et calendrier de facturation Accélération » et le calendrier de facturation figurant sur la feuille de calcul Excel doit être confirmé. Veuillez consulter le **Guide Accélération : Rédiger votre demande** pour obtenir de l'aide.

6. Examinateurs suggérés

6.1. Commentaires de l'examinateur. Veuillez sélectionner UNE des affirmations suivantes.

___ Nous consentons à recevoir les commentaires des examinateurs dans l'une ou l'autre des langues officielles (français ou anglais).

___ Nous demandons de ne recevoir les commentaires des examinateurs que dans la langue dans laquelle la demande est déposée.

6.2. Veuillez fournir les noms et coordonnées d'au moins **SIX (6)** examinateurs **indépendants**.

Un examinateur indépendant :

- doit être un expert chevronné des domaines de recherche et des aspects techniques décrits dans la demande;
- ne doit PAS être du même établissement d'enseignement que le ou les stagiaires et le ou les professeurs superviseurs;
- ne doit PAS avoir collaboré avec le ou les stagiaires et le ou les professeurs superviseurs ou le ou les partenaires au cours des cinq (5) dernières années ni envisager une collaboration dans un proche avenir.

Veuillez noter qu'en omettant de suggérer des examinateurs jugés indépendants, des retards seront occasionnés dans le processus d'évaluation de votre demande.

Examinateur 1 :

Nom :	Stéphanie Arsenault
Établissement d'enseignement :	Université Laval
Département :	École de travail social et de criminologie
Courriel :	stephanie.arsenault@tsc.ulaval.ca

Examinateur 2 :

Nom :	Lucienne Martins Borges
Établissement d'enseignement :	Université Laval
Département :	École de travail social et de criminologie
Courriel :	lucienne.martins-borges@tsc.ulaval.ca

Examinateur 3

Nom :	Jean Ramdé
Établissement d'enseignement :	Université Laval
Département :	Département des fondements et pratiques en éducation
Courriel :	Jean.Ramde@fse.ulaval.ca

Examinateur 4 :

Nom :	Monica Ruiz-Casares
Établissement d'enseignement :	Université McGill
Département :	Psychiatrie sociale et transculturelle
Courriel :	monica.ruizcasares@mcgill.ca

Examinateur 5 :

Nom :	Josée Charette
Établissement d'enseignement :	UQAM

Département :	Département d'éducation et formation spécialisées
Courriel :	charette.josee@uqam.ca

Examinateur 6 :

Nom :	Ivan Leanza
Établissement d'enseignement :	Université Laval
Département :	École de psychologie
Courriel :	yvan.leanza@psy.ulaval.ca

Conflit d'intérêts potentiel. ***FACULTATIF***

Veuillez énumérer les examinateurs que vous préférez que Mitacs ne contacte pas.

Nom :	
Établissement d'enseignement / groupe de recherche :	

Nom :	
Établissement d'enseignement / groupe de recherche :	

7. Accord Mitacs Accélération

Les participants dont le nom apparaît ci-dessous confirment que les renseignements présentés sont exacts et qu'ils reflètent leur intention de déposer une demande au programme Mitacs Accélération. Les participants acceptent aussi d'effectuer un stage portant sur la demande ci-jointe. Les participants reconnaissent avoir lu, compris et acceptent de se conformer et de soutenir les responsabilités du projet qui s'appliquent à chacun d'eux, qui peuvent être consultées au : https://www.mitacs.ca/fr/programmes/acceleration/responsabilites-projet et qui comprennent, sans s'y limiter, ce qui suit : il est entendu que la contribution de l'organisme partenaire sera versée à Mitacs inc. en dollars canadiens avant le début du stage; dans l'éventualité où la contribution de l'organisme partenaire est à l'établissement d'enseignement, l'établissement d'enseignement fera suivre les fonds à Mitacs. À la suite de l'approbation de la recherche et de la réception des fonds du partenaire, Mitacs versera les fonds à l'établissement d'enseignement canadien à titre de subvention de recherche au professeur superviseur canadien et l'allocation/salaire sera versé à l'étudiant par l'établissement d'enseignement à même la subvention. Les dépenses associées à cette demande, telles que décrites dans le budget, doivent seulement être engagées après l'approbation de la recherche de la demande et la réception des fonds du partenaire par Mitacs.

Mitacs n'assume aucune responsabilité à l'égard de toute perte, y compris, sans s'y limiter, à des accidents, des maladies, des déplacements ou autres pertes qui peuvent survenir pendant la période de stage. Chacune des parties signataires convient être responsable de s'assurer qu'elle a une assurance appropriée qui répond aux politiques institutionnelles concernant les exigences en matière de santé et de sécurité ainsi que toute autre préparation requise avant d'entreprendre un voyage. Les parties acceptent également que le stagiaire produise un rapport de fin de stage et que tous les participants répondent à un questionnaire de fin de stage qui seront remis à Mitacs au plus tard un mois après la fin du stage.

Pour les projets qui comprennent un déplacement international : En reconnaissant que les séjours à l'étranger peuvent grandement enrichir les connaissances et l'acquisition d'expérience d'un stagiaire, Mitacs approuvera les déplacements à l'étranger sous réserve que ceux-ci ne mettent pas en danger la sécurité des stagiaires et que les politiques de l'établissement d'enseignement d'attache soient respectées. En signant cet accord, vous reconnaissez que l'établissement d'enseignement d'attache accepte de s'engager à aider le stagiaire dans ses démarches visant à satisfaire toutes les exigences de l'établissement d'enseignement ayant trait à la recherche à l'étranger et que le stagiaire comprend sa responsabilité de souscrire une assurance maladie appropriée pour sa destination. Les participants aux projets qui comprennent des déplacements internationaux reconnaissent que des responsabilités du projet supplémentaires s'appliquent à chacun d'eux qui peuvent être consultées au https://www.mitacs.ca/fr/programmes/acceleration/mitacs-acceleration-international. Les participants aux projets qui se déroulent à l'étranger reconnaissent également que Mitacs sera dans l'impossibilité de verser les fonds et que le stage ne pourra pas commencer tant que le Formulaire prédépart international et le Code de déontologie n'auront pas été reçus.

Toutes les parties participant à Mitacs Accélération sont tenues de respecter les règlements standards sur la propriété intellectuelle établis par l'établissement d'enseignement où le stagiaire est inscrit, à moins qu'un accord séparé, valide pendant la durée du stage, soit négocié entre le ou les établissements d'enseignement et l'organisme partenaire. En signant cet accord, si vous avez des accords séparés relatifs à la PI entre vous et l'établissement d'enseignement, vous reconnaissez être assujetti à leurs conditions précises. Autrement, si vous n'avez aucun accord séparé, vous êtes assujetti aux conditions standard de propriété intellectuelle de l'établissement d'enseignement et en signant cet accord vous acceptez les conditions de l'établissement d'enseignement où le stagiaire est inscrit. Les politiques en matière de PI propres à chaque établissement en ce qui concerne les stages Accélération se trouvent à la page https://www.mitacs.ca/fr/programmes/acceleration/faq.

Les participants acceptent également que Mitacs affiche le titre du projet, l'aperçu du projet pour le public, le nom du ou des organismes partenaires, le nom du ou des stagiaires, le nom du ou des superviseurs et

l'établissement d'enseignement participant sur la page www.mitacs.ca/fr/projets. Ces renseignements pourraient aussi être utilisés par Mitacs pour faire la publicité de Mitacs Accélération. La *Politique de protection des renseignements personnels de Mitacs* se trouve sur la page www.mitacs.ca/fr/politique-de-protection-des-renseignements-personnels.

Les participants au stage (stagiaire, professeur superviseur et partenaire) acceptent aussi le ou les addendas suivants :

Mitacs ne requiert, ne vérifie, ni n'impose aucune autre condition que celles indiquées par les participants dans le ou les addendas ci-dessus.

7.1. Titre du projet : Espace Intervenants: évaluation de groupes de co-développement visant à enrichir les compétences à intervenir avec et pour les parents immigrants en milieu communautaire

7.2. Aperçu du projet pour le public :

Veuillez donner, en un paragraphe rédigé dans un vocabulaire simple et compréhensible du grand public (public non initié), une description générale du projet de recherche qui sera entrepris par le ou les stagiaires ainsi que les avantages escomptés pour l'organisme partenaire. **(de 100–150 mots)**

Issu d'un partenariat entre l'Université de Montréal et la Ville de Montréal à travers son Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM), le projet vise l'évaluation d'Espace Intervenants – une initiative qui consiste à mettre en place et à animer 6 groupes de co-développement pour intervenant.e.s communautaires oeuvrant avec les parents immigrants à Montréal. Il évalue plus précisément les processus et les retombées auprès des participant.e.s afin de bonifier les connaissances sur les pistes d'action permettant d'améliorer la pratique des intervenant.e.s et les services aux familles immigrantes. Le projet répondra ainsi aux besoins des intervenant.e.s communautaires d'être davantage outillé.e.s pour leur intervention auprès des parents immigrants, et souhaite ultimement contribuer à faire de Montréal une ville plus inclusive au sein de laquelle les familles immigrantes peuvent déployer leur plein potentiel.

7.3. Signatures des participants :

Veuillez signer, numériser et enregistrer en format PDF

7.3.1 Stagiaire :

Nom :	Myriam Richard	
Département :	École de travail social	
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal	
	Pour les stagiaires qui se rendent à l'étranger : Le stagiaire reconnaît que des responsabilités du projet supplémentaires qui se trouvent à https://www.mitacs.ca/fr/programmes/acceleration/mitacs-acceleration-international s'appliquent au stage Accélération International (comme le précise l'Accord ci-dessus) et accepte de respecter ces règles supplémentaires. Le stagiaire reconnaît être conscient de tout accord relatif à la propriété intellectuelle (PI) ayant trait à ce projet et accepte de s'y conformer.	
	Pour les stagiaires participant au programme Parcours Autochtones : [☐] Le ou la stagiaire s'identifie comme Autochtone.	
Signature :		Date : 11 avril 2022

7.3.2. Professeur superviseur au Canada :

Nom :	Sarah Dufour		
Département :	École de psychoéducation		
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal		
Signature :		Date :	12 avril 2022

Nom :	Chantal Lavergne		
Département :	École de travail social / Institut Universitaire Jeunes en difficulté		
Établissement d'enseignement :	Université de Montréal / CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de Montréal		
Signature :		Date :	2022-04-11

7.3.3. Professeur superviseur à l'étranger (s'il y a lieu) :

Nom :			
Département :			
Établissement d'enseignement :			
Signature :		Date :	

7.3.4. Organisme partenaire au Canada (s'il y a lieu) :

Nom :	Marie-Christine Ladouceur-Girard		
Département :	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal		
Titre/Poste :	Directrice		
Organisme :	Ville de Montréal		
Engagement financier total : :	171 829$		
	L'organisme partenaire s'engage à verser la contribution financière précisée immédiatement ci-dessus conformément au *Budget et calendrier de facturation Accélération*. Ce sont des conditions clés de la demande et en apposant sa signature ci-dessous. Veuillez noter que la contribution financière des organismes ayant des établissements stables au Canada peut être assujettie à la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) ou la taxe de vente du Québec (TVQ) (collectivement la TVA).		
	Pour les organismes partenaires participant au programme Parcours Autochtones, cochez les cases correspondantes : [☐] L'organisme partenaire est une entreprise dont des Autochtones détiennent au moins 50 % des parts de propriété. [☐] L'organisme partenaire est un organisme sans but lucratif dont le conseil d'administration est composé d'au moins 50 % de personnes qui s'identifient comme Autochtones. [☐] L'organisme partenaire est un organisme sans but lucratif dont le mandat principal consiste à avoir une incidence sur les communautés autochtones ou à servir des communautés autochtones.		
Signature :		Date :	11 avril 2022

7.3.5 Organisme partenaire à l'étranger (s'il y a lieu) :

Nom :	

Département :		
Titre/Poste :		
Organisme :		
Engagement financier :	$	
	L'organisme partenaire s'engage à verser la contribution financière précisée immédiatement ci-dessus conformément au *Budget et calendrier de facturation Accélération*. Ce sont des conditions clés de la demande et en apposant sa signature ci-dessous. Veuillez noter que la contribution financière des organismes peut être assujettie à des taxes.	
Signature :		Date :

7.3.6. Représentant du bureau de la recherche (ou son équivalent) :

Nom :		
Titre/Poste :		
Établissement d'enseignement :		
Signature :		Date :

Pour ajouter des participants, veuillez fournir leurs détails et signatures ci-dessous :

Annexe A — Formulaire de consentement du stagiaire Accélération

UTILISATION ET DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS FOURNIS À MITACS

1. Tout renseignement personnel recueilli est assujetti à la législation relative à la protection des renseignements personnels et à la Politique de protection des renseignements personnels de Mitacs pour les participants aux programmes. Pour une description de l'engagement de Mitacs à protéger les renseignements personnels fournis par les demandeurs au programme, veuillez consulter https://www.mitacs.ca/fr/politique-de-protection-des-renseignements-personnels.
2. Tous les renseignements fournis dans cette demande seront rendus disponibles au personnel de Mitacs chargé de gérer la demande, pour les activités incluant l'identification des personnes qui participeront à l'évaluation par les pairs, la gestion et le contrôle des bourses, la compilation de statistiques et l'évaluation du programme.
3. Les renseignements fournis dans cette demande seront mis à des examinateurs internes et externes, qui sont composés d'experts recrutés dans les secteurs postsecondaires, publics et privés. Tous les examinateurs doivent s'engager à conserver les renseignements des demandes confidentiels.
4. Les coordonnées dans cette demande peuvent être utilisées par le personnel de Mitacs afin de vous contacter à l'avenir pour :
   - **a.** des invitations à faire l'objet d'histoires ou d'articles, à parler ou à participer à des événements, à fournir un témoignage de votre expérience ou un billet de blogue;
   - **b.** vous informer par rapport à des occasions pour les anciens de Mitacs;
   - **c.** participer à des sondages de recherche pour les anciens de Mitacs.

   Vous aurez l'occasion de vous désabonner des courriels qui vous sont envoyés lorsque tous les engagements par rapport au stage qui est le sujet de cette demande seront complets.
5. Votre nom, établissement d'enseignement et département et le titre de votre projet peuvent être fournis aux bailleurs de fonds fédéral, provinciaux et de l'établissement d'enseignement du programme Accélération pour :
   - **a.** permettre à Mitacs de rendre compte de ses engagements face aux contrats de financement;
   - **b.** permettre aux bailleurs de fonds d'évaluer le programme.

   Des renseignements supplémentaires, comme le numéro de passeport et la date de naissance, peuvent être fournis aux bailleurs de fonds internationaux du programme, s'il y a lieu, à des fins d'examen et de production de rapports.
6. Votre nom, vos coordonnées et autres renseignements personnels, au besoin, peuvent être fournis aux établissements d'enseignement participant au stage pour permettre aux établissements d'enseignement de gérer l'octroi, d'approuver le Formulaire prédépart international, s'il y a lieu, et produire des rapports.

Je soussigné·e) CONSENS par la présente à l'utilisation et à la divulgation des renseignements contenus dans ma demande aux fins mentionnées ci-dessus.

Myriam Richard	Myriam Richard	11 avril 2022
Nom du stagiaire	Signature	Date

Annexe B — Accélération International

Si le stage se déroule à l'étranger, veuillez remplir ce qui suit.

B1. Interaction avec les partenaires (suite de la section 2.5g)

Pourcentage de l'organisme partenaire au Canada	_____%
Pourcentage de l'organisme partenaire à l'étranger	_____ %
% d'interaction à l'établissement d'enseignement au Canada	_____%
% d'interaction à l'établissement d'enseignement à l'étranger	_____%
TOTAL (doit être égal à 100 %)	100 %

% de la présence dans les locaux du partenaire:___ % + % de la présence à l'établissement d'enseignement:___ % = 100 %

B1.1 Est-ce que des stagiaires prévoient passer plus de 12 mois consécutifs à l'extérieur de leur pays d'origine? Oui ___ Non ___

Si « oui », Mitacs pourrait exiger des renseignements supplémentaires.

B2. Ce projet créera-t-il de nouvelles collaborations internationales? Oui ___ Non ___

Si « non », veuillez décrire brièvement la nature de la collaboration internationale existante. Présentez un résumé de la collaboration et précisez sa durée, s'il y a déjà eu échange de membres du personnel, etc.

B.3. Propriété de la PI

Toute propriété intellectuelle (PI) produite dans le cadre d'un projet Accélération International est assujettie aux politiques de l'établissement d'enseignement où l'étudiant·e/le ou la postdoctorant·e a fait son inscription, que ce soit au Canada ou à l'étranger, à moins qu'une entente distincte sur la propriété intellectuelle n'ait été négociée au préalable avec succès entre l'établissement d'enseignement, l'organisme partenaire et, s'il y a lieu, l'étudiant·e/le ou la postdoctorant·e. Mitacs ne revendique aucun droit de PI.

Est-ce que le ou les établissements d'enseignement, organisations partenaires et/ou le ou la stagiaire (le cas échéant) ont un ou des accords relatifs à la PI qui seront en vigueur pendant les dates du stage? Oui___ Non___ En cours d'élaboration ____

Fournissez un aperçu des conditions de tout accord relatif à la PI existant ou prévu ci-dessous. Une copie de l'accord relatif à la PI signé doit aussi être fournie à Mitacs avant qu'une décision de financement soit rendue sur le projet. Assurez-vous de plus que les avantages du projet pour le Canada sont clairement décrits à la Section 2.6.

B4. Autres renseignements sur les participants :

B4.1 Professeur superviseur à l'étranger (s'il y a lieu) :

Nom :	
Établissement d'enseignement :	

Département :	
Adresse (à l'établissement d'enseignement) :	
Ville, pays :	
Code postal :	
Téléphone :	
Courriel permanent :	
Autre courriel :	

B4.1.1 Le professeur superviseur est-il :**

a. un ou une propriétaire ou copropriétaire (y compris propriétaire de parts) de l'organisme partenaire : Oui ___ Non ___

b. un parent d'un ou d'une propriétaire ou copropriétaire (y compris propriétaire de parts) ou un parent d'un participant ou d'une participante à la gestion quotidienne de l'organisme partenaire : Oui ___ Non ___

c. une personne à l'emploi de l'organisme partenaire ou participant à sa gestion quotidienne : Oui ___ Non ___

d. Un parent de la ou du stagiaire ou des superviseurs partenaires du projet proposé : Oui ___ Non ___

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir une copie de votre déclaration de CI approuvée par votre établissement d'enseignement ou toute autre documentation appropriée telle qu'une lettre ou un courriel de votre doyen avec votre demande. Les documents doivent décrire la nature du conflit et les mesures mises en place afin de gérer le conflit. Mitacs acceptera généralement les mesures d'atténuation mises en place par votre établissement d'enseignement. Toutefois, lorsqu'un conflit est considéré comme important, Mitacs peut exiger que l'établissement d'enseignement nomme un administrateur indépendant de la bourse qui sera responsable de s'assurer de l'intérêt supérieur du stagiaire. Dans de tels cas, l'administrateur indépendant doit être inclus comme demandeur et il/elle doit déposer une déclaration affirmant qu'il/elle agira dans l'intérêt supérieur du ou des stagiaires.

B4.2 Organisme partenaire à l'étranger (s'il y a lieu) :

Dénomination sociale :		
Dénomination commerciale (si différente) :		
Personne-ressource :		
Poste :		
Département :		
Adresse :		
Ville, code postal :		
Pays :		
L'organismeL'organisation a-t-ilelle un établissement stablepermanent au Canada?	Sélectionnez Oui/NonSélectionner oui/non	
Téléphone :		
Courriel :		
Site Web :		
Taille de l'organisme partenaire (nombre d'employés) :	Sélectionnez le nombre de personnes employées Sélectionner le nombre d'employés	

Statut juridique :	Sélectionnez le statut juridique Sélectionner le statut juridique	
Code SCIAN (trois3 premiers chiffres)* :		
* Cliquez ici pour la liste des codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).* Cliquez ici pour la liste des codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).		
Est-ce la **première fois** que l'organismele partenaire collabore avec l'établissement d'enseignement? :	Sélectionnez Oui/NonSélectionner oui/non	

Annexe C — Choix des listes déroulantes

Veuillez supprimer si non applicable

Veuillez consulter la liste déroulante de la section, et inscrire la réponse correspondante dans l'espace fourni.

1.5. Discipline universitaire :

- Gestion des affaires
- Informatique
- Sciences de la terre
- Ingénierie
- Sciences de la vie
- Mathématiques
- Sciences sociales, arts et sciences humaines
- Sciences physiques

1.6. Secteurs prioritaires du projet :

- Aérospatial
- Affaires autochtones
- Agriculture et alimentation
- Aquaculture et pêche
- Automobile
- Biotechnologie
- Cannabis
- Construction
- Cybersécurité
- Divertissements er médias
- Durabilité et environnement
- Eau
- Éducation
- Énergie et services publics
- Énergie verte/ de remplacement
- Fabrication de pointe
- Fabrication et construction
- Finances et assurance
- Foresterie
- Gaz naturel
- Innovation sociale
- Mines
- Nanotechnologies
- Nouveaux médias et médias numériques
- Océanographie
- Pétrole et gaz
- Pharmaceutiques
- Ressources naturelles
- Santé et sciences et technologies connexes
- Sciences de la vie (excluant la santé)
- Sciences et technologies de l'environnement
- Sciences quantique
- Services commerciaux
- Services, politiques, et gouvernance publics
- Technologie
- Technologies de l'information et des communications (TIC)
- Technologies propres
- Transports (excluant l'aérospatiale)
- Tourisme
- Autre (veuillez préciser) :

1.7. Liste des participants :

Statut juridique du partenaire :

- Société à but lucratif
- Société d'État
- Société canadienne sans but lucratif
- Hôpital
- Municipalité

4.2. Organisme partenaire au Canada :

Taille de l'organisme partenaire (nombre d'employés) :

- 1 à 49
- 50 à 99
- 100 à 499
- 500 à 999
- 1000 et plus

Statut juridique :

- Société canadienne à but lucratif

Si OSBL :

- Organisme de bienfaisance

- Société d'État
- Société canadienne sans but lucratif
- Hôpital
- Municipalité
- Organisme de développement économique
- Organisme de santé
- Association industrielle
- Organisme de bien-être collectif
- Autre

Première collaboration avec un établissement d'enseignement?
- Oui
- Non

4.2.1 Personne-ressource du partenaire pour la facturation

L'organisme partenaire désire être facturé par unité de stage ou annuellement :
- Par période
- Annuellement
- Un seul paiement

4.3 Stagiaire(s) identifié(s) :

4.3.1. Renseignements sur le stagiaire

Citoyenneté
- Canadienne
- Résidence permanente canadienne
- Autre pays

Genre
- Femme
- Homme
- Autre identité de genre

Est-ce que le ou la stagiaire réalisera des unités de stage au sein d'un organisme partenaire à l'extérieur du Canada?
- Oui
- Non

4.4. À déterminer

Est-ce que le ou la stagiaire réalisera des unités de stage au sein d'un organisme partenaire à l'extérieur de son pays d'origine?
- Oui
- Non

B 4.2. Organisme partenaire à l'étranger (s'il y a lieu) :

L'organisme a-t-il un établissement stable au Canada?
- Oui
- Non

Taille de l'organisme partenaire (nombre d'employés) :
- 1 à 49
- 50 à 99
- 100 à 499
- 500 à 999
- 1000 et plus

Statut juridique :
- Société à but lucratif
- Société d'État

Première collaboration avec un établissement d'enseignement?
- Oui

- Non

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228122001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)
Objet :	Accorder à Mitacs, en partenariat avec l'Université de Montréal, un contrat de services professionnels de gré à gré afin de mettre en place et de coordonner le déploiement du projet Espace Intervenants dans les six territoires d'inclusion prioritaires, pour une somme maximale de 171 829 $, taxes incluses, dans le cadre du programme Territoires d'inclusion prioritaires du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et de l'Entente 2021-2024 entre le Ministère de l'Immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI) et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228122001 Mitacs .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anca ENACHE
Préposée au budget - SDIS
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Judith BOISCLAIR
Agente de gestion en ressources financières
Tél : 514 872-2598
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1226312002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Atomic 3 pour la conception et l'installation d'interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de Lumière - Dépense totale de 270 906,00 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et Atomic 3 pour la conception et la réalisation d'interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de lumière, pour une somme maximale de 270 906,00$, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 10:12

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226312002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Atomic 3 pour la conception et l'installation d'interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de Lumière - Dépense totale de 270 906,00 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1992, l'événement Jardins de lumière au Jardin botanique jouit d'une grande popularité, qui ne se dément pas. Il a débuté par la Magie des lanternes au Jardin de Chine, il y a 30 ans. En 2012, l'offre au public a été augmentée en illuminant le Pavillon et le Jardin japonais. En 2014, le Jardin des Premières-Nations a été ajouté au parcours de visite avec une illumination partielle. L'expérience est ainsi formée de la visite des trois jardins culturels et s'accompagne d'activités culturelles de qualité. Célébrant l'automne avec un jardin éblouissant, Jardins de lumière est aujourd'hui l'événement phare du Jardin botanique. Il s'agit de la période de l'année où le plus fort achalandage est enregistré.
En 2021, afin de maintenir son attractivité et sa popularité et de contribuer de manière significative à la mise en valeur de la diversité culturelle, et notamment des Premiers Peuples dans le cadre de la Stratégie de réconciliation avec les peuples autochtones, le Jardin botanique a renouvelé l'événement en profondeur en offrant aux visiteurs de nouvelles expériences immersives et sensorielles conjuguant art, science, technologie et émotion. Le parcours de visite a été revu et amélioré en conservant les expériences existantes, en améliorant certaines zones et en créant des nouveaux pôles d'attraction, réalisés par l'intégration d'effets lumineux, sonores et/ou visuels. Cette exposition artistique, intitulée Ode à la lune, a été réalisé par Atomic 3 et l'événement a connu un grand succès (200 000 visiteurs).

En 2022, afin d'offrir à nouveau cette expérience magnifique, le Jardin botanique de Montréal souhaite retenir les services d'Atomic 3 pour remonter cette exposition artistique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0559 (18 mai 2021) - Accorder un contrat de gré à gré à Atomic 3 pour concevoir et réaliser des interventions multimédias artistiques pour l'événement Jardins de Lumière - Dépense totale de 937 046,25 $, taxes incluses (1213815004).

DESCRIPTION

Le présent contrat concerne le montage et le démontage des installations de l'exposition "Ode à la lune", incluant des ajustements et le suivi technique pendant l'événement, dans

le cadre de la prochaine édition de l'événement annuel Jardins de Lumière au Jardin botanique, dont l'ouverture est prévue le 3 septembre 2022. Ces interventions, qui connectent l'ensemble du parcours de visite couvrent les zones suivantes :
1) Entrée du Jardin botanique
2) le corridor d'entrée
3) le café terrasse
4) une zone interactive à mi-parcours : Choeur de loup
5) Jardin des Premières-Nations
6) L'Épilogue

JUSTIFICATION

L'article 573.3 (4) de la *Loi sur les cités et villes* permet à une municipalité de conclure de gré à gré un contrat dont l'objet est la fourniture de biens meubles ou de services reliés au domaine artistique et culturel.
Atomic 3 a conçu l'exposition artistique "Ode à la lune" dans le cadre de l'événement Jardins de lumière 2021. En effet, à la suite d'un appel de projet lancé en 2021, la firme Atomic 3 avait reçu du jury la plus haute note, sa proposition rencontrant les exigences en terme de conception, de capacité de production, d'expertise dans le domaine et de calendrier de production. Par ailleurs, l'intégration à l'esprit du lieu (notamment du Jardin des Premières-Nations), la présence d'artistes autochtones dans l'équipe et la profondeur du concept avaient séduit les membres du jury. La collaboration avec les concepteurs a été satisfaisante sur tous les aspects. Quelques photos des installations conçues par Atomic 3 figurent en pièces jointes.

Le remontage d'Ode à la lune, pour l'édition 2022 de Jardins de lumière, doit être effectué par les concepteurs de l'expérience artistique. En effet, ils sont les seuls à pouvoir assurer la qualité première et le respect de la vision. Leur compréhension des lieux (protection des zones végétales fragiles) et leurs relations de collaboration déjà établis avec les artistes autochtones qui ont participé à l'édition 2021, sont d'autres arguments qui militent en faveur de cet octroi de contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 270 906,00 $, taxes incluses, sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du service de l'Espace pour la vie (division des programmes publics du jardin botanique). Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur la cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la stratégie Montréal 2030 en répondant notamment aux priorités suivantes:

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
- Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.
- Priorité 13 : Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international
- Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Voir Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe.

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Espace pour la vie est à la fois le plus important complexe muséal en sciences de la nature au Canada et l'un des lieux touristiques les plus fréquentés à Montréal et au Québec. Sa programmation thématique annuelle des institutions contribue à augmenter l'achalandage. L'événement Jardins de lumière est le projet d'Espace pour la vie qui attire la plus grande fréquentation en seulement huit semaines. Cet événement a su fidéliser sa clientèle depuis une trentaine d'années. Entre 250 000 et 300 000 personnes le visitent chaque année (200 000 en 2021 malgré les restrictions liées à la pandémie). Ainsi, l'événement contribue significativement à l'atteinte des objectifs de fréquentation et de revenus d'Espace pour la vie.
Le contrat doit être octroyé d'ici la fin du mois de mai pour que l'événement soit prêt à être ouvert au public début septembre.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les musées d'Espace pour la vie mettent en oeuvre les consignes sanitaires en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera développé pour assurer la promotion de l'événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Concept final: Juin
- Plans et devis : Juillet
- Approbation finale: Juillet
- Réalisation : Août
- Montage : du 16 août au 29 août 2022
- Essai et rodage du : 30 août au 17 septembre 2021
- Tenue de l'événement : du 3 septembre au 31 octobre 2022
- Démantèlement : du 1er novembre au 12 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Khadija BENAILLA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine BERNIER
Chef de division

Tél : 514-872-1421
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Anne CHARPENTIER
Directrice du Jardin botanique

Tél : 514-872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 514 872-9033
Approuvé le : 2022-04-22

1. INTRODUCTION

Le Jardin botanique de Montréal désire retenir les services d'un contractant pour bonifier, faire le montage et le démontage des installations dans le cadre de la prochaine édition de son événement annuel Jardins de Lumière, dont l'ouverture est prévue au 3 septembre 2022. Ces interventions, qui connectent l'ensemble du parcours de visite couvrent les zones suivantes : 1) l'entrée du Jardin botanique, 2) le corridor d'entrée, 3) le café terrasse, 4) les zones gazonnées à proximité de l'Insectarium, 5) le sentier de la sortie du parcours, 6) Le Jardin des Premières Nations. 7) Le lien entre le Jardin des Premières-Nations et le Jardin de Chine. Ce dernier point est encore en discussion et doit faire l'objet d'une évaluation séparée.

2. CONTEXTE

Depuis 1992, l'évènement Jardins de lumière jouit d'une grande popularité qui ne se dément pas. Il a débuté par la Magie des lanternes au Jardin de Chine. En 2012, l'offre au public a été augmentée en illuminant le Pavillon et le Jardin japonais, 20 ans plus tard. Et puis en 2014, le Jardin des Premières nations s'est joint au parcours de visite. Dès lors, l'expérience est essentiellement formée de la visite des trois jardins culturels, ce qui s'accompagne d'activités culturelles de qualité.

Célébrant l'automne avec un jardin éblouissant, Jardins de lumière est aujourd'hui l'événement phare du Jardin botanique. Il s'agit de la période de l'année où le plus fort achalandage est enregistré.

L'expérience du Jardin de Lumières a été transformée à l'automne 2021 grâce à un nouveau parcours bonifié et de nouvelles installations ajoutées. Le Jardin botanique souhaite poursuivre cette nouvelle expérience pour l'année 2022 et la bonifier des apprentissages de l'édition 2021. C'est donc dans cet objectif que nous voulons procéder à la bonification, au montage et démontage du Jardin de Lumières, Ode à la lune, pour l'année 2022.

L'ANNEXE 1 présente le plan du site.

3. DESCRIPTION DU MANDAT

3.1 Mandat

Des services clé en main sont exigés, le mandat inclut

•Produire les améliorations requises et réaliser des installations;

Les améliorations requises sont les suivante (voir plan Annexe 1):

- Améliorer l'installation Choeur de loups de manière à assurer une plus grande stabilité et à limiter les nuisances sonores;

- Améliorer l'éclairage du sentier avant l'arrivée au Shaputuan et à la sortie de l'Arbre sacré ;
- Ajouter un éclairage neutre complémentaire (de type promenade) aux lanternes de la sortie du JPRE jusqu'à l'entrée du J. de Chine (voir annexe 1)
- Prévoir et fournir des éléments scénographiques pour camoufler les installations les plus visibles (mis à part le matériel organique/horticole qui doit être intégré à la fin par l'équipe d'horticulteurs);
- Améliorer l'éclairage fonctionnel au dessus de la zone toilettes du café terrasse;
- Toute amélioration susceptible de corriger des défauts observés la première année.
    - Éclairer adéquatement la sortie du parcours (éclairage neutre/type promenade), entre le Jardin de Chine et le chemin de ceinture de façon à guider le visiteur clairement vers la sortie (voir annexe 1) *** Note: Chiffrer cette section à part dans la grille de ventilation

• Louer ou acheter et livrer les installations;

• Installer et démonter les installations en respectant les demandes techniques du Jardin ;

• Fournir un représentant technique pour les deux premières semaines d'opération sur place;

• Assurer un suivi à distance au besoin et assurer un suivi de réparation dans les 24h à partir de la deuxième semaine de l'évènement;

• S'assurer du respect des normes de sécurité établies;

Les installations et leurs composantes seront en tous points sécuritaires. Les mécanismes, surfaces, mériaux doivent mettre le visiteur hors de tout risque.

- Le fournisseur doit respecter toutes les normes et lois en vigueur pour l'exécution du mandat. Il est également invité à respecter scrupuleusement les règles de santé et sécurité au travail reliées à son mandat au Jardin botanique de Montréal;
- Le fournisseur devra planifier et réaliser l'ensemble des étapes pour que la mise en place des composantes soit finalisée à la date de livraison prévue au calendrier;

• Remettre une description détaillée des opérations quotidiennes;

• Remettre un plan de montage et de démontage détaillé;

• Identifier le matériel (si requis) en fonction des sites pour en faciliter l'emballage et le montage

• Fournir les spécifications techniques à respecter pour l'entreposage, l'installation, l'utilisation des équipements;

• Participer à des rencontres de travail au Jardin, selon les besoins et les étapes du projet;

- Travailler de concert avec les équipes Jardin (services techniques/horticulture/programmes publics) et fournisseurs externes lors des montages et démontages.

3.2 Éléments hors mandat

• L'entreposage des installations si elles sont achetées par le Jardin botanique;

• La réalisation des travaux pour les aménagements horticoles, si applicable;

• Les infrastructures électriques.

4. CRITÈRES DE DESIGN ET DE QUALITÉ DES ÉLÉMENTS À RESPECTER, MÉTHODE DE TRAVAIL

4.1 Critères de design et de qualité des éléments à respecter

• Les installations devront être conçues pour être montées et démontées pour une période minimale de 4 ans. Elles devront être automatisées avec horloges au maximum;
• Privilégier les principes de développement durable, i.e. avoir recours à des fournisseurs locaux, potentiel de récupération et de recyclage des matériaux en fin de vie, matériaux ayant un moindre impact sur l'environnement, etc.;
• Les installations et leurs composantes seront en tous points sécuritaires. Les mécanismes, surfaces, matériaux doivent mettre le visiteur hors de tout risque;
• Les installations devront être solides et durables, elles seront exposées aux intempéries et à un fort flot de visiteurs, elles ne doivent comporter aucune pièce amovible et être protégées contre la détérioration, le bris et le vol;
• Le fournisseur doit respecter toutes les normes et lois en vigueur pour l'exécution du mandat. Il est également invité à respecter scrupuleusement les règles de santé et sécurité au travail reliées à son mandat au Jardin botanique de Montréal;
• Les installations livrées par le fournisseur devront se conformer au code du bâtiment et les équipements devront avoir la certification CSA.

4.2 Méthode de travail

• Le fournisseur devra préparer un maximum de composantes en atelier afin de limiter les interventions sur le site;
• D'autres fournisseurs étant présents sur le site, l'équipe du Jardin botanique exige la meilleure collaboration et bonne communication de tous les intervenants;

- Le contractant doit être outillé adéquatement de façon à travailler en autonomie, le Jardin ne fait pas de prêt d'équipement et d'outillage, il fournira cependant 2 karts pour le transport de l'équipe sur le site;
- Entreposage temporaire à déterminer selon les besoins (le conteneur derrière la serre 10 n'est pas disponible en 2022);
- Normes de livraison et Accès véhiculaire sur le site. Étant donné la haute saison, la circulation de véhicules à grand volume doit être faite avant 9h le matin;
- Considérant la présence de visiteurs lors des journées de travail, le contractant doit s'assurer de planifier des zones de travail sécuritaires de concert avec les équipes du Jardin (périmètre sécurisé et fermeture de certains accès.
- Le Jardin botanique est un musée vivant. Ces plantes constituent des collections précieuses dont la protection constitue une priorité. L'installation et le démantèlement devront être soigneusement coordonnés avec les équipes concernées. Le contractant devra exposer les méthodes qu'il entend prendre pour protéger les végétaux.

5. PROPRIÉTÉ, RÔLE ET AUTORITÉ DE LA VILLE

5.1 Propriété

Les installations seront la propriété du Jardin botanique, les équipements achetés appartiendront au Jardin botanique, certains équipements pourront être en location. La liste de ces équipements de location sera remise au Jardin botanique.

5.2 Rôle et Autorité

La réalisation du projet se déroulera sous l'autorité de Madame Martine Bernier, chef de division Programmes publics et éducation au Jardin botanique de Montréal. Le contractant présentera et fera approuver par Martine Bernier tous les livrables et documents exigés.

Le contractant agira en étroite collaboration avec les représentants désignés qui incluent entre autres, mais non exclusivement :

• Madame Myriam Landry, agente culturelle du Jardin des Premières Nations, qui agira à titre de chargée de projet pour le Jardin botanique. Elle s'assurera de la coordination des équipes internes et externes en lien avec le projet.
• Un contremaître du Jardin botanique qui assurera les conditions techniques du site et le suivi des travaux.
• Le contremaître des jardins extérieurs et un représentant de l'équipe horticole qui fournira les informations nécessaires pour guider et valider les installations en lien avec les éléments vivants du Jardin.

Le contrat entre le contractant retenu et la Ville prendra fin au démantèlement de tous les éléments après l'événement.

6. CALENDRIER ET LIVRABLES

Dès l'octroi du contrat, le contractant devra être disponible pour exécuter le mandat. Dans sa soumission, le contractant devra s'engager à respecter le délai prévu pour réaliser le mandat.

Rencontre de démarrage : 1er mars 2022
Échéancier détaillé : 1er avril 2022
Plans et devis mis à jour : 1er mai 2022
Liste des équipements : 1er juin 2022
Installation sur le site : à déterminer par le contractant
Début de l'événement : 2 septembre 2022
Démontage : 1er au 4 novembre 2022

7. DOCUMENT REQUIS

Présenter un document détaillant les points suivants, lesquels seront pris en compte dans la sélection du contractant.

1) **Un calendrier préliminaire**
2) **Une liste et une description des travaux à accomplir**
3) **Une ventilation budgétaire**
4)

Les propositions doivent être reçues au plus tard **le 19 février, à 16h**.

ANNEXE 1

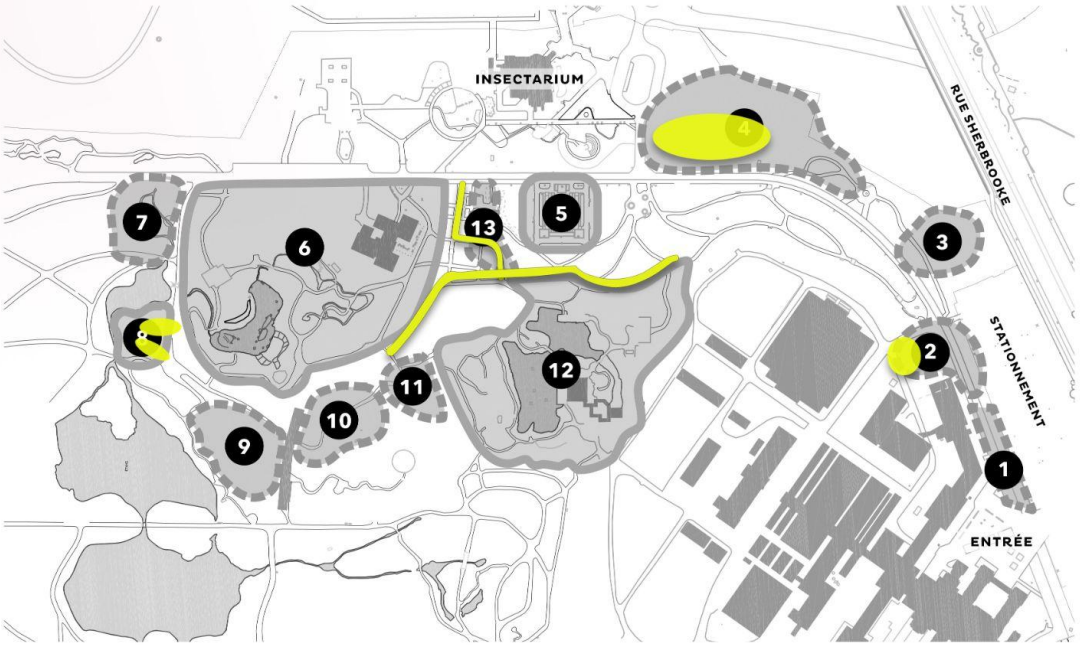
Plan extrait du concept final 2021
Atomic3/ 20 k

Secteurs à bonifier/
améliorations 2022

(voir descriptif section 3.1 mandat)

ZONES D'INTERVENTIONS

1. **Prologue**
   Corridor d'entrée
2. **Constellations**
   Corridor d'entrée et café-terrasse
3. **Éclats de lune**
   Cours des petits monstres
4. **Choeur de loups**
   Pôle interactif
5. Jardin aquatique
6. Jardin japonais
7. **La Rivière**
   Jardin des Premières-Nations - Entrée
8. Le Feu
   Jardin des Premières-Nations - Arbre sacré
9. **La Forêt**
   Jardin des Premières-Nations - Conifères
10. **Le Vent**
    Jardin des Premières-Nations - Feuillus
11. **JPN – Épilogue**
    Jardin des Premières-Nations - Cercle des nations
12. Jardin de Chine
13. **Sortie du parcours**



PLAN SCHÉMATIQUE

LÉGENDE
Zone d'intervention existante
Zone d'intervention à venir

BUDGET JARDINS DE LUMIÈRE 2022_PRÉLIMINAIRE

Nettoyage et Test des Appareils

Description	Détail	Commentaires
Tests et Nettoyage des équipements	$5,750.00	
	Sous-Total	**$5,750.00**

Installation

Description	Détail	Commentaires
Installation Équipements Audiovisuels	$31,464.00	
Quincallerie Installation	$1,150.00	
Installation Arche, Mur Prologue et Pods	$4,326.93	
Installation et location Système brumification	$14,127.75	
	Sous-Total	**$51,068.68**

Mise en Route et Supervision de l'installation

Description	Détail	Commentaires
Mise en Route Système et Focus Appareils Éclairage	$24,000.00	
Calibration Audio (Délais, Optimisation,..)	$1,650.00	
Mise en Route des Systèmes Réseaux et de contrôle	$10,650.00	
Location Node	$1,200.00	
Location ordinateur Choeur de Loup	$4,991.00	
Supervision Montage Technique	$1,150.00	
Direction Technique Pré-Production	$3,450.00	
Direction Technique Montage	$14,950.00	
	Sous-Total	**$62,041.00**

Artistique

Description	Détail	Commentaires
Ajustements et Suivi Artistique	$13,280.00	
Changements Techniques liés aux ajustements (design et plan)	$3,840.00	
	Sous-Total	**$17,120.00**

Direction de Production

Description	Détail	Commentaires
Direction de Production	$16,993.75	
Direction de production sur le site	$10,800.00	
	Sous-Total	**$27,793.75**

Frais de Production

Description	Détail	Commentaires
Quincallerie Production	$1,000.00	
Périssable Production	$250.00	
Conteneur Location	$2,620.85	
Frais Location Cube Montage	$3,341.37	
Frais Location Cube Démontage	$2,024.00	
Frais location Génératrice	$0.00	
Hébergement	$6,900.00	
Cantine	$2,000.00	
Déplacement	$1,725.00	
	Sous-Total	**$19,861.22**

Support

Description	Détail	Commentaires
Surveillance des systèmes et assistance	$24,490.00	
Accès Internet Sans fil	$1,150.00	
	Sous-Total	**$25,640.00**

Démontage

Description	Détail	Commentaires
Direction Technique Démontage	$2,875.00	
Démontage (Arche et Murs Entrée)	$2,000.00	
Démontage Brumification (Inclus dans prix montage)	$0.00	
Démontage Équipements	$11,500.00	
Location Équipements Démontage	$302.00	
Déménagement des équipements vers entreposage	$0.00	
	Sous-Total	**$16,677.00**

Formation et Mise à jour des Documents

Description	Détail	Commentaires
Formation	$0.00	
Mise à jour des cahiers opération et Plans tel que construit	$960.00	
	Sous-Total	**$960.00**

Maintenance et Réparation

Description	Détail	Commentaires
Gestion réparation des équipements	$1,150.00	
Achat de Lampes pour projecteurs et Lyre Asservies	$7,560.00	
Allocation Coûts de réparation / Location	$0.00	
	Sous-Total	**$8,710.00**

Bonification

Description	Détail	Commentaires
Éclairage toilette Café-Terrasse	$0.00	
Choeur de Loup Modification	$0.00	
Cache armoires équipement	$0.00	
Cache Machine Fumée	$0.00	
Cache Câblage	$0.00	
Cache Boitiers Projecteurs	$0.00	
Armoire dans Mamou	$0.00	
Modification Armoire #10 (Hauteur)	$0.00	
	Sous-Total	**$0.00**

Options

Description	Détail	Commentaires
Option Technicien sur le Site à tous les soirs	$0.00	
Option Éclairage JPN vers Jardin de Chine	$0.00	
Option Éclairage Jardin de Chine et Chemin de Ceinture	$0.00	
	Sous-Total	**$0.00**

$235,621.66

Contingence	0%	$0.00

$235,621.66

JARDINS DE LUMIÈRE

ANNEXE

ATOMIC 3

20K

Mandat

—

Zone 1 : Entrée

- Montage et démontage des murs
- Réparation des murs endommagés

Zone 1 : Corridor d'entrée

- Éclairage des arbres

Zone 2 : Café & terrasse

- Montage et démontage de l'éclairage

Zone 4 : Cœur de loup

- Montage et démontage (Pods, éclairage, projection vidéo, audio)
- Rafraichissement des stations (pods)
- Intégration interactivité
- Location d'équipements pour interactivité
- Calibration audio
- Achat des lampes des projecteurs de remplacement

Zone 7 : Jardin des Premières Nations - Rivière

- Montage et démontage (Arche, rivière, éclairage, audio)
- Location du système de bruine (Arche, rivière)

Zone 8 : Jardin des Premières Nations – Arbre Sacré

- Montage et démontage (Éclairage, projection vidéo, audio)
- Location d'une nacelle

Zone 9 : Jardin des Premières Nations - Forêt

- Montage et démontage (Éclairage, effets, machine à fumée, audio)
- Calibration audio

Zone 10 : Jardin des Premières Nations - Vent

- Montage et démontage (Éclairage, projection vidéo, audio, treuils)
- Achat des lampes des projecteurs de remplacement
- Location de nodes MA
- Calibration audio

Zone 11 : Épilogue

- Montage et démontage (Éclairage, Audio)
- Calibration audio

Général

- Honoraires artistiques // Atomic 3 (Design, mise en route, programmation…)
- Honoraires de production // 20k (Supervision montage/démontage, coordination, mise en route, direction technique, plans…)
- Honoraires sous-traitance montage/démontage
- Tests des équipements et Nettoyage
- Location conteneur bureau + entreposage
- Location camion Cube
- Hébergement
- Déplacements / Stationnement
- Catering

Support

- Support sur le site 2 semaines de soir après l'ouverture prévue au 2 septembre 2022 (Atomic 3 & 20k)
    a. La formation des équipes du Jardin Botanique pour les démonstrations des installations aura lieu pendant cette période
    b. Un cahier d'opération sera mis à jour et fourni à titre de référence (Mise à jour du Cahier de l'an dernier)
- Support à distance jusqu'au 31 octobre 2022 si besoin (Atomic 3 & 20k)
- Suivi de réparation dans les 24h après l'ouverture prévue au 2 septembre 2022 (Atomic 3 & 20k)
- Forfait DATA

Exclusions

- Éclairage entre JPN et Jardin de Chine
- Éclairage entre Jardin de Chine et Chemin de ceinture
- Éclairage zone toilettes Café-Terrasse
- Modifications de l'installation Chœur de loup
- Modifications scénographiques du Wigwam

- Technicien sur le site à tous les soirs pour la durée de l'événement (tournée sur site)
- Formation des équipes du Jardin Botanique pour les démonstrations des installations après le départ de 20k et Atomic 3

- Toute alimentation électrique requise au projet
- Location distribution électrique (Électro Performance)
- Coordination de la distribution électrique avec Électro Performance
- Gestion et alimentation électrique des panneaux d'affichage (3x)
- Alimentation électrique adéquate pour bureaux de production (conteneur) + conteneur d'entreposage

- Achat de câblage supplémentaire, si requis, si déplacement des installations / équipement sur le site
- Scénographie pour caches : câblage / armoires d'équipements / backs / effets / boîtiers de projecteurs / machines à fumée / etc.)

- Déplacement armoire d'équipement zone #10 (Mamou)
- Remplacement de l'armoire d'équipement zone #10
- Remplacement équipements, quincaillerie et câblage endommagés ou égarés lors de l'entreposage
- Remplacement des équipements en cours d'événement (équipement et main d'œuvre en gestion)
- Allocation pour location équipement de remplacement
- Liquide à fumée (24 x 20L)

- *Cart* de golf (2)
- Lift et chauffeur (Montage projecteur Zone #4 / Arche Zone #7 / Transport bacs de câblage et autres équipement lourds et / ou de grand format (montage & démontage))

- Tranchées
- Cache à VL

- Déménagement des équipements des sites vers les lieux d'entreposage (Lieux d'entreposage inconnus)
- Emballage pour entreposage au démontage si besoin (boîtes, bacs, bâches, tape, attaches, palettes, emballage à bulle…)












JARDINS DE LUMIÈRE
GARDENS OF LIGHT

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1226312002.*
Unité administrative responsable : *Service de l'Espace pour la vie, Jardin Botanique, Division de l'animation et des programmes publics.*
Projet : *Accorder un contrat de gré à gré à Atomic 3 pour la conception et l'installation des interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de Lumière - Dépense totale de 235 621,66 $, taxes incluses.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

Priorité 13 : Faire de Montréal une métropole de **réconciliation avec les peuples autochtones** en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international

Priorité 15 : Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Priorité 20 : Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 : L'événement du Jardins de Lumière offre l'occasion aux visiteurs d'entrer en contact avec la nature de manière innovante via d'importantes expériences sensorielles et esthétiques. L'événement jette un regard nouveau sur les trois jardins culturels du Jardin botanique et les différents écosystèmes qui se présentent à eux au long du parcours déambulatoire permettant aux individus d'apprécier la beauté de ce que la nature possède dans une perspective ludique et époustouflante. Nous croyons que le Jardins de Lumière contribue à engager les montréalais.e.s et les québécois.e.s à la protection de la biodiversité et de la nature grâce à l'expérience émotive qu'offre cet événement. Les installations multimédias prennent en considération la complexité du site et la nécessité de mettre en valeur ses espaces écologiques tout en préservant et protégeant les lieux.

Priorité 4 : Réalisation du projet par une compagnie montréalaise. L'ensemble des composantes et matériaux choisis pour réaliser ce contrat privilégie les principes de développement durable (recours à des fournisseurs locaux, potentiel de récupération et de recyclage des matériaux en fin de vie, matériaux ayant un moindre impact sur l'environnement, etc.);

Priorité 13 : Rappelons que, depuis 2001, le Jardin des Premières-Nations est un lieu culturel important pour les identités autochtones, car il est aménagé et s'anime tout en respectant les valeurs et savoirs de leurs différentes cultures. Ce lieu vise à favoriser la découvrabilité des cultures autochtones par des activités de médiation et de mise en valeur telles que la tenue de cérémonies, le port d'habits traditionnels, des démonstrations de savoirs et savoir-faire et des présentations des traditions et de réalités actuelles. Ce partage avec les québécois.e.s et les montréalais.e.s contribue aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Le Jardin des Premières-Nations permet aussi aux personnes autochtones de cultures différentes de tisser des liens et de développer des projets communs. D'ailleurs, la création du Jardin des Premières-Nations avait fait l'objet d'un consensus fort et demeure une source de fierté auprès des personnes autochtones. Il vise aussi à contribuer au rayonnement international des Premiers Peuples du Québec. Lors de l'édition 2021 la firme Atomic 3 a su faire preuve de collaboration et d'écoute avec différentes représentantes des Premières Nations qui ont participé dans la conception de la nouvelle édition du Jardins de Lumière soient la poétesse innue Joséphine Bacon, l'artiste multidisciplinaire Métis Moe Clark et l'aînée Mohawk Sedalia Fasio afin d'enrichir la proposition artistique et de proposer une œuvre commune, originale et porteuse de sens tout en mettant en valeur la relation que les Premiers Peuples entretiennent avec la nature;

Priorité 15 : Le Jardin botanique souhaite continue à innover en bonifiant au fil des années l'expérience du Jardins de Lumière en créant des espaces immersifs et interactifs pour les visiteurs montréalais, québécois et de l'international. Les transformations technologiques et les nouveaux types de clientèles que le Jardin botanique accueille chaque année nous amènent à innover et être créatif afin de maintenir notre attractivité et notre réputation internationale. L'édition 2021 avec les bonifications au parcours mises en place par Atomic 3 ont contribué à un renouveau dans l'offre et l'expérience du Jardins de Lumière;

Priorité 20 : Jardins de lumière est un événement phare de la programmation d'Espace pour la Vie et un incontournable de l'automne montréalais (produit d'appel fort, qui attire de entre 200 000 et 300 000 visiteurs chaque année).

Section B - Test climat

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après, appelée : la **« Ville »**

1) CORPORATION : ATOMIC 3 INC, société de création et de réalisation d'expérience multimédia, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 4-7095, rue Waverly, Montréal, QC, H2S 3J1**,** agissant et représentée par Louis-Xavier Gagnon Lebrun dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

Ci-après, appelé: le **« Contractant »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 31 janvier 2022 pour la conception et l'installation des interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de Lumière;

1.2 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 28 février 2022;

1.3 « **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

1.4 « **Propriété intellectuelle** » : documents, études et rapports préparés par le Contractant dans le cadre de la présente convention;

1.5 « **Unité administrative** » : Division des programmes publics et de l'éducation du Jardin botanique de Montréal.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

2.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour faire le montage et le démontage des installations dans le cadre de la prochaine édition de son événement annuel Jardins de Lumière, dont l'ouverture est prévue au 3 septembre 2022. Ces interventions, qui connectent l'ensemble du parcours de visite couvrent les zones suivantes : 235

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utile à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de

même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l'effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.11 n'entreprendre aucun travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.12 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8

HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **deux cent trente-cinq mille six cent et vingt et un dollars et soixante six sous (235 621,66 $** $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, sur présentation d'une facture. La prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes.

Cette somme est payable comme suit :

À la remise du calendrier et de la liste d'équipements : (10%)
23 562,17 $

À la fin de la phase de préparation (plans et devis révisés, inspections des équipement) : (30%)
70 686,50 $

À la fin de la phase d'installation et mise en route : (40%)
94 248,66$

À la fin de la phase d'opération et du démantèlement : (20)%
47 124,33 $

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération du paiement de toute somme prévue à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert pour exécuter ses obligations aux termes de la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 4-7095, rue Waverly,, province de Québec, H2S 3J1 et tout avis doit être adressé à l'attention du codirecteur et concepteur M. Louis-Xavier Gagnon-Lebrun. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

13.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 20

Atomic 3

Par : _____
Louis-Xavier Gagnon-Lebrun, codirecteur/concepteur Atomic 3

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le e jour de 20__ (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1226312002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Atomic 3 pour la conception et l'installation d'interventions multimédias dans le cadre de l'édition 2022 de l'événement annuel Jardins de Lumière - Dépense totale de 270 906,00 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1226312002 Atomic 3.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Khadija BENAILLA
Agente comptable analyste
Tél : (514)872-1025

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Alexandra GAUTHIER-BLAKE
Conseillere en planification budgetaire
Tél : 514 872 4136
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228848014

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver, la modification de l'accord initial entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal pour une contribution d'un montant maximal de 750 000 $, pour l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques.

Il est recommandé :
1. d'approuver la modification de l'accord initial entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal pour une contribution d'un montant maximal de 750 000$, pour l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques afin de prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2022;

2. d'autoriser la directrice de la Direction de la mobilité à signer l'accord de modification au nom de la Ville.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 15:27

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1228848014**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver, la modification de l'accord initial entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal pour une contribution d'un montant maximal de 750 000 $, pour l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques.

CONTENU

CONTEXTE

Au courant de l'année 2019, Ressources Naturelles Canada (RNCan) a annoncé le Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro visant à appuyer l'installation d'infrastructures de bornes de recharge pour véhicules électriques (BRVÉ) dans les aires de stationnement. Celles-ci peuvent être installées hors-rue à même des infrastructures publiques ou privées, notamment des arénas et des bibliothèques. Les aires de stationnement sur rue sont aussi admissibles à ce programme.

Ce programme offre une contribution à titre de remboursement des dépenses équivalentes à 5 000 $ par BRVÉ installée. La demande de contribution envoyée par la Ville visait une installation de 150 BRVÉ. Le remboursement maximal que la Ville pourrait recevoir suite à l'installation de ces bornes est de 750 000 $.

En décembre 2019, la Ville recevait une lettre d'approbation provisoire de la contribution dépendante de la signature d'un accord formel entre RNCan et la Ville. Conformément à l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (LRQ, c. M-30), la Ville a été autorisée à signer l'Accord de contribution par le décret 783-2021 émis par le Gouvernement du Québec en date du 9 juin 2021. L'entente de contribution a par la suite été signée le 20 juillet 2021 pour une mise en service de 150 bornes jusqu'au 31 décembre 2021.

L'accord de modification vise non seulement la prolongation de durée de l'entente, afin de permettre aux parties d'exécuter complètement leurs obligations, mais également la prolongation de la durée de réalisation du projet au 31 décembre 2022;

À la fin de l'année 2021, 86 des 150 BRVÉ prévues ont été installées ou mises en service. Puisque seules les bornes complètement fonctionnelles peuvent recevoir le remboursement, il est impératif d'avoir une extension de l'entente. La modification de l'accord vise une prolongation de l'accord pour l'année 2022, pour permettre à la Ville de compléter les mises en services de l'intégralité des bornes visées par l'accord de contribution initial. Cet accord de prolongation permettrait à la Ville de réclamer la subvention liée à la mise en service des 64 bornes restantes et à Ressources Naturelles Canada de fournir le montant résiduel de la subvention.

Les mises en service des 64 bornes restantes ont été retardées entre autres pour les raisons suivantes : notre partenaire responsable de la construction des bases pour les bornes de recharge à fait face à des difficultés d'approvisionnement en béton, plus spécifiquement pour les bases préfabriqués. À cette difficulté s'ajoute les retards en lien avec les raccordements d'Hydro-Québec (HQ) qui a occasionné un délais dans la mise en service des bornes de recharges.

À noter que les retards d'HQ étaient directement en lien avec une période de fort achalandage pour notre partenaire, occasionnée par les rebranchements des clients ainsi que des forts vents qui ont occasionné des bris de services majeurs sur le réseau d'HQ.

La modification de l'accord de contribution est une situation visée par le décret 203-2022, où la Ville est autorisée de prolonger son entente, préalablement autorisée par le Gouvernement du Québec avec Ressources Naturelles Canada. Il s'agit d'un décret qui prévoit l'exclusion de certaines catégories d'ententes modificatrices du champ d'application de l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (LRQ, c. M-30). Comme l'Accord de modification s'inscrit dans le champ d'application de ce décret et respecte les critères qui y sont prévus, l'autorisation préalable du Gouvernement du Québec n'est pas requise pour permettre à la Ville de le conclure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1164 - 30 juin 2021 - Approuver la nouvelle version du projet d'accord de contribution pour un montant maximal de 750 000 $, entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal, modifiant l'article 5.1 - Évaluation d'impact, en remboursement des dépenses encourues par la Ville de Montréal pour la fourniture et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (CE21 0451).

CE21 0451 - 31 mars 2021 - Approuver le projet d'accord de contribution pour un montant maximal de 750 000 $, entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal, en remboursement des dépenses encourues par la Ville de Montréal pour la fourniture et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (CM 21 0171), conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la Loi sur le ministère du conseil exécutif du Gouvernement du Québec (L.R.Q. c. M-30).

CM21 0171 - 22 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013 du gouvernement du Québec, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 202 bornes de recharge pour véhicules électriques - Dépense totale de 1 564 200,38 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CM20 1219 - 10 décembre 2020 - Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).

DESCRIPTION

La modification, visant une prolongation de l'accord jusqu'au 31 décembre 2022, permettrait à la Ville de réclamer le montant résiduel de la contribution de RNCan. Les frais admissibles à la subvention ont tous été déboursés entre juin et décembre 2021.

Le remboursement des dépenses se fait proportionnellement au nombre de BRVÉ installées. Des relevés trimestriels des dépenses et évolution du projet sont envoyés à RNCan afin qu'ils approuvent les dépenses effectuées. Les remboursements sont réalisés suite à la validation des relevés par RNCan. La Ville doit soumettre son rapport de projet final au plus tard le 31 janvier 2023. Un montant décidé par RNCan lié au risque de la réalisation du projet est

retenu jusqu'à la validation du rapport final.

Le projet de modification de l'entente entre la Ville et RNCan est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques.

JUSTIFICATION

L'approbation de la modification de cet accord permettra à la Ville de continuer à réduire ses dépenses pour l'implantation de BRVÉ et de récupérer le montant maximal de 750 000 $ provenant de la contribution de RNCan.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'ensemble des dépenses effectuées dans le cadre du Programme - Achat et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (référence 75100), prévu au PDI 2021-2030 de la Ville de Montréal, sont des dépenses admissibles aux fins de la contribution provenant de RNCan. Le montant total de la contribution réduira l'impact budgétaire du Programme - Achat et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Il ne contribue cependant pas à l'atteinte des résultats des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir détails dans la Grille d'analyse Montréal-2030 en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier par le Comité exécutif est préalable à la signature de la modification de l'accord par la Ville de Montréal. En plus de ne pas obtenir le montant résiduel de 227 564 $ en subvention de RNCan, une décision défavorable ferait en sorte que la requête de paiement de 522 435,71 $, somme de l'année 2021, serait ajustée à 430 000 $. Dans un tel cas, un total de 320 000 $ ne serait pas obtenu, ce qui augmenterait directement les dépenses liées aux bornes de recharge de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication conjointe est demandée par RNCan afin de promouvoir la contribution du gouvernement canadien au développement d'infrastructures pour véhicules à émission zéro au Canada. Le cas échéant, le Service de l'expérience citoyenne et des communications peut participer à l'élaboration d'une stratégie à cet effet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Approbation par le Comité exécutif : 4 mai 2021
2. Signature de la modification de l'accord : Printemps 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan HAMEL-NUNES
Chef de section

Tél : 438 989.5036
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-04

Hugues BESSETTE
Chef de Division ing.

Tél : 514 872-5798
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
Directrice de service par intérim
Tél : 514-501-8756
Approuvé le : 2022-04-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1228848014**
Unité administrative responsable : **Division exploitation, innovation et gestion des déplacements**
Projet :Approuver, la modification de l'accord initial entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal pour une contribution d'un montant maximal de 750 000$, pour l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?.	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduction des émissions de GES (action 1)
2. Accroissement et diversification de l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles (action 3)
3. Tendre vers un avenir plus durable et plus propre (action 5)
4. Consolider un filet social fort, [...] et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (action 9)

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Rendre facilement accessibles les bornes de recharge des véhicules électriques offre un incitatif pour effectuer des déplacements à l'aide d'un véhicule électrique plutôt qu'avec un véhicule à essence.
2. L'installation de bornes permet de faciliter les déplacements en véhicule électrique, diversifiant ainsi l'offre de transport à Montréal.
3. La réduction des émissions de GES favorise un environnement plus propre et plus durable.
4. L'implantation de bornes de recharge sur l'ensemble du territoire contribue à offrir d'autres options de mobilité aux résidents des zones moins centrales et, souvent, plus défavorisées. Elle contribue aussi à améliorer la qualité de l'environnement dans ces zones où l'auto-solo est encore très privilégié.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x** **x**	 **x** **x** 	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228848014

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division de l'exploitation_innovation et gestion des déplacements
Objet :	Approuver, la modification de l'accord initial entre Ressources Naturelles Canada et la Ville de Montréal pour une contribution d'un montant maximal de 750 000 $, pour l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2022-04-07 - Accord modification #1_final_version visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

7 avril 2022

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTÉGÉ A

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES

CONTRIBUTIONS POUR APPUYER LES COMBUSTIBLES PROPRES, LES TRANSPORTS ET L'INDUSTRIE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE POUR LES VÉHICULES À ÉMISSION ZÉRO

MODIFICATION Nº 1 À L'ACCORD DE CONTRIBUTION NON REMBOURSABLE

LE PRÉSENT ACCORD est fait en double exemplaire

ENTRE :

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le ministre des Ressources naturelles (le « **Canada** »),

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Madame Valérie Gagnon, directrice de la Direction de la mobilité, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CE22 ..... (le « **Promoteur** »).

ATTENDU QUE le Canada et le Promoteur ont conclu un Accord de contribution signé par le Canada le 13 août 2021 et par le Promoteur le 20 juillet 2021 (l'Accord);

ATTENDU QUE le Promoteur demande une prolongation à la date d'achèvement du Projet.

ET ATTENDU QUE le Canada et le Promoteur souhaitent modifier l'Accord;

PAR CONSÉQUENT, le Canada et le Promoteur conviennent de ce qui suit :

1. La définition « **Coûts totaux du Projet** » sous l'article 1 intitulé ***Interprétation*** de l'Accord est abrogé et remplacé par le suivant :

   « **Coûts totaux du Projet** » désigne la Contribution ainsi que d'autres apports en nature ou en espèces qu'a reçus le Promoteur ou qu'il a investis dans le Projet pourvu que lesdits apports soient vérifiables et directement attribuables au Projet et à compter **1er avril 2021** jusqu'au **31 décembre 2022**;

2. La définition « **Période de dépenses admissibles** » sous l'article 1 intitulé ***Interprétation*** de l'Accord est abrogé et remplacé par le suivant :

   « Période de dépenses admissibles » désigne la période à compter de la date de la signature de l'Accord par le Canada jusqu'au **31 décembre 2022**;

3. Le Paragraphe 4.2 de l'Accord est abrogé et remplacé par le suivant :

   4.2 Le Promoteur doit achever le Projet au plus tard le **31 décembre 2022**, sauf si l'Accord est résilié avant cette date en vertu des dispositions du présent Accord.

4. Le Paragraphe 6.3 de l'Accord est abrogé et remplacé par le suivant :

   6.3 Pour avoir droit au montant résiduel de la Contribution mentionnée au présent Accord, le Promoteur doit soumettre sa réclamation finale de paiement au plus tard le **31 janvier 2023**.

5. L'Annexe A (Énoncé des travaux) est abrogée et remplacée par l'Annexe A ci-jointe.

6. L'Annexe B (Budget et dépenses admissibles) est abrogée et remplacée par l'Annexe B ci-jointe.

7. L'Annexe C (Rapports) est abrogée et remplacée par l'Annexe C ci-jointe.

8. L'Annexe D (Certification des dépenses admissibles engagées et payées) est abrogée et remplacée par l'Annexe D ci-jointe.

9. Toutes les autres modalités de l'Accord demeurent inchangées et en vigueur.

10. Le présent Accord de modification entrera en vigueur à la date de signature par les Parties.

AB

EN FOI DE QUOI le présent Accord de modification a été signé au nom de **Sa Majesté la Reine du chef du Canada** par un représentant dûment autorisé par le ministre des Ressources naturelles et au nom du **Promoteur**, par un représentant dûment autorisé par lui.

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

_____ _____

Date Glenn Hargrove
Sous ministre adjoint
Secteur des carburants

VILLE DE MONTRÉAL

_____ _____

Date Valérie Gagnon
Directrice
Direction de la mobilité

ANNEXE A

de l'Accord entre

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

Et

VILLE DE MONTRÉAL

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Titre du Projet :	**Acquisition et installation de bornes de recharges connectées de niveau 2**
L'Objectif du Projet :	L'objectif de ce projet vise à soutenir le déploiement d'infrastructures dans les lieux publics, sur la rue, pour des immeubles résidentiels à logements multiples, et dans les milieux de travail ainsi que le déploiement de projets d'infrastructure stratégiques pour le transport en commun, la livraison en milieu urbain et les flottes de véhicules.
Description du Projet :	En 2016, le Promoteur s'est dotée d'une Stratégie d'électrification des transports 2016-2020, Électrisons Montréal, visant à contribuer à l'atteinte des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la ville, autant sur le plan de la collectivité que sur le plan de ses propres activités municipales. Dans le cadre de sa stratégie, le promoteur a pu installer plus de 1 000 bornes de recharge publiques dans les dix-neuf arrondissements de la Ville. Une révision de cette Stratégie a défini une nouvelle cible de 1000 nouvelles bornes de recharge pour 2025. Ces bornes de recharges accessibles au public seront aussi utilisées par les véhicules en libre-service, et ce, dans la poursuite de l'objectif du Promoteur d'inciter les entreprises qui offrent ce service à convertir leur flotte de véhicules à l'électricité. Le Promoteur poursuit l'installation d'un réseau de recharge pour les véhicules électriques privés, tant hors rue que sur rue, avec comme objectif d'offrir un réseau de près de 2 000 bornes de recharge (connecteurs) desservant l'ensemble de son territoire d'ici à 2025. Le Promoteur va installer 150 connecteurs (75 bornes de recharge double) de niveau 2 (240V) accessibles au public. Ces bornes permettront d'atteindre l'objectif identifié par la Ville.
Avantages :	**<u>Avantages pour le Canada :</u>** • Encourager le déploiement stratégique du réseau d'infrastructures qui offre des options à plus faible émission de carbone dans le secteur des transports. • Encourager l'utilisation des véhicules électriques et des véhicules qui utilisent des carburants de remplacement au Canada. • Continuer d'accroître l'offre et la demande d'options à plus faible émission de carbone dans le secteur des transports au Canada. **<u>Avantages pour les intervenants :</u>** • Accroître la capacité à encourager la sensibilisation, la disponibilité et l'utilisation des options à plus faible émission de carbone dans le secteur des transports. • Encourager une croissance économique propre et la création d'emplois par l'installation et l'exploitation des infrastructures. • Encourager les entreprises canadiennes qui se sont positionnées comme chef de file dans le développement et le déploiement des carburants de remplacement et des technologies propres.

TÂCHES DU PROJET :

Numéro de la tâche	Tâche	Description	Résultat attendu
1	Ingénierie et conception **(Mai 2022)**	Productions des mandats pour les professionnels et signature des contrats pour les plans et devis	• Installation et mise en service de toutes les bornes de recharge du projet.
2	Acquisition des ententes et autorisations **(Décembre 2022)**	Réalisation des plans et devis	
3	Acquisition des équipements **(Décembre 2022)**	Lancement de l'appel d'offres public pour les travaux de construction Analyse des soumissions, approbation au conseil exécutif, préparation et signature du contrat	
4	Construction **(Mai 2022)**	Tenue d'une réunion de démarrage, commande des bornes et début des travaux de construction : travaux électriques, travaux civils et signalisation.	
5	Inspection et mise en service **(Décembre 2022)**	Programmation des bornes, exécution plan de communication et implantation de la tarification et des nouvelles fonctionnalités Inspection des travaux et correction des déficiences Inspection finale	
6	Ouverture au public et démarrage des activités de vente **(Décembre 2022)**	Inspection des travaux et correction des déficiences Inspection finale	
7	Fermeture du projet **(Décembre 2022)**	Inspection des travaux et correction des déficiences	

INFORMATIONS SUR LE RENDEMENT :

INDICATEUR DE RENDEMENT CLÉ
1. Installation de 75 bornes de recharges doubles (150 connecteurs) ouvertes au public avant le **31 décembre 2022**.

ADRESSE D'UNE STATION :

RECTIFICATION À l'ADRESSE D'UNE STATION
Le Promoteur doit présenter une demande écrite au Canada pour apporter une rectification à l'adresse d'une station. La demande est conditionnelle à l'autorisation écrite du représentant du Canada identifié dans l'article intitulé Avis.

ANNEXE B

de l'Accord entre

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

et

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

BUDGET ET DÉPENSES ADMISSIBLES

1. Sous réserve des restrictions à l'article intitulé ***Contributions***, les Dépenses admissibles doivent être approuvées conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor en lien avec l'exécution des différentes tâches décrites à l'annexe A (Énoncé des travaux).

BUDGET APPROUVÉ EN $	2021-2022	2022-2023	TOTAL
Contribution du Programme	**750 000 $**		**750 000 $**
DÉPSENSE ADMISSIBLES			
Salaires et avantages sociaux	- $	- $	**- $**
Services professionnels	982,500.00 $	- $	**982,500.00 $**
Frais de déplacement raisonnables	- $	- $	**- $**
Immobilisations, y compris les équipements informatiques et d'autres équipements ou infrastructures	1,272,435.71 $	1,003,814.29 $	**2,276,250.00 $**
Frais de location	- $	- $	**- $**
Droits de permis et permis	- $	- $	**- $**
Frais liés aux évaluations environnementales	- $	- $	**- $**
Frais généraux	- $	- $	**- $**
Total par Année financière :	**2,254,935.71 $**	**1,003,814.29 $**	
		Total des Dépenses admissibles	**3,258,750.00 $**
DÉPENSES NON ADMISSIBLES			
DÉPENSES NON ADMISSIBLES			
Sans objet			- $
		Total des Dépenses non admissibles	- $
COÛTS EN NATURE			
Sans objet			- $
		Total des coûts en nature	- $
		Total des coûts non admissibles	**- $**
		Coûts totaux du Projet	**3,258,750.00 $**

Source de la contribution :	Pourcentage (%)	En argent ($)	En nature ($)	Total ($)
Le Programme	23%	750,000.00 $	S/O	750,000.00 $
Le Promoteur	77%	2,508,750.00 $	S/O	2,508,750.00 $
TOTAL	**100%**	**3,258,750.00 $**	**0 $**	**3,258,750.00 $**

NOTE : Les restrictions et exceptions suivantes s'appliquent au budget approuvé ci-dessus :

a) En conformité avec le formulaire d'attestation de la TPS/TVP/TVH du ministère, les coûts relatifs à la taxe de vente provinciale, à la taxe sur les biens et services et à la taxe de vente harmonisée doivent être nets de tout remboursement de taxe auquel le Promoteur est admissible.

b) Les coûts en nature sont les contributions sous forme de biens ou de services fournis par le Promoteur ou autres contributeurs et font partie des Coûts totaux du Projet, mais ils ne sont pas admissibles pour le remboursement.

c) Le Promoteur sera remboursé pour les dépenses de déplacement et d'hébergement qui sont raisonnables et encourues correctement dans le cadre de l'accomplissement des activités du Projet telles que décrites à l'Annexe A (Énoncé des travaux) de l'Accord. Le Promoteur sera remboursé aux coûts réels sans ajustements, surcharges ou profits, conformément au taux en vigueur des Lignes directrices sur les voyages du Conseil national mixte, mis à jour, couvrant la période durant laquelle le voyage a lieu à http://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpfm/pay-remuneration/travel-deplacements/menu-travel-voyage-fra.asp

d) Frais généraux seront limités jusqu'à 15 % des Dépenses admissibles.

2. Nonobstant l'article intitulé ***Modifications***, pourvu que la Contribution pour une Année financière n'ait pas atteint son plafond, le Promoteur peut ajuster les coûts alloués par Dépenses admissibles énumérées ci-dessus dans la partie 1 de la présente annexe jusqu'à concurrence de **vingt pour cent (20 %)** sans qu'il n'ait à en aviser le Canada. Au moment de présenter sa réclamation de paiement, le Promoteur doit fournir au Canada un budget révisé.

Le Promoteur doit présenter une demande écrite au Canada pour apporter une rectification d'une valeur supérieure à **vingt pour cent (20 %)**. La demande doit inclure un budget révisé. Cette demande est conditionnelle à l'autorisation écrite du représentant du Canada identifié dans l'article intitulé ***Avis***.

ANNEXE C

de l'Accord entre

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

et

VILLE DE MONTRÉAL

RAPPORTS

A. Réclamation de paiement et rapport d'avancement :

Le Promoteur doit fournir les documents suivants avec chacune de ses réclamations de paiement au plus tard **trente (30) jours après la fin de chaque trimestre**, tel qu'établit à l'article intitulé ***Modalités de paiement*** :

i) un rapport financier signé par l'agent financier principal ou l'agent dûment autorisé de l'organisation faisant état des Dépenses admissibles engagées par la nature des coûts;

ii) un relevé des heures de travail des employés doit être fourni lorsque des salaires et avantages sont réclamés. Le Promoteur doit fournir le nombre d'heures, le taux horaire et le montant total pour chacune des tâches indiquées dans cet Accord, par le biais des relevés et ce, pour chaque employé (ou catégorie d'employés). Le Promoteur doit ensuite faire signer le relevé par l'agent financier principal ou l'agent dûment autorisé de l'organisation;

iii) un rapport détaillé des frais de voyage, y compris une ventilation de tous les frais de transport (par exemple : avion, train, taxis), d'hébergement, les heures de déplacement, les allocations de repas quotidiennes et tout autres frais de voyage;

iv) un état des flux de trésorerie et un budget à jour pour le Projet;

v) un rapport sommaire par écrit qui démontrera les résultats obtenus lors de la période de rapport, une description des délais, des problèmes ou des risques ainsi que les délais et les plans d'atténuations à cet égard; et,

vi) les permis émis durant la période de rapport.

Suivant les dispositions du présent Accord, si le Promoteur ne peut pas soumettre une réclamation de paiement au plus tard le **31 mars** d'une Année financière, il doit remettre au Ministre, **au plus tard le 5 avril** une déclaration signée des Dépenses admissibles Engagées prévues jusqu'au **31 mars**, afin de permettre au Ministre d'établir les comptes créditeurs à la fin de l'exercice.

B. Rapports finaux (financiers et d'avancement du Projet/techniques) :

Le Promoteur doit présenter, **au plus tard au plus tard soixante (60) jours (1er mars 2023) après la Date d'achèvement du Projet** :

i) un rapport financier démontrant comment la Contribution a été dépensée, y compris l'obtention de biens et/ou de services financés par le Canada;

ii) un rapport narratif final détaillé décrivant comment ses activités ont contribué à la réalisation des objectifs et des avantages découlant du Projet, ainsi qu'aux indicateurs de rendement tels que décrits à l'annexe A (Énoncé des travaux), y compris des résultats du Projet par rapport aux extrants et au plan de travail initiaux; et,

iii) une certification, tel que stipulé dans l'annexe D (Certification des Dépenses admissibles Engagées et payées), que toutes les Dépenses admissibles du Projets qui ont été réclamées sont Engagées et payées.

ANNEXE D

de l'Accord entre

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

et

VILLE DE MONTRÉAL

CERTIFICATION DES DÉPENSES ADMISSIBLES ENGAGÉES ET PAYÉES

1. Conformément à l'article intitulé ***Modalités de paiement*** du présent Accord, le Promoteur doit présenter par écrit, au plus tard le **1er mars 2023**, la certification qui suit sur du papier à lettres avec en-tête de son entreprise, signée par l'agent dûment autorisé :

« Toute réclamation de paiement présentée au Canada pour le remboursement des Dépenses admissibles du Projet concerne des dépenses qui ont été Engagées et payées par la Ville de Montréal (le « Promoteur ») à la date de la présente certification par le soussigné, et tous les documents à l'appui ont été conservés dans nos dossiers et seront rendus accessibles au Ministre sur demande. »

« Conformément à l'article Contributions, à compter de la date de cette certification par le soussigné, le Promoteur déclare que toutes les contributions et paiements, y compris le Financement public total, sont reçus par lui. »

« Je soussigné _____, un agent de la Ville de Montréal, dûment autorisé au nom du Promoteur, déclare et certifie par les présentes que la déclaration ci-dessus est véridique et exacte. Je comprends que si, de l'avis du Ministre, il y a eu fausse déclaration ou violation de la présente garantie, le Ministre peut considérer le Promoteur comme étant en situation de manquement par rapport aux conditions générales et aux obligations de l'Accord et peut exercer son droit de Ministre à mettre fin au présent Accord, puis ordonner au Promoteur de rembourser immédiatement la totalité ou une partie des sommes payées par le Canada conformément au présent Accord. »

Date : _____ **Signature : _____**

Titre : _____

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228113001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction connectivité , Division connectivité dorsale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation sans budget additionnel pour les lots 1, 2, 4 et 5, et autoriser une dépense additionnelle de 319 105,23 $, taxes incluses, pour le lot 3, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunication, dans le cadre des ententes-cadres accordées à la firme ITI inc. (anciennement Pro-Contact inc.) (CG19 0304), majorant ainsi le montant total du contrat de 918 337,92 $ à 1 237 443,15 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la première année de prolongation sans budget additionnel pour les lots 1, 2, 4 et 5, et autoriser une dépense additionnelle de 319 105,23 $, taxes incluses, pour le lot 3, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunication, dans le cadre des ententes-cadres accordées à la firme Informatique ITI inc. (CG19 0304) (anciennement Pro-Contact inc.), majorant ainsi le montant total du contrat de 918 337,92 $ à 1 237 443,15 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-25 10:05

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228113001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction connectivité , Division connectivité dorsale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation sans budget additionnel pour les lots 1, 2, 4 et 5, et autoriser une dépense additionnelle de 319 105,23 $, taxes incluses, pour le lot 3, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunication, dans le cadre des ententes-cadres accordées à la firme ITI inc. (anciennement Pro-Contact inc.) (CG19 0304), majorant ainsi le montant total du contrat de 918 337,92 $ à 1 237 443,15 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des TI s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

En 2018, le Service des TI procédait au lancement de l'appel d'offres public 18-17411 ayant pour objet fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications, prévoyant deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.

Les cinq ententes-cadres ont été octroyées à Informatique Pro-Contact inc. (ITI inc.) comme suit:

- Lot 1 : au montant de 918 337,92 $, taxes incluses
- Lot 2 : au montant de 918 337,92 $, taxes incluses
- Lot 3 : au montant de 918 337,92 $, taxes incluses
- Lot 4 : au montant de 918 337,92 $, taxes incluses
- Lot 5 : au montant de 918 337,92 $, taxes incluses.

Elles sont en vigueur depuis le 20 juin 2019, et ce, pour une période de trente-six (36) mois.

Le contrat initial a été octroyé le 20 juin 2019 (CG19 0304) à Pro-Contact inc. qui en 2020 a

changé sa raison sociale et est devenue ITI inc.

Ces ententes-cadres soutiennent le maintien et la modernisation des infrastructures bureautiques des différents sites de la Ville de Montréal, ainsi que des projets tels que le Wi-Fi, les réaménagements et déménagements, etc.

Les prévisions budgétaires ont été établies au moyen de l'historique de consommation, de l'estimation des futurs besoins, et de l'ajustement des prix selon l'évolution moyenne de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal, tel que prévu aux contrats.

Les prix indexés demeurent valides pour toute la durée de cette prolongation.

Le Service des TI souhaite prolonger les présentes ententes-cadres afin de bénéficier des mêmes termes et conditions de l'appel d'offres public 18-18711, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de la première année de prolongation sans budget additionnel pour les lots 1, 2, 4 et 5, et autoriser une dépense additionnelle de 319 105,23 $, taxes incluses, pour le lot 3, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunication, dans le cadre des ententes-cadres accordées à la firme Informatique ITI inc. (anciennement Pro-Contact inc.) (CG19 0304), majorant ainsi le montant total du contrat de 918 337,92 $ à 1 237 443,15 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0304 - 20 juin 2019 – Accorder cinq (5) ententes-cadres d'une durée de 3 ans, à Informatique Pro-Contact Inc., pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications - dépense totale maximale de : Lot 1: 918 337,92 $, Lot 2: 918 337,92 $, Lot 3: 918 337,92 $, Lot 4: 918 337,92 $, Lot 5: 918 337,92 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-17411 - (6 soumissionnaires)
CG19 0119 - 28 mars 2019 - Autoriser, pour les ententes cadres conclues avec la firme SC360 Inc (CE17 0007), une dépense totale additionnelle de 283 865,76 $ (141 932,88 $, incluant les contingences et une variation des quantités de l'ordre de 15%, pour chacun des lots 1 et 2 de l'appel d'offres 16-14658), majorant ainsi le montant de ces contrats de 405 522,52$ à 547 455,40$.

CE18 1302 - 8 août 2018 - Autoriser l'ajout de produits et services accessoires aux catalogues des contrats octroyés (4 lots) à SC360 Inc. (CE17 0007) - fourniture de matériaux et de services de câblage en télécommunications.

CE17 0007 – 11 janvier 2017 - Conclure avec SC 360 Inc., 4 ententes cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications - Appel d'offres public 16-14658 - (Cinq soumissionnaires) + (Lot 1: 405 522,52 $, Lot 2: 405 522,52 $, Lot 3: 405 522,52 $, Lot 4: 405 522,52 $)

DESCRIPTION

Chacun des lots couvre les mêmes besoins pour cinq secteurs de la Ville et vise à obtenir des matériaux et des services pour l'aménagement des salles de télécommunications, ainsi que l'installation de câblage structuré dans les locaux de la Ville.
Plus précisément, ces lots permettent :

· D'effectuer des travaux de tirage de câbles de fibres optiques à l'intérieur des bâtiments;
· D'ajouter des prises réseau incluant le câblage;
· De déménager et d'aménager du câblage pour les aires de travail;

· De déployer des bornes Wi-Fi;
· De vérifier et de réparer des prises défectueuses;
· De fournir le matériel nécessaire pour ces travaux dans les édifices de la Ville.
· Les lots sont regroupés par adresses civiques

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 18-17411, les contrats offrent deux prolongations de douze (12) mois chacune.
Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la première prolongation, selon les mêmes termes et conditions du contrat.

Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de ces ententes sont principalement la continuation des services actuels rendus par la ville, ainsi que les prix compétitifs obtenus.

Un retour en appel d'offres pourrait entraîner une forte augmentation des prix, notamment, en raison du ralentissement économique mondial lié à la pandémie, de ses impacts sur les coûts des ressources, ainsi que du fait du marché restreint pour ce type de produits et services.

La firme Informatique ITI inc. (anciennement Pro-Contact inc.) a confirmé son consentement à prolonger les contrats actuellement en vigueur, soit du 20 juin 2022 au 19 juin 2023 (copie des lettres en pièces jointes du présent sommaire décisionnel).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Estimation des années de prolongation
La dépense totale estimée pour la première période de prolongation des lots 1, 2, 4, et 5 ne requiert aucune augmentation de la valeur des contrats qui ont été octroyés en 2019. Ainsi, le montant total de ces ententes-cadres sera maintenu à 918 337,92, taxes incluses.

La dépense totale estimée pour le lot 3 requiert une majoration de 319 105,23 $, taxes incluses, afin de couvrir les besoins anticipés.

Les achats qui seront effectués auprès du soumissionnaire se feront au rythme de l'expression des besoins du Service des TI et des diverses unités administratives selon leurs disponibilités budgétaires. Tous les besoins futurs seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient engendrer des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de ces ententes-cadres permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement et le niveau de qualité des produits et services obtenus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures sanitaires ont amené des changements majeurs sur les méthodes de travail à la Ville et ont accéléré le virage vers une plus grande mobilité des employés, ainsi le Service des TI doit s'assurer de disposer des outils nécessaires pour la continuité des opérations et

des besoins de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs internes afin de les informer de la prolongation des ententes-cadres ainsi que des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 4 mai 2022;
- Approbation du dossier par le CM – 16 mai 2022;
- Approbation du dossier par le CG – 19 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-04-20
Robert ROY Conseiller Analyse et Controle de Gestion	Demis NUNES chef division reseaux de telecommunications
Tél : 438-349-7330 **Télécop. :**	**Tél :** 514-887-9047 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Demis NUNES
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-887-9047
Approuvé le : 2022-04-21

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2022-04-21

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 25 février 2022

Madame Michelle Demers
Directrice de comptes
ITI Inc.
3249, avenue Jean-Béraud
Laval (Québec) H7T 2L2

Courriel : michelle.demers@procontact.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 18-17411
Service pour la mise en place d'un réseau de câblage structuré de télécommunications et l'installation de divers équipements

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 20 juin 2022 au 19 juin 2023 et ce, selon les termes et conditions du Contrat avec une augmentation des prix de l'ordre de **4.02%** (selon l'indice de prix à la consommation).

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à rachid.eljafri@montreal.ca **au plus tard le jeudi 10 mars 2022** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 10 mars 2022
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Rachid El Jafri
Agent d'approvisionnement II
Courriel : rachid.eljafri@montreal.ca

INTELLIGENCE TI.
INTELLIGENCE HUMAINE.

ProContact
INFORMATIQUE

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE

DESTINATAIRES : À tous nos clients

EXPÉDITEUR : Jonathan Legault, Président

DATE : Le 10 septembre 2020

Comme annoncé récemment, Informatique ProContact change de nom pour ITI. Ce changement constitue une modification à notre raison sociale et n'affecte en rien nos coordonnées, notre numéro d'entreprise et nos numéros de taxes qui demeurent inchangés. Nos adresses courriel ont récemment été modifiées, mais les adresses de ProContact demeurent fonctionnelles afin de favoriser une transition efficace.

Les nouveaux noms d'usages seront tous listés sous la section « autres noms » du registraire des entreprises du Québec (REQ). Les noms d'Informatique ProContact et de ITI continueront de coexister durant la période de transition.

Soyez assurés que la dénomination sociale Informatique ProContact demeure valide et que tous les contrats ou factures attribués à cette dénomination seront honorés et traités de façon usuelle.

Si vous avez des questions, n'hésitez surtout pas à contacter, monsieur Steve Morin, steve.morin@iti.ca / 418-564-1833, ou moi-même.

Nous espérons que ces renseignements vous seront utiles et vous prions d'agréer nos salutations cordiales.

Jonathan Legault
Président

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228113001*
Unité administrative responsable : *Service des TI*
Projet *: Première Option de prolongation des ententes-cadres AO-18-17411*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision. 11. Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'exercice de cette option de prolongation permettra d'inclure une perspective de développement durable dans la révision des besoins des utilisateurs et contribuera à offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuera à réduire la fracture numérique en augmentant l'accessibilité via le réseau WiFi offert dans les divers locaux et sites de la Ville de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227211007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente tripartite entre la ville de Montréal, la ville de Beaconsfield et Projet REM S.E.C. relativement à la plantation et à l'entretien d'arbres sur le site du Bois Angell

Il est recommandé :
d'autoriser la signature d'une entente tripartite entre la ville de Montréal, la ville de Beaconsfield et Projet REM S.E.C relativement à la plantation et à l'entretien d'arbres sur le site du Bois Angell.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 16:26

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227211007**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente tripartite entre la ville de Montréal, la ville de Beaconsfield et Projet REM S.E.C. relativement à la plantation et à l'entretien d'arbres sur le site du Bois Angell

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 mai 2017, le Gouvernement a pris le décret numéro 458-2017 concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation à CDPQ Infra inc. relativement à la construction d'un projet de transport collectif de 26 stations sur 67 km sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. La construction du REM (Réseau express métropolitain), un projet de transport collectif de type métro léger de 26 stations sur 67 km sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. La construction du REM occasionnera des pertes de milieux forestiers, lesquelles devront être compensées.
Les différentes parties de la présente entente souhaitent officialiser les modalités qui permettront à Projet REM de respecter l'article 14 du Décret et ainsi procéder à la compensation forestière relativement aux arbres abattus en zones permanentes dans le cadre de la construction du REM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1617 - 13 septembre 2017 - Adopter la Convention de services professionnels relativement au projet du Réseau électrique métropolitain (REM) pour la période de planification-conception-construction entre la Ville de Montréal et la CDPQ Infra / Adopter l'Entente intermunicipale portant sur le prêt de ressources professionnelles requises pour la gestion du projet du REM sur le territoire de la Ville de Brossard entre la Ville de Montréal et la Ville de Brossard / Autoriser, pour 2017, un budget de fonctionnement additionnel de revenus et dépenses de 1 010 800 $ (sans impact sur le cadre financier de la Ville) / Autoriser, pour 2018 et suivantes, une augmentation de la base budgétaire de revenus et de dépenses de 1 110 800 $ (sans impact sur le cadre financier de la Ville) (sommaire décisionnel 1177698002).
CE17 1172 - 05 juillet 2017 - Entériner, sous réserve de l'adoption de la Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (projet de loi 137), l'entente visée à l'article 14 du projet de Loi ente la Ville de Montréal et CDPQ Infra (sommaire décisionnel 1177698001)

DESCRIPTION

Les pertes de milieux forestiers engendrées par les travaux d'implantation du REM devront être compensées conformément à l'article 14 du Décret et à l'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.
L'approche proposée par Projet REM prévoit des compensations pour les pertes permanentes associées aux milieux naturels sensibles et espèces à statut précaire à l'intérieur de l'aire des travaux du projet.

Les parties veulent prévoir par la présente entente, les modalités qui permettront à Projet REM de respecter l'article 14 du Décret et ainsi procéder à la compensation forestière relativement aux arbres abattus en zone permanente dans le cadre de la construction du REM.

Les Villes ont mis à la disposition de Projet REM un site de plantation dans le bois Angell (le ''Bois Angell''), situé dans la ville de Beaconsfield. La ville de Beaconsfield est propriétaire du Bois Angell et autorise Projet REM à y planter environ 1 800 arbres et 450 arbustes et à assurer leur entretien. La plantation sera effectuée sur une superficie d'environ 1,49 hectare localisé sur le site montré à la figure 1 de l'annexe 4 du projet d'entente (voir document juridique).

Pour sa part, Projet REM s'engage à réaliser des travaux de plantation et d'entretien de ces arbres et arbustes conformément aux modalités prévues à la présente entente.

L'entente entre en vigueur à compter de sa signature et se termine dix (10) ans suivant la date de fin des travaux. Conformément à ses engagements, Projet REM doit réaliser un suivi du reboisement sur une période de dix (10) ans, soit aux années 1, 5 et 10.

JUSTIFICATION

La présente entente vise à fixer les obligations des parties et les modalités suivant lesquelles Projet REM effectuera la plantation d'environ 1 800 arbres et 450 arbustes sur le Site du Bois Angell et leur entretien.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Projet REM s'engage notamment, avec la présente entente à :

- fournir et planter, à ses frais, environ 1 800 arbres ainsi que 450 arbustes.
- assumer le coût d'acquisition des végétaux ainsi que tous les frais reliés à la réalisation des travaux.
- fournir à ses frais l'équipement et la main d'oeuvre qualifiée nécessaire à la réalisation des travaux.
- effectuer, à ses frais, le chargement et le transport des végétaux, des matériaux et de l'équipement nécessaire à la réalisation des travaux.
- assumer les frais relatifs à l'approvisionnement en eau pendant la durée des travaux.
- entretenir, à ses frais, les arbres pendant les trois (3) premières années suivant la fin des travaux.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux
engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il concerne une décision de nature
administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le site de plantation contribuera à l'augmentation de la canopée ainsi qu'a fournir des services écosystémiques.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par la Division des communications, en collaboration avec le Services des grands parcs, Mont-Royal et sports, la ville de Beaconsfield et Projet REM..

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le Comité exécutif de la Ville : mai 2022
Signature de l'entente par les parties : mai 2022
Début de la plantation : mai 2022
Fin des travaux : fin mai 2022
Fin de la période de suivi : mai 2032

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce
dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél :	514 513-4207	**Tél :**	514 229-0802
Télécop. :		**Télécop. :**	

Professionnelle responsable du dossier :
Mme Caroline O'Hara
514 444-6599

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485

Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Benoît Champagne, directeur - Direction de la gestion du portefeuille de projets, pour me remplacer du 14 au 25 avril 2022 (inclusivement), dans l'exercice de mes fonctions de directrice - Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant.

Vous pouvez communiquer avec M. Champagne à l'adresse benoit.champagne@montreal.ca ou par téléphone au 514-978-6542.

Et j'ai signé,

Nathalie Martel, ing., M.Sc.A, PMP
Directrice
Service des infrastructures du réseau routier

Approuvé le : 2022-04-22

ENTENTE RELATIVE À LA PLANTATION ET À L'ENTRETIEN D'ARBRES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée, dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

ET : **VILLE DE BEACONSFIELD**, personne morale de droit public légalement constituée, dont l'adresse principale est au 303, boulevard Beaconsfield, Québec, H9W 4A7, agissant et représentée par M. Georges Bourelle, maire et Me Nathalie Libersan-Laniel, greffière, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro 2022-03-126, adoptée par le conseil municipal à son assemblée du 28 mars 2022; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes comme Annexe 2.

(La Ville de Montréal et la ville de Beaconsfield étant ci-après collectivement appelées les « **VILLES** »)

ET : **PROJET REM S.E.C**, une société en commandite dûment constituée, ayant son siège au 1000, place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3, représentée par son associé commandité, REM Commandité inc., une société par actions dûment constituée, ayant son siège au 1000, place Jean-Paul Riopelle, Montréal, Québec, H2Z 2B3, elle-même représentée par Denis Rivard, vice-président, Projet REM, et par David Langlois, directeur, finances, dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution de délégation de pouvoir adoptée par le conseil d'administration le 4 juin 2021, laquelle n'a pas été modifiée ni révoquée; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes comme Annexe 3.

Ci-après appelée « **Projet REM** »

Les VILLES et Projet REM étant ci-après collectivement appelées les « **PARTIES** ».

Attendu que le 3 mai 2017, le gouvernement a pris le décret numéro 458-2017 concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation à CDPQ Infra inc. relativement à la construction des antennes Sainte-Anne-de-Bellevue, Aéroport et Rive-Sud du projet Réseau express métropolitain (auparavant Réseau électrique métropolitain) sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, modifié par le décret numéro 609-2018 du 16 mai 2018 (ci-après appelés collectivement le « **Décret** »).

ATTENDU QUE CDPQ Infra inc. a créé Projet REM aux fins de la réalisation du Réseau express métropolitain (le « **REM** »).

ATTENDU QUE la construction du REM occasionnera des pertes de milieux forestiers, lesquelles devront être compensées conformément à l'article 14 du Décret et à l'autorisation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* à être délivrée (ci-après appelée l'« **Autorisation** »).

ATTENDU QUE les PARTIES veulent prévoir par les présentes les modalités qui permettront à Projet REM de respecter l'article 14 du Décret et ainsi procéder à la compensation forestière relativement aux arbres abattus en zone permanente dans le cadre de la construction du REM.

ATTENDU QUE le VILLES mettent à la disposition de Projet REM un site de plantation dans le bois Angell (le « **Bois Angell** »), situé dans la ville de Beaconsfield. Le site de plantation contribuera à l'augmentation de la canopée ainsi qu'à fournir des services écosystémiques.

ATTENDU QUE la Ville de Beaconsfield est propriétaire du Bois Angell et autorise Projet REM à y planter environ 1800 arbres et 450 arbustes et à assurer leur entretien.

ATTENDU QUE Projet REM s'engage à réaliser des travaux de plantation et d'entretien de ces arbres conformément aux modalités prévues à la présente entente.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie dudit règlement à Projet REM;

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule et les annexes suivantes font partie intégrante de la présente entente :

Annexe 1 : Résolution de la Ville de Montréal;
Annexe 2 : Résolution de la Ville de Beaconsfield;
Annexe 3 : Résolution de Projet REM;
Annexe 4 : Devis de plantation.

2. OBJET

La présente entente vise à fixer les obligations des PARTIES et les modalités suivant lesquelles Projet REM effectuera la plantation d'environ 1800 arbres et 450 arbustes sur le Site du Bois Angell (ci-après appelés les « **TRAVAUX** ») et leur entretien.

Dans l'éventualité où une partie du site de plantation ne peut pas être utilisée, le nombre d'arbres prévu sera révisé en fonction de la superficie utilisable, le tout avec le consentement écrit préalable des VILLES.

3. DURÉE

Cette entente entre en vigueur à compter de sa signature et se termine dix (10) ans suivant la date de fin des TRAVAUX.

4. CALENDRIER DE RÉALISATION

Les PARTIES ont convenu du calendrier suivant pour la réalisation des TRAVAUX :

Début de la plantation	Début mai 2022
Fin des TRAVAUX	Fin mai 2022
Fin de la PÉRIODE DE SUIVI	mai 2032

Les PARTIES pourront modifier d'un commun accord le calendrier de réalisation des TRAVAUX, notamment en raison des conditions climatiques. Les PARTIES reconnaissent que le présent calendrier est une estimation.

5. ZONE DE PLANTATION

La plantation d'arbres sera effectuée sur une superficie d'environ 1,49 hectare localisé sur le site montré sur les plans joints aux présentes comme Annexe 4 (ci-après appelée la « **ZONE DE PLANTATION** »).

6. ABSENCE DE GARANTIE

Projet REM accepte d'effectuer les TRAVAUX dans la ZONE DE PLANTATION à ses risques et périls, sans aucune garantie de quelque nature que ce soit de la part des VILLES.

Projet REM déclare qu'elle connaît bien l'état et la condition de la ZONE DE PLANTATION et s'en déclare entièrement contente et satisfaite.

Projet REM dégage les VILLES de toute responsabilité et renonce à tous recours donnant lieu à une réclamation contre les VILLES en rapport avec la qualité du sol, du sous-sol et du drainage de la ZONE DE PLANTATION, faisant du tout son affaire personnelle.

7. DROIT D'ACCÈS

Les VILLES se réservent le droit d'accéder en tout temps à la ZONE DE PLANTATION, sans préavis. Les VILLES autorisent également Projet REM à accéder à la ZONE DE PLANTATION en tout temps, pour les fins prévues à la présente entente et pour toute sa durée.

8. OBLIGATIONS DE PROJET REM

Projet REM s'engage à :

8.1 fournir et planter, à ses frais, environ 1800 arbres de type « PFD » (plants fortes dimensions) ainsi que 450 arbustes en format d'un gallon ou de qualité supérieure dans la ZONE DE PLANTATION, soit 1200 arbres et 300 arbustes par hectare.

8.2 assurer une diversité fonctionnelle en plantant un cortège d'espèces indigènes diversifié.

8.3 assumer le coût d'acquisition des végétaux ainsi que tous les frais reliés à la réalisation des TRAVAUX.

8.4 fournir, à ses frais, l'équipement et la main-d'œuvre qualifiée nécessaires à la réalisation des TRAVAUX.

8.5 effectuer, à ses frais, le chargement et le transport des végétaux, des matériaux et de l'équipement nécessaires à la réalisation des TRAVAUX.

8.6 assumer les frais relatifs à l'approvisionnement en eau pendant la durée de cette entente.

8.7 informer les représentants désignés des VILLES avant de débuter les TRAVAUX dans la ZONE DE PLANTATION et dès que les TRAVAUX seront complétés.

8.8 fournir les matériaux nécessaires pour une plantation complète et de qualité, dont l'eau, les paillis de plastique, les copeaux, les attaches ainsi que les protecteurs contre les rongeurs et le broutage pour les feuillus, le tout à ses frais, le tout selon le devis de plantation soumis aux VILLES, dont copie se trouve à l'Annexe 4 des présentes.

8.9 respecter une densité de plantation de 1200 arbres et de 300 arbustes par hectare.

8.10 soumettre aux représentants désignés des VILLES, pour approbation écrite préalable, le plan de plantation (incluant le nombre d'individus par espèce) pour chacun des sites de la ZONE DE PLANTATION.

8.11 permettre en tout temps aux représentants désignés des VILLES de surveiller les TRAVAUX afin de s'assurer que ceux-ci sont réalisés selon les règles de l'art et en conformité avec les dispositions de la présente entente.

8.12 entretenir, à ses frais, les arbres pendant les trois (3) premières années suivants la fin des TRAVAUX, selon les modalités prévues à l'Annexe 4 des présentes.

8.13 aviser les représentants désignés des VILLES au moins un (1) jour avant d'accéder à la ZONE DE PLANTATION pour y effectuer toute intervention (arrosage, entretien et suivi) prévue aux présentes, postérieurement à la fin des TRAVAUX.

8.14 ne rien faire, dans ou aux abords de la ZONE DE PLANTATION, qui aurait pour effet de nuire ou de préjudicier aux droits des VILLES ou des tiers.

8.15 remettre les documents suivants aux VILLES, le tout selon l'échéancier prévu au tableau ci-après:

a) un rapport de plantation à la fin des travaux contenant les informations suivantes pour la totalité de la ZONE DE PLANTATION et pour chacun des sites:
- le nombre d'arbres plantés (espèce et calibre);
- le plan final de plantation, si modifié.

b) un rapport de suivi aux années 1, 5 et 10 après la fin des TRAVAUX contenant les informations suivantes pour la totalité de la ZONE DE PLANTATION et pour chacun des sites:
- le nombre d'arbres morts par espèce, leur localisation et le taux de survie;
- le nombre d'arbres remplacés et leur espèce.

8.16 fournir tout renseignement ou tout document requis par la VILLE relativement aux TRAVAUX.

8.17 obtenir l'approbation écrite de la Direction de l'urbanisme de la Ville de Beaconsfield, de la Division des Grands projets partenaires de la Ville de Montréal et de la Direction des communications des VILLES préalablement à tout événement médiatique mentionnant la participation de la VILLE (prise de photos, articles de journaux, panneaux, etc.).

8.18 respecter les lois et règlements applicables à la présente entente.

9. OBLIGATIONS DES VILLES

Les VILLES s'engagent à:

9.1 ne pas nuire à la conservation des arbres plantés pour une période de quatre-vingts (80) ans.

9.2 installer une affiche dans la ZONE DE PLANTATION indiquant « zone de régénération » visant à expliquer l'objet de la plantation.

9.3 Remplacer tout arbre planté dans la ZONE DE PLANTATION abattu par les VILLES par un arbre de même qualité ou de qualité supérieure.

10. PROPRIÉTÉ DES ARBRES ET DES CRÉDITS DE CARBONE

10.1 Les VILLES deviennent propriétaires des arbres dès leur plantation dans la ZONE DE PLANTATION.

10.2 Tout crédit forestier qui pourrait résulter des plantations issues de cette entente au cours des quatre-vingts (80) années suivant la signature de cette entente demeure imputable à Projet REM.

10.3 Le partage de tout crédit de carbone qui pourrait résulter des plantations issues de cette entente au cours des quatre-vingts (80) années suivant la signature de la présente devra faire l'objet d'un autre accord.

11. SURVIE/REMPLACEMENT

Projet REM est responsable d'assurer le suivi de l'évolution de l'état des arbres et est tenu, annuellement, à un taux de survie minimal de quatre-vingts pour cent (80 %) sur chacun des sites de la ZONE DE PLANTATION, et ce, pour les dix (10) premières années suivant la fin des TRAVAUX (ci-après la « **PÉRIODE DE SUIVI** »).

Si le pourcentage de survie minimal susmentionné n'est pas atteint, Projet REM devra procéder, annuellement, au remplacement d'arbres morts afin d'atteindre ce seuil. Les arbres plantés devront être de même qualité ou de qualité supérieure aux arbres ainsi remplacés.

12. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée dans le cadre de la présente entente. Toutefois, la réalisation de la présente entente et les obligations qui en découlent demeurent la responsabilité de Projet REM.

Projet REM ne peut faire cession de la présente entente, en tout ou en partie, à moins d'avoir obtenu au préalable le consentement écrit des VILLES.

13. RESPONSABILITÉ

Projet REM assumera la responsabilité de tous dommages ou accidents qui pourraient résulter de l'exercice des droits ou de l'accomplissement de ses obligations prévus dans la présente entente, soit ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants, entrepreneurs ou autres mandataires, soit à la propriété des VILLES et aux biens publics ou privés, soit aux personnes, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*.

À cet égard, Projet REM s'engage à tenir les VILLES indemnes, prendre leurs faits et causes et les défendre contre toutes réclamations, actions, condamnations ou tous jugements qui pourraient être rendus contre elles en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence des VILLES, de leurs employés, préposés, agents, mandataires, consultants, entrepreneurs ou représentants respectifs.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, Projet REM s'engage à indemniser, prendre fait et cause et défendre les VILLES relativement à tout dommage, perte, réclamation, amende ou poursuite subi par ou dirigé contre les VILLES, incluant toutes réclamations, poursuites et indemnisations prévues par la *Loi sur les accidents du travail* (RLRQ, chapitre A-3), la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, chapitre S-2.1), la *Loi sur la qualité de*

l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou toutes autres lois similaires et les règlements adoptés en vertu de ces lois, et découlant de l'exercice des droits consentis aux termes des présentes, sauf s'il y a faute ou négligence des VILLES, de leurs employés, préposés, agents, mandataires, consultants, entrepreneurs ou représentants respectifs.

Si des dommages sont causés à la propriété des VILLES par Projet REM pendant la durée de la présente entente, Projet REM devra remettre les lieux dans leur état initial sans délai après la fin de tous travaux ou intervention dans la ZONE DE PLANTATION.

14. ASSURANCES

14.1 Projet REM doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente entente, une police d'assurance responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre et par année.

14.2 La police d'assurance doit être émise au nom de Projet REM et des VILLES à titre d'assurées désignées et l'indemnité doit être stipulée payable aux assurées désignées.

14.3 Le paiement des primes d'assurance et des franchises de cette police sont à la charge exclusive de Projet REM. Les VILLES se réservent le droit d'exiger de Projet REM une preuve du paiement des primes d'assurance exigées par l'assureur. Aucune franchise ne sera applicable aux réclamations faites par ou contre les VILLES, leurs officiers, élus ou employés respectifs.

14.4 Cette police devra être émise par une compagnie d'assurance dûment accréditée par l'Autorité des marchés financiers et ne pourra être modifiée sans le consentement écrit des VILLES. De plus, elle ne pourra être annulée sans un préavis écrit de trente (30) jours donné par l'assureur aux VILLES, par courrier recommandé.

14.5 Projet REM devra fournir aux VILLES une copie certifiée de cette police d'assurance ou un certificat d'assurance conforme aux présentes émis par l'assureur avant le début des TRAVAUX.

14.6 Si Projet REM néglige de souscrire la police d'assurance ci-dessus mentionnée ou de fournir aux VILLES la preuve de son renouvellement trente (30) jours avant sa date d'échéance, les VILLES pourront, sous réserve de ses autres droits et recours, résilier la présente entente si tel défaut n'est pas corrigé dans les cinq (5) jours de la réception d'un avis écrit à cet effet.

15. RÉSILIATION

15.1 Résiliation de gré à gré

Les PARTIES peuvent résilier cette entente en tout temps d'un commun accord, cette résiliation devant être consignée par écrit.

15.2 Résiliation pour cause de défaut

Projet REM sera en défaut si elle ne respecte pas l'une ou l'autre des obligations prévues à cette entente. Si les VILLES constatent une situation de défaut, elles devront transmettre à Projet REM un avis écrit dénonçant ce défaut. Si Projet REM ne remédie pas à ce défaut : (i) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit; ou (ii) dans le délai moindre indiqué dans cet avis si, en raison de la nature de cette inexécution, une perte ou un dommage est susceptible d'être subi, alors les VILLES pourront, sous réserve de ses autres recours, résilier cette entente.

Les VILLES seront en défaut si elles ne respectent pas l'une ou l'autre des obligations prévues à cette entente. Si Projet REM constate une situation de défaut, elle devra transmettre aux VILLES un avis écrit dénonçant ce défaut. Si les VILLES ne remédient pas à ce défaut : (i) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit; ou (ii) dans le délai moindre indiqué dans cet avis si, en raison de la nature de cette inexécution, une perte ou un dommage est susceptible d'être subi, alors Projet REM pourra, sous réserve de ses autres recours, résilier cette entente.

15.3 Résiliation de plein droit

Cette entente est résiliée de plein droit et sans préavis si Projet REM :

a) est dissoute.

b) abandonne ses activités avant l'échéance de l'entente, à la connaissance ou non des VILLES, avec ou sans l'autorisation de ces dernières.

c) fait cession de ses biens en faveur de ses créanciers ou si elle fait une proposition concordataire, si elle dépose une requête en faillite volontaire ou si une requête en faillite est prise contre elle, si un séquestre ou un administrateur est nommé pour administrer ses biens.

d) tente de liquider volontairement ses biens.

15.4 Résiliation pour cause de manquement en matière d'éthique, de gouvernance et d'intégrité

Les VILLES se réservent le droit, à leur entière discrétion, de résilier cette entente advenant l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) Projet REM ou l'un ou l'autre de ses représentants, administrateurs ou dirigeants admet avoir commis ou est, pendant la durée de cette entente ou durant leur mandat à titre d'administrateur, représentant ou dirigeant de Projet REM, accusés, reconnus coupables, ou tenus responsables par une décision finale d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires :

i. de corruption dans le cadre du processus d'adjudication d'un contrat public;

ii. de collusion;

iii. de fraude;

iv. de manœuvres dolosives; ou

v. de tout autre acte de même nature.

Le présent sous-paragraphe s'applique notamment lorsque les actes qui y sont mentionnés sont en lien avec l'exercice par la personne concernée de fonctions de représentant, d'administrateur ou de dirigeant de toute entreprise ou organisme.

b) Projet REM a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou a fait aux VILLES de fausses représentations.

c) Elles jugent que Projet REM ou l'un ou l'autre de ses représentants, administrateurs ou dirigeants à un comportement contraire à l'éthique et aux bonnes pratiques de gouvernance qui est de nature à entacher la réputation de Projet REM ou celle des VILLES.

La présente entente sera résiliée de plein droit dès la réception par Projet REM d'un avis écrit des VILLES à cet effet. Toute telle résiliation de cette entente se fera sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit de part et d'autre, sous réserve des autres dispositions de cette entente.

16. REPRÉSENTANTS DÉSIGNÉS

Les VILLES désignent les représentants suivants :

- Me Domenico Zambito, Ville de Montréal
- Me Nathalie Libersan-Laniel, Ville de Beaconsfield

pour coordonner les actions des VILLES avec Projet REM et assurer le suivi de la présente entente.

Projet REM désigne sa directrice environnement ou son représentant dûment autorisé pour coordonner les actions de Projet REM avec les VILLES et assurer le suivi de la présente entente.

17. AVIS ET COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les PARTIES conviennent de communiquer entre elles verbalement ou par courriel, sauf pour donner un avis officiel en vertu de la présente entente.

Pour les communications usuelles, les PARTIES désignent les personnes suivantes :

Pour la VILLE DE MONTRÉAL :

Sonia Thompson
Cheffe de section Portefeuille 2
Tél. 514 513-4207
Courriel:
sonia.thompson@montreal.ca

Pour la VILLE DE BEACONSFIELD :

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière et directrice du greffe et affaires publiques
Tél : 514 428-4400, poste 4421
Courriel:
nathalie.libersan-laniel@beaconsfield.ca

Pour Projet REM:

Elizabeth Boivin
Directrice Environnement, CDPQ Infra inc.
Tél.: 514 803-8578
Courriel: eboivin@cdpqinfra.com

Tout avis officiel en vertu de la présente entente doit être transmis par écrit, soit par messagerie, courrier recommandé ou en mains propres, aux adresses suivantes:

Pour la VILLE DE MONTRÉAL :

Division des Grands projets partenaires
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Pour la VILLE DE BEACONSFIELD :

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière et directrice du greffe et affaires publiques
Tél : 514 428-4400, poste 4421
Courriel:
nathalie.libersan-laniel@beaconsfield.ca

Pour Projet REM:

PROJET REM S.E.C.
Direction des affaires juridiques
1000, Place Jean-Paul-Riopelle, B-3
Montréal (Québec) H2Z 2B3

Tout avis transmis par courrier recommandé est réputé avoir été reçu le cinquième (5e) jour ouvrable suivant la date de mise à la poste, tout avis transmis par messager est réputé avoir été reçu le troisième (3e) jour ouvrable suivant la date d'envoi et tout envoi livré en mains propres est réputé avoir été reçu le jour même de sa livraison.

18. <u>RETARD INÉVITABLE</u>

Aucune des PARTIES ne sera considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si une telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite d'un retard inévitable. Un retard inévitable signifie

tout retard réel dans l'exécution d'une clause, d'une convention ou d'un acte requis de la part de l'une ou l'autre des parties à la suite de grèves, ou d'autres perturbations du travail, de conditions climatiques, de pannes d'électricité, d'émeutes, d'insurrection, de sabotage, de rébellion, de terrorisme, de guerre, de force majeure, de maladie épidémique ou pandémique, de délais d'émission de permis, d'autorisations ou de permissions, d'un manque de main d'œuvre ou de toute autre raison hors du contrôle raisonnable de la partie retardée. En cas de retard inévitable, le délai d'exécution de l'obligation qui en est affectée sera prolongé du nombre de jours de ce retard inévitable. La partie souhaitant invoquer un retard inévitable doit envoyer un avis à l'autre partie dès qu'elle prend connaissance de ce retard inévitable.

19. DISPOSITIONS DIVERSES

Les PARTIES, après avoir obtenu les explications adéquates sur la nature et l'étendue de chacune des stipulations essentielles de l'entente et avoir pris avis sur leur portée, s'en déclarent entièrement satisfaites.

Les PARTIES conviennent que la présente entente constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparlers, offre, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature de cette entente et que cette dernière ne peut être modifiée que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

Projet REM est le maître d'œuvre des TRAVAUX et elle aura l'entière responsabilité du personnel affecté à la réalisation de ceux-ci. Sans limiter la généralité de ce qui précède, Projet REM doit notamment se conformer aux lois régissant les relations, les conditions et les normes du travail, les accidents du travail et les maladies professionnelles et les lois sur la santé et la sécurité du travail.

Cette entente lie les PARTIES et leurs ayants droit respectifs.

Cette entente peut être signée en plusieurs exemplaires, et une fois signée, chacun d'eux sera considéré comme un original et ensemble ils constitueront une seule et même entente.

Rien dans la présente entente ne doit être interprété comme instituant entre les PARTIES une relation de partenaires, de co-entrepreneurs, de copropriétaires ou de participants à une entreprise commune. Projet REM n'est pas le mandataire des VILLES et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de ces dernières ou les lier de toute autre façon.

Chacune des PARTIES déclare et certifie être pleinement habilitée à conclure et à signer cette entente.

Si l'une ou l'autre des dispositions de cette entente est déclarée nulle ou non exécutoire en totalité ou en partie, elle sera réputée n'avoir aucune incidence sur la validité ou le caractère exécutoire de toute autre disposition et sera considérée comme ne faisant pas partie de l'entente et des autres dispositions, qui demeureront pleinement en vigueur et lieront les PARTIES.

Le fait que l'une des PARTIES n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue à cette entente ou qu'elle n'ait pas exercé un

droit prévu à l'entente, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution de telle obligation ou à l'exercice de tel droit, qui garde son plein effet.

Aux fins de cette entente, à moins que le contexte ne s'y oppose, le singulier comprend le pluriel, et le masculin comprend le féminin.

Les rubriques précédant les clauses de cette entente n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

Tous les délais sont de rigueur et sont calculés à compter du jour de la réception de l'avis, comme jour un. Ils sont en jours de calendrier. Advenant que l'expiration d'un délai tombe un samedi ou un dimanche, il sera effectif le lundi suivant. Dans le cas où l'expiration d'un délai tombe un jour férié, il sera effectif le premier jour ouvrable suivant avec, comme référence, les jours décrétés fériés par les VILLES.

20. <u>RÉGIME JURIDIQUE ET CHOIX DU DISTRICT JUDICIAIRE</u>

Cette entente est régie par le droit en vigueur dans la province de Québec et sera interprétée et appliquée conformément aux lois en vigueur dans cette province.

De plus, les PARTIES conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement à cette entente, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

[LA PAGE DES SIGNATURES SUIT.]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À LA DATE MENTIONNÉE À L'ÉGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

SIGNÉ par la Ville de Beaconsfield à Beaconsfield, ce _____ 2022.

VILLE DE BEACONSFIELD

Par: _____
M. Georges Bourelle, maire

Par: _____
Me Nathalie Libersan-Laniel, greffière

SIGNÉ par la Ville de Montréal, à Montréal, ce _____ 2022.

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint,

Par: _____
•

SIGNÉ par PROJET REM, à Montréal, ce _____ 2022.

PROJET REM S.E.C., agissant par son associé commandité REM Commandité inc.

Par: _____
Denis Rivard, vice-président, Projet REM

Par: _____
David Langlois, directeur, finances

ANNEXE 1

RÉSOLUTION – VILLE DE MONTRÉAL

(À INSÉRER)

ANNEXE 2

RÉSOLUTION – VILLE DE BEACONSFIELD

(À INSÉRER)

ANNEXE 3

RÉSOLUTION – PROJET REM

(À INSÉRER)

ANNEXE 4

DEVIS DE PLANTATION

Mode de plantation prévu par Projet REM, Bois Angell

Superficie à planter : 1,49 ha ;

Densité de plantation : 1 500 plants /ha (6,66 m2/plant) constitué de 1200 arbres/ha et 300 arbustes/ha, excluant les arbres et arbustes déjà en place (voir tableau 1) ;

Espèces à implanter : Les espèces présentées au tableau 1 (sujet à changement selon disponibilité, après entente commune), selon les proportions de chaque espèce proposée au tableau 1. Ajout parmi ces espèces prévues, de ± 150 semis d'érables noirs prélevés ailleurs sur le tracé du REM (en remplacement d'autant d'érables à sucre prévus), placés en quelques bosquets (pour permettre un suivi de chaque spécimen, selon les engagements de Projet REM envers le MELCC) ;

Patron de plantation : Les plantations se feront sans alignement, selon une répartition aléatoire des différentes espèces. La densité moyenne par hectare sera respectée, sans mesurer précisément l'espacement entre chacun des végétaux. Les obstacles au sol (débris ligneux, roches), seront évités lors de la plantation ;

Calibre : les arbres seront en format PFD et les arbustes en format de 1 gallon ;

Préparation du site : selon les conditions observées au terrain, le sol sera labouré et hersé et les herbacées seront fauchées, au besoin ;

Protection des végétaux : Pour chaque arbre ou arbuste, un paillis de plastique noir (de type brise-vent) de 1,2 m*1,2 m est fixé au sol par 4 crampes forestières. Une incision de 15 cm maximum est pratiquée au centre du paillis de plastique. Une collerette spiralée de 30 cm de hauteur au minimum est installée autour de la tige de tous les arbres. Du paillis constitué de copeaux de cèdre est placé au pourtour de la tige de chaque arbre et arbuste, à raison de 7 litres par plant au minimum. Ce paillis de cèdre est placé pour former un disque de ± 30-40 cm de diamètre ;

Entretien des végétaux : Les herbacées sont fauchées une fois par années aux années 1, 2 et 3, sur le pourtour de chaque paillis de plastique, 1 m autour de l'extérieur de chaque paillis. Les plants sont irrigués au besoin, particulièrement au moment de la plantation et dans les semaines qui suivent. Une fois par année durant les années 1, 2 et 3, remise en place si nécessaire des paillis de plastiques et de cèdre et des collerettes spiralées. Une synchronisation avec les activités de contrôle du nerprun devra être réalisée et le responsable de cette activité devra porter attention aux végétaux et paillis implantés ;

Suivi des plantations et taux de survie : Remplacement des plants morts aux années 1 à 5 pour assurer un taux de survie d'au minimum 80% des arbres plantés, annuellement. Suivi supplémentaire à l'année 10 pour assurer un taux de survie minimale de 80% des arbres plantés, 10 ans après leur plantation ;

Rapport de suivi : Un rapport de suivi sommaire est déposé aux années 1, 5 et 10. Ce rapport indique le nombre d'arbres plantés, le nombre de remplacements effectués (ainsi que l'espèce et leur localisation), une présentation générale des conditions de croissance de la plantation ainsi qu'un rapport photo.

Echéancier : À confirmer selon l'évolution du projet de contrôle du nerprun, mais il est envisagé de faire la préparation du sol au début de novembre 2021, après la

période marquant la fin des activités de la couleuvre brune, pour réaliser les plantations par la suite avant la fin novembre.

Tableau 1- Densité de plantation et espèces prévues

Quantités et espèces à planter au boisé Angell					
code SIA	Essences	Nom français	% de la canopée à planter	Nombre à planter/ha	Nb à planter pour 1.5 ha
ARBRES					
TIAM	Tilia americana	Tilleul d'Amérique	10	120	180
PRSE	Prunus serotina	Cerisier tardif	6	72	108
QUMA	Quercus macrocarpa	Chêne à gros fruits	10	120	180
OSVI	Ostrya virginiana	Ostryer de Virginie	6	72	108
CRCO	Carya cordiformis	Caryer cordiforme	10	120	180
CROV	Carya ovata	Caryer ovale	6	72	108
ACSC	Acer saccharum	Érable à sucre	30	360	540
ACNI	Acer nigrum	Érable noir	10	120	180
TSCA	Tsuga canadensis	Pruche de l'Est	6	72	108
JUNI	Juglans nigra	Noyer noir	6	72	108
Sous-total arbres			100	**1200**	**1800**
ARBUSTES					
ABFERIBAM	Ribes americanum	Gadellier américain	5	15	22
ABFESAMRA	Sambucus racemosa sbsp. pubens	Sureau rouge	14	43	64
ABFEVIBTR	Viburnum trilobum	Viorne trilobée	9	28	42
CNAL	Cornus alternifolia	Cornouiller à feuilles alternes	14	43	64
ABFEVIBLE	Viburnum lentago	Viorne lentago	14	43	64
ABFELONCA	Lonicera canadensis	Lonicera canadensis	14	43	64
AMLA	Amelanchier laevis	Amélanchier glabre	14	43	64
PRVI	Prunus virginiana	Cerisier de Virginie	14	43	64
Sous-total arbustes			100	**300**	**450**
Total				**1500**	**2250**

Figure 1-Zone de plantation*



*La portion en bleu où le contrôle du nerprun n'a pas été fait sera exclue de la plantation

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226037001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal), pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068, dont la rente annuelle sera de 7 600 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 310 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1767-03

CONTENU

CONTEXTE

Une soixantaine de coopératives et d'organismes d'habitation à but non lucratif (« OBNL ») ont développé des projets dans le cadre d'anciens programmes de subventions fédéraux sur des terrains municipaux que la Ville a cédés en emphytéose. La plupart de ces emphytéoses ont été créées dans les années 80, pour des termes de 52 ans.
Les conventions de financement de ces organismes avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL »), qui sont d'une durée de 35 ans, sont arrivées ou arriveront à échéance pour la plupart entre 2016 et 2025. L'échéance des conventions de financement coïncide le plus souvent avec la fin des emprunts hypothécaires, mais signifie aussi la fin du soutien et des suivis assurés par la SCHL. Les bâtiments de ces projets d'habitations communautaires nécessitent aujourd'hui d'importants travaux de rénovation. Ces organismes cherchent à obtenir un refinancement hypothécaire afin de financer ces travaux. La durée restante du terme des emphytéoses, soit entre 12 et 24 ans, selon les cas, constitue un frein à l'obtention d'un refinancement hypothécaire.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») et le Service de l'habitation (le « SH ») ont débuté une réflexion pour trouver une solution d'ensemble pour la soixantaine d'organismes d'habitation sous emphytéose avec la Ville et issus d'anciens programmes fédéraux. Cette solution qui sera élaborée de concert par le SGPI et le SH, après consultation auprès des parties prenantes concernées par le dossier, aura pour but de protéger le portefeuille immobilier de la Ville et d'assurer la pérennité de ce parc social.

Toutefois, étant donné que certains organismes doivent réaliser à court terme des travaux de rénovation importants sur leurs bâtiments, le SGPI et le SH ont décidé de procéder de manière ponctuelle à la prolongation des emphytéoses pour ces organismes. Les

prolongations qui seront consenties permettront de couvrir le terme nécessaire au financement hypothécaire et l'emphytéote devra présenter la liste des travaux prévus. Les prolongations s'accompagneront de conditions semblables à celles exigées dans la convention fédérale initiale et dans la *Loi sur les coopératives,* destinées à assurer la préservation de l'immeuble et sa vocation sociale.

Le choix de procéder à des prolongations ponctuelles d'emphytéose permet à la Ville d'approfondir sa réflexion sur la situation des coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose tout en assurant que les immeubles concernés pourront demeurer en bon état d'entretien, une condition essentielle de l'emphytéose. Il est aussi prévu que lorsqu'une solution d'ensemble sera adoptée, les organismes ayant bénéficié d'une prolongation d'emphytéose seront invités à y adhérer. Toutefois, l'approbation des créanciers hypothécaires concernés devra également être obtenue au préalable, le cas échéant.

En lien avec la démarche et la réflexion présentées dans les paragraphes précédents, la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal), (l'« Emphytéote ») désire adhérer au programme Fonds national de co-investissement pour le logement - volet revitalisation offert par la SCHL afin de réaliser d'importants travaux sur l'immeuble situé au 2919, rue Bellechasse (l'« Immeuble ») (voir liste en Annexe). Pour adhérer à ce programme qui permet d'amortir le prêt sur 40 ans, l'emphytéose doit couvrir une période minimale de 45 ans. Comme l'emphytéose vient à échéance le 3 mai 2034, une prolongation de trente-quatre (34) ans est requise afin d'adhérer au programme.

Le Fonds national de co-investissement pour le logement - volet revitalisation offre des prêts à faible coût et des prêts-subventions pour la rénovation de logements abordables et communautaires existants. Il comporte des exigences d'abordabilité, d'efficacité énergétique et d'accessibilité universelle et permet aux organismes d'obtenir un amortissement sur 40 ans, facilitant ainsi le maintien de l'abordabilité des logements.

Le présent sommaire vise l'approbation du projet d'acte de modification de l'emphytéose par les autorités compétentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

82 01266 - 15 février 1982 - Approuver le projet de bail emphytéotique ci-joint par lequel la Ville cède à La Coopérative d'Habitation "Le retour à l'école" (Montréal) un emplacement formé d'une partie du lot 206-938 du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation, situé sur le côté nord de la rue de Bellechasse, entre les 6e et 8e Avenues

82 03403 - 7 septembre 1982 - Approuver la convention tripartite entre la Ville de Montréal, la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement et la Coopérative d'Habitation "Le retour à l'école" (Montréal)

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école, pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, connue comme étant le lot 2 170 317 du cadastre du Québec, d'une superficie de 6 043 m², située dans l'arrondissement de Rosemont- La Petite-Patrie, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, à partir du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068.
L'Immeuble a été construit en 1929 afin d'abriter une école primaire. Il a été cédé par emphytéose à la coopérative d'habitation Le Retour à l'école en 1982 avec l'obligation d'y faire des rénovations pour un coût d'au moins 2 000 000 $. Il comprend 38 unités, dont 3

sont occupées par des ménages recevant une aide fédérale au loyer (aide assujettie au contrôle des revenus). Les locataires, qui sont tous membres de la coopérative, bénéficient d'une réduction de loyer de près de 30 %, comparativement au loyer marchand dans l'arrondissement (SCHL, Enquête sur les logements locatifs, octobre 2020).

Des travaux d'entretien, de réfection et de rénovation importants touchant principalement l'enveloppe du bâtiment doivent être effectués à court terme. Ceux-ci se chiffrent à environ 2 516 750 $, selon l'estimation fournie par l'Emphytéote.

La rente annuelle pour la période de la prolongation, soit de 2034 à 2068, sera de 7 600 $ et payable selon les mêmes conditions prévues à l'emphytéose initiale. La demande présentée à la SCHL prévoit un prêt de plus de 2 000 000 $

Le projet d'acte prévoit notamment les conditions supplémentaires suivantes que l'Emphytéote devra respecter, en plus de celles stipulées à l'emphytéose initiale, et ce, dès sa signature :

· Remettre un rapport d'inspection du bâtiment réalisé par un expert, tous les cinq (5) ans, lequel devra démontrer que l'Immeuble est en bon état et ne présente pas d'usure prématurée. L'expert doit être membre d'un ordre ou association, soit :

- l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec
- l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments du Québec
- l'Ordre des architectes du Québec
- l'Ordre des ingénieurs du Québec
- l'Ordre des technologues professionnels du Québec

· Présenter un plan quinquennal des travaux d'entretien et de préservation en lien avec le rapport d'inspection;
· Présenter les états financiers, sur demande de la Ville, afin qu'elle puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus au plan quinquennal;
· Préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Immeuble.
· Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Immeuble.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :
· La prolongation de la durée de l'emphytéose permettra à l'Emphytéote de financer des travaux de rénovation et de réfection importants sur l'Immeuble.

· La modification de l'emphytéose permettra à la Ville de s'assurer de la vocation sociale de l'Immeuble.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose est nécessaire pour assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

· La prolongation de la durée de l'emphytéose, de trente-quatre (34) ans, permettra à l'Emphytéote d'obtenir un amortissement de la dette sur quarante (40) ans.

· Les conditions additionnelles prévues au projet d'acte permettront d'assurer le suivi du maintien en bon état de l'Immeuble et de la mission sociale de l'Emphytéote.

· La réduction de la rente contribuera à assurer la viabilité financière de l'Emphytéote.

· La modification de l'Emphytéose démontre que la Ville reconnaît l'intérêt et l'importance du maintien du parc ancien de logements sociaux et communautaires.

· L'ensemble des intervenants est favorable à la prolongation de l'Emphytéose.

· La prolongation de la durée de l'Emphytéose n'entraîne aucun coût pour l'agglomération et aucune responsabilité additionnelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En concertation avec le SH, il a été décidé d'appliquer une rente moyenne pour la durée des prolongations d'emphytéose pour permettre de préserver la vocation sociale de l'Immeuble et être équitable par rapport aux rentes payées par les coopératives et OBNL d'habitation sous emphytéose. En ce sens, la rente a été calculée selon le taux moyen par logement (200 $/unité) payée par les coopératives d'habitation sous emphytéose. Ainsi, la rente annuelle sera de 7 600 $, du 3 mai 2034 jusqu'au 4 mai 2068. À titre indicatif, la rente de l'emphytéose pour l'année 2022 est de 6 144 $.
La Division des analyses immobilières du SGPI estime que l'application de la rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 310 000 $ pour la période de la prolongation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité. La contribution à l'engagement à l'accessibilité universelle ne s'applique pas.
Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il s'agit d'une modification de l'emphytéose.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation du présent dossier mettrait en péril les ententes prévues avec la SCHL et avec les entrepreneurs réalisant les travaux. De plus, cela nuirait à la viabilité de l'Emphytéote et à la qualité de l'Immeuble.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 4 mai 2022
Conseil municipal : 16 mai 2022
Conseil d'agglomération : 19 mai 2022
Signature de l'acte de prolongation : été 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel LEGAULT, Service de l'habitation

Lecture :

Daniel LEGAULT, 20 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier - chef d'équipe

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Nathalie BOHEMIER
c/d transactions immobilieres

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
en remplacement de Sophie Lalonde, Directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière du 19 avril, à 12 h, au 22 avril inclusivement.

Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-22

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.033

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1226037001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal), pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068, dont la rente annuelle sera de 7 600 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 310 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1767-03

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068, pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, connue et désignée comme étant le lot 2 170 317 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 6 043 m², le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

2. d'autoriser la signature de l'acte de modification de l'emphytéose, pourvu que cet acte dans sa forme finale soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme au projet et à la condition que la coopérative d'habitation Le Retour à l'école ait remis à la Ville la confirmation de la SCHL à l'effet qu'elle consent à la coopérative d'habitation Le Retour à l'école un prêt hypothécaire dont la période de l'amortissement est d'au plus 40 ans, tel qu'inscrit au projet d'acte;

3. d'imputer le revenu de la rente conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 15:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226037001
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification immobilière
Projet : Emphytéose de la coopérative Retour à l'école

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Priorités Montréal 2030*
  - *Rénovation d'un immeuble de XX logements et maintien de l'abordabilité des loyers à XX % sous le loyer moyen du secteur - priorité 7;*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



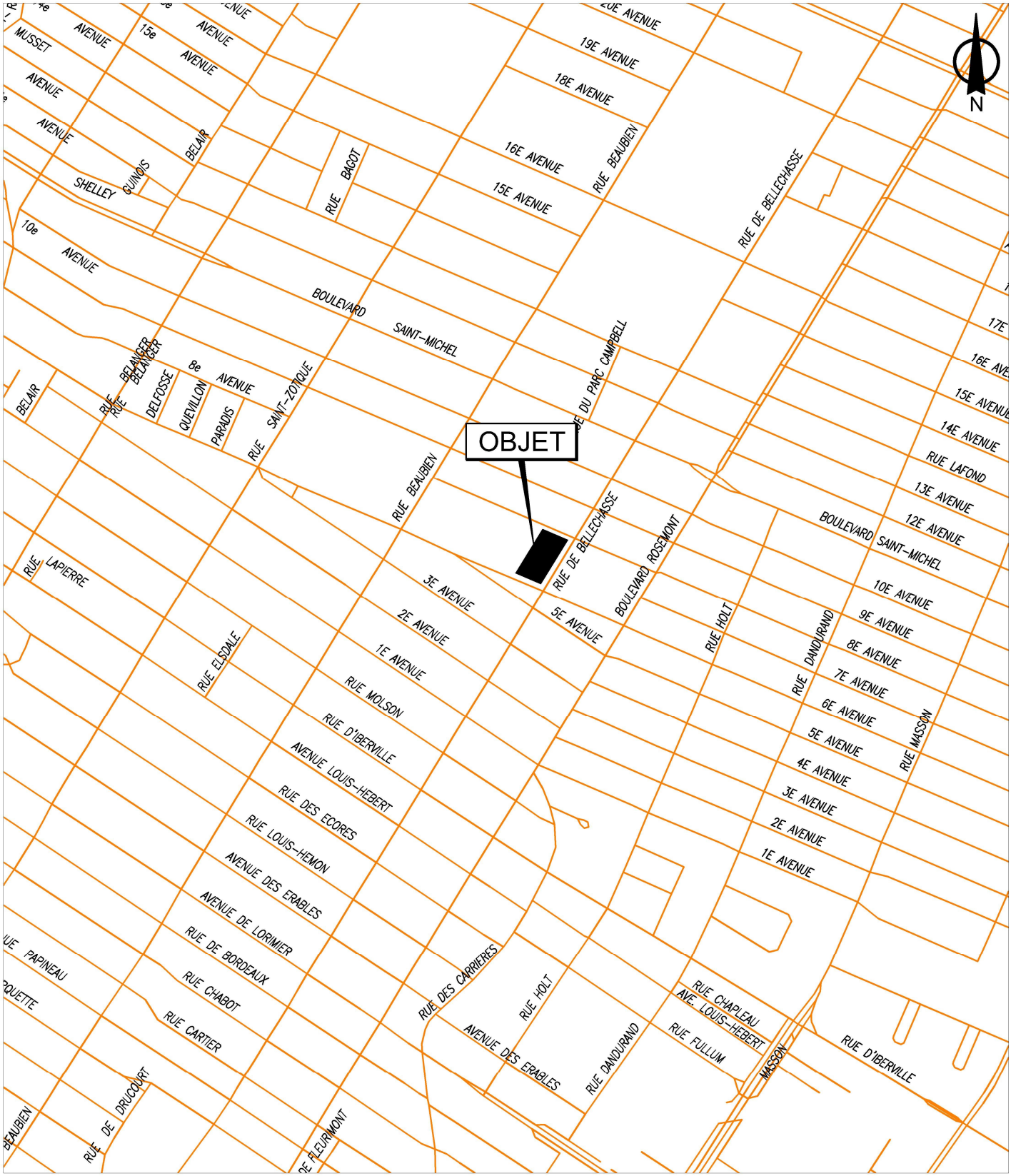
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rosemont - La Petite-Patrie

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1767-03
Mandat: 18-0436-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:800
Date: 19-04-2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rosemont - La Petite-Patrie

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1767-03
Mandat: 18-0436-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 19-04-2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
7 SEP 1982
AVOCAT EN CHEF DE LA VILLE

Code NL 1277

NO. 4903

LE 28 novembre 1983

CONVENTION TRIPARTITE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS,
le vingt-huit novembre.

D E V A N T Me NORMAND LATREILLE,
Notaire à Montréal, Province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTREAL, corporation municipale agissant et représentée aux présentes par Son Honneur le Maire de la Ville, Monsieur Jean Drapeau, administrateur et par Monsieur Maurice Brunet, le Greffier de la Ville ----------
dûment autorisés aux fins des présentes, en vertu d'une résolution du Conseil Municipal de ladite Ville, adoptée à une assemblée tenue le dix-huit mai mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982) -------
dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par lesdits représentants et le notaire soussigné;

(ci-après appelée "Ville")

PARTIE DE PREMIERE PART

ET :

SOCIETE CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée par un statut du Parlement du Canada, 9-10 George VI, chapitre 15, dûment autorisée aux fins des présentes aux termes de la Loi Nationale sur l'Habitation (Statuts Revisés du Canada, chapitre N-10-1970) et amendements, ayant son siège social en la Cité d'Ottawa, Province d'Ontario, et représentée aux -------

(présentes)

Division d'enregistrement - Montréal
Je certifie que ce document a été enregistré
Ce 83-12-14 11:15
année mois jour heure minute
sous le numéro 3428228
Registrateur

1007491800

présentes par Monsieur Fabien Cournoyer, directeur de programmes (sociaux), dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du Comité de Direction du Conseil d'Administration de la Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement, adoptée à une assemblée tenue le sept décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982) (résolution Procuration-Québec) ----------
dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée "Ne Varietur" par le dit représentant et le notaire soussigné;

(ci-après nommée "Société")

PARTIE DE DEUXIEME PART

ET :

COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL), corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par LUCIE DESROCHERS et DANIELE ARCHAMBAULT ----------
---

dûment autorisées aux fins des présentes aux termes d'une résolution adoptée par son Conseil d'Administration à l'assemblée tenue le trente et un mai mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982) ----------
et aux termes d'une résolution adoptée lors d'une assemblée générale spéciale des membres de l'association coopérative tenue le trente et un mai mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982) ----------
dont copies certifiées demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées Ne Varientur pour fins d'identification par son dit représentant et le notaire soussigné;

(ci-après)

(ci-après appelée "Emphytéote")

ATTENDU qu'aux termes d'un acte de bail emphytéotique reçu devant Me Normand Latreille, notaire, le trois mai mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), ----------

la Ville a cédé par emphytéose à l'Emphytéote le terrain ci-après décrit, savoir:

DESIGNATION

Un emplacement situé du côté nord de la rue Bellechasse, entre les 6e et 8e Avenues, à Montréal, connu et désigné comme étant une PARTIE du lot numéro NEUF CENT TRENTE-HUIT de la subdivision du lot originaire numéro DEUX CENT SIX (206-Ptie 938) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; de forme trapézoïdale;

BORNE vers le nord-ouest par une autre partie du lot 206-938 et mesurant dans cette limite cent six mètres et quarante-neuf centimètres (106,49 m); vers le nord-est par une partie du lot 206-852 étant la 8ième Avenue et mesurant dans cette limite cinquante-sept mètres et trente-quatre centimètres (57,34m), vers le sud-est par une partie des lots 206 et 206-1 composant la rue De Bellechasse et mesurant dans cette limite cent six mètres et soixante-neuf centimètres (106,69m); vers le sud-ouest par une partie du lot 206-1 étant la 6ième Avenue et mesurant dans cette limite cinquante-sept mètres et

(trente)

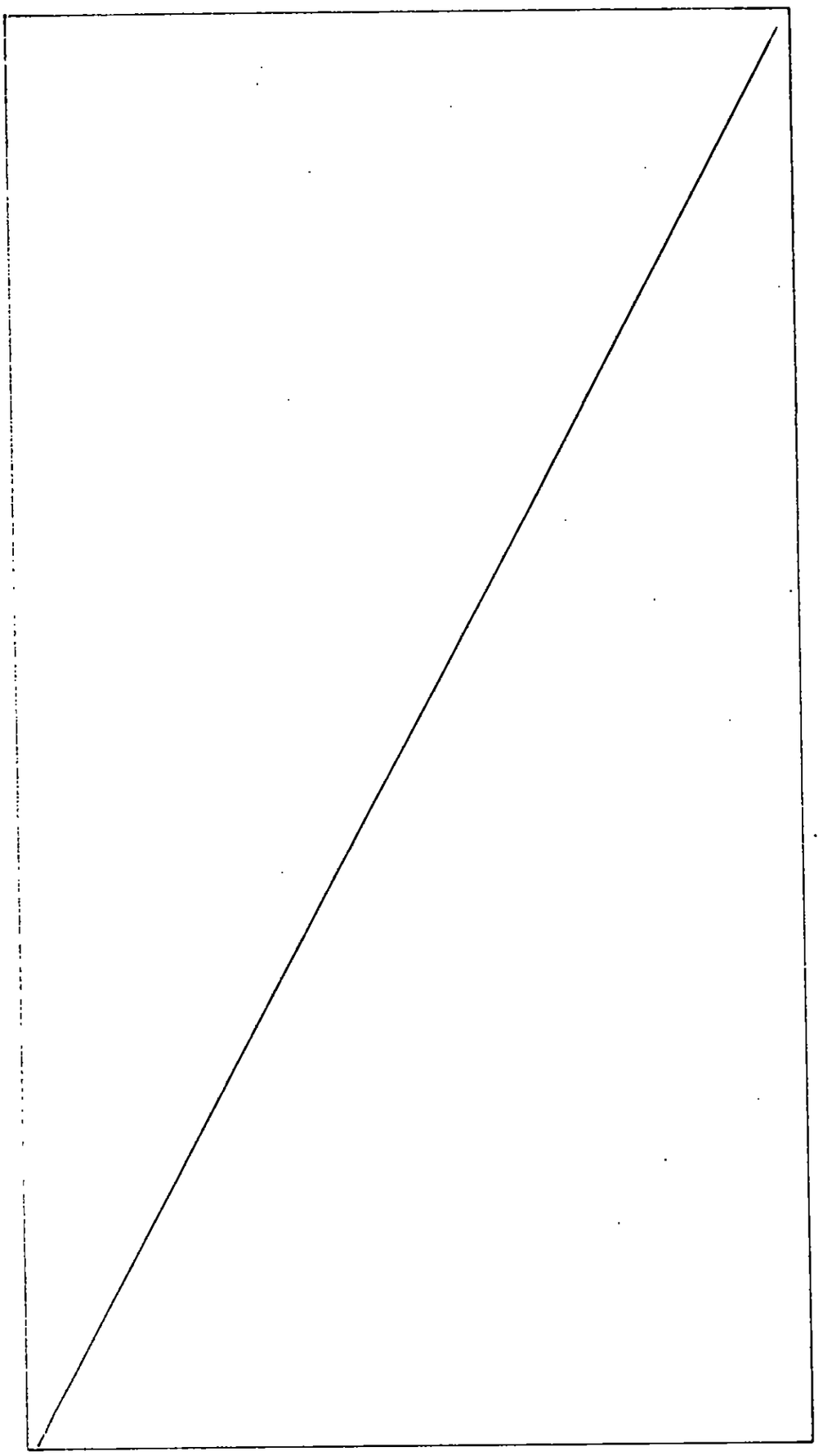
trente et un centimètres (57,31 m); formant une superficie de six mille quarante-trois mètres carrés (6,043 m^2).

Les unités utilisées dans cette désignation sont celles du Système International (SI).

Ladite partie de lot est indiquée par un liséré jaune sur le plan numéro 23134-1-1 préparé par Monsieur Pierre Alarie, arpenteur-géomètre, le dix-neuf août mil neuf cent quatre-vingt-un (1981) dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par les parties aux présentes avec et en présence du notaire soussigné.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro 2919 de ladite rue de Bellechasse à Montréal.

Ainsi que le tout subsiste présentement, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant.



Le tout tel que plus amplement décrit audit bail, et ci-après appelé "terrain".

ATTENDU que la Société s'est engagée à assurer un prêt garanti par hypothèque de premier rang sur ledit immeuble pour une somme de UN MILLION QUATRE CENT QUARANTE-NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE-CINQ DOLLARS ($1,449,665.00) ---------- mentionnée aux termes d'un acte d'obligation hypothécaire qui doit être signé incessamment entre la COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL) et INVESTISSEMENT MORGUARD LTEE ---------- (ci-après appelé "LE CREANCIER HYPOTHECAIRE").

C'EST POURQUOI LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Les mots et expressions définis à l'article 1, "DEFINITION" du bail, lorsqu'ils sont employés aux présentes, auront, à moins que le contexte n'exige un sens différent, la même signification que celle qui leur est donnée audit article.

2. La Ville consent dès à présent à ce que si la Société, en sa qualité d'assureur hypothécaire, devient emphytéote sous le régime du bail emphytéotique à la place de l'Emphytéote, elle jouisse comme emphytéote du régime spécial décrit ci-après, de sorte qu'elle ne pourra pas être considérée en défaut aux termes du bail pour ne pas avoir exécuté l'une quelconque des obligations ou conditions suivantes, savoir:

(2.1)

2.1. Le régime spécial accordé à la Société par les présentes ne prendra effet qu'à compter du jour où la Société deviendra emphytéote;

2.2. Advenant que l'Emphytéote abandonne les travaux de construction, de réparation ou de restauration prévus au bail avant qu'ils ne soient terminés, les délais prévus au bail emphytéotique seront prolongés pour permettre à la Société, avec diligence, de remédier au défaut de l'Emphytéote;

2.3. Si, au moins dix (10) ans après le commencement du terme du bail, un sinistre ou un événement a lieu qui donne ouverture aux obligations de l'Emphytéote de reconstruire, réparer ou restaurer les Améliorations, tel que prévu au bail, les obligations à cet effet créées par l'article 4.8.2. ------- du bail ne pourront être invoquées contre la Société que dans la mesure où elle ne sont pas incompatibles avec les présentes;

2.4. Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessous, la Société ne sera pas tenue de souscrire à quelque assurance que ce soit.

(3.)

3. Nonobstant les dispositions de l'article 2.4. ci-dessus si la Société, dans le cas où elle deviendrait l'Emphytéote aux termes du bail, préfère se prévaloir de l'exemption prévue à l'article 2.4. ci-dessus, elle sera considérée comme l'assureur aux termes des polices dont il est fait mention à l'article 4 "Assurance" dudit bail, pour les montants et sujet aux termes et conditions dudit bail, et au cas où les bâtiments tels que mentionnés audit bail viendraient à être détruits ou endommagés au point de n'être plus exploitables, que ce soit par le feu ou autrement, la Société s'engage à payer à la Ville dans les soixante (60) jours suivant telle destruction ou tel dommage, la somme qu'aurait payée une compagnie d'assurance qui aurait assuré les bâtiments conformément aux conditions du bail, cette somme étant escomptée en fonction de la partie non écoulée du terme du bail à un taux qui sera de 20% supérieur à la moyenne arithmétique des taux de rendement moyens des obligations à long terme émises ou garanties par le Gouvernement du Canada, tel que publié par la Banque du Canada pour le trimestre précédant la date du paiement et alors le bail prendra fin, à moins que la Société n'indique, dans le même délai, qu'elle préfère procéder et procède avec diligence et dans un délai raisonnable, à la reconstruction, la restauration ou la réparation dudit dommage. De plus, la Société s'engage à tenir la Ville indemne de toute réclamation mentionnée à l'article 4 dudit bail pendant toute période où elle serait l'emphytéote, le tout comme si une

police d'assurance responsabilité générale et civile était en vigueur conformément aux dispositions dudit article.

4. Nonobstant les dispositions de l'article 10 "EXPROPRIATION" du bail:

4.1. Si, durant la période où la Société est emphytéote vis-à-vis la Ville, une expropriation a lieu du terrain et des bâtiments, le bail se terminera à la date à laquelle l'expropriante aura pris possession des lieux loués ou toute partie d'iceux et le montant total de l'indemnité provenant de cette expropriation, représentant la valeur du terrain et des bâtiments expropriés et/ou les dommages causés, sera payé en entier par la partie expropriante à la Société et la Société continuera à payer à la Ville la rente annuelle selon les termes de l'article 13 du bail, et cela pour toute la partie non écoulée du terme, et la Société remettra à la Ville, le dernier jour de la période du bail, soit le trois mai deux mille trente-quatre (2034) ----- une somme égale audit montant total que l'autorité expropriante lui aura versé au moment de l'expropriation, déduction faite, preuve à l'appui,

(des)

des sommes dépensées pour les réparations à la partie du terrain et bâtiments non expropriés;

4.2. S'il y a un résidu non exproprié du terrain ou des bâtiments, lors d'une expropriation affectant ledit terrain ou lesdits bâtiments la Société, en plus de recevoir l'indemnité d'expropriation selon le paragraphe 4.1. gardera, utilisera raisonnablement et sera responsable de ce résidu non exproprié mais continuera de payer la rente tel que prévu à l'article 4.1. et remettra à la Ville le total de l'indemnité reçu lors de l'expropriation, déduction faite, preuve à l'appui, des sommes dépensées pour les réparations, et le résidu non exproprié, à la Ville, tel que prévu à l'article 4.1.;

4.3. Si, pendant que la Société est l'emphytéote, ledit terrain ou lesdits bâtiments venaient à être expropriés en totalité ou en partie, de façon telle que le résidu non exproprié de l'ensemble soit rendu commercialement inutilisable ou impropre aux fins prévues au bail, et si l'expropriant ne prend pas ledit résidu, la Ville permettra à la Société de mettre fin

(audit)

audit bail ou rachètera de la Société ledit résidu au prix qui représentera la valeur pour la Société dudit terrain et bâtiments, eu égard à la période demeurant non écoulée au bail.

5. Afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir un prêt assuré par la Société en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation, la Ville consent à ce que le premier créancier hypothécaire, ses successeurs et ayants droit jouissent de tous les droits que confère l'acte d'obligation et d'hypothèque exécuté entre lui et l'Emphytéote conformément à la Loi Nationale sur l'Habitation, nonobstant les articles du bail mais pour la seule période où ladite créance hypothécaire n'aura pas été remboursée en capital, intérêts et accessoires.

6. Nonobstant les termes et conditions du Bail Emphytéotique enregistré sous le numéro ------ 3 259 315 -- , la Ville consent et accepte que le Créancier Hypothécaire, sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation, aura droit au contrôle des polices d'assurance, conformément aux termes de l'acte d'obligation et d'hypothèque exécuté entre lui et l'Emphytéote et de plus, la Ville consent à ce que le Créancier Hypothécaire réclame et reçoive toutes prestations de ses assurances par préférence et à son seul ordre jusqu'à concurrence de la somme qui lui demeure due sous le régime dudit acte d'obligation et d'hypothèque en sa faveur.

(7.)

7. Les dispositions des clauses 2, 3 et 4 sont pour le bénéfice exclusif de la Société ou de tout autre organisme d'Etat lui ayant succédé dans ses fonctions (désignés collectivement dans le présent article "Société"), de sorte que tout acquéreur ou cessionnaire des droits de la Société devra assumer et respecter intégralement toutes et chacune des charges, dispositions et obligations dudit bail, tout acquéreur subséquent ne pouvant aucunement bénéficier du régime spécial en faveur de la Société résultant des termes des présentes, ce régime spécial étant ainsi accordé à la Société en considération du fait que la Société a assuré un prêt accordé par un prêteur agréé à l'Emphytéote, conformément à la Loi Nationale sur l'Habitation.

8. L'Emphytéote reconnaît que les droits accordés par les présentes à la Société ne bénéficient qu'à cette dernière et ne peuvent en aucune façon être invoqués ni exercés en tout ou en partie par l'Emphytéote, ses successeurs ou ses ayants droit, et que les présentes ne constituent en aucune façon une modification, mainlevée ou quittance d'aucune des obligations qui incombent à l'Emphytéote en faveur de la Ville en vertu du bail emphytéotique.

9. L'Emphytéote assumera les frais des présentes et fournira à la Société une copie des présentes portant certificat d'enregistrement.

10. Tout acte amendant ou corrigeant le

bail emphytéotique décrit ci-dessus devra être approuvé par la Société. A défaut d'une telle approbation, tout tel amendement ou toute telle correction audit bail ne liera pas la Société. Le document amendant ou corrigeant ledit bail devra porter à sa face même la preuve de son approbation par la Société.

11. Les présentes feront partie du bail à compter du jour où la Société aura pris possession légale de la propriété, et pendant toute la période se terminant à la date où la Société cèdera ou transportera la possession légale de la propriété, mais à tout événement, pas plus tard que le trois mai deux mille trente-quatre (2034), ---------- date de l'expiration du bail.

12. Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous:

Ville de Montréal
a/s du Greffier de la Ville
Hôtel de Ville de Montréal
Montréal, Québec H2Y 1C6

Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement

Ottawa, Ontario.

Coopérative d'Habitation "Le Retour à l'Ecole" (Montréal)

4661 rue Adam
MONTREAL (Québec)

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, in-

diquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés. Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

D O N T A C T E

FAIT ET PASSE en la Ville de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro quatre mille neuf cent trois (4903) du répertoire de Me NORMAND LATREILLE.

ET LECTURE FAITE, les représentants des parties ont signé le tout avec et en présence du notaire soussigné.

SIGNE: SOCIETE CANADIENNE D'HYPOTHEQUES ET DE LOGEMENT

par: FABIEN COURNOYER

SIGNE: COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL)

par: LUCIE DESROCHERS

par: DANIELE ARCHAMBAULT

SIGNE: Le maire JEAN DRAPEAU

Le greffier MAURICE BRUNET
pour LA VILLE DE MONTREAL

SIGNE: NORMAND LATREILLE
Notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 AVR 1982
AVOCAT EN CHEF DE LA VILLE

12.00

Code NL 1277

NO. 4247

LE 3 mai 1982

BAIL EMPHYTEOTIQUE

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX,

le trois mai.

D E V A N T Me NORMAND LATREILLE,

Notaire à Montréal, Province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTREAL, corporation municipale, dont l'adresse principale est 275 est, rue Notre-Dame à Montréal, agissant et représentée aux présentes par Son Honneur le Maire de la Ville, Monsieur Jean Drapeau, administrateur et par Monsieur Jean-Jacques Régnier, le greffier adjoint de la Ville dûment autorisés aux fins des présentes en vertu d'une résolution du Conseil Municipal, adoptée à une assemblée tenue le dix-neuf avril mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par lesdits représentants et le notaire soussigné;

Ci-après nommée la "Ville"

D'UNE PART

ET :

COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL), corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Ville de Montréal, agissant et représentée aux présentes par Lucie Desrochers et Danièle Archambault, dûment autorisées aux fins des présentes aux termes d'une résolution adoptée à l'assemblée générale spéciale des membres tenue le dix-sept mars mil neuf cent quatre-vingt-deux

Division d'enregistrement - MONTRÉAL
Je certifie que ce document a été enregistré
ce 82-05-06 à 10 55 heure minute
sous le numéro 3259315
Registrateur

(1982)

1006041904

(1982) et aux termes d'une résolution adoptée par les administrateurs de ladite corporation à l'assemblée tenue le dix-sept mars mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), dont copies certifiées demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées Ne Varientur par lesdites représentantes et le notaire soussigné;

Ci-après désignée l' "EMPHYTEOTE"

D'AUTRE PART

LESQUELLES PARTIES DECLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que la Ville est propriétaire d'un immeuble décrit à l'article 14 des présentes;

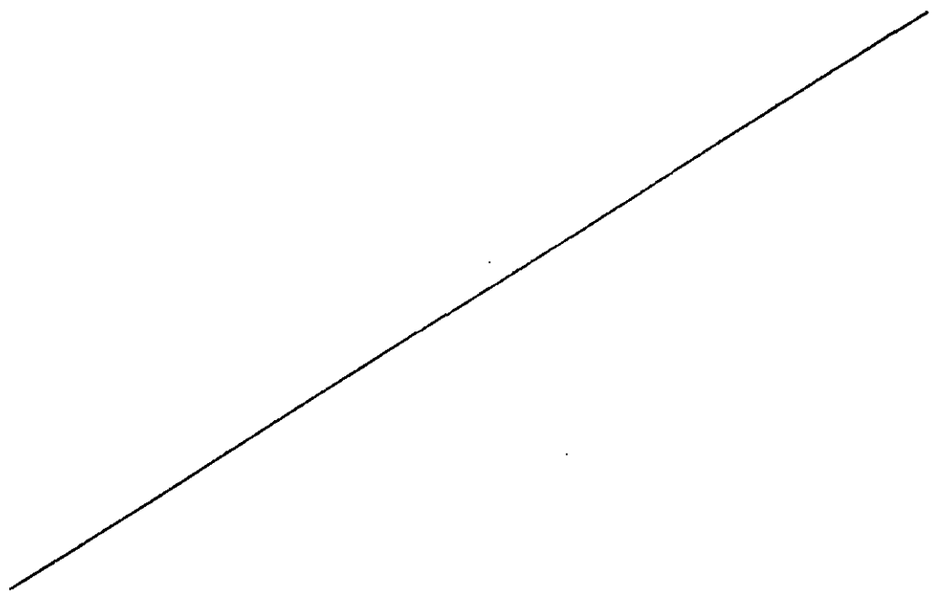
ATTENDU que la Ville a décidé de céder ledit immeuble par bail emphytéotique;

ATTENDU que l'Emphytéote accepte ce bail emphytéotique;

C'EST POURQUOI LES PRESENTES FONT FOI:

ARTICLE 1

DEFINITIONS



1.1. Les mots et expressions suivants, lorsqu'utilisés dans le présent bail, auront le sens suivant, à moins que le contexte n'indique une intention contraire:

1.1.1. "bail emphytéotique", "bail", "cet acte", "présentes", "aux présentes" et quelques autres expressions similaires signifient le présent bail emphytéotique;

1.1.2. "terrain", "partie de terrain", "cette partie de terrain", "immeuble" ou "cet immeuble" signifie l'emplacement décrit à l'article 14 des présentes;

1.1.3. "Améliorations" signifie le bâtiment à être restauré ainsi que toutes les additions et autres améliorations et constructions qui pourront être érigées sur le terrain et toute restauration et reconstruction de celles-ci;

1.1.4. "Bâtiment" signifie le bâtiment que l'Emphytéote s'engage, par les présentes, à restaurer sur le terrain;

1.1.5. "créancier hypothécaire" signifie tout créancier de tout prêt garanti par hypothèque consentie par l'Emphytéote;

1.1.6. "Emphytéote" signifie: COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL) ses successeurs et ses ayants cause;

1.1.7. "l'Ensemble Immobilier" signifie le terrain et les Améliorations.

ARTICLE 2

EMPHYTEOSE

2.1. La Ville cède avec garantie légale à l'Emphytéote, aux conditions contenues aux présentes

et suivant les prescriptions du Code Civil régissant l'emphytéose, sauf les dérogations spécifiques ci-après mentionnées, l'emplacement dont la description apparaît à l'article 14 des présentes.

ARTICLE 3

OBLIGATIONS DE L'EMPHYTEOTE

3.1. L'Emphytéote s'engage à faire les Améliorations requises pour satisfaire aux exigences ci-après énumérées, le tout en conformité avec la loi et les règlements municipaux et aux conditions contenues aux présentes:

3.1.1. Sur l'immeuble cédé par la Ville en vertu de l'article 2, l'Emphytéote s'engage à restaurer un Bâtiment ---------- pour un coût d'au moins UN MILLION SIX CENT QUINZE MILLE DOLLARS ($1,615,000.00).
Le Bâtiment devra être substantiellement conforme aux plans préparés par les architectes Sheppard Dionne Laflamme du mois de janvier 1982, ---------- lesquels sont conservés aux archives de la Ville. Lesdits plans devront toutefois être conformes aux règlements en vigueur lors de l'obtention des permis nécessaires.

Le permis de construction pour ce bâtiment(s) devra être requis dans les deux (2) ---------- mois de la signature du présent bail, la construction devra débuter dans les trois (3) mois ----------suivant l'émission du permis et devra être complétée dans les douze (12) mois suivant telle émission.

Tous les délais ci-dessus sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence du contrat et sans laquelle la Ville n'aurait pas signé les présentes, sauf dans le cas d'empêchement par cas fortuit, auquel cas les délais sont étendus pour autant.

En cas de défaut de respecter les délais prévus au présent article 3.1.1. et ce, nonobstant les dispositions de l'article 5.1.3., la Ville pourra, sur simple avis écrit de trente (30) jours signifié à l'Emphytéote et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, mettre fin au présent bail à l'expiration de ce délai si le défaut n'est pas alors corrigé, auquel cas tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété

de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement à la fin de cette période de trente (30) jours, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

3.2. L'Emphytéote paiera, à compter des présentes, toutes les taxes, redevances, impositions ou contributions de quelque nature que ce soit qui sont imposables au propriétaire sur l'Ensemble Immobilier ou résultant de son occupation ou de son exploitation.

3.3. L'Emphytéote devra faire, à ses propres frais, toutes les réparations de quelque nature que ce soit portant sur l'Ensemble Immobilier. Il conservera et gardera, pendant tout le terme du bail, en parfait état d'entretien et de réparations, sauf usage et dépréciation normale, le Bâtiment à être restauré en vertu de l'article 3.1.1.

3.4. L'Emphytéote s'engage à prendre ledit immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné et en être satisfait.

ARTICLE 4

ASSURANCES

4.1. L'Emphytéote accepte de souscrire et maintenir en force pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les garanties et les assurances suivantes:

4.1.1. Un cautionnement d'exécution des travaux prévus à l'article 3.1.1., pour une somme équivalente au coût desdits travaux tel qu'évalué par la Ville. Ce cautionnement devra être conforme à la formule ci-jointe comme "Annexe A";

4.1.2. Une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection de cinq cent mille dollars ($500,000.00) par personne et par événement et de

DEUX MILLIONS DE DOLLARS ($2,000,000.00) par événement pour les dommages causés à plus d'une personne, et une protection pour les dommages matériels, avec une limite de CINQ MILLIONS DE DOLLARS ($5,000,000.00) pour la totalité des dommages qui peuvent survenir dans une année.

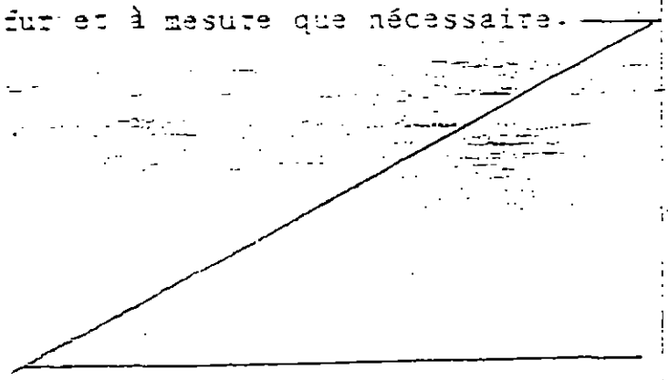
Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe B" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'immeuble pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également

tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à être exécutés;

4.1.3. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule de l'Association Canadienne des Assureurs ou toute autre formule assurant une protection équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur et augmenter au fur et à mesure que nécessaire.



Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier

hypothécaire, s'il en est, et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe C" après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT CINQ MILLE DOLLARS ($25 000) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte à Montréal qui sera désignée par la Ville, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes d'argent déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout

autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et maintenir en force dès la fin des travaux de construction et pendant le reste du terme du présent bail, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes:

4.2.1. Une police d'assurance-responsabilité accordant la même protection que celle exigée ci-dessus durant l'exécution des travaux de construction.

Toutefois, le montant de protection de ladite police devra être calculé en dollars constants de 1982 selon l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme "Annexe D" après avoir été reconnu

véritable et signé Ne Varietur pour les fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer;

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule de l'Association Canadienne des Assureurs dite "Formule des bâtiments commerciaux" ou toute autre formule assurant une protection équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés et dont l'Emphytéote est propriétaire à titre de preneur en vertu du bail emphytéotique et cela pour une somme correspondant à la valeur de remplacement.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est,

et devra contenir l'avenant spécial de la Ville qui est annexé aux présentes comme Annexe "E"après avoir été reconnu véritable et signé Ne Varietur pour fins d'identification par les représentants des parties aux présentes et le notaire soussigné.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, et toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25,000.00) devra être payée selon les mêmes modalités exigées pour la police "tous risques" pendant la durée des travaux et servir aux mêmes fins.

Toutefois si le créancier hypothécaire décide de ne pas se servir de ces argents pour reconstruire ou réparer les Améliorations, le produit des assurances sera versé au créancier hypothécaire et la Ville devra recevoir de l'Emphytéote toutes les garanties qu'elle jugera nécessaires à l'effet que d'autres ------

disponibilités monétaires sont mises à la disposition de l'Emphytéote pour la reconstruction ou réparation des Améliorations.

4.3 L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville le texte des polices d'assurance ci-dessus prévues dès leur émission, celles-ci devant être approuvées par l'Avocat en chef de la Ville. De plus, l'Emphytéote s'engage à fournir les reçus constatant le paiement des primes des polices ci-dessus prévues et les certificats de renouvellement d'icelles au moins trente (30) jours avant leur échéance. Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux articles 4.1. et 4.2 des présentes pendant toute la durée du présent bail, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. L'Emphytéote devra faire en sorte que les indemnités provenant des polices d'assurance, y compris même les indemnités qui seraient payables en vertu d'une police ou d'un avenant non requis par la Ville, soient payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, de telle façon que:

4.4.1. Toute somme excédant VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25,000.00) ci-après désignée l' "excédent", pouvant provenir de ces assurances sera déposée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte à Montréal qui sera désignée par la Ville, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Il est de plus convenu que l'excédent ne sera utilisé que pour la restauration des Améliorations comme prévu ci-après à l'article 4.5., le tout sous réserve des stipulations des articles 4.7 et 4.8 des présentes; et

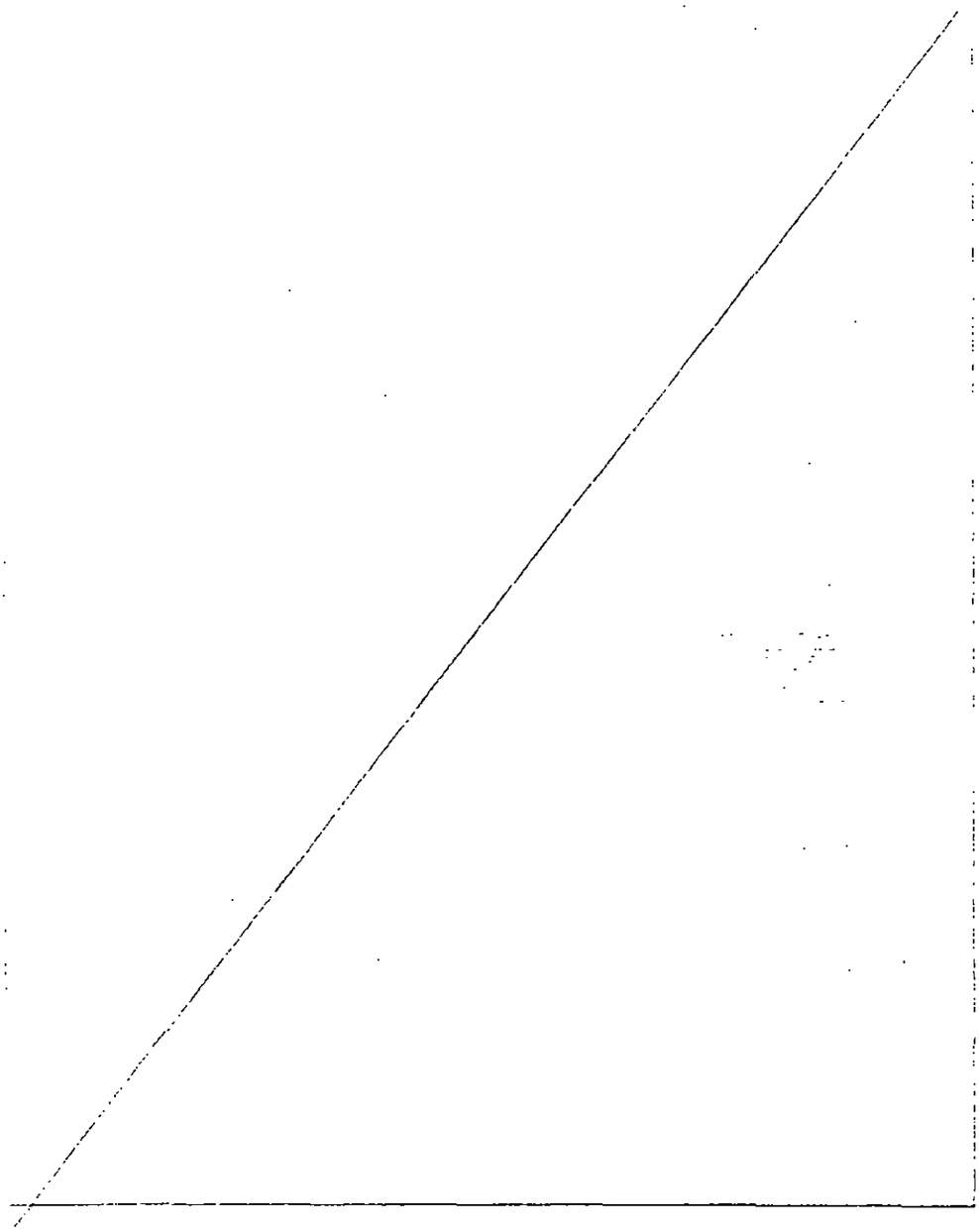
4.4.2. Que toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS ($25,000.00) ou moins sera -------

payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.5. Au cas de destruction d'une partie des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou autre cause prévue aux articles 4.1. et 4.2. des présentes, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois, sauf cas fortuit, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la restauration de la partie détruite ou endommagée des Améliorations pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées aux comptes conjoints prévus aux articles 4.1., 4.2. et 4.4. pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux. L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations durant la période de reconstruction et jusqu'à l'expiration du terme du présent bail et les dispositions des clauses d'assurance contenues dans l'article 4 s'applique-

ront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

4.6. Avant de réparer ou de reconstruire conformément aux dispositions de l'article 4.5., l'Emphytéote devra avoir remis à la Ville une police de cautionnement émise par une compagnie d'assurance autorisée par la loi, pour une somme correspondant à la



valeur de la partie ainsi détruite ou endommagée, et garantissant que le changement, la modification ou la reconstruction seront faits dans la période de temps raisonnablement requise pour l'exécuter. Le paiement de la rente prévue au présent bail devra être fait sans changement ni interruption durant toute cette période.

4.7. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux de restauration et payer le coût en excédant de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût de la restauration, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux de restauration. Dans ce dernier cas, tout créancier hypothécaire, s'il en est, pourra, à sa discrétion, exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée pro tanto en réduction de la dette garantie par son hypothèque sur l'Ensemble Immobilier.

4.8. Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les Améliorations étaient totalement détruites ou endommagées au point de devenir inutilisables pour les fins du bail, l'Emphytéote devra en aviser la

Ville dans les trente (30) jours de la destruction ou du dommage.

4.3.1. Si la perte ou le dommage survient dans les premiers dix (10) ans ou dans les derniers vingt-cinq (25) ans du bail et si l'Emphytéote prétend qu'il n'est plus raisonnable pour une cause qu'il invoque de procéder à la reconstruction ou restauration des Améliorations, il pourra déguerpir après avoir donné, dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage, avis à la Ville et à tout créancier hypothécaire s'il en est, de son intention, en y précisant les motifs qu'il invoque;

4.3.2. Si la perte ou le dommage survient après les premiers dix (10) ans et avant le début des derniers vingt-cinq (25) ans du bail, la Ville pourra, à sa discrétion, soit exiger de l'Emphytéote la reconstruction ou la restauration, soit mettre fin au bail, en lui donnant avis dans les douze (12) mois de telle perte ou dommage. Toutefois, la Ville ne pourra mettre fin au bail que si l'Emphytéote n'a pas donné à la Ville, dans les délais ci-dessus, avis de son intention de reconstruire ou de restaurer et n'a

par procédé à ce faire avec une diligence raisonnable;

4.8.3. Au cas de déguerpissement prévu au paragraphe 4.8.1 ou lorsqu'il est mis fin au bail en vertu du paragraphe 4.8.2., l'indemnité provenant de l'assureur à la suite de cette destruction ou de ce dommage sera répartie entre l'Emphytéote, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, selon leurs intérêts respectifs, sous réserve des dispositions des paragraphes 4.2.2. et 4.4.1. Au cas d'impasse quant à la façon de faire cette répartition, elle se fera conformément aux dispositions de l'article 11.

4.9. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec.

ARTICLE 5

DEFAUT

5.1. Au cas où l'Emphytéote serait en défaut:

5.1.1. de payer tout ou en partie de la rente, des taxes ou des primes d'assurance à leur échéance ou d'acquitter toutes autres redevances, impositions ou contributions prévues au présent bail; ou

5.1.2 de compléter substantiellement la construction, la reconstruction ou la restauration des Améliorations de façon à ce que le tout soit prêt pour occupation dans les délais prévus aux présentes, sauf cas fortuit et sous réserve des dispositions des articles 4.5 et 4.8; ou

5.1.3 de remplir les engagements ou d'observer l'un ou l'autre des termes et obligations des présentes;

et si ce défaut se prolongeait pendant plus de soixante (60) jours, alors, dans tous ces cas, la Ville pourra, sans préjudice de ses autres droits et recours, donner à l'Emphytéote un avis écrit de son intention de mettre fin au présent bail. Cet avis devra préciser la ou les sommes d'argent ou les termes, obligations ou conditions dont on allègue le non paiement ou la violation.

5.2 Chaque fois que l'Emphytéote sera en défaut pour la période susmentionnée de soixante (60) jours et que la Ville décide de mettre fin au présent bail, elle devra immédiatement transmettre à tout créancier hypothécaire, s'il en est, un duplicata de l'avis prévu à l'article 5.1. Cet avis sera considéré suffisant s'il est donné à tel créancier hypothécaire ----------

par courrier recommandé à l'adresse apparaissant à l'avis d'adresse enregistré par ce dernier ou à toute autre adresse désignée par celui-ci de temps à autre par écrit.

5.3. Si, conformément aux articles 5.1 et 5.2., la Ville donne un avis faisant état d'une violation ou d'un défaut en vertu des présentes et s'il n'est pas remédié à cette violation ou à ce défaut dans les cent vingt (120) jours suivant immédiatement la date de cet avis et si la Ville n'est pas remboursée de toutes les dépenses raisonnablement encourues à la suite de cette violation ou de ce défaut, là et alors, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 5.4., le présent bail se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du cent vingtième (120e) jour suivant la date de cet avis et tous les droits de l'Emphytéote deviendront alors forfaits et périmés et l'Ensemble Immobilier deviendra la propriété de la Ville qui aura droit d'en prendre possession immédiatement et sans autre avis, de la même façon qu'elle pourrait le faire à l'échéance du terme complet du bail. L'Emphytéote devra alors passer tout acte constatant son défaut et la terminaison du présent bail que la Ville pourra raisonnablement exiger.

A défaut de l'Emphytéote de se conformer aux termes du présent bail et advenant que ce défaut ne puisse être convenablement corrigé par le

paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de l'Emphytéote ne seront pas alors forfaits ni périmés, si, au cours de la période prévue à l'alinéa précédent, l'Emphytéote commence à corriger ce défaut dès la réception dudit avis de défaut et poursuive avec diligence raisonnable.

5.4. Si à quelque époque l'Emphytéote est en défaut aux termes de l'article 5.1 et s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires et si l'Emphytéote néglige de corriger ce défaut conformément à l'article 5.3., la Ville, après avoir acquis le droit de prendre possession de l'ensemble immobilier conformément à l'article 5.3., devra donner un avis supplémentaire à tout créancier hypothécaire et, si tel créancier hypothécaire corrige ce défaut dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de cet avis, tel créancier hypothécaire aura le droit de prendre possession de l'Ensemble Immobilier, comme preneur emphytéotique avec effet rétroactif à la date du défaut de l'Emphytéote, le tout sans préjudice des droits prioritaires de tout autre créancier hypothécaire, s'il en est. Ce créancier hypothécaire prendra alors la place de l'Emphytéote pour la partie non expirée du terme du présent bail en assumant toutes les obligations de l'Emphytéote et en jouissant de tous les droits accordés à ce dernier par le présent bail.

Si cependant les créanciers hypothécaires négligent de remédier au défaut de l'Emphytéote dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours, le présent bail se terminera et le terme y prévu deviendra échu à compter du quatre-vingt-onzième (91e) jour suivant la date dudit avis, et les créanciers hypothécaires deviendront déchus de tous leurs droits qui deviendront alors forfaits et la Ville aura le droit de s'adresser aux tribunaux pour demander la radiation des hypothèques existant alors si les créanciers hypothécaires refusent d'accorder mainlevée.

5.5. Nonobstant les termes de l'article 5.4., si le défaut de l'Emphytéote entraînant la terminaison du présent bail conformément au présent article 5 découle de la négligence de l'Emphytéote d'entreprendre la restauration des Améliorations aussi rapidement que possible tel que prévu aux présentes, le délai accordé à tout créancier hypothécaire en vertu de l'article 5.4. sera alors de cent vingt (120) jours.

5.6. Nonobstant toute clause à ce contraire dans le présent bail, si le défaut de l'Emphytéote en vertu du présent bail ne peut être convenablement

remédié par le paiement d'une somme d'argent à la Ville, ce défaut sera présumé corrigé à la satisfaction de la Ville et les droits de tout créancier hypothécaire ne seront pas alors forfaits ni périmés si, dans le délai accordé ci-dessus à tel créancier hypothécaire, celui-ci commence à corriger le défaut dès la réception de l'avis supplémentaire de défaut prévu à l'article 5.4. et poursuive avec une diligence raisonnable.

ARTICLE 6

POURSUITE

6.1. Pendant toute la durée du présent bail, l'Emphytéote devra tenir la Ville indemne de toute réclamation par des tiers, de quelque nature que ce soit, et devra prendre le fait et cause de la Ville dans toute poursuite dirigée par des tiers contre la Ville, découlant de l'existence du présent bail ou de l'exercice des droits en découlant, de l'occupation ou de l'exploitation de l'Ensemble Immobilier ou des constructions, réparations, modifications ou démolition des Améliorations, par l'Emphytéote.

ARTICLE 7

RENONCIATION

7.1. Toute renonciation faite par la Ville devra se faire par résolution de son Conseil Municipal ou de son Comité Exécutif selon le cas, et aucune re-

~~renonciation par la Ville à invoquer le défaut de l'Em~~phytéote en vertu des termes du présent bail ne devra s'interpréter comme une renonciation à invoquer tout autre défaut ayant été commis ou pouvant être commis par la suite par l'Emphytéote à moins que ladite résolution du Conseil Municipal ou du Comité exécutif n'ait cet effet.

ARTICLE 8

RESILIATION

8.1. La Ville pourra mettre fin à ce bail pour toutes ou chacune des causes prévues aux présentes en plus de toutes les autres causes prévues par la loi.

Sauf pour les circonstances prévues au paragraphe 4.8. et au cas d'expropriation prévue au paragraphe 10.1. des présentes, l'Emphytéote n'aura pas le droit de mettre fin à ce bail avant son expiration, à moins que la Ville soit en défaut de remplir ses obligations en vertu du présent bail, ou que l'Emphytéote soit, à cause du fait ou du défaut de la Ville, privé de la jouissance des lieux pendant une période excédant cent quatre-vingts (180) jours. Nonobstant les dispositions du Code Civil, l'Emphytéote n'a pas le droit de déguerpir à l'exception des cas prévus dans les paragraphes 4.8. et 10.1. des présentes.

ARTICLE 9

FIN DU BAIL EMPHYTEOTIQUE

9.1. Sujet aux stipulations de l'article 3 de ce bail, à l'expiration de ce bail, ou au moment de toute terminaison antérieure, la Ville deviendra propriétaire des Améliorations (autres que celles faites par des locataires) aux lieux cédés, y inclus celles faites volontairement par l'Emphytéote, libres de toutes charges, hypothèques et privilèges. Toutefois, les obligations résultant de baux consentis par l'Emphytéote, au loyer normal du marché à l'époque, seront respectées par la Ville, sauf dans les cas où le terme restant à courir excède de plus de cinq (5) ans la présente emphytéose, auquel cas la Ville pourra les considérer comme nuls et sans effet à l'expiration des cinq (5) ans suivant la fin de la présente emphytéose, quelle que soit la manière dont elle arrive.

ARTICLE 10

EXPROPRIATION

10.1. Si, pendant la durée de ce bail, l'Ensemble Immobilier est exproprié dans son entier ou s'il n'est exproprié qu'en partie et que cette expropriation partielle rende le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le terme de ce bail sera automatiquement échu et le présent bail prendra fin à la date de possession de la partie expropriée.

Dans ce cas, la partie de l'indemnité provenant de l'expropriation représentant la valeur

de la partie de terrain exproprié ou les dommages causés au résidu de la partie de terrain sera payable à la Ville. La partie de ces indemnités représentant la compensation pour les dommages au Bâtiment sera déposée dans une banque à charte de la façon prévue à l'article 4.1. de ce bail traitant des indemnités payables par les compagnies d'assurance et sera par la suite répartie et payée comme convenu entre la Ville et l'Emphytéote et le créancier hypothécaire de l'Emphytéote, s'il en est. A défaut d'en venir à une telle entente, les indemnités de compensation seront réparties et payées conformément aux dispositions de l'article 11 des présentes.

10.2 Si, pendant la durée de ce bail, l'ensemble immobilier est exproprié de façon à ne pas rendre le résidu inutilisable pour les fins prévues dans ce bail, le présent bail prendra fin, en ce qui concerne la partie expropriée du terrain, dès la date de la perte de possession de ladite partie, et la rente annuelle stipulée aux présentes sera remplacée par une nouvelle rente annuelle calculée selon la formule suivante:

$$Nra = Ra - \left(Ra \times \frac{Pe}{St}\right)$$

dans laquelle:

Nra = la nouvelle rente annuelle (Ra)

Ra = la rente annuelle stipulée aux présentes

Pe = la superficie de la partie expropriée

du terrain (exprimée en mètres carrés)

St = la superficie totale du terrain avant l'expropriation (exprimée en mètres carrés).

10.3 L'Emphytéote n'aura aucun droit à la partie des indemnités d'expropriation représentant la valeur de la partie de terrain expropriée et les dommages causés au résidu de cette partie de terrain. La partie de ces indemnités représentant une compensation pour les dommages au Bâtiment devra être utilisée de la façon prévue au paragraphe 4.4. de ce bail traitant des indemnités provenant des compagnies d'assurance, sous réserve du paragraphe 4.2.2., et sera appliquée de la même façon jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour la restauration du Bâtiment dans un état qui soit raisonnablement le plus près possible de celui existant avant l'expropriation. Le résidu de ces indemnités, s'il en est, sera payable à l'Emphytéote.

ARTICLE 11

PARTAGE DES INDEMNITES

11.1. Pour les fins d'interprétation du présent article 11, il est convenu que les mots ou expressions ci-dessous, lorsqu'ils sont employés dans le présent article 11, ont le sens suivant à moins que le contexte n'indique une intention contraire:

11.1.1. "Expropriation" signifie toute expropriation affectant la totalité de l'Ensemble Immobilier ou toute partie rendant le résidu inutilisable pour les fins prévues dans le présent bail;

11.1.2. "Indemnité d'assurance" signifie les sommes d'argent provenant des compagnies d'assurance et qui seront déposées dans une banque à charte pour être utilisées dans les circonstances prévues à l'article 4.4.;

11.1.3. "Indemnité d'expropriation" signifie les sommes d'argent provenant de l'expropriation et représentant la valeur du Bâtiment telle que déterminée par les tribunaux d'expropriation.

11.2. Si, dans les cas prévus à l'article 4.4. au sujet de la répartition finale des indemnités provenant des compagnies d'assurance et dans le cas prévu à l'article 10.1. au sujet de l'allocation de la partie de l'indemnité d'expropriation se rapportant au Bâtiment les parties ne peuvent en venir à une entente dans un délai de trente (30) jours à compter de la date du dépôt de telles indemnités dans une banque à charte, il est convenu que les sommes d'argent représentant telles indemnités seront divisées

et allouées conformément aux dispositions de l'article 11.3. ci-dessous.

11.3. Lors d'une expropriation ou dans les circonstances prévues par l'article 11., l'indemnité d'expropriation ou l'indemnité d'assurance, selon le cas, sera divisée de la façon et dans l'ordre suivants:

11.3.1. tout créancier hypothécaire recevra le montant qui lui est dû, lequel sera pris à même la part de l'Emphytéote, telle qu'établie ci-après, sans toutefois la dépasser;

11.3.2. la part revenant à l'Emphytéote sera calculée d'après le barème suivant:

1ère	année	100.0%	19e	année	95.8%
2e	"	100.0%	20e	"	95.3%
3e	"	99.0%	21e	"	94.8%
4e	"	99.0%	22e	"	94.3%
5e	"	98.9%	23e	"	93.7%
6e	"	98.8%	24e	"	93.0%
7e	"	98.7%	25e	"	92.1%
8e	"	98.6%	26e	"	91.2%
9e	"	98.4%	27e	"	90.2%
10e	"	98.3%	28%	"	89.2%
11e	"	98.2%	29e	"	88.1%
12e	"	97.9%	30e	"	86.9%
13e	"	97.6%	31e	"	85.6%
14e	"	97.4%	32e	"	84.3%
15e	"	97.2%	33e	"	82.8%
16e	"	96.9%	34e	"	81.3%
17e	"	96.6%	35e	"	79.8%
18e	"	96.2%	36e	"	78.2%

37e année	76.5%	45e année	58.9%
38e "	74.7%	46e "	55.9%
39e "	72.8%	47e "	51.9%
40e "	70.8%	48e "	45.0%
41e "	68.7%	49e "	36.2%
42e "	66.5%	50e "	26.2%
43e "	64.2%	51e "	14.4%
44e "	61.6%	52e "	nul

11.5.5. le solde appartiendra à la Ville comme étant sa part.

ARTICLE 12

DUREE

12.1. Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de cinquante-deux (52) ans à compter de la signature du présent bail.

ARTICLE 13

RENTE

13.1. L'Emphytéote s'engage à payer à la Ville, au bureau du Directeur des Finances, une rente annuelle de SIX MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATRE DOLLARS ($6,384.00) payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de CINQ CENT TRENTE-DEUX DOLLARS ($532.00), exigibles le jour anniversaire mensuel des présentes, à compter de la signature du présent bail.

ARTICLE 14

DESCRIPTION TECHNIQUE

DESIGNATION

Un emplacement situé du côté nord de la rue Bellechasse, entre les 6e et 8e Avenues, à Montréal, connu et désigné comme étant une PARTIE du lot numéro NEUF CENT TRENTE-HUIT de la subdivision du lot originaire numéro DEUX CENT SIX (206-Ptie 938) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; de forme trapézoïdale;

BORNE vers le nord-ouest par une autre partie du lot 206-938 et mesurant dans cette limite cent six mètres et quarante-neuf centimètres (106,49 m); vers le nord-est par une partie du lot 206-852 étant la 8ième Avenue et mesurant dans cette limite cinquante-sept mètres et trente-quatre centimètres (57,34 m), vers le sud-est par une partie des lots 206 et 206-1 composant la rue De Bellechasse et mesurant dans cette limite cent six mètres et soixante-neuf centimètres (106.69 m); vers le sud-ouest par une partie du lot 206-1 étant le 6ième Avenue et mesurant dans cette limite cinquante-sept mètres et trente et un centimètres (57,31 m); formant une superficie de six mille quarante-trois mètres carrés (6,043 m^2).

Les unités utilisées dans cette désignation sont celles du Système International (SI).

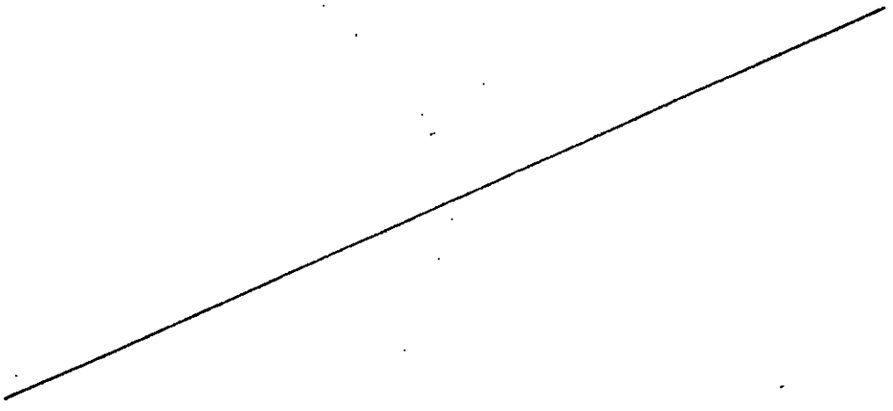
Ladite partie de lot est indiquée par un liséré jaune sur le plan numéro 25134-1-1 préparé par Monsieur Pierre Alarie, arpenteur-géomètre, le dix-neuf août mil neuf cent quatre-vingt-un (1981) dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée Ne Varietur par les parties aux présentes avec et en présence du notaire soussigné.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro 2919 de ladite rue de Bellechasse à Montréal.

Ainsi que le tout subsiste présentement, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant.

T I T R E

La Ville de Montréal est devenue propriétaire de ce que présentement cédé par bail emphytéotique en vertu d'un acte de vente par La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal passé devant Me Yvon Delorme, notaire, le dix mars mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le numéro 3 247 120.



ARTICLE 15

DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. Toute somme d'argent due par l'Emphytéote à la Ville, aux termes des présentes, est payable en devises ayant cours légal au Canada et portera intérêt au taux fixé par le Conseil Municipal de la Ville pour les sommes dues à la Ville en vigueur à la date d'exigibilité du paiement, à compter du jour où elle devenait due jusqu'au jour où elle a été payée.

15.2. Pour les fins des présentes, l'Emphytéote élit domicile à l'adresse indiquée au paragraphe suivant.

15.3. Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu des présentes devra être signifié à l'autre partie à l'adresse indiquée ci-dessous:

VILLE DE MONTREAL

a/s Greffier de la Ville

Hôtel de Ville de Montréal

275 est, rue Notre-Dame

Montréal, Québec

H2Y 1C6

COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL)

4661 rue Adam

Montréal (Québec)

Cependant, chaque partie aux présentes pourra, par avis écrit signifié à l'autre partie, indiquer une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal, à laquelle tous les avis subséquents devront lui être signifiés.

Advenant l'impossibilité pour une partie aux présentes de signifier tel avis à l'adresse ci-dessus mentionnée, tel avis pourra être signifié à l'autre partie en lui laissant copie au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

15.4. L'Emphytéote paiera le coût des présentes, de l'original et des copies requises.

15.5. La Ville ne sera pas tenue de fournir de titres ou de certificats de recherche concernant le terrain.

15.6. Tout engagement, clause, condition ou stipulation contenu aux présentes qui ne respecterait pas l'un ou l'autre des caractères essentiels d'un bail emphytéotique sera réputé non écrit ab initio mais uniquement dans la mesure où cet engagement, clause, condition ou stipulation aurait pour conséquence d'enlever au présent contrat sa nature de bail emphytéotique.

MENTIONS EXIGEES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI AUTORISANT LES MUNICIPALITES A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIERES:

a) Les parties aux présentes déclarent:

le Bailleur: que son nom est "VILLE DE MONTREAL";

l'Emphytéote: que son nom est "COOPERATIVE D'HABITATION "LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL)";

b) le Bailleur: que son adresse principale est au 275 est, rue Notre-Dame, Montréal, Québec;

c) l'Emphytéote: que son adresse principale est au 4661 rue Adam, Montréal (Québec);

d) le Bailleur et l'Emphytéote: que les emplacements qui font l'objet du présent acte sont entièrement situés dans le territoire de la Ville de Montréal;

e) le Bailleur et l'Emphytéote: que la contrepartie pour les fins de la présente loi, est de TROIS CENT SIX MILLE DOLLARS ($306,000.00) ----------

---

soit la valeur marchande de l'immeuble décrit dans le présent acte à l'article 14;

f) le Bailleur et l'Emphytéote: que le droit de mutation est de MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ($1,686.00).

D O N T A C T E

FAIT ET PASSE en la Ville de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro quatre mille deux cent quarante-sept (4247) du répertoire de Me NORMAND LATREILLE.

ET LECTURE FAITE, les parties signent avec le notaire soussigné et en sa présence.

SIGNE: COOPERATIVE D'HABITATION
"LE RETOUR A L'ECOLE" (MONTREAL)

par: LUCIE DESROCHERS

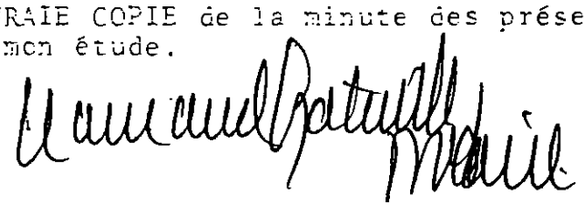
par: DANIELE ARCHAMBAULT

SIGNE: Le maire JEAN DRAPEAU

Le greffier-adj. JEAN-J. REGNIER
pour LA VILLE DE MONTREAL

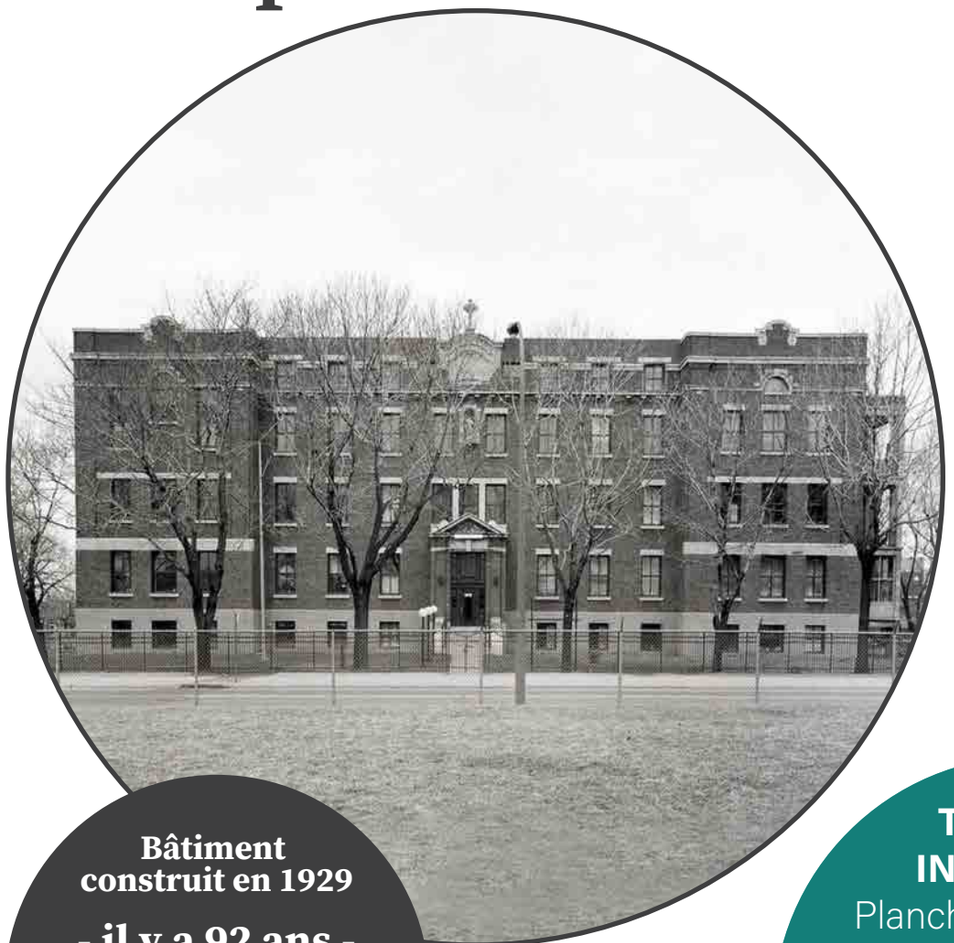
SIGNE: NORMAND LATREILLE
Notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.



3259315

Coopérative Le Retour à l'école - Travaux majeurs



Bâtiment construit en 1929

- il y a 92 ans -

et converti en coop en 1982

- il y a 39 ans -

TRAVAUX DE BASE : 784 250 $

Fondations	131 250 $
Maçonnerie	395 500 $
Calfeutrage	8 000 $
Nettoyage maçonnerie	20 000 $
Ferblanterie	2 500 $
Peinture	20 000 $
Travaux de toiture	7 000 $
Chauffe-eau et ventilation	70 000 $
Ascenseur	110 000 $

FENÊTRES
612 000 $

TRAVAUX URGENTS
BSI 0-5 ans
Santé et sécurité
84 000 $
Prises électriques et panneaux électriques des logements

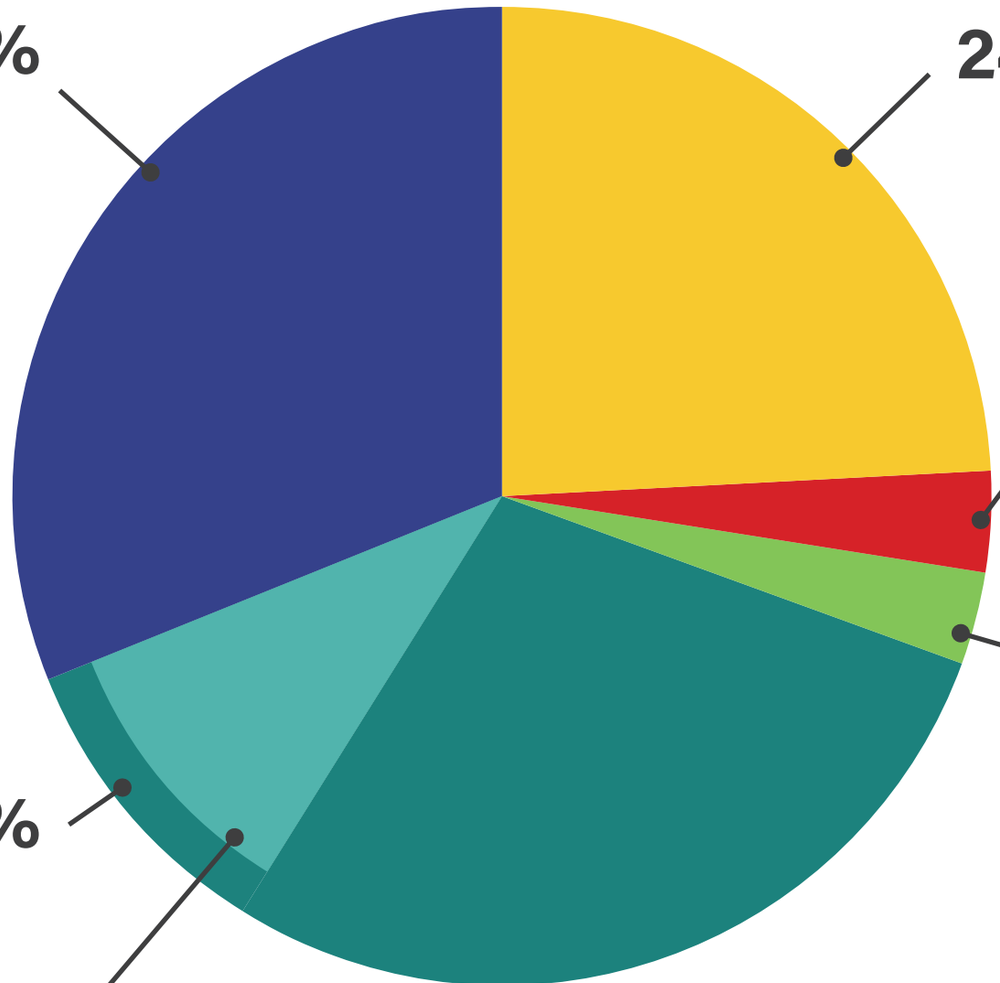
TRAVAUX INTÉRIEURS
Planchers, cuisines et salles de bain
38 logements : 963 000 $

10 logements : 250 000 $

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
BSI 0-5 ans
73 500 $
Plinthes électriques des logements

* Les coûts des travaux présentés ici n'incluent PAS les contingences (frais et honoraires variables et/ou imprévus).

Coopérative Le Retour à l'école - Répartition des coûts



TRAVAUX DE BASE **31.2 %**
784 250 $
Fondations
Maçonnerie
Calfeutrage
Nettoyage maçonnerie
Ferblanterie
Peinture
Travaux de toiture
Chauffe-eau et ventilation
Ascenseur

24.3 % **FENÊTRES**
612 000 $

3.3 % **TRAVAUX URGENTS**
BSI 0-5 ans
Santé et sécurité
84 000 $
Prises électriques
Panneaux électriques

2.9 % **EFFICACITÉ ÉNERG.**
BSI 0-5 ans
73 500 $
Plinthes électriques

TRAVAUX INTÉRIEURS **38.3 %**
38 logements : 963 000 $
Planchers
Cuisines
Salles de bain

TRAVAUX INTÉRIEURS
10 logements : 250 000 $

100 % Coût total des travaux : 2 516 750 $ *

* Les coûts des travaux présentés ici n'incluent PAS les contingences (frais et honoraires variables et/ou imprévus).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1226037001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal), pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068, dont la rente annuelle sera de 7 600 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 310 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1767-03

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet d'acte de modification d'emphytéose entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal) que nous avons préparé conformément aux instructions des services clients.

Au moment de faire cette intervention, nous étions toujours en attente de certaines confirmations de la part de la coopérative et de son créancier hypothécaire. Ainsi, le fait d'autoriser la signature d'un projet d'acte substantiellement conforme au projet ci-joint nous permettra d'apporter, au besoin, des modifications mineures audit projet d'acte, si cela était requis par la coopérative ou son créancier hypothécaire.

N/D : 21-001098

FICHIERS JOINTS



2022-04-20 Modification d'emphytéose (final).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

1216037002
21-001098

Devant **M^e^ Caroline Silva**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ (____) _____ deux mille vingt –deux (2022).

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

COOPÉRATIVE D'HABITATION « LE RETOUR À L'ÉCOLE » (MONTRÉAL), coopérative régie par la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, C. C-67.2) constituée le quinze (15) novembre mil neuf cent quatre-vingt (1980), ayant son siège au 20-2919, rue de Bellechasse, à Montréal, province de Québec, H1Y 1K1, immatriculée au registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1144633931, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le

_____ (__) _____ deux mille vingt-deux (2022) et dont une copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Emphytéote** »

La Ville et l'Emphytéote sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, préalablement à l'acte de modification faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE par acte d'emphytéose (autrefois connue sous l'appellation de bail emphytéotique) reçu devant M^{e} Normand Latreille, notaire, le trois (3) mai mille neuf cent quatre-vingt-deux (1982), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 259 315** (ci-après l'« **Emphytéose** »), la Ville a cédé à l'Emphytéote un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot 206-938 du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation, circonscription foncière de Montréal, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 2919, rue de Bellechasse;

ATTENDU QUE depuis, ladite partie de lot a fait l'objet d'une rénovation cadastrale et est maintenant connue comme étant le lot 2 170 317 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE ladite Emphytéose a été consentie pour un terme de cinquante-deux (52) ans commençant le trois (3) mai mille neuf cent quatre-vingt-deux (1982) et se terminant le trois (3) mai deux mille trente-quatre (2034);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a indiqué à la Ville que, pour maintenir l'immeuble en bon état, il désirait effectuer des travaux importants sur l'immeuble;

ATTENDU QUE l'Emphytéote a de plus indiqué à la Ville qu'il devait pour réaliser ces travaux importants, obtenir un financement de la part de la

Société canadienne d'hypothèques et de logement (la «SCHL») dans le cadre de son Fonds national de co-investissement pour le logement et que celle-ci exige qu'un amendement à l'Emphytéose soit signé entre les Parties afin notamment de prolonger de trente-quatre (34) ans le terme de l'Emphytéose, soit jusqu'au trois (3) mai deux mille soixante-huit (2068);

ATTENDU QUE l'Emphytéote a remis à la Ville, préalablement à la signature du présent acte, une confirmation préliminaire écrite de la SCHL à l'effet que le prêt qui sera consenti pour effectuer lesdits travaux sera amorti sur une période maximale de quarante ans (40) ans.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

À moins qu'un terme ne soit expressément défini dans le présent acte de modification, les termes définis dans l'Emphytéose et qui sont reproduits dans le présent acte ont le même sens que celui qui leur a été attribué dans l'Emphytéose.

De plus, les Parties conviennent que les termes « bail emphytéotique » et « bail », employés dans l'Emphytéose sont remplacés par le terme « emphytéose ».

2. DÉSIGNATION

L'immeuble faisant l'objet de l'Emphytéose est maintenant connu comme étant le lot numéro **DEUX MILLIONS CENT SOIXANTE-DIX MILLE TROIS CENT DIX-SEPT (2 170 317)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Avec le bâtiment dessus érigé et portant le numéro civique 2919, rue de Bellechasse, à Montréal, province de Québec, H1Y 1K1.

Ci-après nommé l'« **immeuble** »

3. DÉCLARATIONS DES PARTIES

La Ville consent à prolonger le terme de l'Emphytéose afin de permettre à l'Emphytéote d'obtenir le financement nécessaire pour compléter des travaux importants sur l'immeuble et ainsi le maintenir en

bon état.

Comme mentionné au paragraphe 3.3 de l'Emphytéose, l'Emphytéote s'engage à maintenir l'immeuble en bon état pendant toute la durée de l'Emphytéose incluant pendant la période de prolongation faisant l'objet des présentes. De plus, l'Emphytéote confirme que toute amélioration qu'il pourrait apporter à l'immeuble demeurera, à la fin de l'Emphytéose, la propriété de la Ville, sans que cette dernière n'ait à payer quoi que ce soit, nonobstant le fait qu'il s'agirait d'impenses faites par un possesseur de bonne foi conformément au *Code civil du Québec*.

4. <u>AMENDEMENT À L'EMPHYTÉOSE</u>

a) <u>OBLIGATION DE L'EMPHYTÉOTE</u>

Les Parties conviennent d'ajouter après le paragraphe 3.4 de l'Emphytéose les paragraphes suivants :

« 3.5. L'Emphytéote s'engage à ne pas démolir tout ou partie de l'Ensemble immobilier sans que la Ville n'ait donné son accord à :

3.5.1. Un projet de reconstruction d'une valeur équivalente; et

3.5.2. Un échéancier préalablement approuvé par écrit.

La Ville ne pourra refuser de donner son accord sans motif raisonnable.

3.6. Conformément à la *Loi sur les coopératives* (RLRQ, chapitre C-67.2), l'Emphytéote s'engage à :

3.6.1. Constituer une réserve suffisante pour assurer la gestion saine et prudente, l'entretien et la préservation de l'Ensemble immobilier;

3.6.2. Effectuer, au moins à tous les cinq (5) ans, un rapport d'inspection de l'Ensemble immobilier par un expert, c'est-à-dire un membre de l'Association des inspecteurs en bâtiments du Québec, de l'Association nationale des inspecteurs et experts en bâtiments, de l'Ordre des architectes du Québec, de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou de l'Ordre des technologues professionnels du Québec. Une copie de ce rapport devra être remise promptement à la Ville;

3.6.3. Suite au rapport d'inspection, établir une planification quinquennale des travaux d'entretien et de préservation de l'Ensemble immobilier, ainsi que des budgets y afférents. Une copie de cette planification devra être remise promptement à la Ville;

3.6.4. L'Emphytéote s'engage à transmettre à la Ville, sur demande, ses états financiers du dernier exercice financier préparés dans le cadre de son rapport annuel, afin que la Ville puisse s'assurer de la santé économique de l'Emphytéote et de sa capacité financière pour réaliser les travaux prévus dans son plan quinquennal ;

3.6.5. L'Emphytéote s'engage à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'Ensemble immobilier.

3.7. L'Emphytéote s'engage à ne pas mettre fin à l'emphytéose par abandon, l'Emphytéote y renonçant expressément conformément à l'article 1211 du *Code civil du Québec*. »

b) **<u>ASSURANCES</u>**

Les Parties conviennent de remplacer l'article 4 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 4**
ASSURANCES

4.1. Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur résiduelle des Améliorations et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Emphytéote accepte de souscrire, avant d'entreprendre les travaux prévus au paragraphe 3.1 ou tout autre travaux, et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des travaux, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes :

4.1.1 Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville et l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de

trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra protéger contre tous les dommages qui pourront survenir sur l'Ensemble immobilier pendant la période des travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés.

Cette police devra protéger également tous les entrepreneurs, sous-entrepreneurs ou personnes chargées directement ou indirectement de l'exécution de toute partie des travaux à réaliser.

4.1.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur les Améliorations érigées ou à être érigées et devra entrer en vigueur à partir du moment où des matériaux représentant une valeur assurable seront sur le terrain. Le montant d'assurance devra au moins correspondre à cette valeur assurable et augmenter au même rythme que celle-ci et la police pourra contenir une franchise dont le montant ne devra pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la Ville, l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux à exécuter est confié à un entrepreneur général, et tout créancier hypothécaire, s'il en est.

Cette police devra comporter un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville, à l'entrepreneur général, si l'ensemble des travaux est confié à un entrepreneur général, et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et devra prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou d'une caisse populaire, dont le siège est à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville, de l'entrepreneur général, suivant le

cas, et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Il est de plus convenu que les sommes déposées à ce compte conjoint devront servir avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins devra être payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.2. L'Emphytéote accepte de souscrire et de maintenir en vigueur, dès la fin des travaux de construction et jusqu'à ce que le bail emphytéotique prenne fin, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les polices d'assurance suivantes :

4.2.1. Une police d'assurance de responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $) par événement et par année.

Toutefois, le montant de protection de cette police devra être calculé en dollars constants de 2022, selon la variation de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada pour la région de Montréal ou de tout autre indice équivalent. L'ajustement du montant de protection sera effectué dès que la Ville en fera la demande.

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote et la Ville et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote; cette police devra protéger également et spécialement la Ville contre tous les dommages que l'Emphytéote peut lui causer.

4.2.2. Une police d'assurance dite "tous risques" selon la formule du Bureau d'assurance du Canada (BAC) ou toute autre formule assurant une protection au moins équivalente. Cette police portera sur tous les biens de nature assurable et normalement assurés dont l'Emphytéote est propriétaire en vertu du bail emphytéotique, et cela pour une somme correspondant au coût de remplacement de ces biens, et la police pourra contenir une franchise à déduire de chaque réclamation, dont le montant ne devra toutefois pas excéder la somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $).

Cette police devra nommer comme assurés l'Emphytéote, la

Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, et devra contenir un avenant stipulant clairement qu'elle ne peut être modifiée sans le consentement exprès de la Ville et qu'elle ne peut être annulée ou résiliée sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la Ville ainsi qu'à l'Emphytéote.

Cette police devra indiquer que les indemnités sont payables conjointement à l'Emphytéote, à la Ville et à tout créancier hypothécaire, s'il en est, suivant leurs intérêts respectifs, et prévoir que toute indemnité supérieure à VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) sera versée par l'assureur à toute succursale d'une banque à charte ou une caisse populaire dont le siège est situé à Montréal, désignée par l'Emphytéote, au crédit d'un compte conjoint de l'Emphytéote, de la Ville et de tout créancier hypothécaire, s'il en est. Les sommes déposées dans ce compte conjoint serviront avant tout autre paiement à défrayer la réparation ou la reconstruction de l'objet de la perte. Toute somme de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00 $) ou moins sera payée par l'assureur à l'ordre conjoint de l'Emphytéote et de tout créancier hypothécaire, s'il en est.

4.3. L'Emphytéote s'engage à fournir à la Ville :

a) Une (1) copie certifiée des polices d'assurance prévues aux paragraphes 4.1. et 4.2., et ce, dès leur émission;

b) Les reçus constatant le paiement des primes de ces polices et les certificats attestant explicitement le renouvellement intégral et sans modification de celles-ci, au moins trente (30) jours avant leur échéance; et

c) Une copie de tout avenant modifiant toute police mentionnée aux présentes, dans les trente (30) jours de la date de mise en vigueur de tel avenant;

Si l'Emphytéote négligeait de maintenir assurées les Améliorations et de garder ou de conserver en vigueur toute autre assurance prévue aux paragraphes 4.1. et 4.2. des présentes pendant toute la durée du bail emphytéotique, la Ville, après un avis écrit de quarante-huit (48) heures à l'Emphytéote, aura le droit de souscrire cette assurance avec une ou plusieurs compagnies d'assurance de son choix, le tout aux frais de l'Emphytéote.

4.4. Au cas de destruction partielle ou totale des Améliorations ou de dommages causés par un incendie ou toute autre cause, l'Emphytéote devra, le plus tôt possible, mais dans un délai n'excédant jamais six (6) mois à compter du sinistre, s'il y a destruction partielle, ou dans les douze (12) mois, s'il y a destruction totale, sauf force majeure, entreprendre et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée pour la remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant la destruction ou les dommages, ou dans tout autre état dont les parties pourront mutuellement convenir, la Ville et tout créancier hypothécaire, s'il en est, devant de temps à autre libérer les sommes d'argent déposées au compte conjoint pour payer l'Emphytéote au fur et à mesure que progresseront les travaux de reconstruction des Améliorations ou de restauration de la partie ainsi détruite ou endommagée jusqu'à concurrence des dépenses faites conformément au certificat établissant l'état d'avancement des travaux émis de temps à autre par l'architecte surveillant les travaux;

L'Emphytéote devra souscrire de nouvelles assurances sur les Améliorations, durant la période des travaux et jusqu'à l'expiration du terme du bail emphytéotique, et les dispositions relatives à l'assurance contenues à l'article 4 s'appliqueront à ces nouvelles assurances et ainsi de suite chaque fois que se produira une perte donnant ouverture à une réclamation en vertu de quelque police d'assurance.

Cette obligation de reconstruire ou de restaurer les Améliorations ne s'éteindra pas à la fin de l'Emphytéose, si la cause est antérieure à cette fin.

4.5. Advenant que les indemnités payées par l'assureur ne suffiraient pas à compléter la reconstruction des Améliorations ou la restauration de la partie détruite ou endommagée, l'Emphytéote devra néanmoins compléter les travaux et payer le coût en excédent de ces indemnités. Par contre, si les indemnités payées par l'assureur excédaient le coût des travaux, la Ville s'engage à autoriser le paiement du surplus à l'Emphytéote, trente (30) jours après le parachèvement des travaux, sous réserve du droit de tout créancier hypothécaire, le cas échéant, d'exiger que la totalité ou une partie du surplus lui soit remise par la Ville et l'Emphytéote pour être appliquée en réduction de la dette

garantie par son hypothèque sur l'Ensemble immobilier;

4.6. L'Emphytéote devra souscrire toutes les assurances prévues par ce bail emphytéotique auprès d'assureurs autorisés à faire affaires dans la province de Québec. »

c) PARTAGE DES INDEMNITÉS

Les Parties conviennent d'ajouter à la fin du tableau du sous-paragraphe 11.3.2. de l'Emphytéose ce qui suit :

« Par conséquent, la part de l'indemnité d'expropriation revenant à l'Emphytéote à partir de la 52e année jusqu'à la 86e année sera de 0,0 % »

d) EXTENSION DU TERME

Les Parties conviennent de remplacer l'article 12 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« **ARTICLE 12**
DURÉE

12.1 Le présent bail emphytéotique est ainsi consenti pour le terme de quatre-vingt-six (86) ans à compter de sa date. »

e) RENTE

La rente annuelle pour la période de la prolongation de l'Emphytéose sera de SEPT MILLE SIX CENTS DOLLARS (7 600,00 $), payable selon les mêmes conditions prévues à l'Emphytéose.

Par conséquent, les Parties conviennent d'ajouter après le sous-paragraphe 13.1 de l'Emphytéose le sous-paragraphe suivant :

« 13.2 du six cent vingt-cinquième (625e) mois jusqu'au mille trente-deuxième (1032e) mois inclusivement du terme, une rente annuelle de SEPT MILLE SIX CENTS DOLLARS (7 600,00 $), payable d'avance en versements mensuels, égaux et consécutifs de SIX CENT TRENTE-TROIS DOLLARS ET TRENTE-TROIS CENTS (633,33 $), chacun, dus et exigible le jour d'anniversaire mensuel de la date de signature des

présentes. »

f) AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Les Parties conviennent de remplacer le paragraphe 15.3 de l'Emphytéose par ce qui suit :

« 15.3 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

15.3.1. La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières, au 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

15.3.2. L'Emphytéote : à l'attention du Président de la COOPÉRATIVE D'HABITATION « LE RETOUR À L'ÉCOLE » (MONTRÉAL) au 20-2919, rue de Bellechasse, à Montréal, province de Québec, H1Y 1K1. »

g) TAXES

Les Parties conviennent d'ajouter après l'article 15 de l'Emphytéose l'article suivant :

« ARTICLE 16
DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La rente annuelle stipulée ci-dessus exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.). En conséquence, l'Emphytéote s'engage, le cas échéant, à payer à la Ville toutes les taxes fédérales et provinciales applicables à ladite rente et toutes les taxes d'affaires au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. Aux fins des présentes, les taxes d'affaires désignent l'ensemble des taxes, taux, droits, prélèvements, cotisations et droits de licence qui sont imposés, établis, exigés ou évalués par un gouvernement municipal à l'égard de toutes et chacune des activités exercées par l'Emphytéote dans l'immeuble.

De plus, les Parties reconnaissent, qu'à la fin de l'emphytéose, ces dernières pourraient être assujetties à la T.P.S. et la T.V.Q. En conséquence, les Parties s'engagent, par les présentes, à respecter les lois fiscales imposant ces taxes et à effectuer tout paiement requis, le cas échéant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être. »

5. RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement à l'Emphytéote.

6. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

À l'exception des modifications mentionnées aux présentes, les autres clauses prévues à l'Emphytéose publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 259 315 demeurent en vigueur sans novation, ni dérogation.

7. EFFETS

Les Parties déclarent que les modifications à l'Emphytéose mentionnées à l'article 4 des présentes prennent effet à compter de la date des présentes.

8. DÉCLARATION DE L'EMPHYTÉOTE

8.1 L'Emphytéote déclare que l'immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

9. LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les Parties déclarent que le présent acte constitue une modification à l'Emphytéose et non un transfert au sens de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (RLRQ, chapitre D-15.1).

DONT ACTE à Montréal

LE

SOUS le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté la notaire d'en donner lecture, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du 31 août 2020 et dont la période d'effet des mesures est

prolongée par l'arrêté 2021 4556 du ministre de la Justice daté du 20 août 2021, identifient et reconnaissent véritables les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par :

COOPÉRATIVE D'HABITATION
« LE RETOUR À L'ÉCOLE » (MONTRÉAL)

_____

Par :

_____

M^e^ Caroline Silva, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1226037001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose, entre la Ville de Montréal et la coopérative d'habitation Le Retour à l'école (Montréal), pour la propriété sise au 2919, rue Bellechasse, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de trente-quatre (34) ans, soit du 3 mai 2034 jusqu'au 3 mai 2068, dont la rente annuelle sera de 7 600 $. - La rente annuelle consentie représente une subvention totale de 4 310 000 $ pour la période de la prolongation. N/Réf. : 31H12-005-1767-03

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer le revenu tel que indiqué dans le fichier ci-joint:

FICHIERS JOINTS

GDD 1226037001 Ville loue à Coopérative d'habitation le Retour à l'école.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Françoise TURGEON
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.034

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver l'intervention de la Ville de Montréal par laquelle elle renonce en faveur de Fondation Les Petits Rois à son droit de préemption sur un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 6 424 345 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-ouest de l'avenue Isabella et de la rue Lavoie, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, vendu par Société d'habitation du Québec à Fondation Les Petits Rois. N/Réf. : 31H05-005-7860-05 (mandat 21-0539-T)

Il est recommandé :

1. d'approuver l'intervention de la Ville de Montréal par laquelle elle renonce en faveur de Fondation Les Petits Rois à son droit de préemption sur un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 6 424 345 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-ouest de l'avenue Isabella et de la rue Lavoie, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, vendu par Société d'habitation du Québec à Fondation Les Petits Rois, le tout sujet aux conditions et stipulations mentionnées au projet d'acte de vente;

2. d'autoriser le fonctionnaire de niveau A du Service de l'habitation à signer l'acte de vente entre Fondation Les Petits Rois et Société d'habitation du Québec, à titre d'intervenant, pour et au nom de la Ville de Montréal, à la condition qu'une convention de contribution financière, dans le cadre de l'Initiative pancanadienne pour la création rapide de logements (ICRL), ait été préalablement signée entre la Ville et la Fondation Les Petits Rois, pour la réalisation de son Projet.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 09:37

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225840001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver l'intervention de la Ville de Montréal par laquelle elle renonce en faveur de Fondation Les Petits Rois à son droit de préemption sur un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 6 424 345 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-ouest de l'avenue Isabella et de la rue Lavoie, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, vendu par Société d'habitation du Québec à Fondation Les Petits Rois. N/Réf. : 31H05-005-7860-05 (mandat 21-0539-T)

CONTENU

CONTEXTE

Aux termes d'une convention de réalisation de logements à loyers modiques, datée de 1991, intervenue entre la Ville de Montréal (la « Ville »), la Société d'habitation du Québec (la « SHQ »), et l'Office municipal d'habitation de Montréal, la SHQ a accordé à la Ville un droit de préemption sur la propriété superficiaire du lot 2 651 656 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et s'est engagée à lui en céder le tréfonds pour un montant de 1 $. Il appert toutefois que, depuis la signature de cette convention, la SHQ est demeurée propriétaire dudit lot en tréfonds que sa cession à la Ville pour 1$ n'a jamais eu lieu.
Aujourd'hui, la Fondation Les Petits Rois (la « Fondation ») souhaite acquérir la propriété superficiaire d'une partie du lot 2 651 656, connue et désignée comme étant le lot numéro 6 424 345 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, soit une propriété superficiaire s'exerçant sur un terrain vacant situé à l'angle sud-ouest de l'avenue Isabella et de la rue Lavoie, dans l'arrondissement Côte-des-neiges - Notre-Dame-de-Grâce (l'« Immeuble ») afin de réaliser son projet de construction de logements modulaires multi-résidentiels aux loyers abordables. Ce dernier a été retenu par la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre de l'Initiative pancanadienne pour la création rapide de logements (l'« ICRL »). Le projet vise la construction d'un bâtiment de deux étages avec sous-sol offrant 8 chambres pour des jeunes adultes (plus de 21 ans) souffrant de déficience intellectuelle modérée ou sévère, avec ou sans trouble du spectre de l'autisme, ainsi qu'un logement pour le superviseur présent en tout temps, des espaces communautaires et des espaces extérieurs aménagés pour favoriser l'apprentissage du jardinage et du rythme des saisons (le « Projet »).

Le Service de l'habitation (« SH ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière («SGPI ») afin de faire approuver l'intervention de la Ville au projet d'acte de

vente entre la SHQ et Fondation aux termes duquel la Ville renonce à son droit de préemption sur l'Immeuble, afin de permettre à la Fondation de réaliser le Projet, selon certaines conditions. En effet, le non-exercice du droit de préemption par la Ville est conditionnel à ce que l'acte de vente entre la SHQ et la Fondation contienne un droit de préemption en sa faveur, lequel devra être transposé dans tous les actes de transfert de propriété subséquents de l'Immeuble.

L'acquisition du tréfonds par la Ville de la SHQ sera quant à lui présentée aux autorités municipales compétentes via un sommaire décisionnel distinct, lorsque le Projet sera construit afin de se conformer à la convention de 1991 ci-haut mentionnée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0045 - 28 janvier 2021: Autorisation de la ratification de la convention avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) permettant le transfert de 56 798 417 $ destinés à la réalisation de 12 projets d'habitation pour personnes en situation d'itinérance ou vulnérables - Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 56 798 417 $.
CG21 0053 28 janvier 2021: Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)

CE20 2091 - 31 décembre 2020: Autorisation accordée au directeur général à signer la convention, à être ratifiée par le conseil d'agglomération conditionnellement à l'obtention du décret d'autorisation, avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre de l'Initiative de création rapide de logements (ICRL) et encaisser la somme de 56 798 417 $ destinée à des projets d'habitation pour personnes sans-abri ou vulnérables ; autorisation de demander à la SCHL d'accepter exceptionnellement que le pouvoir de livrer et d'exécuter les obligations de la convention soit autorisé au plus tard le 28 janvier 2021.

CE20 1874 - 27 novembre 2020: Autorisation du dépôt d'un Plan sommaire d'investissement dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement et approbation de la stratégie de présentation de la Ville auprès de la SCHL.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver l'intervention de la Ville de Montréal à l'acte de vente entre la SHQ et Fondation aux termes de laquelle elle renonce à son droit de préemption sur l'Immeuble en faveur de la Fondation, à la condition que l'acte de vente prévoit un droit de préemption en faveur de la Ville et lequel devra être transposé dans tous les actes de transfert de propriété subséquents de l'immeuble.
L'approbation du dossier par les autorités municipales est conditionnelle à ce qu'une convention de contribution financière, dans le cadre de l'ICRL, soit signée entre la Ville et la Fondation, pour la réalisation du Projet. Un sommaire visant l'approbation de ladite convention par les instances municipales est actuellement en préparation par le Service de l'habitation pour une présentation au comité exécutif.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet le présent dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- L'Arrondissement a confirmé son accord à la réalisation du Projet de la Fondation;

- Le Projet proposé est admissible au programme ICRL;

- Le Projet contribuera à atteindre les objectifs de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune somme n'est payable par ou pour la Ville dans le cadre de cette intervention.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle mais ne s'applique pas aux engagements des changements climatiques parce qu'il s'agit d'une renonciation de droit de préemption.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier permettra la réalisation du Projet de la Fondation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Été 2022 : Intervention à l'acte de vente suite à la réception de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation
Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Clotilde TARDITI, 25 avril 2022
Lucie BÉDARD_URB, 22 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

Tél : 514-246-0725
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Guillaume TOPP
en remplacement de Nathalie Bohémier, Chef de division - Division des transactions immobilières, du 19 au 25 avril 2022 inclusivement.

Tél : 514 872-6129
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

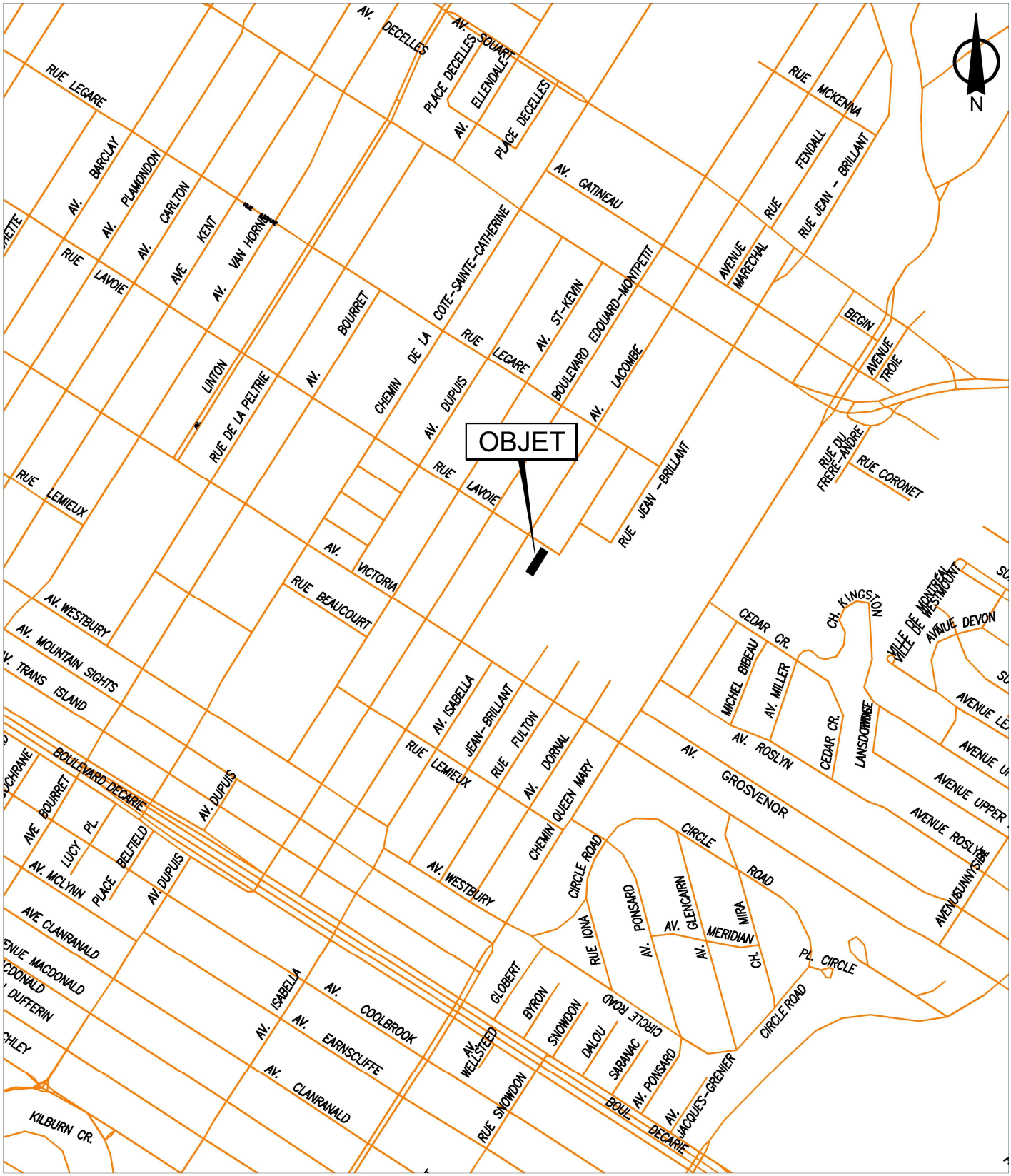
Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
en remplacement de Sophie Lalonde, Directrice de Service du 19 au 22 avril 2022 inclusivement.

Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-22



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7860-05
Mandat: 21-0539-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 19-04-2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7860-05
Mandat: 21-0539-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:800
Date: 19-04-2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *Service de l''habitation*
Projet : Fondation des petits rois

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?. • *7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitations salubre, adéquate et abordable*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • *Construction d'un immeuble offrant 8 chambres à une clientèle vulnérable avec maintien de l'abordabilité des loyers selon le barème de la SHQ - priorité 7;*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1225840001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver l'intervention de la Ville de Montréal par laquelle elle renonce en faveur de Fondation Les Petits Rois à son droit de préemption sur un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 6 424 345 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-ouest de l'avenue Isabella et de la rue Lavoie, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, vendu par Société d'habitation du Québec à Fondation Les Petits Rois. N/Réf. : 31H05-005-7860-05 (mandat 21-0539-T)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente par la Société d'habitation du Québec (SHQ) à Fondation Les Petits Rois (Fondation) comportant le texte de l'«Intervention» de la Ville. Notre vérification se limite au texte de l'«Intervention» de la Ville.

Aux termes de cette intervention, la Ville renonce à exercer son droit de préemption quant au lot vendu (Immeuble) à la condition que l'acte de vente prévoit un droit de préemption en sa faveur, lequel devra être transposé dans tous les actes de transfert de propriété subséquents de l'Immeuble. Nous avons reçu la confirmation du représentant de la SHQ et de la Fondation à l'effet que l'acte sera signé sans modification quant au texte de l' «Intervention» de la Ville.

N.D : 21-001256

FICHIERS JOINTS



2022-04-22 Projet de vente final (intervention).rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX

LE
(- -2022)

DEVANT: **Me Geneviève CASTONGUAY**, notaire à Montréal, province de Québec

COMPARAISSENT:

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, organisme public légalement constitué en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., chapitre S-8), ayant son siège social à l'édifice Marie-Guyart, 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Aile Jacques-Parizeau 3ième étage, Québec, province de Québec, G1R 5E7, représentée par Jean-Pascal Bernier, vice-président à l'amélioration et au développement de l'habitation, se déclarant dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement sur la délégation des pouvoirs et de signature de certains documents de la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8, r. 6.1).

(Ci-après nommée le « **vendeur** »)

ET

FONDATION LES PETITS ROIS, personne morale sans but lucratif, dûment constituée ayant son siège social au 4666, avenue Victoria, Montréal (arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce), province de Québec, H3W 2N1, représentée par Vânia AGUIAR, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du deux mille vingt et un (2021), laquelle demeure annexée aux présentes conformément à la *Loi sur le Notariat*.

(Ci-après nommée l'« **acheteur** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada, par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après la « SCHL »), a lancé à l'automne deux mille vingt (2020) l'Initiative pancanadienne pour la création rapide de logements (ci-après l'« ICRL »);

ATTENDU QUE l'ICRL vise à répondre aux besoins urgents en matière de logements en offrant des logements abordables à des personnes vulnérables.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'ICRL, l'acheteur a sollicité la participation financière de la part de la Ville de Montréal (ci-après «Ville») pour financer, notamment, l'acquisition de l'immeuble décrit ci-après.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'ICRL, une convention de contribution financière est intervenue entre l'acheteur et la Ville en date du _____ (ci-après la « Convention»), dont copie demeure annexée à l'acte d'hypothèque immobilière en faveur de la Ville, reçu par la notaire soussignée, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro _____.

ATTENDU QU'aux termes de la Convention, l'acheteur s'est engagé à faire assumer les obligations prévues à la Convention par tout acquéreur subséquent de l'immeuble décrit ci-après au moment du transfert des titres de propriété, et ce, pendant toute la durée de la Convention.

PAR CONSÉQUENT :

L'acheteur déclare et atteste par les présentes qu'une somme de deux millions deux cent cinquante-deux milles cent trente-six dollars (2 252 136,00$) (ci-après la « contribution financière ») provient de la Ville dans le cadre de l'ICRL aux termes de la Convention. À cet effet, l'acheteur, en garantie de l'accomplissement de toutes ses obligations créées aux termes de la Convention, a consentie une hypothèque sur l'immeuble décrit ci-après en faveur de la Ville.

L'acheteur s'engage à faire assumer les obligations prévues à la Convention par tout acquéreur subséquent de l'immeuble. Pendant la durée de la Convention, lors de la cession, la vente ou le transfert de l'immeuble, le cessionnaire de l'immeuble s'engage, dans l'acte d'acquisition, à faire siennes et à assumer les obligations prévues à la Convention, et à faire assumer à son tour ces obligations par tout acquéreur subséquent.

L'acheteur s'engage à faire assumer l'hypothèque immobilière consentie en faveur de la Ville par tout acquéreur subséquent afin de garantir l'accomplissement des obligations prévues à la Convention et à faire assumer à son tour l'hypothèque par tout acquéreur subséquent.

LESQUELS conviennent :

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 Le vendeur vend à l'acheteur un droit de propriété superficiaire consistant en l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot volumétrique portant le numéro **SIX MILLIONS QUATRE CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT QUARANTE-CINQ (6 424 345)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Adresse: Sans bâtisse dessus érigée, le droit de propriété superficiaire s'exerçant sur un terrain vague, ayant front sur la rue Lavoie, en la Ville de Montréal, province de Québec.

(Ci-après nommé l' « **immeuble** »)

2. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

2.1 Le vendeur est propriétaire de l'immeuble pour l'avoir acquis des actes suivants, savoir :

1) Acte de vente par CORPORATION D'HÉBERGEMENT DU QUÉBEC en faveur de SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, reçu par Me François AYOTTE, notaire, le vingt-deux (22) novembre mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 4 342 767;

2) Déclaration par IMMOBILIÈRE SHQ à l'effet que les biens de SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC sont transférés à Immobilière SHQ selon l'article 33 de la *Loi sur Immobilier SHQ* (cette loi ayant été abrogée en 2011) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 10 847 851.

3) La *Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds* LQ 2011, c 16 adoptée le huit (8) juin deux mille onze (2011) et sanctionnée le treize (13) juin deux mille onze (2011):

   221. Tous les biens appartenant à Immobilière SHQ, incluant notamment les immeubles d'habitation et les droits et les obligations

découlant des prêts consentis par elle ou par la Société d'habitation du Québec à des offices d'habitation ou à d'autres organismes sans but lucratif, sont transférés à la Société d'habitation du Québec. La Société d'habitation du Québec acquiert tous les droits et assume toutes les obligations d'Immobilière SHQ à l'égard des biens ainsi transférés, incluant les droits et obligations découlant des emprunts contractés par elle ou par Immobilière SHQ pour financer la réalisation de ces immeubles ou pour consentir ces prêts.

3. GARANTIE

3.1 Cette vente est faite sans autre garantie que celle de ses faits personnels.

4. DOSSIER DE TITRES

4.1 Le vendeur ne s'engage à remettre à l'acheteur aucune copie certifiée du titre de propriété non plus qu'un certificat de localisation.

5. POSSESSION

5.1 L'acheteur devient propriétaire de l'immeuble à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

6. DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le vendeur fait les déclarations suivantes:

6.1 L'immeuble est libre et quitte de tous privilèges, hypothèques, , droits de transfert, cotisations d'église.

6.2 Aucun bail, écrit ou verbal, n'affecte l'immeuble et il n'y a aucun espace de l'immeuble occupé par des personnes par tolérance, sauf pour l'occupation sans droit qui a été déclarée par le vendeur à l'acheteur et dont ce dernier se déclare avisé, tel que plus amplement mentionné à l'article 4.2 de l'avant-contrat ci-après rapporté. De plus, l'acheteur a été dûment avisé, bien avant ce jour, de la présence sur l'immeuble de poteaux et de fils aériens de services publics et en fait son affaire personnelle.

6.3 Toutes les taxes foncières, générales et spéciales, municipales et scolaires, les cotisations d'église et tous autres droits ou taxes imposés sur l'immeuble et dont le paiement est dû à la date des présentes, sont entièrement payés, sans subrogation. Si un compte de taxes ou de droits était émis après la signature de l'acte de vente mais pour une période antérieure à la date de la séance de clôture, le vendeur s'engage à le payer à ses frais.

6.4 Il n'y a aucune réclamation ou action pendante relativement à l'immeuble.

6.5 Il n'a reçu aucun avis, directive ou exigence en suspens émanant d'une autorité municipale, provinciale ou autre ou de toute autorité compétente ayant juridiction informant le vendeur ou tout détenteur de l'immeuble de défaut ou vice à l'égard de l'état de l'immeuble ou déclarant que l'immeuble n'est pas conforme à toute loi ou règlement en vigueur ou le requérant de faire quelque ouvrage à l'égard de l'immeuble ou l'avisant de l'inobservance de certaines lois ou de certains règlements ou de dispositions de même nature relativement à l'immeuble.

6.6 L'immeuble n'est pas situé dans une zone agricole assujettie à la *Loi sur la protection de territoire et des activités agricoles*.

6.7 Tel qu'il appert d'un certificat de localisation préparé par Jean-Philippe GIGUÈRE, arpenteur-géomètre, le 28 janvier 2020 sous sa minute 1709, l'immeuble n'est pas classé ou cité comme « immeuble patrimonial » ou situé dans l'aire de protection d'un tel immeuble ou encore situé à l'intérieur d'un périmètre classé, déclaré ou cité comme « site patrimonial ». Tel que mentionné audit certificat de localisation, il n'existait en date du 7 janvier 2020

aucune inscription au registre foncier ou au Répertoire du patrimoine culturel du Québec à l'effet que l'immeuble serait visé par l'une ou l'autre de ces restrictions ou obligations.

6.8 Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts* et il n'a pas l'intention de modifier cette résidence.

7. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

D'autre part, l'acheteur s'oblige à ce qui suit :

7.1 Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction et avoir vérifié lui-même auprès des autorités compétentes que la destination qu'il entend donner à l'immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur.

7.2 Payer tous les impôts fonciers échus et à échoir, y compris la proportion de ceux-ci pour l'année courante à compter de ce jour et aussi payer, à compter de la même date, tous les versements en capital et intérêts à échoir sur toutes les taxes spéciales imposées avant ce jour dont le paiement est réparti sur plusieurs années.

7.3 Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité et des copies pour toutes les parties et les frais reliés à la convention de retenue en fidéicommis.

7.4 L'acheteur aménagera dans l'année suivant la signature de la présente vente et assumera les frais d'installation et d'entretien régulier d'une clôture végétale de type « haie » sur la ligne séparant l'immeuble vendu de celui demeurant la propriété du vendeur, de manière à assurer l'intimité aux locataires du vendeur.

7.5 L'acheteur prend l'immeuble avec toutes les servitudes actives et passives et autres charges pouvant l'affecter et s'oblige de plus à respecter, s'il y a lieu, toutes les obligations auxquelles s'était engagé le vendeur dans son ou ses titres d'acquisition ou découlant d'un autre acte.

7.6 Fournir au vendeur tous les documents nécessaires pour lui permettre de faire les vérifications relatives à tous les frais qui réduiront la valeur de la contrepartie, incluant la confirmation des remboursements de taxes auxquels l'acheteur aura droit.

8. RÉPARTITIONS

8.1 Les parties déclarent avoir fait entre elles, par l'entremise du notaire instrumentant, les répartitions d'usage en date des présentes suivant les états de compte fournis. Si d'autres répartitions s'avèrent nécessaires, elles seront effectuées, par l'entremise du notaire instrumentant, à la même date.

9. TRANSFERT DE RISQUES

9.1 Nonobstant l'alinéa 2 de l'article 1456 du Code civil du Québec, l'acheteur assumera les risques afférents à l'immeuble conformément à l'article 950 du Code civil du Québec à compter de la date des présentes.

10. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

10.1 Cette vente est faite, entre autres, en exécution d'une offre d'achat en date du neuf (9) août deux mille vingt et un (2021) et acceptée par le vendeur le onze (11) août deux mille vingt et un (2021) qui demeure annexée à la minute des présentes, conformément à la Loi sur le notariat. Sauf incompatibilité, les parties confirment les ententes qui y sont contenues mais non reproduites aux présentes.

11. PRIX

11.1 Cette vente est faite pour le prix de SEPT CENT QUARANTE-DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (742 944,69$) payé par l'acheteur, dont quittance finale de la part du vendeur.

11.2 Malgré le prix stipulé aux présentes, le prix pourra être diminué puisque les parties ont convenu que certains frais seront assumés par le vendeur pour des travaux dont l'acheteur sera responsable de leur exécution. Les modalités particulières ont été fixées dans l'avant-contrat précité et dans une convention de retenue signée ce jour sous la minute du notaire entre le vendeur, l'acheteur et le notaire.

12. DROIT DE PRÉEMPTION

Aux présentes intervient :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), et;

b) de la résolution numéro CG22 ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____deux mille vingt-deux (2022), dont une copie certifiée conforme demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence de la notaire soussignée.

Ci-après la « Ville »

Laquelle déclare ce qui suit :

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation de projets de logements à loyer modique, une convention est intervenue entre le vendeur, la Ville et l'Office municipal d'habitation de Montréal, en date du vingt-trois (23) juillet mille neuf cent quatre-vingt-onze (1991) (ci-après la « **convention de 1991** »);

ATTENDU QU'aux termes de la convention de 1991, la Ville bénéficie d'un droit de préemption sur l'immeuble.

ATTENDU QUE l'acheteur acquiert l'immeuble afin de réaliser un projet qui s'inscrit dans le cadre de l' ICRL.

ATTENDU QUE la Ville est favorable au projet de l'acheteur et entend collaborer à la mise en place des conditions nécessaires à sa réalisation.

PAR LES PRÉSENTES, la Ville renonce à son droit de préemption sur l'immeuble selon les conditions suivantes :

L'acheteur, stipulant pour lui-même et ses ayants droit, accorde à la Ville un droit de préemption sur l'immeuble. Ainsi, l'acheteur s'engage, par les présentes, à soumettre à la Ville toute offre d'achat visant l'immeuble, en tout ou en partie, émanant d'un tiers de bonne foi. La Ville aura alors un délai de cent vingt (120) jours pour aviser l'acheteur par écrit de son intention d'acquérir l'immeuble pour le même prix et aux conditions énoncées à cette offre, sauf quant au délai d'acquisition qui sera celui normalement nécessaire à la Ville en pareil cas. À défaut par la Ville d'informer l'acheteur dans ledit délai de son intention de se porter acquéreur de l'immeuble, l'acheteur pourra alors accepter l'offre d'achat et vendre l'immeuble conformément aux termes et conditions de ladite offre.

Lors de la vente, la cession ou le transfert de l'immeuble, l'acheteur s'engage à faire assumer cet engagement à l'acquéreur subséquent afin que la Ville détienne un droit de préemption sur l'immeuble qu'elle ait ou non renoncé à son droit de préemption antérieurement sur l'immeuble. L'acheteur ou tout propriétaire en titre de l'immeuble devra obtenir de l'acheteur subséquent un engagement formel, dans l'acte d'acquisition, aux termes duquel il accepte et accorde à la Ville un droit de préemption en regard de l'immeuble, et à faire assumer à son tour cet engagement par tout acheteur subséquent.

Les obligations de l'acheteur stipulées au présent article constituent pour la Ville des considérations essentielles à la renonciation de son droit de préemption sur l'immeuble.

13. DÉCLARATION DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

13.1 Le vendeur déclare qu'il n'est pas un particulier ou une fiducie personnelle.

En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accises* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les parties déclarent que la valeur de la contrepartie est de SEPT CENT QUARANTE-DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (742 944,69$) de laquelle seront déduits certains frais qui seront assumés par le vendeur pour des travaux énumérés à l'avant-contrat et à la convention de retenue précités.

La TPS représente la somme de TRENTE-SEPT MILLE CENT QUARANTE-SEPT DOLLARS ET VINGT-TROIS CENTS (37 147,23$) et la TVQ représente la somme de SOIXANTE-QUATORZE MILLE CENT HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-TREIZE CENTS (74 108,73$).

Étant donné que le prix de vente sera rajusté conformément à la Convention de retenue mentionnée ci-haut, une correction des sommes versées à titre de TPS et de TVQ sera demandée par l'acheteur lorsque la Convention de retenue aura été entièrement exécutée.

ET

L'acheteur déclare que ses numéros d'inscription sont les suivants : TPS :

……, TVQ : ……, et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, l'obligation de remettre les montants de TPS et de TVQ aux autorités concernées incombe à l'acheteur.

14. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES*

LES PARTIES, CI-APRÈS NOMMÉES LE « CÉDANT » ET LE « CESSIONNAIRE », FONT, CHACUNE POUR ELLE-MÊME OU CONJOINTEMENT, SELON LE CAS, LES DÉCLARATIONS SUIVANTES :

a) Nom du vendeur: SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC;

b) Nom de l'acheteur: FONDATION LES PETITS ROIS;

c) Adresse principale du vendeur:

Édifice Marie-Guyart, 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Aile Jacques-Parizeau, 3ième étage, Québec, province de Québec, G1R 5E7;

d) Adresse principale de l'acheteur:

4666, avenue Victoria, Montréal (arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce), province de Québec, H3W 2N1;

e) Nom de la Municipalité: Montréal;

f) Le montant de la contrepartie de la présente vente s'élève à la somme de SEPT CENT QUARANTE-DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (742 944,69$) de laquelle seront déduits certains frais qui seront assumés par le vendeur pour des travaux énumérés à l'avant-contrat et à la convention de retenue précités ;

g) Le montant constituant la base d'imposition de l'immeuble objet des présentes est de SEPT CENT QUARANTE-DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE-QUATRE DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (742 944,69$)

h) Le montant du droit de mutation, si requis, est de TREIZE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS (13 297,00$);

i) La présente vente ne concerne pas des meubles tels que définis à l'article 1.0.1 de la loi précitée.

D O N T A C T E :

FAIT ET PASSÉ à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent comme suit:

À Québec, le

pour la SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, signe Jean-Pascal Bernier, en présence de Me Francine Baillargeon, notaire exerçant à Québec à qui ledit représentant déclare avoir pris connaissance du présent acte et l'exempte de lui en donner lecture.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

_____

Par : Jean-Pascal BERNIER

Je soussignée, Me Francine Baillargeon, notaire, atteste avoir reçu, conformément aux exigences de l'article 50, alinéa 2, de la Loi sur le notariat (RLRQ, chapitre N-3), la signature du représentant de la SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, à Québec, le

_____

Me Francine Baillargeon, notaire

À Montréal, signe FONDATION LES PETITS ROIS par sa représentante autorisée, avec et en présence du notaire soussigné, ce

FONDATION LES PETITS ROIS

_____
Par : Vânia AGUIAR

À Montréal, signe VILLE DE MONTRÉAL par son représentant autorisé, avec et en présence du notaire soussigné, ce

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
Me Geneviève CASTONGUAY, notaire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.035

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1214069004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la perte de revenu d'une somme totale de 505 570,68 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 54 870,20 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec les loyers facturés pour l'occupation des locaux par plusieurs locataires du marché Bonsecours. Bâtiment 0005.

Il est recommandé :

1- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 78 417,54 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 10 831,29 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à 148501 Canada Inc., pour l'occupation des locaux 215 et 220 au marché Bonsecours;
2- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 57 380,77 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 7 802,34 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à 9062-4438 Québec Inc., pour l'occupation du local 240 au marché Bonsecours;
3- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 26 075,18 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 5 221,57 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Arts en mouvement du Québec inc., pour l'occupation du local 201 au marché Bonsecours;

4- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 39 727,77 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 169,96 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Meubles d'autrefois M.B., pour l'occupation du local 250 au marché Bonsecours;
5- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 20 379,12 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 30 avril 2021, en plus des intérêts non perçus estimés à 1 451,14 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Blond et Associés Inc., pour l'occupation des locaux 270 et 275 au marché Bonsecours;

6- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 37 934,33 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 3 658,56 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Le café des arts galerie MAM inc., pour l'occupation du local 200 au marché Bonsecours;

7- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 47 261,00 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 6 872,37 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Diffusion Biplan Inc., pour l'occupation du local 225 au marché Bonsecours;
8- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 24 836,80 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 3 809,04 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Diego Hilario, pour l'occupation du local 261 au marché Bonsecours;

9- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 69 680,72 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 3 529,26 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Jules Perrier Artisan Inc., pour l'occupation du local 245 au marché Bonsecours;

10- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 44 957,85 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 10 112,62 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Socotrop SENC., pour l'occupation des locaux 205 et 216 au marché Bonsecours;

11- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 34 612,87 $, avant les taxes, pour la période du 1er mai 2021 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 1 205,49 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Gestion LCBH Inc., pour l'occupation des locaux 270 et 275 au marché Bonsecours;

12- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 9 714,33 $, avant les taxes, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 122,52 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Eva Amsellem, pour l'occupation des locaux 216 au marché Bonsecours;

13- d'approuver la perte de revenu d'une somme totale de 14 592,38 $, avant les taxes, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 84,04 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec le loyer facturé à Groupe MTLDécor Inc, pour l'occupation des locaux 264 au marché Bonsecours;

14- d'imputer ces pertes de revenu conformément aux informations financières incluses au sommaire décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 14:54

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214069004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la perte de revenu d'une somme totale de 505 570,68 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 54 870,20 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec les loyers facturés pour l'occupation des locaux par plusieurs locataires du marché Bonsecours. Bâtiment 0005.

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie a créé une situation critique pour les marchands du marché Bonsecours (Marché). Avec la fermeture des frontières, la clientèle locale et les touristes ne sont plus au rendez-vous. Ainsi les marchands du Marché éprouvent des difficultés financières et ont fait la demande à la Ville de Montréal de réduire une portion de leurs sommes dues pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, considérant que l'achalandage a considérablement été réduit au cours des années 2020, 2021 et 2022.
Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) a été mandaté pour rédiger un sommaire décisionnel afin de faire approuver la perte de revenu et les intérêts pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver la perte de revenu et les intérêts pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0301 - le 22 mars 2021 - Approuver la perte de revenu d'une somme totale de 243 364,54 $, avant taxes, en plus des intérêts, pour la période du 15 mars 2020 au 31 juillet 2020, en lien avec les loyers facturés pour l'occupation des locaux par plusieurs compagnies au marché Bonsecours.
CM19 0578 - le 13 mai 2019 - Approuver le projet d'un septième avenant modifiant le protocole d'entente par lequel la Ville confie à titre gratuit la gestion du marché Bonsecours à la Société d'habitation et de développement de Montréal située au 330, rue Saint-Paul Est, pour une période additionnelle d'un (1) an, à compter du 1er janvier 2019 / Autoriser un virement de crédit de 173 229,37 $, net de taxes, en provenance du budget de dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la gestion et de la planification immobilière pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Approuver la perte de revenu d'une somme totale de 505 570,68 $, avant les taxes, pour la

période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 54 870,20 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec les loyers facturés pour l'occupation des locaux par plusieurs locataires du marché Bonsecours.

JUSTIFICATION

Afin d'aider les commerçants qui ont vécu des difficultés, étant donné que l'achalandage du Marché est étroitement lié au tourisme et que les frontières ont été fermées plus de 10 mois en 2021, il a été décidé de réduire les loyers à 22,50 $ le pi² soit d'environ 47% pour les 13 locataires de la galerie commerciale pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022. Le loyer initial moyen était de 42,85 $ le pi².

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la perte de revenu pour l'ensemble des baux de la galerie commerciale du Marché pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022.

NOM DES LOCATAIRES	Perte de revenu annuel - avant taxes			Perte de revenu totale avant taxes - par locataire
	2020	2021	2022	
Le café des arts galerie MAM inc.	8 621,44 $	20 691,45 $	8 621,44 $	37 934,33 $
Arts en mouvement du Québec inc.	5 926,18 $	14 222,82 $	5 926,18 $	26 075,18 $
Socotrop SENC	15 772,99 $	29 184,86 $	- $	44 957,85 $
148501 Canada Inc.	15 468,97 $	37 125,53 $	25 823,04 $	78 417,55 $
Diffusion Biplan Inc.	10 741,14 $	25 778,73 $	10 741,14 $	47 261,00 $
9062-4438 Québec Inc.	13 041,08 $	31 298,60 $	13 041,08 $	57 380,77 $
Jules Perrier Artisan Inc.	15 836,53 $	38 007,67 $	15 836,53 $	69 680,72 $
Meubles d'autrefois M.B	9 029,04 $	21 669,69 $	9 029,04 $	39 727,77 $
Diego Hilario	5 644,73 $	13 547,34 $	5 644,73 $	24 836,80 $
Blond et Associés Inc.	11 321,73 $	9 057,39 $	- $	20 379,12 $
GESTION LCBH INC.	- $	18 114,76 $	16 498,11 $	34 612,88 $
Groupe MTLDécor Inc	- $	- $	14 592,38 $	14 592,38 $
Eva Amsellem	- $	- $	9 714,33 $	9 714,33 $
Total perte de revenu	**111 403,82 $**	**258 698,85 $**	**135 468,00 $**	**505 570,68 $**

Le tableau suivant représente les intérêts, à faire annuler pour l'année 2020, 2021 et 2022 en date du 24 mars 2022 pour l'ensemble des baux de la galerie commerciale du Marché.

NOM DES LOCATAIRES	2020	2021	2022	Total intérêt
Le café des arts galerie MAM inc.	87,93 $	3 395,73 $	174,90 $	3 658,56 $
Arts en mouvement du Québec inc.	2 224,63 $	2 870,18 $	126,76 $	5 221,57 $
Socotrop SENC	5 191,84 $	4 671,97 $	248,81 $	10 112,62 $
148501 Canada Inc.	5 004,22 $	5 578,26 $	248,81 $	10 831,29 $
Diffusion Biplan Inc.	3 535,74 $	3 161,03 $	175,60 $	6 872,37 $
9062-4438 Québec Inc.	4 257,67 $	3 362,68 $	181,99 $	7 802,34 $
Jules Perrier Artisan Inc.	2 030,25 $	1 234,35 $	264,66 $	3 529,26 $
Meubles d'autrefois M.B	132,48 $	37,24 $	0,24 $	169,96 $
Diego Hilario	1 627,77 $	2 088,99 $	92,28 $	3 809,04 $
Blond et Associés Inc.	515,40 $	935,74 $	- $	1 451,14 $

GESTION LCBH INC.	- $	997,61 $	207,88 $	1 205,49 $
Groupe MTLDécor Inc	- $	- $	84,04 $	84,04 $
Eva Amsellem	- $	- $	122,52 $	122,52 $
Total intérêts	**24 607,93 $**	**28 333,78 $**	**1 928,49 $**	**54 870,20 $**

Le montant des intérêts augmente à chaque jour et il est convenu que tous les intérêts seront annulés, à la suite de l'approbation de ce sommaire décisionnel, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il a pour objet de faire approuver une perte de revenu.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier pourrait faire perdre plus de revenu à la Ville puisque certains commerçants ne seraient pas en mesure d'assumer l'entièreté de leurs loyers et pourraient prendre la décision de fermer leur commerce.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'approbation de cette perte de revenu fait suite à la pandémie et la fermeture des frontières qui a généré une baisse de l'achalandage touristique au Marché.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CM: mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-237-0706
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-501-3390
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice, en remplacement de Sophie Lalonde, directrice de service, du 19 au 22 avril inclusivement
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Aucune contribution			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ce dossier ne s'applique pas à Montreal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que le dossier consiste a confié à un tiers la gestion d'un stationnement tarifé.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau perte de revenu

NOM DES LOCATAIRES	2020					2021												2022					Total facturé	Total selon l'entente	Perte de revevu
	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai			
Le café des arts galerie MAM inc.	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	4 005,08 $	88 111,75 $	50 177,42 $	37 934,33 $
Arts en mouvement du Québec inc.	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	2 902,74 $	63 860,18 $	37 785,00 $	26 075,18 $
Socotrop SENC	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	5 905,22 $	3 876,43 $	3 876,43 $	3 876,43 $	3 876,43 $	3 876,43 $	3 876,43 $	3 876,43 $	3 876,43 $	- $	- $	- $	- $	- $	84 158,48 $	39 200,63 $	44 957,85 $
148501 Canada Inc.	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	5 698,17 $	9 574,60 $	9 574,60 $	9 574,60 $	9 574,60 $	9 574,60 $	144 741,89 $	66 324,35 $	78 417,54 $
Diffusion Biplan Inc.	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	4 021,35 $	88 469,75 $	41 208,75 $	47 261,00 $
9062-4438 Québec Inc.	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	4 882,59 $	107 417,02 $	50 036,25 $	57 380,77 $
Jules Perrier Artisan Inc.	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	6 060,43 $	133 329,47 $	63 648,75 $	69 680,72 $
Meubles d'autrefois M.B	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	4 475,81 $	98 467,77 $	58 740,00 $	39 727,77 $
Diego Hilario	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	2 113,32 $	46 493,05 $	21 656,25 $	24 836,80 $
Blond et Associés Inc.	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	38 148,49 $	17 769,38 $	20 379,12 $
GESTION LCBH INC.	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	4 238,72 $	7 802,97 $	7 350,70 $	7 350,70 $	64 891,59 $	30 278,72 $	34 612,87 $
Groupe MTLDécor Inc	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	38 220,71 $	3 924,00 $	3 924,00 $	3 924,00 $	6 999,00 $	56 991,71 $	42 399,33 $	14 592,38 $
Eva Amsellem	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	2 769,05 $	2 249,05 $	2 249,05 $	2 249,05 $	2 249,05 $	2 249,05 $	14 014,32 $	4 299,99 $	9 714,33 $
																							Perte de revenu totale		505 570,68 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214069004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la perte de revenu d'une somme totale de 505 570,68 $, avant les taxes, pour la période du 1er août 2020 au 31 mai 2022, en plus des intérêts non perçus estimés à 54 870,20 $ avant les taxes, pour cette même période, en lien avec les loyers facturés pour l'occupation des locaux par plusieurs locataires du marché Bonsecours. Bâtiment 0005.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer la perte de revenu en plus des intérêts tel que indiqué dans le fichier ci-joint:

FICHIERS JOINTS

GDD 1214069004 -Perte de revenu de loyers commerçants Marché Bonsecours.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.036

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228682001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période additionnelle de 4 ans, à compter du 1er août 2022, le local numéro 410, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 23 928,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 7 969,98 $ (Bâtiment 2453-109)

Il est recommandé :
1- d'approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période additionnelle de 4 ans, à compter du 1er août 2022, le local numéro 410, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 23 928,60 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation et de modification du bail.

2 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-13 16:58

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228682001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période additionnelle de 4 ans, à compter du 1er août 2022, le local numéro 410, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 23 928,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 7 969,98 $ (Bâtiment 2453-109)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que Regroupement Québécois de la Danse, Centre des ressources et transition pour danseurs, Montréal, Arts Interculturels, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.

Depuis le 1er mai 2002, la Ville loue à l'organisme PME-ART, un local situé au 4e étage du Centre Strathearn, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives. PME-ART est un groupe interdisciplinaire à géométrie variable, qui depuis plus de vingt ans, fait naître des performances insolites combinant théâtre, musique, littérature, arts visuels, poésie et philosophie. Leurs créations ont été présentées dans de nombreux lieux et festivals dans plus de cinquante-cinq villes au Québec, au Canada, en Europe, au Japon et aux États-Unis. PME-ART a été en nomination pour le 27e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal.

Afin que l'organisme puisse poursuivre ses activités, le Service de la culture (SDC) a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prolonger, pour une période additionnelle de 4 ans, l'occupation de l'organisme PME-ART dans les locaux du Centre Strathearn.

Le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes la convention de prolongation et de modification du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0424 - 15 avril 2019 - Approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période de 3 ans, à compter du 1er août 2019, un local d'une superficie de 318,29 pi², situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 16 582,92 $, excluant les taxes.

CM17 0743 - 12 juin 2017 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à PME-ART un local d'une superficie de 318,29 pieds carrés, au 4e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2017, moyennant un loyer total de 10 266 $.

CM12 0684 - le 20 août 2012 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'organisme PME-ART, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er août 2012 pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer total de 24 318,55 $.

CM09 0636 – le 24 août 2009 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'organisme PME-ART, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er août 2009 pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 12 956,65 $.

CM06 0694 – le 30 octobre 2006 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'organisme PME-ART, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er août 2006 pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 11 348,40 $.

CM03 0611 – le 25 août 2003 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'organisme PME-ART, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er août 2003 pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 10 452 $.

CM02 0969 – le 16 décembre 2002 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à l'organisme PME-ART, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er mai 2002 pour une durée de 15 mois, moyennant un loyer total de 4 080 $.

DESCRIPTION

Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période additionnelle de 4 ans, à compter du 1er août 2022, le local numéro 410, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 23 928,60 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation et de modification du bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande la prolongation du bail de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.
Un bail de 4 ans permet à l'organisme une stabilité lui permettant de consacrer ses énergies au développement de sa programmation culturelle destinée aux citoyens.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente les recettes totales pour la durée du bail:

	Année 2022 5 mois	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026 7 mois	**TOTAL**
Recettes avant taxes	2 419,00 $	5 854,00 $	5 971,11 $	6 090,55 $	3 593,94 $	**23 928,60 $**

TPS	120,95 $	292,70 $	298,56 $	304,53 $	179,70 $	**1 196,43 $**
TVQ	241,30 $	583,94 $	595,62 $	607,53 $	358,50 $	**2 386,88 $**
Recette totale incluant les taxes	2 781,25 $	6 730,64 $	6 865,28 $	7 002,61 $	4 132,13 $	**27 511,91 $**

Ce revenu de 23 928,60 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 18,74 $/pi². Le loyer inclut tous les frais d'exploitation sauf les taxes foncières.

Le taux de location, pour un tel immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, est d'environ 25 $/pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 7 969,98 $. La subvention est établie de la façon suivante **:**

(25 $/pi² -18,74 $/pi²) x 318,29 pi² x 4 ans = 7 969,98 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SGPI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 2 934,27 $**.**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la convention CE : 4 mai 2022
Approbation de la convention CM : 16 mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture

Lecture :

Marie-Odile MELANÇON, 4 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-04-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228682001*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions Immobilières – Division Locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les création de PME-ART ont été présentées dans de nombreux lieux et festivals dans plus de cinquante-cinq villes au Québec, au Canada, en Europe, au Japon et aux États-Unis. De plus, cette localisation favorise une synergie avec les autres organismes apparentés logeant également au Centre Strathearn.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Bâtiment - 2453-109, 3680, rue Jeanne-Mance (Centre Strathearn)

Aspects financiers

	Loyer 2022 5 mois	Loyer annuel 2023	Loyer annuel 2024	Loyer annuel 2025	Loyer 2026 7 mois	Total
Revenu total avant taxes	2,419.00 $	5,854.00 $	5,971.11 $	6,090.55 $	3,593.94 $	**23,928.60 $**
TPS	120.95 $	292.70 $	298.56 $	304.53 $	179.70 $	**1,196.43 $**
TVQ	241.30 $	583.94 $	595.62 $	607.53 $	358.50 $	**2,386.88 $**
Total	**2,781.25 $**	**6,730.64 $**	**6,865.28 $**	**7,002.61 $**	**4,132.13 $**	**27,511.91 $**

Le loyer inclut l'ensemble des frais d'exploitation à l'exception des taxes foncières

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		522,346.43	$
Allocation		(96,226.00)	$
Montant des travaux - allocation =		426,120.43	$
TPS		21,306.02	$
TVQ		42,505.51	$
Total avec taxes		489,931.96	$
		-	$
Contingences	0.10	52,234.64	$
Incidences générales	0.05	26,117.32	$
Incidences cablâge TI		20,000.00	$
Incidences déménagement		15,000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		113,351.96	$
TPS		5,667.60	$
TVQ		11,306.86	$
Contingences et incidences totales tx incl		130,326.42	$
Total des travaux		620,258.39	$
Ristourne de TPS		26,973.62	$
Ristourne de TVQ		26,906.19	$
Coût total		566,378.58	$

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

Le 21 juin 2017

Monsieur Richard Ducharme
Secrétaire-trésorier
PME-ART
3680, rue Jeanne-Mance, bureau 410
Montréal (Québec) H2X 2K5

Objet : **Bail entre la Ville de Montréal et PME-Art**

Résolution CM17 0743 – 13 juin 2017

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire original du bail susmentionné dûment signé ainsi que la copie certifiée conforme de la résolution du conseil municipal ci-haut décrite et de la résolution CM03 0836.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Yves Saindon, avocat
Le greffier de la Ville

YS/cfg

p. j.

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM17 0743, adoptée par le conseil municipale à sa séance du 13 juin 2017;

ci-après nommée le "**Locateur**"

ET :

PME-ART corporation légalement constituée ayant son siège social au 3680, rue Jeanne-Mance local 410, Ville de Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ici représentée par monsieur Richard Ducharme, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ci-après nommée le "**Locataire**"

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, les locaux 410, situé au 4e étage de l'édifice portant le numéro 3680, de la rue Jeanne-Mance, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint à l'annexe « A » des présentes.

Locataire	Locateur

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de trois cent dix-huit virgule vingt-neuf pieds carrés **(318,29 pi²).**

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de trois (2) ans commençant le premier (1er) août deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente et un (31) juillet deux mille dix-neuf (2019).

3.2 Ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent dollars (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès au Local aux employés du Locataire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B ;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux Loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

Locataire	Locateur
K.D.	

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de bureau, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de

Locataire	Locateur

ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins

Locataire	Locateur

qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5,16 respecter les règlements d'immeuble inclus à l'annexe B

6.0 LOYER

6.1 Pour la période du 1er aout 2017 au 31 juillet 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de cinq mille cinquante-sept dollars et seize cents (5 057,16 $), par des versements mensuels de quatre cent vingt et un dollars et quarante-trois cents (421,43 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er aout 2018 au 31 juillet 2019, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de cinq mille deux cent huit dollars et quatre-vingt-quatre cents (5 208,84 $), par des versements mensuels de quatre cent trente-quatre dollars et sept cents (434,07 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance, jusqu'à la date du paiement, au taux annuel fixé par les autorités municipales pour les sommes dues au Locateur. La Ville pourra, si elle le juge à propos, réclamer ces sommes.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera

Locataire	Locateur

tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet.

8.2 Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les quinze (15) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra

Locataire	Locateur

alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8

Locataire	Locateur

- Pour le Locataire :

PME-ART
Monsieur Richard Ducharme
3680, rue Jeanne-Mance Bureau 410
Montréal, Québec H2X 2K5

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

Locataire	Locateur

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 21 e jour du mois de juin 2017

Le Locateur

par : _____

Yves Saindon

Le 28 e jour du mois de avril 2017

Le Locataire

par _____

Richard Ducharme

Ce bail a été approuvé
le 13 juin 2017
(Résolution CM17 0743)

Locataire	Locateur

Annexe A

Plan des Lieux loués

Annexe B

Règlements d'immeuble

temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.

- Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centra Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant , etc.) au service 911. Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE,

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 12 juin 2017 Séance tenue le 13 juin 2017	Résolution: CM17 0743

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à PME-ART, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2017, un local d'une superficie de 318,29 pieds carrés, situé au 4e étage du 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, pour un loyer total de 10 266 $, excluant les taxes / Un montant de 5 600 $ sous forme de subvention immobilière est accordé à cet organisme

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 31 mai 2017 par sa résolution CE17 0906;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à PME-ART un local d'une superficie de 318,29 pieds carrés, au 4e étage de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, pour une période de 2 ans, à compter du 1er août 2017, moyennant un loyer total de 10 266 $, plus les taxes applicables, le tout, selon les termes et conditions stipulés au projet de bail;

2- d'approuver le montant de subvention immobilière accordé à PME-ART dans le cadre de ce dossier pour une somme de 5 600 $, plus les taxes applicables, pour la durée de ce bail;

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1174069009
/cb

Denis CODERRE
Maire

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE,

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE,

CONVENTION DE MODIFICATION DE BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **PME-ART,** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, Parties 3 (RLRQ, C. C-38), ayant son siège au 8931, rue Clark, à Montréal, province de Québec, H2N 1R7, agissant et représentée par Madame Sylvie Lachance, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 4 février 2022.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **3680 rue Jeanne-Mance**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locataire et le Locateur ont conclu un Bail (ci-après appelée le «Bail Initial») le 12 juin 2017 concernant le local 410, ayant une superficie locative d'environ 318,29 pi², dans l'Édifice sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à Montréal, province de Québec (les «Lieux loués»), pour un terme commençant le 1er mai 2017 et se terminant le 31 juillet 2019;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de prolongation signée le 17 avril 2019, le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail Initial pour une période additionnelle de trois (3) ans se terminant le 31 juillet 2022 ;

ATTENDU QUE le Locateur désire apporter certaines modifications au Bail Initial, aux termes et conditions stipulés ci-après, et que le Locataire y consent ;

ATTENDU QUE le Bail Initial, la Convention de prolongation et la Convention de modification sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le locataire déclare en avoir pris connaissance ; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1.0 du Bail.

ARTICLE 3
MODIFICATIONS

L'article 3.1 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

3.1 Le Bail est prolongé pour une période additionnelle de quatre (4) ans commençant le 1er août 2022 et se terminant le 31 juillet 2026.

L'article 5.8 du Bail est modifié et remplacé par ce qui suit :

5.8 Assumer le paiement de toutes les taxes foncières et taxes d'eau afférentes aux Lieux loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

L'article 6.0 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

6.1 **Loyer** : Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-deux (2022) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-trois (2023), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de cinq mille huit cent cinq dollars et soixante cents (**5 805,60 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de quatre cent quatre-vingt-trois dollars et quatre-vingt cents (483,80$), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-deux (2022).

Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-trois (2023) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-quatre (2024), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de cinq mille neuf cent vingt et un dollars et soixante-seize cents (**5 921,76$**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de quatre cent quatre-vingt-treize dollars et quarante-huit cents (493,48 $), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-trois (2023).

Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-quatre (2024) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-cinq (2025), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de six mille quarante dollars et vingt cents (**6 040,20 $**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de cinq cent trois dollars et trente-cinq cents (503,35 $), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à

Paraphes	
Locateur	Locataire

compter du premier (1er) août deux mille vingt-quatre (2024).

Pour la période du premier (1er) août deux mille vingt-cinq (2025) au trente et un (31) juillet deux mille vingt-six (2026), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de six mille cent soixante et un dollars et quatre cents (**6 161,04 $),** payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de cinq cent treize dollars et quarante-deux cents (513,42 $), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) août deux mille vingt-cinq (2025).

L'article 9.0 RELOCALISATION du Bail est supprimé

L'article 12.1 du Bail est modifié et remplacé par ce qui suit :

12.1 Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à immeubles.centreappels@montreal.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

PME-ART
3680, rue Jeanne-Mance, local 410
Montréal, Québec, H2X 2K5
info@pme-art.ca

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Domenico Zambito

Le 21 mars 2022

LOCATAIRE

_____

par : Sylvie Lachance

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228682001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville de Montréal loue à PME-ART, pour une période additionnelle de 4 ans, à compter du 1er août 2022, le local numéro 410, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 318,29 pi² (29,57 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 23 928,60 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 7 969,98 $ (Bâtiment 2453-109)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228682001 - Ville loue à PME-ART 3680 Jeanne-Mance.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Mustapha CHBEL
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.037

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228682002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er juillet 2023, le local numéro 440 de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 73 449,84 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 31 120,33 $ (Bâtiment 2453-114).

Il est recommandé :
1 - d'approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er juillet 2023, le local numéro 440 de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 73 449,84 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation et de modification du bail.

2 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-13 16:57

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228682002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er juillet 2023, le local numéro 440 de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 73 449,84 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 31 120,33 $ (Bâtiment 2453-114).

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que Montréal Arts Interculturels, Centre des ressources et transition pour danseurs, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 1er juillet 2005, la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse (RQD) un local au 4e étage du Centre Strathearn, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives. RQD est un organisme qui fait la promotion de l'éducation, la création, l'exploitation, le développement et la présentation de spectacles en danse.

En 2021 suite à un dégât d'eau, RQD a effectué des travaux évalués à 17 300 $ afin de remplacer le recouvrement de plancher dans les espaces de bureaux. Dans ce contexte et afin de permettre à l'organisme d'amortir cette dépense sur une période de 4 ans, le Service de la culture (SDC) a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prolonger, pour une période de 2 ans, l'occupation de l'organisme RQD dans les locaux du Centre Strathearn.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes cette convention de prolongation et de modification du bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0804 - le 19 juin 2018 - Approuver le projet de renouvellement du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er juillet 2018, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins administratives, moyennant un loyer total de 171 389,26 $, avant les taxes.
CM13 0568 – le 17 juin 2013 - Approuver le projet de renouvellement du bail par lequel la Ville loue au Regroupement Québécois de la Danse, à des fins administratives, un local dans

l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juillet 2013, moyennant un loyer total de 159 921,46 $, incluant la TPS.

CM08 0090 - le 25 février 2008 - Approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue, pour 5 ans à Regroupement Québécois de la Danse un local pour des fins administratifs, situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er juillet 2008, moyennant un loyer total de 137 064,02 $, excluant la TPS.

CM05 0507 - 29 août 2005 - approuver le bail par lequel la Ville loue, pour 3 ans, à Regroupement Québécois de la Danse un local pour des fins administratives, situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er juillet 2005, moyennant un loyer total de 70 584 $, excluant la TPS.

DESCRIPTION

Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er juillet 2023, le local numéro 440 de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 73 449,84 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation et de modification du bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande la prolongation du bail de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales. De plus, cette prolongation de bail sécurise le RQD suite à son investissement.
Selon le Service de la culture, le RQD est un organisme sectoriel de première importance dans le paysage culturel montréalais et québécois. À ce titre le RQD, contribue au développement de la danse professionnelle au Québec ainsi qu'à la promotion de cette discipline qui constitue un secteur d'excellence reconnu de la métropole. La mission du RQD fait de lui un interlocuteur actif et dynamique dans la reconnaissance de Montréal comme pôle créatif de calibre mondial en danse.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente les recettes totales pour la durée du bail:

	Année 2023 6 mois	Année 2024	Année 2025 6 mois	**TOTAL**
Recettes avant taxes	18 180,66 $	36 724,92 $	18 544,26 $	73 449,84 $
TPS	909,03 $	1 836,25 $	927,21 $	3 672,49 $
TVQ	1 813,52 $	3 663,31 $	1 849,79 $	7 326,62 $
Recette totale incluant les taxes	20 903,21 $	42 224,48 $	21 321,26 $	84 448,95 $

Ce revenu de 73 449,84 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 17,56 $/pi². Le loyer inclut tous les frais d'exploitation sauf les taxes foncières.

Le taux de location, pour un tel immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, est

d'environ 25 $/pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 31 120,33 $. La subvention est établie de la façon suivante **:**

(25 $/pi² - 17,56 $/pi²) x 2 091,42 pi² x 2 ans = 31 120,33 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SGPI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 18 686,11 $**.**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et ne lui permettrait pas d'amortir son investissement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la convention CE : 4 mai 2022
Approbation de la convention CM : 16 mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture

Lecture :

Marie-Odile MELANÇON, 4 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-04-13

Bâtiment - 2453-114, 3680, rue Jeanne-Mance (Centre Strathearn)

Aspects financiers

	Loyer 2023 6 mois	Loyer annuel 2024	Loyer 2025 6 mois	Total
Revenu total avant taxes	18,180.66 $	36,724.92 $	18,544.26 $	**73,449.84 $**
TPS	909.03 $	1,836.25 $	927.21 $	**3,672.49 $**
TVQ	1,813.52 $	3,663.31 $	1,849.79 $	**7,326.62 $**
Total	**20,903.21 $**	**42,224.48 $**	**21,321.26 $**	**84,448.95 $**

Le loyer inclut l'ensemble des frais d'exploitation à l'exception des taxes foncières

Coût des travaux d'aménagement			
Travaux clé en main		522,346.43	$
Allocation		(96,226.00)	$
Montant des travaux - allocation =		426,120.43	$
TPS		21,306.02	$
TVQ		42,505.51	$
Total avec taxes		489,931.96	$
		-	$
Contingences	0.10	52,234.64	$
Incidences générales	0.05	26,117.32	$
Incidences cablâge TI		20,000.00	$
Incidences déménagement		15,000.00	$
Contingences et incidences totales tx excl		113,351.96	$
TPS		5,667.60	$
TVQ		11,306.86	$
Contingences et incidences totales tx incl		130,326.42	$
Total des travaux		620,258.39	$
Ristourne de TPS		26,973.62	$
Ristourne de TVQ		26,906.19	$
Coût total		566,378.58	$

PREMIÈRE CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DE LA DANSE** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 440, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par Madame Nadine Medawar, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du **29 mars** 2022.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

OBJET : **3680 rue Jeanne-Mance**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu un Bail le 21 juin 2018 (le « Bail Initial »), concernant le local 440 ayant une superficie locative de deux mille quatre-vingt-onze virgule quarante-deux pieds carrés (2 091,42 pi²), situé dans l'édifice sis au 3680 Jeanne-Mance, Montréal (Québec) H2X 2K5 (les « Lieux loués»), pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er juillet 2018 et se terminant le 30 juin 2023;

ATTENDU QUE le Locateur désire apporter certaines modifications au Bail Initial et le prolonger, aux termes et conditions stipulés ci-après, et que le Locataire y consent ;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la Première convention de modification sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locateur a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le locataire déclare en avoir pris connaissance; et

ATTENDU QUE le Locataire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

Paraphes	
Locateur	Locataire NM

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1.0 du Bail Initial.

ARTICLE 3
MODIFICATION

L'article 3.1 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

3.1 Ce Bail est consenti pour un terme de deux (2) ans commençant le premier (1er) juillet deux mille vingt-trois (2023) et se terminant le trente (30) juin deux mille vingt-cinq (2025).

L'article 5.8 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

5.8 Assumer le paiement de toutes les taxes foncières et taxes d'eau afférentes aux Lieux loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

L'article 6.0 du Bail est supprimé et remplacé par ce qui suit :

6.1 **Loyer** : Pour la période du premier (1er) juillet deux mille vingt-trois (2023) au trente (30) juin deux mille vingt-quatre (2024), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de trente-six mille trois cent soixante et un dollars et trente-deux cents (**36 361,32$),** payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de trois mille trente dollars et onze cents (3 030,11$), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) juillet deux mille vingt-trois (2023).

Pour la période du premier (1er) juillet deux mille vingt-quatre (2024) au trente (30) juin deux mille vingt-cinq (2025), le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer annuel brut, une somme totale de trente-sept mille quatre-vingt-huit dollars et cinquante-deux cents **(37 088,52$**), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de trois mille quatre-vingt-dix dollars et soixante et onze cents (3 090,71$), auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ, si applicable, le premier jour de chaque mois à compter du premier (1er) juillet deux mille vingt-quatre (2024).

L'article 9.0 RELOCALISATION du Bail est supprimé

L'article 12.1 du Bail est modifié et remplacé par ce qui suit :

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

Paraphes	
Locateur	Locataire NM

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à immeubles.centreappels@montreal.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DE LA DANSE
3680, rue Jeanne-Mance, local 440
Montréal, Québec, H2X 2K5
info@quebecdanse.org

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Domenico Zambito

Le 6 avril 2022 2022

LOCATAIRE

_____
par : Nadine Medawar

Paraphes	
Locateur	Locataire NM

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

Le 26 juin 2018

Madame Fabienne Cabano
Directrice générale
Regroupement Québécois de la Danse
3680, rue Jeanne-Mance
Bureau 440
Montréal (Québec) H2X 2K5

Objet : **Bail entre la Ville de Montréal et Regroupement Québécois de la Danse**

Résolution CM18 0804 – 19 juin 2018

Madame,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire original du bail susmentionné dûment signé ainsi que la copie certifiée conforme de la résolution du conseil municipal ci-haut décrite et de la résolution CM03 0836.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

YS/jc

p. j.

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 18 juin 2018 Séance tenue le 19 juin 2018	Résolution: CM18 0804

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er juillet 2018, un local situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins administratives, moyennant un loyer total de 171 389,26 $, avant les taxes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 juin 2018 par sa résolution CE18 0992;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de renouvellement de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 5 ans, à compter du 1er juillet 2018, le local numéro 440 situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie locative d'environ 2 091,42 pieds carrés, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 171 389,26 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de renouvellement de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1184069009
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 21 juin 2018

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM18 0804, adoptée par le conseil municipale à sa séance du 19 juin 2018;

ci-après nommée le "**Locateur**"

ET :

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DE LA DANSE Corporation légalement constituée ayant son siège social au 3680, rue Jeanne-Mance bureau 440, Ville de Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ici représentée par madame Fabienne Cabado, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.
En Date Du 9 mai 2018

ci-après nommée le "**Locataire**"

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et

Locataire	Locateur

acceptant, le local 440, situé au 4e étage, de l'édifice portant le numéro 3680, de la rue Jeanne-Mance, à Montréal, province de Québec, H2K 2K5, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré à l'annexe A.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux loués ont une superficie locative de deux mille quatre-vingt-onze virgules quarante-deux pieds carrés (2 091,42 pi²).

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans commençant le premier (1er) juillet deux mille dix-huit (2018) et se terminant le trente (30) juin deux mille vingt-trois (2023).

3.2 Ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent dollars (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès au Local aux employés de la Bénéficiaire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B ;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les Lieux Loués une température convenable aux besoins du Locataire;

Locataire	Locateur

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de bureau, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la

Locataire	Locateur

présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

Locataire	Locateur

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.16 Respecter les règlements d'immeuble inclus à l'annexe B.

6.0 LOYER

6.1 Pour la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer brut, un montant annuel de

Locataire	Locateur

trente-deux mille neuf cent trente-trois dollars et quatre-vingt-huit cents (32 933,88$), par des versements mensuels de deux mille sept cent quarante-quatre dollars et quarante-neuf cents (2 744,49$) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour les années suivantes, à la date d'anniversaire de la présente convention, le loyer sera ajusté annuellement de deux pour cent (2 %).

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance, jusqu'à la date du paiement, au taux annuel fixé par les autorités municipales pour les sommes dues au Locateur. La Ville pourra, si elle le juge à propos, réclamer ces sommes.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

Locataire	Locateur

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet.

8.2 Le Locateur pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les quinze (15) jours suivant la réception d'un avis du Locateur lui dénonçant le défaut.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de

Locataire	Locateur

l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par

Locataire	Locateur

télécopieur :

- Pour le Locateur :

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-8350

- Pour le Locataire :

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DE LA DANSE
3680, rue Jeanne-Mance bureau 440
Montréal, Québec
H2X 2K5
Télécopieur : 514-849-3288

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

Locataire	Locateur

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 26e jour du mois de juin 2018

Le Locateur

par : _____
Yves Saindon

Le 14e jour du mois de mai 2018

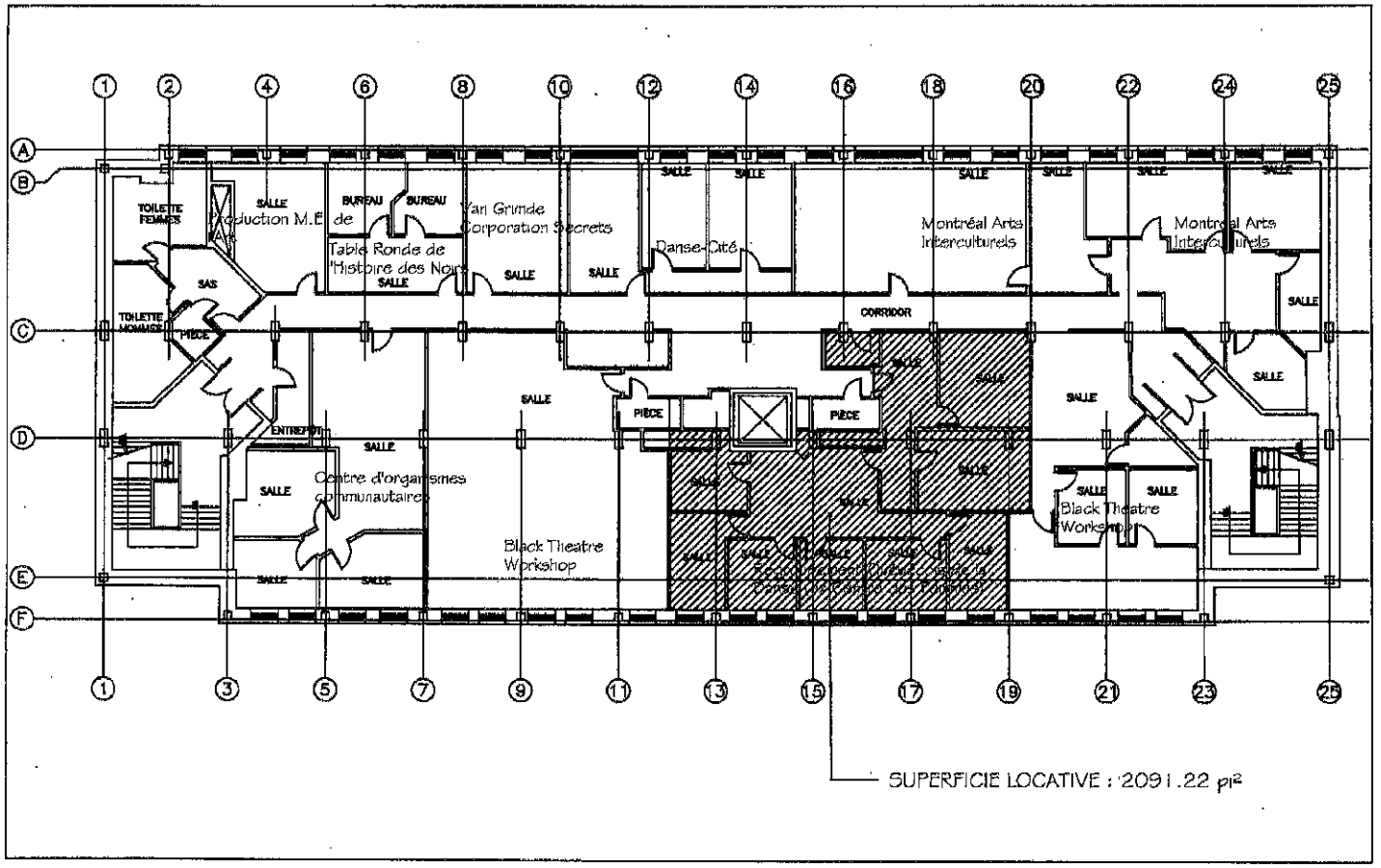
Le Locataire

par _____
Fabienne Cabado

Locataire	Locateur
	26

Annexe A

Plan des Lieux loués



CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN

3680 rue Jeanne-Mance

ANNEXE "A"

4e ÉTAGE

22-03-2018

Annexe B

Règlements d'immeuble

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
  - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
  - Les portes extérieures seront barrées de 18h à 8h,
  - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouvertures doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées.
  - Si des activités ont lieu après 18h00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs :
  - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais de 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisés sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
  - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre).
  - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance.
  - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
  - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville.
  - Nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toutes la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
  - Chaque occupant doit faire la gestion de ses déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
  - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacué de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun

temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.

- Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centra Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant , etc.) au service 911. Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *122868202*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions Immobilières – Division Locations*
Projet : *Location d'un espace de bureaux au Centre Strathearn*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industriels culturelles, les artistes, les créateurs, les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La localisation de l'organisme dans le Centre Strathearn permet à celui-ci de poursuivre sa mission qui est de favoriser l'avancement et le rayonnement de l'art chorégraphique et de contribuer à l'amélioration des conditions de pratique de la danse. De plus, cette localisation favorise une synergie avec les autres organismes apparentés logeant également au Centre Strathearn.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228682002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver la prolongation et la modification du bail par lequel la Ville loue à l'organisme Regroupement Québécois de la Danse, pour une période additionnelle de 2 ans, à compter du 1er juillet 2023, le local numéro 440 de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 2 091,42 pi² (194,30 m²), à des fins administratives, moyennant un loyer total de 73 449,84 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 31 120,33 $ (Bâtiment 2453-114).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1228682002 - Ville loue à Regroupement QC de la danse 3680 Jeanne-Mance.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Mustapha CHBEL
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.038

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228682003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal, Arts Interculturels, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 14 151,08 pi² (1 314,68 m²), à des fins socioculturelles. La subvention immobilière est de 3 537 770 $ pour toute la durée du prêt de local (Bâtiment 2453-100).

Il est recommandé :
1 - d'approuver un projet de contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal, Arts Interculturels, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 14 151,08 pi² (1 314,68 m²), à des fins socioculturelles, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat du prêt de local.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228682003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal, Arts Interculturels, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 14 151,08 pi² (1 314,68 m²), à des fins socioculturelles. La subvention immobilière est de 3 537 770 $ pour toute la durée du prêt de local (Bâtiment 2453-100).

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble à vocation socioculturelle. Il abrite plusieurs organismes tels que Regroupement Québécois de la Danse, Centre des ressources et transition pour danseurs, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis le 12 juin 2008, l'organisme Montréal, Arts Interculturels (le « MAI ») occupe, à titre gratuit, des locaux situés au sous-sol, au rez-de-chaussée, au 2e étage et au 4e étage du Centre Strathearn. En décembre 2011, le MAI a conclu une autre entente de location, à titre gratuit, afin de louer le local 430 situé au 4e étage de l'immeuble. Ces locaux, d'une superficie totale de 14 151,08 pi² (1 314,68 m²), sont tous utilisés pour des fins socioculturelles. Le MAI est un partenaire de la ville de Montréal qui propose des programmes stimulant le dialogue et encourageant les échanges communautaires et interculturels. Il accompagne et encadre des organismes et des artistes de la diversité culturelle dans leur avancée professionnelle tant artistique qu'administrative.

En 2021 le MAI a signifié son intention d'investir un montant de 612 894 $ (budget préliminaire) dans le but de réaménager son espace. Pour ce faire, le MAI entend solliciter le gouvernement fédéral qui exige un bail minimal de 10 ans pour l'octroi de subventions vouées au réaménagement d'espaces culturels. Dans ce contexte et afin de permettre au MAI de recevoir le financement requis pour le réaménagement de son espace, le Service de la culture (SDC) a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) afin de prolonger le contrat de prêt de local au profit du MAI pour une durée additionnelle de 10 ans.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes cette prolongation de contrat du prêt de local.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0885 - le 19 août 2019 - approuver le contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal Arts Interculturel, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins socioculturelles. La subvention immobilière est de 1 060 000 $ pour toute la durée du prêt de local.
CM18 0362 - le 26 mars 2018 - approuver un projet de renouvellement de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, à des fins socioculturelles, à titre gratuit, à Montréal Arts Interculturels, pour une période de 2 ans, à compter du 1er janvier 2018, des locaux situés au 3680, rue Jeanne-Mance.

CM15 0530 – 27 avril 2015 - approuver un projet de renouvellement de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, à des fins socioculturelles, à titre gratuit, à Montréal Arts Interculturels, pour une période de 2 ans 6 mois et 20 jours, à compter du 12 juin 2015, des locaux situés au 3680, rue Jeanne-Mance.

CM13 0315 - le 22 avril 2013 - approuver le projet de contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, à Montréal Arts Interculturels pour une durée de 2 ans, à compter du 12 juin 2013, des locaux situés au 3680, rue Jeanne-Mance.

CM11 0893 - 21 novembre 2011 - approuver le contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête à titre gratuit à Montréal Arts Interculturels, pour une durée de 19 mois et 11 jours, à compter de 1er décembre 2011, des locaux situés dans l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance.

CM10 0779 – le 25 octobre 2010 - approuver le contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête à titre gratuit à Montréal Arts Interculturels, pour une durée de 5 ans, à compter de 12 juin 2008, des locaux situés dans l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance.

DESCRIPTION

Approuver un projet de contrat de prolongation du prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Montréal, Arts Interculturels, pour une durée additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2023, des locaux situés dans l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie d'environ 14 151,08 pi² (1 314,68 m²), à des fins socioculturelles, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat de prêt de local.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande la prolongation du contrat du prêt de local de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que le local n'est pas requis pour des fins municipales.
De plus, cette prolongation de contrat du prêt de local permettra à l'organisme de recevoir une aide financière du gouvernement fédéral pour le réaménagement de ses espaces.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer est gratuit
Le taux de location, pour un tel immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, est d'environ 25 $/pi².

Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 3 537 770 $, incluant les

frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante : 25 $/pi² x 14 151,08 pi² x 10 ans = 3 537 770 $.

Pour l'année 2022, la dépense prévue par le SGPI en frais d'exploitation pour ces locaux (énergie, entretien courant et sécurité) est d'environ 129 560,33 $**.**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et ne lui permettrait pas d'obtenir de l'aide financière du gouvernement fédéral pour le réaménagement des ses locaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la convention CE : 4 mai 2022
Approbation de la convention CM : 16 mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture

Lecture :

Marie-Odile MELANÇON, 7 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-05

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation, en remplacement de Sophie Lalonde
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228682003*
Unité administrative responsable : *SGPI – Direction - Transactions Immobilières – Division Locations*
Projet : *Location d'un espace pour des fins artistiques au Centre Strathearn*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industriels culturelles, les artistes, les créateurs, les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'organisme favorise l'inclusion et la représentativité de la diversité. De plus, cette localisation favorise une synergie avec les autres organismes apparentés logeant également au Centre Strathearn.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

DEUXIÈME PROLONGATION DU CONTRAT DU PRÊT DE LOCAL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET : **(MAI) MONTRÉAL, ARTS INTERCULTURELS** personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, Parties 3 (RLRQ, C. C-38), ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 103, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par Monsieur Michael Toppings, son directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 30 03 2022.

Ci-après nommée la « **Bénéficiaire** »

OBJET : **3680 rue Jeanne-Mance**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville et la Bénéficiaire ont conclu un Contrat de Prêt de Locaux (le « Contrat Initial »), concernant les locaux SS-01, SS-02, SS-05, SS-08, 103, 223, 428 et 430 situé au sous-sol, rez-de-chaussée, 2e étage et au 4e étage de l'immeuble sis au 3680 rue Jeanne-Mance, à Montréal (les « Lieux Prêtés »), pour un terme de deux (2) ans, débutant le 1er janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2019;

ATTENDU QU'EN vertu de la Première prolongation du Contrat signée le 5 septembre 2019, la Ville et la Bénéficiaire ont convenu de prolonger le Contrat Initial pour une période additionnelle de deux (2) ans se terminant le 31 décembre 2022 ;

ATTENDU QUE la Bénéficiaire désire prolonger la durée de la Première prolongation du Contrat, aux termes et conditions stipulés ci-après, et que la Ville y consent ;

ATTENDU QUE le Contrat Initial, la Première prolongation du Contrat et la Deuxième prolongation du Contrat sont collectivement nommés le « Contrat » ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et la Bénéficiaire déclare en avoir pris connaissance ; et

ATTENDU QUE la Bénéficiaire déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Contrat.

Paraphes	
Locateur	Locataire

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1.0 du Contrat.

ARTICLE 3
DURÉE

3. **Durée :** Le Contrat est prolongé pour une période additionnelle de dix (10) ans commençant le 1er janvier 2023 et se terminant le 31 décembre 2032.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4.1 L'article 11 du Contrat Initial est modifié et est remplacé par ce qui suit :

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Contrat devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

► Pour la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, la Bénéficiaire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à immeubles.centreappels@montreal.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, la Bénéficiaire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

► Pour la Bénéficiaire:

(MAI) MONTRÉAL, ARTS INTERCULTURELS
3680, rue Jeanne-Mance, local 103
Montréal, Québec, H2X 2K5
dg@m-a-i.qu.ca

Paraphes	
Locateur	Locataire

4.2 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Contrat demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____
par : Domenico Zambito

Le 30/03/2022 2022

BÉNÉFICIAIRE

_____
par : Michael Toppings

Paraphes	
Locateur	Locataire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.039

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228933001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Technoparc
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC., des bureaux, situés au 2300, rue Alfred-Nobel, d'une superficie totale de 379 mètres carrés (4 082 pieds carrés), pour un terme de deux (2) ans, à compter du 1er juin 2022 jusqu'au 31 mai 2024, à des fins de bureaux et de laboratoires, moyennant un loyer total de 284 785,75 $, excluant les taxes. Bâtiment 1750.

Il est recommandé :
1. d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC., des bureaux, situés au 2300, rue Alfred-Nobel pour un terme de deux (2) ans, à compter du 1er juin 2022 jusqu'au 31 mai 2024, pour une superficie totale de 379 mètres carrés (4 082 pieds carrés), à des fins de bureaux et de laboratoires, moyennant un loyer total de 284 785,75 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au bail;

2. d'imputer ce revenu, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 09:25

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228933001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Technoparc
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC., des bureaux, situés au 2300, rue Alfred-Nobel, d'une superficie totale de 379 mètres carrés (4 082 pieds carrés), pour un terme de deux (2) ans, à compter du 1er juin 2022 jusqu'au 31 mai 2024, à des fins de bureaux et de laboratoires, moyennant un loyer total de 284 785,75 $, excluant les taxes. Bâtiment 1750.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis décembre 2019, la Ville est propriétaire de l'ensemble du parc immobilier du Technoparc Montréal (TM), situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent, comprenant diverses entreprises de haute technologie et de recherche dans les secteurs de la biopharmaceutique, des technologies de l'information et de l'aérospatiale.
Le parc immobilier comprend deux centres d'affaires situés au 7140, rue Albert-Einstein et au 2300, boulevard Alfred-Nobel, lesquels offrent des espaces de bureaux en location pour de petites sociétés en démarrage.

La Direction de la mise en valeur des pôles économiques du Service du développement économique a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour gérer les centres d'affaires et assurer la location des espaces de bureaux.

L'entreprise LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC. est locataire dans le centre d'affaires du 2300 Alfred-Nobel depuis 2016. Depuis cette date, le locataire a conclu plusieurs ententes avec Technoparc Montréal dont le bail en cours pour une superficie de 675 mètres carrés (7 274 pieds carrés), devant prendre fin le 31 mai 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1951 - 11 décembre 2019 - Approuver deux projets d'actes par lesquels Technoparc Montréal cède à la Ville de Montréal des immeubles comprenant deux centres d'affaires, incluant le mobilier ainsi que des terrains vacants, tous situés entre le boulevard Hymus au nord et le chemin Saint-François au sud et entourés par l'avenue Marie-Curie, dans l'arrondissement de Saint-Laurent et ce, sans contrepartie financière, sujets à l'assumation par la Ville de toutes les créances.

CM19 0764 - 19 juin 2019 - Accorder un soutien financier de 595 000 $ à Technoparc Montréal pour permettre la réalisation de ses obligations d'ici sa dissolution / Autoriser un virement de 595 000 $ du budget des dépenses contingentes imprévues d'administration

locale 2019 vers le budget du Service du développement économique / Approuver un projet de convention à cet effet**.**

DESCRIPTION

Dans le présent sommaire, il est recommandé d'approuver un nouveau bail avec le locataire, LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC., par lequel la Ville loue les espaces de la suite 108 et autres, situés au 2300, rue Alfred-Nobel pour un terme de deux (2) ans, soit du 1er juin au 31 décembre 2022, pour une superficie de 238 mètres carrés (2 562 pieds carrés) et du 1er janvier 2023 au 31 mai 2024 pour une superficie de 379 mètres carrés (4 082 pieds carrés).
Le locataire dispose d'une option pour louer un espace additionnel de 139 m² (1 500 p²).
La superficie de 238 m² (2 562 pi²) comprend les bureaux : 108D, 108E, 108F, 109D, 109E et les laboratoires : 117, 118, 119, 120, 122 et 123.
La superficie de 379 m² (4 082 pi²) comprend les bureaux : 104, 108A, 108B, 108C,108D,108 E, 108F, 109A, 109B, 109C, 109D, 109E, 137, 138, 139 et les laboratoires : 117, 118, 119, 120, 122 et 123.

JUSTIFICATION

LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC., est une entreprise du secteur biomédical. L'hébergement de cette entreprise correspond à la mission des centres d'affaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les recettes estimées pour la location de ces espaces pour la période du 1er juin 2022 jusqu'au 31 juillet 2024 sont les suivantes:

	2022	2023	2024	Total
Recettes (excluant TPS et TVQ)	36 644,40 $	175 158,60 $	72 982,75 $	284 785,75 $
TPS	1 832,22 $	8 757,93 $	3 649,14 $	14 239,29 $
TVQ	3 655,28 $	17 472,07 $	7 280,03 $	28 407,38 $
Recettes (incluant TPS et TVQ)	42 131,90 $	201 388,60 $	83 911,92 $	327 432,42 $
Taux locatif (au pied carré)				42,91 $

Le tarif n'est pas exigible pour le locataire puisqu'il a déjà contracté avec la Ville.
Le locataire a déjà déboursé un dépôt de garantie d'un montant de 52 032,00 $.
Le locataire bénéficie d'une allocation de loyer pour trois mois gratuits en 2022, pour un montant de 27 483,30 $, excluant les taxes.
Le loyer du bail correspond au loyer marchand conformément aux résultats de l'évaluation effectuée par la division des analyses immobilières du SGPI.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque l'objet de la demande ne concerne aucun des objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas louer les espaces priverait la Ville de revenus en plus de priver le Technoparc de la collaboration d'un partenaire établi.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de la COVID-19, le locataire a subi un ralentissement important de ses activités de développement et doit diminuer les espaces loués lors du présent bail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: Mai 2022.
CM: Mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain OUELLETTE, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Robin R BOUFFARD
Conseiller immobilier

Tél : 438-777-1940
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-22

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-22

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 (ci-après désignée comme le « **Locateur** »);

(ci-après désignée comme le « **Locateur** »);

ET :

SOUNDBITE MEDICAL SOLUTIONS INC., personne morale, ayant son siège au 2300 Alfred Nobel, Montréal, H4S 2A4, suite 108, représentée aux présentes par Lori Chmura, sa présidente dûment autorisée, tel qu'elle le déclare (ci-après désignée comme le « **Locataire** »);

le Locateur et le Locataire sont ci-après collectivement désignés comme les « **Parties** »; le présent contrat de bail est ci-après désigné comme le « **Bail** ».

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locataire a signé un Bail avec Technoparc Montréal le 30 mai 2019, pour les locaux qui font l'objet de la présente convention.

ATTENDU QUE la propriété du 2300 Alfred Nobel, Montréal, a été cédé à la Ville de Montréal au 19 décembre 2019.

ATTENDU QUE le Bail du Locataire prendra fin le 31 mai 2022 et que le Locataire souhaite poursuivre la location d'une partie des locaux.

LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrale du Bail

2. LIEUX LOUÉS

En contrepartie du paiement du loyer et de l'exécution par le Locataire de toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu du Bail, le Locateur loue au Locataire des espaces de bureaux et des locaux de type laboratoire, la suite 108 et autres, du bâtiment situé au 2300 Alfred Nobel, Montréal, Province de Québec, H4S 2A4 (l'« **Immeuble** »), et montré au plan joint comme annexe A du Bail (les « **Lieux loués** »).

Lieux loués	**2300 Alfred-Nobel, suite 108 et autres**

3. SUPERFICIE

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

Les Centres d'affaires du Technoparc de Montréal sont loués au pied carré net utilisable. Tous les espaces pour la circulation, les locaux de service, les locaux techniques et les espaces communs sont exclus de la superficie louée (la« **Superficie** »)

Les Lieux loués comprennent des locaux pour une Superficie variable selon le tableau suivant :

Du 1er juin au 31 décembre 2022	**2 562 pieds carrés**
Du 1er janvier 2023 au 31 mai 2024	**4 082 pieds carrés**

Les Parties acceptent tel quel le calcul de la Superficie qui est indiqué à la présente convention et conviennent de ne pas demander de mesurage ni d'ajustement suivant la signature du Bail.

4. SUPERFICIE OPTIONNELLE

Le Locataire pourra ajouter le local 132 d'une superficie de 1 500 pieds carrés en cours de Bail si il le désir et si ce local est toujours disponible. Le local 132 étant (la« **Superficie optionnelle** »).

5. ACCÈS À CERTAINS ÉQUIPEMENTS ET SERVICES

Le Locataire a accès, sans frais additionnels, aux équipements et services mentionnés à l'annexe B du Bail, à condition de ne pas être en défaut de ses obligations aux termes des présentes.

Le Locateur peut, à condition d'en avoir avisé le Locataire au moins trente (30) jours à l'avance, modifier les services mis à la disposition du Locataire.

6. DURÉE DU BAIL

Le Bail est consenti pour un terme de **2 ans**, commençant le **1er juin 2022** et se terminant le **31 mai 2024** (ci-après la « **Durée du Bail** ») ;

Durée du Bail	**Du 1er juin 2022 au 31 mai 2024**

Le Bail prendra fin automatiquement et sans avis la dernière journée de la Durée du Bail et, nonobstant les dispositions de l'article 1879 du *Code civil du Québec*, l'occupation des Lieux loués par le Locataire, après cette date, n'a pas pour effet de reconduire ou de prolonger le présent Bail ni de le reconduire tacitement. Le Locataire, dans un tel cas, est réputé occuper les Lieux Loués contre le gré du Locateur qui a le droit de se prévaloir de tous les recours disponibles en droit, afin d'évincer le Locataire et réclamer des dommages.

7. USAGE DES LIEUX LOUÉS

Le Locataire s'engage à n'utiliser les Lieux loués que pour des fins de bureaux ainsi que de laboratoire sec, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable. Le Locataire sera, également, responsable d'obtenir tout permis requis, le cas échéant.

8. CESSION ET SOUS-LOCATION

Le Locataire ne peut céder le Bail, sous-louer tout ou partie des Lieux loués ou permettre l'occupation totale ou partielle des Lieux loués par un tiers (un « **Transfert** »), à moins d'avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du Locateur, cette autorisation ne pouvant être refusée, sans motif raisonnable. Dans tous les cas, le Locataire demeurera solidairement responsable de l'accomplissement des obligations du Locataire aux termes des présentes et s'engage à indemniser le Locateur du défaut du cessionnaire ou du sous-locataire de respecter les obligations du Locataire après le Transfert.

Le cessionnaire ou le sous-locataire, le cas échéant, devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Transfert, à ses frais, en nommant le **Locateur, à titre de co-assuré**, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le cessionnaire ou le sous-locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait du Transfert, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimale de cinq millions de dollars **(2 000 000,00 $),** limite globale,

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant indiquant qu'elle n'est ni annulable ni modifiable, sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur.

9. LOYER DE BASE

Le Locataire s'engage à payer au Locateur un loyer de base mensuel (le « **Loyer de base** ») selon le tableau suivant;

Du 1er juin au 31 décembre 2022	**9 161,10 $**
Du 1er janvier 2023 au 31 mai 2024	**14 596,55 $**

10. LOYER ADDITIONNEL

Le Locataire n'est tenu de payer aucun loyer additionnel.

11. TARIF – OMIS INTENTIONNELLEMENT

12. TAXES APPLICABLES

Le Locataire s'engage à payer au Locateur la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ), ainsi que toute autre taxe qui pourrait être exigible à l'égard du Loyer de base, des équipements et services mis à la disposition du Locataire par le Locateur, des services additionnels dont se prévaut le Locataire, et de toute autre somme qui est due par le Locataire au Locateur en vertu du Bail. Les taxes applicables s'ajoutent à toute autre somme due par le Locataire au Locateur en vertu du Bail.

le Locataire doit assumer le paiement des taxes foncières, des taxes scolaires, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, si applicable, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toute autre taxe ou permis afférent à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicable en vertu de toute loi, ordonnance, règlement et arrêté en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

13. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à se conformer à toutes et chacune des conditions suivantes :

a) le Locataire prend possession des Lieux loués dans l'état où ils se trouvent le premier jour de la Durée du Bail; toute modification aux Lieux loués sera à la seule charge du Locataire, à ses seuls coûts et dépenses;

b) le Locataire s'engage à maintenir les Lieux loués propres et en bon état, pendant toute la Durée du Bail, et il s'engage à utiliser les Lieux loués de même que tout autre espace et les équipements auxquels il a accès avec prudence et diligence;

c) le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Locateur par écrit et obtenu son approbation, effectuer des travaux d'aménagement dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés. Le Locateur ne pourra refuser ou tarder à donner son approbation sans motifs raisonnables. Le Locataire devra payer directement les entrepreneurs pour ses travaux et rembourser les dépenses encourues par le Locateur dans un délai de dix (10) jours suivant une demande à cet effet;

d) le Locateur pourra, en tout temps raisonnable et moyennant un préavis raisonnable, examiner l'état des Lieux loués et, dans l'éventualité où le Locateur est d'avis que des travaux sont requis, le Locataire devra permettre la réalisation de tels travaux aux frais du Locataire. Le Locataire devra rembourser les dépenses encourues par le Locateur dans un délai de dix (10) jours suivant une demande à cet effet;

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

e) le Locataire ne doit pas charger un plancher au-delà de sa capacité portante raisonnable, selon ce qui est énoncé dans les codes municipaux ou autres codes qui s'appliquent à l'Immeuble;

f) le Locataire reconnait que sa consommation électrique ne doit en aucune circonstance excéder la capacité des câbles, conduits ou installations desservant les Lieux loués; le Locataire ne doit pas installer ou ajouter de câblage électrique ou de l'équipement qui augmente la charge électrique des Lieux loués, sans obtenir au préalable l'autorisation écrite du Locateur. Si la consommation électrique du Locataire dépasse la consommation maximale incluse au Loyer de base, les surcoûts d'électricité seront à la charge du Locataire;

g) le Locataire s'engage à n'effectuer aucune modification, réparation, changement, peinture ou décoration des Lieux loués, sans avoir obtenu l'autorisation préalable par écrit du Locateur, laquelle ne peut être refusée sans motif raisonnable;

h) le Locataire doit payer promptement tous les matériaux fournis et tous les travaux exécutés par lui ou pour son compte à l'égard des Lieux loués, de manière à ce qu'aucune hypothèque légale ne soit publiée à l'encontre de l'Immeuble;

i) le Locataire ne doit pas faire quoi que ce soit qui aurait pour effet d'endommager le système de climatisation, ventilation et chauffage, le système électrique et le système de plomberie (incluant, les lavabos et les toilettes) et le Locataire devra aviser promptement par écrit le Locateur de tout accident ou tout défaut affectant le système de climatisation, ventilation et chauffage et le système de plomberie (incluant, les lavabos et les toilettes) ou le système électrique;

j) le Locataire ne doit rien apporter ou conserver dans les Lieux loués qui aurait pour effet de contrevenir aux lois et règlement en vigueur de toute autorité ayant compétence sur les Lieux loués ou sur le commerce qui y est exploité ni permettre que soit posé un tel geste;

k) le Locataire doit subir toutes les réparations urgentes, majeures ou autres, ainsi que toute modification, rénovation ou construction effectuée par le Locateur aux Lieux loués ou à l'Immeuble; le Locataire n'aura droit à aucune réduction, diminution ou compensation de loyer et une réduction ou modification des espaces communs ne sera pas interprétée comme ayant pour effet d'expulser le Locataire et ne constituera pas une violation par le Locateur de son engagement à fournir une jouissance paisible;

l) le Locataire doit se conformer sans délai, à ses propres frais, aux exigences gouvernementales et municipales en vigueur se rapportant à l'utilisation par le Locataire des Lieux loués, à l'exploitation d'un commerce dans les Lieux loués ou à la réalisation de travaux dans les Lieux loués;

m) le Locataire ne doit pas créer d'odeurs incommodantes ou du bruit excessif et ne pas exploiter son entreprise ou utiliser les Lieux loués, d'une manière qui pourrait nuire à la jouissance paisible de tout autre locataire de l'Immeuble;

n) le Locataire doit, suite à un avis de vingt-quatre (24) heures donné par le Locateur, permettre la visite des Lieux loués par tout locataire potentiel pendant les quatre-vingt-dix (90) jours précédant la fin du Bail; le Locataire doit, également, permettre la visite des Lieux loués par tout acheteur potentiel de l'Immeuble ou partie de l'Immeuble pendant la Durée du Bail;

o) le Locateur pourra adopter toute mesure qui, de son avis, est nécessaire pour une meilleure exploitation de l'Immeuble et telle mesure fera partie du Bail, dès qu'elle sera portée à l'attention du Locataire;

p) le Locataire reconnaît qu'il est interdit, en tout temps, de fumer dans les Lieux loués. Le Locataire reconnaît qu'il est strictement interdit de faire usage de cannabis sous toute forme, vapoter, de consommer toute drogue licite ou illicite dans ou à l'extérieur des Lieux loués. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces Lieux loués:

q) le Locataire reconnaît qu'il est interdit d'utiliser de façon illicite l'internet fourni par le Locateur.

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

r) le Locataire est responsable du paiement du service d'exterminateur mensuel requis pour la conformité de ses laboratoires ainsi que tout autres besoins similaires.

14. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Sans limiter la généralité des autres dispositions des présentes, le Locataire doit se conformer et faire en sorte que ses employés, mandataires, entrepreneurs et personnes dont il est responsable se conforment à l'ensemble des lois environnementales (y compris, sans limiter la généralité de ce qui précède, l'obtention de tout permis requis) se rapportant aux Lieux loués ou à leur utilisation par le Locataire ou ceux qui agissent sous son autorité ou contrôle et le Locataire ne doit pas utiliser les Lieux Loués ou permettre qu'ils soient utilisés, afin de fabriquer, d'entreposer, de produire ou de manipuler des substances dangereuses (au sens attribuée à cette expression dans la législation concernant l'environnement), sauf ce que le Locateur autorise par écrit à être amené sur les Lieux loués et dans le respect de toutes les lois environnementales.

Le Locataire doit, sans délai lorsqu'on le lui demande, enlever toutes les substances dangereuses non autorisées utilisées ou rejetées par le Locataire ou amenées sur les Lieux loués ou l'Immeuble par le Locataire ou ceux qui agissent sous son autorité ou contrôle et le Locataire doit aviser promptement le Locateur et toute autorité gouvernementale appropriée de tout rejet ou déversement sur les Lieux loués ou l'Immeuble.

15. RESPONSABILITÉ DU LOCATEUR

Le Locateur, incluant ses employés, préposés, mandataires ou représentants, ne pourra en aucune circonstance être tenu responsable de quelque dommage que pourrait subir le Locataire ou toute autre personne dont la réclamation procède par l'entremise du Locataire, pour tout dommage ou blessure, de quelque nature que ce soit, résultant ou en lien avec les biens qui sont sous le contrôle ou en la possession du Locataire ou de tout geste ou faute de toute personne. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locateur ne sera pas responsable ni n'aura quelque obligation que ce soit à l'égard du défaut, de l'interruption ou de la cessation de fourniture d'un service public (excluant tout service fourni par le Locateur) dans les Lieux loués ou l'Immeuble, peu importe qui est responsable de la fourniture d'un tel service.

Le Locataire s'engage à tenir le Locateur indemne de tout dommage, de quelque nature que ce soit, de toute réclamation, de tout jugement, y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toute action intentée contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. De plus, le Locataire se tiendra responsable de tout dommage qu'il pourra causer aux Lieux loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux.

16. ASSURANCES

Le Locataire s'engage à souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, en nommant **le Locateur, à titre de co-assuré,** une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que le Locataire peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la Location, de l'occupation ou de l'usage des Lieux loués, accordant une protection pour une somme minimale de deux millions de dollars **(2 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locateur. Cette police d'assurance doit contenir un avenant indiquant qu'elle n'est ni annulable ni modifiable, sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur, avant la prise de possession des Lieux loués par le Locataire.

Le Locateur déclare qu'il s'auto-assure et, en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.

17. DOMMAGE ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Immeuble ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, les règles suivantes s'appliqueront :

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

Destruction partielle : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours de tels dommages, de la durée des travaux de réparation et, si applicable, des modalités de relocalisation du Locataire.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le Loyer de base sera alors réduit et réparti, selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur devra, si des locaux dans l'Immeuble sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le Loyer de base sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Immeuble, alors le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

Destruction totale : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décidé de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit, le plus tôt possible, mais au plus tard dans les soixante (60) jours de tels dommages ou destruction et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel

événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer le Loyer de base que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du Loyer de base pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra, entre-temps, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le Loyer de base sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

Le loyer de base sera de nouveau exigible à partir du moment où le Locateur aura complété les travaux de réparation des Lieux Loués.

Résiliation : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer le Loyer de base que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

18. CAS DE DÉFAUT

Lorsque:

a) le Locataire fait défaut de payer le Loyer de base ou toute autre somme due au Locateur en vertu du Bail et ne corrige pas son défaut dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date d'échéance du paiement;

b) le Locataire fait défaut de respecter toute autre obligation à laquelle il est assujetti en vertu du Bail et ne corrige pas son défaut dans les cinq (5) jours ouvrables suivant un avis écrit du Locateur ou dans le délai moindre indiqué par le Locateur dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

c) le Locataire fait faillite, dépose une proposition concordataire, fait autrement cession de ses biens, débute des procédures en vue de liquider ses actifs ou bénéficie ou est autrement assujetti aux lois en matière de faillite;

d) toute police d'assurance émise en faveur du Locateur est annulée ou modifiée en raison des agissements ou activités du Locataire ou en raison de tout acte ou omission du Locataire;

alors, le Locataire sera réputé en défaut par le seul écoulement du temps et le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut, à moins que le Locataire ait commencé à remédier avec diligence à ce défaut auquel il ne peut être remédié raisonnablement dans les délais exigés. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Locateur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

Nonobstant ce qui précède, le Locateur aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Locataire, de résilier le Bail. Si le Locateur se prévaut de son droit de résilier le Bail, le Locataire s'engage à payer au Locateur toutes les sommes dues en vertu du Bail, ainsi que les honoraires et débours extrajudiciaires encourus par le Locateur pour le recouvrement de ces sommes et la mise à exécution de ses droits en vertu du Bail.

19. RELOCALISATION DES LIEUX LOUÉS - OMIS INTENTIONNELLEMENT

20. IDENTIFICATION

Le Locateur devra installer et maintenir une identification du nom d'entreprise du Locataire sur l'enseigne lumineuse extérieure de l'immeuble, de même que d'afficher le nom du Locataire sur le tableau d'identification situés à la réception de l'Immeuble. Aucune autre affiche ou enseigne ni aucune publicité ne pourra être installée à l'extérieur des Lieux loués.

21. AVIS

Tout avis d'une partie à l'autre est fait par écrit. Il est remis à l'autre partie en mains propres ou lui est transmis par courrier recommandé ou par courriel, à l'adresse suivante :

Pour le Locateur : **Ville de Montréal**
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations, 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec H2Y 3Y8
Par e-mail : robin.bouffard2@montreal.ca

Pour le Locataire : **SoundBite medical Solutions Inc.**
108-2300 Afred Nobel, Montréal, H4S 2A4
À l'attention de Klaus Kepper
Par e-mail : Klaus.Kepper@soundbitemedical.com

L'adresse ci-haut mentionnée d'une Partie peut être modifiée par avis donné par cette Partie à l'autre conformément au présent article. Tout tel avis est réputé avoir été donné le jour où il est livré et, si envoyé par courriel, le premier jour ouvrable suivant la date de sa transmission.

22. EN CAS D'URGENCE

En cas d'urgence en dehors des heures normales d'affaires, le Locataire devra communiquer avec le **514-872-1234** ou le **514-872-3017**.

23. DISTRICT JUDICIAIRE COMPÉTENT

Les Parties conviennent que toute action en justice découlant du Bail doit être instituée dans le district judiciaire de Montréal. Le Bail est régi par les lois en vigueur dans la province de Québec.

24. ENTENTE COMPLÈTE

Le Bail constitue l'entente complète entre les Parties et remplace toute autre entente entre les Parties, ainsi que toute promesse, engagement ou représentation faite par une Partie à l'autre avant la signature du Bail. Le Bail ne peut être modifié que par une entente écrite signée par les représentants dûment autorisés de chacune des Parties.

Le Bail est rédigé en langue française, conformément aux exigences de la Charte de la Ville et de la Charte de la langue française.

25. AUCUNE RENONCIATION

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

La renonciation par le Locateur à invoquer le défaut du Locataire de se conformer à une obligation découlant du Bail ne peut être interprétée comme une renonciation du Locateur à quelque autre défaut du Locataire en vertu du Bail.

L'encaissement par le Locateur d'un paiement effectué par le Locataire en exécution d'une obligation prévue au Bail ne peut être interprété comme une renonciation par le Locateur à ses droits et recours découlant de quelque défaut du Locataire en vertu du Bail.

26. SUCCESSEURS ET AYANTS DROIT

Le Bail lie chacune des Parties, ainsi que leurs successeurs, légataires et ayants droit.

27. DÉFAUT

Le seul écoulement du temps pour l'exécution d'une obligation prévue aux présentes par une partie aura pour effet de mettre cette partie en défaut conformément aux dispositions des articles 1594 à 1600 du *Code civil du Québec*.

28. RÉSILIATION – OMIS INTENTIONNELLEMENT

29. RÈGLEMENTS

Le Locataire devra se conformer aux règlements des Centres d'affaires. Le Locateur pourra changer ces règles de temps à autre et en avisera le Locataire.

Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), (Annexe C).

30. DÉPÔT DE GARANTIE

Le Locateur conserve en tout temps, un dépôt de garantie équivalent à un mois de loyer. Le Locataire a déjà payé un montant de **CINQUANTE DEUX MILLE TRENTE-DEUX DOLLARS (52 032,00 $)** à titre de dépôt de garantie. Le Locateur pourra remettre au Locataire la partie du dépôt qui excède un mois de Loyer plus les taxes.

31. CONFIDENTIALITÉ

Le Locataire s'engage à ne pas divulguer les conditions particulières de ce bail avec les locataires des immeubles des Centres d'affaires du Technoparc et toutes autres personnes ou entreprises ayant intérêt à connaitre ces informations dans le cadre de négociations pour des espaces dans les Centres d'affaires du Technoparc de Montréal.

32. DROIT DE PREMIER REFUS

Le Locateur accorde au Locataire un droit de premier refus pour les espaces du local 132. Suivant la réception d'une offre de location pour le local 132, le Locateur devra permettre au Locataire dans un délai de dix (10) jours calendrier, d'exercer son droit. S'il accepte, le Locataire devra louer par amendement au Bail le local 132, au même taux au pied carré que les Lieux loués ou bien au prix de l'offre de location du tiers si le taux est moins élevé.

33. MOBILIERS

Le Locateur libère le Locataire de toute obligation à l'égard des mobiliers installés dans les espaces libérés (local 132). Le Locateur deviendra propriétaire des di mobiliers à la signature du Bail. Le Locateur pourra utiliser les mobiliers en place pour d'autres ententes de location. Cependant si le Locataire décide en cours de Bail de louer le local 132, il pourra utiliser les mobiliers.

34. RENOUVELLEMENT

Le Locataire ne dispose d'aucune option de renouvellement. Un nouveau Bail devra être négocié par les Parties.

35. ALLOCATIONS

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

Le Locataire bénéficie d'une allocation pour trois (3) mois de loyer gratuits pour les mois de juin, juillet et août 2022.

Le Locataire pourra utiliser les salles de réunion selon ses besoins sans frais.

Le Locataires pourra utiliser certains postes de travail du local 132 de façon temporaire si cet espace n'est pas loué à d'autres. Le Locataire devra libérer ces postes de travail à la demande du Locateur, suivant un délai raisonnable.

36. STATIONNEMENT

Le Locataire peut utiliser gratuitement le stationnement situé à l'arrière de l'Immeuble en commun avec les autres locataires de l'Immeuble sur la base du premier arrivé, premier servi. Les espaces de stationnement sur le devant de l'Immeuble sont réservés aux visiteurs seulement. Le tout sujet à toute politique ou règlementation du Locateur;

EN FOI DE QUOI, le Locateur a signé le Bail à Montréal, le ___e jour de _____2022.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par: Yves Saindon, greffier

EN FOI DE QUOI, le Locataire a signé le Bail à_____, le ___e jour de _____2022.

SOUNDBITE MEDICAL SOLUTIONS INC.

DocuSigned by:
_____
ABCE6A844BC740C...

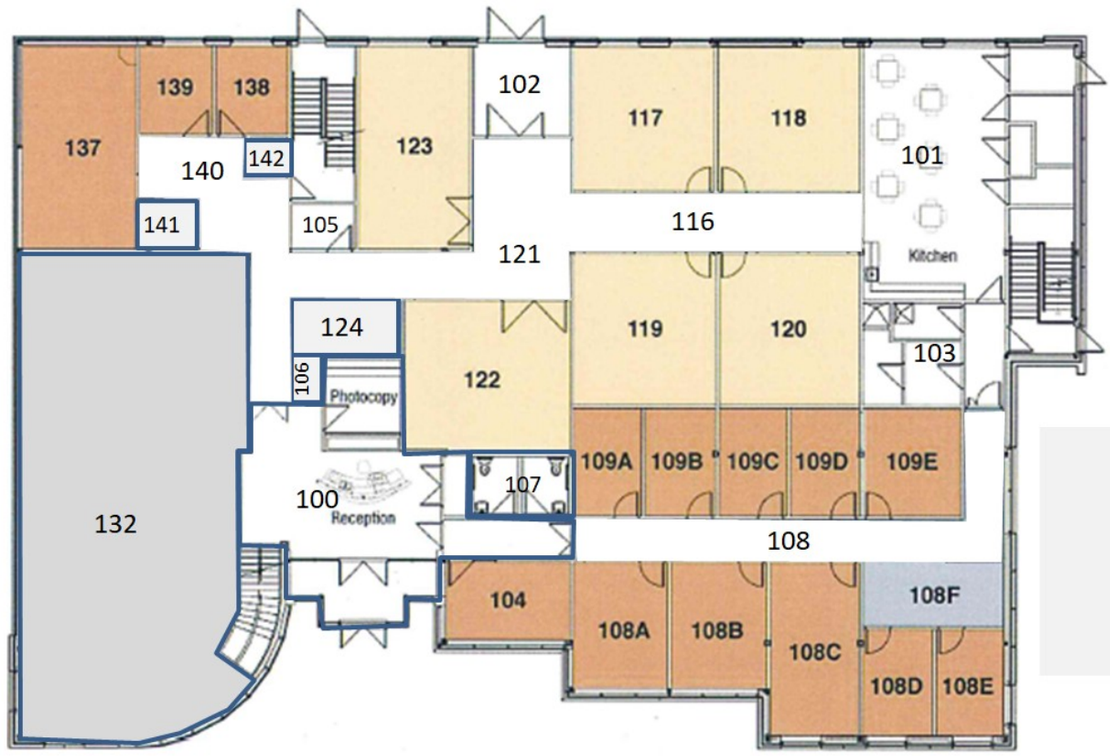
Par: Lori Chimura, présidente

ANNEXE A

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

Plan et emplacement des Lieux loués.



Les Lieux loués inclus les locaux suivant pour une superficie de 4 082 pieds carrés :

Les bureaux : 104, 108A, 108B, 108C,108D,108 E, 108F, 109A, 109B, 109C, 109D, 109E, 137, 138, 139

Les laboratoires : 117, 118, 119, 120, 122 et 123

Les espaces communs et de circulation sont : 100, 101, 102, 107, 108, 116, 121, 140, 141

Les espaces techniques exclus sont : 103, 105, 106, 124 et 142

La Superficie de 2 562 pieds carrés inclus :

Les bureaux : 108D, 108E, 108F, 109D, 109E

Les laboratoires : 117, 118, 119, 120, 122 et 123

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

ANNEXE B

Équipements et services inclus dans le Loyer de base :

- Service de réceptionniste;
- Salles de réunion;
- Cafétéria;
- Usage de l'adresse postale et d'un numéro de fax;
- Réception et distribution du courrier et livraisons;
- Nettoyage et entretien ménager;
- Chauffage, climatisation et électricité;
- Salle de serveur;
- Accès Internet illimité;
- Téléphonie IP, boîte vocale, appels locaux illimités

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

ANNEXE D

Règlement sur la gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter un règlement sur la gestion contractuelle.

Ce règlement s'applique à tout contrat, y compris à un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

Ce règlement doit notamment prévoir:

1° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

2° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

3° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

5° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

6° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat;

7° des mesures pour favoriser la rotation des éventuels cocontractants à l'égard des contrats qui comportent une dépense de 25 000 $ ou plus mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 et qui peuvent être passés de gré à gré en vertu de règles adoptées en application du quatrième alinéa.

Ce règlement peut prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique en vertu de l'article 573. Ces règles peuvent varier selon des catégories de contrats déterminées. Lorsque de telles règles sont en vigueur, l'article 573.1 ne s'applique pas à ces contrats.

Ce règlement de même que tout autre règlement portant sur la gestion contractuelle, notamment tout règlement déléguant le pouvoir de faire une dépense ou de passer un contrat au nom de la municipalité, doivent en tout temps être publiés sur le site Internet où la municipalité publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption d'un règlement en vertu du présent article, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Au moins une fois l'an, la municipalité dépose, lors d'une séance du conseil, un rapport concernant l'application de ce règlement.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans ce règlement, dans le cas d'un contrat dont le processus de passation a commencé après la date à compter de laquelle la mesure y est prévue.

Locateur	Locataire
	DS

DocuSign Envelope ID: 70A10672-68D9-4D3B-8076-7149940E5D18

RÉSUMÉ

Objet du Bail :	Location des bureaux et laboratoires pour une superficie variant de 2 562 pi ca à 4 082 pi ca.
Début du Bail :	1er juin 2022
Fin du Bail :	31 mai 2024
Loyer de base mensuel :	Du 1er juin au 31 décembre 2022 : 9 161,10 $ Du 1er janvier 2023 au 31 mai 2024 : 14 596,55 $ excluant les taxes
Loyer pour service additionnel mensuel :	N/A
Enseigne extérieure :	Le nom d'entreprise du Locataire sur l'enseigne lumineuse extérieure de l'immeuble, de même que d'afficher le nom du Locataire sur le tableau d'identification
Tarif :	N/A
Dépôt de garantie :	Le locateur a déjà en dépôt 52 032,00 $
Usage des lieux :	Bureaux et laboratoire
Cession et sous-location :	Le Bail ne peut être cédé et les Lieux loués ne peuvent être sous-loués ou occupés par un tiers, sans l'autorisation préalable du Locateur, laquelle ne peut être refusée ou retardée sans motif raisonnable
Autres charges :	N/A
Allocations	3 mois gratuits (juin-juillet-août 2022) Salles de réunion sans frais Utilisation temporaire de postes de travail du local 132
Options	Droit de premier refus pour le local 132
Emplacement des Lieux loués :	2300 Alfred-Nobel, Montréal, Province de Québec, H4S 2A4

Locateur	Locataire
	DS

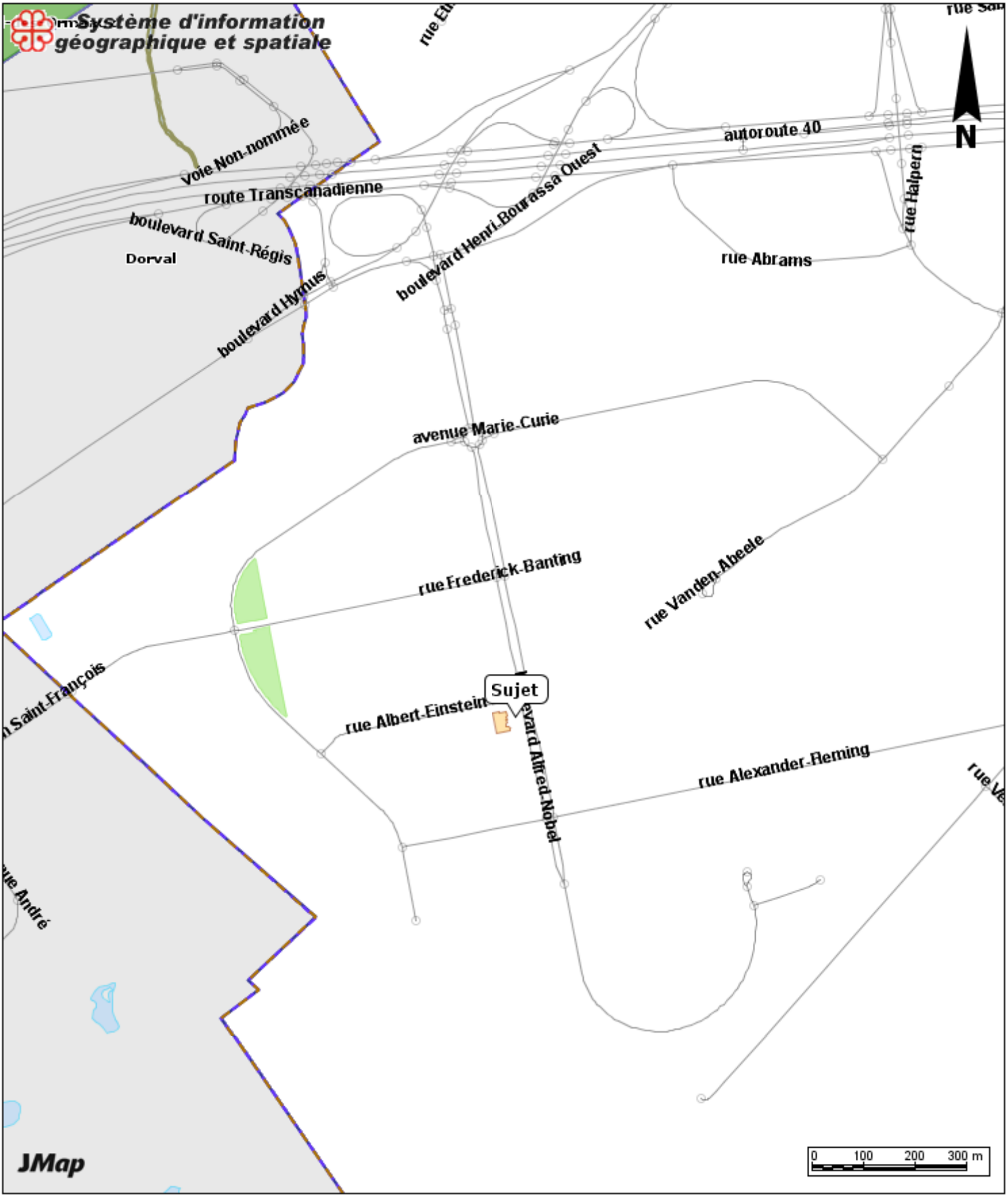


2300 boul. Alfred Nobel

Date: 20-08-31 12:35

Échelle 1:750

Producteur: GUILLEMETTE, JULIE



2300 boul. Alfred Nobel

Date: 20-08-31 12:41

Échelle 1:10000

Producteur: GUILLEMETTE, JULIE

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : ***1228933001***
Unité administrative responsable : ***180204000000***
Projet : ***Location d'espaces de bureaux à LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S.O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S.O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228933001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à LES SOLUTIONS MÉDICALES SOUNDBITE INC., des bureaux, situés au 2300, rue Alfred-Nobel, d'une superficie totale de 379 mètres carrés (4 082 pieds carrés), pour un terme de deux (2) ans, à compter du 1er juin 2022 jusqu'au 31 mai 2024, à des fins de bureaux et de laboratoires, moyennant un loyer total de 284 785,75 $, excluant les taxes. Bâtiment 1750.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Comptabiliser les revenus tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1228933001- Ville loue à Soundbite Medical Solutions inc 2300 Alfred-Nobel.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.040

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225941004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, d'une superficie de 306 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 963 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses. Ouvrage #6633

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec d'une superficie de 306 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 963 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail,

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépenses sera entièrement assumée par l'agglomération

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 09:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225941004**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, d'une superficie de 306 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 963 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses. Ouvrage #6633

CONTENU

CONTEXTE

Le ponceau Maurice-Duplessis (ci-après le Ponceau) a été construit en 1965 et traverse le boulevard du même nom. D'un côté se trouve le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (Cégep) et de l'autre se trouve le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord- de l'Île-de-Montréal (CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal). Ce Ponceau permet le passage du ruisseau De Montigny sous le boulevard Maurice-Duplessis. Il est localisé dans l'écoterritoire de la Coulée verte du ruisseau De Montigny et à la limite du parc-nature du ruisseau De Montigny.

Le Ponceau est de type arqué en acier, avec des murs de soutènement en béton armé. Selon une récente inspection, la voûte du Ponceau comporte des zones de corrosion de niveau moyen à très important. Considérant l'âge du Ponceau et les dommages observés lors des dernières inspections, la Ville de Montréal (Ville) prévoit le remplacer. Un contrat à cet effet au montant de près de 7,5 M$ a été approuvé par la Ville. Les portions des conduites d'eau et d'égout situées sous le Ponceau seront également remplacées. L'une des conduites est de catégorie principale et sert donc à desservir l'agglomération. Aussi, la Ville souhaite profiter de la réfection du Ponceau pour aménager un passage faunique, afin de favoriser la connectivité écologique dans le parc-nature.

Un bail est requis pour régulariser l'occupation à long terme (40 ans) d'une partie de l'emprise du Ponceau tant du côté du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal que du côté du Cégep et à court terme (2 ans), pour l'aire de chantier temporaire qui est nécessaire pendant les

travaux. Le présent dossier porte sur le bail qui concerne le Cégep. Un bail semblable à celui ici proposé est prévu avec CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal suivant le sommaire décisionnel 1225941005 soumis aux autorités municipales concurremment avec le présent dossier. Ce dossier est présenté avec retard en raison de négociations plus longues que prévu avec le Cégep.

Le service requérant dans ce dossier est le Service de l'urbanisme et de la mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0060 (27 janvier 2022) Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis au-dessus du ruisseau De Montigny (projet 18-14) dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 7 460 760,73 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447810 (7 soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel propose la conclusion d'un bail entre le Cégep comme locateur et la Ville comme locataire en lien avec le projet de reconstruction du Ponceau. Les lieux loués sont composés de deux (2) parcelles du lot 3 936 657 du cadastre du Québec: une parcelle de 306 m² pour la portion long terme du bail (40 ans) et une autre de 963 m² pour la portion court terme du bail (2 ans) (aire de chantier).
Tous les frais relatifs à l'aménagement, l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des lieux loués sont à la charge de la Ville. La Ville prend charge de toutes les taxes municipales et scolaires attribuables à son occupation. Le bail comporte également une option en faveur de la Ville lui permettant de renouveler le bail pour une durée de 35 ans à son échéance initiale de quarante (40) ans. Le bail comporte une clause de résiliation avant terme en faveur du Cégep applicable en cas de croissance des activités d'enseignement, pour une portion de lieux loués qui ne nuit pas au Ponceau.

JUSTIFICATION

Ce bail proposé avec le Cégep et l'autre bail à conclure avec le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal sont une suite logique au contrat de reconstruction du Ponceau et sont essentiels à son maintien.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le bail prévoit un loyer symbolique de 100 $/année, pour un loyer total de 4 000 $ avant les taxes (4 599 $ taxes incluses), La valeur locative est conforme à l'avis obtenu auprès de la division des analyses immobilières. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

	Loyer annuel pendant la période	Période du 1er mars au 31 déc. 2022	Années 2023 à 2041: total	Année 2042 Période du 1er janv au 28 fév	Total
Loyer	100,00 $	83,33 $	3 900,00 $	16,67 $	4 000,00 $
TPS (5%)	5,00 $	4,17 $	195,00 $	0,83 $	200,00 $
TVQ (9,975%)	9,98 $	8,31 $	389,03 $	1,66 $	399,00 $

Total avec taxes	114,98 $	95,81 $	4 484,03 $	19,17 $	4 599,00 $
Ristourne TPS (5%)	(5,00) $	(4,17) $	(195,00) $	(0,83) $	(200,00) $
Ristourne TVQ (50 %)	(4,99) $	(4,16) $	(194,51) $	(0,83) $	(199,50) $
Loyer Total	104,99 $	87,49 $	4 094,51 $	17,50 $	4 199,50 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. La grille d'analyse est présentée en pièce jointe.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un bail portant sur une superficie de terrain pour les fins d'un ponceau**.**

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à la location proposée mettrait en péril le projet de reconstruction du Ponceau tel qu'approuvé par la Ville en janvier 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVD-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022: Approbation du dossier par les autorités municipales.
Juin 2022: Début des travaux de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

David BOISSINOT, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

David BOISSINOT, 13 avril 2022
Dany BARBEAU, 13 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-831-1344
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-22

BAIL (6633-001)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003),

Ci-après nommée le « **Locataire** »

ET :

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN, personne morale constituée en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (RLRQ, C. C-29) ayant son siège au 7000 rue Marie-Victorin à Montréal, province de Québec, H1G 2J6, agissant et représentée par M. Sylvain Mainville, directeur général, et M. Martin Deslauriers, directeur du développement institutionnel, des partenariats stratégiques et de la Fondation dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le Locataire entend procéder au remplacement du ponceau Maurice-Duplessis (ci-après nommé le « Ponceau ») qui traverse le boulevard Maurice-Duplessis à la hauteur de la propriété du Locateur

ATTENDU qu'à cette fin, le locataire souhaite louer du Locateur deux (2) parcelles de terrain dont l'une est de courte durée (aire de chantier) et l'autre est de longue durée (construction et maintien).

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant :

Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 306 m², le tout tel que montré comme parcelle D sur le plan joint aux présentes comme Annexe « A »

Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 963 m², le tout tel que montré comme parcelle B sur le plan joint aux présentes comme Annexe « A »

Initiales	
Locateur	Locataire
MD	

(ci-après nommé les « **Lieux Loués** »).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

3. DURÉE

a) Pour la parcelle D ci-dessus décrite, ce bail est consenti pour un terme de quarante (40) ans commençant le premier (1er) mars 2022 et se terminant le 28 février 2062 sans autre avis. Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour cette parcelle D pour un terme additionnel de trente-cinq (35) ans, aux mêmes termes et conditions et loyer. Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option, sera nulle et non avenue.

b) Pour la parcelle B ci-dessus décrite, ce bail est consenti pour un terme de deux (2) ans commençant le premier (1er) mars 2022 et se terminant le 29 février 2024, sans autre avis.

c) Advenant une croissance des activités d'enseignement du Locateur nécessitant la reprise des Lieux Loués pour la construction d'un immeuble à des fins d'enseignement, ce bail pourra être résilié avant terme par le Locateur à l'égard de la parcelle D sur préavis écrit transmis au Locataire d'au moins cent quatre-vingt (180) jours, à l'exception de la parcelle E d'une superficie de 87 m.c. montrée au plan joint aux présentes comme Annexe « A » qui fait partie et qui est essentielle au maintien du Ponceau, lequel ne peut être déplacé ou remplacé et qui doit être maintenue pendant toute la durée du bail comme ouvrage public, y compris s'il y a lieu pendant la durée du renouvellement.

4. LOYER

Ce bail est consenti pour un loyer annuel de cent dollars (100$) payable d'avance, le 1er jour du mois de mars de chaque année. Au loyer payable s'ajoutent la TPS et la TVQ.

5. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes grevant les Lieux Loués.

b) Le Locataire devra à l'échéance du bail concernant la parcelle B ci-dessus décrite enlever et démanteler à ses frais toutes ses installations et remettre la parcelle B en état suivant le document ci-joint comme Annexe « B ».

Initiales	
Locateur	Locataire
MD	

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les « Agents »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent touts les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert de toute réclamation ou de toute demande judiciaire découlant du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Le Locataire sera responsable d'effectuer à ses frais l'entretien, la réparation et le remplacement du Ponceau et l'entretien des Lieux Loués.

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommages

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, toutes dépenses ou tous dommages aux Lieux Loués causés par le Locataire ou ses Agents, occasionnés par son occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire déclare être auto-assuré.

j) Le Locataire devra assumer le paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents,

Initiales	
Locateur	Locataire
MD	

pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire n'utilisera la parcelle D ci-dessus décrite qu'à des fins de construction, de maintien et d'entretien et de réparation du Ponceau et n'utilisera la parcelle B ci-dessus décrite qu'à des fins d'aire de chantier temporaire pour la construction du Ponceau.

l) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

m) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables.

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

a) Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

b) Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

c) Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

d) Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

e) Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Initiales	
Locateur	Locataire
MD	

8. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

9. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

10. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

Locateur : VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8

Locataire : COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN,
7000 rue Marie-Victorin
Montréal, Québec
H1G 2J6,

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être remis de la main à la main ou signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise ou de sa signification.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

11. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

Initiales	
Locateur	Locataire
MD	

12. AUTRES DISPOSITIONS

a) Le Locataire a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locateur déclare en avoir pris connaissance.

b) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

c) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

d) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

e) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

f) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

g) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

h) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

13. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le LOCATEUR et la LOCATAIRE déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 7 000 rue Marie-Victorin à Montréal, province de Québec, H1G 2J6 ;

d) l'adresse du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame est, Montréal (Québec) H2Y 1B5;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

Initiales	
Locateur	Locataire
MD	

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : VINGT DOLLARS (20,00 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2022.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Domenico Zambito, greffier-adjoint

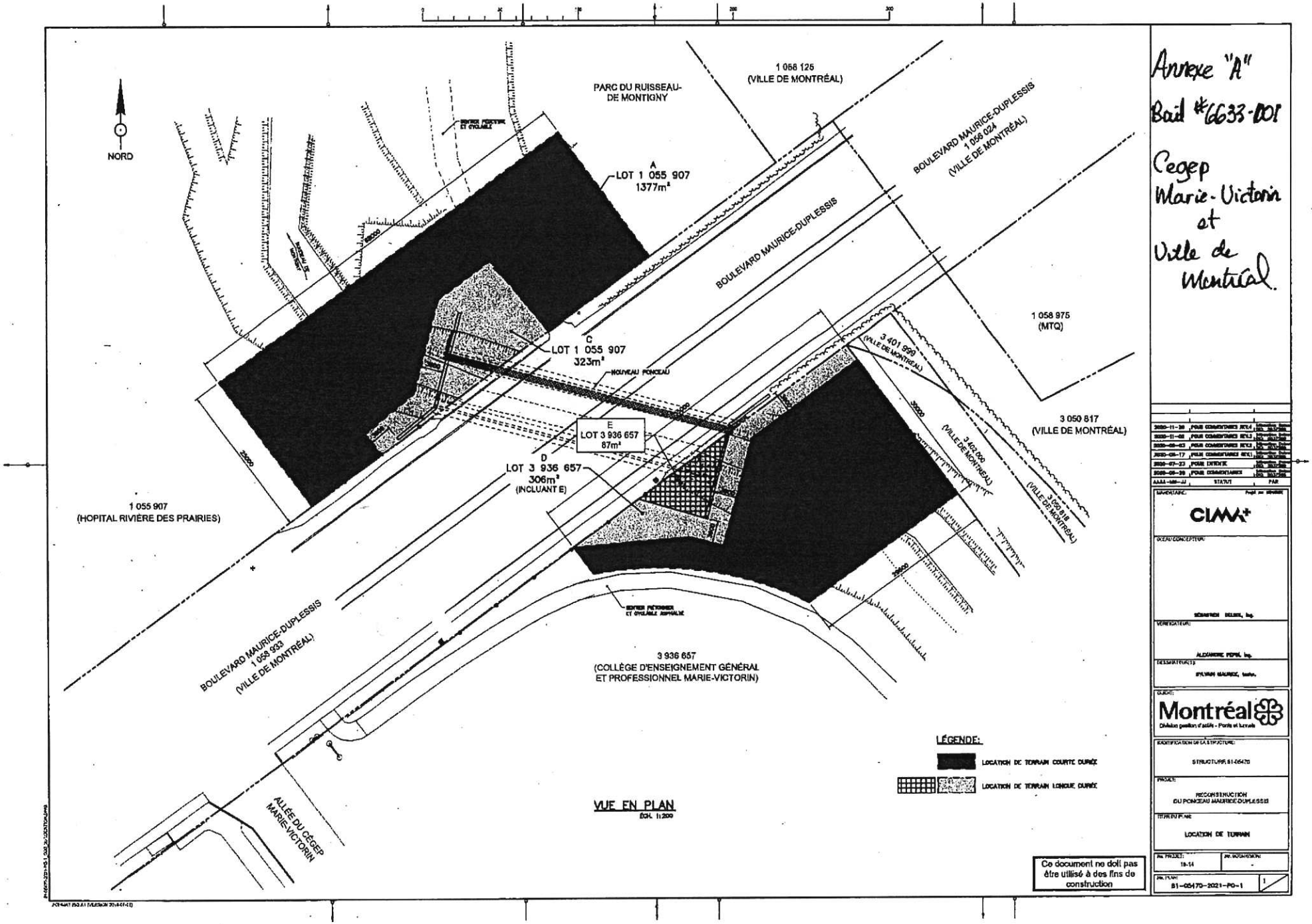
Le 21 ème jour du mois de avril 2022.

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL MARIE-VICTORIN,

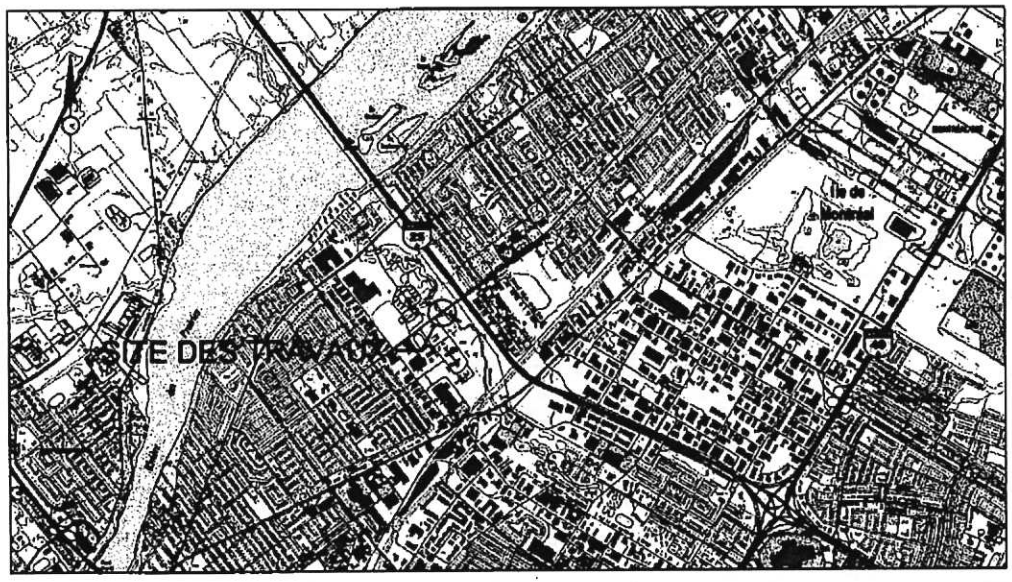
_____
Par : M. Sylvain Mainville, directeur général

Martin Deslauriers
_____
Par : M. Martin Deslauriers, directeur du développement institutionnel, des partenariats stratégiques et de la Fondation

Initiales	
Locateur	Locataire
MDM	



Annexe "A"
Bail #6633-001
Cegep Marie-Victorin et Ville de Montréal.



18-14 RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS AU-DESSUS DU RUISSEAU DE MONTIGNY (81-05470)

STRUCTURE

Montréal

Division gestion stratégique des actifs
Section ponts et tunnels

TABLE DES MATIÈRES

FEUILLET	DESCRIPTION
1 –	LOCALISATION ET DESCRIPTION GÉNÉRALE
2 –	STRUCTURE – PLAN D'ENSEMBLE DE L'EXISTANT ET DÉMOLITION
3 –	STRUCTURE – PLAN D'ENSEMBLE PROJETÉ
4 –	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – DIMENSIONS 1 DE 2
5 –	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – DIMENSIONS 2 DE 2
6 –	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – ARMATURE 1 DE 2
7 –	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – ARMATURE 2 DE 2
8 –	STRUCTURE – PASSAGE FAUNIQUE
9 –	STRUCTURE – GLISSIÈRE 2100 1 DE 2
10 –	STRUCTURE – GLISSIÈRE 2100 2 DE 2
11 –	VOIRIE – GÉOMÉTRIE, CONSTRUCTION ET COUPE
12 –	ENVIRONNEMENT – ABATTAGE
13 –	ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES COULEUVRES À STATUT PARTICULIER
14 –	ENVIRONNEMENT – REMISE EN ÉTAT

TOTAL DE FEUILLETS: 14

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction

Annexe "B"
Bail 6633-101
Cegep Marie-Victorin
et
Ville de Montréal

CIMA+

Montréal
Division gestion stratégique des actifs
Section ponts et tunnels

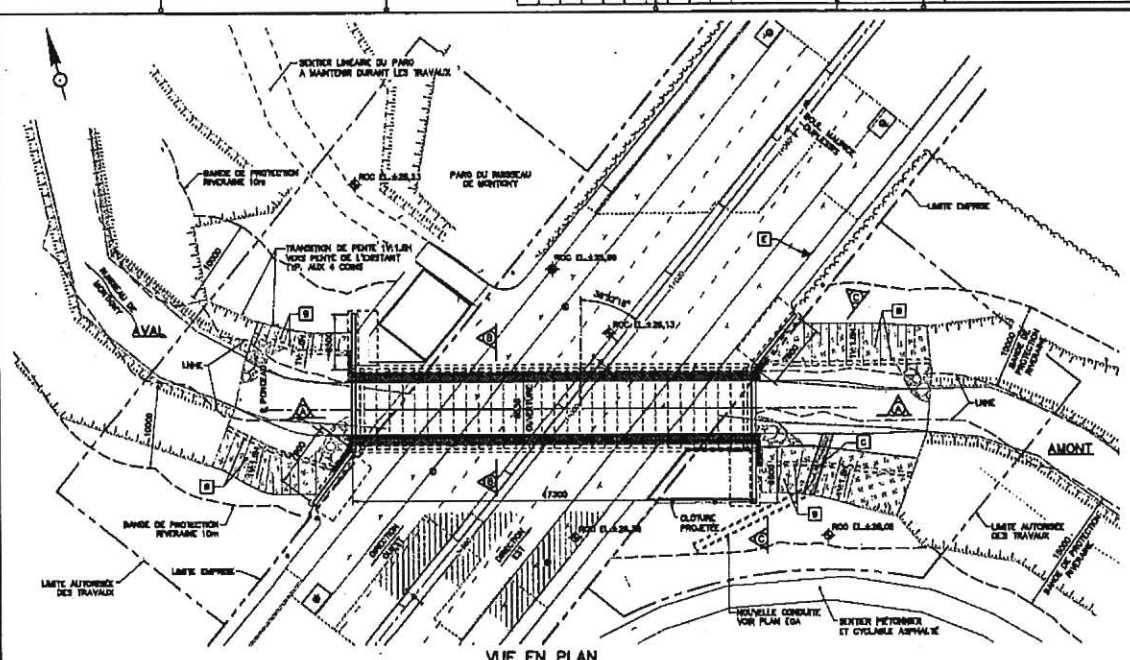
DÉSIGNATION DE LA STRUCTURE
STRUCTURE 81-05470

PROJET
RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS

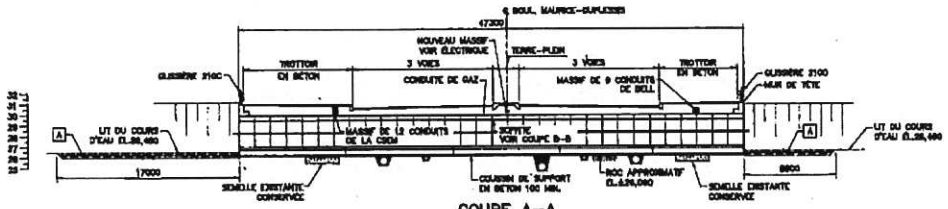
TITRE DU PLAN
LOCALISATION ET DESCRIPTION GÉNÉRALE

No. PROJET 18-14 | No. SOUMISSION 447890

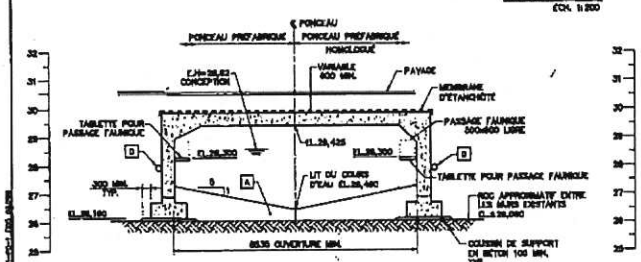
No. PLAN 81-05470-2021-PO-1 | 1



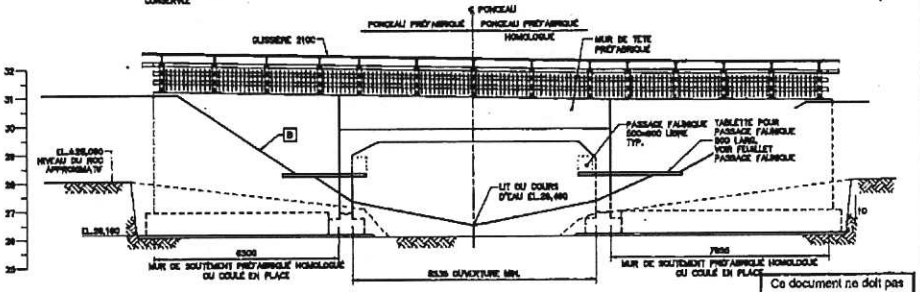
VUE EN PLAN
ÉCH. 1:250



COUPE A-A
ÉCH. 1:200



COUPE B-B
ÉCH. 1:75



ÉLÉVATION C-C
ÉCH. 1:75

TABLEAU DES PONCEAUX PRÉFABRIQUÉS (HOMOLOGUÉS)				
OPTIONS	DESCRIPTION DU PONCEAU	PORTÉE "S" MINIMALE	SECTION D'ÉCOULEMENT MINIMALE (1)	SORTIE
1	CON/SPAN	8535 mm	14,8 m²	29,62
2	CPT-CADRE			29,425

(1) LA SECTION D'ÉCOULEMENT EST DÉTERMINÉE ENTRE LE NIVEAU DES EAUX DE CONCEPTION ET LE NIVEAU DU LIT DU COURS D'EAU

TABLEAU DES MURS DE SOUTÈNEMENT PRÉFABRIQUÉS (HOMOLOGUÉS)		
OPTIONS	NOM COMMERCIAL	DESCRIPTION DU MUR
1	EBAL	MUR EN PORTE-À-FAUX EN BÉTON ARMÉ
2	CON/SPAN	MUR EN PORTE-À-FAUX EN BÉTON ARMÉ

ÉLÉVATIONS DES NIVEAUX D'EAU				
PÉRIODE DE RETOUR (années)	2	25	50 CONCEPTION	100
ÉLÉVATION DU NIVEAU D'EAU (m)	38,03	38,30	38,62	38,72

LES ÉLÉVATIONS D'EAU DE CE TABLEAU CORRESPONDENT À L'ÉCOULEMENT NORMAL LORSQUE L'OUVRAGE SERA EN SERVICE. LA PRÉSENCE D'OUVRAGES TEMPORAIRES TELS QUE DIGUES, BATARDEAUX, D'AMÉNAGEMENTS, ETC., PEUT CAUSER UN REHAUSSEMENT DE CES ÉLÉVATIONS QU'IL FAUT ÉVALUER LE CAS ÉCHÉANT.

* SELON ÉTUDE HYDRAULIQUE PRÉPARÉE PAR CIMA+ ET DATÉE DU 2 JUILLET 2019.

CARACTÉRISTIQUES DU BÉTON		
PARTIES DE L'OUVRAGE	RÉSISTANCE f'c 28 JOURS-MPa	TYPE DE BÉTON
COUSSIN DE SUPPORT BÉTON	35	V OU V-S
ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS	35	V-F, V-S, XV-C OU XVS-F
MURS DE SOUTÈNEMENT COULÉS EN PLACE	30	V-S OU XVS

NOTES

-LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.

-LES CHAINAGES, LES COORDONNÉES ET LES ÉLÉVATIONS SONT EN MÈTRES.

-LA LOCALISATION DES SERVICES PUBLICS EST APPROXIMATIVE.

-LES DIMENSIONS DES ÉLÉMENTS HOMOLOGUÉS (PONCEAUX, BOMBILLES, MURS DE TÊTE ET DE SOUTÈNEMENTS) SONT MONTRÉS À TITRE INDICATIF SEULEMENT, LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE AJUSTÉES ET COORDONNÉES AVEC LE FOURNISSEUR DU PONCEAU ET DES MURS HOMOLOGUÉS.

-CAPACITÉ DU SOL SUR ROC FRACTURÉ DE MAUVAISE QUALITÉ : 1500 kPa (ELU).

NORME CAN/CSA-S6-19

SURCHARGE : CL-625

LÉGENDE

- A — REVÊTEMENT DE PROTECTION - CALIBRE 200-300
- B — REVÊTEMENT DE PROTECTION AVEC PASSAGE FAUNIQUE VOIR FEUILLET ROMISE EN ÉTAT
- D — REVÊTEMENT DE PROTECTION SORTIE TRA VOIR FEUILLET ROMISE EN ÉTAT
- D — DRAIN Ø200
- E — REPÈRE GÉODÉSIQUE À PROTÉGER OU NOUVEAU REPÈRE (LOCALISATION À DÉTERMINER)
- FORAGE
- PASSAGE FAUNIQUE

2021-05-20	POUR SOUMISSION	
AAAA-MM-JJ	ÉTAPE	PAR

CIMA+

Montréal

IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE
STRUCTURE 61-05470

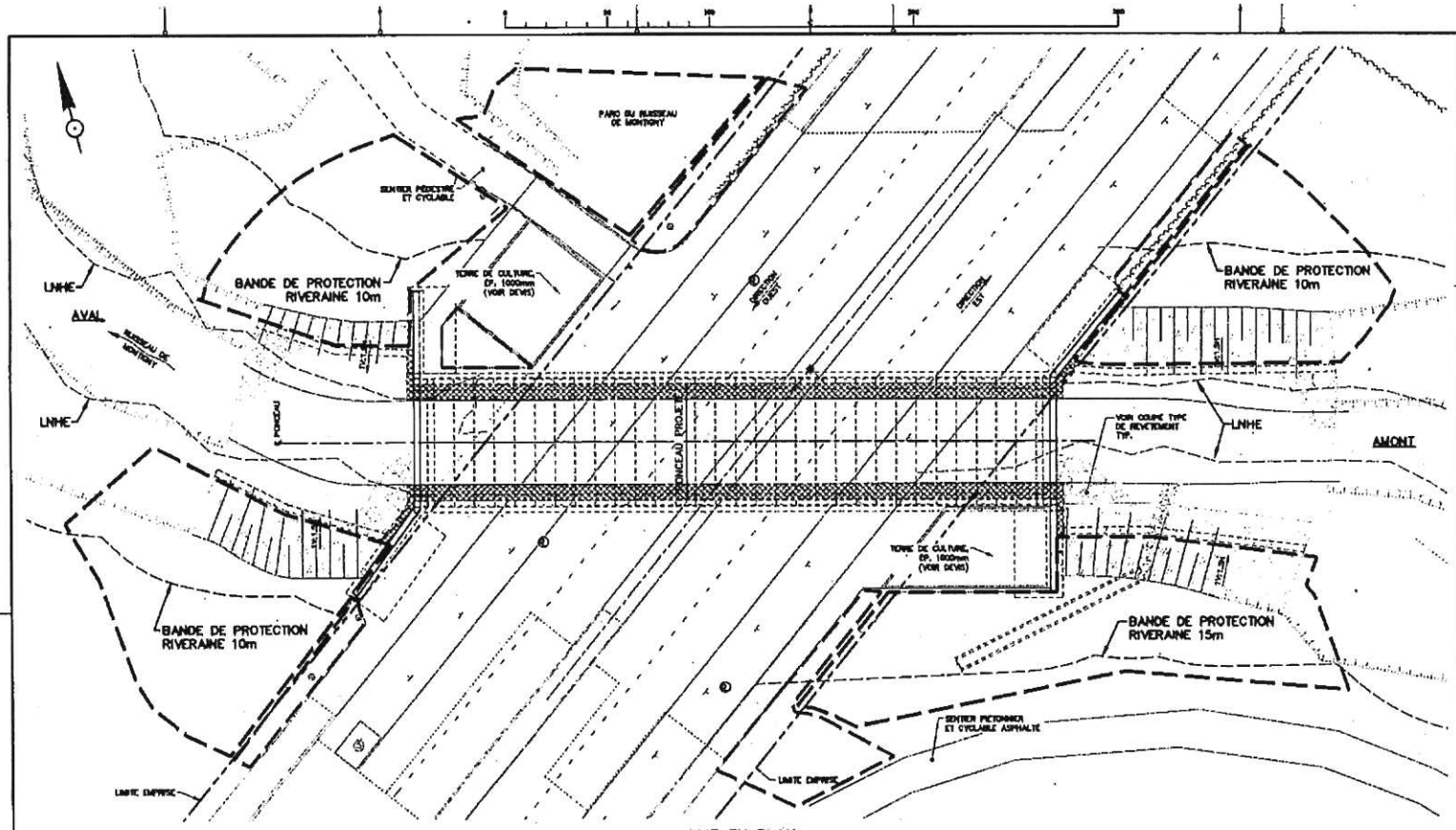
PROJET
RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS

TITRE DU PLAN
STRUCTURE
PLAN D'ENSEMBLE PROJET

No. PROJET	No. SOUMISSION
19-14	447910

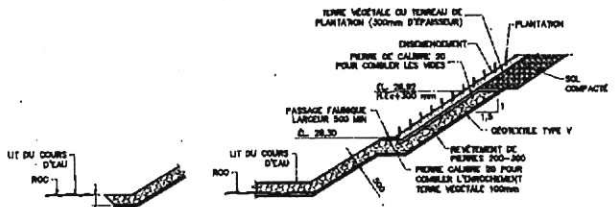
No. PLAN: 61-05470-3221-PG-1 — 3

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction



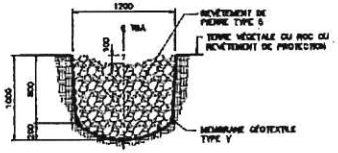
VUE EN PLAN
ÉCH. 1:150

SÉLECTION D'ESPÈCES POUR LA REVÉGÉTALISATION DES AIRES DE TRAVAIL		
Type	Position dans le talus	Essence
Arbustes	Bas ou milieu	*Cornus alternifolia*
	Bas, milieu ou replat	*Cornus sericea*
		Lonicera canadensis
		Salix discolor
		Sambucus canadensis
	Milieu ou replat	*Acer spicatum*
		Rhus typhina
		Viburnum lentago
	Replat	*Amelanchier laevis*
Arbres	Bas ou replat	*Quercus macrocarpa*
	Bas, milieu ou replat	*Tsuga canadensis*
	Milieu ou replat	*Betula alleghaniensis*
	Replat	*Acer saccharum*
		Carya cordiformis
		Quercus rubra
		Tilia americana



COUPE TYPE DU REVÊTEMENT DE PROTECTION
HORS ÉCHELLE

REVÊTEMENT EN PIERRES			
TYPE	CALIBRE (mm)	D_{50} (mm)	ÉPAISSEUR (mm)
5	200-600	400	800



SORTIE TBA
ÉCH. 1:25

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction

LÉGENDE
- ZONE D'ENSEMENCEMENT
- ZONE D'ENSEMENCEMENT ET DE PLANTATION

CIMA+

Montréal

STRUCTURE 81-05470

RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS

ENVIRONNEMENT REMISE EN ÉTAT

No. PROJET: 18-14
No. SOUMISSION: 447810
No. PLAN: 81-05470-2021-PO-1
14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *12259410004*
Unité administrative responsable : *Service de gestion et de planification immobilière, Division des Locations*
Projet : *Remplacement du ponceau Maurice-Duplessis au-dessus du ruisseau De Montigny: bail accordé par le Cégep (#6633)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*

*2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

*3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le remplacement du ponceau permet d'assurer la pérennité du lien de part et d'autre du ruisseau De Montigny comportant actuellement une voie réservée pour le transport en commun.

Le remplacement du ponceau permet de mettre aux normes les dimensions de l'ouvrage en accord avec les exigences environnementales en lien avec la protection de la faune et la protection contre l'érosion et les inondations. L'ajout de passages fauniques dans le ponceau favorise la protection de la faune et la biodiversité dans le parc Nature.

Considérant la durée de vie de l'ordre de 75-100 ans du ponceau, le remplacement de l'ouvrage permettra d'investir de façon durable lors du réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis et bonifier l'offre de transport.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225941004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 3 936 657 du cadastre du Québec, d'une superficie de 306 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 963 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses. Ouvrage #6633

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer la dépense tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1225941004 terrain Collège enseignement gén.prof#6633.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.041

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225941005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec d'une superficie de 323 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 1 377 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses. Ouvrage #6635.

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord de-l'Île-de Montréal pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec d'une superficie de 323 m² (emprise) ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 1 377 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 09:19

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225941005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec d'une superficie de 323 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 1 377 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses. Ouvrage #6635.

CONTENU

CONTEXTE

Le ponceau Maurice-Duplessis (ci-après le Ponceau) a été construit en 1965 et traverse le boulevard du même nom. D'un côté se trouve le Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin (Cégep) et de l'autre se trouve le Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux du nord- de l'Île-de-Montreal (CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal). Ce Ponceau permet le passage du ruisseau De Montigny sous le boulevard Maurice-Duplessis. Il est localisé dans l'écoterritoire de la Coulée verte du ruisseau De Montigny et à la limite du parc-nature du ruisseau De Montigny.
Le Ponceau est de type arqué en acier, avec des murs de soutènement en béton armé. Selon une récente inspection, la voûte du Ponceau comporte des zones de corrosion de niveau moyen à très important. Considérant l'âge du Ponceau et les dommages observés lors des dernières inspections, la Ville de Montréal (Ville) prévoit le remplacer. Un contrat à cet effet au montant de près de 7,5 M$ a été approuvé par la Ville. Les portions des conduites d'eau et d'égout situées sous le Ponceau seront également remplacées. L'une des conduites est de catégorie principale et sert donc à desservir l'agglomération. Aussi, la Ville souhaite profiter de la réfection du Ponceau pour aménager un passage faunique, afin de favoriser la connectivité écologique dans le parc-nature.

Un bail est requis pour régulariser l'occupation à long terme (40 ans) d'une partie de l'emprise du Ponceau tant du côté du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal que du côté du Cégep et à court terme (2 ans), pour l'aire de chantier temporaire qui est nécessaire pendant les travaux. Le présent dossier porte sur le bail qui concerne le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal. Un bail semblable à celui ici proposé est prévu avec Cégep suivant le sommaire

décisionnel 1225941004 soumis aux autorités municipales concurremment avec le présent dossier. Ce dossier est présenté avec retard en raison de négociations plus longues que prévu avec le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal.

Le service requérant dans ce dossier est le Service de l'urbanisme et de la mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0060 (27 janvier 2022) Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis au-dessus du ruisseau De Montigny (projet 18-14) dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 7 460 760,73 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 447810 (7 soum.)

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel propose la conclusion d'un bail entre le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal comme locateur et la Ville comme locataire en lien avec le projet de reconstruction du Ponceau. Les lieux loués sont composés de deux (2) parcelles du lot 1 055 907 du cadastre du Québec: une parcelle de 323 m² pour la portion long terme du bail (40 ans) (emprise) et une autre de 1 377 m² pour la portion court terme du bail (2 ans) (aire de chantier).
Tous les frais relatifs à l'aménagement, l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des lieux loués sont à la charge de la Ville. La Ville prend charge de toutes les taxes municipales et scolaires attribuables à son occupation. Le bail comporte également une option en faveur de la Ville lui permettant de renouveler le bail pour une durée de 35 ans à son échéance initiale de quarante (40) ans.

Ce bail est sujet à approbation par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

JUSTIFICATION

Ce bail proposé avec le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréa et l'autre bail à conclure avec le Cégep sont une suite logique au contrat de reconstruction du Ponceau et sont essentiels à son maintien.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le bail prévoit un loyer symbolique de 100 $/année, pour un loyer total de 4 000 $ avant les taxes, La direction des transactions immobilières indique que la valeur locative dans ce dossier est négligeable. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

	Loyer annuel pendant la période	Période du 1er mars au 31 déc. 2022	Années 2023 à 2041: total	Année 2042 Période du 1er janv au 28 fév	Total
Loyer	100,00 $	83,33 $	3 900,00 $	16,67 $	4 000,00 $
TPS (5%)	5,00 $	4,17 $	195,00 $	0,83 $	200,00 $
TVQ (9,975%)	9,98 $	8,31 $	389,03 $	1,66 $	399,00 $
Total avec			4	19,17	4 599,00

taxes	114,98 $	95,81 $	484,03 $	$	$
Ristourne TPS (5%)	(5,00) $	(4,17) $	(195,00) $	(0,83) $	(200,00) $
Ristourne TVQ (50 %)	(4,99) $	(4,16) $	(194,51) $	(0,83) $	(199,50) $
Loyer Total	104,99 $	87,49 $	4 094,51 $	17,50 $	4 199,50 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. La grille d'analyse est présentée en pièce jointe.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un bail portant sur une superficie de terrain pour les fins d'un ponceau**.**

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à la location proposée mettrait en péril le projet de reconstruction du Ponceau tel qu'approuvé par la Ville en janvier 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVD-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022: Approbation du dossier par les autorités municipales.
Juin 2022: Début des travaux de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

David BOISSINOT, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

David BOISSINOT, 13 avril 2022
Dany BARBEAU, 13 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-831-1344
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-22

BAIL (6635-001)

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003);

Ci-après nommée le « **Locataire** »

ET :

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, c. O-7.2) et régie par *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, c.S-4.2), ayant son siège au 555, boulevard Gouin Ouest, Montréal, province de Québec, H3L 1K5, représenté par **Philippe Morin-Gendron, Directeur – Direction des actifs immobiliers**, dûment autorisé pour les fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU que le Locataire entend procéder au remplacement du ponceau Maurice-Duplessis (ci-après nommé le « Ponceau ») qui traverse le boulevard Maurice-Duplessis à la hauteur de la propriété du Locateur;

ATTENDU qu'à cette fin, le locataire souhaite louer du Locateur deux (2) parcelles de terrain dont l'une est de courte durée (aire de chantier) et l'autre est de longue durée (construction et maintien).

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

PROJET 12 avril

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant :

Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 323 m², le tout tel que montré comme parcelle C sur le plan joint aux présentes comme Annexe « A », avec toutes les servitudes attachées au terrain.

Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 377 m², le tout tel que montré comme parcelle A sur le plan joint aux présentes comme Annexe « A », avec toutes les servitudes attachées au terrain.

Initiales	
Locateur	Locataire

(ci-après nommé les « **Lieux Loués** »).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter dans l'état dans lequel ils se trouvent actuellement, dont il s'en déclare satisfait, et du fait qu'ils puissent servir à l'usage pour lequel ils sont loués.

3 DURÉE

a) Pour la parcelle C ci-dessus décrite, ce bail est consenti pour un terme de quarante (40) ans commençant le premier (1er) mars 2022 et se terminant le 28 février 2062 sans autre avis. Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour cette parcelle C pour un terme additionnel de trente-cinq (35) ans, aux mêmes termes et conditions et loyer. Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit, à ses bureaux, au moins vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, le Locateur devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la demande du Locateur, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option, sera nulle et non avenue.

b) Pour la parcelle A ci-dessus décrite. ce bail est consenti pour un terme de deux (2) ans commençant le premier (1er) mars 2022 et se terminant le 29 février 2024, sans autre avis.

4. LOYER

Ce bail est consenti pour un loyer annuel de cent dollars (100$) payable d'avance, le 1er jour du mois de mars de chaque année. Au loyer payable s'ajoutent la TPS et la TVQ.

5. CONDITIONS

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes grevant les Lieux Loués.

b) Le Locataire devra à l'échéance du bail concernant la parcelle A ci-dessus décrite enlever et démanteler à ses frais toutes ses installations et remettre la parcelle A en état suivant le document ci-joint comme Annexe « B ».

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les « Agents »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent touts les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne de toute réclamation ou demande relativement au défaut de respecter la présente entente et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Le Locataire sera responsable d'effectuer à ses frais l'entretien, la réparation et le remplacement du Ponceau et l'entretien des Lieux Loués.

PROJET 12 avril 2022

Initiales	
Locateur	Locataire

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement à défaut de quoi, le Locataire sera seul responsable de toutes les dépenses ou montants à payer pour remédier aux défauts découlant de son utilisation ou occupation des Lieux Loués.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire déclare être auto-assuré.

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire n'utilisera la parcelle C ci-dessus décrite qu'à des fins de construction, de maintien et d'entretien et de réparation du Ponceau et n'utilisera la parcelle A ci-dessus décrite qu'à des fins d'aire de chantier temporaire pour la construction du Ponceau.

l) Le Locataire devra assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation des services d'utilités publiques installés pour ses besoins, y compris, le cas échéant, le coût de sa consommation électrique pour les Lieux Loués.

m) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables.

Initiales	
Locateur	Locataire

PROJET 12 avril 2022

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

a) Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

b) Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

c) Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

d) Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

e) Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

8. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

9. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

10. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

Locataire : VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3ème étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8

Initiales	
Locateur	Locataire

PROTÉGÉ B 12 avril 2022

Locateur: Monsieur Frédéric Abergel
Président-directeur général
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
Centre d'hébergement Notre-Dame-de-la-Merci
555, boul. Gouin Ouest
Montréal (Québec) H3L 1K5

Avec une copie à :

Monsieur Philippe Morin-Gendron
Directeur – Direction des actifs immobiliers
Hôpital du Sacré-Coeur-de-Montréal
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
5400, boul. Gouin Ouest
Montréal (Québec) H4J 1C5
Courriel : philippe.morin-gendron.cnmtl@ssss.gouv.qc.ca

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être remis de la main à la main ou signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise ou de sa signification.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

11. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

12. AUTRES DISPOSITIONS

a) Le Locataire a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locateur déclare en avoir pris connaissance.

b) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

c) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

d) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

Initiales	
Locateur	Locataire

PROJET 12 avril

e) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

f) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

g) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

h) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

13. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le LOCATEUR et la LOCATAIRE déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : **CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL**

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 555, boulevard Gouin Ouest, Montréal, province de Québec, H3L 1K5;

d) l'adresse du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : VINGT DOLLARS (20,00 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

14. AUTORISATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

Le présent bail est dûment autorisé par le ministre de la Santé et des Services sociaux, conformément à l'article 263 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* et du deuxième alinéa de l'article 46 de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux* notamment par l'abolition des agences régionales.

Initiales	
Locateur	Locataire

PROJET 19 avril 2017

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le ___ ème jour du mois de _____ 2022.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Domenico Zambito, assistant-greffier

Le ___ ème jour du mois de _____ 2022.

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

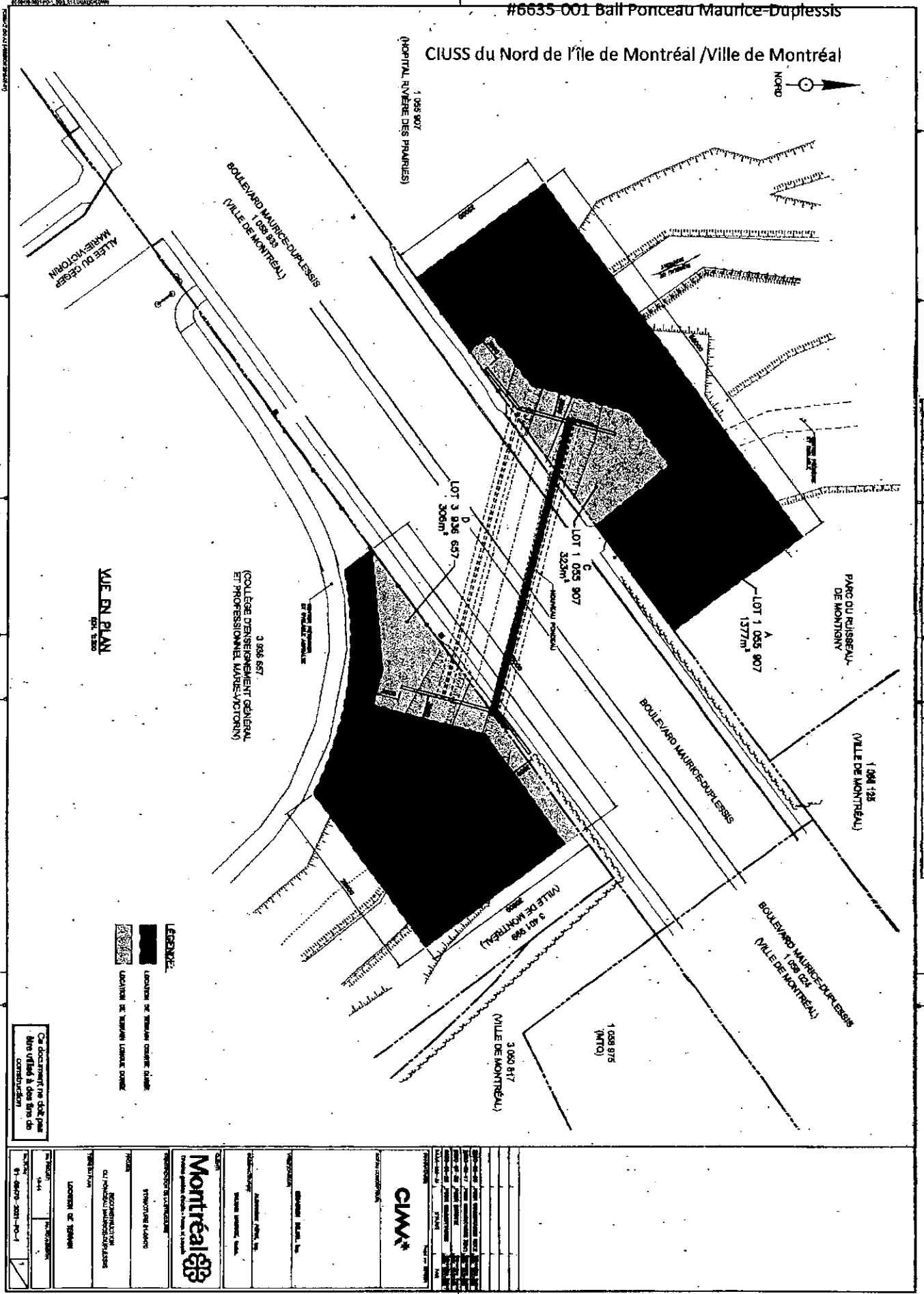
_____
Par : Philippe Morin-Gendron,
Directeur - Direction des actifs immobiliers

PROJET 12 avril 2022

Initiales	
Locateur	Locataire

#6635-001 Bail Ponceau Maurice-Duplessis

CIUSS du Nord de l'île de Montréal /Ville de Montréal



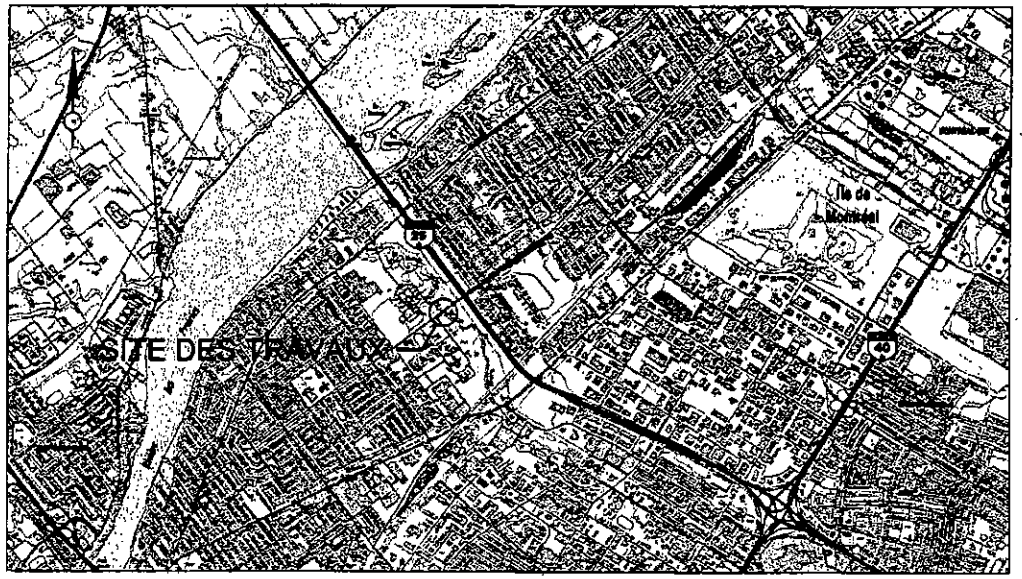


TABLE DES MATIÈRES

FEUILLET	DESCRIPTION
1	LOCALISATION ET DESCRIPTION GÉNÉRALE
2	STRUCTURE – PLAN D'ENSEMBLE DE L'EXISTANT ET DÉMOLITION
3	STRUCTURE – PLAN D'ENSEMBLE PROJETÉ
4	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – DIMENSIONS 1 DE 2
5	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – DIMENSIONS 2 DE 2
6	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – ARMATURE 1 DE 2
7	STRUCTURE – PONCEAU ET MURS – ARMATURE 2 DE 2
8	STRUCTURE – PASSAGE FAUNIQUE
9	STRUCTURE – GLISSIÈRE 2100 1 DE 2
10	STRUCTURE – GLISSIÈRE 2100 2 DE 2
11	VOIRIE – GÉOMÉTRIE, CONSTRUCTION ET COUPE
12	ENVIRONNEMENT – ABATTAGE
13	ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES COULEUVRES À STATUT PARTICULIER
14	ENVIRONNEMENT – REMISE EN ÉTAT

TOTAL DE FEUILLETS: 14

18-14 RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS AU-DESSUS DU RUISSEAU DE MONTIGNY (81-05470)

STRUCTURE

Montréal

Division gestion stratégique des actifs
Section ponts et tunnels

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction

CIMA+

Montréal

RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS

LOCALISATION ET DESCRIPTION GÉNÉRALE

18-14

447080

1

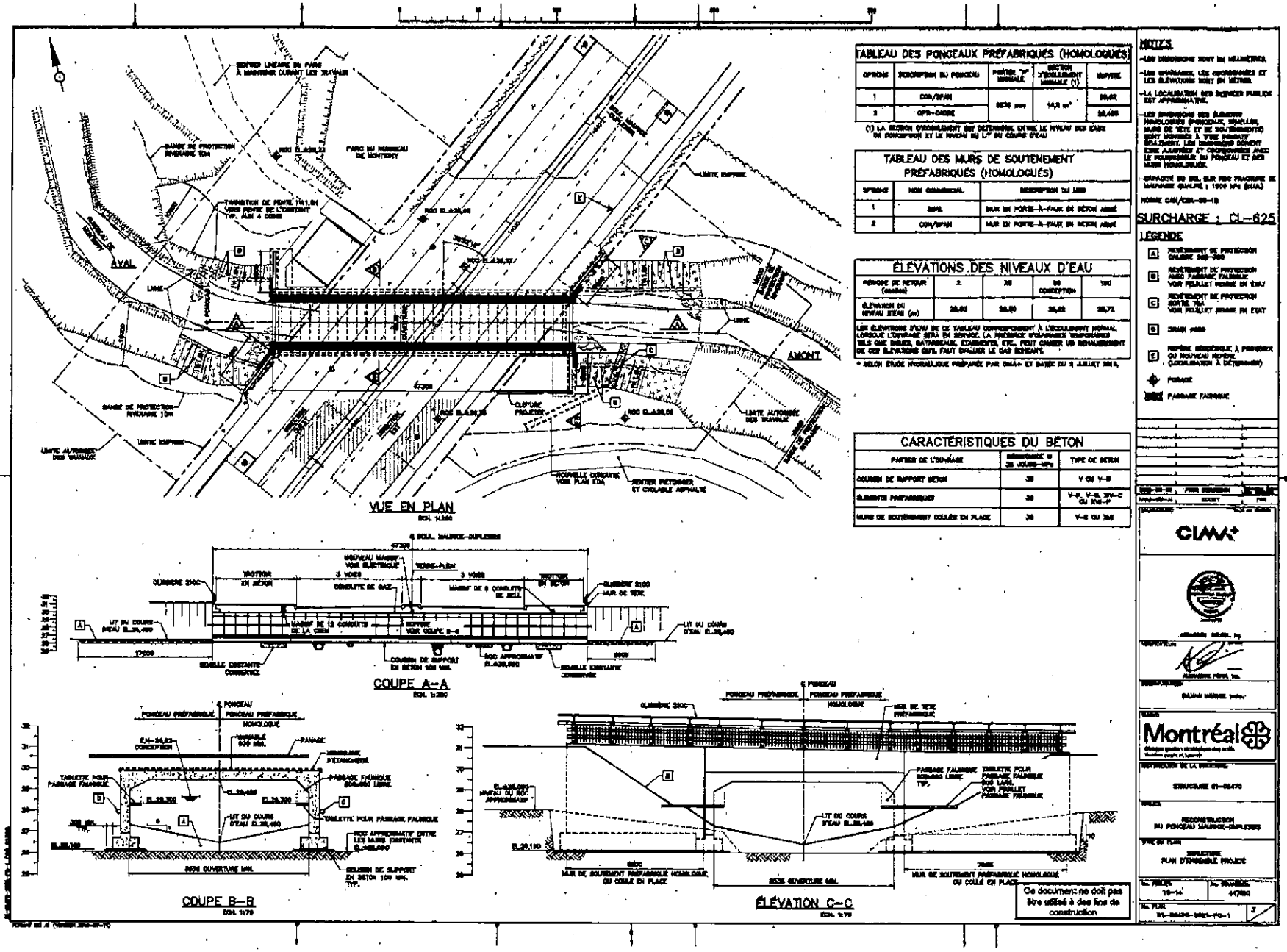


TABLEAU DES PONCEAUX PRÉFABRIQUÉS (HOMOLOGUÉS)

OPTION	DESCRIPTION DU PONCEAU	PORTÉE "S" NOMINALE	SECTION D'ÉCOULEMENT NOMINALE (1)	RAMPE
1	CSP/SPAN	8836 mm	14,8 m²	20,62
2	CPS-CAISSE			20,485

(1) LA SECTION D'ÉCOULEMENT EST DÉTERMINÉE ENTRE LE NIVEAU DES EAUX DE CONCEPTION ET LE RADIER DU LIT DU COURS D'EAU

TABLEAU DES MURS DE SOUTÈNEMENT PRÉFABRIQUÉS (HOMOLOGUÉS)

N°PRONE	NOM COMMERCIAL	DESCRIPTION DU MUR
1	BSM	MUR EN PORTE-À-FAUX EN BÉTON ARMÉ
2	CSP/SPAN	MUR EN PORTE-À-FAUX EN BÉTON ARMÉ

ÉLÉVATIONS DES NIVEAUX D'EAU

PÉRIODE DE RETOUR (années)	2	20	50 CONCEPTION	100
ÉLÉVATION DU NIVEAU D'EAU (m)	28,63	28,85	28,98	29,72

LES ÉLÉVATIONS D'EAU DE CE TABLEAU CORRESPONDENT À L'ÉCOULEMENT NORMAL. LORSQUE L'OUVRAGE SERA EN SERVICE, LA PRÉSENCE D'OBSTACLES TEMPORAIRES TELS QUE DÉBRIS, EMBÂCLES, ÉTAIEMENTS, ETC., PEUT CAUSER UN REHAUSSEMENT DE CES ÉLÉVATIONS QU'IL FAUT ÉVALUER LE CAS ÉCHÉANT.

* SELON ÉTUDE HYDRAULIQUE PRÉPARÉE PAR CIMA+ ET DATÉE DU 5 JUILLET 2018.

CARACTÉRISTIQUES DU BÉTON

PARTIES DE L'OUVRAGE	RÉSISTANCE à 28 JOURS-MPa	TYPE DE BÉTON
COUSSIN DE SUPPORT BÉTON	20	V OU V-S
ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS	30	V-S, V-S, 30V-C OU 30S-P
MURS DE SOUTÈNEMENT COULÉS EN PLACE	30	V-S OU 30S

NOTES

- LES DIMENSIONS SONT EN MILLIMÈTRES.
- LES ÉLÉVATIONS, LES COORDONNÉES ET LES ÉLÉVATIONS SONT EN MÈTRES.
- LA LOCALISATION DES SERVICES PUBLICS EST APPROXIMATIVE.
- LES DIMENSIONS DES ÉLÉMENTS MANUFACTURÉS (PONCEAUX, SEMELLES, MURS DE TÊTE ET DE SOUTÈNEMENT) SONT MODIFIÉES À TITRE INDICATIF SEULEMENT. LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE AJUSTÉES ET COORDONNÉES AVEC LE FOURNISSEUR DU PONCEAU ET DES MURS HOMOLOGUÉS.
- CAPACITÉ DU SOL SUR ROC FRACTURÉ DE RÉSISTANCE GLOBALE ≥ 1000 kPa (ELU).

NORME CAN/CSA-S6-19

SURCHARGE : CL-625

LÉGENDE

- A REVÊTEMENT DE PROTECTION CALIBRE 350-550
- B REVÊTEMENT DE PROTECTION AVEC PAPAGE FAUNIQUE VOIR FEUILLET MÊME EN ÉTAT
- C REVÊTEMENT DE PROTECTION SORTIE TBA VOIR FEUILLET MÊME EN ÉTAT
- D DRAIN PVDC
- E REPÈRE GÉODÉSIQUE À PROVIDER OU NOUVEAU REPÈRE (LOCALISATION À DÉTERMINER)
- FORAGE
- PAPAGE FAUNIQUE

CIMA+

Montréal

STRUCTURE 01-05470

RECONSTRUCTION DU PONCEAU MAURICE-DUPLESSIS

PLAN D'ENSEMBLE PROJETÉ

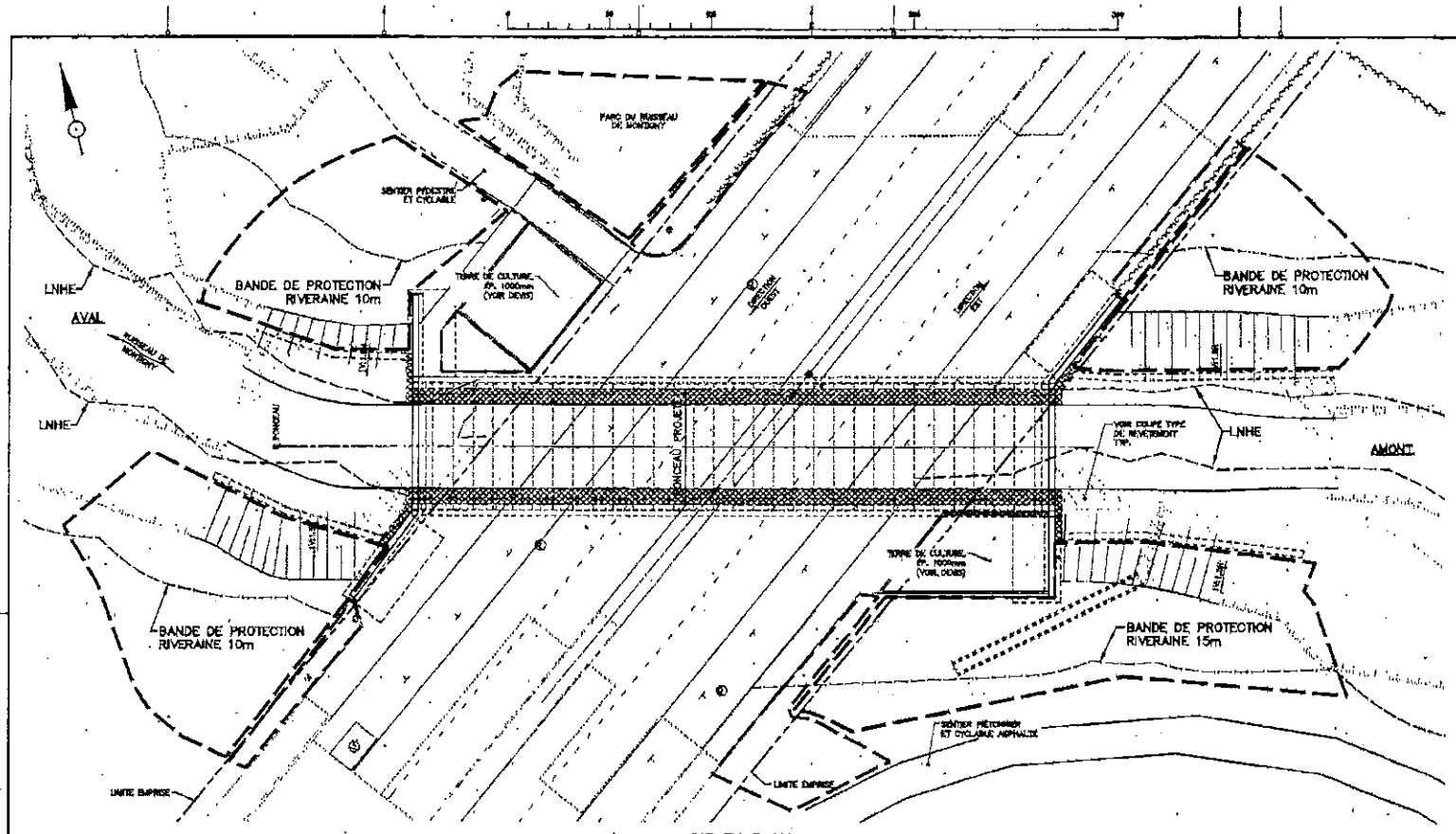
No. PROJET 19-14

No. DOSSIER 447980

NO. PLAN 01-05470-0000-19-1

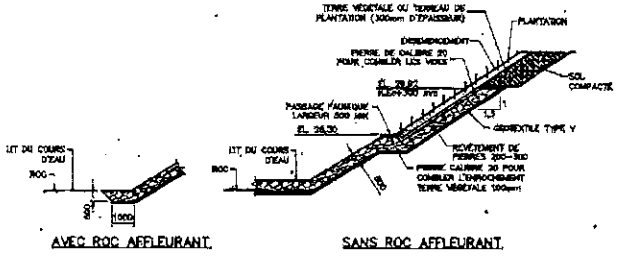
3

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction



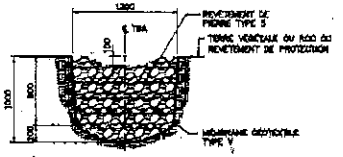
VUE EN PLAN
ÉCH. 1:350

SÉLECTION D'ESPÈCES POUR LA REVÉGÉTALISATION DES AIRES DE TRAVAIL		
Type	Position dans le talus	Essence
Arbustes	Bas ou milieu	*Cornus alternifolia*
	Bas, milieu ou replat	*Cornus sericea*
		Lonicera canadensis
		Salix discolor
		Sambucus canadensis
	Milieu ou replat	*Acer spicatum*
		Rhus typhina
		Viburnum lentago
	Replat	*Amelanchier laevis*
Arbres	Bas ou replat	*Quercus macrocarpa*
	Bas, milieu ou replat	*Tsuga canadensis*
	Milieu ou replat	*Betula alleghaniensis*
	Replat	*Acer saccharum*
		Carya cordiformis
		Quercus rubra
		Tilia americana



COUPE TYPE DU REVÊTEMENT DE PROTECTION
NON À L'ÉCHELLE

REVÊTEMENT EN PIERRES			
TYPE	CALIBRE (mm)	Dm (mm)	ÉPAISSEUR (mm)
3	200-300	400	600



SORTIE TBA
ÉCH. 1:25

Ce document ne doit pas être utilisé à des fins de construction

LÉGENDE
ZONE D'ENSEMENCEMENT
ZONE D'ENSEMENCEMENT ET DE PLANTATION

CIMA+

Montréal

STRUCTURE S1-05479

RECONSTRUCTION DU PONCEAU RAURICE-DUPLESSIS

ENVIRONNEMENT REMISE EN ÉTAT

No. PROJET 18-14

No. RÉVISION 447810

No. PLAN S1-05479-ENV1-PO-1

14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *12259410005*
Unité administrative responsable : *Service de gestion et de planification immobilière, Division des Locations*
Projet : *Remplacement du ponceau Maurice-Duplessis au-dessus du ruisseau De Montigny: bail accordé par le CIUSSSNIM (#6635)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*

*2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

*3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le remplacement du ponceau permet d'assurer la pérennité du lien de part et d'autre du ruisseau De Montigny comportant actuellement une voie réservée pour le transport en commun.

Le remplacement du ponceau permet de mettre aux normes les dimensions de l'ouvrage en accord avec les exigences environnementales en lien avec la protection de la faune et la protection contre l'érosion et les inondations. L'ajout de passages fauniques dans le ponceau favorise la protection de la faune et la biodiversité dans le parc Nature.

Considérant la durée de vie de l'ordre de 75-100 ans du ponceau, le remplacement de l'ouvrage permettra d'investir de façon durable lors du réaménagement du boulevard Maurice-Duplessis et bonifier l'offre de transport.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225941005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal pour une période de quarante (40) ans à compter du 1er mars 2022, un terrain faisant partie du lot 1 055 907 du cadastre du Québec d'une superficie de 323 m² (emprise), ainsi qu'une autre partie du même lot d'une superficie de 1 377 m² (aire de chantier) pour une période de deux (2) ans, à compter de la même date, en lien avec le projet de reconstruction du ponceau Maurice-Duplessis et son maintien au-dessus du ruisseau De Montigny, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, pour un loyer total de 4 599,00 $ taxes incluses. Ouvrage #6635.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer la dépense tel qu'indiqué dans le fichier ci-joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1225941005 terrain CIUSSS nord-de-l'île #6635.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.042

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225941001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de prolongation d'un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour une durée de trois (3) ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²), dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Cité des Hospitalières, moyennant un loyer symbolique total de 300 $, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #1303-102. La subvention immobilière représente une somme de 599 637,00 $.

Il est recommandé:
-d'approuver un projet de prolongation d'un bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour une durée de trois (3) ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²), dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Cité des Hospitalières, moyennant un loyer symbolique total de 300 $, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. La subvention immobilière représente une somme de 599 637,00 $.

- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 12:10

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225941001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de prolongation d'un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour une durée de trois (3) ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²), dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Cité des Hospitalières, moyennant un loyer symbolique total de 300 $, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #1303-102. La subvention immobilière représente une somme de 599 637,00 $.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a acquis la Cité des Hospitalières (CDH) des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph (RHSJ) en juillet 2017. Cette acquisition incluait le site du Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal (Musée) situé au 201, avenue des Pins Ouest. Les conditions de cette acquisition incluaient l'octroi d'un bail à court terme aux RHSJ pour l'ensemble du site, incluant le Musée, qui a été prolongé jusqu'au 30 avril 2019. Un nouveau bail a été conclu puis a été prolongé annuellement jusqu'au 31 décembre 2021, ce qui a permis au Musée de continuer à faire usage des collections et des objets qui sont la propriété des RHSJ. Le présent dossier propose de prolonger à nouveau le bail accordé par la Ville au Musée pour une durée de trois (3) ans à compter du 1er janvier 2022. Parallèlement au présent dossier, le Service de la culture présente le sommaire décisionnel 1227233003 recommandant un soutien financier au Musée pour son fonctionnement et le maintien de ses activités. Ce dossier est présenté après la date de début de la prolongation afin d'assurer une coordination avec le soutien financier accordé au Musée pour son fonctionnement et le maintien de ses activités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0304 - 22 mars 2021 : Approuver la prolongation d'un bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest, pour une durée de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, moyennant un loyer symbolique de 100 $ pour la période, auquel s'ajoutent les taxes. La subvention immobilière représente une somme de 187 879 $.
CM21 0309 - 22 mars 2021 : Accorder un soutien financier de 190 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour l'année 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM20 0813 - 25 août 2020 : Approuver la prolongation d'un bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest, pour une durée de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, moyennant un loyer symbolique de 100 $ pour la période, auquel s'ajoutent les taxes. La subvention immobilière représente une somme de 187 879 $.

CM20 0803 - 25 août 2020 : Accorder un soutien financier de 220 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE19 1686 - 6 novembre 2019: Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal, le bâtiment situé au 201, avenue des Pins Ouest ainsi que des locaux additionnels situés au 251, avenue des Pins Ouest, pour une période de huit mois, soit du 1er mai 2019 au 31 décembre 2019, moyennant un loyer symbolique de 100 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de bail.

CM19 1115 - 22 octobre 2019: Accorder un soutien financier exceptionnel de 240 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour une période transitoire du 1er mai au 31 décembre 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier propose de prolonger à nouveau le bail accordé au Musée par la Ville, pour une durée de trois (3) ans à compter du 1er janvier 2022. Le Musée peut, en plus de ses activités dans les lieux loués, faire visiter la chapelle de la Sainte-Famille et de la Sainte-Trinité, les jardins de la CDH, le monastère ainsi que la crypte. À noter que les RHSJ sont propriétaires de la crypte et que leur permission est requise pour les visites. Le tout suivant les conditions énoncées au projet de prolongation de bail ci-joint. La superficie louée se compose de l'édifice principal situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²). La Cité des Hospitalières est sous la responsabilité du Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui est le service requérant et partie prenante dans ce dossier. Le Musée est par ailleurs parrainé et soutenu financièrement par le Service de la culture qui est aussi partie prenante dans ce dossier.

JUSTIFICATION

Cette prolongation de bail s'inscrit dans la volonté de la Ville de maintenir la vocation du Musée et de continuer à faire usage des collections et des objets qui sont la propriété des RHSJ, le tout en application de l'article 3.16 de l'acte d'acquisition par la Ville (voir extrait en pièce jointe). Le Musée offre une opportunité aux visiteurs d'apprécier l'histoire de Montréal dans le décor exceptionnel de la Cité des Hospitalières. La prolongation de bail assure le maintien du Musée à court terme à des conditions d'exploitation semblables à celles qui prévalaient lorsque les RHSJ étaient propriétaires des lieux. Le Musée a obtenu son agrément du ministère de la Culture et des Communications en 2019. Cette reconnaissance gouvernementale majeure est valide pour une durée de 5 ans et témoigne de la qualité des pratiques muséologiques de l'institution. Aussi, le Musée bénéficie pour les années 2019 à 2022 d'un soutien du Programme d'aide au fonctionnement des institutions muséales. La Ville n'envisage pas d'autre usage pour le site du Musée et n'a pas besoin des locaux additionnels pour d'autres projets. La prolongation de bail proposée répond aux besoins des parties à court terme, sans créer de contraintes organisationnelles pour la Ville. La Ville peut mettre fin au bail avant terme, sur préavis écrit d'au moins soixante (60) jours, ce qui lui assure une importante marge de manoeuvre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

	Loyer annuel pendant la période	Années 2022 à 2024: total
Loyer	100,00 $	300,00 $
TPS (5%)	5,00 $	15,00 $
TVQ (9,975%)	9,98 $	29,93 $
Total incluant les taxes	114,98 $	344,93 $

Cette prolongation de bail prévoit un loyer symbolique annuel de 100 $, plus TPS et TVQ. Comme pour le bail initial et les prolongations qui ont suivi, aucun autre loyer de base n'est exigé pour le site principal au 201, avenue des Pins Ouest dont la valeur locative a été établie par la Direction des transactions immobilières à 134 000 $/an. Le Musée prend en charge les taxes foncières et les coûts d'exploitation des lieux, incluant l'entretien et les réparations ainsi que les coûts d'énergie. Quant aux locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest, comme pour le bail initial, aucun loyer de base et aucuns frais d'exploitation ne sont exigés (valeur de 65 979 $/an). Cette dernière valeur a été établie suivant le loyer brut exigé par la Ville aux RHSJ pour les lieux occupés dans leur nouvelle résidence. La Ville prend en charge les réparations majeures et l'entretien saisonnier. La subvention immobilière pour ce dossier est établie à (134 000 $ + 65 979 $) -100 $ (loyer symbolique) = 199 879 $ avant taxes par année, soit 599 637 $ pour la durée totale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (voir la grille jointe). Ce dossier ne s’applique pas à aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une prolongation de bail.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de cette location et le soutien financier proposé par le Service de la culture de la Ville assureront le maintien du Musée dans les locaux actuels à court terme. Le refus d'une telle location entraînerait des incertitudes importantes concernant l'avenir du Musée et des collections qu'il abrite. La présence et les activités du Musée à la CDH contribuent à occuper l'espace et à diffuser l'histoire de Montréal dans un environnement culturel exceptionnel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

À la suite du déconfinement partiel annoncé le 2 février 2021, le Musée a rouvert ses portes au public le 9 février 2021; il n’a pas refermé depuis, sauf les lundis et certains jours fériés. Pour la période allant de janvier à mai 2021, le Musée a offert des programmes scolaires exclusivement en mode virtuel ou en classe en phase avec les recommandations de la santé publique. À la fin du mois de mai, le Musée a repris les visites scolaires en présentiel ainsi que les visites de l’ensemble conventuel et hors les murs jusqu’au 20 décembre 2021, date à laquelle les visites ou activités de groupes en présentiel furent à nouveau interdites. Cette interdiction a été levée pour les groupes scolaires le 20 janvier 2022. Le Musée suit les mises à jour effectuées par la Société des musées du Québec (SMQ) concernant les mesures sanitaires en vigueur pour le secteur muséal et celui des bibliothèques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication sont faites conformément au protocole de visibilité prévoyant que soit apposé le logo de la Ville de Montréal sur les documents de promotion et dans toutes les activités de communication de l'organisme

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022: finaliser la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice ALLARD, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Isabelle GAY, Service de la culture
Brigitte GRANDMAISON, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy BEAULIEU
Conseiller en immobilier

Tél : 514-831-1344
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél :	514-868-3844	**Tél :**	514-872-1049
Approuvé le :	2022-04-23	**Approuvé le :**	2022-04-25

PROLONGATION DE BAIL
2022-2024

1303-102

Re : a) Musée
201, avenue des Pins Ouest,
arr. du Plateau Mont-Royal
Montréal (Qc)

b) Locaux additionnels
251, avenue des Pins Ouest
arr. du Plateau Mont-Royal
Montréal (Qc)

entre : **VILLE DE MONTRÉAL**

le "**Locateur**"

et : **MUSÉE DES HOSPITALIÈRES**
DE L'HOTEL-DIEU DE MONTRÉAL

le "**Locataire**"

Paraphes	
Locateur	Locataire

PROLONGATION DE BAIL (#1303-102) 2022-2024

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, représentée par M, Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après nommée le "**Locateur**" ou la « **Ville** »

ET : **MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HOTEL-DIEU DE MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 201, avenue des Pins Ouest, Montréal (Québec), H2W 1R5, représentée par M. Paul Labonne, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

Ci-après nommé le "**Locataire**" ou le « **Musée** »

LESQUELS DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur a acquis en juillet 2017 l'immeuble portant les numéros civiques 201 à 251A, avenue des Pins Ouest (arrondissement du Plateau-Mont-Royal), Montréal, ci-après nommée « La Cité des Hospitalières » qui inclut les lieux loués ci-après décrits;

ATTENDU QUE cette acquisition est soutenue par les cinq grands principes suivants: la préservation de l'esprit des lieux; le respect des valeurs des Religieuses hospitalières de Saint-Joseph (ci-après nommées RHSJ) et de leur mission spirituelle; la protection et la pérennisation du patrimoine bâti et naturel; la cohérence avec l'histoire du site; et l'ouverture sur la collectivité et la réponse à ses besoins;

ATTENDU QU'un bail (ci-après « Bail ») ayant pour objet de permettre la poursuite des activités muséales dans les lieux loués (ci-après « Lieux loués »), suivant les dispositions de l'article 3.16 de l'acte d'acquisition ci-dessus relaté, a été conclu entre les parties pour la période du 1er mai 2019 au 31 décembre 2019 et a été prolongé du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 puis du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure une autre prolongation du Bail pour une durée de trois (3) ans à compter du 1er janvier 2022, ayant pour effet de permettre la poursuite des activités muséales dans les Lieux Loués.

CECI ÉTANT EXPOSÉ LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 2
DURÉE

2. Le Bail est prolongé pour une période qui commence le 1er janvier 2022 et se termine sans autre avis le 31 décembre 2024. Le Locateur peut cependant résilier le Bail prolongé en tout temps, sur préavis écrit d'au moins soixante (60) jours au Locataire.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. Les Lieux loués sont décrits à l'article 2 du Bail et comprennent :

a) Le Musée, étant l'immeuble situé au 201, avenue des Pins Ouest à Montréal (H2W 1R5) (partie du lot 6 001 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal) d'une superficie 1 122,5 m.c. ; et

b) les Locaux additionnels localisés dans la Cité des Hospitalières au 251, avenue des Pins Ouest à Montréal, d'une superficie de 581 m.c.

Le tout, tel que décrit et montré aux annexes A-1, A-2 et A-3 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4. Cette prolongation de bail est consentie en considération d'un loyer de cent dollars (100$) par année, payable d'avance le 1er janvier de chaque année, auquel s'ajoutent, le cas échéant, les taxes de vente.

ARTICLE 5
VISITES DE LA CHAPELLE ET AUTRES

5. Le Locataire pourra occasionnellement, sans loyer additionnel et suivant un horaire préalablement transmis et approuvé par le Locateur :

a) Faire visiter la Chapelle de la Sainte-Famille et de la Sainte-Trinité, propriété du Locateur, voisine du Musée sur l'avenue des Pins, à des groupes d'au plus vingt (20) personnes à la fois accompagnées en tout temps d'un guide;

b) Organiser occasionnellement des concerts dans la Chapelle de la Sainte-Famille et de la Sainte-Trinité, propriété du Locateur, voisine du Musée sur l'avenue des Pins, en respectant la capacité d'accueil et en interdisant l'accès aux jubés;

c) Faire visiter le monastère des RHSJ au 251, avenue des Pins Ouest, propriété du Locateur, qui n'est pas occupé par les RHSJ, à des groupes d'au plus vingt (20) personnes à la fois, accompagnées en tout temps d'un guide;

d) Faire visiter les jardins de la Cité des Hospitalières et la Chapelle de l'Immaculée-Conception au 251, avenue des Pins à des groupes d'au plus vingt-cinq (25) personnes à la fois, accompagnées en tout temps d'un guide; et

Paraphes	
Locateur	Locataire
	L

e) Informer le Locateur de la présence de visiteurs dans la crypte qui se trouve sous la Chapelle décrite au paragraphe a) ci-dessus, à des groupes d'au plus vingt (20) personnes à la fois, cette visite devant préalablement avoir reçu l'autorisation des RHSJ qui sont propriétaires de la crypte.

ARTICLE 6
ESPACES DE STATIONNEMENT

6. Sous réserve de la conclusion d'une entente entre le Locateur et le CHUM à cet effet, le Locataire pourra utiliser cinq (5) espaces de stationnement pour véhicules localisés à l'arrière des Lieux loués, en respectant les conditions de telle entente.

ARTICLE 7
CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

7. Le Locataire devra respecter toutes les clauses et conditions de la convention de contribution financière conclue avec la Ville de Montréal. Tout défaut à cette convention entraînera la résiliation de ce Bail.

ARTICLE 8
AUTRE CONDITION

8. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail prolongé demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail prolongé.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2022

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : M. Domenico Zambito, greffier-adjoint

Le 6 avril 2022

MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HOTEL-DIEU DE MONTRÉAL

_____

par : Paul Labonne, directeur général

Paraphes	
Locateur	Locataire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1225941001**
Unité administrative responsable : **SGPI**
Projet : **# 1303-102 Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ● **Priorité 15:** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire; ● **Priorité 20:** Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ● **Priorité 15:** Par son offre diversifiée d'activités, le Musée contribue au dynamisme culturel en collaborant avec une grande variété de travailleurs culturels afin de rejoindre une multitude de citoyens; ● **Priorité 20:** Mise en valeur d'un site unique intrinsèquement lié à l'histoire de la métropole, mettant en lumière l'apport des femmes à notre société contemporaine.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**

b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225941001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver un projet de prolongation d'un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour une durée de trois (3) ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²), dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Cité des Hospitalières, moyennant un loyer symbolique total de 300 $, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #1303-102. La subvention immobilière représente une somme de 599 637,00 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Imputer le revenu tel que indiqué dans le fichier ci-joint:

FICHIERS JOINTS

GDD 1225941001 - Location au Musée des Hospitalières.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-872-4764

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.043

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228329001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division équité et lutte contre les discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 205 000 $ aux six organismes ci-après désignés, pour 2022, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Égalité entre les femmes et les hommes / Approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 205 000 $ aux six différents organismes ci-après désignés, pour l'année 2022-2023, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) :

Organisme	Projet	Montant
Centre des femmes de Montréal	**« Service d'aide et d'accompagnement à la cour pour les femmes victimes de violence conjugale »**	**30 000$**
Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	**« Histoires de réussites »**	**24 500 $**
Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal	**« Ma santé m'appartient »**	**25 000 $**
CARI St-Laurent	**« ImmigrantEs en action »**	**40 000 $**

Centre Communautaire des femmes Sud-Asiatique	**« Femmes Sud-Asiatiques Autonomes et Indépendantes »**	**42 5000 $**
Petites-Mains	**« Unis pour réussir »**	**43 000 $**

2. d'approuver les six projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 10:26

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228329001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division équité et lutte contre les discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 205 000 $ aux six organismes ci-après désignés, pour 2022, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Égalité entre les femmes et les hommes / Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la

pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1032 du 8 juillet 2020
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 400 000 $ aux six différents organismes ci-après désignés, soit, 200 000 $ pour l'année 2020-2021 et 200 000 $ pour l'année 2021-2022, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023)

CE19 1008 du 12 juin 2019
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 214 000 $ aux six différents organismes ci-après désignés, pour l'année 2019-2020, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018 - 2023)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CG18 1145 du 27 juin 2018
Accorder un soutien financier totalisant 200 000 $, aux organismes ci-après désignés, pour l'année 2018-2019, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013 - 2018)

CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CE17 0912 du 31 mai 2017
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 162 000 $, aux différents organismes ci-après désignés, pour l'année 2017, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, conformément à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013 - 2017)

CG17 0195 du 18 mai 2017
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds

québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017

CG16 0194 du 24 mars 2016

Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

DESCRIPTION

Centre des femmes de Montréal
Projet : « **Service d'aide et d'accompagnement à la cour pour les femmes victimes de violence conjugale** »
Soutien financier : **30 000 $ en 2022-2023**

Ce projet d'accompagnement à la cour vise à soutenir les femmes qui vivent une situation de violence conjugale à travers un suivi individuel et dans un espace chaleureux et sans jugement. D'une part, le projet consiste à évaluer leurs besoins, à les conseiller, à répondre à leurs inquiétudes et à faciliter la prise de conscience de leur pouvoir. D'autre part, il s'agit de les accompagner, tout au long du processus judiciaire, en leur offrant une aide psychosociale et en les informant de leurs droits. Au total, sur un an, 130 femmes obtiendront des suivis ponctuels pour les épauler dans leur situation de violence conjugale,70 accompagnements à la cour seront réalisés et une nouvelle équipe de six accompagnatrices bénévoles sera formée.

Mères avec pouvoir (MAP) Montréal
Projet : « **Histoires de réussites** »
Soutien financier : **24 500 $ en 202**2

L'organisme travaille avec des femmes cheffes de famille monoparentale, avec enfants de moins de cinq ans, qui ont un projet de retour aux études ou sur le marché du travail. Ce projet permettra d'offrir un accompagnement individuel, sur un an, à au moins 60 femmes et à leur famille afin de les soutenir dans la réalisation du plan d'action personnel qu'elles auront élaboré. Des activités en petits groupes, des formations comme le programme Lanterne de la Fondation Marie-Vincent et des rencontres individuelles sont au programme. Les priorités d'Histoires de réussites sont que les mères connaissent les notions de consentement et puissent accompagner leurs enfants dans l'apprentissage de ces notions également; que les femmes puissent identifier des situations abusives et intrusives (relations interpersonnelles, mais aussi officielles en comprenant mieux leurs relevés de comptes, les baux, les impôts, etc.); et que les mères aient à coeur la scolarité de leurs enfants. L'organisme Mères avec pouvoir (MAP) Montréal travaille de concert avec le Centre de la petite enfance du Carrefour et Interloge pour offrir un milieu de vie sain au mères participant au projet et à leurs enfants.

Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal, faisant aussi affaire sous Y des femmes de Montréal
Projet : « **Ma santé m'appartient** »
Soutien financier : **25 000 $ en 2022-2023**

Le projet « Ma santé m'appartient » est un programme de prévention qui vise à promouvoir de bonnes habitudes de vie auprès des filles provenant de milieux défavorisés par l'alimentation saine et l'activité physique. Parmi les thèmes abordés on retrouve l'égalité des genres et la diversité sexuelle, les stéréotypes sexuels ainsi que la prévention des violences

sexuelles par des relations saines. Cent cinquante jeunes seront visés par ce volet par des ateliers de sensibilisation dans des écoles. Il est aussi prévu de créer et déployer du contenu informatif sur ces mêmes thématiques sur les réseaux sociaux du Y des femmes, ce qui permettra de rejoindre plus de 2 500 jeunes.

CARI St-Laurent
Projet : « **ImmigrantEs en action** »
Soutien financier : **40 000 $ en 2022-2023**

Le projet se déroule en trois volets. Il cible 20 femmes immigrantes et nouvelles arrivantes et vise à leur éviter l'isolement et l'exclusion. Le premier volet consiste à faire connaître la société québécoise en retraçant les conditions des femmes à travers le monde et celle des femmes au Québec; le deuxième consiste en des ateliers de prise de parole, permettant aux femmes issues de l'immigration de partager les obstacles migratoires qu'elles vivent tout en acquérant des compétences en communication interculturelle alors que le troisième vise l'exploration des compétences professionnelles (Word, Excel, PowerPoint, etc.) pour les femmes immigrantes pouvant bénéficier d'une formation en préemployabilité et la création d'un portfolio électronique.

Centre Communautaire des femmes Sud-Asiatique
Projet : « **Femmes Sud-Asiatique Autonomes et Indépendantes** »
Soutien financier : **42 500 $ en 2022-2023**

Le projet rejoindra 100 nouvelles femmes en leur offrant des ateliers thématiques. La première série inclut des discussions diverses sur les droits et des informations sur la société d'accueil. Le Centre et les femmes souhaitent aborder plus en détails la question tabou de la violence conjugale et de l'abus de pouvoir au sein du couple. Une autre série d'ateliers portera sur la santé familiale et inclut des activités qui aident les femmes à briser l'isolement, à développer un esprit communautaire et à mieux gérer leurs défis d'intégration quotidien ainsi que ceux vécus par leurs enfants.

Petites-MainsProjet : « **Unis pour réussir** »
Soutien financier : **43 000 $ en 2022-2023**

Le projet a pour but de permettre à 50 femmes immigrantes défavorisées, notamment à des femmes cheffes de familles monoparentales, de bien planifier leur parcours d'intégration professionnel en mettant l'accent sur la conciliation travail-famille-études. L'intervention sera individuelle et centrée sur la femme. L'analyse des besoins permettra d'avoir une vision globale de la situation, d'établir des objectifs et d'élaborer un plan d'action adapté à sa réalité. Concrètement, les femmes recevront un soutien et un accompagnement individuels afin de développer leur confiance en elles et ainsi amorcer une démarche d'intégration socioprofessionnelle.

JUSTIFICATION

La Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont convenu d'une entente de principe permettant la reconduction de l'enveloppe qui, depuis 2003, sert à soutenir des projets de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale au niveau local ou régional. Les principaux critères retenus pour l'évaluation d'une demande de reconduction des projets ont été :

- l'acceptation du rapport final de l'édition précédente;
- la pertinence du projet et des résultats antérieurs;
- l'impact attendu sur les communautés ou les territoires ciblés;
- la cohérence du montage financier et du plan de travail;
- la portée innovante du projet;

- la portée régionale du projet et la capacité à mobiliser des partenariats; et,
- la capacité à s'appuyer sur des données probantes ou l'efficacité reconnue et documentée.

Ceux-ci répondent également aux objectifs de la politique de la Ville *Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal* en offrant des services aux citoyennes les plus vulnérables. En effet, ils s'adressent à des femmes immigrantes, majoritairement sans emploi et en processus d'insertion sociale, des femmes cheffes de familles monoparentales, des femmes victimes de violence conjugale ou des jeunes femmes issues de familles à faible revenu. Leurs besoins sont grands, d'autant plus que certaines cumulent ces vulnérabilités, ce qui rend l'accompagnement communautaire nécessaire pour améliorer leur qualité de vie.

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale recommande qu'un soutien financier soit accordé à ces six organismes et certifie que les projets déposés dans ce sommaire décisionnel sont conformes aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023).

Pour la dernière année de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023), le Service de la diversité et de l'inclusion sociale recommande de reconduire en 2022 les projets financés en 2021. Les actions entreprises permettront de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget alloué par l'Entente Ville-MTESS demeure entièrement financé par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du gouvernement du Québec. Dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) le MTESS confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 10 M$ annuellement pour une période de cinq ans.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

La somme nécessaire à ce dossier, soit 200 000 $ pour 2022-2023, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative Ville-MTESS. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des dernières années pour les mêmes projets se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé				Soutien recommandé 2022-2023	Soutien projet global (%)
		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022		
Centre des femmes de Montréal DA 722256	Service d'aide et d'accompagnement à la cour pour les femmes victimes de violence conjugale	30 000 $	30 000 $	30 000 $	30 000 $	30 000 $	39 %

Mères avec pouvoir (MAP) Montréal DA 722638	Histoires de réussites	24 500 $	24 500 $	24 500 $	24 500 $	24 500 $	79 %
Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal DA 722640	Ma santé m'appartient	25 000 $	39 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	83 %
CARI St-Laurent DA 722641	ImmigrantEs en action	40 000 $	40 000 $	40 000 $	40 000 $	40 000 $	44 %
Centre Communautaire des femmes Sud-Asiatique DA 722643	Femmes Sud-Asiatique Autonomes et Indépendantes	42 500 $	42 500 $	42 500 $	42 500 $	42 500 $	41 %
Petites-Mains DA 722644	Unis pour réussir	38 000 $	38 000 $	38 000 $	38 000 $	43 000 $	73 %

L'Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal a reçu exceptionnellement un montant additionnel de 14 000 $ en 2019-2020 car ce montant n'avait pas pu être dépensé comme prévu en 2018-2019. En 2019-2020, l'organisme a donc proposé un volet supplémentaire d'une durée de un an afin de récupérer cette somme. Comme convenu, après la réalisation de ce volet additionnel, le montant de l'aide financière pour 2020-2022 revient à celui précédemment accordé, soit 25 000 $ par année.

Les Petites-Mains a reçu exceptionnellement un montant additionnel de 5 000 $ pour 2022-2023 car l'organisme a consolidé les ressources dédiées au travail d'intervention pour le projet.

Les soutiens financiers versés à ces organismes par toute unité de la Ville de 2017 à 2021 sont illustrés en note additionnelle.

DA : 722256, 722638, 722640, 722641, 722643 et 722644

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Plus spécifiquement il répond à la priorité 8 « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.»

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets recommandés, et les interventions qui en découlent, visent tous à atténuer les problèmes de pauvreté et d'exclusion sociale. Les participantes ciblées vivent de grandes difficultés et proviennent de l'ensemble du territoire de Montréal. Grâce à leur expertise, ces organismes promoteurs favorisent l'intégration sociale et économique de leur clientèle.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La crise liée à la COVID-19 a provoqué des pertes d'emplois massives. Plusieurs parmi ceux-ci étaient précaires et le besoin de réinsertion sera d'autant plus grand au cours des prochains mois. Tous les organismes soutenus dans le cadre de cette enveloppe budgétaire préparent des femmes et des filles à une entrée ou une réinsertion dans le monde du travail. Certains

en développant des plans d'action individuels avec comme objectif direct de trouver un emploi, d'autres en les aidant à briser leur isolement, à acquérir des compétences sur leur société d'accueil ou à surmonter les obstacles à une insertion réussie. Plus que jamais, les services de ces organismes seront nécessaires pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion des femmes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention entre les parties.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022 Présentation au comité exécutif

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anca ENACHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marianne CARLE-MARSAN
Conseillère en planification

Tél : 514-872-9728
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - Équité et lutte contre les discriminations

Tél : 5148723979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2022-04-04

Financement passés 2017-2021 - organismes Égalité

	Unités d'affaires	Division	Y des femmes de Montréal	Centre des femmes de Montréal	Mères avec pouvoir (MAP) Montréal	CARI St-Laurent	Communautaire des femmes Sud-Asiatiques	Petites-Mains
2017	SDIS	DELD	25 575,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	399,58 $
		DRIMI	0,00 $	27 600,00 $	34 486,50 $	42 000,00 $	39 000,00 $	30 557,50 $
		BINAM	0,00 $	0,00 $	0,00 $	46 048,00 $	0,00 $	0,00 $
	Ville-Marie		57 620,00 $	0,00 $	18 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Saint-Laurent		0,00 $	0,00 $	0,00 $	20 490,00 $	0,00 $	0,00 $
	Autres		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	240 629,33 $
	Total		***83 195,00 $***	***27 600,00 $***	***52 486,50 $***	***108 538,00 $***	***39 000,00 $***	***271 586,41 $***
2018	SDIS	DELD	5 989,00 $	0,00 $	0,00 $	5 000,00 $	0,00 $	0,00 $
		DRIMI	25 000,00 $	30 000,00 $	38 817,00 $	40 000,00 $	42 500,00 $	38 594,70 $
		BINAM	88 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Ville-Marie		57 314,00 $	0,00 $	20 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Saint-Laurent		0,00 $	0,00 $	0,00 $	15 980,00 $	0,00 $	0,00 $
	Autres		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	154 308,68 $
	Total		***176 303,00 $***	***30 000,00 $***	***58 817,00 $***	***60 980,00 $***	***42 500,00 $***	***192 903,38 $***
2019	SDIS	DELD	665,00 $	0,00 $	48 200,00 $	0,00 $	0,00 $	367,00 $
		DRIMI	49 200,00 $	30 000,00 $	27 343,00 $	40 000,00 $	42 500,00 $	38 377,73 $
		BINAM	84 760,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Ville-Marie		65 606,00 $	0,00 $	25 000,00 $	0,00 $	0,00 $	1 948,50 $
	Saint-Laurent		0,00 $	0,00 $	0,00 $	29 125,00 $	0,00 $	0,00 $
	Autres		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	17 625,69 $
	Total		***200 231,00 $***	***30 000,00 $***	***100 543,00 $***	***69 125,00 $***	***42 500,00 $***	***60 125,69 $***
2020	SDIS	DELD	0,00 $	0,00 $	39 952,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
		DRIMI	24 471,00 $	30 000,00 $	55 417,00 $	67 000,00 $	42 500,00 $	38 350,35 $
		BINAM	40 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	4 874,94 $
	Ville-Marie		55 460,00 $	0,00 $	15 850,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Saint-Laurent		0,00 $	0,00 $	0,00 $	42 174,00 $	0,00 $	0,00 $
	Autres		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	591 080,90 $

	Total		***119 931,00 $***	***30 000,00 $***	***111 219,00 $***	***109 174,00 $***	***42 500,00 $***	***633 580,90 $***
2021	**SDIS**	DELD	0,00 $	0,00 $	9 988,00 $	0,00 $	0,00 $	229,50 $
		DRIMI	20 000,00 $	40 652,83 $	53 952,00 $	35 000,00 $	34 000,00 $	30 630,00 $
		BINAM	54 763,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Ville-Marie		0,00 $	0,00 $	6 250,00 $	0,00 $	0,00 $	891,06 $
	Saint-Laurent		0,00 $	0,00 $	0,00 $	31 460,00 $	0,00 $	0,00 $
	Autres		0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	76 145,56 $
	Total		***74 763,00 $***	***40 652,83 $***	***70 190,00 $***	***66 460,00 $***	***34 000,00 $***	***110 145,56 $***

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228329001*
Unité administrative responsable : Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Projet : *Soutien financier, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Égalité entre les femmes et les hommes*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ● Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les 6 projets communautaires s'adressent à des femmes immigrantes, majoritairement sans emploi et en processus d'insertion sociale, des femmes cheffes de familles monoparentales, des femmes victimes de violence conjugale ou des jeunes femmes issues de familles à faible revenu. Leurs besoins sont grands, d'autant plus que certaines cumulent ces vulnérabilités, ce qui rend l'accompagnement communautaire nécessaire pour améliorer leur qualité de vie et lutter contre les discriminations systémiques qu'elles peuvent vivre.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**non**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**non**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**non**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**oui**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**oui**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**non**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**non**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier-adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 3585, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, H2X 2N6, agissant et représentée par Mme Johanne Bélisle, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 118846450RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1143957596TQ001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 118846450RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques concernant les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme offre des services professionnels, éducatifs, de conseil et d'orientation pour soutenir les femmes et leurs besoins;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le rapport final doit lui être remis au plus tard le **30 avril 2023**

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de

son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **TRENTE MILLE** dollars (**30 000**$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT-QUATRE MILLE** dollars (24 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **SIX MILLE** dollars (6 000 $), dans les trente (30) jours de la remise de rapport final du projet au Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3585 rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, H2X 2N6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier-adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL

Par : _____
Johanne Bélisle, directrice générale

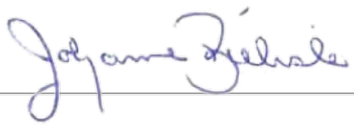
Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution ……..).

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Johanne Bélisle** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Programme d'accompagnement en violence conjugale** pour Centre des femmes de Montréal.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



2 mars 2022

Johanne Bélisle

Directeur(trice) général(e)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
GDD1228329001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MÈRES AVEC POUVOIR (MAP) MONTRÉAL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2015-A, rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N5, agissant et représentée par Mme Valérie Larouche, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Nº d'inscription TPS : 88852880RT0001
Nº d'inscription TVQ : 1205221880
Nº d'inscription d'organisme de charité : 888528809RP0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques concernant les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour favoriser l'autonomie et l'intégration sociale et professionnelle de femmes cheffes de familles monoparentales à modeste revenu, avec enfants de la naissance à cinq ans;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le rapport final doit lui être remis au plus tard le **30 avril 2023**.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la

présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **VINGT-QUATRE MILLE CINQ CENTS** dollars (24 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT MILLE** dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **QUATRE MILLE CINQ CENTS** dollars (4 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2015-A, rue Fullum, Montréal, Québec, H2K 3N5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de 2022

MÈRES AVEC POUVOIR (MAP) MONTRÉAL

Par : _____
Valérie Larouche, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CE22 …….).

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Valérie Larouche** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Histoire de réussite** pour Mères avec pouvoir (MAP) Montréal.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

Valerie Larouche

2022-02-24

Valérie Larouche

Directeur(trice) général(e)

Date

Signature: *Valérie Larouche*

Email: valerie.larouche@meresavecpouvoir.org

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
GDD 1228329001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1355, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3G 1T3, agissant et représentée par Mme Nadine Raymond, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 119045250RT001
N^{o} d'inscription TVQ : 1006243964TQ001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 1190452RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques concernant les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit à bâtir un avenir meilleur pour toutes les femmes, les filles et leurs familles ;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le rapport final doit lui être remis au plus tard le **30 avril 2023**,

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **VINGT-CINQ MILLE** dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **VINGT MILLE** dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (5 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1355, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3G 1T3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice exécutive. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de 2022

ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL

Par : _____
Nadine Raymond, directrice générale

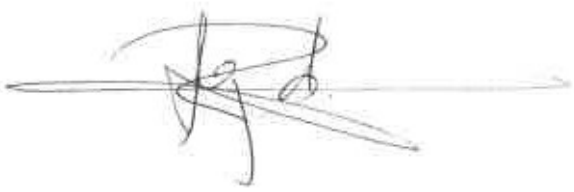
Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CE22 …….).

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Nadine Raymond** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Ma santé m'appartient** pour Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal (Y des femmes de Montréal).

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



1er mars 2022

Nadine Raymond

Directeur(trice) général(e)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
GDD 1228329001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6; ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CARI ST-LAURENT,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 300-774, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H4L 3L5, agissant et représentée par Mme Nisrin Al Yahya, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 133575528RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1142027995-1006490405
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 133775528RR0001

Ci-après, appelél'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques concernant les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme vient en aide aux nouveaux arrivants et aux réfugiés ainsi qu'à leurs familles dans leurs intégrations et recherches d'emplois à Montréal;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le rapport final doit lui être remis au plus tard le **30 avril 2023**.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **QUARANTE MILLE** dollars (40 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **TRENTE-DEUX MILLE** dollars (32 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **HUIT MILLE** dollars (8 000 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 300-774, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H4L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

CARI ST-LAURENT

Par : _____
Nisrin Al Yahya, directrice générale

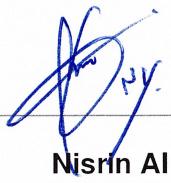
Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2023 (Résolution C …….).

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Nisrin Al Yahya** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **ImmigrantEs en actions** pour CARI St-Laurent.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



04/03/2022

Nisrin Al Yahya

Directeur(trice) général(e)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
GDD 1228329001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1035 rue Rachel Est, 3^{e} étage, Montréal, Québec, H2J 2J5, agissant et représentée par Madame Ghazala Munawar, coordinatrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : 100876689RT0001
N^{o} d'inscription TVQ : 1006370922DQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 100876689RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques concernant les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme s'engage à aider les femmes d'origine sud-asiatique et leur famille à lutter contre la discrimination fondée sur les capacités physiques et mentales,

la religion, la couleur, la nationalité, l'âge, l'orientation sexuelle et l'identité, la caste et la classe sociale.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le rapport final doit lui être remis au plus tard le **30 avril 2023**.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **QUARANTE-DEUX MILLE CINQ CENTS** dollars (42 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **TRENTE QUATRE MILLE** dollars (34 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **HUIT MILLE CINQ CENTS** dollars (8 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12

DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1035 rue Rachel Est, 3^{e} étage, Montréal, Québec, H2J 2J5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordinatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.
.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUES

Par : _____
Ghazala Munawar, coordinatrice

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CE22 …….).

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Ghazala Munawar** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **SAWAI** pour Centre Communautaire des femmes sud-asiatique.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



2022-03-02

Ghazala Munawar

Coordonnateur(trice)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ
GDD1228329001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **PETITES-MAINS,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7595, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec) H2R 1W9, agissant et représentée par Mme Nahid Aboumansour, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : S. O.
N^{o} d'inscription TVQ : S. O.
N^{o} d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques concernant les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme aide les femmes immigrantes, monoparentales et sans emploi, à sortir de l'isolement, et apprendre un métier, afin de favoriser leur insertion sur

le marché du travail et leur intégration à la société québécoise pour qu'elles y vivent en dignité.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le rapport final doit lui être remis au plus tard le **30 avril 2023**.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **QUARANTE-TROIS MILLE** dollars (43 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **TRENTE QUATRE MILLE QUATRE CENT** dollars (34 400 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **HUIT MILLE SIX CENT** dollars (8 600 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7595, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2R 1W9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de 2022

PETITES-MAINS

Par : _____
Nahid Aboumansour, directrice générale

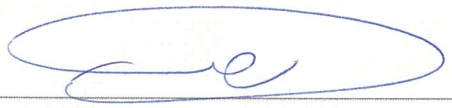
Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CE22 …….).

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Nahid Aboumansour** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Unis pour Réussir** pour Petites Mains.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.



03/03/2022

Nahid Aboumansour

Directeur(trice) général(e)

Date

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE L'*ENTENTE ADMINISTRATIVE SUR LA GESTION DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ*

1. LE CONTEXTE

Les Alliances pour la solidarité contiennent une clause sur les communications qui indique que *« les parties conviennent que toute annonce publique relative à la présente entente doit respecter les modalités d'un protocole de communication publique convenant aux deux parties »* (article 7).

Ce protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront les organismes signataires dans la gestion de l'*Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité*, ci-dessous nommée l'Entente.

2. LES PRINCIPES DIRECTEURS

2.1 Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé des Alliances pour la solidarité.

2.2 Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de l'Entente et avoir la possibilité de prendre part à ladite annonce.

2.3 Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :
- le titre du ou des projets;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de l'entente, dont le MTESS.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.

3. LES MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la direction régionale de Services Québec concernée.[2]

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenu(s) donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction des communications du MTESS, la Direction régionale de Services Québec et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes dans le cadre de cette entente doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les partenaires. Les organismes signataires des Alliances pour la solidarité sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'elles signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :
Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que

[2] Minimalement, la Direction régionale doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci devra effectuer les liens avec la Direction des communications du MTESS et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le MTESS.

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du MTESS doit être mentionnée.

Par ailleurs, si le projet d'un organisme donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le MTESS à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance.

La visibilité accordée aux partenaires de l'Entente n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du MTESS et de l'organisme signataire de l'Alliance pour la solidarité.

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



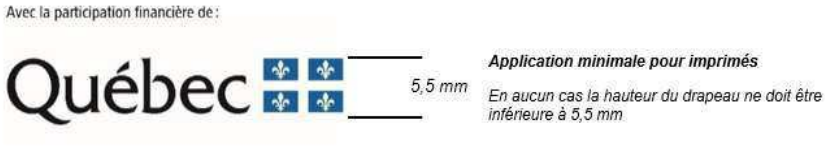
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228329001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division équité et lutte contre les discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 205 000 $ aux six organismes ci-après désignés, pour 2022, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Volet Égalité entre les femmes et les hommes / Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1228329001 _MTESS_ Égalité des genres.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anca ENACHE
Préposée au budget - SDIS
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-01

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.044

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1223302003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 5 000 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du premier Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques qui se tiendra au campus MIL de l'Université de Montréal, le 11 mai prochain, de 9 heures à 16 heures.

Il est recommandé :
d'accorder une contribution non récurrente de 5 000 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du premier Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques qui se tiendra au campus MIL de l'Université de Montréal, le 11 mai prochain, de 9 heures à 16 heures;

d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-13 12:31

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1223302003**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 5 000 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du premier Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques qui se tiendra au campus MIL de l'Université de Montréal, le 11 mai prochain, de 9 heures à 16 heures.

CONTENU

CONTEXTE

La Faculté de droit de l'Université de Montréal organise un premier Forum citoyen, qui se tiendra au campus MIL de l'université le 11 mai prochain de 9 h à 16 h. Ce premier forum a pour but d'identifier les causes de la sous-représentativité des étudiant.e.s issu.e.s des communautés noires dans les programmes universitaires de droit, et par ricochet, dans les professions juridiques, ainsi que de proposer des solutions correctives. S'en suivra un plan d'action visant à offrir des outils incitatifs, tant pour le recrutement des personnes issues des communautés noires dans la Faculté de droit que pour leur insertion dans les professions juridiques. Le mandat d'implémentation et du suivi-exécution de ce plan d'action seront confiés à un comité d'experts qui travaillera également en collaboration avec toutes les parties prenantes.
Dans ce cadre d'actions, l'Université de Montréal sollicite la Ville de Montréal pour contribuer comme partenaire bienfaiteur, commanditaire du programme officiel ou encore accompagnateur de talents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

Accorder une contribution non récurrente de 5 000 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du premier Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques qui se tiendra au campus MIL de l'Université de Montréal, le 11 mai prochain, de 9 heures à 16 heures.

JUSTIFICATION

Dans le cadre des orientations du plan stratégique de Montréal 2030 ainsi que des "Douze engagements pour une transition inclusive" pour l'année 2022 de la Ville de Montréal, nous considérons fort pertinent que la Ville de Montréal y participe et, à cet effet, suggérons une contribution de 5 000 $, somme qui pourrait être imputée à même le budget du Service des

affaires juridiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la contribution non récurrente de la Ville sont disponibles au budget du Service des affaires juridiques. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Cette contribution s'inscrirait dans le cadre d'une des quatre orientations du plan stratégique de Montréal 2030 et plus particulièrement dans celle voulant "Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Lyne LÉVEILLÉ, Service des affaires juridiques
Francyne GERVAIS, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Francyne GERVAIS, 14 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-10

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-04-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-04-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 8-9-18

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Contribution au Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques. Ceci s'inscrit dans l'orientation du plan stratégique de Montréal 2030 à l'effet de renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion.

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1223302003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 5 000 $ à l'Université de Montréal dans le cadre du premier Forum citoyen sur la représentativité des communautés noires dans les professions juridiques qui se tiendra au campus MIL de l'Université de Montréal, le 11 mai prochain, de 9 heures à 16 heures.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1223302003- Contribution Forum citoyen.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget

Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.045

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227883001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 310 000 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 310 000 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022;

	Nom légal de l'organisme	**Montants**
1	Alchimies, Créations et Cultures	25 000 $
2	Congrès national des Italo-Canadiens (RQ)	25 000 $
3	La Fondation B.B.C.M.	24 000 $
4	Festival Haïti en Folie	22 250 $
5	Festival Accès Asie	10 000 $
6	PAAL Partageons le monde	10 000 $
7	Société de Promotion et de Diffusion des Arts et de la Culture (S.P.D.A.C Inc)	10 000 $
8	Fondation LatinArte	10 000 $
9	Société montréalaise des jeux des highland	10 000 $
10	Fondation Fabienne Colas	9 750 $
11	Festival des arts de ruelle	9 500 $
12	Centre culturel Kabir	8 750 $
13	Société Québécoise d'Ensemble-Claviers	8 500 $
14	Communauté Sépharade Unifiée du Quebec	7 500 $
15	Fondation Massimadi	7 250 $

16	Centre des musiciens du monde	7 250 $
17	Comité international pour la promotion du créole et l'alphabétisation	7 250 $
18	Festival de contes Il était une fois...	6 250 $
19	Notre-Dame-des-Arts	5 500 $
20	Un Goût des Caraïbes Inc.	5 250 $
21	Fierté littéraire	4 500 $
22	L'Amitié nuestroamericana	4 250 $
23	Carrefour de Ressources en Interculturel	4 000 $
24	Centre d'écologie urbaine de Montréal (incorporé sous Société de développement communautaire de Montréal)	4 000 $
25	ATSA	4 000 $
26	CIDIHCA	3 750 $
27	Compagnie artistique Forward Movements	3 500 $
28	Vues d'Afrique	3 500 $
29	Montréal la plus heureuse	3 500 $
30	COMPAGNIE THÉÂTRE CRÉOLE	3 500 $
31	AIR-SOM Centre Prisme	3 500 $
32	Grandes Oreilles	3 500 $
33	Racine croisée Solidarité SAWA	2 500 $
34	Centre culturel Kabir	2 250 $
35	Spice Island Cultural Day Association of Quebec	2 250 $
36	Compagnie culturelle théâtrale Blanch (CCTB)	2 250 $
37	L'Ile de Cuba	2 250 $
38	Maison C.A.F.I. (centre d'aide aux familles immigrantes)	2 000 $
39	Maison de l'amitié de Montréal	2 000 $
40	Carrefour d'Aide aux Nouveaux Arrivants	2 000 $
41	Association Racines Socioculturelles	2 000 $
42	Centre des Femmes Montréal-Est / Pointe-aux-Trembles	2 000 $
43	Loisirs Saint-Henri	2 000 $
44	Association des Jeunes de la Petite-Bourgogne	1 500 $
45	Association Yemba du Canada	1 500 $
46	Rendez-vous M.O.S. Montréal	1 500 $
47	Maison de l'Europe à Montréal	1 500 $
48	Native Immigrant/ Immigrant de Souche	1 500 $
49	Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville	1 500 $
50	Matsuri Japon	1 000 $
51	Maison de jeunes de Saint-Léonard	1 000 $
52	Initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies	1 000 $
		310 000 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-27 16:07

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227883001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 310 000 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la culture est responsable de la gestion du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - Festivals et événements - 2022 (PSDEC). Le programme vise à consolider les efforts de promotion et d'organisation de festivals et d'événements qui favorisent la rencontre et le partage des expressions de la diversité culturelle montréalaise pour promouvoir les relations interculturelles et favoriser l'excellence de Montréal sur le plan de la diversité des expressions culturelles et de l'interculturalisme.

Les critères d'évaluation sont les suivants :
1. Qualité générale du projet
2. Promotion, visibilité et populations participantes
3. Partenariats et impacts du projet
4. Équilibre financier
5. Expertise de l'organisme

Deux rencontres d'information virtuelles ont eu lieu les 23 et 30 novembre 2021. Ces rencontres en ligne ont permis aux organismes présents de poser leurs questions et d'en apprendre davantage sur le programme. Nous y avons rencontré plus de 80 organismes de la diversité. De plus, nous avons fourni un accompagnement au téléphone ou par courriel tout au long de la période d'ouverture des candidatures. Certains organismes ont même bénéficié de temps supplémentaire pour le dépôt de leur demande.

La composition du jury a fait une grande place à des membres de l'externe et de la diversité :

- 5 membres (3 externes et 2 internes), dont trois issus de la diversité culturelle et un des communautés autochtones.

- Les membres externes possédaient des expertises différentes de haut niveau : gouvernance/financement, communication/événements, gestion et accompagnement d'OBNL et enjeux des communautés autochtones.

Les principales opérations de communication, d'appel de candidatures, de réception de projets et de sélection se sont déroulées du 1er novembre au 17 décembe 2021, selon l'échéancier suivant :

1. Appel de soumission de projets diffusé notamment auprès des organismes (envois de courriels aux organismes et publication dans les réseaux sociaux du Conseil des arts de Montréal, de Diversité Artistique Montréal et du réseau Accès culture).
2. Clôture de la période de soumission de projets le 17 décembre 2021 17 h et traitement des demandes déposées au PSDEC - 2022.
3. La validation de l'admissibilité des demandes a été faite en janvier et février 2022.
4. L'analyse et la sélection des projets ont eu lieu les 16 et 18 février 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0581, du 14 avril 2021 - Accorder un soutien financier aux 45 organismes ci-après désignés pour un montant total de 275 000 $ dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2021.
CE20 0809, du 3 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 254 500 $ aux 39 organismes ci-après désignés pour la réalisation de 40 projets, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, à même le budget de fonctionnement de la Ville, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - Festivals et événements 2020.
CE19 1007, du 12 juin 2019 - Accorder un soutien financier de 254 500 $ à 41 organismes pour la réalisation de 42 projets, à même le budget de fonctionnement de la Ville, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - Festivals et événements 2019.
CE18 0994, du 6 juin 2018 - Accorder un soutien financier total de 168 500 $ à 37 organismes pour la réalisation de 39 projets, à même le budget de fonctionnement de la Ville, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - Festivals et événements - 2018.
CE17 0766, du 10 mai 2017- Accorder un soutien financier totalisant la somme de 169 500 $ aux organismes ci-après désignés, pour les projets et les montants indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles – Festivals et événements – 2017.
CE16 0671, du 27 avril 2016 - Accorder un soutien financier total de 170 500 $ à 36 organismes pour la réalisation de 37 projets, à même le budget de fonctionnement de la Ville, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - Festivals et événements 2016.
CE15 0744, du 22 avril 2015 - Accorder un soutien financier de 179 500 $ à 37 organismes pour la réalisation de 38 projets, à même le budget de fonctionnement de la Ville, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - Festivals et événements - 2015.

DESCRIPTION

La Direction Cinéma-Festivals-Événements a reçu 89 demandes de soutien financier totalisant 988 660 $.
Le comité de sélection a retenu 52 projets de 51 organismes (le Centre culturel Kabir a présenté deux projets qui ont été retenus) qui mettent de l'avant l'excellence de Montréal sur le plan de la diversité des expressions culturelles et de l'interculturalisme.

Les recommandations sont telles qu'elles apparaissent ci-dessous :

	Nom légal de l'organisme	Nom complet de l'événement ou du projet
1	Alchimies, Créations et Cultures	Orientalys
2	Congrès national des Italo-Canadiens (RQ)	ItalfestMTL
3	La Fondation B.B.C.M.	Carnaval des couleurs de Montréal
4	Festival Haïti en Folie	16e Festival Haïti en Folie
5	Festival Accès Asie	Célébration du patrimoine asiatique
6	PAAL Partageons le monde	Festival Dia de muertos MTL 2022
7	Société de Promotion et de Diffusion des Arts et de la Culture (S.P.D.A.C Inc)	Festival Mtl en Arts
8	Fondation LatinArte	Festival LatinArte
9	Société montréalaise des jeux des highland	Jeux écossais de Montréal
10	Fondation Fabienne Colas	Festival Fondu au Noir
11	Festival des arts de ruelle	#FAR2022
12	Centre culturel Kabir	Festival des films de l'Asie du Sud de Montréal
13	Société Québécoise d'Ensemble-Claviers	Les Saisons Russes de Montréal 2022
14	Communauté Sépharade Unifiée du Quebec	Festival Sefarad de Montréal 2022
15	Fondation Massimadi	14e Massimadi festival des films et des arts LGBTQ+ afro
13	Centre des musiciens du monde	S'initier aux musiques du monde par des ateliers interactifs et la réalité virtuelle
17	Comité international pour la promotion du créole et l'alphabétisation	Mois du Créole a Montreal 21e edition
18	Festival de contes Il était une fois...	Festilou 2022
19	Notre-Dame-des-Arts	La semaine des arts NDG
20	Un Goût des Caraïbes Inc.	Édition Spécial de la Musique Reggae (festival à l'extérieur)
21	Fierté littéraire	Festival 2022 : S'écrire pour s'inclure
22	L'Amitié nuestroamericana	Déambulations artistiques sur rue - Fête interculturelle de L'Amitié nuestroamericana
23	Carrefour de Ressources en Interculturel	Les Rendez-vous Interculturels - Volet événement
24	Centre d'écologie urbaine de Montréal (incorporé sous Société de développement communautaire de Montréal)	Promenades de Jane 2022
25	ATSA	Parcours ton quartier
26	CIDIHCA	La semaine culturelle Afro-Caribéenne
27	Compagnie artistique Forward Movements	Festival Kairos
28	Vues d'Afrique	4 expositions dans le cadre du 28e Rallye-Expos
29	Montréal la plus heureuse	Festival du bonheur de Montréal 2022
30	COMPAGNIE THÉÂTRE CRÉOLE	4e édition Festithéâtrecréole
31	AIR-SOM Centre Prisme	Festival Expressions Artistiques d'ici et d'Ailleurs
32	Grandes Oreilles	6e édition de Grandes Oreilles
33	Racine croisée Solidarité SAWA	Festival Afromonde

34	Centre culturel Kabir	Festival NexGen MultiArts
35	Spice Island Cultural Day Association of Quebec	Spice Island Cultural Day Association of Quebec (SICDAQ)
36	Compagnie culturelle théâtrale Blanch (CCTB)	17e édition du Festival international de théâtre Montréal
37	L'Ile de Cuba	Festival International Cubaneando
38	Maison C.A.F.I. (centre d'aide aux familles immigrantes)	Latin Fest Culturel et Gastronomique 2022
39	Maison de l'amitié de Montréal	Duluth en Arts
40	Carrefour d'Aide aux Nouveaux Arrivants	Ra-Contez-vous ! Histoires et parcours migratoires !
41	Association Racines Socioculturelles	Héritage Maghrébin de Montréal
42	Centre des Femmes Montréal-Est / Pointe-aux-Trembles	Unir Notre Action - UNA pour l'égalité
43	Loisirs Saint-Henri	Festival Jeux et cultures du Sud-Ouest
44	Association des Jeunes de la Petite-Bourgogne	Festival Petite-Bourgogne
45	Association Yemba du Canada	Festival culturel : Yemba et Premières Nations
46	Rendez-vous M.O.S. Montréal	Loop Sessions - Connexion Québec
47	Maison de l'Europe à Montréal	La fête de l'Europe à Montréal, édition 2022
48	Native Immigrant/ Immigrant de Souche	Tio'tiake First Peoples Festival - Tio'tiake Festival des Premières Peuples
49	Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville	Les rendez-vous interculturels à Bordeaux-Cartierville
50	Matsuri Japon	19e edition Matsuri Japon
51	Maison de jeunes de Saint-Léonard	Fête estivale des ados
52	Initiative 1,2,3 GO! Rivière-des-Prairies	Fête de la famille

JUSTIFICATION

Les projets retenus favorisent l'interculturalisme, la rencontre et le partage entre les différentes communautés ethnoculturelles ainsi que leur participation à la vie montréalaise. Ils permettent à l'ensemble de la population montréalaise de découvrir les nombreuses cultures qui composent le Montréal d'aujourd'hui et de demain, et ce dans tous les arrondissements de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction Cinéma-Festivals-Événements dispose des crédits nécessaires dans son budget 2022 pour assumer la dépense de 310 000 $ relativement au PSDEC 2022. Ces dépenses sont entièrement assumées par la ville centrale.
Le budget global est passé de 275 000 $ à 310 000 $ et a donc permis de financer 7 projets de plus qu'en 2021.

	2019	2020	2021	2022
nb d'organismes financés	41	39	45	51
montant total du financement	254 500 $	254 500 $	275 000 $	310 000 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en

changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité.*

Le soutien financier aux organismes via le Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles (PSDEC) contribue à autre priorités du plan stratégique Montréal 2030:
no. 8 Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous
no. 9 Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
no. 15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
no. 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoin.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les festivals et événements culturels positionnent et renforcent Montréal comme *Ville des festivals* ; favorisent le rayonnement culturel de la métropole; contribuent à une animation urbaine de qualité et génère des retombées récréotouristiques et économiques majeures. Ils visent à promouvoir des disciplines artistiques, la création, la relève, la diversité, l'autochtonie et le rayonnement métropolitain, national et international de Montréal. Ils favorisent également les partenariats, les rencontres professionnelles (afin de stimuler l'entrepreneuriat culturel), les échanges et le développement des pratiques et des opportunités d'exportation des œuvres. Ils s'intéressent à l'innovation qui se veut ouverte à des pratiques et formes artistiques nouvelles (urbaines et virtuelles) désirant créer des expériences uniques où le public est partie prenante des activités par de la médiation culturelle et des outils de réseautage. De plus, le nouveau festival soutenu dans ce programme fait preuve d'une grande intégration des valeurs d'équité, d'inclusion et de diversité en cohérence avec une représentativité de la population montréalaise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la COVID-19, le soutien aux festivals et événements aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, en soutenant les organismes et les artistes offrant des prestations en ces temps difficiles.
En l'occurrence, il pouvait être difficile de prévoir un projet qui se tiendra dans plusieurs mois avec les mesures sanitaires à respecter à ce jour. Il a été demandé aux organismes d'être le plus réaliste et cohérent possible avec la mission de l'organisme et de présenter un projet tel qu'il pourrait se faire à la date de dépôt du dossier. Une mise à jour du projet pourrait éventuellement être demandée dans le cas d'une confirmation du soutien de la Ville.

Tous les projets déposés par les organismes pour la tenue de leurs événements doivent donc pouvoir se tenir peu importe le niveau de restriction des mesures sanitaires dictées par les autorités compétentes, que cela soit en présentiel, en virtuel ou de manière hybride. Ainsi, le soutien financier aux organismes reste essentiel pour qu'ils puissent poursuivre, de façon pérenne, leur mission qui demeure, entre autres, de contribuer à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais et continuer de positionner et renforcer Montréal comme *Ville de festival* .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue dans le cadre de ce projet.

Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Visite de certains événements

- Accompagnement de certains événements
- Réception des bilans d'événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Sarra ZOUAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GOUDREAU
Commissaire

Tél : 514-774-4100
Télécop. : 514-872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Bianelle LEGROS
Chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438-820-0182
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
Directeur, Direction Cinéma-Festivals-Événements

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique GAZO
directeur(trice) - bibliothèques

Tél : 514-809-3070
Approuvé le : 2022-04-25

Tél : 514.872.9258
Approuvé le : 2022-04-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1227883001**

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction Cinéma-Festivals-Événements

Projet : Accorder un soutien financier à 52 organismes pour un montant total de 310 000 $ dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

no. 8 Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

no. 9 Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

no. 15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

no. 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le programme aura des retombées dans tous les arrondissements de Montréal, offrant aux citoyen.ne.s une plus grande accessibilité aux activités culturelles localement.

Ce programme dédié à des projets présentés par différents organismes issus de la diversité des expressions culturelles permet de découvrir de nouvelles cultures et de s'ouvrir à des rencontres et ce à travers tous les arrondissements.

Ce programme permet également de soutenir la vitalité culturelle, par le biais des festivals et événements qui sont présentés aux citoyen.nes.

En offrant des événements locaux, le programme permet aussi aux citoyen.nes. de profiter d'activités culturelles directement dans leurs arrondissements, répondant aux besoins des personnes qui ne sont pas à même de se déplacer vers le centre-ville pour profiter de la vie culturelle montréalaise.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			s/o

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			s/o
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			s/o
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Programme de
soutien financier 2022

Diversité des expressions culturelles

festivals et événements



Montréal Québec

Date limite du dépôt de la demande :
vendredi 17 décembre 2021 à 17 h

Crédits : Village au Pied-du-courant, Marie Eve Dion

Table des matières

1. Description du programme **4**
2. Objectifs généraux du programme **4**
3. Conditions d'admissibilité **5**
Organismes admissibles 5
Projets non admissibles 5
4. Critères d'évaluation des projets **6**
5. Nature de l'aide financière **7**
6. Documents à soumettre **7**
7. Date de tombée **8**
8. Processus décisionnel et annonce des résultats **8**
9. Rapport de l'utilisation de l'aide financière **8**
10. Renseignements **9**
Rencontres publiques d'information virtuelles 9
Service de la culture 9
11. Protocole de visibilité **10**

1. Description du programme

Le programme de soutien à la diversité des expressions culturelles (PSDEC) vise à soutenir les efforts d'organisation de festivals et d'événements qui favorisent la rencontre et le partage des expressions de la diversité culturelle montréalaise afin de promouvoir les relations interculturelles.

Les festivals et les événements sont, au sens de ce programme, des manifestations ponctuelles qui se déroulent sur une période d'un à trente jours sur le territoire de la Ville de Montréal (avec dix jours maximum sur le domaine public).

Le programme s'inscrit dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, « en favorisant une approche transversale qui mise sur le pouvoir de la culture comme levier de développement ».[1] Il favorise la participation culturelle citoyenne, la cohésion sociale et le développement des quartiers culturels, ainsi que l'inclusion, l'équité et la diversité des publics, par le biais de propositions artistiques innovantes.

Le programme de soutien 2022 vise à soutenir les événements rassembleurs pour l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais.

2. Objectifs généraux du programme

Le programme vise à :

- Favoriser l'excellence de Montréal sur le plan de la diversité des expressions culturelles et de l'interculturalisme;
- Promouvoir l'inclusion et les relations harmonieuses entre les communautés et les individus de toutes origines, en soutenant la réalisation de festivals et d'événements faisant la promotion de la diversité des expressions culturelles;
- Encourager de nouveaux événements : une attention particulière sera portée à l'étude des nouveaux dossiers et aux projets intégrant la jeunesse ou la culture autochtone;
- Soutenir la réalisation de festivals et d'événements qui favorisent le rassemblement de différentes communautés culturelles montréalaises;
- Encourager la réalisation de projets qui favorisent et encouragent le dialogue, le maillage ou le métissage des expressions entre diverses communautés culturelles par le biais d'événements ou de festivals culturels rassembleurs;
- Assurer à la population une plus grande accessibilité à ces événements et festivals;
- Encourager les événements écoresponsables.

Dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19, il peut être difficile de prévoir un projet qui se tiendra dans plusieurs mois avec les mesures sanitaires en vigueur à ce moment. Il est demandé d'être le plus réaliste et cohérent possible avec votre mission et de nous présenter votre projet tel qu'il pourrait se faire en date d'aujourd'hui. Une mise à jour sera éventuellement demandée dans le cas d'une confirmation du soutien financier de la Ville.

1 ville.montreal.qc.ca/culture/politique-de-developpement-culturel-2017-2022

3. Conditions d'admissibilité

Organismes admissibles

Pour être admissible, l'organisme demandeur doit :

- être un organisme (personne morale) à but non lucratif depuis 1 an à la date de dépôt de la demande;
- avoir son siège social sur le territoire de la Ville de Montréal;
- exercer ses activités essentiellement dans le domaine de la culture, du développement social, communautaire, du loisir ou de la diversité ethnoculturelle;
- réaliser le festival ou l'événement en présentiel ou hybride sur le territoire de la Ville de Montréal en 2022;
- soumettre une demande complète et conforme aux objectifs du programme;
- déclarer les partenariats et les ententes de soutien financier avec la Ville de Montréal (services centraux, arrondissements, maisons de la culture ou autres centres de diffusion) et avec les paliers de gouvernements provincial et fédéral;
- avoir respecté ses engagements lors de l'attribution de soutiens financiers antérieurs et être en règle avec les différents services de la Ville de Montréal;
- s'assurer que, s'il reçoit une subvention annuelle de la Ville de Montréal, celle-ci soit inférieure à 150 000 $.

Projets non admissibles

- les demandes de soutien au fonctionnement général de l'organisme;
- les événements présentés dans le cadre des Week-ends du monde;
- les salons, les galas, les foires, les projets qui consistent uniquement à présenter des spectacles ou des films, les marchés et les concours;
- les colloques, les conférences et les congrès;
- les événements de nature essentiellement religieuse, politique ou commerciale;
- les événements dont la principale raison d'être est une activité de financement;
- les projets relatifs à la réalisation de fêtes nationales.

Les dossiers ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés.

4. Critères d'évaluation des projets

Le Service de la culture de la Ville de Montréal mettra en place un comité d'évaluation constitué de représentants de la Ville de Montréal et des milieux artistiques et culturels. Une attention particulière sera apportée à la diversité des membres de ce comité.

Voici les critères d'évaluation des projets :

- **La présentation d'un dossier complet et bien articulé**

  Le jury a besoin de bien comprendre les objectifs du projet qui doivent être en lien avec ceux du Programme et de la Politique culturelle de la Ville de Montréal;

- **La situation générale de l'organisme**

  L'organisme démontre une capacité à bien gérer et maintenir une situation financière stable. Les états financiers doivent être présentés au moyen d'un formulaire fourni par le responsable du programme;

- **L'expertise de l'organisme en matière d'organisation d'événements ou de festivals**

  L'organisme doit présenter au jury des réalisations antérieures ou sa ligne conductrice.

  L'organisme devra également démontrer l'impact de ses actions sur le développement durable (citer des exemples d'actions visant un événement écoresponsable);

- **La qualité de la programmation ainsi que la valorisation de la mixité des expressions culturelles et de partage entre les communautés culturelles.**

  En accord avec la Politique de l'enfance de la Ville de Montréal, le jury regarde les efforts faits pour intégrer et faire participer la jeunesse montréalaise. De même, en accord avec la volonté de réconciliation avec les peuples autochtones, il regarde les efforts en matière d'intégration et de participation de la communauté autochtone. Le jury sera sensible à la pertinence de l'événement quant au métissage et à la mixité;

- **Le plan de communication pour rejoindre la clientèle visée et favoriser la participation des communautés culturelles**

  Le dossier devra faire part des efforts qui seront faits pour inviter toutes les communautés culturelles composant la population montréalaise à participer à l'événement. L'événement doit être ouvert à tous, y compris aux personnes à mobilité réduite, aux familles et aux aînés;

- **La présentation d'un budget équilibré pour l'événement ou le festival qui fait état des soutiens financiers et techniques de la Ville.**

  Le programme ne pouvant soutenir à lui seul un événement, l'organisme doit démontrer qu'il bénéficie d'autres sources de soutien financier;

- **Partenaires**

  L'implication d'organismes partenaires au projet (lettres d'appui) est un atout;

- **Éventuelle édition précédente, bilan et respect des obligations**

  Si cela s'applique, le jury prendra en considération le bilan de l'événement de l'année précédente ainsi que le respect des obligations du programme par l'organisme, incluant la remise du bilan.

À noter que si plusieurs organismes désirent réaliser un événement de nature similaire au cours de l'année, la Ville de Montréal se réserve le droit d'exercer un arbitrage.

Dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 qui sévit depuis mars 2020, le jury fera preuve d'ouverture et de compréhension quant à l'atteinte des objectifs énumérés ci-haut, notamment quant à l'analyse des bilans et des budgets de l'année précédente.

5. Nature de l'aide financière

Dans le cas des festivals et des événements ayant un budget de :

300 001 $ et plus, la contribution financière maximale est de 25 000 $

300 000 $ et moins, la contribution financière maximale est de 10 000 $

- Pour un événement déposant une demande de soutien financier pour une première édition (peu importe le budget), l'aide financière maximale est de 5 000 $;
- Les paiements se font en deux versements. Le dernier versement, représentant 10 % du montant octroyé, se fera au moment du dépôt du bilan d'activités et du bilan financier.

6. Documents à soumettre

Le formulaire dûment rempli, accompagné de tous les documents demandés, doit être soumis en ligne : montreal.ca/programmes/programme-de-soutien-la-diversite-des-expressions-culturelles

Documents administratifs à joindre :

- Charte et lettres patentes de l'organisme;
- Liste des membres du conseil d'administration, leur fonction et la durée de leur implication;
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le signataire à déposer cette demande;
- États financiers du dernier exercice.

Veuillez noter que :

- Les dossiers doivent être remplis en ligne uniquement;
- Les renseignements demandés ne peuvent être inscrits que sur le formulaire (aucun document annexé ne sera transmis au comité d'évaluation). Il faut donc se limiter aux espaces prévus sur le formulaire.
- Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés;
- Aucun document ne sera accepté après la date limite de dépôt.
- Seul l'accusé de réception qui vous sera transmis fait foi de la réception du dossier. Veuillez vous assurer de l'avoir bien reçu au cours de la semaine qui suit l'échéance du programme.

7. Date de tombée

Aucun document ne sera accepté après la date limite; Le formulaire rempli et signé, accompagné des documents obligatoires devra être acheminé au plus tard **le vendredi 17 décembre 2021 à 17 h.**

8. Processus décisionnel et annonce des résultats

Les demandes sont analysées par un comité d'évaluation et les projets retenus sont soumis pour approbation au comité exécutif de la Ville de Montréal.

Un délai approximatif de trois mois doit être prévu entre l'échéance du dépôt de la demande et l'annonce de la décision aux organismes.

9. Rapport de l'utilisation de l'aide financière

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles s'engage à :

- Informer le représentant de la Ville des changements apportés au projet pendant sa réalisation et faire état des avancées et des défis rencontrés selon les indicateurs et objectifs;
- Produire un bilan final du projet, signé par le représentant autorisé de l'organisme, et remettre quatre photographies libres de droits en format électronique. Le lien pour le bilan sera envoyé ultérieurement.
- La date limite de dépôt du bilan final pour tous les organismes soutenus par le Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles est trois mois après la tenue de l'événement;
- Le versement final de la subvention (10 % du soutien) sera remis à l'organisme sur approbation du bilan par le représentant de la Ville de Montréal;
- Les responsabilités et obligations des organismes soutenus sont inscrites dans le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme. Ce formulaire fait foi de protocole d'entente.

Indices d'Équité et Inclusion et d'Écoresponsabilité

La Ville de Montréal a mis en place un plan stratégique «Montréal 2030», qui a pour objectif d'accroître la cohérence d'ensemble et l'impact des actions et décisions municipales pour les 10 prochaines années, et ce, de manière à offrir aux citoyen.nes des services municipaux de qualité. La réussite de Montréal 2030 reposera, notamment, sur la capacité de l'administration à évaluer et à augmenter la valeur stratégique des initiatives en fonction des 20 priorités Montréal 2030 et des quatre orientations incontournables que sont :

1. la transition écologique
2. la solidarité, l'inclusion et l'équité
3. la démocratie et la participation
4. l'innovation et la créativité

À cet effet, vous trouverez dorénavant dans vos bilans, des questions qui portent sur la diversité et l'inclusion au sein de votre organisme, autant que des questions sur vos actions écoresponsables, le but étant d'arrimer la vision de la Ville avec les programmes de financement qu'elle offre. Tous les détails sur ces deux pôles vous seront émis lors de l'envoi du formulaire *Bilan* de votre programme de soutien financier.

10. Renseignements

Rencontres publiques d'information virtuelles

Deux rencontres publiques d'information virtuelles sur le Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles auront lieu en ligne :

- **Première rencontre virtuelle :** mardi 23 novembre à 17 h
- **Deuxième rencontre virtuelle :** mardi 30 novembre à 10 h

Pour obtenir les détails et vous inscrire : montreal.ca/programmes/programme-de-soutien-la-diversite-des-expressions-culturelles

Service de la culture

Division festivals et événements

Nathalie Goudreau
Agente de développement culturel
psdec@montreal.ca
Téléphone : 514 774-4100

Référence :

En français : montreal.ca/programmes/programme-de-soutien-la-diversite-des-expressions-culturelles

Pour consulter la liste complète des programmes du Service de la culture :

montreal.ca/sujets/artistes-industries-creatives-et-culturelles

11. Protocole de visibilité

Division festivals et événements

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Obligations de l'organisme subventionné

Votre projet ou événement a reçu une subvention de la Ville de Montréal. En échange de celle-ci, votre organisme s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole;

1.2. Respecter la clause de visibilité liant la Ville de Montréal et le ministère du gouvernement provincial concerné selon l'entente-cadre convenue, le cas échéant;

1.3. Convenir avec la Ville de Montréal d'un protocole à respecter pour le partage de la visibilité lorsqu'un ministère ou des partenaires majeurs sont impliqués;

1.4. S'assurer que tous les sous-traitants embauchés par votre organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité, ainsi que la Charte de la langue française, comme cela est prévu au protocole.

2. Communications

Votre organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes vos communications relatives au projet ou à l'activité;
- Apposer le logo de la Ville sur tous vos outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse;

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, vous devez mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal.**
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les blogueurs et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable avec la Ville de Montréal des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le projet ou l'activité;

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville de Montréal. (référence: montreal.ca/sujets/logo-et-normes-de-visibilite;
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site internet ou tout autre support média;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site internet du projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier).
- La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet;
- Aviser le cabinet de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) 20 jours ouvrables à l'avance de la tenue de ces événements;
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre);
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre);
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics;
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une Entente-cadre) dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins 20 jours ouvrables à l'avance.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville de Montréal (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre), dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

Afin de répondre aux exigences du protocole de visibilité, veuillez vous adresser à la responsable du programme au sein de la Division festivals et événements du Service de la culture.

Montréal

montreal.ca

Ville de Montréal (10-21) 27535

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227883001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 310 000 $, aux organismes ci-après désignés pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien à la diversité des expressions culturelles - festivals et événements (PSDEC) 2022

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds_GDD 1227883001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sarra ZOUAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872-5597

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-25

Diana VELA
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3203
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.046

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225008001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, de 600 000 $ à l'organisme Esplanade Montréal, pour une durée de 4 ans (2022 à 2025), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 2 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 600 000 $ à Esplanade Montréal afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 2 volets de son plan d'action pour la période 2022-2024;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-03 23:21

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225008001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, de 600 000 $ à l'organisme Esplanade Montréal, pour une durée de 4 ans (2022 à 2025), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 2 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'Esplanade est un organisme à but non lucratif qui offre une gamme complète de services afin d'aider les entrepreneurs de sa communauté à développer leurs projets, leurs organisations et ultimement, accroître leur impact social. Il a été incubé par l'Institut du Nouveau Monde dans le cadre de "*À go, on change le monde!* " avant de voler de ses propres ailes en 2014.
L'Esplanade est un des rares organismes de soutien mature dédié à l'entrepreneuriat à impact social et à l'innovation sociale. Il dessert une très large communauté d'entrepreneurs à impact, s'adressant tout autant aux entreprises privées à finalité sociale qu'aux entreprises d'économie sociale de l'agglomération montréalaise.

Soutien accordé dans le passé

Le 23 avril 2020 - un addenda à la convention initiale (du 28 février 2019) est approuvé concernant le recalibrage des activités prévues initialement vers les besoins identifiés par la clientèle de l'Organisme. Cette modification au projet prévoit une nouvelle séquence des versements à venir de la contribution municipale et sur la date de fin de projet.

28 février 2019 – Soutien financier, non récurrent, de 555 000 $ pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en œuvre de 3 volets de son plan d'action (CG19 0070)

25 février 2015 - Soutien financier non récurrent de 50 000 $l pour les travaux d'aménagement nécessaires à l'implantation d'un espace de travail collaboratif dédié à l'innovation sociale (CE15 0319)

Esplanade Montréal dépose au Service du développement économique une demande de

soutien pour l'accompagnement des entrepreneurs et entreprises à impact social consolidant de la sorte l'offre d'accompagnement déployée au cours de la précédente période.

L'aide financière demandée est d'une valeur de 600 000 $ pour la période d'avril 2022 à février 2025.

Les objectifs poursuivis par le projet 2022-2024 visent à maintenir l'offre de services d'accompagnement de projets entrepreneuriaux à impact social, tant privé que collectif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0211 – 23 avril 2020 – Approuver le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Printemps numérique (CG20 0058) et le projet d'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville et l'organisme Esplanade (CG19 0070), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster les modalités des projets financés au contexte engendré par la pandémie
CG19 0070 – 28 février 2019 – Accorder un soutien financier, non récurrent, de 555 000 $ à l'organisme Esplanade, pour une durée de 3 ans (2019 à 2021), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en œuvre de 3 volets de son plan d'action

CE15 0319 - 25 février 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Esplanade Montréal pour les travaux d'aménagement nécessaires à l'implantation d'un espace de travail collaboratif dédié à l'innovation sociale

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel porte sur le soutien au fonctionnement de l'organisme et à deux volets de son plan d'action.
Depuis sa création, l'Esplanade intervient sur 3 axes de soutien aux entrepreneurs à impact social. Il offre une programmation diversifiée et axée sur les besoins des entrepreneurs tels des ateliers, des formations et des conférences. Il offre aussi le parcours Impact 8 avec sa formule d'accompagnement à impact social. Il s'assure de donner accès à la plateforme d'investissement participatif SVX par un accompagnement sur mesure. Il anime 3 pôles d'innovation et d'expertise qui agissent comme accélérateurs du passage de l'intention d'entreprendre à l'action concrète : santé communautaire, systèmes alimentaires et environnement et changements climatiques.

Le soutien de la Ville permettra plus précisément :

- de tenir 6 cohortes sur les 9 prévues au total d'ici la fin 2024 dans le cadre du programme Collision du parcours Impact 8 que déploie Esplanade. Les thématiques envisagées à ce jour pour ces cohortes sont 3 cohortes en santé communautaire, 3 cohortes en systèmes alimentaires et 3 cohortes en action climatique dont la première serait consacrée à l'économie circulaire. Ce choix reflète les orientations qu'a prises Esplanade de développer trois pôles d'expertise (santé communautaire, systèmes alimentaires, environnement et changements climatiques). D'autres thématiques pourraient être retenues au besoin.

- de présenter des ateliers, conférences et débats sous un format virtuel ou présentiel sur les thématiques entrepreneuriales (financement, croissance, commercialisation, impact, etc.) dans le cadre des activités de la Programmation offerte par Esplanade. L'objectif est d'atteindre 1,500 à 2,000 participants pour la période 2022-2024.

Enfin, Esplanade vise à atteindre 50% d'entreprises d'économie sociale participantes au programme Collision et à la Programmation. Cet objectif est conditionnel au nombre de projets d'économie sociale qui postuleront à Collision et qui s'inscriront aux activités de la programmation. Il s'agirait donc d'un objectif non contraignant mais qui serait travaillé en continu avec l'écosystème pour se rapprocher le plus possible de cette cible. Les efforts déployés pour atteindre cet objectif seront détaillés dans les redditions de compte annuels.

Les partenaires financiers de l'Esplanade dans les activités précédemment décrites sont inscrits au tableau suivant :

REVENU		**Année 1**	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**TOTAL**
Frais de participation		8 400	8 400	8 400	0	25 200
Développement économique Canada	*confirmé*	76 781	113 344		0	190 125
Recyc-Québec	*confirmé*	55 000			0	55 000
Ville de Montréal		200 000	200 000	180 000	20 000	600 000
Développement d'affaires		36 563	55 000	168 344	0	260 907
TOTAL		**376 744**	**376 744**	**356 744**	**20 000**	**1 130 232**

La contribution de la Ville correspond à 53% du budget du projet

JUSTIFICATION

Le présent soutien financier permettra à Esplanade Montréal de poursuivre son offre de services au développement d'entreprises sociales et maintiendra ainsi ses services d'accompagnement au pré-démarrage d'entreprises peu présents dans la métropole. La COVID 19 et les répercussions économiques en découlant n'ont fait que renforcer la pertinence de leur approche.
Ce soutien s'inscrit dans la continuité de la Stratégie de développement économique 2018-2022, des mesures d'urgence 2020 et des plans de relance économique 2020 et 2021. Il répond plus particulièrement aux objectifs du Plan d'action en innovation sociale de créer des conditions d'émergence de l'entrepreneuriat social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant précise la valeur du soutien financier et fait le parallèle avec le soutien financier des trois dernières années précédentes.

						Soutien recommandé				
Esplanade Montréal	2019	2020	2021	2022	**2019-22**	2022	2023	2024	2025	**2022-2025**
PARTENARIAT	175 000	175 000	175 000	30 000	555 000	200 000	200 000	180 000	20 000	600 000
Pourcentage de la valeur du soutien par rapport au projet global	32%	32%	32%	5%	100%	33 %	33 %	30 %	4 %	100%

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 600 000 $. Considérant la reddition de comptes, les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2022	**2023**	**2024**	**2025**	**TOTAL**
200 000 $	200 000 $	180 000 $	20 0000 $	**600 000 $**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat (Entente 150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), puisqu'il s'agit d'une contribution à des organismes pour appuyer des projets qui viennent compléter les actions en développement économique local offerts par les municipalités liées et les organismes PME MTL.

Ce dossier de compétence d'agglomération n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelles parce que les activités du projet ne relèvent pas de ces aspects.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'Esplanade est un partenaire de premier plan voué au développement de l'entrepreneuriat à impact social, un secteur d'intérêt stratégique pour Montréal. La contribution financière de la Ville à ce dernier permettra d'assurer la continuité de ses activités ainsi que la mise en œuvre et l'émergence de projets structurants et novateurs en matière de soutien à l'entrepreneuriat collectif et social.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Selon les informations actuellement disponibles en matière de santé publique, aucun impact au déroulement du projet n'est anticipé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : mai 2022
Conseil d'agglomération :19 mai 2022
Début de projet : mai 2022
Fin de projet : février 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Johanne L LAVOIE
Commissaire a l'économie sociale

Tél : 514 368-4339
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-24

Véronique GERLAND
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-4278
Télécop. : 872-

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-04-01

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225008001*
Unité administrative responsable : *Direction de l'entrepreneuriat, Service du développement économique*
Projet : *Entente 2022 – Esplanade Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

4 - Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

14 - Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

4 - Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

RÉSULTAT : Mobiliser les entrepreneurs et entreprises d'économie sociale aux différents parcours et activités entrepreneuriaux et viser un taux de participation de 50% de leur part

14 - Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

RÉSULTAT : 75 entreprises innovantes directement accompagnées dans le pivot de leur modèle d'affaires, le changement d'échelle ou la croissance de leur impact social. 1500 à 2000 entreprises innovantes rejointes par les différentes activités (conférences, ateliers, débats)

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

esplanade

Proposition de renouvellement de partenariat entre l'Esplanade et la Ville de Montréal

1. Introduction

À titre de rappel, l'Esplanade est un accélérateur montréalais qui accompagne les entrepreneurs sociaux et environnementaux ayant décidé de placer l'innovation au cœur de leur modèle d'affaires. Tout comme eux, nous voulons accélérer la transition socio-écologique via l'entrepreneuriat social. Au travers de nos programmes d'accompagnement, nous nous consacrons entièrement à la pérennisation, à l'accélération et à la mise à échelle de leurs projets entrepreneuriaux.

Forte de sa position unique et différenciée dans le marché de l'accompagnement entrepreneurial à Montréal, mais également au Québec, l'Esplanade a bâti en 6 ans la proposition de valeur la plus structurée et avancée dans l'écosystème pour accompagner des entreprises à mission sociale et environnementale. Alors qu'elle se limitait à un marché, niche en 2015, l'Esplanade dessert maintenant une communauté grandissante d'innovateurs et d'entrepreneurs aux retombées sociétales fortes, dans un contexte où les entrepreneurs ont aussi une volonté marquée de répondre aux exigences d'un marché ancré dans la transition écologique et dans le besoin de produits plus durables. Depuis ses débuts, l'Esplanade est passée d'environ 10 projets à près d'une centaine d'organisations accompagnées annuellement. C'est en grande partie grâce à l'investissement de Montréal dans le parcours d'accompagnement de l'Esplanade que cette mise à l'échelle a été rendue possible.

2. Bilan des collaborations 2019-2022

Entre 2019 et 2021, l'Esplanade a pu développer trois nouveaux services principaux, grâce à votre appui, pour compléter son parcours d'accompagnement à destination des entrepreneurs sociaux :

1) un programme d'accompagnement en cohortes ayant une récurrence de trois fois par an, pour les entreprises sociales innovantes étant au stade de démarrage tout en démontrant un fort potentiel de croissance (Collision);

2) un programme d'accompagnement individuel personnalisé permettant une première banque d'heures de coaching pour les entreprises sociales innovantes ayant un besoin spécifique dans leur développement, afin qu'elles puissent dépasser les enjeux pouvant freiner leur progression (Ébullition);

3) une programmation d'ateliers ouverte à tous les entrepreneurs montréalais qu'ils souhaitent intégrer l'impact dans leur modèle (ateliers sur l'impact) ou qu'ils aient plus directement une mission sociale ou environnementale et souhaitent par exemple renforcer leurs modèles d'affaires, leurs capacités en gestion financière, leurs capacités en planification stratégique, etc. (ateliers en renforcement des compétences)

Cet investissement de la Ville dans ces 3 nouveaux services venait donc permettre de compléter l'offre de l'Esplanade auprès des entrepreneurs portant des innovations sociales et environnementales. Ceux-ci

pouvaient déjà être accompagnés précédemment avec l'Esplanade dans leur commercialisation avec le programme Accélération (4) et dans leur mise à l'échelle avec le programme Transformation (5).

C'est donc dire que grâce à votre financement, nous avons pu offrir un parcours d'accompagnement complet pour les entrepreneurs sociaux, allant du démarrage à la croissance, tant sous le format structurant de cohortes sectorielles (santé, alimentaire, environnement) qu'en format individualisé pour des besoins plus ponctuels ou spécifiques. Cette approche adaptée à tous les niveaux et tous les besoins de développement des entrepreneurs sociaux nous permet aujourd'hui d'accompagner tous ceux qui en expriment le souhait à Montréal.

Le taux de survie moyen des entreprises sociales accompagnées entre 2016 et 2021 par l'Esplanade est d'ailleurs de 94% ce qui est un chiffre historiquement haut pour le Québec. Particulièrement après les deux précédentes années de pandémie.

.

En quelques éléments et chiffres clés :

Le programme Collision a été conçu pour permettre à des entreprises sociales innovantes de démarrer leur aventure entrepreneuriale : trois mois d'accompagnement à haute intensité et propices à la collision d'idées, afin de permettre de briser les silos existants et de provoquer les rencontres et les chocs nécessaires à l'émergence de nouvelles solutions pour les enjeux sociétaux contemporains. Il s'adresse aux entreprises sociales qui sont en période de démarrage (entre le prototypage de produits/services et la pré-commercialisation).

- 9 cohortes de 8 à 10 équipes entrepreneuriales entre 2019 et 2021
- 75 entreprises accompagnées / 153 entrepreneurs accompagnés
- 1167 heures de coaching

Ébullition est un programme d'accompagnement principalement ouvert aux entreprises pour des besoins ponctuels ou spécifiques lorsqu'elles sont référées par nos partenaires de l'écosystème montréalais (PME MTL, Evol Montréal, Futurpreneur, CESIM, Université de Montréal, Ville de Montréal, MAPAQ, etc.). Depuis son lancement, ce programme a donc évolué afin de répondre aux enjeux prioritaires de l'écosystème et des entrepreneurs sociaux. L'objectif principal d'Ébullition est de renforcer l'offre de nos partenaires à travers un accompagnement plus spécifique des entreprises sociales de leurs réseaux.

Objectifs des entrepreneurs	**En chiffres**
• Dérisquer une entreprise en pré-financement • « Débugger » les entrepreneurs sur des enjeux d'affaires précis • Soutenir la relance post-pandémique	• Plus de 191 entreprises accompagnées • Plus de 2400 heures de coaching accordées

En ce qui a trait au programme Ébullition, votre investissement initial nous a permis d'en démontrer la valeur et de mettre à contribution des bailleurs de fonds fédéraux pour générer de nouveaux investissements dans celui-ci. Nous considérons qu'il est dans notre devoir d'attirer des investissements

d'autres joueurs gouvernementaux pour les entrepreneurs montréalais grâce à votre investissement initial. Ce nouvel investissement du gouvernement du Canada est donc un excellent résultat pour nous de notre première entente.

La programmation de l'Esplanade a pour objectif principal de faciliter l'accès à notre expertise pour le plus grand nombre d'entrepreneurs sociaux montréalais souhaitant en bénéficier (incluant les entrepreneurs en devenir). En effet, la programmation est présentement offerte virtuellement et gratuitement à tous les entrepreneurs sociaux s'inscrivant simplement aux ateliers contrairement aux programmes d'accompagnement (Collision, Ébullition, Accélération, Transformation) qui déterminent un nombre maximal d'entrepreneurs pour chacun d'entre eux via un processus sélectif de candidatures. Cette programmation constitue donc notre première ligne d'accompagnement plus universellement accessible afin de ne laisser tomber aucun projet montréalais qui souhaite un appui de l'Esplanade. Cette programmation se définit par des ateliers théoriques et pratiques sur différents outils pouvant faire progresser les entrepreneurs et sur les compétences de base pour les entrepreneurs sociaux (ex : structuration du modèle d'affaire, financement, etc.)

Résultats	**Exemples d'ateliers de la programmation**
● 68 ateliers offerts ● 2345 participations réservées	● **Série Mini8** : Théorie du changement, Structurer son modèle d'affaires, Valider son impact, Parcours utilisateur ● **Série financement** : Les bases d'une bonne stratégie de financement, La démystification des subventions, L'investissement d'impact, Découvrir le sociofinancement ● **Ad hoc** : Série santé mentale, Série Résilience, Série des Chocs de l'innovation (série de pitchs d'entrepreneurs sociaux)

3. Proposition pour l'avenir

La force du partenariat avec la Ville de Montréal est un facteur clé pour le succès des projets futurs de l'Esplanade, mais aussi pour le succès du développement de projets d'entrepreneuriat social de qualité pour Montréal. Les valeurs conjointes de la Ville de Montréal et de l'Esplanade alliant le développement économique, le développement social, le développement des talents montréalais et la transition écologique motivent d'ailleurs, depuis le début, notre partenariat stratégique conjoint.

L'Esplanade et la Ville de Montréal se rejoignent aussi fortement autour des thématiques principales sur lesquelles se concentre notre accompagnement : santé communautaire, environnement et lutte contre les changements climatiques et systèmes alimentaires. Ces secteurs sont tout à fait liés aux priorités de la Ville en termes de plans d'action et de stratégies. Ils sont de plus, et surtout, des secteurs porteurs en termes de retombées souhaitées pour les citoyens de tous les arrondissements de Montréal (populations en santé, agriculture urbaine et produits locaux, réduction des GES, lutte aux îlots de chaleurs, etc.).

Certains volets du parcours d'accompagnement que nous avons initié avec vous sont importants à poursuivre dans notre prochain partenariat stratégique. Cela permettra de pouvoir continuer d'assumer pleinement leurs retombées positives sur le long terme. Pour d'autres volets du parcours d'accompagnement, comme mentionné au bilan, votre investissement initial nous a permis d'en

démontrer la valeur et de mettre à contribution des bailleurs de fonds provinciaux et fédéraux pour les pérenniser sans besoin de votre renouvellement. C'est donc avec ces différentes considérations que nous aimerions vous présenter la proposition suivante pour un renouvellement triennal du 1er avril 2022 au 31 décembre 2024.

Soutenir le financement du programme Collision pour de nouvelles cohortes de projets entrepreneuriaux innovants

Ce programme est vital dans le processus de développement des porteurs de projets et doit être soutenu dans la perspective de générer un maximum de potentiel de projets en entrepreneuriat social tel qu'illustré plus haut dans le bilan. Le nouvel appui financier de la Ville nous permettrait d'opérer 6 des 9 cohortes d'accompagnement Collision au cours des trois prochaines années. Cela permettrait de générer environ près d'une cinquantaine de nouveaux projets en entrepreneuriat social. Le financement de la Ville ira directement à deux cohortes sur trois par année financées par l'entente alors qu'une cohorte sur trois par année financée par un partenaire gouvernemental autre ou un partenaire privé). Alors qu'il existe présentement plusieurs programmes pour de l'idéation et du prédémarrage chez nos partenaires ou pour des projets plus avancés en croissance, la ligne de démarrage/prototypage/précommercialisation que couvre le programme Collision reste vulnérable, et ce particulièrement pour les entrepreneurs sociaux. Il est donc primordial pour nous, alors que les résultats avancés par ce programme dans les dernières années sont déterminants pour le succès des entrepreneurs sociaux, de reconduire l'appui de la Ville pour ce programme.

Soutenir la programmation pour le renforcement de l'entrepreneuriat social montréalais

Le rayonnement et la sensibilisation à l'innovation sociale et à l'entrepreneuriat social auprès des partenaires de l'écosystème et des entrepreneurs passent par une programmation riche en contenu actualisé et par des expertises crédibles et pertinentes ouvertes à tous les entrepreneurs. Cette programmation revêt une grande valeur pour les acteurs de l'entrepreneuriat social et leur permet de s'outiller de manière accessible. En effet, grâce à l'appui de la Ville, notre riche programmation est offerte gratuitement et virtuellement afin de rejoindre le plus grand nombre d'entrepreneurs sociaux possible. Cette programmation est complémentaire à nos cohortes d'accompagnement, s'inscrivant dans un continuum de services offerts par l'équipe de l'Esplanade. Encore à ce jour après 3 ans, chacun des ateliers prodigués dans la programmation dépasse notre estimation initiale en nombre de participants et reçoit d'excellentes rétroactions des entrepreneurs. Cette première ligne de services nous apparaît donc également essentielle à renouveler spécifiquement par un appui de la Ville.

Pérennisation du programme Ébullition / Entrepreneur en résidence pour les entrepreneurs sociaux

Nous nous engageons toujours à desservir les entrepreneurs sociaux montréalais et les partenaires de l'écosystème entrepreneurial, grâce à ce programme, sans besoin de réinvestissement direct de votre part. En effet, bien que présent au montage financier global, nous ne vous demanderons pas de réinvestir dans le programme monté sur mesure pour accompagner les entrepreneurs. Ce programme initialement nommé Entrepreneurs en résidence est désormais connu sous le nom d'Ébullition. Ayant connu un vif succès auprès des entrepreneurs montréalais, celui-ci pourra maintenant prendre une autonomie financière via un financement fédéral, et ce, grâce aux résultats obtenus dans sa première mouture soutenue par la Ville de Montréal. Nous sommes très heureux de pouvoir attirer des fonds fédéraux pour pouvoir soutenir les entrepreneurs montréalais suite à votre confiance dans le lancement de ce projet.

L'argent investi annuellement dans les activités de l'Esplanade pourra donc se concentrer sur d'autres postes budgétaires.

4. Budget

La contribution financière demandée à la Ville de Montréal pour la réalisation du projet est de 600 000$ pour la période du 1 avril 2022 au 31 décembre 2025. Ce soutien permettra plus précisément la réalisation de :

- La contribution de la ville au **Programme Collision** permettra d'engendrer comme mentionné plus haut 6 cohortes sur les 9 prévues au total d'ici la fin 2025. Les thématiques envisagées à ce jour pour ces cohortes sont 3 cohortes en santé communautaire, 3 cohortes en systèmes alimentaires et 3 cohorte en action climatique dont la première en économie circulaire.

- Programmation

    - **2 fois par an Série Mini8** : Théorie du changement, Structurer son modèle d'affaires, Valider son impact, Parcours utilisateur
    - **2 fois par an Série financement** : Les bases d'une bonne stratégie de financement, La démystification des subventions, L'investissement d'impact, Découvrir le sociofinancement
    - **Ad hoc** : Série des Chocs de l'innovation (série de pitchs d'entrepreneurs sociaux comprenant 3 éditions annuelles) et ateliers thématiques ponctuels selon les besoins les plus criants de l'écosystème qui sont réévalués par l'Esplanade annuellement (santé mentale des entrepreneurs, collaborations avec la recherche, etc).
    - **Programmation sous formule virtuelle et présentielle** en alternance selon l'évaluation du besoin - **Objectif de 1500 à 2000 participants** pour la programmation pour la période financée

L'Esplanade émet également un souhait d'avoir50% d'entreprises d'économie sociale pour le programme Collision et la programmation mentionnés au budget. Cet objectifé est conditionnel au nombre de projets d'économie sociale qui postuleront à Collision et qui s'inscriront à la programmation. Il s'agirait donc d'un objectif non-contraignant mais qui sera travaillé en continu avec l'écosystème pour se rapprocher le plus possible de cette cible. Les efforts déployés pour rejoindre cet objectif seront détaillés dans les redditions de compte annuels.

Voici la proposition budgétaire accompagnant le projet de renouvellement de partenariat entre l'Esplanade et la Ville de Montréal tel que décrit à la section 3.

	Année 1 2022-2023	Année 2 2023-2024	Année 3 2024-2025	Année 4 fin 2025
REVENU				
Frais de participation	$8 400	$8 400	$8 400	
Développement économique Canada	$76 781	$113 344		
RecycQuébec	$55 000			
Ville de Montréal	$200 000	$200 000	$180 000	20 000
Développement d'affaires	$36 563	$55 000	$168 344	
TOTAL	**$376 744**	**$376 744**	**$356 744**	**20 000**
DÉPENSE				
Collision	$250 677	$250 677	$250 677	
Programmation	$91 818	$91 818	$91 818	
Frais administratif	$34 249	$34 249	$14 249	20 000
TOTAL	**$376 744**	**$376 744**	**$356 744**	**0**

5. Conclusion

La Ville de Montréal est l'alliée précieuse de l'Esplanade depuis ses tout débuts. Nous sommes très reconnaissants au Service du développement économique d'avoir permis une contribution aussi significative à la progression de notre accélérateur spécialisé dans l'accompagnement des entrepreneurs sociaux. Ayant testé le prototypage puis la pérennisation de différents volets d'accompagnement auprès de nombreux entrepreneurs montréalais au cours des dernières années, nous sommes confiants quant au fait que le renouvellement d'une entente triennale avec vous nous permettra d'atteindre de grands résultats. Nous souhaitons de tout cœur poursuivre nos projets pour la communauté entrepreneuriale de Montréal et approfondir encore davantage notre appui aux entrepreneurs sociaux ayant des projets innovants qui contribuent à la fois à l'excellence économique de Montréal tout en générant des retombées sociales et environnementales pour ses citoyens. En terminant, si vous le souhaitez, il nous fera plaisir de vous partager plus de détails sur le bilan 2019-2022 afin de confirmer l'excellence de nos premiers résultats et de soutenir notre demande de renouvellement.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : ESPLANADE, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C‑38), dont l'adresse principale est le 404-914 rue Notre-Dame O, Montréal, Québec, H3C 1J9, agissant et représentée par Luc Tousignant, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 811740794RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1221835294TQ0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme d'accompagnement en entrepreneuriat social et collectif;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la

première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme

s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de SIX CENT MILLE dollars (600 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2022 **:**

5.2.1.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 Pour l'année 2023 :

5.2.2.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2024 :

5.2.3.1 une somme maximale de CENT QUATRE-VINGT MILLE dollars (180 000 $) à la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2025 :

5.2.4.1 une somme maximale de VINGT MILLE dollars (20 000$) à la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de

la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatif au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 404-914 rue Notre-Dame O, Montréal, Québec, H3C1J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 28 .....e jour de .....Mars..... 2022

ESPLANADE MONTRÉAL

Par_ _____



Luc Tousignant, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2022 (Résolution CG ……).

ANNEXE 1
PROJET

TITRE : Esplanade 2022-2025

DURÉE : Avril 2022 - Février 2025

DESCRIPTION :

● tenir 6 cohortes sur les 9 prévues au total d'ici la fin 2024 dans le cadre du programme Collision du parcours Impact 8 que déploie Esplanade. Les thématiques envisagées à ce jour pour ces cohortes sont 3 cohortes en santé communautaire, 3 cohortes en systèmes alimentaires et 3 cohortes en action climatique dont la première serait consacrée à l'économie circulaire. Ce choix reflète les orientations qu'a prises Esplanade de développer trois pôles d'expertise (santé communautaire, systèmes alimentaires, environnement et changements climatiques). D'autres thématiques pourraient être retenues au besoin.

● présenter des ateliers, conférences et débats sous un format virtuel ou présentiel sur les thématiques entrepreneuriales (financement, croissance, commercialisation, impact, etc.) dans le cadre des activités de la Programmation offerte par Esplanade. L'objectif est d'atteindre 1,500 à 2,000 participants pour la période 2022-2024.

● atteindre 50% d'entreprises d'économie sociale participantes au programme Collision et à la Programmation. Cet objectif est conditionnel au nombre de projets d'économie sociale qui postuleront à Collision et qui s'inscriront aux activités de la programmation. Il s'agirait donc d'un objectif non contraignant mais qui serait travaillé en continu avec l'écosystème pour se rapprocher le plus possible de cette cible. Les efforts déployés pour atteindre cet objectif seront détaillés dans les redditions de compte annuels.
● Accroître la présence de la grande diversité i.e., les populations sous-représentées en entrepreneuriat pour l'ensemble des cohortes collision de l'Esplanade afin de se rapprocher de la cible de 50% de diversité, pour toute la durée de la convention.

INDICATEURS :

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

<u>Impact 8 – Collision</u>
Nombre de cohortes
Nombre de participants / cohorte
Nombre d'entreprises / cohorte
Nombre d'heures de coaching / projets et entreprises
Nombre d'heures de coaching

<u>Activités de programmation</u>
Nombre d'ateliers sur le développement des capacités et sur le financement
Nombre de participants aux ateliers sur le développement des capacités et sur le financement

<u>Taux de participation des EES</u>
Nombre de EES participants à Collision (nombre total et par thématique de cohortes)
Nombre de ESS participantes aux activités de Programmation

REDDITION DE COMPTE :

Documents et délais de transmission

Février 2023

● Un rapport d'étape faisant état des réalisations du Projet et un bilan de visibilité pour la période entre la signature de la convention et le 31 décembre 2022 – au plus tard le 1er février 2023 ;

Février 2024

● Un rapport d'étape faisant état des réalisations du Projet et un bilan de visibilité pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023 – au plus tard le 1er février 2024 ;

Février 2025

● Un rapport final faisant état de réalisations du Projet et un bilan de visibilité pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024 et présentant une analyse et constats des retombées des réalisations des quatre années visées par la Convention (2022 à 2025) – au plus tard le 1er février 2025.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. Visibilité
L'Organisme doit :

1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications
L'Organisme doit :

1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal
- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2. Relations publiques et médias
- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225008001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, de 600 000 $ à l'organisme Esplanade Montréal, pour une durée de 4 ans (2022 à 2025), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 2 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1225008001 - Esplanade.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-01

Sabiha FRANCIS
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.047

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227233003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 175 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités pour l'année 2022. Approuver la convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 175 000,00 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour l'année 2022;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-13 16:35

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227233003**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 175 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités pour l'année 2022. Approuver la convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal est un OBNL dépositaire d'un patrimoine unique qui présente l'histoire :

1. des origines de Montréal et de sa fondation par Jeanne Mance à l'égal de Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve;
2. de la Fondation de l'Hôtel-Dieu par Jeanne Mance, première infirmière laïque au Canada;
3. des Hospitalières de Saint-Joseph dans leur mission de soins aux malades;
4. de l'évolution des soins et des sciences de la santé.

Le musée raconte l'histoire de femmes, laïques et religieuses, qui ont contribué de manière remarquable à l'établissement de Montréal par l'ensemble des soins qu'elles ont donnés aux citoyens qui ont construit la ville, mais aussi par leur implication dans le développement urbanistique au pied du mont Royal. Témoins uniques de l'histoire des connaissances médicales, les collections présentées et conservées au Musée relatent des savoirs liés tant aux plantes médicinales qu'à l'évolution des outils chirurgicaux tout en témoignant du côté humain des soins ainsi que de l'attention et de l'empathie offertes aux patients. Le Musée conserve et met en valeur une collection de 22 000 artefacts.

En 2017, la Ville de Montréal a acquis l'ensemble conventuel des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph (RHSJ) au sein duquel est situé le Musée, ce dernier occupant l'ancienne résidence des aumôniers de l'Hôtel-Dieu. Ainsi, comme prévu à l'acte de vente, depuis le 1er mai 2019, l'édifice qui abrite le Musée des Hospitalières est la propriété de la Ville comme partie prenante du projet de la Cité-des-Hospitalières.

Depuis son incorporation en 1990 et son ouverture en 1992 dans le cadre du 350e anniversaire de Montréal, la mise sur pied du Musée, son fonctionnement et l'ensemble de ses activités étaient financées par les RHSJ. Tel que prévu, depuis le 1er mai 2019 et comme convenu à l'acte de vente, les RHSJ n'octroient plus de soutien financier au Musée.

Dans l'acte de vente de 2017, la Ville s'est engagée à déployer les mesures nécessaires pour assurer la mise en valeur du site en fonction de cinq valeurs significatives pour les RHSJ, soit :

· la préservation de l'esprit des lieux;
· le respect des valeurs des religieuses et leur mission spirituelle;
· la protection et la pérennisation du patrimoine bâti et naturel;
· la cohérence avec l'histoire du site;
· l'ouverture sur la collectivité et la réponse à ses besoins.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal souhaite, par un soutien financier dégressif, accompagner l'OBNL dans une phase de transition vers une plus grande autonomie financière.

Le Musée a obtenu son agrément du ministère de la Culture et des Communications en 2019. Cette reconnaissance gouvernementale majeure est valide pour une durée de 5 ans et témoigne de la qualité des pratiques muséologiques de l'institution. Aussi, le Musée bénéficie pour les années 2019 à 2022 d'un soutien du Programme d'aide au fonctionnement des institutions muséales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0309 - 22 mars 2021 : Accorder un soutien financier de 190 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités pour l'année 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet.
CM20 0813 - 25 août 2020 : Approuver la prolongation d'un bail aux termes duquel la Ville de Montréal loue au Musée des hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal l'édifice situé au 201, avenue des Pins Ouest (1 122,5 m²) ainsi que des locaux additionnels au 251, avenue des Pins Ouest (581 m²), pour une durée de douze (12) mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, moyennant un loyer symbolique de 100 $ pour la période, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ouvrage #1303-102. Arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Cité des Hospitalières. La subvention immobilière représente une somme de 187 879 $.

CM20 0803 - 25 août 2020 : Accorder un soutien financier de 220 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour l'année 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE19 1686 - 6 novembre 2019 : Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal, le bâtiment situé au 201, avenue des Pins Ouest, d'une superficie de 1 122,5 mètres carrés ainsi que des locaux additionnels situés au 251, avenue des Pins Ouest, d'une superficie de 581 mètres carrés, pour une période de huit mois, soit du 1er mai 2019 au 31 décembre 2019, moyennant un loyer symbolique de 100 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de bail / Imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CM19 1115 - 22 octobre 2019 : Accorder un soutien financier exceptionnel de 240 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour son fonctionnement et le maintien de ses activités, pour une période transitoire du 1er mai au 31 décembre 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM17 0777 : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert des Religieuses

Hospitalières de Saint-Joseph, à des fins municipales, l'immeuble situé au 201-251A, avenue des Pins Ouest, ainsi que le terrain vacant situé sur l'avenue Duluth Ouest, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une somme de 14 550 000 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

La présente convention vise le soutien du Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal suite à l'acquisition du site par la Ville de Montréal pour l'année 2022.
La subvention permettra à l'institution de poursuivre ses activités muséales de conservation, de recherche, d'éducation et de diffusion.

Le projet de l'OBNL est la mise en valeur du patrimoine des RHSJ par la conception, le développement et l'offre de différentes activités (expositions, visites commentées, programmes éducatifs et activités de médiation).

En plus de la diffusion de ses expositions et la bonification de son offre de visites commentées, l'OBNL prévoit plus spécifiquement en 2022 offrir des circuits intérieurs et extérieurs mettant en valeur l'ensemble conventuel des RHSJ et proposer une offre d'activités pour une grande variété de publics en mode présentiel et virtuel.

En plus du déploiement d'une offre culturelle, le Musée travaillera prioritairement au développement de ses publics, au renouvellement de son exposition permanente, à la mise aux normes de ses réserves et à la consolidation de sa structure institutionnelle.

Le projet doit permettre à l'OBNL d'acquérir graduellement une autonomie financière.

JUSTIFICATION

Le développement de la Cité-des-Hospitalières par la Ville de Montréal exige un respect des valeurs des religieuses et une mise en valeur du patrimoine exceptionnel du site. Afin d'honorer cet engagement, la Ville de Montréal, par le Service de la culture, souhaite soutenir le Musée dans la transition à laquelle il doit faire face.
Dans le cadre du projet de requalification de la Cité-des-Hospitalières, la Ville de Montréal souhaite soutenir le Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal en raison de l'apport de l'organisme à la mise en valeur du patrimoine montréalais et à l'animation qu'il réalise au sein du site patrimonial du mont Royal et de la Cité-des-Hospitalières.

Les musées sont au coeur de l'écosystème culturel montréalais. Ils contribuent au rayonnement et à la vitalité des quartiers et à bonifier l'offre et les activités culturelles de proximité. Le projet s'inscrit dans l'alignement stratégique de la Ville puisqu'il contribue directement à la démocratisation culturelle en stimulant l'innovation et la créativité tout en renforçant la solidarité, l'équité et l'inclusion.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 175 000,00 $ sera financé par le Service de la culture.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Voici les contributions financières qui ont été accordées au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal dans les cinq dernières années :

	2017	2018	2019	2020	2021
Soutien au fonctionnement	-	-	240 000 $	220 000 $	190 000 $
Entente de développement	-	-	30 000 $	12 960 $	27 000$

culturel de Montréal MCC/ VILLE - Programmes de soutien financier					
TOTAL	**0 $**	**0 $**	**270 000 $**	**232 960 $**	**217 000$**

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 (voir grille jointe), et ce, principalement en regard des priorités suivantes :

- Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien des activités du Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal et mise en valeur du patrimoine inhérent à la Cité-des-Hospitalières et au site patrimonial du mont Royal auprès des citoyens.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les activités seront déployées dans le respect des directives de la santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront faites conformément au protocole de visibilité prévoyant que soit apposé le logo de la Ville de Montréal sur les documents de promotion et dans toutes les activités de communication de l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des activités muséales au courant de l'année 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy BEAULIEU, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Guy BEAULIEU, 20 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GAY
commissaire - a la culture

Tél : 514-872-0580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-29

Geneviève PICHET
Directrice - développement culturel

Tél : 514-872-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2022-04-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2022-04-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1227233003**
Unité administrative responsable : **Service de la culture**
Projet : **Accorder un soutien financier de 175 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités pour l'année 2022. Approuver la convention à cet effet.**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- **Priorité 15:** Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- **Priorité 20:** Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- **Priorité 15:** Par son offre diversifiée d'activités, le Musée contribue au dynamisme culturel en collaborant avec une grande variété de travailleurs culturels afin de rejoindre une multitude de citoyens;
- **Priorité 20:** Mise en valeur d'un site unique intrinsèquement lié à l'histoire de la métropole, mettant en lumière l'apport des femmes à notre société contemporaine.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
201, avenue des Pins Ouest
Montréal (Québec) H2W 1R5 Téléphone : 514-849-2919

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom et adresse	Poste		1er mandat	Fin mandat actuel
Me Geneviève Morel 678, de la Métairie Verdun (Qc) H3E 1T1	Présidente	Rés : 514-769-8569 Mobile : 514-793-8762 genevievemorel05@gmail.com	2008	2022
Mme Louise Lussier 3H-6000, chemin Deacon Montréal (Qc) H3S 2T9	Vice-présidente et trésorière	Tél: 514-490-9100 ou 9396 Cell: 514-942-8256 louisemlussier@videotron.ca	2010	2022
M. Pierre Beaupré 3981, boul. Saint-Laurent Bureau 605 Montréal H2W 1Y5	Administrateur	Bureau (514-849-5617 #226 pierre.beaupre@bmaarchitectes.com	2011 (4 nov)	2023
Dr Pierre Mayer Pneumologue, CSPQ Chef-adjoint du service de pneumologie Dir. Clinique du sommeil Prof. agrégé de clinique, Université de Montréal CHUM	Administrateur	Tél : 514 890-8000-15638 pierre.mayer@umontreal.ca pierre.mayer.med@ssss.gouv.qc.ca	2021 (24 mars)	2022
M. Denis Sylvestre Directeur des services administratifs 245, avenue des Pins O. Montréal H2W 1R5	Administrateur	Bureau : 514-735-6585 poste 238 DSylvestre@rhsj.org	2016 (17 nov)	2022
Mme Louise Marie Lessard 94, De Beaujeu Coteau-du-Lac (Qc) J0P 1B0	Secrétaire	Rés. 450-308-1075 lmlsd @videotron.ca	2019 (19 sept)	2023
Mme Danielle Fleury PDG adjointe, Dir. générale CHUM - Pavillon S 850, rue St-Denis, porte S06.234 Montréal (Qué.) H2X 0A9	Administratrice	Téléphone : 514 890-8171 danielle.fleury.chum@ssss.gouv.qc.ca	2021 (3 fév)	2023
Mme Jacinthe Pépin Secrétaire de Faculté Professeure titulaire Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal	Administratrice	514-343-7048 jacinthe.pepin@umontreal.ca	2021 (3 fév)	2023

MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

REFONDANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 1 (RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX)

SECTION I - DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

ARTICLE 1 - TITRE

Le présent règlement peut être cité sous le nom de « *Règlement intérieur* » ou sous le nom de « *Règlements généraux* ».

ARTICLE 2 - INTERPRÉTATION

A. Dans le présent règlement, lorsque le contexte le requiert, le singulier comprend le pluriel, et inversement, et le masculin comprend le féminin, et inversement.

B. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots, locutions et expressions suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

a) la locution « **lettres patentes** » signifie et désigne les lettres patentes constituant la personne morale ainsi que toutes lettres patentes supplémentaires;

b) le mot « **membre** » signifie et désigne les **membres réguliers**, ce à l'exclusion, en particulier, des membres honoraires;

c) le mot « **Musée** » signifie et désigne l'institution muséale établie dans la Ville de Montréal connue sous le nom *Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal*, institution administrée par la personne morale;

d) le mot « **officier** » signifie et désigne un dirigeant de la personne morale au sens de la Loi sur les compagnies.

C. Lorsque les règlements confèrent un pouvoir discrétionnaire aux administrateurs, ces derniers peuvent exercer ce pouvoir comme ils l'entendent et au moment où ils le jugent opportun dans les meilleurs intérêts de la personne morale.

D. Définitions de la Loi

Sous réserve des dispositions du présent article, les définitions établies dans les lois régissant la personne morale s'appliquent aux termes utilisés dans ce règlement.

ARTICLE 3 - SIÈGE

Le siège de la personne morale est situé dans la Ville de Montréal, à l'adresse que les administrateurs peuvent déterminer de temps à autre par résolution.

ARTICLE 4 - SCEAU

Le sceau de la personne morale est celui dont l'empreinte apparaît en marge.

ARTICLE 5 - ANNÉE FINANCIÈRE

L'année financière de la personne morale se termine le 31 décembre de chaque année.

SECTION II - LES MEMBRES

ARTICLE 6 - CATÉGORIES DE MEMBRES

La personne morale est formée d'une seule catégorie de membres, à savoir les **membres réguliers**, ce à l'exclusion, en particulier, des membres honoraires.

ARTICLE 7 - MEMBRE HONORAIRE

Il sera loisible au conseil d'administration de conférer à toute personne, par résolution, le titre de membre honoraire de la personne morale.

Les seuls droits des membres honoraires sont ceux déterminés, de temps à autre, par règlement de la personne morale. Les membres honoraires ne peuvent en aucun cas, de par cette seule qualité, occuper la charge d'administrateur et n'ont pas le droit de vote lors des assemblées des **membres** s'ils assistent à ces assemblées. Ils ne sont pas comptés dans l'établissement du quorum de toute assemblée et n'ont pas le droit d'être convoqués, cette dernière question étant laissée à l'entière discrétion du conseil d'administration.

ARTICLE 8 - MEMBRE RÉGULIER

Peut seule être **membre régulier** une personne qui satisfait aux conditions suivantes:

a) être majeure et n'être frappée d'aucune incapacité légale quelconque;

b) s'engager à respecter les règlements et les politiques de la personne morale, tels qu'ils pourront être en vigueur de temps à autre;

c) posséder un intérêt marqué à l'égard des objets constitutifs de la personne morale et de ses activités, le tout au jugement du conseil d'administration qui a, à cet égard, comme plus globalement à l'égard de l'admission des **membres**, discrétion absolue;

d) être acceptée par le conseil d'administration de la personne morale, sur demande présentée à cette fin en la forme que celui-ci pourra prescrire de temps à autre. La formule établie à l'annexe « A » du présent règlement est adoptée à titre de formule de demande d'admission. Elle peut être modifiée par résolution du conseil d'administration;

e) satisfaire à toute autre exigence déterminée, de temps à autre, par les règlements de la personne morale;

le tout sous réserve des dispositions du présent règlement relatives à la suspension, à la radiation et au retrait des **membres**.

ARTICLE 9 - ADMISSION DES MEMBRES

Il est du ressort exclusif du conseil d'administration d'admettre toute personne à titre de **membre** de la personne morale. Le conseil a, en cette matière, sous réserve des dispositions du présent règlement, discrétion absolue et sa décision est finale et sans appel. Sous réserve du présent règlement, le conseil peut adopter et suivre en cette matière la procédure qu'il juge appropriée et il n'est pas lié par l'application des règles de justice naturelle.

S'il ne subsiste pas au conseil d'administration un nombre d'administrateurs suffisant pour former le quorum requis, les **membres**, peuvent procéder à la cooptation de nouveaux **membres** de la personne morale si les candidats satisfont aux dispositions du présent règlement.

ARTICLE 10 - DROITS DES MEMBRES

Les **membres réguliers** sont les seuls qui bénéficient de tous les droits et privilèges reconnus par la loi aux membres d'une personne morale. Ils sont aussi les seuls à en avoir les obligations.

En conséquence, les **membres réguliers** forment seuls toutes les assemblées générales des **membres**, extraordinaires et annuelles, sont les seuls à pouvoir y exercer le droit de vote et sont les seuls éligibles aux postes d'administrateurs. Sous réserve de toute autre disposition des règlements de la personne morale, ils sont aussi les seuls à être convoqués aux assemblées des **membres** et à être considérés dans l'établissement du quorum.

ARTICLE 11 - ÉTUDE DE CANDIDATURES ET NOMBRE

A. Étude de candidatures

Le secrétaire de la personne morale devra transmettre au conseil d'administration, à sa première assemblée suivant sa réception, toute demande d'admission comme **membre** et le conseil devra statuer sur ladite demande avec diligence.

B. Nombre

À toute époque, le nombre de **membres réguliers** est limité à 5 (11).

ARTICLE 12 - COTISATION

Il ne pourra être imposé aux **membres** aucune cotisation, annuelle ou spéciale.

ARTICLE 13 - SUSPENSION ET RADIATION

Le conseil d'administration pourra, par résolution, suspendre pour une période qu'il détermine ou encore radier définitivement tout **membre** qui refuse, omet ou néglige de se conformer aux dispositions des règlements de la personne morale ou qui, à son jugement, a commis un acte ou a eu un comportement ou une attitude jugé indigne ou nuisible aux buts poursuivis par la personne morale, à ses intérêts ou à sa bonne réputation.

La décision du conseil d'administration à cette fin sera finale et sans appel. Le conseil d'administration est autorisé à adopter et à suivre en cette matière la procédure qu'il pourra de temps à autre déterminer et qu'il jugera appropriée. Il ne sera pas tenu d'appliquer les règles régissant les tribunaux judiciaires ou quasi judiciaires, mais il devra cependant fournir à l'intéressé, sauf dans les cas d'urgence et dans des circonstances exceptionnelles, l'occasion de faire valoir ses prétentions sur la mesure avant qu'elle ne soit adoptée.

À cette fin, le **membre** intéressé sera informé par écrit, au moins dix (10) jours francs avant l'assemblée au cours de laquelle la mesure sera considérée, des reproches formulés à son endroit et du fait que le conseil d'administration considérera la question de sa suspension ou de sa radiation dans le cadre de l'assemblée. À cette occasion, le **membre** aura droit de soumettre au conseil, avant la décision, ses prétentions, moyens et arguments. Pour ce faire, il devra se présenter lui-même à l'assemblée du conseil, à l'heure indiquée.

Lorsque sera venu pour le conseil le moment de considérer la question, le **membre** intéressé, accompagné, le cas échéant de son avocat, sera invité à assister à l'assemblée. Le président ou toute autre personne pour le conseil communiquera alors sommairement les reproches à l'endroit du membre intéressé. Celui-ci disposera alors d'une période de temps raisonnable, mais n'excédant pas trente (30) minutes sauf avec consentement de l'assemblée, pour soumettre ses prétentions et arguments.

Par la suite, le **membre**, ainsi que son avocat le cas échéant, devra se retirer de l'assemblée pour permettre au conseil de compléter ses délibérations. La décision lui sera communiquée par écrit par le secrétaire.

Rien dans le présent règlement n'oblige le conseil à agir selon les règles s'appliquant aux tribunaux judiciaires ou quasi judiciaires. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, rien n'oblige le conseil à communiquer la preuve des faits qu'il a reçue à la base des reproches formulés et le **membre** intéressé n'a aucun droit d'assister à la présentation de ces faits ou à quelque partie des

délibérations du conseil. Rien dans le présent règlement n'oblige le conseil à prendre sa décision au cours de l'assemblée dont il est question au présent article.

En outre, le défaut de satisfaire aux exigences du présent article n'a cependant pas pour effet d'entacher de nullité toute mesure de cette nature adoptée par le conseil.

Le **membre** faisant l'objet d'une suspension ou d'une radiation ne peut recouvrer quelque somme que ce soit versée par lui à la personne morale.

ARTICLE 14 - DÉMISSION OU RETRAIT

Tout **membre** peut démissionner ou se retirer de la personne morale en lui adressant un avis écrit à cet effet. Tout avis de retrait ou démission prend effet à la date de sa réception par la personne morale. Le conseil en est informé avec diligence par les officiers responsables.

SECTION III - LES ASSEMBLÉES DES MEMBRES

ARTICLE 15 - ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle des **membres** de la personne morale aura lieu à chaque année à la date que le conseil d'administration fixera, cette date devant être située à l'intérieur d'un délai de trois (3) mois suivant la fin de la dernière année financière de la personne morale. Elle sera tenue au siège de la personne morale ou à tout autre endroit choisi par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation.

ARTICLE 16 - ASSEMBLÉES EXTRAORDINAIRES

Toutes les assemblées générales extraordinaires des **membres** seront tenues au siège de la personne morale, ou à tout autre endroit choisi par le conseil d'administration et indiqué dans l'avis de convocation. Il sera loisible au président ou au conseil d'administration, selon que les circonstances l'exigeront, de décider de la convocation de toute telle assemblée. De plus, le secrétaire sera tenu de convoquer une assemblée générale extraordinaire des **membres** dans les dix (10) jours de la réception par lui d'une demande à cette fin, par écrit, signée par au moins dix pour cent (10%) des **membres** de la personne morale, demande spécifiant les objets de telle assemblée extraordinaire. À défaut par le secrétaire de convoquer telle assemblée dans le délai imparti plus haut, celle-ci pourra être convoquée par les signataires de la demande.

ARTICLE 17 - CONVOCATION

A. Toute assemblée des **membres** sera convoquée par le secrétaire au moyen d'un avis écrit adressé, à chaque **membre**, à l'adresse qui apparaîtra aux livres de la personne morale. L'avis devra être déposé à la poste ou autrement transmis ou remis au moins dix (10) jours francs avant le jour de l'assemblée.

   L'avis de convocation devra contenir la mention de la date, de l'heure, de l'endroit et des objets de l'assemblée. En particulier au cas d'assemblée extraordinaire, l'avis devra

mentionner de façon très précise les buts et objets de l'assemblée et les délibérations au cours de cette assemblée devront se limiter aux sujets mentionnés dans l'avis, sauf s'il en est décidé autrement à l'unanimité à l'assemblée alors que tous les **membres** sont présents. S'il y a des absents, le consentement des **membres** absents devra être obtenu par la suite pour que les résolutions adoptées sur ces sujets soient valides.

La présence de tout **membre** de la personne morale à une assemblée annuelle ou extraordinaire comportera renonciation de sa part à l'avis de convocation, sauf s'il se présente pour s'opposer formellement à la tenue de l'assemblée en raison de la violation du présent article. Le procès-verbal de l'assemblée constatant la présence de tout **membre** constitue une preuve concluante de ce fait.

La déclaration du secrétaire de la personne morale, inscrite spécialement au procès-verbal d'une assemblée signé par lui, selon laquelle tous les **membres** de la personne morale ont été régulièrement convoqués à cette assemblée, constitue une preuve concluante de ce fait. De plus, si tous les **membres** sont présents et consentent à sa tenue, une assemblée générale extraordinaire ou annuelle pourra être tenue sans avis de convocation. Dans ce cas, une mention spéciale sera faite au procès-verbal à cet effet.

B. Renonciation à l'avis de convocation

Tout **membre** peut, par un avis écrit donné au secrétaire, renoncer à l'avis de convocation de toute assemblée tenue pendant la période qu'il indique, au cours de laquelle il prévoit n'être pas disponible pour la tenue de pareille assemblée.

Dans un tel cas, cette renonciation a plein effet et une mention spéciale est faite en ce sens au procès-verbal de toute assemblée tenue pendant cette période.

Pareille renonciation peut être retirée en tout temps par un avis écrit donné au secrétaire. Elle cesse alors d'avoir effet pour l'avenir.

ARTICLE 18 - IRRÉGULARITÉ ET DÉFAUT D'AVIS

L'omission accidentelle de faire parvenir l'avis de convocation à l'un ou plusieurs des **membres** n'a pas pour effet de rendre nulles les décisions prises à l'assemblée convoquée. De même, toute erreur ou irrégularité de pure forme dans l'avis de convocation n'aura pas pour effet de l'entacher de nullité.

ARTICLE 19 - QUORUM

Le quorum requis pour la tenue de toute assemblée générale des **membres** est constitué de la présence de cinq (5) **membres.** Deux **membres** présents pourront cependant ajourner toute assemblée convoquée à tout jour juridique suivant et l'assemblée ainsi ajournée pourra avoir lieu au jour fixé pour l'ajournement sans autre avis.

Si, au jour de l'assemblée, la corporation compte moins de onze (11) **membres** en règle, le quorum requis pour la tenue de cette assemblée est constitué de la présence de trois (3) **membres**.

ARTICLE 20 - PRÉSIDENCE DE L'ASSEMBLÉE

Si le président est absent, le vice-président préside l'assemblée. Dans le cas d'absence de ces deux (2) officiers, les **membres** présents choisissent parmi eux un président de l'assemblée.

ARTICLE 21 - PROCÉDURE AUX ASSEMBLÉES

Le président de toute assemblée des **membres** veille au bon déroulement de l'assemblée et y conduit les procédures sous tout rapport, et sa direction sur toute matière est décisive et lie tous les **membres**, ce sous réserve des autres dispositions du présent article. Il a notamment le pouvoir de déclarer irrecevables certaines propositions, de déterminer et de dicter la procédure à suivre, sous réserve des règlements de la personne morale. Il a les pouvoirs requis pour assurer le bon ordre, notamment celui d'expulser de l'assemblée toute personne qui n'a pas le droit d'y assister ainsi que tout **membre** qui y sème la perturbation ou ne se plie pas à ses directives.

Une déclaration par le président de toute assemblée à l'effet qu'une résolution a été adoptée, ou adoptée à l'unanimité, ou adoptée par une majorité définie, ou rejetée, ou qu'elle n'a pas été adoptée par une majorité définie, constitue une preuve concluante de ce fait.

Le président d'une assemblée des **membres** a en tout temps durant l'assemblée le pouvoir de la suspendre pour la période qu'il détermine si la reprise a lieu le même jour. Il n'est pas nécessaire de donner un avis de convocation pour la reprise de la séance ainsi suspendue. Dans l'éventualité d'une telle suspension, il peut être pris connaissance et disposé à la reprise de l'assemblée de toute affaire dont il aurait pu être pris connaissance et disposé lors de l'assemblée avant la suspension.

Tout **membre** de l'assemblée peut en appeler à l'assemblée d'une décision du président. La décision de l'assemblée est finale et sans appel.

À défaut par le président de l'assemblée de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les **membres** peuvent à tout moment le remplacer dans cette fonction pour la suite de cette assemblée par une autre personne choisie parmi les **membres**.

ARTICLE 22 - VOTE

Le vote est pris à main levée, ou au scrutin secret si deux (2) **membres** le requièrent. Le président de l'assemblée a le droit de voter selon sa qualité de **membre**.

Chaque **membre** a droit à un vote et, sous réserve de la loi et de toute disposition particulière des règlements, toutes les questions soumises doivent être décidées à la majorité simple des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée a un second vote ou vote prépondérant.

ARTICLE 23 - SCRUTATEUR

À toute assemblée, à l'occasion de la tenue d'un scrutin secret, le secrétaire agit à titre de scrutateur, à moins que le président ne nomme à sa place une autre personne, qui n'a pas à être **membre** de la personne morale. S'il s'agit d'une élection, le scrutateur ne peut être l'un des candidats et cette partie de l'assemblée ne peut être présidée par l'un des candidats.

La fonction du scrutateur consiste à distribuer et à recueillir les bulletins de vote, à compiler le résultat du vote et à le communiquer au président de l'assemblée. Il a aussi, une fois le résultat proclamé, le devoir de détruire sur place les bulletins de vote.

Le président de l'assemblée peut, à sa discrétion, nommer un scrutateur adjoint qui a pour fonction d'assister le scrutateur dans l'exercice de ses fonctions.

Le scrutateur et le scrutateur adjoint ont le droit de voter selon leur qualité de **membre**.

ARTICLE 24 - PROCURATION

Le vote d'un **membre** ne peut être donné que personnellement et en aucun cas par procuration.

ARTICLE 25 - AJOURNEMENT

Le président d'une assemblée pourra, avec le consentement de l'assemblée, ajourner ladite assemblée à une date ultérieure sans qu'il ne soit nécessaire de donner avis de cet ajournement aux **membres** absents. Toute affaire qui pouvait être discutée par l'assemblée pourra l'être lors de sa continuation ainsi décidée.

ARTICLE 26 - OBJETS DE L'ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle des **membres** a pour objets :

a) de recevoir le rapport du président et/ou du conseil d'administration sur les activités de la personne morale;

b) de prendre connaissance, d'étudier et de recevoir les états financiers et le rapport des auditeurs indépendants des états financiers ou des experts-comptables de la personne morale pour l'année financière écoulée;

c) d'étudier et d'approuver tout règlement adopté par le conseil d'administration depuis la dernière assemblée générale annuelle, règlement qui n'aurait pas fait, depuis son adoption, l'objet d'une approbation lors d'une assemblée générale extraordinaire;

d) de nommer le ou les auditeurs indépendants des états financiers ou le ou les experts-comptables de la personne morale;

e) d'élire les administrateurs conformément à la section IV du présent règlement;

f) de faire au conseil d'administration toute suggestion jugée appropriée et de recevoir toute information souhaitée qu'il est du devoir du conseil d'administration de communiquer.

ARTICLE 27 - PROCÈS-VERBAUX

Les procès-verbaux des assemblées des **membres** sont signés par le secrétaire et par le président de l'assemblée. À défaut pour l'un ou (et) l'autre de signer le procès-verbal, les **membres** autorisent par résolution toute autre personne à le signer à sa (leur) place.

Les **membres** et les membres du conseil d'administration ont droit de consulter les procès-verbaux des assemblées des **membres**.

SECTION IV - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 28 - NOMBRE DE MEMBRES

Les affaires de la personne morale sont administrées par un conseil d'administration composé de cinq (5) à onze (11) administrateurs, ce nombre pouvant être modifié par règlement conformément à la loi.

ARTICLE 29 - QUALIFICATION OU CENS D'ÉLIGIBILITÉ

Sous réserve des autres exigences établies au présent règlement et de toute disposition spéciale applicable à l'élection des administrateurs, toute personne, pour occuper le poste d'administrateur, doit être membre de la personne morale, solvable, majeure, n'être frappée d'aucune incapacité légale et satisfaire à toute autre condition déterminée par règlement de la personne morale.

ARTICLE 30 - DURÉE DES FONCTIONS

Le mandat des membres du conseil d'administration est d'une durée de deux (2) ans. L'élection des administrateurs se fait en deux (2) tranches distinctes, les sièges numéros 1 à 5 inclusivement faisant l'objet d'une élection les années paires et les sièges numéros 6 à 11 inclusivement faisant l'objet d'une élection les années impaires.

Sous réserve des articles 37, 38, 39 et 86, tout administrateur entre en fonction à la clôture de l'assemblée au cours de laquelle il a été nommé ou élu et le demeure pour une période de deux (2) ans, soit jusqu'à la clôture de l'assemblée annuelle pertinente au cours de laquelle son successeur a été élu ou nommé ou jusqu'à ce que son successeur ait été nommé ou élu en vertu de l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

Si, à une époque quelconque, une élection des membres du conseil n'est pas faite ou si elle n'est pas faite au temps fixé, les membres du conseil en poste demeurent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

ARTICLE 31 - RÉÉLIGIBILITÉ

Tout administrateur sortant de charge sera rééligible s'il possède toujours le cens d'éligibilité requis au sens des articles 29 et 32.

ARTICLE 32 - ÉLECTION

Pour fins d'élection, les sièges des administrateurs sont numérotés de un (1) à neuf (9) inclusivement.

Toute personne possédant le cens d'éligibilité au sens de l'article 29 du présent règlement est éligible à chaque siège.

Tout **membre** en règle a le droit, à l'égard de chaque siège, de soumettre une candidature et de voter pour l'élection de l'administrateur.

ARTICLE 33 - PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Le président de l'assemblée agit à titre de président d'élection sauf au moment, le cas échéant, où il est lui-même candidat à un siège. Dans ce cas, l'article 20 s'applique pour la présidence de cette partie de l'assemblée. De même, l'assemblée peut choisir de nommer toute personne à titre de président d'élection, qu'elle soit ou non **membre** ou administrateur de la personne morale.

Le président d'élection et, le cas échéant, le scrutateur ont le droit de voter selon leur qualité de **membre**.

ARTICLE 34 - PROCÉDURE D'ÉLECTION

a) L'élection se fait, au cours de l'assemblée générale annuelle pertinente, siège par siège, à la suite de la présentation de candidatures de personnes éligibles au sens des articles 29 et 32 par simples propositions verbales qui n'ont pas à être appuyées. Un candidat peut lui-même soumettre sa candidature. Chaque **membre** a droit de vote pour l'élection à chaque siège d'administrateur.

b) Au moment de procéder à l'élection, si, pour un siège donné, il est soumis une seule candidature d'une personne éligible au sens des articles 29 et 32, le président d'élection proclame cette personne élue.

c) Au moment de procéder à l'élection, si, pour un siège donné, il est soumis plus d'une candidature de personnes éligibles au sens des articles 29 et 32, l'élection se fait à main levée ou, si deux (2) **membres** le requièrent, au scrutin secret.

d) Pour être élu, le candidat doit recevoir la majorité absolue des votes valides donnés.

e) S'il y a plus de deux (2) candidats et si, à un tour de scrutin, aucun candidat ne recueille cette majorité absolue des votes validement donnés, un nouveau tour de scrutin est tenu entre les deux (2) candidats qui ont obtenu le plus de votes.

S'il y a plus de deux (2) candidats et si, à un tour de scrutin, un candidat recueille une majorité simple de votes et qu'il y a égalité au deuxième rang entre deux (2) ou plusieurs candidats, un nouveau tour de scrutin est tenu entre tous ces candidats.

f) Si, après un vote tenu spécialement pour départager deux (2) candidats, l'égalité subsiste, le président d'élection vote en faveur d'un candidat et il le proclame élu. Le président d'élection a le même droit et la même obligation si une égalité subsiste entre plusieurs candidats après deux (2) tours de scrutin tenus spécialement pour les départager.

Si le président d'élection n'est pas **membre**, toute égalité est rompue par tirage au sort effectué par lui immédiatement à la clôture du dernier scrutin. Le président d'élection proclame élu le candidat favorisé par le tirage au sort.

Si c'est au second rang que subsiste l'égalité, le président d'élection proclame élu le candidat ayant reçu la majorité simple des voix exprimées.

g) Scrutin secret

S'il y a scrutin secret, le scrutateur remet à chaque **membre** un bulletin de vote et chaque **membre** doit y inscrire un seul nom. Tout bulletin contenant plus d'un nom ou le nom d'une personne non éligible est invalide et sera rejeté par le scrutateur.

Le scrutateur fait le décompte des votes et dresse une liste mentionnant, en marge du nom de chaque candidat, le nombre de votes valides reçus. Si un candidat a reçu la majorité absolue des votes validement exprimés, le président d'élection proclame ce candidat élu. Dans le cas contraire, les règles établies aux paragraphes e) et f) ci-haut s'appliquent.

ARTICLE 35 - SIÈGES NON COMBLÉS

Si, à la clôture de l'assemblée générale annuelle, il demeure un ou des sièges à combler en raison de l'insuffisance des candidatures, les **membres du conseil d'administration** devront combler la vacance avec diligence en cooptant toute personne éligible au sens des articles 29 et 32.

Sous réserve des dispositions du présent règlement concernant le quorum, le conseil d'administration pourra siéger de manière valide même s'il subsiste des vacances en son sein.

ARTICLE 36 - IRRÉGULARITÉ D'UNE ÉLECTION

Toute irrégularité survenue dans la procédure d'élection et le fait qu'un ou plusieurs administrateurs siègent illégalement n'affectent pas la validité des décisions prises par le conseil d'administration avant que l'intéressé n'ait cessé de faire partie du conseil d'administration, et ce même si le vote de l'administrateur qui siégeait illégalement a pu être décisif.

ARTICLE 37 - VACANCE

A. Devient vacante la charge de tout administrateur qui décède. De plus, le conseil pourra, par résolution, déclarer vacante la charge de tout administrateur:

a) qui offre par écrit sa démission au conseil d'administration;

b) qui cesse de posséder le cens d'éligibilité ou de satisfaire à quelque exigence établie par les règlements de la personne morale pour occuper le poste d'administrateur;

c) qui fait cession de ses biens ou devient insolvable;

d) qui est frappé d'une incapacité légale quelconque;

e) qui a omis ou négligé d'assister à trois (3) assemblées consécutives du conseil d'administration sans raison jugée valable par le conseil;

f) qui, pour toute autre raison, est en fait incapable d'exercer ses fonctions;

g) qui, au jugement du conseil, a eu une conduite jugée répréhensible ou contraire aux intérêts de la personne morale.

La charge de l'administrateur devient vacante à compter de la résolution du conseil la déclarant telle. Cette décision est finale et sans appel. La discrétion, les droits et les obligations du conseil d'administration sont en cette matière les mêmes que ceux déterminés à l'article 13 du présent règlement.

Sauf dans les cas d'urgence et dans des circonstances exceptionnelles, le conseil doit donc fournir à l'intéressé l'occasion de faire valoir ses prétentions sur la mesure avant qu'elle ne soit adoptée. La procédure établie à l'article 13 s'applique, en y faisant les adaptations requises, en ce cas. L'intéressé jouit du droit de faire valoir ses prétentions dans les limites établies pour les **membres** audit article 13.

Le défaut de satisfaire aux exigences du présent article n'a cependant pas pour effet d'entacher de nullité toute mesure de cette nature adoptée par le conseil.

B. S'il subsiste un nombre d'administrateurs suffisant pour former le quorum requis, toute vacance survenue au sein du conseil, pour quelque cause que ce soit, sera comblée par les membres du conseil demeurant en fonction, par simple résolution, et ce, pour la durée non

expirée du terme pour lequel l'administrateur, dont la charge est devenue vacante, avait été élu ou nommé. Le conseil devra combler toute vacance avec diligence, et de toute façon au plus tard à sa première assemblée suivant l'expiration d'un délai de soixante (60) jours à compter de la survenance de la vacance. À défaut de ce faire, une assemblée générale extraordinaire des **membres** devra être convoquée à cette fin.

Toute vacance devra être comblée par le conseil en satisfaisant seulement à la condition de choisir une personne éligible au sens des articles 29 et 32 du présent règlement.

ARTICLE 38 - DESTITUTION

Tout administrateur peut être démis de ses fonctions et/ou destitué, pour ou sans cause, avant l'expiration de son mandat, à une assemblée générale extraordinaire des **membres** convoqués à cette fin par le vote de la majorité des voix exprimées sur la question. À cette même assemblée, une personne possédant le cens d'éligibilité pour le siège donné peut être élue sur simple proposition verbale aux lieu et place de l'administrateur démis. La personne ainsi élue ne reste en fonction que pour la durée non expirée du mandat de l'administrateur destitué qu'elle remplace.

Si la vacance n'est pas comblée tel que prévu au présent article, le conseil d'administration doit le faire conformément à l'article 37.

ARTICLE 39 - DÉMISSION

Tout administrateur peut donner sa démission par lettre adressée à la personne morale. Cette démission prend effet lors de son acceptation par résolution du conseil d'administration.

ARTICLE 40 - RÉMUNÉRATION

Les administrateurs ne touchent aucune rémunération pour l'exécution de leurs fonctions.

ARTICLE 41 - INDEMNISATION ET DÉFENSE

A. Sous réserve du paragraphe B du présent article, la personne morale doit indemniser ses administrateurs, officiers, membres de comités et autres dirigeants ou leurs prédécesseurs ainsi que ses autres mandataires de tous leurs frais et dépenses raisonnables faits dans l'exercice de leurs fonctions, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, ou qui ont été occasionnés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites dans lesquelles ils étaient impliqués, dans la mesure où:

   a) cette personne a exercé ses fonctions avec honnêteté et loyauté dans l'intérêt de la personne morale;

   b) dans le cas d'une poursuite entraînant le paiement d'une amende, cette personne avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi.

La personne morale doit en outre avancer à ces personnes les sommes nécessaires pour assumer les frais de leur participation à une procédure visée au présent paragraphe et les dépenses y afférentes.

B. Dans l'éventualité où un tribunal ou toute autre autorité compétente établit que les conditions énoncées aux alinéas a) et b) du paragraphe A du présent article ne sont pas respectées, la personne morale ne peut indemniser cette personne et celle-ci doit rembourser à la personne morale toute indemnisation déjà versée en application de ce paragraphe.

De plus, la personne morale ne peut indemniser une personne visée au paragraphe A lorsque le tribunal a constaté qu'elle a commis une faute lourde ou intentionnelle. Cette personne doit alors rembourser à la personne morale toute indemnisation déjà versée, le cas échéant.

C. La personne morale peut, avec l'approbation du tribunal, dans le cadre d'une action intentée par elle contre une personne visée au paragraphe A, avancer à cette personne les sommes raisonnables nécessaires à une telle action ou l'indemniser des frais et dépenses raisonnables entraînés par son implication dans une telle action, si cette personne satisfait aux conditions énoncées à ce même paragraphe.

ARTICLE 42 - ASSURANCE

La personne morale peut souscrire une assurance couvrant la responsabilité que peuvent encourir ses administrateurs, ses dirigeants et ses autres mandataires ainsi que toute autre personne qui agit ou a agi en cette qualité.

ARTICLE 43 - CONFLIT D'INTÉRÊTS

A. Règle générale

Tout administrateur doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur.

Il doit dénoncer à la personne morale tout intérêt qu'il a dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre elle, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur. Cette dénonciation d'intérêt est consignée au procès-verbal des délibérations du conseil.

B. Acquisition de droits

Tout administrateur peut, même dans l'exercice de ses fonctions, acquérir directement ou indirectement des droits dans les biens qu'il administre ou contracter avec la personne morale.

Il doit cependant aussitôt signaler le fait à la personne morale en indiquant la nature et la valeur des droits qu'il acquiert et demander que le fait soit consigné au procès-verbal des délibérations du conseil. Il doit s'abstenir de délibérer et de voter sur la question.

C. Délibérations au conseil

Outre les cas expressément prévus aux paragraphes A et B, tout administrateur intéressé, directement ou indirectement, dans un contrat ou une affaire doit divulguer son intérêt au conseil au moment où celui-ci délibère ou prend une décision sur ce contrat ou cette affaire ou concernant ce contrat ou cette affaire et s'abstenir de voter sur toute résolution portant sur ce contrat ou cette affaire ou le concernant personnellement, directement ou indirectement.

L'administrateur intéressé doit quitter l'assemblée à moins que le conseil l'autorise à assister aux délibérations et à y participer. Telle autorisation ne pourra être accordée que par l'adoption d'une résolution, à l'unanimité, par scrutin secret.

Le respect par l'administrateur des obligations qui lui incombent aux termes du présent paragraphe ne le dispense pas de se conformer également aux dispositions du paragraphe A et, le cas échéant, à celles du paragraphe B.

Malgré les dispositions qui précèdent, si la personne morale ou la société dans laquelle il a un intérêt est un organisme sans but lucratif, l'administrateur, tout en conservant son obligation de divulguer ou de dénoncer son intérêt tel que prévu au présent article, conserve dans tous les cas son droit de participer aux délibérations et son droit de vote.

D. Membres de la famille

Les dispositions du présent article s'appliquent également dans tous les cas où une situation de conflit existe ou peut exister entre les intérêts de la personne morale et l'intérêt des membres suivants de la famille de l'administrateur: le conjoint incluant le conjoint de fait, un ascendant, un descendant, le frère, la sœur, le beau-père, la belle-mère, le beau-frère, la belle-sœur, le neveu, la nièce, l'oncle ou la tante.

SECTION V - LES ASSEMBLÉES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 44 - FRÉQUENCE DES ASSEMBLÉES

Les assemblées du conseil d'administration auront lieu aussi souvent que l'exigent les affaires de la personne morale.

ARTICLE 45 - CONVOCATION ET LIEU

A. Les assemblées du conseil d'administration sont convoquées par le secrétaire, soit à la requête du président, soit sur demande écrite de la majorité des membres du conseil. Elles

sont tenues au siège de la personne morale ou à tout autre endroit déterminé de temps à autre par le conseil et indiqué dans la convocation.

Malgré le premier alinéa du présent article, le président peut, en tout temps, procéder lui-même à la convocation d'une assemblée.

B. Renonciation à l'avis de convocation

Tout membre du conseil peut, par un avis écrit donné au secrétaire, renoncer à l'avis de convocation de toute assemblée tenue pendant la période qu'il indique, au cours de laquelle il prévoit n'être pas disponible pour la tenue de pareille assemblée.

Dans un tel cas, cette renonciation a plein effet et une mention spéciale est faite en ce sens au procès-verbal de toute assemblée tenue pendant cette période.

Pareille renonciation peut être retirée en tout temps par un avis écrit donné au secrétaire. Elle cesse alors d'avoir effet pour l'avenir.

ARTICLE 46 - AVIS DE CONVOCATION

L'avis de convocation de toute assemblée du conseil d'administration devra être donné aux membres du conseil, oralement, par écrit ou par moyen électronique, au moins cinq (5) jours avant le jour fixé pour l'assemblée et au moins vingt-quatre (24) heures avant le moment fixé pour l'assemblée dans les cas d'urgence selon le jugement du président de la personne morale.

Cependant, si tous les membres du conseil d'administration sont présents à une assemblée ou si les absents y consentent par écrit, toute assemblée peut avoir lieu sans aucun avis préalable de convocation.

En outre, le conseil d'administration pourra déterminer, lors de la tenue d'une assemblée, le moment de sa prochaine assemblée. Dans un tel cas, il ne sera nul besoin d'un avis de convocation si ce n'est pour les membres qui étaient absents lors de la décision.

ARTICLE 47 - ASSEMBLÉES ULTÉRIEURES

Le conseil d'administration pourra déterminer, lors de la tenue d'une assemblée, le moment et le lieu de sa prochaine assemblée ou de toute autre assemblée subséquente. Dans un tel cas, il ne sera nul besoin d'un avis de convocation si ce n'est pour les membres qui étaient absents lors de la décision.

ARTICLE 48 - IRRÉGULARITÉ ET DÉFAUT D'AVIS

L'omission accidentelle de convoquer l'un ou plusieurs des membres n'a pas pour effet de rendre nulles les résolutions adoptées à l'assemblée convoquée. Il en va de même d'une erreur ou irrégularité de pure forme dans la convocation.

ARTICLE 49 - ASSEMBLÉE STATUTAIRE

Une assemblée du conseil d'administration sera tenue immédiatement après l'assemblée générale annuelle des **membres** aux fins notamment de nommer et/ou d'élire les officiers de la personne morale pour l'année en cours ainsi que les membres des comités.

ARTICLE 50 - QUORUM

Le quorum de toute assemblée est constitué de la présence de la majorité simple des administrateurs en fonction au jour de l'assemblée.

ARTICLE 51 - PRÉSIDENCE DE L'ASSEMBLÉE

Dans le cas d'absence du président, le vice-président agit à titre de président d'assemblée. Dans le cas d'absence de ces deux (2) officiers, les membres du conseil présents choisissent parmi eux un président d'assemblée.

ARTICLE 52 - VOTE

Toute décision sera prise à la majorité des voix exprimées, chaque administrateur ayant un seul vote.

Aucun vote ne peut être donné par procuration.

Le vote est pris à main levée ou au scrutin secret si deux (2) administrateurs le requièrent. Le président de l'assemblée n'a pas de second vote ou vote prépondérant.

ARTICLE 53 - PROCÉDURE

Le président d'assemblée veille au bon déroulement de l'assemblée et en général conduit les procédures sous tout rapport. Il soumet au conseil les propositions sur lesquelles un vote doit être pris. À défaut par le président de l'assemblée de soumettre une proposition, tout administrateur peut la soumettre lui-même avant que l'assemblée ne soit ajournée ou close et, si cette proposition relève de la compétence du conseil d'administration, celui-ci en est saisi à la condition qu'elle soit appuyée. À cette fin, l'ordre du jour de toute assemblée du conseil d'administration est présumé prévoir une période pendant laquelle les administrateurs peuvent soumettre leurs propositions. À défaut par le président de l'assemblée de s'acquitter fidèlement de sa tâche, les administrateurs peuvent à tout moment le destituer et le remplacer par un autre administrateur.

Sous réserve de l'alinéa précédent, les dispositions de l'article 21 s'appliquent, en y faisant les adaptations requises (*mutatis mutandis*), à la procédure des assemblées du conseil d'administration.

ARTICLE 54 - AJOURNEMENT

Le président d'une assemblée pourra, avec le consentement de l'assemblée, ajourner ladite assemblée à une date ultérieure sans qu'il ne soit nécessaire de donner avis de cet ajournement aux membres absents. Toute affaire qui pouvait être discutée par l'assemblée pourra l'être lors de sa continuation ainsi décidée.

ARTICLE 55 - PARTICIPATION PAR MOYENS DE COMMUNICATION

Les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une assemblée du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Ils sont alors réputés avoir assisté à l'assemblée.

ARTICLE 56 - RÉSOLUTION SIGNÉE

Une résolution écrite, signée par tous les administrateurs habiles à voter sur ladite résolution lors des assemblées du conseil, est valide et a le même effet que si elle avait été adoptée à une assemblée du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Une telle résolution doit être insérée dans le registre des procès-verbaux de la personne morale, suivant sa date, au même titre qu'un procès-verbal régulier.

ARTICLE 57 - INTERPRÉTATION

Les articles 55 et 56 s'appliquent malgré toute disposition à ce contraire dans le présent règlement.

ARTICLE 58 - URGENCE

S'il arrive qu'à la suite de vacances il ne reste pas d'administrateurs en nombre suffisant pour former le quorum, le ou les administrateurs demeurant en fonction pourront et devront prendre toutes décisions dans l'intérêt de la personne morale que l'urgence de la situation pourra exiger.

Telles décisions et tels actes devront être soumis pour ratification à la première assemblée régulière suivante du conseil d'administration.

ARTICLE 59 - PROCÈS-VERBAUX

Les procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration sont signés par le secrétaire et par le président de l'assemblée. À défaut pour l'un ou (et) l'autre de signer le procès-verbal, les administrateurs autorisent par résolution une autre personne à le signer à sa(leur) place.

Seuls les membres du conseil d'administration ont droit de consulter les procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration. Ils peuvent le faire tous les jours, au siège de la personne morale, sur semaine (du lundi au vendredi), les jours de fête exceptés, pendant les heures raisonnables d'affaires.

SECTION VI - LES OFFICIERS

ARTICLE 60 - IDENTITÉ

Les officiers principaux de la personne morale sont le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier et le directeur général.

ARTICLE 61 - ÉLECTION, NOMINATION ET DURÉE DU MANDAT

A. Président, vice-président, trésorier et secrétaire

Le conseil devra, à chaque année, dans le cadre de l'assemblée prévue à l'article 49, et par la suite lorsque les circonstances l'exigeront, élire et/ou nommer le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire de même que tout autre officier dont le poste aura été établi en application du paragraphe C du présent article.

Le président et le vice-président devront être choisis parmi les membres du conseil d'administration, cette condition n'étant pas requise pour les autres officiers, qui pourront aussi ne pas être **membres** de la personne morale.

B. Directeur général

Le conseil d'administration nommera, au besoin, le directeur général. Cette fonction est à durée indéterminée, sous réserve de la durée qui peut être prévue à son contrat d'engagement. Le directeur général ne peut être membre du conseil d'administration de la personne morale.

C. Autres officiers

Le conseil d'administration pourra, en outre, nommer tous autres officiers de la personne morale et établir, par résolution, leurs fonctions.

D. Entrée en fonction

Tout officier entre en fonction dès son élection ou sa nomination, sous réserve de stipulation expresse à l'effet contraire dans la résolution de nomination.

E. Nominations tardives

Sous réserve des dispositions du présent règlement concernant la démission, la destitution et les autres vacances, si, à une époque quelconque, l'élection et la nomination des officiers ne sont pas faites ou si elles ne sont pas faites au temps fixé, les officiers sortant de charge restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus ou nommés.

ARTICLE 62 - DÉLÉGATION DE POUVOIRS

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de tout officier, ou pour toute autre raison jugée satisfaisante par le conseil d'administration, ce dernier pourra déléguer les pouvoirs de tel officier à tout autre officier ou à tout membre du conseil d'administration.

ARTICLE 63 - PRÉSIDENT

Le président est l'officier exécutif en chef de la personne morale. Il a le contrôle général et la surveillance des affaires de la personne morale, dont il est le représentant officiel. Il préside toutes les assemblées du conseil d'administration et des **membres** et est membre d'office de tout comité. Il voit à l'exécution des décisions du conseil d'administration, signe tous les documents requérant sa signature et remplit tous les devoirs inhérents à sa charge de même qu'il exerce tous les pouvoirs qui pourront de temps à autre lui être attribués par le conseil d'administration.

ARTICLE 64 - VICE-PRÉSIDENT

Le vice-président assiste le président dans l'exécution de ses fonctions et accomplit toutes charges qui lui sont dévolues par lui ou par le conseil d'administration.

En cas d'absence, de refus ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président le remplace et exerce ses pouvoirs et ses fonctions.

ARTICLE 65 - SECRÉTAIRE

Le secrétaire assiste à toutes les assemblées des **membres** et du conseil d'administration. Il en rédige les procès-verbaux. Il a la responsabilité d'adresser ou de communiquer autrement tous les avis de convocation requis et il remplit toutes les autres fonctions qui lui sont attribuées par le présent règlement ou par le conseil d'administration. Il a la garde du sceau de la personne morale, du livre des délibérations et de tous autres registres corporatifs. Sa seule qualité de secrétaire ne lui confère pas le droit de participer aux délibérations, aux assemblées non plus qu'au vote.

En cas d'absence du secrétaire lors d'une assemblée, les participants choisissent parmi eux un secrétaire d'assemblée.

Le conseil peut aussi nommer, pour une, plusieurs ou l'ensemble des assemblées du conseil, un secrétaire d'assemblée chargé, sous la responsabilité du secrétaire, de la rédaction du procès-verbal.

ARTICLE 66 - TRÉSORIER

Le trésorier a la responsabilité et la garde des fonds de la personne morale et de ses livres de comptabilité. Il voit à la tenue d'un relevé précis des biens, dettes, recettes et débours de la personne morale dans un ou des livre(s) approprié(s) à cette fin. Il s'assure du dépôt des deniers de la personne morale dans une institution financière déterminée par le conseil.

Il accomplit toutes les tâches qui lui sont dévolues par règlement ou résolution du conseil.

ARTICLE 67 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le directeur général a, sous l'autorité du conseil d'administration, la responsabilité de l'administration courante de la personne morale et du **Musée**. Il assume toutes les fonctions qui peuvent être déterminées de temps à autre par résolution du conseil d'administration.

Sous réserve d'une décision contraire du président de l'assemblée ou du conseil d'administration, le directeur général, en cette seule qualité, assiste aux assemblées du conseil d'administration et participe à ses délibérations. Il n'a cependant pas droit de vote et sa présence n'est pas considérée dans l'établissement du quorum.

ARTICLE 68 - RÉMUNÉRATION

Il ne peut être établi de rémunération pour les membres du conseil d'administration.

Le directeur général a droit au traitement et aux avantages sociaux déterminés à son contrat d'engagement.

ARTICLE 69 - INDEMNISATION ET DÉFENSE

Les dispositions des articles 41 et 42 s'appliquent aux officiers de la personne morale.

ARTICLE 70 - DESTITUTION

Tous les officiers de la personne morale peuvent être, en tout temps, destitués pour ou sans cause par résolution du conseil d'administration. Le conseil d'administration comble alors dans les meilleurs délais la vacance ainsi créée pour la durée non expirée du terme de l'officier destitué.

En matière de destitution, la discrétion du conseil est absolue, ses décisions étant finales et sans appel. Le conseil est autorisé, en cette matière, à adopter et à suivre la procédure qu'il pourra de temps à autre déterminer et qu'il jugera appropriée sans être tenue d'appliquer les règles régissant les tribunaux judiciaires ou quasi judiciaires.

Sauf dans les cas d'urgence et dans des circonstances exceptionnelles, le conseil doit cependant fournir à l'intéressé l'occasion de faire valoir ses prétentions sur la mesure avant qu'elle ne soit adoptée. La procédure établie à l'article 13 s'applique, en y faisant les adaptations requises, en ce cas. L'intéressé jouit du droit de faire valoir ses prétentions dans les limites établies pour les **membres** audit article 13. Le défaut de satisfaire aux exigences du présent alinéa n'a cependant pas pour effet d'entacher de nullité toute mesure de cette nature adoptée par le conseil.

ARTICLE 71 - CUMUL DE FONCTIONS

La fonction de président ne peut être cumulée avec aucune autre fonction d'officier. Il en est de même de la fonction de directeur général. Tout autre cumul de fonctions d'officier est permis.

ARTICLE 72 - DÉMISSION

Tout officier peut se démettre de ses fonctions en faisant parvenir sa démission au secrétaire. Celui-ci peut démissionner en adressant sa démission au président. Toute démission prend effet à la date de son acceptation par le conseil d'administration qui doit combler avec diligence sans délai la vacance ainsi créée.

ARTICLE 73 - MODIFICATION DES CHARGES

Sous réserve des dispositions du présent règlement, le conseil d'administration peut modifier par résolution, à sa discrétion, les charges et les devoirs de ses officiers.

ARTICLE 74 - VACANCE

Toute vacance à une charge d'officier est comblée par le conseil d'administration, par résolution et avec diligence, pour la durée non expirée du terme de l'officier qui occupait le poste.

ARTICLE 75 - CONFLIT D'INTÉRÊTS

Les dispositions de l'article 43 s'appliquent, en y faisant les adaptations requises (*mutatis mutandis*), aux officiers.

SECTION VII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 76 - COMITÉS

Le conseil d'administration pourra, par résolution, établir des comités ou commissions, en nommer les membres, et leur déléguer tous pouvoirs qu'il jugera bon de leur déléguer. Le conseil d'administration établira, par la même résolution, le mandat de ces comités ou commissions, de même que toutes conditions relatives à l'exécution dudit mandat. Il pourra même affecter des crédits à ces comités, et les sommes ainsi confiées seront administrées par lesdits comités ou commissions, conformément aux conditions établies dans la résolution du conseil d'administration.

Pour la composition de ces comités ou commissions, le conseil d'administration pourra choisir toute personne, qu'elle soit ou non **membre** de la personne morale.

Le conseil d'administration peut en tout temps destituer et remplacer tout membre de comité ainsi que nommer tout nouveau membre. Il peut de même en tout temps modifier le mandat de tout comité ainsi que sa composition.

ARTICLE 77 - LIVRES ET REGISTRES

Le conseil d'administration fera tenir un ou des livres où seront conservés, inscrits et/ou enregistrés:

a) une copie des **lettres patentes** constituant la personne morale, de toutes lettres patentes supplémentaires et de tous les règlements de la personne morale;

b) les nom, adresse et occupation de toutes les personnes qui sont **membres** de la personne morale (dans la mesure où l'information est disponible pour ce qui est de l'adresse et de l'occupation);

c) les nom, adresse et occupation de toutes les personnes qui sont et ont été administrateurs de la personne morale avec précision des dates auxquelles elles sont devenues et ont cessé d'être administrateurs;

d) un registre des hypothèques contenant l'inscription de toutes hypothèques et charges grevant les biens de la personne morale, donnant dans chaque cas une description succincte des biens hypothéqués ou grevés, le montant de l'hypothèque ou de la charge et, dans le cas d'obligations ou autres valeurs à ordre ou au porteur, les noms des créanciers hypothécaires et des ayants-droit. Pour ce qui est des hypothèques et des charges garantissant le paiement des obligations et autres valeurs payables à ordre ou au porteur, il suffira d'indiquer le nom du fidéicommissaire en faveur duquel l'hypothèque est constituée;

e) les recettes et débours et les matières auxquelles se rapportent les uns et les autres;

f) les transactions financières;

g) les créances et obligations;

h) les procès-verbaux des assemblées des **membres** et du conseil d'administration ainsi que les votes pris à ces assemblées.

Ce ou ces livres et registres seront tenus au siège de la personne morale et seront ouverts en tout temps à l'examen du président et des membres du conseil d'administration.

ARTICLE 78 - AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Selon la décision prise à chaque assemblée générale annuelle, les livres et états financiers de la personne morale seront audités, ou feront l'objet d'un rapport de mission d'examen, à chaque année, aussitôt que possible après l'expiration de chaque exercice financier, par l'auditeur indépendant des états financiers ou l'expert-comptable nommé à cette fin par les **membres**.

La rémunération de l'auditeur indépendant des états financiers, ou de l'expert-comptable le cas échéant, est déterminée par le conseil d'administration.

ARTICLE 79 - EFFETS DE COMMERCE

Tous les chèques, traites, billets et autres effets négociables peuvent être signés, tirés, acceptés ou endossés par la ou les personnes que le conseil d'administration désigne et de la manière que celui-ci détermine.

ARTICLE 80 - CONTRATS

Les contrats et autres documents requérant la signature de la personne morale seront au préalable approuvés par le conseil d'administration et, sur telle approbation, seront signés conjointement par le président et par le secrétaire, ou par toute autre personne désignée dans la résolution.

ARTICLE 81 - PLACEMENTS

Les officiers et mandataires chargés de l'administration des biens de la personne morale, et en particulier du placement de ses fonds, devront limiter les investissements exclusivement à des placements présumés sûrs au sens du Code civil du Québec et à des dépôts dans une banque, une caisse d'épargne et de crédit ou autre établissement financier autorisé à faire affaires au Canada.

Les dispositions du présent article ont effet sous réserve de l'adoption par le conseil d'administration d'une résolution autorisant une dérogation ou exception pour un ou des investissements particuliers.

ARTICLE 82 - EMPLOYÉS

Le conseil d'administration pourra nommer au besoin les employés selon ce qu'il jugera nécessaire, déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération. Ces pouvoirs peuvent cependant être délégués par le conseil au directeur général.

Les employés sont sous le contrôle du directeur général, mais ce contrôle peut être délégué par le conseil d'administration à un autre officier.

ARTICLE 83 - CONSEILLER JURIDIQUE ET AGENTS

Le conseil d'administration pourra, de temps à autre, nommer un conseiller juridique de la personne morale et/ou tous autres agents qu'il jugera bon de nommer.

ARTICLE 84 - PROCÉDURES JUDICIAIRES

L'un quelconque des officiers suivants de la personne morale : le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier ou le directeur général est autorisé à répondre pour la personne morale à tous les brefs de saisie avant ou après jugement et aux ordonnances sur faits et articles qui peuvent être signifiés à la personne morale, à signer l'affidavit nécessaire aux procédures faites contre la personne morale, à plaider coupable ou non coupable aux poursuites de nature pénale, à poursuivre ou à faire une requête pour ordonnance de mise sous séquestre contre tout débiteur de la personne morale, à assister et à voter aux assemblées de créanciers et à accorder des procurations y relatives.

Le conseil d'administration peut en toute occasion, par résolution, nommer une personne pour représenter la personne morale relativement aux sujets mentionnés dans le présent article.

ARTICLE 85 - CONFIDENTIALITÉ

Les administrateurs et officiers de la personne morale doivent respecter la confidentialité des délibérations et ne peuvent donner communication à des tiers des informations et documents de la personne morale, sans l'autorisation du président ou du conseil d'administration.

Cependant, aucune autorisation n'est nécessaire pour donner communication des registres et documents publics, de copie de l'acte constitutif et des règlements. De même, aucune autorisation n'est requise lorsque la communication de renseignements ou de documents est faite de bonne foi, pour des motifs sérieux, dans l'intérêt de la personne morale ou dans le cadre de l'exercice normal des fonctions d'administrateur ou d'officier.

SECTION VIII - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 86 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

A. Membres

À compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, les administrateurs seront les seuls **membres** de la personne morale. Toute autre personne alors **membre** cessera de l'être par le seul effet de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Le conseil d'administration devra, avec diligence, tenir une assemblée afin de procéder à l'admission de nouveaux **membres** en application des dispositions nouvelles du présent règlement.

B. Administrateurs

Le conseil d'administration devra de même s'assurer de la tenue avec diligence, par la suite, d'une assemblée générale extraordinaire des **membres** de la personne morale aux fins de procéder à l'élection des administrateurs en application des dispositions nouvelles du présent règlement.

Le mandat des administrateurs en poste se terminera à la clôture de l'assemblée générale extraordinaire des **membres** prévue au présent paragraphe B.

Malgré les dispositions du présent règlement qui établissent à deux (2) ans la durée du mandat des administrateurs, les administrateurs élus au cours de l'année civile 2019, suite à l'adoption du présent règlement, le seront pour des termes tels que ci-après déterminés :

- sièges numéros 1 à 5 : 1 an;

- sièges numéros 6 à 11 : 2 ans.

Ainsi, au cours de l'assemblée générale annuelle tenue en l'an 2020, il y aura élection aux sièges numéros 1 à 5 et, au cours de l'assemblée générale annuelle tenue en l'an 2021, il y aura élection aux sièges numéros 6 à 11. Par la suite, tel que prévu au règlement et sous réserve des dispositions relatives aux vacances, démissions et destitutions, le terme des administrateurs sera de deux (2) ans.

C. Officiers

Le conseil d'administration nouveau devra, par la suite, tenir une assemblée afin de nommer et/ou d'élire les officiers de la personne morale en application des dispositions nouvelles du présent règlement.

Le mandat des officiers en poste se terminera à la clôture de l'assemblée du conseil d'administration prévue au présent paragraphe C.

ARTICLE 87 - RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le Règlement numéro 1 (*Règlements généraux*), tel que modifié, ainsi que tout règlement et toute disposition réglementaire alors en vigueur visant les objets du présent règlement.

ARTICLE 88 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE A

MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL

DEMANDE D'ADMISSION

(MEMBRE RÉGULIER)

Je, soussigné(e), (nom), (occupation), domicilié(e) et résidant au (adresse) demande mon admission comme **membre régulier** de la personne morale.

Je m'engage, advenant mon acceptation comme **membre régulier**, à respecter les règlements et les politiques de la personne morale tels qu'ils pourront être en vigueur de temps à autre.

Je reconnais de plus que j'ai l'obligation d'agir de manière à ne pas causer préjudice à la réputation et aux intérêts de la personne morale.

Et j'ai signé à (lieu), le e jour de (date).

_____

Demandeur

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 201, avenue des Pins Ouest, Montréal, Québec, H2W 1R5, agissant et représentée par monsieur Paul Labonne, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 128507704RT001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1013545312TQ0002
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 128507704RR0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme dépositaire d'un patrimoine unique qui présente l'histoire des origines de Montréal et de sa fondation par Jeanne-Mance à l'égal de Paul Chomedey, sieur de Maisonneuve, l'histoire de la fondation de l'Hôtel-Dieu par Jeanne Mance, première infirmière laïque au Canada, l'histoire des Hospitalières de Saint-Joseph dans leur mission de soins aux malades, l'histoire de l'évolution des soins et des sciences de la santé.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la description du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
2.3 « **Annexe 3** »:	Exigences de Reddition de comptes et versements de la contribution financière de la Ville;
2.4 « **Annexe 4** »:	Attestation – Loi sur les cités et villes et Règlement sur la gestion contractuelle;
2.5 « **Annexe 5** »:	Attestation - Rapport final et utilisation de la contribution financière de la Ville aux fins prévues;
2.6 « **Projet** » :	le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la

présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.7 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.8 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « Responsable » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.10 « Unité administrative » : le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des

obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent soixante-quinze mille dollars (175 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent cinquante mille dollars (150 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,
- un deuxième versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), au plus tard le 31 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 201, avenue des Pins Ouest, Montréal, Québec, H2W 1R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la

Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 13e jour de avril 2022

MUSÉE DES HOSPITALIÈRES DE L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL

Par : _____
M. Paul Labonne, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2022 (Résolution CM.....).

ANNEXE 1
PROJET

La présente convention vise le soutien au fonctionnement du Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal suite à l'acquisition du site de la Cité des Hospitalières par la Ville de Montréal. Le soutien financier vise l'accompagnement de l'OBNL pour la quatrième année de sa phase de transition.

Le projet de l'OBNL est la mise en valeur du patrimoine des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph par la mise en place et la tenue de différentes activités, notamment:

- La mise en valeur de l'ensemble conventuel des Religieuses Hospitalières, notamment le monastère, la chapelle, la crypte et les jardins;
- La tenue d'expositions permanentes et temporaires;
- L'offre de visites commentées au Musée et sur le site de la Cité des Hospitalières;
- L'offre d'une programmation culturelle au Musée et sur le site de la Cité des Hospitalières ainsi qu'en mode virtuel;
- Le développement et l'offre de programmes éducatifs pour différents publics;
- Le développement et l'offre d'activités de médiation pour différents publics.

Objectifs du Musée dans le cadre du Projet

1. Développement des publics
2. Renouvellement de l'exposition permanente
3. Développement des collections et aménagement des espaces de conservation
4. Déploiement d'activités culturelles et éducatives
5. Consolidation de la structure institutionnelle

Calendrier

Le projet sera déployé tout au long de l'année 2022.

Budget

Budget de fonctionnement du Musée	Contribution de la Ville	Pourcentage
511 123$	175 000$	34%

Nature des dépenses admissibles

Catégorie de dépenses admissibles	**X** Dépenses de toutes natures admissibles Certaines dépenses admissibles (préciser dans la prochaine section)

Dépenses admissibles	Administration Ressources humaines internes Équipements Services techniques Consultants et expertises externes Communications et promotions
Autres dépenses admissibles	• Entretien et réparations mineures du bâtiment • Exploitation du musée • Activités muséologiques
Exclusions	taxes, dettes

Indicateurs et résultats attendus

Développement des publics	
1- Relance post-COVID.	Offre complète d'activités actualisées.
2- Accroître la fréquentation du musée au printemps et à l'été.	4 837 visiteurs rejoints, augmentation de 10%
3- Renouer avec l'industrie touristique.	Participation à la *Bourse Bienvenue-Québec;* Maintien du lien avec une douzaine de voyagistes; Participation au programme *Passeport Montréal* de Tourisme Montréal.
4- Développement des publics scolaires.	Offre de programmes éducatifs en modes présentiel, virtuel ou en classe; Développement d'une offre bilingue; Démarchage auprès des institutions d'enseignement et de groupes de parents offrant l'école à la maison.
5- Renforcement des liens avec le secteur infirmier et médical.	Une exposition sur le 100e anniversaire de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec diffusée.

Renouvellement de l'exposition permanente	
6- Initier la démarche de renouvellement de l'exposition permanente.	Recherche documentaire et iconographique menée; Thématiques documentées.
7- Collecte de mémoire des RHSJ	8 entrevues avec les religieuses de la congrégation et des intervenants laïques réalisées.
Développement des collections et aménagement des espaces de conservation	
8- Réaménagement de la réserve principale	1 réserve principale aménagée.
9- Mise aux normes d'espace de réserve complémentaire	3 espaces de réserve mis aux normes; Installation d'unités de climatisation, de tuyauterie de réfrigération et de pompes de drain.
10- Mise à jour des inventaires et catalogage	300 objets traités; Catalogage des livres de la bibliothèque.
11- Nouvelles acquisitions	30 nouveaux artefacts intégrés à la collection.
Déploiement d'activités culturelles et éducatives	
12- Offre d'activitées culturelles	35 activités offertes
13- Présentation de conférences	2 conférences présentées en collaboration avec l'Ordre des infirmières et des infirmiers.
14- Participation aux événements culturels	Participation à 3 événements Montréalais majeurs: • Journée de la culture • Journée du patrimoine religieux • Festival d'histoire de Montréal

15- Présentation d'expositions au Musée	1 exposition permanente présentée; 2 expositions temporaires présentées.
16- Offre d'activités à la Cité des Hospitalières	Circuits intérieurs et extérieurs: Visites commentées de la chapelle, de la crypte, des jardins et du monastère;
17- Offre d'activités hors les murs	Circuit historique dans le Vieux-Montréal; Circuit Victor Bourgeau.
18 - Développement de nouveaux programmes éducatifs	Bonification du scénario en soin infirmier; Création de 2 nouveaux scénarios; Création d'une activité famille autonome.
Consolidation de la structure institutionnelle	
19- Révision de la mission	Une mission actualisée.
20- Révision des politiques	Finalisation de la politique de gestion des collections incluant: • politique d'acquisition; • procédures de conservation; • politique d'aliénation; • lignes directrices de documentation; • précision des axes de collectionnement.
21- Rédaction d'un plan d'action	Un plan d'action en développement durable rédigé.
22- Diversification des sources de revenus	Augmentation des revenus autonomes de 5%.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

ANNEXE 3

Calendrier des livrables et des versements

Livrables et reddition de comptes	Date	Montant des versements
Signature de la convention • Remise du contrat d'assurance; • Signature de l'Attestation relative à la prise de connaissance de la *Loi sur les cités et villes et du Règlement sur la gestion contractuelle* (Annexe 4).	Mai 2022	**150 000$**
Rencontre de suivi • État d'avancement des projets; • Budget à jour; • Calendrier de programmation.	Septembre 2022	so
Bilan final <u>Bilan quantitatif :</u> 1. Résultats relatifs à chacun des indicateurs; 2. Bilan financier témoignant de l'utilisation de la subvention et de la progression des revenus autonomes et de la recherche de nouveaux partenaires financiers. <u>Bilan qualitatif :</u> 1. Impacts des différentes actions réalisées; 2. Réflexion sur les ajustements imposés par la crise sanitaire et la transformation des pratiques à court, moyen et long terme; 3. Analyse critique des actions du Musée en regard de la réalisation de la mission et de la vision du Musée. • Signature de l'attestation *Rapport final et utilisation de la Contribution financière de la Ville aux fins prévues* (Annexe 5).	Décembre 2022	**25 000$**
TOTAL		**175 000$**

ANNEXE 4

Montréal

Attestation

Loi sur les cités et ville et Règlement sur la gestion contractuelle

Nous soussigné

Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
Nom de l'organisme

- Attestons avoir pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* et nous engageons, le cas échéant, à respecter les articles 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* ;
- Attestons avoir pris connaissance du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville de Montréal. et à nous y conformer en tout point

Signature responsable

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

PAUL LABONNÉ, directeur général — 13 avril 2022
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour l'entente — Date

Signature chargé.e de projet

Chargé.e de projet

Nom et fonction de la personne chargée de projet — Date

ANNEXE 5

Montréal

Attestation

Rapport final et
utilisation de la Contribution financière de la Ville aux fins prévues

(Note : La confirmation de l'utilisation financière de la Ville aux fins prévues est une demande du Vérificateur général)

Votre rapport final doit être signé par le représentant du conseil d'administration désigné par votre organisme.

Nous soussigné : Mme des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal

Nom de l'organisme

- Attestons que les renseignements fournis dans notre rapport final sont exacts et complets ;
- Attestons que nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

PAUL LABONNE, directeur général

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227233003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 175 000 $ au Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour son fonctionnement et le maintien de ses activités pour l'année 2022. Approuver la convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds 1227233003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-7660
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.048

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227317006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 630 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque du 7 au 17 juillet 2022 et un soutien technique estimé à 55 000 $. Approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 630 000 $ à l'organisme Cité des Arts du Cirque pour soutenir la 13e édition du festival Montréal Complètement Cirque, du 7 au 17 juillet 2022;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.
4. d'appouver un projet de convention de soutien technique entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de ce soutien technique.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-01 11:09

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227317006**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 630 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque du 7 au 17 juillet 2022 et un soutien technique estimé à 55 000 $. Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu des enjeux liés à la crise sanitaire, l'organisme Cité des arts du cirque souhaite contribuer activement à la relance culturelle et économique de Montréal avec ses onze jours de programmation et permettre aux 400 000 festivaliers de profiter du Festival Montréal Complètement Cirque (MCC).
Cité des arts du cirque propose encore une fois une édition haute en couleur en vue de faire rayonner Montréal, de générer un impact économique et social nécessaire dans ce contexte particulier et ainsi participer à la reprise de l'industrie culturelle dans la métropole incluant les arrondissements et son centre-ville, deux secteurs fortement touchés par la crise sanitaire.

Le soutien financier à l'organisme reste essentiel pour poursuivre de façon pérenne sa mission qui demeure entre autres, de contribuer à la qualité de vie des Montréalais.es et de continuer de positionner et renforcer Montréal comme « Ville de festivals ».

L'organisme Cité des arts du cirque a une mission de diffusion, de création, d'expérimentation en art du cirque et travaille à la convergence entre culture, environnement et engagement communautaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1132 – 23 juin 2021 - Accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 30 000 $ à Cité des arts du cirque, pour soutenir l'édition 2021 de la FALLA
CG21 0374 – 9 juin 2021 : Accorder un soutien financier totalisant la somme de 135 000 $ à différents organismes, pour l'année 2021, pour la réalisation de projets relatifs au volet Insertion sociale des jeunes issus de la diversité dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les projets de convention à cet effet

CG21 0380 - 17 juin 2021 : Accorder un soutien financier d'un montant maximum et non récurrent de 1 000 000 $ à la TOHU pour la mise en oeuvre d'une programmation estivale articulée autour des arts du cirque et dans l'optique de revitaliser le centre-ville de Montréal

(1217953004)

CM21 0566 – 17 mai 2021 - Accorder un soutien financier totalisant 630 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 12e édition du festival Montréal Complètement Cirque 2021. Approuver les projets de conventions à cet effet

CE20 1472 – 30 septembre 2020 - Accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 30 000 $ à l'organisme TOHU, la Cité des arts du cirque, pour soutenir l'édition 2020 de la FALLA

CE20 1033 - 8 juillet 2020 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 459 200 $ à 12 organismes, pour l'année 2020, soit 50 000 $ à Ali et les princes de la rue pour le projet « La relève montréalaise », 23 900 $ à Évènement Hoodstock pour « S.T.ARTS (Soutien technologique et les arts) », 50 000 $ à Réseau citoyen de solidarité Iciéla pour « Montréal à notre image: Rencontrer - Connaître - Créer des liens ensemble! », 50 000 $ à Rue Action Prévention jeunesse pour « Jeux de la Rue », 22 500 $ à Cité des arts du cirque (TOHU) pour « FALLA 2019

CM20 0649 – 15 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant six cent trente mille dollars (630 000 $) à l'organisme la TOHU, Cité des arts du cirque, pour soutenir la 11e édition du Festival Montréal Complètement Cirque 2020. / Approuver la convention à cette fin

CM20 0649 – 15 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant six cent trente mille dollars (630 000 $) à l'organisme la TOHU, Cité des arts du cirque, pour soutenir la 11e édition du Festival Montréal Complètement Cirque 2020. / Approuver la convention à cette fin.

CE19 1243 - 7 août 2019 : Accorder un soutien financier de 30 000 $ à la TOHU, Cité des arts du cirque, pour soutenir l'édition 2019 de la FALLA / Approuver le projet d'entente à cet effet.

DESCRIPTION

Pour l'édition 2022 qui se tiendra du 7 au 17 juillet, l'événement MCC, va recentrer la (quasi) totalité de ses activités tarifées en salle. Une nouveauté: un chapiteau au pôle TOHU, qui présentera pour la première fois 7 spectacles et 62 représentations entre la TOHU, la place publique et l'École nationale de cirque. En parallèle, la programmation extérieure gratuite se répartira ainsi:

- Une programmation de rue en continu sur la rue Saint-Denis, de 17 h à 23 h. MCC poursuivra l'intensification de la scénographie immersive démarrée en 2021. Un nouveau pôle festif et convivial sera aussi déployé sur la place Pasteur (espace détente, bar, spectacles adaptés au site)

- Nouveauté : Les 3 Géants feront leur apparition dans le centre-ville montréalais, dont l'un au Quartier latin, à la place de la création annuelle sur la place Émilie-Gamelin, l'autre à la Place Ville-Marie et le dernier au parc Vinet dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Des spectacles, avec trois compagnies de cirque québécoises, seront mis de l'avant.

- La tournée des quartiers sera elle aussi de retour, ainsi que le Marché international de cirque contemporain (MICC).

JUSTIFICATION

Montréal complètement cirque est le vecteur numéro 1 qui positionne la métropole comme

capitale internationale des arts du cirque. Il s'agit d'un événement incontournable au niveau de son rayonnement international et de sa visibilité qu'il accorde aux compagnies québécoises. Ce produit de marque forte pour Montréal est niché dans l'ADN même de la ville: urbain, ludique, moderne, familial et spectaculaire.
Dans ce contexte, la Ville de Montréal affiche sa volonté de renouveler son appui financier à l'organisme, pour lui permettre de consolider ses activités et de permettre la présentation d'un festival de qualité. L'événement participe au positionnement international de Montréal comme plaque tournante des arts du cirque.

Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Unité d'affaires	No résolution	2019	2020	2021
Conseil des arts de Montréal	-	43 143,25	78 800,00	
	-	78 900,00	21 000,00	66 600,00
Culture	CE19 1243	30 000,00		
	CE20 1472		30 000,00	
	CE21 1132			30 000,00
	CM19 0750	630 000,00		
	CM20 0649		630 000,00	
	CM21 0566			630 000,00
Développement économique	CG21 0380			1 000 000,00
Diversité et inclusion sociale	CE20 1033		18 000,00	
	CG21 0374			20 000,00

Le coût total maximal de cette contribution financière de 630 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Pour l'année 2022, la contribution de 630 000 $ représente 11.9% du budget déposé par l'organisme (7 481 130 $).

Ce budget inclut aussi la subvention du FMAST de 2.8 millions octroyée par Tourisme Montréal à l'organisme, dans le cadre du plan de relance du centre-ville. De plus, un montant de 300 000 $ (sommaire décisionnel portant le numéro 1227317007) pour le projet **Les 3 géants** sera octroyé par le Service du Développement économique dans le cadre du plan de relance du centre-ville.

Un protocole de soutien technique est aussi soumis dans le présent sommaire. Celui-ci est évalué à un montant approximatif de 55 000 $ pour la réalisation des projets de l'événement Montréal Complètement Cirque.

MONTRÉAL 2030

Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal. Plus précisément, ce soutien financier suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité* à travers les priorités no. 14: *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.* Pour ce faire, grâce à sa programmation répartie sur différents lieux, MCC veut offrir par l'entremise d'organismes communautaires, d'entreprises locales et d'acteurs

culturels, une expérience locale à ses citoyens grâce à une diversification des activités, des sites et des lieux. Ce qui l'explique par sa présence au Quartier latin, à la Place Ville-Marie, au parc Vinet (Sud-Ouest) et la tournée dans les quartiers de plusieurs arrondissements de Montréal.
La seconde priorité est le no.15 *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.* En proposant l'accès à différentes activités dans différents lieux, la programmation contribue à la démocratisation des milieux et des protagonistes culturels et donc à faire rayonner la vitalité culturelle de notre métropole. Pour ce faire, l'implication de compagnies de cirque québécoises, des artistes du Québec, des créateurs, des techniciens de scène et la participation citoyenne aux activités en arrondissement, démontre que MCC crée un lien étroit entre la communauté et les artistes et fait rayonner Montréal sur le plan culturel et économique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la COVID-19, l'organisme présentera, en collaboration avec différents partenaires, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de leurs activités. Le soutien aux festivals et événements aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, en soutenant les organismes et les artistes offrant des prestations en ces temps difficiles. Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera menée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications dans le cadre de la campagne estivale 2022.
Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure la convention requise avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mylène NASSER
Agent(e) de developpement culturel

Tél : 514. 208.0520
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438.820.0182
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
Directeur, Direction Cinéma-Festivals-Événements
Tél : 514.809.3070
Approuvé le : 2022-03-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514.809.3070
Approuvé le : 2022-04-01

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227317006
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction Cinéma-Festivals-Événements, Division festivals et événements*
Projet : *Montréal Complètement Cirque (MCC)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

La priorité No 14- Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises , des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

La priorité No 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La priorité No 14 - Cette orientation fait référence à la programmation répartie sur plusieurs lieux. Elle permet aux commerces et aux créateurs de travailler en collaboration et de diversifier les activités et les sites. Ce qui l'explique par sa présence au Quartier latin, à la Place Ville-Marie, au parc Vinet (Sud-Ouest) ainsi que la tournée des quartiers de plusieurs arrondissements.

La priorité No 15 - Cette orientation fait référence à l'implication des compagnies de cirque québécoises, ds artistes du Québec, des créateurs, des techniciens de scène et la participation citoyenne aux activités aux activités en arrondissement, démontre que MCC crée un lien étroit entre la communauté et les artistes et fait rayonner Montréal sur le plan culturel et économique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2356, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 agissant et représenté par M. Stéphane Lavoie, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare; tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission de diffusion, de création, d'expérimentation en art du cirque et travaille à la convergence entre culture, environnement et engagement communautaire.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'initiative culturelle de l'événement Montréal complètement cirque (MCC), tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom

de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Kevin Donnelly de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de six cent trente mille dollars (630 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq cent soixante-sept mille (567 000$) dollars dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de soixante-trois mille dollars (63 000 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier

à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties remplissent leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

SL

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle attachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

lection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général, Monsieur Stéphane Lavoie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

SL

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 29e jour de mars 2022

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

Par : _____
Monsieur Stéphane Lavoie, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le 29e jour de mars 2022 (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CiRQUE (MCC) est le plus important festival dédié au cirque contemporain en Amérique du Nord. Avant l'interruption des grands événements suite à la pandémie de la COVID-19, il avait atteint une vitesse de croisière avec 400 000 festivaliers en moyenne sur les trois dernières éditions. Ce faisant, il contribue activement à positionner Montréal comme capitale internationale des arts du cirque, tout en dynamisant plusieurs quartiers de la Ville pendant onze jours, notamment le quartier Saint-Michel et le pôle Quartier latin du Quartier des spectacles. Il profite autant aux Montréalais qu'aux touristes et promeut une image de marque conviviale, audacieuse, spectaculaire et drôle.

Pour l'édition 2022, tenue du 7 au 17 juillet, MCC va recentrer la (quasi) totalité de ses activités tarifées en salle / chapiteau au pôle TOHU, qui présentera pour la première fois 7 spectacles et 62 représentations entre la TOHU, la place publique et l'École nationale de cirque.

En parallèle, la programmation extérieure gratuite se répartira en deux grands temps forts :

- Une programmation de rue en continu sur la rue Saint-Denis, de 17h à 23h, sur le modèle des années précédentes. On poursuivra l'intensification de la scénographie immersive à saveur cirque démarrée en 2021, et on déploie un nouveau pôle festif et convivial sur la place Pasteur (espace détente, bar, spectacles conçus spécifiquement pour le site)

- Trois Géants feront leur apparition dans le centre-ville montréalais, dont l'un au Quartier latin à la place de la création annuelle sur la place Émilie-Gamelin, et les deux autres Place Ville-Marie et au parc Vinet (Sud-Ouest) pour présenter pour la première fois en même temps et sur un thème commun, trois compagnies phare du cirque québécois : les 7 Doigts, Cirque Eloize et Machine de cirque – voir autre document relatif aux Géants.

La tournée des quartiers sera elle aussi de retour, ainsi que le Marché international de cirque contemporain (MICC). En tout et partout on attend environ 400 000 festivaliers en onze jours, ce qui ramènerait le Festival à ses niveaux pré-pandémiques et continuerait de
positionner sans équivoque Montréal comme capitale internationale du cirque.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal doivent également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

SL

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Nombre d'années au CA	Profession / Entreprise
Diane Lemieux	Présidente	7	7	PDG, CCQ
Kerlande Mibel	Vice-Président	1	4	Présidente, Agence Zwart
Maryse Vermette	Secrétaire	1	7	PDG, Écoentreprises Québec
Danick Lavoie	Trésorier	7	7	Président, Pélican Intl
Pierre-Luc Bisaillon	Administrateur	2	2	CIO, AppDirect Montreal
Philippe Bourbonnais	Administrateur	11	11	Associé, GxB
Caroline Couillard	Administratrice	1	1	Directrice mondiale relations publiques, Cirque du Soleil
Stéphane Lavoie	Administrateur	5	5	DG, TOHU
Marguerite Mendell	Administratrice	9	9	Professeur, Concordia
Claudéric St-Amand	Administrateur	3	3	VP associé, Agence Bob
Isabelle Boulanger Marie-France Mayer Paul Evra	Nouveaux administrateurs élus en mars 2022	0	0	VP Capital humain, Alithya Directrice principale, CDPQ Directeur général, Centre Lasallien

SL

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et d'accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);

- Inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);

- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;

- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION – SOUTIEN TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2356, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 agissant et représenté par M. Stéphane Lavoie, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare; tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal du 7 au 17 juillet 2022, ajoutant le montage et le démontage du 22 juin au 20 juillet 2022, le festival *Montréal Complètement Cirque* ainsi que l'initiative culturelle *Les trois géants* (ci-après appelé l'« Événement »);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment en accordant un soutien technique et logistique;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : le Directeur de la Direction Cinéma-Festivals-Événements ou son représentant dûment autorisé de la Division concernée du Service de la culture;

1.2 « **Site** » : les rues, les parcs et les places utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire du Quartier des spectacles et de certains arrondissements qui demeurent à confirmer;

1.3 « **Annexe A** » : le protocole de visibilité.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de circonstances qui rendraient, selon l'avis du Responsable, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

2.1 sous réserve du paragraphe 2.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents;

2.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire; dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, étant entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;

2.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

2.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics;

2.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'Événement sur le domaine public.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

3.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément à la présente convention;

3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement;

3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les cinq (5) jours suivant la fin de l'Événement;

3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, selon le montant des dommages établis par la Ville;

3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagement requis deux (2) mois avant la présentation de l'Événement;

3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, par exemple : en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement ») et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résident, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

3.11 se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées, à l'affichage et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;

3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée du Protocole.

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement;

3.17 mettre en application un plan de visibilité approuvé par le Responsable conformément à l'annexe A qui fait partie intégrante de la présente convention;

3.18 transmettre au Responsable, quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables après l'Événement, un bilan financier et un rapport d'activités incluant notamment la revue de presse, les bénéfices ou les retombées de l'Événement. Le rapport d'activité devra également indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente.

ARTICLE 4
DÉFAUT

4.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :

4.1.1 Si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

4.1.2 S'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

4.1.3 S'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations souscrites aux termes de la présente convention;

4.1.4 S'il perd son statut d'organisme à but non lucratif.

4.2 Dans les cas mentionnés aux sous-paragraphes 4.1.1 et 4.1.3, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la présente convention sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 4.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente convention, à son entière discrétion.

4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2 et 4.1.4, le Protocole est résilié de plein droit.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier la présente convention.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre de l'Événement.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme co-assurée de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police d'assurance et de cet avenant.

7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville;

7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'Événement à l'endroit indiqué par le Responsable.

7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

8.2 La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

8.3 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

8.4 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

8.5 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.6 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des parties.

8.7 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.8 La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

8.9 Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

8.10 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

8.11 L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.

8.12 Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 9
ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties font élection de domicile comme suit :

9.1 **L'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 2356, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général, Monsieur Stéphane Lavoie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

9.1 **La Ville**

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6 à Montréal, province de Québec, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

SL

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, CONVENTION À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 31e jour de mars 2022

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

Par : Stéphane Lavoie
Monsieur Stéphane Lavoie, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

ANNEXE A

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. Règles d'utilisation des espaces du Quartier des spectacles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227317006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 630 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque du 7 au 17 juillet 2022 et un soutien technique estimé à 55 000 $. Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD 1227317006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-31

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.049

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227317007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque, pour le projet des 3 Géants, du 7 au 17 juillet 2022. Approuver une convention de soutien financier à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 300 000 $ à l'organisme Cité des Arts du Cirque pour soutenir le projet des 3 Géants, dans le cadre de Montréal Complètement Cirque, du 7 au 17 juillet 2022;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-19 16:07

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227317007**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque, pour le projet des 3 Géants, du 7 au 17 juillet 2022. Approuver une convention de soutien financier à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu des enjeux liés à la pandémie, la Cité des arts du cirque (TOHU) souhaite bonifier la programmation du festival Montréal Complètement Cirque (MCC) en proposant un projet spectaculaire et hors du commun : Les 3 géants. La Cité des arts du cirque propose un concept unique, solide et innovant tant au niveau technique que créatif. Ce projet d'envergure permettrait à Montréal de rayonner à l'international et de s'illustrer dans les arts du cirque. Par ailleurs, la nature et l'ampleur du projet auraient des retombées économiques directes, notamment d'un point de vue commercial sur le centre-ville et un impact social direct sur les communautés locales. Le projet contribuerait également au redémarrage des initiatives culturelles dans la métropole, incluant les arrondissements et son centre-ville, secteurs fortement touchés par la crise sanitaire.
Le soutien financier à l'organisme est essentiel pour assurer le déploiement du projet et aider l'organisme à poursuivre sa mission qui est de contribuer à la qualité de vie des Montréalais.es et de continuer de positionner et renforcer Montréal comme « Ville de festivals ».

Les objectifs derrières le projet Les 3 géants, s'inscrivent également dans la mission globale de l'organisme Cité des arts du cirque, soit celle de diffuser, de créer, d'expérimenter art du cirque et de travailler à la convergence entre culture, environnement et engagement communautaire.

Le présent sommaire vise donc à octroyer une contribution financière de 300 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque afin de soutenir son projet Les 3 géants. Cette aide s'inscrit dans le cadre du plan de relance mis en place par le Service du développement économique (SDÉ) en lien avec la pandémie de COVID-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1132 – 23 juin 2021 - Accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 30 000 $ à Cité des arts du cirque, pour soutenir l'édition 2021 de la FALLA

CG21 0374 – 9 juin 2021 : Accorder un soutien financier totalisant la somme de 135 000 $ à différents organismes, pour l'année 2021, pour la réalisation de projets relatifs au volet Insertion sociale des jeunes issus de la diversité dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) / Approuver les projets de convention à cet effet

CG21 0380 - 17 juin 2021 : Accorder un soutien financier d'un montant maximum et non récurrent de 1 000 000 $ à la TOHU pour la mise en oeuvre d'une programmation estivale articulée autour des arts du cirque et dans l'optique de revitaliser le centre-ville de Montréal (1217953004)

CM21 0566 – 17 mai 2021 - Accorder un soutien financier totalisant 630 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 12e édition du festival Montréal Complètement Cirque 2021. Approuver les projets de conventions à cet effet

CE20 1472 – 30 septembre 2020 - Accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 30 000 $ à l'organisme TOHU, la Cité des arts du cirque, pour soutenir l'édition 2020 de la FALLA

CE20 1033 - 8 juillet 2020 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 459 200 $ à 12 organismes, pour l'année 2020, soit 50 000 $ à Ali et les princes de la rue pour le projet « La relève montréalaise », 23 900 $ à Évènement Hoodstock pour « S.T.ARTS (Soutien technologique et les arts) », 50 000 $ à Réseau citoyen de solidarité Iciéla pour « Montréal à notre image: Rencontrer - Connaître - Créer des liens ensemble! », 50 000 $ à Rue Action Prévention jeunesse pour « Jeux de la Rue », 22 500 $ à Cité des arts du cirque (TOHU) pour « FALLA 2019

CM20 0649 – 15 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant six cent trente mille dollars (630 000 $) à l'organisme la TOHU, Cité des arts du cirque, pour soutenir la 11e édition du Festival Montréal Complètement Cirque 2020. / Approuver la convention à cette fin

CM20 0649 – 15 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant six cent trente mille dollars (630 000 $) à l'organisme la TOHU, Cité des arts du cirque, pour soutenir la 11e édition du Festival Montréal Complètement Cirque 2020. / Approuver la convention à cette fin.

CE19 1243 - 7 août 2019 : Accorder un soutien financier de 30 000 $ à la TOHU, Cité des arts du cirque, pour soutenir l'édition 2019 de la FALLA / Approuver le projet d'entente à cet effet.

DESCRIPTION

Le soutien financier de la Ville de Montréal vise à permettre à l'organisme à concevoir et opérer les 3 Géants : un projet artistique et touristique qui permet de sortir de l'isolement pandémique de façon collective et ludique tout en participant à la relance économique du centre-ville. Il s'agit d'un grand rassemblement initié par les gens du cirque entraînant dans son sillage les restaurateurs, les commerçants, les occupants des tours à bureaux et les spectateurs dans une grande fête de l'après qui confirme que Montréal est bien la capitale internationale des arts du cirque.
Trois structures imposantes représentant Les 3 géants sont dispersées dans trois endroits passants répartis sur le territoire du centre-ville montréalais. Chacune des structures sera chapeautée par l'organisme Cité des arts dans le cadre du Festival Montréal Complètement Cirque (MCC).

- Place Émilie-Gamelin dans l'arrondissement de Ville-Marie
- L'esplanade de la Place Ville-Marie dans l'arrondissement de Ville-Marie
- Parc Vinet dans l'arrondissement du Sud-Ouest

La Cité des arts (TOHU) chapeaute l'événement globalement. Les 3 géants présenteront deux spectacles par jour pendant le festival Montréal complètement cirque, du 7 au 17 juillet 2022, jusqu'à un total de près de 60 représentations extérieures gratuites. Leurs corps sont des arches spectaculaires qui accueillent des créations inédites de trois des plus grandes compagnies de cirque québécois. Le tronc et la tête, voûtes techniques et d'éclairage, leur donnent une identité personnalisée et leurs silhouettes imposantes appellent le public au lointain à venir se joindre à la fête.

Dans le cadre d'un processus ludique et inventif, chaque compagnie choisira plusieurs grands artistes québécois de toutes disciplines et diversités culturelles confondues.

Le dernier week-end, les 3 compagnies se réunissent en un lieu unique, sur l'esplanade de la Place Ville-Marie, pour offrir un spectacle exceptionnel et rassembleur. Une performance immersive de haute voltige et hors de l'ordinaire qui prendra d'assaut le paysage urbain sera au centre de cette soirée unique. L'activité est donc un événement et une célébration artistique: c'est la première fois que trois compagnies de cirque québécois collaborent et même co-créent une œuvre.

JUSTIFICATION

Le festival *Montréal complètement cirque* et le projet *Les 3 géants* positionnent la métropole comme capitale internationale des arts du cirque. Il s'agit d'un projet incontournable au niveau local, national et international et la visibilité accordée aux compagnies québécoises n'est qu'augmenter à chaque année. La bonification de la programmation s'inscrit directement dans cette optique. Cette image de marque est forte pour Montréal et représente l'ADN de ses citoyens et de ses touristes.
Dans ce contexte, la Ville de Montréal souhaite renouveler son appui financier à l'organisme, pour lui permettre de bonifier ses activités et de permettre la présentation d'un festival renouvelé et spectaculaire avec un projet grandiose.

Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées. Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires au soutien des 3 géants sont de 300 000 $. La somme est prévue au budget 2022 du Service du développement économique dans le cadre du plan de relance du centre-ville. Enveloppe de 7 M$.

Unité d'affaires	No résolution	2019	2020	2021
Conseil des arts de Montréal	-	43 143,25	78 800,00	
	-	78 900,00	21 000,00	66 600,00
Culture	CE19 1243	30 000,00		
	CE20 1472		30 000,00	
	CE21 1132			30 000,00
	CM19 0750	630 000,00		
	CM20 0649		630 000,00	

	CM21 0566			630 000,00
Développement économique	CG21 0380			1 000 000,00
Diversité et inclusion sociale	CE20 1033		18 000,00	
	CG21 0374			20 000,00

Le coût total maximal de cette contribution financière de 300 000 $ sera comptabilisé dans le cadre de plan de relance du centre-ville. Pour l'année 2022, la contribution de 300 000 $ dédiée au 3 géants représente 6 % du budget déposé par l'organisme 4 984 589 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Versements prévus:

Juin 2022	270 000 $
Octobre 2022	30 000 $

De plus, un montant de 630 000 $ (sommaire décisionnel portant le numéro 1227317006) sera aussi octroyé à l'organisme Cité des arts du Cirque pour Montréal Complètement Cirque et sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

MONTRÉAL 2030

Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal.
Premièrement, ce soutien financier suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité* à travers les priorités no.15 - *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.* Cette priorité fait référence au fait que MCC via le projet des 3 Géants propose trois lieux, trois compagnies et trois univers différents. Le projet est donc multiplié par trois par le nombre d'artistes, d'artisans et de travailleurs culturels. Ainsi, MCC participe à la relance des créations artistiques culturelles à travers ces lieux.

Deuxièmement, l'orientation humaine avec la priorité no*.18 - Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.* Cette priorité fait référence à la programmation des 3 Géants qui est offerte gratuitement à des heures stratégiques selon le lieu d'opération, afin de rendre accessible à tous (citoyens, travailleurs, touristes) et ,de manière égale, ces belles prestations circassiennes uniques. De plus, la diversification des prestations sur le territoire de la Ville et de son centre-ville, permet de rejoindre beaucoup plus de personnes, car celles-ci pourront planifier leurs journées et visiter plusieurs sites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte de la COVID-19, l'organisme présentera, en collaboration avec différents

partenaires, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de leurs activités. Le soutien aux festivals et événements aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, en soutenant les organismes et les artistes offrant des prestations en ces temps difficiles. Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera menée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications dans le cadre de la campagne estivale 2022.
Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure la convention requise avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique GERLAND, Service du développement économique
Catherine C LAREAU, Service du développement économique

Lecture :

Véronique GERLAND, 31 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mylène NASSER
Agent(e) de developpement culturel

Tél : 514.-208.0520

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438.820.0182

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
Directeur, Direction Cinéma-Festivals-Événements
Tél : 514.809.3070
Approuvé le : 2022-04-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Approuvé le : 2022-04-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227317007
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction Cinéma-Festivals-Événements, Division festivals et événements*
Projet : *Montréal Complètement Cirque (MCC) - Les Trois Géants*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? La priorité No 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire. La priorité No 18 - Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La priorité No 15 - Cette orientation fait référence au fait que MCC via le projet des Trois Géants propose trois lieux, trois compagnies et trois univers différents. Le projet est donc multiplié par trois par le nombre d'artistes, d'artisans et de travailleurs culturels. Ainsi, MCC participe à la relance des créations artistiques culturelles à travers ces lieux. La priorité No 18 - Cette orientation fait référence à la programmation qui est offerte gratuitement à des heures stratégiques selon le lieu d'opération, afin de rendre accessible à tous (citoyens, travailleurs, touristes) et, de manière égale, ces belles prestations circassiennes uniques. De plus, la diversification des prestations sur le territoire de la Ville et de son centre-ville, permet de rejoindre beaucoup plus de personnes, car celles-ci pourront planifier leurs journées et visiter plusieurs sites.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2356, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 agissant et représenté par M. Stéphane Lavoie, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare; tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a une mission de diffusion, de création, d'expérimentation en art du cirque et travaille à la convergence entre culture, environnement et engagement communautaire.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'initiative culturelle Les 3 géants, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom

de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Kevin Donnelly de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

SL

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de six cent trente mille dollars (300 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux cent soixante-dix mille (270 000 $) dollars dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trente mille dollars (30 000 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier

à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties remplissent leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

SL

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

lection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général, Monsieur Stéphane Lavoie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

SL

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 29e jour de mars 20 22

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

Par : _____
Monsieur Stéphane Lavoie, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le 29e jour de mars 2022 (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Dans le cadre de MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE, la TOHU déploie pour la première fois 3 Géants dans le paysage urbain montréalais.

Les 3 Géants : un grand rassemblement initié par les gens du cirque entraînant dans restaurateurs, commerçants et spectateurs dans une grande fête de l'après pandémie.

Trois structures imposantes représentant trois géants sont dispersées dans le centre-ville : Place Ville-Marie, Quartier latin et le parc Vinet. Leurs jambes sont des arches qui accueillent des créations inédites de trois des plus grandes compagnies de cirque québécoises : Cirque Éloize, Les 7 Doigts et Machine de Cirque.
Le tronc et la tête, voûtes techniques et d'éclairage, leur donnent une identité personnalisée. Chaque géant accueille deux représentations par jour pendant MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE 2022 (7-17 juillet).

Le dernier week-end, un « bouquet final » de trois spectacles aura lieu simultanément sur les trois sites du projet (donc une finale par lieu) afin de souligner la clôture en grande pompe. Ce sera la première fois que ces trois « géants » du cirque québécois collaborent et co-créent une oeuvre. L'événement rappelle les géants du Royal de Luxe (France) qui ont rassemblé les foules lors de leur venue en 2017. C'est aussi un rappel de la prédominance de Montréal sur la scène du cirque.

En parallèle aux spectacles, des projets sont mis en place (avec une enveloppe budgétaire attitrée) afin de favoriser la découvrabilité et la commercialisation des attraits touristiques présents dans chacun des trois secteurs, et particulièrement les restaurateurs indépendants. Un travail avec l'organisme Les Survenants est en cours et donnera lieu à l'élaboration de trois concepts différents, uniques et novateurs pour animer les trois lieux et faire émerger des collaborations actives entre le Festival, les commerces et restaurants, et les spectateurs. Plus largement, de l'animation de site sera mise en place afin de créer une ambiance conviviale, ludique et propre à chaque site et ainsi développer un sentiment d'expérience touristique unique, dans laquelle les restaurateurs sont intégrés.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal doivent également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment

de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de
Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

SL

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

SL

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

SL

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Nombre d'années au CA	Profession / Entreprise
Diane Lemieux	Présidente	7	7	PDG, CCQ
Kerlande Mibel	Vice-Président	1	4	Présidente, Agence Zwart
Maryse Vermette	Secrétaire	1	7	PDG, Écoentreprises Québec
Danick Lavoie	Trésorier	7	7	Président, Pélican Intl
Pierre-Luc Bisaillon	Administrateur	2	2	CIO, AppDirect Montreal
Philippe Bourbonnais	Administrateur	11	11	Associé, GxB
Caroline Couillard	Administratrice	1	1	Directrice mondiale relations publiques, Cirque du Soleil
Stéphane Lavoie	Administrateur	5	5	DG, TOHU
Marguerite Mendell	Administratrice	9	9	Professeur, Concordia
Claudéric St-Amand	Administrateur	3	3	VP associé, Agence Bob
Isabelle Boulanger Marie-France Mayer Paul Evra	Nouveaux administrateurs élus en mars 2022	0	0	VP Capital humain, Alithya Directrice principale, CDPQ Directeur général, Centre Lasallien

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et d'accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);

SL

- Inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);

- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;

- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

SL

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227317007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier de 300 000 $ à l'organisme Cité des arts du cirque pour l'organisation de la 13e édition de Montréal Complètement Cirque, pour le projet des 3 Géants, du 7 au 17 juillet 2022. Approuver une convention de soutien financier à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - 1227317007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Sabiha FRANCIS

Tél :
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.050

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.051

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227019001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (CG21 0363), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet au contexte engendré par la pandémie

Il est recommandé:
1. d'approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (CG21 0363), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet au contexte engendré par la pandémie

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-13 17:01

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227019001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda 1 à la convention initiale entre la Ville de Montréal et l'organisme Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (CG21 0363), sans aucun changement aux montants des contributions financières prévues, afin d'ajuster la durée du projet au contexte engendré par la pandémie

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'appel à projets « Agir pour l'entrepreneuriat », une contribution financière de 200 000 $ a été accordée au Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ), (CG21 0363). Le projet financé avait comme objectif de faire la promotion des diverses formes que prenait le repreneuriat, et se divisait en quatre grandes étapes:
Phase 1
Sensibilisation au repreneuriat et recrutement: Organisation de conférences et d'ateliers en virtuel (mise en place d'une plateforme de réseautage et de diffusion pour le projet, déploiement d'une campagne de promotion) - Automne 2021 et conférence février 2021 (Rendez-vous Mouvement Repreneuriat)

Phase 2
Formation de la cohorte de repreneurs et recrutement des cédants par les partenaires (organismes et entreprises): Création d'une cohorte de repreneurs montréalais et organisation de formations et d'accompagnements personnalisés pour les repreneurs (recrutement des cédants potentiels par le comité en fonction des différents profils de repreneurs prenant part la à la formation) - Inscriptions à l'hiver 2022 et début des formations à la mi-avril

Phase 3
Salon Reprendre c'est entreprendre: L'offre rencontre la demande de Montréal: Organisation du salon sur le repreneuriat à Montréal (rencontres de maillages entre cédants et repreneurs, activations variées concernant le repreneuriat) - Initialement prévu au printemps 2022, l'événement est déplacé au 29 septembre 2022 (voir détails plus bas)

Phase 4
Post-activités: Suivi des démarches de maillages avec index de cédants et repreneurs sur la plateforme d'un partenaire (accompagnement vers d'autres opportunités, présentation des histoires à succès, activation des services des partenaires) - En continu avec reddition de comptes finale maintenant prévue en décembre 2022

En raison de la pandémie de COVID-19 et d'une forte concentration d'événements qui visent le même type de clientèle au printemps 2022 (notamment Expo Entrepreneurs), il est proposé

de déplacer l'événement initialement prévu ce printemps 2022, à l'automne 2022. Cela aura une incidence sur la durée de la convention, qui se terminait au 1er septembre, et qui se terminera maintenant au 31 décembre 2022.

Il est donc proposé d'adopter un addenda afin de permettre à l'organisme de tenir son événement le 29 septembre 2022 et par le fait même allonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0363 - 17 juin 2021 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 1 059 320 $, à 10 organismes, dans le cadre de l'appel à projets Agir pour l'entrepreneuriat / Approuver les projets de convention à cet effet, soit 200 000 $ au Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

DESCRIPTION

L'addenda proposé vise à décaler la fin du projet à décembre 2022 afin de permettre à l'organisation de tenir son événement en présentiel, le 29 septembre 2022, plutôt qu'au printemps 2022. Dans le contexte, cela permettra à l'organisme d'avoir plus de temps pour organiser cet événement, sachant que les phases précédentes du projet ont du être décalées en raison de la COVID-19 et des contraintes qui y sont inhérentes.
La formation prévue à la phase 2 pourra donc être complétée avant l'événement, ce qui est souhaitable afin de respecter l'esprit du projet, pour lequel les différentes phases ont une suite logique entre elles.

L'addenda amené à la durée du projet ne change pas les montants d'aide prévus à la convention initiale et vient seulement décaler l'échéancier de réalisation et de fin de convention.

JUSTIFICATION

Les contraintes et l'incertitude liées à la COVID-19 ont rendu difficile le respect de l'échéancier initialement prévu dans la convention, et ce pour les différentes phases du projet. Ainsi, avec la nouvelle séquence des phases, il devient plus pertinent de déplacer l'événement en présentiel, au mois de septembre 2022. Cela donnera l'occasion aux organisateurs de récolter plus d'informations sur les besoins et enjeux de leur clientèle, en plus de permettre une plus grande portée à l'événement qui ne sera pas en concurrence avec d'autres événements semblables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent addenda n'a aucun impact financier sur ce qui était prévu initialement.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie de la COVID-19 est venu retarder certaines étapes du projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue au dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 4 mai 2022
CM : 16 mai 2022
CG : 19 mai 2022
Événement: 29 septembre 2022
Fin de la convention: 31 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire

Tél : 514 872-1546
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-06

Véronique GERLAND
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-4278
Télécop. : 872-

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Géraldine MARTIN
directeur(trice) de l'entrepreneuriat
Tél :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116

Approuvé le : 2022-04-12

Approuvé le : 2022-04-13

ADDENDA #1
À la convention initiale de soutien financier (CE-CG21 0363 – 1218298001)
GDD 1227019001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Dominico Zambito, greffier adjoint dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1100-555 boulevard René-Lévesque O, Montréal, Québec, H2Z 1B1, agissant et représentée par Pierre Graff, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 141478180
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1019260824

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville offre une contribution financière de 200 000 $ à l'organisme, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG21 0363 en date du 17 juin 2021 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :
1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

2. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

3. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de 2022

REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC

Par : _____
Pierre Graff, président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution CG22 …….).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.052

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228994002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $, à différents organismes dans le cadre du Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2022 / Approuver les projets de conventions à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $, aux organismes ci-après désignés, pour le montant indiqués en regard de chacun d'eux :

ORGANISME	PROJET ET PÉRIODE	MONTANT
Conférence internationale des arts de la scène	Biennale CINARS 2022, 7 au 12 novembre 2022	35 000 $
Association nationale des éditeurs de livres - Québec édition	Rendez-vous fellowships éditeurs et libraires 2022, novembre 2022	30 000 $
COOP La Guilde du jeu vidéo du Québec	MEGAMIGS 2022, 20 au 23 octobre 2022	25 000 $
Festival Montréal Mundial	Mundial Montréal, 15 au 18 novembre 2022	35 000 $
M pour Montréal	M pour Montréal, 16 au 20 novembre 2022	35 000 $
Antenne créative	HUB Montréal, 12 au 14 octobre 2022	25 000 $
Association des galeries d'art contemporain - AGAC	Papier Foire d'art contemporain, 25 au 28 août 2022	35 000 $

2. d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront entièrement assumées par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:14

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228994002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $, à différents organismes dans le cadre du Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2022 / Approuver les projets de conventions à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Les marchés et vitrines culturels et créatifs mettent en évidence l'expertise et le talent montréalais et visent à maintenir l'exportation des oeuvres dans les secteurs suivants : l'édition, les arts de la scène et la danse, la musique, les arts visuels, les jeux vidéo, les arts numériques et la créativité numérique. Le soutien financier aux organismes leur permet de poursuivre de façon continue leur mission d'entrepreneuriat culturel et créatif afin de pérenniser la création montréalaise et de participer à la découvrabilité de diverses industries à l'échelle internationale et ce, dans une visée d'exportation.
Les organismes souhaitent faire figure de proue dans le milieu des industries culturelles en proposant une édition résiliente et innovante de leur événement en vue de faire rayonner Montréal, générer un impact économique et social nécessaire dans le contexte particulier de la pandémie et ainsi participer à la reprise de l'industrie culturelle dans la métropole.

Depuis 2013, la Ville de Montréal soutient annuellement des organismes pour leurs expertises en marchés et vitrines culturels et créatifs, événements qui s'inscrivent dans la Politique de développement culturel adoptée par le conseil municipal en juin 2017. Ce Fonds de soutien s'inscrit également dans la stratégie de développement économique « Accélérer Montréal », et plus particulièrement dans le plan d'action « Entreprendre Montréal, 2018-2022 ». En effet, les vitrines et marchés soutiennent la commercialisation à l'international et permettent de positionner Montréal auprès de plus de 1 500 acheteurs et délégués internationaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0648 - 28 avril 2021 - Accorder un soutien financier à 7 organismes pour un montant total de 220 000 $ dans le cadre du Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2021. Approuver les projets de conventions à cet effet.
CE20 0321 - 11 mars 2020 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $ à 7 organismes pour l'année 2020 pour la réalisation de vitrines et marchés culturels et créatifs et approuver les 7 projets de convention à cette fin.
CE19 0655 - 24 avril 2019 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $ aux sept organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de vitrines et marchés culturels et créatifs.

CE18 1192 - 4 juillet 2018 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 165 000 $ pour l'année 2018, aux six organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de marchés et vitrines culturels et créatifs.
CE18 0524 - 4 avril 2018 - Accorder un soutien financier totalisant 50 000 $, pour l'année 2018, aux organismes ci-après pour les montants indiqués en regard de leur nom, dans le cadre du Fonds de soutien aux vitrines et marchés culturels et créatifs.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour objet l'adoption des sept (7) conventions accordant des contributions financières dans le cadre du Fonds de soutien aux marchés et vitrines culturels et créatifs. Dans le contexte de crise sanitaire actuelle et du soutien au milieu culturel, les vitrines et marchés culturels et créatifs permettent de mitiger les impacts financiers négatifs encourus par l'ensemble des industries culturelles, en faisant la promotion de l'expertise et du talent montréalais afin de stimuler l'exportation des oeuvres dans les secteurs suivants : l'édition, les arts de la scène et la danse, la musique, les arts visuels, les jeux vidéo, les arts numériques et la créativité numérique.
Pour l'année 2022, l'enveloppe totale accordée pour le soutien aux vitrines et marchés culturels et créatifs est de 220 000 $. Le présent sommaire recommande l'octroi de sept (7) contributions financières pour des événements se tenant à partir d'août 2022.

Voici un tableau présentant les contributions financières recommandées ainsi que les disciplines représentées :

Nom de l'événement	Organisme	Disciplines	Montant recommandé 2022	% budget prévisionnel 2022
MEGAMIGS	COOP La Guilde du jeu vidéo du Québec	Industrie vidéoludique	25 000$	1,2 %
CINARS	Conférence internationale des arts de la scène	Arts vivants	35 000 $	4,3 %
Papier foire d'art contemporain	Association des galeries d'art contemporain - AGAC	Arts visuels	35 000 $	5,6 %
Festival Mundial Montréal	Festival Montréal Mundial	Musique du monde	35 000 $	7 %
M pour Montréal	M pour Montréal	Musique	35 000 $	4,1 %
HUB Montréal	Antenne Créative	Industries créatives	25 000 $	2,62 %
Fellowship Québec Édition	Association nationale des éditeurs de livres - Québec Édition	Livre et littérature	30 000 $	21,2 %*

*L'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) : cet événement vise à permettre l'exportation du livre pour les écrivains et éditeurs montréalais et consiste en un rendez-vous pour inviter des éditeurs étrangers à découvrir la littérature montréalaise. Ainsi, de par la nature de l'événement, il est plus difficile pour celui-ci de générer des revenus autonomes significatifs et d'attirer des commanditaires majeurs, c'est pourquoi la part du soutien de la Ville est plus élevée que dans les autres projets. Cet élément a été notifié au promoteur et une stratégie de développement des revenus autonomes est en réflexion.

JUSTIFICATION

Les marchés et vitrines culturels et créatifs favorisent le positionnement de Montréal à titre de plaque tournante des marchés culturels et créatifs nationaux et internationaux. En effet, ils améliorent la visibilité de nos industries culturelles et créatives, tant sur le plan national qu'international et contribuent à la consolidation des entreprises culturelles qui démontrent un potentiel significatif. Ils stimulent les opportunités d'affaires et contribuent à l'exportation des oeuvres et produits culturels. Ils favorisent les activités de maillage entre entreprises et organisations et permettent la production et la circulation d'une plus grande diversité d'oeuvres au Québec et à l'étranger. Dans ce contexte, la Ville de Montréal affiche sa volonté de renouveler son appui financier aux 7 organismes concernés, pour leur permettre de consolider leurs activités.
De plus, de façon générale, l'apport des marchés et vitrines comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale que nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement.

Avec leur programmation renouvelée, les 7 marchés et vitrines ont pour objectifs de :
- Stimuler l'activité culturelle et économique et participer à la relance;
- Soutenir l'écosystème culturel;
- Demeurer un moteur créatif et économique malgré la crise

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 220 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.
Voici les contributions financières qui ont été accordées aux sept organismes depuis 2018 :

Nom fournisseur	Unité d'affaires	Exercice	2018	2019	2020	2021
Antenne Créative	Culture		26 000,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $	20 500,00 $
	Développement économique		40 000,00 $	10 000,00 $	30 746,25 $	-
Association Des Galeries D'Art Contemporain	Conseil des arts de Montréal		17 500,00 $	12 610,00 $	39 000,00 $	18 000,00 $
	Culture		42 908,65 $	96 967,05 $	49 058,40 $	49 616,80 $
	Développement économique		-	-	13 500,00 $	16 500,00 $
	Diversité et inclusion sociale		907,00 $	934,00 $	942,00 $	962,00 $
Association Nationale Des Editeurs De Livres	Culture		30 000,00 $	30 000,00 $	30 000,00 $	30 000,00 $
Cinars (Commerce International Des Arts De La Scène)	Culture		31 825,00 $	3 500,00 $	31 590,00 $	3 500,00 $
Coopérative La Guilde Du Jeu Vidéo Du Québec	Culture		11 000,00 $	23 500,00 $	25 000,00 $	25 000,00 $
	Développement		-	17 000,00	136 500,00	61 500,00

	économique		$	$	$
Festival Montréal Mundial	Conseil des arts de Montréal	4 000,00 $	10 000,00 $	10 000,00 $	7 000,00 $
	Culture	30 500,00 $	34 500,00 $	35 000,00 $	35 000,00 $
M Pour Montréal	Culture	35 000,00 $	35 000,00 $	35 000,00 $	35 000,00 $
	Développement économique	-	-	13 500,00 $	1 500,00 $
	Diversité et inclusion sociale	1 275,00 $	1 322,00 $	-	-
Totaux		**270 915,65 $**	**300 333,05 $**	**474 836,65 $**	**304 078,80 $**

MONTRÉAL 2030

Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal. Plus précisément, ce soutien financier suit l'orientation Stimuler l'innovation et la créativité à travers les priorités :

- 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité;
- 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs des 7 projets sont les suivants :
● positionner et renforcer Montréal comme métropole culturelle;
● contribuer au rayonnement national et international de la métropole;
● soutenir le développement et la promotion des industries culturelles et créatives montréalaises;
● stimuler l'exportation internationale de nos produits culturels, de nos artistes, de notre créativité et de notre expertise;
● générer des retombées culturelles et économiques importantes pour les différentes industries visées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Suite au dernier décret émis par le gouvernement provincial, les mesures sanitaires directement en lien avec les événements publics extérieurs et intérieurs ont toutes été levées. Le port du masque reste obligatoire dans certains cas. Nous resterons à l'affût des directives des autorités de santé publique.
Cependant, si d'autres annonces du gouvernement venaient à ajouter des mesures sanitaires ou interdire certaines activités, la Ville de Montréal et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements, de modifications ou d'annulation, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

Dans la situation actuelle, la Ville et l'Organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue pour ce projet.
Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure les conventions requises avec les organismes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas PELTIER
Agent de dévelloppement cultrel

Tél : 514-779-2114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 438-820-0182
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
Directeur de direction
Tél : 514-809-3070
Approuvé le : 2022-04-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique GAZO
directeur(trice) - bibliothèques
Tél : 514.872.9258
Approuvé le : 2022-04-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228994002*
Unité administrative responsable : *Direction Cinéma - Festival - Événement*
Projet : *Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2022*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorités no. 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

Priorités no. 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Priorités no. 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorités no. 14 :
→ accompagnement d'artistes montréalais dans la commercialisation de leur savoir-faire à l'international.

Priorités no. 15 :
→ permettre à l'industrie culturelle montréalaise de bénéficier de la présence d'organisations importantes qui ont pour mission première la création d'opportunités d'affaires au Québec et à l'international.

Priorités no. 20 :
→ Positionner Montréal comme une plaque tournante importante des marchés culturels et créatifs nationaux et internationaux;

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ARTS DE LA SCÈNE (CINARS),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38, dont l'adresse principale est le 69, rue Sherbrooke Ouest, 3e étage, Montréal, Québec, H2X 1X2, agissant et représentée par Alain Paré, président, directeur général et fondateur dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme se donne pour mission de favoriser le dialogue et les échanges mondiaux entre les professionnels des arts vivants, de faire rayonner la diversité des œuvres québécoises à l'étranger et de contribuer à faire de Montréal un pôle d'attraction international incontournable pour la création artistique.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « Annexe 4» : le bilan des réalisations;

2.5 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « Responsable » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « Unité administrative » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour

approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours

après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente et un mille cinq cents dollars (31 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille cinq cents dollars (3500 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas

remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui

permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 69, rue Sherbrooke Ouest, 3e étage, Montréal, Québec, H2X 1X2 et tout avis doit être adressé à l'attention du président, directeur général et fondateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 22e jour de MARS 2022

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES ARTS DE LA SCÈNE (CINARS)

Par : _____
Alain Paré, président, directeur général et fondateur

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CM .....).

ANNEXE 1

PROJET

Dans le but de maintenir l'excellence de la Biennale CINARS, nous proposons pour la 20e édition plusieurs changements importants dans notre programmation et certaines de nos lignes directrices. Les voici énoncés :

- Changement des dates de la sélection officielle;

En devançant de près de 4 mois l'annonce de leur sélection aux compagnies étrangères, nous leur offrons plus de temps pour demander et recevoir de l'aide pour le financement de leur transport international, nous alignant ainsi avec leur année financière.

- Disparition des extraits pour augmenter la présentation des spectacles en intégrale;

Le théâtre, la danse, les arts multidisciplinaires/cirque sont si mal desservis par les extraits qu'il semble impératif de les présenter en intégrale. Il y a sans doute longtemps que nous aurions dû faire ce pas vers les intégrales, mais il demande un investissement financier pour assurer le soutien technique des compagnies en représentation. Nous sommes convaincus que nous attirerons également plus de compagnies de haut niveau qui tournent au travers le monde, mais qui n'acceptent pas de présenter leurs spectacles en extrait.

- Création d'un comité consultatif international;

CINARS a mis en place un comité consultatif international qui a identifié des propositions contemporaines uniques et incontournables tout au long de l'année et que CINARS a ensuite invité à déposer un dossier de candidature. Ce comité fut rejoint durant l'année précédant la Biennale CINARS afin de s'assurer, au moment de l'ouverture des candidatures, que ces dites compagnies déposent bien leurs dossiers. Nous avons augmenté ainsi substantiellement la qualité artistique des compagnies présentées aux diffuseurs présents.

- Présentation d'une programmation musique en soirée;

Pour ce qui est de la musique, nous allons continuer de la présenter en extrait, mais nous allons quitter le grand plateau pour privilégier un contexte de présentation musicale optimale. C'est aussi en accord avec le milieu de la musique que la plage horaire sera déplacée en soirée, après 22 h, heure de diffusion aussi plus propice au contexte musical. - Actualisation de la salle d'exposition; Nous ne sommes pas encore rendus à la disparition totale des stands, car trop nombreux sont ceux qui trouvent important d'avoir une Adresse dans la Cité. Cela ne nous empêchera pas de travailler à partir d'activités d'intelligence collective afin de revoir le concept de la salle d'expo, l'actualiser dans sa forme. D'ici deux éditions, nous verrons l'apparition d'une salle décloisonnée à l'allure plus contemporaine, favorisant ainsi une circulation plus intuitive. Un spécialiste en design d'événement sera engagé afin de nous soutenir dans ce changement, tout en s'assurant de la circulation et du look global.

- Création d'un grand ARTS DATING;

Nous mettrons en place cette année un BRAIN DATING ou ARTS DATING (à déterminer). Ces rendez-vous pris entre artistes et diffuseurs seront l'occasion pour des centaines de personnes de faire connaissance. Organisées sous la forme d'une convocation que les diffuseurs accepteront ou non, ces 20 minutes d'échange entre artiste et diffuseur consentants permettront de multiplier les opportunités de se parler, d'échanger des informations et de collaborer. Nous fondons de grands espoirs sur cette activité qui est quelques fois mal perçue. Le « brainding » de l'activité sera réfléchi par des consultants et l'équipe de CINARS.

- Offrir une meilleure visibilité au jeune public;

C'est après quelques rencontres avec des intervenants du jeune public, dont Les Coups de théâtre, Focus Québec et un comité né des consultations sur le jeune public mis en place par le milieu, que nous avons émis le souhait de collaborer davantage avec ce secteur autant dans les contenus des conférences que dans les calendriers. Nous en sommes aux balbutiements, mais il y a fort à parier que des intersections dans nos programmations respectives voient le jour pour 2022.

- Poursuite de l'accompagnement des arts de rue et des arts numériques;

En 2018, nous avons ouvert les bras aux arts de rue et aux arts numériques en offrant des plages horaires spécifiques à leur présentation. En 2022, nous irons plus loin dans cette collaboration et cet accompagnement qui a été très bien reçu chez nos diffuseurs nationaux et internationaux. Les arts de rue ont une place à prendre dans la Biennale CINARS et plusieurs opportunités de présentation. Le secteur se développe très bien dans la communauté artistique montréalaise et CINARS souhaite continuer à le soutenir.

Voici les activités auxquelles nous convierons nos délégués :

- Ma Première Biennale (mentorat)
- Rencontre des nouveaux participants/Activité brise-glace
- Plusieurs activités de réseautage entre diffuseurs internationaux et canadiens
- Présentation de projets de participation citoyenne parrainés par des diffuseurs
- Conférences format TED TALK
- Spectacle d'ouverture
- Spectacle de clôture — Hommage à un artiste de la scène
- Cocktails de réseautage
- Salle d'exposition plus actuelle
- ARTS DATING (nom à confirmer)
- Spectacles de la programmation officielle en intégralité sélectionnés par un jury
- Extraits de spectacles de musique
- Programmation OFF CINARS
- Diner Gala

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

• Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

• Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

• Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

• Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

• Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

• Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

• Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

o Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

o Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

o Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

• Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

• Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

• Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

• Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

• Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

• Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

• Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

• Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

• Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

• Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

• Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

• S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

• Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

• Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

• Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;

- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;

- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;

- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;

- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Nassib El-Husseini	Président du conseil d'administration	2016	2010	Directeur général, Les 7 Doigts de La Main
Marjorie Deschamps	Vice-présidente	2015	2017	Directrice - Agence Résonnances
Claude de Grandpré	Secrétaire-trésorier	2016	2018	Directeur général, Théâtre Hector-Charland, L'assomption
Alain Paré	Administrateur - fondateur	1984	1984	Président, directeur général et fondateur, CINARS
Philip Giffard	Administrateur	2018	2018	Président, direction des ventes, SOLOTECH
Évelyne Morrisseau	administratrice	2019	2019	Directrice principale, VIDÉOTRON
Mickaël Spinhirny	Administrateur	2021	2021	Directeur général, Agence Mickaël Spinnhirny
Chloé Besrner	administratrice	2021	2021	Directrice générale, Dynamo Théâtre

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Association des galeries d'art contemporain - AGAC**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 372, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 318, Montréal (QC) H3B 1A2, agissant et représentée par Julie Lacroix, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme vise à assurer la reconnaissance et la prospérité du marché de l'art contemporain au Canada et à sensibiliser le public à la création artistique nationale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour

approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours

après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente et un mille cinq cents dollars (31 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille cinq cents dollars (3500 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent

valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 372, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 318, Montréal (QC) H3B 1A, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 28e jour de mars 20__22

Association des galeries d'art contemporain - AGAC

Par : _____
Signature numérique de Julie Lacroix
DN : cn=Julie Lacroix, o=Association des galeries d'art contemporain, ou, email=julie@agac.ca, c=CA
Date : 2022.03.28 12:24:45 -05'00'

Julie Lacroix, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution CM ……..).

ANNEXE 1

PROJET

La foire Papier 2022 se tiendra du 25 au 28 août et se déploiera cette année encore sur deux volets distincts : un volet physique et un volet numérique. Il allait de soi étant donné l'incertitude de la situation sanitaire actuelle que la foire aurait à nouveau lieu sous sa forme hybride. De plus, le succès de notre volet virtuel nous a démontré le besoin de conserver celui-ci.

Le volet physique se déroulera au Grand Quai du Port de Montréal et reprendra sa forme initiale si les mesures sanitaires nous le permettent. Elle accueillera une trentaine de galeries qui présenteront près de 400 artistes. Des publications spécialisées en arts visuels seront également présentes dans l'espace, ainsi qu'une salle de conférence et un programme de projets spéciaux.

Le volet numérique viendra, quant à lui, appuyer l'événement physique et nous permettra de rendre la foire accessible à un plus grand bassin de gens, en dehors de la province, qui seraient autrement privés d'assister à l'événement. Nous avons fait affaire avec la firme Principal pour la conception d'une toute nouvelle plateforme web dans le cadre de notre première édition hybride en 2021. Il va de soi que nous utiliserons cette dernière à nouveau cette année. Sur le site Papiermontreal.com, les visiteurs pourront accéder aux kiosques des différentes galeries ainsi qu'à une programmation d'activités dédiées au volet numérique de la foire. Nous avons entamé des démarches avec Principal afin de procéder à l'intégration d'améliorations fonctionnelles au site, afin de rendre l'expérience utilisateur plus agréable pour tous.

Détail de la programmation :

1. Nouveautés en ligne

Le nouveau site web de la foire permet désormais aux visiteurs de se connecter afin de personnaliser leur expérience de visite. Des nouvelles fonctionnalités incluent entre autres la possibilité de sauvegarder des activités de la programmation et des œuvres favorites dans le compte de l'utilisateur. En plus de permettre aux visiteurs de de visionner les œuvres présentées à la foire dans un "viewing room virtuel", le site offre la possibilité d'effectuer une recherche parmi les œuvres selon des critères et des filtres précis : par artiste, par médium ou encore par tranche de prix. Bien qu'il s'agisse de nouveautés mises en place pour Papier 2021, l'AGAC souhaite faire la promotion de ce penchant virtuel de façon beaucoup plus soutenue en 2022. Le volet virtuel fera donc l'objet d'une campagne de promotion sur Instagram et sera partagée dans les deux langues, auprès d'un public pancanadien.
Dans le but de démocratiser le collectionnement et le rendre accessible, une section du site sera réservée pour présenter des œuvres en deçà de 2 000 $, pour stimuler les nouveaux collectionneurs. Cette initiative est d'ailleurs mise sur pied en partenariat avec la Banque Nationale.

2. Soirée d’ouverture-bénéfice VIP

La soirée d’ouverture de la foire donne lieu à notre événement-bénéfice annuel. En exclusivité, nous offrons la chance aux gens du milieu des arts, aux partenaires de même qu’aux professionnels d’affaires de visiter la foire avant son ouverture officielle, dans une ambiance festive et prestigieuse.
La soirée d’ouverture offre également aux collectionneurs l'opportunité de voir et d’acquérir les œuvres en primeur. Il s’agit aussi de la soirée idéale pour les grandes entreprises collectionneuses de montrer leur engagement envers le milieu des arts visuels en effectuant une promesse d’achat.
Alors que l’édition 2020 a eu lieu en mode virtuel et que celle de 2021 était beaucoup moins conviviale en raison des mesures sanitaires en place, nous réfléchissons actuellement à la meilleure façon d’organiser cette soirée à la fois en présentiel et en virtuel, en conservant ses deux atouts principaux soit : l’exclusivité et le réseautage.

3. Programmation éducative

Le programme éducatif de la foire présente une programmation riche et diversifiée, comprenant à la fois des visites guidées et des tables rondes. Par le biais de ces activités, la foire offre des réflexions pertinentes sur des sujets actuels en compagnie d’experts du milieu de l’art : chercheurs, professeurs, commissaires, artistes, etc.
Le programme éducatif est rendu possible grâce au soutien financier de la Fondation de la Famille Claudine et Stephen Bronfman et est le fruit de nombreuses collaborations avec des acteurs importants du milieu de l’art. Comme l’an dernier, l’ensemble des tables rondes sera enregistré et disponible en rediffusion sur le site de la foire.
Tout dépendant des règles sanitaires en vigueur au moment de la foire, nous souhaitons bonifier le programme avec des visites guidées thématiques. Ces visites permettent aux visiteurs de découvrir une sélection d’artistes et d'œuvres à travers le regard et l’expertise d’un professionnel du milieu de l’art.
Le billet d'entrée à la foire donne accès à toutes les activités du programme éducatif.

4. Programmation satellite

Plus grand événement en art contemporain au Québec, Papier profite de son pôle d’attraction extraordinaire pour rassembler sous la forme de programmation satellite plusieurs expositions et activités montréalaises pour les visiteurs de la foire. En collaborant avec des acteurs culturels importants du milieu des arts visuels, Papier incitera ses visiteurs, peut-être peu familiers avec le milieu culturel montréalais, à visiter des lieux incontournables. Ayant été délaissée en 2021, nous souhaitons reprendre cette année une programmation avec nos collaborateurs habituels comme Centre Phi, la Fondation Phi, la Fonderie Darling, le MAC, le MBAM et le 1700 La Poste. La programmation aura sa propre page sur le site Papiermontreal.com.
Cette programmation satellite permettra de stimuler l’engouement autour des arts visuels en dehors de la foire et de permettre la relance de notre secteur après une année bien mouvementée.

5. Projets spéciaux

Tous les ans, la foire Papier est fière de présenter des projets spéciaux d'artistes reconnus, permettant au public de découvrir des œuvres installatives qui ne se retrouveraient normalement pas dans le kiosque d'un exposant. L'an dernier, la foire a innové en présentant une salle de projection au Grand Quai ainsi qu'en ligne. En 2022, nous souhaitons renouer avec notre partenaire Simons, afin de présenter une œuvre textile installative. Nous avons également déjà entrepris nos discussions avec Ubisoft pour leur retour en tant que présentateur de projets spéciaux.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;

- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;

- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;

- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;

- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Patrick Mikhail	Président	2020	2012	Propriétaire, Galerie Patrick Mikhail
Antoine Ertaskiran	Vice-président	2021	2014	Co- propriétaire, Bradley Ertaskiran
Dominique Toutant	Trésorier	2021	2017	Directeur, Blouin Division
Julie Côté	Secrétaire	2021	2018	Directrice, Projet Pangée
Christine Redfern	Administrateur	2020	2020	Propriétaire , ELLEPHANT
Abdelilah Chiguer	Administrateur	2021	2021	Co-propriétaire et co-directeur, Galerie 3
Andrès Duran	Administrateur	2021	2021	Co- propriétaire, DURAN MASHAAL
Nicolas Robert	Administrateur	2022	2022	Propriétaire, Galerie Nicolas Robert
Pierre Paquin	Administrateur indépendant	2012	2012	Conseiller stratégique et administrateur de sociétés
François Côté	Administrateur indépendant	2012	2012	Associé, Norton Rose Fulbright

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COOP La Guilde du jeu vidéo du Québec**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 1501, rue De Bleury, 5e étage, Montréal (Qc) H3A 0H3, agissant et représentée par Nadine Gelly, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur de l'industrie du jeu vidéo d'ici et veut faire du Québec la référence internationale par la création d'un écosystème fort, pérenne et diversifié dans l'industrie du jeu vidéo;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour

approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours

après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux mille cinq cents dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille cinq cents dollars (2500 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent

valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1501, rue De Bleury, 5e étage, Montréal (Québec) H3A 0H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le .....25e jour de .....Mars..... 20__22 à Montréal

COOP La Guilde du jeu vidéo du Québec

Par : _____
Jean-Jacques Hermans, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET

Dans l'ensemble du festival MEGAMIGS, la programmation offre des activités autant pour le grand public que pour les professionnels, ce qui permet de multiplier les offres et opportunités pour toutes les clientèles visées tout en maximisant les retombées culturelles, économiques, médiatiques, sociales et touristiques des différents marchés et vitrines. Il favorise du même coup les différents maillages entre entreprises, organismes et créateurs. L'impact de l'investissement de la Ville de Montréal s'en trouve ainsi maximisé autant dans sa visibilité que dans son rendement.
Nous mettrons aussi l'accent sur la participation de visiteurs étrangers en :

- Multipliant notre présence dans les grands événements internationaux de l'industrie;
- Proposant une journée de visite de l'écosystème montréalais ainsi que celui de la ville de Québec pour les délégations étrangères;
- Sollicitant les consulats étrangers pour les inviter à organiser le déplacement des studios et entreprises de leur pays vers notre festival. Nous en profiterons pour consolider nos liens avec les délégations présentes à MEGAMIGS par les années passées comme le Chili, la Colombie, la France, l'Allemagne, l'Italie et la République tchèque, etc. dont plusieurs ont participé à l'édition virtuelle 2020 et 2021.

Détail de la programmation

1. Salle d'exposition

Lieu de rencontre entre le public et les développeurs de jeux de l'industrie, les kiosques d'exposition permettent aux participants de découvrir des studios, des maisons d'enseignement, des investisseurs et des compagnies de services du milieu. Nos exposants auront aussi la chance de faire la promotion de leurs jeux, de leurs projets et de leur expertise lors de la présentation de vitrines qui leur seront dédiées.

2. Conférences officielles et commanditées

Les conférences de MEGAMIGS 2022 s'articulent autour de thèmes adaptés au goût du jour et en fonction des thématiques jugées centrales à l'industrie pour la période couverte. Pour cette nouvelle édition, la majorité des conférences se tiendront en personne, avec une diffusion de certaines conférences entièrement virtuelles. Nous proposons aussi de diffuser les conférences qui se tiendraient en virtuel dans les espaces physiques du festival afin qu'aucun participant en présentiel ne manque les contenus proposés.
Les conférences nous donnent l'opportunité d'inviter des conférenciers locaux, mais aussi plusieurs conférenciers internationaux reconnus qui viennent partager leur expérience et leur savoir-faire. Les conférences commanditées offrent concrètement l'expertise de nos partenaires que ce soit en production, en communication, en ressources humaines, en innovation, en droit, en financement, etc.. En plus d'offrir des

conférences pour le grand public et pour l'industrie, nous mettrons en place des activités et des entrevues en petits groupes afin de favoriser la conversation entre nos conférenciers réputés et nos participants.

3. Conférences en rediffusion

Depuis les deux dernières années, nous avons un nouveau public en raison de nos activités en virtuel. L'aspect virtuel du festival a permis d'agrandir l'accessibilité au festival pour certaines personnes à mobilité réduite ou encore pour des participants à l'international qui n'auraient pu prendre part au festival autrement pour des raison de visa ou de manque de budget.
La section «Revoir/Replay» de notre plateforme en ligne permet à nos détenteurs de billets virtuels de profiter de tout le contenu sans aucune contrainte temporelle. Les participants peuvent découvrir de nouvelles vidéos ou écouter à nouveau les conférences qui seront disponibles sur notre plateforme. Cet espace leur donne accès en exclusivité à notre programmation. Cette zone offre aussi une autre fenêtre de visibilité à nos partenaires qui y présentent du contenu.

4. Rencontres d'affaires individuelles ponctuelles ou aléatoires

Notre sélection pour la plateforme virtuelle prend toujours en compte l'intérêt de nos participants et partenaires pour les rencontres d'affaires. Nous souhaitons leur offrir une grande autonomie : gestion de leur agenda, plateforme intuitive et système de messagerie simple. L'avantage du format virtuel pour nos participants professionnels, souvent basés à l'international, est de permettre des rencontres en tout temps, quel que soit le fuseau horaire des participants. Des rencontres d'affaires physiques seront aussi organisées dans un lieu sécuritaire et selon les règles sanitaires établies par la santé publique.

5. Réseautage

Les activités de réseautage sont au cœur de MEGAMIGS. Nous favorisons les rencontres thématiques entre les professionnels du même secteur, mais aussi les discussions entre tous les membres de notre industrie et industries connexes. Les développeurs, éditeurs, investisseurs, médias et studios locaux et internationaux sont généralement au rendez-vous pour ces rencontres enrichissantes.

6. Salons d'affaires

Les salons d'affaires - virtuels ou physiques selon les directives de la santé publique - proposeront un lieu d'échanges pour les compagnies qui offrent des services ou des produits exclusivement dédiés aux studios de jeux vidéo. De plus, les professionnels qui voudraient entreprendre les pourparlers d'une éventuelle entente commerciale avec les nombreux éditeurs, fonds d'investissement, acheteurs et distributeurs internationaux présents lors de MEGAMIGS seront encouragés à le faire.

7. Services de conciergerie

Nous souhaitons accompagner les délégués internationaux, les exposants étrangers, les influenceurs, les médias et les créateurs de contenu pendant leur séjour dans la métropole. En contact avec ceux-ci avant et à leur arrivée, nous pourrons répondre

adéquatement à leurs demandes. Grâce à notre expertise et notre réseau de connaissances locales, nous les assisterons afin de rendre leur séjour à Montréal agréable et leur faire découvrir tous les aspects exceptionnels de la ville (restaurants, lieux culturels, quartiers, etc.).

8. Visites de l'écosystème vidéoludique

La réputation du Québec n'est plus à faire pour l'industrie du jeu vidéo. Afin de bien répondre aux attentes de plusieurs délégations internationales qui souhaitent découvrir les parties prenantes du pôle mondial qu'est Montréal et si la situation sanitaire le permet, nous organiserons une journée de visites de plusieurs studios, maisons d'enseignement et centres de recherches qui ont fait la renommée de Montréal à l'international.

MEGAMIGS vise à encourager et faciliter le développement de studios émergents afin de permettre une représentation commerciale, médiatique et politique plus forte de la communauté d'affaires du jeu vidéo qui a permis d'établir la réputation mondiale de la Ville de Montréal comme incubateur incontournable de la création vidéoludique. L'ambition de La Guilde du jeu vidéo du Québec pour les prochaines années est de faire grandir ce festival en y intégrant une panoplie d'activités se déroulant autant à l'intérieur qu'à l'extérieur et non seulement dans Ville-Marie, mais dans tous les quartiers culturels de la ville. Dans l'éventualité où une édition hybride serait possible, les hôtels de qualité du centre-ville et leurs locaux polyvalents ainsi que le réseau piétonnier souterrain de Montréal seront mis à profit lors du festival.

9. Foire à l'emploi + Mentorat

Avec notre partenaire Espresso Jobs, nous avons la possibilité d'offrir l'affichage de postes à combler gratuitement aux entreprises exposantes.

Des ateliers de formation et des périodes réservées au réseautage seront à l'horaire afin de permettre un premier contact entre les jeunes professionnels et des représentants de studios et de centres de formation. Les experts de l'industrie sauront guider et inspirer les candidats en leur fournissant une panoplie de judicieux conseils qui les aideront à se tailler plus facilement une place dans l'industrie (Analyses de CV, de portfolios et de démos, etc.). Nous aurons également des activités de « recrutement éclair - speed-recruiting » permettant à des postulants et des recruteurs de se rencontrer et de faire de courtes entrevues exploratoires.

10. Pitchs de jeux indépendants

Les développeurs des studios émergents peuvent soumettre un projet de jeu vidéo à des éditeurs, à des propriétaires de plateforme (Sony, Microsoft, Nintendo et Google, etc) et à des investisseurs étrangers afin de les convaincre de choisir leur jeu en développement pour leur octroyer un financement doublé d'une plus grande visibilité à l'international. MEGAMIGS est une opportunité incontournable pour que les développeurs de jeux vidéo présentent leur projet devant des invités internationaux.

11. Arène ESPORT

Dédiée au sport électronique et à la compétition amicale, la zone Arène virtuelle réunit autant les passionnés de jeux compétitifs que les amateurs. Des parties amicales leur permettront de découvrir l'univers du sport électronique ou de faire briller leur talent.

MEGAMIGS facilitera l'organisation des périodes de jeu et favorisera les échanges entre les joueurs. De plus, en collaboration avec le Consulat général de France à Québec, une deuxième édition de notre compétition de sport électronique sera disputée entre des représentants de la France et du Québec et ce, afin d'encourager les publics à jouer à des jeux locaux et en français.

12. Scène d'animation grand public

La scène Spotlight accueille l'animation d'une pléthore de présentations de jeux et de panels de discussions accessibles au grand public et rassemblant des créateurs de contenu, des développeurs, des professionnels de l'industrie et plusieurs autres acteurs du milieu vidéoludique.

13. Prix MEGAMIGS

Les Prix MEGAMIGS sont une remise de prix annuelle qui récompense le talent et la créativité des studios indépendants montréalais et étrangers. Plusieurs catégories sont mises de l'avant : design/jouabilité, direction narrative, direction artistique, musique, impact social, mobile/tablette, meilleur studio où travailler et favori du public. Tout au long de l'année, les gagnants se voient offrir une campagne de visibilité sur tous les outils de communication du MEGAMIGS. Nouveauté en 2022, les Prix MEGAMIGS présenteront des prix à l'industrie, pour reconnaître le succès et les bonnes pratiques corporatives (employeur, milieu de travail inclusif, savoir-être, leaders).

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Christopher Chancey	Président	2021	2015	Président propriétaire - ManaVoid Entertainment
David Fugère-Lamarre	Secrétaire-Trésorier	2019	2017	Président propriétaire - Illogika
Ghislain de Pessemier	Administrateur	2017	2017	Cofondateur - Outerminds
Stéphanie Marchand	Vice-Président	2021	2021	VP Production - Behaviour Interactive
Manuel Bergeron	Administrateur	2020	2020	Cofondateur et président - Astrolabe
Yves Bordeleau	Administrateur	2020	2020	Directeur exécutif - Rogue Factor
Simon Dansereau	Administrateur	2021	2021	Président - Triple Boris
Linda Duchaussoy	Administrateur	2020	2020	Directrice des communications et de l'engagement - Eidos Montréal
Jimmy Lemay	Administrateur	2020	2020	VP Dév. des affaires - Frima
Sam Girardin	Administrateur	2020	2020	Président et producteur exécutif - Game On
Alexis Galant	Administrateur	2020	2020	Président - Chasing Rats
Marc Beaudet	Administrateur	2020	2020	Président - Turbulent
Danny Lew	Administrateur	2021	2021	Conseil juridique - EA
Francis Baillet	Administrateur	2020	2020	VP Affaires corporatives - Ubisoft
Rémi Weiss	Administrateur	2020	2020	Avocat - Gameloft
Diane Derome	Administratrice	2018	2018	Administratrice de sociétés, Desjardins
Étienne Gosselin	Administrateur	2020	2020	Vice président - Ryan Affaires publiques
Angela Mejia	Administratrice	2020	2020	Présidente cofondatrice - Cleverplays
Nicolas Liorzou	Observateur	2020	2020	Directeur régional - Amériques - Keywords Studios

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Antenne créative**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 78, boul. Saint-Joseph Ouest, Montréal (Québec), H2T 2P4, agissant et représentée par Sébastien Nasra, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme marché international catalyseur d'affaires pour les entreprises de créativité numérique dans les domaines de la culture, du divertissement et du marketing expérientiel;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour

approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours

après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt cinq mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux mille cinq cents dollars (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille cinq cents dollars (2500 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent

valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 78, boul. Saint-Joseph Ouest, Montréal (Québec), H2T 2P4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 17e jour de Mars 2022

ANTENNE CRÉATIVE

Par : _____
Sébastien Nasra, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET

La crise sanitaire de la COVID-19 a entraîné une limitation de l'achalandage pour les événements culturels ainsi qu'une fermeture des frontières, ce qui a eu d'importantes répercussions sur les événements d'exportation de contenus culturels canadiens. Il était important de trouver des solutions pour mettre en relation les créateurs canadiens avec les acheteurs internationaux afin de répondre présent à la reprise et de s'assurer que les compagnies canadiennes feront parties de cette reprise internationale ce qui est d'autant plus important avec la concurrence étasunienne dans les industries culturelles. HUB Montréal a ainsi développé, en partenariat avec Pair-Connex, au développement technologique d'une plateforme technologique qui a permis de présenter l'événement. La plateforme a su offrir la diffusion de prestations artistiques, de conférences et webinaires, les échanges bidirectionnels entre groupes de participants et le réseautage de type B2B entre les professionnels de l'industrie. Si au mois d'octobre, les conditions sanitaires ne permettaient pas la tenue en présentiel de notre événement 2022, nous le tiendrons à même la plateforme développée en 2020.

En proposant un grand rendez-vous des industries créatives, HUB Montréal constitue une véritable vitrine au carrefour des écosystèmes créatifs ainsi qu'un tremplin sur les marchés internationaux. Pour la 6e édition de Hub, 4 types d'activités seront offerts aux délégués au cours des trois jours de l'événement. L'événement se déroulera principalement à Oasis au palais des congrès où nous avons tenu notre événement hybride de 2021 et qui a été très apprécié des professionnels et des acheteurs étrangers.

La configuration de Oasis offre trois salles:

- **Salle principale**: La salle où seront présentées les conférences et les vitrines
- **Deuxième salle**: Une salle immersive où certains des studios les plus créatifs à Montréal auront la chance de partager une vidéo de 1 minute mettant en valeur les réalisations de leur équipe dans la dernière année
- **Le lounge**: Lieu de rencontres pour les gens d'affaires participant à Hub Mtl en octobre 2022. Ils auront entre-autre accès à un service de prise de portraits professionnels. Ceux qui le désirent repartiront donc avec un outil supplémentaire pour se sentir en confiance et s'assurer d'une communication soignée et professionnelle de leur image auprès de clients et collaborateurs.

Détails de la programmation :

1. Salle Immersive

La salle immersive présentera les diverses réalisations des studios créatifs montréalais qui participent à la relance économique de Montréal. Exemples d'entreprises mises en valeur en 2021:

• Partenariat Ods

• Cirque du Soleil

- Les 7 doigts de la main
- TroubleMakers
- Rodeo FX
- Cult Nation
- Wireframe
- LG2
- Ubisoft
- GSM Project
- Float 4
- Unltd VR
- Cadabra + XYZ
- Silent Partners
- DPT
- Hub Studio
- La boîte interactive
- L4 design
- Ottomata
- Moment Factory
- OAIM
- Normal Studio
- Luz Studio
- TKNL
- Félix & Paul
- Daily tous les jours
- MASSIVart
- Multicolore
- Eltoro Studio

2. Vitrines

L'objectif des vitrines est de permettre aux compagnies, studios et artistes établis et émergents de présenter leur savoir-faire.
Les vitrines thématiques constituent l'occasion unique pour les entreprises, de mettre en valeur leur dernier projet auprès d'acheteurs potentiels, provenant des 5 continents. Chaque vitrine regroupe 4 compagnies disposant chacune de 3 à 4 minutes pour nous présenter leur dernier projet. C'est suivi d'une discussion de groupe de 30 minutes animée par un modérateur, spécialiste de la thématique.

3. Conférences

Nos conférenciers sont parmi les personnalités les plus en vue de l'industrie et sont soigneusement choisis pour leur légitimité à traiter des sujets de l'heure, déclinés tout au long de la programmation. Quelques-uns des thèmes:
La relation bidirectionnelle entre innovation technologique et innovation artistique
Enchanter la ville post-COVID : Créer une expérience urbaine distinctive, en intégrant l'art public aux stratégies municipales dans le contexte des grands projets de développement et d'aménagement
Le commerce à l'intersection de la culture, de la technologie et de la communauté
Comment la technologie contribue-t-elle à l'apprentissage ?
Les recherches sur le tourisme ont exploré le changement vers une économie expérientielle plutôt que transactionnelle. Le caractère de mémorabilité constitue un élément essentiel pour la réussite de l'expérience. Comment y arriver?

4. Panels de discussion

À travers les maillages intersectoriels, il y a des problématiques et des enjeux communs : HUB Montréal en parle. Les panels regroupent des experts de divers milieux, leur permettant de discuter d'enjeux affectant leurs entreprises, et de leurs perspectives uniques sur le sujet.

5. Présentation technologique

Cette année, nous offrirons dans la programmation des présentations technologiques. C'est une manière de présenter les dernières avancées et produits technologiques disponibles pour les créateurs. Les présentateurs technologiques vont mettre en avant des cas pratiques pour que les créateurs puissent saisir la plus-value à intégrer ces solutions dans leur modèle d'affaire.

6. Les classes techno

Nouvelle activité en 2021 qu'on va renouveler en 2022, les classes techno seront données par des leaders techniques de l'industrie créative locale et internationale qui nous partagent leurs solutions les plus avancées. Grâce à ces rencontres, les participants découvrent les nouvelles possibilités que peuvent offrir les outils de dernière technologie pour l'inspiration et l'orientation de projets futurs.

7. Réseautage

Plusieurs activités de réseautage sont organisées tout au long de la tenue de Hub Mtl : midis maillages, réception d'ouverture et de clôture, ainsi que plusieurs activités partenaires, tels que la soirée Composite, et la réception Montréal International. Ces activités sont le moment parfait pour les participants de créer des liens d'affaires. Nous nous assurons que chaque vendeur rencontre les acheteurs les plus pertinents selon leur secteur et leur besoin.

8. B2B organisé

En plus des opportunités de maillage présentes tout au long de l'événement, des sessions de B2B seront organisées (en présentiel et en virtuel pour les professionnels ne pouvant venir au Canada). Grâce à sa connaissance fine et approfondie du marché des industries créatives numériques, HUB MTL offre un service de maillage efficace aux réelles retombées, reconnu par tout le milieu. Nos acheteurs internationaux partent des 5 continents pour venir rencontrer notre talent québécois. 41% de ces acheteurs viennent d'Amérique du Nord, 23% viennent d'Europe, 10% d'Asie et 26% viennent du reste du monde soit l'Orient, l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale, l'Océanie et l'Afrique.

9. HUB Montréal sur la route

Maintenant à sa 6e édition, l'événement annuel de l'automne est devenu une opportunité à ne pas manquer pour nos entreprises en créativité numérique, autant que pour les acheteurs internationaux. La réputation florissante de HUB Montréal attire un grand nombre d'acheteurs qui reconnaissent le grand potentiel de la créativité montréalaise.
Au-delà d'Octobre, Hub Montréal souhaite poursuivre son initiative lors d'événements conférences à l'international, et ainsi profiter de sa réputation et expertise pour offrir un support et un accompagnement aux entreprises montréalaises qui se poursuivra après le mois de novembre. La première initiative sur la route a été présentée en juillet dernier en Italie en collaboration avec le MEET Milan. Une initiative avec le New York Pavillon sera également de la partie lors de l'édition d'Octobre, ouvrant ainsi les possibilités à

une activité sur la route en 2022.
La participation à de tels événements procure une visibilité sans comparable aux entreprises participantes. Hub Montréal souhaite ainsi encadrer les entreprises prêtes à être exportées et à conquérir de nouveaux marchés. En restant actif tout au long de l'année, Hub Montréal espère développer son réseau d'affaires et consolider sa réputation comme événement international incontournable de la créativité numérique.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Pierre Bellerose	Président	3/31/2021	2/11/2015	Président MTLab
André Picard	Vice-Président	3/31/2021	2/11/2015	Directeur exécutif chez Office national du film du Canada
André Ménard	Administrateur	2/12/2020	2/11/2015	Co-fondateur de l'Équipe Spectra et du Festival international de Jazz de Montréal
En cours de recrutement	Trésorier			

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **M pour Montréal**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 78, boul. Saint-Joseph Ouest, Montréal (Québec), H2T 2P4, agissant et représentée par Sébastien Nasra, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un important tremplin d'exportation de la musique indépendante québécoise et agit pour le développement des affaires pour l'industrie musicale locale et internationale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de

l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la

présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente et un mille cinq cents dollars (31 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille cinq cents dollars (3500 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent

valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 78, boul. Saint-Joseph Ouest, Montréal (Québec), H2T 2P4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 17e jour de Mars 2022

M POUR MONTRÉAL

Par : _____
Sébastien Nasra, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET

En 2020, la situation sanitaire a amené l'équipe de M pour Montréal avec l'aide de trois comités consultatifs à repenser en profondeur son événement afin qu'il soit le plus en phase possible avec les attentes, les besoins et les intentions formulés par les professionnels de l'industrie sondés, conformément aux contraintes imposées par le contexte de pandémie mondiale et ses répercussions sur le plan de la santé publique, notamment l'imposition d'une distanciation sociale inévitable à court, moyen, voire long terme.

Une plateforme virtuelle de maillage et de diffusion a ainsi été mise sur pied afin de poursuivre les activités de M pour Montréal pendant la pandémie, en partenariat avec la société technologique Pair Connex. Cette plateforme a été utilisée à maintes reprises : tant pour notre événement majeur de l'année que notre participation aux événements ''sur la route''. Pour 2022, nous espérons un retour complet à nos activités 100% en personne, mais au vu de la situation sanitaire actuelle et de l'incertitude quant à la possibilité de tenir des évènements et de faire des déplacements internationaux au mois de novembre prochain, nous travaillons encore à différents scénarios qui permettraient aux artistes locaux un rayonnement international et national. Voici les différents scénarios :

- Plan A : Présentation régulière de notre événement, incluant la visite des délégués internationaux (si les voyages sont autorisés).
- Plan B : Présentation d'un évènement hybride en novembre ayant un volet physique national et local (incluant des spectacles devant public, captés professionnellement et diffusés sur la plateforme), tout en présentant aussi un volet international virtuel important avec des acheteurs et des artistes en vitrine provenant de l'extérieur du Canada qui auront accès aux contenus filmés à partir de la plateforme. C'est cette formule que nous avons utilisée en 2021.
- Plan C : Présentation d'un événement 100% virtuel comme celui de 2019

Détail de la programmation

1. Activités professionnelles

En 2022, M pour Montréal prévoit présenter des activités professionnelles à destination des acheteurs et vendeurs locaux, nationaux et internationaux. Cette année, les activités de B2B proposées seront des rencontres avec les superviseurs musicaux, rencontres avec les maisons de disques internationales, rencontres avec les éditeurs de listes de lecture, rencontre avec les programmateurs internationaux, etc.

Ainsi, nous prévoyons recevoir plus de 300 délégués de 20 pays, que ce soit d'Europe, d'Asie, d'Amérique, du Canada ou des États-Unis. Chaque année, nous nous efforçons d'élargir notre réseau de délégués internationaux, en invitant des participants qui assisteront pour la première fois à notre évènement. Dans cette logique, nous pouvons envisager une augmentation des délégués pour 2022. Pour assurer une variété et complémentarité au sein du bassin de professionnels présents, nous allons inviter un minimum de 25 maisons de disques, 25 programmateurs, 15 compagnies œuvrant au sein des technologies musicales, 12 superviseurs musicaux, 12 agents et 6 maisons

d'édition.
Le but de la présence de ces professionnels et de nos activités professionnelles est de faciliter la création de nouvelles relations d'affaires, en encourageant les échanges d'idées et les collaborations entre les professionnels et les créateurs de l'industrie musicale. En annexe se trouve une liste des délégués qui sont invités à participer à la 17e édition en novembre. Cette liste sera, bien sûr, enrichie pour l'édition de 2022, toujours dans l'objectif de multiplier les opportunités d'affaires.
M pour Montréal a décidé de maintenir les activités pour les professionnels dans le but d'être préparé lorsqu'il y aura reprise, que ce soit dans un futur proche ou plus éloigné. Aussi, et notamment afin d'être en mesure de maintenir ses très prisées sessions de rencontres individuelles avec des superviseurs musicaux en provenance des quatre coins du monde et issus de divers secteurs, ses sessions de rencontres avec les maisons de disques internationales ainsi que ses « rencontres rapides » entre acheteurs et vendeurs nationaux et internationaux, M pour Montréal entend « virtualiser » ses lieux de rencontres sur notre plateforme virtuelle développée l'an dernier en pleine pandémie.
Depuis le début de la pandémie, l'une des sources de revenu devenue très importante pour les artistes est la synchronisation de leur musique sur des films, séries télé, jeux vidéos ou campagnes publicitaires. Ayant été attentif au développement de ce créneau, M pour Montréal a créé depuis quelques années un réseau solide dans ce champ d'expertise et nous avons été en mesure d'inviter en 2021, 30 superviseurs musicaux de studios de télévision et d'agences de publicité majeurs. En 2022, toujours avec l'objectif de répondre aux besoins de l'industrie, nous prévoyons encore organiser une table ronde avec des superviseurs musicaux influents afin de discuter des enjeux entourant le choix d'une musique, des commandes à un compositeur, etc.

2. Les soupers et cocktails des délégués internationaux

Afin de rendre l'expérience M pour Montréal plus agréable et détendue, nous continuons à organiser des soupers et réceptions pour les délégués pour qu'ils puissent discuter dans une ambiance décontractée.
Nous organiserons deux soupers de délégués qui réuniront tous les délégués internationaux dans une ambiance festive. Fidèle à notre habitude, nous organiserons aussi une réception intime de bienvenue qui aura lieu le mercredi juste avant le concert d'ouverture. La réception d'ouverture, où l'industrie musicale montréalaise, les représentants d'artistes et les musiciens peuvent rencontrer les délégués internationaux pour la première fois, aura lieu le mercredi 17 novembre. Si la situation le permet, cette activité sera maintenue pour 2022 puisqu'elle est gage de succès, d'année en année, car elle permet de faire découvrir la gastronomie Montréalaise à nos invités internationaux.

3. Conférences et ateliers

Donnant suite aux informations colligées auprès des membres de ses comités consultatifs, M pour Montréal offrira à sa clientèle des conférences et panels traitant des enjeux d'importance qui auront été pointés, qui touchent ou toucheront l'industrie dans l'année à venir. Comme pour les rencontres B2B virtuelles, ces activités seront mises de l'avant par l'entremise de la technologie développée avec Pair Connex.

4. Tables rondes avec les superviseurs musicaux

Les licences de synchronisation sont l'une des principales sources de revenus pour plusieurs maisons de disques et artistes. Il ne faut pas s'étonner que certains des délégués les plus courus par les représentants d'artistes soient des superviseurs musicaux de films, de télévisions et de jeux vidéo. Ayant été attentif au développement de ce créneau, M pour Montréal a créé depuis quelques années un réseau solide dans ce champ d'expertise et nous avons été en mesure d'inviter en 2018, 12 superviseurs musicaux de studios de télévision et d'agences de publicité majeurs. En 2022, toujours avec l'objectif de répondre aux besoins de l'industrie, nous prévoyons encore organiser une table ronde avec des superviseurs musicaux influents afin de discuter des enjeux entourant le choix d'une musique, des commandes à un compositeur, etc. Nous travaillons très fort à développer cette activité qui gagne en popularité auprès des délégués. Le potentiel de convergence avec Hub Montréal et le milieu de la créativité numérique et technologique bonifiera l'expérience des participants.

5. Les Vitrines

Fidèle à la direction artistique de M pour Montréal, la programmation musicale comprendra des artistes issus des traditions indie-rock, hip-hop et électro en veillant à inclure une sélection officielle "Franco M" en plus des vitrines anglophones.

Avec pour visée de tenir un équivalent hybride de la « Sélection officielle » de M pour Montréal — parce que comme mentionné ici haut, il y aura assurément reprise, et les artistes québécois ne doivent pas être en reste au moment où reprendront les activités de diffusion mondialement —, des artistes choisis seront conviés à offrir de courtes prestations de 20 minutes devant public. Ces vitrines seront filmées et montées pour être diffusées aux professionnels lors de l'événement du mois de Novembre. Seront attendus à cette vitrine virtuelle une cohorte d'acheteurs nationaux et internationaux choisis, possiblement rémunérés pour y assister afin que l'on s'assure de leur participation active, de même que le grand public. Des efforts considérables seront fournis afin que le visuel et le son répondent aux plus hauts standards de l'industrie, voire qu'ils soient comparables aux standards de la télévision et du cinéma (les Tiny Desk Concerts de NPR Music de même que les Take Away Shows de la Blogothèque sont cités à titre d'exemple, respectivement pour la qualité de l'audio et de la vidéo). Si la technologie le permet et offre des outils de suivi des interactions efficaces en matière de gestion des métadonnées, on pense émettre des billets gratuits pour ces activités précises.

Cette série de programmes ponctuels culminera avec la reprise du 17e anniversaire de M pour Montréal en novembre 2022, où, nous l'espérons, convergeront à Montréal, en chair et en os, des professionnels des quatre coins du monde, comme c'est le cas habituellement à l'occasion de l'événement.

Pour 2022, nous continuons dans la même lignée que les dernières années en présentiel. Nous prévoyons de programmer près de 115 groupes dont la majorité est québécoise (voir la programmation préliminaire jointe). Nous tenons à maintenir ce nombre afin de laisser l'opportunité aux professionnels de voir le plus de vitrines possibles durant les quatre jours. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'aucune prestation de groupe ne se chevauchera durant les deux premières journées du festival. Les vitrines de 2022 prendront la même forme mais toujours avec le souci d'augmenter d'opportunités de visibilité pour les artistes et surtout conserver la qualité artistique.

Notre programmation est conçue de façon à incorporer des groupes peu connus aux vitrines d'artistes plus établis dans le but de favoriser la découverte de groupes émergents par le grand public et les professionnels. Les soirées présentant autant des artistes locaux qu'internationaux se sont avérées être celles qui connaissent le plus de succès, attirant une audience large et diversifiée.

6. M sur la Route

M pour Montréal a développé une expertise et une réputation grâce à nos nombreuses activités sur la route depuis 2007. Nous permettons de consolider la présence musicale québécoise sur les continents européens et américains et favoriser l'exportation des artistes sur ces marchés. Le développement de M pour Montréal passe par les activités de promotions collectives, de programmations de vitrines internationales et d'organisations d'activités professionnelles pour le développement de marchés et l'exportation d'artistes canadiens à l'international. En étant présent en personne ou virtuellement aux différents événements durant l'année, M pour Montréal s'inscrit comme plaques tournantes pour l'exportation de la musique indépendante au pays. Lors de chaque événement auquel M pour Montréal participe, les artistes montréalais performent pendant 40 minutes devant professionnels et acheteurs internationaux invités par l'événement partenaire. De plus, une activité de réseautage est organisée entre les professionnels et acheteurs internationaux et l'équipe de l'artiste et d'autres professionnels canadiens participants.
En 2022, M pour Montréal transportera ses activités d'exportation de façon virtuelle (et en présentiel dès que ce sera possible) avec des partenaires majeurs tels que:

- TGE, Brighton, UK
- A2IM, New-York, USA
- Reeperbahn Fest, Hambourg, Allemagne
- MaMA, Paris, France
- SXSW, Austin, USA

Le développement de M pour Montréal passe par ces activités de promotions collectives, de programmations de vitrines internationales et d'organisations d'activités professionnelles pour le développement de marchés et l'exportation d'artistes canadiens à l'international. En étant présent virtuellement aux différents événements durant l'année M pour Montréal s'inscrit comme plaques tournantes pour l'exportation de la musique indépendante au pays.
Lors de chaque événement, les artistes montréalais performent virtuellement pendant 40 minutes devant professionnels et acheteurs internationaux invités par l'événement partenaire. De plus, une activité de réseautage sera organisée entre les professionnels et acheteurs internationaux et l'équipe de l'artiste et d'autres professionnels canadiens participants.

7. Vitrines « grand public»

Après avoir connu un grand succès depuis 2015 (plusieurs spectacles ont affiché complet : Loud, Corridor et plusieurs autres), les concerts « grands publics » seront de retour le vendredi et samedi soir dans plusieurs salles de spectacles de Montréal simultanément (si les rassemblements sont autorisés) et diffusés virtuellement. Suite à la consultation des anciens artistes et agents de M pour Montréal, nous avons une belle

opportunité pour célébrer le 17e anniversaire avec les plus gros noms des 17 dernières années. Le M fest sera donc l'occasion de revenir sur 17 ans d'histoire de l'événement avec les plus importantes découvertes d'artistes montréalais. Ces spectacles permettront de faire rayonner la créativité et la diversité culturelle de Montréal.

8. Les soupers et cocktails (si possible)

Afin de rendre l'expérience M pour Montréal plus agréable et détendue, nous continuons à organiser des soupers et réceptions pour les délégués en présentiel pour qu'ils puissent discuter dans une ambiance décontractée. Nous organiserons deux soupers de délégués qui réuniront tous les délégués dans une ambiance festive. Fidèle à notre habitude, nous organiserons aussi une réception de bienvenue intime avant le concert d'ouverture. La réception d'ouverture, où l'industrie musicale montréalaise, les représentants d'artistes et les musiciens peuvent rencontrer les délégués internationaux pour la première fois.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Pierre Bellerose	Président	3/31/2021	2/11/2015	Président MTLab
André Picard	Vice-Président	3/31/2021	2/11/2015	Directeur exécutif chez Office national du film du Canada
André Ménard	Administrateur	2/12/2020	2/11/2015	Co-fondateur de l'Équipe Spectra et du Festival international de Jazz de Montréal
En cours de recrutement	Trésorier			

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Festival Montréal Mundial**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 78, boul. Saint-Joseph Ouest, Montréal (Québec), H2T 2P4, agissant et représentée par Sébastien Nasra, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme marché-festival consacré entièrement aux musiques du monde et tremplin pour la carrière nationale et internationale d'artistes émergents;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour

approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours

après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente-cinq mille dollars (35 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente et un mille cinq cents dollars (31 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de trois mille cinq cents dollars (3500 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent

valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 78, boul. Saint-Joseph Ouest, Montréal (Québec), H2T 2P4, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 17e jour de Mars 20__22

Festival Montréal Mundial

Par : _____
Sébastien Nasra, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET

Selon les conditions sanitaires du mois de Novembre, nous tiendrons une édition 100% physique, 100% virtuelle ou dite ‘’hybride’’. Si nous faisons une édition hybride, nous prévoyons faire des spectacles vitrines, les filmer et les diffuser en direct sur la plateforme où les délégués internationaux pourront se joindre aux festivités.

1. Mentor Café

Le Mentor Café a comme objectif de permettre aux délégués de bénéficier de l’expérience professionnelle de leurs pairs et de stimuler les rencontres et les discussions. Plus concrètement, il s’agit d’une activité de deux heures (25 minutes par rencontre), où artistes, agents et gérants ont 25 minutes pour se rencontrer, partager leurs connaissances et leurs meilleures pratiques, et établir des liens avec leurs pairs. Le Mentor Café se veut ainsi une activité de réseautage organisée et structurée durant laquelle les participants profitent des conseils de mentors expérimentés sélectionnés par l’équipe de Mundial Montréal. La liste des mentors participants est ainsi dévoilée quelques semaines avant l’évènement afin que les participants puissent s’inscrire et prendre les rendez-vous souhaités.
Avec cette activité, nous voulons encourager et favoriser la création de nouveaux liens entre les artistes et les maisons de disques, les agents et les gérants établis ; cela enrichit les rapports et permet la création d’opportunités entre les communautés. Nous continuerons ainsi à développer ce modèle dans les éditions à venir. Si nous faisons une édition physique, les rencontres se tiendront en personne et si nous faisons une édition virtuelle ou hybride, elles se tiendront à même la plateforme comme l’an dernier.

2. Speed-Schmoozing

Le speed-schmoozing connaît chaque année un grand succès auprès de notre bassin de professionnels, c’est pourquoi nous revenons en 2022 avec la même formule. D’une durée de deux heures, cette activité de réseautage rapide permet aux artistes d’avoir une rencontre en tête à tête, de cinq minutes, avec des acheteurs de spectacles. Les artistes peuvent y établir des relations permettant de potentielles ventes de spectacle et, de leur côté, les acheteurs de spectacle y découvrent de nouveaux artistes. Grâce à cette activité très populaire et profitable pour tous les participants, nous favorisons l’accès des artistes québécois aux diffuseurs nationaux et internationaux. Cette activité représente le premier vrai contact entre notre groupe de délégués et les représentants d’artistes avec qui ils vont échanger au cours des jours à venir.
En amont, nous nous attelons à fournir plusieurs semaines à l’avance un maximum d’informations utiles, sur les acheteurs (festival ou salle, ville, capacité de salle, langue parlée, courte biographie...) ce qui permet d’outiller les professionnels qui cherchent à vendre et de maximiser le potentiel de retombées. Nous fournissons le même type d’information sur les vendeurs, aux acheteurs. Même chose ici, cette activité peut se tenir sur la plateforme si nous devons tenir une édition virtuelle du festival.

3. Conférences et ateliers

Des ateliers sont conçus pour former spécifiquement les délégués de type « vendeurs » alors que parallèlement les diffuseurs (acheteurs) se rencontrent dans les réunions en privé. Par ailleurs, d'autres conférences sont proposées pour rejoindre l'intérêt de tous. Mundial Montréal renforce le circuit de diffuseurs canadiens et développe les connaissances pratiques des diffuseurs grâce aux nombreuses rencontres, conférences et ateliers programmés. Les ateliers et conférences donnent ainsi des outils supplémentaires à nos participants afin qu'ils puissent développer leur carrière. Pour l'édition 2022, nous allons organiser de 4 à 6 panels/ateliers qui s'adresseront notamment aux besoins et intérêts des diffuseurs du réseau. Avec ces conférences, nous mettons en place les conditions propices pour favoriser la réalisation d'actions structurantes pour le développement de la diffusion de musique du monde et le perfectionnement des pratiques de l'industrie, tout en favorisant le rapprochement entre les créateurs, producteurs, diffuseurs et publics.

Nous sommes actuellement en train de travailler à la planification des conférences, ateliers et conférences. La programmation détaillée pourra être communiquée au courant des prochaines semaines. Dans le cas d'une édition virtuelle, nous filmerons et diffuserons les contenus sur la plateforme.

4. Les soupers et cocktails des délégués internationaux (si édition physique)

Les soupers et réceptions de réseautage se déroulent dans une ambiance détendue favorisant la création de liens entre artistes, représentants de l'industrie et acheteurs. C'est une façon naturelle et conviviale de rencontrer des gens, d'échanger et d'en apprendre davantage sur les projets. En ayant l'occasion de partager trois repas, nos délégués ont davantage de moments durant lesquels ils peuvent tisser des liens et nouer des relations que ne le leur permettent la plupart des conférences, grâce notamment à l'intimité de la formule proposée. En 2022, nous reprendrons ce modèle afin de permettre de nouveau aux représentants d'artistes de profiter d'une atmosphère adaptée pour établir des liens avec les programmateurs/ diffuseurs. Nous recevons régulièrement des commentaires de la part des participants à savoir que ce format informel est très utile et permet de discuter de manière plus confidentielle et rend propice les échanges directs entre individus ce qui génère plus souvent des retombées significatives sur la diffusion de la musique du monde.

5. Rencontres privées des diffuseurs

Nous offrons des opportunités de développement professionnel et échanges privés spécifiquement pour les diffuseurs/ acheteurs. C'est ainsi qu'est né le réseau Routes du monde qui rassemble les programmateurs clé des festivals et salles de spectacle issus de l'ensemble des provinces canadiennes, ainsi que les représentants d'autres réseaux de diffusion canadiens et même certains diffuseurs internationaux. Les diffuseurs québécois ont ainsi l'occasion de rencontrer de façon privilégiée leurs collègues nationaux et internationaux.

Ces échanges permettent de préparer le terrain pour des collaborations profitables au cours de l'année, que ce soit pour de l'entraide, des échanges de bons conseils ou de la coopération, si précieuse sur la tournée de talents émergents (achats et planification de tournée en bloc). En 2022, Mundial Montréal réunira à nouveau plus d'une centaine de programmateurs du Canada, des États-Unis et d'Europe notamment, soit une variété de

diffuseurs engagés dans la présentation de la musique du monde dans des salles de spectacle, des festivals et des conférences renommées.
Comme les années précédentes, ils participeront à trois rencontres privées, sur invitation, d'une durée de trois heures chacune, dans le but de couvrir une série de sujets et thématiques :

- Stratégies de vente de spectacles en bloc/planification de tournée ;
- Argumentaires de vente de 15 minutes ;
- Problèmes entourant les politiques de CIC et de Revenu Canada ;
- La recherche et l'innovation artistique ;
- Stratégies de financement et projets spéciaux ;
- Études de cas et tendances actuelles
- Tendances de la diversité et de l'immigration canadienne ;
- Relations médiatiques ;
- Initiatives de marketing coopératif.

6. Vitrines musicales

Notre objectif est de s'assurer que les artistes participants bénéficient d'une visibilité maximale auprès de notre réseau national et international de participants professionnels et de notre public en pleine croissance.
C'est pourquoi nous maintiendrons en 2022 environ le même nombre d'artistes présentés en vitrine que lors de l'édition 2019 et 2021 (autour de 30 groupes) ou une vingtaine de vitrines virtuelles si nous ne pouvons faire d'édition physique. Nous ne voulons pas augmenter le nombre d'artistes en vitrine, afin d'éviter le chevauchement des plages horaires de prestation. Nous permettons ainsi à chaque artiste d'être entendus/ vus/ repérés par tous les délégués. Puisque les prestations des artistes précèdent inévitablement les rencontres de suivi et le développement d'affaires, il est essentiel que chaque artiste s'exécute devant l'ensemble des participants. De plus, les délégués peuvent aisément assister à un enchaînement raisonnable de vitrines (une trentaine), présentées au cours des 3 jours de l'évènement. La majorité des artistes sélectionnés sont d'origine québécoise et canadienne. Si le volet international a pris de l'ampleur au cours des dernières années, les artistes internationaux programmés et co-présentés avec nos partenaires ne dépassent par le tiers de l'ensemble de la programmation.
Chaque année, nous établissons de nouveaux partenariats avec des délégations, institutions et organismes de soutien afin d'agrandir notre portée et de diversifier notre programmation. C'est dans cette optique que nous avons collaboré en 2015 avec les délégations d'Israël et du Chili pour programmer certains de leurs artistes. Depuis 2016, nous collaborons avec la Corée du Sud pour l'accueil de professionnels et la présentation de talents coréens.
En 2022 nous poursuivrons notre collaboration avec certains d'entre eux et sommes déjà à la recherche de nouveaux partenariats. Ces partenariats sont une excellente opportunité pour exporter nos artistes à l'international.
Après onze éditions, Mundial Montréal a établi de bonnes relations d'affaires avec plusieurs propriétaires de salles de spectacles à Montréal où sont produites nos vitrines. Les salles de spectacle les plus branchées du centre-ville de Montréal accueillent les vitrines de Mundial Montréal. Notre but est de présenter la scène musicale montréalaise de renommée internationale aux professionnels en visite et d'attirer le public dans des

établissements variés. À titre d'exemple, nos vitrines des éditions précédentes ont eu lieu au Cabaret le Lion d'Or, au Café Campus, au Monument National, à la Chapelle historique du Bon-Pasteur, au Groove Nation et au Patro Vys.

7. Série Accents Autochtones

Depuis 2012, Mundial Montréal s'est assuré de présenter de façon récurrente des artistes issus de diverses communautés autochtones du Canada. Depuis 2012, ce sont 37 artistes qui ont été présentés sous la bannière de la série Accents Autochtones.
La série permet d'assurer une place aux artistes issus des communautés autochtones dans la programmation de Mundial Montréal. Elle permet également de mettre en valeur le talent, la présence ainsi que la diversité des différentes communautés autochtones que l'on retrouve au Canada. Précisons que la série permet de présenter en vitrine des artistes de niveau professionnel et prêts à l'export.
Au-delà des vitrines, la série s'accompagne d'activités d'information, de développement professionnel et de séances de mentorat pour les artistes et de sessions pour les diffuseurs. Ces activités donnent ainsi à l'industrie des outils, clés et pistes de travail pour augmenter la visibilité des artistes autochtones auprès d'un plus large public. Cette composante, initiée par Mundial Montréal et unique à l'échelle des évènements professionnels de l'industrie des musiques du monde, a été développée pour créer des ponts afin que les artistes puissent bénéficier d'une visibilité et de possibilités de tournée sur de nouveaux marchés de type « grand public ».
Les bénéfices de cette série et de notre travail de sensibilisation prennent effet sous diverses formes, telles que : une prise de conscience de la part des diffuseurs de leur responsabilité d'utiliser leur plateforme respective pour non seulement inviter des artistes autochtones dans leur salle et festival mais également leur sensibilité à s'outiller pour « bien » présenter ces artistes, adopter les bonnes pratiques, apprendre des « erreurs » des autres, écouter les conseils de leurs pairs d'origine autochtone, etc. Nous remarquons un engouement qui dépasse le travail de programmation régulière d'un diffuseur mais qui s'intéresse à s'informer et prendre contact avec leurs communautés locales, à reconnaître le territoire sur lequel ils opèrent, conscientiser leurs publics, etc.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Pierre Bellerose	Président	3/31/2021	2/11/2015	Président MTLab
André Picard	Vice-Président	3/31/2021	2/11/2015	Directeur exécutif chez Office national du film du Canada
André Ménard	Administrateur	2/12/2020	2/11/2015	Co-fondateur de l'Équipe Spectra et du Festival international de Jazz de Montréal
En cours de recrutement	Trésorier			

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Association nationale des éditeurs de livres - Québec édition**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2514, boul. Rosemont, Montréal (Québec) H1Y 1K4, agissant et représentée par Karine Vachon, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme comité national d'éditeurs de livres voué au rayonnement international de l'édition québécoise et canadienne de langue française;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de

l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la

présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Directeur de la Direction Cinéma festivals et événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » : Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une

demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de (vingt-sept mille) dollars (27 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de (trois mille) dollars (3000 $), au plus tard dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme

coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la

présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 2514, boul. Rosemont, Montréal (Québec) H1Y 1K4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le ...4....e jour de .....avril..... 20_22_

Association nationale des éditeurs de livres - Québec édition

Par : _____
Sébastien Lefebvre, responsable des projets d'exportation

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CM …….).

ANNEXE 1

PROJET

Rendez-vous 2022 comprend quatre catégories d'activités :

1. Accueil d'éditeurs étrangers

Un programme sur mesure est développé pour les éditeurs étrangers et comprend notamment :

- une présentation du marché du livre québécois par la présidente du comité de Québec Édition, Florence Bisch (directrice éditoriale du Groupe Homme) ;
- des visites de maisons d'édition et de librairies montréalaises ;
- des rendez-vous avec des éditeurs québécois, principalement montréalais ;
- des activités au Salon du livre de Montréal ;
- plusieurs occasions de réseautage (soupers, réceptions, etc.).

Ils seront invités à Montréal à l'occasion du Salon du livre de Montréal. Leur séjour comptera six nuitées.

2. Accueil de libraires francophones européens

Les dix libraires invités auront un programme d'activités spécifiquement dédié, pour stimuler la vente directe de livres en Europe francophone (Belgique, France, Luxembourg et Suisse). Québec Édition misera sur l'organisation :

- de présentations de libraires et d'éditeurs ;
- de rencontres ;
- de séances de réseautage et d'expériences mettant en valeur la richesse, la diversité de notre culture et le savoir-faire de nos artisans du livre.

Ils seront aussi invités à Montréal à l'occasion du Salon du livre de Montréal, et leur séjour comptera également six nuitées.

3. Formation des éditeurs montréalais et québécois

Cette année, plutôt que de miser sur la formation des éditeurs en amont de Rendez-vous, l'équipe de Québec Édition veillera à organiser des ateliers où les éditeurs et libraires invités auront l'occasion de faire connaître leur marché du livre aux participants montréalais. Ils pourront présenter différents enjeux auxquels font face les acteurs de leur pays, mais aussi ceux qui touchent l'exportation de leurs livres. Les ateliers seront aussi l'occasion pour eux de prodiguer des conseils pratiques.

4. Échange avec d'autres programmes dans le monde

Il existe de nombreux programmes de fellowship dans le monde. L'équipe de Québec Édition a tissé des liens avec les organisateurs de certains d'entre eux. Nous entendons continuer de développer de nouveaux contacts pour favoriser la participation d'éditeurs montréalais et québécois à plusieurs programmes de fellowship aux quatre coins du globe.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

Note: La présente annexe pourrait être modifiée en fonction de la réalité dans laquelle le projet pourra se déployer dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19.

La description du projet :

- Historique de l'événement;
- Le concept et les objectifs;
- La programmation détaillée;
- Les activités professionnelles proposées;
- Le volet de l'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- Le dossier technique;
- Les prévisions budgétaires;
- L'échéancier de réalisation;
- Le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- Les actions mises en place pour le développement durable;
- Les lettres patentes;
- La résolution du conseil d'administration;
- La composition du conseil d'administration (grille à compléter à l'annexe 4).

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- Les activités;
- L'Importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'Organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève. Décrire la programmation, sa diffusion et son rayonnement et préciser les activités offertes;
- Les liens développés et proposés avec des artistes et/ou des partenaires étrangers ou locaux;

- Les activités de médiation qui seront réalisées, s'il y a lieu;

- Les activités reliées à des rencontres professionnelles (marché interne, classes de maître, tables-ronde, résidences etc.) et les retombées attendues;

- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;

- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;

- La diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;

- La pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités;

- Les actions mises en place pour s'assurer de respecter les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- La durée du festival, événement ne peut excéder douze (12) jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Responsable;

- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;

- La programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;

- Les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;

- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;

- Le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;

- L'Organisme doit porter en tout temps une attention particulière aux nuisances sonores potentielles du festival ou événement pour le voisinage;

- L'Organisme doit s'assurer que la mention du nom du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;

- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;

ANNEXE 4

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Depuis quelle année sur le CA	Profession / Entreprise
Arnaud Foulon	Président	4	2007	Groupe HMH
Véronique Fontaine	Vice-Présidente	3	2018	Fonfon
Anne Migner-Laurin	Secrétaire-trésorière	2	2019	remue-ménage
Florence Bisch	Représentante de Québec Édition	1	2021	Groupe Homme
Simon de Jocas	Administrateur	1	2015	Les 400 coups
Élodie Comtois	Administratrice	2	2014	Écosociété
Gilles Herman	Administrateur	2	2008	Septentrion
Geneviève Pigeon	Administratrice	3	2019	L'instant même
Gautier Langevin	Administratrice	1	2021	Front Froid
Mariève Talbot	Administratrice	4	2017	La courte échelle
Martin Vallières	Administrateur	4	2018	CEC

ANNEXE 5

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;
- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228994002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $, à différents organismes dans le cadre du Fonds marchés et vitrines culturels et créatifs 2022 / Approuver les projets de conventions à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1228994002 Soutien vitrines-marchés 7organismes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-9547

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-12

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.053

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1220005001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes , Direction projets_programmes et systèmes
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 292 467 $, aux 10 organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. / Approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 292 467 $, aux 10 organismes et 15 projets ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux;

Arrondissement	**Organisme**	**Nom du projet**	**Montant de la contribution octroyée**
Ahuntsic-Cartierville	Prévention du Crime Ahuntsic	Maurice Richard 2.0	20 800$
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Côte-des-Neiges	Connexions	15 000$
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Côte-des-Neiges	Ensemble	15 000$
Lachine	MU	Secteur Duff Court	15 000$
LaSalle	A.G.C	LaSalle Elementary Senior	20 000$
Le Sud-Ouest	CICU	Les enjeux de la santé mentale	17 667$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	A.G.C	Parcours Âme	24 000$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	MU	Le droit des enfants	20 000$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	A.G.C	Souvenirs de quartier	12 000$

Montréal-Nord	KOLAB	Jeunes aujourd'hui, debouts demain!	23 000$
Rosemont-La Petite-Patrie	A.G.C	Parc de Gaspé	20 000$
Saint-Laurent	MURAL	Au carrefour du changement	25 000$
Saint-Léonard	SDC Jean-Talon	La revitalisation de la rue, une affaire de quartier	25 000$
Ville-Marie	SAESEM	Contrée secrète	20 000$
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	La ligue des droits	Droits en mouvement	20 000$

2- d'approuver les projets de convention à cet effet;

3- de désigner Mme Stéphanie Houle, directrice de la Direction projets programmes et systèmes au Service de la concertation des arrondissements, pour les signer pour et au nom de la Ville de Montréal;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-25 10:04

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1220005001**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes , Direction projets_programmes et systèmes
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 292 467 $, aux 10 organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. / Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Par ses politiques et ses programmes, la Ville de Montréal a notamment pour objectif d'améliorer la qualité des milieux de vie, de favoriser l'accès aux arts et à la culture, d'encourager l'engagement des citoyens dans l'amélioration de leur milieu, d'entretenir et d'embellir la ville et de soutenir et mettre en valeur la création artistique. Un de ces moyens passe par l'art mural.
À ce titre depuis 2009, la Ville finance la création de murales par l'entremise du Service de la concertation des arrondissements.

Depuis 2016, suite à une collaboration entre la Ville de Montréal (Service de la concertation des
arrondissements, Service de la culture et l'arrondissement de Ville-Marie) et le ministère de la Culture et des Communications, le Programme d'art mural comporte trois volets, correspondant chacun à une démarche et à des critères d'appréciation différents : Volet 2 : Murales de quartier – Service de la concertation des arrondissements, Volet 1 : Murales de grande visibilité et le volet 3 : Murales de la collection d'art public (concours séparé) - Service de la culture et le ministère de la Culture et des Communications).

Le volet 2 vise à:
• Favoriser une plus grande mobilisation et inclusion des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie au quotidien
• Prévenir le vandalisme
• Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais
• Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville
• Enrichir le patrimoine artistique public
• Embellir le paysage urbain par l'art
• Soutenir et mettre en valeur la création artistique

Le volet 2 est doté d'un budget d'environ 300 000 $ pour soutenir des projets à réaliser et soumis sur l'ensemble du territoire montréalais. Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi de 15 contributions financières pour les projets soumis dans le volet 2 du Programme d'art mural aux organismes suivants:

Arrondissement	Organisme	Nom du projet	Montant de la contribution octroyée
Ahuntsic-Cartierville	Prévention du Crime Ahuntsic	Maurice Richard 2.0	20 800$
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Côte-des-Neiges	Connexions	15 000$
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Côte-des-Neiges	Ensemble	15 000$
Lachine	MU	Secteur Duff Court	15 000$
LaSalle	A.G.C	LaSalle Elementary Senior	20 000$
Le Sud-Ouest	CICU	Les enjeux de la santé mentale	17 667$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	A.G.C	Parcours Âme	24 000$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	MU	Le droit des enfants	20 000$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	A.G.C	Souvenirs de quartier	12 000$
Montréal-Nord	KOLAB	Jeunes aujourd'hui, debouts demain!	23 000$
Rosemont-La Petite-Patrie	A.G.C	Parc de Gaspé	20 000$
Saint-Laurent	MURAL	Au carrefour du changement	25 000$
Saint-Léonard	SDC Jean-Talon	La revitalisation de la rue, une affaire de quartier	25 000$
Ville-Marie	SAESEM	Contrée secrète	20 000$
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	La ligue des droits	Droits en mouvement	20 000$

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions antérieures
CE21 0647 – 1 Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 290 747,44 $, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun des projets; 2- d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ; 3- de désigner M. Martin Savard, directeur du Service de la concertation des arrondissements, pour les signer pour et au nom de la Ville de Montréal; 4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

CE20 0764 – 1 -Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 311 200,06 $ aux organismes ci-après désignés et au montant en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - volet 2; 2- d'approuver les projets de convention entre la Ville et chacun des organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers; 3-d'autoriser la directrice du Service de la concertation des arrondissements à signer lesdites conventions pour et au nom de la Ville de Montréal; 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites

au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Le volet 2 du Programme d'art mural est axé sur la mobilisation des milieux et la prévention des graffitis. Il vise la réalisation de murales qui tiennent compte des besoins et des objectifs des communautés locales. Les projets doivent être conçus ou réalisés en impliquant des citoyens, des entreprises, des organismes ou des institutions locales, notamment par des activités de consultation, de médiation culturelle, de mobilisation ou d'éducation. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif et aux organismes publics ou parapublics autres que municipaux. Les projets doivent avoir obtenu l'appui de l'arrondissement concerné.
Le volet 2 est géré par le Service de la concertation des arrondissements. Le budget provient du Service de la concertation des arrondissements, auquel s'ajoute une contribution de l'arrondissement Ville-Marie pouvant aller jusqu'à 125 000 $ pour les projets proposés dans cet arrondissement.

Les contributions financières octroyées peuvent aller jusqu'à concurrence de 25 000 $ par projet et sont non récurrentes. La part de financement ne peut excéder 2/3, ou 66,7 %, du budget total du projet. Dans le cas des projets déposés dans Ville-Marie, le financement peut aller jusqu'à 100 % du coût des projets et jusqu'à concurrence de 98 000 $, la part de l'arrondissement étant incluse dans le programme. Cette contribution est réalisée à raison de 50 % de financement du Service de la concertation des arrondissements et 50 % de l'arrondissement Ville-Marie par projet.

Des 25 projets soumis au jury, 1 est recommandé dans l'arrondissement de Ville-Marie et 14 dans 11 autres arrondissements, pour un total de 15 projets.

Pour le volet 2, le montant total des contributions financières provenant du Service de la concertation des arrondissements est de 292 467 $. Le tableau suivant détaille l'attribution des fonds.

Les contributions financières, par organisme et arrondissement, se répartissent comme suit:

Arrondissement	**Organisme**	**Nom du projet**	**Montant de la contribution octroyée**
Ahuntsic-Cartierville	Prévention du Crime Ahuntsic	Maurice Richard 2.0	20 800$
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Côte-des-Neiges	Connexions	15 000$
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Prévention Côte-des-Neiges	Ensemble	15 000$
Lachine	MU	Secteur Duff Court	15 000$
LaSalle	A.G.C	LaSalle Elementary Senior	20 000$
Le Sud-Ouest	CICU	Les enjeux de la santé mentale	17 667$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	A.G.C	Parcours Âme	24 000$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	MU	Le droit des enfants	20 000$
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	A.G.C	Souvenirs de quartier	12 000$

Montréal-Nord	KOLAB	Jeunes aujourd'hui, debouts demain!	23 000$
Rosemont-La Petite-Patrie	A.G.C	Parc de Gaspé	20 000$
Saint-Laurent	MURAL	Au carrefour du changement	25 000$
Saint-Léonard	SDC Jean-Talon	La revitalisation de la rue, une affaire de quartier	25 000$
Ville-Marie	SAESEM	Contrée secrète	20 000$
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	La ligue des droits	Droits en mouvement	20 000$

À noter que pour l'arrondissement de Ville-Marie, l'arrondissement octroiera la somme de 20 000$ pour le projet recommandé.

JUSTIFICATION

En décembre 2021, un appel de projets pour les volets 1 et 2 du Programme d'art mural a été lancé. Dans le volet 2, 26 projets ont été déposés (dont 1 s'est avéré non admissible) pour un total de 25 projets conformes sur le plan administratif soumis au jury, dont 1 dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Les critères d'appréciation des projets du volet 2 étaient les suivants :
· Adéquation du projet avec les problématiques et les objectifs du milieu (30 %)
· Mobilisation des citoyens, des entreprises et des organismes locaux (25 %)
· Qualité du portfolio et de la démarche artistique proposée (20 %)
· Visibilité, accessibilité et problématique du mur ou du secteur visé (15 %)
· Faisabilité technique et financière du projet proposé (10 %)

Les projets ont été soumis à un jury composé de :
· Un expert en arts visuels
· Un représentant du milieu communautaire
· Un représentant en diversité sociale
· Un représentant en design urbain
· Un représentant du Service de la concertation des arrondissements de la Ville de Montréal
· Un représentant du Service de la culture de la Ville de Montréal
· Un représentant de l'arrondissement de Ville-Marie

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La provenance et l'imputation des crédits pour la dépense 292 467$ seront assurées à partir du budget de fonctionnement du Service de la concertation des arrondissements.

MONTRÉAL 2030

L'octroi de ce contrat s'inscrit dans les priorités du plan stratégique Montréal 2030 en contribuant à renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion tout en contribuant à améliorer la qualité des milieux de vie, à des quartiers plus vivants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les murales dans les 11 arrondissements auront un impact auprès des usagers puisqu'elles se déploieront sur des murs extérieurs et seront visibles de l'espace public pour les citoyens. Leur réalisation s'inscrit dans le cadre de besoins identifiés par les communautés concernées. Les citoyens, élèves, institutions et organisations locales sont fortement impliqués et

mobilisés dans les projets choisis. Par ailleurs, dans le contexte actuel et dès que les conditions le permettront, ces projets feront assurément du bien aux communautés impliquées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Comme les projets sont également élaborés en collaboration avec des organismes du milieu, et selon l'évolution des conditions sanitaires, une procédure de report de projet de l'année 2022 à l'année 2023 a également été annexée à chaque convention des organismes en cas de besoin. À noter que pour les inaugurations, celles-ci pourront être réalisées en « présentiel » ou de manière virtuelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les étapes subséquentes sont les suivantes:
· Signature des conventions : mai 2022
· Réalisation des murales : juin à novembre 2022
· Support de la Ville à la réalisation des projets : tout au long des projets
· Inauguration des projets de murales : été-automne 2022
· Réception de la part des organismes des bilans de projet : 30 novembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mustapha CHBEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-04-19

Fedwa-Rym LAHLOU
Conseillère en planification

Tél : 514 463-3049
Télécop. :

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets

Tél : 514.872.8900
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets
Tél :
Approuvé le : 2022-04-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2022-04-21

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- .
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Annexe 3
Procédure de report d'un projet

La Ville de Montréal est bien consciente que vous pourriez connaitre des enjeux dans la réalisation de votre projet cette année.

Si celui-ci ne peut être réalisé au courant de l'année (en été ou à l'automne), il pourra être reporté à l'année suivante en soumettant les informations suivantes :

- Une lettre ayant pour objet « *Report du projet de murale* » dans laquelle vous expliquez brièvement la situation rencontrée et demandez le report du projet et de la contribution financière de la Ville à l'année suivante ainsi que l'engagement de votre organisme à produire la ou les murales l'année suivante selon la convention signée.
- Un rapport d'étape (expliquez les démarches entreprises pour tenter de réaliser le projet cette année);
- Un bilan des dépenses engagées (s'il n'y en a pas juste le mentionner);
- Un budget incluant les montants perçus de l'arrondissement, de la Ville et des partenaires s'il y a lieu
- Une lettre d'engagement de l'artiste pour la réalisation de la murale l'année suivante
- Une ou des lettres de l'arrondissement et des partenaires mentionnant leur soutien au report du projet et le maintien de leur soutien pour l'année suivante.

Une fois les éléments demandés reçus, la Ville procédera à leur analyse et vous confirmera par écrit le report de votre projet.

ÉVALUATION DE RISQUE – CONTRAT

Complexité du processus de réalisation
Ce facteur traite de la complexité de la réalisation, par exemple le nombre de processus distincts en cause et les difficultés que présente chacun d'eux. Il est lié à la difficulté de réalisation et de vérification des caractéristiques du produit, du service ou des travaux définies dans les spécifications. La complexité de réalisation peut représenter un risque élevé de non-conformité, particulièrement si l'adjudicataire n'est pas en mesure de gérer ce type de complexité. À titre d'exemple les contrats pour l'acquisition des produits suivants correspondent à ce critère :

- *Tuyaux haute pression pour aqueduc;*
- *Habits de combat d'incendie;*
- *Supports à vélo design.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Seulement quelques processus simples requis;	0
Un nombre appréciable de processus simples requis;	2
Quelques processus complexes requis;	6
Un nombre appréciable de processus complexes requis;	8
Un grand nombre de processus complexes requis.	10

Historique des non-conformités de la nature du contrat
L'évaluation de ce facteur doit tenir compte, à la lumière des expériences passées, de l'importance des non-conformités rencontrées, de leur impact sur les utilisateurs ainsi que de la fréquence d'apparition des défauts. Ce critère vise à évaluer le risque posé par la nature du contrat et non par l'adjudicataire. Le domaine du vêtement, notamment, est souvent cité en exemple pour des produits comme les :

- *Uniformes;*
- *Gants de travail;*
- *Vêtements de travail généraux;*
- *Vêtements de protection;*
- *Chaussures de sécurité.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune expérience passée de non-conformité avec ce produit;	0
Peu de non-conformités ayant un impact limité sur les utilisateurs des produits;	2
Non-conformités occasionnelles ayant quelquefois un certain impact sur les utilisateurs des produits;	6
Non-conformités régulières ayant toujours un impact sur les utilisateurs des produits;	8
Non-conformités régulières des caractéristiques critiques et produits souvent non fonctionnels pour l'utilisateur.	10

Impact sur le citoyen
Ce facteur expose la relation entre les non-conformités des produits et la qualité du service offert au citoyen. Il tient aussi compte de l'image de la Ville. En général, les devis comportent des règles de sécurité et de prévention des accidents qui doivent être respectées avec rigueur par les adjudicataires.

- *Les activités de déneigement sont un exemple pertinent de ce type de dossier parce qu'elles entraînent plusieurs inconvénients ainsi que des dangers pour les citoyens, notamment les entraves à la circulation, les interdictions de stationner, le bruit des appareils quand les chargements sont effectués la nuit, etc.*
- *Le bac roulant est un autre exemple pertinent de ce type de dossier. Fourni au citoyen pour la cueillette des ordures et le recyclage, la qualité de ses composantes ainsi que sa vie utile ont un impact majeur sur le citoyen.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Non-conformités ayant peu ou pas d'impact sur la qualité des services offerts aux citoyens;	0
Non-conformités ayant quelquefois un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	2
Non-conformités ayant régulièrement un impact limité sur la qualité des services offerts aux citoyens;	6
Non-conformités ayant un impact considérable sur la qualité des services ou un impact limité sur l'image de la Ville auprès des citoyens;	8
Impossibilité de dispenser le service au citoyen à cause des non-conformités du produit ou impact considérable sur l'image de la Ville auprès des contribuables.	10

Impacts économiques
Ces considérations portent sur les conséquences économiques des défaillances et sur leurs conséquences. En plus des coûts de production ou d'installation, ces considérations incluent d'autres facteurs comme les frais relatifs aux responsabilités devant la loi, les garanties, les dédommagements, les réparations à pied d'œuvre ainsi que les arrêts de service à la suite de défaillances. Ces impacts économiques ne sont pas directement reliés à la valeur du contrat, mais aux conséquences des erreurs, aux réalisations incomplètes ou qui ne correspondent pas aux exigences de la Ville. Les exemples suivants peuvent être cités :

- *Services bancaires ou financiers;*
- *Consultation en estimation de projets;*
- *Services-conseil en finance ou en fiscalité;*
- *Services-conseil en actuariat;*
- *Production et envoi des comptes de taxe.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Entraîne des inconvénients ou des coûts négligeables;	0
Compromet dans une certaine mesure la qualité du service fourni par une installation;	2
Compromet de façon appréciable la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts appréciables;	6
Compromet sérieusement la qualité du service fourni par une installation et entraîne des coûts considérables;	8
Entraîne la perte totale des services fournis et des coûts importants.	10

Nouvelle technologie
L'utilisation de nouvelles technologies peu courantes à la Ville comporte des risques. Leur application dans le contexte municipal peut conduire à certains imprévus compte tenu des conditions particulières d'utilisation propre à ce milieu. Voici quelques exemples :

- *Peinture de signalisation à base d'eau;*
- *Nouveaux mélanges d'enrobés bitumineux.*

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Aucune nouvelle technologie;	0
Technologie éprouvée à l'exception de certains nouveaux éléments;	2
Mélange de nouvelle technologie et d'approche traditionnelle;	6
Nouvelle technologie à l'exception de certains éléments faisant appel à une technologie connue et traditionnelle;	8
Nouvelle technologie impliquant de nouvelles connaissances, de nouveaux processus et de nouveaux équipements.	10

Performance de l'adjudicataire.
Ce critère est le seul qui prend en considération la performance de l'adjudicataire. Le risque est considéré comme très élevé s'il est inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Énoncé du niveau de risque	Pointage
Adjudicataire non inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant;	0
Adjudicataire inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.	10

Résultat de l'évaluation de risques			
Dossier d'achat	Contributions financières à la production de murales	Date	6 avril 2022
Description	Réalisation de 15 projets dans 11 arrondissements		
Unité d'affaires	Service de la Concertation des arrondissements		
Responsable(s)	Fedwa Rym Lahlou		
Montant estimé $	292 467$		

Calcul du score total

Critères évalués	Pointage	Critères évalués	Pointage	
Complexité de réalisation	2	Nouvelle technologie	0	
Impact économique	0	Impacts sur le citoyen	0	
Historique des non-conformités de la nature du contrat	0	Performance de l'adjudicataire	0	
Total		+		= 2

Le dossier doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation de rendement si :

- Un pointage de 10 a été attribué à au moins un des critères
- Le pointage total est de 30 et plus

Signature Fedwa Rym Lahlou Nom Fedwa Rym Lahlou Poste Conseillère en planification

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :
Unité administrative responsable :
Projet :

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.* *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *1-Appropriation et valorisation des milieux de vie* *2-Maillage des acteurs communautaires, éducatifs et sociaux appuyé par une démarche inclusive et une mobilisation citoyenne.*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales		x	

• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de: . **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		x	
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **A.G.C. ART PUBLIC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1X6 agissant et représenté par Gavin MacGregor dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *LaSalle Elementary Senior*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *LaSalle Elementary Senior.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quatorze mille dollars (14 000$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille dollars (6000$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, QC H2W 1X6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Gavin Mac Gregor. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

A.G.C ART PUBLIC

Par : _____
Gavin MacGregor

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **A.G.C. ART PUBLIC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1X6 agissant et représenté par Gavin MacGregor dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Parc de Gaspé*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Parc de Gaspé.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quatorze mille dollars (14 000$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille dollars (6 000$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, QC H2W 1X6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Gavin Mac Gregor. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

A.G.C ART PUBLIC

Par : _____
Gavin MacGregor

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **A.G.C. ART PUBLIC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1X6 agissant et représenté par Gavin MacGregor dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Parcours Âme*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Parcours Âme.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-quatre mille dollars (24 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **seize mille huit cent dollars (16 800$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **sept mille deux cents dollars (7 200$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, QC H2W 1X6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Gavin Mac Gregor. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

A.G.C ART PUBLIC

Par : _____
Gavin MacGregor

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **A.G.C. ART PUBLIC**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1X6 agissant et représenté par Gavin MacGregor dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Souvenirs de quartier*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Souvenirs de quartier..***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de douze mille dollars (12 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **huit mille quatre cents dollars (8 400$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **trois mille six cents dollars (3 600$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 3790 boulevard Saint-Laurent, Montréal, QC H2W 1X6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Gavin Mac Gregor. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

A.G.C ART PUBLIC

Par : _____
Gavin MacGregor

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONVENTION INTERNATIONALE DE LA CULTURE URBAINE (CICU)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 994 rue Saint Ferdinand, Montréal, Québec, H4C 2T6 agissant et représenté par Melissa Proietti Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Les enjeux de la santé mentale*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Les enjeux de la santé mentale.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-sept mille six cent soixante sept dollars (17 667$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **douze mille trois cent soixante six dollars et quatre-vingt-dix cents (12 366,90$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **cinq mille dollars trois cents et dix cents (5 300,10$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 994 rue Saint Ferdinand, Montréal, Québec, H4C 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Melissa Proietti. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

CICU

Par : _____
Melissa Proietti, Présidente

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **KOLAB**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 8815 avenue du Parc, Montréal, Québec, H2N 1Y7agissant et représenté par Krzysztof Wilk, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Jeunes aujourd'hui, debouts demain!*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Jeunes aujourd'hui, de bouts demain!.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-trois mille dollars (23 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **seize mille cent dollars (16 100$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille neuf cent dollars (6 900$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 8815 avenue du Parc, Montréal, Québec, H2N 1Y7agissant et tout avis doit être adressé à l'attention de Krzysztof Wilk. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

KOLAB

Par : _____
Krzysztof Wilk

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 105-469 rue Jean-Talon Ouest, Montréal, Québec, H3N 1R4 agissant et représenté par Catherine Descoteaux dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Droits en mouvements*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Droits en mouvements.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quatorze mille dollars (14 000$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille dollars (6 000$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 105-469 rue Jean-Talon Ouest, QC H3N 1R4 et tout avis doit être adressé à l'attention de Catherine Descoteaux. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Par : _____
Catherine Descoteaux

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MU**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 71 boulevard de Maisonneuve Est #1, Montréal, Québec, H2X 1J6 agissant et représenté par Elizabeth-Ann Doyle dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Les droits des enfants*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Les droits des enfants.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quatorze mille dollars (14 000$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille dollars (6 000$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 71 boulevard de Maisonneuve Est #1, Montréal, QC, H2X 1J6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Elizabeth-Ann Doyle. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

MU

Par : _____
Elizabeth-Ann Doyle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MURAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 4200 boulevard Saint-Laurent #288, Montréal, Québec, H2W 2R2 agissant et représenté par Pierre-Alain Benoît, Directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Au carrefour du changement*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Au carrefour du changement.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **dix-sept mille cinq cents dollars (17 500$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **sept mille cinq cents dollars (7 500$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 4200 boulevard Saint-Laurent #288, Montréal, QC, H2W 2R2 et tout avis doit être adressé à l'attention de Pierre-Alain Benoît. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

MURAL

Par : _____
Pierre-Alain Benoît, Directeur

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MU**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 71 boulevard de Maisonneuve Est #1, Montréal, Québec, H2X 1J6 agissant et représenté par Elizabeth-Ann Doyle dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Secteur Duff Court*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Secteur Duff Court.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze t mille dollars (15 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **dix mille cinq cents dollars (10 500$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **quatre mille cinq cents dollars (4 500$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 71 boulevard de Maisonneuve Est #1, Montréal, QC, H2X 1J6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Elizabeth-Ann Doyle. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

MU

Par : _____
Elizabeth-Ann Doyle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION DU CRIME AHUNTSIC-CARTIERVILLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 1405 boulevard Henri-Bourassa Ouest, suite 004, Montréal, Québec, H3M 3B2, agissant et représenté par Leonardo Fiore, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Maurice Richard 2.0*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Maurice Richard 2.0.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille huit cents dollars (20 800$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quatorze mille cinq cent soixante dollars (14 560$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille deux cent quarante dollars (6 240$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 1405 boulevard Henri-Bourassa Ouest, suite 004, Montréal, Québec, H3M 3B2 et tout avis doit être adressé à l'attention de Leonardo Fiore. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

PRÉVENTION DU CRIME AHUNTSIC-CARTIERVILLE

Par : _____
Leonardo Fiore

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION CDN-NDG** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représenté par Camille Vaillancourt, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Connexions*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Connexions.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **dix mille cinq cents dollars (10 500$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **quatre mille cinq cents dollars (4 500$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Camille Vaillancourt. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

PRÉVENTION CDN-NDG

Par : _____
Camille Vaillancourt

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION CDN-NDG** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2T6 agissant et représenté par Camille Vaillancourt, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Ensemble*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Ensemble.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **dix mille cinq cents dollars (10 500$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **quatre mille cinq cents dollars (4 500$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention de Camille Vaillancourt. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

PRÉVENTION CDN-NDG

Par : _____
Camille Vaillancourt

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ POUR L'ACTION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTRÉAL (SAESEM)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 1240 rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2E5 agissant et représenté par Catherine Martel, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *Contrée secrète*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *Contrée secrète.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la

disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt mille dollars (20 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quatorze mille dollars (14 000$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **six mille dollars (6 000$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 1240, rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2E5 et tout avis doit être adressé à l'attention de Catherine Martel. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

SAESEM

Par : _____
Catherine Martel, Directrice

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LA RÉALISATION DE MURALES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, agissant et représentée par Stéphanie Houle, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SDC JEAN-TALON**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse est 6020 rue Jean-Talon Est #180, Montréal, Québec, H1S 3B1 agissant et représenté par Pierre Frisko, Directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme d'art mural, volet 2 pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son **Projet de murale *La revitalisation de la rue, une affaire de quartier*** en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : procédure de report

2.4 « Annexe 4 » : Note explicative de l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV)

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : Stéphanie Houle, Directrice ou son représentant autorisé;

2.9 « **Unité administrative** » Service de la concertation des arrondissements

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le **Projet de murale *La revitalisation de la rue, une affaire de quartier.***

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable au plus tard le **30 novembre 2022, 17h**. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Conditions spéciales

4.8.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé et l'esquisse de la murale;

4.8.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.9.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50%) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, **la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000$)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **dix-sept mille cinq cents dollars (17 500$) représentant 70% de la somme totale** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement au montant de **sept mille cinq cents dollars (7 500$) représentant 30% de la somme totale** dans les trente (30) jours suivant la date de dépôt du bilan final du projet fixé le 30 novembre 2022 et validation de la conformité de celui-ci.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète
La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité
Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation
Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme
L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention
Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction
La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés
La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession
Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile
Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 6020 rue Jean-Talon Est #180, Montréal, QC, H1S 3B1 et tout avis doit être adressé à l'attention de Pierre Frisko. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 425, Place Jacques-Cartier, Montréal (Québec) H2Y 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphanie Houle, Directrice

Le .....e jour de 2022

SDC JEAN-TALON

Par : _____
Pierre Frisko, Directeur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1220005001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction projets_programmes et systèmes , Direction projets_programmes et systèmes
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales dans le cadre du Programme d'art mural - VOLET 2, totalisant la somme de 292 467 $, aux 10 organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. / Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1220005001 Art mural.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0470

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.054

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228468001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 28e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé:
1- d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 28e édition de la Conférence de Montréal;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée à 80% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-25 10:08

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228468001**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 28e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1995, la CdeM est une rencontre de leaders mondiaux qui a pour but de favoriser une meilleure compréhension des grands enjeux internationaux. Dans les éditions présentielles avant pandémie, elle a accueilli annuellement plus de 250 conférenciers et plus de 5 000 participants, dont une partie importante en provenance de l'étranger. En 2021 lors de sa première édition hybride, la participation (virtuelle et présentiel ensemble) a augmenté à 12 000 personnes. Les thèmes principaux abordés sont l'économie, la finance, le commerce, l'énergie et les infrastructures.
La Ville de Montréal appuie financièrement cet événement depuis 2010. En 2019 et 2020, la contribution a été de 130 000 $ par an, et 140 000$ en 2021, ces contributions ont représenté entre 4% et 5% du budget de l'événement. En outre, le FÉIA bénéficie de la contribution de partenaires gouvernementaux comme le Canada (525 000 $ par année entre 2019-2021), le Québec (400 000 $ par année entre 2021-2023) ainsi que d'organisations publiques (CDPQ, AMF, etc.) et privées (Power Corporation, BMO, etc.). Le 21 février 2022, l'Institut international d'études administratives de Montréal, aussi connu comme le Forum économique international des Amériques (FÉIA), a soumis au SDÉ une demande de contribution financière d'un montant de 150 000$ pour la réalisation de la 28e édition de la Conférence de Montréal, du 11 au 13 juillet 2022.

En 2022, le thème principal de la conférence sera "*Mener la transition vert¨* . Le programme préliminaire est en construction. La Ville est invitée à s'impliquer dans le contenu de deux panels en lien avec l'économie circulaire et la transformation numérique appliquée à des enjeux d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE CG 21 0476 - 26 août 2021
Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 27e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE 20 1279 - 19 août 2020
Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 130 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 26e édition de la Conférence de Montréal.
CE19 0925 - 5 juin 2019
Accorder un soutien financier de 130 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal inc. pour l'organisation de l'édition 2019 de la Conférence de Montréal;
CE18 0942 – 30 mai 2018
Adopter le plan d'action en Affaires économiques internationales, un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal » ;
CG18 0245 – 26 avril 2018
Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022 ;
CE18 0491 – 28 mars 2018
Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.

DESCRIPTION

La CdeM, organisée annuellement depuis 1995, est une rencontre de leaders mondiaux à Montréal, ayant pour but de favoriser une meilleure compréhension des grands enjeux internationaux. La CdeM veut faciliter les échanges internationaux, permettre la conclusion d'ententes, fournir des occasions d'affaires et d'offrir une information privilégiée qui permette de prendre de bonnes décisions en lien avec les grands enjeux économiques actuels. Les thèmes principaux abordés lors de la CdeM sont: l'économie, la finance, le commerce, l'énergie et les infrastructures. En 2020, lors de sa première édition virtuelle, la CdeM a accueilli plus de 210 conférenciers et plus de 5 500 délégués de partout à travers le monde. Par la suite, en 2021, lors de sa première édition hybride, la CdeM a accueilli plus de 12 000 participants, et a été visionnée virtuellement près de 1 000 000 de fois, ce qui démontré son élevée capacité de rayonnement.
Le FÉIA bénéficie de la contribution et de la notoriété de partenaires comme le Gouvernement du Canada, le Gouvernement du Québec, les universités montréalaises et leurs écoles affiliées, ainsi que d'entreprises privées telles que Power Corporation et la Banque de Montréal (BMO).

Lors des six (6) dernières éditions, la contribution financière de la Ville a été partagée entre le Service du développement économique (SDÉ - 75%) et le Bureau des relations internationales (BRI -25%). Pour l'édition 2021, et celle qui s'en vient en 2022,les deux unités ont convenu de la répartition suivante :

- SDE : 80%
- BRI : 20%

Le soutien financier permettra d'obtenir les bénéfices suivants :

1. Visibilité : logo de la Ville et mention du soutien de la Ville dans les outils de communication de l'événement, le programme officiel, les communiqués de presse, etc.

2. Organisation de 2 panels du type Ted Talk et table ronde sur l'économie circulaire et les villes numériques

3. Accès à la CdeM et à ses événements privés :

- 40 passes régulières pour les startups et entreprises à forte croissance lors de la CDM (lunchs selon disponibilités);

4. Les entreprises montréalaises pourront bénéficier de mises en réseau via des activités de maillage et des rencontres B2B. 50 rencontres bilatérales prévues

5. La Mairesse de Montréal sera invitée à la séance inaugurale.

6. Une table de 10 personnes à chacun des déjeuner causeries sera réservée pour la Ville;

Le format de l'événement privilégié à date est un format hybride. Le thème pour cette édition est "Mener la transition verte. Les panels et conférences qui seront organisées porteront notamment sur l'environnement, le Capitalisme responsable, les bonnes pratiques pour une transition écologique réussite et le développement durable.

Les grandes lignes du budget de l'événement sont :

Partenaires financiers impliqués	Format hybride	Soutien / Projet global
Ville de Montréal	140 000 $	5%
Gouv. Québec	400 000 $	14%
Gouv Fédéral	525 539 $	19%
Autres partenaires (privés, mixtes)	1 732 961 $	92%
Revenus anticipés	**2 798 500 $**	

JUSTIFICATION

Depuis sa fondation en 1995 la CdeM s'est positionnée comme un événement de prestige à portée internationale qui vise plutôt une clientèle formée de dirigeants économiques et politiques, acteurs publics, et haut représentants d'organismes sectoriels. La CdeM est notamment bien réseautée dans les milieux économiques et financiers, en particulier dans les organisations régionales et internationales à vocation économique comme le FMI, la Banque Mondiale, l'OCDE, etc. Elle a réussi à attirer des conférenciers de prestige comme Christine Lagarde, ancienne Directrice du FMI, Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale des États Unis, ou Ban ki Moon, ancien secrétaire général de l'ONU. En 2021, Mark Carney, ex-gouverneur de la Banque du Canada, a pris la parole sur le thème de la transition écologique.
La CdeM s'est ouverte au fil des ans, à l'instar de l'évolution dans les organisations internationales et les entreprises multinationales, à une mondialisation plus maîtrisée, centrée notamment sur l'importance des institutions et qui tienne davantage compte des enjeux comme la croissance inclusive, la finance durable ou la transition énergétique et écologique. En outre, si la clientèle visée est d'abord issue de grandes entreprises ou organisations, le SDÉ insiste pour que la CdeM se penche davantage sur les priorités découlant de notre stratégie de développement économique ainsi que sur les enjeux touchant le tissu industriel montréalais, soit les PME et également les startups. La CdeM a déployé certains efforts en ce sens, permettant notamment, lors des dernières éditions, la présentation de contenu lié au financement des startups, le virage numérique et la relance du centre ville, entre autres.

En bref, la CdeM représente une bonne occasion de dialogue entre des visions différentes de la mondialisation et une tribune pour la Ville de Montréal pour faire valoir ses orientations locales et internationales dans le domaine du développement économique et de la transition écologique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier soit une somme de 140 000 $ est prévu au budget du Service du développement économique - Plan d'action en Affaires économiques

internationales (enveloppe de 150 M$) pour une somme de 112 000 $, et au budget du Bureau des relations internationales (BRI) qui assumera, à même son budget de fonctionnement, un montant de 28 000 $, équivalent à 20% de la contribution. Les crédits nécessaires pour cette dépense sont inclus dans le budget 2022 du BRI. Étant une unité de soutien, la participation de l'agglomération se fait via un frais d'administration.
Cette dépense n'entraîne donc aucune charge supplémentaire.

Le tableau ci-joint présente les versements annuels en fonction des sources de financement :

Source	Année		Total
	2022	2023	
SDÉ - Enveloppe 150 M$ (Réflexe)	100 000 $		100 000 $
BRI – budget régulier	28 000 $		28 000 $
Enveloppe 150 M$ (Réflexe)		12 000 $	12 000 $
Total	**128 000 $**	**12 000 $**	**140 000 $**

Le présent dossier concerne une dépense mixte dont 80 % sera assumée par l'agglomération en vertu des compétences en matière d'aide destinée spécifiquement à une entreprise. Le budget global du projet est de 2 798 500$. La contribution indiquée ci-haut représente 5% de ce montant.

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme au cours des trois (3) dernières années dernières, se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2022	Soutien Ville / projet global
		2019	2020	2021		
Institut international d'études administratives de Montréal	28e édition de la Conférence de Montréal	130 000 $	130 000$	140 000 $	**140 000 $**	5 %

Le tableau des soutiens versés à cet organisme par toute unité d'affaires de la Ville depuis 2017 est en Pièces Jointes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques, plus particulièrement des engagements relatifs aux priorités 4, 16 et 20 qui vise à ¨ (voir Pièces jointes).
Concernant les aspects d'équité référents à l'évaluation ADS+, nous avons sollicité aux organisateurs d'intégrer des volets où les petites et moyennes entreprises (PME) participent activement du contenu de l'événement (activités de financement de jeunes pousses, contacts entre les PME et des investisseurs de capitaux de risque et volet de rencontres d'affaires personnalisées et B2B).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution se veut un soutien à un événement important, contribuant au rayonnement de Montréal à l'étranger, et permet à la Ville d'y contribuer par l'organisation de deux activités répondant à ses préoccupations.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les organisateurs ont pris les mesures nécessaires pour développer un événement hybride, en assurant une diffusion en présidentiel et en virtuel. Si jamais la pandémie empêche de tenir des rassemblement en présidentiel, l'impact sur la tenue de l'événement serait mineur

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Au cours des dernières années, le Maire ou la Mairesse de Montréal ont été invités à prendre la parole lors de l'ouverture officielle de la Conférence. Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire, tel que décrit à l'annexe 2 de la convention de contribution financière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les étapes subséquentes sont:

- juin 2022 : présentation du programme final et du plan de rencontres bilatérales et programme préliminaire
- juillet 2022 : tenue de l'événement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas MARINO
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-2427
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Valérie POULIN
Chef de division

Tél : 514 872-7046
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-04-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228468001*
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : *Conférence de Montréal 2022*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

—

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;

16. Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole;

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Des discussions en matière d'investissement en économie circulaire, où des acteurs montréalais et internationaux proposeront des idées pour que les entreprises en ce domaine soient rentables et prospères, pourront permettre à la Ville d'identifier des programmes et politiques pour développer ce créneau et mesurer son vrai apport à l'économie locale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Sommaire | Détail | Tableau GDD

Nom fournisseur | No fournisseur | Unité d'affaires | Exercice | No résolution

				2017	2018	2019	2020	2021
Totaux				**90 000,00**	**3 851,11**	**130 000,00**	**130 000,00**	**138 000,00**
Institut International D'Etudes	108465	Bilan	-	-	3 851,11	-	-	-
		Développement économique	-	90 000,00	-	130 000,00	97 500,00	110 000,00
		Direction générale	-	-	-	-	32 500,00	28 000,00
			-	-	3 851,11	-	-	-

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038 (Codification administrative)

***MISE EN GARDE** : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021
(18-038, modifié par 18-038-1, 18-038-2)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 18 juin 2018, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :

a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;

b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);

d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;

e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;

f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);

g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;

h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;

i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;

j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : désigne, selon le cas :

a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;

c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;

12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

_____

18-038, a. 1; 18-038-1, a. 1.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

18-038, a. 2.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

_____

18-038, a. 3; 18-038-1, a. 2.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

_____

18-038, a. 4.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

_____

18-038, a. 5; 18-038-1, a. 3.

5.1. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

_____

18-038-1, a. 4.

SECTION II
COMMUNICATIONS

_____
18-038; 18-038-1, a. 5.

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

_____
18-038; 18-038-1, a. 6.

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

_____
18-038, a. 6; 18-038-1, a. 7.

7. *[Abrogé]*.

_____
18-038, a. 7; 18-038-1, a. 8.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

_____
18-038, a. 8; 18-038-1, a. 9.

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

_____

18-038, a. 9; 18-038-1, a. 10.

10. Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

_____

18-038, a. 10; 18-038-1, a. 11.

11. Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

_____

18-038, a. 11; 18-038-1, a. 12.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

_____

18-038, a. 12.

13. Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

_____

18-038, a. 13; 18-038-1, a. 13.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES

_____

18-038; 18-038-1, a. 14.

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

_____

18-038, a. 14; 18-038-1, a. 15.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE

_____

18-038; 18-038-1, a. 16.

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

_____

18-038, a. 15; 18-038-1, a. 17.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

_____

18-038, a. 16; 18-038-1, a. 18.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

_____
18-038, a. 17; 18-038-1, a. 19.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

_____
18-038, a. 18.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

_____

18-038, a. 19.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

_____

18-038, a. 20.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

_____

18-038, a. 21; 18-038-1, a. 20.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____
18-038, a. 22; 18-038-1, a. 21.

23. *[Abrogé]*.

_____
18-038, a. 23; 18-038-1, a. 22.

24. La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;

2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :

a) 10 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 $;

b) 50 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 $;

c) 100 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 $;

d) 200 000 $, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 $ ou plus;

3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

_____
18-038, a. 24; 18-038-1, a. 23; 18-038-2, a. 1.

24.1. La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;

2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;

3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;

4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

_____

18-038-1, a. 24.

24.2. La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;

2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;

3° les conséquences de la contravention pour la Ville;

4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;

5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

_____

18-038-1, a. 24.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

_____

18-038, a. 25.

25.1. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

_____

18-038-1, a. 25.

25.2. Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

_____

18-038-1, a. 25.

26. *[Abrogé]*.

_____

18-038, a. 26; 18-038-1, a. 26.

27. *[Abrogé]*.

_____

18-038, a. 27; 18-038-1, a. 26.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

_____

18-038, a. 28.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l’utilisation d’un progiciel ou d’un logiciel :

a) d’assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d’auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d’exécuter des travaux d’enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d’installations d’aqueduc, d’égout, d’électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d’huile ou d’autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l’entretien d’équipements spécialisés parce qu’elle les a fabriqués ou parce qu’elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d’exécuter des travaux sur l’emprise d’une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu’une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

_____

18-038, a. 29.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d’un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d’un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;

5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

_____

18-038, a. 30; 18-038-1, a. 27.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

_____

18-038, a. 31; 18-038-1, a. 28.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

_____

18-038, a. 32; 18-038-1, a. 29.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

_____

18-038; 18-038-1, a. 30.

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

18-038, a. 33.

34. La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

_____

18-038, a. 34; 18-038-1, a. 31.

CHAPITRE V.1
MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC

_____

18-038-2, a. 2.

34.1. Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

_____

18-038-2, a. 2.

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

_____

18-038, a. 35.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

_____

18-038, a. 36.

ANNEXE 1
ENGAGEMENT SOLENNEL

_____

Cette codification du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- *18-038-1 Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 23 mars 2020;*
- *18-038-2 Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 14 juin 2021.*

ANNEXE 1

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

_____

Signé à _____, le _____

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
GDD 1228468001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Dominico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES DE MONTRÉAL INC**., personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le est 2075, boulevard Robert-Bourassa, bureau 1701, Montréal, Québec, H3A 2L1, agissant et représentée par M Nicholas Rémillard, Président et Chef de la direction, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 140446923 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1017654787 TQ0001

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer la connaissance des grands enjeux de la mondialisation des marchés, en mettant l'accent sur les relations entre les Amériques et les autres continents. La Conférence vise aussi à faciliter les rencontres pour développer les échanges internationaux et les occasions d'affaires, en invitant des chefs d'État, des gens d'affaires, des membres de gouvernements, des délégations internationales, des universitaires et des gens de la société civile;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que

les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville..

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que

les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande,

tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent quarante mille dollars (140 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de **vingt-huit mille dollars (28 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de **cent mille dollars (100 000 $),** dans les trente (30) jours suivant la réception à la satisfaction du Responsable, du programme préliminaire du Projet et du plan de réalisation des rencontres bilatérales entres des entreprises montréalaises et étrangères, lesquels documents sont à remettre 45 jours de calendrier avant la date prévue de l'événement ;

- et un troisième versement au montant de **douze mille dollars (12 000 $)**, dans les trente (30) jours suivant la réception à la satisfaction du Responsable du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du

Projet, lesquels sont à remettre dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'Organisme.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **30 avril 2023**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** »)

appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2075, boulevard Robert-Bourassa, bureau 1701, Montréal, Québec, H3A 2L1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président et Chef de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2,, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Dominico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES DE MONTRÉAL INC.

Par : _____
M Nicholas Rémillard, Président et Chef de la direction

Cette Convention a été approuvée par le par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de……. 2022 (Résolution : CG22 ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

La 28e édition de la Conférence de Montréal portera sur le thème «Mener la Transition Verte» L'événement consiste à organiser des conférences et des panels sur différents thèmes d'actualité de l'économie et la politique mondiales, ainsi que des rencontres d'affaires. Parmi les thèmes abordés, il y aura par exemple: le capitalisme responsable, l'environnement et l'économie de la post-pandémie. Pour cette édition, l'Organisme renforcera la place du volet maillages d'affaires et rencontres B2B.

Pour la 28e édition, ces activités seront réalisées en mode présentiel ou hybride selon l'évolution du contexte de la pandémie de COVID-19. Les déjeuners-causeries et les déjeuners de travail, dans un scénario virtuel, auront le même objectif, mais n'incluront pas les volets logistiques propres à une activité présentielle (repas, etc.).

Utilisation des fonds
Les sommes de la présente contribution financière de la Ville devront être utilisées uniquement pour la planification et la réalisation du Projet.

Les **indicateurs de performance** sont, pour l'événement dans son ensemble:

Indicateurs	Cibles	
	Présentiel	**Hybride**
Nombre d'entreprises montréalaises ou organisations internationales basées à Montréal bénéficiaires d'au moins une rencontre avec un collaborateur potentiel étranger	50	50
Nombre de conférenciers étrangers	30	50
Nombre de pays représentés	50	60
Nombre de participants étrangers	1 000	1 200
Nombre de dirigeants de PME montréalaises ayant assisté à l'événement	75	100
Nombre de mentions de l'événement dans des médias canadiens hors-Québec	100	100
Nombre de mentions de l'événement dans des médias étrangers	100	100
Portée média totale	50 millions de personnes	50 millions de personnes

En ce qui a trait aux activités à être organisées pour la Ville de Montréal, il y aura 2 panels du type Ted Talk et table ronde sur l'écosystème entrepreneurial et sur un autre secteur prioritaire pour le SDÉ.

La Mairesse de Montréal sera invitée à la séance inaugurale ainsi qu'à plusieurs activités avec des conférenciers et des invités internationaux de renom.

Résumé d'engagements de la part de la Conférence de Montréal:

Déjeuners de travail, sessions et événements privés
● 40 passes régulières pour la CDM (lunchs selon disponibilités); ● CDM - Invitation (s) aux tables d'honneur (et/ou activités privées virtuelles) : ● Si le format est présentiel ou hybride : ○ 1 table de 10 places à chaque déjeuner-causerie; ○ 1 place à la table d'honneur du déjeuner-causerie de la journée inaugurale; ○ 1 place à la table d'honneur du déjeuner-causerie la journée de l'activité présentée par le commanditaire; ● Éléments de visibilité des partenariats gouvernementaux (logo de la Ville et indication du partenariat dans les bannières, site web et tout publicité)
Événements spéciaux et prises de parole, réseautage et communication d'entreprise
● Invitation à présenter deux panels sur des thématiques d'intérêt de la Ville; ● Accès au service personnalisé de relations médias et au salon de presse; ● Maillage et possibilités de rencontres bilatérales avec les conférenciers et partenaires selon les intérêts et objectifs du partenaire.

- Mise en place de tous les aspects liés au protocole de visibilité en vigueur à la Ville.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1 Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.
- Joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans la section 2.2 du présent protocole, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228468001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 28e édition de la Conférence de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE -1228468001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Christian VÉZINA
Chef de division
Tél : (438) 923-3561
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.055

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227317011

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation du 30 juin au 9 juillet de la 42e édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM). Approuver des projets de conventions à cet effet.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation du 30 juin au 9 juillet de la 42e édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM);
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.
4. d'approuver un projet de convention de soutien technique entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de ce soutien technique.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 11:06

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227317011**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation du 30 juin au 9 juillet de la 42e édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM). Approuver des projets de conventions à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu des enjeux liés à la pandémie, le Festival International de Jazz de Montréal souhaite continuer à contribuer activement à la relance culturelle et économique de Montréal. L'organisme Festival International de Jazz de Montréal inc. agit dans le but de promouvoir toutes les musiques liées au jazz, de favoriser sa diffusion et de stimuler la circulation des artistes du monde entier, et a aussi pour mission de contribuer à la qualité de vie des Montréalais.es, à la notoriété internationale de leur ville et à son développement culturel, économique et touristique.
Le soutien financier à l'organisme reste essentiel pour poursuivre de façon pérenne sa mission qui demeure, entre autres, de contribuer à la qualité de vie des Montréalais.es et continuer de positionner et renforcer Montréal comme « Ville de festivals ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0755 - 17 juin 2021 - Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation de la 41ième édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM) 2021. Approuver des projets de conventions à cet effet.
CM20 0646 - 16 juin 2020 - Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ à Festival International de Jazz de Montréal inc. pour soutenir l' édition du Festival international de jazz de Montréal 2020 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM19 0886 - 19 août 2019: Accorder un soutien financier de six cent quarante mille dollars (640 000 $) à l'organisme Festival International de Jazz de Montréal Inc. pour soutenir la 40e édition du Festival international de jazz de Montréal 2019 (incluant 40 000 $ pour le nouveau projet "Hub du festival" à Verdun) / Approuver un projet de protocole financier à cette fin / Approuver un protocole de soutien technique (d'une valeur de 420 000 $) / Autoriser un virement budgétaire de 40 000 $ en provenance des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de la culture.

CA19 210061 - 2 avril 2019 - Accorder une contribution financière de 25 000 $ (non taxable), au Festival International de Jazz de Montréal - Édition 2019, et ce, dans le cadre de l'implantation d'un «Site de quartier» sur le territoire de l'arrondissement de Verdun.

CM17 1266 - 25 septembre 2017 - Adopter le Règlement sur la subvention relative à la mise à niveau numérique des salles de spectacle, dans le cadre de l'Entente MCC/Ville 2016-2017.

DESCRIPTION

Le Festival International de Jazz de Montréal (FIJM ou le Festival) est le plus grand événement culturel montréalais et l'un des plus importants au monde dans son domaine, représentant un véritable moteur pour la scène culturelle nationale notamment grâce à ses quatre décennies d'expérience et d'engagement artistique auprès de la communauté canadienne.

Chaque été, le FIJM fait vibrer la métropole en accueillant, durant une dizaine de jours, une programmation de milliers d'artistes à travers des concerts répartis sur une quinzaine de scènes extérieures gratuites sur l'ensemble du territoire montréalais et dans près d'une quinzaine de salles de diffusion du centre-ville.

L'édition 2020 du Festival s'est tenue entièrement en numérique, les événements de grande envergure en présentiel n'étant pas autorisés par les autorités publiques.

Lors de l'édition 2021, le Festival a dû s'ajuster une nouvelle fois aux mesures gouvernementales en vigueur en mettant en place un protocole sécuritaire pour les employés et les publics, lors des événements en salle et en extérieur. Cela consistait en outre à la mise en place de zones ne dépassant pas les ratios de 500 personnes, une surveillance accrue, l'achat de matériel sanitaire, la prise en charge du passeport vaccinal, l'adaptation de la scénographie du Festival pour la rendre sécuritaire, le tout en adéquation avec les annonces de la santé publique.

La programmation de la 42e édition du FIJM présentera une grande variété de talents, découvertes et styles musicaux à travers un large registre musical allant du jazz, R&B, indie, électro, classique à la musique du monde.

Le Festival brillera pendant 10 jours du 30 juin au 9 juillet au Quartier des spectacles avec sa programmation éclectique, misant sur la diversité et l'innovation des artistes locaux comme internationaux. Sur son site extérieur comme en salle, la programmation illustrera un futur prometteur grâce à un repositionnement progressif.

La soirée d'ouverture de la 42e édition du FIJM donnera le ton avec pour tête d'affiche l'artiste internationale Tash Sultana. D'autres noms s'ajoutent à la programmation tels que Badbadnotgood ou encore une The Roots et le fabuleux duo que forment les sœurs Ibeyi.

Les spectacles intérieurs ne seront pas en reste puisque les performances payantes en salle apporteront une réelle valeur ajoutée à la programmation. Les performances seront optimisées pour les salles et viseront les publics qui souhaitent profiter d'un spectacle dans le confort d'une salle. Citons parmi les projets phares un spectacle hommage à Oliver Jones ou encore une performance de la reine de la soul Ranee Lee pour un hommage swing à Céline Dion.

JUSTIFICATION

Le FIJM contribue au bien-être des citoyens en créant un lieu festif et rassembleur offrant une foule d'activités musicales et artistiques stimulantes transformant, le temps de quelques jours, le centre- ville de Montréal en un lieu de festivités où il fait bon vivre, et ce, dans le respect des mesures sanitaires : la réunion des spectateurs heureux de se retrouver, fébriles de célébrer ensemble et de découvrir ou redécouvrir la diversité de l'offre du centre-ville. Dans ce contexte, la Ville de Montréal affiche sa volonté de renouveler son appui financier à l'organisme, pour lui permettre de consolider ses activités et de permettre la présentation

d'un festival de qualité.

De plus, de façon générale, l'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.

Avec sa programmation renouvelée, le Festival International de Jazz de Montréal a pour objectif de :

- Stimuler l'activité culturelle et économique et préparer la relance;
- Soutenir l'écosystème musical, culturel et touristique;
- Demeurer un moteur créatif et économique malgré la crise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Unité d'affaires	# Résolution	2019	2020	2021
Culture	CM19 0886	640 000 $		
	CM20 0646		600 000 $	
	CM21 0755			600 000 $
Verdun	CA19 210061	25 000 $		
Total	**Total**	**665 000 $**	**600 000 $**	**600 000 $**

Le coût total maximal de cette contribution financière de 600 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

La contribution de 600 000 $ en 2021, représentait 8,06 % du budget déposé par l'organisme de 7 443 375 $.

Pour 2022, la contribution de 600 000 $ représente 3,13 % du budget déposé par l'organisme de 19 167000 $. Un protocole de soutien technique (d'une valeur estimé d'un maximum de 250 000 $) doit être soumis et fait l'objet d'une décision du conseil municipal de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal. Plus précisément, ce soutien financier suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité* à travers les priorités no. *14: Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité* . Pour ce faire, le festival veut faire vivre une expérience extérieure aux montréalais et aux touristes en profitant des installations, des commerces et restaurants limitrophes grâce à la capacité attractive de leur site extérieur et de leur programmation en salle. La seconde priorité est le no.*15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire* . En programmant des artistes d'ici et d'ailleurs, le festival international de Jazz de Montréal offre de la visibilité aux artistes locaux en bénéficiant de la notoriété des artistes internationaux, tout en offrant un divertissement aux participants de cette grande fête de la musique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Suite au dernier décret émis par le gouvernement provincial, les mesures sanitaires directement en lien avec les événements publics extérieurs et intérieurs ont toutes été levées. Le port du masque reste obligatoire dans certains cas. Nous resterons à l'affût des directives des autorités de santé publique.
Cependant, si d'autres annonces du gouvernement venait à ajouter des mesures sanitaires ou interdire certaines activités, la Ville de Montréal et l'organisme pourraient, au besoin, convenir d'ajustements, de modifications ou d'annulation, et ce conformément à la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune activité de communication n'est prévue dans le cadre de ce projet.
Chaque organisme doit souligner la contribution de la Ville dans ses documents de promotion comme indiqué dans le protocole de soutien financier (annexe 2 - Protocole de visibilité).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure les conventions requises avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois GENDRON-BUSSIERES
agent(e) de developpement culturel

Tél : 514 285-3803
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
Directeur, Direction Cinéma-Festivals-Événements
Tél : 514-809-3070
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominique GAZO
directeur(trice) - bibliothèques

Tél : 514.872.9258
Approuvé le : 2022-04-25

BUDGET PRÉVISIONNEL
Présenté à la Ville de Montréal

	Édition 2022
	$
PRODUITS	Montant confirmé
Subventions Fédérales	
Développement économique Canada - Programme régulier (PDEQ)	687 000
Patrimoine canadien	800 000
	1 487 000
Subventions Provinciales	
Secrétariat à la région métropolitaine	500 000
SODEC	300 000
Tourisme Québec - Volet 1	1 000 000
Ministère de la Culture et des Communications	177 000
	1 977 000
Subventions Municipales	
Ville de Montréal	600 000
	600 000
Sous-total contributions publiques	**4 064 000**
Autres contributions	
Musicaction - Axe 1 Fonds d'urgence pour le secteur canadien de la musique	100 000
Musicaction - Événement au Canada	20 000
Société de développement commercial - Montréal centre-ville	25 000
Tourisme Montréal	100 000
Sous-total autres contributions	**245 000**
Commandites corporatives	
Commandites en espèces	7 740 000
Commandites en biens et services	260 000
Commandites en échanges média	350 000
Sous-total commandites corporatives	**8 350 000**
Produits provenant du public	
Billets	5 050 000
Ventes de produits au détail	1 729 000
Cotisations et cartes de membre	22 000
Sous-total produits provenant du public	**6 801 000**
Autres produits	**303 000**
TOTAL DES PRODUITS	**19 763 000**

BUDGET PRÉVISIONNEL
Présenté à la Ville de Montréal

		Édition 2022
		$
CHARGES		
Programmation, production et diffusion des spectacles		
Cachets et droits payables aux artistes de la chanson		4 110 000
Main-d'œuvre de production et de diffusion		1 940 000
Location de matériel technique et de décors		706 000
Location de salles		575 000
Transport, accueil et hébergement des artistes		308 000
Frais de billetterie		215 000
Autres frais de production		620 000
	Sous-total	**8 474 000**
Logistique et aménagement des sites		
Main-d'œuvre d'aménagement et de pavoisement		193 000
Frais d'aménagement et de pavoisement		1 614 000
Main-d'œuvre de sécurité et de logistique		550 000
Frais de sécurité et de logistique		112 000
	Sous-total	**2 469 000**
Coût des ventes sur le site		
Main-d'œuvre de vente		293 000
Coûts des ventes (aliments, boissons et produits dérivés)		655 000
	Sous-total	**948 000**
Promotion et mise en marché		
Main-d'œuvre de publicité, de communication et de promotion touristique		891 000
Achat média publicité		850 000
Échanges média		350 000
	Sous-total	**2 091 000**
Frais de commandites		
Programme de soutien à la commandite		500 000
Commissions sur commandites		805 000
	Sous-total	**1 305 000**
Frais généraux		
Main-d'œuvre de comptabilité, d'informatique et de secrétariat		568 000
Main-d'œuvre de gestion et de coordination		567 000
Soutien administratif		112 000
Honoraire d'encadrement, de supervision, de gestion et d'expertise		755 000
Relations gouvernementales		57 000
Frais juridiques et de vérification		25 000
Frais d'administration et de bureau		344 000
Location de locaux		300 000
Assurances		97 000
	Sous-total	**2 825 000**
Autres		
Intérêts, frais bancaires et autres		424 000
Amortissements		355 000
	Sous-total	**779 000**
Contribution à un organisme sous contrôle commun (Maison du Festival de Jazz Inc.)		**276 000**
TOTAL DES CHARGES		**19 167 000**
Excédent (Insuffisance) des produits par rapport aux charges (Note)		**596 000**

BUDGET PRÉVISIONNEL
Présenté à la Ville de Montréal

Note: La version actuelle du budget est préliminaire, car nous sommes présentement en discussion avec Développement économique Canada (DEC) concernant une subvention du programme Initiative d'aide aux grands festivals et événements qui s'étalerait sur les éditions 2022 et 2023 du festival. Le budget présenté est donc notre meilleure estimation en date d'aujourd'hui. Les dépenses du festival seraient budgétées à un montant d'environ 19 167 000$ si nous ne bénéficions pas de la subvention de DEC (Initiative d'aide aux grands festivals et événements).

Une mise à jour vous sera communiquée à cet effet lorsque la subvention aura été approuvée.

Résorption du déficit
Veuillez noter que le Festival prévoit dégager un surplus d'environ 600 000$ pour l'édition 2022 afin de résorber son déficit, comme indiqué dans son plan de résorption du déficit qui vous sera communiqué prochainement. Pour y parvenir, il continuera de maximiser ses revenus tout en procédant à des compressions de ses dépenses dans divers secteurs tout en s'assurant de ne pas diminuer la qualité de sa production ni de son rayonnement.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1227317011**

Unité administrative responsable : Service de la culture, Direction du développement culturel, Division Festivals et événements

Projet : Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation de la 42e édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM) 2022. Approuver des projets de conventions à cet effet.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

14: Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

14 : Pour ce faire, le festival veut faire vivre une expérience extérieure aux montréalais et aux touristes en profitant des installations, des commerces et restaurants limitrophes grâce à la capacité attractive de leur site extérieur et de leur programmation en salle.

15 : En programmant des artistes d'ici et d'ailleurs, le festival international de Jazz de Montréal offre de la visibilité aux artistes locaux en bénéficiant de la notoriété des artistes internationaux, tout en offrant un divertissement aux participants de cette grande fête de la musique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**,personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL INC,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 1275 rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H3C 5L2, agissant et représentée par Madame Patricia Brissette, Vice-présidente principale, affaires juridiques, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le but de promouvoir toutes les musiques liées au jazz, de favoriser sa diffusion et de stimuler la circulation des artistes du monde entier, et a aussi pour mission de contribuer à la qualité de vie des Montréalais.es, à la notoriété internationale de leur ville et à son développement culturel, économique et touristique;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de

l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : la grille du conseil d'administration;

2.4 « **Annexe 4**» : le bilan des réalisations;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le

cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la cheffe de division, Division festivals et événements de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la culture.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les

taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les

pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de six cent mille mille dollars (600 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq cent quarante mille dollars (540 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de soixante mille dollars (60 000 $), au plus tard le dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Advenant la résiliation de la présente convention ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'Organisme en vertu de la présente convention survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1275, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H3C 5L2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Vice-présidente principale, affaires juridiques, Madame Patricia Brissette. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec,

H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 20e jour de avril 2022

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL INC.

Par : _____
Patricia Brissette, Vice-présidente principale, affaires juridiques

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2022 (Résolution (CM) …….).

ANNEXE 1

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL
42e édition - 30 juin au 9 juillet 2022
PROJET TEL QUE PRÉSENTÉ PAR L'ORGANISME AU MOMENT DE LA SIGNATURE

Le Festival International de Jazz de Montréal (FIJM ou le Festival) est le plus grand événement culturel montréalais et l'un des plus importants au monde dans son domaine, représentant un véritable moteur pour la scène culturelle nationale notamment grâce à ses quatre décennies d'expérience et d'engagement artistique auprès de la communauté canadienne.

Chaque été, le FIJM fait vibrer la métropole en accueillant, durant une dizaine de jours, une programmation de milliers d'artistes à travers des concerts répartis sur une quinzaine de scènes extérieures gratuites sur l'ensemble du territoire montréalais et dans près d'une quinzaine de salles de diffusion du centre-ville.

L'édition 2020 du Festival s'est tenue entièrement en numérique, les événements de grande envergure en présentiel n'étant pas autorisés par les autorités publiques.

Lors de l'édition 2021, le Festival a dû s'ajuster une nouvelle fois s'ajuster aux mesures gouvernementales en vigueur en mettant en place un protocole sécuritaire pour les employés et les publics, lors des événements en salle et en extérieur. Cela consistait en outre à la mise en place de zones ne dépassant pas les ratios de 500 personnes, une surveillance accrue, l'achat de matériel sanitaire, la prise en charge du passeport vaccinal, l'adaptation de la scénographie du Festival pour la rendre sécuritaire, le tout en adéquation avec les annonces de la santé publique.

La programmation de la 42e édition du FIJM présentera une grande variété de talents, découvertes et styles musicaux à travers un large registre musical allant du jazz, R&B, indie, électro, classique à la musique du monde.

Le Festival brillera pendant 10 jours du 30 juin au 9 juillet au Quartier des spectacles avec sa programmation éclectique, misant sur la diversité et l'innovation des artistes locaux comme internationaux. Sur son site extérieur comme en salle, la programmation illustrera un futur prometteur grâce à un repositionnement progressif.

La soirée d'ouverture de la 42e édition du FIJM donnera le ton avec pour tête d'affiche l'artiste internationale Tash Sultana. D'autres noms s'ajoutent à la programmation tels que The Roots e.

Les spectacles intérieurs ne seront pas en reste puisque les performances payantes en salle apporteront une réelle valeur ajoutée à la programmation. Les performances seront optimisées pour les salles et viseront les publics qui souhaitent profiter d'un spectacle dans le confort d'une salle. Citons parmi les projets phares un spectacle hommage à Oliver Jones ou encore une performance de la reine de la soul Ranee Lee pour un hommage swing à Céline Dion.

Aperçu de la programmation (préliminaire)

Nom de l'artiste, des artistes, du groupe ou autre	Province ou pays d'origine		Nom de l'artiste, des artistes, du groupe ou autre	Province ou pays d'origine
Gregory Porter	Etats-Unis		Alicia Moffet	Québec
Ludovico Einaudi	Italie		Colin James	Colombie-Britannique
The Cinematic Orchestra	Royaume-Uni		Woodkid	France
Jesse Cook	Ontario		Allan Rayman	Ontario
Ludovico Einaudi	Italie		The Psychedelic Furs X	Etats-Unis
Pink Martini	Etats-Unis		Cory Wong	Etats-Unis
Jean-Michel Blais	Québec		Cory Henry	Etats-Unis
Gogo Penguin	Royaume-Uni		LEON	Suède
Portico Quartet	Royaume-Uni		Céu	Brésil
Marcus Miller	Etats-Unis		Arooj Aftab	Etats-Unis
Avishai Cohen	Israël		Charlie Cunningham	Royaume-Uni
Dominique Fils-Aimé	Québec		Sudan Archives	Etats-Unis
Al Di Meola	Etats-Unis		Django Festival Allstars	France
Holly Cole	Ontario		Brubeck Brothers Quartet	Etats-Unis
Robert Glasper	Etats-Unis		Michel Donato & Friends	Québec
The Manhattan Transfer	Etats-Unis		Louis Cole Big Band	Etats-Unis
Basia Bulat	Ontario		Keyon Harrold	Etats-Unis
Serpent With Feet	Etats-Unis		Yaz Trio with Ali Jackson, Omer Avital and Aaron Goldberg	Etats-Unis
Bebel Gilberto	Brésil		Irreversible Entanglements	Etats-Unis
Christian McBride	Etats-Unis		Kamaal Williams	Royaume-Uni
Meshell Ndegeocello	Etats-Unis		Melanie Charles	Etats-Unis
Cécile McLorin Salvant	Etats-Unis		Laufey	Islande
Eliane Elias	Brésil		Marianne Trudel & John Hollenbeck	Québec
Dee Dee Bridgewater duo with Bill Charlap	Etats-Unis		Chet Doxas Trio	Etats-Unis
Christian Scott Atundae Adjuah	Etats-Unis		Benjamin Deschamps	Québec
Tommy Emmanuel	Australie		Larnell Lewis	Ontario
Lorraine Desmarais et invités	Québec		Jacques Schwarz-Bart avec Malika Tirolien	Québec
Ranee Lee	Québec		Emma Frank	Etats-Unis
Brad Barr	Québec		Jeff Parker	Etats-Unis
Hania Rani	Pologne		Tord Gustavsen Trio	Norvège
Jocelyn Gould	Manitoba		Delvon Lamarr	Etats-Unis
Beth McKenna	Québec		Takuya Kuroda	Japon
Tara Kannangara	Ontario		They Call Me Rico	Québec
The Joy Lapps Project	Ontario		Cécile Doo-Kingué	Québec
Alex Lefaivre Quartet	Québec		Guy Bélanger	Québec
Charlotte Dos Santos	Royaume Uni		Robert Finley	Etats-Unis
Samara Joy	Etats-Unis		Cedric Burnside	Etats-Unis
Laila Biali	Colombie-Britannique		The Roots	Etats-Unis
Tora-I	Royaume Uni		Tash Sultana	Australie
Laura Anglade Quartet	Québec		Corinne Bailey Rae	Royaume-Uni
The Two	Suisse/Ile Maurice		Jireh Gospel Choir	Québec
Alfa Mist	Royaume-Uni		Lee Fields & The Expressions	Etats-Unis
Allison Miller	Etats-Unis		Nathaniel Ratelif & The Night Sweats	Etats-Unis
Vincent Peirani	France		Les Filles de Illighadad	Niger
Makaya McCraven	Etats-Unis		Stacey Ryan	Canada
Terence Blanchard	Etats-Unis		Mike Munson	Etats-Unis
Feist	Canada		Marquis Hill	Etats-Unis
Joey Bada$$	Etats-Unis		AHI	Ontario
Masego	Etats-Unis		Fantastic Negrito	Etats-Unis
Pino Palladino + Blake Mills	Pays de Galles		Clay & Friends	Québec
Steve Gunn	Etats-Unis		DUNES	Ontario
Helado Negro	Etats-Unis		Jimmy "Duck" Holmes	Etats-Unis
Mononeon	Etats-Unis		Topium	Québec
Chassol	France		Ada Léa	Québec
Moor Mother	Etats-Unis		Busty & The Bass	Québec
John Roney	Québec		Cochemea	Etats-Unis
Los Aurora	Espagne		Durand Jones & The Indications	Etats-Unis
Witch Prophet	Ontario		Mississippi Heat	Etats-Unis
Kellylee Evans	Ontario		Kamasi Washington	Etats-Unis
			Maria José Llergo	Espagne

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

● Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

● Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

● Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

● Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

● Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

● Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

● S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

● Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

● Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

● Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

○ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

○ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

○ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

● Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

● Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

● Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

● Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

● Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

● Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

● Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

● Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

● Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

● Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

● Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

● Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

● S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

● Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

● Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

● Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de
Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

ANNEXE 3

GRILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2022

Nom	Fonction au CA	Nombre d'années à ce poste	Nombre d'années au CA	Profession / Entreprise
France MARGARET BÉLANGER	Présidente et secrétaire	7	7	Présidente, sports et divertissement - Club de hockey Canadiens
Anna MARTINI	Administratrice	3	3	Vice-présidente exécutive et chef de la direction financière - Club de hockey Canadiens
Patricia BRISSETTE	Administratrice	3	3	Vice-Présidente, Affaires Juridiques - Groupe CH
Laurent SAULNIER	Administrateur	23	23	Vice-Président, programmation événements culturels & festivals – L'Équipe Spectra
Geoffrey E. MOLSON	Administrateur	9	9	Propriétaire, président et chef de la direction - Club de hockey Canadiens

ANNEXE 4

BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Adaptation du projet initial en fonction de la crise sanitaire de la COVID-19;
- Participation et satisfaction;
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);

- Inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);

- L'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville;

- Joindre quatre visuels (3 photos; libre de droits de 1024 pixels de large et une vidéo de 2 minutes, format pdf, 72 dpi);

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107,9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à :

- Faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca;

- Déposer son rapport annuel d'activités par courriel à l'adresse suivante : domenico.zambito@montreal.ca, greffier de la Ville de Montréal et mettre en copie Ivan Filion ivan.filion@montreal.ca, directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal

CONVENTION – SOUTIEN TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal. Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL INC.** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 1275, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H3C 5L2, agissant et représentée par Madame Patricia Brissette, vice-présidente principale, affaires juridiques, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal du 30 juin au 9 juillet 2022, le «Le Festival International de Jazz de Montréal» (ci-après appelé l'« Événement »);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment en accordant un soutien technique et logistique;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Responsable** » : le Directeur de la Direction Cinéma-Festivals-Événements ou son représentant dûment autorisé de la Division concernée du Service de la culture.

1.2 « **Site** » : les rues, les parcs et les places utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire du Quartier des spectacles;

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de circonstances qui rendraient, selon l'avis du Responsable, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

2.1 sous réserve du paragraphe 2.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents;

2.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire; dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, étant entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;

2.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucun frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

2.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics;

2.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'Événement sur le domaine public.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

3.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément à la présente convention;

3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement;

3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par ce dernier et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre

les lieux dans l'état initial dans les (5) cinq jours suivant la fin de l'Événement;

3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, selon le montant des dommages établis par la Ville;

3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagement requis (2) deux mois avant la présentation de l'Événement;

3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, par exemple : en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement ») et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résident, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants);

3.11 se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées, à l'affichage et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;

3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée du Protocole.

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement;

3.17 transmettre au Responsable, quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables après l'Événement, un

bilan financier et un rapport d'activités incluant notamment la revue de presse, les bénéfices ou les retombées de l'Événement. Le rapport d'activité devra également indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente.

ARTICLE 4
DÉFAUT

4.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :

4.1.1 Si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

4.1.2 S'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

4.1.3 S'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations souscrites aux termes de la présente convention;

4.1.4 S'il perd son statut d'organisme à but non lucratif.

4.2 Dans les cas mentionnés aux sous-paragraphes 4.1.1 et 4.1.3, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la présente convention sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 4.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si, malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente convention, à son entière discrétion.

4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2 et 4.1.4, le Protocole est résilié de plein droit.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier la présente convention.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre de l'Événement.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de (5) cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police d'assurance et de cet avenant.

7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville;

7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'Événement à l'endroit indiqué par le Responsable.

7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville

n'aurait pas signé celle-ci.

8.2 La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

8.3 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

8.4 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

8.5 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.6 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des parties.

8.7 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.8 La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

8.9 Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

8.10 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

8.11 L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.

8.12 Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 9
ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties font élection de domicile comme suit :

9.1 **L'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1275, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) H3C 5L2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la vice-présidente principale, affaires juridiques, Madame Patricia Brissette. Pour le cas où il changerait

d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

9.2 **La Ville**

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6 à Montréal, province de Québec, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, CONVENTION À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ..... e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal

Le 21 e jour de avril 2022

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL INC.

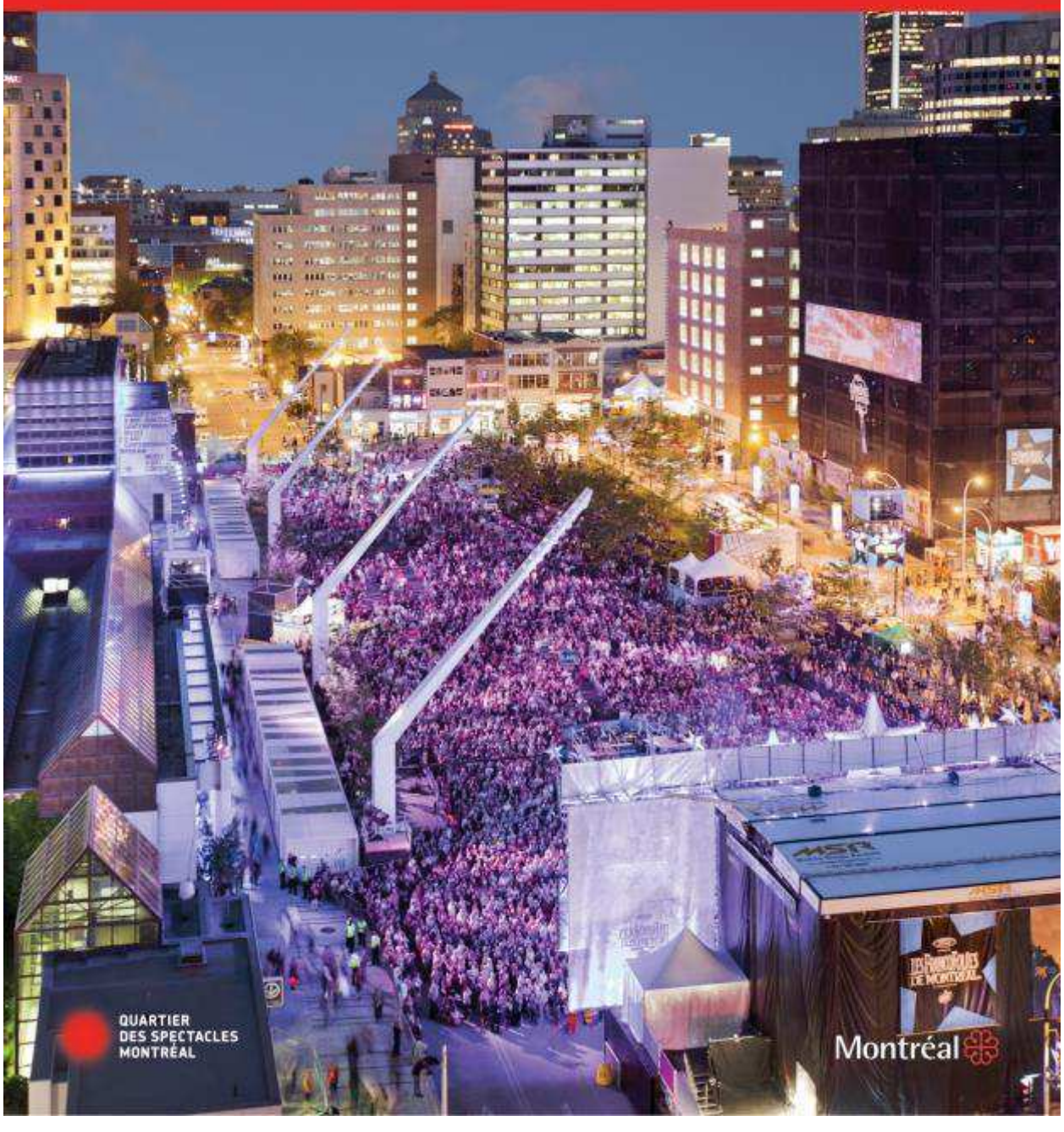
Par : _____
Patricia Brissette, vice-présidente principale, affaires juridiques

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le . e jour de …….. 2022 (Résolution CM……..…..).

ANNEXE A

Règles d'utilisation des espaces publics du Quartier des spectacles

RÈGLES D'UTILISATION DES ESPACES PUBLICS DU QUARTIER DES SPECTACLES



Règles d'utilisation des places publiques du Quartier des spectacles

SOMMAIRE

1- TERRITOIRE ET RÔLE DU PARTENARIAT

2- L'UTILISATION DES PLACES PUBLIQUES

3- PRINCIPALES RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROMOTEUR

4- CAHIER DES CHARGES

- 4.1 Plans de site
- 4.2 Plan de mesures d'urgence
- 4.3 Plans de structure
- 4.4 Plans de détour de la circulation

5- AMÉNAGEMENT

- 5.1 RBQ / SIM
- 5.2 Transport en commun
- 5.3 Marquage
- 5.4 Ancrage
- 5.5 Prêt ou location de matériel
- 5.5.1 Les barricades
- 5.6 Gestion du matériel urbain
- 5.6.1 Borne d'incendie
- 5.6.2 Bornes publicitaires Astral
- 5.7 Parasols
- 5.8 Zone de dépôt et de livraison

6- ÉLECTRICITÉ

- 6.1 Éclairage de rue (lampadaires)

7- LES ENTRAVES À LA CIRCULATION

- 7.1 La fermeture totale ou partielle de rues, l'interdiction de stationner
- 7.1.1 La signalisation
- 7.2 Avis aux riverains

8- AFFICHAGE

- 8.1 Affichage sur le site de l'événement ou de l'activité
- 8.2 Affichage hors du site de l'événement (bannière transversale)

9- CIRCULATION SUR LE SITE

10- SÉCURITÉ

- 10.1 Sécurité
- 10.2 Dispositif antiterroriste

11- LA VENTE ET LA CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES

- 11.1 Nourriture
- 11.1.1 Cuisine de rue
- 11.2 La vente et la consommation d'alcool
- 11.3 La vente de produits dérivés

12- BRUIT

13- PYROTECHNIE ET EFFETS SPÉCIAUX

- 13.1 Confettis

14- DRONE - UAV (UNMANNED ARIAL VEHICLE)

15- PLAN VERT

- 15.1 Gazon
- 15.2 Arbres

16- PROPRETÉ, ENTRETIEN ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

- 16.1 Déchets, matières recyclables et équipements sanitaires
- 16.2 Déneigement

17- SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- 17.1 Cartes de qualifications
- 17.2 Équipement de protection individuelle
- 17.3 Protection contre les chutes

18- INSERTION PROFESSIONELLE

ANNEXES

RÈGLES D'UTILISATION - À SIGNER[1]

CARTE DU QUARTIER DES SPECTACLES

1- TERRITOIRE ET RÔLE DU PARTENARIAT

Cœur culturel de Montréal, le Quartier des spectacles couvre un territoire d'un kilomètre carré, délimité par les rues City Councillors, Berri, Sherbrooke ainsi que le boulevard René-Lévesque. Le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) assure la gestion des places publiques suivantes (consultez la carte en annexe 1) :

- La place des Festivals
- La promenade des Artistes
- Le Parterre
- La place de la Paix
- La piétonnisation de la rue Ste-Catherine
- La place Émilie-Gamelin
- L'esplanade Tranquille (et son pavillon)

Dans le cadre de sa mission, le Partenariat voit à l'animation du Quartier des spectacles par la programmation d'activités culturelles et la gestion des places publiques mentionnées. Il est ainsi responsable de l'accueil des activités et des événements de nature diverse sur les places publiques qu'il gère et voit à ce que leur utilisation est adéquate et conforme aux différentes règles en vigueur.

Afin d'orienter ses décisions quant à l'accueil des activités et des événements, le Partenariat s'est doté d'une Politique d'occupation des places publiques qui définit les grands principes à cet effet. Elle précise entre autres les critères et les conditions pour l'admissibilité des demandes pour occuper les places publiques ainsi que les modalités d'évaluation des demandes.

2- L'UTILISATION DES PLACES PUBLIQUES

En tenant compte des priorités d'accueil fixées par la Politique d'occupation des places publiques, c'est au Partenariat et à la Division Festivals et Événements de la Ville de Montréal qu'il revient de décider si les places convoitées sont disponibles, et ce, quelle que soit la nature de l'activité ou de l'événement. Le

[1] https://quartierdesspectacles-my.sharepoint.com/:b:/p/operations/Eaq_ny3ACsxGlTLiU6A0UNMBR1qQfe-axnQs77Uxsb7mxQ?e=dwIBjH

travail d'évaluation de l'admissibilité des demandes se fait en étroite collaboration avec les intervenants municipaux impliqués dans la gestion du domaine public. Une fois le projet accepté par les autorités concernées, le promoteur doit se conformer aux différentes règles (lois, règlements, normes, etc.) en vigueur.

Cette politique est ainsi accompagnée de Règles d'utilisation des places publiques gérées par le Partenariat. Ces règles, présentées dans les pages qui suivent, informent les organismes des lois et des règlements qu'ils doivent respecter lorsqu'ils font usage d'une place publique du Quartier des spectacles, et ce, pour tout type d'événements ou d'activités (artistiques ou culturels, civiques ou sociocommunautaires, sportifs ou récréatifs ou des tournages et séances photographiques).

3- PRINCIPALES RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROMOTEUR

Ayant vu son projet accepté pour la tenue d'un événement ou d'une activité au Quartier des spectacles, le promoteur s'engage à :

- Respecter toutes les obligations convenues avec les instances publiques concernées en ce qui a trait aux conditions de réalisation, ainsi qu'à la sécurité des personnes et des biens durant l'événement ;
- Se munir d'une assurance responsabilité civile générale dont le montant peut varier selon les caractéristiques de l'événement (minimum de 5 millions $). Cette assurance doit protéger l'organisme pendant toute la durée de l'occupation du site ainsi que comporter un avenant conjoint avec le Partenariat, fourni par la Ville. Le promoteur à l'obligation d'utiliser ce gabarit ;
- Respecter les normes, les lois et les règlements de la Ville, ainsi que les ordonnances applicables à l'événement et payer aux autorités et aux organismes compétents les impôts, les taxes, les permis et les droits prescrits ;
- Assurer l'accessibilité, en tout temps, aux institutions et bâtiments publics et plus particulièrement aux établissements du réseau de la santé. Ce critère inclut aussi le libre accès aux résidents et aux commerçants lors de la tenue de l'événement ou de l'activité ;
- Assurer la fluidité de la circulation sur le site et sa périphérie tant pour le transport en commun, les automobilistes, les piétons que les cyclistes. Cela inclut la libre circulation en tout temps des véhicules d'urgence ;
- Respecter le mobilier urbain et les propriétés municipales, tant pour les équipements déjà en place que pour ceux fournis par la Ville ou le Partenariat ;
- Favoriser la convivialité entre les citoyens et être ouvert à tous, sans distinction ni exclusion ;
- Durant l'événement ou l'activité, nul ne peut diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou donner une autorisation à cet effet ;

- Respecter et se conformer à la Politique municipale d'accessibilité universelle[2].
    - Pour l'épauler dans l'aménagement de son site, le promoteur peut consulter le document Accessibilité universelle des événements produit par l'organisme Altergo[3] ainsi que les publications de l'Office des personnes handicapées du Québec[4].

Soulignons qu'aucune des places publiques gérées par le Partenariat ne peut être enclavée, à l'exception des dispositions prévues à cet égard par la réglementation concernant la vente d'alcool sur le domaine public. Le promoteur veillera ainsi à ce qu'aucune clôture temporaire ne vienne restreindre l'accès au(x) site(s) qu'il occupe.

4- CAHIER DES CHARGES

Le promoteur est tenu de déposer auprès du Partenariat et de la DFE de la Ville de Montréal, un cahier des charges qui contient l'ensemble des informations relatives à l'événement dont les éléments suivants :

- Informations générales (nom de l'organisme, adresse, contacts, etc.)
- Calendrier et échéancier des activités
- Demandes de dérogations (émission sonore, vente d'alcool, etc.)
- Besoins relevant de la Ville de Montréal et de ses intervenants
- Besoins relevant du Partenariat
- Horaire de montage et démontage, détails des activités, besoins de matériels et équipements, etc.

Et en annexe :

4.1 Plans de site

Le promoteur doit déposer des plans d'aménagement détaillés de son projet au Partenariat ainsi qu'à son intervenant de la Ville de Montréal (DFE ou Arrondissement de Ville-Marie). Le plan d'aménagement du site ainsi que les plans des installations et des structures sont soumis, via la Ville de Montréal pour analyse, autorisation ou avis, aux services de sécurité publique suivants : le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ) et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), en fonction de leurs champs d'interventions et de compétences.

Les plans seront réalisés, de préférence, au moyen du logiciel AutoCAD (format DWG). Les plans produits à partir d'une fiche technique (PDF) sont également acceptés. Le Partenariat remettra une

[2] https://montreal.ca/accessibilite-universelle
[3] https://quartierdesspectacles-my.sharepoint.com/:b:/p/stephanie_soueidi/Ea6-fh48QM1NiWkBQYH7zp8Bc6KrFystwL_6BgnKoXfhLw?e=aRmsrc
[4] https://www.ophq.gouv.qc.ca/

copie des plans de base de ses places publiques en format DWG (ou PDF) ainsi qu'une fiche technique du (ou des) site(s) occupé(s) dès la rencontre de démarrage.

Voici une liste des principales exigences dont le promoteur doit tenir compte dans la présentation des plans :

- **Seul un électricien dûment accrédité pourra effectuer tout branchement de plus de 60 A et devra avoir une carte APSAM valide pour effectuer un branchement dans un puit d'accès. Toute descente devra faire l'objet d'une demande en amont via ce** formulaire[5]**.** Toute personne accréditée qui descend dans un puit d'accès doit suivre les procédures de sécurité et avoir les équipements nécessaires en sa possession (détecteur de gaz, échelle, garde-corps, etc.) ;
    - Le Partenariat fournira, au promoteur qui en fait la demande, un couvercle passe-fils pour les trous d'homme.
    - Le promoteur est prié d'adresser sa demande au département des opérations au minimum 10 jours ouvrables avant la période de montage.
- Fournir un plan d'aménagement extérieur détaillé et à l'échelle de l'ensemble du site (scène, tour, tente, arrière-scène, régie, toilettes, câblage, barricade, accès au site, etc.) ;
- Fournir un plan des installations électriques ;
- Fournir un plan des traverses aériennes en indiquant le poids des installations sur chacune des structures ainsi que les fins de lignes ;
- Fournir un plan d'aménagement intérieur détaillé et à l'échelle des tentes et des marquises (emplacement du mobilier, entrée et sortie) ;
- Fournir un plan d'aménagement pour le pavillon de l'esplanade Tranquille détaillé et à l'échelle ;
- Fournir un plan de sonorisation détaillé incluant les équipements et leur positionnement ;
- Prévoir un nombre suffisant d'allées de sécurité (sans obstruction); celles-ci auront au moins 2 m de largeur et devront demeurer libres d'accès pendant toute l'activité ;
- Prévoir un corridor de circulation véhiculaire d'au moins 6 m de largeur sur une hauteur d'au moins 5 m, aménagé en ligne droite continue, accessible en tout temps et sans obstruction, pour les véhicules d'urgence ;
- Tous les raccordements nécessaires au Service de sécurité incendie de Montréal, tels que les bornes d'incendie (rouge ou bleue) et les prises siamoises sur les immeubles, doivent être visibles et facilement accessibles (rayon de dégagement d'au moins 2 m). Les accès et les issues de secours des bâtiments situés sur le lieu de l'événement ou de l'activité ne doivent jamais être obstrués ;

[5] https://forms.office.com/pages/responsepage.aspx?id=Rkou2DjBf061imZz0IE8aclZr7YNcGVPqIOukh12BYZUOVJCN0UzWDhOQlpOOVRBUTRRTjVXN0JJTC4u

- Prévoir, pendant la saison hivernale, l'espace nécessaire entre les structures pour le déneigement partiel du site occupé ainsi que les zones de dépôt de la neige.

4.2 Plan de mesures d'urgence

Selon le type d'activité, les intervenants de la Ville et du Partenariat peuvent demander au promoteur de soumettre un plan de mesures d'urgence visant à assurer la sécurité du public sur le site et une intervention rapide en cas d'incident. Le lieu de rencontre avec les premiers répondants doit être approuvé par le SIM et par Urgences-santé, puis être indiqué sur le plan. Dans le cas d'activités ou d'événements importants, une base de communication doit être aménagée pour répondre aux besoins et aux urgences en tout temps.

4.3 Plans de structure

La Ville de Montréal (via la RBQ et le SIM) et le Partenariat peuvent exiger des plans signés et scellés par un ingénieur s'ils jugent que la sécurité des citoyens et des artisans est menacée. Le Partenariat pourra, à sa discrétion, confier à un ingénieur le mandat d'exécuter ces travaux.

Ceux-ci seront facturés au promoteur.

4.4 Plans de détour de la circulation

Un plan de détour de la circulation, scellé et signé par un ingénieur, est demandé en cas d'obstruction d'une voie de circulation ou de fermeture de rue et/ou de piste cyclable. L'obtention du permis d'obstruction/fermeture par la Ville de Montréal est conditionnelle à la réception de ce plan (voir point 7).

5- AMÉNAGEMENT

5.1 RBQ / SIM

En général, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) effectuent une visite des installations avant le début de l'activité pour s'assurer que tout est conforme. Cette visite sera coordonnée par la Division festivals et événements et un représentant du Partenariat sera présent.

Toutes les exigences de sécurité du SIM se rapportant à l'organisation d'événements spéciaux et aux prestations d'effets spéciaux peuvent être consultées sur le site du Service de sécurité incendie de Montréal.

Il appartient au promoteur de consulter la réglementation de la Régie du bâtiment du Québec[6] applicable à l'aménagement et à l'installation de toute structure sur un site d'événement.

5.2 Transport en commun

Selon les besoins, le chargé de dossier de la DFE ou de l'Arrondissement de Ville-Marie assure les liens de communication avec la Société de transport de Montréal (STM) afin de trouver les meilleures dispositions possibles pour assurer un service de qualité alternatif aux usagers pendant la tenue d'un événement ou d'une activité.

---

[6] http://www.rbq.gouv.qc.ca/

Il est de la responsabilité du promoteur de respecter les recommandations et les obligations émises par la STM et de se conformer à leurs exigences.

5.3 Marquage

Tout marquage à des fins artistiques ou commerciales (notamment la peinture d'une fresque) sur les places publiques ainsi que sur la chaussée du Quartier des spectacles nécessite une ordonnance du conseil d'arrondissement*. Une demande à cet effet doit être déposée au chargé du dossier de la Ville de Montréal (DFE ou AVM). Les matériaux qui peuvent être utilisés sont : craie, ruban adhésif et peinture à l'eau.

Le marquage de positionnement des installations peut être fait uniquement à la craie. Aucune peinture ne peut être utilisée.

Le promoteur doit obligatoirement procéder à l'enlèvement du marquage après l'activité.

Le territoire devra retrouver son état initial une fois l'événement terminé.

*Selon le règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain.

5.4 Ancrage

Tout système d'ancrage doit être esthétiquement raffiné (p. ex. recouvrement des bidons d'eau et des blocs de béton). Nous vous recommandons d'utiliser les ancrages déjà en place si possible (voir la fiche technique de chacune des places occupées).

5.5 Prêt ou location de matériel

Dans la mesure où le matériel est disponible, la Ville et le Partenariat disposent d'équipements et de mobiliers urbains qui peuvent être prêtés ou loués aux organisateurs d'un événement ou d'une activité pour en faciliter la tenue et afin d'assurer, l'année durant, l'intégrité et la pérennité des places publiques.

Veuillez vous référer à la page des *Équipements et matériel locatif, services techniques et technologiques et listes de prix*[7] dans la trousse du promoteur.

Suite à l'acceptation de la demande de prêt écrite par le promoteur, le matériel loué ou prêté sera inspecté au moment de la livraison et au retour après utilisation. En cas de détérioration ou de bris du matériel, un constat sera établi par les deux parties et une facture sera émise à l'attention du promoteur.

En tout temps, les employés du Partenariat s'occupent de la livraison et de la manutention de son matériel (à l'exception des barrières Mills qui doivent être installées par le promoteur). Ce matériel est à la disposition de l'ensemble des promoteurs qui organisent des activités ou des événements dans le Quartier des spectacles selon la disponibilité. Pour s'assurer d'obtenir les articles désirés, il est important de déposer les demandes de prêt ou de location au moins 30 jours avant le montage l'événement et de valider le bon de commande envoyé par le coordonnateur logistique.

[7] https://sway.office.com/7Ge6CoPpYtdUYGQx

Le coordonnateur logistique devra recevoir le bon de commande signé afin de procéder à la réservation et la livraison.

5.5.1 Les barricades

L'utilisation de barricades est réservée en priorité au contrôle des foules et à la sécurité publique. Le prêt de barricades de type Mills est conditionnel à leur disponibilité. Le promoteur doit réserver les barricades Mills auprès du département des opérations du Partenariat au moins 30 jours avant le montage. La location des barricades Mills du Partenariat est sans frais (autre que pour les bris et les pertes dont le promoteur est responsable). Le promoteur devra louer des barrières à un fournisseur externe si la quantité prêtée par le Partenariat est insuffisante pour combler ses besoins.

Pour l'aménagement d'une place, il est suggéré au promoteur de louer des clôtures de type Fertec/Moduloc.

5.6 Gestion du matériel urbain

Lors de situation exceptionnelle, le déplacement de mobilier urbain permanent situé sur les places publiques (ex. feu de circulation, support à vélos, panonceau) peut être permis et doit faire l'objet d'une autorisation préalable. La demande doit être faite **au moins 15 jours ouvrables avant la date de réaménagement désirée** et peut engendrer des frais.

Tout déplacement de mobilier urbain temporaire situé sur les lieux de l'activité ou de l'événement (ex. bac à fleurs, bloc de lestage, panneau de signalisation, banc, table de pique-nique) doit aussi faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par le Partenariat. La demande doit être faite 10 jours ouvrables avant la date de réaménagement désirée. Alors que l'installation initiale est sans frais et assurée par les employés du Partenariat, des coûts sont applicables dans le cas où le promoteur désire apporter d'autres changements à l'aménagement et demande une nouvelle manipulation du mobilier.

5.6.1 Borne d'incendie

Pour utiliser les bornes fontaines, ce formulaire[8] doit être rempli et remis lors du dépôt du cahier des charges auprès de votre agent de la Ville de Montréal.

5.6.2 Bornes publicitaires Astral

Des colonnes d'affichage sont installées aux intersections de plusieurs rues du Quartier des spectacles (voir les emplacements sur les plans de site). Ces bornes affichent uniquement du contenu publicitaire. Leur gestion physique de même que celle de la disponibilité des espaces locatifs reviennent directement à Bell Média. Vous pouvez contacter le département des ventes à l'adresse suivante : bellmediaventes@bellmedia.ca[9].

Le promoteur est encouragé à laisser ces bornes visibles, donc dégagées de toutes installations (à une distance minimum d'un mètre de tous les côtés). Dans la mesure du possible, ces bornes ne devraient pas être enclavées, notamment à l'intérieur des zones techniques inaccessibles au public.

Tous bris de ces installations seront facturés au promoteur.

---

[8] https://quartierdesspectacles-my.sharepoint.com/:b:/p/operations/Ecc7Lfuz7StEv-ixvkfAjh8Bn9IapEiDlH9sOu6i1DEbPQ?e=qLVZBw

[9] mailto:bellmediaventes@bellmedia.ca

5.7 Parasols

Les parasols du Quartier des spectacles présents sur la portion piétonnisée de la rue Ste-Catherine en période estivale ou sur toute autre place publique du Quartier des spectacles doivent être ouverts en tout temps pendant les événements ou les activités. Ils pourront par contre être fermés lors des périodes de montage et de démontage afin d'éviter les bris ou les accrochages. En tout temps, les employés du Partenariat s'occupent de la manutention (ouverture/fermeture) des parasols. Tout bris de parasols (toile ou structure) sera réparé, par le Partenariat, aux frais du promoteur.

Lors de situation exceptionnelle, le promoteur peut faire une demande au Partenariat pour retirer certains parasols positionnés sur les lieux d'aménagement de ses installations temporaires. Les parasols retirés seront repositionnés par l'équipe du Partenariat, ailleurs sur le site ou sur une place publique avoisinante, après une entente prise avec le promoteur. Des frais peuvent être engendrés pour cette opération.

5.8 Zone de dépôt et de livraison

Chaque place publique possède une zone de dépôt précise pour la livraison de marchandise. En tout temps, le promoteur prendra soin de mettre du contre-plaqué d'un minimum de ¾ de pouces sur le sol et le gazon pour y déposer équipements et installations afin de protéger les surfaces.

Le promoteur veillera à bien coordonner les livraisons et à informer correctement les livreurs des consignes en vigueur sur le site. Les livraisons avec véhicule doivent se faire de façon sécuritaire. Pour effectuer des déplacements de matériel qui requièrent de la machinerie lourde ou impliquent des véhicules en mouvement, il devrait toujours y avoir un signaleur accrédité, et celui-ci devrait en tout temps porter un dossard de sécurité.

Les zones de dépôt et les entrées de livraison sont indiquées sur les plans et la fiche technique de chaque site. Rappelons que le promoteur a l'obligation de respecter la zone piétonne, la piste cyclable ainsi que les bateaux de trottoirs (entrées charretières) du site. Les entrées et sorties de bâtiments, commerces et stationnements doivent être libres d'accès en tout temps.

Il est **interdit de charger ou de décharger le contenu de camions avant 7 h le matin les jours de semaine et avant 9 h les samedi et dimanche** (Ville de Montréal, Règlement sur le bruit [R.R.V.M., c. B-3]).

6- ÉLECTRICITÉ

À VENIR

6.1 Éclairage de rue (lampadaires)

L'éclairage provenant des lampadaires situés dans le pôle Place des Arts (place des Festivals, promenade des Artistes, Parterre, rue Sainte-Catherine piétonnisée) et le pôle Saint-Laurent (esplanade Tranquille) ainsi que l'éclairage des mégastructures ne peut être éteint sans une autorisation préalable du Partenariat. Le promoteur lui adressera une demande précise de ses besoins ainsi qu'un horaire d'éclairage au moins 10 jours ouvrables avant la période de montage.

L’éclairage provenant des lampadaires situés dans les pôles Saint-Laurent (place du Métro Saint-Laurent et place de la Paix) et du Quartier Latin ne peut pas être éteint sans une autorisation préalable de la Ville de Montréal (via le DFE ou l’AVM). Le promoteur adressera donc une demande précise de ses besoins au porteur de son dossier à la Ville de Montréal au moins 10 jours ouvrables avant la période de montage pour analyse, approbation et émission de l’ordonnance nécessaire.

Par souci environnemental, il est suggéré au promoteur de ne pas laisser les lumières allumées le jour, sauf pour l’éclairage scénographique en cas de performance(s) ou d’activité(s) diurne(s).

7- LES ENTRAVES À LA CIRCULATION

L'autorisation de fermer, d'obstruer ou d’interdire le stationnement sur une rue n'est pas accordée de façon systématique au promoteur d'un événement ou d’une activité. Ces demandes font l’objet d’analyse de la part des services municipaux impliqués dans le soutien logistique et technique aux événements. La permission d'obstruer le domaine public n'est accordée que si aucun autre emplacement n'est disponible (ex.: parc, place, etc.).

7.1 La fermeture totale ou partielle de rues, l’interdiction de stationner*

Les entraves à la circulation (ex.: fermeture complète ou partielle d’une rue ou d’une piste cyclable) et l'interdiction de stationner lors de la tenue d'un événement ou d’une activité doivent être autorisées et faire l'objet de permis spécifiques. Le requérant doit obligatoirement préciser les dates et les heures d'entrave à la circulation et d'interdiction de stationner. Il doit de plus, soumettre un plan de fermeture de rues incluant un plan de détour de la circulation, scellé et signé par un ingénieur, et mettre en place une signalisation adéquate pour la déviation.

D’autres permis peuvent aussi être demandé(e)s : stationnement de véhicules de production immatriculés commerciaux, débarcadère, relocalisation de résidents, installation de kiosque, tente, conteneur, etc.

Finalement, lors d'une fermeture de rue, le promoteur doit assurer une surveillance constante en maintenant en poste une personne à chaque intersection fermée par une barricade, et ce, tant et aussi longtemps que la rue est fermée à la circulation automobile.

Il est par ailleurs interdit d’utiliser les places publiques du Quartier des spectacles comme stationnement pour les véhicules des promoteurs et de leurs fournisseurs en tout temps (montage, événement et démontage).

*Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, règlement R.R.V.M. c. C-4.1.

7.1.1 La signalisation

Lors d'une fermeture de rue, d'une entrave à la circulation ou d'une interdiction de stationner dans le cadre d'un événement, le promoteur doit installer, à ses frais, des panneaux d’avis de fermeture de rues (panneau jaune de type coroplaste) au moins 10 jours ouvrables avant la tenue de l’événement ou de l’activité pour en informer les résidents. Ces panneaux préciseront les lieux, les dates, les entraves et

indiqueront un numéro de téléphone et une adresse courriel permettant aux riverains d'obtenir davantage d'information.

De plus, une signalisation temporaire (planche d'interdiction de stationner ou Lexan) doit être installée aux frais du promoteur 12 heures avant l'événement. Ces panneaux doivent indiquer les heures d'interdiction de stationner et le logo de remorquage au besoin.

7.2 Avis aux riverains

Le promoteur est responsable d'aviser les riverains concernés (résidents, commerçants et partenaires du Quartier des spectacles), au moins 10 jours ouvrables avant la période de montage, pour les aviser de diffusions sonores, de fermetures de rues et/ou de déviations engendrées par leur événement. Cette communication précisera les lieux, les dates, l'horaire des activités, les entraves et indiquera un numéro de téléphone et une adresse courriel permettant aux riverains d'obtenir davantage d'information.

Dans le but d'aider le promoteur à acquitter cette tâche, le Partenariat lui fournit un gabarit de son avis aux riverains. Le promoteur complétera obligatoirement ce gabarit, le retournera à son coordonnateur logistique du Partenariat qui le fera parvenir aux riverains via leur banque d'adresses courriel.

8- AFFICHAGE

La pose de bannières et l'ensemble de l'affichage du site doivent satisfaire aux normes de la Ville en matière d'affichage et de sécurité. En aucun cas, une bannière ne peut être fixée à un lampadaire, aux arbres, aux bancs, aux panneaux de signalisation ou tout autre mobilier urbain*.

*Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, règlement R.R.V.M., c. U-1, article 553 ou R.R.V.M01-282, article 560.

8.1 Affichage sur le site de l'événement ou de l'activité

Le promoteur est tenu d'afficher sur le site, à l'intention des piétons, des automobilistes et du public, toute l'information pertinente relative à l'événement ou à l'activité en cours (programmation, horaire d'ouverture du site, heure de fermeture de rue(s)…). Le promoteur doit aussi afficher les règles d'accès particulières au site ainsi que les règlements applicables, notamment en ce qui concerne la consommation d'alcool. Il veillera en outre à ce que cet affichage respecte les normes de la Charte de la langue française du Québec.

La mention du nom d'un commanditaire pourra apparaître uniquement si elle est associée au nom de l'événement ou de l'activité. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'événement ou de l'activité (ce qui devrait représenter les deux tiers de la surface d'affichage). À noter que le commanditaire ne peut pas figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site. Le plan de pavoisement et les visuels doivent être déposés au moins 10 jours ouvrables avant la période de montage pour approbation par le Partenariat et la Ville de Montréal. Prévoir un délai supplémentaire pour la correction possible et l'impression des épreuves.

L'installation de pavoisement doit faire l'objet d'une autorisation (ordonnance) de la Ville. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériau résistant au feu ou ignifugé. Pour certaines structures particulières, un avis d'ingénieur avec sceau pourrait être requis.

8.2 Affichage hors du site de l'événement (bannière transversale)

L'installation d'une bannière peut être autorisée sous certaines conditions et doit répondre aux normes de sécurité de la Ville. Les bannières doivent être fabriquées avec un matériau ignifugé et offrant peu de prise au vent. La hauteur minimum de dégagement pour l'installation est de 5 mètres. Les points d'ancrage, si non existants, doivent être installés selon les normes prescrites et sont à la charge des organisateurs. Ces derniers doivent obtenir une autorisation écrite du propriétaire des bâtiments concernés avant l'exécution des travaux et l'installation de la bannière. Si l'installation de bannières s'inscrit à l'intérieur d'un projet plus vaste, la demande d'autorisation doit être faite en même temps que la demande de soutien technique pour l'ensemble de l'événement ou de l'activité.

9- CIRCULATION SUR LE SITE

Pendant le déroulement d'un événement ou d'une activité sur une ou plusieurs places publiques du Quartier des spectacles, il est strictement interdit de circuler ou de stationner un véhicule motorisé (sauf si ce dernier fait partie intégrante du concept artistique).

Durant le montage et le démontage, le promoteur peut utiliser un chariot élévateur afin de livrer et de récupérer le matériel nécessaire à la réalisation de ses activités. Il s'engage alors à respecter les consignes suivantes :

- Ne pas circuler sur la pelouse ni sur les talus (si inévitable, prévoir du contreplaqué ¾ de pouces minimum) ;
- Circuler à une vitesse maximale de 10 km/h ;
- Allumer les clignotants du véhicule lorsqu'il circule sur un site ou une rue piétonne ;
- Veiller à ce que les véhicules et la machinerie en circulation soient sécurisés par des signaleurs accrédités. Les signaleurs doivent porter un dossard de couleur jaune ou orange ;
- Utiliser une machinerie munie d'alarme sonore à large bande, afin de respecter la quiétude des résidents, commerces et visiteurs du secteur ;
- Éteindre le moteur d'un véhicule à l'arrêt ;
- Ne pas perturber les activités normales du site et ne pas gêner la circulation routière et piétonnière ;
- Prévoir un corridor de circulation de 6 m pour les véhicules d'urgence, en ligne droite et utilisable en tout temps ;
- Appliquer en tout temps les consignes de la CNESST (accompagnateur d'une machinerie lourde) ;

- Veiller à ce que tous les véhicules circulant sur le site soient équipés de phares ;
- Veiller à restreindre les opérations de machinerie près des commerces et lieux achalandés entre 12h00-13h30 et 17h00-19h00.

10- SÉCURITÉ

En vertu de la Loi sur la sécurité privée (L.R.Q.c.S-3.5) le promoteur, de qui relève la sécurité des biens et des personnes lors d'un événement ou d'une activité, a l'obligation de mettre en place (à ses frais) un service d'ordre par une agence de sécurité accréditée qu'il aura engagée. Ce service de sécurité doit être approuvé par les divers intervenants et prévoir du personnel de sécurité en nombre suffisant au montage, pendant l'événement ou l'activité et au démontage, afin de s'assurer de la sécurité du public et des employés de son organisation.

Il est aussi à prévoir un point de ralliement, clairement identifié sur le site, pour les personnes égarées ainsi que pour les objets perdus.

Le Partenariat ou la Ville peut en tout temps exiger qu'une situation présentant un risque pour la sécurité publique soit corrigée sur le champs À défaut de quoi, l'événement pourra être annulé sans autre avis par les instances concernées.

10.1 Premiers soins

Lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, il est de la responsabilité des organisateurs d'assurer un service de premiers soins sur le site, sans négliger les périodes de montage et de démontage.

Dans le cadre de certains événements, la présence d'une entreprise certifiée en premiers soins pourrait être exigé. Entre autres organismes, la Croix-Rouge canadienne, ÉvoluSoins, Équipe médicale et l'Ambulance Saint-Jean offrent ce type de service.

Les travailleurs doivent en tout temps avoir accès à une trousse de premiers soins.

10.2 Sécurisation des sites

Le Partenariat du Quartier des spectacles et les instances de la Ville de Montréal collaborent étroitement afin de proposer un dispositif matériel afin de garantir la sécurité des usagers du Quartier.

Suite à l'analyse de votre plan, le Quartier des spectacles soumettra une proposition de dispositifs aux intervenants. Vous en serez averti suite à la validation.

Dans la limite des stocks disponible, le matériel vous sera fourni par la Ville de Montréal ou du Partenariat et le promoteur sera responsable de sa mise en place et de son enlèvement.

11 - LA VENTE ET LA CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES

11.1 Nourriture

La vente et la consommation de produits alimentaires à l'occasion d'un événement ou d'une activité doivent faire l'objet d'une autorisation (ordonnance) de la Ville de Montréal*.

Tout produit alimentaire destiné à la consommation sur les lieux de tenue d'une activité ou d'un événement doit être conforme aux exigences des lois et règlements du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)[10] dont l'application se fait par la Direction de l'environnement — Division de l'inspection des aliments de la Ville de Montréal.

Il est interdit de déverser tout eaux grises et huiles usées dans les caniveaux et égouts de la Ville, ainsi que les caniveaux sur les places publiques du Quartier des spectacles.

Veuillez-vous référer au guide en matière de salubrité dans les stands ou les kiosques alimentaires dans la trousse du promoteur ou pour toute information complémentaire, contactez la Division de l'inspection des aliments[11].

À noter qu'à l'exception des boissons alcoolisées, le public en général peut apporter et consommer sa propre nourriture sur le site d'un événement ou d'une activité y compris dans les deux salles publiques du pavillon de l'esplanade Tranquille (Grand salon et Repaire). Aussi, l'utilisation de tout appareil de cuisson (au gaz ou électrique) doit être approuvée au préalable par le SIM.

*Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, règlement R.R.V.M., c. P-1, article 3.

11.1.1 Cuisine de rue

Les camions de cuisine de rue sont sous la responsabilité du promoteur qui les reçoit pendant son événement au même titre que tout autre fournisseur. Le promoteur doit encadrer leur présence, ce qui inclut leurs déplacements sur le site, leurs branchements électriques (aucune génératrice n'est acceptée sur le territoire du Quartier des spectacles), la protection au sol, le nettoyage, la gestion et le ramassage des déchets (des poubelles doivent se trouver en quantité suffisante près des installations ou du camion), les dérogations relatives à leurs activités, etc. L'opération des camions ne peut avoir lieu que lorsqu'une programmation mise en place par le promoteur est simultanément en cours.

Le positionnement des camions de cuisine de rue doit être approuvé par le Partenariat et la Ville de Montréal. Un plan doit leur être soumis par le promoteur au minimum 10 jours ouvrables avant la période de montage.

Une attention particulière doit être portée à la protection du sol sous le camion. Le responsable doit s'assurer que le véhicule ne coule pas (huile, graisse, essence…) et que la zone de passe-plat est protégée que ce soit par du contre-plaqué, des tapis de caoutchouc ou autre. Tout plan de protection doit être analysé et approuvé par le Partenariat et la Ville de Montréal. Le nettoyage doit par la suite être réalisé et assuré par le promoteur. Si ce dernier n'est pas en mesure de réaliser ou de compléter le nettoyage, le Partenariat s'en chargera aux frais du promoteur.

La gestion des files d'attente doit être planifiée et, au besoin, la zone sera balisée et identifiée via l'affichage de site.

[10] http://www.mapaq.gouv.qc.ca/
[11] https://montreal.ca/sujets/inspection-des-aliments

11.2 La vente et la consommation d'alcool

La vente et la consommation d'alcool sur le domaine public sont réglementées* et exigent l'obtention préalable d'une autorisation (ordonnance) délivrée par la Ville de Montréal. Pour obtenir une autorisation de vendre des produits alcoolisés, le promoteur est soumis à certaines conditions :

- L'alcool doit être vendu et consommé à l'intérieur d'un site clôturé ;
- L'embauche d'une entreprise, préalablement approuvée par le SIM et par le SPVM, qui est titulaire d'un permis d'agence en gardiennage valide émis par le Bureau de la sécurité privée en vertu de la Loi sur la sécurité privée (L.R.Q.c.S-3.5) est obligatoire ;
- Un plan de sécurité (nombre d'agents de sécurité, localisation des bars, etc.) doit être approuvé par les divers intervenants concernés ;
- Aucune vente ni consommation d'alcool ne sera tolérée à l'extérieur du site ou du périmètre contrôlé ;
- Toute boisson doit être servie dans un contenant en plastique ou en aluminium recyclable. Les cannettes doivent être décapsulées avant d'être remises aux clients. Aucun contenant ou bouteille en verre n'est autorisé sur le site d'un événement ;
- Finalement, le promoteur est responsable de récupérer les matières recyclables.

Le promoteur a l'obligation d'obtenir un permis d'alcool en présentant une demande à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec[12], au moins un mois avant la tenue de l'événement ou de l'activité et en incluant une lettre d'autorisation de la Ville de Montréal ainsi qu'un plan d'aménagement du site et des lieux de consommation.

*Ville de Montréal, Arrondissement Ville-Marie, règlement R.R.V.M., c. P-1, article 8.

11.3 La vente de produits dérivés

La vente de marchandises promotionnelles sur les lieux de l'activité doit faire l'objet d'une autorisation (ordonnance) de la Ville de Montréal qui sera délivrée au promoteur par l'intermédiaire de la DFE ou de l'Arrondissement de Ville-Marie.

12- BRUIT

Par règlement, il est interdit de faire du bruit sur le domaine public à moins d'une autorisation (ordonnance) de la Ville. Les autorisations sont émises à l'occasion d'une activité ou d'un événement et spécifient les heures de diffusion accordées. Le niveau maximal de décibels permis sur le domaine public est de 80 DBA/DBC calculer à 35 mètres de la source sonore.

Le promoteur pourrait avoir l'obligation de fournir 15 jours avant la période de montage une modélisation de son équipement sonore à la Ville de Montréal. Lors de son événement, le promoteur devra se munir d'un sonomètre à la régie avec enregistrement et s'assurer d'avoir un sonorisateur local

[12] http://www.racj.gouv.qc.ca/

en tout temps dans la régie. Ce sonorisateur devra être conscient du milieu urbain dans lequel l'événement dont il s'occupe se déroule et devra être informé des dérogations qui ont été accordées à l'événement. Finalement, nous conseillons grandement au promoteur d'appliquer à son installation des réglages cardioïdes et de rentrer en contact avec le Partenariat pour réaliser une modélisation sonore de ses équipements prenant en considération l'ensemble des bâtiments à proximité de son site.

Les ordonnances émises permettront la diffusion sonore jusqu'à des heures précises selon le type et le lieu de l'événement.

Le promoteur fournira au Partenariat l'horaire prévu pour les tests de son. Le promoteur portera, en tout temps, une attention toute particulière aux nuisances sonores potentielles pour le voisinage. Afin de respecter la qualité de vie des riverains, **les tests de son sont notamment interdits entre : 7 h et 10 h ; 12 h et 13 h 30 ainsi qu'entre 17 h et 19 h.**

En ce qui concerne les bruits émis par les activités logistiques, le Partenariat et la Ville de Montréal rappellent que faire rouler inutilement le moteur de son véhicule pendant plus de trois minutes (cinq minutes dans le cas des véhicules lourds) est interdit hiver comme été (Règlement RCA-24-063). Nous demandons au promoteur de veiller à restreindre les opérations de machinerie près des commerces et lieux achalandés entre 12h00-13h30 et 17h00-19h00 et nous conseillons grandement au promoteur de se munir d'avertisseur de recul à large bande.

13- PYROTECHNIE ET EFFETS SPÉCIAUX

Le promoteur qui désire utiliser des pièces pyrotechniques ou réaliser des effets spéciaux doit, en premier lieu, présenter son projet à la Ville de Montréal ainsi qu'au Partenariat. Le promoteur devra par la suite à faire les démarches nécessaires auprès du SIM pour l'obtention de son permis. Le pyrotechnicien chargé du spectacle devra détenir tous les certificats requis par la Division de la réglementation des explosifs du ministère des Ressources naturelles du Canada.

Par ailleurs, le Partenariat s'assurera que le promoteur respecte les exigences émises par le SIM et qu'il protégera également la sécurité des personnes et des biens de la propriété. À défaut de quoi, le Partenariat, de concert avec le SIM, se réserve le droit d'annuler la performance.

Pour toutes questions sur la Loi sur les explosifs et ses règlements, consultez le site du ministère des Ressources naturelles du Canada, Division de la réglementation des explosifs[13].

13.1 Confettis

L'utilisation de confettis sur les sites du Quartier des spectacles doit préalablement avoir été approuvée par le Partenariat. Un horaire de lancement de confettis doit être soumis au Partenariat au moins 10 jours ouvrables avant la période de montage pour analyse et autorisation. L'horaire doit être accompagné du plan de protection/recouvrement des installations permanentes ainsi que d'une description des mesures qui seront prises pour le nettoyage du site.

Le Partenariat pourra demander au besoin un test sur le terrain afin de s'assurer de l'efficacité des mesures soumises par le promoteur. Tout dommage aux installations ou au système des

[13] https://www.rncan.gc.ca/explosifs/19368

fontaines/buses ainsi qu'à leurs mécanismes sera réparé par la Ville de Montréal aux frais du promoteur.

Le Partenariat conserve un droit de regard final quant à l'utilisation de confettis sur l'ensemble des places publiques qu'il gère.

Vous trouverez la procédure à suivre en cas d'utilisation de confettis[14] dans la trousse du promoteur.

14- DRONE - UAV (UNMANNED ARIAL VEHICLE)

Le promoteur doit déposer une demande au Bureau du cinéma de la Ville de Montréal[15] et au Partenariat du Quartier des spectacles pour faire l'utilisation d'un UAV (aéronef sans pilote) dans le secteur. Cette demande doit inclure les informations suivantes : coordonnées du promoteur, l'exploitant aérien, le modèle d'UAV utilisé, le numéro de série, les motifs du vol, le plan de vol et le périmètre prévu.

L'exploitant aérien doit respecter et s'assurer que les règles de Transports Canada sont respectées. L'exploitant aérien devra s'assurer que les opérations aux sols et dans les airs s'exécuteront selon les normes de sécurité en vigueur.

15- PLAN VERT

L'entretien, la tonte et l'arrosage des plans verts, des parvis plantés et des bacs d'arbres, ainsi que les plantes intérieures et extérieurs du pavillon de l'esplanade Tranquille sont assurés par l'équipe d'agriculture urbaine du Partenariat et l'arrondissement de Ville-Marie.

15.1 Gazon

Les surfaces gazonnées de la place des Festivals, du Parterre, de la promenade des Artistes, de la place Émilie-Gamelin et de l'esplanade Tranquille doivent être refaites à neuf annuellement dans leur totalité.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal a mis en place un mode de facturation aux promoteurs qui occupent ces surfaces, basés sur un tarif quotidien qui s'applique à chacune des places. Ce tarif a été calculé en fonction d'une répartition du coût total de remplacement du gazon entre les promoteurs occupants (80 %) et l'arrondissement de Ville-Marie (20 %).

Le tarif a été établi en fonction du nombre de jours d'utilisation des surfaces gazonnées, incluant le montage, la tenue de l'événement et le démontage. Par conséquent, toute installation (éléments scéniques, mobiliers, filage, etc.) sur les surfaces gazonnées mentionnées entraînera une facturation dont le montant sera fixé par jour et pour chaque lieu d'occupation.

Les surfaces gazonnées des autres places publiques du Quartier des spectacles peuvent aussi être soumises à une facturation déterminée selon la nature et l'envergure des dommages subis.

---

[14] https://quartierdesspectacles-my.sharepoint.com/:b:/p/operations/EaWYD6QRZOtKlCFI26dnWGIBRAER911Hgf8lWFAeIbOSaw

[15] http://www.montrealfilm.com/

15.2 Arbres

L'émondage et l'entretien des arbres sont sous la responsabilité de l'arrondissement de Ville-Marie. Un promoteur ne peut donc pas, et ce, en tout temps, tailler, élaguer ou abattre un arbre ou un arbuste sur le domaine public.

Il est strictement interdit de fixer aux troncs ainsi qu'aux branches des arbres des fils électriques, des systèmes de sonorisation, de l'affichage ou tout autre matériel. Tout comme pour les lampadaires, poteaux, réverbères, monuments, etc., il est également interdit d'y monter ainsi que d'y remiser/appuyer des matériaux ou des bicyclettes. Les grilles recouvrant les fosses des arbres doivent rester dégagées en tout temps.

La même réglementation est également appliquée aux bacs d'arbres du Partenariat.

16- PROPRETÉ, ENTRETIEN ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Lors de la tenue d'un événement ou d'une activité, le promoteur doit maintenir le site propre en tout temps. Il y a donc lieu de prévoir, durant toute la période couverte par le permis, un nombre suffisant de contenants à déchets ainsi qu'une équipe pour effectuer l'entretien du site. Le plan d'entretien fera l'objet d'une entente préalable avec le Partenariat. Dans certains cas, le promoteur devra recourir à un lavage à pression. Nous vous conseillons fortement d'utiliser une machine à pression à eau chaude et de discuter au préalable avec le coordonnateur logistique du Partenariat.

Spécifiquement pour la place des Festivals et l'esplanade Tranquille, aucun savon ne peut être utilisé; les joints entourant les buses ne doivent recevoir aucun nettoyage à pression et les eaux grises devront être dirigées vers la rue et non dans les caniveaux/buses de la place.

Il est de la responsabilité du promoteur de veiller à ce qu'aucun dommage ne soit causé aux immeubles, à l'aménagement paysager (pelouses, arbres et plantes), au mobilier urbain ou à toute autre propriété du Partenariat et de la Ville de Montréal se trouvant sur le territoire délimité par le permis d'occupation du domaine public, pendant la durée complète de validité du dit permis. Un représentant du promoteur de l'événement ou de l'activité doit être présent sur les lieux pendant toute la durée d'occupation.

Le promoteur a la responsabilité de visiter le site avant la période de montage, d'en prendre soigneusement connaissance et de l'accepter dans son état constaté. Cette visite sera effectuée en compagnie de l'un des membres de l'équipe du département des opérations du Partenariat.

Le promoteur s'engage à remettre (à ses frais) le lieu dans l'état où il se trouvait à la date de la prise de possession (état constaté à la visite de site), excepté pour toute détérioration qui serait due à l'usure normale des places publiques ou des équipements ainsi qu'en cas de force majeure. Au moment de la remise des lieux (dates et horaire de fin de démontage fournis lors du dépôt du cahier des charges), le Partenariat procédera à une inspection du site en compagnie du promoteur.

À défaut de respecter les engagements, le Partenariat prendra le relai du promoteur pour remettre les places dans leur état initial. Des frais d'administration seront facturés en plus des frais du nettoyage. Aucune approbation de soumission ne sera demandée.

À noter que des visites quotidiennes sont effectuées par les représentants du département des opérations du Partenariat. Tous les bris constatés seront aussitôt notés et consignés dans un rapport de constat de bris dont le promoteur prendra connaissance (signature à l'appui).

16.1 Déchets, matières recyclables et équipements sanitaires

Durant son événement, le promoteur est responsable de la gestion et de la collecte des déchets ainsi que de celle des matières recyclables.

« Lors d'organisation d'événements sur le domaine public, les promoteurs doivent récupérer les matières résiduelles recyclables générées par leurs activités. Depuis 2007, l'autorisation de tenir des événements publics est assujettie à la présentation et à l'application d'un plan des 3RV, c'est-à-dire la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation. Il fera partie intégrante des conditions de réalisation. » (Ville de Montréal)

Il y a donc lieu de prévoir, durant toute la période couverte par le permis, un nombre suffisant de contenants à déchets et à recyclage ainsi qu'une équipe pour effectuer l'entretien du site. Le promoteur est invité à engager une firme spécialisée pour faire le tri des déchets du site durant la durée de son occupation du domaine public. Le promoteur doit aussi disposer de tous les déchets engendrés lors de l'événement.

Plusieurs trios, comprenant des espaces pour les déchets et pour le recyclage, se trouvent sur les sites du Quartier des spectacles. Le promoteur est responsable de la collecte et de la gestion des déchets/articles à recycler (ou composter) qui y sont laissés, mais aussi du nettoyage de l'extérieur et des fonds de bacs de poubelles si nécessaire. Pour des situations exceptionnelles, certains trios peuvent être retirés ou repositionnés ailleurs sur le site occupé ou dans le Quartier des spectacles. Tout plan d'entretien fera l'objet d'une entente préalable entre le promoteur, le Partenariat et les intervenants concernés.

Les équipements sanitaires (dont les toilettes) doivent être en nombre suffisant et entretenu pendant toute la durée de l'occupation du site. L'installation doit être prévue pour couvrir les périodes de montage (dès le premier jour) et de démontage (jusqu'au dernier jour). Tout équipement sanitaire doit être installé dans les endroits préalablement autorisés par le Partenariat et la Ville de Montréal qui peuvent aussi exiger un nombre minimum d'unités selon l'achalandage prévu. En raison des normes environnementales en vigueur, les branchements dans les puisards pour disposer des eaux grises sont désormais interdits.

Le promoteur doit s'assurer de remettre le site propre tel qu'il lui a été confié à la fin de ses activités. Tous les éléments liés à son événement devront avoir quitté le site à la fin du démontage (dates et horaire fournis lors du dépôt du cahier des charges). Si des éléments sont toujours présents 48h suivant le démontage, le Partenariat prendra les mesures nécessaires pour en assurer la reprise. Le temps homme nécessaire ainsi que des frais d'administration vous seront facturés. Aucune approbation de soumission ne sera demandée.

16.2 Déneigement

Le déneigement/déglaçage des rues et trottoirs est assuré par l'arrondissement de Ville-Marie avant et après un événement ou une activité. Le promoteur a ainsi la responsabilité de déneiger et

d'empêcher au maximum la formation de glace sur les lieux pour toute la durée de son permis d'occupation du domaine public.

Dans le cas des places publiques, le Partenariat s'assure que les déambulatoires et emmarchements soient déneigés en tout temps. Le promoteur est pour sa part chargé du déneigement/déglaçage des places, selon l'emplacement de ses installations, et ce, pour toute la durée de son permis d'occupation.

Tout équipement de déneigement doit être équipé d'un matériau non dommageable pour les différents types de surfaces par exemple des lames en téflon et devra être approuvé par le Partenariat.

Pour le déglaçage des places, le promoteur doit employer du sel bleu ou un mélange de sel bleu et de pierres dans une proportion de 50/50. Tout autre produit sera préalablement autorisé par le département des opérations du Partenariat.

17- SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La sécurité de chaque personne présente sur le site, quel que soit son rôle ou le motif de sa présence (artiste, technicien, employé, livreur, conducteur, spectateur, etc.), doit primer en tout temps.

17.1 Cartes de qualifications

Les travailleurs, les professionnels et les membres de corps de métier doivent être titulaires d'un certificat attestant leur degré de compétence, délivré par un organisme autorisé, et avoir en tout temps leurs cartes de qualification sur eux. Le Partenariat peut, en tout temps, demander au promoteur de présenter les cartes de qualification de ses travailleurs.

17.2 Équipement de protection individuelle

Les normes de la CNESST sont en vigueur sur tout le territoire. La Ville et le Partenariat exigent le respect d'une série de règles de sécurité au travail, en conformité avec la réglementation fédérale et provinciale. Pendant toute la durée du permis, tout travailleur est tenu de porter, selon ses fonctions, les équipements de protection individuelle suivants :

- Pantalon long ;
- Chandail ou t-shirt ;
- Chaussures munies d'embouts et de cambrions d'acier et résistantes aux décharges électriques ;
- Dossard de sécurité ;
- Casque.

Le Partenariat pourra, en cas de conflit, communiquer avec la CNESST[16] pour faire appliquer la réglementation et, dans un cas ultime, un refus d'obtempérer pourra conduire à une expulsion du site.

Les travailleurs doivent en tout temps avoir accès à une trousse de premiers soins.

[16] http://www.CNESST.qc.ca

17.3 Protection contre les chutes

Les normes de la CNESST[17] sont en vigueur sur tout le territoire. Chaque personne qui travaille à une hauteur non protégée de plus de 8 pi (2,4 m) doit porter un harnais de sécurité attaché à un point d'ancrage approprié en utilisant une longe de sécurité avec absorbeur d'énergie. Un professionnel accrédité embauché par le promoteur aura la charge de vérifier que le matériel est utilisé selon les règles en vigueur. **Rappelons que la CNESST peut inspecter le chantier à tout moment.**

18- INSERTION PROFESSIONELLE

Le Partenariat engage des personnes en difficulté sociale pour exécuter différentes tâches pendant la tenue d'un événement ou d'une activité et encourage fortement ce genre d'initiative auprès des promoteurs qui interviennent dans le Quartier des spectacles. Le Partenariat est très heureux de cette collaboration et fait fièrement la promotion de sa relation avec la Société de développement social œuvrant dans Ville-Marie (SDS)[18], Spectre de rue[19] et TAPAJ[20].

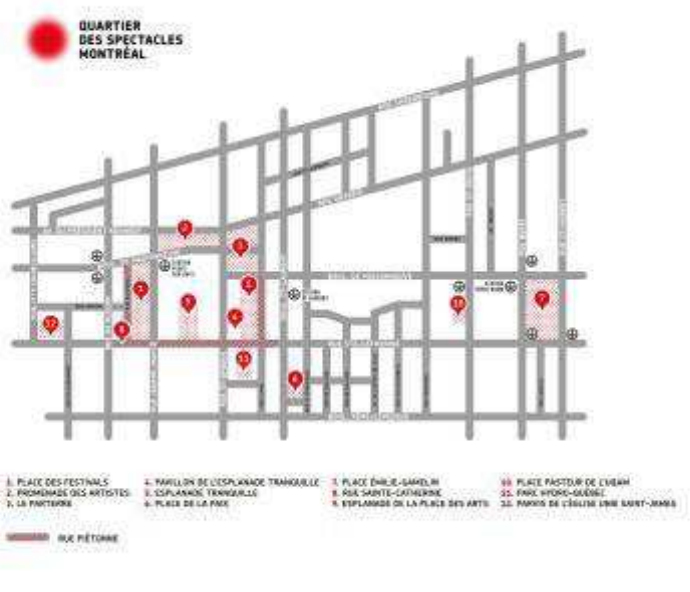
La SDS a pour mission de contribuer à la résolution de problèmes sociaux reliés à la pauvreté, l'itinérance et toutes les formes d'isolement social pouvant être vécues sur le territoire de l'Arrondissement Ville-Marie, notamment en créant des partenariats visant à intégrer dans un emploi des personnes bénéficiant des services des refuges et des centres de jour de l'arrondissement.

Ces personnes constituent des employés hors pair qui ont à cœur de réussir ce qu'elles entreprennent. Les candidats, choisis selon le poste, améliorent ainsi leurs conditions de vie et développent leur confiance et leur estime personnelles, tout comme leur confiance envers autrui. Ce programme leur permet aussi d'acquérir de nouvelles habiletés personnelles et professionnelles.

[17] http://www.cnesst.qc.ca/
[18] https://sds.social/
[19] https://www.spectrederue.org/
[20] https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/prevention/colloque/2019/4.1_tapaj.pdf

RÈGLES D'UTILISATION - À SIGNER[21]

CARTE DU QUARTIER DES SPECTACLES



TROUSSE DU PROMOTEUR 2022[22]

[21] https://quartierdesspectacles-my.sharepoint.com/:b:/p/operations/Eaq_ny3ACsxGlTLiU6A0UNMBR1qQfe-axnQs77Uxsb7mxQ?e=dwIBjH

[22] https://sway.office.com/G6a1rCjkGCuvm2pB

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227317011

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant 600 000 $ et un soutien technique à l'organisme Festival international de jazz de Montréal inc. pour l'organisation du 30 juin au 9 juillet de la 42e édition du Festival international de jazz de Montréal (FIJM). Approuver des projets de conventions à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1227317011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-25

Diana VELA
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3203
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

CE : 20.056

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.001

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.002

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228816003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales des arrondissements et des organismes paramunicipaux pour la mise en place du Programme Cyclovia à Montréal pour 2022 / Autoriser une dépense de 200 000 $ à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place des événements de *Cyclovia* à Montréal pour 2022;
2. d'autoriser une dépense de 200 000$ à cet effet;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 16:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228816003**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales des arrondissements et des organismes paramunicipaux pour la mise en place du Programme Cyclovia à Montréal pour 2022 / Autoriser une dépense de 200 000 $ à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le concept des *événements Cyclovias* est une série de parcours gratuits lors desquels les cyclistes, patineurs à roues alignées, joggeurs ou piétons sont libres de se promener sur un circuit fermé à la circulation automobile. Selon sa configuration et son degré de difficulté, un circuit peut être sportif ou festif.
Le Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place du programme *Cyclovi a* a pour objectif de soutenir financièrement les arrondissements et organismes municipaux dans la réalisation de projets visant à mettre en place des environnements favorables à l'activité physique et à la pratique du sport. Il a été adopté pour la première fois par le comité exécutif en 2016 et son renouvellement doit être approuvé par la même instance annuellement.

En 2021, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a reçu trois (3) demandes de soutien de la part de deux (2) arrondissements, soit Le Sud-Ouest et Ville-Marie ainsi que d'un organisme paramunicipal, soit la Société du Parc Jean-Drapeau. Un total de 114 849,96 $ a été octroyé pour la réalisation de ces événements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DGA 2218475001 - 2 décembre 2021
Autoriser un virement budgétaire d'un montant total de 96 000 $ à 2 arrondissements et autoriser une dépense de 18 849,96 $ à un organisme paramunicipal pour un total de 114 849,96 $ en provenance du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour soutenir les activités sélectionnées dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de « Cyclovia » à Montréal pour l'année 2021

CE21 1066 - 9 juin 2021
Approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal pour 2021 / Autoriser une dépense de 200 000 $ à cet effet

CE19 1960 - 11 décembre 2019
Approuver les modifications au Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de *cyclovias* à Montréal et son renouvellement pour l'année 2020 et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DA 2196340001 - 14 juin 2019
Autoriser un virement budgétaire aux arrondissements, en provenance du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une somme totale de 161 000 $ pour soutenir les activités sélectionnées de cyclovias pour l'année 2019.

CE16 0349 - 9 mars 2016
Adopter le Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de « Cyclovia » à Montréal pour l'année 2016 / Autoriser un virement budgétaire de 70 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports

DESCRIPTION

Le Programme poursuit les objectifs suivants :

- Offrir un circuit sportif ou populaire, festif et familial;
- Transformer certaines rues en espaces publics favorables aux cyclistes, aux piétons et aux coureurs, en lieux de rencontres pour faire valoir l'identité des quartiers montréalais;
- Mettre en place des environnements favorables à l'activité physique et à la pratique du sport pour inciter les gens à rester physiquement actifs;
- Accroître l'intérêt pour les déplacements actifs.

JUSTIFICATION

En renouvelant le Programme, la Ville vise à offrir un soutien aux arrondissements afin de favoriser les saines habitudes de vie et la pratique sportive.
Elle vise aussi à devenir la ville cyclable par excellence, un modèle d'inspiration par la mise en place de mesures audacieuses et à l'avant-garde telles que le *Plan-cadre vélo, Montréal, ville cyclable* . Les cyclovias enrichissent l'offre d'activités. De plus, l'intérêt et la demande des citoyens pour l'appropriation des espaces publics sont grandissants comme en témoigne l'augmentation de fréquentation de 64% des parcs-nature en 2020 par rapport à l'année précédente. Par la mise en place du Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de *cyclovia* sur son territoire, Montréal souhaite donner une place de choix au déplacement actif et offrir à ses citoyens un environnement sécuritaire, convivial et propice à la réappropriation de l'espace public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 200 000 $, est prévu au budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports en 2022. Cette dépense serait assumée à 100 % par la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Source de fierté collective, les événements sportifs favorisent le développement de la

pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports encourage fortement les arrondissements et les organismes paramunicipaux à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets. Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :
Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les génération futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs et d'inciter les Montréalaises et Montréalais à une vie active en leur offrant des activités sportives gratuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de *parcours cyclovias* entraîne la création d'activités populaires, gratuites et récurrentes qui permet à un grand éventail d'utilisateurs de participer à des activités sportives et festives qui favorisent l'adoption de saines habitudes de vie. Si le renouvellement du Programme n'est pas approuvé, la tenue des *événements cyclovi as* pourrait être compromise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le programme est maintenu tel quel, avec le maintien des autorisations émises par la Direction de la santé publique régionale et la Direction générale de la santé publique de tenir des activités en 2022.
Advenant que la Direction de la santé régionale ou Direction générale de la santé publique ne permettent pas la tenue d'événements d'envergure, les événements cyclovias pourraient être annulés ou modifiés pour s'adapter à la situation sanitaire. Dans cette éventualité, la Ville pourrait, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications à la programmation avec les arrondissements et les organismes paramunicipaux participants .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en lien avec dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin à décembre 2022 Réalisation des cyclovias.
Automne ou Hiver 2022-2023 Dépôt du bilan 2022 et évaluation du renouvellement du Programme pour 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume FILIATRAULT
conseiller(-ere) en planification

Tél : 4388813262
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 557-7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2022-04-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2022-04-22

PROGRAMME CYCLOVIA

2022

PROGRAMME

Montréal

TABLE DES MATIÈRES

1. Préambule 2
2. Sélection des projets 2
2.1 Critères d'admissibilité 2
2.2 Soutien financier 3
2.3 Réception de la demande 3
2.4 Critères d'évaluation 3
2.5 Modalités d'évaluation 4
2.6 Modalités de versement..... 4
3. Rôles et engagements des parties prenantes..... 4
3.1 Rôle de la Ville centre 4
3.2 Rôle des arrondissements et organismes paramunicipaux..... 4

1. PRÉAMBULE

À l'origine…
Plusieurs initiatives de cyclovia en Amérique du Nord ont été inspirées par le parcours de Bogota en Colombie mis en place en 1974.

À l'origine de ce mouvement, on retrouve trois grandes préoccupations :

- Le manque d'espaces récréatifs;
- Le constat d'une trop grande place prise par l'auto;
- La montée de la sédentarité et de ses importantes répercussions sur la prévalence des maladies chroniques dans notre société.

De prime abord, le concept cyclovia de Bogota s'apparente à une initiative de type communautaire où tous les types d'usagers sont invités à parcourir un circuit que l'on accorde aux cyclistes, aux piétons et aux coureurs. L'ambiance est généralement festive et joyeuse.

Il est reproduit aujourd'hui dans plusieurs grandes villes telles que Paris, Bangalore et Cape Town.

Le concept cyclovia montréalais
Ce concept est avant tout un événement rassembleur, gratuit et récurrent permettant aux usagers de se promener en vélo, en patins ou à pied. Le choix du parcours est important. Selon la configuration et le degré de difficulté, il pourrait correspondre aux attentes des adeptes de l'entraînement à vélo ou rejoindre les préoccupations des familles qui recherchent une ambiance festive permettant d'initier leurs enfants à la pratique sécuritaire du vélo.

Le Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovia (Programme cyclovia) de Montréal vise à encourager les arrondissements et organismes paramunicipaux à organiser des événements qui obtiendront du succès aux quatre coins de la Ville de Montréal.

Un budget global de 200 000 $ est disponible pour 2022.

Pour plus d'information, consultez la page cyclovia de la Ville de Montréal : www.ville.montreal.qc.ca/cyclovia. Vous pouvez aussi nous écrire à l'adresse courriel suivante : cyclovia@montreal.ca.

2. SÉLECTION DES PROJETS

Le Programme cyclovia s'adresse aux arrondissements et aux organismes paramunicipaux. Il a pour objectif de répondre au plus grand nombre de clientèles cyclistes possible, entre autres :

- Offrir un circuit sportif ou populaire festif/familial;
- Transformer certaines rues en espaces publics favorables aux cyclistes, aux piétons et aux coureurs, en lieux de rencontre pour faire valoir l'identité des quartiers montréalais;
- Mettre en place des environnements favorables à l'activité physique et à la pratique du sport pour inciter les gens à devenir et à rester physiquement actifs;
- Accroître l'intérêt pour les déplacements actifs.

2.1 Critères d'admissibilité

Le demandeur doit être un arrondissement, un regroupement d'arrondissements de la Ville de Montréal ou un organisme paramunicipal.

Pour être admissibles, les projets de cyclovia proposés doivent respecter les critères suivants :

- Le respect des objectifs du Programme cyclovia;
- La gratuité;
- Un parcours sur le domaine public, sur un circuit fermé, le long de rues, d'avenues ou de boulevards;
- Se conformer aux normes et règlements municipaux ainsi qu'aux Lois provinciales et fédérales en vigueur et aux règles de sécurité afférentes;
- Se tenir entre le 1er juin et le 31 décembre 2022.

Le demandeur doit présenter une résolution du conseil d'administration ou du conseil d'arrondissement (ou des conseils d'arrondissements) approuvant le projet, garantissant sa participation financière dans le projet et autorisant l'utilisation de la somme consentie via le Programme cyclovia pour lequel la demande a été soumise.

2.2 Soutien financier

***Cyclovias* festives/familiales**

Les arrondissements ou organismes paramunicipaux, dont le projet sera retenu, pourront recevoir une aide financière correspondant à un maximum de 9 000 $ par kilomètre de parcours jusqu'à concurrence de 18 000 $ par occurrence. Le soutien maximal possible est de 54 000 $ annuellement par arrondissement ou organisme paramunicipal.

***Cyclovias* sportives**

Les arrondissements ou organismes paramunicipaux, dont le projet sera retenu, pourront recevoir une aide financière correspondant à un maximum de 7 000 $ par kilomètre de parcours jusqu'à concurrence de 14 000 $ par occurrence. Le soutien maximal possible est de 42 000 $ annuellement par arrondissement ou organisme paramunicipal.

Le soutien total pour des projets inter-arrondissements sera déterminé selon le nombre d'arrondissements impliqués dans le projet.

La Ville soutiendra un maximum de 3 cyclovias par arrondissement/organisme paramunicipal et se réserve le droit de diminuer ou refuser d'octroyer un soutien financier si l'enveloppe budgétaire du Programme cyclovia est épuisée.

2.3 Réception de la demande

Les arrondissements ou organismes paramunicipaux doivent transmettre électroniquement leur demande dûment remplie (voir le formulaire 2022 du Programme cyclovia), accompagnée des documents exigés, **au plus tard le 1er juin 2022** à l'adresse courriel : cyclovia@montreal.ca.

2.4 Critères d'évaluation

La sélection des projets se fera sur la base des critères suivants :

- Le respect des critères d'admissibilité;
- La qualité du parcours proposé – distance, localisation, accessibilité, lieux d'intérêt (parcs, institutions d'enseignement, marché public, etc.);
- La durée et la récurrence de celui-ci;
- L'acceptabilité sociale du projet par les citoyens et les différentes parties prenantes;

- L’acceptabilité et l’implication des commerçants locaux;
- La cohérence du projet de cyclovia retenu avec son milieu d’insertion;
- La sécurité;
- Le rayonnement de l’événement;
- La diversification des sources de financement (public, privé);
- Le nombre d’usagers ou de participants attendus;
- La qualité du projet soumis (description, budget);
- Les éléments de plus-value (écoresponsable, promotion de saines habitudes de vie, animation urbaine, etc.).

Les projets de cyclovia dont l’activité sera inclusive pour tous les usagers seront privilégiés. L’évaluation des projets portera une attention particulière aux initiatives se tenant dans les secteurs de revitalisation urbaine intégrée et des zones prioritaires de quartiers intégrés.

2.5 Modalités d’évaluation

Un comité aura le mandat d’évaluer les projets. Seules les demandes respectant la date d’échéance et comprenant le formulaire dûment rempli et tous les documents exigés seront évaluées.

L’arrondissement sera informé de la décision relative au soutien de son projet au plus tard 30 jours après la date limite de dépôt des demandes.

2.6 Modalités de versement

L'aide financière sera virée aux arrondissements ou organismes paramunicipaux par le biais d’un dossier décisionnel délégué.

Le non-respect des modalités du Programme cyclovia peut entraîner la non-admissibilité des arrondissements ou organismes paramunicipaux aux autres programmes de soutien administrés et financés par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

3. RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES PRENANTES

3.1 Rôle de la Ville centre

- Offrir un soutien financier aux porteurs de projets;
- Mandater un organisme spécialisé d’offrir une formation technique et un accompagnement aux arrondissements afin de soutenir le développement de l’expertise;
- Faire l’évaluation des projets proposés et réalisés;
- Assurer la coordination avec le calendrier des événements;
- Faciliter l’implication des sociétés de développement commercial et des commerçants locaux;
- Faire la promotion des projets et des bonnes pratiques.

3.2 Rôle des arrondissements et organismes paramunicipaux

- Mettre en place un comité de pilotage de représentants locaux;
- Fournir un plan d’action détaillé et un budget;
- Assurer un processus de consultation auprès des acteurs du milieu, les riverains et les commerçants locaux, etc.;
- Réaliser la cyclovia selon l’échéancier déterminé dans le programme;
- Utiliser le financement accordé exclusivement à la réalisation de la cyclovia;
- Fournir un rapport d’activités incluant des photographies libres de droits, un bilan financier et une évaluation du nombre d’utilisateurs.

PROGRAMME CYCLOVIA

2022

FORMULAIRE

Montréal

1. Identification de l'arrondissement ou de l'organisme paramunicipal

Arrondissement/Organisme : _____
Service : _____
Répondant : _____
Fonction : _____
Adresse : _____
Courriel : _____
Téléphone : _____

2. Identification du projet de Cyclovia

Nom du projet : _____

Récurrence du projet : Hebdomadaire ☐
Mensuelle ☐
Sporadique ☐

Type de cyclovia : Sportive ☐
Festive ☐

Nombre d'événements : _____

Dates des événements : 1 _____ 4 _____
2 _____ 5 _____
3 _____ 6 _____

Longueur du parcours : _____

Nombre d'intersections : _____

Types de parcours : Artères commerciales ☐
Rues résidentielles ☐
Institutionnel (musée, bibliothèque, etc.) ☐
Autres : _____

Principaux sites d'intérêt : _____
_____
_____
_____
_____

Participation prévisionnelle :
Usagers/citoyens : (total des événements) _____
Organismes de quartiers : _____

3. Soutien financier demandé

_____ $ en 2022

4. Prévisions budgétaires

Financement public :	
Fédéral	$
Provincial	$
Municipal	
Ville de Montréal	$
Arrondissements	$
Autres :	$
Total partiel	**$**
Autres revenus :	
Participation financière de tiers :	$
Soutien en biens et services de tiers :	$
Autre **:**	$
Autre **:**	$
Total partiel	**$**
TOTAL DES REVENUS ANTICIPÉS :	**$**

Dépenses admissibles :	
Achat et location de matériel et équipements	$
Préparation ou réparation de matériel et équipements	$
Marketing (communication, matériel promotionnel, promotion, publicité)	$
Personnel de location d'équipements et d'animation des activités	$
Opérations (logistique, aménagement, santé, sécurité, signalisation, plan de détour, etc.)	$
Équipements nécessaires à l'évaluation du nombre d'utilisateurs	$
Permis et autorisations	$
Autres :	$
Autres :	$
Total partiel	**$**
Dépenses non admissibles :	
Rémunération des employés municipaux/paramunicipaux	$
Frais d'utilisation du domaine public municipal	$
Frais de déplacement et de représentation	$
Achat de nourriture, boissons et de biens offerts dans le cadre des activités	$
Autre **:**	$
Autre **:**	$
Total partiel	**$**
TOTAL DES DÉPENSES ANTICIPÉES :	**$**
SOLDE (REVENUS – DÉPENSES) :	**$**

5. Documents à annexer au formulaire

Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire (si applicable) :

- ☐ Une résolution du conseil d'arrondissement ou du conseil d'administration approuvant le projet de Cyclovia et autorisant l'utilisation de la somme consentie via le Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de Cyclovia pour réaliser le projet pour lequel la présente demande a été soumise.
- ☐ Description détaillée du projet : objectifs visés, environnement immédiat, partenaires, accessibilité, sites d'intérêt, durée de chaque événement et récurrence, organisation de l'événement, plan d'action, plan de communications, acceptabilité sociale, cohérence, etc.
- ☐ Plan identifiant clairement le parcours proposé.
- ☐ Autorisations et permis requis pour la réalisation du projet (si nécessaire).

6. Gestion et fonctionnement

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, pour assurer la saine gestion du programme, l'arrondissement accepte de :

- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné aux activités ou à l'événement de tout changement d'importance aux activités ou l'événement pour lequel une aide financière a été demandée;
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation des activités ou de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le portail Internet de la Ville : **ville.montreal.qc.ca**;
- Informer la Ville de Montréal de toute organisation d'événements de presse ou de diffusion de communiqués de presse et convenir avec celle-ci de toute intervention publique;
- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à la tenue du projet.

7. Renseignements et mode de transmission de la demande

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante : cyclovia@montreal.ca

Le formulaire dûment rempli et signé par le gestionnaire autorisé de l'arrondissement incluant les annexes doit être transmis électroniquement à l'adresse suivante : cyclovia@montreal.ca

Un accusé de réception sera envoyé pour les demandes transmises électroniquement.
La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228816003
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique*
Projet : Approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales pour la mise en place de cyclovias à Montréal pour 2022 / Autoriser une dépense de 200 000 $ à cet effet

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive* *- Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les génération futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles* *- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité #4 et #5 : Augmentation du nombre d'actions et d'initiatives déployées par les arrondissements et les organismes paramunicipaux afin de:* *- réduire l'empreinte écologique de leur événement* *- d'inclure des sphères sous représentées de la société à leur événement* *Priorité #20 : Dans le respect du protocole de visibilité du Programme, les arrondissements et les organismes paramunicipaux*			

élaborent différentes stratégies de communication, de promotion et de diffusion (par exemples : utilisation des différents médias sociaux, diffusion en directe sur les médias sociaux ou sur des chaînes de télévision, relations de presse, etc.) afin d'assurer une couverture médiatique satisfaisante de leur événement, d'augmenter le taux de participation tout en assurant à la Ville de Montréal une visibilité suffisante.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1228816003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver le renouvellement du Programme de soutien aux initiatives locales des arrondissements et des organismes paramunicipaux pour la mise en place du Programme Cyclovia à Montréal pour 2022 / Autoriser une dépense de 200 000 $ à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1228816003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-19

Alpha OKAKESEMA
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.004

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1218746003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division sécurité et aménagement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

Il est recommandé d'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 18:11

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1218746003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division sécurité et aménagement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda vise à bonifier le nombre de projets retenus et qui devront faire l'objet d'offres de services émanant des conseils d'arrondissement pour prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des projets visant l'implantation d'aménagements permanents dans les rues aux abords des écoles faisant partie, en tout ou en partie, du RAAV, et ce, pour l'année 2022.
Parmi ces nouveaux projets sélectionnés, 5 prévoient des interventions sur le RAAV et le réseau local et 7 projets concernent uniquement le réseau local. Ces projets s'ajoutent à la liste initiale mentionné au sommaire original.

Liste des nouveaux projets retenus qui prévoit des interventions sur le RAAV :

N° du projet	Nom de l'arrondissement	Projet - Écoles ciblées	Réseau administratif	Financement PSAÉ accordé (net de ristourne)
PSAE_VER21-0824_1	Verdun	École Primaire Riverview	Artériel (RAAV), Local	136 971,94 $
PSAE_LAS21-0810	LaSalle	École secondaire Cavelier-De LaSalle	Artériel (RAAV), Local	91 764,32 $
PSAE_RDP21-0808	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	École De la Belle-Rive (anciennement appelé	Artériel (RAAV), Local	381 490,00 $

		René-Pelletier) École Sainte-Germaine-Cousin		
PSAE_AHU21-0707	Ahuntsic-Cartierville	École Louis-Colin	Artériel (RAAV), Local	171 298,00 $
PSAE_VER21-0824_3	Verdun	École Notre-Dame-de-la-Paix	Artériel (RAAV), Local	67 401,98 $

Le montant accordé constitue le financement maximal alloué pour le projet. Les travaux doivent également être réalisés en totalité en 2022.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maurice OVIEDO
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1218746003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division sécurité et aménagement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

Il est recommandé d'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-01-27 06:15

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218746003**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division sécurité et aménagement durable
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Plan de transport
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV).

CONTENU

CONTEXTE

Le programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) a pour objectif d'accélérer les interventions de sécurisation aux abords des écoles primaires et secondaires de la Ville de Montréal reconnues par le ministère de l'Éducation du Québec.
Ce programme s'adresse aux 19 arrondissements de la Ville de Montréal. En raison de leur connaissance fine de leur territoire, ils sont les mieux placés pour accélérer la mise en œuvre d'interventions adaptées aux réalités du milieu et ainsi contribuer à faire de Montréal une Ville qui encourage les déplacements actifs des jeunes de 5 à 17 ans vers l'école par des aménagements sécuritaires.

Les responsabilités central/arrondissements sont reparties comme suit :
- Coordination du programme, soutien financier : Direction de la mobilité - Service de l'urbanisme et de la mobilité.
- Planification, conception et réalisation des travaux sur le réseau routier : Les arrondissements, suite à des résolutions similaires (offre de services du conseil d'arrondissement et acceptation de l'offre par le conseil de la ville) en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, lorsque requis. Cet article stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ».

Le déploiement des projets du programme PSAÉ a démarré en 2020. Vingt-et-un (21) projets avaient alors été acceptés dont dix-neuf (19) ont été réalisés lors de la première année en

2020. En 2021, trente-quatre (34) projets ont été retenus dans dix (10) arrondissements et vingt-neuf (29) ont été réalisés. Le présent dossier porte sur l'acceptation sur les premières offres de service reçues ou à venir des arrondissements visant la réalisation de projets acceptés dans le cadre du PSAÉ pour réalisation en 2022 et qui se situent en partie ou en totalité dans le RAAV. Des offres sont en évaluation pour une prochaine phase en 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 10351 - 14 décembre 2021 - Offrir en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, au conseil municipal que l'arrondissement prenne en charge la conception et la réalisation des travaux visant les intersections surélevées sur Charleroi / Éthier et Charleroi / Balzac faisant partie du réseau routier artériel. Ces travaux font partie du Plan d'action Vision Zéro inclus dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), du Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la mobilité, Division de la sécurité et de l'aménagement durable.
CM21 0180 - 24 février 2021 - Accepter les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2021 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

CM20 0523 - 26 mai 2020 - Accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissements dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles, afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2020 sur le réseau artériel administratif de la ville (RAAV), en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

CM19 0469 - 15 avril 2019 - Approuver le règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles.

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur l'acceptation de premières offres émanant des conseils d'arrondissement de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des projets retenus dans le cadre du PSAÉ, et visant l'implantation d'aménagements permanents dans les rues aux abords des écoles faisant partie, en tout ou en partie, du RAAV, et ce, pour l'année 2022. Ce dossier vise à approuver seulement les projets qui ont été retenus pour réalisation en 2022 en première phase.
Suite à un appel à projet auprès des arrondissements, 10 projets ont été retenus dans 10 arrondissements. Parmi ces projets, 2 prévoient des interventions uniquement sur le RAAV, 5 prévoient des interventions sur le RAAV et le réseau local et 3 projets concernent uniquement le réseau local.

Liste des projets retenus qui prévoient des interventions sur le RAAV :

N° du projet	Nom de l'arrondissement	Projet - Écoles ciblées	Réseau administratif	Financement PSAÉ accordé
PSAE_LSO21-0801	Le Sud-Ouest	École Honoré-Mercier; Cœur-Immaculé-de-Marie	Artériel (RAAV) et local	334 708,31 $
PSAE_LAC21-0822	Lachine	École Des Berges-De-Lachine	Artériel (RAAV)	221 559,32 $

PSAE_RDP21-0804	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	École Sainte-Marguerite-Bourgeoys	Artériel (RAAV) et local	400 000,00 $
PSAE_VSP21-0825	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	École Saint-Barthélemy	Artériel (RAAV) et local	379 000,00 $
PSAE_OUT21-0814	Outremont	Écoles Nouvelle-Querbes // Buissonnière // Centre François-Michelle // CPE Querbes // CPE Le Pitchounet	Artériel (RAAV) et local	400 000,00 $
PSAE_MTN21-0710	Montréal-Nord	Écoles Pierre-de-Coubertin ; Saint-Vincent-Marie ; de la Fraternité	Artériel (RAAV)	400 000,00 $
PSAE_AHU21-0709	Ahunstic-Cartierville	Écoles Sourp-Hagop et Alice-Parizeau	Artériel (RAAV) et local	295 347,00 $

Le montant accordé constitue le financement maximal alloué pour le projet. Les travaux doivent être réalisés en totalité en 2022.

Conditions d'acceptation, par la ville centre, de l'offre de services d'un arrondissement

Pour l'exécution des projets, les arrondissements devront se soumettre aux conditions suivantes :

- Le conseil d'arrondissement devra adopter une résolution pour offrir au conseil de la Ville de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation du projet qu'il propose et qui sera implanté, en tout ou en partie, sur une ou des rue(s) du RAAV (en vertu de l'article 85 de la Charte).
- L'arrondissement devra obtenir l'autorisation de la Directrice de la Mobilité avant de procéder aux lancements des appels d'offres pour la réalisation des plans et devis et les travaux d'aménagement. Cette exigence permet à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés. L'avis favorable du Comité de validation de la Direction de la Mobilité (Carrefour mobilité) est requis à cette fin.
- L'arrondissement devra inscrire la Direction de la Mobilité comme partie prenante, ainsi que le Service des finances comme intervenant pour l'imputation des dépenses, dans les sommaires décisionnels d'octroi de contrats pour la réalisation des plans et devis et des travaux. Cette intervention confirme que la Direction de la Mobilité va assumer l'entièreté des dépenses dans les limites des budgets approuvés.
- L'arrondissement devra coordonner ses actions de communication avec le SUM et le Service des communications de la ville centre pour toute annonce publique liée à l'annonce ou l'inauguration du projet. Il devra également collaborer aux actions de communication réalisées par la ville centre.

Les conditions et exigences au programme comprennent également les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera, s'il y a lieu, d'obtenir l'approbation par le Service de

l'eau des plans et devis réalisés;

- L'arrondissement s'engage à gérer le projet en utilisant les meilleures pratiques de gestion de projet, en conformité avec le Cadre de gouvernance des projets et des programmes de la Ville;
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir à la ville centre, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la ville centre, au processus d'évolution budgétaire. Plus précisément, il devra établir et tenir à jour un échéancier maître dans lequel sera inscrit le déroulement du projet, décrire comment sont utilisés les fonds mis à sa disposition pour la réalisation du projet étant entendu que les fonds destinés à la réalisation du projet doivent être utilisés à cette seule fin;
- L'arrondissement se doit d'informer la ville centre de toutes modifications aux dates charnières de travaux et de la date de fin de travaux une fois ceux-ci terminés;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits, un écart budgétaire pourrait ainsi remettre en question le financement d'un projet préalablement approuvé par la Direction de la mobilité ou amener à revoir son envergure;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement;
- L'arrondissement s'engage à compléter la réalisation du projet selon l'échéancier convenu avec la ville centre;
- Le bordereau des appels d'offres doit être conçu de manière à ce qu'il soit possible d'identifier les coûts reliés à chacun des projets.

JUSTIFICATION

En raison de leur connaissance fine de leur territoire, les arrondissements sont les mieux placés pour accélérer la mise en œuvre d'interventions adaptées aux réalités du milieu et ainsi contribuer à faire de Montréal une ville qui encourage les déplacements actifs des jeunes vers l'école.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans son programme d'aménagements visant la sécurité des déplacements, notamment aux abords des écoles, la Ville de Montréal a obtenu un règlement d'emprunt de 25M$ pour financer le PSAÉ afin de permettre l'implantation d'aménagements permanents sur le réseau routier de la Ville de Montréal. Cette enveloppe provient du règlement d'emprunt: CM19 0469 - du 15 avril 2019 - *Approuver le règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles* .

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que ce dossier de par sa forme n'est qu'un simple acte administratif.
Voir grille d'analyse en pièce jointe pour plus de détails.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où les offres de services à venir des d'arrondissements ne sont pas acceptées ou sont retardées, il ne sera pas possible de réaliser les travaux en 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il est possible que les conditions actuelles liées à la pandémie retardent la réalisation des travaux par les arrondissements, ou même les rendent impossibles cette année.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résolution : CM du 21 février 2022
Prise en charge des projets par les arrondissements : 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maurice OVIEDO
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3579
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-18

Ève LEDUC
Chef de division

Tél : 514 773-0047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2022-01-26

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 21 février 2022 Séance tenue le 22 février 2022	Résolution: CM22 0240

Accepter les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 février 2022 par sa résolution CE22 0241;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

d'accepter les offres de service reçues ou à venir des conseils d'arrondissement dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ), afin de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux visant l'implantation d'aménagements permanents en 2022 sur le réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), en vertu de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.04 1218746003
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 23 février 2022

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228935002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter les offres de services d'arrondissements en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rue et de voies cyclables pour l'année 2022

Il est recommandé d'accepter les offres de services des conseils d'arrondissements en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rues et de voies cyclables pour l'année 2022.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 12:12

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228935002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accepter les offres de services d'arrondissements en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rue et de voies cyclables pour l'année 2022

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau routier administratif artériel de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Sachant que les rues sur lesquelles ils souhaitent intervenir relèvent de la juridiction du conseil de la Ville, des arrondissements ont offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ».
Par ailleurs, le 2 décembre 2021 le conseil d'agglomération a délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal (CG21 0668). Sachant que l'aménagement et le réaménagement de pistes cyclables sur lesquelles ils souhaitent intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, des arrondissements offrent d'y réaliser des travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

L'acceptation des offres de services des arrondissements relativement à des projets d'aménagement et de réaménagement à réaliser en 2022, constitue l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 10102 - 11 avril 2022 - QUE soit offert au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la prise en charge par l'arrondissement de la conception, la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de dos d'âne et de traverses surélevées sur l'avenue Salk entre les rues d'Amos et de Charleroi.
CA22 080144 - 5 avril 2022 - D'offrir au conseil municipal la prise en charge par

l'arrondissement de la coordination et de la supervision des travaux de modification de la géométrie de diverses rues dans le développement résidentiel Bois-Franc, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

CA22 220075 - 14 mars 2022 - Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la réalisation du projet de construction d'une saillie et l'élargissement d'un trottoir sur le parc Saint-Gabriel à l'intersection Charlevoix/Mullins sur le réseau artériel de l'arrondissement, dans le cadre des travaux de réfection de sentiers et d'éclairage au parc Saint-Gabriel.

CA22 240072 - 8 mars 2022 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la reconstruction de la rue de la Friponne, des trottoirs des rues Bonneau et Berri ainsi que la voie nord de la rue de la Commune pour les intégrer au réaménagement du parc Fleury-Mesplet, dans l'arrondissement de Ville-Marie

CG21 0668 - 2 décembre 2021 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2022, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD 1218471008.

CA21 240120 - 13 avril 2021 - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de fosses de plantations le long du Viaduc Berri entre les rues Sherbrooke et Ontario dans l'arrondissement de Ville-Marie

DESCRIPTION

1) À la suite d'un processus d'analyse des demandes des arrondissements de prendre en charge la coordination et la réalisation de travaux d'aménagement de rues dans le RAAV et de voies cyclables prévues au Plan Vélo 2019, la Direction de la mobilité du SUM a émis un avis favorable pour la réalisation en 2022 des projets suivants :

Numéro de projet	Arrondissement	Titre du projet
A85_LSO22-0302	Le Sud-Ouest	Aménagement d'une saillie et élargissement d'un trottoir aux abords du parc St-Gabriel à l'intersection des rues Charlevoix et Mullins
A85_MTN22-0204	Montréal-nord	Construction de dos d'âne sur la rue Salk entre les rues Amos et Charleroi
A85_SLR22-0303	Saint-Laurent	Sécurisation des aménagements cyclables du secteur Bois-Franc
A85_VIM22-0202	Ville-Marie	Réaménagement du parc Fléury-Mesplet, de la rue de la Friponne, la rue Berri, la rue de la Commune et la rue Bonneau
A85_VIM22-0401	Ville-Marie	Verdissement des murs du viaduc de la rue Berri à l'intersection de la rue Sherbrooke

2) En plus, dans le cadre de la réalisation des projets intégrés, la Direction de la mobilité du SUM accepte la prise en charge par l'arrondissement de ce projet :

Arrondissement	Titre du projet
	Travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de

Lachine	voirie sur la rue Saint-Antoine, entre la 23e Avenue et le croissant de Holon

JUSTIFICATION

Comme les travaux envisagés seraient exécutés dans le RAAV ou toucheraient le réseau cyclable identifié au Plan Vélo 2019, dont la compétence en matière d'aménagement et de réaménagement est déléguée par le conseil d'agglomération au conseil municipal, il est requis que ce dernier délègue, aux arrondissements concernés, la conception et la réalisation des travaux en acceptant leurs services, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
En raison de leur expertise en construction et du fait que les travaux se dérouleraient sur leur territoire, les arrondissements sont l'instance la mieux placée pour réaliser le plus efficacement ce type de travaux.

L'acceptation, par la conseil de la Ville, des offres de services des arrondissements est conditionnelle au respect de l'encadrement administratif C-OG-SUM-P-20-002 « Traitement administratif aux fins de l'analyse et la gestion de demandes de projets devant faire l'objet d'une offre de services des arrondissements au conseil de la Ville visant l'aménagement et le réaménagement de rues faisant partie du réseau routier artériel administratif de la ville (RAAV), en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec - Communiqué no 826 ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la mobilité du SUM s'engage à assumer les coûts de réalisation pour l'aménagement des rues ou des voies cyclables de certains projets à l'intérieur de ses budgets d'immobilisation, soit :
- le programme 45000 : Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable

- le programme 59070 : Programme d'aménagement des rues - Artériel

Ci-dessous, sont indiqués les coûts de réalisation estimés des projets :

Numéro de projet	Arrondissement	Titre du projet	Financement 45000	Financement 59070
A85_LSO22-0302*	Le Sud-Ouest	Aménagement d'une saillie et élargissement d'un trottoir aux abords du parc St-Gabriel à l'intersection des rues Charlevoix et Mullins	-	-
A85_MTN22-0204*	Montréal-nord	Construction de dos d'âne sur la rue Salk entre les rues Amos et Charleroi	-	-
A85_SLR22-0303	Saint-Laurent	Sécurisation des aménagements cyclables du secteur Bois-Franc	600 000 $	-
A85_VIM22-0202*	Ville-Marie	Réaménagement du parc Fléury-Mesplet, de la rue de la Friponne, la rue Berri, la rue de la Commune et la rue Bonneau	-	-
A85_VIM22-0401*	Ville-Marie	Verdissement des murs du viaduc de la rue Berri à l'intersection de la rue	-	-

		Sherbrooke		

* Le financement de ces projets est assumé par les arrondissements respectifs.

Tout dépassement de l'estimation des coûts devra faire l'objet d'une approbation préalable par la Direction de la mobilité du SUM. Les travaux doivent être réalisés en 2022.

Finalement, le financement du projet suivant est assujetti aux vérifications internes à la réalisation des projets intégrés de la Direction de la mobilité du SUM :

Arrondissement	Titre du projet
Lachine	Travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur la rue Saint-Antoine, entre la 23e Avenue et le croissant de Holon

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisqu'il s'agit d'un dossier de nature administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où les offres de services des arrondissements ne seraient pas acceptées, il ne sera pas possible de réaliser les travaux dans le calendrier ciblé.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute opération de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022 : Acceptation des offres de services des conseils d'arrondissements par le conseil municipal
Mai à décembre 2022 : Travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane BLAIS, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Fabian VEGA, Le Sud-Ouest
Xavier GUAY-MARLEAU, Ville-Marie
Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie
Adèle PAVAGEAU, Montréal-Nord
Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Adriana MELENDEZ, Ville-Marie
Garo TAMAMIAN, Lachine
Dina ASAAD, Montréal-Nord

Lecture :

Xavier GUAY-MARLEAU, 24 avril 2022
Juan Carlos RESTREPO, 21 avril 2022
Adriana MELENDEZ, 21 avril 2022
Dina ASAAD, 20 avril 2022
Stéphane CARON, 20 avril 2022
Fabian VEGA, 20 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tommy BEAULÉ
Conseiller en planification

Tél : 514 872-4830
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Damien LE HENANFF
Chef de section - gestion de portefeuille de projets

Tél : 514 295-1930
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice

Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2022-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2022-04-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228935002
Unité administrative responsable : Direction de la mobilité - SUM
Projet : Accepter les offres de services d'arrondissements en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de rue et de voies cyclables pour l'année 2022

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227211014

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-23.2 : P18-P28) - Chaînage REM : 202+300 à 202+630 - Système de drainage.

Il est recommandé:
1. d'autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A-23.2 : P18-P28) - Chaînage REM : 202+300 à 202+630 - Système de drainage.

2. d'autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 15:18

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1227211014

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-23.2 : P18-P28) - Chaînage REM : 202+300 à 202+630 - Système de drainage.

CONTENU

CONTEXTE

Projet REM s.e.c géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM). La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructures existantes. La portion du projet faisant l'objet du présent dossier concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge/Bonaventure. La conception du drainage de ces structures étant approuvé par la Ville et le Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) et que ces derniers ont délivré leur autorisation a REM/NouvLR. La Ville doit maintenant confirmer qu'elle ne s'oppose pas à la réalisation des travaux de drainage tel que demandé dans la lettre (pièce jointe), et ce, en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) article 8 Avis de travaux.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D St-Hyacinthe PM 72.70 et S/D St-Hyacinthe PM 72.80, entre les piliers P18 à P28, sur lesquels CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies »). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 2 mars 2022 (no. réf.:01-REM-VMTL-LET-00206) portant sur les travaux de structure du Pont REM (voir pièce jointe).

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Dans le cas présent, après vérification avec les différentes unités impliquées dans le projet et pouvant être affectées par de tels travaux (tel qu'identifié à la section justification), aucune objection n'a été soulevée par rapport aux travaux proposés par le promoteur (CDPQ Infra).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0392 - 7 août 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) du chainage REM de la culée : 202+300 à 202+630 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis pour non objection
CG21 0390 - 6 août 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM de la culée: 203 +038 à 203+300 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis pour non objection

CG21 0391 - 17 juin 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P45-P46) - Du chaînage REM de la culée : 203+296.4 à 230+384.9

CG20 0085 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM: 203+296.4 à 230+384.9 - Autoriser le directeur du Service des infrastructure du réseau routier à signer l'Avis pour non objection.

CE20 1631 - 28 octobre 2020 - Autoriser le greffier à émettre une attestation conditionnelle de non objection à la délivrance par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ.,c. Q-2) pour des travaux d'aqueduc et de drainage permanent du projet du Réseau Express Métropolitain (REM), à la station de correspondance Côte-de-Liesse (anciennement A-40) et dans le corridor ferroviaire entre l'autoroute 40 et le boulevard de la Côte-Vertu, sur le territoire de la Ville de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent (Réf : CA-DM-05, lots 2 189 579, 6 181 984, 6 181 995, 6 181 998, 6 181

987, 3 093 062, 3 093 064, 2 189 585, 4 239 416, 4 239 414, 4 239 413, 4 239 412, 4 239 411, 4 239 410, 4 239 409, 5 457 238, 5 457 236, 5 457 235, 5 457 237, 2 556 737, 2 556 738, 2 189 586, 2 189 587, 6 182 035, 2 189 741, 2 189 443, 6 181 985).

CG20 0406 - 27 août 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la Loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+630 / Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

CE20 1089 - 30 juillet 2020 - Autoriser le greffier à émettre une attestation de non objection à la délivrance par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ.,c. Q-2) pour des travaux de drainage permanent du corridor ferroviaire qui appartiendra au Réseau Express Métropolitain (REM) entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Jean-Massé (passage Ville-Ville) incluant la station Du Ruisseau dans les arrondissements Saint-Laurent et Ahuntsic-Cartierville (Réf.: DM-08A. Lots 1 985 752, 1 985 751, 1 985 712, 1 985 713).

CG20 0084 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM : 203+038 à 203+300 - secteur Brigde/Bonaventure. - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

CG 20 0249 - 27 février 2020- Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM : 203+296.4 à 230+384.9

CG19 0441 - 19 septembre 2019 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 2 mars 2022 et la Ville a un délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis de non objection pour des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par Projet REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifiés par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité des usagers et des actifs à proximité.
Selon la demande, les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des personnes et des actifs sur les terrains contigus qui sont les propriétés de la Ville de Montréal et du CN et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les réglementations en vigueur.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 2 mars 2022 (no. réf. : 01-REM-VMTL-LET-00206) portant sur les travaux de structure du Pont REM. En effet, la portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie au moment du premier avis, Projet REM a proposé qu'un deuxième avis soit soumis

lorsque la conception de ces derniers est complétée.

Les travaux seront réalisés à partir des lots 6 305 836 (Harcros), 6 305 835, 6 305 837, 6 305 838 (REM inc.), 4 976 221 (CN), 1 381 624 (Rogers), 6 305 839 (Costco), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la signature de la lettre de non objection et d'autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à la signer au nom de la Ville.

JUSTIFICATION

Après vérification auprès des services centraux impliqués, de l'arrondissement du Sud-Ouest et d'Urgences-Santé, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car aucun actif de la ville ne subit d'impacts, tout comme il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des citoyens à proximité de l'emprise ferroviaire.

UNITÉS / SERVICES / GOUVERNEMENT	**COMMENTAIRE CONCERNANT LA SÉCURITÉ**
Ponts et tunnels / Gestion des actifs	Pas d'objection
SPVM	Pas d'objection
SIM	Pas d'objection
Division de l'aménagement et du design urbain - SUM	Pas d'objection
Service de l'eau	Pas d'objection
Urgences-Santé	Pas d'objection
Arrondissement du Sud-Ouest	Pas d'objection

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnés dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il concerne une décision de nature administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, Projet REM ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon de son réseau.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du conseil d'agglomération : mai 2022
Signature de l'Avis : mai 2022
Exécution des travaux : 12 juillet 2021 à décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur de direction
Tél : 514 872-9485

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je

désigne monsieur Benoît Champagne, directeur - Direction de la gestion du portefeuille de projets, pour me remplacer du 14 au 25 avril 2022 (inclusivement), dans l'exercice de mes fonctions de directrice - Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant.

Vous pouvez communiquer avec M. Champagne à l'adresse benoit.champagne@montreal.ca ou par téléphone au 514-978-6542.

Et j'ai signé,

Nathalie Martel, ing., M.Sc.A, PMP
Directrice
Service des infrastructures du réseau routier

Approuvé le : 2022-04-22

Approuvé le : 2022-04-22

Le 2 mars 2022

Ville de Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la gestion du portefeuille de projets
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

À l'attention de : Monsieur Benoit Champagne, ing., M.A.
Directeur de la gestion du portefeuille de projets

Projet : Réseau express métropolitain (le « **REM** »)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*
Construction de l'étagement pour le REM à Montréal (A-23.2 : P18-P28)
Chaînage REM : 202+300 à 202+630 – Système de drainage

Monsieur,

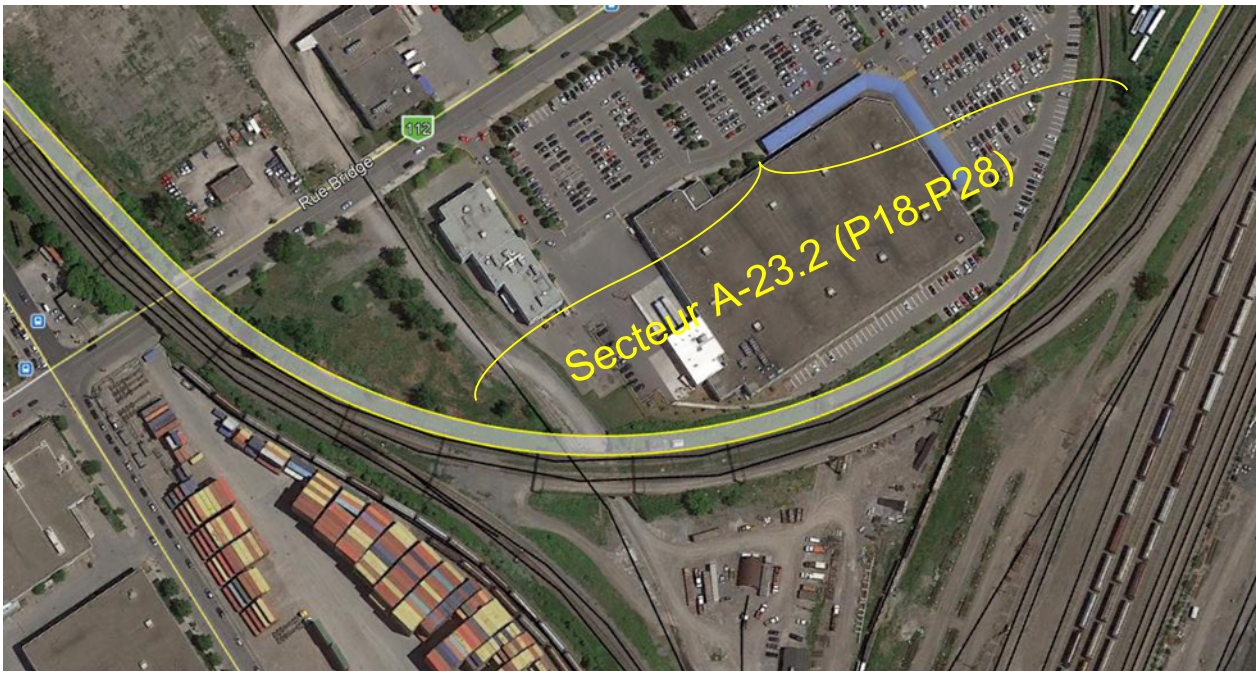
Conformément à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, L.R.C., 1985, c. 32 (4e suppl.), ainsi qu'au *Règlement sur l'avis de travaux ferroviaires*, DORS/91-103, la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique, le tout comme indiqué sur les plans et documents énumérés ci-dessous et dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

No. de dessin	Rév.	Titre	Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0108	PD	Page titre	2022-01-31
602024-202600-10040-43D0-0208	PD	Table des matières	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1112	PF	1:1000 PLAN ET ELEVATION - (1/2)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1113	PF	1:1000 PLAN ET ELEVATION - (2/2)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1131	PE	PLAN ET PROFIL (1/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1132	PE	PLAN ET PROFIL (2/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1133	PD	PLAN ET PROFIL (3/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1157	PF	1:200 PLAN ET ELEVATION - (1/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1158	PF	1:200 PLAN ET ELEVATION - (2/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1159	PF	1:200 PLAN ET ELEVATION - (3/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1208	PE	P18, P19, P20, P21	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1209	PE	P22, P23, P24, P25	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1216	PD	P26, P27, P28	2022-01-31

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire un nouveau pont d'étagement (rail léger), le long des voies ferrées du CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.70 et S/D ST-HYACINTHE PM 72.80, entre les piliers 18 à 28, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « **Voies** ») (voir A-23.2 dans le plan ci-dessous). Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1 500 V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 20 décembre 2019 (no. réf. : 01-REM-CNRail-LET-00031) portant sur les travaux de structure du Pont REM.



Vue en plan

Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des biens du public, ni des propriétaires des terrains contigus, soit Costco Wholesale Canada (« **Costco** »), Rogers Cable Communications (« **Rogers** »), Les Produits chimiques Harcros Canada (« **Harcros** »), Réseau express métropolitain inc. (« **REM inc.** »), CN, et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur.

Les travaux seront réalisés à partir des lots 6 305 836 (Harcros), 6 305 835, 6 305 837, 6 305 838 (REM inc.), 4 976 221 (CN), 1 381 624 (Rogers), 6 305 839 (Costco), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à :

Paul Gendreau
Directeur, secteur Rive-Sud
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :
Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :
L'honorable Omar Alghabra
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) K1A 0N5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez communiquer avec l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Événement	Date et durée
Date projetée du début des travaux	5 mai 2022
Durée des travaux	3 semaines

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Projet REM s.e.c.
Par son commandité
REM Commandité inc.



Jean-Marc Arbaud
Président et chef de la direction

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

Mme Isabelle Lebrun, Chef de section - Projet REM, Division des grands projets - Portefeuille 1, Services des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal, isabelle.lebrun@montreal.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

M. Paul Gendreau, Directeur, secteur Rive-Sud, Projet REM, pgendreau@rem.info

Me Thomas Lavier, Directeur, affaires juridiques, Projet REM, tlavier@rem.info

ACCEPTATION

Sujet de l'avis :	Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* Construction de l'étagement pour le REM à Montréal (A-23.2 : P18-P28) Chaînage REM : 202+300 à 202+630 – Système de drainage
Date de l'avis :	2 mars 2022

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____ 2022.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

TÉMOIN :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

Annexe 1 – Plans

(voir ci-joint)

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB (P18-P28)

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM72.65-PM72.98 ST-HYACINTHE

ÉMIS POUR PERMIS

2022-01-31

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0108 PD

2022-Jan-26 4:36:20 PM C:\temi\dms\21470\602024-202600-10040-43D0-0108.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0108	PD	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D3-0208	PD	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D3-1112	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION - (1/2)
602024-202600-10040-43D3-1113	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION - (2/2)
602024-202600-10040-43D3-1131	PE	PLAN ET PROFIL (1/3)
602024-202600-10040-43D3-1132	PE	PLAN ET PROFIL (2/3)
602024-202600-10040-43D3-1133	PC	PLAN ET PROFIL (3/3)
602024-202600-10040-43D3-1157	PF	1:200 PLAN ET ELEVATION - (1/3)
602024-202600-10040-43D3-1158	PF	1:200 PLAN ET ELEVATION - (2/3)
602024-202600-10040-43D3-1159	PF	1:200 PLAN ET ELEVATION - (3/3)
602024-202600-10040-43D3-1208	PE	P18, P19, P20, P21
602024-202600-10040-43D3-1209	PE	P22, P23, P24, P25
602024-202600-10040-43D3-1216	PD	P26, P27, P28

FEUILLET: REM
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 3:35 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\MS2\47\602024-202600-10040-43D0-0208.DWG

FORMAT A1

CONÇU L. E., ing. / P. K., ing.

DESSINÉ J. BLOM, tech.

VÉRIFIÉ F. PANAH, ing.

APPROUVÉ F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PB	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

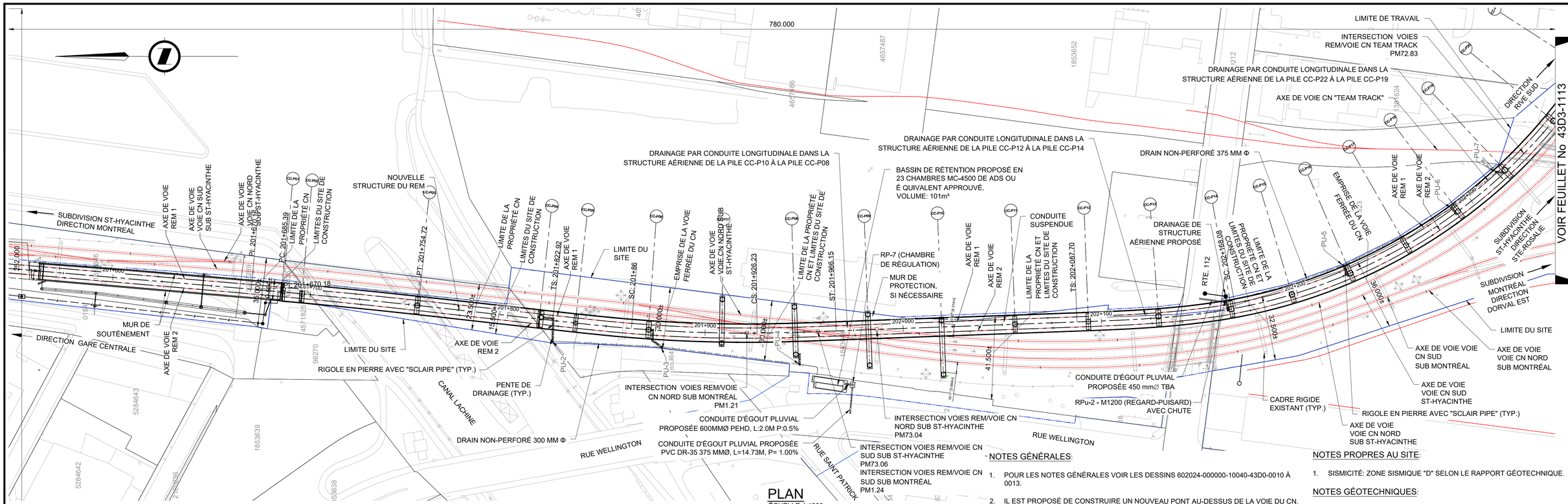
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

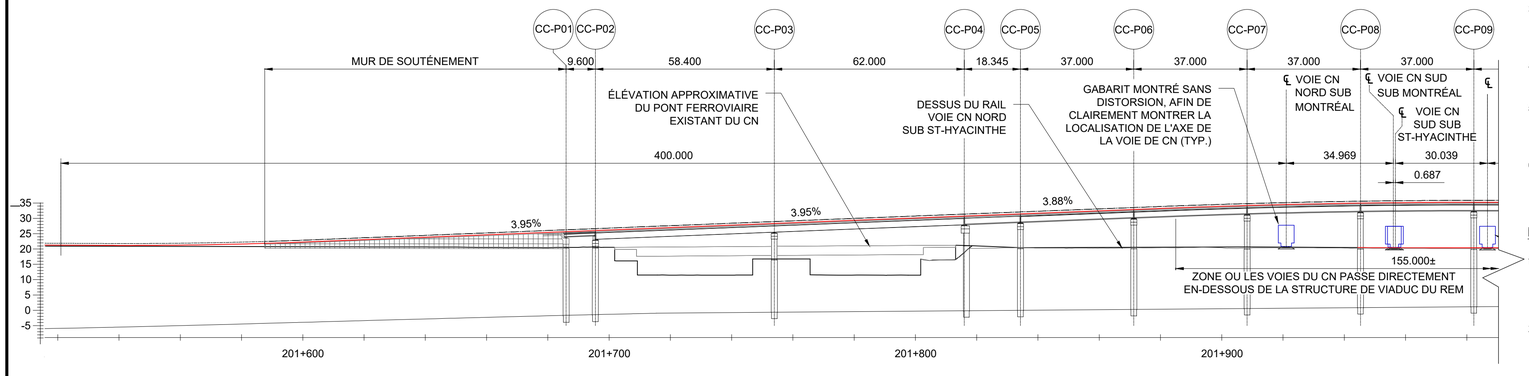
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

TABLE DES MATIÈRES

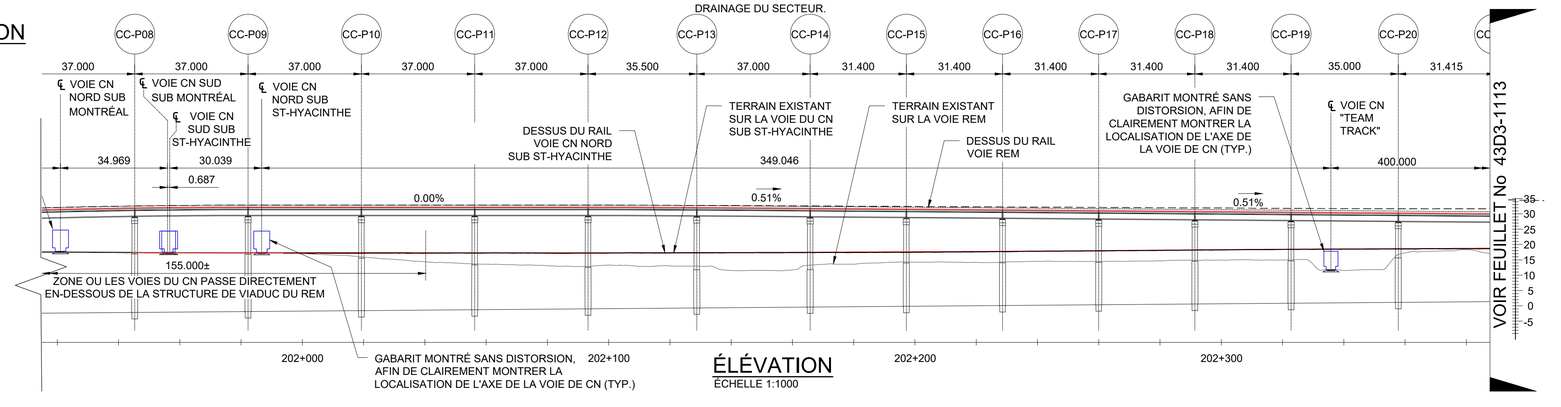
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D0-0208 PD



PLAN
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT AU-DESSUS DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P5 ET P11 EST COMPOSÉ DE 6 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTE DRAINAGE:

1. LES INFRASTRUCTURES DE DRAINAGE PRÉSENTÉES AU PLAN CORRESPONDENT À LA PLUS RÉCENTE VERSION DU DRAINAGE ÉMISE POUR PERMIS. LES VUES EN PROFILS, COUPES ET DÉTAILS DU DRAINAGE ET SONT PRÉSENTÉES AUX PLANS 602024-202600-10150-4XD3-2000@2006 ET 602024-202600-10150-4XD0-4000@4005.
2. LA LOCALISATION DE TOUS LES AVALOIRS, CONDUITES LONGITUDINALES ET DESCENTES DE DRAINAGE EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU DU PLAN 602024-200000-10150-4XD3-4010. CE PLAN INDIQUE LES RÉFÉRENCES AUX DIFFÉRENTS PLANS DE DÉTAILS DES CONDUITES LONGITUDINALES ET DES DESCENTES DE DRAINAGE DU SECTEUR.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QU'ILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIREMENT LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE -6 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P05 À +2 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P11.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1112
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-26 11:18 AM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS2147\0\602024-202600-10040-43D3-1112.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

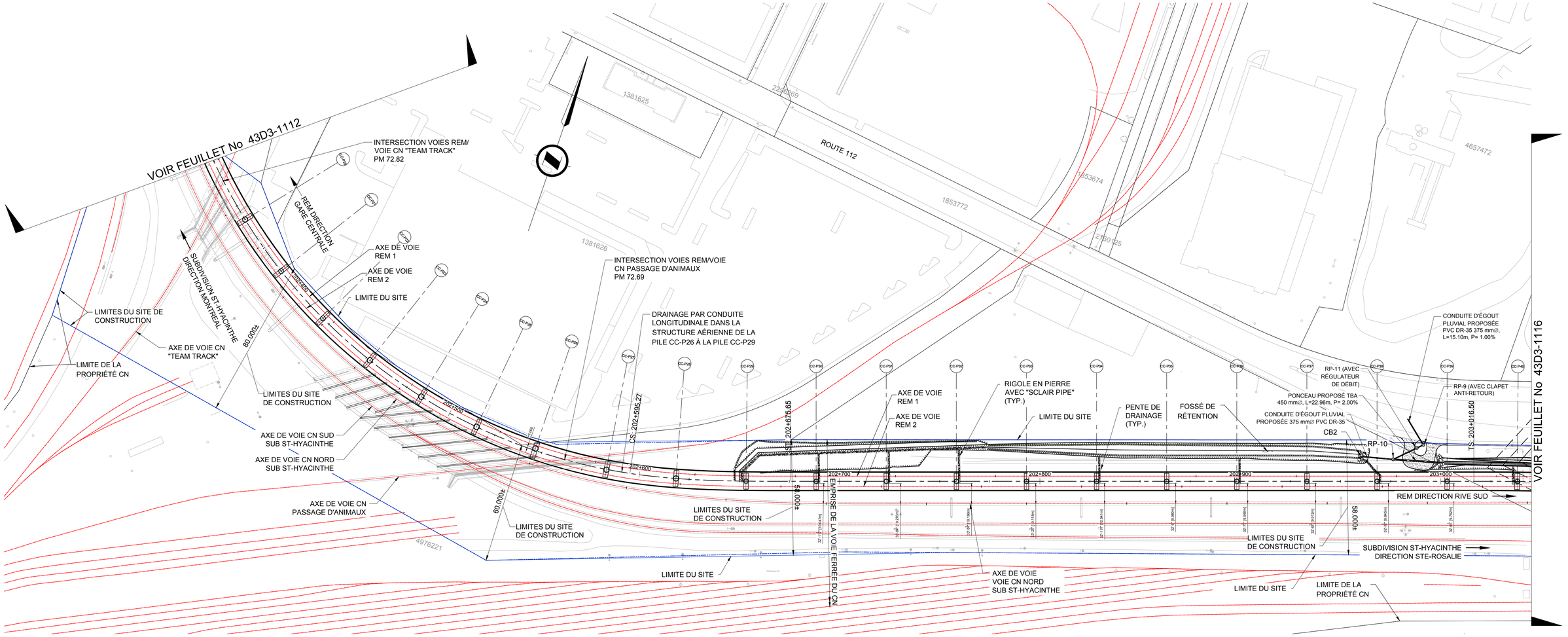
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

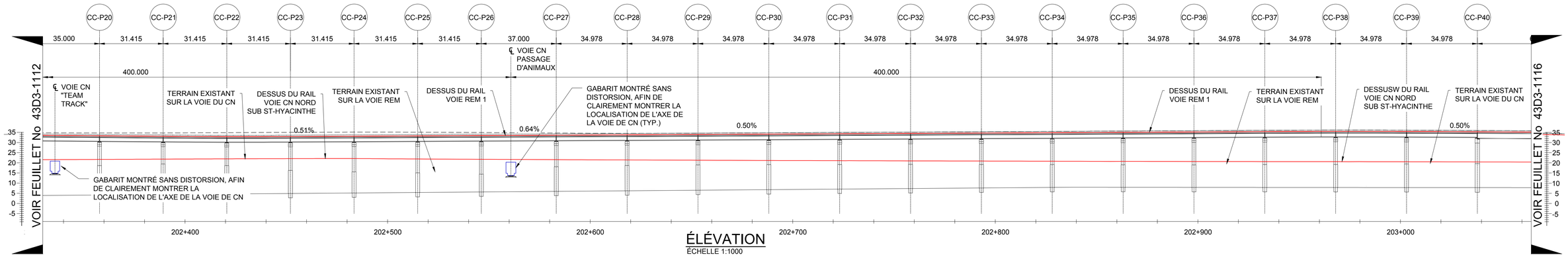
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN ET ELEVATION - (1/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1112 PF



PLAN

ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION

ÉCHELLE 1:1000

FEUILLET: 1113
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 11:53 AM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS2147\602024-202600-10040-43D3-1113.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

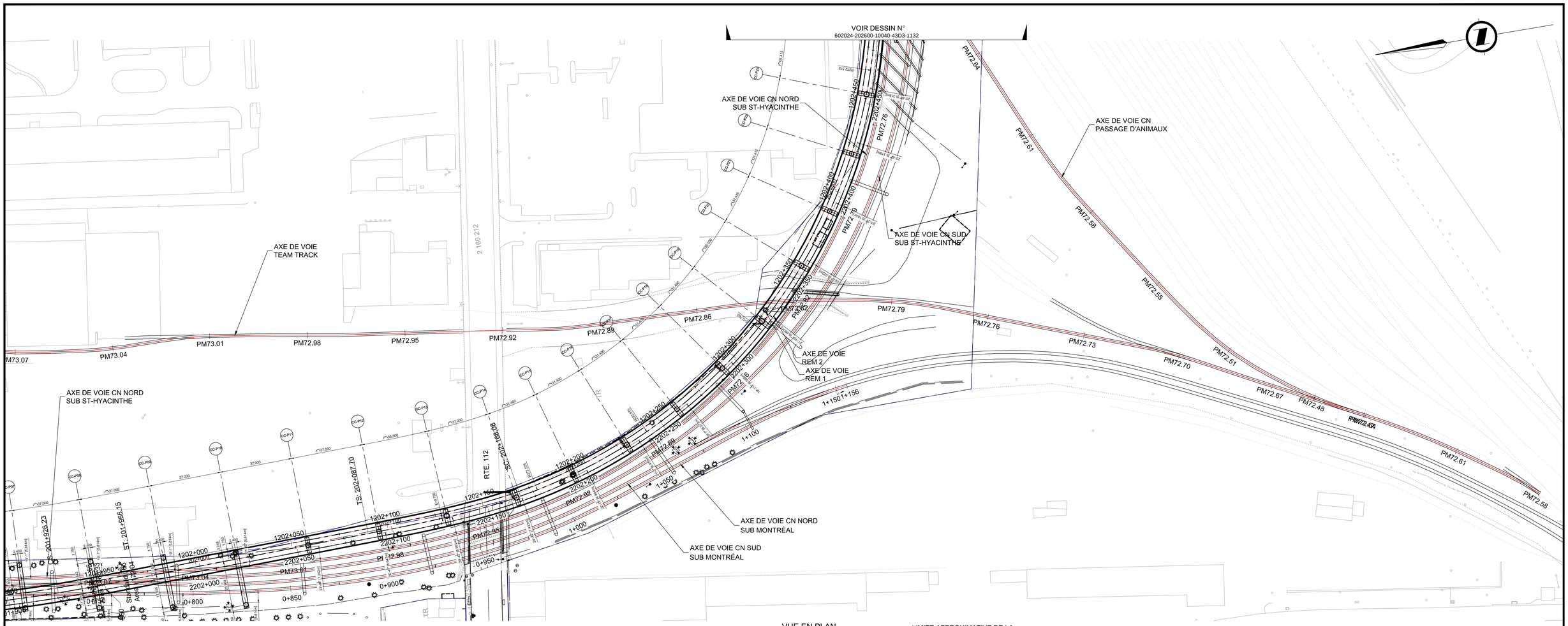
0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE 1:1000 PLAN ET ELEVATION - (2/2)

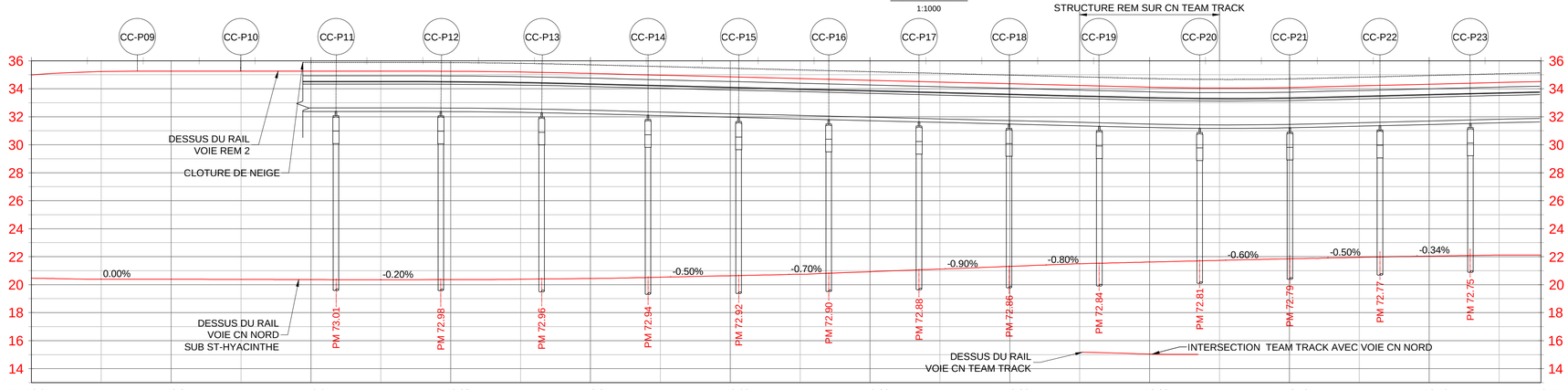
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1113 PF



VUE EN PLAN

1:1000

LIMITE APPROXIMATIVE DE LA STRUCTURE REM SUR CN TEAM TRACK



	PM73.07	PM73.04	PM73.01	PM72.98	PM72.95	PM72.92	PM72.89	PM72.86	PM72.82	PM72.79	PM72.76	PM72.74
DESSUS DU RAIL (REM)	35.00	35.23	35.26	35.26	35.26	35.26	35.25	35.20	35.10	34.97	34.85	34.73	34.60	34.48	34.36	34.24	34.11	34.05	34.09	34.20	34.33	34.45	34.51
DESSUS DU RAIL (NORD)	20.47	20.39	20.39	20.38	20.36	20.35	20.36	20.39	20.44	20.53	20.64	20.75	20.93	21.11	21.31	21.50	21.62	21.74	21.85	21.95	22.04	22.12	22.12

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-43D3-1132

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD SUB ST-HYACINTHE

H=1:1000 V=1:200

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P12 À P28.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

- LA VOIE 'TEAM TRACK' COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.82
- LA VOIE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70

3. POUR LES PROFILES DES VOIES "TEAM TRACK" ET "PASSAGE D'ANIMAUX", VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1133.

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-26 6:14 PM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1131.DWG
FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	D.D./P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

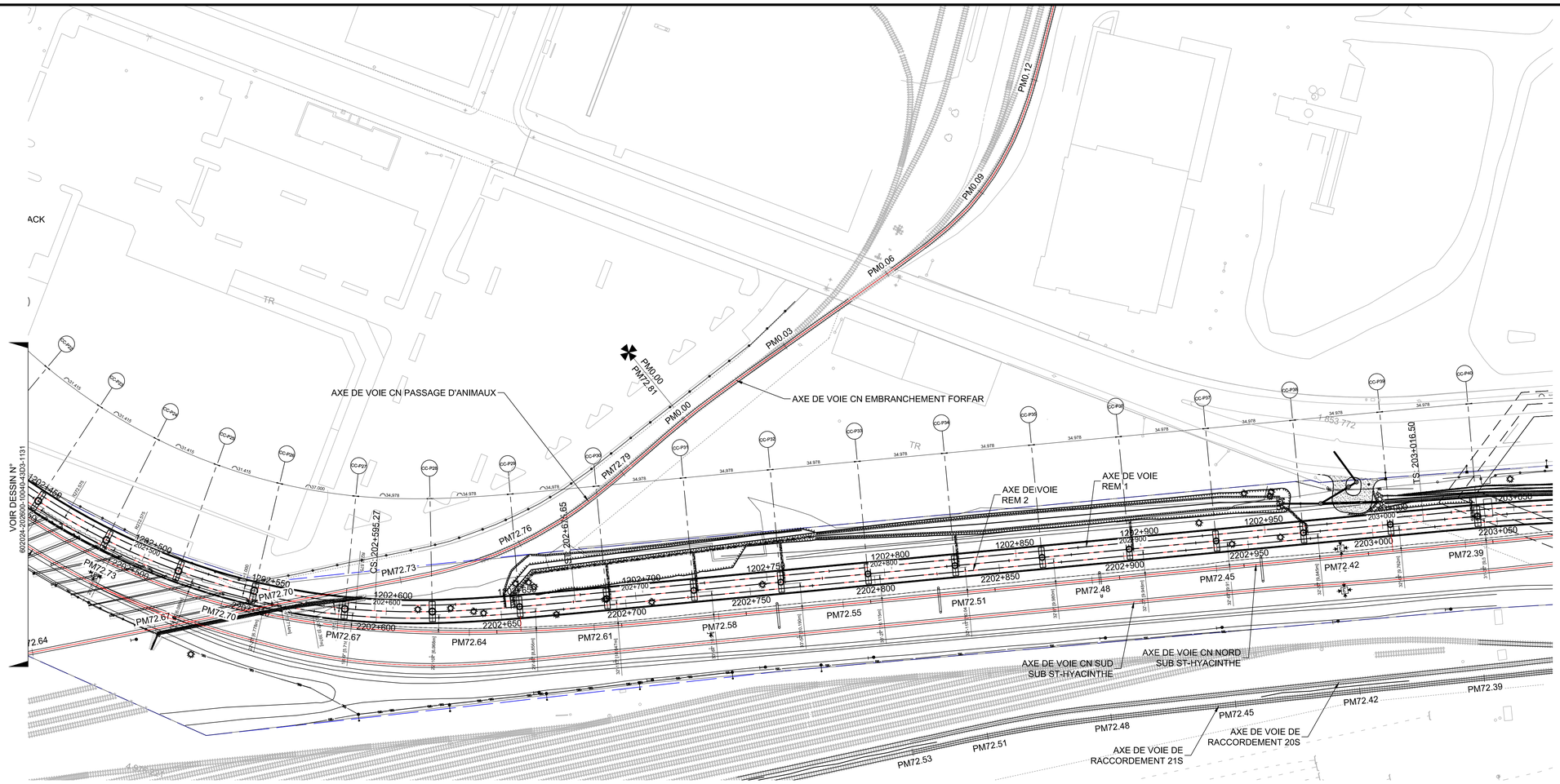
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

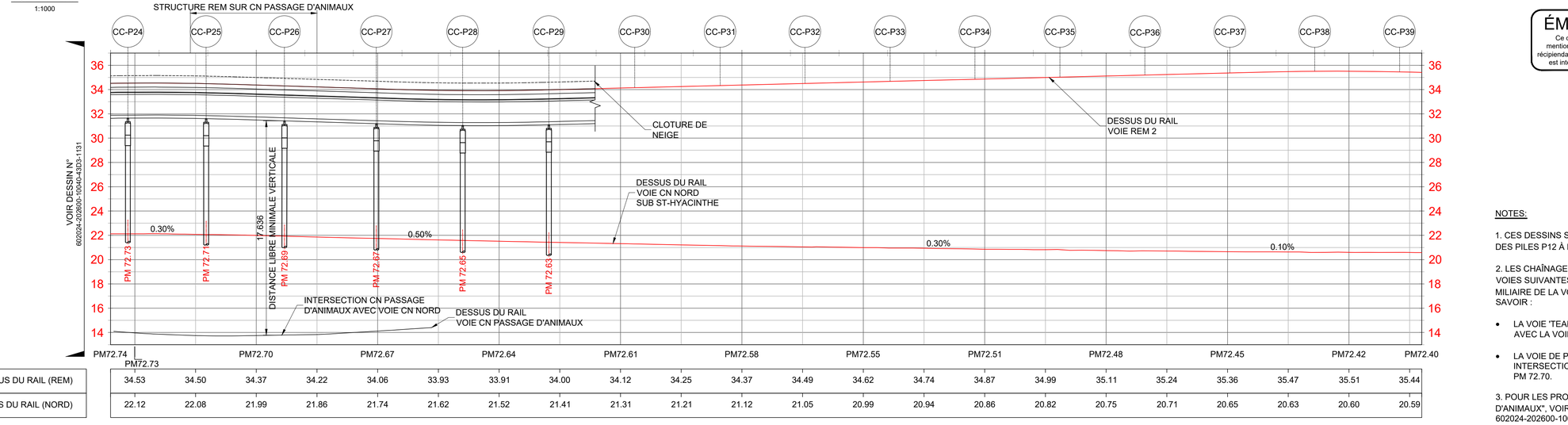
PLAN ET PROFIL (1/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1131 PE



VUE EN PLAN

1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)	34.53	34.50	34.37	34.22	34.06	33.93	33.91	34.00	34.12	34.25	34.37	34.49	34.62	34.74	34.87	34.99	35.11	35.24	35.36	35.47	35.51	35.44
DESSUS DU RAIL (NORD)	22.12	22.08	21.99	21.86	21.74	21.62	21.52	21.41	21.31	21.21	21.12	21.05	20.99	20.94	20.86	20.82	20.75	20.71	20.65	20.63	20.60	20.59

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P12 À P28.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

- LA VOIE 'TEAM TRACK' COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.82
- LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70.

3. POUR LES PROFILES DES VOIES "TEAM TRACK" ET "PASSAGE D'ANIMAUX", VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1133.

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD SUB ST-HYACINTHE

H=1:1000 V=1:200

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 1:02 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1132.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	D.D./P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT002047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

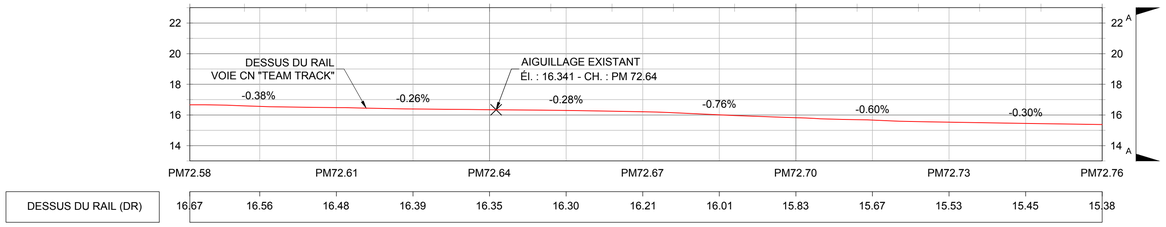
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

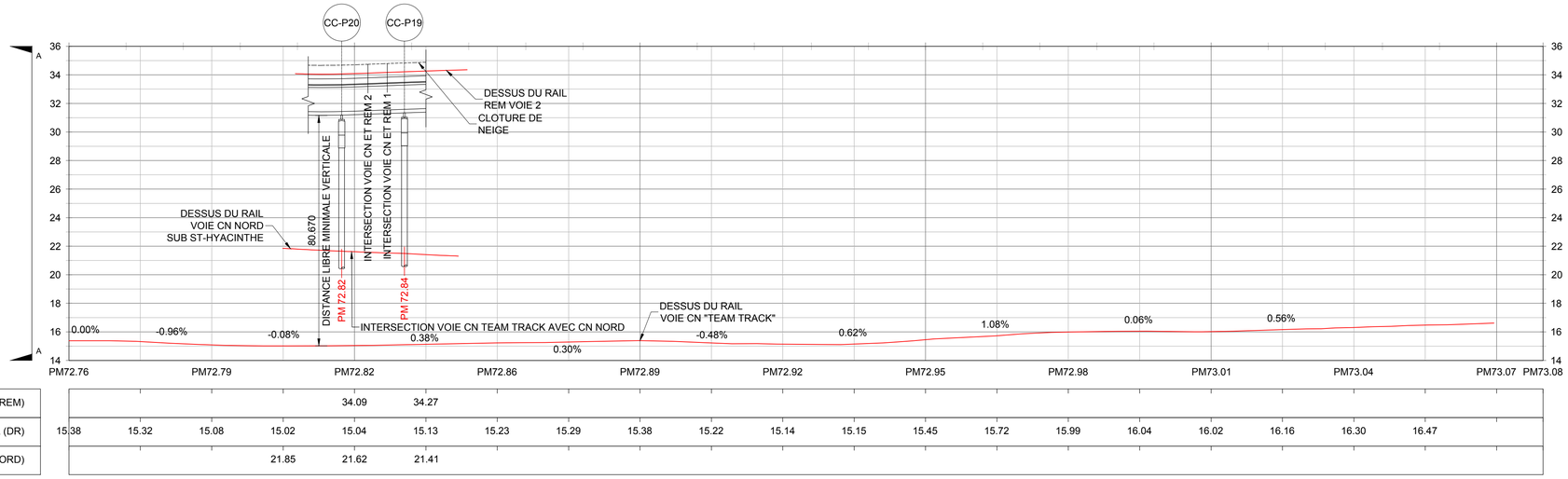
PLAN ET PROFIL (2/3)

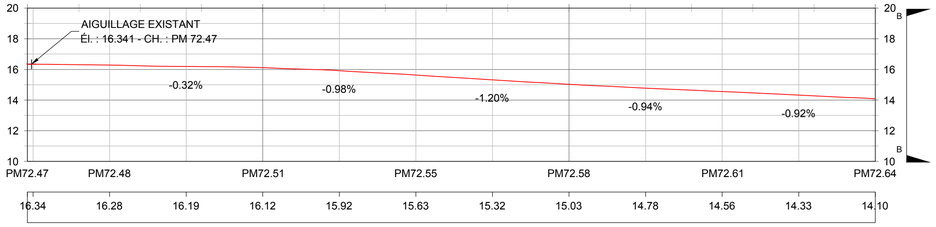
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1132 PE



VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN TEAM TRACK

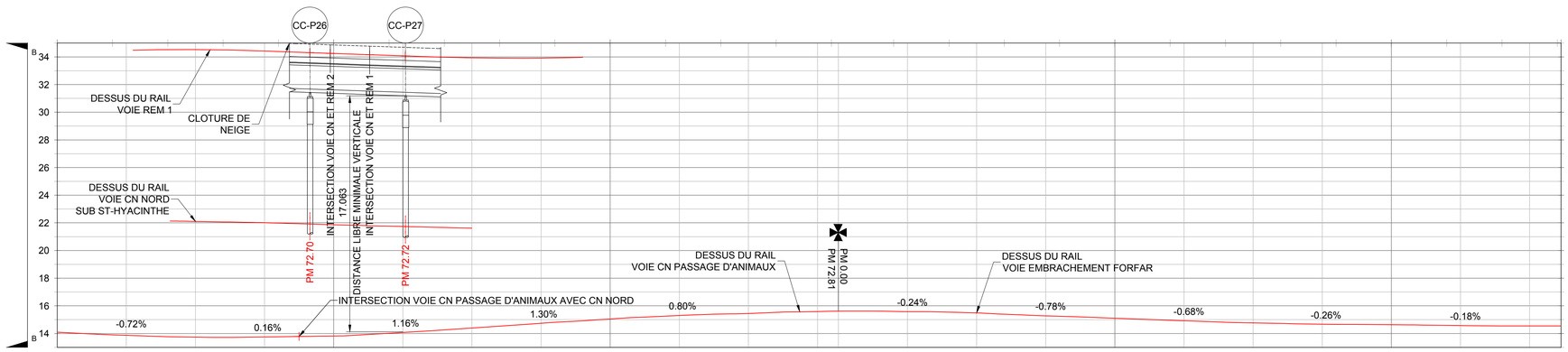
H=1:1000 V=1:200





VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN PASSAGE D'ANIMAUX ET EMBRANCHEMENT FORFAR

H=1:1000 V=1:200



ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P12 À P28.
2. POUR LA VUE EN PLAN DE LES VOIES TEAM TRACK ET PASSAGE D'ANIMAUX VOIR DESSIN NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1131.
3. POUR LA VUE EN PLAN DE LES VOIE PASSAGE D'ANIMAUX ET L'EMBRANCHEMENT FORFAR VOIR DESSIN NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1132.
4. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LA VOIE TEAM TRACK COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.82
   - LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.70.

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 12:24 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DM521470\602024-202600-10040-4303-1133.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	M. MILHOMME / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

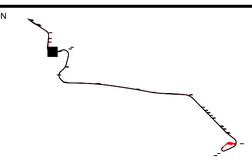
HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION



MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

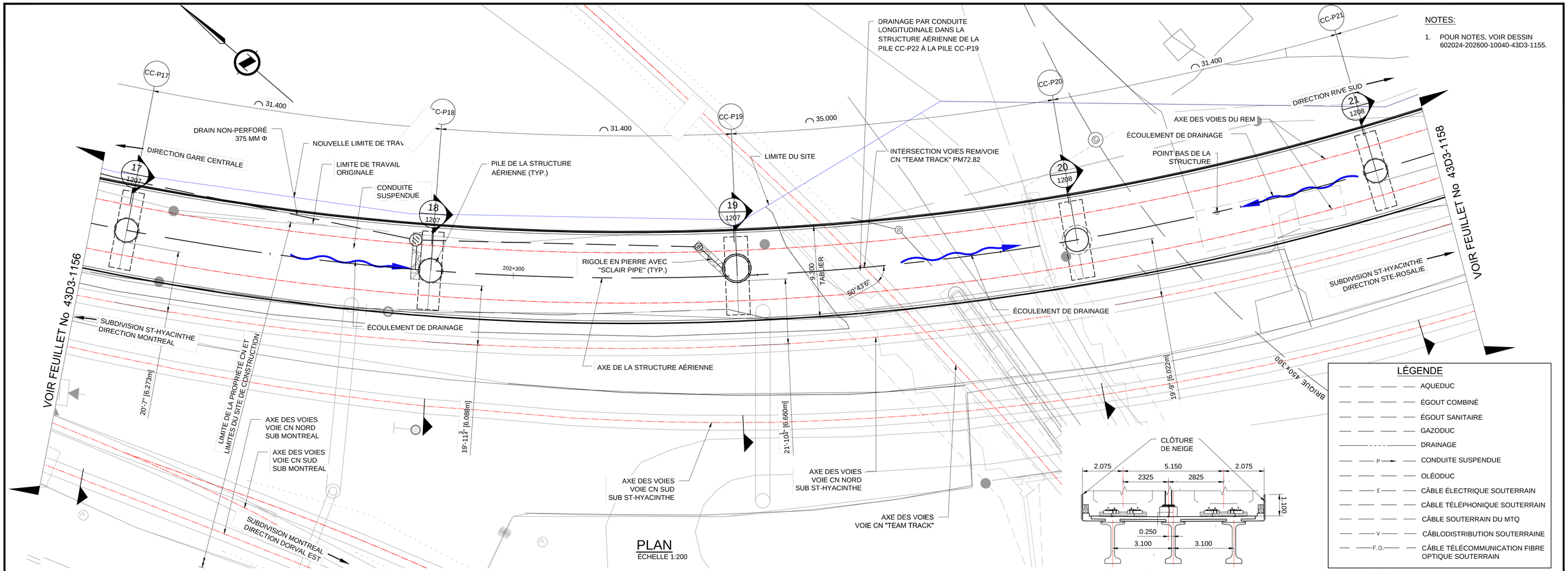
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (3/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1133 PD

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1155.

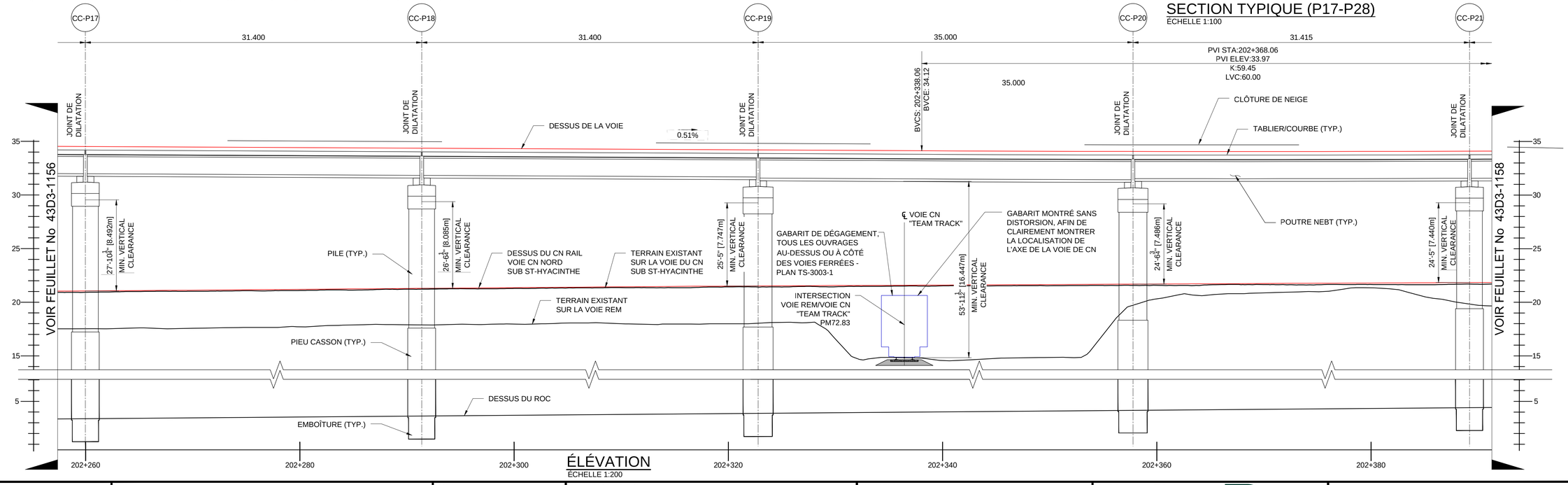


PLAN
ÉCHELLE 1:200

SECTION TYPIQUE (P17-P28)
ÉCHELLE 1:100

LÉGENDE

- AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINÉ
- ÉGOUT SANITAIRE
- GAZODUC
- DRAINAGE
- P — CONDUITE SUSPENDUE
- OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: 1157-P17-P21
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-27 2:00 PM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1157.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200
0

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

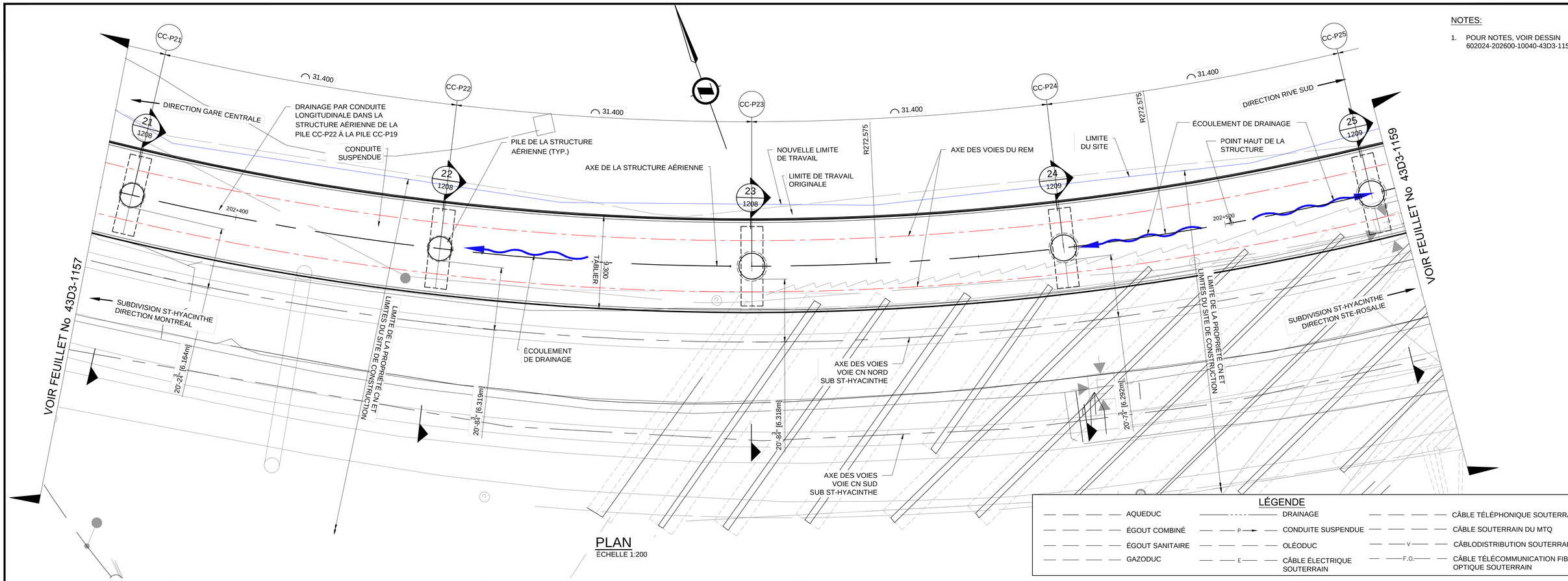
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE 1:200 PLAN ET ELEVATION - (1/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1157 PF

NOTES:

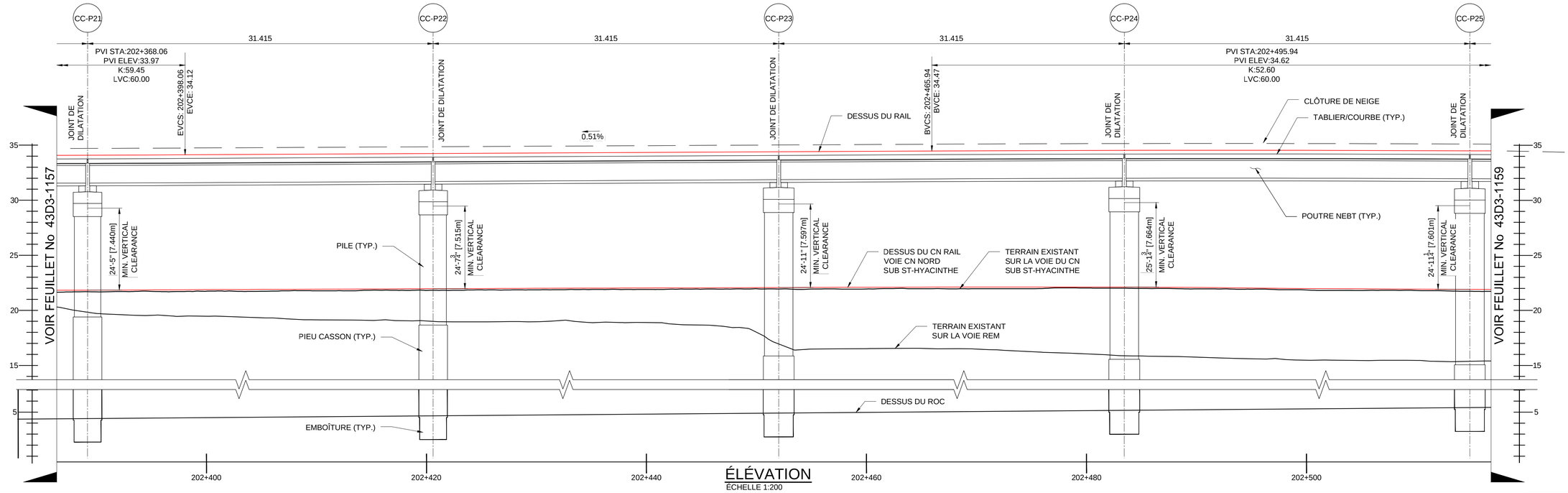
1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1155.



PLAN
ÉCHELLE 1:200

LÉGENDE

AQUEDUC	DRAINAGE	CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
ÉGOUT COMBINÉ	CONDUITE SUSPENDUE	CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
ÉGOUT SANITAIRE	OLÉODUC	CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
GAZODUC	CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN	CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-07	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

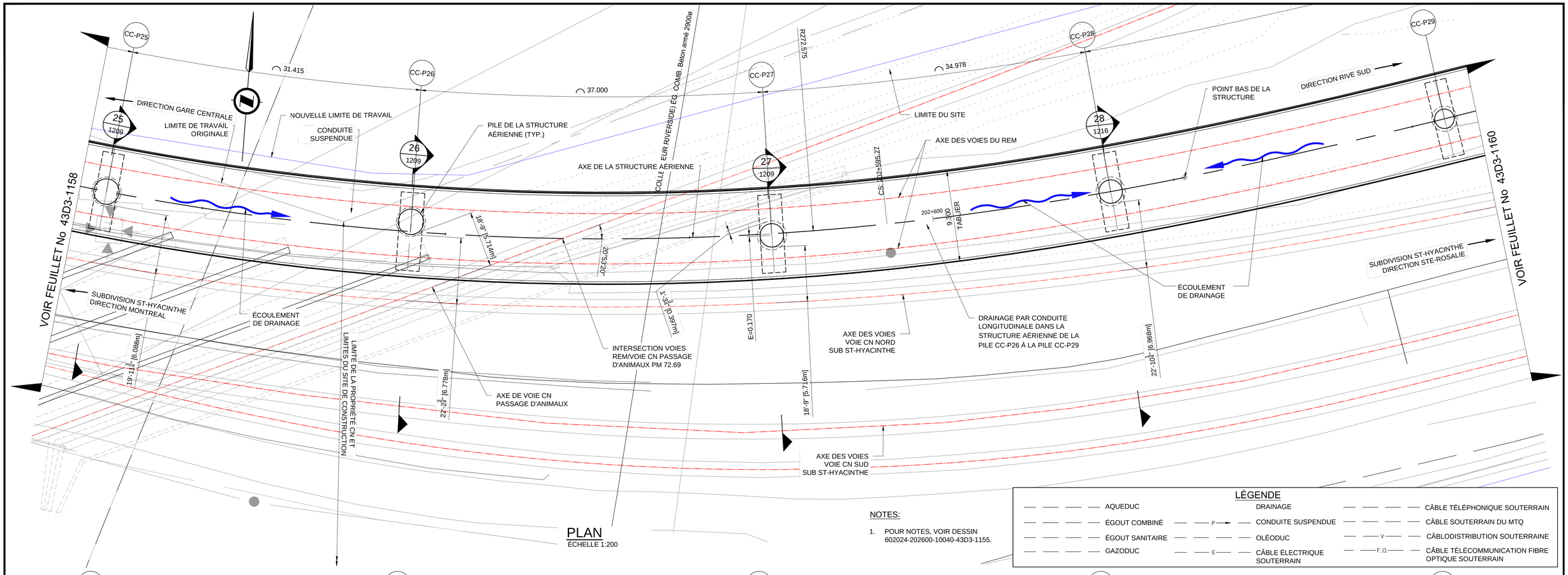
0 5 10 m H=1:200
0

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ELEVATION - (2/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1158 PF

FEUILLET: 1158-P21-P25
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-27 2:07 PM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1158.DWG

FORMAT A1



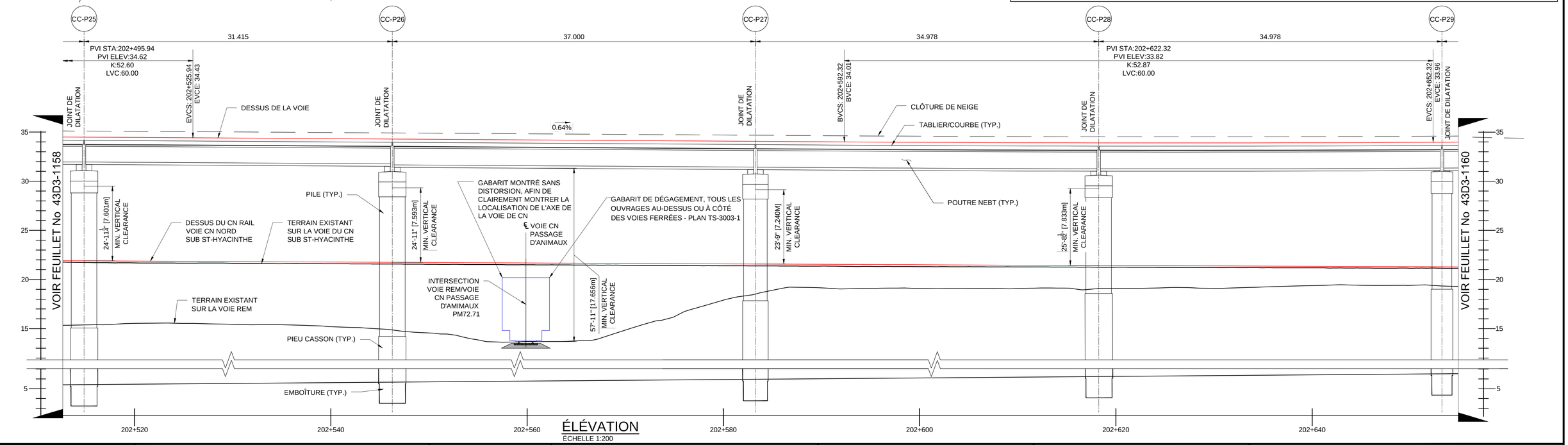
PLAN
ÉCHELLE 1:200

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1155.

LÉGENDE

- AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINÉ
- ÉGOUT SANITAIRE
- GAZODUC
- DRAINAGE
- CONDUITE SUSPENDUE
- OLÉODUC
- CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: 1159-P25-P28
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-27 11:25 AM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DM\S2147\602024-202600-10040-43D3-1159.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

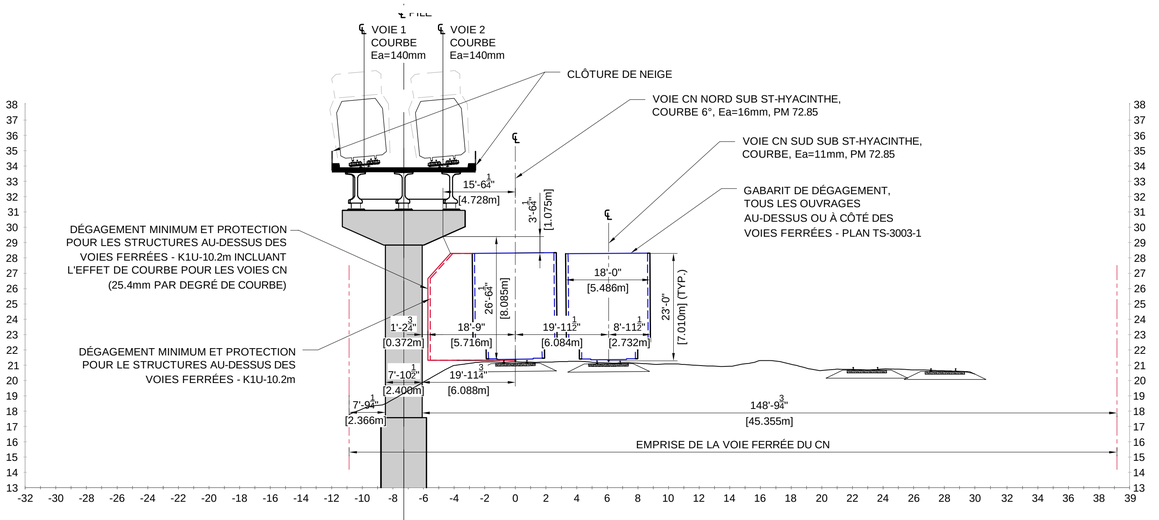
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200
0

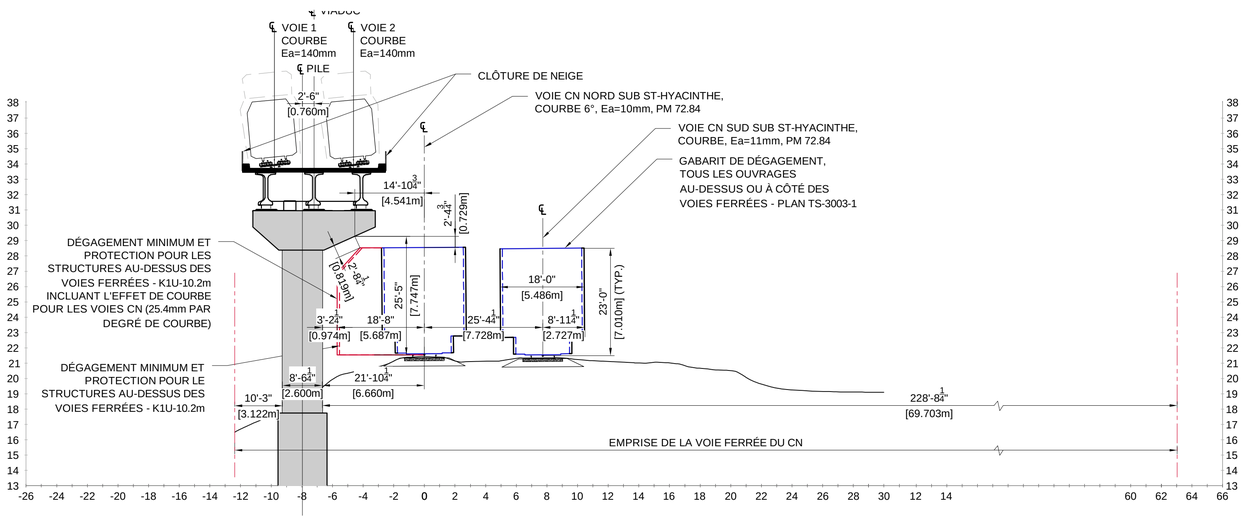
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ELEVATION - (3/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1159 PF



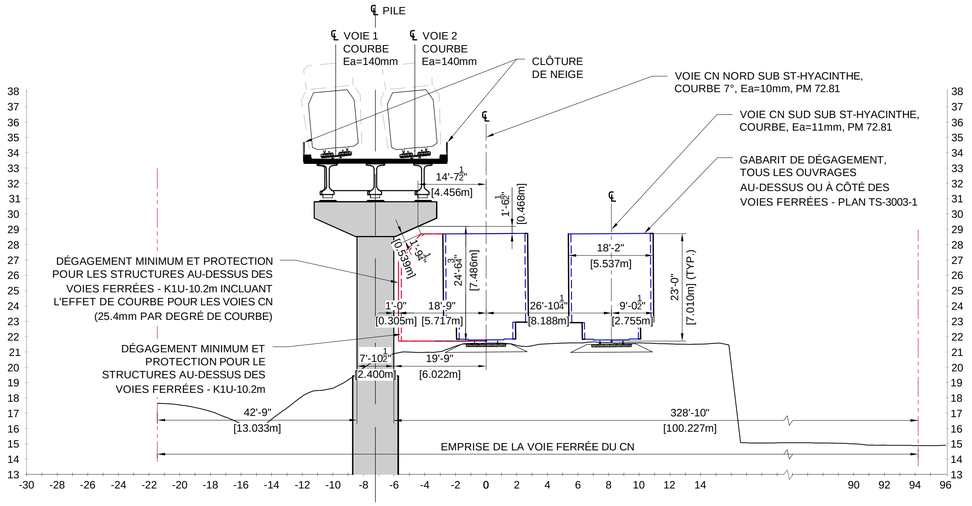
18 / 1157 — COUPE - PILE CC-P18 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



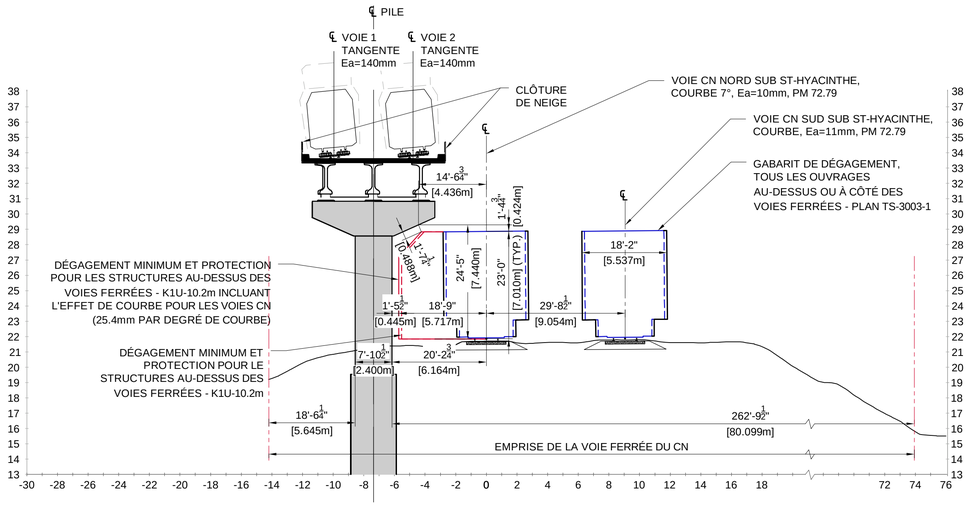
19 / 1157 — COUPE - PILE CC-P19 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



20 / 1157 — COUPE - PILE CC-P20 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



21 / 1157 — COUPE - PILE CC-P21 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: PIERS 20-23
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-09 12:58 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1208.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

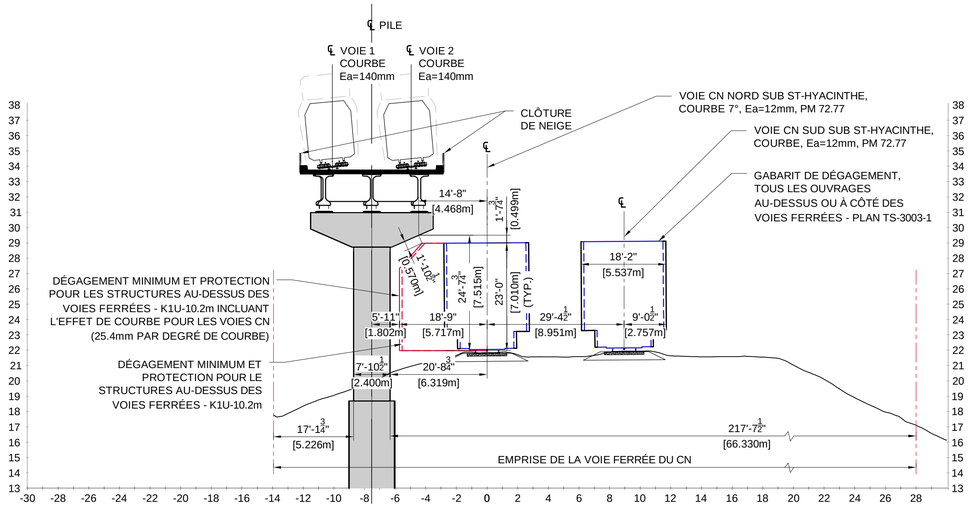
ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

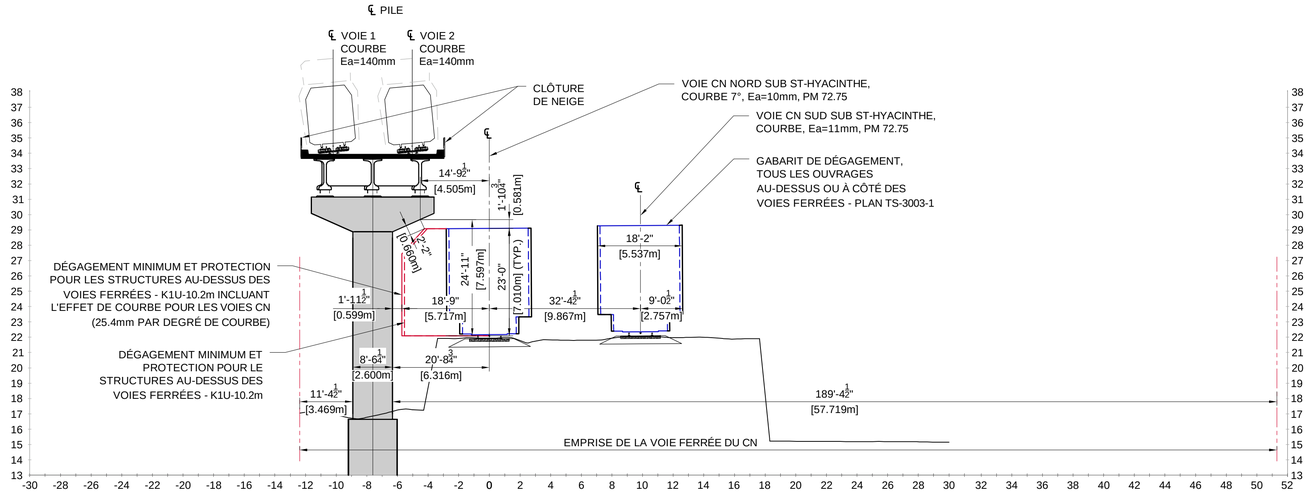
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE P18, P19, P20, P21

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1208 | PE



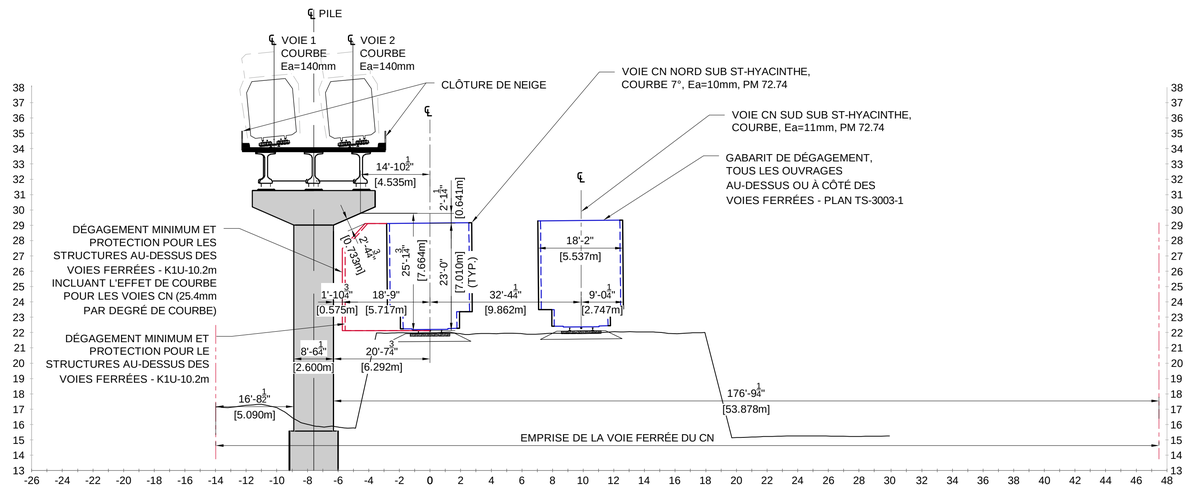
22 / 1158 COUPE - PILE CC-P22 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



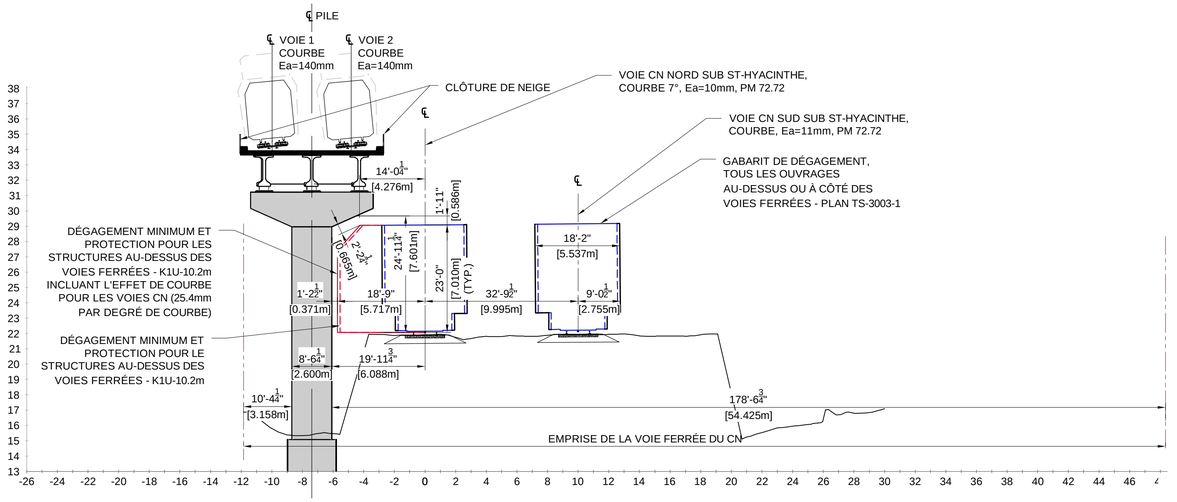
23 / 1158 COUPE - PILE CC-P23 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



24 / 1158 COUPE - PILE CC-P24 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



25 / 1158 COUPE - PILE CC-P25 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: PIERS 24-27
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-09 1:00 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-4303-1209.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

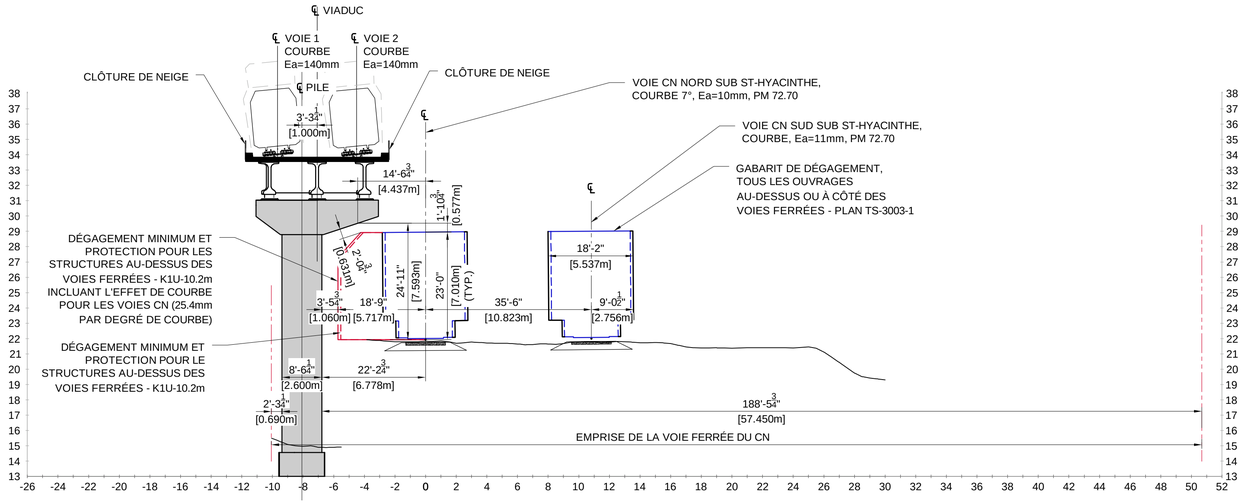
ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

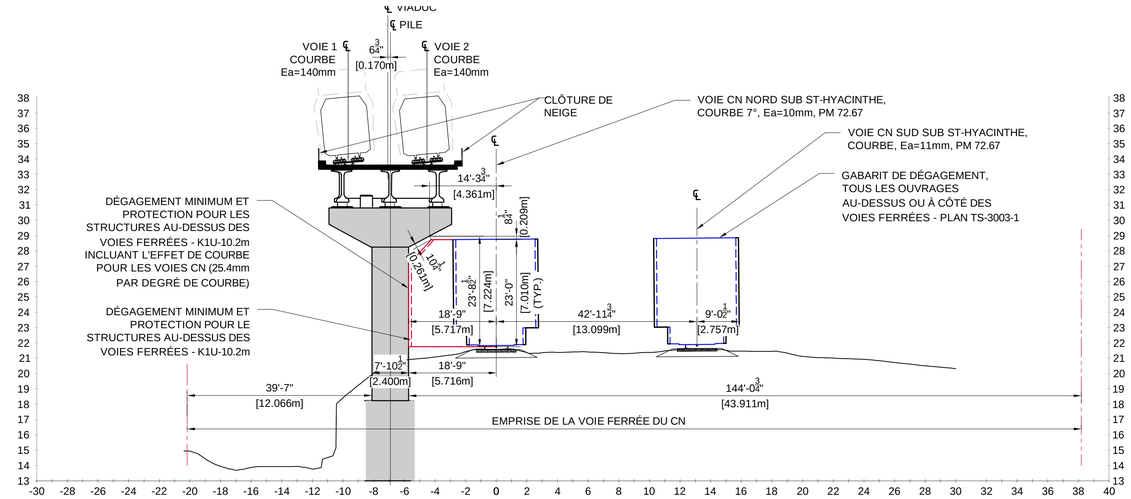
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE P22, P23, P24, P25

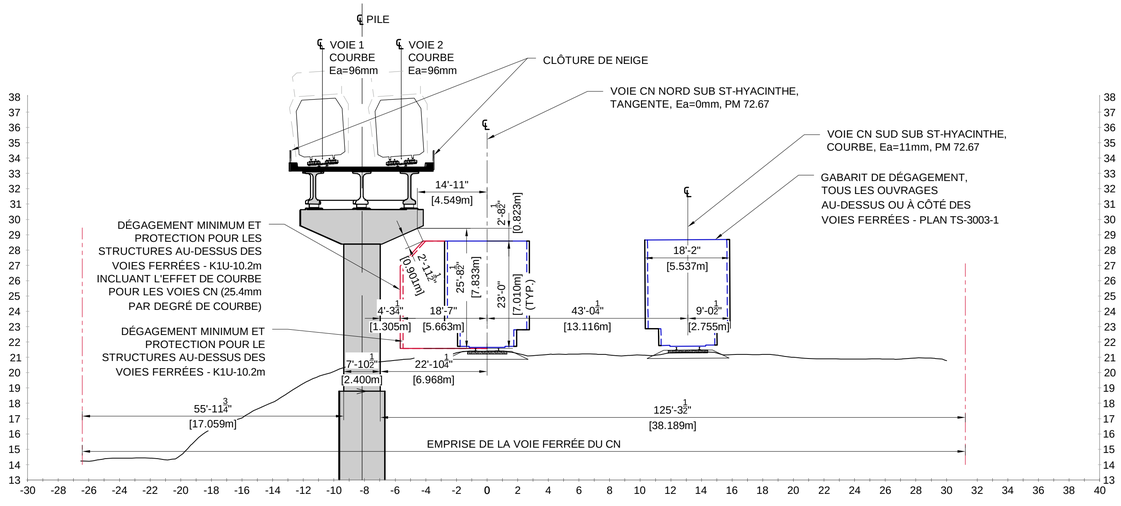
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1209 | PE



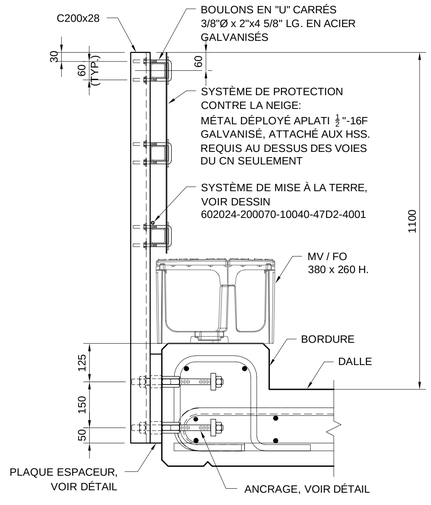
26
1159
COUPE - PILE CC-P26 - DIRECTION RIVE SUD
ÉCHELLE 1:200



27
1159
COUPE - PILE CC-P27 - DIRECTION RIVE SUD
ÉCHELLE 1:200



28
1159
COUPE - PILE CC-P28 - DIRECTION RIVE SUD
ÉCHELLE 1:200



DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE
ÉCHELLE

FEUILLET: PIERS 28
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-09 1:10 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1216.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE P26, P27, P28

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1216 PD

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227211015

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-53 : P40-P44) - Chaînage REM : 203+038 à 203+300 - Système de drainage

Il est recommandé:
1. d'autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A-53 : P40-P44) - Chaînage REM : 203+038 à 203+300 - Système de drainage.

2. d'autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:10

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1227211015

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A-53 : P40-P44) - Chaînage REM : 203+038 à 203+300 - Système de drainage

CONTENU

CONTEXTE

Projet REM s.e.c géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM). La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructures existantes. La portion du projet faisant l'objet du présent dossier concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge/Bonaventure. La conception du drainage de ces structures étant approuvé par la Ville et le Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) et que ces derniers ont délivré leur autorisation a REM/NouvLR. La Ville doit maintenant confirmer qu'elle ne s'oppose pas à la réalisation des travaux de drainage tel que demandé dans la lettre (pièce jointe), et ce, en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) article 8 Avis de travaux.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.31 et l'emplacement BUTLER PM 1.21, entre les piliers P40 à P44, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies ») . Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 2 mars 2022 (no. réf. : 01-REM-VMTL-LET-00207) portant sur les travaux de structure du Pont REM (voir pièce jointe).

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Dans le cas présent, après vérification avec les différentes unités impliquées dans le projet et pouvant être affectées par de tels travaux (tel qu'identifié à la section justification), aucune objection n'a été soulevée par rapport aux travaux proposés par le promoteur (CDPQ Infra).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0392 - 7 août 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) du chainage REM de la culée : 202+300 à 202+630 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis pour non objection
CG21 0390 - 6 août 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM de la culée: 203 +038 à 203+300 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis pour non objection

CG21 0391 - 17 juin 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P45-P46) - Du chaînage REM de la culée : 203+296.4 à 230+384.9

CG20 0085 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM: 203+296.4 à 230+384.9 - Autoriser le directeur du Service des infrastructure du réseau routier à signer l'Avis pour non objection.

CE20 1631 - 28 octobre 2020 - Autoriser le greffier à émettre une attestation conditionnelle de non objection à la délivrance par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ.,c. Q-2) pour des travaux d'aqueduc et de drainage permanent du projet du Réseau Express Métropolitain (REM), à la station de correspondance Côte-de-Liesse (anciennement A-40) et dans le corridor ferroviaire entre l'autoroute 40 et le boulevard de la Côte-Vertu, sur le territoire de la Ville de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent (Réf : CA-DM-05, lots 2 189 579, 6 181 984, 6 181 995, 6 181 998, 6 181

987, 3 093 062, 3 093 064, 2 189 585, 4 239 416, 4 239 414, 4 239 413, 4 239 412, 4 239 411, 4 239 410, 4 239 409, 5 457 238, 5 457 236, 5 457 235, 5 457 237, 2 556 737, 2 556 738, 2 189 586, 2 189 587, 6 182 035, 2 189 741, 2 189 443, 6 181 985).

CG20 0406 - 27 août 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+630 / Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

CE20 1089 - 30 juillet 2020 - Autoriser le greffier à émettre une attestation de non objection à la délivrance par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ.,c. Q-2) pour des travaux de drainage permanent du corridor ferroviaire qui appartiendra au Réseau Express Métropolitain (REM) entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Jean-Massé (passage Ville-Ville) incluant la station Du Ruisseau dans les arrondissements Saint-Laurent et Ahuntsic-Cartierville (Réf.: DM-08A. Lots 1 985 752, 1 985 751, 1 985 712, 1 985 713).

CG20 0084 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM : 203+038 à 203+300 - secteur Brigde/Bonaventure. - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

CG 20 0249 - 27 février 2020- Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM : 203+296.4 à 230+384.9

CG19 0441 - 19 septembre 2019 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 2 mars 2022 et la Ville a un délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis de non objection pour des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par Projet REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifiés par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité des usagers et des actifs à proximité.
Selon la demande, les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des personnes et des actifs sur les terrains contigus qui sont les propriétés de la Ville de Montréal et du CN et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les réglementations en vigueur.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 2 mars 2022 (no. réf. : 01-REM-VMTL-LET-00207) portant sur les travaux de structure du Pont REM. En effet, la portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie au moment du premier avis, Projet REM a proposé qu'un deuxième avis soit soumis

lorsque la conception de ces derniers est complétée.

Les travaux seront réalisés à partir des lots 1 853 772, 2 160 250, 1 853 767, 4 976 221, 1 728 982, 2 296 268 et d'un lot non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la signature de la lettre de non objection et d'autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à la signer au nom de la Ville.

JUSTIFICATION

Après vérification auprès des services centraux impliqués, de l'arrondissement du Sud-Ouest et d'Urgences-Santé, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car aucun actif de la ville ne subit d'impacts, tout comme il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des citoyens à proximité de l'emprise ferroviaire.

UNITÉS / SERVICES / GOUVERNEMENT	**COMMENTAIRE CONCERNANT LA SÉCURITÉ**
Ponts et tunnels / Gestion des actifs	Pas d'objection
SPVM	Pas d'objection
SIM	Pas d'objection
Division de l'aménagement et du design urbain - SUM	Pas d'objection
Service de l'eau	Pas d'objection
Urgences-Santé	Pas d'objection
Arrondissement du Sud-Ouest	Pas d'objection

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnés dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il concerne une décision de nature administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, Projet REM ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon de son réseau.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du conseil d'agglomération : mai 2022
Signature de l'Avis : mai 2022
Exécution des travaux : 12 juillet 2021 à décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur de direction
Tél : 514 872-9485

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je

désigne monsieur Benoît Champagne, directeur - Direction de la gestion du portefeuille de projets, pour me remplacer du 14 au 25 avril 2022 (inclusivement), dans l'exercice de mes fonctions de directrice - Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant.

Vous pouvez communiquer avec M. Champagne à l'adresse benoit.champagne@montreal.ca ou par téléphone au 514-978-6542.

Et j'ai signé,

Nathalie Martel, ing., M.Sc.A, PMP
Directrice
Service des infrastructures du réseau routier

Approuvé le : 2022-04-22

Approuvé le : 2022-04-22

Le 2 mars 2022

Ville de Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la gestion du portefeuille de projets
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

À l'attention de : Monsieur Benoit Champagne, ing., M.A.
Directeur de la gestion du portefeuille de projets

Projet : Réseau express métropolitain (le « **REM** »)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire*
Construction de l'étagement pour le REM à Montréal (A-53 : P40-P44)
Chaînage REM : 203+038 à 203+300 – Système de drainage

Monsieur,

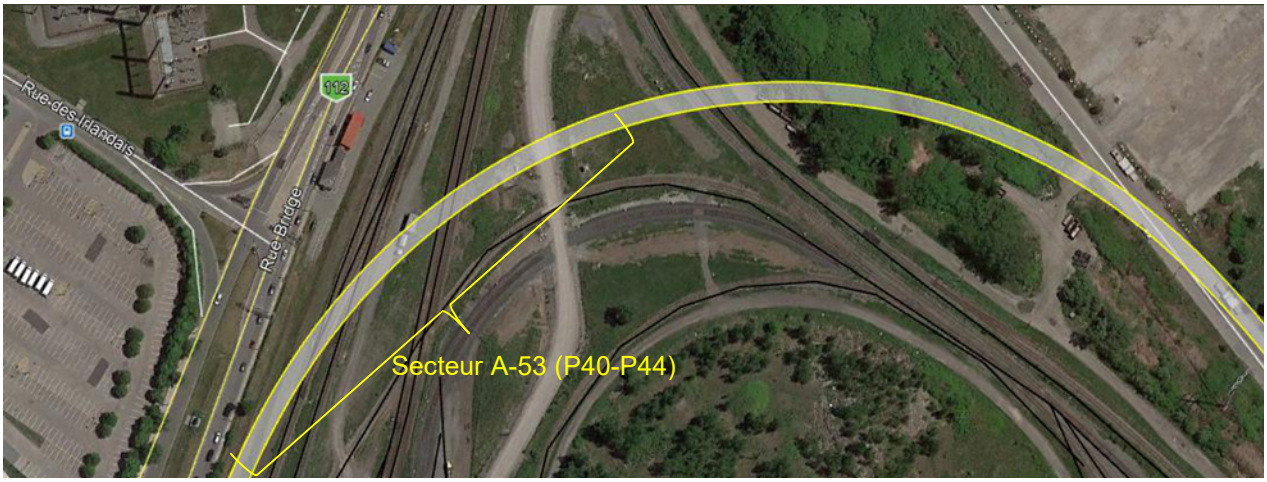
Conformément à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, L.R.C., 1985, c. 32 (4e suppl.), ainsi qu'au *Règlement sur l'avis de travaux ferroviaires*, DORS/91-103, la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique, le tout comme indiqué sur les plans et documents énumérés ci-dessous et dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

No. de dessin	Rév.	Titre	Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0107	PE	Page titre	2022-01-31
602024-202600-10040-43D0-0207	PE	Table des matières	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1116	PF	1:1000 Plan et Élévation (1/2)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1117	PF	1:1000 Plan et Élévation (2/2)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1134	PE	Plan et Profil (1/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1135	PE	Plan et Profil (2/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1136	PE	Plan et Profil (3/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1138	PE	Plan et Profil (4/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1163	PF	1:200 Plan et Élévation (1/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1164	PG	1:200 Plan et Élévation (2/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1165	PF	1:200 Plan et Élévation (3/3)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1214	PF	P40, P41, P42, P43, P44	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1219	PB	Route d'accès CN aménagement	2022-01-31

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire un nouveau pont d'étagement (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.31 et l'emplacement BUTLER PM 1.21, entre les piliers P40 à P44, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « **Voies** ») (voir A-53 dans le plan ci-dessous). Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1 500 V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 20 décembre 2019 (no. réf. : 01-REM-CNRail-LET-00032) portant sur les travaux de structure du Pont REM.



Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des biens du public, ni des propriétaires des terrains contigus, soit la Ville de Montréal et le CN, et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur.

Les travaux seront réalisés à partir des lots 1 853 772, 2 160 250 (Ville de Montréal), 1 853 767, 4 976 221, 1 728 982, 2 296 268 et d'un lot non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à :

Paul Gendreau
Directeur, secteur Rive-Sud
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :
Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :
L'honorable Omar Alghabra
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) K1A 0N5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la *Loi sur la Sécurité ferroviaire*, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez communiquer avec l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Événement	**Date et durée**
Date projetée du début des travaux	24 mars 2022
Durée des travaux	1 semaine

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Projet REM s.e.c.
Par son commandité
REM Commandité inc.



Jean-Marc Arbaud
Président et chef de la direction

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

Mme Isabelle Lebrun, Chef de section - Projet REM, Division des grands projets - Portefeuille 1, Services des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal, isabelle.lebrun@montreal.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

M. Paul Gendreau, Directeur, secteur Rive-Sud, Projet REM, pgendreau@rem.info

Me Thomas Lavier, Directeur, affaires juridiques, Projet REM, tlavier@rem.info

ACCEPTATION

Sujet de l'avis :	Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* Construction de l'étagement pour le REM à Montréal (A-53 : P40-P44) Chaînage REM : 203+038 à 203+300 – Système de drainage
Date de l'avis :	2 mars 2022

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____ 2022.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL :	**TÉMOIN :**
_____ Signature	_____ Signature
_____ Nom en lettres moulées	_____ Nom en lettres moulées
_____ Titre	_____ Titre

Annexe 1 – Plans
(voir ci-joint)

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE A53 (P40-P44)

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM72.39 ST-HYACINTHE

ÉMIS POUR PERMIS

2022-01-31

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0107 PE

2022-Jan-26 4:34:44 PM C:\temi\dms21470\602024-202600-10040-43D0-0107.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0107	PE	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D0-0207	PE	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D3-1116	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)
602024-202600-10040-43D3-1117	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)
602024-202600-10040-43D3-1134	PE	PLAN ET PROFIL (1/4)
602024-202600-10040-43D3-1135	PE	PLAN ET PROFIL (2/4)
602024-202600-10040-43D3-1136	PE	PLAN ET PROFIL (3/4)
602024-202600-10040-43D3-1138	PE	PLAN ET PROFIL (4/4)
602024-202600-10040-43D3-1163	PF	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (1/3)
602024-202600-10040-43D3-1164	PG	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (2/3)
602024-202600-10040-43D3-1165	PF	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (3/3)
602024-202600-10040-43D3-1214	PF	P40, P41, P42, P43, P44
602024-202600-10040-43D3-1219	PB	ROUTE D'ACCÈS CN AMÉNAGEMENT

FEUILLET: REM
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 3:22 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D0-0207.DWG

CONÇU L. E., ing. / P. K., ing.

DESSINÉ J. BLOM, tech.

VÉRIFIÉ F. PANAH, ing.

APPROUVÉ F. PANAH, ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

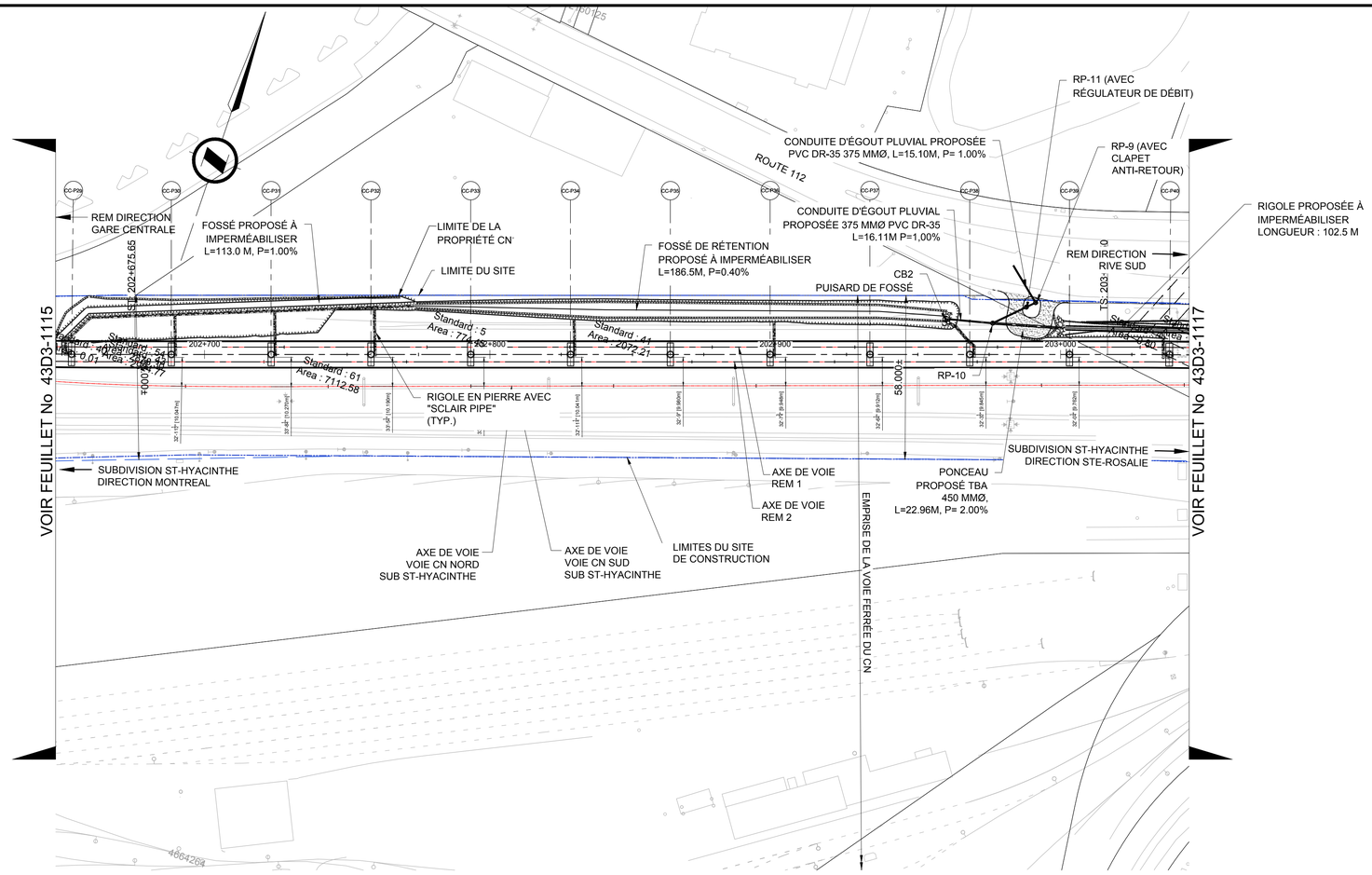
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

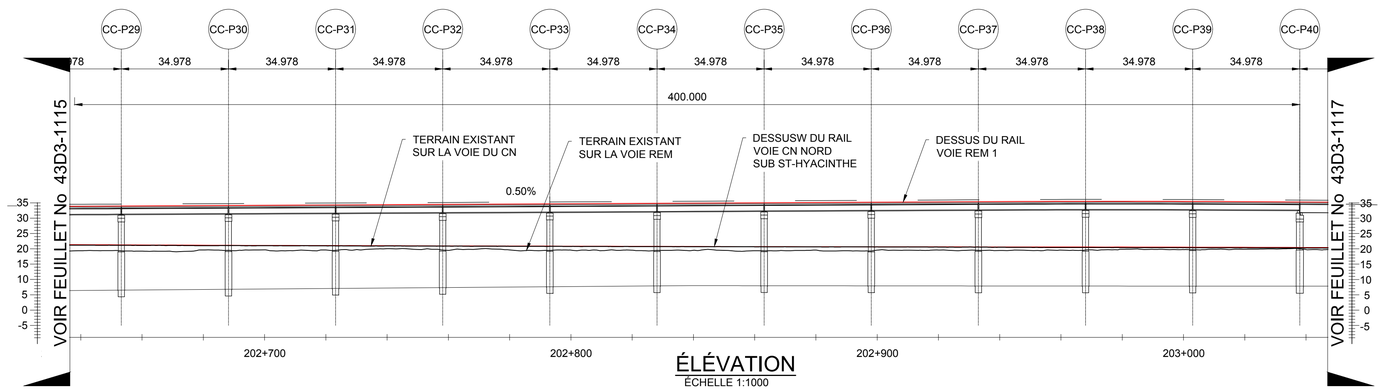
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D0-0207 PE



PLAN
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT À CÔTÉ DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P29 ET P39 EST COMPOSÉ DE 10 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTES DRAINAGE:

1. LES INFRASTRUCTURES DE DRAINAGE PRÉSENTÉES AU PLAN CORRESPONDENT À LA PLUS RÉCENTE VERSION DU DRAINAGE ÉMISE POUR PERMIS. LES VUES EN PROFILS, COUPES ET DÉTAILS DU DRAINAGE ET SONT PRÉSENTÉES AUX PLANS 602024-202600-10150-4XD3-2000@2006 ET 602024-202600-10150-4XD0-4000@4005.
2. LA LOCALISATION DE TOUS LES AVALOIRS, CONDUITES LONGITUDINALES ET DESCENTES DE DRAINAGE EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU DU PLAN 602024-200000-10150-4XD3-4010. CE PLAN INDIQUE LES RÉFÉRENCES AUX DIFFÉRENTS PLANS DE DÉTAILS DES CONDUITES LONGITUDINALES ET DES DESCENTES DE DRAINAGE DU SECTEUR.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QU'ILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIREMENT LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE +4.3 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P29 À +5.7 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P39.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1116
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-26 5:40 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-4303-1116.DWG

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

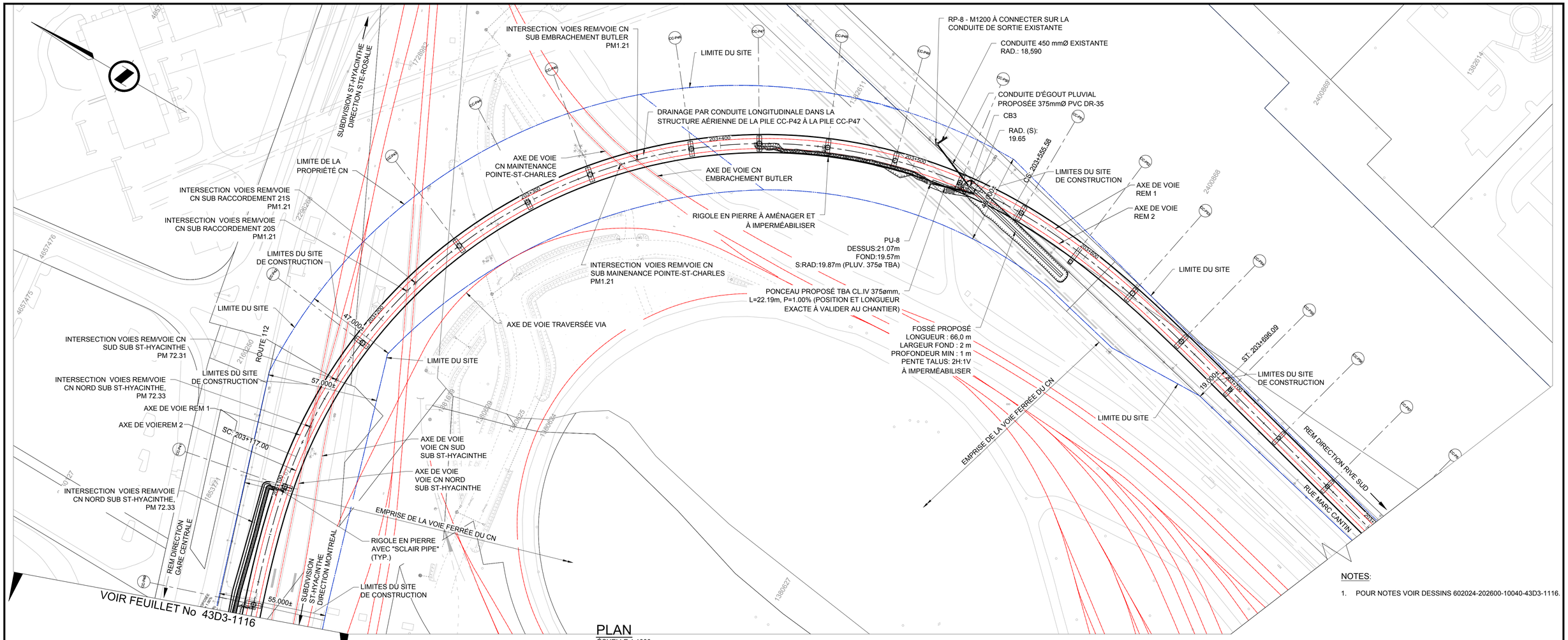
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)

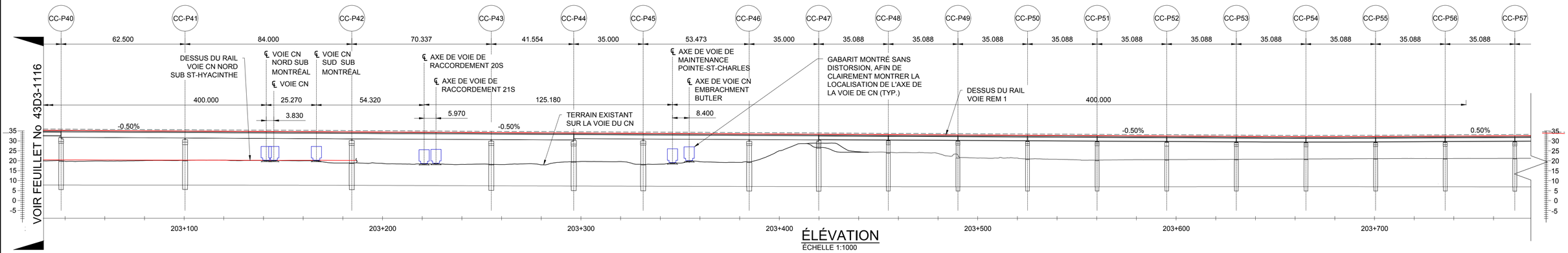
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1116 PF



PLAN
ÉCHELLE 1:1000

NOTES:

1. POUR NOTES VOIR DESSINS 602024-202600-10040-43D3-1116.



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

FEUILLET: 1117
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 11:38 AM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DM521470\602024-202600-10040-4303-1117.DWG

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

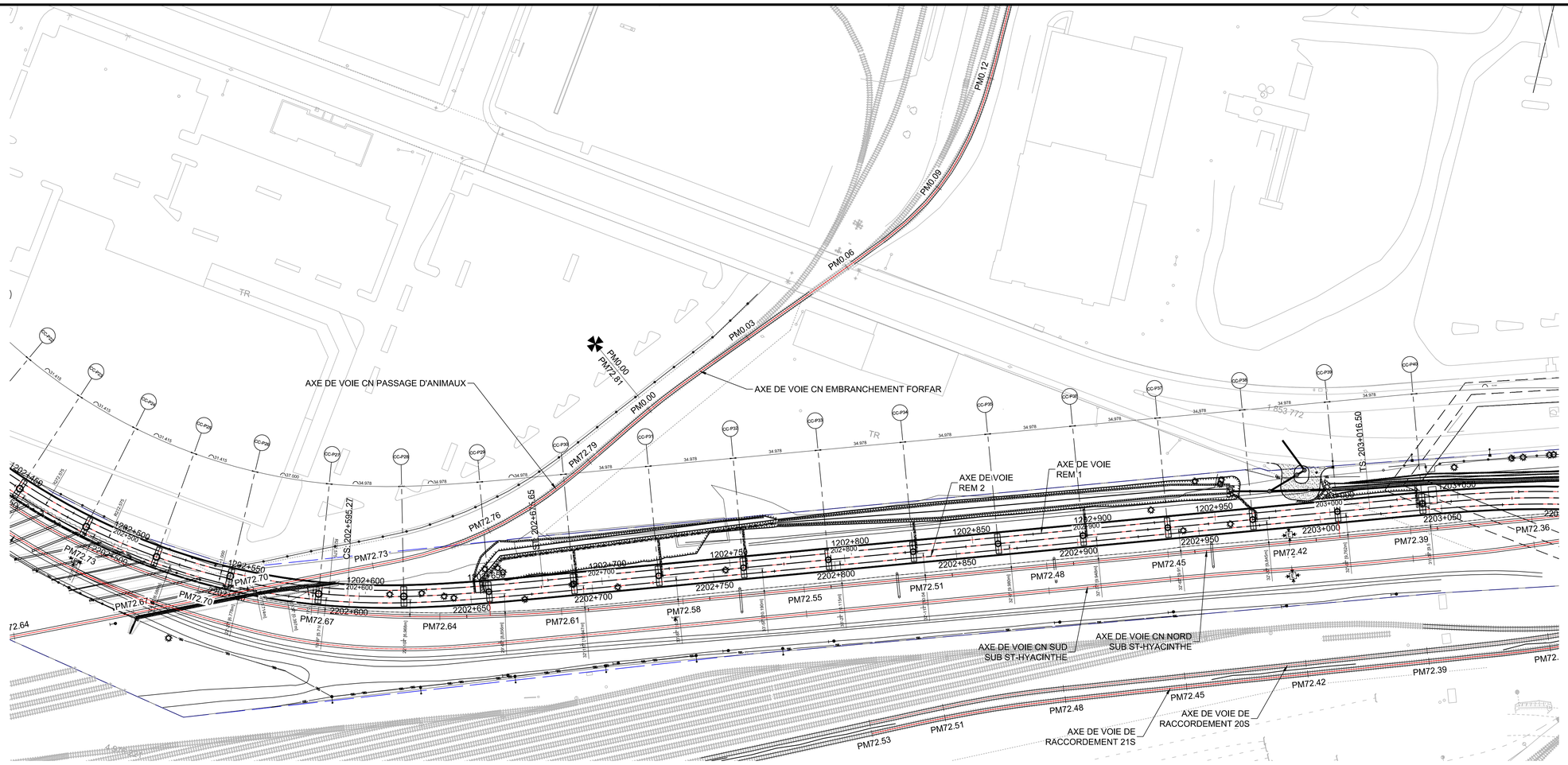
0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

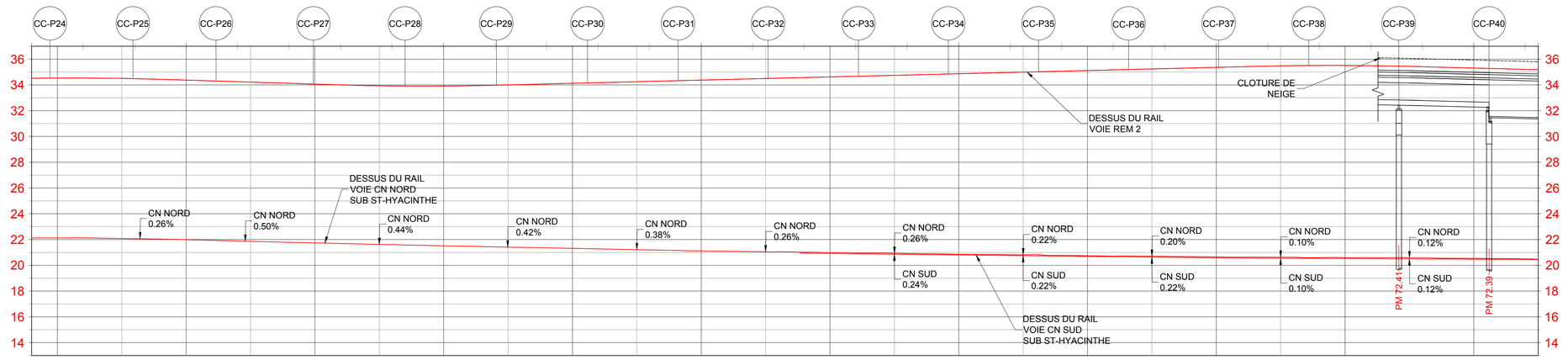
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE 1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1117 PF



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)	34.51	34.53	34.50	34.37	34.22	34.06	33.93	33.91	34.00	34.12	34.25	34.37	34.49	34.62	34.74	34.87	34.99	35.11	35.24	35.36	35.47	35.51	35.44	35.31	35.18
DESSUS DU RAIL (NORD)		22.12	22.08	21.99	21.86	21.74	21.62	21.52	21.41	21.31	21.21	21.12	21.05	20.99	20.94	20.86	20.82	20.75	20.71	20.65	20.63	20.60	20.59	20.54	20.47
DESSUS DU RAIL (SUD)														20.92	20.86	20.80	20.75	20.69	20.64	20.58	20.55	20.53	20.50	20.47	20.45

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.

2. POUR LES PROFILES DES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

- LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70
- LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.11.

4. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

5. LE PROFIL DE LA VOIE CN SUD SUB HYACINTHE SE TERMINE A 400 M DU POINT D'INTERSECTION AVEC LA VOIE REM.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 12:41 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-4303-1134.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

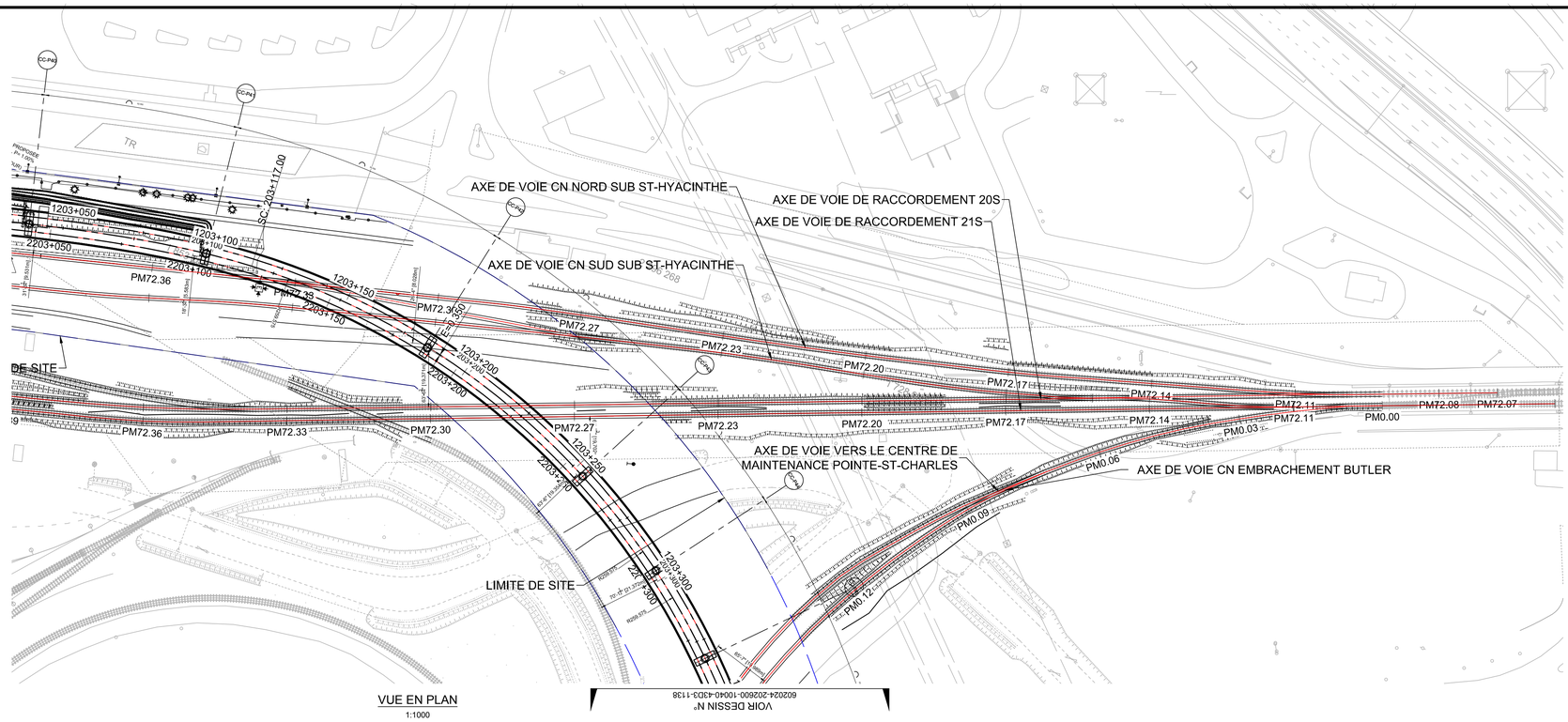
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (1/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1134 PE

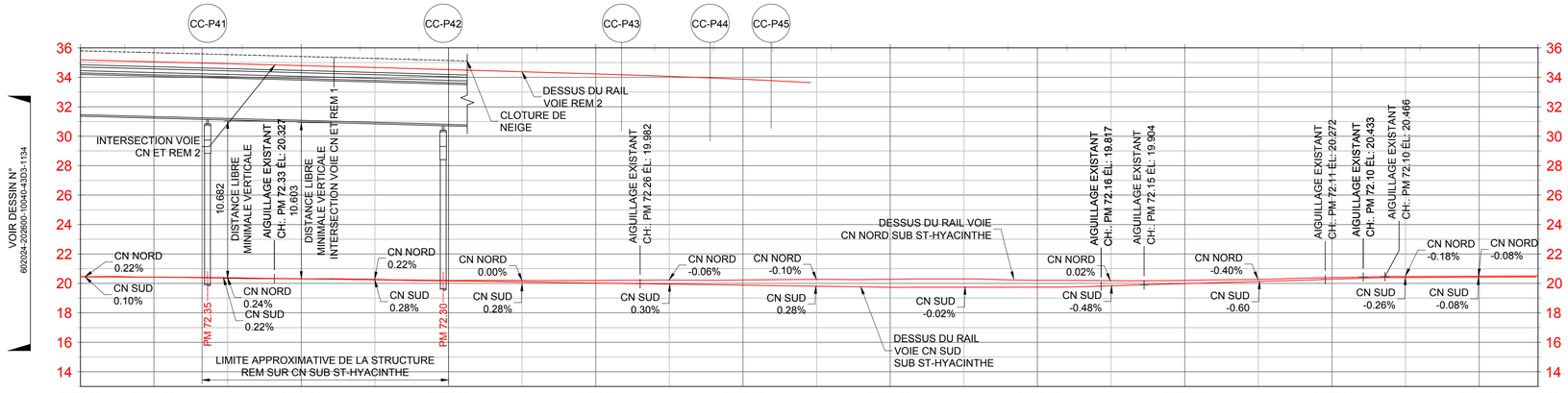
ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-4303-1134



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)	35.18	35.05	34.93	34.80	34.66	34.52	34.38	34.23	34.06	33.87											
DESSUS DU RAIL (NORD)	20.47	20.43	20.36	20.31	20.27	20.20	20.20	20.20	20.22	20.23	20.27	20.28	20.31	20.21	20.19	20.20	20.27	20.40	20.47	20.49	20.51
DESSUS DU RAIL (SUD)	20.45	20.42	20.39	20.31	20.24	20.17	20.10	20.03	19.95	19.88	19.81	19.74	19.74	19.75	19.84	19.99	20.14	20.29	20.40	20.42	

VUE EN PROFIL DES VOIES - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIE RACCORDEMENT 21S ET 20S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.
5. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 1:13 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1135.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

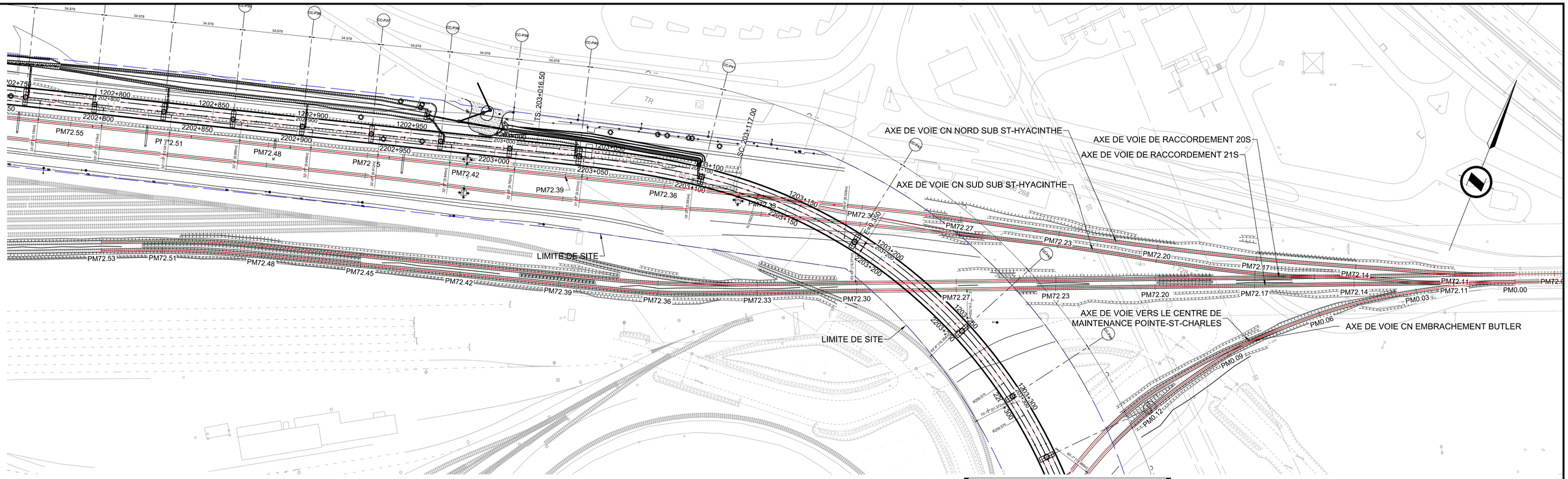
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

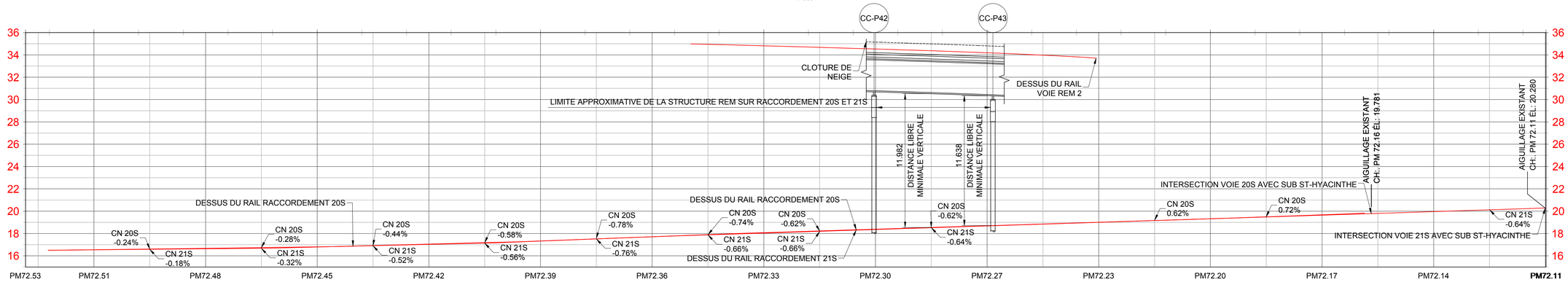
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (2/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1135 PE



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)													34.95	34.82	34.67	34.53	34.37	34.19	33.98											
DESSUS DU RAIL (20S)	16.55	16.61	16.67	16.74	16.81	16.91	17.03	17.14	17.32	17.52	17.71	17.90	18.08	18.23	18.39	18.54	18.70	18.85	19.01	19.16	19.32	19.49	19.68							
DESSUS DU RAIL (21S)	16.54	16.58	16.63	16.68	16.79	16.92	17.05	17.18	17.33	17.52	17.71	17.88	18.04	18.20	18.36	18.52	18.68	18.84	19.00	19.16	19.32	19.48	19.64	19.80	19.96	20.12	20.28			

VUE EN PROFIL DES VOIES DE RACCORDEMENTS 20S ET 21S
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 1:16 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS2147\0\602024-202600-10040-43D3-1136.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

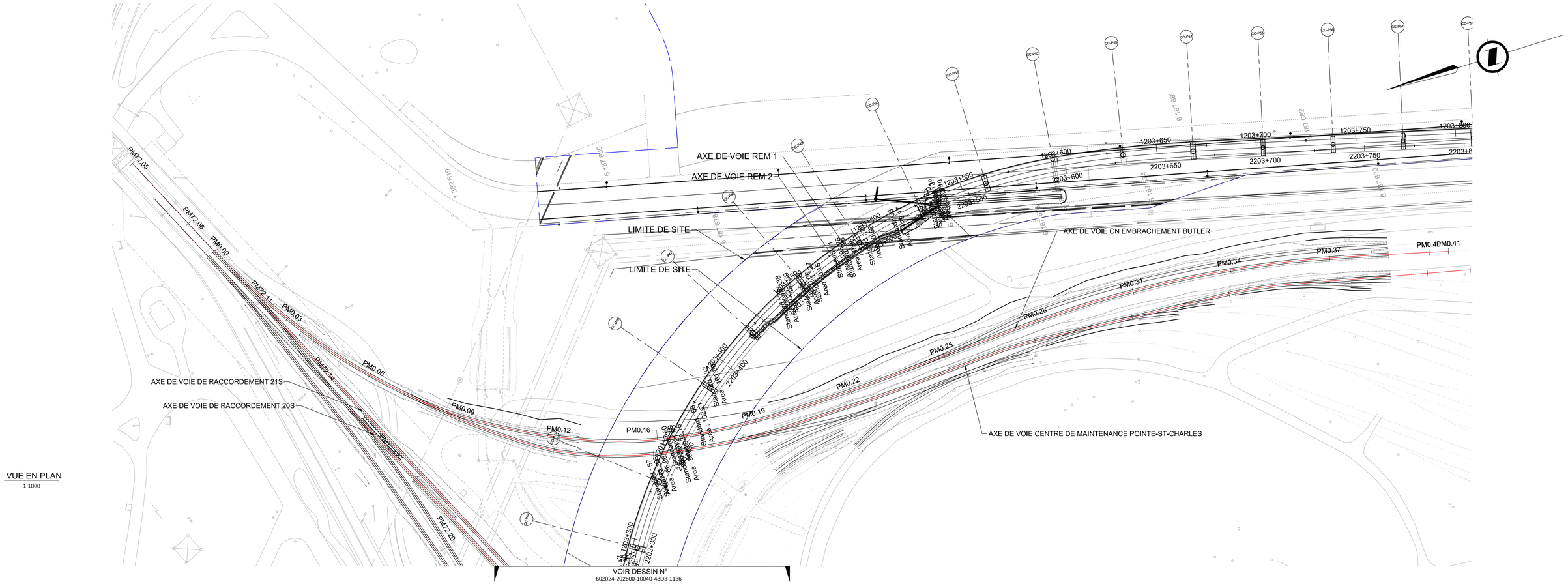
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

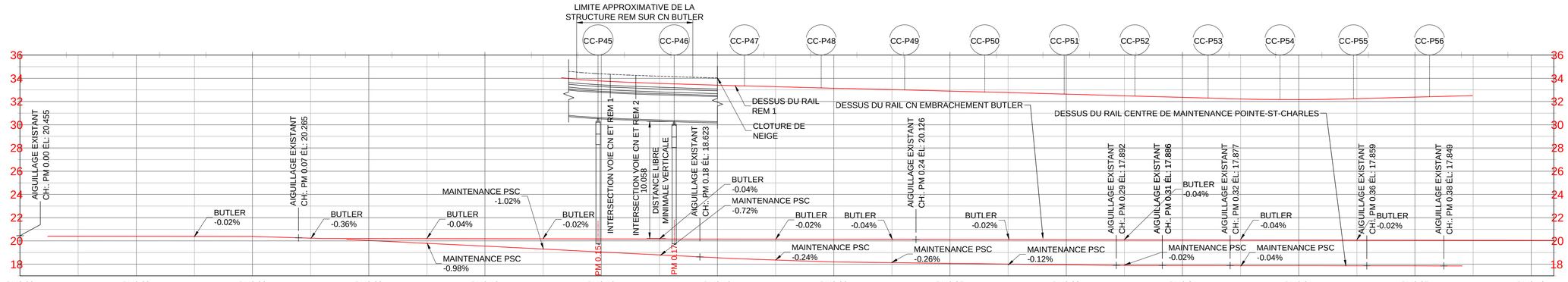
PLAN ET PROFIL (3/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1136 PE



VUE EN PLAN
1:1000

LIMITE APPROXIMATIVE DE LA STRUCTURE REM SUR CN BUTLER



DESSUS DU RAIL (REM)											33.76	33.56	33.41	33.28	33.14	33.02	32.90	32.77	32.64	32.49	32.36	32.22	32.16	32.24	32.38					
DESSUS DU RAIL (BTLR)	20.39	20.39	20.39	20.38	20.24	20.20	20.19	20.18	20.18	20.17	20.16	20.15	20.14	20.14	20.13	20.12	20.11	20.11	20.10	20.09	20.08	20.07	20.07	20.06	20.05	20.04				
DESSUS DU RAIL (PSC)						20.04	19.79	19.55	19.30	19.04	18.80	18.55	18.36	18.19	18.13	18.07	18.00	17.94	17.89	17.88	17.88	17.87	17.86	17.85						

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN EMBRACHEMENT BUTLER ET VOIE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES VOIES CN EMBRACHEMENT BUTLER ET CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-26 7:41 PM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1138.DWG

FORMAT A1

CONÇU D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ L. NI, ing.
APPROUVÉ F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

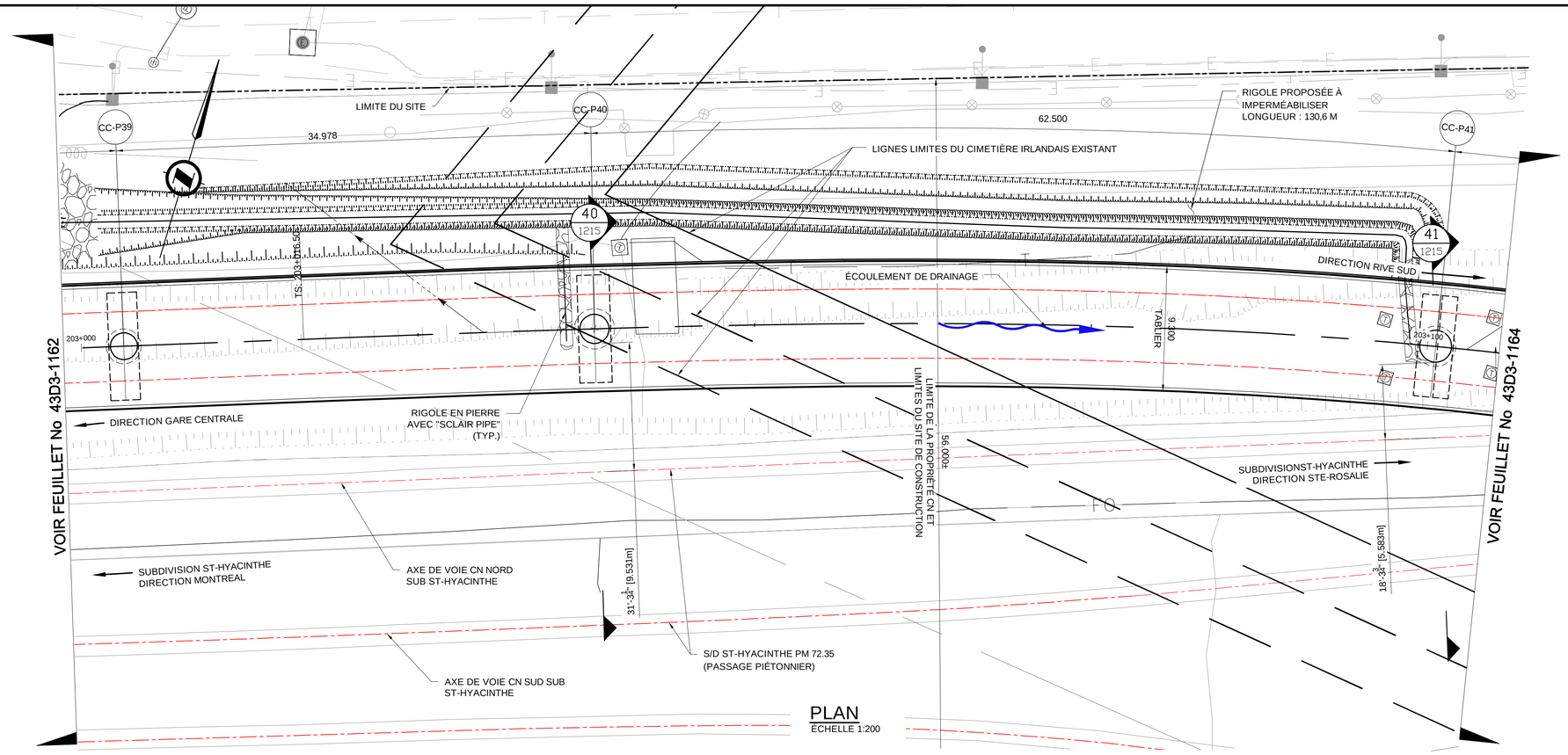
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

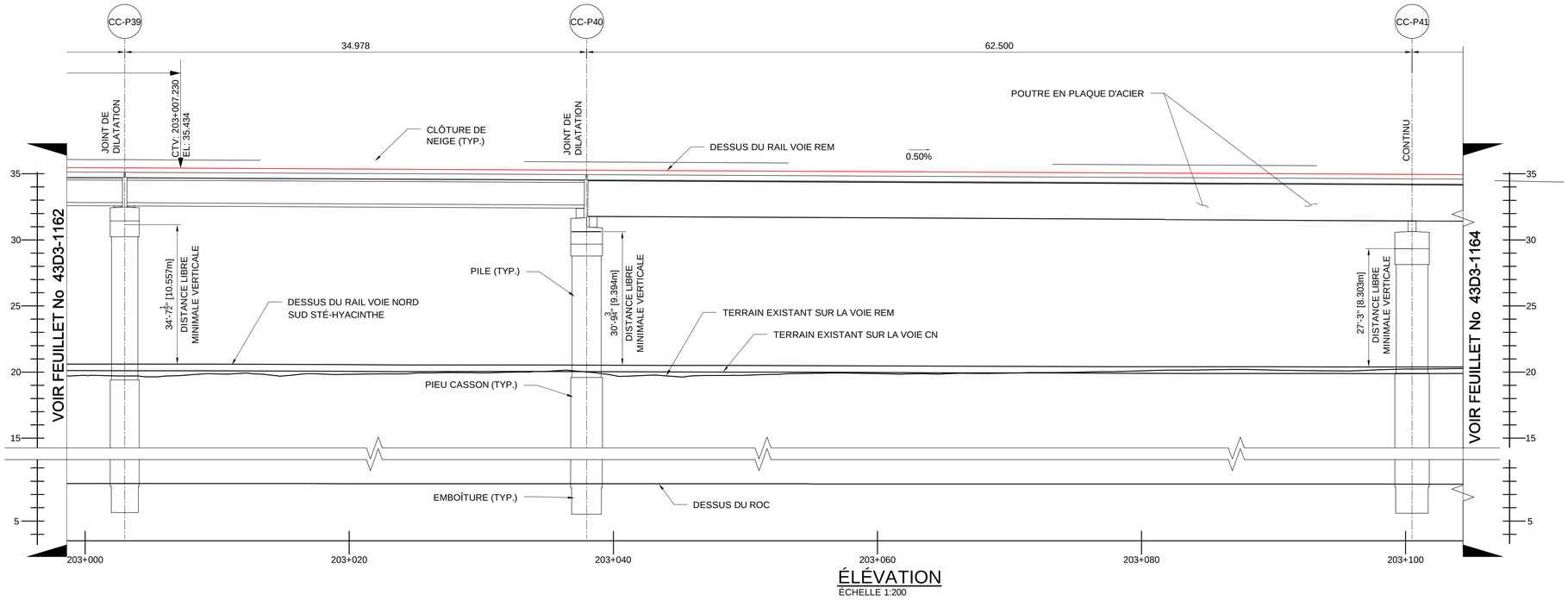
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (4/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1138 PE



PLAN
ÉCHELLE 1:200



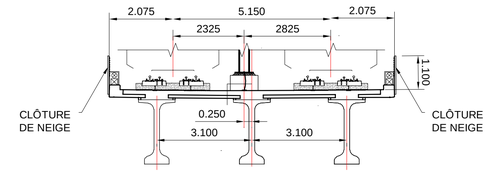
ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

NOTES:

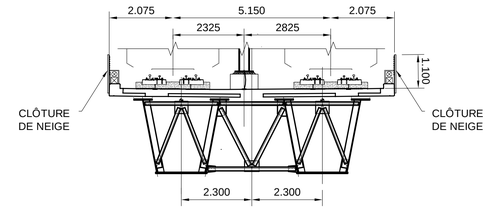
1. MUR DE SOUTÈNEMENT/MUR DE PROTECTION À CONCEVOIR SELON LES EXIGENCES DU CN PLAN DIRECTEUR REV 01 EN DATE 2018-04.
2. VOIES CN: SUBDIVISION ST-HYACINTHE DE P.M. 72.63 À P.M. 72.41.
3. LES CLÔTURES DE NEIGE SONT INSTALLÉS SUR LES BORDS EXTÉRIEURS DU TABLIER DU PONT, TOUS DANS L'EMPRISE DU CN.

LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- C — ÉGOUT COMBINÉ
- S — ÉGOUT SANITAIRE
- G — GAZODUC
- DRAINAGE
- O — OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- M — CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN



SECTION TYPIQUE (P12-P40)
ÉCHELLE 1:100



SECTION TYPIQUE (P40-P46)
ÉCHELLE 1:100

FEUILLET: 1163-P39-P41
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 2:08 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1163.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200
0

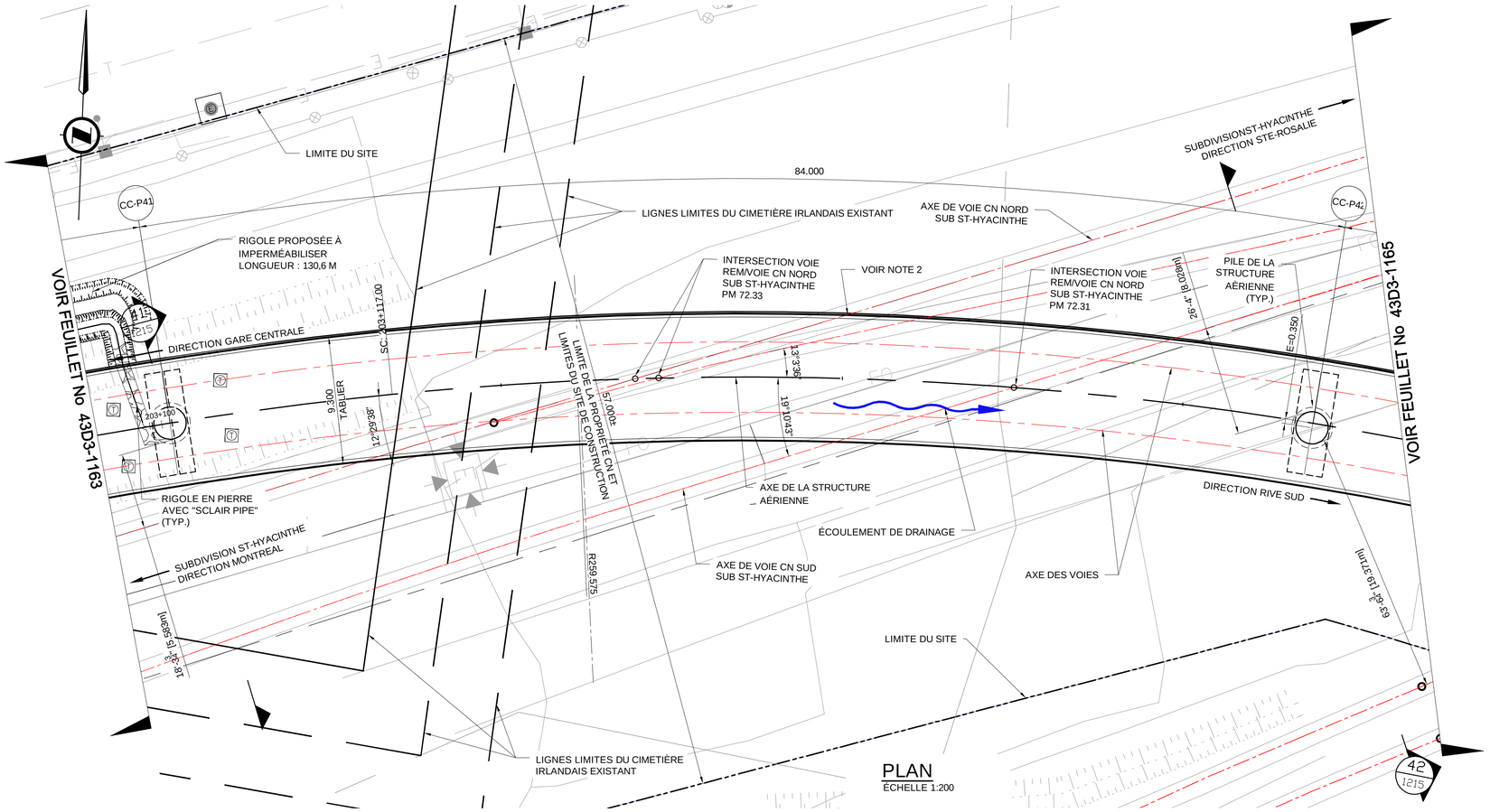
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

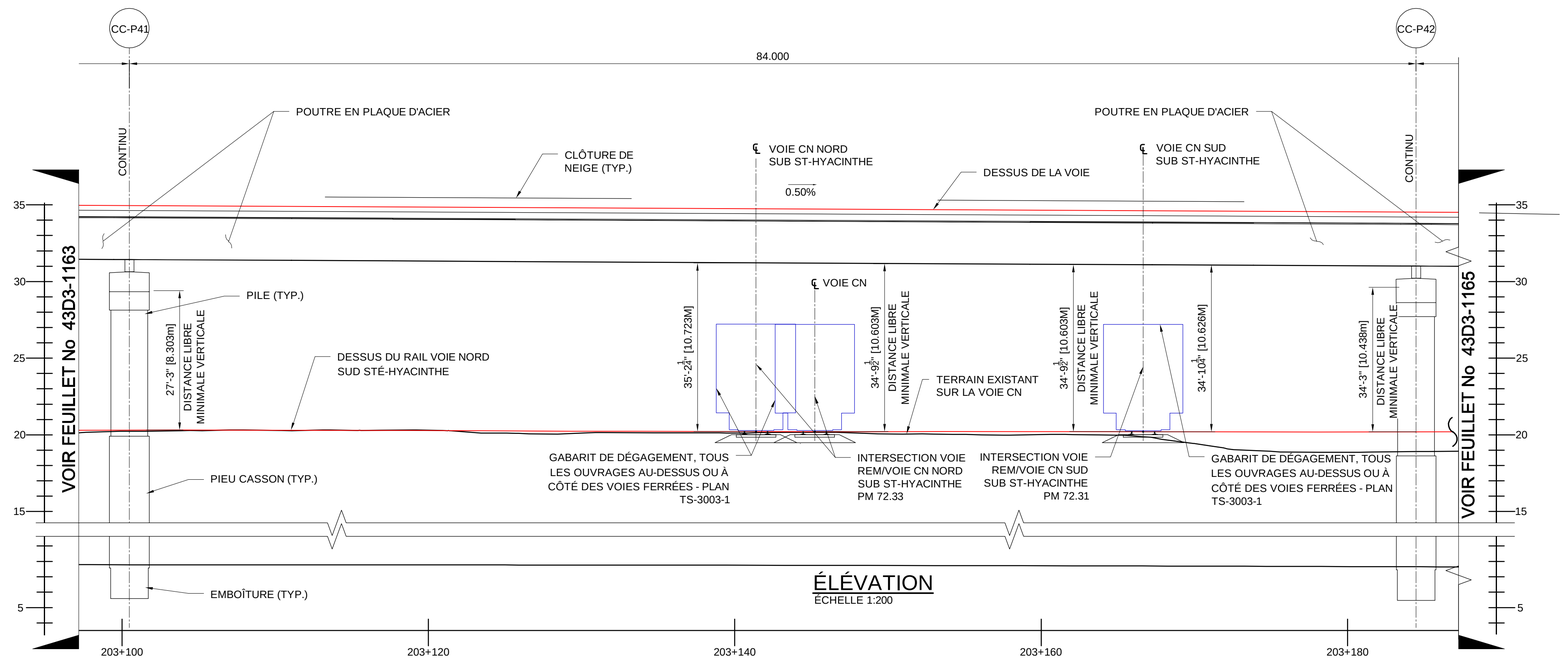
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE

1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (1/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163 PF





ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163.

LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- C — ÉGOUT COMBINÉ
- S — ÉGOUT SANITAIRE
- G — GAZODUC
- DRAINAGE
- O — OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- M — CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN

FEUILLET: 1164-P43-P46
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 11:45 AM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1164.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V.BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-09-12	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PF	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PG	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

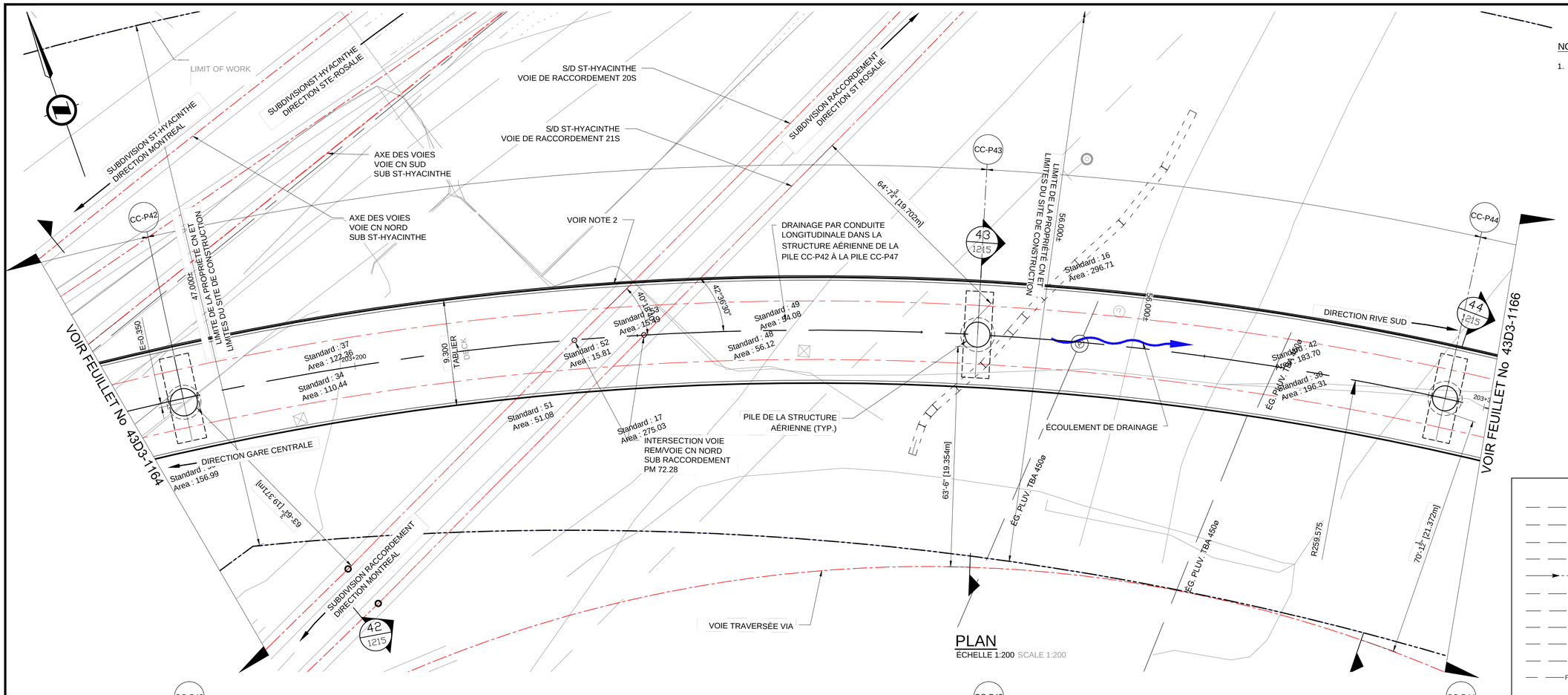
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE 1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (2/3)

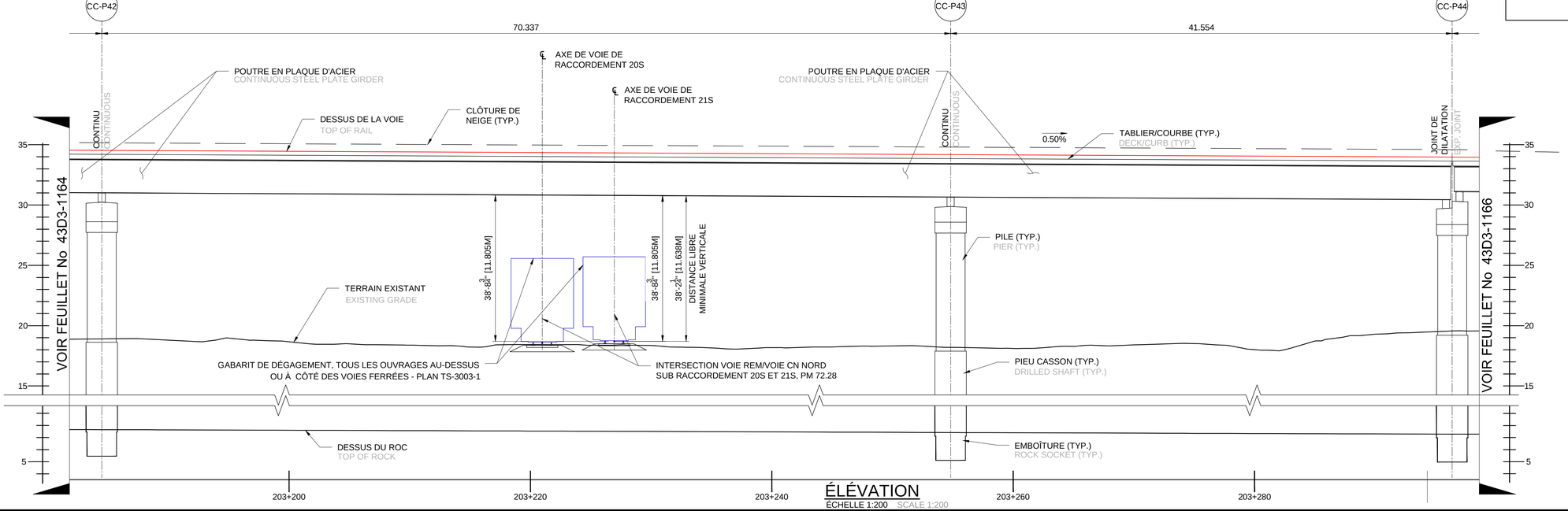
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1164 PG

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163.



PLAN
ÉCHELLE 1:200 SCALE 1:200



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200 SCALE 1:200

LÉGENDE

- AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINÉ
- ÉGOUT SANITAIRE
- GAZODUC
- DRAINAGE
- OLÉODUC
- CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN

FEUILLET: 1166-P43-P46
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-27 9:16 AM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS2\4707602024-202600-10040-43D3-1165.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-30	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT020047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

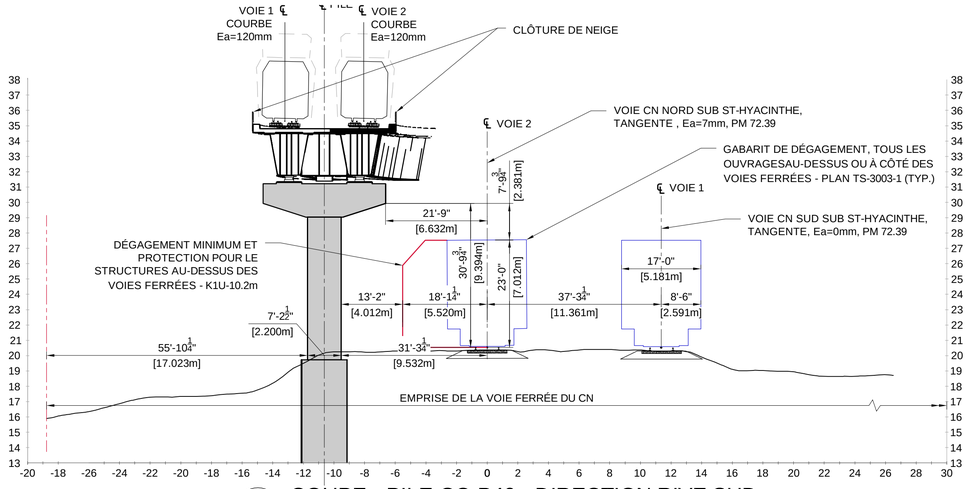
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200
0

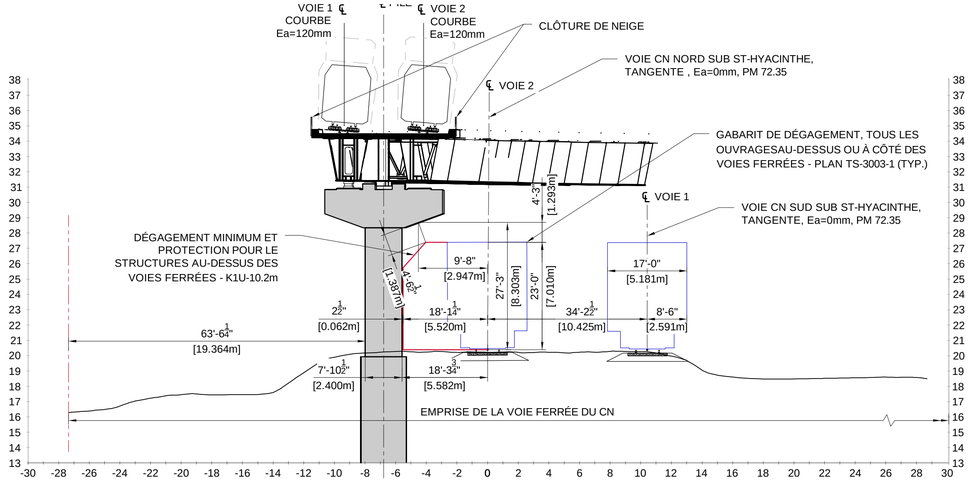
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (3/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1165 PE



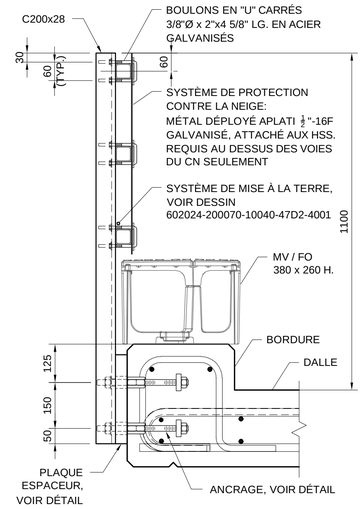
40 / 1163 COUPE - PILE CC-P40 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



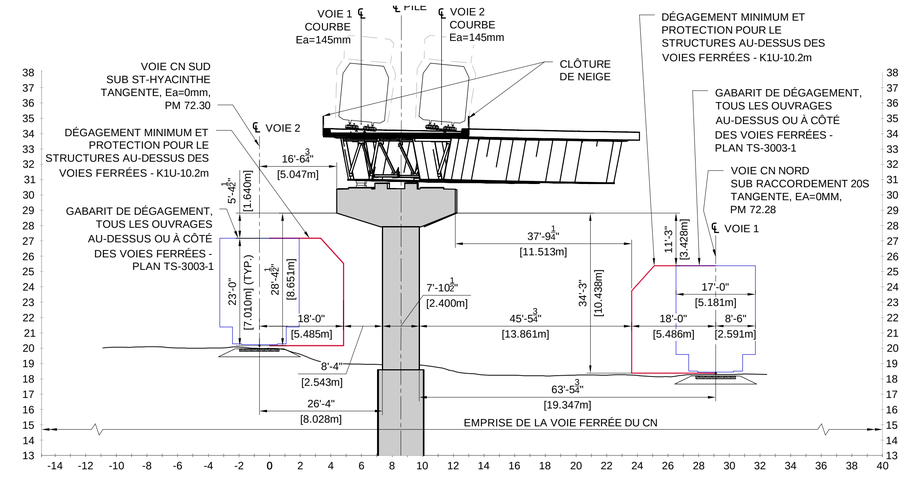
41 / 1164 COUPE - PILE CC-P41 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



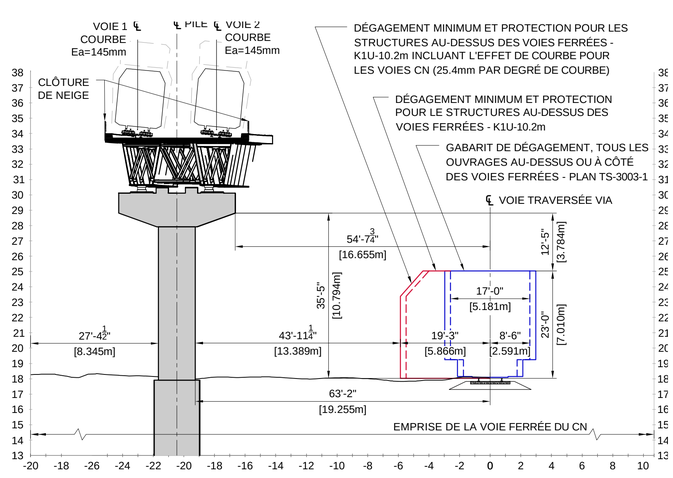
DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE

ÉCHELLE 100



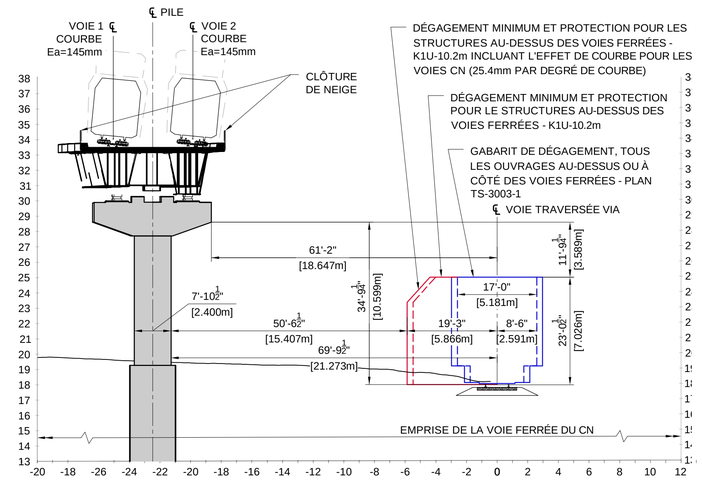
42 / 1165 COUPE - PILE CC-P42 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



43 / 1165 COUPE - PILE CC-P43 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



44 / 1166 COUPE - PILE CC-P44 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: PIERS 40-43
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-09 1:05 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\2147060\602024-202600-10040-43D3-1214.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-09-12	ÉMIS POUR AVIS	P.K
PD	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2020-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

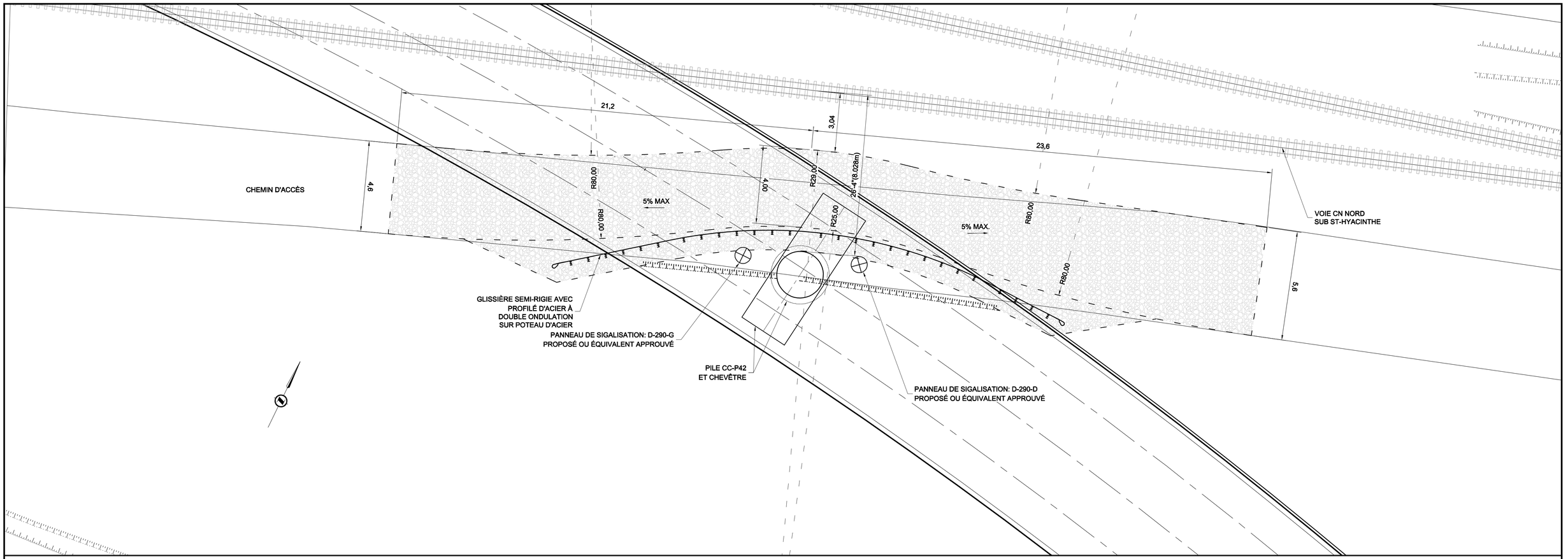
ÉCHELLES

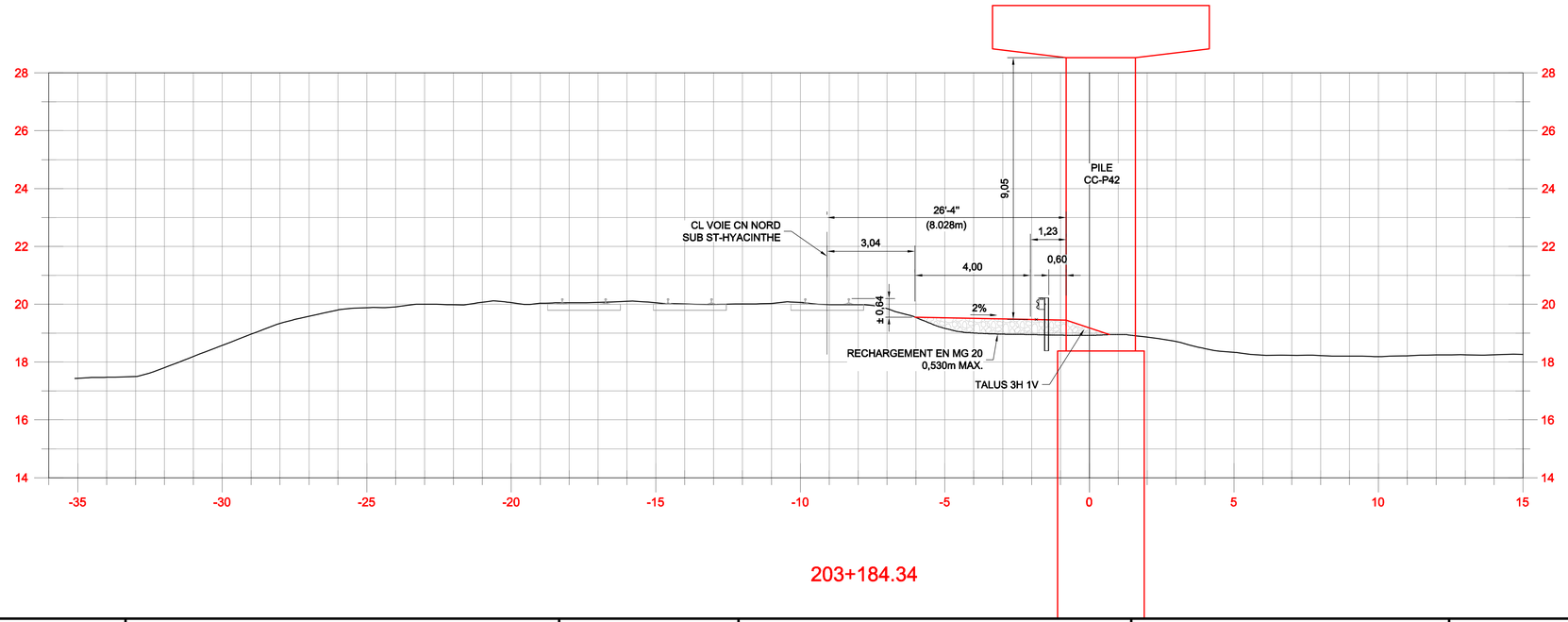
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

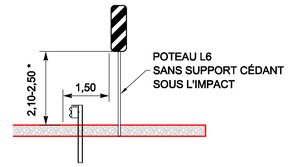
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE P40, P41, P42, P43

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1214 PF







INSTALLATION DE LA SIGNALISATION
ÉCH.: AUCUNE

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: 2010
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 3:00 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REMDMS\2113960\2024-202600-10040-43D3-1219.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. GÉLINAS, ing.
DESSINÉ	M. CLOUTIER, tech.
VÉRIFIÉ	F.GILBERT, ing.
APPROUVÉ	D. GÉLINAS, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2020-01-31	POUR DEMANDE DE PERMIS	D.G.
PB	2022-01-31	POUR DEMANDE DE PERMIS	D.G.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 2.5 5 m H=1:100 V=1:100
0 2.5 5

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
ROUTE D'ACCÈS CN AMÉNAGEMENT

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1219 PB

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227211016

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P45-P46) - Du chaînage REM de la culée: 203+296.4 à 230 +384.9 - Système de drainage

Il est recommandé:
1. d'autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A63 : P45-P46) - Du chaînage REM de la culée : 203+296.4 à 230+384.9,

2. d'autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 16:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227211016**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets partenaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P45-P46) - Du chaînage REM de la culée: 203+296.4 à 230 +384.9 - Système de drainage

CONTENU

CONTEXTE

Projet REM s.e.c géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM). La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructures existantes. La portion du projet faisant l'objet du présent dossier concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge/Bonaventure. La conception du drainage de ces structures étant approuvé par la Ville et le Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) et que ces derniers ont délivré leur autorisation a REM/NouvLR. La Ville doit maintenant confirmer qu'elle ne s'oppose pas à la réalisation des travaux de drainage tel que demandé dans la lettre (pièce jointe), et ce, en vertu de la Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) article 8 Avis de travaux.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D St-Hyacinthe PM 72.31 et la rue Marc-Cantin (croisement de la voie CN de l'embranchement BUTLER P.M. 1.21), entre les piliers P45 à P46, sur lesquels CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies »). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 3 mars 2022 (no. réf. : 01-REM-VMTL-LET-00208) portant sur les travaux de structure du Pont REM (voir pièce jointe).

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Dans le cas présent, après vérification avec les différentes unités impliquées dans le projet et pouvant être affectées par de tels travaux (tel qu'identifié à la section justification), aucune objection n'a été soulevée par rapport aux travaux proposés par le promoteur (CDPQ Infra).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0392 - 7 août 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) du chainage REM de la culée : 202+300 à 202+630 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis pour non objection
CG21 0390 - 6 août 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM de la culée: 203 +038 à 203+300 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis pour non objection

CG21 0391 - 17 juin 2021 Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis relatif au système de drainage du secteur Bridge/Bonaventure en vertu de l'Article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P45-P46) - Du chaînage REM de la culée : 203+296.4 à 230+384.9

CG20 0085 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM: 203+296.4 à 230+384.9 - Autoriser le directeur du Service des infrastructure du réseau routier à signer l'Avis pour non objection.

CE20 1631 - 28 octobre 2020 - Autoriser le greffier à émettre une attestation conditionnelle de non objection à la délivrance par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ.,c. Q-2) pour des travaux d'aqueduc et de drainage permanent du projet du Réseau Express Métropolitain (REM), à la station de correspondance Côte-de-Liesse (anciennement A-40) et dans le corridor ferroviaire entre l'autoroute 40 et le boulevard de la Côte-Vertu, sur le territoire de la Ville de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent (Réf : CA-DM-05, lots 2 189 579, 6 181 984, 6 181 995, 6 181 998, 6 181

987, 3 093 062, 3 093 064, 2 189 585, 4 239 416, 4 239 414, 4 239 413, 4 239 412, 4 239 411, 4 239 410, 4 239 409, 5 457 238, 5 457 236, 5 457 235, 5 457 237, 2 556 737, 2 556 738, 2 189 586, 2 189 587, 6 182 035, 2 189 741, 2 189 443, 6 181 985).

CG20 0406 - 27 août 2020 - Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis supplémentaire relatif aux piliers P20 et P27 en vertu de l'Article 8(1) de la *Loi sur la Sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2 : P18-P28) - Chainage REM : 202+300 à 202+630 / Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

CE20 1089 - 30 juillet 2020 - Autoriser le greffier à émettre une attestation de non objection à la délivrance par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC) d'un certificat d'autorisation en vertu de la loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ.,c. Q-2) pour des travaux de drainage permanent du corridor ferroviaire qui appartiendra au Réseau Express Métropolitain (REM) entre le boulevard Henri-Bourassa Ouest et la rue Jean-Massé (passage Ville-Ville) incluant la station Du Ruisseau dans les arrondissements Saint-Laurent et Ahuntsic-Cartierville (Réf.: DM-08A. Lots 1 985 752, 1 985 751, 1 985 712, 1 985 713).

CG20 0084 - 27 février 2020 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM : 203+038 à 203+300 - secteur Brigde/Bonaventure. - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

CG 20 0249 - 27 février 2020- Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM : 203+296.4 à 230+384.9

CG19 0441 - 19 septembre 2019 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 3 mars 2022 et la Ville a un délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis de non objection pour des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par Projet REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifiés par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité des usagers et des actifs à proximité.
Selon la demande, les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des personnes et des actifs sur les terrains contigus qui sont les propriétés de la Ville de Montréal et du CN et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les réglementations en vigueur.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 3 mars 2022 (no. réf. : 01-REM-VMTL-LET-00208) portant sur les travaux de structure du Pont REM. En effet, la portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie au moment du premier avis, Projet REM a proposé qu'un deuxième avis soit soumis

lorsque la conception de ces derniers est complétée.

Les travaux du REM seront réalisés sur les lots non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la signature de la lettre de non objection et d'autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à la signer au nom de la Ville.

JUSTIFICATION

Après vérification auprès des services centraux impliqués, de l'arrondissement du Sud-Ouest et d'Urgences-Santé, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car aucun actif de la ville ne subit d'impacts, tout comme il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des citoyens à proximité de l'emprise ferroviaire.

UNITÉS / SERVICES / GOUVERNEMENT	**COMMENTAIRE CONCERNANT LA SÉCURITÉ**
Ponts et tunnels / Gestion des actifs	Pas d'objection
SPVM	Pas d'objection
SIM	Pas d'objection
Division de l'aménagement et du design urbain - SUM	Pas d'objection
Service de l'eau	Pas d'objection
Urgences-Santé	Pas d'objection
Arrondissement du Sud-Ouest	Pas d'objection

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnés dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il concerne une décision de nature administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, Projet REM ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon de son réseau.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est à prévoir en lien avec ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du conseil d'agglomération : mai 2022
Signature de l'Avis : mai 2022
Exécution des travaux : 12 juillet 2021 à décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 513-4207
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 229-0802
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur de direction
Tél : 514 872-9485

Mesdames,
Messieurs,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je

désigne monsieur Benoît Champagne, directeur - Direction de la gestion du portefeuille de projets, pour me remplacer du 14 au 25 avril 2022 (inclusivement), dans l'exercice de mes fonctions de directrice - Service des infrastructures du réseau routier et exercer tous les pouvoirs s'y rattachant.

Vous pouvez communiquer avec M. Champagne à l'adresse benoit.champagne@montreal.ca ou par téléphone au 514-978-6542.

Et j'ai signé,

Nathalie Martel, ing., M.Sc.A, PMP
Directrice
Service des infrastructures du réseau routier

Approuvé le : 2022-04-22

Approuvé le : 2022-04-22

Le 3 mars 2022

Ville de Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction de la gestion du portefeuille de projets
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

À l'attention de : Monsieur Benoit Champagne, ing., M.A.
Directeur de la gestion du portefeuille de projets

Projet : Réseau express métropolitain (le « **REM** »)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*
Construction de l'étagement pour le REM à Montréal (A-63 : P45-P46)
Chaînage REM : 203+296.4 à 203+384.9 – Système de drainage

Monsieur,

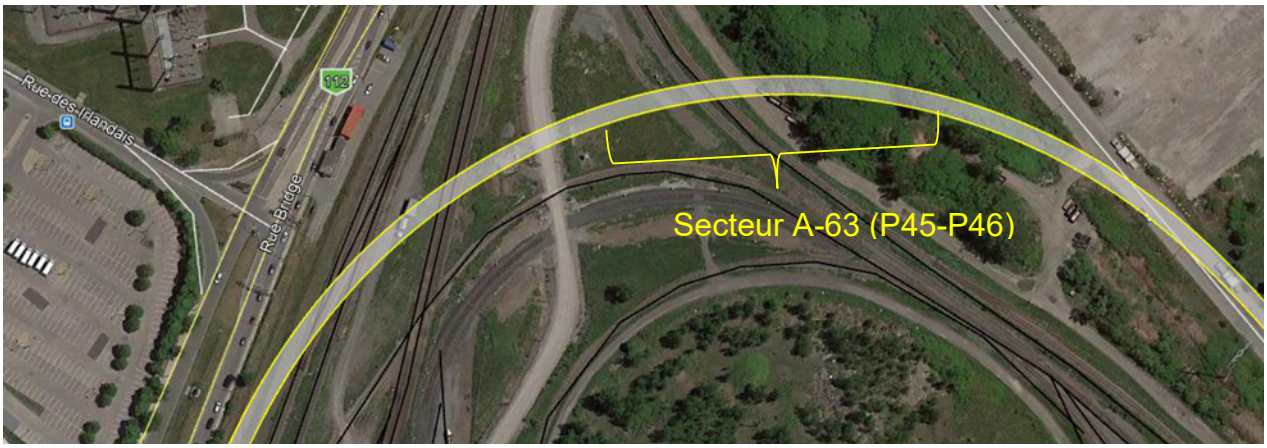
Conformément à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, L.R.C., 1985, c. 32 (4e suppl.), ainsi qu'au *Règlement sur l'avis de travaux ferroviaires*, DORS/91-103, la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique, le tout comme indiqué sur les plans et documents énumérés ci-dessous et dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

No. de dessin	Rév.	Titre du dessin	Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0109	PD	Page titre	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-0209	PD	Table des matières	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1116	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1117	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1134	PE	PLAN ET PROFIL (1/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1135	PE	PLAN ET PROFIL (2/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1136	PE	PLAN ET PROFIL (3/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1138	PE	PLAN ET PROFIL (4/4)	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1166	PF	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION	2022-01-31
602024-202600-10040-43D3-1215	PE	P44, P45, P46	2022-01-31

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire un nouveau pont d'étagement (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.31 et la rue Marc-Cantin (croisement de la voie CN de l'embranchement BUTLER P.M. 1.21), entre les piliers P44 à P46, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « **Voies** »). Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1 500 V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de drainage de la structure du Pont REM et fait suite à l'avis daté du 20 décembre 2019 (no. réf. : 01-REM-CNRail-LET-00033) portant sur les travaux de structure du Pont REM.



Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des biens du public et du CN. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur.

Les travaux seront réalisés à partir d'un lot non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à :

Paul Gendreau
Directeur, secteur Rive-Sud
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :
Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :
L'honorable Omar Alghabra
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) K1A 0N5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la *Loi sur la Sécurité ferroviaire*, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez communiquer avec l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Événement	**Date et durée**
Date projetée du début des travaux	24 mars 2022
Durée des travaux	1 semaine

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Projet REM s.e.c.
Par son commandité
REM Commandité inc.



Jean-Marc Arbaud
Président et chef de la direction

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

Mme Isabelle Lebrun, Chef de section - Projet REM, Division des grands projets - Portefeuille 1, Services des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal, isabelle.lebrun@montreal.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

M. Paul Gendreau, Directeur, secteur Rive-Sud, Projet REM, pgendreau@rem.info

Me Thomas Lavier, Directeur, affaires juridiques, Projet REM, tlavier@rem.info

ACCEPTATION

Sujet de l'avis :	Avis en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* Construction de l'étagement pour le REM à Montréal (A-63 : P45-P46) Chaînage REM : 203+296.4 à 203+384.9 – Système de drainage
Date de l'avis :	3 mars 2022

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____ 2022.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

TÉMOIN :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

Annexe 1 – Plans
(voir c-joint)

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE A63 (P45-P46)

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM72.39 ST-HYACINTHE

ÉMIS POUR PERMIS

2022-01-31

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0109 PD

2022-Jan-26 4:38:03 PM C:\temp\dms21\470602024-202600-10040-43D0-0109.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0109	PD	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D3-0209	PD	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D3-1116	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)
602024-202600-10040-43D3-1117	PF	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)
602024-202600-10040-43D3-1134	PE	PLAN ET PROFIL (1/4)
602024-202600-10040-43D3-1135	PE	PLAN ET PROFIL (2/4)
602024-202600-10040-43D3-1136	PE	PLAN ET PROFIL (3/4)
602024-202600-10040-43D3-1138	PE	PLAN ET PROFIL (4/4)
602024-202600-10040-43D3-1166	PF	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION
602024-202600-10040-43D3-1215	PE	P45, P46

FEUILLET: REM
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 3:36 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS\21470\602024-202600-10040-43D0-0209.DWG

FORMAT A1

CONÇU L. E., ing. / P. K., ing.

DESSINÉ J. BLOM, tech.

VÉRIFIÉ F. PANAH, ing.

APPROUVÉ F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PB	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PD	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

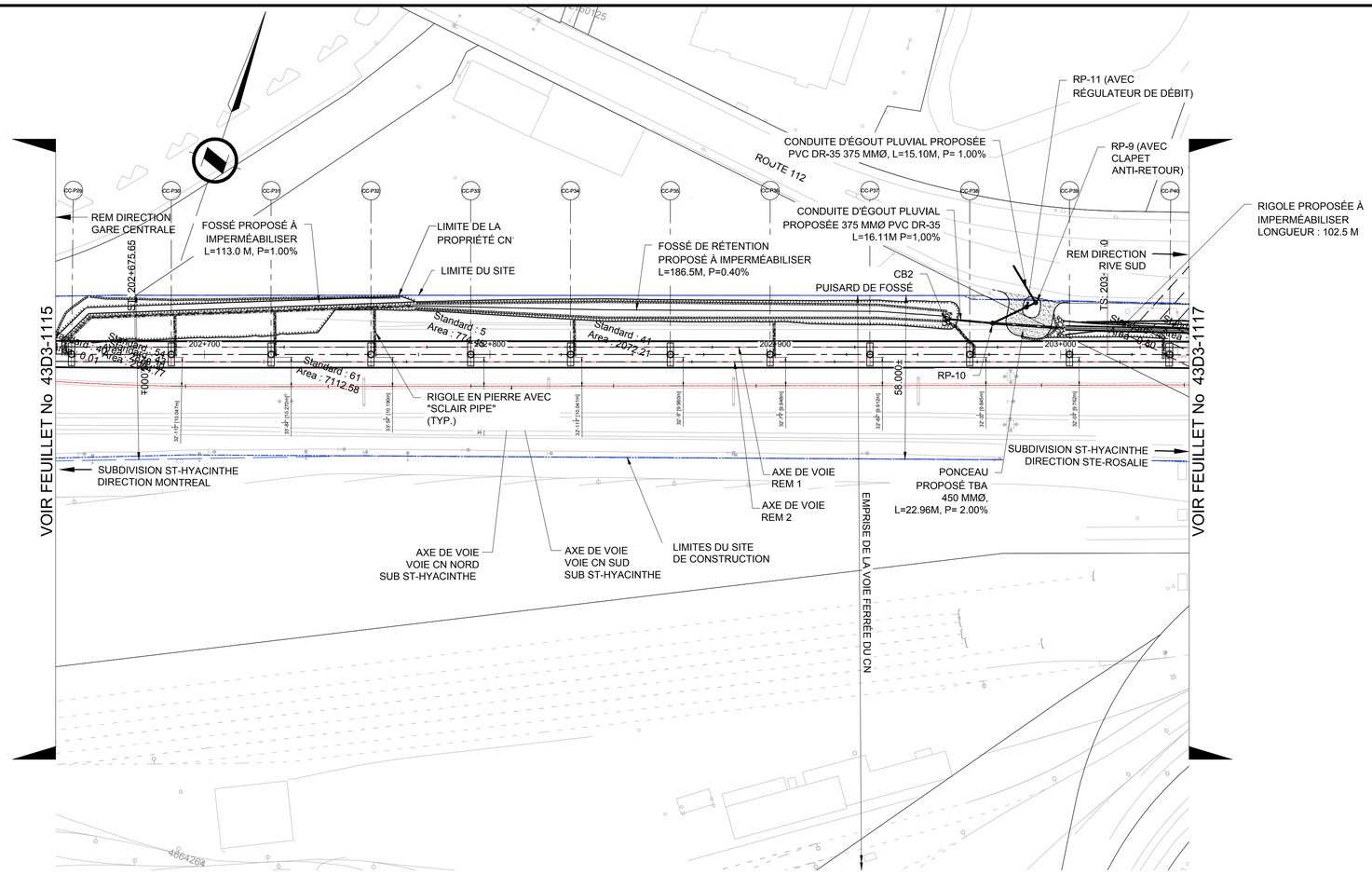
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

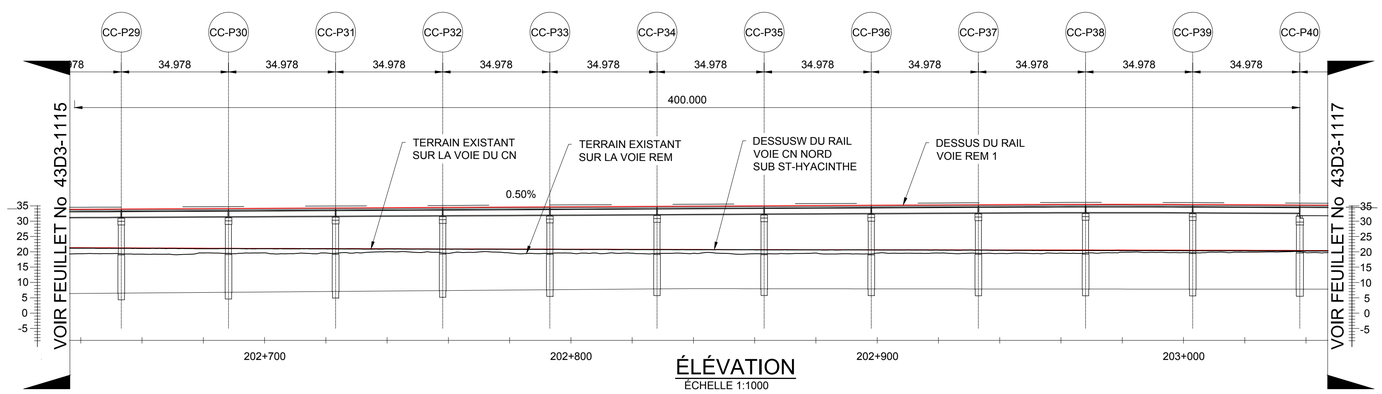
STRUCTURE AÉRIENNE A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-0209 PD



PLAN
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT À CÔTÉ DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P29 ET P39 EST COMPOSÉ DE 10 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTES DRAINAGE:

1. LES INFRASTRUCTURES DE DRAINAGE PRÉSENTÉES AU PLAN CORRESPONDENT À LA PLUS RÉCENTE VERSION DU DRAINAGE ÉMISE POUR PERMIS. LES VUES EN PROFILS, COUPES ET DÉTAILS DU DRAINAGE ET SONT PRÉSENTÉES AUX PLANS 602024-202600-10150-4XD3-2000@2006 ET 602024-202600-10150-4XD0-4000@4005.
2. LA LOCALISATION DE TOUS LES AVALOIRS, CONDUITES LONGITUDINALES ET DESCENTES DE DRAINAGE EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU DU PLAN 602024-200000-10150-4XD3-4010. CE PLAN INDIQUE LES RÉFÉRENCES AUX DIFFÉRENTS PLANS DE DÉTAILS DES CONDUITES LONGITUDINALES ET DES DESCENTES DE DRAINAGE DU SECTEUR.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QU'ILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIREMENT LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE +4.3 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P29 À +5.7 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P39.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1116
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-26 5:40 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-4303-1116.DWG

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

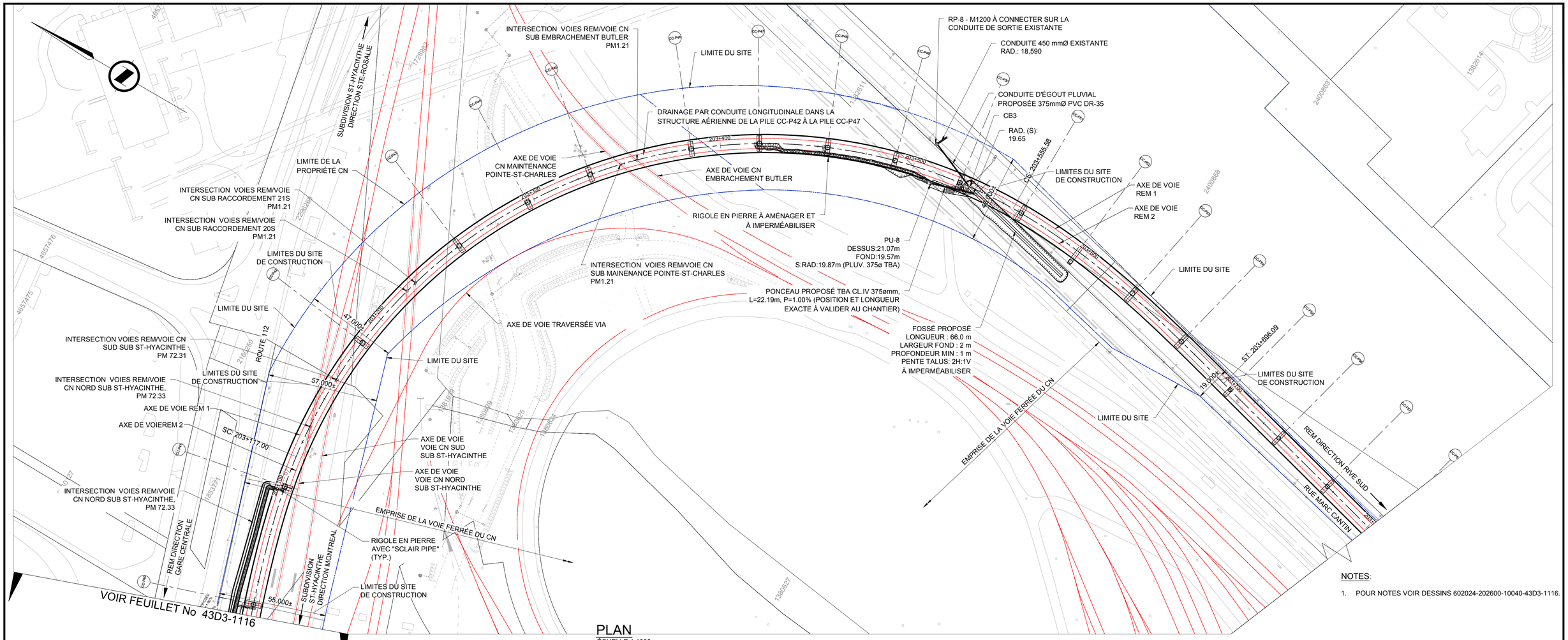
Réseau express métropolitain

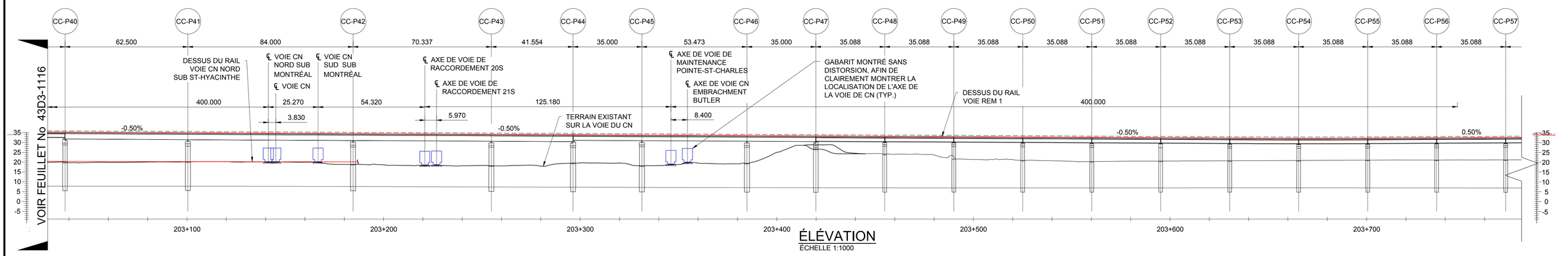
ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1116 PF





ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

FEUILLET: 1117
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 11:38 AM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DM521470\602024-202600-10040-4303-1117.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

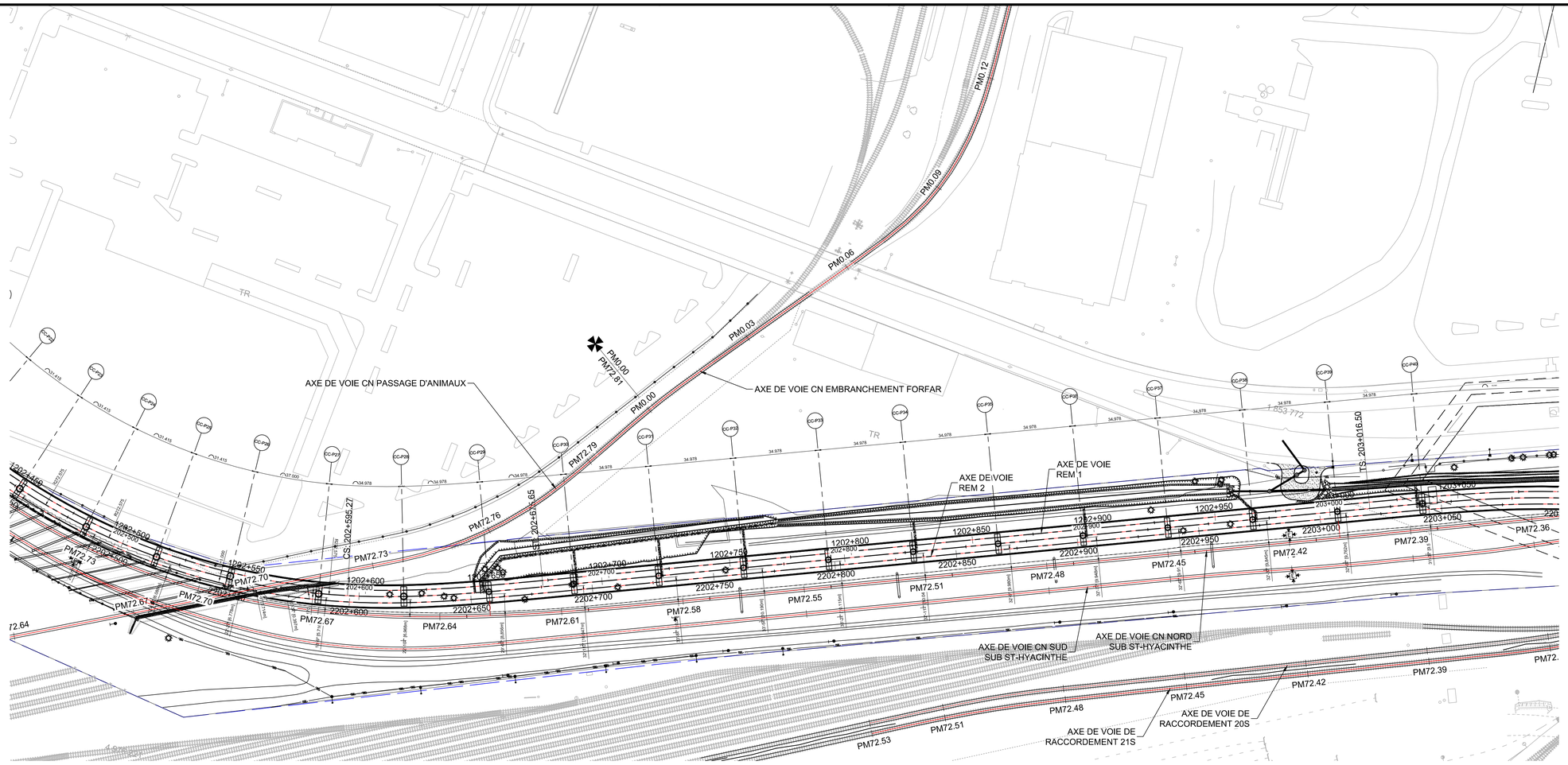
0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

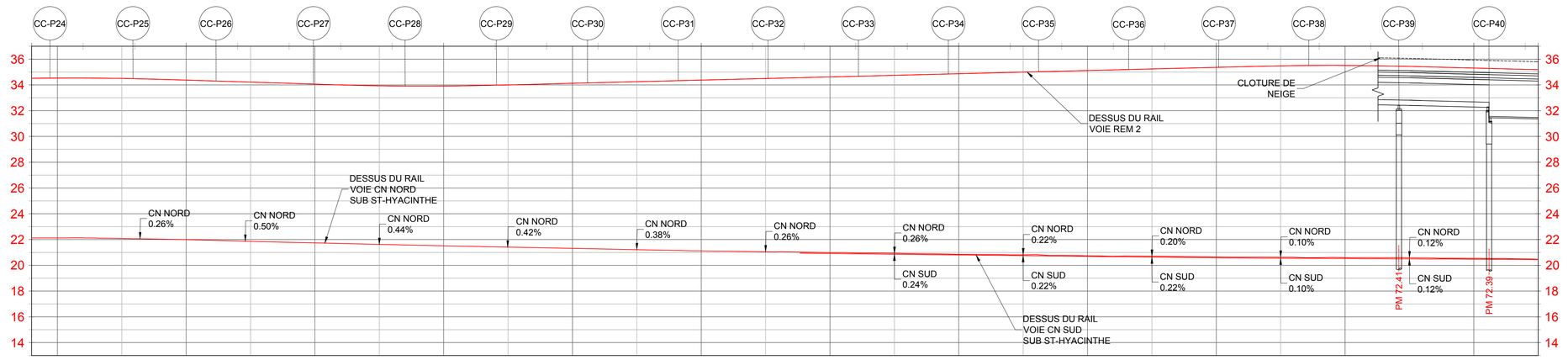
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE 1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1117 PF



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)	34.51	34.53	34.50	34.37	34.22	34.06	33.93	33.91	34.00	34.12	34.25	34.37	34.49	34.62	34.74	34.87	34.99	35.11	35.24	35.36	35.47	35.51	35.44	35.31	35.18
DESSUS DU RAIL (NORD)		22.12	22.08	21.99	21.86	21.74	21.62	21.52	21.41	21.31	21.21	21.12	21.05	20.99	20.94	20.86	20.82	20.75	20.71	20.65	20.63	20.60	20.59	20.54	20.47
DESSUS DU RAIL (SUD)														20.92	20.86	20.80	20.75	20.69	20.64	20.58	20.55	20.53	20.50	20.47	20.45

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-4303-1135

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.

2. POUR LES PROFILES DES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

- LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70
- LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.11.

4. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

5. LE PROFIL DE LA VOIE CN SUD SUB HYACINTHE SE TERMINE A 400 M DU POINT D'INTERSECTION AVEC LA VOIE REM.

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-4303-1135

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 12:41 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-4303-1134.DWG
FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

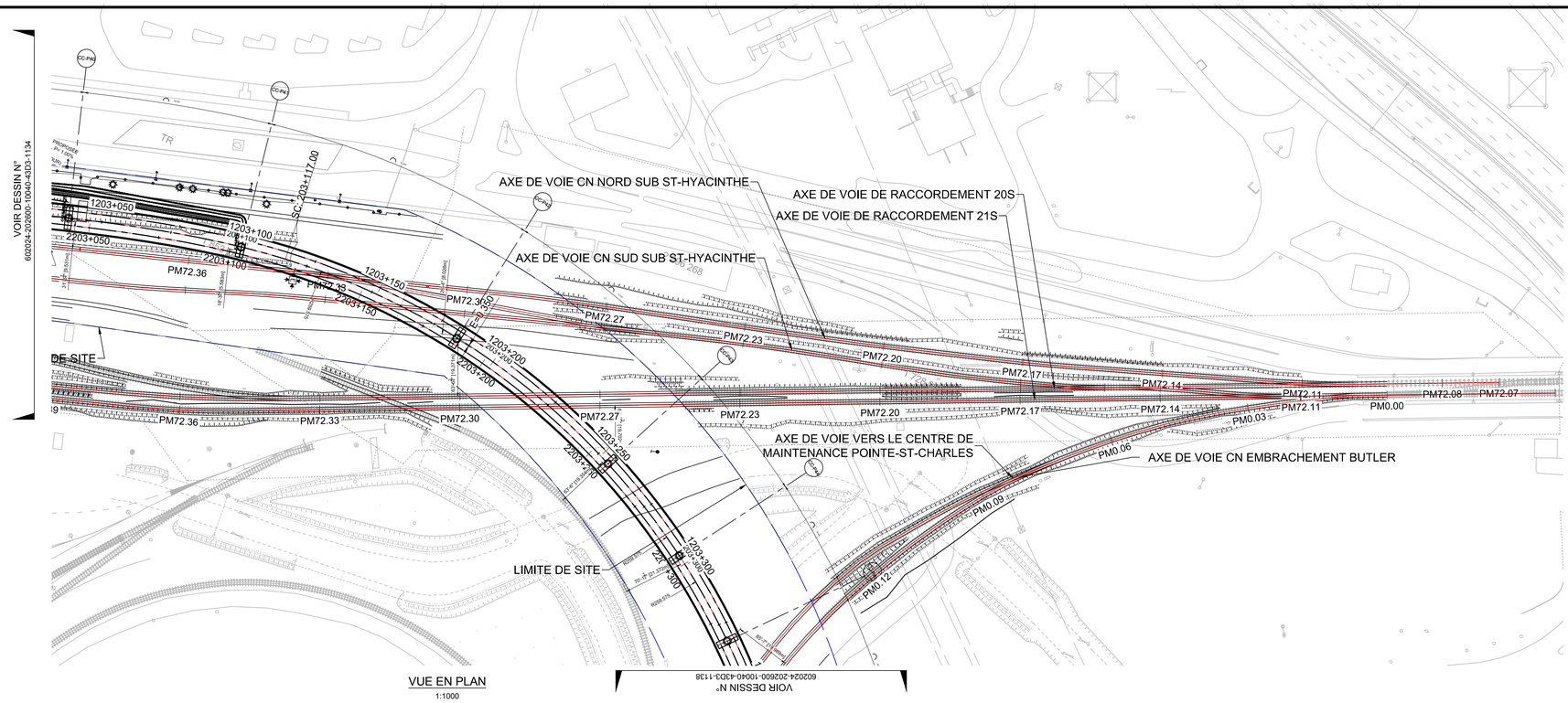
PLAN ET PROFIL (1/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1134 PE

ÉMIS POUR PERMIS

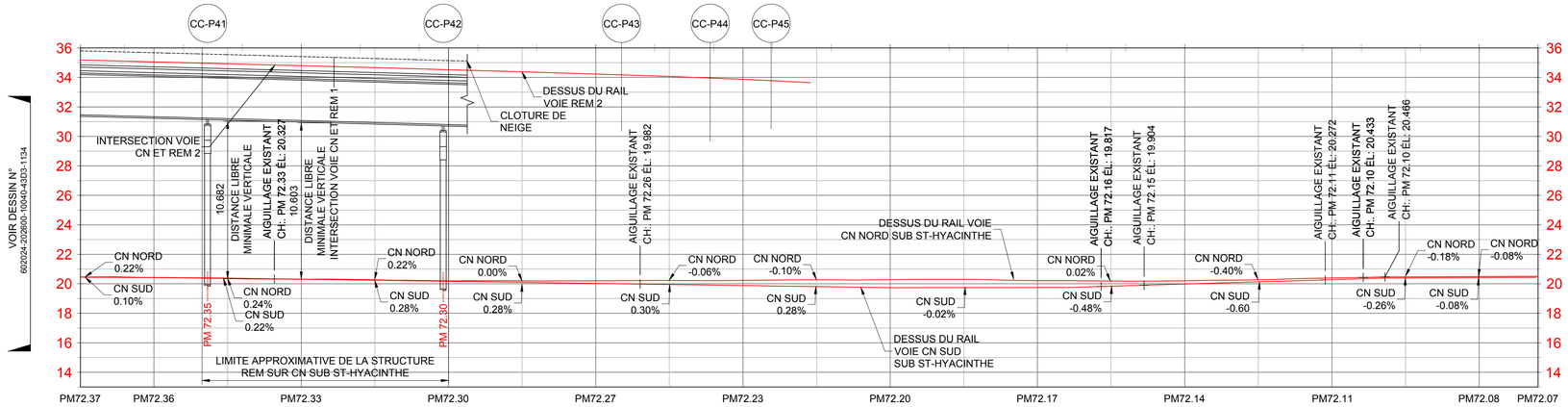
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-4303-1134



VUE EN PLAN
1:1000

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-4303-1138



DESSUS DU RAIL (REM)	35.18	35.05	34.93	34.80	34.66	34.52	34.38	34.23	34.06	33.87												
DESSUS DU RAIL (NORD)	20.47	20.43	20.36	20.31	20.27	20.20	20.20	20.20	20.22	20.23	20.27	20.28	20.31	20.21	20.19	20.20	20.27	20.40	20.47	20.49	20.51	
DESSUS DU RAIL (SUD)	20.45	20.42	20.39	20.31	20.24	20.17	20.10	20.03	19.95	19.88	19.81	19.74	19.74	19.75	19.84	19.99	20.14	20.29	20.40	20.42		

VUE EN PROFIL DES VOIES - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIE RACCORDEMENT 21S ET 20S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.
5. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 1:13 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1135.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

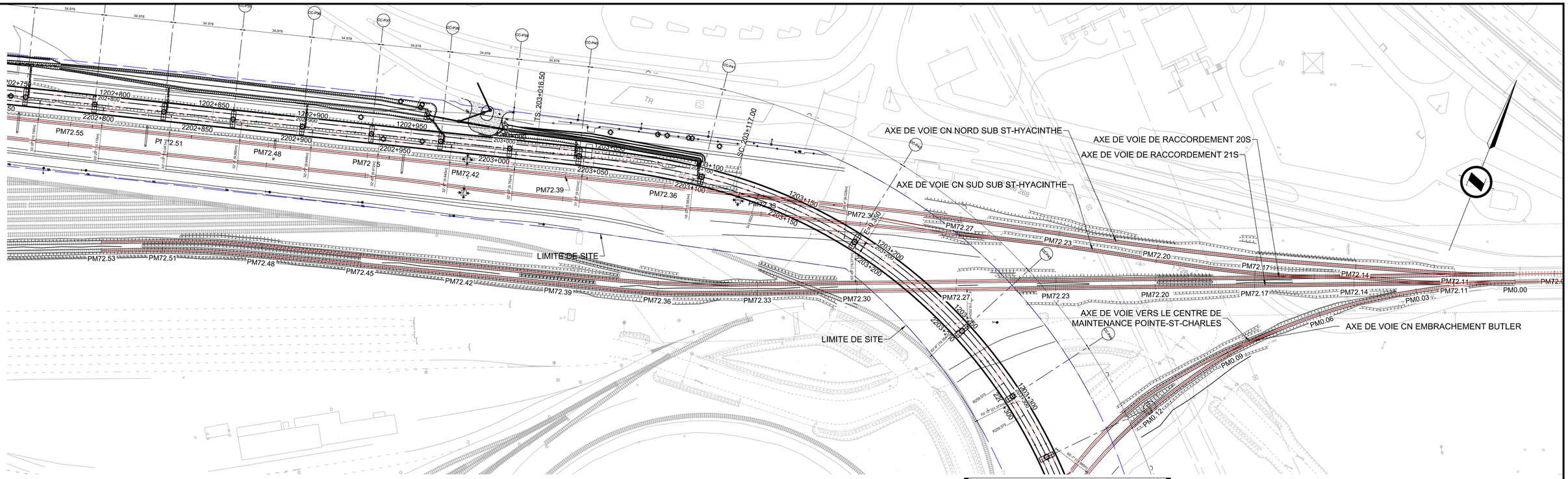
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

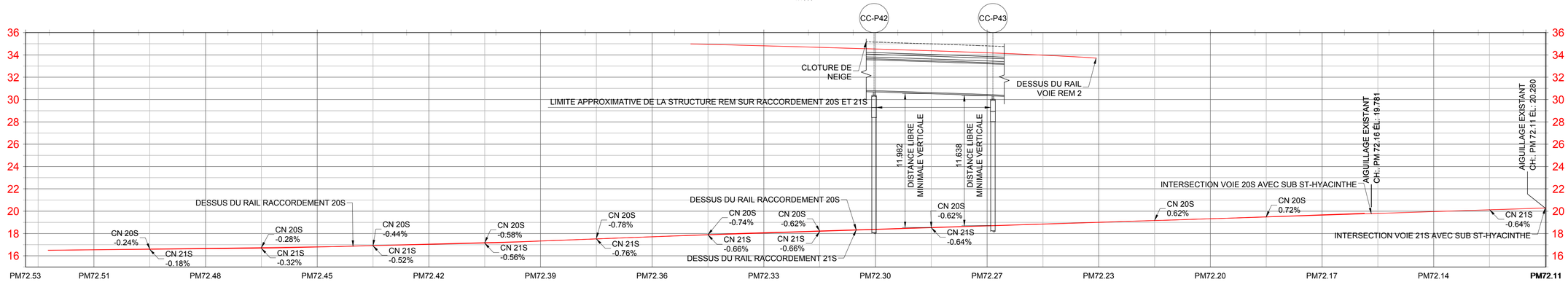
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (2/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1135 PE



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)													34.95	34.82	34.67	34.53	34.37	34.19	33.98												
DESSUS DU RAIL (20S)	16.55	16.61	16.67	16.74	16.81	16.91	17.03	17.14	17.32	17.52	17.71	17.90	18.08	18.23	18.39	18.54	18.70	18.85	19.01	19.16	19.32	19.49	19.68								
DESSUS DU RAIL (21S)	16.54	16.58	16.63	16.68	16.79	16.92	17.05	17.18	17.33	17.52	17.71	17.88	18.04	18.20	18.36	18.52	18.68	18.84	19.00	19.16	19.32	19.48	19.64	19.80	19.96	20.12	20.28				

VUE EN PROFIL DES VOIES DE RACCORDEMENTS 20S ET 21S
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-10 1:16 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS2147\0\602024-202600-10040-43D3-1136.DWG
FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

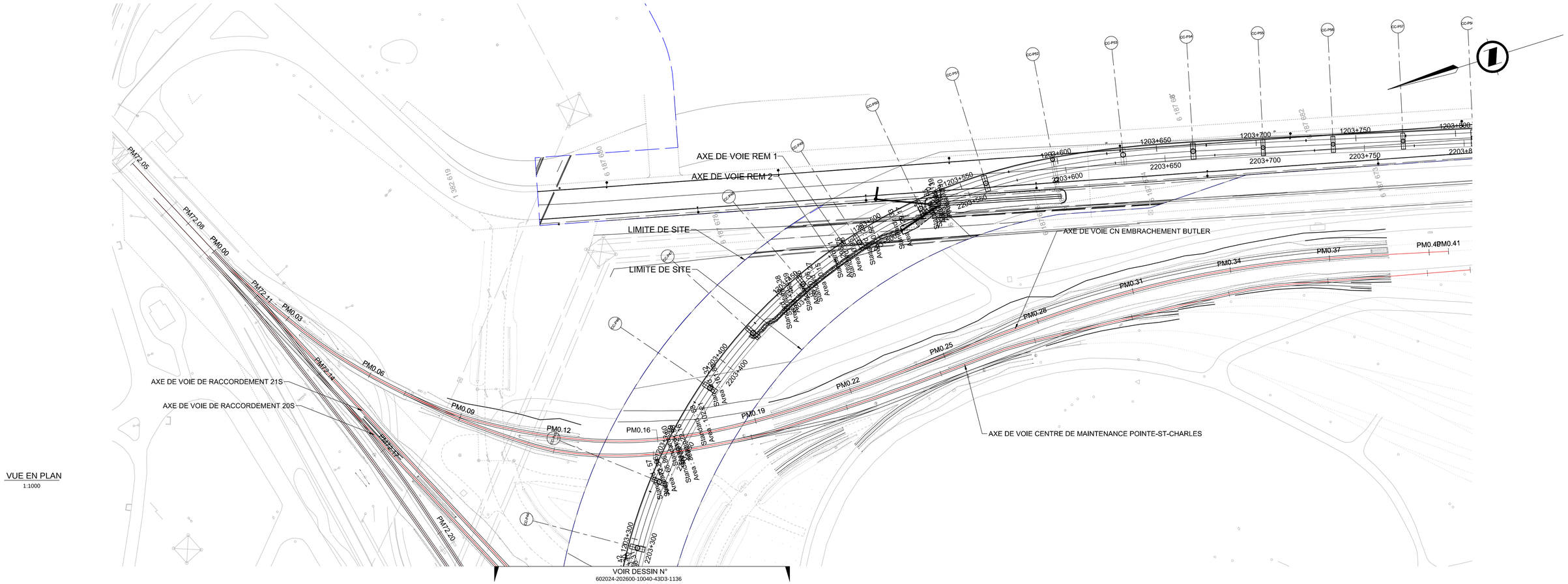
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

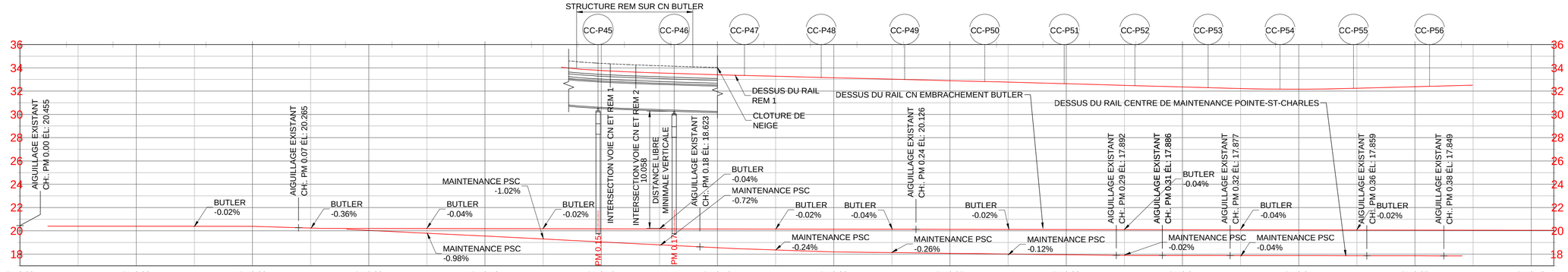
PLAN ET PROFIL (3/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1136 PE



VUE EN PLAN
1:1000

LIMITE APPROXIMATIVE DE LA STRUCTURE REM SUR CN BUTLER



DESSUS DU RAIL (REM)											33.76	33.56	33.41	33.28	33.14	33.02	32.90	32.77	32.64	32.49	32.36	32.22	32.16	32.24	32.38					
DESSUS DU RAIL (BTLR)	20.39	20.39	20.39	20.38	20.24	20.20	20.19	20.18	20.18	20.17	20.16	20.15	20.14	20.14	20.13	20.12	20.11	20.11	20.10	20.09	20.08	20.07	20.07	20.06	20.05	20.04				
DESSUS DU RAIL (PSC)						20.04	19.79	19.55	19.30	19.04	18.80	18.55	18.36	18.19	18.13	18.07	18.00	17.94	17.89	17.88	17.88	17.87	17.86	17.85						

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN EMBRACHEMENT BUTLER ET VOIE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES VOIES CN EMBRACHEMENT BUTLER ET CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-26 7:41 PM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1138.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PC	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2021-04-27	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

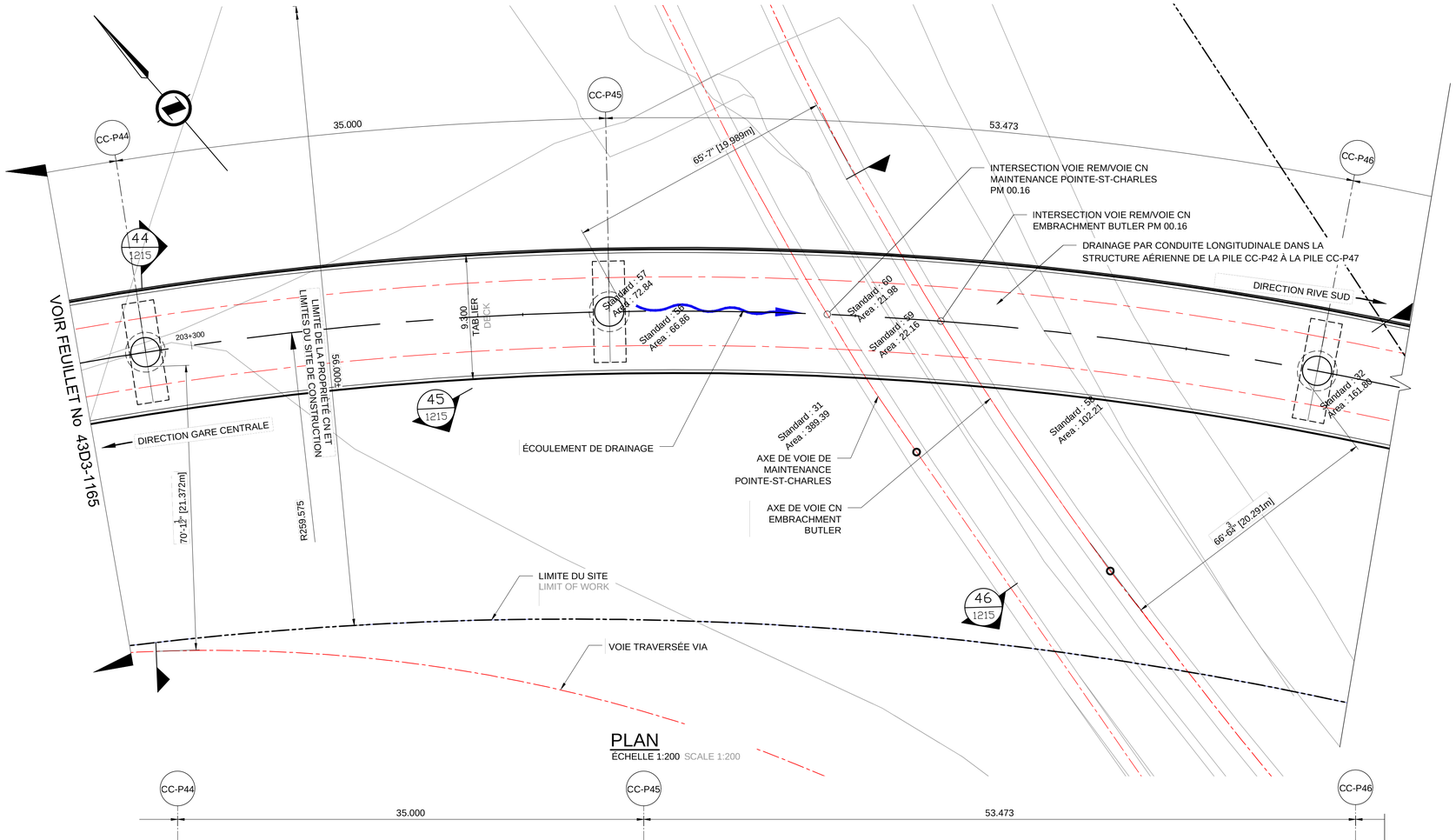
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

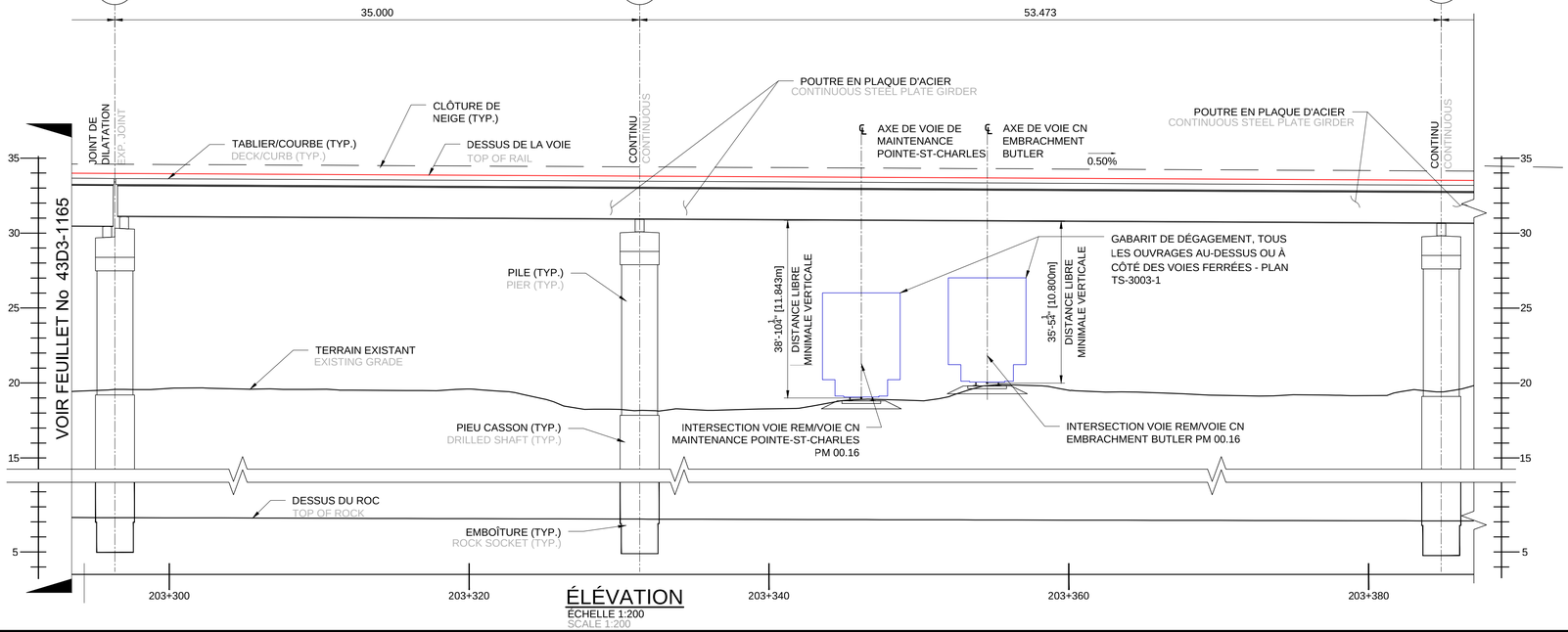
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (4/4)

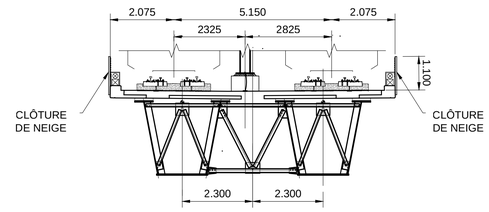
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1138 PE



PLAN
ÉCHELLE 1:200 SCALE 1:200



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200
SCALE 1:200



SECTION TYPIQUE (P40-P46)
ÉCHELLE 1:100

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163.

LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINÉ
- ÉGOUT SANITAIRE
- GAZODUC
- DRAINAGE
- OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN

FEUILLET: 1166-P43-P46
DATE D'IMPRESSION: 2022-01-27 8:40 AM NIETERS JR, JERRY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DM\521470\602024-202600-10040-43D3-1166.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PE	2021-27-04	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PF	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200
0

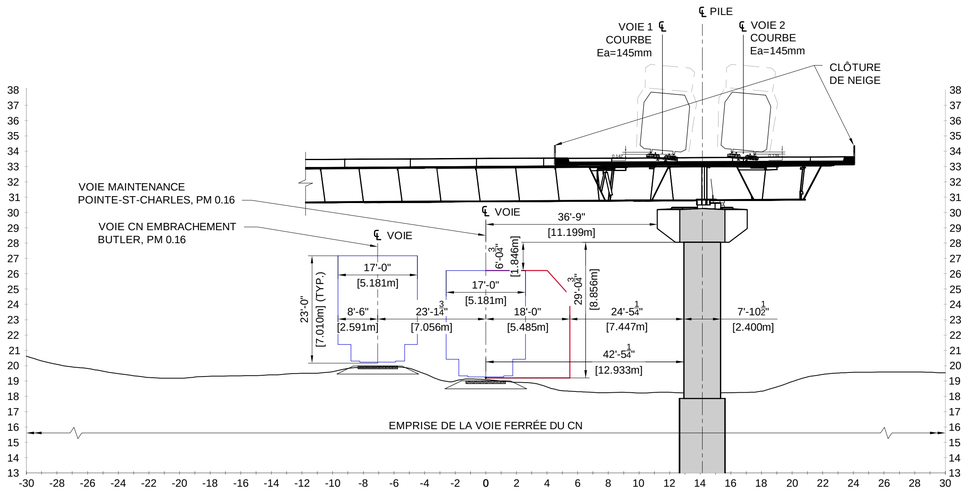
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE

1:200 PLAN ET ÉLÉVATION

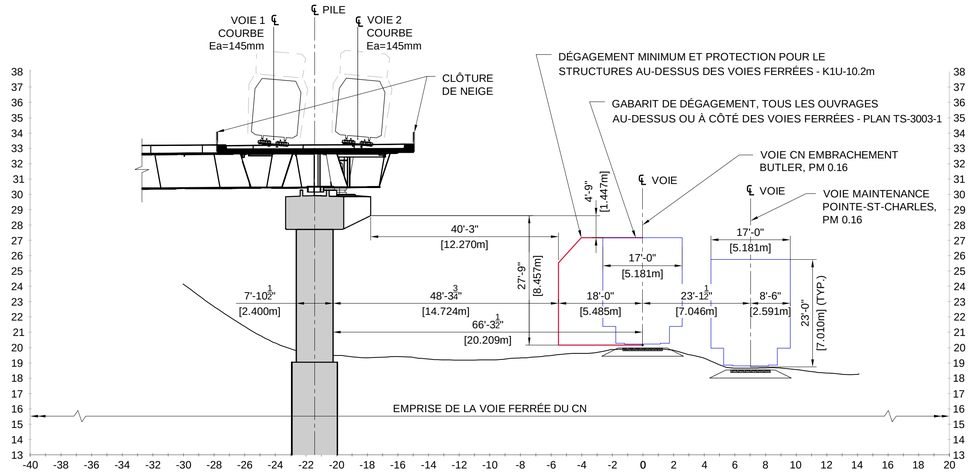
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1166 PF



45
1166

COUPE - PILE CC-P45 - DIRECTION RIVE SUD

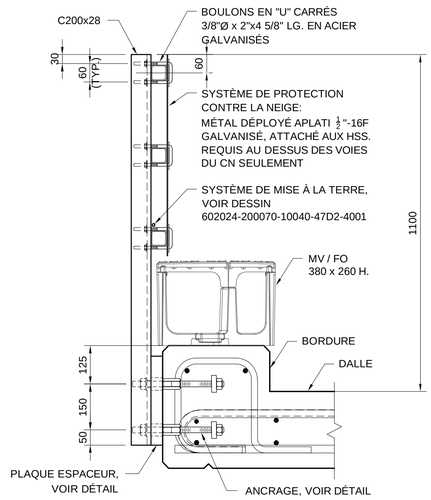
ÉCHELLE 166



46
1166

COUPE - PILE CC-P46 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE

ÉCHELLE

FEUILLET: PIERS 44-46
DATE D'IMPRESSION: 2022-02-09 1:07 PM BLOM, JEFFREY
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REMOM\S2147060\202600-10040-43D3-1215.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2020-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PE	2022-01-31	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Sungyong Kim
No. OIQ PT02047
Nul après / Void after 2022-09-16
Site: RESEAU EXPRESS METROPOLITAIN/ MONTREAL
2022-02-15

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE P44, P45, P46

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1215 PE

CE : 30.009

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1226724002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction , Division Transition écologie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver les paramètres et les modalités du Programme d'implantation de stations de recharge pour les véhicules électriques municipaux pour une période de 4 ans (2022-2026).

Il est recommandé d'approuver les paramètres et les modalités du Programme d'installation de stations de recharge pour les véhicules électriques municipaux pour une période de 4 ans (2022-2026).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-22 14:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226724002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction , Division Transition écologie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver les paramètres et les modalités du Programme d'implantation de stations de recharge pour les véhicules électriques municipaux pour une période de 4 ans (2022-2026).

CONTENU

CONTEXTE

En septembre 2021, la Ville de Montréal a adopté "La stratégie d'électrification des transports 2021-2023" qui a pour objectif de transférer le plus de déplacements vers des modes de transport collectifs et partagés, ainsi que d'améliorer la performance énergétique et l'efficacité énergétique du système de transport. Elle mise sur le développement de réseaux de transport électriques qui sont accessibles à toutes les Montréalaises et tous les Montréalais.
Afin d'atteindre les objectifs de la "Stratégie d'électrification des transports 2021-2023", le Service de la gestion et de la planification immobilière ("SGPI") a mis en place le Programme d'installation des bornes de recharges pour les véhicules municipaux ("Programme"). Ce dernier se fait en collaboration du Service du matériel roulant et ateliers ("SMRA") qui s'occupe de l'acquisition de véhicules 100 % électriques et le remplacement graduel des véhicules à essence du parc automobile de la Ville.

La dernière entente-cadre conclue avec Westburne (CG18 0169) s'est terminée au 31 mars 2022. Les paramètre et les consignes utilisés pour encadrer ce Programme étaient adoptés en mars 2018.

Ce dernier Programme a permis d'installer 205 bornes de recharges de 2018 à 2021.

Un appel d'offres a été lancé pour former une nouvelle entente-cadre pour l'acquisition des stations de recharge et de leurs accessoires.

En avril 2022, le SGPI a conclu une entente cadre avec Lumen division de Sonepar Canada inc. pour la fourniture de 220 stations de recharge avec accessoires d'installation pour les

véhicules électriques, pour une période de deux ans avec une option de prolongation de deux années supplémentaires (2022-2026).

À cet effet, il est nécessaire d'appliquer des paramètres pour encadrer le Programme d'implantation de stations de recharge pour véhicules électriques sur 4 ans (2022-2026).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0233 du 28 avril 2022 - Conclure une entente-cadre avec Lumen division de Sonepar Canada inc. pour la fourniture de 220 stations de recharge avec accessoires d'installation pour les véhicules électriques, pour une période de deux ans avec une option de prolongation de deux années supplémentaires - Montant de l'entente : 774 701,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-19100 - (6 soumissionnaires).
CG21 0488 du 26 août 2021 - Conclure une entente-cadre avec Lussier Chevrolet Buick GMC ltée pour l'acquisition de véhicules 100 % électriques, pour une période de cinq ans - Montant estimé de l'entente : 18 309 460,38 $, taxes et variation des quantités incluses - Appel d'offres public 21-18703 (5 soum.)

CG21 0243 du 20 mai 2021 - Exercer l'option de prolongation d'une durée d'une année, et autoriser une dépense additionnelle de 584 435,17 $, taxes incluses, pour la fourniture de stations de recharge pour véhicules électriques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Westburne (CG18 0169) et d'imputer ces dépenses au budget du PTI du SGPI, et ce, au rythme des besoins à combler selon les projections 2021-2025 pour la livraison de véhicules électriques.

CE18 1186 du 4 juillet 2018 - Conclure une entente-cadre d'une durée de deux ans, pour l'implantation, sur demande, de stations de recharge pour les véhicules électriques d'un service central situé dans un immeuble appartenant à la Ville de Montréal et d'accorder à A.J. Théoret Entrepreneur Électricien inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 189 834,81 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 5959.

CG18 0302 du 31 mars 2018 - Approuver les paramètres et consignes utilisés pour encadrer la gestion du programme du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour l'implantation de stations de recharge pour véhicules électriques

CG18 0169 du 29 mars 2018 - Conclure une entente-cadre, d'une durée estimée de 3 ans, pour la fourniture de 270 stations de recharge pour véhicules électriques et des accessoires d'installation et d'opération associés et accorder à Westburne, Division de Rexel Canada Électrique inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16629.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à approuver les modalités d'application du Programme d'installation des bornes de recharges pour les véhicules municipaux géré par le SGPI. En complément, il faut noter que c'est le Service de l'urbanisme et de la mobilité ("SUM") qui prend en charge l'installation des bornes de recharges sur rue (publique).
En se basant sur les données des acquisitions de véhicules électriques sous-compactes fournies par le SMRA , le SGPI sera responsable de l'installation d'environ 220 bornes sur une période de 4 ans de 2022 à 2026. Les bornes de recharges installées sont de niveau 2, modèle CoRe+ de AddÉnergie.

La demande d'installation en provenance d'un Service central ou d'un arrondissement est acheminée au SGPI en vue d'étudier la faisabilité de l'installation. le SGPI se réserve le droit de ne pas ajouter de nouvelles bornes sur un site si le taux d'utilisation des bornes existantes est non optimal.

Ce Programme exclut l'installation des pôles de recharge rapide et la possibilité d''utilisation des bornes municipales par des véhicules personnels des employés.

L'installation des bornes hors programme ne sera plus permise car toutes les bornes installées doivent être raccordées à la plate-forme de gestion du SMRA pour assurer un suivi véhiculaire et une saine gestion. À cet effet, une vaste communication a été réalisée par le SGPI à l'automne 2021.

JUSTIFICATION

Le financement du programme proviendra du SGPI (le budget total prévu est de 6 571 608 $ toutes taxes incluses). Pour qu'un projet soit éligible dans le cadre de ce programme, les coûts des projets doivent pouvoir être imputés au PDI 2022-2031. Pour ce faire, l'installation doit être réalisée, soit dans une propriété de la Ville de Montréal, soit dans un endroit où la Ville est locataire.

Le programme encadre les projets en établissant, entre autres, les consignes suivantes :

· La demande de remboursement doit être suffisante pour être capitalisable au PDI du SGPI (total de 10 000 $ minimum).
· Les demandes de remboursement doivent viser des coûts capitalisables (ajout dans une propriété de la Ville ou dans un endroit où la Ville est locataire).
· Les dépenses admissibles sont celles directement liées à la fourniture et à l'installation d'une station de recharge.
· Le montant maximal pour le remboursement de l'implantation par site (excluant les honoraires professionnels) est fixé à 25 000 $, taxes incluses, ce qui inclut sa fourniture (selon les prix fixés dans l'entente cadre), tous les travaux requis pour son installation ainsi que les travaux de signalisation.
· Un résumé des montants admissibles basés sur le coût unitaire pour l'implantation de la station de recharge (taxes incluses) est présenté au tableau ci-dessous :

Coût unitaire ≤ 15 000$: Vérification aléatoire
15 000$ < Coût unitaire ≤ 25 000 $: Vérification systématique
Coût unitaire > 25 000 $: Remboursement limité à 25 000$ par site

· Le remboursement des honoraires professionnels, spécifiquement réalisés pour l'implantation des stations de recharge (avant les taxes applicables), est autorisé selon les modalités ci-dessous :

Coût total des honoraires professionnels ≤ 10 000$: Vérification aléatoire
10 000$ < Coût total des honoraires professionnels ≤ 18 000 $: Vérification systématique
Coût total des honoraires professionnels > 18 000 $: Remboursement limité à 18 000$

· Le SGPI prend en charge le paiement des frais d'opération annuels des stations de recharge (mise en réseau, frais d'énergie, entretien, réparations, etc.) des sites appartenant aux services corporatives et de l'agglomération.

Les gestionnaires de projet travaillant pour les services centraux et dans les arrondissements seront avisés de ce Programme par un message aux employés. Une adresse courriel SGPI_infobornes@montreal.ca est utilisée pour toutes demandes d'information.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du programme est estimé à 6 571 608 $ (taxes incluses) en considérant les

éléments suivants :

- Quantité de véhicules de la flotte Ville devant être livrés par SMRA entre 2022 et 2026;
- Honoraires professionnels.
- Achat des stations de recharge et de leurs accessoires
- Coût des travaux pour l'installation des stations de recharges et de la signalisation.

Les dépenses pour l'installation des bornes de recharge seront effectuées sur des immeubles corporatifs (Services centraux), des immeubles d'agglomération (SPVM et SIM) et des immeubles d'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un dossier précisant les modalités d'application d'un Programme.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un éventuel retard à l'obtention de l'approbation des paramètres et des modalités du Programme d'implantation de stations de recharge pour véhicules électriques pourrait compromettre les demandes d'installation et retarder les échéanciers. .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des actions de communication interne seront élaborées en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.
À la suite de la mise à jour des documents explicatifs concernant ce Programme, une page sur l'intranet sera élaborée afin d'énoncer les lignes directrices et ainsi optimiser l'implantation des stations de recharge.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 4 mai 2022
CM : 16 mai 2022
CG : 19 mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina TAZAIRT
Agente de recherche

Tél : (514) 872-0589
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

André CAZELAIS
Chef de division , Transition écologique et innovation

Tél : 514-708-5546
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne ROUILLARD
Directrice- Gestion immobilière et exploitation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2022-04-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226724002
Unité administrative responsable : DTÉI - Service de la gestion et de la planification immobilière
Projet : Approuver les paramètres et les modalités du Programme d'implantation de stations de recharge pour les véhicules électriques municipaux pour une période de 4 ans (2022-2026).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s.o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227231050

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service des finances à obtenir l'émission par Desjardins d'une lettre de crédit irrévocable au bénéfice du Ministère des Pêches et Océans Canada pour un montant maximal de 425 407,50 $ taxes incluses pour la réalisation d'un projet compensatoire dans le cadre du contrat #463110 accordé à EBC inc. (CG22 0116) pour les travaux de construction du nouveau pont Jacques-Bizard

Il est recommandé:

1. d'autoriser le Service des finances à obtenir l'émission par Desjardins d'une lettre de crédit irrévocable au bénéfice du Ministère des Pêches et Océans Canada pour un montant maximal de 425 407,50 $ taxes incluses pour la réalisation d'un projet compensatoire dans le cadre des travaux de construction du nouveau pont Jacques-Bizard;

2. d'autoriser le directeur du Service des finances et trésorier à signer le formulaire de Desjardins pour la demande d'émission de cette lettre de crédit selon les termes prévus au point 1.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-21 17:37

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227231050**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service des finances à obtenir l'émission par Desjardins d'une lettre de crédit irrévocable au bénéfice du Ministère des Pêches et Océans Canada pour un montant maximal de 425 407,50 $ taxes incluses pour la réalisation d'un projet compensatoire dans le cadre du contrat #463110 accordé à EBC inc. (CG22 0116) pour les travaux de construction du nouveau pont Jacques-Bizard

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de construction du nouveau pont Jacques-Bizard, au-dessus de la rivière des Prairies, est en cours de réalisation suite à l'octroi du contrat de travaux par la Ville (CG22 0116 - sommaire décisionnel 1217231073).
Les travaux dans la portion terrestre ont débuté en mars 2022. Cependant, en vue de l'obtention de certains permis et autorisations pour réaliser les travaux de construction des piles du pont dans le lit de la rivière, la Ville de Montréal doit s'engager à réserver des sommes et doit réaliser certaines études et certains travaux de compensations pour l'habitat du poisson et pourrait avoir des travaux imprévus à réaliser en lien avec le projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0116 - 24 février 2022 - Accorder un contrat à EBC inc. pour les travaux du lot 1 de construction du nouveau pont Jacques-Bizard et pour le réaménagement de ses approches, incluant des travaux de pont et structure du nouveau pont (81-05537), la modification du pont existant (81-03302), des travaux d'égouts, d'aqueduc secondaire et principal, de voirie, de reconstruction des réseaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), Bell Canada, d'éclairage, d'électricité, d'automatisation, de feux de circulation et de maintien de la circulation, ainsi que les travaux d'aménagement paysager et d'aménagement du parc Benjamin-Viger .
CM21 1294 - 29 novembre 2021 - Abroger la résolution CM21 1211 / Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à signer pour et au nom de la Ville et à faire la demande auprès de la Direction de la gestion du domaine hydrique de l'État dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard;

CA21 28 276 - 5 octobre 2021 - Accepter l'offre de la ville de Montréal offrant au conseil d'arrondissement de l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, incluant la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard;

CM21 1211 - 27 septembre 2021 - Autoriser la directrice du Service des infrastructures du réseau routier à soumettre, pour et au nom de la Ville, tous les documents requis par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) visant l'obtention des approbations, autorisations, permissions, attestations et certificats de permis requis en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2) dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard, et confirmer l'engagement à transmettre au MELCC, au plus tard 60 jours après la fin des travaux, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité avec l'autorisation accordée;

CM21 0973 - 23 août 2021 - Offrir au conseil d'arrondissement de l'Île-Bizard Sainte-Geneviève, de prendre en charge la planification et l'exécution des travaux de réaménagement du parc Denis-Benjamin-Viger, incluant la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;

CM19 1203 - 18 novembre 2019 - Octroi d'un contrat de services professionnels au regroupement de firmes constitué de SNC Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la réalisation de l'avant-projet définitif et des plans et devis du projet de remplacement du pont Jacques-Bizard pour une somme maximale de 3 785 758,83 $ taxes incluses;

CE16 0625 - 20 avril 2016 - Approbation d'un projet de convention par lequel CIMA + s.e.n.c. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser l'avant-projet préliminaire de remplacement du pont Jacques-Bizard, pour une somme maximale de 416 439,45 $, taxes incluses;

CM16 0369 - 21 mars 2016 - Adoption du règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales afférentes au projet de remplacement du pont Jacques-Bizard.

DESCRIPTION

Le projet de construction du nouveau pont Jacques-Bizard et du réaménagement de ses approches est assujetti à diverses lois et des demandes d'autorisations et de permis ont été déposées aux instances provinciale et fédérale en 2021.
Les démarches en vue de l'obtention du certificat d'autorisation en vertu des articles 22,3 et 22,4 de la Loi sur la qualité de l'environnement au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) sont en cours.

La demande d'autorisation a également été déposée au Ministère de Pêches et Océans Canada (MPO). Suite au dépôt de la demande, le MPO a indiqué à la Ville de Montréal qu'elle est tenue d'aménager un ou des sites de compensation pour les habitats du poisson affectés par le projet du pont et ce, en vertu du Programme de protection du poisson et de son habitat, afin de se conformer à l'article 35(2)b de la Loi sur les pêches.

Pour se conformer à cette exigence, la Ville de Montréal, en collaboration avec le MPO, a procédé à l'analyses de projets de compensation pour les pertes potentielles liées à l'habitat du poisson et ainsi identifié le site de l'Archipel des Îles-de-la-Paix (Îlot Napoléon) situé en amont du pont Samuel-de-Champlain pour réaliser ladite compensation. Cette compensation doit couvrir une superficie équivalente à celle des travaux dans le lit de la rivière des Prairies, soit de l'ordre de 1000 mètres carrés. Le coût de réalisation du projet de compensation est estimé à 370 000$ avant taxes.

L'article 2(1)(b) du Règlement sur les Autorisations relatives à la protection du poisson et de son habitat prévoit, en guise de condition à la délivrance de l'autorisation par le ministre, l'émission d'une lettre de crédit irrévocable par une institution financière canadienne

reconnue, pour couvrir les coûts de mise en œuvre du projet de compensation.

Le présent sommaire décisionnel vise à autoriser le Service des finances à demander à Desjardins, l'institution financière de la Ville, d'émettre une lettre de crédit irrévocable au bénéfice du MPO pour un montant maximum de 370 000$ avant taxes, soit 425 407,50 $ taxes incluses.

Cet engagement de crédit assure au MPO de disposer d'un montant de 370 000$ avant taxes pour réaliser le projet de compensation, advenant que la Ville ne le réalise pas. La libération de l'engagement de crédit se fera une fois le projet de compensation réalisé.

JUSTIFICATION

L'engagement de crédit est requis pour permettre l'obtention du permis du MPO pour la réalisation des travaux de construction du pont Jacques-Bizard dans la rivière des Prairies.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de réserver le montant de 425 407,50 $ taxes incluses, requis pour la réalisation du projet de compensation pour les pertes liées à l'habitat du poisson du projet de construction du nouveau pont Jacques-Bizard. Ce montant ne constitue pas une nouvelle dépense puisqu'il a déjà été prévu en incidence lors de l'octroi du contrat de travaux de construction du pont (CG22 0116 - Sommaire décisionnel 1217231073).
À la suite de la réalisation des travaux, l'engagement de crédit sera libéré par le MPO.

MONTRÉAL 2030

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que le présent dossier ne soit pas approuvé, la délivrance du permis par le MPO serait compromise et conduirait de facto à l'arrêt des travaux de construction du nouveau pont Jacques-Bizard.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Non applicable

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Catherine TOUGAS, Service des finances
Isabelle HÉBERT, Service des finances
Nicolas DUFRESNE, Service des affaires juridiques
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Louis-Francois MONET, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Isabelle HÉBERT, 19 avril 2022
Nicolas DUFRESNE, 19 avril 2022
Catherine TOUGAS, 14 avril 2022
Mohamed BECHIR BOUZAIDI, 14 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lamine DIALLO
Ingénieur chargé de projet

Tél : 514 872-6539
Télécop. : 514 872-9471

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Chef de division
Tél : 514 872-0407
Approuvé le : 2022-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur par intérim
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2022-04-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227231050*
Unité administrative responsable : *Division des grands projets*

Projet : *Nouveau pont Jacques-Bizard*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.012

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225117004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , Bureau des affaires multilatérales et vigie institutionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2022 à la Fondation du Centre Jacques-Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques-Cartier.

Il est recommandé :
1. Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2022 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

2. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-04-14 15:19

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225117004**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , Bureau des affaires multilatérales et vigie institutionnelle
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2022 à la Fondation du Centre Jacques-Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques-Cartier.

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 1984, le Centre Jacques Cartier (CJC) est l'agence de coopération internationale entre la Province du Québec et le territoire Auvergne-Rhône-Alpes, et leurs capitales économiques Montréal et Lyon.
Grâce à l'organisation des Entretiens Jacques Cartier (EJC), un congrès annuel qui a lieu en alternance sur chacun des 2 territoires, le Centre a permis d'assurer la pérennité de la relation privilégiée qui unit Montréal et Lyon depuis leur premier pacte d'amitié en 1979.

Conscient du rôle central joué par le CJC dans le succès de la relation qui unit Montréal à la France, l'administration montréalaise soutient le CJC notamment en acquittant une cotisation annuelle. La participation au financement du Centre permet aux membres d'être représentés au conseil d'administration du CJC et à son conseil d'orientation Canada/Québec et d'ainsi influencer les thématiques de coopération.

Le présent dossier vise à autoriser le versement de la cotisation 2022 au CJC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0463 - 31 mars 2021 - d'autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $, pour l'année 2021, à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.
CE20 0730 - 20 mai 2020 - d'autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $, pour l'année 2020, à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE19 1352 - 28 août 2019 - Autoriser le paiement d'une cotisation annuelle de 22 000 $, pour l'année 2019, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE18 1202 - 4 juillet 2018 - Autoriser le paiement d'une cotisation annuelle de 22 000 $, pour l'année 2018, à même le budget de fonctionnement à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE17 1754 - 27 septembre 2017 - Autoriser le paiement d'une cotisation annuelle de 22 000 $, pour l'année 2017, à même le budget de fonctionnement, à la Fondation au Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques-Cartier.

CE16 1978 - 7 décembre 2016 - Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $, pour l'année 2016 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE 13 0822 – 5 juin 2013 - Autoriser le versement d'une somme de 15 000 $ par année pour 2013, 2014 et 2015, à même le budget de fonctionnement, à la Fondation du Centre Jacques Cartier pour la cotisation de la Ville de Montréal à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE10 1108 - 7 juillet 2010 - Autoriser la contribution de 12 500 $ par année pour les trois prochaines années (2010, 2011 et 2012) pour la participation de la Ville de Montréal au Fonds Jacques Cartier et adopter l'avenant prévu à cette fin.

DESCRIPTION

La relation Montréal- Lyon
La relation entre Montréal et Lyon a débuté par la signature d'un Pacte d'amitié en 1979 et s'est raffinée par la signature d'un premier protocole de coopération en 1989. Au fil des ans, la collaboration a évolué et s'est orientée vers de nouveaux axes prioritaires liés aux secteurs d'excellence des deux villes (sciences de la vie, nouvelles technologies, mobilités, industries créatives, etc.).

Le Centre Jacques Cartier (CJC)

Le Centre Jacques Cartier est, depuis sa création, reconnu comme étant un opérateur majeur de la coopération entre le Canada et la France. Avec plus de soixante partenaires publics et privés, dont les institutions territoriales et les Métropoles qui les composent, la mission du Centre est de fédérer les acteurs des deux territoires au service des citoyens afin de :

1. Favoriser les retombées socio-économiques et l'innovation-création d'opportunités de rencontres, tout au long de l'année, permettant de solidifier et de bâtir des ponts de connaissances, en mettant en valeur les fertilisations croisées et les innovations de ces collaborations
2. Contribuer à faire émerger, à inspirer, à dynamiser et à valoriser, les connaissances : issues de ces rencontres, ainsi qu'à augmenter la visibilité, l'attractivité, la compétitivité de nos partenaires et de l'ensemble ses acteurs.

Les Entretiens Jacques Cartier (EJC)
Crées en 1987, les Entretiens sont une plateforme francophone unique de dialogues et de collaborations, entre les acteurs et décideurs de plusieurs milieux de ces territoires : académiques, d'affaires, institutionnels, de la recherche, et de la société.
Historiquement les EJC se déroulent annuellement sur 3 jours et alternativement de chaque côté de l'Atlantique.

Les EJC s'articulent autour de 8 chapitres représentant des enjeux d'actualités :
- Santé et sciences de la vie;
- Énergie, développement durable;
- Mobilité, territoires, Villes intelligentes;
- Enjeux sociaux et économiques;

- Finances et affaires juridiques;
- Numérique et technologies;
- Entrepreneuriat;
- Culture, art et performance.

La prochaine édition des Entretiens Jacques Cartier se tiendra à Lyon à l'automne 2022.

JUSTIFICATION

Le renouvellement de la participation de la Ville de Montréal permettra de poursuivre la relation privilégiée établie depuis désormais 37 ans avec le Centre Jacques Cartier tout en renforçant la relation de coopération avec la Ville de Lyon.

La participation aux Entretiens contribue également au rayonnement de Montréal en tant que métropole économique, universitaire, dynamique, créative, innovante.

Toutes les universités montréalaises sont membres du Centre Jacques Cartier et profitent des Entretiens Jacques Cartier pour faire connaître leurs recherches, leurs chercheurs et leurs collaborations avec les universités françaises et celles de la Francophonie. En appuyant le Centre Jacques Cartier, la Ville approfondit son action en soutien au rayonnement des universités montréalaises, qui sont des partenaires importants du développement économique, social, culturel et intellectuel de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adhésion au Centre Jacques Cartier exige l'acquittement d'une cotisation annuelle de 22 000 $ CAN. Montréal étant un membre actif du Centre Jacques Cartier et bénéficiant de l'action du Centre pour maximiser le rayonnement de la Métropole, il est recommandé que la Ville effectue le paiement de la cotisation annuelle.

Les crédits nécessaires à cette dépense sont prévus au budget 2022 du Bureau des relations internationales et ont été réservés au système comptable de la Ville. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Le paiement de cotisation à des associations est exonéré de taxes.

MONTRÉAL 2030

Les EJC permettent à Montréal d'échanger des bonnes pratiques avec Lyon, autre grande métropole, l'aidant ainsi à évoluer vers l'atteinte des différents objectifs de Montréal 2030. L'association permet aussi à Montréal de rayonner grâce à ses actions en diplomatie urbaine qui font ressortir la bonne position de Montréal dans plusieurs domaines dont celui de la transition écologique, les sciences de la vie, les nouvelles technologies, mobilités, industries créatives, etc.).ainsi que de conforter la coopération entre la France et la Canada.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

1. Consolider le soutien de la Ville au sein du Centre Jacques Cartier et participer à la définition de ses orientations et de ses activités;

2. Partager l'expertise de Montréal et s'inspirer de celle de Lyon dans les domaines du développement culturel, social, économique et urbain en lien avec les enjeux et préoccupations de la Ville;

3. Soutenir les relations bilatérales entre la Ville de Montréal et la Ville de Lyon par ces rencontres régulières que sont les Entretiens du Centre Jacques Cartier;

4. Renforcer le positionnement et l'influence la Ville de Montréal sur la scène internationale en tant que métropole universitaire et ville de savoir, de créativité et d'innovation;

5. Renforcer le rayonnement des universités et des entreprises montréalaises dans leurs relations avec la France et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'événement des Entretiens Jacques Cartier prévu en novembre 2022 pourrait être reporté, ou son format être différent, si les conditions sur les déplacements internationaux étaient modifiées. Le non-paiement de la cotisation 2022 pourrait toutefois mettre l'organisation du Centre Jaques Cartier en péril.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2022-03-28
Seynabou Amy KA Conseillère en relations internationales	Valérie POULIN Directrice par intérim - Bureau des relations internationales
Tél : 438 993-8527	**Tél :** 514 872-3512

Télécop. : **Télécop. :**


CENTRE
JACQUES
CARTIER
centrejacquescartier.com

Sommaire

Découvrez le Centre Jacques Cartier

Qu'est-ce que le Centre ? page 4
Le Centre au service de... page 5
La gouvernance du Centre page 6
Le Centre en action page 7

L'expérience des Entretiens Jacques Cartier

Que sont les Entretiens ? page 9
Pourquoi participer aux Entretiens ? page 10
Quelques intervenantes, intervenants page 11

Être partenaire du Centre et des Entretiens

Pourquoi être partenaire ? page 13 - 14
Notre réseau de partenaires page 15
Échangez avec nous page 16




Découvrez
le Centre
Jacques Cartier

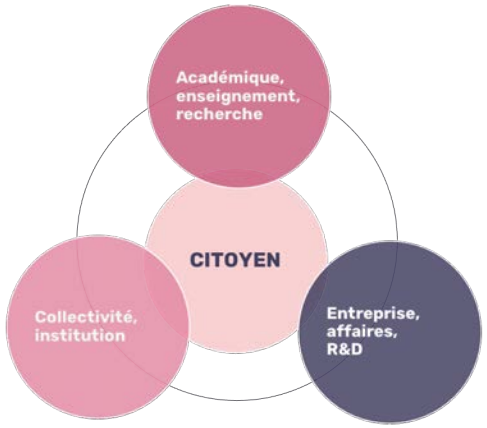
Qu'est-ce que le **Centre Jacques Cartier** ?

Écosystème de partenaires

Le Centre a été créé en 1984, par Charles Mérieux, président de la Fondation Marcel Mérieux et Alain Bideau, directeur de recherche au CNRS.

Il est l'animateur d'un écosystème unissant les territoires d'**Auvergne-Rhône-Alpes**, du **Québec** et de leurs partenaires **francophones**

Le Centre Jacques Cartier est une **association loi 1901**.



Chiffres clés

+35 ans d'actions bilatérales et interdisciplinaires.

+65 partenaires publics et privés issus des 2 côtés de l'Atlantique.

+15 000 experts et décideurs sont intervenus lors des EJC.

+80 000 acteurs rassemblés lors de **+1 100** évènements francophones.

Taille du réseau du Centre
Le Québec + Auvergne-Rhône-Alpes + territoires de nos partenaires francophones

+1,5 millions étudiants supérieurs, chercheurs, personnels académique
16,3 millions habitants
+929 000 entreprises

Spécificités

Francophonie – Interdisciplinaire - Bilatéral

Le Centre est un moteur d'**innovation** et de partage renforçant les liens entre les milieux académiques, de recherche, d'affaires et institutionnels.
Et cela notamment, à travers de nos **Entretiens Jacques Cartier** (EJC).
Objectifs :
- favoriser les retombées socio-économique,
- accroître les collaborations,
- faire émerger, à dynamiser, à valoriser et à partager les connaissances,
- augmenter la visibilité et l'attractivité de nos partenaires de chaque côté de l'Atlantique.

Le Centre Jacques Cartier au **service de**...



01 INNOVATION PARTAGÉE

- **Favoriser la fertilisation croisée** sur des thématiques transversales.
- Permettre de **générer des projets** de recherche et développement répondant à des besoins économiques et sociétaux.
- **Mobiliser de nouveaux acteurs** tels que start-up, PME, Instituts de transfert technologique, laboratoires privés/publics, pôles de compétitivité, grappes...



02 ENJEUX DE SOCIÉTÉ

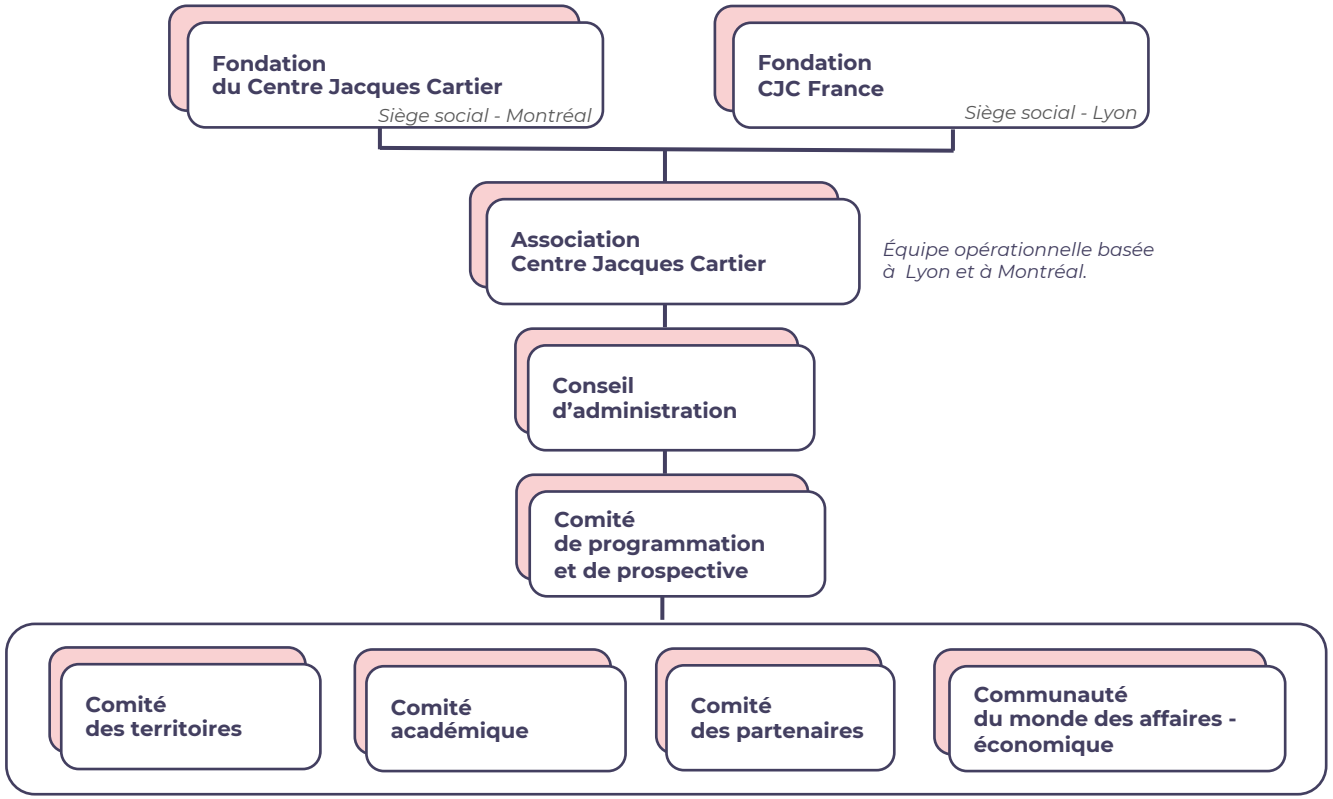
- **Rendre le Centre visible auprès des citoyens**, leur permettre de bénéficier des connaissances générées, de les accueillir pour que le Centre demeure connecté à la société civile.
- **Nourrir l'approche du Centre** des visions, réalisations et attentes du terrain, de la société civile.
- **Permettre l'inspiration mutuelle** des collectivités et la collaboration des acteurs entre les collectivités locales, nationales et internationales.



03 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- Contribuer à la **création de synergie et d'opportunités** économiques en facilitant les connexions avec les acteurs de développement économique existants.
- **Un volet économique dans l'appel à projets**.
- **Générer des opportunités d'innovation** précoce et de développement, à l'échelle francophone, et au-delà.
- **Mobiliser et rester à l'écoute des entreprises** et de l'ensemble de ces acteurs

La **gouvernance** du Centre Jacques Cartier



Créateur de valeur

La volonté du Centre Jacques Cartier est de co-construire une vision d'avenir avec les acteurs de notre écosystème. Cette gouvernance **est le lieu d'expression et de réflexion envers les besoins de notre société.**

La gouvernance du Centre est constituée de femmes et d'hommes experts dans leurs domaines.
Une expertise au service de la création de valeur conjointe.

Nos deux Fondations travaillent en miroir et sont ancrées de chaque côté de l'Atlantique.



Quelques **actions** du Centre Jacques Cartier en lien avec ses partenaires

Culture

Le Centre a permis la mise en relation du musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique de Lyon avec le Musée des Beaux-Arts de Montréal, pour **créer une exposition unique** en France.

Commerce

Grâce à une collaboration avec notre réseau (CCMM), le Centre a lancé les deux premiers **forums économiques** sur le commerce France x Québec.

Start-up

En collaboration avec différents membres du réseau (CIC...), un **concours de start-up** a permis de mettre en avant des profils québécois à l'écosystème lyonnais.

Laboratoire

Inauguration, en marge des EJC, du **Laboratoire international EVASYM**, créer par des partenaires du Centre de Lyon et Montréal (ÉTS, UdM, Ifsttar, Lyon 1).

Numérique

Mise en place de la **première plateforme** d'échanges bilatéraux et interdisciplinaires entre nos territoires, par le Centre Jacques Cartier dans le cadre du 1er Sommet virtuel des EJC.

Académique

À chaque édition des EJC, une rencontre des **recteurs** est organisée par le Centre. Rassemblant en moyenne 30 recteurs de chaque territoire.

Entrepreneuriat

De multiples évènements sur **l'entrepreneuriat féminin** (numérique, finance...) ont été initiés par le Centre et organisés dans le cadre des EJC.

Technologie

Le Centre a réuni **pour la première fois** de leur histoire, les French Tech d'Auvergne-Rhône-Alpes et du Québec, pour générer des collaborations dans le cadre des EJC.

Territoires

Célébration des **40 ans** de la signature du pacte d'amitié en Lyon et Montréal, dans le cadre des Entretiens, l'un des points d'orgue de cette relation.

Affaires

Une **1ère à Lyon lors des EJC** :
une mission commerciale de la CCMM, Tourisme Montréal et MTL International s'est déplacée dans le cadre des EJC.
Inversement, de multiples missions régionales pilotées par la Région Auvergne-Rhône-Alpes avec le soutien du Centre ont généré des retombées économiques concrètes.



L'**expérience unique** des Entretiens Jacques Cartier

Que sont les **Entretiens Jacques Cartier** ?

Communauté d'innovation

Créés en **1987**, les Entretiens sont le plus grand rendez-vous francophone des acteurs et décideurs d'**Auvergne-Rhône-Alpes** (France), du **Québec** et des communautés **francophones**.

Historiquement, les Entretiens sont organisés annuellement, en présence, et alternativement sur chaque territoire. Ils rassemblent **+ de 4 000 participants**, dont **500 intervenants** et experts, pendant **3 jours**, autour de **+ de 30 d'évènements**.

Nouveaux temps forts

En 2020, les Entretiens se sont réinventés avec 2 temps forts liés l'un à l'autre.

- **Le Sommet virtuel** : **+ de 30 évènements** (**+350** conférenciers) **accessibles gratuitement** en direct et en rediffusion sur une **plateforme numérique dédiée** (salons des partenaires, de réseautage…)
- **La Rencontre** : des **temps de réflexions** conjoints **en présence**, des moments de conclusions sur les évènements du Sommet et la mise en place d'**actions conjointes**.

8 chapitres

Les Entretiens abordent des **enjeux d'actualité** sur :

- Santé et sciences de la vie,
- Numérique et technologie,
- Finance et affaires juridiques,
- Mobilités, territoires et villes intelligentes,
- Entrepreneuriat,
- Énergie et développement durable,
- Culture, art et performance,
- Enjeux sociaux et enjeux économiques.

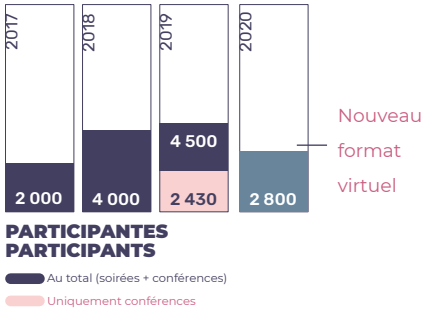


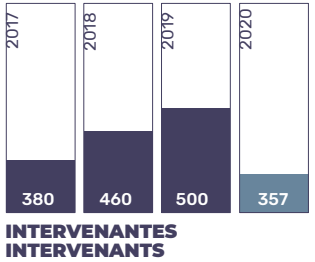
Pourquoi participer + être acteur des **Entretiens Jacques Cartier** ?

Spécificités

- **100% bilatéral** I Chaque évènement qui compose la programmation est issu d'un appel à projets (réservé aux partenaires du Centre), et est porté par (au minimum) un partenaire d'Auvergne-Rhône-Alpes (France), et un partenaire du Québec et de ses partenaires francophones.
- **Vecteur de la Francophonie** I Des évènements 100% francophones.
- **Enjeux de société** I Tous les évènements sont axés sur des enjeux d'actualité. Objectifs : partager des connaissances et apporter des solutions, des actions concrètes.
- **Dialogues interdisciplinaires** I Tous les événements apportent des approchent différentes et complémentaires, des nouveaux angles de vision, permettant des échanges riches et innovants.

Chiffres clés





+15 000 experts et décideurs sont intervenus lors de **33 éditions** des EJC.

+80 000 acteurs rassemblés lors de **+1 100** évènements francophones.

Sommet virtuel 2020

plateforme.entretiensjacquescartier.com

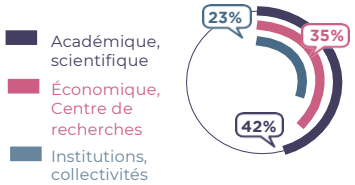
5 jours de dialogues francophones, interdisciplinaires et bilatéraux

+ **30** évènements

+350 intervenantes et intervenants, issus de chaque territoire.

+2 800 participantes et participants.

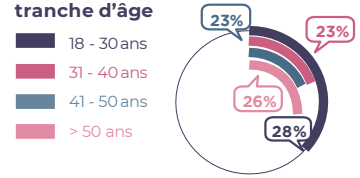
Répartition par **milieux**



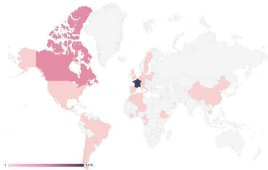
Répartition **hommes / femmes**



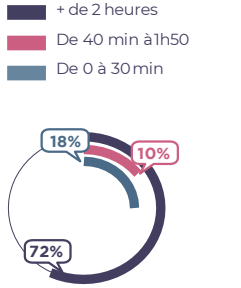
Répartition par **tranche d'âge**



Carte des **territoires**



Répartition Par **durée de connexion**



Quelques **intervenantes et intervenants** des Entretiens Jacques Cartier



Vickie Joseph (2018)
Co-fondatrice Groupe 3737,
présidente V Kosmetik,
entrepreneur de l'année 2019, Canada.



Jean-Pierre Farandou (2018)
Président-directeur général, SNCF
Ancien président directeur général, Keolis



Danièle Henkel (2016, 2017, 2018)
présidente - fondatrice, Daniele Henkel Inc.
Top 100 des femmes les plus influentes du Canada du Women's Executive Network (2019).



Fabrice Brunet (2019)
président directeur général,
Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).



Claude Delâge (2020)
directrice investissement,
fonds transatlantique Siparex/Desjardins.



Cassie L. Rhéaume (2018)
general manager, Light House Labs,
Top 50 Québécois qui fait bouger les choses,
Top 30 under 30 d'Infopress.



Bertrand Bonhomme (2017)
directeur développement durable,
Michelin.



Florence Ader (2020)
infectiologue, HCL de Lyon,
Lyonnaise de l'année 2020,
coordinatrice Discovery.



Alain Mérieux (2017)
président,
Institut Mérieux.



Sanni Yaya (2020)
vice-recteur international et
francophonie, Université d'Ottawa.



Déborah Cherenfant (2018)
présidente et porte-parole de la Jeune chambre de commerce de Montréal,
directrice régionale, femmes entrepreneures, région du Québec, groupe td.



Cédric Villani (2016)
mathématicien,
président OPECST,
prix Nobel de mathématiques.



Mona Nemer (2020)
conseillère scientifique en chef du Canada,
chevalière, Ordre national du Québec,
chevalière, ordre national du Mérite de la République française.



Dany Laferrière (2020)
intellectuel, écrivain et réalisateur canado-haïtien
élu à l'Académie française,
officier de l'ordre national du Québec.



Véronique Trillet-Lenoir (2020)
membre de Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
BECA Commission spéciale sur la lutte contre le cancer



Être **partenaire** du Centre Jacques Cartier

Pourquoi **être partenaire** du Centre et **acteur** des Entretiens ?

Être acteur du Centre

- Participer à la visibilité, la longévité, et **la force de l'amitié entre le Québec, ses partenaires francophones et la région Auvergne-Rhône-Alpes.**
- S'impliquer au sein de **nos comités** afin de participer à la construction de la vision prospective du Centre.
- Détecter de nouvelles **opportunités de partenariats**, de financement, de collaboration, de partage d'outils, de savoirs et de compétence humaine, en dehors de vos chemins habituels.
- Participer **au renforcement et valorisation des compétences**, notamment par des formations professionnelles entre entreprises et enseignements supérieurs.
- **Disposer d'un vaste terrain d'expérimentation** dans nos collectivités, et comprendre mutuellement les besoins de chacun afin de faire prospérer l'économie locale et internationale.
- **Parrainer** un projet de recherche.

Réseau bilatéral & enjeux de société

- S'ouvrir à de nouvelles et fructueuses collaborations favorisant **l'interconnexion des mondes** : académique, de la R&D, économique, institutionnel, culturel ... sur des sujets d'actualité de la société.
- Augmenter sa **visibilité sociétale et internationale**.
- Accéder à un **annuaire privé** des partenaires du Centre.
- Participer à des événements tout au long de l'année.







Pourquoi **être partenaire** du Centre et **acteur** des Entretiens ? (suite)

Entretiens Jacques Cartier

- Construire des partenariats, uniques, et internationaux en participant activement à **l'appel à projets** annuel.
- Être soutenu et accompagné de manière personnalisée dans vos recherches de **nouveaux partenaires** de projets.
- Être acteur, et visible dans la **francophonie**, entre autres lors des Entretiens Jacques Cartier, dont le **Sommet virtuel** qui est totalement ouvert à la société.
- Pouvoir proposer, participer et **animer un kiosque**, une table ronde, des moments de réseautage, des conférences, des temps forts…
- Être moteur – participants - acteurs à **La Rencontre** des Entretiens Jacques Cartier alternativement en Auvergne-Rhône-Alpes, au Québec et dans les territoires de nos partenaires francophones,
- Participer à des **moments** et des **visites réservés aux partenaires**.

Francophonie

- Soutenir et promouvoir l'innovation et la collaboration en **langue française**.
- Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche de nos partenaires francophones.
- **Soutenir la relève** francophone internationale.
- Intervenir à des évènements internationaux **100% francophones**.





Le **réseau de partenaires** du Centre Jacques Cartier



INSTITUTIONS ET COLLECTIVITÉS

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

ENTREPRISES ET CENTRES DE RECHERCHE



16

Rejoignez-nous !

26 place Bellecour, 69002, Lyon, France

+33 (0)4 78 60 98 48

contact@centrejacquescartier.com

centrejacquescartier.com

/centre-jacques-cartier

@Centre_JCartier

@CJCLyon

FONDATION
CENTRE JACQUES
CARTIER

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal

Montréal, le 7 mars 2022

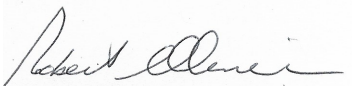
Madame la Mairesse,

Depuis près de 40 ans, les Entretiens Jacques Cartier font vivre l'amitié qui unit la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Québec et leurs partenaires francophones, stimulent les échanges scientifiques, économiques et institutionnels avec le souci constant de placer le citoyen au cœur de ces rencontres.

Après deux années marquées par un contexte de pandémie mondiale qui a significativement impacté le secteur de l'évènementiel et les relations internationales, l'année 2022 sera celle du retour au format en présence avec La Rencontre qui se déroulera au Québec et chez ses partenaires francophones à l'automne 2022. Nous sommes impatients de vous retrouver et de profiter de cet évènement pour favoriser les synergies, les échanges et les partenariats entre vous.
Toute l'équipe du Centre Jacques Cartier est dès à présent mobilisée pour vous offrir une édition riche et dynamique, à l'image de son réseau de partenaires sur les deux territoires. Cette année encore, vous vous êtes mobilisés en nombre pour répondre à notre appel à projet annuel et la programmation issue des projets sélectionnés sera passionnante et de très grande qualité.
Nous travaillons aussi conjointement avec nos partenaires français afin de constituer une belle délégation multisectorielle qui se déplacera au Québec et chez nos partenaires francophones canadiens dans le cadre de cet évènement.

L'année 2022 présente de nombreux défis pour le Centre Jacques Cartier, en particulier sur le plan budgétaire. Notre Fondation a besoin de ses membres pour répondre à ces enjeux stratégiques. Afin de permettre le bon fonctionnement de notre association, et en vue de lui donner les moyens financiers de réaliser son objet, nous vous remercions, encore cette année, pour votre soutien financier. Vous trouverez joint l'appel à contribution de la Fondation du Centre Jacques Cartier qui vous permet de faire partie du réseau de partenaires du Centre Jacques Cartier.

Nous sommes à votre disposition pour échanger sur vos attentes, vos souhaits et les défis que vous souhaiteriez que nous relevions ensemble. Dans cette attente, veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.



Robert OLIVIER
Président
Fondation du Centre Jacques Cartier

Fondation du Centre Jacques Cartier
CP 6 Côte Saint-Luc
Montréal, Québec H4V 1H8

FONDATION DU CENTRE JACQUES CARTIER

CP 6 Côte Saint-Luc
Montréal, Québec
H4V 1H8

FACTURE

Facture n°: 029-FJC2022-QC-CA

Référence à rappeler obligatoirement lors du paiement

Montréal, le 08/03/2022

Adressée à :

Ville de Montréal

275 rue Notre-Dame Est

Montréal, Québec, H2Y 1C6, Canada

QUANTITE	DESCRIPTION	MONTANT
1	Contribution au Fond Jacques Cartier pour l'année 2022	22.000,00 CAD

Paiement par chèque libellé à l'ordre de Fondation du Centre Jacques Cartier

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*		**X**	

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.] ***S.O***

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.] ***S.O***

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225117004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , Bureau des affaires multilatérales et vigie institutionnelle
Objet :	Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2022 à la Fondation du Centre Jacques-Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques-Cartier.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1225117004 Cotisation Fondation du Centre Jacques Cartier.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposé au budget
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-14

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.013

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1225117005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2022.

Il est recommandé :
d'autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2022.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-04-11 10:40

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Économie et rayonnement de la métropole

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225117005**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2022.

CONTENU

CONTEXTE

En juillet 1989, la Ville de Montréal devenait membre de l'organisation Mayors for Peace, une organisation internationale basée à Hiroshima au Japon, dont la mission première est la non-prolifération des armes nucléaires et leur éradication complète dans le monde.
En 1998, à la suite de nombreux échanges entre Montréal et Hiroshima, les deux villes signaient un protocole de jumelage. En 2008, pour commémorer le dixième anniversaire de ce jumelage, le maire de Montréal recevait une importante délégation d'une centaine de citoyens et hommes d'affaires d'Hiroshima, délégation qui était présidée par le maire de Hiroshima, M. Tadatoshi Akiba. Notons que le maire de Hiroshima est également président de l'organisation Mayors for Peace.

En 2009, les maires d'Hiroshima et de Nagasaki lançaient conjointement un appel à tous les membres afin de pouvoir financer adéquatement l'organisation qui, jusqu'alors, avait été entièrement supportée par ces deux villes bombardées en 1945. En 2014, le Maire de Montréal acceptait que Montréal joue le rôle de Lead City et de membre exécutif au sein de l'organisation.
L'organisation Mayors for Peace regroupe à ce jour plus de 8 134 membres, principalement des maires de villes et d'agglomérations urbaines réparties sur tous les continents, et ce dans plus de 166 pays et régions du monde (incluant plus de 100 villes au Canada).

Bien que l'organisation vise avant tout à éradiquer les armes nucléaires du monde entier, Mayors for Peace travaille également au maintien de la paix dans le monde en s'attaquant aux problèmes touchant les migrations de plus en plus nombreuses, le bien-être des réfugiés, les abus des droits de la personne et, le changement climatique et la destruction de l'environnement. Mayors for Peace est également très active au sein de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU).

L'adhésion à Mayors for Peace fournit à la Ville de Montréal l'accès à un important réseau de maires faisant la promotion de la paix, de la solidarité, de la justice et du respect de l'être humain, le développement durable, la résilience et le vivre ensemble. Devant l'importance de libérer notre environnement d'armes pouvant mettre en péril le monde dans lequel nous vivons, la Ville de Montréal accepte de poser un geste de solidarité à cet appel de financement afin que l'organisation Mayors for Peace puisse atteindre la réalisation de ses objectifs.

Le soutien financier est prévu au budget 2022 du Bureau des relations internationales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CE21 1135 issue lors de la séance ordinaire du 23 juin 2021: autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2021, tel qu'indiqué dans la facture en provenance de Mayors for Peace, en date du 28 mai.
Résolution: CE20 0660 issue lors de la séance ordinaire du 13 mai 2020: autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2020.

Résolution : CE19 0731 issue lors de la séance ordinaire du mercredi 1 mai 2019 : autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2019;

Résolution : CE18 0722 issue lors de la séance ordinaire du mercredi 2 mai 2018 : autoriser le paiement de la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation annuelle de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2018.

Résolution : CE17 1369 issue lors de la séance ordinaire du mercredi 9 août 2017 : autoriser le paiement de la cotisation annuelle de la Ville de Montréal à Mayors for Peace pour l'année 2017.

Résolution: CE16 1435 issue lors de la séance ordinaire du mercredi 7 septembre 2016 : autoriser le paiement de la cotisation annuelle de la Ville de Montréal à Mayors for Peace, pour l'année 2016.

Résolution CE14 1980 en date de 17 décembre 2014: autoriser le paiement de 115000 euros (± 16600 $ CAN) en tant que cotisation de la Ville de Montréal à Mayors for Peace pour les années 2014 et 2015.

Résolution: CE13 0192: en date 20 février 2013: autoriser le paiement de 5 000 $ aux fins de la cotisation annuelle de la Ville de Montréal à Mayors for Peace, pour l'année 2013.

Résolution: CE11 0187: en date 17 février 2011: autoriser le paiement de 3 365 € (± 5 000 $ CAN) représentant la cotisation de la Ville de Montréal à Mayors for Peace, pour l'année 2011.

Résolution: CE10 0222 : en date 24 février 2010: autoriser le paiement de 3 365 € (± 5 000 $ CAN) représentant la cotisation de la Ville de Montréal à Mayors for Peace, pour l'année 2010.

DESCRIPTION

L'organisation Mayors for Peace regroupe à ce jour plus de 8 134 membres, soit des maires de villes et d'agglomérations urbaines réparties sur tous les continents dans plus de 166 pays et régions du monde (dont plus de 100 villes au Canada).
Bien que l'organisation vise avant tout à éradiquer les armes nucléaires du monde entier, Mayors for Peace travaille également au maintien de la paix dans le monde en s'attaquant aux problèmes touchant les migrations de plus en plus nombreuses, le bien-être des réfugiés, les abus des droits de la personne et, le changement climatique et la destruction de l'environnement.

Mayors for Peace est également très active au sein de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU).

JUSTIFICATION

L'adhésion à Mayors for Peace fournit à la Ville de Montréal l'accès à un important réseau de maires faisant la promotion de la paix, de la solidarité, de la justice et du respect de l'être humain. Devant l'importance de libérer notre environnement d'armes pouvant mettre en péril le monde dans lequel nous vivons, la Ville de Montréal accepte de poser un geste de solidarité à cet appel de financement afin que l'organisation Mayors for Peace puisse atteindre la réalisation de ses objectifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à ce dossier sont disponibles au budget du Bureau des relations internationales. Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Permet à Montréal de se positionner comme métropole internationale d'envergure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le versement de la cotisation de la Ville de Montréal permettra à Mayors for Peace de poursuivre ses activités de promotion de la paix, de la solidarité, de la justice et du respect de l'être humain.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dû à la pandémie, le bureau exécutif n'a pas eu lieu en juillet 2021 tel que prévu mais la conférence générale, quant à elle, a été reportée à l'été 2022 à Hiroshima.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Guilrose PIERRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie LAVOIE
Conseillère aux affaires internationales

Tél : 514 872-4237
Télécop. : 514 872-1808

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Valérie POULIN
Directrice - Intelligence économique et rayonnement international

Tél : 438 274-1735
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie POULIN
Directrice - Intelligence économique et rayonnement international
Tél :
Approuvé le : 2022-04-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :**1225117005**
Unité administrative responsable : **Direction générale, Bureau des relations internationales**
Projet : **Autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2022**.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

L'organisme Mayors for Peace et ses maires adhèrent à la plupart de nos priorités dans leurs villes respectives. En lien direct avec la paix et la sécurité publique, soulignons les priorités suivantes :

Priorité no 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9 Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité 10 Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens, la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision

Priorité 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).

- *Cette année, plaidoyer de l'ensemble des membres du réseau qui sera présenté par le Maire d'Hiroshima, président de Mayors for Peace à la rencontre triennale des Nations Unies sur le Traité de non-prolifération des armes nucléaires en août 2022. Y seront discutés des enjeux urbains, dont la nécessité de maintenir un dialogue axé sur la paix, la désescalade entre la Russie et l'Ukraine qui vise en premier lieu les populations en milieu urbain, etc.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Le Réseau Mayors for Peace travaille à diminuer en milieu urbain les **vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse). Rappelons que ses 8134 maires membres font tous face aux changements climatiques.	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

INVOICE

(For Bank Transfer)

Mayors for Peace Secretariat
c/o Hiroshima Peace Culture Foundation
1-5 Nakajima-cho, Naka-ku, Hiroshima
730-0811 JAPAN
E-mail: mayorcon@pcf.city.hiroshima.jp

Date: April 13, 2022
Payment Deadline: December 31, 2022

Bill to: CITY OF MONTRÉAL

Description	Amount
2022 Membership Fee- CITY OF MONTRÉAL	CAD 5,000

Mayors for Peace Bank Account Details:

- Bank Name: The Hiroshima Bank, Ltd.
- Branch Name: Hiroshima Office (001)
- Bank Address: 1-3-8 Kamiya-cho, Naka-ku, Hiroshima 730-0031 JAPAN
- Swift Code: HIROJPJT
- Account Number: 2757427
- Account Holder's Name: Hiroshima Peace Culture Foundation
- Account Holder's Address: 1-2 Nakajima-cho, Naka-ku, Hiroshima 730-0811 JAPAN

Regarding the Bank Processing Fees:

- In addition to the receiving bank charge in Japan, we request that your city bear intermediary bank charges and any local bank charges as well.
  Please indicate that all remittance charges will be "paid by the remitter".

- We have had some cases where member cities didn't indicate that all remittance charges will be paid by the remitter, so the Mayors for Peace Secretariat was unable to accept the city's bank transfer because the receiving bank's processing fee exceed the transferred amount. We humbly ask for your kind cooperation in preventing this occurrence.

Please note that international drafts or bank cheques cannot be accepted.

- Unfortunately, international drafts/bank cheques of less than 6,500 JPY cannot be accepted by banks in Japan as bank charges would exceed the amount you would like to remit.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1225117005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Autoriser le Bureau des relations internationales à payer la somme de 5000 $ CAN représentant la cotisation de la Ville de Montréal à l'association internationale Mayors for Peace pour l'année 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1225117005 Cotisation Mayors for Peace.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Guilrose PIERRE
Préposée au budget
Tél : 5148722598

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 5148724785
Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.014

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1224310001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la dépense relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif, M. Benoit Dorais, vice-président du comité exécutif, et Mme Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, dans le cadre des Assises 2022 de l'Union des municipalités du Québec qui ont lieu à Québec les 12 et 13 mai 2022. Montant estimé : 4 011,18 $.

Il est recommandé :

1. d'autoriser la dépense relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif, M. Benoit Dorais, vice-président du comité exécutif, et Mme Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, dans le cadre des Assises 2022 de l'Union des municipalités du Québec qui ont lieu à Québec les 12 et 13 mai 2022. Montant estimé : 4 011,18 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-26 11:28

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1224310001**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la dépense relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif, M. Benoit Dorais, vice-président du comité exécutif, et Mme Sophie Mauzerolle, membre du comité exécutif, dans le cadre des Assises 2022 de l'Union des municipalités du Québec qui ont lieu à Québec les 12 et 13 mai 2022. Montant estimé : 4 011,18 $.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2013, la Ville de Montréal est membre de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et renouvelle annuellement son adhésion. La Ville joue un rôle important au sein des instances des l'UMQ.
Les Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) est l'événement le plus attendu du monde municipal et le plus important congrès en ce domaine. Il s'agit d'un grand rassemblement des élus municipaux de toutes les régions du Québec et l'occasion y est idéale pour renforcer les liens entre Montréal, les grandes villes et toutes les régions du Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1984 -8 décembre 2021 - Procéder à la nomination d'une représentante de la Ville de Montréal au sein des instances de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) pour le mandat se terminant le 31 mars 2023 : Mme Dominique Ollivier, présidente du comité exécutif et responsable des finances, des ressources humaines, des relations gouvernementales, de la lutte au racisme et aux discriminations systémiques et de la langue française, à titre de membre du conseil d'administration et du comité exécutif de l'UMQ.
CE21 0465 - 31 mars 2021 - Nommer au sein des instances de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) pour le mandat se terminant le 31 mars 2023, les représentants de la Ville de Montréal suivants: Mme Sophie Mauzerolle, conseillère associée à la mairesse, à titre de membre du conseil d'administration et de substitut au comité exécutif de l'UMQ.

Note : la mairesse est membre d'office du conseil d'administration et du comité exécutif.

DESCRIPTION

En cette année électorale provinciale et dans le cadre de la 100e édition des Assises, ce rassemblement - sur le thème «Municipal d'abord!» - est plus que jamais un événement branché sur les grands enjeux du monde municipal.
Les gouvernements de proximité ont en effet un rôle structurant à jouer pour faire face aux

enjeux de l'heure : ils sont aux premières loges. Les municipalités agissent concrètement face à l'adaptation et la lutte contre les changements climatiques, les mouvements démographiques ou la rareté de la main-d'œuvre.

Les Assises permettront aux élus non seulement de participer à des activités de perfectionnement, des ateliers politiques, des cliniques techniques, des conférences ainsi qu'à des forums de discussion traitant de législation, de politique et d'actualités municipales, mais favoriseront aussi le développement de réseautage avec les principaux intervenants du milieu municipal qui seront présents. En effet, quelque 1 500 délégués provenant de toutes les régions du Québec y sont attendus.

JUSTIFICATION

La présence de représentants de la Ville de Montréal au sein des instances de l'UMQ permet, par leur implication active, de jouer un rôle de première importance et :

- d'exercer un leadership accru au sein du monde municipal;
- de démontrer notre solidarité avec le monde municipal;
- de travailler à l'avancement de nombreux dossiers communs avec l'UMQ, dont l'électrification des transports, l'habitation, la lutte contre les changements climatiques, etc.

M. Dorais se joint à la délégation en sa qualité de vice-président du comité exécutif et responsable de l'habitation, dossier prioritaire de l'administration : sa participation lui permettra notamment de prendre part au Grand forum «Habitation d'abord : entre abordabilité, accessibilité et équité».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Budget de fonctionnement

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2022
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000 Division Soutien aux élus Frais de déplacement et hébergement Non admissible loi 90	4 011,18 $

Note : À titre de partenaire de l'UMQ, la Ville de Montréal bénéficie d'inscriptions gratuites aux assises, d'une valeur de 795 $ (plus taxes), gratuités dont la mairesse et Mmes Ollivier et Mauzerolle bénéficieront à titre de membres du C.A et du C.E de l'UMQ.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu VICK, Service du greffe
Veronique SAVARY, Direction générale

Lecture :

Veronique SAVARY, 25 avril 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte MCSWEEN
Responsable soutien aux élus ii- direction du greffe (ce)

Tél : 514 245-6838
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Marie-José CENCIG
Chef de division soutien aux élus - direction du greffe (ce)

Tél : 514 772-0121
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2022-04-25

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DU VOYAGEUR (employé)	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
Nom : Plante, Valérie	Nom :
Unité d'affaires : Cabinet de la mairesse et du comité exécutif	Numéro de fournisseur :
Matricule (9 chiffres) : 100108967	Numéro du bon de commande :
Numéro de fournisseur : n/a	ou Numéro d'engagement :
Lieu du déplacement : Québec	
Date(s) du déplacement : 11 au 13 mai 2022	Cochez : Québec : x
Objet du déplacement : Assises de l'UMQ	Hors Québec :

PARTIE 1 – Estimé des dépenses				PARTIE 2 – Dépenses réelles		
Description	Montant payé par l'employé	Montant payé par la Ville – Carte d'achat	Montant payé par la Ville – BC ou SDF	Montant payé par l'employé	Montant payé par la Ville – Carte d'achat	Montant payé par la Ville – BC ou SDF
Frais de transport						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi						
Automobile personnelle *(joindre formulaire prévu à cette fin)*						
Avion						
Coût du transport aérien						
Total des émissions de GES						
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Frais de repas						
Déplacement en Amérique du Nord forfaitaire prévu Appendice C Conseil national mixte) (2 petis-déj, 1 déj et 2 soupers)	**174.75**					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
Frais d'hébergement						
Établissement hôtelier (2 nuitées)		**545.10**				
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux						
Autres frais						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : Indemnité forfaitaire dont la limite est mentionnée à l'annexe A. Elle inclut les frais de téléphone et de nettoyage de vêtements. Les faux frais 17,30 $ sont versés pour chaque nuitée dans un hôtel	**34.60**					
Frais de représentation *(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - joindre le formulaire complété)*						
Sous-total (incluant les taxes)	209.35 $	545.10 $	- $			- $
Total des coûts			754.45 $			- $

IMPUTATION BUDGÉTAIRE											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer à l'employé	**0.00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**

REQUÉRANT		
Nom et titre en lettres moulées : **Valérie Plante, mairesse**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées : **Résolution du CE**	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT

RESPONSABLE NIVEAU 2 Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3 Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

PARTIE 3

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Plante, Valérie						**Matricule : 100108967**					
Mois	**Jour**	Transport	Stationnement	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Téléphone	Divers	Frais de représentation	**TOTAL**
05	11			76.55			17.30				93.85
05	12			76.30			17.30				93.60
05	13			21.90	494.00						515.90
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
											0.00
		0.00 $	**0.00 $**	**174.75 $**	**494.00 $**	**0.00 $**	**34.60 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**703.35 $**

Tableau récapitulatif des dépenses autorisées

Encadrement	Type de dépense	Détails des dépenses	Carte achat permis	Objet	Autorisation des dépenses
Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes	4.3.1 Frais de transport (Déenses remboursables)	Billet de voyage	Oui	53201	1. Autorisation requise pour les déplacements 2. Approbation préalable de l'estimation des dépenses (Formulaire de demande d'autorisation et de remboursement – Absence, voyage et frais)
		Véhicule de location pour déplacement	Oui	53201	
		Véhicule- Taxi	Coupons Uber	53201	
		Automobile personnelle (formulaire – Déplacements ponctuels – Suivi du kilométrage)	Non	53201	
		Stationnement	Oui	53201	
		Péage	Oui	53201	
	4.3.2 Frais de repas		Non	53201	
	4.3.3 Frais d'hébergement		Oui	53201	
	4.3.4 Prime d'assurance médicale		Oui	53201	
	4.3.5 Frais médicaux		Oui	53201	
	4.3.6 Autres frais	Tel que les frais de visa de séjour, de vaccins, de certificats médicaux , de passeport, d'activation d'un forfait international temporaire sur les appareils cellulaires ainsi que toutes autres dépenses reliées au but du déplacement sont remboursables.	Oui	53201	
	4.3.7 Faux frais	indemnité forfaitaire	Non	53201	
	4.3.8 Retour au domicile	(Frais pour regagner le domicile chaque soir ou chaque fin de semaine)	Oui	53201	
Autres dépenses couvertes par carte d'achats	Dépenses en ligne	Transactions qui ne peuvent être effectuées qu'en ligne	Oui		
	Dépenses en devises étrangères	Dépenses en devises étrangères (autre que CAN et US)	Oui		
	Dépenses d'urgences	Achat lors d'une situation d'urgence d'un montant ne dépassant pas le nouveau seuil par transaction(situation où la santé et la sécurité d'une personne est à risque)	Oui		
Dépenses non couvertes par carte d'achats	Dépenses sur ententes	Achats de biens et services couverts par une entente d'approvisionnement (tel que logiciels et matériels informatiques, mobiliers, ,,,)	Non		
	Dépenses sur biens des magasins de la Ville	Achat pour un bien disponible auprès des magasins de la Ville.	Non		
	Avances de fonds		Non		
	Services financiers		Non		
	Dépenses de services professionnels	Dépenses liées au domaine des services professionnels	Non		
	Dépense personnelles		Non		

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DU VOYAGEUR (employé)	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
Nom : Benoit Dorais	Nom :
Unité d'affaires : Division du soutien aux élus (unité assumant les frais)	Numéro de fournisseur :
Matricule (9 chiffres) : 100017977	Numéro du bon de commande :
Numéro de fournisseur : non appliquable	ou Numéro d'engagement :
Lieu du déplacement : Les Assises Québec 2022 de l'UMQ au Centre des congrès de Québec	
Date(s) du déplacement : du 11 au 13 mai 2022	*Cochez :* X *Québec :*
Objet du déplacement : Représenter la Ville de Montréal à titre d'élu responsable de l'habitation	*Hors Québec :*

PARTIE 1 – Estimé des dépenses				PARTIE 2 – Dépenses réelles		
Description	Montant payé par l'employé	Montant payé par la Ville		Montant payé par l'employé	Montant payé par la Ville	
		Carte d'achat	*BC ou SDF*		*Carte d'achat*	*BC ou SDF*
Frais de transport						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi						
Automobile personnelle *(joindre formulaire prévu à cette fin)*						
Avion						
Coût du transport aérien						
Total des émissions de GES						
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Frais de repas						
Déplacement en Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice C du Conseil national mixte)	152.85					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
Frais d'hébergement						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux	302.43					
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux						
Autres frais						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)	914.05					
Faux frais : Indemnité forfaitaire dont la limite est mentionnée à l'annexe A. Elle inclut les frais de téléphone et les frais de nettoyage de vêtements. Les faux frais sont versés pour chaque nuitée dans un hôtel.	34.60					
Frais de représentation *(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - joindre le formulaire complété)*						
Sous-total (incluant les taxes)	1,403.93 $	- $	- $			- $
Total des coûts			1,403.93 $			- $

IMPUTATION BUDGÉTAIRE											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer à l'employé	**0.00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**

REQUÉRANT		
Nom et titre en lettres moulées : BENOIT DORAIS	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

PARTIE 3

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Benoit Dorais						**Matricule : 100017977**					
Mois	**Jour**	Transport	Stationnement	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Téléphone	Divers	Frais de représentation	**TOTAL**
05	11			76.55 $	151.22 $				17.30 $		245.07 $
05	12			76.30 $	151.22 $	914.05 $			17.30 $		1,158.87 $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**- $**	**152.85 $**	**302.43 $**	**914.05 $**	**- $**	**- $**	**34.60 $**	**- $**	**1,403.93 $**

Tableau récapitulatif des dépenses autorisées

Encadrement	Type de dépense	Détails des dépenses	Carte achat permis	Objet	Autorisation des dépenses
Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes	4.3.1 Frais de transport (Déenses remboursables)	Billet de voyage	Oui	53201	1. Autorisation requise pour les déplacements 2. Approbation préalable de l'estimation des dépenses (Formulaire de demande d'autorisation et de remboursement – Absence, voyage et frais)
		Véhicule de location pour déplacement	Oui	53201	
		Véhicule- Taxi	Coupons Uber	53201	
		Automobile personnelle (formulaire – Déplacements ponctuels – Suivi du kilométrage)	Non	53201	
		Stationnement	Oui	53201	
		Péage	Oui	53201	
	4.3.2 Frais de repas		Non	53201	
	4.3.3 Frais d'hébergement		Oui	53201	
	4.3.4 Prime d'assurance médicale		Oui	53201	
	4.3.5 Frais médicaux		Oui	53201	
	4.3.6 Autres frais	Tel que les frais de visa de séjour, de vaccins, de certificats médicaux , de passeport, d'activation d'un forfait international temporaire sur les appareils cellulaires ainsi que toutes autres dépenses reliées au but du déplacement sont remboursables.	Oui	53201	
	4.3.7 Faux frais	indemnité forfaitaire	Non	53201	
	4.3.8 Retour au domicile	(Frais pour regagner le domicile chaque soir ou chaque fin de semaine)	Oui	53201	
Autres dépenses couvertes par carte d'achats	Dépenses en ligne	Transactions qui ne peuvent être effectuées qu'en ligne	Oui		
	Dépenses en devises étrangères	Dépenses en devises étrangères (autre que CAN et US)	Oui		
	Dépenses d'urgences	Achat lors d'une situation d'urgence d'un montant ne dépassant pas le nouveau seuil par transaction(situation où la santé et la sécurité d'une personne est à risque)	Oui		
Dépenses non couvertes par carte d'achats	Dépenses sur ententes	Achats de biens et services couverts par une entente d'approvisionnement (tel que logiciels et matériels informatiques, mobiliers, ,,,)	Non		
	Dépenses sur biens des magasins de la Ville	Achat pour un bien disponible auprès des magasins de la Ville.	Non		
	Avances de fonds		Non		
	Services financiers		Non		
	Dépenses de services professionnels	Dépenses liées au domaine des services professionnels	Non		
	Dépense personnelles		Non		

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DU VOYAGEUR (employé)	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
Nom : Dominique Ollivier	Nom :
Unité d'affaires : Division soutien aux élus (unité assumant les frais)	Numéro de fournisseur :
Matricule (9 chiffres) : 100126552	Numéro du bon de commande :
Numéro de fournisseur : N/A	ou Numéro d'engagement :
Lieu du déplacement : Ville de Québec	
Date(s) du déplacement : 11 au 13 mai 2022	*Cochez :* *Québec : X*
Objet du déplacement : Assises annuelles de l'UMQ	*Hors Québec :*

PARTIE 1 – Estimé des dépenses				PARTIE 2 – Dépenses réelles		
Description	**Montant payé par l'employé**	**Montant payé par la Ville**		**Montant payé par l'employé**	**Montant payé par la Ville**	
		Carte d'achat	***BC ou SDF***		***Carte d'achat***	***BC ou SDF***
Frais de transport						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)						
Taxi						
Automobile personnelle *(joindre formulaire prévu à cette fin)*						
Avion						
Coût du transport aérien						
Total des émissions de GES						
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Frais de repas						
Déplacement en Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice C du Conseil national mixte)	196.90					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
Frais d'hébergement						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux	474.00					
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux						
Autres frais						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : Indemnité forfaitaire dont la limite est mentionnée à l'annexe A. Elle inclut les frais de téléphone et les frais de nettoyage de vêtements. Les faux frais sont versés pour chaque nuitée dans un hôtel.	34.60					
Frais de représentation *(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - joindre le formulaire complété)*						
Sous-total (incluant les taxes)	705.50 $	- $	- $			- $
Total des coûts			705.50 $			- $

IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer à l'employé	**0.00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**

REQUÉRANT		
Nom et titre en lettres moulées : DOMINIQUE OLLIVIER	Signature :	Date : 4/12/2022

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT

RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées : RÉSOLUTION DU CE	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT

RESPONSABLE NIVEAU 2		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL

RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

PARTIE 3

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : XXX						**Matricule : XXX**					
Mois	**Jour**	Transport	Stationnement	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Téléphone	Divers	Frais de représentation	**TOTAL**
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Tableau récapitulatif des dépenses autorisées

Encadrement	Type de dépense	Détails des dépenses	Carte achat permis	Objet	Autorisation des dépenses
Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes	4.3.1 Frais de transport (Déenses remboursables)	Billet de voyage	Oui	53201	1. Autorisation requise pour les déplacements 2. Approbation préalable de l'estimation des dépenses (Formulaire de demande d'autorisation et de remboursement – Absence, voyage et frais)
		Véhicule de location pour déplacement	Oui	53201	
		Véhicule- Taxi	Coupons Uber	53201	
		Automobile personnelle (formulaire – Déplacements ponctuels – Suivi du kilométrage)	Non	53201	
		Stationnement	Oui	53201	
		Péage	Oui	53201	
	4.3.2 Frais de repas		Non	53201	
	4.3.3 Frais d'hébergement		Oui	53201	
	4.3.4 Prime d'assurance médicale		Oui	53201	
	4.3.5 Frais médicaux		Oui	53201	
	4.3.6 Autres frais	Tel que les frais de visa de séjour, de vaccins, de certificats médicaux , de passeport, d'activation d'un forfait international temporaire sur les appareils cellulaires ainsi que toutes autres dépenses reliées au but du déplacement sont remboursables.	Oui	53201	
	4.3.7 Faux frais	indemnité forfaitaire	Non	53201	
	4.3.8 Retour au domicile	(Frais pour regagner le domicile chaque soir ou chaque fin de semaine)	Oui	53201	
Autres dépenses couvertes par carte d'achats	Dépenses en ligne	Transactions qui ne peuvent être effectuées qu'en ligne	Oui		
	Dépenses en devises étrangères	Dépenses en devises étrangères (autre que CAN et US)	Oui		
	Dépenses d'urgences	Achat lors d'une situation d'urgence d'un montant ne dépassant pas le nouveau seuil par transaction(situation où la santé et la sécurité d'une personne est à risque)	Oui		
Dépenses non couvertes par carte d'achats	Dépenses sur ententes	Achats de biens et services couverts par une entente d'approvisionnement (tel que logiciels et matériels informatiques, mobiliers, ...)	Non		
	Dépenses sur biens des magasins de la Ville	Achat pour un bien disponible auprès des magasins de la Ville.	Non		
	Avances de fonds		Non		
	Services financiers		Non		
	Dépenses de services professionnels	Dépenses liées au domaine des services professionnels	Non		
	Dépense personnelles		Non		

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DU VOYAGEUR (employé)	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
Nom : Sophie Mauzerolle	Nom :
Unité d'affaires : Division soutien aux élus (unité assumant les frais)	Numéro de fournisseur :
Matricule (9 chiffres) : 100213259	Numéro du bon de commande :
Numéro de fournisseur : N/A	ou Numéro d'engagement :
Lieu du déplacement : Ville de Québec	
Date(s) du déplacement : 11 au 14 mai 2022	*Cochez :* *Québec : X*
Objet du déplacement : Assises annuelles de l'UMQ	*Hors Québec :*

PARTIE 1 – Estimé des dépenses				PARTIE 2 – Dépenses réelles		
Description	**Montant payé par l'employé**	**Montant payé par la Ville**		**Montant payé par l'employé**	**Montant payé par la Ville**	
		Carte d'achat	***BC ou SDF***		***Carte d'achat***	***BC ou SDF***
Frais de transport						
Transport en commun						
Bus ou train (classe économique)	78.00					
Taxi	25.00					
Automobile personnelle *(joindre formulaire prévu à cette fin)*						
Avion						
Coût du transport aérien						
Total des émissions de GES						
Quantité crédits carbone nécessaires -						
Frais de repas						
Déplacement en Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice C du Conseil national mixte) // 11 mai: lunch + souper | 12 mai: déjeuner + souper | 13 mai: aucun repas |14	174.75					
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte)						
Frais d'hébergement						
Établissement hôtelier ou logements commerciaux		817.65				
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)						
Frais médicaux						
Autres frais						
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)						
Faux frais : Indemnité forfaitaire dont la limite est mentionnée à l'annexe A. Elle inclut les frais de téléphone et les frais de nettoyage de vêtements. Les faux frais sont versés pour chaque nuitée dans un hôtel.	51.90					
Frais de représentation *(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - joindre le formulaire complété)*						
Sous-total (incluant les taxes)	329.65 $	817.65 $	- $			- $
Total des coûts			1,147.30 $			- $

IMPUTATION BUDGÉTAIRE											
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**
Dépenses non approuvées à réclamer à l'employé	**0.00 $**
Solde final à rembourser ou à recevoir de l'employé	**0.00 $**

REQUÉRANT		
Nom et titre en lettres moulées : Sophie Mauzerolle	Signature :	Date : 4/12/2022

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT		
RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées : RÉSOLUTION DU CE	Signature :	Date :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT À INTERNATIONAL SEULEMENT		
RESPONSABLE NIVEAU 2		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :
RESPONSABLE NIVEAU 3		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL		
RESPONSABLE		
Nom et titre en lettres moulées :	Signature :	Date :

PARTIE 3

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Mauzerolle, Sophie						**Matricule : 100213259**					
Mois	**Jour**	Transport	Stationnement	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Téléphone	Divers	Frais de représentation	**TOTAL**
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
											- $
		- $	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**

Tableau récapitulatif des dépenses autorisées

Encadrement	Type de dépense	Détails des dépenses	Carte achat permis	Objet	Autorisation des dépenses
Déplacements à la demande de l'employeur et dépenses afférentes	4.3.1 Frais de transport (Déenses remboursables)	Billet de voyage	Oui	53201	1. Autorisation requise pour les déplacements 2. Approbation préalable de l'estimation des dépenses (Formulaire de demande d'autorisation et de remboursement – Absence, voyage et frais)
		Véhicule de location pour déplacement	Oui	53201	
		Véhicule- Taxi	Coupons Uber	53201	
		Automobile personnelle (formulaire – Déplacements ponctuels – Suivi du kilométrage)	Non	53201	
		Stationnement	Oui	53201	
		Péage	Oui	53201	
	4.3.2 Frais de repas		Non	53201	
	4.3.3 Frais d'hébergement		Oui	53201	
	4.3.4 Prime d'assurance médicale		Oui	53201	
	4.3.5 Frais médicaux		Oui	53201	
	4.3.6 Autres frais	Tel que les frais de visa de séjour, de vaccins, de certificats médicaux , de passeport, d'activation d'un forfait international temporaire sur les appareils cellulaires ainsi que toutes autres dépenses reliées au but du déplacement sont remboursables.	Oui	53201	
	4.3.7 Faux frais	indemnité forfaitaire	Non	53201	
	4.3.8 Retour au domicile	(Frais pour regagner le domicile chaque soir ou chaque fin de semaine)	Oui	53201	
Autres dépenses couvertes par carte d'achats	Dépenses en ligne	Transactions qui ne peuvent être effectuées qu'en ligne	Oui		
	Dépenses en devises étrangères	Dépenses en devises étrangères (autre que CAN et US)	Oui		
	Dépenses d'urgences	Achat lors d'une situation d'urgence d'un montant ne dépassant pas le nouveau seuil par transaction/situation où la santé et la sécurité d'une personne est à	Oui		
Dépenses non couvertes par carte d'achats	Dépenses sur ententes	Achats de biens et services couverts par une entente d'approvisionnement (tel que logiciels et matériels informatiques, mobiliers, ...)	Non		
	Dépenses sur biens des magasins de la Ville	Achat pour un bien disponible auprès des magasins de la Ville.	Non		
	Avances de fonds		Non		
	Services financiers		Non		
	Dépenses de services professionnels	Dépenses liées au domaine des services professionnels	Non		
	Dépense personnelles		Non		

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.015

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227227004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un versement de 6 027 139,95 $, taxes incluses (4 056 180,78 $ en travaux, 608 427,12 $ en contingences de construction et 1 362 532,05 $ en incidences) à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique afin de financer les travaux du projet de la Place Viau effectués sur un lot appartenant à la Ville, conformément à l'entente intervenue entre les parties (CM21 1121).

Il est recommandé :

1. D'autoriser un versement de 6 027 139,95 $, taxes incluses (4 056 180,78 $ en travaux, 608 427,12 $ en contingences de construction et 1 362 532,05 $ en incidences) à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique afin de financer les travaux du projet de la Place Viau effectués sur un lot appartenant à la Ville, conformément à l'entente intervenue entre les parties (CM21 1121).
2. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 10:10

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227227004**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser un versement de 6 027 139,95 $, taxes incluses (4 056 180,78 $ en travaux, 608 427,12 $ en contingences de construction et 1 362 532,05 $ en incidences) à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique afin de financer les travaux du projet de la Place Viau effectués sur un lot appartenant à la Ville, conformément à l'entente intervenue entre les parties (CM21 1121).

CONTENU

CONTEXTE

En 2020-2021, la Société de transport de Montréal a lancé son projet d'agrandissement des voies d'entretien à la station de métro Viau. Le Parc olympique a profité de l'opportunité pour donner suite à un projet d'aménagement de l'espace extérieur compris entre la rue Pierre-de-Coubertin, le cinéma StarCité, le Biodôme et le Planétarium Rio Tinto Alcan (la Place Viau). Ce projet vise à transformer ce grand espace bétonné en une place urbaine et verte, permettant la réduction de la différence d'échelle du secteur et une certaine perméabilité urbaine. Divers endroits seront aménagés (espaces ludiques, récréotouristiques, pour activités familiales ou organisation de petits événements). Ce projet signe finalement le remplacement de la fonction véhiculaire du site pour le rendre complètement piéton, reliant par des promenades aménagées la station de métro Viau à la Place Nadia Comaneci, située au pied de la tour du Stade olympique.
Ce projet est piloté par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, mais puisqu'il sera en partie aménagé sur un lot de terrains appartenant à la Ville (approximativement le quart de l'espace), il est convenu que la Ville, via Espace pour la vie, y contribue. En novembre 2021, la Ville a donc conclu une entente spécifique à la réalisation de ce projet avec la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique. Cette entente établissait les conditions et les modalités du partage des obligations de la Ville et du Parc olympique dans le projet de la Place Viau, où la Ville mandatait le Parc Olympique afin de la représenter dans le cadre du processus contractuel et où la Ville s'engageait à faire autoriser la dépense nécessaire à la réalisation des travaux une fois le soumissionnaire retenu.

Après le lancement d'un appel d'offres public pour travaux au début de l'année 2022, des soumissions ont été reçues et une firme a été retenue. Le Parc olympique a communiqué avec la Ville afin de lui transmettre le montant total des travaux sur son lot. Ce dossier vise à autoriser la dépense nécessaire afin que le Parc olympique puisse octroyer le contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 1121 - 11 novembre 2021 : Approuver un projet d'entente entre la Société de

développement et de mise en valeur du Parc olympique et la Ville de Montréal visant à établir les conditions et les modalités du partage des obligations des parties pour la réalisation d'un projet d'aménagement de la Place Viau, située en partie sur le territoire de la Ville de Montréal, comprenant les services professionnels, les expertises et les travaux requis pour sa réalisation ainsi que l'opération et l'entretien des installations; mandater la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique pour représenter la Ville de Montréal dans le cadre du processus contractuel, incluant l'octroi et l'exécution des contrats nécessaires à la réalisation du projet (1217227001).

DESCRIPTION

La signature d'une entente de collaboration entre la Ville et la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique était la première étape dans ce projet. Cette entente a été conclue en novembre 2021.
Sous réserve de l'obtention d'une résolution des instances compétentes de la Ville, l'entente indique que la Ville assumera les coûts réels reliés à la réalisation des travaux réalisés sur sa propriété, ainsi que les honoraires professionnels pour les services requis pour ces travaux. La propriété de la Ville est identifiée comme « Lot 2 » aux documents d'appel d'offres, couvrant environ le quart de la superficie du projet. Il est également entendu qu'une majoration de 10% des coûts réels (construction, honoraires, biens et matériaux) sera ajoutée aux montants dus par la Ville afin de couvrir les frais de gestion et autres frais afférents au projet. La Ville reconnaît également que par la signature de cette entente, elle est liée au Parc Olympique concernant les travaux pour la conception et la réalisation du projet comme si elle était elle-même partie à tout contrat octroyé par le Parc Olympique dans le cadre de la réalisation du projet de la Place Viau.

Les plans et devis finaux de la Place Viau ont été émis en décembre 2021. Un appel d'offres public pour travaux a été lancé au début de l'année 2022 et le 18 mars 2022, le plus bas soumissionnaire conforme a été identifié (Charex inc.).

Le Parc olympique a confirmé à la Ville le montant nécessaire aux travaux sur sa portion de territoire (voir soumission Charex en pièce jointe): les travaux du lot 2 s'élèvent à 3 463 499 $ avant taxes, plus 64 382 $ représentant 83,5 % des dépenses en lien avec les articles A et B (surveillance des travaux et tourne bride), pour un total de 3 527 881 $ avant taxes, montant auquel il faut ajouter les contingences de construction de 15 %, les honoraires professionnels, les frais de gestion et contingences de projet.

LOT 2 (ESPACE POUR LA VIE) Avant taxes					
Construction EPLV (LOT 2)	3 527 881 $		A		
Contingence construction 15%	529 182 $		B		
Honoraires - frais professionnels	567 989 $		C	14%	de (A+B)
Gestion	462 505 $		D	10%	de (A+B+C)
Contingence projet	154 574 $		E	15%	de (C+D)
TOTAL Lot 2 EPLV	**5 242 131 $**				

Les travaux seront réalisés majoritairement en 2022 et terminés en 2023.

JUSTIFICATION

La Ville et le Parc olympique se partagent la propriété sur laquelle s'établira la future Place Viau, à raison d'environ trois quarts du terrain au Parc Olympique et un quart à la Ville. Dans ce contexte, et après discussion entre la Ville et le Parc olympique, il a été convenu que les travaux devaient être réalisés sur l'ensemble du périmètre simultanément, par un seul

entrepreneur, ce qui permet une coordination efficace des diverses étapes, une meilleure gestion des risques, une signature visuelle uniforme de l'aménagement et une assurance de pouvoir bénéficier de toutes les garanties contractuelles liées aux travaux exécutés. Le sommaire exécutif du projet, préparé par le Parc olympique et se trouvant en pièce jointe, montre l'étendue de la future Place Viau ainsi que la délimitation entre les deux lots.

La signature de l'entente entre la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique et la Ville de Montréal en novembre 2021 établissait les conditions et les modalités du partage des obligations des parties pour la réalisation de ce projet. L'octroi de contrat à l'entrepreneur sera fait par le Parc olympique dès que la Ville aura autorisé le versement des sommes requises.
Ce projet et le financement qui y est associé sont inscrits au Programme décennal d'immobilisation d'Espace pour la vie. Précisons toutefois que les estimés des professionnels quant au coût des travaux ont été dépassés dans ce projet. En effet, le coût des travaux dans le lot appartenant à la Ville avait été estimé à 2 millions de dollars (avant taxes). Le prix du plus bas soumissionnaire pour les travaux de construction sur le lot 2 s'élève plutôt à 3,5 millions de dollars (avant taxes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale dans le cadre de ce dossier est de 6 027 139,95 $ (taxes incluses), se répartissant comme suit:

- Travaux de construction: 4 056 180,78 $ (taxes incluses)
- Contingences de construction : 608 427,12 $ (taxes incluses), soit 15 % du coût du contrat.
- Incidences - honoraires professionnels: 653 045,39 $ (taxes incluses)
- Incidences - frais de gestion : 531 765,16 $ (taxes incluses)
- Incidences - contingences de projet: 177 721,50 $ (taxes incluses).

Au total, la dépense nette après ristourne de taxes est de 5 242 130,85 $. Espace pour la vie reçoit 100 % de ristourne. Cette dépense sera financée à 100 % par la Ville centre par le règlement d’emprunt numéro 19-002 Programme Maintien d'actifs (CM22 0319), projet 37011 "Programme commun de maintien d'actifs - Corpo - Protection".

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement des priorités suivantes:

- #2: enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité et les espaces verts au cœur de la prise de décision.
- #15: soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.
- #19: offrir aux Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.
- #20. accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature du projet d'entente entre la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique et la Ville de Montréal en novembre 2021 établissait les conditions et les

modalités du partage des obligations des parties pour la réalisation du projet de la Place Viau. La Ville s'engageait à assumer les coûts réels reliés à la réalisation des travaux réalisés sur sa propriété (lot 2) et doit respecter ses engagements.
La Parc olympique doit confirmer la participation de la Ville dans le projet avant d'octroyer le contrat faute de quoi il ne pourra pas se réaliser.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication auprès de la clientèle du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan suivront une fois la séquence des travaux statuée, relativement aux éventuels enjeux de circulation causés par les travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2022 : adjudication du contrat à l'entrepreneur

- Mai 2022 à juin 2023 : travaux d'aménagement, incluant la démolition du tourne bride de la STM sur Pierre-de-Coubertin
- Juin 2023 : réception provisoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Khadija BENAILLA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2022-04-13
Émilie CADIEUX	Julie JODOIN	

Conseillère en planification

Tél : 514-983-2322
Télécop. :

Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)

Tél : 514 872-9033
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 514 872-9033
Approuvé le : 2022-04-22

APPROUVÉ
QUANT A SA VALIDITE
ET À SA FORME

6 octobre 2021

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE

Projet d'aménagement de la Place Viau

Entre : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après désignée la « **Ville** »

Et : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE**, personne morale sans but lucratif légalement constituée en vertu de *la* loi *sur la Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique,* R.L.R.Q. c. S-10.2 ayant une adresse au 4545, av. Pierre-De Coubertin, Montréal (Québec) H1V 0B5, Canada, agissant et représentée par M^e^ Denis Privé, Secrétaire général et vice-président affaires juridiques et corporatives et M. Maurice Landry, ing., PMP, Premier vice-président infrastructures et gestion de projets dûment autorisés aux fins des présentes en vertu du Règlement 187 concernant la délégation de pouvoirs et autres aspects financiers;

Ci-après désignée le « **PO** »

Ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le PO a pour mission de développer, de gérer, de promouvoir et d'exploiter le Parc olympique afin notamment de permettre la tenue d'événements sportifs, culturels et communautaires, d'expositions ainsi que d'activités récréatives et touristiques, en complémentarité avec ses partenaires et la communauté environnante;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire des installations du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan situées à proximité des installations du PO;

ATTENDU QUE les Parties désirent procéder à des travaux d'aménagement des accès Viau, secteur situé sur l'espace extérieur compris entre la rue Pierre-De Coubertin, le cinéma StarCité, le Biodôme et le Planétarium Rio Tinto Alcan;

ATTENDU QUE de tels travaux comprendraient l'aménagement d'un parc urbain où seront aménagés divers espaces (ludique, récréotouristique, familial et événementiel) dont la construction remplacerait la fonction véhiculaire du site pour le rendre complètement piétonnier permettant de relier la station de métro Viau à la Place Nadia Comaneci située au pied de la tour du Stade olympique;

ATTENDU QUE l'exécution de tels travaux aurait un impact sur l'expérience de visite au Biodôme, au Planétarium Rio Tinto Alcan et autres installations du PO ou de ses partenaires sur le site, autant durant les travaux qu'après les travaux;

ATTENDU QUE les travaux auront également un impact sur les installations techniques du Biodôme, qui se trouvent au sous-sol, car le PO doit avoir accès au sous-sol afin d'effectuer des travaux (électricité, TI, etc.) et que selon les limites de propriété établies, certains locaux du sous-sol sont propriété de la Ville alors qu'à la surface, la limite de propriété appartient au PO;

ATTENDU QUE de tels travaux s'inscrivent directement dans les orientations de la Ville pour la réduction des îlots de chaleur, l'accès à la nature en ville, la mobilité verte, la biorétention de l'eau et le rayonnement de la Ville comme métropole culturelle;

ATTENDU QUE une fois cette entente signée et le projet présenté aux instances de la Ville, le projet d'aménagement de la place Viau sera également approuvé par le conseil d'administration du PO;

ATTENDU QUE les Parties reconnaissent la nécessité de conclure une entente spécifique entre elles relative à la réalisation du projet d'aménagement de la place Viau incluant les études et expertises techniques requises pour mener à bien ce projet, ainsi que la répartition des obligations et des coûts en vue de la réalisation de celui-ci;

ATTENDU QUE le PO peut, conformément à la *Loi sur la société de développement et de mise en valeur du Parc olympique*, conclure une entente avec la Ville pour la réalisation de sa mission et participer avec elle à des projets communs;

ATTENDU QUE l'article 572.1 de la *Loi sur les cités et villes* permet à la Ville et au PO de s'unir pour poser des actes reliés à un contrat d'exécution de travaux ou de services;

ATTENDU QUE le PO est un organisme public assujetti à la *Loi sur les contrats des organismes publics*;

ATTENDU QUE l'article 15 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* prévoit qu'un organisme public peut se regrouper au sein d'un même appel d'offres à une personne morale de droit public dont les conditions de conclusion de contrat diffèrent de celles de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et que, dans un tel cas, les conditions applicables à cet appel d'offres sont celles auxquelles est assujetti l'organisme public ou la personne morale de droit public qui procède à l'appel d'offres;

ATTENDU QU'en l'espèce, la Ville, personne morale de droit public, désire mandater le PO pour agir à titre de donneur d'ouvrage dans le cadre de la réalisation des travaux visés par la présente entente, et ce, conformément aux conditions et modalités du partage des obligations prévues aux présentes;

ATTENDU QUE l'article 572.1 de la *Loi sur les cités et villes* prévoit que les parties à l'union déterminent notamment les modalités permettant l'application adaptée des dispositions des articles 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*;

ATTENDU QUE les Parties conviennent donc que les règles applicables à tout appel d'offres lancé par le PO dans le cadre du projet visé par la présente entente sont celles auxquelles est assujetti le PO;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au PO;

EN CONSÉQUENCE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes A, B, C et D font partie intégrante de la présente entente.

Les Parties déclarent avoir pris connaissance des annexes et les acceptent. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de l'entente a préséance sur celui des annexes.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Dans le cadre de la présente entente, les termes ci-après ont, à moins que le contexte ne l'indique autrement, le sens suivant :

2.1 Fournisseur : désigne toute firme, toute entreprise, toute société privée ou toute compagnie de services publics mandatée par le PO pour dispenser les services professionnels et pour exécuter les travaux du Projet.

2.2 Projet : désigne les travaux d'aménagement de la Place Viau tels qu'énumérés à l'Annexe D et identifiés aux plans des annexes A et B. Ces travaux comprennent notamment les travaux préparatoires, incluant la démolition, l'égout pluvial, les fondations granulaires, les surfaces pavées et bétonnées, les surfaces végétalisées et les plantations, l'éclairage, le mobilier urbain, ainsi que la décontamination des sols au besoin, les expertises ainsi que les services professionnels requis pour leur réalisation et leur gestion par le PO.

ARTICLE 3 - OBJET

La présente entente a pour objet d'établir les conditions et les modalités du partage des obligations des Parties pour la réalisation du Projet comprenant les services professionnels, les expertises et les travaux requis pour sa réalisation ainsi que l'opération et l'entretien des installations.

ARTICLE 4 – MANDAT

Par la présente, la Ville mandate le PO, qui accepte, pour la représenter dans le cadre du processus contractuel, incluant l'octroi et l'exécution des contrats nécessaires à la réalisation du Projet. Les Parties conviennent que les règles d'adjudication de ces contrats seront conformes à celles applicables au PO en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Après l'ouverture des soumissions pour les travaux relatifs à la réalisation du Projet, le PO confirmera à la Ville le montant nécessaire pour les travaux relatifs au Projet, incluant le montant des contingences appropriées. À la réception de cette information, la Ville s'engage à faire diligence pour demander à l'instance compétente de voter les crédits à ces fins, lesquels seront alors considérés comme faisant partie intégrante des présentes.

Ce mandat est donc conditionnel à l'obtention par la Ville, préalablement à l'octroi des travaux relatifs au Projet, d'une résolution de l'instance compétente autorisant les crédits nécessaires pour la réalisation des travaux relatifs au Projet, aux fins de l'octroi du contrat par le PO.

La Ville reconnaît qu'une fois adoptée la résolution de l'instance compétente ci-dessus mentionnée, elle est liée au PO concernant les travaux pour la conception et la réalisation du Projet comme si elle était elle-même partie à tout contrat octroyé par le PO dans le cadre de la réalisation du Projet. Tout contrat pour la réalisation du Projet, ce qui inclut tout appel d'offres, doit être soumis préalablement à la Ville pour vérification et acceptation. Toute modification subséquente à la vérification par la Ville doit faire l'objet d'une nouvelle vérification par la Ville.

ARTICLE 5 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Sous réserve de l'obtention d'une résolution des instances compétentes de la Ville conformément à l'article 4 des présentes, les Parties conviennent que la Ville assumera les coûts réels reliés à la réalisation du Projet pour les travaux réalisés sur sa propriété ainsi que les honoraires professionnels pour les services requis pour ces travaux. La propriété de la Ville est identifiée comme « Lot 2 » aux documents d'appel d'offres relatifs à la construction du Projet. Une majoration de 10% des coûts réels (construction, honoraires, biens et matériaux) sera ajoutée aux montants dus par la Ville afin de couvrir les frais de gestion et autres frais afférents au Projet. Toute modification du Projet entraînant une majoration du budget approuvé par les instances compétentes de la Ville conformément à l'article 4 devra faire l'objet d'une nouvelle approbation de ces instances.

Les Parties conviennent que les frais encourus à la date de signature des présentes pour la phase de conception préalable au lancement du Projet (plans et devis) seront facturés à la Ville suivant l'octroi du contrat de construction du Projet. Ces frais (honoraires et coûts de gestion) seront répartis en fonction de la proportion des travaux réalisés sur la propriété de la Ville.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PO

En considération des obligations assumées par la Ville en vertu de la présente entente, le PO s'engage à :

6.1 préparer ou à faire préparer, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres, lorsque requis en vertu des règles d'adjudication contractuelle applicables, les études, les plans, les devis et cahier de charges, de même que les estimations pour la réalisation du Projet;

6.2 indiquer aux contrats (documents d'appel d'offres) qu'il s'agit d'un projet commun avec la Ville et qu'il est mandaté pour représenter la Ville dans le cadre de l'octroi et de l'exécution des contrats nécessaires à la réalisation du Projet;

6.3 réaliser ou à faire réaliser le Projet, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres conformément aux règles d'adjudication contractuelle applicables et aux termes du mandat plus spécifiquement détaillé à l'article 4 des présentes;

6.4 assumer ou à faire assumer, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres, lorsque requis en vertu des règles d'adjudication contractuelle applicables, la surveillance des travaux sous la responsabilité d'un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ayant les connaissances et l'expertise requises pour les fins des travaux visés par le Projet ainsi que le contrôle qualitatif et quantitatif des matériaux et de leur mise en œuvre pour la réalisation du Projet;

6.5 payer directement le coût des expertises, des services professionnels et des travaux du Projet que la Ville aura dûment approuvés et qui lui seront facturés par les Fournisseurs retenus à titre de donneur d'ouvrage, et ce, dans les trente (30) jours de la réception de toute facture à cet effet;

6.6 transmettre à la Ville toute facture représentant sa contribution financière en vertu des présentes avec les pièces justificatives à l'appui afin que la Ville puisse le payer conformément à l'article 7.2 des présentes;

6.7 faire approuver les éléments suivants par le représentant de la Ville désigné à l'article 7.1, lorsque ceux-ci visent en tout ou en partie des travaux réalisés sur la propriété de la Ville:

i) tous les documents préparés en vertu de l'article 6.1;

ii) toutes les modifications ultérieures à l'acceptation des plans et devis initiaux préparés en vertu de l'article 6.1, et ce, préalablement à la mise en œuvre des travaux visés par ces modifications;

iii) les prix obtenus des Fournisseurs à la suite de tout appel d'offres lancé en vertu des articles 6.1, 6.3 et 6.4, avant d'octroyer le contrat;

iv) les ordres de changements survenant en cours d'exécution des travaux du Projet, jusqu'à l'acceptation provisoire des travaux;

6.8 accorder en tout temps à la Ville un droit de regard et de surveillance sur les travaux du Projet, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, en :

6.8.1 permettant qu'un représentant de la Ville puisse avoir accès en tout temps au chantier ainsi qu'à toute l'information liée au Projet incluant celle relative à la portion des travaux qui relèvent du PO et;

6.8.2 permettant qu'un représentant de la Ville assiste à la réalisation des travaux et formule, s'il y a lieu, des avis ou conseils au représentant du PO sans que ces avis ou conseils dégagent pour autant le PO de ses obligations ou responsabilités en vertu de la présente entente ou du contrat le liant au Fournisseur;

6.9 remettre à la Ville dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'acceptation finale des travaux :

i) une copie en document électronique (version modifiable et version non modifiable) des plans de construction révisés « Tels que construits », des dessins d'atelier et des plans finaux du Projet, lesquels doivent être signés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec;

ii) une copie papier ainsi qu'une copie en document électronique (version modifiable et version non modifiable) des devis finaux ainsi que du rapport final de contrôle qualitatif et quantitatif du Projet;

iii) une copie papier ainsi qu'une copie en document électronique (version non modifiable) des documents de chantier;

iv) une copie papier et une copie numérique des documents attestant son acceptation des travaux du Projet;

6.10 assurer le suivi et le bon déroulement des travaux du Projet incluant les travaux de construction et l'ensemble des mesures d'atténuation et de gestion des impacts prévus aux documents d'appels d'offres;

6.11 indiquer dans les contrats (documents d'appel d'offres) que toutes les garanties demandées doivent être délivrées au nom de la Ville et du PO étant entendu que les travaux du Projet doivent être garantis pour une période minimale de douze (12) mois;

6.12 indiquer dans les documents d'appel d'offres les décrets adoptés conformément au Chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* applicables aux travaux du Projet et, le cas échéant, préciser que tout entrepreneur et sous-contractant qui exécuteront ces travaux devront détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) si la dépense est supérieure au seuil prévu au décret applicable pour les travaux visés;

6.13 effectuer l'analyse des plaintes et des questions reçues des soumissionnaires dans le cadre des appels d'offres et les traiter conformément à la procédure de réception des plaintes en vigueur au PO, le cas échéant. Le représentant de la Ville devra collaborer avec le PO le cas échéant.

6.14 agir, en tout temps dans le cadre de la réalisation du Projet, à titre de maître d'œuvre au sens de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et de son règlement d'application en ce qui a trait aux travaux et à assumer toutes les fonctions et les devoirs de ce maître d'œuvre;

6.15 prendre toutes les mesures de sécurité appropriées pour protéger le public de tout incident ou accident lors de l'exécution des travaux du Projet, et ce, conformément au *Code de sécurité pour les travaux de construction* le plus récent de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*;

6.16 veiller à maintenir des assurances suffisantes pour couvrir les risques associés au Projet et indiquer dans les contrats (documents d'appel d'offres) relatifs au Projet que toute assurance exigée doit désigner la Ville et le PO à titre de co-assurés;

6.17 obtenir du Fournisseur retenu aux fins de l'exécution des travaux du Projet le maintien des cautionnements d'exécution et de paiement de main d'œuvre et de matériaux tout au long du Projet;

6.18 tenir régulièrement informée la Ville de l'exécution des travaux du Projet;

6.19 obtenir tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur pour la réalisation du Projet incluant de payer les frais pour tout permis d'occupation du domaine public le cas échéant;

6.20 faire une reddition mensuelle des coûts des travaux du Projet et transmettre une reddition complète et détaillée des coûts des travaux suivant la fin des travaux;

6.21 assumer, à titre de donneur d'ouvrage, l'entière responsabilité des travaux réalisés dans le cadre du Projet;

6.22 prendre tous les moyens raisonnables afin de réaliser le Projet selon l'échéancier joint à l'annexe C;

6.23 aviser la Ville aussitôt que possible de tout élément susceptible d'affecter le coût, le contenu ou l'échéancier du Projet et lui soumettre, pour étude, les mesures de mitigation;

6.24 sur les heures normales d'affaires et sur préavis d'au moins quinze (15) jours, rendre accessibles aux représentants de la Ville, pour fins de suivi ou de vérification, tous les livres comptables et registres se rapportant aux sommes versées par la Ville pour le Projet réalisé dans le cadre de la présente entente;

6.25 transmettre, dans un délai maximal de trente (30) jours ouvrables, à la Ville, sur demande de celle-ci, copie de tous documents en lien avec les travaux de construction afférents au Projet et aux services, tels non limitativement, conventions, rapports, plans, devis, décomptes progressifs, pièces justificatives,

factures, certificats de l'ingénieur ou de l'architecte attestant de l'exécution des travaux;

6.26 prendre fait et cause pour la Ville dans toute action, réclamation ou poursuite découlant directement ou indirectement de l'exécution de la présente entente incluant également le contrat entre le PO et tout Fournisseur, et la tenir indemne de tout jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais, sauf si l'action, la réclamation ou la poursuite découle de la faute ou de l'omission de la Ville.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération des obligations assumées par le PO en vertu de la présente entente, la Ville s'engage à :

7.1 désigner un représentant de la Ville qui s'occupera de gérer la présente entente pour la Ville et qui suivra les travaux du Projet et le budget des travaux, surtout en ce qui concerne la contribution de la Ville en vertu de la présente entente.

7.2 payer au PO sa portion des coûts du Projet énoncée à l'article 5, et ce, dans les 30 jours suivant la réception de toute facture détaillée devant inclure notamment les pièces justificatives ainsi que les décomptes progressifs et finaux que le PO aura préparés et approuvés et que la Ville aura approuvés.

7.3 donner accès aux installations du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan pour les fins de la réalisation des travaux du Projet, lesquels accès devront préalablement avoir reçu l'autorisation du représentant de la Ville.

7.4 collaborer avec le PO à toutes les étapes du Projet notamment en lui communiquant toute information requise à la préparation des plans et devis techniques et en participant à la revue de la conception, aux réunions techniques, aux réunions de chantier et autres activités.

7.5 participer à une rencontre avec le PO dans le but de convenir des modalités d'entretien de la Place Viau. De telles modalités feront l'objet d'une nouvelle entente entre les Parties, incluant la répartition des coûts réels reliés à l'entretien réalisé sur chacune des propriétés ainsi que les modalités de paiement.

ARTICLE 8 – DURÉE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa dernière signature par les Parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées;

ARTICLE 9 –RESPONSABILITÉ

Chacune des Parties sera responsable de tout dommage causé par elle, ses employés, ses agents, ses représentants ou ses sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du Projet, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement aux termes de la présente entente.

ARTICLE 10 - CONFLITS D'INTÉRÊTS

10.1 Les Parties s'engagent à éviter toute situation qui mettrait en conflit leurs intérêts personnels. Si une telle situation se présente, la Partie qui en a connaissance doit immédiatement en informer l'autre Partie qui pourra, à sa discrétion, produire une directive indiquant à la Partie concernée comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente entente.

10.2 Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir quant à l'interprétation ou à l'application de la présente entente.

ARTICLE 11 - DÉFAUT

Aux fins de la présente entente :

11.1 Chaque Partie est en défaut si elle refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations prévues aux présentes dans les quinze (15) jours ouvrables d'un avis de l'autre Partie l'enjoignant de s'exécuter;

11.2 Chaque Partie peut, à son entière discrétion, résilier la présente entente, suspendre ou réduire tout versement, sur simple avis écrit, à l'expiration des délais permettant de remédier au défaut.

11.3 La Ville se réserve le droit de réclamer en tout ou en partie les sommes versées au PO en vertu de la présente entente, mais non dépensées.

ARTICLE 12 - DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 Le PO déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente entente et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées.

12.2 Le PO reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente entente constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé la présente entente.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS FINALES

13.1 **Élection de domicile**

Les Parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente entente.

13.2 **Avis**

Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé en vertu de la présente entente doit, pour être valide et lier les Parties, être donné par écrit au représentant identifié, par courrier recommandé, par messagerie, par télécopieur ou par courriel, ou remis en mains propres ou par huissier aux coordonnées suivantes :

POUR LE PO :

Parc Olympique
À l'attention du Secrétaire général
4545, avenue Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec) H1V 0B2
Télécopieur : 514 252-6906

POUR LA VILLE :

Ville de Montréal
Direction d'Espace pour la vie
À l'attention de la Directrice
4101 E, Sherbrooke,
Montréal (Québec) H1X 2B2
Télécopieur : 514 872-1455

Avec copie conforme à :

Ville de Montréal
À l'attention du Greffier
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

13.3 **Représentants**

Les Parties désignent respectivement les personnes suivantes pour les représenter :

Pour le PO : Maurice Landry,ing. PMP

Premier Vice-président
Infrastructures et gestion de projets

Téléphone : 514 252-4671
Télécopieur : 514 252-6909
Cellulaire :
Courriel : maurice.landry@parcolympique.ca

Pour la Ville : Julie Jodoin

Directrice par intérim
Espace pour la vie
Ville de Montréal

Téléphone : 438-923-4305
Télécopieur :
Cellulaire :
Courriel : julie.jodoin@montreal.ca

Si une des Parties change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais.

13.4 **Cession**

Les droits et les obligations contenus dans la présente entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés en tout ou en partie sans l'autorisation écrite de l'autre partie.

13.5 **Modification**

Toute modification du contenu de la présente entente doit faire l'objet d'un consentement écrit entre les Parties et faire l'objet d'un avenant, lequel en fait alors partie intégrante.

13.6 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.7 **Lois applicables**

La présente entente est interprétée selon les lois de la province de Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2021

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU PARC OLYMPIQUE

Par :

.....

.....

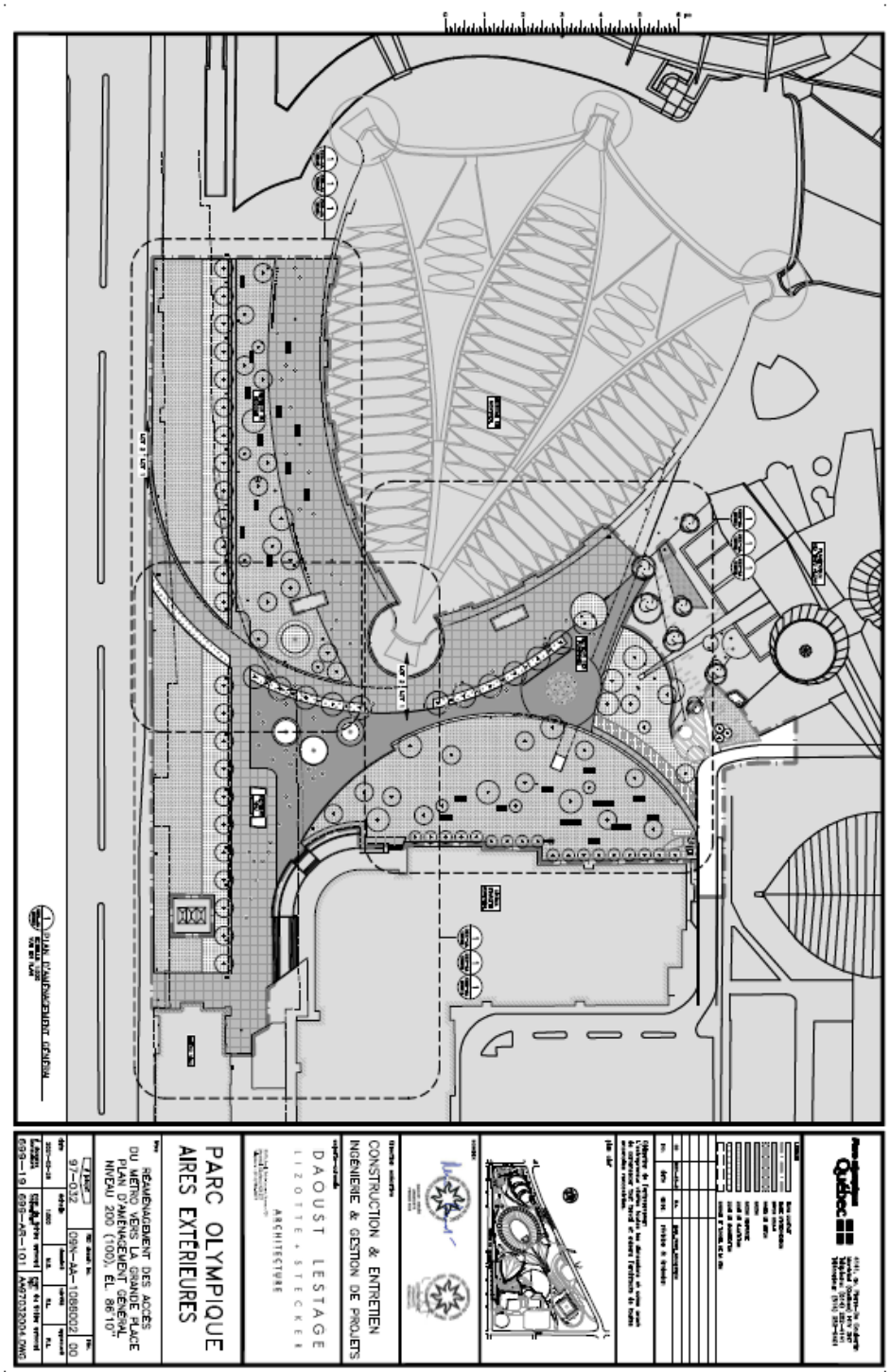
Par :

.....

.....

Cette entente a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 2021 (Résolution CE ……..).

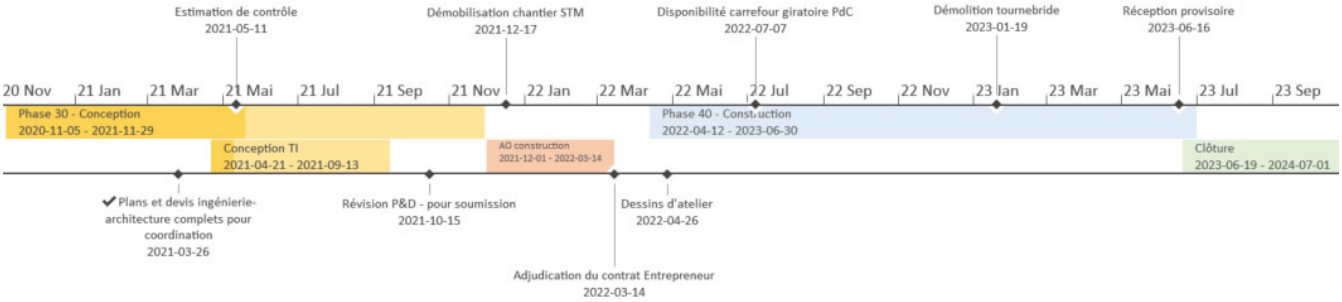
ANNEXE A
Plan préliminaire - Aménagement de la Place Viau



ANNEXE B



ANNEXE C
CALENDRIER PRÉLIMINAIRE DES TRAVAUX



ANNEXE D
RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU PROJET

Extrait du « Résumé exécutif du projet d'aménagement de la Place Viau » **reçu du Parc olympique le 9 février 2021 :**

1. Mise en contexte

Alors que la STM a lancé son projet d'agrandissement des voies d'entretien à la station Viau, le Parc olympique souhaite profiter de cette opportunité pour donner suite à son projet de réaménagement du secteur. Pour les besoins du projet, l'espace est présentement nommé « Place Viau » et comprend l'aire extérieure située entre le Biodôme, le cinéma StarCité et le Planétarium. L'échéancier des travaux de la STM, ayant débuté en 2019 et prévus durer jusqu'à l'été 2021 (cette date reste à valider avec la STM compte tenu d'un retard possible), pourra être suivi dans la foulée par le projet de réaménagement du secteur et ainsi réduire le dérangement aux habitants du quartier et aux usagers réguliers pour réaliser par la suite la grande ouverture définitive du site.

L'objectif principal est d'aménager la surface visée afin de réduire la différence d'échelle et de permettre une certaine perméabilité urbaine. Nous voulons donner une fonction à chaque endroit, intégrer les passages piétonniers reliant la station Viau à la Grande place (pied de la tour) et déterminer un chemin de circulation piéton plus intuitif, sécuritaire et clair pour les utilisateurs.

2. Présentation du projet

La conception fait suite à une étude de définition des besoins développée par le Parc olympique en 2016. Une première présentation du projet a été faite à EPLV en décembre 2019 et les commentaires ont été recueillis à ce moment et incorporés aux plans développés par les architectes paysagers Daoust Lestage. Une deuxième présentation a été faite à la direction d'EPLV le lundi 11 janvier 2021 et les images associées se trouvent dans le document en pièce jointe.

Le concept comporte une augmentation significative de la proportion végétalisée du site et une réduction de son empreinte minérale. Des aires de biorétention ont été intégrées le long du parcours principal afin de favoriser la rétention des eaux de précipitation.

Une attention a été portée sur la biodiversité et le tableau de plantation comporte environ 103 arbres, 5 300 arbustes et 3 500 vivaces et graminées.

L'ensemble du site sera agrémenté de mobilier urbain invitant le visiteur à se détendre. Des bancs de béton seront parsemés sur la place centrale, un banc linéaire intégré à l'aménagement gazonné longe l'avenue Pierre-De Coubertin, offrant une ligne de circulation définie et un lieu de rencontre protégé de la circulation motorisée par une rangée d'arbres et doté d'un éclairage intégré

d'esthétique conceptuelle. D'autres items de mobilier, conçus par l'architecte François Dallegret, dont la conception remonte aux Jeux de 1976, seront installés sur les aires gazonnées.

L'aménagement permettra la tenue d'événements de petite à moyenne envergure avec installation d'un boitier Camlok pour le branchement d'installations temporaires dans la portion centrale du parc. L'éclairage sécuritaire, adapté, versatile, recherché et qui prend en compte les enjeux de pollution lumineuse suit un plan développé par une firme spécialisée en éclairage. La vocation récréative de l'aménagement est agrémentée de jeux d'eau avec luminaires intégrés, permettant de marier l'utilisation ludique familiale lors des journées d'été moins achalandées avec les activités ponctuelles à vocation culturelle ou commerciale. Des installations technologiques offertes sur le site offriront un accès à un réseau wifi aux usagers et intègrera des caméras de surveillance afin d'assurer la sécurité du site.

Date : Le 8avril 2022

Dossier : **Résumé exécutif du projet d'aménagement de la Place Viau**

---

1. Mise en contexte

Alors que la STM a lancé son projet d'agrandissement des voies d'entretien à la station Viau, le Parc olympique souhaite profiter de cette opportunité pour donner suite à son projet de réaménagement du secteur. Pour les besoins du projet, l'espace est présentement nommé « Place Viau » et comprend l'aire extérieure située entre le Biodôme, le cinéma StarCité et le Planétarium. Le projet de la STM est terminé, et actuellement en correction de déficiences.

L'objectif principal est d'aménager la surface visée afin de réduire la différence d'échelle et de permettre une certaine perméabilité urbaine. Nous voulons donner une fonction à chaque endroit, intégrer les passages piétonniers reliant la station Viau à la Grande place (pied de la tour) et déterminer un chemin de circulation piétonne plus intuitif, sécuritaire et clair pour les utilisateurs.

2. Présentation du projet

La conception fait suite à une étude de définition des besoins développée en 2017 par le Parc olympique, appuyé par Civiliti. La conception et l'élaboration des plans et devis ont débuté en 2019 avec l'aide des architectes paysagers Daoust Lestage en consortium avec la firme d'ingénierie TetraTech.

Le concept comporte une réduction de l'empreinte minérale du site afin de permettre l'augmentation significative de sa proportion végétalisée. Des aires de biorétention ont été intégrées le long du parcours principal afin de favoriser la rétention des eaux de précipitation. Une attention a été portée sur la biodiversité et le tableau de plantation comporte environ 103 arbres, 5300 arbustes et 3500 vivaces et graminées.

L'ensemble du site sera agrémenté de mobilier urbain invitant le visiteur à se détendre. Des bancs de béton seront parsemés sur la place centrale, un banc linéaire intégré à l'aménagement gazonné longe l'avenue Pierre-De Coubertin, offrant une ligne de circulation définie et un lieu de rencontre protégé de la circulation motorisée par une rangée d'arbres et doté d'un éclairage intégré d'esthétique conceptuelle. D'autres items de mobilier, conçus par l'architecte François Dallegret, dont la conception remonte aux Jeux de 1976, seront installés sur les aires gazonnées.

L'aménagement permettra la tenue d'événements de petite à moyenne envergure avec installation d'un boitier Camlok pour le branchement d'installations temporaires dans la

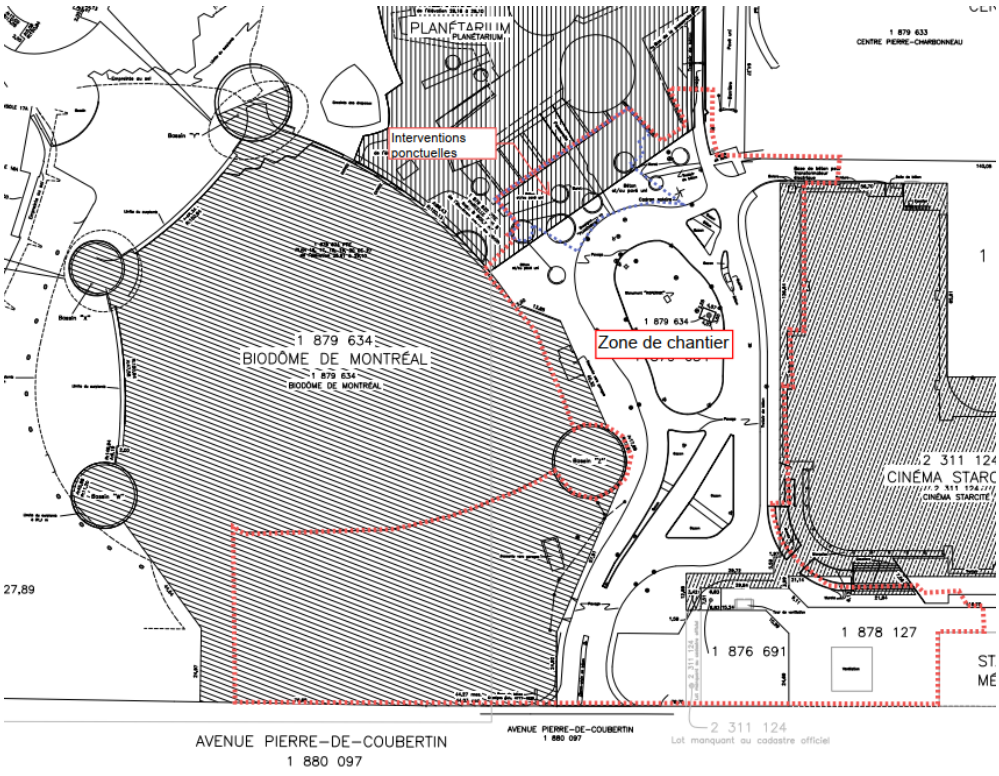
portion centrale du parc. L'éclairage sécuritaire, adapté, versatile, recherché et qui prend en compte les enjeux de pollution lumineuse suit un plan développé par CS design, firme spécialisée en éclairage. La vocation récréative de l'aménagement est agrémentée de jeux d'eau avec luminaires intégrés, permettant de marier l'utilisation ludique familiale lors des journées d'été moins achalandées avec les activités ponctuelles à vocation culturelle ou commerciale. Des installations technologiques offertes sur le site offriront un accès à un réseau wifi aux usagers et intègreront des caméras de surveillance afin d'assurer la sécurité du site.

3. Conclusion

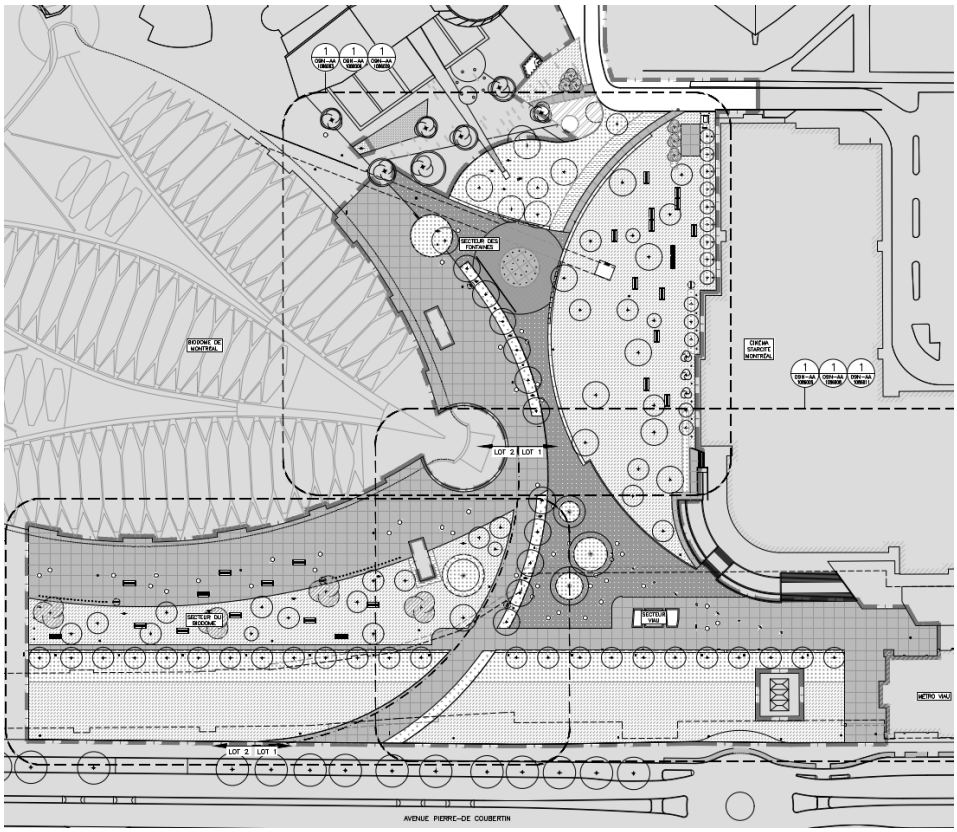
Ce projet constitue une réelle transformation de cet espace à forte affluence au bénéfice des piétons, des visiteurs et des habitants du quartier. Il améliorera grandement la qualité générale du secteur et contribuera au rayonnement du quartier et de la ville dans la promotion d'un virage vert global.



Perspective du projet de réaménagement des accès Viau



Extrait plan de cadastre avec zone de chantier



Extrait plan d'aménagement avec lots de construction

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1227227004*
Unité administrative responsable : **Service de l'Espace pour la vie, Biosphère**
Projet : Voter des crédits autorisant des paiements à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique afin de financer les travaux du projet de la Place Viau effectués sur un lot appartenant à la Ville, conformément à l'entente intervenue entre les parties, pour un total de 4 071 714,67$ en travaux et contingences et 1 184 505,75$ en incidences, pour un grand total de 5 256 220,42$ avant les taxes.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

#2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.
#15: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.
#19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.
#20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

La Place Viau projette l'aménagement et le verdissement de l'espace extérieur compris entre la rue Pierre-de-Coubertin, le cinéma StarCité, le Biodôme, le Planétarium Rio Tinto Alcan et le pied de la tour olympique. Divers endroits seront aménagés afin d'offrir aux Montréalais et Montréalaises des espaces ludiques, récréotouristiques, pour l'organisation d'activités familiales ou de petits événements. Ce projet contribue à dynamiser l'offre culturelle du secteur.
Ce projet permet également de réduire les ilots de chaleur par son verdissement d'un espace largement minéralisé. Son tableau de plantations comporte plus d'une centaine d'arbres et plus de 5020 arbustes. Des aires de biorétention ont aussi été intégrées le long du parcours principal afin de favoriser la rétention des eaux de précipitation.
Ce projet signe finalement le remplacement de la fonction véhiculaire du site pour le rendre complètement piéton, reliant par des promenades aménagées la station de métro Viau à la Place Nadia Comaneci, située au pied de la tour du Stade olympique. Il place l'accessibilité et la mobilité active au cœur de ses intentions.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 Ce projet permet le verdissement d'un espace bétonné. L'ajout d'arbres, d'arbustes et de végétaux comme des graminées et plantes indigènes contribue à une meilleure absorption des carbones dans le secteur.	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? - Actions en biorétention ou gestion de l'eau : meilleure gestion de l'eau (pluie, ruissellement, arrosage) dans les aménagements paysagers suggérés - Réduction des ilots de chaleurs sur les sites du Biodôme et du Planétarium, par le verdissement et les aménagements paysagers sur la dalle olympique	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Mobilier urbain accessible universellement (bancs linéaires), projet donnant accès à la nature et aux espaces verts (place urbaine offrant des attractions et événements publics), intention de	**X**		

rendre les espaces plus inclusifs et ouverts aux différentes communautés montréalaises – note : le Biodôme et le Planétarium Rio-Tinto Alcan sont situés dans un arrondissement où le taux de pauvreté est relativement haut, renouvellement de l'expérience client dans le secteur, avec une intention d'accroître l'impact citoyen (possibilité d'organiser des activités ponctuelles).			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227227004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Autoriser un versement de 6 027 139,95 $, taxes incluses (4 056 180,78 $ en travaux, 608 427,12 $ en contingences de construction et 1 362 532,05 $ en incidences) à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique afin de financer les travaux du projet de la Place Viau effectués sur un lot appartenant à la Ville, conformément à l'entente intervenue entre les parties (CM21 1121).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1227227004v2.xls

1227227004 Parc Olympique Fichier calculs coûts.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Khadija BENAILLA
Agente comptable analyste

Tél : (514)872-1025

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Angelica ALCA PALOMINO
Agent(e) de gestion des ressources financieres
Tél : 514 872 1738
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.016

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.017

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.018

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1226684003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

1. d'accepter de radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018;
2. d'imputer cette radiation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2022-04-14 14:36

Signataire : Serge LAMONTAGNE

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226684003**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

CONTENU

CONTEXTE

Les 22 et 24 septembre 2020, la Ville de Montréal a fait signifier une demande introductive d'instance à la compagnie 6912687 Canada inc. et aux défendeurs Salma Mouawad, Élias Mouawad et Alain Maroun Akl, à titre d'actionnaires pour taxes foncières impayées. La compagnie 6912687 Canada inc. a été dissoute le 6 août 2019 sans mention de cette dette datant de moins de deux ans, d'où la responsabilité personnelle des actionnaires.
Par sa procédure, la Ville de Montréal réclame solidairement aux défendeurs le solde exigible de taxes municipales en capital de 19 416,95 $ pour l'immeuble situé au 145, rue de la Gauchetière Ouest, #3 (ci-après : « l'Immeuble ») pour les exercices financiers 2017 et 2018. Des paiements partiels avaient en effet été reçus par la Ville en 2017 et 2018.

Le propriétaire de l'Immeuble, le Gouvernement du Canada, est exempt de taxes municipales en vertu de l'article 204 (1.1) de la *Loi sur la fiscalité municipale* , chapitre F-2.1.

Or, la défenderesse 6913687 Canada inc. occupait l'Immeuble à titre de tiers non mentionné dans les exemptions prévues à l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* , chapitre F.2.1. Les taxes foncières auxquelles l'Immeuble serait normalement assujetti sans cette exemption deviennent alors imposables au locataire.

Le 4 août 2021, un règlement partiel a été conclu avec deux des trois actionnaires au montant de 9 000 $ qui a été encaissé en capital et intérêts le 21 août 2021. En contrepartie de ce règlement, la Ville acceptait de se désister contre les deux actionnaires y participant.

Après encaissement, un solde en capital de 16 955,19 $ demeure encore exigible.

Les procédures se sont poursuivies contre le troisième actionnaire, M. Alain Marou Akl, et un jugement par défaut a été obtenu le 10 novembre 2021 au montant de 16 955,19 $.

C.M.M. : 620-001-057
N/D : 20-002489

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1265 – 4 août 2021- Autoriser le règlement partiel d'une action en recouvrement des

taxes municipales intentée par la Ville de Montréal contre notamment Salma Mouawad et Élias Mouawad pour la somme de 9 000 $ en capital, intérêts et frais. (Compte 171444-69, exercices financiers 2017 et 2018)

DESCRIPTION

Radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

JUSTIFICATION

Le troisième actionnaire ne s'est aucunement manifesté devant le tribunal et aucun actif saisissable n'a pu être retracé. Les procédures d'exécution du jugement par défaut entraîneraient alors des dépenses de frais qui ne pourraient être compensées en perception. Dans les circonstances, il est recommandé de radier le solde exigible de taxes en capital de 16 955,19 $ ainsi que tout solde dû.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

IMPUTATION : Corporatif
RADIATION TAXES FONCIÈRES : 21010000000 000000 00000 11814

MONTANT À RADIER : 16 955,19 $ et tout solde dû sur le compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

Les sommes se détaillent de la façon suivante (intérêts en date du 14 mars 2022) :

- le capital de l'exercice 2017 (échéance du 1er juin 2017) : 9 694,05 $
- les intérêts de l'exercice 2017 (échéance du 1er juin 2017) : 743,62 $

- le capital de l'exercice 2018 (échéance du 1er juin 2018) : 7 261,14 $
- les intérêts de l'exercice 2018 (échéance du 1er juin 2018) : 4 173,89 $

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction de communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossiers aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Claudine UWAMARIYA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paule BIRON
Avocate et chef de division - Responsabilité

Tél : 514 868-5256
Télécop. : 514 872-2828

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-20

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe

Tél : 514 872-4222
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique BELPAIRE
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514 872-4222
Approuvé le : 2022-04-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2022-04-10

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1226684003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Objet :	Radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Je certifie qu'il y a des sommes réservées à cette fin pour donner suite à la présente décision par Serge LAMONTAGNE, Directeur général :

d'accepter de radier des livres de la Ville de Montréal la somme de 16 955,19 $ et tout solde dû en taxes foncières d'un emplacement d'un immeuble exempt, compte 171444-69, exercices 2017 et 2018;
MONTANT À RADIER : 16 955,19 $ et tout solde dû sur le compte 171444-69, exercices 2017 et 2018

Imputation :

2101.0000000.000000.00000.11814.000000.0000.000000.000000.00000.00000

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Claudine UWAMARIYA
Agent comptable
Tél : 514-872-2243

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-04

Maryse CANUEL
agent(e) comptable analyste
Tél : 514-872-5455
Division : Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

CE : 30.019

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.020

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.021

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.022

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.023

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.001

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1217596002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement

Il est recommandé :
d'adopter, sans changement, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 12:11

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217596002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement

CONTENU

CONTEXTE

Mise en situation

Le 19 avril 2021, le conseil municipal a adopté, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) » (CM21 0458). Le conseil municipal a par le fait même mandaté l'Office de consultation publique de Montréal de tenir une consultation publique (OCPM). Celle-ci s'est tenue à l'automne 2021.

Rendu public le 22 mars 2022, le rapport de l'OCPM a été déposé au conseil municipal le 25 avril. Le présent sommaire addenda vise à répondre aux préoccupations soulevées par l'OCPM et à présenter les ajustements au projet de règlement, si nécessaire.

Rappel des modifications au règlement 06-069

En résumé, les modifications au règlement 06-069 visent à :

- permettre la construction d'une école primaire du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB);
- permettre la construction d'un nouveau pavillon de l'UdeM;
- retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement.

Des modifications sont également prévues afin d'ajouter les toponymes adoptés par la Ville de Montréal et afin de mettre à jour les références à d'autres règlements d'urbanisme.

Le rapport et le suivi des recommandations

Au total ce sont 55 personnes ainsi que 6 organismes qui se sont prononcés dans le cadre de cette consultation, la plupart du temps, par le biais des opinions thématiques en ligne. Dans son rapport, l'Office énonce 11 recommandations. Les recommandations portent principalement sur les objets suivants :

- les moyens à prendre par l'Université de Montréal pour minimiser les impacts négatifs induits par le développement de son campus et à maximiser les retombées positives de sa présence;
- la configuration spatiale de l'école et du nouveau parc, afin d'accroître la fonctionnalité des accès et favoriser la sécurité des élèves et des autres usagers;
- les critères d'aménagement du parc, de l'école et de leurs abords, dans un contexte de mutualisation de ces espaces;
- la coordination entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie et la Ville de Montréal pour le développement de l'aire se déployant entre les avenues Parc et Durocher;
- l'application au secteur Atlantic des orientations et des prescriptions du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteur Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau;
- le mode de gouvernance du projet urbain MIL Montréal en regard des enjeux qui touchent les secteurs limitrophes;
- l'évaluation en cours de réalisation des projets urbanistiques d'envergure;
- les mesures pouvant remédier aux impacts négatifs et maximiser les retombées positives du projet urbain MIL Montréal, notamment dans le secteur sud de Parc-Extension.

Finalement, l'Office recommande l'adoption des modifications réglementaires proposées.

Analyse et réponses aux recommandations de l'OCPM

Considérant les recommandations de l'Office et les réponses jointes au présent sommaire addenda, aucun changement n'est apporté au règlement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude LEBLANC, Outremont , Bureau du directeur d'arrondissement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François LUSIGNAN
conseiller(ere) en amenagement

514 872-1594
Tél :
Télécop. : 000-0000



Rapport de consultation publique

MIL MONTRÉAL

Projet de règlement P-06-069-1

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

8 mars 2022

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

MIL MONTRÉAL

Projet de règlement P-06-069-1

Rapport de consultation publique

Le 8 mars 2022

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
ocpm.qc.ca
info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2022
ISBN 978-2-925161-11-0 (imprimé)
ISBN 978-2-925161-12-7 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Montréal, le 8 mars 2022

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Madame Dominique Ollivier
Présidente du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le projet MIL Montréal

Mesdames,

J'ai le plaisir de vous transmettre le rapport de la consultation qui a eu lieu sur le projet MIL Montréal dans l'arrondissement d'Outremont. Il s'agit d'une 3e consultation relativement à ce territoire.

La consultation s'est déroulée du mois de septembre à la fin octobre, essentiellement d'une façon virtuelle. Ce rapport sera rendu public le 22 mars 2022 à moins que vous souhaitiez qu'il le soit à une date antérieure.

Je vous prie de recevoir, mesdames, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le secrétaire général,



Luc Doray

LD/ll
c. c. Laurent Desbois, maire de l'arrondissement d'Outremont
Robert Beaudry, conseiller de ville et membre du comité exécutif responsable de l'urbanisme, la participation citoyenne et démocratie




Ville de Mont-Royal

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. La démarche de la consultation 3

1.1 Le contexte historique et l'évolution de la planification du secteur 5

1.1.1 De la gare de triage d'Outremont au MIL Montréal 5

1.1.2 Le contexte règlementaire 9

1.2 Les projets soumis à la consultation 9

1.2.1 L'école primaire du CSSMB 9

1.2.2 Le pavillon de l'Université de Montréal 17

1.2.3 Le secteur Atlantic 19

1.2.4 Les autres modifications règlementaires 22

1.3 Le dossier de documentation 22

1.4 Les avis des instances consultatives 23

1.5 La démarche de consultation 24

1.5.1 La trousse d'information postale 24

1.5.2 La séance d'information virtuelle 24

1.5.3 La séance de questions et de réponses 25

1.5.4 Les opinions thématiques 25

1.5.5 L'audition des opinions 25

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 27

2.1 L'accueil général des trois objets de la consultation 27

2.2 L'école primaire du CSSMB 28

2.2.1 La localisation, la vocation et l'aménagement de l'école 29

2.2.2 La mutualisation des espaces 31

2.2.3 Le partage de la cour d'école et du parc 32

2.2.4 La mobilité autour de l'école 34

2.2.5 Les questionnements et incertitudes supplémentaires 36

2.3 Le pavillon de l'Université de Montréal 37

2.3.1 Les mesures de densité 38
2.3.2 Les commerces au rez-de-chaussée 38
2.3.3 Les Jardins Éphémères 38
2.4 Le secteur Atlantic 39
2.5 Le territoire du MIL Montréal et ses abords 41
2.5.1 Les commerces, les services et les équipements 41
2.5.2 Les espaces verts 42
2.5.3 La mobilité 42
2.5.4 L'embourgeoisement 44

3. Les constats et l'analyse de la commission 49
3.1 Préambule 49
3.2 La demande touchant le site du nouveau pavillon de l'Université de Montréal 52
3.3 La demande touchant le site destiné à recevoir une école primaire du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys 54
3.4 La demande touchant le retrait du secteur Atlantic 59
3.5 Les constats de la commission sur le territoire MIL et ses abords 62
3.6 Parc-Extension : un quartier qui requiert une attention particulière 66

Conclusion 69
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 71
Annexe 2 – Le dossier de documentation 75
Annexe 3 – Projet de règlement P-06-069-1 79
Annexe 4 – Les recommandations 85

Introduction

Le 21 février 2011, la Ville de Montréal adoptait le règlement 06-069, également appelé le règlement du Campus Outremont, puisqu'il a, entre autres, permis la mise en œuvre du plan d'aménagement développé par l'Université de Montréal, en collaboration avec la Ville, sur l'ancien site de la gare de triage d'Outremont.

Ce règlement (06-069) a fait l'objet d'une première consultation publique menée par l'OCPM dont le rapport fut publié en 2007. Toute l'information relative à cette première consultation peut être consultée sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/fr/consultation-publique/gare-triage-doutremont.

Aujourd'hui, la Ville de Montréal propose de modifier, par un nouveau règlement P-06-069-1, certains paramètres du règlement 06-069, afin de permettre la construction d'une école primaire et d'un nouveau pavillon universitaire; cela permettrait également de retirer le secteur Atlantic du territoire d'application du règlement dans le but de l'intégrer aux règlements d'urbanisme de l'arrondissement d'Outremont.

Ce règlement ayant été adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal à la suite d'une consultation publique menée par l'OCPM, les modifications règlementaires proposées doivent également être soumises à une consultation publique, ce pour quoi l'Office a été mandaté le 20 avril 2021.

La commission responsable de cette consultation était composée de Danielle Casara (présidence), de Pierre-Constantin Charles (commissaire) et de Pierre Gauthier (commissaire). Le contexte particulier créé par la pandémie a obligé la commission à tenir ses activités à distance et à adapter son processus. La séance d'information, qui marque la première étape de la démarche de consultation, a ainsi été partagée en deux événements : une séance d'information virtuelle, tenue le 2 septembre 2021, et une séance consacrée aux questions citoyennes, le 16 septembre 2021. La séance d'audition des opinions a eu lieu le 19 octobre 2021. Les citoyens, entreprises et groupes avaient également la possibilité d'enregistrer leur opinion sur une boîte vocale, de faire part de leur opinion en ligne en répondant à des questions ouvertes sur notre site Internet ou d'envoyer un mémoire écrit.

Pour faire connaître la tenue de la consultation, l'OCPM a fait paraître un premier avis public annonçant cette dernière le 18 août dans Le Devoir. Quelque 22 000 dépliants ont été distribués dans le secteur concerné par la consultation publique. Dans ses efforts de diffusion de l'information, l'OCPM s'appuie aussi sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités et les partagent. Cela s'ajoute aux publicités sur les réseaux sociaux et à l'envoi de bulletins électroniques. Par ailleurs, chacune des étapes de la consultation est annoncée aux abonnés de l'infolettre (plus de 9 000) ainsi qu'aux abonnés Facebook (plus de 10 000) et Twitter (plus de 3 000). En plus d'y diffuser les séances d'information et de questions

et réponses, les réseaux sociaux de l'Office permettent de faire des rappels d'événements, de proposer des visionnements en différé et de suivre l'évolution des consultations, par exemple, lors de l'annonce de séances supplémentaires ou de la mise en ligne de nouveaux documents.

Le premier chapitre de ce rapport présente les trois objets soumis à la consultation publique (école primaire, pavillon universitaire et secteur Atlantic), ainsi que la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le second chapitre rassemble les préoccupations, les opinions et les suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

Toute la documentation reçue et produite dans le cadre de cette consultation est disponible sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/fr/mil-montreal.




Avenue
Dollard
Avenue
Thérèse-Lavoie-Roux





1. La démarche de la consultation

Le 20 avril 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal mandatait l'OCPM afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement intitulé :

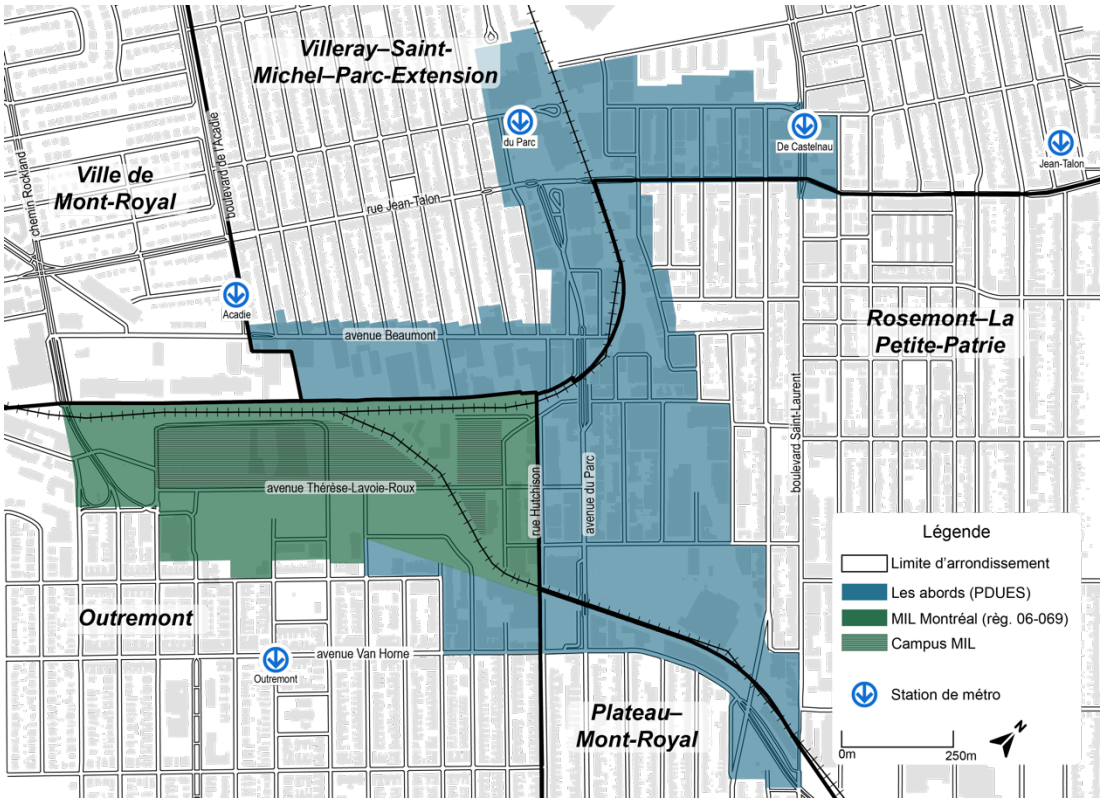
> « *Règlement modifiant le règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069)*[1] ».

Le règlement 06-069 encadre le secteur MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont. Ce secteur tire son nom de « milieu ». Effectivement, le territoire est non seulement situé au centre de l'île de Montréal, mais également à la jonction de plusieurs arrondissements et ville : Outremont, Rosemont–La Petite-Patrie, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Plateau–Mont-Royal ainsi que la Ville de Mont-Royal. Le MIL Montréal fait partie d'un projet urbain nommé « Site Outremont et ses abords », soit l'un des sites de planification détaillée de la Ville de Montréal. Ce projet urbain couvre un territoire total de 118 hectares et est divisé en deux grandes sections (Figure 1) :

- En vert sur la carte ci-dessous : « Le MIL » comprenant les 38 hectares de l'ancienne gare de triage d'Outremont qui est mis en œuvre par le règlement 06-069. Le territoire du MIL Montréal est parfois appelé Site Outremont, Gare Outremont ou encore Gare de triage d'Outremont. Dans le territoire du MIL Montréal, on retrouve également le Campus MIL. Cette désignation fait, quant à elle, référence aux terrains et bâtiments de l'Université de Montréal (UdeM). Le campus MIL est aussi appelé campus Outremont.
- En bleu sur la carte ci-dessous : « Les abords » comprenant 80 hectares dans les secteurs limitrophes qui sont mis en œuvre par le plan de développement urbain, économique et social (PDUES) pour les secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau.

[1] Ville de Montréal, règlement art. 89, doc. 1.3.1

Figure 1 – Localisation du site MIL Montréal et ses abords ainsi que le Campus MIL



Source : OCPM, composé à partir des documents 3.1, 5.5 et 6.3.1

Concrètement, le mandat consiste à tenir une consultation publique pour modifier le règlement 06-069 par le règlement P-06-069-1, dans le but de permettre trois éléments : une école primaire, un pavillon universitaire et le retrait du secteur Atlantic du territoire d'application de ce règlement (Figure 2).

D'abord, le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) planifie la construction d'une école primaire, dont l'ouverture serait prévue pour la rentrée scolaire de 2024. L'école proposée serait construite entre les avenues Thérèse-Lavoie-Roux, Dollard, Ducharme et Wiseman, ainsi que le futur parc de quartier Irma-LeVasseur (P-3), dont une partie servirait également de cour de récréation durant les heures de classe.

Ensuite, l'UdeM planifie la construction d'un nouveau pavillon dans le campus MIL. Celui-ci serait érigé dans la portion est du Campus MIL à l'intersection des avenues Thérèse-Lavoie-Roux et Durocher. Le pavillon serait nommé « *Centre d'innovation en intelligence numérique* ». Pour le réaliser, l'UdeM demande d'augmenter la densité permise sur le lot.

Enfin, la Ville de Montréal et l'arrondissement d'Outremont souhaitent retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement 06-069. Le secteur se situe à l'extrémité est du MIL Montréal et, par le fait même, à l'extrémité de l'arrondissement d'Outremont. Retirer le

secteur Atlantic du territoire d'application du règlement 06-069 permettrait plutôt de soumettre ce dernier aux règlements d'urbanisme de l'arrondissement d'Outremont.

Figure 2 – Localisation des trois objets de la consultation



Source : doc. 3.1.1

1. École primaire 2. Pavillon universitaire 3. Secteur Atlantic

Après une mise en contexte centrée sur le développement du MIL Montréal incluant le Campus MIL, ce chapitre présente en détail les trois objets de la consultation ainsi que les modifications règlementaires demandées. Ce chapitre offre également un aperçu des documents déposés par la Ville et les promoteurs, et décrit les étapes de la consultation publique.

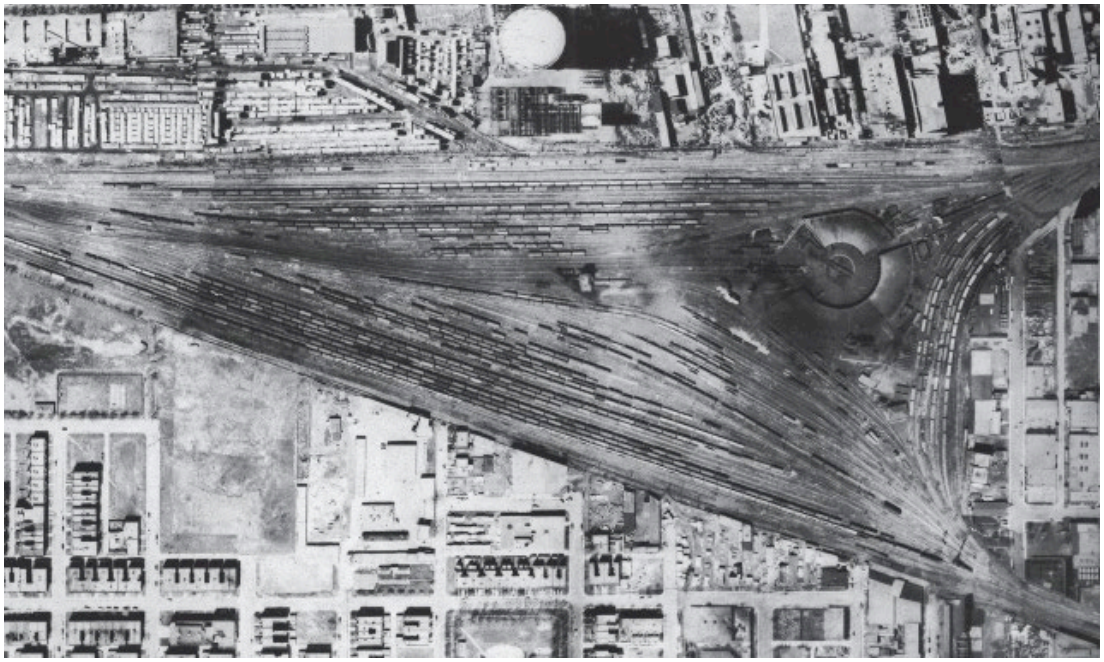
1.1 Le contexte historique et l'évolution de la planification du secteur

1.1.1 De la gare de triage d'Outremont au MIL Montréal

La gare de triage d'Outremont est un ancien espace industriel ferroviaire (Figure 3) de 38 hectares requalifiés en nouveau quartier que l'on appelle aujourd'hui MIL Montréal. Le projet est issu d'une collaboration entre la Ville de Montréal et l'UdeM qui y a implanté le Campus MIL. Pour la Ville de Montréal, ce projet permettait « *de revitaliser une vaste friche industrielle, de renforcer le rôle de Montréal à titre de "ville de savoir" et de favoriser des retombées urbaines, économiques et sociales dans les secteurs limitrophes*[2] ».

[2] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 7

Figure 3 – Ancienne gare de triage d'Outremont en 1946



Source : doc. 3.3, p. 4

Le projet de redéveloppement de la gare de triage d'Outremont donne lieu à deux territoires d'interventions : le MIL Montréal et ses abords (Figure 4). Ils sont tous les deux « *issus de deux démarches de planification complémentaires. […] Bien qu'elles influencent les interventions de la Ville sur l'ensemble du projet, les stratégies mises en œuvre sur le site Outremont ne concernent pas directement le territoire du PDUES. Les caractéristiques et enjeux de ces deux territoires ne sont pas tout à fait les mêmes (friche industrielle à redévelopper versus quartiers existants à consolider), même s'ils restent étroitement liés par leur passé ferroviaire et industriel*[3] ».

[3] Réponses reçues le 14 octobre 2021, doc. 6.3.1, p. 3-4

Figure 4 – Délimitation du projet urbain MIL Montréal et ses abords dans les arrondissements limitrophes



Source : doc. 3.1, p. 5

Pour la portion « MIL » du projet urbain, mise en place par le règlement 06-069, il est prévu :

1. « *300 000 m^2 de bâtiments universitaires du nouveau campus de l'UdeM;*
2. *1 300 logements, dont 15 % [195] de logements sociocommunautaires et 15 % [195] de logements abordables;*
3. *4 hectares de nouveaux lieux publics (une place et trois parcs);*
4. *Des commerces de proximité;*
5. *Des liens pour ouvrir le nouveau quartier et le relier aux milieux environnants;*
6. *Une mise à niveau des infrastructures souterraines (réseaux d'égout et d'aqueduc)*[4] ».

La requalification du site a débuté en 2012. Les premiers étudiants universitaires ont fait leur entrée en septembre 2019, « *436 logements locatifs privés ont accueilli leurs premiers occupants*

[4] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 9

[en octobre 2021] 1213 logements locatifs sont actuellement en construction [dont] 48 logements sociocommunautaires [et] 177 logements locatifs sont actuellement à l'étude[5] ».

Pour la réalisation de la portion « les abords » du projet urbain, un PDUES a été déposé à l'OCPM à des fins de consultation en 2013. Le rapport fut publié le 29 juillet 2013, puis le PDUES a été adopté en septembre de la même année.

Un PDUES est un document de planification détaillée qui permet de définir « *des orientations et une stratégie concrète d'intervention en matière d'aménagement urbain et de développement économique, social et culturel*[6] ». Il a été élaboré par la Ville de Montréal à la suite de la première consultation de l'OCPM en 2007 sur le site de la gare d'Outremont, afin de prévoir une planification sur les territoires adjacents au nouveau quartier MIL Montréal. Cette planification se décline en quatre grandes orientations :

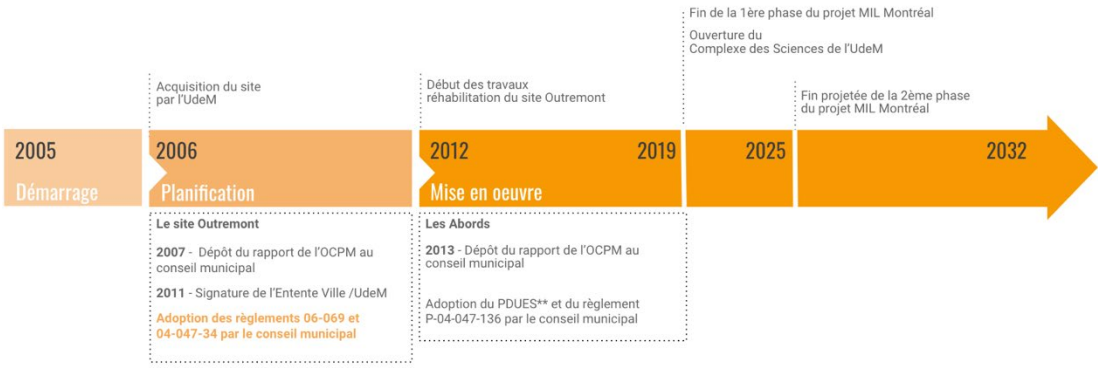
1. Affirmer la vocation économique du territoire.
2. Soutenir la consolidation de milieux mixtes et diversifiés.
3. Contribuer à la qualité du paysage urbain et améliorer le cadre de vie.
4. Décloisonner les quartiers et améliorer la mobilité au sein du territoire[7].

Le PDUES des abords du MIL Montréal prévoit la construction de 225 logements communautaires, l'aménagement de 8 000 m^2 de nouveaux lieux publics, en plus de 3 nouvelles connexions entre les quartiers. Deux de ces liens étaient déjà ouverts au moment de débuter la présente consultation, soit la passerelle bleue qui permet de relier la place Alice-Girard à la station de métro Acadie, en passant par-dessus la voie ferrée du Canadien Pacifique, ainsi que la prolongation de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux jusqu'à l'avenue du Parc. Le troisième lien prévu au projet urbain se situe dans l'axe de l'avenue de l'Épée, dont la conception débuterait en 2022[8], ce qui s'ajoute à la reconfiguration du chemin Bates et du viaduc Rockland prévue pour 2030[9].

Au moment de tenir cette consultation, le règlement 06-069 encadre le MIL Montréal depuis 10 ans, le PDUES est en vigueur depuis 8 ans et la première phase du projet, incluant l'ouverture du Complexe des Sciences de l'UdeM est complétée. La fin de la deuxième phase du projet est prévue pour 2025[10] (Figure 5).

[5] Réponses reçues le 14 octobre 2021, doc. 6.3.1, p. 1-3
[6] Ville de Montréal, Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau, doc. 5.5, p. 1
[7] Ville de Montréal, Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau, doc. 5.5
[8] Transcription de la séance de questions et réponses du 16 septembre 2021, doc. 7.2.1, L. 386-387
[9] Réponses reçues le 14 octobre 2021, doc. 6.3.1, p. 4
[10] Ville de Montréal, présentation du projet de consultation, doc. 3.1.2, p. 6

Figure 5 – Ligne du temps du projet urbain MIL Montréal et ses abords



Source : doc. 3.1.2, p. 6

1.1.2 Le contexte règlementaire

Le 21 février 2011, la Ville de Montréal adoptait le règlement 06-069, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Il a fait l'objet d'une première consultation publique de l'OCPM en 2007[11]. Par conséquent, toujours en vertu de l'article 89, toutes modifications au règlement 06-069 doivent faire l'objet d'une nouvelle consultation publique menée par l'OCPM. C'est donc pour cette raison que l'OCPM a été mandaté le 20 avril 2021.

1.2 Les projets soumis à la consultation

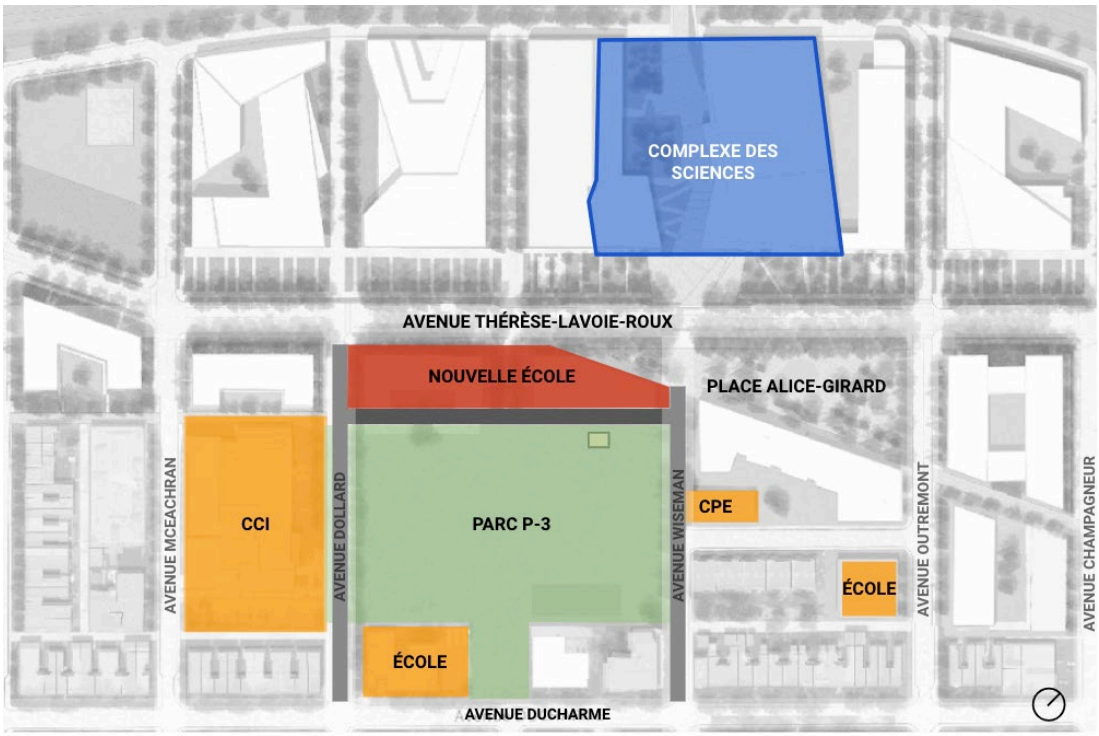
La Ville de Montréal propose des modifications règlementaires concernant trois projets. Les sections qui suivent permettent de les présenter, d'identifier leurs implications ainsi que les modifications règlementaires proposées au règlement afin de les concrétiser.

1.2.1 L'école primaire du CSSMB

Le CSSMB planifie la construction d'une école primaire au cœur du projet MIL Montréal qui accueillerait jusqu'à 652 élèves. La nouvelle école serait encadrée par les avenues Thérèse-Lavoie-Roux, Dollard, Ducharme et Wiseman, ainsi qu'une partie de la place Alice-Girard et du parc P-3 (Figure 6).

[11] OCPM, Rapport de consultation publique – Gare de triage Outremont, doc. 5.4

Figure 6 – Localisation du projet d'école primaire



Source : doc. 3.1.2, p. 6

Les besoins scolaires du CSSMB

Dans son document d'information produit dans le cadre de la présente consultation publique, le CSSMB estime qu'il serait « *primordial de construire une nouvelle école primaire dans le secteur MIL Montréal pour la rentrée 2024 afin de pouvoir répondre aux besoins de la clientèle du secteur Outremont*[12] ».

Ce besoin est basé sur la saturation des écoles primaires d'Outremont, où d'ici l'année scolaire 2024-2025, les écoles actuelles devraient dépasser leur capacité d'accueil. De plus, 1 300 nouvelles unités d'habitation sont à construire dans le MIL Montréal, ce qui représenterait un potentiel de près de 400 élèves qui ne sont pas inclus dans les prévisions actuelles du CSSMB[13].

Les paramètres de la nouvelle école primaire

Le CSSMB a fourni des plans et des concepts architecturaux pour l'école primaire, dont le plan détaillé des étages[14]. L'école souhaitée comprendrait trois étages, aurait une superficie totale de 6 967 m^2 et pourrait accueillir 652 élèves répartis comme suit : 4 classes de maternelle 4 ans, 4 classes de maternelle 5 ans et 24 classes primaires de la première à la sixième année. En plus

[12] Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, information, besoins et paramètres de l'école primaire, doc. 4.1.1, p. 7
[13] *Idem*
[14] Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, concept et plans architecturaux de l'école primaire, doc. 4.1.2

des locaux de classes, la nouvelle école primaire inclurait : « *un gymnase double, [une] palestre sportive, un laboratoire scientifique, un local d'art plastique, un local de musique, une bibliothèque [et] un local polyvalent*[15] ».

Figure 7 – Rendu extérieur de la nouvelle école projetée, vue depuis l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux



Source : doc. 4.1.1, p. 17

Le territoire d'appartenance

Le CSSMB dessert, entre autres, l'arrondissement d'Outremont et la Ville de Mont-Royal, alors que les autres arrondissements voisins du MIL Montréal sont sur le territoire du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM). L'école primaire serait une école dite « régulière ». En ce sens, la proximité du lieu de résidence des enfants serait le principal critère déterminant quels sont les élèves qui pourraient la fréquenter[16].

Le territoire que desservirait précisément la nouvelle école serait déterminé en 2024, soit l'année prévue pour la première rentrée scolaire de cette école. Par le biais d'une réponse écrite envoyée à l'Office, le CSSMB précise que « *si des places sont disponibles suite à l'inscription de tous les élèves, ceux ne résidant pas sur le territoire pourront déposer une demande d'inscription pour les combler. Cette demande sera renouvelable annuellement*[17] ».

Le terrain sélectionné

Le terrain préconisé pour la construction de l'école, situé sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux en bordure du parc P-3, était voué, dans les plans de 2011, à un développement résidentiel privé.

[15] Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, information, besoins et paramètres de l'école primaire, doc. 4.1.1, p. 15
[16] Réponses aux questions des commissaires qui n'ont pas été répondues pendant la séance de questions et réponses du 16 septembre, doc. 7.2.2, p. 2
[17] Réponses aux questions reçues d'avance, doc. 7.4.1, p. 23-24

Les plans architecturaux du CSSMB respectent, selon la Ville de Montréal, les plans de 2011, « *en termes d'implantation, de volumétrie et d'encadrement du domaine public, notamment sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et la place Alice-Girard*[18] ». Le terrain est actuellement vacant et sa décontamination a été effectuée en 2019[19].

Figure 8 – Vue aérienne des terrains vacants visés pour la construction de l'école primaire et du parc de quartier P-3



Source : doc. 3.1.2, p. 16

Une école primaire était prévue par la Ville dans la planification initiale du MIL Montréal, en 2011. L'UdeM était prête à faire don de l'un de ses terrains pour y construire une école. Toutefois, aucun de ses terrains n'a été jugé adéquat pour accueillir une école primaire. Ainsi, la Ville de Montréal et l'UdeM ont procédé à un échange de terrain, ce qui permet au CSSMB d'obtenir un terrain visé qui répondrait mieux à ses besoins[20].

La nouvelle école serait construite sur un terrain de 4 645 m^2. Elle serait située dans ce que la Ville de Montréal qualifie de pôle civique. À terme, le pôle civique comprendrait cette école primaire, le centre communautaire intergénérationnel d'Outremont (CCI), le centre de la petite enfance (CPE) Le coin des enfants du Parc et deux écoles communautaires juives. Selon la Ville de Montréal, une école primaire à cet endroit pourrait « *renforcer les fonctions publiques et communautaires présentes, et consolider ainsi le rôle civique de ce pôle*[21] ».

[18] Réponses aux questions reçues d'avance, doc. 7.4.1, p. 21
[19] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 14
[20] Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, information, besoins et paramètres de l'école primaire, doc. 4.1.1, p. 10
[21] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 18

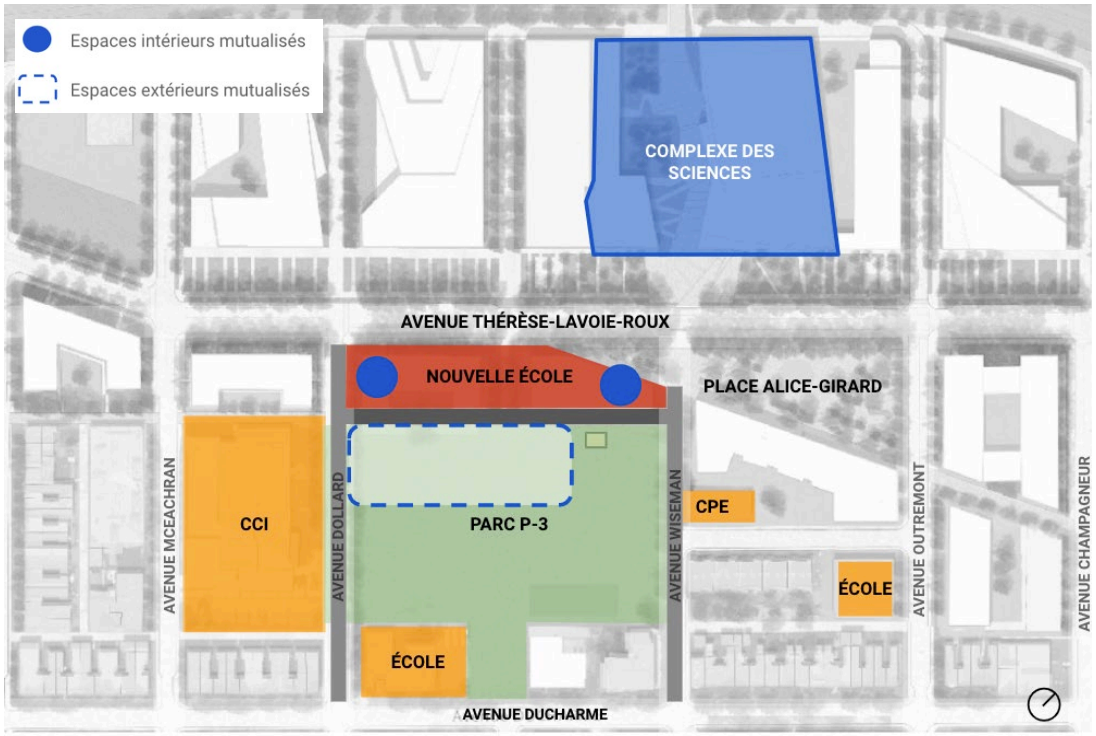
La cour d'école et la mutualisation des espaces

Le terrain sélectionné pour l'école primaire a une forme atypique pour un établissement scolaire et la superficie résiduelle, après la construction du bâtiment, serait insuffisante pour accueillir une cour d'école répondant aux normes établies par le ministère de l'Éducation. En effet, selon les normes du ministère, une école primaire « *doit minimalement offrir à ses élèves un espace de récréation d'une superficie équivalente à 10 m² / élève*[22] ». Afin d'accueillir 652 élèves, il faudrait ainsi que le CSSMB se dote d'une cour d'école de 6 250 m², alors que seulement 1 420 m² seraient disponibles sur le terrain de l'école une fois le bâtiment construit. Le CSSMB souhaite donc récupérer le solde de 5 100 m² de superficie nécessaire dans le parc de quartier P-3 adjacent à l'école. 5 100 m² représentent 27 % de la superficie totale de ce parc. L'aménagement du parc se ferait par la Ville de Montréal, lors d'activités de coconception avec la population menées « *au début de l'année 2022*[23] » (Figure 10). La programmation du parc serait, quant à elle, « *déterminée par l'Arrondissement d'Outremont, en complémentarité avec les parcs déjà existants*[24] ».

En échange de l'utilisation de 27 % du parc comme cour d'école durant les heures de classe, certains espaces intérieurs de l'école pourraient être accessibles à la population tels que : la palestre, le gymnase, le laboratoire de science et la bibliothèque. Ce partage devrait être encadré par une entente qui reste à signer entre le CSSMB et l'arrondissement d'Outremont[25].

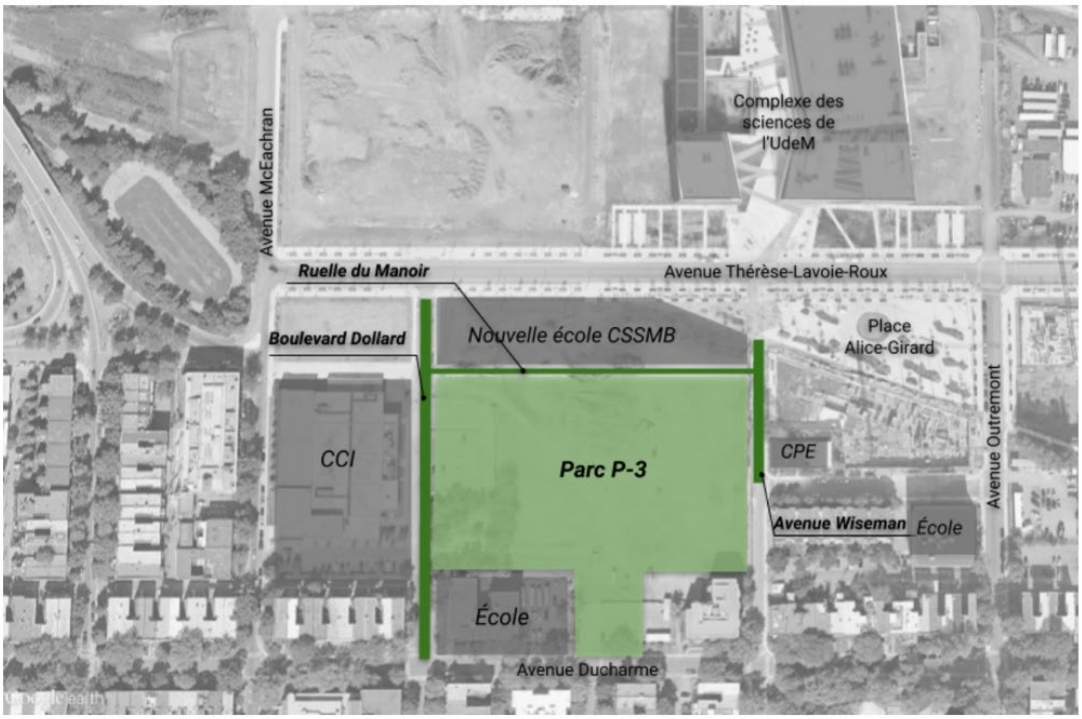
[22] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 18
[23] Réponses aux questions des commissaires qui n'ont pas été répondues pendant la séance de questions et réponses du 16 septembre, doc. 7.2.2, p. 16
[24] Réponses aux questions reçues d'avance, doc. 7.4.1, p. 9
[25] Transcription de la séance de questions et réponses du 16 septembre 2021, doc. 7.2.1, p. 22-23

Figure 9 – Mutualisation des espaces



Source : doc. 3.1.2, p. 18

Figure 10 – Périmètre de la démarche de conception du parc qui aurait lieu plus tard en 2022



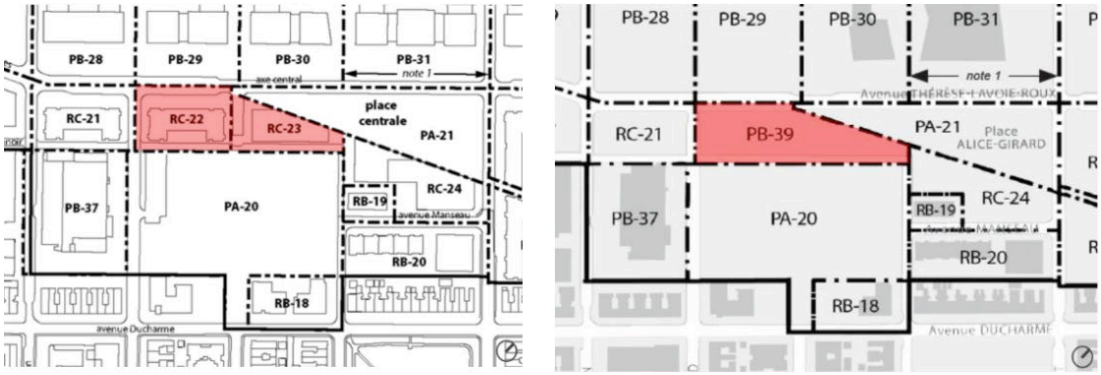
Source : doc. 6.3.1, p. 15

Les modifications règlementaires liées à l'école primaire

La Ville de Montréal propose plusieurs modifications règlementaires afin que puisse se réaliser ce projet (Tableau 1).

D'abord, une nouvelle zone devrait être créée. Il s'agit de la zone proposée PB-39, résultant de la fusion des lots RC-22 et RC-23, destinés à l'origine pour accueillir deux bâtiments résidentiels (Figure 11).

Figure 11 – Nouvelle zone à créer pour accueillir l'école primaire



Plan de zonage actuel *Plan de zonage proposé*

Source : doc. 3.1, p. 21

À cette nouvelle zone PB-39 seraient associées des normes différentes de celles prévues actuellement (usage, marge et densité).

En premier lieu, la Ville de Montréal propose de modifier les usages permis. Dans les zones RC-22 et RC-23 sont autorisés les usages « habitation », ainsi que les commerces dans la zone RC-23 le long de la place Alice-Girard. Dans la proposition, ce sont les usages « espace public ouvert » et « enseignement et santé » qui sont proposés.

Les marges de recul resteraient les mêmes, sauf pour la marge minimale le long de l'avenue Wiseman qui passerait de 6 à 4 mètres.

Des modifications sont aussi proposées quant à la densité. Bien que le pourcentage d'occupation du sol (65 %) et le pourcentage minimal d'espaces végétalisés (20 %) resteraient les mêmes, le coefficient d'occupation du sol (COS) minimal permis serait diminué de 2,5 à 0,5.

Des modifications en ce qui a trait à la hauteur seraient également nécessaires. En effet, en mètres, la hauteur minimale passerait de 18 à 11 m, ce qui représente une proposition de 3 étages minimum, alors qu'un minimum de 5 étages était initialement prescrit.

Enfin, la Ville de Montréal propose dans les modifications règlementaires de n'autoriser aucune case de stationnement dans la nouvelle zone PB-39, alors que des stationnements sont autorisés pour les usages résidentiels et commerciaux actuellement prévus.

L'ensemble des modifications règlementaires proposées pour le projet d'école primaire sont présentées au tableau qui suit.

Tableau 1 – Comparaison des normes prévues aux zones RC-22 et RC-23 et celles proposées pour la zone PB-39

Normes		Zones RC-22 et RC-23 (actuel)	Zone PB-39 (proposée)
Usages autorisés	**Habitation**	Habitation Cat. IV : multifamilial Habitation Cat. V : collective Habitation Cat. VI : personnes âgées	Aucun
	Communautaire	Communautaire Cat. I : espace public ouvert	Communautaire Cat. I : espace public ouvert Communautaire Cat. III : enseignement et santé
	Commerce	Zone RC-23, seulement : Commerce Cat. I : primaire Commerce Cat. III : bureaux – I Commerce Cat. IV : bureaux – II Commerce Cat. V : restaurants	Aucun
Marges de recul minimales	**Avenue Thérèse-Lavoie-Roux**	4 mètres	4 mètres
	Avenue Dollard	3 mètres	3 mètres
	Avenue Wiseman	6 mètres	4 mètres
	Ruelle mixte	2 mètres	2 mètres
Autres normes	**Coefficient d'occupation du sol (COS)**	entre 2,5 à 4	entre 0,5 à 4
	Pourcentage d'occupation du sol	maximum 65 %	maximum 65 %
	Pourcentage de surface végétale	minimum 20 %	minimum 20 %
	Hauteur	En mètres : entre 18 et 21 m En étages : entre 5 et 6 étages	En mètres : entre 11 et 21 m En étages : entre 3 et 6 étages
	Nombre minimum et maximum de cases de stationnement	Habitation : 0,75 case par log. Commerce : 1 case par 300 m^2	Aucune case de stationnement autorisée

Source : adapté du doc. 3.1, pages 21-22

Les modifications règlementaires entraînent également des changements à certains critères d'évaluation des projets. Pour les aménagements paysagers, la Ville prévoit les deux critères suivants :

1. « *L'espace résiduel laissé vacant par le démantèlement de l'ancien poste de ventilation mécanique du métro doit être aménagé de manière à s'intégrer à l'architecture du bâtiment et aux aménagements paysagers.*
2. *La marge de recul sur l'avenue Wiseman doit être aménagée en complément des aménagements de la place Alice-Girard et du parc P-3*[26]*.* »

Pour le cadre bâti, la Ville prévoit les quatre critères suivants :

1. « *Les façades des bâtiments donnant sur la place Alice-Girard, doivent offrir un rez-de-chaussée très largement fenestré afin de favoriser un contact visuel et permettre des échanges entre les différents usages et le domaine public*.
2. *La marge de recul sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et les marges longeant la place Alice-Girard doivent être aménagées dans le même esprit*.
3. *Un bâtiment implanté sur un terrain occupant cette zone doit être conçu de manière à permettre, dans l'axe de l'avenue Stuart, une perspective visuelle ou un passage entre l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et le parc P-3, afin de favoriser la connectivité entre ces deux espaces*.
4. *La marge de recul sur l'avenue Dollard doit être aménagée dans le même esprit*[27]*.* »

Enfin, une dernière modification règlementaire serait nécessaire pour la réalisation du projet. Il faudrait retirer l'emprise de rue prévue entre les zones RC-22 et RC-23, ainsi que l'emplacement précis du stationnement de 50 cases du CCI. Ces cases seraient toujours autorisées pour le CCI, mais leur emplacement et leur intégration se feraient par la Ville de Montréal, au même moment que la conception du parc P-3 au début de l'année 2022.

1.2.2 Le pavillon de l'Université de Montréal

L'UdeM souhaite obtenir des modifications règlementaires pour l'un de ces lots du Campus MIL. Les modifications concernent la zone PB-35. Cette zone, dans la portion est du campus, se situe au croisement des avenues Thérèse-Lavoie-Roux et Durocher et est bordée par le chemin de fer. Dans cette même zone se trouve une école de la communauté juive (Figure 12).

[26] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 22
[27] *Ibid.*, p. 22 et 23

Figure 12 – Localisation de la zone PB-35



Source : doc. 3.1.2, p. 20

La Ville de Montréal propose de modifier les paramètres de densité de la zone PB-35, afin de faire passer son COS de 2 à 4 et son pourcentage d'implantation au sol maximal de 50 à 65 %. La Ville de Montréal et l'UdeM désirent profiter de la présente consultation afin de régulariser la situation du lot PB-35 et « *harmoniser les normes d'implantation avec celles en vigueur dans le secteur*[28] ».

Les paramètres préliminaires du nouveau pavillon universitaire

Bien que l'UdeM affirme que la planification et le développement de ce lot ne soient pas démarrés, elle prévoit y aménager un pôle d'innovation qui serait « *un lieu privilégié de collaboration et de synergie entre le monde universitaire et celui des entreprises et autres organisations gouvernementales et communautaires*[29] ». Ce centre d'innovation comprendrait 7 450 m^2 de superficie au sol et une superficie de plancher brute minimale de 20 000 m^2. De plus, « *l'offre de services serait complétée par des commerces au rez-de-chaussée*[30] ».

Le désir de l'UdeM de voir la densité autorisée augmenter dans la zone PB-35 découle de démarches entreprises auprès des propriétaires adjacents au terrain du pavillon. En effet, l'UdeM a engagé une démarche en vue d'acquérir des terrains qui compléteraient le site du nouveau

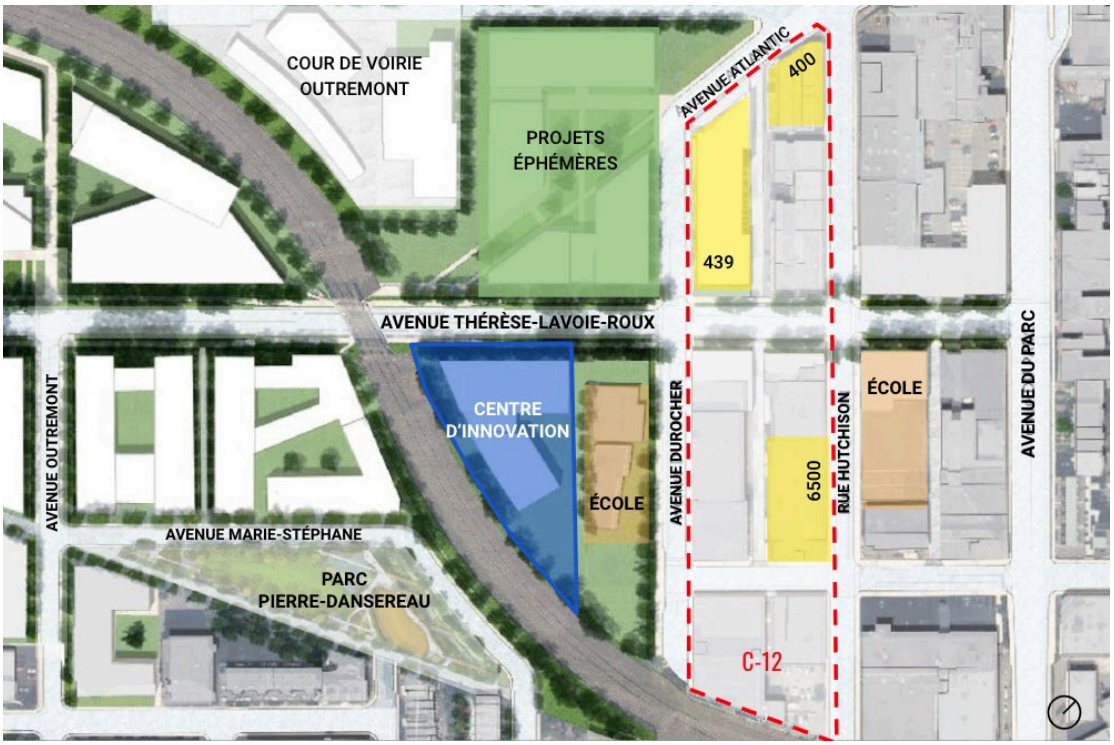
[28] Université de Montréal, information et développement du Centre de l'innovation, doc. 4.2.1, p. 3
[29] *Ibid.*, p. 8
[30] Ville de Montréal, sommaire décisionnel, doc. 1.1, p. 3

pavillon, en plus de céder l'extrémité sud du lot, une partie triangulaire enclavée par le chemin de fer. Une fois complétée, cette transaction aurait comme incidence de réduire la superficie du terrain sur lequel l'UdeM souhaite bâtir le pavillon. Le cas échéant, le bâtiment prévu dépasserait les normes de densité prévues en 2011. Ainsi, l'UdeM et la Ville de Montréal proposent d'augmenter le COS et le pourcentage d'implantation au sol maximal pour remédier à une telle éventualité[31].

1.2.3 Le secteur Atlantic

Le secteur Atlantic est un secteur de 2,5 hectares situé à l'extrémité est du MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont (Figure 14). Dans le règlement 06-069, il correspond à la zone C-12. La Ville de Montréal propose de retirer complètement ce secteur du règlement 06-069, et ce, dans le but de le soumettre à la règlementation de l'arrondissement d'Outremont.

Figure 14 – Localisation du secteur Atlantic



Source : doc. 3.1.2, p. 24

Le secteur Atlantic est un ancien secteur industriel dont l'histoire est fortement liée à la présence de l'ancienne gare de triage. Des chemins de fer circulaient autrefois dans les ruelles pour desservir les entrepôts. Les bâtiments industriels du secteur Atlantic ont été construits

[31] Université de Montréal, information et développement du Centre de l'innovation, doc. 4.2.1, p. 11

principalement entre 1910 et 1935 et certains ont été conçus « *par des architectes influents de l'époque tels que : Hutchison & Wood, FJ MacNab et Henri Sicotte Labelle*[32] ».

Dès les années 1960, le secteur change peu à peu de vocation vu le départ progressif de certaines activités du Canadien Pacifique. Depuis 2011, avec le règlement 06-069 et le développement du Campus MIL, le secteur Atlantic se transformerait de plus en plus « *rapidement en secteur mixte, résidentiel et de bureaux*[33] ».

La transformation rapide du secteur Atlantic ne correspondant plus aux paramètres établis au plan d'ensemble de 2011, la Ville de Montréal et l'arrondissement d'Outremont estiment plus avantageux pour le développement futur du secteur de le soumettre aux règlements de l'arrondissement plutôt qu'au règlement 06-069. Ils estiment que l'application du règlement 06-069 depuis 2011 a démontré que les limites de ce cadre règlementaire sont « *rigides et peu adaptées à l'évolution rapide du secteur Atlantic*[34] ». L'arrondissement d'Outremont donne deux exemples pour appuyer ce propos. D'abord, les paramètres qui s'appliquent aux bâtiments universitaires s'appliquent également au secteur Atlantic, ce qui deviendrait problématique lors de l'élaboration de projets non institutionnels. De plus, au plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), il n'y a pas de critères d'analyse pour le secteur qui permettraient d'aborder des « *enjeux spécifiques au secteur Atlantic, tel que la protection et la mise en valeur du patrimoine*[35] ». Ainsi, le retrait du secteur Atlantic du règlement 06-069 est proposé par la Ville et l'arrondissement, puisque ceux-ci considèrent que son maintien dans le règlement « *ne présente aucune plus-value et, au contraire, menace son déploiement*[36] ».

La stratégie règlementaire proposée pour le secteur Atlantic

En souhaitant intégrer le secteur Atlantic à sa règlementation présentée dans le cadre de cette consultation, l'arrondissement d'Outremont établit une stratégie règlementaire. Il est important de préciser que les paramètres règlementaires précis souhaités pour le secteur Atlantic ne sont pas définis à ce stade. Conformément à la Charte de la Ville de Montréal ainsi qu'à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), le retrait du secteur Atlantic du règlement 06-069 doit faire l'objet d'une consultation publique menée par l'OCPM. Toutefois, si ce retrait se concrétisait, les nouveaux paramètres règlementaires proposés devront faire l'objet d'une consultation publique menée par l'arrondissement. Comme il s'agit d'une « *démarche distincte, qui succéderait finalement à la démarche en cours, […] qui est prévue l'année prochaine*[37] ».

[32] Arrondissement d'Outremont, orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3, p. 5
[33] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 16
[34] Arrondissement d'Outremont, orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3, p. 3
[35] *Ibid.*, p. 9
[36] *Idem*
[37] Transcription de la séance de questions et réponses du 16 septembre 2021, doc. 7.2.1, p. 44, L. 1469-1471

L'arrondissement d'Outremont soumet tout de même quelques pistes quant à la stratégie visée pour le secteur Atlantic. Il s'agirait de modifier trois règlements d'urbanisme de l'arrondissement : le règlement de zonage numéro 1177, le règlement sur les PIIA numéro 1189 ainsi que le règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) numéro AO-400.

En intégrant la grille de la zone C-12 à son règlement d'urbanisme, l'arrondissement d'Outremont apporterait les modifications suivantes :

1. « *Permettre des usages commerciaux supplémentaires au rez-de-chaussée des bâtiments selon les critères suivants :*

    - *La compatibilité avec la fonction résidentielle et la proximité de deux écoles primaires, notamment en matière de nuisances (bruit, camionnage, circulation);*
    - *La superficie d'entreposage généralement associée à cet usage;*
    - *La compatibilité et la complémentarité avec les activités du Nouvel Outremont et du campus MIL;*
    - *La complémentarité avec l'offre commerciale autorisée ailleurs dans le Nouvel Outremont, sur l'avenue Van Horne et dans les secteurs voisins;*
    - *L'activité et l'animation générées sur le domaine public.*

2. *Les usages retenus pourraient faire l'objet de certaines restrictions quant à leur localisation dans le bâtiment et leur superficie. L'Arrondissement s'appuiera sur l'expertise du Service de développement économique afin d'identifier les usages commerciaux à autoriser.*
3. *Permettre les ateliers d'artistes en prévoyant un certain encadrement;*
4. *Réviser les marges de recul applicables à l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, entre l'avenue Durocher et la rue Hutchison, autant du côté nord que du côté sud, en s'appuyant sur les normes applicables du côté de l'Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie;*
5. *Appliquer les ratios de stationnement du Règlement 06-069;*
6. *Intégrer toutes autres dispositions pertinentes du Règlement 06-069*[38] .»

L'arrondissement souhaiterait également créer une nouvelle unité de paysage pour le secteur Atlantic ainsi qu'inscrire de nouveaux bâtiments patrimoniaux afin de s'assurer que les nouveaux projets évalués au PIIA soient compatibles avec le milieu[39]. Enfin, l'arrondissement d'Outremont souhaite pouvoir intégrer le secteur Atlantic au règlement de PPCMOI. À ce sujet, « *des critères d'évaluation spécifiques [seraient] élaborés, en plus des critères d'évaluation généraux, si*

[38] Arrondissement d'Outremont, orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3, p. 11

[39] Réponses reçues le 14 octobre 2021, doc. 6.3.1, p. 19

requis[40] ». À titre indicatif, l'arrondissement d'Outremont aimerait être en mesure d'effectuer ces modifications règlementaires d'ici l'été 2022.

1.2.4 Les autres modifications règlementaires

Dans la foulée des modifications règlementaires demandées pour les trois projets présentés précédemment, la Ville de Montréal souhaite également soumettre d'autres modifications dans le but de mettre à jour le règlement 06-069. En effet, depuis 2011, d'autres règlements d'urbanisme ont été modifiés, ce qui demande des changements de nature administrative dans le règlement 06-069. De plus, depuis 2011, plusieurs nouvelles rues et places ont été nommées. De ce fait, des rectifications sont proposées afin de mettre à jour les toponymes suivants : place Alice-Girard, avenue Thérèse-Lavoie-Roux, avenue de la Gare-de-Triage ainsi qu'avenue Marie-Stéphane[41].

1.3 Le dossier de documentation

Plusieurs documents fournis par la Ville de Montréal, l'arrondissement d'Outremont, le CSSMB et l'UdeM apportent des informations complémentaires sur les projets soumis à la consultation. L'ensemble de la documentation se trouve à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/fr/projet-mil/documentation.

Ce dossier contient les documents déposés par les parties prenantes ainsi que les vidéos de présentation qui ont été diffusées lors de la séance d'information du 2 septembre 2021. Du côté de l'administration municipale, un document d'information sur les projets soumis à consultation (doc. 3.1), une vidéo de présentation (doc. 3.1.1) et ses diapositives (doc. 3.1.2), un document d'information sur l'avance de la mise en œuvre du MIL (doc. 3.2), un document d'information sur la vision pour le secteur Atlantic (doc. 3.3) ainsi qu'une vidéo de présentation sur cette vision (doc. 3.3.1) ont été déposés. La Ville de Montréal a également déposé des études de circulation (docs. 3.4.1 à 3.4.8) effectuées sur le site du MIL Montréal et ses abords entre 2006 et 2021.

Du côté du CSSMB, une vidéo de présentation du projet d'école primaire (doc. 4.1.1.1) ainsi que deux documents d'information, l'un sur les besoins et les paramètres de cette école (doc. 4.1.1), l'autre portant sur les concepts et les plans architecturaux (doc. 4.1.2) ont été soumis. Finalement, l'UdeM a soumis un document d'information sur son projet de nouveau pavillon (doc. 4.2.1) ainsi qu'une vidéo explicative (doc. 4.2.1.1).

[40] Arrondissement d'Outremont, orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3, p. 12
[41] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 24-25

1.4 Les avis des instances consultatives

Au mois de mars 2021, le Comité Jacques-Viger et le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement d'Outremont ont émis des avis favorables accompagnés de conditions et de recommandations à propos des modifications règlementaires.

L'avis du Comité Jacques-Viger

Tout en exprimant son accord avec les modifications proposées au règlement 06-069, le Comité Jacques-Viger (CJV) invite la Ville de Montréal à « *intégrer le futur Centre d'innovation de l'Université de Montréal à son milieu d'insertion pour en faire un trait d'union entre le secteur Atlantic et le Campus MIL; intégrer aux évocations visuelles du futur bâtiment le front bâti existant sur l'avenue Durocher*[42] ». Ce à quoi la Ville de Montréal répond que le niveau d'avancement du pavillon universitaire n'est pas à une étape de conception assez avancée pour fournir des rendus plus précis. Toujours concernant le nouveau pavillon universitaire, le CJV invite la Ville à assurer le maintien de jardins communautaires éphémères situés sur des terrains de l'UdeM dans le Campus MIL, ce qui ferait « *actuellement l'objet d'une réflexion en collaboration avec l'UdeM pour la mise en place d'une stratégie partagée*[43] ».

En ce qui a trait à l'école primaire du CSSMB, le CJV recommande de poursuivre la réflexion sur deux éléments : la mutualisation des espaces de l'école et du parc ainsi que l'encadrement des hauteurs de cette nouvelle école. Pour le premier élément, la Ville indique que la mutualisation serait plutôt détaillée dans le cadre de la conception de l'école et du parc, soit à un moment ultérieur à la présente consultation. Pour le deuxième élément, la Ville indique que la volumétrie précise du bâtiment serait plutôt analysée au moment de la demande de permis à l'arrondissement.

Concernant, l'aménagement du parc P-3, le CJV est d'avis qu'il faudrait assurer une intégration des cases de stationnement au parc de manière le plus « *écologique et durable possible*[44] » et « *viser à aménager les surfaces minéralisées du parc pour des usages multiples*[45] ». Pour la Ville de Montréal, ces deux éléments seraient plutôt abordés au moment de la conception du parc.

De plus, le CJV invite la Ville à présenter une vision plus explicite pour le secteur Atlantic. Depuis cette recommandation, l'arrondissement a produit un document d'information qui a été soumis à la présente consultation[46].

[42] Avis du Comité Jacques-Viger – 26 mars 2021, doc. 1.4.2, p. 5
[43] Avis du Comité Jacques-Viger – annexe suivi des recommandations, doc. 1.4.2.1, p. 1
[44] Avis du Comité Jacques-Viger – 26 mars 2021, doc. 1.4.2, p. 5
[45] *Idem*
[46] Arrondissement d'Outremont – orientations et stratégie règlementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3

L'avis du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement d'Outremont

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) d'Outremont a émis le commentaire suivant sur le projet de règlement 06-069 : « *Sachant que la conception de cet espace fera l'objet d'un exercice de conception intégré à celui du futur parc P-3, le débarcadère pour les autobus et les parents d'élèves, prévu sur l'avenue Dollard, devra faire l'objet d'une réflexion particulière afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité de la circulation*[47] ».

1.5 La démarche de consultation

Le mandat de la consultation s'étant déroulé durant la pandémie de la COVID-19, l'OCPM a appliqué une démarche spéciale dans le respect des consignes sanitaires des autorités gouvernementales et de la santé publique du moment, tout en assurant des conditions d'accessibilité à même de favoriser l'expression de tous les points de vue.

Dans sa démarche habituelle, l'OCPM ouvre ses activités publiques par une séance d'information suivie, le soir même, par une période de questions du public. Afin de respecter les consignes de distanciation physique et permettre à tous de prendre connaissance des informations du projet au moment le plus opportun pour eux, cette séance a été remplacée par deux activités virtuelles. Pour faciliter l'accès à l'information pour les personnes qui n'avaient pas accès à un ordinateur, une trousse postale comprenant la documentation de base de la consultation ainsi qu'une enveloppe de retour préaffranchie était disponible. Les personnes désirant participer à la consultation avaient le choix de donner leur opinion en ligne, par la poste ou par message téléphonique. L'audition des opinions s'est également déroulée à distance; les intervenants pouvaient participer soit par visioconférence ou par téléphone.

1.5.1 La trousse d'information postale

Durant le mois de septembre, il était possible de commander une trousse de participation par la poste spécialement assemblée pour la population ne disposant pas de matériel informatique nécessaire pour prendre connaissance de la documentation déposée sur le site web de l'OCPM. Cette trousse comprend les documents de présentation des diverses parties prenantes (doc. 3.1, doc. 3.3, doc. 4.1.1 et doc. 4.2.1), un dépliant, une feuille d'explication de la démarche, une feuille de récolte afin de donner son opinion par écrit et une enveloppe-réponse préaffranchie.

1.5.2 La séance d'information virtuelle

Une séance d'information virtuelle a eu lieu le 2 septembre 2021. Cette étape a permis à l'Office de présenter la démarche et de diffuser les présentations de la Ville de Montréal, du CSSMB et de l'UdeM. Ces présentations pouvaient ensuite être revues, en tout temps, sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

[47] Extrait procès-verbal CCU Outremont – 3 mars 2021, doc. 1.4.1, p. 1

1.5.3 La séance de questions et de réponses

Après la séance d'information, et ce, jusqu'au 13 septembre 2021, la population pouvait envoyer ses questions à l'Office qui les dirigeaient ensuite aux parties prenantes. Deux méthodes ont été proposées : un formulaire web et une messagerie vocale.

104 questions ont été reçues provenant de 35 personnes. La commission a retenu 12 questions d'ordre général posées par le plus grand nombre de personnes, et les a regroupées par thématique. Ces questions ont été posées le 16 septembre 2021 lors d'une séance virtuelle diffusée en direct. Plus tard dans la soirée, d'autres questions pouvaient être formulées en direct par téléphone. Tout comme la séance d'information, cet événement pouvait être visionné après la diffusion en direct sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube. Les questions non retenues pour la séance de questions et réponses ont été relayées par écrit à la Ville et aux promoteurs. Les réponses reçues par écrit ont été publiées à la fin du mois de septembre sur le site web de la consultation. Après cette séance, la commission a fait parvenir par écrit aux parties prenantes des questions complémentaires. Les réponses écrites ont été publiées à la fin du mois d'octobre sur la page web de la consultation.

1.5.4 Les opinions thématiques

Du 17 septembre au 24 octobre 2021, une série de questions ouvertes, préparées par la commission et regroupées en trois thématiques, a offert aux participants la possibilité de s'exprimer en ligne sur les sujets suivants : l'école primaire et le parc de quartier, le pavillon universitaire de l'UdeM et le secteur Atlantic. 40 personnes ont donné leur opinion en ligne. Elles se sont généralement exprimées sur un seul des trois projets soumis à la consultation.

1.5.5 L'audition des opinions

La démarche de consultation s'est conclue par la tenue d'une séance d'audition des opinions qui a eu lieu virtuellement le 19 octobre 2021 en soirée. Ce fut l'occasion pour tous ceux qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant les projets soumis à la consultation et échanger avec les commissaires durant environ 20 minutes chacun.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a analysé l'ensemble des opinions et références qui lui ont été fournies dans le but de formuler des recommandations à remettre aux élus municipaux.

Tableau 2 – Synthèse de la participation

Activités	Participations	Visionnements[48]	Participations totales
Séances d'information et de questions (2 et 16 septembre 2021)			
Séance d'information	S/O	301	301
Séance de questions et de réponses	35 personnes ont soumis une question à l'avance 1 personne a soumis une question en direct	246	282
Questionnaire d'introduction en ligne (25 août au 16 septembre 2021)	86	S/O	86
Opinions (17 septembre au 24 octobre 2021)			
Opinions orales sans présentation écrite	3	66	147
Opinions écrites avec présentation orale	2		
Opinions écrites sans présentation orale	16		
Opinions thématiques	60		
	203	**613**	**816**

[48] Nombre de visionnements en direct et en différé sur la page web de la consultation, la page Facebook et la chaîne YouTube de l'OCPM. Les données de visionnements ont été compilées le 20 janvier 2022.




Ville de Mont-Royal


PARC CANIN MALI
Arrondissement
Montréal
MANIC
(450)682-6208
Besoin de conseils?



2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce chapitre propose une analyse des préoccupations, des attentes et des opinions exprimées par les participants tout au long du processus de consultation concernant les modifications règlementaires proposées au règlement 06-069. Le portrait qui suit est basé sur les mémoires déposés, présentés ou non devant la commission ainsi que les opinions thématiques reçues en ligne. Il est possible en tout temps de consulter l'ensemble des contributions sur le site web de l'OCPM : ocpm.qc.ca/fr/projet-mil/documentation.

Au total ce sont 55 personnes ainsi que 6 organismes qui se sont prononcés dans le cadre de cette consultation, la plupart du temps, par le biais des opinions thématiques en ligne. Les opinions reçues traitent surtout du projet d'école primaire ou du territoire du MIL en général, bien que quelques opinions aient aussi été partagées concernant le nouveau pavillon universitaire et le secteur Atlantic.

Aux fins du présent rapport, les opinions ont été regroupées sous quatre grands thèmes : le projet de construction d'une école primaire par le CSSMB, le pavillon universitaire de l'UdeM, le retrait du secteur Atlantic du territoire d'application du règlement 06-069 ainsi qu'une thématique plus générale sur le territoire du MIL Montréal et de ses abords.

2.1 L'accueil général des trois objets de la consultation

Bien que plusieurs opinions reçues traitent du territoire du MIL Montréal de façon générale, les participants réservent un accueil globalement favorable aux trois objets soumis aux modifications règlementaires, tout en ajoutant certains bémols.

Les interventions sont majoritairement favorables à la venue d'une école primaire en raison des besoins dans Outremont, mais les participants notent que ces mêmes besoins se font aussi sentir dans d'autres territoires. La question de la mutualisation des espaces divise davantage. Alors que certains voient le partage comme un avantage, d'autres sont mécontents qu'une partie du parc soit retranchée pour être utilisée aux fins de cour d'école.

L'augmentation des mesures de densité pour un nouveau pavillon universitaire est bien reçue, mais les participants réservent des critiques importantes à l'égard du développement du Campus MIL dans son ensemble et de ses effets dans les secteurs périphériques, en particulier dans le quartier Parc-Extension.

Le retrait du secteur Atlantic du territoire d'application du règlement 06-069 reçoit, pour sa part, des avis partagés. Certains y voient l'occasion de dynamiser le secteur en modifiant les usages commerciaux permis ou encore y voient l'occasion de construire plus de logements sociaux et abordables. D'autres voient plus ou moins l'utilité d'une telle démarche pour atteindre des

objectifs de densification, de diversification et de construction de logements sociaux et abordables.

2.2 L'école primaire du CSSMB

Le projet de construction de l'école primaire est le sujet qui a suscité la majorité des interventions de la population.

La majorité est favorable à l'arrivée d'une nouvelle école dans ce secteur[49] étant donné « *l'augmentation de la population*[50] », le « *dynamisme de vie*[51] » qu'elle apporterait, la valeur qu'elle ajouterait au quartier ainsi que la qualité des plans architecturaux soumis par le CSSMB jusqu'à présent. Les participants ont pris soin de préciser que l'école est « *très belle*[52] », « *adéquat[e]*[53] » et qu'ajouter cet équipement dans ce quartier serait idéal[54]. À propos de la hauteur de trois étages qui est proposée, une participante a exprimé que ce « *n'est pas un problème*[55] ».

D'autres, sans être contre l'arrivée d'une école primaire, sont contre le projet tel qu'il est soumis par le CSSMB[56], en disant « *non merci à ce projet*[57] ». Parmi ceux-ci, certains sont d'avis que le terrain sélectionné devrait rester à vocation résidentielle afin de pallier le manque de logement, ou encore que l'école devrait être construite ailleurs dans Outremont, par exemple en rénovant d'autres bâtiments institutionnels existants[58]. D'autres estiment qu'il « *n'y a aucune raison pour que [le terrain destiné au parc] soit utilisé à titre de cour d'école*[59] ». Il est à mentionner qu'une participante est « *complètement opposée à l'idée de cette école*[60] » et espère qu'il sera « *abandonné au profit d'espaces verts qui manquent cruellement de ce côté du quartier*[61] ».

Même si la majorité des participants s'est prononcée en faveur de la nouvelle école, plusieurs ont tout de même émis certaines préoccupations et bémols quant au projet soumis à la consultation. Ces bémols, présentés dans les prochaines sections, concernent la localisation de

[49] André Gravel, doc. 8.6; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Laura Di Iorio, doc. 8.13; Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6; Louise Voisard, doc. 9.1, #7; Monique Gratton-Amyot, doc. 9.1, #10; Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Christopher Quinn, doc. 9.1, #14; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15; Carole De Lagrave, doc. 9.1, #19; Claudia Landry, doc. 9.1, #21; J. Maier, doc. 9.1, #22; Ines Maurette, doc. 9.1, #3; Club de soccer Mont-Royal Outremont, doc. 8.19.1
[50] Laura Di Iorio, doc. 8.13, p. 2
[51] Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12
[52] Michèle Poitras, doc. 9.1, #13
[53] André Gravel, doc. 8.6, p. 1
[54] J. Maier, doc. 9.1, #22
[55] Claudia Landry, doc. 9.1, #21
[56] Christian Langlois, doc. 9.1, #23; Romain Droitcourt, doc. 9.1, #17; Mary McCutcheon, doc. 8.14
[57] Christian Langlois, doc. 9.1, #23
[58] Mary McCutcheon, doc. 8.14; Sophie S., doc. 9.1, #4
[59] Romain Droitcourt, doc. 9.1, #17
[60] Carine Vicente, doc. 9.1, #24
[61] *Idem*

l'école, sa vocation et son aménagement, la mutualisation des espaces intérieurs ainsi que le partage du parc P-3 et de la cour d'école.

2.2.1 La localisation, la vocation et l'aménagement de l'école

L'un des bémols exprimés quant à la localisation et l'aménagement de l'école concerne sa disposition sur le terrain sélectionné. Une participante explique dans son mémoire que les contraintes imposées par le site choisi « *proviennent essentiellement d'un historique de lotissement de terrains qui n'est plus pertinent aujourd'hui*[62] ». Elle propose une nouvelle division des zones PB-39 et PA-20 dans le but de partager autrement l'espace entre l'école, la cour d'école et le parc de quartier. Cette proposition est également appuyée par un autre regroupement de citoyens, en accord avec cet exemple de configuration[63]. Elle propose de prolonger l'avenue Stuart jusqu'à l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, créant ainsi deux lots distincts. Sur celui à l'ouest, près de l'avenue Dollard, elle propose de placer une école et sa propre cour aux dimensions suffisantes pour accueillir 650 élèves selon les normes du ministère. Elle propose d'installer le parc P-3 sur le lot à l'est, près de la place Alice-Girard et de l'avenue Wiseman. La proposition d'aménagement de cette participante s'appuie sur des considérations qui peuvent être résumées comme suit :

- « *Forme de terrain mieux adapté(sic) pour la construction de l'école.*
- *Superficie suffisante pour la cour d'école (ouverte au public ou non).*
- *Accessibilité à l'école plus sécuritaire, débarcadère plus proche et mieux intégré.*
- *Verdissement des abords de la place centrale, réduction de l'effet de minéralisation.*
- *Parc de quartier plus facilement accessible et de forme plus conventionnelle pour son aménagement.*
- *Connexion des rues locales pour une meilleure répartition des accès au secteur Montréal MIL.*
- *Réduction des nuisances liées à la circulation*[64] ».

La vocation prévue de l'école a également fait l'objet de plusieurs commentaires. À titre de rappel, cette école primaire aurait « *un statut d'école régulière*[65] ». Certains sont inquiets que cette école puisse devenir une école à vocation particulière, alors qu'il y en aurait « *déjà beaucoup [dans] le quartier*[66] ». Sa taille « *étrangement énorme*[67] » et ses locaux scientifiques situés dans un campus universitaire scientifique font douter certains participants sur les intentions du Centre de services scolaire à long terme. Ils estiment que le territoire d'appartenance de l'école ne restera pas fondé sur un critère de proximité[68]. Une participante

[62] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 3
[63] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 4
[64] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 2
[65] Réponses reçues le 28 septembre 2021, doc. 7.4.1, p. 23
[66] Carine Vicente, doc. 9.1, #24
[67] Laura Di Iorio, doc. 8.13, p. 2
[68] Christian Langlois, doc. 9.1, #23; Carine Vicente, doc. 9.1, #24; Laura Di Iorio, doc. 8.13

souligne notamment que « *les motivations pour une école de cette grandeur sont douteuses*[69] », d'autant plus que les documents déposés par le CSSMB « *indique[nt] que les écoles du secteur Mont Royal (secteur limitrophe à Outremont) dépassent déjà de façon importante leur capacité d'accueil. Pourquoi parler de [Ville Mont Royal] si l'école est pour les marcheurs d'Outremont?*[70] ». Les motivations du CSSMB à l'égard de la construction de cette école et son bien-fondé sont remis en question : le projet se ferait, selon une participante, « *pour plaire à l'université qui [a] donné le terrain ou possiblement accommoder les enfants des travailleurs de l'Université de Montréal qui n'habitent pas Outremont, ou des élèves d'autres quartiers desservis par le CSSMB*[71] ».

Des commentaires généraux sur le projet ont également été exprimés. Des résidents demandent à la Ville et au CSSMB de « *réviser [le] design architectural et la localisation de l'école primaire afin de respecter les besoins des enfants pour un milieu protégé, facile d'accès et calme, et respecter les besoins en superficie d'espaces verts pour le quartier MIL, le parc de quartier, et les besoins récréo-sportifs de ses résidents*[72] ».

La localisation de l'école pose également la question de son territoire d'appartenance. Conscient des impératifs administratifs du Centre de services scolaire et que le territoire de celui-ci couvre, entre autres, Outremont et Mont-Royal, les participants estiment que le territoire d'appartenance de la nouvelle école pourrait être élargi ou, à tout le moins, les règles d'admission assouplies. À titre de rappel, le territoire que desservirait la nouvelle école serait déterminé en 2024, soit l'année prévue pour la première rentrée scolaire de cette école. Comme mentionné au chapitre 1, le CSSMB a précisé que « *si des places sont disponibles suite à l'inscription de tous les élèves, ceux ne résidant pas sur le territoire pourront déposer une demande d'inscription pour les combler. Cette demande sera renouvelable annuellement*[73] ».

Le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) estime que la construction de l'école « *met en lumière les nombreux enjeux entourant le manque d'établissements scolaires à Parc-Extension et dans les quartiers environnants*[74] ». L'organisme souligne la proximité de la nouvelle école pour de nombreuses familles au sud de Parc-Extension. L'organisme espère que des ententes seront prévues pour permettre à ces enfants d'accéder à la nouvelle école, car « *vu la proximité de Parc-Extension avec le territoire du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et de son école projetée, il serait naturel que les enfants de Parc-Extension puissent s'y inscrire*[75] ». Cet avis est partagé par d'autres participants concernant les enfants de Parc-Extension[76] ainsi que ceux d'autres quartiers voisins comme le Mile-End[77]. Pour une participante, l'extension des limites du

[69] Laura Di Iorio, doc. 8.13, p. 2
[70] *Idem*
[71] *Idem*
[72] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 4
[73] Réponses aux questions envoyées par écrit, doc. 7.4.1, p. 23-24
[74] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 10
[75] *Ibid.*, p. 9
[76] Sophi Bayade, doc. 9.1, #1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2.3; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1
[77] Michèle Poitras, doc. 9.1, #13

territoire d'appartenance au-delà de la voie ferrée permettrait de « *ne pas en faire une école uniquement favorisée, [de] freiner l'embourgeoisement et favoriser la mixité sociale et ethnique*[78] ».

Le CAPE propose également que des mesures soient prises pour favoriser la fréquentation de l'école par les enfants de Parc-Extension, par exemple via « *des campagnes d'information pour aviser de la présence et de l'accessibilité de cette école […] en ayant une sensibilité pour la réalité de Parc-Extension, peut-être avec du matériel multilingue, au moins pour que l'information se rende finalement aux résidents puis aux résidentes*[79] ».

2.2.2 La mutualisation des espaces

De nombreuses personnes se sont prononcées sur le concept de mutualisation entre les locaux intérieurs de l'école et le parc de quartier P-3. Aux fins du présent chapitre, l'idée a été séparée en deux. D'abord, dans cette section, les opinions concernant le partage des locaux intérieurs, puis, dans la prochaine section, le partage de la cour d'école et du parc de quartier P-3.

Le principe de mutualisation des espaces intérieurs qui s'appliquerait à la palestre, au gymnase, aux laboratoires de sciences et à la bibliothèque[80] est, dans l'ensemble, bien reçu[81]. « *Le partage est une qualité*[82] » qui s'intégrerait bien dans un cadre d'éducation et permettrait d'inculquer aux enfants « *de bonnes habitudes citoyennes*[83] ». Parmi les arguments favorables, certains disent que c'est un projet « *vraiment innovant*[84] », que cela permettrait l'augmentation de l'utilisation des équipements[85], la « *rationalisation des coûts*[86] » ainsi que l'augmentation du dynamisme de vie de quartier[87]. Toutefois, certains sont sceptiques quant à sa réalisation, alors que d'autres proposent de pousser l'idée encore plus loin.

Ceux qui sont sceptiques donnent deux arguments. Le premier étant qu'en regardant des exemples existants ou similaires, ils ne peuvent pas conclure qu'ils sont réussis. Des participants notent qu'ailleurs, les locaux sont « *fermés en dehors des heures d'école*[88] » ou encore qu'au CCI, les locaux qui peuvent être loués sont rarement disponibles pour les résidents. Ce qui amène quelqu'un à soulever la question suivante : « *comment savoir si les locaux de l'école seraient disponibles pour tous les résidents ou monopolisés par des écoles privées?*[89] ». Le deuxième

[78] Sophi Bayade, doc. 9.1, #1
[79] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.2, L. 923-928
[80] Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, Concept et plans architecturaux de l'école primaire, doc. 4.1.2, p. 8
[81] Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6; Louise Voisard, doc. 9.1, #7; Monique Gratton-Amyot, doc. 9.1, #10; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Claudia Landry, doc. 9.1, #21; J. Maier, doc. 9.1, #22; Ines Maurette, doc. 9.1, #3
[82] Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12
[83] Suzanne Archambault, doc. 8.3, p. 5
[84] Ines Maurette, doc. 9.1, #3
[85] Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Ada Panduro, doc. 8.11
[86] Ines Maurette, doc. 9.1, #3
[87] J. Maier, doc. 9.1, #22
[88] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 2
[89] Laura Di Iorio, doc. 8.13, p. 4

argument est qu'il n'y a pas encore d'entente signée[90], ce qui « *donne l'impression que le projet est présenté ici sans être concret*[91] ».

Parmi ceux qui sont favorables au principe de mutualisation, certains pensent que l'idée devrait « *aller plus loin*[92] ». La mutualisation pourrait toucher davantage les organismes du quartier et des secteurs environnants en augmentant les liens possibles entre l'école et le milieu sociocommunautaire. Pour les tenants de cette idée, cela permettrait d'offrir une plus grande gamme de services en développant des « *partenariats*[93] », en impliquant les enfants dans des projets enrichissants[94], ou en offrant de l'équipement sportif pour la communauté[95]. Une participante croit que l'idée peut aussi être bénéfique aux parents : « *si nous avions des contacts avec les parents lors des activités communautaires, nous serions en mesure d'élargir [les] gamme[s] de service[s] pour répondre aux besoins et projets socioprofessionnels des parents*[96] ». Des participants ont aussi soulevé le point que des organismes de Parc-Extension ont besoin de locaux, citant l'expulsion, d'ici décembre 2022, des organismes du Complexe William-Hingston[97]. La mutualisation pourrait être étendue également à l'UdeM estiment des participants. Certains d'entre eux ont fait part à la commission qu'une mutualisation entre les deux institutions d'enseignement pourrait « o*uvrir le monde universitaire à ses enfants et […] développer ensemble une vulgarisation de la science*[98] ». Cela pourrait également favoriser les apprentissages des élèves sur la nature et l'environnement en les faisant participer aux Jardins Éphémères[99], ou encore instaurer un « *transfert de connaissance*[100] » entre l'université, les enfants et leurs parents.

2.2.3 Le partage de la cour d'école et du parc

La proposition du CSSMB de mutualiser certains de leurs locaux intérieurs vient du fait que la cour d'école devrait occuper 27 % de la superficie du parc de quartier P-3. Bien que l'idée d'une nouvelle école reste généralement la bienvenue et que certains participants soient d'accord en général de partager le parc P-3 avec la cour d'école[101], leur aménagement en inquiète plusieurs[102].

[90] Alexandre Lussier, doc. 8.10; Laura Di lorio, doc. 8.13
[91] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 3
[92] Outremont en famille, doc. 8.18.1, L. 1743
[93] Ines Maurette, doc. 9.1, #3
[94] Ines Maurette, doc. 9.1, #3; Suzanne Archambault, doc. 8.3
[95] J. Maier, doc. 9.1, #22
[96] Audrey Rosette, doc. 9.1, #5
[97] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1
[98] Outremont en famille, doc. 8.18.1, L. 1743-1745
[99] Outremont en famille, doc. 8.18.1
[100] Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[101] Caroline Braun, doc. 9.4, #3; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Suzanne Archambault, doc. 8.3
[102] Alexandre Lussier, doc. 8.10; Laura Di lorio, doc. 8.13; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17; Louise Voisard, doc. 9.1, #7

Certains sont déçus de voir l'arrivée d'une cour d'école aménagée pour de jeunes enfants, alors que les besoins en infrastructures se font également sentir chez les adolescents, les adultes et les personnes âgées[103]. La sécurité des enfants qui vont jouer dans la cour d'école suscite des craintes, car ils pourraient « *s'aventurer trop loin hors du parc*[104] ». Un groupe de résidents précise que les choix d'aménagement de l'école et du parc proposé par le CSSMB leur « *font douter grandement de la volonté d'agir selon une véritable logique urbanistique et un véritable courage politique de développement durable*[105] ».

Il faut également noter que des participants sont contre l'idée de partager le parc P-3 avec la cour d'école[106], entre autres, parce que ce n'est pas assez sécuritaire pour les enfants, ou encore cela serait « *moins calme pour les gens qui utilisent le parc*[107] ». Un autre groupe de résidents estiment également que la mutualisation des équipements les place en compétition en ce qui a trait à l'allocation de l'espace : « *Pourquoi le parc de quartier, l'école primaire et les plateaux récréo-sportifs, trois équipements sociaux essentiels au bien-être et au développement des citoyens, doivent-ils être placés en compétition? On nous dit qu'ils seront en synergie, mais pourquoi alors ne pas leur donner un espace suffisant dès le départ?*[108] ».

Qu'ils soient pour ou contre le partage du parc, la majorité des participants s'entendent pour dire que le quartier manque d'espaces verts. Un enjeu qui viendrait à s'accentuer avec la croissance démographique du MIL[109]. Certains ont l'impression qu'ils se « *font avoir*[110] » en accordant près du tiers du parc au CSSMB. En effet, pour eux, le parc P-3 « *n'est pas suffisant*[111] » pour répondre aux besoins et « *le plan d'une école immense sans cour ne devrait pas avoir lieu. Le parc est pour tous les résidents*[112] ». Une participante propose que le CSSMB « *cède un terrain de 4 000 m² à l'Arrondissement d'Outremont afin de pallier à (sic) la perte* »[113], alors que d'autres proposent de « *préserver le maximum de la superficie consacrée initialement au P-3, en tant qu'espace véritablement vert, essentiel au quartier MIL*[114] ».

Au-delà de la question du partage, la question de l'aménagement de l'espace suscite déjà de nombreuses idées, par exemple, des stations d'eau, une fontaine, un étang pour canards[115], des

[103] Laura Di Iorio, doc. 8.13; Ronald Petiteau, doc. 9.1, #18; Christian Langlois, doc. 9.1, #23
[104] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[105] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 1
[106] Carine Vicente, doc. 9.1, #24; Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12; Laura Di Iorio, doc. 8.13
[107] Louise Voisard, doc. 9.1, #7
[108] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 2
[109] Alexandre Lussier, doc. 8.10; Laura Di Iorio, doc. 8.13; Kemme Bettina, doc. 8.15; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[110] Caroline Braun, doc. 9.4, #3
[111] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 2
[112] Laura Di Iorio, doc. 8.13, p. 4
[113] Caroline Braun, doc. 9.4, #3
[114] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 4
[115] Suzanne Archambault, doc. 8.3

jardins communautaires[116] et « *des places aménagées et protégées pour pique-niquer*[117] ». Dans l'ensemble, une cour d'école avec « *des espaces de jeux verts*[118] » est jugée préférable à « *une cour bétonnée*[119] ». Certains ont également soulevé des inquiétudes face à la présence d'une clôture pour diviser la cour et le parc[120]. Un participant note qu'ailleurs, dans des projets similaires, les espaces sont « *clôturées […] en dehors des heures d'école*[121] ». Une participante propose également que la cour d'école soit plus près du parc Irma-LeVasseur existant où « *l'aménagement et la maturité de la végétation [pourraient être] les principaux atouts, et ce, dès l'ouverture de l'école*[122] ».

Le Club de soccer Mont-Royal Outremont a fait des représentations devant les commissaires en séance d'audition des opinions afin que puisse être installé dans la cour d'école ou dans le parc P-3, un terrain multisport muni de filets de soccer et de buts amovibles « *qui permettrait [au] club de soccer de pouvoir utiliser cette enceinte sportive en dehors des heures scolaires*[123] ». Afin de répondre à leurs besoins, le terrain multisport devrait être synthétique[124]. Il précise que ce type de surface aurait évolué technologiquement et qu'il aurait « *des impacts environnementaux relativement faibles*[125] ».

Enfin, des résidents se sont exprimés sur l'enclavement du parc et de la cour d'école derrière le bâtiment scolaire. Une participante note que l'encadrement du parc « *semble bien peu inspirant compte tenu des enjeux de verdissement du secteur. Cet encadrement imperméable ne rend pas l'avenue attrayante ni fonctionnelle*[126] ». Ils proposent de « *désenclaver l'accès et la perspective visuelle de ce parc, au lieu de l'enclaver sur toutes ses faces*[127] ». Bref, le parc devrait être « *visible et accessible*[128] ».

2.2.4 La mobilité autour de l'école

Avec l'arrivée d'une nouvelle école ainsi que l'aménagement d'un parc de quartier vient une panoplie d'enjeux de mobilité aux yeux de participants; des enjeux qui ne se « *résorber[aient] pas avec la venue d'une école*[129] ». De manière plutôt générale, les commentaires sont, d'une part, liés à la circulation autour de l'école et dans le quartier. D'autre part, ils concernent

[116] Suzanne Archambault, doc. 8.3; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[117] Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[118] Robert-François Yelle, doc. 9.1, #2
[119] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[120] Sylvie Fortin, doc. 9.1, #8; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[121] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 2
[122] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 3
[123] Club de soccer Mont-Royal Outremont, doc. 8.19.1, L. 1256-1258
[124] *Ibid.*, L. 1461
[125] *Ibid.*, L. 1498
[126] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 5
[127] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[128] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 5
[129] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 5

spécifiquement la sécurité des élèves, des parents et du personnel de l'école. Dans cette section, est également traitée la question du stationnement du CCI.

À propos de la circulation générale autour de l'école, des participants soulignent que le niveau de circulation est déjà élevé dans le quartier et sont inquiets qu'une nouvelle école vienne intensifier le phénomène[130]. Ces inquiétudes concernent tout particulièrement la circulation du personnel et des parents : « *où le personnel se stationnera […] et [où] les parents des autres quartiers déposeront leurs gamins?*[131] », entre autres, parce que même si l'école est dite de marcheurs, certains parents y déposeront leurs enfants en voiture[132].

Des solutions en matière de mobilité active sont proposées par certaines personnes. Elles suggèrent, entre autres, de prévoir des pistes cyclables[133], des stationnements pour les vélos, dont des places intérieures « *facilitant la pratique du vélo vers l'école, même l'hiver*[134] », de « *légaliser et faciliter l'accès par vélo sur la passerelle piétonne actuelle*[135] » ainsi que de bien baliser les espaces entre les types d'usagers[136].

Pour une majorité qui s'est exprimée sur le sujet, la sécurité des enfants, des parents et du personnel de l'école apparaît comme une priorité[137]. C'est également en ce sens qu'ont répondu les participants au questionnaire en ligne, en choisissant la sécurité des élèves vers et depuis l'école primaire comme l'élément le plus important à considérer dans le projet[138]. C'est un aspect qui concerne autant « *les enfants et les familles qui [pourraient] aller en toute sécurité à l'école, au parc, au nouveau parc qui a été créé au Campus MIL*[139] *».* À l'inverse, certains estiment que le fait que l'école soit située dans un quartier résidentiel rendrait les automobilistes « *déjà habitués*[140] » à la présence de marcheurs et rendrait le quartier « *pedestrian friendly*[141] ». Les participants sont plutôt favorables à ce que l'équipement soit principalement une école de marcheur, mais certains émettent quand même des inquiétudes pour ceux qui arriveront en transport en commun ou encore en transport adapté[142].

Les inquiétudes pour la sécurité visent aussi précisément l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux. Les participants la décrivent comme n'ayant « *pas été conçue pour servir de débarcadère*[143] »,

[130] Alexandre Lussier, doc. 8.10; Romain Droitcourt, doc. 9.1, #17; Christian Langlois, doc. 9.1, #23; Ronald Petiteau, doc. 9.1, #18; Marie-Andrée Morin, doc. 8.21
[131] Christian Langlois, doc. 9.1, #23
[132] J. Maier, doc. 9.1, #22
[133] Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12
[134] Magali Bebronne, doc. 9.1, #11
[135] *Idem*
[136] Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12; Ines Maurette, doc. 9.1, #3
[137] Outremont en famille, doc. 8.18.1; Ines Maurette, doc. 9.1, #3; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Audrey Rosette, doc. 9.1, #5
[138] OCPM, synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.4, p. 10
[139] Outremont en famille, doc. 8.18.1, L. 1773-1774
[140] Claudia Landry, doc. 9.1, #21
[141] J. Maier, doc. 9.1, #22
[142] Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[143] Romain Droitcourt, doc. 9.1, #17

comme étant « *bruyante, rapide et passante et où aucun parent ne laisserait circuler son enfant sans surveillance*[144] » ou encore comme un « *shortcut*[145] » dans les déplacements depuis qu'elle débouche sur l'avenue du Parc. Une participante estime également qu'il serait « *catastrophique de mettre une école dans ce coin*[146] ».

Quelques idées sont amenées dans le but d'améliorer la sécurité. Il est proposé d'ajouter des dos d'âne supplémentaires[147], d'ajouter des « *panneaux de ralentissement*[148] », d'assurer une surveillance suffisante aux intersections[149] et de « *veiller à ce que le code de la route soit respecté en tout temps*[150] ».

Les participants se sont également prononcés sur le stationnement du CCI. Dans les modifications règlementaires, il est proposé de déplacer les 50 cases de stationnement du CCI, ce qui a apporté son lot de questionnements et d'inquiétudes en lien avec les conflits potentiels entre les usagers de la route[151]. Pour l'un des participants, 50 cases ne pourraient suffire. Il propose alors que « *ce stationnement [puisse] être aménagé en partie sous la cour d'école, avec un débarcadère souterrain pour les autobus et les voitures. Un nombre égal ou supérieur de places de stationnement serait supprimé dans les avenues locales d'Outremont pour compenser les GES ainsi créés*[152] ». Une autre personne propose d'ajouter des cases de stationnement pour le personnel et les visiteurs, car il serait « *utopique de penser que tous se déplaceront en transport en commun*[153] ». D'autres estiment que les cases de stationnement devraient rester le plus près possible du CCI puisque de nombreux parents y déposent leurs enfants avec leur équipement de patin ou de hockey[154], ou encore parce que le CCI dessert des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées; « *sinon, à quoi [bon] parler d'un centre inter générationnel!*[155] ».

2.2.5 Les questionnements et incertitudes supplémentaires

Pour certaines personnes, dans le dossier de l'école primaire, il reste encore des questions en suspens qui sont source d'inquiétudes. Des participants ont également soulevé des enjeux relativement aux enfants avant ou après leur passage à l'école, c'est-à-dire aux besoins qu'il pourrait y avoir dans le MIL pour construire des centres de la petite enfance (CPE) ou encore des écoles secondaires[156]. Enfin, un participant note qu'il n'a « *aucune confiance dans le CSSMB pour*

[144] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 1
[145] J. Maier, doc. 9.1, #22
[146] Marie-Andrée Morin, doc. 8.21
[147] Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[148] Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[149] Louise Voisard, doc. 9.1, #7
[150] Audrey Rosette, doc. 9.1, #5
[151] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[152] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 4
[153] Agnes Unterberg, doc. 9.1, #16
[154] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[155] Agnes Unterberg, doc. 9.1, #16
[156] Suzanne Archambault, doc. 8.3

[réaliser] la transition écologique[157] » vu les actions posées dans d'autres écoles en lien avec le stationnement et les vignettes.

2.3 Le pavillon de l'Université de Montréal

Plusieurs opinions reçues concernent l'UdeM. Toutefois, peu de personnes se sont prononcées spécifiquement sur l'objet règlementaire de la consultation, c'est-à-dire la proposition d'augmenter le coefficient d'occupation du sol (COS) de 2 à 4 et le pourcentage d'implantation au sol de 50 à 65 %. La section qui suit aborde les opinions qui traitent du nouveau pavillon, de sa densité, de la proposition de mettre des commerces au rez-de-chaussée, ainsi que de la présence des Jardins Éphémères à proximité.

L'annonce de la venue d'un nouveau pavillon, considérée en elle-même, est bien accueillie[158], bien qu'une personne soit contre la construction d'un nouveau pavillon[159].

En faveur de la venue du pavillon, deux participants estiment que son arrivée « *va dynamiser le secteur tant du point de vue de l'effervescence communautaire, humaine, culturelle et économique*[160] » et que « *davantage de moyens sont toujours [bienvenus] pour donner envie d'apprendre aux étudiants et qu'ils [se] sentent bien dans un environnement porteur et moderne*[161] ». Toutefois, une participante se demande si les fenêtres du bâtiment et celles d'autres bâtiments dans le MIL auraient un impact pour la sécurité des oiseaux[162].

Concernant la vocation du nouveau pavillon que l'université désigne comme le « Centre d'innovation en intelligence numérique », un participant propose : « *Pourquoi pas un ''Centre d'innovation en intelligence écologique''? L'intelligence numérique est un marché en voie d'être saturé à court terme, particulièrement à Montréal. Un centre de recherche et d'innovation en développement durable et en agriculture urbaine s'intégrerait bien mieux au campus déjà existant*[163] ». Dans ce pavillon, une participante estime que les connaissances se développeraient en « *autarcie avec des clientèles favorisées (milieu socio-culturel, argent) et ne s'ouvre que très peu à d'autres clientèles, et ce, en cascade jusqu'aux plus défavorisées*[164] ». Elle estime également que l'UdeM est un promoteur pour « *certaines clientèles, en général aisées*[165] *».*

[157] Christian Langlois, doc. 9.1, #23
[158] Mary McCutcheon, doc. 8.14; Sophie S., doc. 9.3, #3; Christopher Quinn, doc. 9.3, #7; Luc Granger, doc. 9.3, #8; J. Maier, doc. 9.3, #10
[159] Danielle Roussy, doc. 9.3, #9
[160] Ines Maurette, doc. 9.3, #2
[161] Fabien Dubreuil, doc. 9.3, #6
[162] Leslye Lang, doc. 9.4, #10
[163] Antoine Findeli, doc. 9.3, #1
[164] Danielle Roussy, doc. 9.3, #9
[165] *Idem*

De manière plus globale, les participants ont exprimé quelques inquiétudes supplémentaires, telles que les « *vibrations néfastes*[166] » occasionnées par le passage du train, les faibles possibilités de verdir le terrain[167], ainsi que les divers moyens d'accéder en « *transport en commun à ce pavillon*[168] ».

2.3.1 Les mesures de densité

Peu de gens ont exprimé une opinion sur les mesures de densité à proprement parler. Deux participants remettent en question la nécessité d'augmenter la densité. L'une d'elle propose « *de réaménager les 7450 m² [pour] aller chercher le 15 % de différence en modifiant d'autres paramètres du bâtiment*[169] ». Un autre participant affirme que l'augmentation de la densité n'est pas nécessaire : « *Construisez moins, occupez mieux, plantez des arbres et soyez humbles*[170] ». Allant dans le même sens, les répondants au questionnaire en ligne placent l'enjeu des espaces verts autour du nouveau pavillon comme étant l'aspect le plus important[171]. Enfin, une autre personne estime que l'augmentation de la densité n'aurait pas d'impact négatif en soi[172].

2.3.2 Les commerces au rez-de-chaussée

Concernant l'installation de commerces au rez-de-chaussée du pavillon universitaire, il y a autant de personnes qui ont accepté l'idée[173] que celles qui l'ont rejetée[174]. Il reste que dans l'ensemble, les gens qui acceptent l'idée le font sous conditions, tels que : interdire « *les commerces de mal-bouffe*[175] », ne pas rivaliser avec les rues commerciales à proximité[176], permettre des commerces qui sont utiles à la communauté étudiante, soit pour manger, ou encore pour se procurer du matériel scolaire[177], ainsi que de permettre des services de proximité, comme une pharmacie, un nettoyeur, un bureau de poste[178] ou « *des locaux de CPE*[179] ».

2.3.3 Les Jardins Éphémères

La commission a reçu quelques contributions portant sur les Jardins Éphémères. En activité depuis 2015 sur un terrain appartenant à l'UdeM, il s'agit d'un projet d'agriculture urbaine et d'animation culturelle. Les jardins font office de projet transitoire dans l'attente du

[166] Monique Gratton-Amyot, doc. 9.3, #5
[167] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1
[168] Danielle Roussy, doc. 9.3, #9
[169] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[170] Antoine Findeli, doc. 9.3, #1[171] OCPM, synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.4, p. 13
[171] OCPM, synthèse du questionnaire en ligne, doc. 6.4, p. 13
[172] J. Maier, doc. 9.3, #10
[173] Carlo Primiani, doc. 9.3, #4; J. Maier, doc. 9.3, #10
[174] Monique Gratton-Amyot, doc. 9.3, #5; Danielle Roussy, doc. 9.3, #9
[175] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[176] Ines Maurette, doc. 9.3, #2
[177] Sophie S., doc. 9.3, #3
[178] Fabien Dubreuil, doc. 9.3, #6
[179] Ines Maurette, doc. 9.3, #2

développement des prochaines phases du campus MIL. En effet, « *un bâtiment universitaire de six à huit étages y est ultimement projeté*[180] ».

Les personnes s'étant exprimées sur le sujet sont toutes d'avis que les Jardins Éphémères ont un impact positif sur le quartier, qu'ils sont « *crucia[ux]*[181] » et « *essentiels pour contrer les îlots de chaleur*[182] ». De plus, il importerait pour elles de les « *pérenniser*[183] » en leur donnant « *une place d'honneur*[184] » dans le MIL.

2.4 Le secteur Atlantic

Dans le règlement 06-069 actuellement en vigueur, le secteur Atlantic correspond à la zone C-12. Comme mentionné au chapitre 1, la Ville de Montréal propose de retirer complètement ce secteur du règlement, et ce, dans le but de le soumettre à la règlementation de l'arrondissement d'Outremont.

Certains acceptent l'idée, tout en proposant des mesures pour bonifier les règlements d'urbanisme d'Outremont qui s'appliqueraient au secteur Atlantic. Le promoteur immobilier PRESTI Demeures et développements, propriétaire de l'immeuble Vivre I, note le manque de dynamisme dans ce secteur. Il estime que la grille actuelle de la zone C-12 est « *très rigide*[185] ». Il propose de permettre les usages commerciaux suivants dans le secteur Atlantic : café, restaurant, casse-croûte et comptoir-lunch, épicerie, fruiterie, boulangerie, commerce de détail et dépanneur, en plus de conserver les usages de bureaux autorisés actuellement[186]. L'entreprise estime que si les limitations actuelles se perpétuent, ses locaux commerciaux demeureront vacants. Des participants sont d'avis qu'il faudrait verdir davantage le secteur Atlantic[187], y installer un musée sur Outremont, ou encore y installer les archives de l'arrondissement[188]. Dans ses représentations, le Club de soccer Mont-Royal Outremont a indiqué souhaiter la construction d'un terrain de soccer couvert et suggère le secteur Atlantic pour ce faire[189]. Enfin, une participante propose de mettre sur pied un comité aviseur pour aider l'encadrement du développement du secteur[190].

Certains acceptent la proposition seulement sous certaines conditions. Plusieurs sont d'avis que les usages permis devraient être mixtes, ce qui permettrait de favoriser les déplacements actifs,

[180] Ville de Montréal, document d'information, doc. 3.1, p. 16
[181] Kemme Bettina, doc. 8.15
[182] Mary McCutcheon, doc. 8.14
[183] Magenta Baribeau, doc. 9.4, #5
[184] Louise Voisard, doc. 9.1, #7
[185] PRESTI Demeures et développements, doc. 8.8, p. 10
[186] *Idem*
[187] Gabriel Waché, doc. 9.2, #2; Fabien Dubreuil, doc. 9.2, #5; J. Maier, doc. 9.2, #9
[188] Gabriel Waché, doc. 9.2, #2
[189] Club de soccer Mont-Royal Outremont, doc. 8.19.1
[190] Mary McCutcheon, doc. 8.14

tout en animant les espaces publics[191]. Le CAPE estime, pour sa part, que le retrait du secteur Atlantic ne devrait pas mener « *à son exclusion des engagements qui ont accompagné l'adoption du PDUES en 2013, et notamment l'objectif de construire 225 logements sociaux dans les secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau*[192] ». En matière de logement, d'autres estiment que les logements à construire dans ce secteur devraient répondre autant aux besoins du marché locatif[193] qu'à l'objectif d'attirer de nouveaux propriétaires[194], et ce, sous plusieurs déclinaisons comme « *des maisons de ville, des mini immeubles, des duplex ou triplex*[195] ». Une participante est d'avis que le retrait du secteur Atlantic devrait allouer plus d'espaces aux artistes et entreprises locales[196]. Notons que l'on retrouve des ateliers d'artistes à deux adresses présentement dans le secteur Atlantic : au 435 avenue Beaubien et au 6545 avenue Durocher[197]. Enfin, d'autres conditions évoquées viseraient à mieux « *protéger le patrimoine et [à favoriser] le développement intelligent et en verdure de ce secteur en prolongement d'Outremont*[198] ».

Certains ne sont ni pour ni contre le retrait du secteur Atlantic du règlement 06-069, mais expriment tout de même des inquiétudes[199]. Concernant la place de la culture dans le développement du secteur Atlantic, deux participantes proposent de protéger et d'encourager les activités du secteur culturel pouvant bénéficier à tous, notamment les élèves et les universitaires du MIL Montréal[200]. Il y a également une crainte que le développement et la requalification du secteur Atlantic mènent à une hausse des loyers[201], surtout en raison de l'arrivée de compagnies en haute technologie[202]. Enfin, certains sont inquiets, car la vision présentée par l'arrondissement dans le cadre de cette consultation leur apparaît peu claire[203].

Finalement, certains rejettent l'idée de retirer le secteur Atlantic dû à la mauvaise gestion de l'arrondissement dans le développement d'autres secteurs[204], ou encore parce que le secteur Atlantic serait remis « *les yeux fermés à des promoteurs immobiliers qui vont y construire encore et encore des condominiums. Cela ne permettra aucunement l'accès aux artistes d'obtenir des lieux de créations à coûts soutenables. Et on passe à la trappe tout ce qui pourrait être un développement immobilier à coûts accessibles*[205] ».

[191] Suzanne Archambault, doc. 8.3; Christopher Quinn, doc. 9.2, #6; PRESTI Demeures et développements, doc. 8.8
[192] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 10
[193] J. Maier, doc. 9.2, #9
[194] Sarah Villemaire, doc. 9.2, #10
[195] Francois Ultich, doc. 9.2, #8
[196] J. Maier, doc. 9.2, #9
[197] Réponses reçues le 14 octobre 2021, doc. 6.3.1, p. 18
[198] Monique Gratton-Amyot, doc. 9.2, #3
[199] Parti Republicain Souverainiste, doc. 8.5
[200] Suzanne Archambault, doc. 8.3, p. 14; Gaëlle Janvier, doc. 9.2, #12
[201] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[202] Louis Rastelli, doc. 9.2, #4
[203] J. Maier, doc. 9.2, #9
[204] Fabien Dubreuil, doc. 9.2, #5
[205] Danielle Roussy, doc. 9.2, #7

2.5 Le territoire du MIL Montréal et ses abords

Les participants nomment plusieurs défis qui se posent dans le MIL Montréal et ses quartiers voisins, sans toujours les rapporter à l'un des trois objets de la consultation. Parmi les enjeux soulevés, on retrouve des préoccupations concernant les commerces, les services, les équipements, les espaces verts et la mobilité, ainsi que des inquiétudes à l'égard de l'embourgeoisement, plus particulièrement au logement. Certains expriment également des doléances à l'égard des actions de l'UdeM.

2.5.1 Les commerces, les services et les équipements

Pour certains intervenants, il y aurait un manque à gagner en ce qui a trait aux commerces, aux services et aux équipements collectifs. Certains proposent l'ajout de petits commerces d'alimentation et des cafés[206], l'ouverture « *des bibliothèques de l'UdeM à la population*[207] », un poste de police, des services de santé[208], ou encore « *un endroit où des conférences pourraient se donner*[209] ». L'organisme Outremont en Famille souligne qu'« *Outremont est un Arrondissement où il y a une forte proportion d'enfants 0-5 ans, d'enfants en bas âge et donc [il faudrait] aussi penser à créer des CPE*[210] ».

En ce qui concerne les infrastructures sportives, certains soulignent qu'il n'y a plus de terrains de baseball et que le skatepark sur le stationnement du CCI n'est que provisoire[211]. L'organisme Outremont en famille a indiqué à la commission avoir reçu beaucoup de commentaires concernant les besoins pour une piscine dans Outremont[212]. De plus, bien que le Club de soccer Mont-Royal Outremont ait fait des représentations pour l'inclusion d'un terrain dans le parc P-3 ainsi qu'un terrain couvert dans le secteur Atlantic, l'organisme estime que, vu le manque d'infrastructures sportives, les équipements demandés pourraient se trouver ailleurs dans le territoire du MIL Montréal[213].

Le MIL apparaît également comme un territoire qui devrait contribuer à accroître l'offre de services pour les populations environnantes de manière inclusive. Pour une résidente de Parc-Extension, les programmations doivent être « *adaptées du point de vue culturel [et] sensibles par rapport aux différences culturelles*[214] ». L'organisme Outremont en famille rapporte avoir des échanges avec les populations d'un arrondissement voisin, mais aucun avec celles de Parc-Extension, entre autres, dû à la barrière physique qui les sépare : « *Et je pense vraiment que grâce*

[206] J. Maier, doc. 9.4, #13
[207] Suzanne Archambault, doc. 8.3
[208] Fabien Dubreuil, doc. 9.4, #11
[209] Jocelyn Beaudry, doc. 9.4, #2
[210] Outremont en famille, doc. 8.18.1
[211] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[212] Outremont en famille, doc. 8.18.1
[213] Club de soccer Mont-Royal Outremont, doc. 8.19.1
[214] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1, L. 2278-2279

au MIL, ces échanges-là vont pouvoir se faire[215] » sinon on passerait « *un peu à côté d'une très, très belle opportunité*[216] ».

2.5.2 Les espaces verts

La thématique des espaces verts a suscité l'attention de plusieurs participants. Au-delà des enjeux qui touchent le parc de quartier P-3, les participants sont conscients de la « *raréfaction des terrains verts disponibles*[217] », mais sont tout de même d'accord pour dire que le MIL Montréal est déficient en espaces verts et en espaces publics de qualité[218]. Un participant s'inquiète également de la qualité de l'air[219].

Parmi les qualificatifs utilisés pour décrire les espaces du MIL on retrouve : « *minéralisation intensive du sol*[220] », « *très froid [et] manque de vision*[221] », « *îlots de chaleur*[222] », « *secteur aride*[223] » ainsi que « *très froid l'hiver [et] ouverts au vent*[224] ». En ce sens, les participants demandent de « *réserver davantage de terrains pour la création de nouveaux espaces verts et récréo-sportifs*[225] », de conserver le parc canin dans les travaux de réaménagement du secteur Rockland[226], d'instaurer des « *mesures écologiques vigoureuses et novatrices*[227] » incluant des « *solutions et matériaux écologiques*[228] ».

Tout comme pour les services et les commerces de proximité, certains proposent d'utiliser une part accrue du MIL Montréal comme espaces végétalisés qui permettraient à la fois de servir la population d'Outremont, mais également celle de Parc-Extension[229], en plus de servir comme lieu de socialisation[230].

2.5.3 La mobilité

Des participants ont émis des inquiétudes quant aux études de circulation : « *Les études datent et présentent un portrait d'avant l'immense chantier de construction de l'espace MIL*[231] ». Cette

[215] Outremont en famille, doc. 8.18.1, L. 1944
[216] *Ibid.*, L. 2079
[217] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 2
[218] Alexandre Lussier, doc. 8.10; Ada Panduro, doc. 8.11; Robert-François Yelle, doc. 9.1, #2; Sébastien Côté, doc. 9.4, #4; Gino Therrien, doc. 9.1, #9; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[219] Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6
[220] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 5
[221] Sébastien Côté, doc. 9.4, #4
[222] Robert-François Yelle, doc. 9.1, #2
[223] Gino Therrien, doc. 9.1, #9
[224] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 5
[225] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17
[226] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17; Marie-Jeanne Blain, doc. 9.4, #12
[227] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 2
[228] Ines Maurette, doc. 9.4, #8
[229] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1
[230] Ines Maurette, doc. 9.4, #8
[231] Françoise Picard, doc. 8.7, p. 1

préoccupation est partagée par un participant qui indique que : « *de telles études devraient être faites, mais d'ici-là, une sécurisation […] est urgente*[232] ». Un participant demande que soit plus sérieusement étudié le « *potentiel d'une augmentation nuisible de la circulation automobile dans les rues d'Outremont*[233] ».

Les participants ont également exprimé leur opinion quant aux connexions entre les quartiers, plus particulièrement avec celles à venir dans l'axe de l'avenue de l'Épée[234]. Un participant estime qu'aucune des modifications règlementaires proposées ne devrait être adoptée avant que ce passage ne soit terminé : il faudrait le finir « *avant de passer à autre chose*[235] ». L'amélioration des connexions passerait également par le déneigement adéquat de la passerelle bleue pour « *les personnes qui utilisent une aide à la mobilité, une chaise roulante, un triporteur, une marchette [ou] en vélo*[236] ». Une participante estime, toujours concernant les connexions, que la nouvelle cour de voirie d'Outremont est localisée d'une manière qui empêcherait le développement de nouveaux liens entre le MIL Montréal et l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, en plus d'obstruer les vues vers la montagne[237].

Pour ce qui est de la circulation motorisée, le flux automobile dans le MIL Montréal est décrit comme étant « *incessant*[238] », « *croissant*[239] », « *dangereux*[240] », « *nuisible*[241] » et « *extrêmement problématique*[242] ». Un participant trouve que le manque d'engagement pour réduire la circulation automobile est « *assez catastrophique […] grave, irresponsable et inacceptable*[243] ». Cet enjeu concernerait également « *le trafic de camions lourds [qui] est infernal avec toute la construction*[244] ». Les gens sont inquiets, car les voitures roulent rapidement et peu « *respecte[nt] la limite de vitesse de 30 km/h*[245] » dans les rues locales d'Outremont[246]. D'autant plus que la venue du campus et du MIL créerait « *une augmentation de la circulation sur les rues locales*[247] ».

Plusieurs ont émis des commentaires à l'égard de la mobilité active. Le réseau cyclable serait actuellement « *sinueux et contre-intuitif*[248] » en plus d'être « *très déficient pour accueillir de*

[232] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 5
[233] *Ibid*, p. 1
[234] Mary McCutcheon, doc. 8.14
[235] Carl Delaney, doc. 9.4, #7
[236] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1, L. 2572-2573
[237] Mary McCutcheon, doc. 8.14
[238] Françoise Picard, doc. 8.7, p. 1
[239] Mary McCutcheon, doc. 8.14
[240] Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6
[241] Alexandre Belzile, doc. 8.12, p. 1
[242] Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6
[243] *Idem*
[244] Françoise Picard, doc. 8.7, p. 1
[245] Alexandre Lussier, doc. 8.10, p. 5
[246] Caroline Charest, doc. 8.16, p. 1
[247] Eric Poteet, doc. 8.4, p. 1; Eric Poteet, doc. 9.4, #1
[248] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 6

manière sécuritaire l'afflux de nouveaux cyclistes[249] ». L'axe de la rue Wiseman devrait être « *privilégié pour le transport actif*[250] » puisqu'il relie les deux stations de métro. Dans la proposition de reconfiguration des zones PB-39 et PA-20 d'une des participantes, on retrouve une proposition « *d'utiliser Stuart et Wiseman comme axe de mobilité active, rectiligne vers Côte-Ste-Catherine et en respect des orientations du plan proposé lors de l'adoption du règlement sur le Campus MIL. À noter que l'axe Stuart pourrait aussi être ouvert aux automobiles jusqu'à [l'avenue] Thérèse-Lavoie-Roux afin de mieux répartir les déplacements véhiculaires vers le Campus MIL*[251] ». Une participante propose de laisser plus de places aux piétons dans le MIL[252].

2.5.4 L'embourgeoisement

Une majorité de participants s'étant inscrits aux séances d'audition des opinions et qui se sont entretenus avec les commissaires, s'est montrée inquiète des impacts du développement du MIL Montréal sur l'embourgeoisement, surtout dans ses abords[253]. Ils s'entendent pour dire que l'arrivée du MIL, et plus particulièrement du campus, fait en sorte « *que la gentrification s'accélère dans le quartier Parc-Extension*[254] », que celui-ci « *subit les externalités négatives*[255] » en le rendant ainsi « *de plus en plus vulnérable*[256] ».

Selon l'organisme CAPE, Parc-Extension, le quartier voisin au nord du MIL qui « *occupe le deuxième rang [des quartiers] les plus pauvres, au Canada*[257] » est « *marqué par une précarité socio-économique assez forte [et] par une population majoritairement issue de l'immigration récente de première [et] deuxième génération*[258] ». Toujours selon CAPE, les résidents de Parc-Extension auraient tout de même réussi à construire « *des réseaux d'entraide très forts*[259] », mais qui sont en train de « *s'éroder avec [la] gentrification*[260] ». L'impact du MIL se ferait ainsi sentir sur les quartiers voisins, sur le logement, mais aussi sur l'activité commerciale vue « *l'augmentation de loyer déraisonnable*[261] ». Les participants estiment qu'il faudrait tisser de meilleurs ponts entre les deux territoires, que cela soit à l'égard de la mobilité ou par le biais de la mutualisation des équipements, comme discuté dans une section précédente. Une autre

[249] Alexandre Belzile, doc. 8.12, p. 1
[250] Ada Panduro, doc. 8.11, p. 6
[251] *Idem*
[252] J. Maier, doc. 9.4, #13
[253] Suzanne Archambault, doc. 8.3; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Outremont en famille, doc. 8.18.1; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1
[254] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 2
[255] *Idem*
[256] Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 2
[257] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2.3, L. 113
[258] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.2, L. 674-675
[259] *Ibid.*, L. 677-678
[260] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1, L. 2294
[261] Fabien Dubreuil, doc. 9.4, #11

personne ajoute à cela qu'il devrait y avoir plus de processus consultatifs entre les deux territoires[262].

LES DEMANDES ADRESSÉES À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Plusieurs demandent à l'UdeM de prendre ses responsabilités à l'égard des impacts négatifs occasionnés par le développement de son campus. Ayant une « *confiance très limitée*[263] » envers l'institution, certains notent son « *manque d'engagement*[264] » et un « *manque de considération*[265] » continu envers « *les organismes et les résident-e-s du quartier*[266] » de Parc-Extension. Bien qu'il y ait eu quelques projets, l'organisme CAPE reproche à l'UdeM de ne prendre « *aucune mesure sérieuse pour limiter son impact résidentiel dans le quartier, et rien n'indique qu'elle en fera autant dans un avenir rapproché*[267] ». En ce sens, vu le statut de l'institution, une participante estime « *qu'un réinvestissement dans les communautés avoisinantes et plus particulièrement les plus vulnérables devrait être une condition sine qua non*[268] » à son financement public. Une opinion partagée par le CAPE qui croit également que le financement public exige que l'UdeM soit soumise « *[…] à des procédures de reddition de compte claires et accessibles*[269] » à ceux affectés par le projet.

Plusieurs demandes sont adressées, en bloc, directement à l'UdeM, et ce, par plusieurs personnes et groupes. D'abord, le CAPE, l'Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal (AÉÉCSGUM) et une citoyenne demandent « *que l'UdeM reconnaisse pleinement son impact résidentiel à Parc-Extension et entame un vrai dialogue avec les organismes locaux afin d'atténuer son impact*[270] ». Des demandes sont également formulées voulant que « *l'Université identifie, en collaboration avec les groupes communautaires locaux, des manières de soutenir les projets qui œuvrent déjà à atténuer les problèmes affectant Parc-Extension, par exemple les projets de logement social et communautaire*[271] », ou encore en mettant en place « *un programme de formation et d'emploi local à destination des résident-e-s*[272] ». Enfin, une proposition demande à l'UdeM qu'elle « *prenne en charge une fiducie foncière*[273] ».

[262] Hilah Silver, doc. 9.5, #1
[263] Danielle Roussy, doc. 9.1, #15
[264] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 3
[265] Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 1
[266] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 3
[267] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 3
[268] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2.3, L. 184-185
[269] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 12
[270] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 10; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 2; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 8
[271] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 11
[272] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 10
[273] Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 2; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 10

Un groupe de résidents demande à la Ville et à l'arrondissement d'Outremont d'« *exiger que le promoteur universitaire réponde lui-même aux besoins des 5,000 usagers qui utiliseront le campus chaque jour en contribuant à fournir les équipements récréo-sportifs et espaces verts requis selon les normes montréalaises*[274] ». Ils souhaitent également « *exiger des nouveaux promoteurs immobiliers qu'ils contribuent à réserver et créer des espaces verts pour les nouveaux résidents*[275] ».

LES DEMANDES ADRESSÉES À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET À LA VILLE DE MONTRÉAL

Dans un même ordre d'idées, plusieurs commentaires en lien avec l'embourgeoisement ou les résidences étudiantes faisaient référence à la thématique du logement. Le CAPE recommande *« que l'engagement pris par la Ville de Montréal, dans le cadre de l'adoption du PDUES, de construire 225 unités de logement social soit non seulement respecté dans les plus brefs délais, mais qu'il soit également majoré afin de véritablement répondre aux besoins. Le CAPE recommande également que le nombre de 195 logements sociaux initialement sur le site du Campus MIL soit significativement augmenté, car il s'est avéré que l'ancienne politique d'inclusion de logements sociaux de la Ville de Montréal ne permet pas le développement d'un nombre adéquat de logements sociaux*[276] ». Un avis partagé par plus d'un. Ceux-ci estiment que les logements sociaux et les logements abordables devraient être plus nombreux[277]. L'AÉÉCSGUM demande spécifiquement à ce « *que l'UdeM et la Ville encouragent la promotion et le développement du logement social pour la population locale*[278] ».

L'une des préoccupations ayant été le plus abordées en lien avec l'embourgeoisement et le rôle de l'UdeM concerne les résidences étudiantes. Dans certains mémoires et en séance d'audition des opinions, il a été soumis à la commission que les plans initiaux du MIL Montréal prévoyaient une zone pour une résidence étudiante qui « *n'a jamais pris forme [et qui a] disparue des communications de l'Université et de la Ville dans les plans révisés du campus*[279] ». Les résidences étudiantes « *ont plutôt été remplacées par des projets de logements locatifs privés*[280] », selon l'ex-mairesse de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. L'abandon du projet est critiqué par les participants, d'autant plus que le terrain visé avait été « *acquis avec des fonds publics*[281] ». La critique principale reste que « *le Campus MIL exerce une pression immobilière et socioéconomique sur le quartier Parc-Extension*[282] ». Un participant propose de

[274] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 4
[275] Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 4
[276] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 11
[277] Hilah Silver, doc. 9.5, #1; Lucie Dubois, doc. 9.4, #9; Ines Maurette, doc. 9.3, #2; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Mary McCutcheon, doc. 8.14
[278] Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 2
[279] Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 4
[280] *Idem*
[281] *Ibid.*, p. 5
[282] Antoine Findeli, doc. 9.4, #6

« *réduire l'ampleur du nouveau pavillon*[283] » afin qu'il puisse cohabiter avec des résidences étudiantes.

Plusieurs groupes demandent « *que l'Université développe des résidences étudiantes sur le site du campus*[284] *»,* qu'elle « *travaille avec le gouvernement afin de développer une stratégie provinciale pour du logement étudiant à but non lucratif*[285] », ou encore en collaborant « *avec des organismes comme l'UTILE [Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant]*[286] ». Pour sa part, le CAPE demande que les résidences soient construites du côté du campus, pour éviter qu'elles interfèrent avec le marché locatif de Parc-Extension[287].

En se demandant « *où vont loger les étudiants(es)?*[288] », quelques participants trouvent inconcevable qu'il n'y ait pas de résidences dans le campus MIL, car le logement c'est « *un des enjeux qu'on voit beaucoup*[289] » et cela fait en sorte « *d'appauvrir et fragiliser tout un quartier*[290] », et ce, de manière « *intolérable*[291] ». D'autant plus qu'il s'agirait, selon l'organisme CAPE, de la « *principale demande partagée au cours des dernières années*[292] ».

En terminant, à la lecture des opinions reçues dans cette consultation, il est possible de déceler des mécontentements de la population envers le développement du site MIL Montréal. Même si plusieurs participants déplorent et semblent éreintés du fait que ce sont « *les mêmes revendications qui finissent par revenir*[293] » et qui « *ressortent depuis 15 ans*[294] », certains restent positifs à certains égards. Une participante s'exprime ainsi : « *Je pense que le potentiel et la raison pour laquelle je suis encore optimiste, c'est qu'il y a plein de terrains, présentement vagues. Puis moi je me dis que ces terrains vagues là, ils peuvent devenir quelque chose qui […] unit ces deux côtés-là, mais aussi quelque chose qui permet [que] le Campus MIL ne devient pas juste comme quelque chose de moche*[295] ». Bon nombre d'interventions suggèrent que la responsabilité de remédier aux problèmes, voire de corriger le tir, incombe à la fois à la Ville de Montréal et à l'UdeM[296].

[283] *Idem*
[284] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 10-11; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2, p. 9; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 2
[285] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 10-11
[286] Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9, p. 2
[287] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.2
[288] Suzanne Archambault, doc. 8.3, p. 11
[289] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1, L. 2392
[290] Antoine Findeli, doc. 9.4, #6
[291] *Idem*
[292] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1, p. 7
[293] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.2, L. 775
[294] *Ibid.*, L. 714
[295] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1, L. 2522-2526
[296] Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.2; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9





3. Les constats et l'analyse de la commission

Le 20 avril 2021, le conseil municipal de la Ville de Montréal mandatait l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement (P-06-069-1) intitulé : « *Règlement modifiant le règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'Arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069*)[297] ».

Celui-ci encadre le secteur MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont. Ayant été adoptées en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal à la suite d'une consultation publique menée par l'OCPM en 2007, les modifications règlementaires proposées doivent également être soumises à une consultation publique. Ainsi, l'Office a été mandaté en avril 2021, dont l'aboutissement prend la forme du présent rapport.

Les modifications à ce règlement sont proposées par la Ville de Montréal, l'arrondissement d'Outremont, le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) et l'Université de Montréal (UdeM) dans le but de permettre :

- la construction d'un nouveau pavillon de l'UdeM;
- la construction d'une école primaire par le CSSMB;
- le retrait du secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement.

Ce chapitre présente les grands constats que tire la commission de cette consultation sur ces trois sujets afin de formuler des recommandations utiles à la prise de décisions. À la lumière des représentations qui ont été faites à la commission, telles que présentées au chapitre précédent, les constats et recommandations traitent également du MIL Montréal plus largement, ainsi que de ses territoires adjacents.

3.1 Préambule

La commission constate d'emblée que ses travaux ont suscité une participation, somme toute modeste, de la part d'intervenants provenant essentiellement des secteurs d'Outremont et de Parc-Extension. Notons que la consultation s'est déroulée de façon virtuelle, dans un contexte de pandémie. La présente consultation est la troisième conduite par l'OCPM sur le secteur que l'on désigne aujourd'hui comme le MIL et ses abords immédiats. Elle fait suite à la consultation initiale menée en 2007, dans le cadre de l'élaboration du règlement 06-069[298], puis à un second exercice en 2013 à l'occasion de l'adoption d'un PDUES. Pour mémoire, la création du PDUES visait à

[297] Ville de Montréal, règlement art. 89, doc. 1.3.1
[298] OCPM, Rapport de consultation publique – Gare de triage Outremont, doc. 5.4

réfléchir à l'aménagement des secteurs limitrophes du MIL qui sont affectés par son développement. Le territoire visé par le PDUES touche d'anciens secteurs à vocation principalement industrielle, situés entre le MIL et les quartiers résidentiels environnants dans les arrondissements d'Outremont, Villeray-Saint-Michel–Parc-Extension, Plateau-Mont-Royal, et Rosemont–La Petite-Patrie[299].

Lorsque considérées au sens strict et prises isolément, les demandes de modifications règlementaires portées à l'attention de l'OCPM semblent avoir trait à des considérations de nature technique, touchant en particulier un changement mineur au zonage (le terrain de l'UdeM), un changement d'affectation du sol en vue de permettre, de manière plus significative, la construction d'une école primaire sur le site du MIL ainsi qu'une modification destinée à faciliter la gestion urbanistique courante (le secteur Atlantic). C'est cette dernière demande qui, sans surprise, a suscité le plus de réactions. Ce rapport traite évidemment des trois aspects susmentionnés. Cependant, la commission doit également prendre acte que les participants ont voulu et su lire dans chacune de ces demandes bien plus que de pures considérations procédurales et techniques. Ainsi, un motif récurrent dans les représentations a trait à la nécessité de comprendre chacune des trois propositions, non seulement à l'intérieur des limites spatiales respectives de leurs sites et de leurs abords immédiats, mais également en rapport à d'autres échelles spatiales et aux contextes élargis dont elles dépendent pour leur bon fonctionnement. Les participants ont également attiré l'attention de la commission sur les impacts économiques, sociodémographiques et culturels (identité des quartiers) imputables au développement du MIL, dans les quartiers limitrophes. La commission conclut que les problématiques abordées par les participants renvoient plus largement à des enjeux de gouvernance et de gestion intégrée, touchant à la fois les aspects spatiaux et temporels du projet urbanistique du MIL et de ses abords, sans oublier ses impacts sociaux.

À cet égard, soulignons que les promoteurs des trois projets et autres parties prenantes aux demandes sont toutes des instances publiques. Leurs prérogatives et missions respectives exigent d'elles une vision à long terme du développement au service du bien public, ainsi que la meilleure utilisation de fonds publics afin de maximiser les retombées positives de leurs actions pour les communautés qu'elles servent. La teneur des représentations faites à la commission par bon nombre de participants indique qu'on estime ces instances publiques assujetties à un niveau de responsabilité élevé[300]. Elles souscrivent à des objectifs de développement durable et sont tenues de respecter les politiques et orientations dictées par le gouvernement du Québec à cet égard. Pour rappel, les principes du développement durable font obligation d'assurer un

[299] OCPM, rapport de consultation publique – PDUES Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau, doc. 5.5.1
[300] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Antoine Findeli, doc. 9.4, #6; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Outremont en Famille, doc. 8.18.1; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Alexandre Lussier, doc. 8.10; Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6

développement harmonieux aux plans social, économique et environnemental en assurant l'équité inter- et intragénérationnelle[301].

La présente consultation survient à un moment charnière du développement du site MIL. Suivant son dévoilement initial il y a une quinzaine d'années, la réalisation du projet de développement urbain d'envergure que représente le MIL est parvenue à mi-parcours. Son édification est suffisamment avancée pour que ses impacts positifs et négatifs commencent à se manifester de manière concrète, mais avant que la complétion de l'ensemble ne fixe un certain nombre de conditions qui se voudront définitives.

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que bon nombre de représentations faites à la commission fassent écho à des opinions exprimées précédemment, lors des consultations de l'OCPM en 2007 et 2013. Plusieurs participants ont d'ailleurs jugé utile de rappeler qu'il s'agissait du troisième exercice portant sur le MIL et ses abords et de référer à des recommandations antérieures de l'OCPM[302]. La commission n'y lit pas une simple répétition de thèmes récurrents. Elle y voit plutôt une volonté de porter à nouveau à son attention des enjeux jugés importants à la lumière des développements concrets qui sont intervenus au cours des dernières années. La construction d'infrastructures et de bâtiments donne corps aux grands principes d'aménagement du site permettant, ce faisant, d'en mieux comprendre sa forme urbaine et ses relations spatiales avec les secteurs limitrophes. Les conditions actuelles mettent au jour la contribution du MIL aux dynamiques urbaines de ces derniers aux chapitres social, économique, culturel, environnemental et fonctionnel.

Ainsi, la commission soupèse les demandes de modifications règlementaires compte tenu du contexte présent, mais également à l'aune de l'évolution du secteur depuis 2007. Dans ce rapport, la commission garde également en tête les étapes à venir pour la complétion du MIL. Au fur et à mesure que le site se développe, les opportunités de répondre aux préoccupations de la population, voire de corriger le tir le cas échéant, s'amenuisent. Certains participants s'inquiètent ainsi au sujet de la construction de logements sociaux, communautaires et abordables sur les terrains qui restent à développer sur le site ou dans ses abords[303]. D'autres expriment des craintes en raison du peu d'information dont on dispose en ce qui a trait aux futures étapes du développement du campus de l'UdeM[304].

[301] Gouvernement du Québec, stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, consulté le 11 janvier 2022 cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/developpement-durable/strategie-dd-2015-2020.pdf?1582816783

[302] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9

[303] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Fabien Dubreuil, doc. 9.4, #11; Outremont en Famille, doc. 8.18.1; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Hilah Silver, doc. 9.5, #1; Lucie Dubois, doc. 9.4, #9

[304] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9

La commission note que l'envergure du grand projet urbanistique que constitue le MIL ainsi que la complexité de son contexte d'insertion aux confins de plusieurs quartiers situés dans différents arrondissements justifiaient le recours à l'article 89. Elle constate, par ailleurs, que les trois exercices de consultation (2007, 2013 et 2021) portant sur le secteur ne sont pas garants de la cohérence des actions dans la durée du projet ou à son adaptation à des conditions changeantes. Dans ce contexte, elle craint que la consultation à répétition des mêmes populations et parties prenantes puisse avoir un effet démobilisateur, voire s'avérer contre-productive.

À cet égard, la commission s'est questionnée à propos du bon usage qui pourrait être fait de l'outil privilégié que constitue l'OCPM dans le cadre de consultations statutaires qui permettraient de réévaluer les tenants et aboutissants des projets urbains d'envergure, par exemple à mi-étape.

3.2 La demande touchant le site du nouveau pavillon de l'Université de Montréal

Les participants qui ont fait des représentations au sujet de la demande de l'UdeM ont peu entretenu la commission au sujet du coefficient d'occupation du sol (COS) ou du pourcentage d'implantation au sol à proprement parler. Le changement demandé est mineur en soi, mais il remet à nouveau sur la table la question du Plan d'ensemble du campus de l'UdeM. La commission a entendu les inquiétudes de participants qui indiquent notamment leur difficulté à se représenter les visées de l'institution, en particulier à la suite des changements d'orientation depuis que l'UdeM a acquis les terrains du campus en 2006.

En outre, faisant ainsi écho aux craintes exprimées à l'occasion des deux consultations précédentes de l'OCPM, des participants notent les effets négatifs avérés de la venue du campus dans les quartiers résidentiels environnants et, en particulier, le secteur sud de Parc-Extension. Lesdits effets sont principalement ressentis au chapitre immobilier, notamment quant à la montée des prix et des coûts de location résidentielle[305]. Ces conditions se répercutent évidemment sur la composition démographique du quartier et sur sa vie communautaire. L'arrivée de la communauté étudiante dans Parc-Extension contribuerait au phénomène. Notons que la construction de résidences sur le site, évoquée dans les plans initiaux de l'université et qui eut été de nature à mitiger ces impacts[306], ne figure plus dans ses cartons[307].

Les représentants de la Ville de Montréal ont confirmé à la commission la tendance accélérée à l'embourgeoisement observable en particulier dans le secteur sud de Parc-Extension, qu'ils

[305] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1
[306] Campus Outremont | Université de Montréal | Analyse et orientations du projet d'aménagement, 29 juin 2006, consulté le 11 janvier 2022, ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P16/3a.pdf
[307] Ville de Montréal et Université de Montréal, droit de rectification, doc. 7.6.2

estiment en partie imputable à l'établissement du campus universitaire[308]. Ces derniers ont dit monitorer la situation et ont fourni des informations sur de nouvelles mesures et politiques mises en place ou envisagées pour tâcher d'en tempérer les effets[309].

Le nouveau pavillon destiné à recevoir des activités liées au secteur de l'intelligence artificielle (IA) et numérique est une source supplémentaire d'inquiétudes qui apparaissent légitimes aux yeux de la commission. Elle comprend que la venue d'entreprises de haute technologie a contribué à accroître les coûts de l'immobilier et l'embourgeoisement à proximité du secteur du MIL, notamment dans le Mile-End, ainsi que dans les secteurs Marconi-Alexandra et De Castelnau.

Des représentations ont été faites dans les trois exercices de consultation publique menés par l'OCPM à propos de la manière dont l'UdeM conduit ses activités de développement immobilier, notamment quant aux impacts dans les communautés environnantes. À cet égard, la commission n'a pas été particulièrement satisfaite des réponses évasives de l'UdeM lors de la soirée de questions et de réponses du 16 septembre 2021, principalement quant aux visées de l'institution pour l'édification des portions restantes de ses terrains du MIL. En outre, la commission relève une ambiguïté dans la façon dont l'UdeM conçoit son rôle de développeur immobilier au service de sa mission d'enseignement et de recherche. À cet égard, la commission tient à souligner les propos suivants des représentants de l'Université de Montréal, entendus lors de la séance de questions-réponses du 16 septembre 2021 : « *On n'est pas un promoteur immobilier. Notre mission c'est l'enseignement. On va focaliser sur notre mission*[310] *»*. L'UdeM est, de facto, un développeur immobilier d'envergure et, de ce fait, ses actions ont des impacts qui dépassent les limites strictes de ses campus, dont celui du MIL. La commission note à ce sujet que l'UdeM fut un partenaire de l'élaboration du PDUES et que l'institution participe à la Table de quartier de Parc-Extension[311].

Considérant l'importance de l'UdeM au titre de principal développeur d'un « morceau de ville » névralgique, une attitude exemplaire en matière de développement immobilier et urbain pourrait être adoptée, en cohérence avec sa haute mission sociale et ses propres politiques de développement durable. À titre d'institution consacrée à l'enseignement et à la recherche, l'UdeM dispose, entre autres, de grandes ressources pouvant être mobilisées pour maximiser les effets positifs de sa présence pour les populations des quartiers limitrophes, tel Parc-Extension, dans le cadre de sa mission.

[308] Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal et de l'arrondissement d'Outremont, 23 août 2021, doc. 6.1; Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal, du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et de l'Université de Montréal, 25 août 2021, doc. 6.2; Séance de questions et de réponses, 16 septembre 2021, doc. 7.2

[309] Séance de questions et de réponses, 16 septembre 2021, doc. 7.2

[310] Transcription de la séance de questions et de réponses du 21 septembre 2021, doc. 7.2.1, L. 1958-1959

[311] Séance de questions et de réponses, 16 septembre 2021, doc. 7.2; Ville de Montréal et Université de Montréal, droit de rectification, doc. 7.6.2

À la lumière de ces constats et considérant les dynamiques foncières, sociales, communautaires et fonctionnelles induites par le développement du campus du MIL[312], la commission émet deux recommandations, dont une destinée explicitement à l'UdeM.

Recommandation #1
La commission recommande qu'en ce qui a trait à l'aspect règlementaire, le coefficient d'implantation au sol et le pourcentage d'implantation au sol du lot PB-35 soit haussé, à respectivement 4 et 65 %, selon la demande de l'Université de Montréal.

Recommandation #2
La commission recommande à l'Université de Montréal d'explorer, de concert avec les communautés locales, des moyens de minimiser les impacts négatifs induits par le développement de son campus et à maximiser les retombées positives de sa présence, en particulier pour les populations vulnérables, dans le cadre de ses prérogatives et notamment de ses missions d'enseignement et de recherche.

3.3 La demande touchant le site destiné à recevoir une école primaire du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys

Dans l'ensemble, la construction d'une école primaire dans le MIL fut bien reçue par les participants[313]. La commission en prend acte et accueille positivement cette perspective, tout en notant les préoccupations exprimées et en relevant un certain nombre d'écueils en lien avec la demande telle que formulée.

La commission est sensible au fait que la population du secteur sud de Parc-Extension, là où le besoin d'une école primaire se fait également sentir, puisse se sentir en reste. Elle en veut pour preuve bon nombre de questions posées quant à la possibilité que l'école puisse accueillir une clientèle provenant de ce secteur[314]. Toutefois, tenant compte de l'importance des besoins dans ce quartier, elle estime qu'une nouvelle école dans le MIL, située hors du territoire du Centre de services scolaire de Montréal qui dessert Parc-Extension, ne pourra pas à elle seule y répondre. Dans ce contexte, la commission, dans l'esprit du PDUES, pencherait pour une consolidation et un développement des infrastructures au sein de Parc-Extension. Elle encouragerait néanmoins

[312] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2; Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal, doc. 8.9; Réponses reçues le 25 octobre 2021, doc. 6.3.2; SCHL Loyers moyens dans Parc-Extensions entre 2010 et 2020, doc. 6.3.2.1; Proportion de ménages locataires dans Parc-Extension, doc. 6.3.2.2; Projet de Cartographie Anti-éviction de Parc-Extension, soumis par le Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.1; Réponses reçues le 24 novembre 2021, données immobilières Parc-Extension, doc. 6.3.4

[313] André Gravel, doc. 8.6; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Laura Di lorio, doc. 8.13; Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6; Louise Voisard, doc. 9.1, #7; Monique Gratton-Amyot, doc. 9.1, #10; Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Christopher Quinn, doc. 9.1, #14; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15; Carole De Lagrave, doc. 9.1, #19; Claudia Landry, doc. 9.1, #21; J. Maier, doc. 9.1, #22; Ines Maurette, doc. 9.1, #3; Club de soccer Mont-Royal Outremont; doc. 8.19.1

[314] Réponses aux questions envoyées par écrit, doc. 7.4.1; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Sophi Bayade, doc. 9.1, #1; Giuliana Fumagalli, doc. 8.2.3; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13

le CSSMB, dans la mesure où ses pratiques administratives le permettent, à ouvrir des places pour des élèves n'habitant pas son territoire et provenant en particulier de ce quartier.

En ce qui a trait à la proposition touchant les îlots RC-22 et RC-23[315] afin d'y autoriser l'implantation d'une école, les représentations reçues par la commission révèlent qu'un tel changement d'affection du sol a plus d'impacts sur l'aménagement et sur le fonctionnement d'ensemble du site qu'il n'y paraît a priori. La localisation proposée pour l'école soulève des questionnements importants quant à son accès par les élèves, à l'utilisation du parc P-3[316], ainsi qu'à l'égard de la cohabitation harmonieuse et sécuritaire des différents usagers des réseaux de transport.

La question de l'aménagement du parc, incluant sa portion destinée à la cour d'école durant les heures de classe, fut maintes fois évoquée devant la commission[317]. Cette dernière estime qu'il est difficile, voire impossible, de considérer isolément la conception du parc ainsi que celle de l'école et de ses abords. La décision de construire l'école en tête d'îlot dans l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux dicte la configuration du futur bâtiment. L'exiguïté des lieux est à la base de l'idée d'une mutualisation du parc P-3 afin de pallier le manque d'espace pour la cour d'école, tout en maintenant la superficie allouée au futur parc.

La commission estime, à l'instar d'une majorité des participants, que la mutualisation du parc et de certaines installations intérieures de l'école (la palestre, le gymnase, le laboratoire de sciences et la bibliothèque) est une idée intéressante en soi. Plusieurs participants y voient une bonne utilisation des biens publics et l'occasion d'assurer une meilleure intégration de l'école au tissu social du quartier. Des intervenants ont souligné la complémentarité de ces fonctions avec celles du centre communautaire adjacent. Incidemment, le principe de la mutualisation pourrait être appliqué à l'égard d'autres équipements publics du MIL[318].

Cela étant, au-delà du principe général, la pertinence de mutualiser certains espaces du parc et de l'école dépend de la possibilité d'aménager le premier de manière adéquate afin qu'il puisse servir cette double fonction. Les participants ont vu juste en liant la question de l'aménagement du parc et celui de l'école. L'utilisation d'une partie du parc comme cour d'école et les critères d'aménagement qui en découleront soulèvent bon nombre de questions restées sans réponses quant aux impacts à la fois pour les élèves et pour les autres utilisateurs du parc. À cet égard, la

[315] Pour plus d'information sur la proposition, voir le Chapitre 1, section 1.3.1 L'école primaire du CSSMB
[316] Le parc P-3 est le futur parc de quartier Irma-Levasseur
[317] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1.2; Jean-Christophe Mortreux, doc. 9.1, #6; Louise Voisard, doc. 9.1, #7; Monique Gratton-Amyot, doc. 9.1, #10; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Claudia Landry, doc. 9.1, #21; Outremont en famille, doc. 8.18.1; Audrey Rosette, doc. 9.1, #5; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15; Caroline Braun, doc. 9.4, #3; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17; Louise Voisard, doc. 9.1, #7; Ronald Petiteau, doc. 9.1, #18; Christian Langlois, doc. 9.1 #23; Club de soccer Mont-Royal Outremont, doc. 8.19.1
[318] Outremont en famille, doc. 8.18.1; Ines Maurette, doc. 9.1, #3; Suzanne Archambault, doc. 8.3; J. Maier, doc. 9.1, #22; Audrey Rosette, doc. 9.1, #5; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 8.1; Karine Myrgianie Jean-François, doc. 8.20.1; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15

commission relève des enjeux relatifs à l'accès au parc (heures d'utilisation, accès physique) et à son aménagement (clôtures, équipements).

Bien qu'elle accueille favorablement l'intention de la Ville de conduire un exercice de « coconception » pour l'aménagement du parc[319], la commission estime qu'un tel exercice serait hautement prématuré. Il est impossible de conduire une telle activité de manière fructueuse sans considérer rigoureusement les rapports du parc P-3 avec l'école. Or, la configuration du site retenu pour l'école et sa localisation dans l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, en particulier, pose en elle-même des enjeux d'aménagements qui nécessitent une réflexion plus approfondie. Un exercice qui reste à faire selon la commission.

Ainsi, la localisation et la configuration des lots pressentis pour la construction de l'école soulèvent plusieurs préoccupations d'ordre fonctionnel et à l'égard de la sécurité des élèves et autres utilisateurs des systèmes de transport. Au plan proprement fonctionnel, un grand nombre de questions – qui restent elles aussi sans réponses – a trait à l'accès des élèves au site de l'école, à pied, à vélo ou en transports motorisés. À titre d'exemples, l'emplacement de l'école est-il optimal pour favoriser l'accès des élèves à pied? Au chapitre de la sécurité des élèves, compte tenu de l'exiguïté du site de l'école et de la configuration d'ensemble, est-il aisé, voire possible, d'aménager des zones de débarcadère sécuritaires pour les parents automobilistes qui devront déposer les enfants à l'école, ou pour les autobus d'écoliers qui y cueilleront et y déposeront des enfants pour les sorties scolaires?

L'avenue Thérèse-Lavoie-Roux assume désormais un rôle de voie de transit, en plus de constituer une voie d'accès privilégiée par modes de transports motorisés ou à vélo, aux fonctions desservies par le secteur MIL, incluant celles qui sont assumées par un important campus universitaire. La localisation de l'école le long de cette artère équipée d'une une piste cyclable laisse déjà entrevoir des conflits d'usage entre les mouvements piétonniers, motorisés (automobiles, autobus) et à vélo, dont les effets risquent de s'aggraver au fur et à mesure que se développeront le campus et les autres secteurs du MIL.

Les multiples mouvements entrecroisés entre piétons et véhicules motorisés, piétons et vélos ainsi qu'entre vélos et véhicules motorisés posent autant de risques pour la sécurité des piétons et des cyclistes, petits et grands. En l'espèce, les contraintes et les risques à la sécurité des usagers, relevés de manière explicite par les participants[320], découlent du choix du site de l'école et les configurations spatiales qu'il entraîne. Le CSSMB et la Ville de Montréal se sont déclarés

[319] Réponses reçues le 28 septembre 2021, doc. 7.4.1

[320] Alexandre Lussier, doc. 8.10; Romain Droitcourt, doc. 9.1, #17; Christian Langlois, doc. 9.1, #23; Ronald Petiteau, doc. 9.1, #18; Marie-Andrée Morin, doc. 8.21; J. Maier, doc. 9.1, #22; Fabien Dubreuil, doc. 9.1, #12; Magali Bebronne, doc. 9.1, #11; Ines Maurette, doc. 9.1, #3; Outremont en famille, doc. 8.18.1; Suzanne Archambault, doc. 8.3; Audrey Rosette, doc. 9.1, #5; Claudia Landry, doc. 9.1, #21; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15; Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand, doc. 8.17, p. 1; Michèle Poitras, doc. 9.1, #13; Danielle Roussy, doc. 9.1, #15; Louise Voisard, doc. 9.1, #7

conscients[321] de ces enjeux fonctionnels et sécuritaires et de l'importance de surseoir à ces derniers dans les phases ultérieures de conception de l'école, du parc et de leurs abords (en particulier pour l'aménagement de zones de débarcadère pour automobiles et autobus). Toutefois, la commission se questionne sur la séquence de la prise de décisions, à savoir si ces considérations ont été prises en compte en amont du choix du site de l'école.

Le choix de ce site, peut-être défendable au bout du compte, semble découler d'une approche qui pourrait être qualifiée d'opportuniste, à savoir : la disponibilité d'un site de dimensions adéquates pour une école de type 4-4-24[322] (en excluant la cour), nécessitant un changement d'affectation des sols apparemment mineur et pouvant faire l'objet d'un échange de propriétés foncières.

Pour rappel, c'est ledit changement au zonage qui amène le CSSMB devant la commission. Or, la démonstration n'a pas été faite quant à l'opportunité de construire cette école sur ce site spécifique, ou indiquant que des analyses aient été conduites de manière approfondie en amont. De fait, le nombre de questions restées en suspens jusqu'à maintenant et le caractère imprécis des critères ayant présidé à la détermination du site semblent plutôt témoigner du contraire. Ce choix ne saurait être accepté d'emblée. Au regard surtout des enjeux de sécurité évoqués, la commission estime que le principe de précaution devrait s'appliquer ici.

Notons que le choix de localiser l'école dans le secteur résidentiel du MIL (plutôt que du côté Campus, au-delà de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux) n'est pas remis en question par la commission. Le critère visant à positionner l'école plus près du bassin d'élèves visés au premier chef dans le MIL et les secteurs limitrophes d'Outremont, évitant ainsi aux élèves la traversée de cette avenue pour accéder à cette dernière, lui apparaît approprié.

Cependant, l'argument voulant que la localisation de l'école dans cette avenue ait pour effet d'associer cette dernière au pôle institutionnel du secteur MIL, apparaît mal fondé à la commission. Un pôle institutionnel de quartier a très peu à voir avec un pôle institutionnel régional, voire suprarégional, que constitue un campus universitaire d'envergure. Le premier se caractérise par la présence de fonctions de portée locale, comme celles servies par un centre communautaire, un centre de la petite enfance (CPE), un parc de quartier, une école, au demeurant, toutes présentes dans ce secteur du MIL. La Ville de Montréal utilise également l'expression « pôle civique » en référence à la « *concentration assez exceptionnelle d'équipements publics* » que constituent le centre communautaire, le CPE, les écoles communautaires et la future école primaire[323].

[321] Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal, du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et de l'Université de Montréal, doc. 6.2; Séance de questions et de réponses, 16 septembre 2021, doc. 7.2

[322] Dans le jargon administratif scolaire, une école de type 4-4-24 comprend 4 classes de maternelle 4 ans, 4 classes de maternelle 5 ans ainsi que 24 classes de niveau primaire allant de la première à la sixième année.

[323] Transcription de la séance de questions et réponses du 21 septembre 2021, doc. 7.2.1, L. 830

De telles fonctions commandent une position centrale par rapport à leur aire de desserte communautaire respective afin de les rendre accessibles à pied par exemple. Un pôle institutionnel d'envergure régionale nécessite une position centrale à une tout autre échelle spatiale, ainsi que des conditions d'accessibilité assurées par des infrastructures à haute capacité, tant aux plans du transport collectif (le métro ici) et actif (des voies cyclables) qu'à celui du transport routier. En l'espèce, c'est l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux qui assure une bonne interconnexion avec les boulevards et autres voies expresses que constituent les avenues Bates, du Parc et le chemin Rockland et, depuis ces dernières, à la rue Jean-Talon et à l'avenue Van Horne.

Les enjeux fonctionnels et sécuritaires énumérés ci-avant ont été abondamment commentés par les participants. Ces derniers n'ont généralement pas été en mesure de pointer explicitement du doigt les problèmes d'articulation entre les réseaux de transport et l'affectation des sols ou entre l'affectation des sols et la forme urbaine, par exemple, puisque de telles considérations requièrent des regards d'experts. Une exception notable à cet égard est représentée par un mémoire qui pose la question des rapports physico-spatiaux entre l'école et le parc P-3[324]. Il illustre la possibilité de repenser la configuration d'ensemble de manière à créer deux îlots urbains, orientés selon un axe nord-sud, dont l'un accueillerait un parc oblong se déployant jusqu'à l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et le second, l'école primaire en tête d'îlot dans cette avenue et sa cour déployée vers l'arrière.

Ainsi, d'autres scénarios d'aménagement sont possibles dans l'aire comprenant le site réservé pour le parc P-3 et les îlots RC-22 et RC-23. La commission estime, par exemple, qu'il serait envisageable de construire l'école, en maintenant les dimensions et la forme proposées, dans la partie sud du parc P-3. Cela aurait pour effet d'éloigner cette dernière de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et de la rapprocher du cœur de son aire de desserte, réduisant ainsi les distances de marche moyennes et augmentant les possibilités pour l'aménagement d'aires de débarcadère. Selon un tel scénario, le parc P-3 est bordé à l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et fait office de zone tampon entre cette dernière et l'école.

La commission ne dispose évidemment pas de toutes les informations nécessaires pour formuler des recommandations en faveur d'une configuration ou d'une autre. Au vu des représentations qui lui ont été faites, cependant, et sur la base de sa compréhension du processus décisionnel conduisant à la proposition qui est soumise à l'attention de la population, il lui apparaît essentiel que soient considérées toutes les options qui permettraient d'améliorer la fonctionnalité de l'équipement scolaire et la sécurité des enfants et des autres utilisateurs de l'espace public par rapport à la proposition soumise. Cela, d'autant plus que les termes de la proposition actuelle appellent d'ores et déjà des mesures de mitigation importantes, évoquées par les représentants de la Ville, qui s'imposeraient dès la construction.

[324] Ada Panduro, doc. 8.11

Au regard de représentations qui lui ont été faites et des considérations qui précèdent, la commission se doit de conclure que l'aménagement du parc et des infrastructures du domaine public (rues, trottoirs) sont indissociables de l'aménagement de l'école elle-même – a fortiori dans un contexte nécessitant la mutualisation des équipements. Il en découle que la construction de l'école, du parc et de leurs abords constitue un seul et même problème d'aménagement physico-spatial et fonctionnel et que la question aurait dû être abordée comme telle. La commission est consciente de la volonté des parties de procéder promptement, mais elle estime que les écueils potentiels et les risques sont trop nombreux et importants pour traiter la chose de manière précipitée pour la rentrée scolaire souhaitée de 2024[325].

Recommandation #3
La commission recommande que soit maintenue la décision de construire une école du côté sud de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux dans la portion à dominance résidentielle du MIL.

Recommandation #4
Considérant notamment les craintes sérieuses soulevées par la proposition de construire une école primaire dans les îlots RC-22 et RC-23 et en raison des questionnements à l'égard de la sécurité des élèves et autres usagers du domaine public, la commission recommande que la Ville de Montréal, conjointement avec le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, explore d'autres configurations spatiales en ce qui a trait au positionnement respectif de l'école et du parc dans l'espace présentement destiné ou pressenti pour la construction de ces derniers. Ceci permettrait d'accroître la fonctionnalité de l'accès par les élèves et les autres usagers et, notamment, à réduire les risques à la sécurité qui découleraient d'une construction dans l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux.

Recommandation #5
Considérant le grand nombre d'impondérables qui subsistent quant à l'aménagement de l'école et celui du parc et au bon usage de ce dernier, la commission recommande :

- ***que soient conduites des analyses plus approfondies sur les critères devant présider à l'aménagement du parc, de l'école et de leurs abords, dans un contexte de mutualisation;***
- ***que l'exercice de coconception prévu à l'hiver 2022 soit plutôt tenu lorsque des analyses diligentes auront été conduites.***

3.4 La demande touchant le retrait du secteur Atlantic

La demande touche l'exclusion du secteur Atlantic du site du MIL au motif que ses propriétés physico-spatiales, architecturales et urbaines, ainsi que les dynamiques de développement qui y sont observables, distinguent ce dernier des autres secteurs du MIL. L'arrondissement

[325] Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, information, besoins et paramètres de l'école primaire, doc. 4.1.1

d'Outremont allègue qu'en conséquence, la gestion du développement du secteur Atlantic serait mieux servie par un cadre règlementaire moins « *rigide* »[326]. Le secteur visé est essentiellement composé de trois îlots urbains et est situé à la lisière Est du MIL où il fait office d'interface entre ce dernier et le secteur de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie se déployant entre l'avenue du Parc et le MIL.

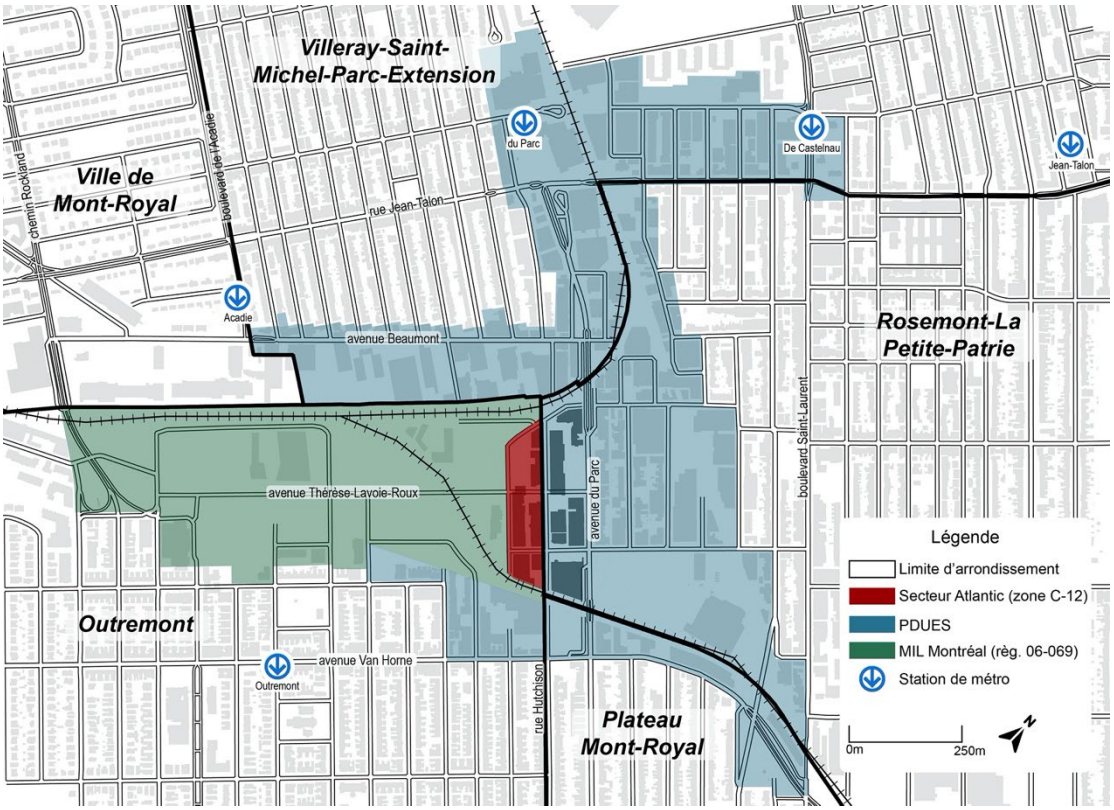
La commission note qu'en dépit du fait que peu d'intervenants ont jugé bon de se prononcer sur cette demande de changement, les représentations qui lui ont été faites renvoient à des enjeux d'aménagement importants. La commission peut souscrire à la lecture voulant que les propriétés matérielles et spatiales du secteur Atlantic s'apparentent davantage aux conditions qui prévalent sur son front Est dans Rosemont–La Petite-Patrie. Des représentations qui lui furent faites relèvent également du fait que ces deux entités soient soumises aux mêmes dynamiques immobilières et aux mêmes contraintes et potentiels d'aménagement. Cela renvoie effectivement à la question des pratiques de planification à même d'assurer un développement d'ensemble harmonieux aux plans de la forme urbaine, de l'affectation des sols et de la mise en valeur du patrimoine, notamment.

Il apparaît incongru à la commission que le secteur Atlantic, dont le périmètre découle des caprices des découpages administratifs et sa composition des aléas du processus d'urbanisation, se trouve ainsi isolé de l'aire géographique à laquelle il appartient par sa forme. Il en résulte notamment que les deux côtés d'une même rue, dans ce cas la rue Hutchison, pourraient être assujettis à des règles et à des orientations d'aménagement différentes.

La Figure 11 (page suivante) indique la localisation du secteur Atlantic, à l'interface entre le territoire du MIL Montréal et celui du PDUES. La représentation illustre en outre les caractéristiques formelles qui assimilent le secteur Atlantic au territoire à l'est de la rue Hutchison. On y observe également le prolongement récent de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux jusqu'à l'avenue du Parc, une artère névralgique au caractère unique dans le contexte montréalais. Cette nouvelle intersection fait désormais office de porte d'accès privilégiée au MIL.

[326] Arrondissement d'Outremont, Orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3

Figure 11 – Localisation du secteur Atlantic à l'interface entre le territoire du MIL Montréal et le territoire du PDUES



Source : composé à partir des documents 3.1 et 5.5

Pour la commission, les conditions invoquées par l'arrondissement d'Outremont pour établir le bien-fondé de sa demande posent, plus fondamentalement, la question du développement de l'ensemble de l'aire morphologique comprise entre l'avenue du Parc (incluant ses deux berges) et le secteur Atlantic (incluant ce dernier). De fait, l'enjeu du développement intégré du MIL et des secteurs limitrophes est un thème récurrent pour l'OCPM. La consultation de 2007 a abordé cet enjeu, ce qui a amené notamment à l'élaboration du PDUES (consultation 2013)[327]. Le secteur Atlantic est emblématique à cet égard, puisqu'il fait précisément office d'interface entre le secteur touché par le PDUES et le MIL, auquel il donne accès depuis l'avenue du Parc.

Au vu des représentations qui lui furent faites dans le cadre de la présente consultation, la commission ne peut donc faire l'impasse sur le thème plus large de l'arrimage et de l'intégration du MIL dans le contexte urbain élargi, aux plans matériel, fonctionnel et communautaire et, de ce fait, généralement plus urbanistique et administratif. Cela, afin d'assurer une intégration harmonieuse du MIL en mitigeant les impacts négatifs potentiels, mais également d'en maximiser les retombées positives.

[327] Séance de questions et réponses du 16 septembre 2021, doc. 7.2.1

La commission reçoit favorablement les assurances données par l'arrondissement d'Outremont voulant que sa démarche ne vise pas à soustraire le secteur aux orientations générales d'aménagement et aux standards de qualité élevés qui s'appliquent dans le MIL en vue d'en diminuer la portée, mais plutôt à permettre une interprétation plus nuancée et mieux adaptée aux conditions spécifiques qui touchent le secteur Atlantic[328]. La commission estime opportun d'accompagner sa recommandation favorable à la demande de l'arrondissement par d'autres recommandations. Le cas échéant, celles-ci permettraient la mise en place de conditions propices à une planification coordonnée et intégrée du secteur Atlantic ainsi que du secteur qui lui est limitrophe du côté de Rosemont–La Petite-Patrie, puisqu'il convient de traiter le tout comme un ensemble, par-delà les limites administratives qui s'avèrent problématiques.

Recommandation #6
La commission recommande le retrait du secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement 06-069, en y reconduisant les orientations, les objectifs généraux et les hauts standards de qualité qui président actuellement au développement du secteur MIL.

Recommandation #7
Considérant la nécessité de penser et de gérer le développement d'ensemble de manière coordonnée en ce qui a trait au contrôle des formes urbaines et architecturales, à l'affectation des sols, à la protection et la mise en valeur du patrimoine, ainsi qu'à l'aménagement du domaine public collectif, la commission recommande que le développement de l'aire se déployant entre les avenues du Parc et Durocher fasse l'objet d'une meilleure coordination entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie et la Ville de Montréal.

Recommandation #8
Par souci de cohérence, la commission recommande que les orientations et les prescriptions du PDUES des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau soient appliquées dans le secteur Atlantic, entre l'avenue Durocher et la rue Hutchison, même si ce dernier ne fait pas formellement partie du territoire visé initialement.

3.5 Les constats de la commission sur le territoire du MIL et ses abords

Au terme du présent exercice de consultation publique, quelques constats plus généraux s'imposent à la commission.

Ce sont les dispositions règlementaires qui régissent l'article 89 à l'égard de changements qui surviennent inévitablement dans un projet de l'envergure du MIL qui font en sorte que les parties se retrouvent à nouveau devant l'OCPM. De prime abord, les demandes soumises à la consultation qui touchent des modifications au zonage et au territoire d'application du règlement

[328] Arrondissement d'Outremont, Orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic, doc. 3.3; Séance de questions et réponses du 16 septembre 2021, doc. 7.2.1; Réponses reçues le 28 septembre 2021, doc. 7.4.1

06-069 peuvent apparaître essentiellement techniques. Or les travaux de la commission démontrent que leur portée est plus large.

En outre, bien que cela soit le fruit du hasard, force est de constater que la présente consultation survient à un moment charnière. Une part substantielle du site est aujourd'hui développée, ce qui donne à voir des résultats concrets et permet de prendre une meilleure mesure de certains impacts déjà avérés, ou pouvant être anticipés sous peu. Les participants ne s'y sont pas trompés, en relevant de tels impacts devant la commission et en posant plusieurs questions relatives à l'avenir du campus de l'UdeM et du site dans son ensemble, alors que les projets qui mèneront son développement à terme pourraient s'annoncer incessamment.

Un développement de l'ampleur de celui qui a cours dans ce secteur est inévitablement assorti d'impacts positifs et d'impacts négatifs affectant différemment les secteurs bordiers environnants et leurs populations respectives. Plus concrètement, le MIL est situé aux confins de plusieurs quartiers, dans une ancienne frange urbaine qui était destinée à l'activité ferroviaire. Il est aujourd'hui composé d'un campus universitaire d'envergure, que jouxte un secteur à prédominance résidentielle servi par des équipements communautaires. Par son ampleur, la diversité de ses composantes, et par sa position relative, ce secteur urbain pose des enjeux de développement qui renvoient à l'échelle locale du site et de ses abords immédiats dans les quartiers limitrophes, ainsi qu'à l'échelle de plusieurs quartiers, voire de la ville entière. Ces enjeux ont trait à l'intégration matérielle et spatiale du MIL aux chapitres de la forme urbaine, de l'affectation des sols et de l'accès par des moyens de transport actifs (marche et vélo) ou motorisés (métro, automobile, etc.), ainsi qu'à son intégration aux tissus sociaux et communautaires et aux dynamiques de la géographie économique (immobilier, logement, offre commerciale, etc.). C'est d'ailleurs lesdites conditions ainsi que les enjeux urbanistiques et administratifs inhérents au développement d'un site névralgique qui touche quatre arrondissements qui ont pu motiver l'utilisation d'un article 89.

Au demeurant, plusieurs conditions urbaines observables à l'égard du projet MIL ne sont pas exclusives à ce dernier. Bon nombre de sites montréalais[329] offrant un fort potentiel de régénération et qui sont aujourd'hui privilégiés dans le cadre d'une politique de développement urbain durable, se situent justement dans des franges urbaines au passé industriel ou institutionnel aux confins de quartiers bien établis.

Ainsi, étant donné l'interprétation des représentations reçues, la commission ne peut se permettre d'ignorer le thème plus large de l'arrimage et de l'intégration du MIL dans son contexte urbain élargi. Ses travaux lui ont permis d'identifier trois problématiques « transversales » qui sont apparues, à des degrés divers, à travers chacune des demandes soumises à son attention. Ces dernières feront ci-après l'objet de recommandations. Elles touchent respectivement :

[329] Par exemple, les sites de Bridge-Bonaventure, de l'Hôtel-Dieu de Montréal ou encore de l'Hippodrome de Montréal, aussi connu sous son nom original Blue Bonnets.

- à la gouvernance et à la mise en œuvre du projet MIL et de ses abords;
- à la cohérence du développement du MIL eu égard aux échelles d'analyse et d'intervention;
- à la cohérence du développement du MIL dans le temps (et notamment au rôle tenu par l'OCPM à cet égard).

À l'instar des participants, la commission conclut, en écho aux travaux des commissions précédentes (2007 et 2013), qu'il est impossible d'envisager le développement du MIL ou de projets équivalents en vase clos et sans tenir compte de l'évolution de la conjoncture en cours de projet, incluant les impacts concrets imputables au projet lui-même.

Des projets de développement de grande et longue envergure, tel le MIL, situé aux confins de plusieurs juridictions et dont les impacts sont ressentis à plusieurs échelles spatiales, nécessitent de nouvelles pratiques de gouvernance et de gestion, voire un cadre règlementaire renouvelé. Au chapitre de la gouvernance, de tels projets exigent la mise en œuvre d'orientations et d'objectifs dont la révision périodique peut s'avérer utile, tandis que leur gestion appelle à une coordination serrée entre les arrondissements et la ville-centre. Ainsi, l'élaboration du PDUES des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau, témoigne d'une volonté de mieux gérer l'interface entre le MIL et certains de ses abords, en visant une meilleure intégration spatiale (et sociale) du MIL et de ces secteurs bordiers dans les arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal, ainsi que d'Outremont.

La commission note néanmoins que le territoire visé par le PDUES est composé majoritairement de friches industrielles. Un tel découpage a pour effet d'exclure, outre le MIL lui-même, des secteurs résidentiels urbanisés de longue date, alors que ces derniers sont affectés dans leur fonctionnement et dans l'évolution de leurs dynamiques immobilières, notamment, par la venue du campus. Un exemple probant à cet effet nous est fourni par l'enjeu de l'embourgeoisement et de ses impacts sur l'accessibilité au logement et les dynamiques communautaires des quartiers, à l'égard duquel des participants provenant de Parc-Extension ont entretenu la commission. Bien que cela aille au-delà de ce qui peut raisonnablement être traité à l'intérieur des limites géographiques du MIL et du mode de mise en œuvre de son développement, il faut tâcher de tirer un enseignement dudit exemple.

Bien que d'autres causes y contribuent également, il est aujourd'hui impossible d'ignorer les impacts de la construction du campus de l'UdeM et du secteur MIL sur les dynamiques immobilières et l'augmentation des prix qui s'observent dans les secteurs limitrophes, et en particulier le secteur sud de Parc-Extension. Les représentants de la Ville de Montréal ont d'ailleurs confirmé à la commission la validité des représentations faites à cet égard par d'autres

intervenants[330]. L'enjeu de l'embourgeoisement risque d'ailleurs de se poser dans le secteur Atlantic et ses abords dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

La commission estime qu'il serait utile de conduire des réflexions sur l'opportunité de mettre en place des mesures destinées à assurer un meilleur monitoring des impacts du développement d'un projet tel le MIL sur son contexte élargi. Cela pourrait servir à la mise à jour des orientations et objectifs au gré de l'évolution de la conjoncture. Incidemment, la commission s'est questionnée sur la pertinence d'adapter le mode de gouvernance et de gestion, dans le but d'assurer la cohésion d'ensemble du développement dans l'espace et dans le temps en tenant compte des différentes échelles spatiales aux fins d'analyse et d'intervention.

À cet égard, la commission a pris note de l'existence d'un « comité de gouvernance » du MIL copiloté par son principal promoteur l'UdeM[331]. Au vu de son mandat « *Le comité de gouvernance a pour objectif de : Permettre à la direction des parties responsables des ententes de développement d'en débattre et de résoudre les enjeux majeurs, s'il y a lieu; Recommander aux instances les conditions liées aux ententes de développement*[332] *»*, de sa composition « *Il est co-présidé par le recteur de l'Université de Montréal et l'élue responsable de l'urbanisme à la Ville de Montréal. Les autres participants de ce comité sont : Université de Montréal (Vices-recteurs, Directions (immeubles, campus MIL, liens avec les communautés, etc.)), Ville de Montréal (Maire et/ou direction d'Outremont, Maire et/ou direction de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Maire et/ou direction de Rosemont–La Petite-Patrie, Direction du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), Direction du Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR), Direction de l'urbanisme, SUM) et Ville de Mont-Royal (maire et direction générale))*[333] *»* et de son mode de fonctionnement « *Le comité de gouvernance se rencontre sur une base annuelle*[334] *»*, elle estime cependant que ce dernier s'apparente davantage à un comité de coordination, dont elle ne remet pas en question l'utilité par ailleurs.

S'il faut entendre par le terme gouvernance la manière d'établir, d'orienter et de coordonner les actions de différentes parties prenantes au service d'une vision commune, il serait incidemment incongru d'attribuer un rôle de coprésidence à une partie prenante dont la mission et les intérêts spécifiques pourraient la mettre en porte-à-faux par rapport à de telles visées. Au demeurant, la commission estime qu'une telle instance destinée à la gouvernance gagnerait à mener ses travaux à l'égard d'un territoire plus grand que celui du MIL lui-même pour y inclure les secteurs touchés par sa présence. En outre, d'un point de vue administratif et considérant le contexte

[330] Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal et de l'Arrondissement d'Outremont, 23 août 2021, doc. 6.1; Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal, du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et de l'Université de Montréal, 25 août 2021, doc. 6.2; Séance de questions et réponses du 16 septembre 2021, doc. 7.2.1
[331] Réponses reçues le 14 octobre 2021, doc. 7.5.1, p. 1 à 3
[332] *Ibid.*, p. 2
[333] *Idem*
[334] *Idem*

géographique, la gestion d'un grand projet urbanistique tel le MIL pourrait gagner à être piloté par une instance de coordination consacrée au développement d'un territoire ainsi élargi.

Recommandation #9
La commission recommande que la Ville de Montréal mène une réflexion :

- ***à l'égard du mode de gouvernance du secteur MIL lui-même ainsi que celui des secteurs environnants dans les arrondissements bordiers d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension qui en subissent les effets, en vue d'en mitiger les impacts négatifs et d'en maximiser les impacts positifs aux plans environnemental, social, culturel et économique;***
- ***pour évaluer la pertinence de la mise en place d'un mécanisme visant à assurer la coordination administrative du développement du MIL et de ses abords entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ainsi que la Ville de Montréal (la « ville-centre ») dans le respect de leurs prérogatives réciproques.***

Si l'on se fie aux représentations reçues, les travaux de la commission sont survenus à point nommé pour aborder des questions de fond et revisiter des enjeux qui s'offrent avec une plus grande clarté, au moment où le développement du site est bien engagé, mais avant qu'il ne soit trop tard pour en revoir certains paramètres en tenant compte des effets constatés. L'OCPM a déjà entamé une réflexion sur la portée et certaines prescriptions de l'article 89 qui l'interpelle[335], à l'occasion de projets similaires comme le Faubourg Contrecoeur. L'élaboration du MIL Montréal est une bonne illustration d'un projet qui s'étend sur plusieurs années et sur lequel l'OCPM est amené à participer. L'examen régulier est un bel exemple que ceci est nécessaire. En conséquence, la commission émet la recommandation suivante.

Recommandation #10
La commission recommande que la Ville de Montréal se penche sur certaines prescriptions et modalités d'application de l'article 89, à l'égard de projets urbanistiques d'envergure afin d'évaluer la pertinence de tenir des consultations publiques statutaires dans les cas où leur réalisation s'étale sur plusieurs années, par exemple à mi-parcours de leur concrétisation.

3.6 Parc-Extension : un quartier qui requiert une attention particulière

Parc-Extension est un quartier unique qui possède une identité propre renforçant le côté cosmopolite de Montréal, notamment par sa géographie commerciale et son offre alimentaire et culinaire. Aujourd'hui l'un des quartiers les plus diversifiés de cette ville, Parc-Extension fut

[335] OCPM – Consultation sur les modifications règlementaires au Faubourg Contrecoeur, 2017, ocpm.qc.ca/fr/contrecoeur; OCPM – Actes du colloque, S'approprier la ville, 2007, ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/publications/fr/consultation_publique_et_amenagement_du_territoire_a_montreal-fr.pdf.

historiquement une plaque tournante des vagues successives d'immigration depuis la période d'après-guerre. Ces populations y ont trouvé un point de chute au cœur de Montréal dans un environnement bien desservi par les transports collectifs, les services de proximité et doté d'un parc de logements généralement abordables, quoique vétustes.

En revanche, le secteur est aussi identifié comme un milieu qui rencontre beaucoup de difficultés et qui affiche une fragilité inhérente, en particulier au statut socioéconomique modeste d'une partie significative de sa population. Comme évoqué précédemment, la population de Parc-Extension est affectée par une hausse rapide du coût des loyers. Cela place le quartier dans ce qui pourrait être qualifié de spirale d'embourgeoisement qui, outre le marché immobilier, se manifeste aux plans culturel, social et économique. La commission constate que le quartier jouit d'un regain d'intérêt du fait de son caractère unique, de sa position géographique centrale et de sa proximité au MIL et son campus universitaire. Ainsi, le secteur sud, compris entre les rues Jean-Talon et Beaumont semble particulièrement touché par la croissance des valeurs immobilières qui induisent des phénomènes de conversion et de « rénoviction ». Ces phénomènes, déjà abordés dans la première consultation en 2007, furent rappelés à l'attention de la commission par bon nombre de citoyens. Ils ont pour effet repousser une population, qui de ce fait, subit une large part des effets négatifs qui découlent de la venue d'un campus universitaire sans pouvoir espérer en tirer quelque bénéfice. Les mêmes dynamiques immobilières semblent toucher également les secteurs communautaires et de commerces de détail.

La portion à dominance résidentielle du secteur sud de Parc-Extension étant exclue des territoires d'application de l'article 89 et du PDUES et en l'absence d'un cadre de gouvernance et d'un mode de gestion adapté, ce secteur se trouve de manière générale dans un angle mort du développement du MIL. Cette situation exacerbe les effets néfastes du développement du MIL pour le quartier. Elle minimise de même les retombées favorables escomptées de gestes tel l'aménagement du parc Dickie-More sur les rues de l'Épée et Beaumont, ou encore la construction de passerelles pour désenclaver le quartier. Une partie significative de la population de Parc-Extension se trouve donc manifestement dans une impasse.

La commission estime important que soient déployées des mesures vouées non seulement à mitiger les impacts négatifs de la venue du MIL, mais également à en maximiser les impacts positifs pour les populations de Parc-Extension. Au regard des impacts sévères précédemment évoqués, dont le déplacement de populations aux revenus modestes, infligeant à ces dernières des torts considérables, la commission souhaite attirer l'attention des élus ainsi que des décideurs municipaux et institutionnels sur l'urgence d'agir quant aux aspects suivants :

- L'embourgeoisement entraînant la hausse du coût des loyers pour les résidents, les petits commerçants et groupes communautaires, et la délocalisation des populations les plus sensibles à de telles fluctuations;
- Le rehaussement de la qualité de l'habitation au profit des populations actuelles du quartier, notamment par la mise à niveau du parc de logements;

- La consolidation et le développement d'équipements manquants ou lacunaires répondant aux besoins sociocommunautaires, scolaires et en matière de santé;
- La protection et la mise en valeur de l'identité du quartier dans ses dimensions culturelle, économique, sociale et patrimoniale.

À cet effet, et pour faire image, la commission appelle à ce que soit considéré l'élaboration d'un véritable « plan Marshall[336] » pour Parc-Extension et à mobiliser pour ce faire la communauté et les parties prenantes. La commission estime impératif, notamment, que les opportunités découlant d'efforts et d'investissements publics significatifs puissent bénéficier à toutes les populations, en vertu d'un principe d'équité et d'inclusion sociale.

Son réseau universitaire est un joyau qui contribue à l'enrichissement social, culturel et économique de Montréal, en plus d'être un atout pour le développement de son économie du savoir. À cet égard, la construction d'un nouveau campus universitaire dans la ville est en soi positive. Cependant, si cette dernière s'accompagne d'un embourgeoisement mal contrôlé qui a pour effet de favoriser certains groupes sociaux à l'exclusion des autres, le bilan devient plus mitigé. S'il est entendu que l'identité d'un quartier est une chose dynamique, c'est toute la communauté montréalaise qui perd au change lorsque la diversité des expériences de la Ville fait place à l'homogénéisation des modes de vie.

Recommandation #11
Au vu des impacts négatifs qui découlent du développement du MIL dans le secteur sud de Parc-Extension, aux chapitres de l'immobilier, des coûts de logements, de la vie communautaire et de l'identité du quartier, la commission recommande que la Ville de Montréal évalue l'opportunité de mettre en œuvre prestement, de concert avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et les autres parties prenantes, des mesures pouvant remédier aux impacts négatifs, en plus d'explorer des moyens de maximiser les retombées positives, avant que la tendance actuelle ne soit irréversible.

[336] Le plan Marshall, aussi appelé programme de rétablissement européen, est un plan établit à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Signé en 1947, il avait pour but d'aider la reconstruction des villes européennes ayant été touchés par les bombardements.

CONCLUSION

La présente consultation portant sur le MIL s'est déroulée à point nommé eu égard à l'état d'avancement du développement du site, incluant celui du campus universitaire lui-même. Les recommandations de la commission font directement écho aux préoccupations exprimées par les participants, comme il se doit.

La commission répond aux trois principaux objets de son mandat, c'est-à-dire aux modifications règlementaires nécessaires pour la construction d'un nouveau pavillon de l'UdeM, la construction d'une école primaire par le CSSMB ainsi que pour le retrait du secteur Atlantic du territoire d'application du règlement 06-069. Pour le pavillon universitaire et le secteur Atlantic, la commission émet des recommandations favorables, tout en soulevant certaines pistes de réflexion qui pourraient accompagner la prise de décision. En ce qui concerne l'école primaire, la commission est favorable à la venue d'un tel établissement dans le MIL, mais recommande d'appliquer le principe de précaution puisque trop d'impondérables subsistent.

Les recommandations s'ouvrent également à de plus amples considérations que ce que le libellé des trois demandes à l'étude pouvait suggérer, puisque les participants ont voulu aborder, tantôt explicitement, tantôt de manière plus implicite, d'importants enjeux d'aménagement et de développement. Cette ouverture a amené les travaux de la commission à prendre une tournure réflexive et à se pencher sur la nature des mandats confiés à l'OCPM, en cours de projets urbanistiques de grande et longue envergure assujettis à l'article 89.

Forte des représentations des participants et des informations et réponses qui lui furent communiquées par les parties prenantes, les travaux de la commission, en plus de répondre au mandat qui lui a été confié, se sont ainsi ouverts aux enjeux suivants :

- la cohérence d'ensemble du site MIL, en lui-même, aux plans spatial et fonctionnel;
- la cohérence entre le site MIL et les secteurs limitrophes qui sont assujettis au PDUES;
- les impacts fonctionnels, économiques et sociaux pour les populations des quartiers résidentiels adjacents (hors PDUES);
- la pertinence et la cohérence des objectifs de développement du MIL dans le temps, eu égard notamment aux exercices de consultation menés par l'OCPM.

Le grand projet que constitue le MIL est à plusieurs égards représentatifs des enjeux urbanistiques qui se posent au redéveloppement des friches urbaines (industrielles ici, ou institutionnelles tels les grands sites hospitaliers), en ce qui a trait aux modalités de leur requalification et de leur intégration urbaine, mais également compte tenu des outils règlementaires et aux pratiques de gestion qui encadrent lesdits efforts.

Par leur ampleur et par leur localisation stratégique au sein des quartiers centraux, les grandes friches présentent un fort potentiel de requalification qui justifie la volonté de la Ville de

Montréal, à l'instar de nombreuses autres villes, d'y canaliser le développement. Il n'est pas rare ni anodin à cet égard que des ensembles devenus obsolètes des suites de la délocalisation des activités industrielles soient visés dans le cadre de politiques de restructuration économiques et d'initiatives centrées sur l'économie du savoir (d'où l'implantation de campus universitaires, d'entreprises de hautes technologies et de quartiers d'habitation destinés en particulier aux travailleurs visés par ces dernières).

Par ailleurs, les secteurs actuellement en friche, qui ont souvent pris naissance en périphérie de l'aire urbanisée, se trouvent aujourd'hui entourés de quartiers résidentiels, incluant évidemment d'anciens quartiers ouvriers, qui présentent des conditions spatiales et sociales souvent fort contrastées.

Le redéveloppement d'un site comme celui du MIL illustre les difficultés de repenser en profondeur ses rapports aux quartiers environnants et à la ville dans son ensemble. Cela vaut pour les aspects fonctionnels, matériels et spatiaux, mais aussi, et surtout, à l'égard des dynamiques sociales, culturelles, foncières et économiques. Les travaux de la commission mettent ainsi en exergue certains des effets du MIL sur les quartiers résidentiels environnants. En l'espèce, ces derniers se sont souvent retrouvés dans un angle mort des pratiques de développement.

C'est dans ce contexte que plusieurs des recommandations de la commission invitent les autorités municipales à se pencher sur le mode de gouvernance et les pratiques urbanistiques afférents au développement du MIL avant qu'il ne soit trop tard pour remédier à certains de ses impacts négatifs, mais également en vue d'en maximiser les retombées positives pour les communautés locales dans un souci d'équité, d'inclusion et de développement durable bien compris.

Fait à Montréal, le 8 mars 2022.

Danielle Casara
Présidente de commission

Pierre-Constantin Charles
Commissaire

Pierre Gauthier
Commissaire

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 20 avril 2021, le conseil municipal[337] de la Ville de Montréal mandatait l'OCPM, afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement (P-06-069-1) intitulé : *« Règlement modifiant le règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'Arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue Mceachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069)*[338] *».*

Le règlement P-06-069-1 encadre le secteur MIL Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont, et ce, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

La consultation publique

Pour permettre au plus grand nombre possible de personnes de s'informer et de donner leurs avis, ainsi que pour s'adapter au contexte de la pandémie de la COVID-19, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation en plusieurs phases, dans le respect des consignes sanitaires des autorités gouvernementales et de la santé publique qui étaient en vigueur au moment de la consultation.

L'OCPM a fait paraître un premier avis public annonçant la consultation le 18 août dans le quotidien Le Devoir. La documentation relative au projet a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM; il était également possible de la recevoir par envoi postal. Quelque 22 000 dépliants ont été distribués dans le secteur concerné par la consultation publique. Dans ses efforts de diffusion de l'information, l'OCPM s'appuie aussi sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités et les partagent. Cela s'ajoute aux publicités sur les réseaux sociaux et l'envoi de bulletins électroniques. Par ailleurs, chacune des étapes de la consultation est annoncée aux abonnés de l'infolettre (plus de 9 000) ainsi qu'aux abonnés Facebook (plus de 10 000) et Twitter (plus de 3 000). En plus d'y diffuser les séances d'information et de questions et réponses, les réseaux sociaux de l'Office permettent de faire des rappels d'événements, de proposer des visionnements en différé et de suivre l'évolution des consultations, par exemple, lors de l'annonce de séances supplémentaires ou de la mise en ligne de nouveaux documents.

Deux rencontres préparatoires ont eu lieu virtuellement. La première s'est tenue le 23 août 2021 avec les représentants de l'arrondissement d'Outremont et de la Division des projets urbains du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal. La seconde, qui s'est tenue le 25 août 2021, a permis à la commission de s'entretenir avec les représentants du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) et de l'Université de Montréal (UdeM).

[337] Conseil municipal CM21 0458, doc. 1.5.2
[338] Ville de Montréal, Règlement art. 89, doc. 1.3.1

La commission a tenu une séance d'information virtuelle le 2 septembre 2021. Cette étape a permis à l'Office d'exposer sa démarche et de diffuser les présentations de la Ville de Montréal, de l'arrondissement d'Outremont, du CSSMB et de l'UdeM. Les présentations en ligne pouvaient ensuite être revues, en tout temps, sur le site web de l'Office et sur sa chaîne YouTube.

Une séance virtuelle de questions et de réponses a eu lieu le 16 septembre 2021. Lors de cette soirée, diffusée en direct sur Internet, les représentants de la Ville de Montréal et des promoteurs ont répondu aux questions des citoyens reçues d'avance ou posées le soir même. Les questions supplémentaires des citoyens n'ayant pas reçu de réponses lors de cette soirée ont reçu une réponse écrite le 28 septembre 2021. Les questions supplémentaires des commissaires ont également été répondues par écrit à quatre occasions différentes, soit le 14 octobre, le 25 octobre, le 2 novembre ainsi que le 24 novembre 2021.

Entre le 17 septembre et le 24 octobre, les citoyens, entreprises et groupes étaient invités à donner leur opinion selon le moyen de leur choix. Ils avaient la possibilité d'enregistrer leur opinion sur une boîte vocale, de faire part de leur opinion en ligne en répondant à des questions ouvertes ou d'envoyer un mémoire écrit.

La démarche de consultation a été clôturée par la tenue d'une séance d'audition des opinions, le 19 octobre 2021 à 19 h. Les participants ont pu intervenir par téléphone ou visioconférence.

La commission et son équipe
Danielle Casara, présidente de la commission
Pierre-Constantin Charles, commissaire
Pierre Gauthier, commissaire
Élise Naud, coordonnatrice des analystes
Émilie-Jade Bigelow, analyste

L'équipe de l'OCPM
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, agente aux communications et à l'image de marque
Guy Grenier, consultant
Laurent Maurice Lafontant, agent administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Caroline Gosselin, Coordonnatrice relations médias et événements spéciaux
Geneviève Robitaille, adjointe administrative
Joseph Tchinda Kenfo, analyste
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Pour le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal
Jean-François Lusignan, Conseiller en aménagement, division des projets urbains
Louis-Henri Bourque, Chef de division, division des projets urbains
Marion Demare, Chargée de projet, division des projets urbains

Pour l'arrondissement d'Outremont
Tom Flies, Chef de division, Urbanisme, permis et inspections

Pour les promoteurs
Ghyslain Chassé, Directeur général, Direction des immeubles, UdeM
Radhia Hamdane, Gestionnaire de projets, Bureau de planification et gestion des espaces, Direction des immeubles, UdeM
Étienne Pelletier, Architecte, Leclerc Architectes
Louis-Félix Leblanc-Garceau, Chargé de projets, Secteur des grands projets, Service des ressources matérielles, CSSMB

Personnes ayant participé à la séance de questions et de réponses du 16 septembre 2021

Personnes ayant envoyé des questions à l'avance

Alex Nicol
Alexander Heather
André Trépanier
Béatrice Camel
Carl Delaney
Céline Forget
Claudie Vigneault
Dominique Le Borgne
Eco Schatzy
Edy Beylerian
Emanuel Guay
Esther Dabou
Eve Tsang
Françoise Picard
Geneviève Corfa
Geneviève Derome
Gino Therrien
Hortense Beaudoin
Irène Galesso
Jean-Yvan Fradet
Kim Bélanger
Marc Dumont
Marc Harvey
Marie Saint-Arnaud
Marie-Christine Lafrenière
Martin Gallié
Mathieu Beauséjour
Michel Lapointe
Nada Nicol
Pierre Blanc
Sacha Tremblay
Valérie Bloch
Valérie Guilmain
Yan Vergriete
Yan Geoffroy

Personne ayant posé des questions en direct par téléphone
Cynthia Boisvert

Personnes et organismes qui ont soumis une opinion écrite sans présentation orale

Ada Panduro
Alexandre Belzile
Alexandre Lussier
André Gravel
Association des étudiants et des Étudiantes aux cycles supérieurs (sic) en géographie de l'Université de Montréal (AÉÉCSGUM)
Bettina Kemme
Caroline Charest
Eric Poteet
Françoise Picard
Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand
Laura Di Ioro
Mary McCutcheon
Parti Republicain Souverainiste (PRS)
Presti demeures et développements
Suzanne Archanbault

Personnes et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec présentation orale

Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
Giuliana Fumagalli

Personnes et organismes qui ont soumis une opinion orale sans présentation écrite

Club de soccer Mont-Royal Outremont (CSMRO)
Karine Myrgianie Jean-François
Outremont en famille

Personnes ayant soumis une opinion en ligne

Agnes Unterberg
Antoine Findeli
Audrey Rosette
Carine Vicente
Carl Delaney
Carlo Primiani
Carole De Lagrave
Caroline Braun
Christian Langlois
Christopher Quinn
Claudia Landry
Danielle Roussy
Fabien Dubreuil
Francois Ultich
Gabriel Waché
Gaëlle Janvier
Gino Therrien
Hilah Silver
Ines Maurette
J. Maier
Jean-Christophe Mortreux
Jocelyn Beaudry
Leslye Lang
Louis Rastelli
Louise Voisard
Luc Granger
Lucie Dubois
Magali Bebronne
Magenta Baribeau
Marie-Jeanne Blain
Michèle Poitras
Monique Gratton-Amyot
Robert-François Yelle
Romain Droitcourt
Ronald Petiteau
Sarah Villemaire
Sébastien Côté
Sophi Bayade
Sophie S.
Sylvie Fortin

Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat
- 1.1. Sommaire décisionnel
- 1.2. Recommandation
- 1.3. Intervention – Service des affaires juridiques
  - 1.3.1. Règlement art. 89
    - 1.3.1.1. Annexe A
    - 1.3.1.2. Annexe B
    - 1.3.1.3. Annexe C
    - 1.3.1.4. Annexe D
    - 1.3.1.5. Annexe E
    - 1.3.1.6. Annexe F
    - 1.3.1.7. Annexe G
- 1.4. Pièces jointes au dossier
  - 1.4.1. Extrait procès-verbal CCU Outremont – 3 mars 2021
  - 1.4.2. Avis du Comité Jacques-Viger – 26 mars 2021
    - 1.4.2.1. Annexe – suivi des recommandations
- 1.5. Résolutions
  - 1.5.1. Comité exécutif CE21 0613
  - 1.5.2. Conseil municipal CM21 0458
- 1.6. Sommaire décisionnel
  - 1.6.1. Recommandation
  - 1.6.2. Conseil arrondissement Outremont CA 21 16 0104

2. Démarche de consultation
- 2.1. Avis public
- 2.2. Dépliant
- 2.3. Trousse postale
- 2.4. Présentation du site web de la consultation

3. Documentation déposée par l'arrondissement et la Ville de Montréal
- 3.1. Document d'information – Ville de Montréal
  - 3.1.1. Vidéo de présentation du projet de consultation – Ville de Montréal – 2 septembre 2021
  - 3.1.2. Présentation du projet de consultation – Ville de Montréal
- 3.2. Avancement de la mise en œuvre du MIL Montréal – Ville de Montréal
- 3.3. Orientations et stratégie réglementaire pour la mise en valeur du secteur Atlantic – Arrondissement Outremont
  - 3.3.1. Vidéo de présentation sur la mise en valeur du secteur Atlantic – Ville de Montréal – 2 septembre 2021
- 3.4. Études de circulation

3.4.1. 2006 - Étude des impacts sur la circulation du site de l'Université de Montréal à Outremont
3.4.2. 2015 - Mise à jour de l'étude des impacts sur la circulation du site de l'Université de Montréal à Outremont
3.4.3. 2016 - Étude de mobilité dans le secteur des abords du site Outremont
3.4.4. 2017 - Mise à jour de l'étude des impacts sur la circulation du site de l'Université de Montréal à Outremont
3.4.5. 2018 - Mise à jour de l'étude des impacts sur la circulation du site de l'Université de Montréal à Outremont
3.4.6. 2018 - Synthèse, site Outremont et ses abords. Étude d'impact sur les déplacements dans le secteur Beaumont
3.4.7. 2019 - Monitoring secteur Bates
3.4.8. 2021 - Avis technique en circulation pour la nouvelle école primaire

4. Documentation déposée par les promoteurs

4.1. Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys
4.1.1. Information, besoins et paramètres de l'école primaire – CSSMB
4.1.1.1. Vidéo de présentation sur la nouvelle école primaire – CSSMB – 2 septembre 2021
4.1.2. Concept et plans architecturaux de l'école primaire – CSSMB
4.2. Université de Montréal
4.2.1. Information et développement du Centre de l'innovation – UdeM
4.2.1.1. Vidéo de présentation du projet de pavillon universitaire – UdeM – 2 septembre 2021

5. Documents de référence et liens utiles

5.1. Information Campus MIL
5.2. Information MIL Montréal
5.3. Profil socio-démographique – Outremont – 2016
5.4. Consultation précédente – Gare de triage Outremont – OCPM - 2007
5.5. PDUES secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau– Ville de Montréal – 2013
5.5.1. Consultation précédente – PDUES Marconi-Alexandra – OCPM – 2013
5.6. Petit lexique des termes urbanistiques - Ville de Montréal
5.7. Plan d'urbanisme – Ville de Montréal
5.8. Une nouvelle génération d'école – MEES – 2020

6. Travaux de la commission

6.1. Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal et de l'Arrondissement d'Outremont – 23 août 2021
6.2. Compte rendu de la rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville de Montréal, du CCSMB et de l'UdeM – 25 août 2021
6.3. Questions et demandes de la commission – Demande de réponses par écrit
6.3.1. Réponses reçues le 14 octobre 2021

6.3.1.1. Lots assujettis au droit de préemption à des fins de réalisations de logements sociaux et communautaires à l'intérieur du projet urbain MIL Montréal - sept. 2021
6.3.1.2. Outremont et son patrimoine – Étude Bisson – 1993 - Volume 1
6.3.1.3. Outremont et son patrimoine – Étude Bisson – 1993 - Volume2
6.3.2. Réponses reçues le 25 octobre 2021
6.3.2.1. Loyers moyens Parc-Extension entre 2010 et 2020 SCHL
6.3.2.2. Proportion de ménages Locataires dans Parc-Extension
6.3.3. Réponses reçues le 2 novembre 2021 – Données sociodémographiques
6.3.4. Réponses reçues le 24 novembre 2021 – Données immobilières Parc-Extension
6.3.4.1. Valeur au rôle des immeubles résidentiels
6.3.4.2. Valeurs au rôle par usage principal de l'unité d'évaluation
6.3.4.3. Ventes des immeubles résidentiels
6.3.4.4. Ventes par usage principal des unités d'évaluation
6.4. Synthèse du questionnaire en ligne
6.4.1. Données brutes en format CSV
6.4.1.1. Entêtes
6.4.1.2. Réponses

7. Transcriptions et webdiffusion
7.1. Webdiffusion de la séance d'information du 2 septembre 2021
7.1.1. Transcription de la séance d'information du 2 septembre 2021
7.2. Webdiffusion de la séance de questions et réponses du 16 septembre 2021
7.2.1. Transcription de la séance de questions et réponses du 16 septembre 2021
7.2.2. Réponses aux questions des commissaires qui n'ont pas été répondues pendant la séance de questions et réponses du 16 septembre
7.3. Questions citoyennes reçues d'avance en vue de la séance du 16 septembre 2021
7.4. Questions citoyennes reçues d'avance – Demande de réponses par écrit
7.4.1. Réponses
7.4.2. Complément de réponse – Plan directeur des parcs et des bâtiments – Arrondissement d'Outremont – Automne 2021
7.4.3. Complément de réponse – Informations générales sur le MIL Montréal
7.4.4. Complément de réponses – Carte interactive du MIL Montréal
7.5. Questions complémentaires de la commission suite à la séance du 16 septembre – Demande de réponses par écrit
7.5.1. Réponses
7.5.1.1. Étude typo morphologique et synthèse historique de l'arrondissement d'Outremont - 2020
7.5.1.2. Le projet de corridor écologique et vivrier Darlington
7.6. Webdiffusion de la séance d'audition des opinions du 19 octobre 2021

7.6.1. Transcription de la séance d'audition des opinions du 19 octobre 2021
7.6.2. Droit de rectification – Ville de Montréal et Université de Montréal

8. Opinions déposées à la commission
8.1. Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
8.1.1. Document complémentaire
8.1.2. Transcription
8.2. Giuliana Fumagalli
8.2.1. Présentation
8.2.2. Documents complémentaires
8.2.3. Transcription
8.3. Suzanne Archambault
8.4. Eric Poteet
8.5. Parti Republicain Souverainiste (PRS)
8.6. André Gravel
8.7. Françoise Picard
8.8. Presti demeures et développements
8.9. Association des étudiants et des étudiantes aux cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal (AÉÉCSGUM)
8.10. Alexandre Lussier
8.11. Ada Panduro
8.12. Alexandre Belzile
8.13. Laura Di Iorio
8.14. Mary McCutcheon
8.15. Bettina Kemme
8.16. Caroline Charest
8.17. Geneviève Derome, Marc Dumont et Francine Dandurand
8.18. Outremont en famille
8.18.1. Transcription
8.19. Club de soccer Mont-Royal Outremont (CSMRO)
8.19.1. Transcription
8.20. Karine Myrgianie Jean-François
8.20.1. Transcription
8.21. Marie-Andrée Morin

9. Opinions présentées en ligne
9.1. École primaire et parc
9.2. Secteur Atlantic
9.3. Pavillon universitaire de l'UdeM
9.4. Autres opinions
9.5. English

Annexe 3 – Projet de règlement P-06-069-1

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX
RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CONSTRUCTION, LA TRANSFORMATION ET L'OCCUPATION D'IMMEUBLES SITUÉS SUR L'EMPLACEMENT DÉLIMITÉ PAR LA LIMITE NORD DE L'ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT, LA RUE HUTCHISON À L'EST, L'AVENUE DUCHARME AU SUD ET À L'OUEST PAR UNE PORTION DE L'AVENUE MCEACHRAN, DE L'AVENUE DU MANOIR AINSI QUE DE L'AVENUE ROCKLAND (06-069)

Vu les paragraphes 1° et 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du____2021, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'Arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) est modifié par le remplacement :

1° aux articles 11 (4°) et (17°), 14, 20 (3°), 25 (6°), 32, 33 (1°), 35 (6°), 36 (4°), 37 (1°), (3°) et (5°), 39 (1°), (5°) et (8°), 41 et 42 (1°), des mots « axe central » par les mots « avenue Thérèse-Lavoie-Roux »;

2° aux articles 35 (4°), 36 (3°) et 44 (3°), des mots « place centrale » par les mots « place Alice-Girard ».

2. L'article 2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **2.** Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, une opération cadastrale, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments ainsi que les travaux relatifs aux rues et passages piétonniers et cyclables sont autorisés aux conditions prévues par le présent règlement. ».

3. L'article 3 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° articles 2.3 et 3.11 du Règlement 1176 sur les permis et certificats; »;
2° l'abrogation des paragraphes 3° et 5°.

4. L'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° du paragraphe 16° par le suivant :

« 16° avenue Wiseman : 6 m du côté ouest entre l'avenue Ducharme et la ruelle mixte au nord de la zone PA-20, 4 m du côté ouest entre la ruelle mixte et la place Alice-Girard, 0 m du côté est entre l'avenue Ducharme et la limite nord de la zone RB-19, et 4 m du côté est au nord de la zone RB-19 jusqu'à la ruelle mixte; »;

2° au paragraphe 17°, des mots « tel qu'il est identifié » par les mots « telle qu'elle est identifiée »;

3° au paragraphe 18°, des mots « voie de service de la nouvelle cour de voirie » par les mots « avenue de la Gare-de-Triage ».

5. L'article 12 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants :

« 1° le nombre de cases de stationnement pour automobile requis dans le territoire d'application pour les usages du groupe communautaire de catégorie III ainsi que du groupe habitation de catégorie V est, au minimum, de 1 case de stationnement par 300 m² de superficie de plancher utile et, au maximum, de 1 case de stationnement par 250 m² de superficie de plancher utile;

2° dans les zones PB-28, PB-29, PB-30, PB-31, PB-32, PB-33, PB-34 et PB-35, le nombre total de cases de stationnement pour automobile aménagées pour les usages du groupe communautaire de catégorie III ainsi que du groupe habitation de catégorie V ne peut excéder 400 cases. Lors de la période transitoire entre l'aménagement des cases de stationnement et leur utilisation à des fins de stationnement pour automobile, l'espace prévu pour du stationnement pour automobile peut être utilisé à des fins de stationnement pour bicyclettes; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 2.1° malgré le paragraphe 1, dans la zone PB-39, aucune case de stationnement pour automobile n'est autorisée; »;

3° la suppression, au paragraphe 4°, des mots « ou fraction de cette superficie ».

6. L'article 18 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « RC-26, C-12 et PB-28 » par les mots « RC-26 et PB-28 ».

7. Les articles 20 et 30 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « la voie de service de la cour de voirie » par les mots « l'avenue de la Gare-de-Triage ».

8. L'article 28 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « longeant la limite nord de l'axe central » par les mots « le long de la limite nord de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux ».

9. Le paragraphe 8° de l'article 36 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 8° assurer la bonne intégration des bâtiments de la cour de voirie visibles de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux. ».

10. Les paragraphes 8° et 9° de l'article 37 de ce règlement sont abrogés.

11. L'article 40 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° au paragraphe 4°, des mots « PB-34, PB-35 et C-12 » par les mots « PB-34 et PB-35 »;

2° au paragraphe 6°, des mots « zones C-12 et PB-28 à PB-36 » par les mots « zones PB-28 à PB-36 ».

12. L'article 43 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 1°, des mots « l'axe central doit respecter les proportions » par les mots « l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux doit favoriser le respect des proportions »;

2° l'ajout, après le paragraphe 6°, des paragraphes suivants :

« 7° dans la zone PB-39, l'espace laissé vacant par le démantèlement du poste de ventilation mécanique du métro doit être aménagé de manière à s'intégrer à l'architecture du bâtiment et aux aménagements paysagers;

8° dans la zone PB-39, la marge de recul sur l'avenue Wiseman doit être aménagée en complément des terrains situés dans les zones PA-20 et PA-21 (la place Alice-Girard). ».

13. L'article 44 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° dans les zones PB-39, RC-24 et RC-25, les façades des bâtiments donnant sur la place Alice-Girard, zone PA-21, doivent offrir un rez-de-chaussée très largement fenestré afin de favoriser un contact visuel et permettre des échanges entre les différents usages et le domaine public. La marge de recul sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et les marges longeant la place Alice- Girard doivent être aménagées dans le même esprit; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 2.1° dans la zone PB-39, un bâtiment implanté sur un terrain occupant toute cette zone doit être conçu de manière à permettre, dans l'axe de l'avenue Stuart, une perspective visuelle ou un passage entre l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et la zone PA-20, afin de favoriser la connectivité entre ces deux espaces. La marge de recul sur l'avenue Dollard doit être aménagée dans le même esprit; ».

14. L'annexe A de ce règlement intitulée « Territoire d'application » est remplacée par l'annexe jointe en annexe A au présent règlement.

15. L'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent :

1° des mots « axe central » par les mots « avenue Thérèse-Lavoie-Roux »;

2° des mots « place centrale » par les mots « place Alice-Girard ».

16. La grille des usages et des normes relative aux zones RC-21 et RC-22 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est remplacée par la grille jointe en annexe B au présent règlement.

17. La grille des usages et des normes relative aux zones PA-19, PA-20, PA-21, PA-22 et PA-23 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est remplacée par la grille jointe en annexe C au présent règlement.

18. La grille des usages et des normes relative à la zone PB-35 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est remplacée par la grille jointe en annexe D au présent règlement.

19. Les grille des usages et des normes relatives aux zones RC-23 et C-12 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » sont supprimées.

20. L'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est modifiée par l'ajout de la grille des usages et des normes relative à la zone PB-39 jointe en annexe E au présent règlement.

21. L'annexe C de ce règlement intitulée « Grille de rues et de passages piétonniers et cyclables » est remplacée par l'annexe jointe en annexe F au présent règlement.

22. L'annexe D de ce règlement intitulée « Secteurs d'application visés par les critères d'implantation et d'intégration architecturale » est remplacée par l'annexe jointe en annexe G au présent règlement.

- -.

ANNEXE A
ANNEXE A INTITULÉE « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE À LA ZONE RC-21

ANNEXE C
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE AUX ZONES PA-19, PA-20, PA-21, PA-22 et PA-23

ANNEXE D
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE À LA ZONE PB-35

ANNEXE E
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE À LA ZONE PB-39

ANNEXE F
ANNEXE C INTITULÉE « GRILLE DE RUES ET DE PASSAGES PIÉTONNIERS ET CYCLABLES »

ANNEXE G
ANNEXE D INTITULÉE « SECTEURS D'APPLICATION VISÉS PAR LES CRITÈRES D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE »

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal XX le XX 20XX, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à #compter du XX 20XX et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1217596002


P
2 h
8h - 22h
MAXIMUM
30
km/h
LUN À VEN
EXCEPTE
AUTOBUS
SCOLAIRE





Annexe 4 – Recommandations

Recommandation #1
La commission recommande qu'en ce qui a trait à l'aspect règlementaire, le coefficient d'implantation au sol et le pourcentage d'implantation au sol du lot PB-35 soit haussé, à respectivement 4 et 65 %, selon la demande de l'Université de Montréal.

Recommandation #2
La commission recommande à l'Université de Montréal d'explorer, de concert avec les communautés locales, des moyens de minimiser les impacts négatifs induits par le développement de son campus et à maximiser les retombées positives de sa présence, en particulier pour les populations vulnérables, dans le cadre de ses prérogatives et notamment de ses missions d'enseignement et de recherche.

Recommandation #3
La commission recommande que soit maintenue la décision de construire une école du côté sud de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux dans la portion à dominance résidentielle du MIL.

Recommandation #4
Considérant notamment les craintes sérieuses soulevées par la proposition de construire une école primaire dans les îlots RC-22 et RC-23 et en raison des questionnements à l'égard de la sécurité des élèves et autres usagers du domaine public, la commission recommande que la Ville de Montréal, conjointement avec le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, explore d'autres configurations spatiales en ce qui a trait au positionnement respectif de l'école et du parc dans l'espace présentement destiné ou pressenti pour la construction de ces derniers. Ceci permettrait d'accroître la fonctionnalité de l'accès par les élèves et les autres usagers et, notamment, à réduire les risques à la sécurité qui découleraient d'une construction dans l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux.

Recommandation #5
Considérant le grand nombre d'impondérables qui subsistent quant à l'aménagement de l'école et celui du parc et au bon usage de ce dernier, la commission recommande :

- ***que soient conduites des analyses plus approfondies sur les critères devant présider à l'aménagement du parc, de l'école et de leurs abords, dans un contexte de mutualisation;***
- ***que l'exercice de coconception prévu à l'hiver 2022 soit plutôt tenu lorsque des analyses diligentes auront été conduites.***

Recommandation #6
La commission recommande le retrait du secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement 06-069, en y reconduisant les orientations, les objectifs généraux et les hauts standards de qualité qui président actuellement au développement du secteur MIL.

Recommandation #7
Considérant la nécessité de penser et de gérer le développement d'ensemble de manière coordonnée en ce qui a trait au contrôle des formes urbaines et architecturales, à l'affectation des sols, à la protection et la mise en valeur du patrimoine, ainsi qu'à l'aménagement du domaine public collectif, la commission recommande que le développement de l'aire se déployant entre les avenues du Parc et Durocher fasse l'objet d'une meilleure coordination entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie et la Ville de Montréal.

Recommandation #8
Par souci de cohérence, la commission recommande que les orientations et les prescriptions du PDUES des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau soient appliquées dans le secteur Atlantic, entre l'avenue Durocher et la rue Hutchison, même si ce dernier ne fait pas formellement partie du territoire visé initialement.

Recommandation #9
La commission recommande que la Ville de Montréal mène une réflexion :

- ***à l'égard du mode de gouvernance du secteur MIL lui-même ainsi que celui des secteurs environnants dans les arrondissements bordiers d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension qui en subissent les effets, en vue d'en mitiger les impacts négatifs et d'en maximiser les impacts positifs aux plans environnemental, social, culturel et économique;***
- ***pour évaluer la pertinence de la mise en place d'un mécanisme visant à assurer la coordination administrative du développement du MIL et de ses abords entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ainsi que la Ville de Montréal (la « ville-centre ») dans le respect de leurs prérogatives réciproques.***

Recommandation #10
La commission recommande que la Ville de Montréal se penche sur certaines prescriptions et modalités d'application de l'article 89, à l'égard de projets urbanistiques d'envergure afin d'évaluer la pertinence de tenir des consultations publiques statutaires dans les cas où leur réalisation s'étale sur plusieurs années, par exemple à mi-parcours de leur concrétisation.

Recommandation #11
Au vu des impacts négatifs qui découlent du développement du MIL dans le secteur sud de Parc-Extension, aux chapitres de l'immobilier, des coûts de logements, de la vie communautaire et de l'identité du quartier, la commission recommande que la Ville de Montréal évalue l'opportunité de mettre en œuvre prestement, de concert avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et les autres parties prenantes, des mesures pouvant remédier aux impacts négatifs, en plus d'explorer des moyens de maximiser les retombées positives, avant que la tendance actuelle ne soit irréversible.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT P-06-069-1 (MIL MONTRÉAL)

Le 20 avril 2021, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) a été mandaté par le conseil municipal afin de mener une consultation publique sur le projet de règlement P-06-069-1. Le rapport de consultation publique intitulé « *MIL Montréal : projet de règlement P-06-069-1* », rédigé à la conclusion de ces travaux, a été déposé à la séance du conseil municipal du 25 avril 2022.

Le comité exécutif remercie l'OCPM pour la qualité du rapport de consultation portant sur les modifications du règlement 06-069 (MIL Montréal), ainsi que pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

L'OCPM a formulé 11 recommandations. Le comité exécutif apporte une réponse à chacune de ces recommandations, dans le tableau qui suit.

#	Recommandation	Service(s) et/ou instance responsable	Commentaires
1	La commission recommande qu'en ce qui a trait à l'aspect réglementaire, le coefficient d'implantation au sol et le pourcentage d'implantation au sol du lot PB-35 soit haussé, à respectivement 4 et 65 %, selon la demande de l'Université de Montréal.	Conseil municipal	● Cette recommandation sera prise en compte. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
2	La commission recommande à l'Université de Montréal d'explorer, de concert avec les communautés locales, des moyens de minimiser les impacts négatifs induits par le développement de son campus et à maximiser les retombées positives de sa présence, en	Université de Montréal	● L'UdeM est consciente des attentes des communautés riveraines et travaille de concert avec de nombreux acteurs communautaires afin de favoriser une insertion harmonieuse de son campus dans le milieu. Depuis la nomination d'une vice-rectrice aux partenariats communautaires et internationaux, en 2020, les projets et les liens se

	particulier pour les populations vulnérables, dans le cadre de ses prérogatives et notamment de ses missions d'enseignement et de recherche.		sont multipliés. La vice-rectrice siège notamment à la table de concertation de Parc-Extension où elle contribue activement à l'élaboration de partenariats, notamment en mettant en lien des équipes de recherche et des groupes citoyens. Elle a d'ailleurs piloté un projet de recherche pour donner une voix aux résidents et résidentes de Parc-Extension lors de la première vague de la pandémie de COVID-19. L'UdeM entend maintenir et enrichir ses relations avec les communautés riveraines. Le vice-rectorat aux partenariats communautaires et internationaux a entamé, depuis la fin de 2021, la préparation d'un plan d'action ambitieux pour répondre spécifiquement aux besoins de la population de Parc-Extension. Ce plan prévoira des mécanismes pour canaliser, de manière efficace et pertinente, les ressources et capacités de l'Université vers les besoins du milieu, en accord avec la mission d'enseignement et de recherche ainsi que les valeurs de solidarité qu'elle met de l'avant. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
3	La commission recommande que soit maintenue la décision de construire une école du côté sud de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux dans la portion à dominance résidentielle du MIL.	Conseil municipal	● Nous accueillons favorablement cette recommandation qui est l'objet initial de la consultation. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
4	Considérant notamment les craintes sérieuses soulevées par la proposition de construire une école primaire dans les	Service de l'urbanisme et de la mobilité Centre de services	● La Ville partage les préoccupations de la commission et tient à rappeler que la sécurité des Montréalaises et des Montréalais, et notamment

	îlots RC-22 et RC-23 et en raison des questionnements à l'égard de la sécurité des élèves et autres usagers du domaine public, la commission recommande que la Ville de Montréal, conjointement avec le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, explore d'autres configurations spatiales en ce qui a trait au positionnement respectif de l'école et du parc dans l'espace présentement destiné ou pressenti pour la construction de ces derniers. Ceci permettrait d'accroître la fonctionnalité de l'accès par les élèves et les autres usagers et, notamment, à réduire les risques à la sécurité qui découleraient d'une construction dans l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux.	scolaire Marguerite-Bourgeoys	dans ce cas, des élèves de la future école primaire, est l'objectif premier des partenaires dans ce projet. ● Le Centre de services scolaire Marguerites-Bourgeoys (CSSMB) prévoit toutefois de conserver l'implantation actuelle, considérant que plusieurs options d'implantation de l'école primaire dans le nouveau quartier ont été considérées et étudiées par les partenaires du projet (dans le secteur Atlantic notamment, comme initialement proposé). L'intégration de l'école primaire au sud de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux (TLR), dans ce que l'on nomme le pôle civique d'Outremont, tout près des milieux habités de l'arrondissement, résulte d'un choix diligent et non opportuniste. ● L'option privilégiée repose sur des réflexions et analyses internes menées par la Ville et le CSSMB, notamment : ○ Le respect de la trame urbaine et de la grille de rues dans l'esprit du grand projet (encadrement de l'avenue TLR, de la place Alice-Girard, des rues locales d'Outremont et du nouveau parc Irma-LeVasseur) et dans la continuité des secteurs existants outremontais; ○ La localisation optimale du nouvel établissement scolaire par rapport au bassin de population desservie. Rappelons que le nouvel établissement est une école primaire de portée locale, destinée aux enfants résidant à proximité. Les valeurs du CSSMB quant au déplacement actif visent à promouvoir les écoles où les élèves sont

			majoritairement considérés comme marcheurs et résidant à moins de 1,6 km de l'école; ○ Le renforcement de la fonction civique de ce pôle (concentration optimale d'équipements de portée locale –CCI, écoles communautaires, CPE, parc de quartier– et possibilité de mutualisation des ressources : espaces libres et bâtiments); ○ La superficie suffisante du lot pour accueillir le programme visé par le CSSMB et la mitoyenneté d'un grand parc de quartier. ● Bien que le bâtiment présente une façade forte sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, les accès y seront essentiellement articulés à partir des façades donnant sur le parc Irma-LeVasseur et le boulevard Dollard. La provenance des élèves se fera très majoritairement depuis le sud de l'arrondissement. ● La Ville compte mettre tous ses efforts pour repenser et réaménager le boulevard Dollard en « rue apaisée » en lien avec l'implantation de la nouvelle école primaire et l'aménagement du nouveau parc Irma-LeVasseur, à proximité immédiate du CCI : limitation de la circulation véhiculaire et de la vitesse autorisée, aménagement des intersections avec des saillies plantées, surélèvement et rétrécissement de la chaussée véhiculaire, travail de la matérialité, aménagement d'un débarcadère pour autobus et pour parents sur le boulevard Dollard (aucun arrêt n'étant permis sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux). ● Par ailleurs, rappelons que l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux (TLR), artère principale

			traversant d'est en ouest le nouveau quartier, est dotée de larges trottoirs bordés d'arbres d'une largeur de 6 à 9 mètres et de voies cyclables surélevées d'une largeur de 2,5 mètres. La vitesse de circulation y est limitée à 30 km/heure. Aussi, la Ville de Montréal a réalisé plusieurs exercices de monitorage pour analyser la circulation le long de cette nouvelle avenue : d'abord en 2019, pour les intersections le long de l'avenue McEachran suite à l'ouverture de l'avenue TLR, puis en 2021, pour les intersections avec les rues locales d'Outremont suite au prolongement de l'avenue TLR jusqu'à l'avenue du Parc. L'objectif était d'avoir une lecture claire de la situation et d'apporter, au besoin, les correctifs nécessaires pour la sécurité de tous usagers, et particulièrement des plus vulnérables. La Ville s'engage à poursuivre ce monitorage lors des moments clés de livraison des composantes du nouveau quartier (bâtiments résidentiels, école primaire, parc Irma-LeVasseur, etc.) et d'agir en fonction des conclusions qui seront dressées. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
5	Considérant le grand nombre d'impondérables qui subsistent quant à l'aménagement de l'école et celui du parc et au bon usage de ce dernier, la commission recommande : ○ que soient conduites des analyses plus approfondies sur les critères devant présider à l'aménagement du	Service de l'urbanisme et de la mobilité	● La Ville partageait ce même constat, au moment du dépôt du dossier d'information et de la consultation publique menée par l'OCPM. ● Depuis, la Ville et le CSSMB ont poursuivi la planification de la nouvelle école primaire et du nouveau parc Irma-LeVasseur. Les partenaires ont échangé sur leurs objectifs et impératifs respectifs, et conduit les analyses nécessaires pour définir les

	parc, de l'école et de leurs abords, dans un contexte de mutualisation; ○ que l'exercice de coconception prévu à l'hiver 2022 soit plutôt tenu lorsque des analyses diligentes auront été conduites.		critères sur lesquels reposera la conception du nouveau parc Irma-LeVasseur incluant l'espace partagé avec le CSMB (le « parc-école »). ● La Ville poursuivra donc la démarche de coconception, considérant que : ○ L'ensemble des enjeux soulevés par l'OCPM au sujet de l'utilisation du parc ont été discutés avec le CSSMB au courant des derniers mois : principes de partage de l'espace, heures d'utilisation, accès physiques au bâtiment et au « parc-école », critères de sécurisation, d'aménagement et d'équipement de cet espace, etc.; ○ Des analyses approfondies ont été conduites au niveau de la mutualisation des espaces (notamment du « parc-école »), de la mobilité et du déplacement des usagers, de la gestion écologique des eaux pluviales (l'avant-projet détaillé a été lancé en août 2021); ○ La Ville de Montréal, l'Arrondissement d'Outremont et le CSSMB se sont entendus administrativement sur les projets d'entente relatifs à l'utilisation d'une partie du parc par l'école pendant les temps scolaires (« parc-école ») ainsi qu'à la gestion mutualisée des eaux de pluie. Ces deux ententes seront soumises aux instances municipales, dans le courant des prochaines mois, puis signées par les deux parties; ○ Retarder la démarche de conception du nouveau parc Irma-LeVasseur (et de participation citoyenne associée) aurait des conséquences importantes sur la disponibilité du « parc-école », requis pour la première rentrée scolaire, déjà repoussée à

			l'automne 2025; ● La démarche de participation citoyenne a été lancée le 9 mars dernier (pour les premières activités) sur la plateforme en ligne, *Réalisons Montréal*. Ce lancement constitue la première étape d'un processus de concertation prévoyant plusieurs temps de dialogue, de rencontres et d'activités (1- vision-ambiances / 2- ateliers de coconception de l'aménagement / 3- présentation de l'option préliminaire). Cette première étape vise avant tout à informer les citoyens du contexte et des grands principes d'aménagement privilégiés, et de les interroger sur la vision et les ambiances souhaitées (activités et paysages). Les ateliers de co-conception devraient se tenir au mois de mai 2022. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
6	La commission recommande le retrait du secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement 06-069, en y reconduisant les orientations, les objectifs généraux et les hauts standards de qualité qui président actuellement au développement du secteur MIL.	Conseil municipal Conseil d'arrondissement d'Outremont	● L'Arrondissement souscrit aux orientations et objectifs généraux du projet MIL Montréal, et visent également à poursuivre les hauts standards de qualité qui guident actuellement le développement de cette partie de son territoire. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
7	Considérant la nécessité de penser et de gérer le développement d'ensemble de manière coordonnée en ce qui a trait au contrôle des formes urbaines et architecturales, à l'affectation des sols, à la protection et la mise en valeur du	Service de l'urbanisme et de la mobilité Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie	● Plusieurs instances de gouvernance du projet MIL Montréal organisent la coordination des partenaires, internes et externes, au niveau politique, administratif et technique (comités de gouvernance, de direction et de

	patrimoine, ainsi qu'à l'aménagement du domaine public collectif, la commission recommande que le développement de l'aire se déployant entre les avenues du Parc et Durocher fasse l'objet d'une meilleure coordination entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie et la Ville de Montréal.	Arrondissement d'Outremont	réalisation/gestion). Les deux arrondissements y sont présents à tous les niveaux. ● S'appuyant sur les orientations et objectifs du Règlement 06-069 et du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau, les documents administratifs du projet (document de vision, guide d'encadrement du développement privé, lignes directrices d'aménagement du domaine public, etc.) permettent d'offrir un cadre commun aux arrondissements pour penser le redéveloppement du secteur Atlantic, comme une même unité paysagère, au-delà des limites administratives. ● Aussi, l'arrondissement d'Outremont collabore déjà avec l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie afin d'assurer une plus grande cohésion du développement entre les avenues Durocher et Parc. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
8	Par souci de cohérence, la commission recommande que les orientations et les prescriptions du PDUES des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau soient appliquées dans le secteur Atlantic, entre l'avenue Durocher et la rue Hutchison, même si ce dernier ne fait pas formellement partie du territoire visé initialement.	Conseil d'arrondissement d'Outremont	● Voir les commentaires à la recommandation #7. ● Tel qu'indiqué dans son document déposé à l'OCPM, l'Arrondissement d'Outremont considère également que le secteur Atlantic partage plusieurs caractéristiques physiques et historiques avec le territoire du PDUES. Les orientations contenues dans le PDUES, et transcrites dans le Guide d'encadrement du développement privé (document administratif), correspondent donc à la

			vision pour l'intégration du secteur Atlantic à la réglementation d'urbanisme d'Outremont. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
9	La commission recommande que la Ville de Montréal mène une réflexion : ○ à l'égard du mode de gouvernance du secteur MIL lui-même ainsi que celui des secteurs environnants dans les arrondissements bordiers d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension qui en subissent les effets, en vue d'en mitiger les impacts négatifs et d'en maximiser les impacts positifs aux plans environnemental, social, culturel et économique; ○ pour évaluer la pertinence de la mise en place d'un mécanisme visant à assurer la coordination administrative du développement du MIL et de ses abords entre les arrondissements d'Outremont, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ainsi que la Ville de Montréal (la « ville-centre ») dans le respect de leurs prérogatives réciproques.	Service de l'urbanisme et de la mobilité	● À la suggestion de l'OCPM, une réflexion sera menée sur les différents enjeux soulevés dans le présent rapport de consultation, via les prochains comités prévus par la gouvernance du projet. ● La gouvernance du grand projet urbain MIL Montréal (incluant l'ancienne gare de triage du Canadien Pacifique, autrefois nommé « site Outremont », ainsi que le territoire du PDUES) a été définie dans les documents-cadre balisant sa mise en œuvre (entente signée en 2011 entre la Ville et l'UdeM). Plusieurs comités existent au niveau politique, administratif et technique (pour le détail voir la réponse transmise à l'OCPM le 14 octobre 2021 et reprise en annexe du présent document). Ceux-ci se tiennent régulièrement pour échanger, à ces différents niveaux, sur les orientations et enjeux du grand projet urbain, et favoriser la coordination des actions des différents partenaires internes et externes, en fonction de leurs compétences respectives. ● Aucun changement au règlement n'est requis.

10	La commission recommande que la Ville de Montréal se penche sur certaines prescriptions et modalités d'application de l'article 89, à l'égard de projets urbanistiques d'envergure afin d'évaluer la pertinence de tenir des consultations publiques statutaires dans les cas où leur réalisation s'étale sur plusieurs années, par exemple à mi-parcours de leur concrétisation.	Service de l'urbanisme et de la mobilité	● La Ville réévalue périodiquement son utilisation des instruments de mise en œuvre à utiliser en fonction du contexte et des caractéristiques du projet urbain. ● Aucun changement au règlement n'est requis.
11	Au vu des impacts négatifs qui découlent du développement du MIL dans le secteur sud de Parc-Extension, aux chapitres de l'immobilier, des coûts de logements, de la vie communautaire et de l'identité du quartier, la commission recommande que la Ville de Montréal évalue l'opportunité de mettre en oeuvre prestement, de concert avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et les autres parties prenantes, des mesures pouvant remédier aux impacts négatifs, en plus d'explorer des moyens de maximiser les retombées positives, avant que la tendance actuelle ne soit irréversible.	Service de l'urbanisme et de la mobilité Service de l'habitation Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	● La Ville de Montréal est aussi préoccupée et prend en compte de ces enjeux via la gouvernance du projet urbain MIL Montréal, à laquelle participe l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP), mais aussi le Service de l'habitation. ● Cette volonté d'agir sur ces enjeux s'est d'ailleurs traduite par l'ajout des abords de l'ancienne gare de triage d'Outremont (site Outremont) au périmètre du projet urbain MIL Montréal, afin d'apporter des bénéfices et réduire les impacts négatifs sur Parc-Extension notamment. ● Certaines interventions prioritaires identifiées dans le plan de développement urbain, économique et social (PDUES) et visant à maximiser les retombées positives sur le secteur sud de Parc-Extension, ont été réalisées ou sont en cours de réalisation : ○ Aménagement d'espaces publics (parc Dickie-Moore);

			○ Sécurisation et réaménagement du domaine public (intersections sur l'avenue Beaumont et avenue de l'Épée); ○ Désenclavement et amélioration des liens entre les quartiers (passage à niveau Ogilvy réalisé et passage De L'Épée à venir). ● La Ville de Montréal a mis en place différentes mesures afin d'améliorer la situation du logement selon les moyens et outils à sa disposition : ○ Sur le site Outremont, la mixité des nouveaux projets résidentiels est assurée via une entente conclue avec l'Université de Montréal, en vertu de la Stratégie d'inclusion de logements abordables; ○ Dans les abords, ainsi que pour l'ensemble de Montréal, la Ville a développé de nouveaux outils dont le Règlement pour une métropole mixte qui vise à obtenir différentes formes de contribution en matière de logement social, communautaire, abordable et familial. De plus, elle s'est dotée de budget ainsi que d'un règlement de préemption afin d'acquérir des terrains et des bâtiments qui seront redéveloppés à des fins de logements sociaux et communautaires, ainsi que, plus récemment, pour le logement abordable. ● Aussi, avec l'adoption de son plan stratégique Montréal 2030, la Ville de Montréal a placé l'équité et l'inclusion au cœur de ses priorités et s'est engagée à offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité 19). À l'échelle des quartiers,

			cette orientation se traduira par : ○ la concertation et la convergence des programmes, des projets et des budgets pour accroître l'impact et l'efficience de l'action municipale; ○ une priorisation des investissements municipaux vers les milieux de vie cumulant les vulnérabilités (sociale, économique, culturelle, environnementale, d'accès aux ressources, etc.); ○ un soutien des milieux par une gouvernance partagée qui priorise les initiatives locales et les mesures visant à protéger les populations vulnérables des impacts de la spéculation foncière induite par la transformation urbaine. ● L'arrondissement de VSP a mis en place un Plan d'action en développement social (PADS) avec sa table de concertation dédiée où toutes les parties prenantes peuvent contribuer et s'exprimer sur les enjeux propres au secteur. À cet égard, l'orientation 2 du PADS est la suivante : "Favoriser une offre résidentielle et diversifiée de qualité, abordable et salubre répondant aux besoins des citoyennes et des citoyens". La Direction du développement du territoire de l'Arrondissement joue un rôle de facilitateur dans la mise en œuvre de cette orientation (évaluation d'opportunités d'acquisition, études de potentiels, accompagnement de promoteurs de projets, volet pédagogique, etc.). ● Aucun changement au règlement n'est requis.

ANNEXE
Gouvernance du projet MIL Montréal

Tel que déposé le 14 octobre 2021 à l'OCPM : https://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P115/7-5-1_reponses.pdf

---

Conformément aux termes de l'Entente sur les conditions de réalisation du projet, signée en 2011 entre la Ville et l'Université de Montréal, plusieurs comités ont été mis en place pour animer la gouvernance du projet MIL Montréal et suivre sa mise en œuvre à différents niveaux.

Le **COMITÉ DE GOUVERNANCE** a pour objectif de :

- Permettre à la direction des parties responsables des ententes de développement d'en débattre et de résoudre les enjeux majeurs, s'il y a lieu;
- Recommander aux instances les conditions liées aux ententes de développement.

Le comité de gouvernance se rencontre sur une base annuelle. Il est co-présidé par le recteur de l'Université de Montréal et l'élue responsable de l'urbanisme à la Ville de Montréal.

Les autres participants de ce comité sont :

- Université de Montréal :
    - Vices-recteurs
    - Directions (immeubles, campus MIL, liens avec les communautés, etc.)
- Ville de Montréal :
    - Maire et/ou direction d'Outremont
    - Maire et/ou direction de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
    - Maire et/ou direction de Rosemont–La-Petite-Patrie
    - Direction du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)
    - Direction du Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR)
    - Direction de l'urbanisme, SUM
- Autres partenaires :
    - Ville de Mont-Royal : maire et direction générale

Le **COMITÉ DE DIRECTION** a pour objectif de :

- Prendre acte de l'avancement et des résultats du projet;
- Statuer sur les grands enjeux du projet, et valider les mesures d'atténuation à mettre en œuvre;
- Orienter les comités de gestion et de réalisation.

Le comité de direction se rencontre sur une base biannuelle. Il est co-présidé par la direction du campus MIL de l'Université de Montréal et la direction de l'urbanisme de la Ville de Montréal.

Les autres participants de ce comité sont :

- Université de Montréal :
    - Direction (immeubles, campus MIL, liens avec les communautés, etc.)
- Ville de Montréal :
    - Direction des arrondissements concernés (Outremont, Rosemont–La-Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension)
    - Direction du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)
    - Direction du Service des infrastructures et du réseau routier (SIRR)
    - Direction du Service de l'habitation
    - Direction du Service du développement économique (SDÉ)
    - Direction du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI)
    - Direction du Service de la culture
    - Direction du Service des communications
    - Direction de l'urbanisme, SUM
- Autres partenaires :
    - Ville de Mont-Royal : direction générale
    - Société de transport de Montréal (STM) : direction général

Le **COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT** a pour objectif de :

- Évaluer les grands enjeux du projet, convenir des mesures d'atténuation à mettre en œuvre;
- Établir des recommandations au comité de direction;
- Soutenir et orienter le comité de réalisation.

Le comité de gestion se rencontre sur une base biannuelle. Il est présidé par le chef de division des projets urbains de la direction de l'urbanisme du SUM.

Les autres participants à ce comité sont les chefs de divisions des différentes unités administratives de la Ville de Montréal impliquées dans la mise en œuvre du projet (arrondissements, SUM, SIRR, habitation, SDÉ, SGPI, culture, communications, etc.).

Le **COMITÉ DE RÉALISATION** a pour objectif de :

- Assurer le respect du calendrier et du budget de réalisation;
- Assurer que le projet se réalise selon les ententes;
- Assurer la cohérence et l'intégration des contributions requises des parties prenantes du projet.

Le comité de gestion se rencontre sur une base trimestrielle. Il est présidé par le chef de section du SIRR.

Les autres participants à ce comité sont les chefs de section et professionnels des différentes unités administratives de la Ville de Montréal impliquées dans la mise en œuvre du projet (arrondissements, SUM, SIRR, habitation, SDÉ, SGPI, culture, communications, etc.).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1217596002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement / Mandater l'OCPM afin qu'il tienne les assemblées de consultation publique requises

Il est recommandé :

1. d'adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement;
2. de soumettre le projet de règlement à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique, conformément à l'article 89.1 de la Charte de la Ville, métropole du Québec, et prévues à l'article 109.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, et conformément au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-04-08 21:44

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217596002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement / Mandater l'OCPM afin qu'il tienne les assemblées de consultation publique requises

CONTENU

CONTEXTE

Le projet MIL Montréal
Aujourd'hui nommé « MIL Montréal », le projet du site Outremont et ses abords est un projet urbain d'envergure pour lequel la Ville et l'Université de Montréal (UdeM), mais également les gouvernements du Québec et du Canada, consentent d'importants engagements financiers pour améliorer la qualité du cadre de vie et l'attractivité de ce territoire.

Le site Outremont correspond au redéveloppement de l'ancienne gare de triage de la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique (CP), incluant notamment le nouveau campus MIL de l'UdeM, dont l'ouverture des premiers pavillons a eu lieu en septembre 2019. Les abords couvrent une partie des arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont, correspondant au territoire d'application du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau. La planification détaillée des abords est étroitement liée au projet du site Outremont et à la volonté municipale d'intégrer les secteurs bordant les voies de chemin de fer du CP au redéveloppement de l'ancienne gare de triage.

L'adoption du règlement 06-069

Le 21 février 2011, le conseil municipal adopte, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement 06-069, permettant la mise en œuvre du plan d'aménagement développé par l'UdeM en collaboration avec la Ville et qui vise à développer un projet mixte comprenant des bâtiments destinés à l'enseignement et à la recherche universitaire, mais

également des logements et de nouveaux espaces publics.

Cette adoption fait suite aux assemblées publiques de consultation tenues par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en 2007.

L'évolution du projet

Les travaux de redéveloppement de l'ancienne gare de triage ont débuté en 2012 avec la décontamination et le nivellement du site. Depuis, les interventions se poursuivent. L'axe central, nommé avenue Thérèse-Lavoie-Roux, est aménagé de l'avenue McEachran jusqu'à l'avenue du Parc. La plupart des rues outremontaises ont été prolongées et deux des quatre nouveaux espaces publics (la place Alice-Girard et le parc Pierre-Dansereau) ont été aménagés. Le Complexe des sciences du campus MIL, regroupant les facultés de chimie, de physique, de sciences biologiques et de géographie, a accueilli ses premiers étudiants en septembre 2019, marquant ainsi la fin de la première phase de mise en œuvre du projet. Aussi, plusieurs projets immobiliers privés sont en chantier sur les terrains voisins de l'arrondissement d'Outremont, totalisant plus de 1 300 logements et près de 3 000 m^2 d'espaces commerciaux et de bureaux. Les interventions publiques prévues sur le territoire des abords se poursuivent en 2021 avec l'aménagement du parc Dickie-Moore dans le quartier Parc-Extension, premier espace public aménagé dans les abords.

En collaboration avec l'UdeM, le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) planifie la construction d'une école primaire au cœur du site Outremont. L'UdeM prévoit de son côté implanter un nouveau pavillon à l'extrémité est du site Outremont. La réalisation de ces deux projets nécessite des modifications au règlement 06-069. Finalement, et suivant l'évolution du projet, la Ville souhaite profiter de cette démarche pour soustraire le secteur Atlantic du périmètre d'application du règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM11 0129 - 21 février 2011 (1100524002)
Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland ».
Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) ».

DESCRIPTION

Les modifications au règlement 06-069 visent à :

- permettre la construction d'une école primaire du CSSMB;
- permettre la construction d'un nouveau pavillon de l'UdeM;
- retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement.

Le projet d'école primaire du CSSMB

Le bâtiment

Le CSSMB prévoit la construction d'une école primaire sur le lot 6 050 871, compris entre l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, l'avenue Dollard, l'avenue Wiseman et le futur parc de quartier P-3 (pas encore nommé). Celle-ci desservira avant tout une clientèle locale. Le bâtiment de 3 étages logera 32 classes et pourra accueillir jusqu'à 652 élèves. Il sera implanté sur un terrain vacant, correspondant aux zones RC-22 et RC-23 du règlement 06-

069. Aucune case de stationnement n'est prévue dans le projet.

Le projet étant encore en conception, certains paramètres réglementaires ne sont pas encore définis précisément. Il déroge toutefois aux paramètres relatifs aux usages, à la hauteur et au stationnement.

Le parc de quartier P-3

Le parc P-3 sera aménagé afin que sa partie nord-ouest, adjacente à l'école, puisse être utilisée par les élèves durant les récréations. En contrepartie, le CSSMB prévoit que certains espaces de la nouvelle école primaire puissent être utilisés par les citoyens. La conception du parc P-3 devrait débuter dans les prochains mois et prévoit une démarche de participation citoyenne.

La partie nord-ouest du parc P-3 (zone PA-20), est désignée dans le règlement 06-069 pour accueillir une aire de stationnement d'au plus 50 cases, accessoire aux usages du centre communautaire intergénérationnel d'Outremont (zone PB-37). Le règlement doit être modifié afin de permettre l'aménagement de l'aire de stationnement ailleurs dans la zone PA-20.

Le centre d'innovation de l'Université de Montréal (zone PB-35)

L'UdeM souhaite réaliser un projet à l'intersection des avenues Thérèse-Lavoie-Roux et Durocher, nommé « Centre d'innovation en intelligence numérique ». Avec ce projet, situé à la jonction du campus MIL et des secteurs Atlantic et Marconi-Alexandra, l'UdeM souhaite créer un « lieu privilégié de collaboration et de synergie entre le monde académique et celui des entreprises et autres organisations gouvernementales et communautaires ». L'offre de services serait complétée par des commerces au rez-de-chaussée.

Considérant que la conception du projet n'en est qu'à ses débuts, les superficies et la programmation des espaces sont susceptibles de changer. Néanmoins, l'Université demeure déterminée quant à ses intentions à l'égard du bâtiment qui prendra place sur ce site et à son intégration urbaine. Puisqu'il s'agit de l'entrée est du nouveau quartier, l'Université souhaite y construire un bâtiment ayant une forte présence sur les avenues Thérèse-Lavoie-Roux et Durocher. Ce bâtiment offrira un encadrement et une animation pour les nouveaux espaces publics aménagés par la Ville de Montréal qui se veulent confortables pour les piétons et cyclistes, et abondamment plantés.

Le projet déroge au coefficient d'occupation du sol (C.O.S.) maximal prévu dans la zone PB-35 du règlement 06-069, qui passerait de 2 à 4. Il déroge également au pourcentage d'occupation du sol maximal, qui passerait de 50 % à 65 %. Les nouveaux paramètres réglementaires proposés correspondent à ceux en vigueur dans les autres zones du campus MIL assujetties au règlement 06-069.

La mise en valeur du secteur Atlantic (zone C-12)

Situé à l'extrémité est de l'arrondissement d'Outremont, le secteur Atlantic correspond à la zone C-12 du règlement 06-069. Ancien secteur industriel bordant les voies ferrées, le secteur Atlantic connaît une transformation rapide, à l'image des secteurs Marconi-Alexandra, Beaumont et De Castelnau. Ces secteurs, ainsi que la partie du secteur Atlantic située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, ont d'ailleurs fait l'objet d'un exercice de planification détaillée, ayant abouti à l'adoption du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) par la Ville de Montréal en 2013. Un des objectifs était de faire du territoire couvert par le PDUES un « milieu dynamique, ouvert et éclectique, où se côtoient travailleurs, créateurs et résidents ».

Le redéveloppement de l'ancienne gare de triage et le prolongement de l'avenue Thérèse-

Lavoie-Roux jusqu'à l'avenue du Parc ont permis de désenclaver le secteur Atlantic et d'accélérer sa transformation en milieu mixte résidentiel et de bureau. La culture et le divertissement constituent aujourd'hui un créneau plus marginal, surtout incarné par des espaces au statut fragile et éphémère (atelier d'artiste, galerie d'art, etc.).

Le retrait du secteur Atlantic du territoire d'application du règlement 06-069 permettra dans un premier temps à l'arrondissement d'Outremont de réviser les paramètres réglementaires, et notamment les usages autorisés, mais également d'accompagner l'évolution du secteur avec les différents outils à sa disposition (modification du zonage, projet particulier, etc.).

La révision des paramètres réglementaires a pour objectif de permettre de révéler le potentiel du secteur Atlantic, tout en s'appuyant sur les éléments qui font son originalité. Elle doit également favoriser un encadrement et une animation adéquats des espaces publics aménagés ou réaménagés dans le secteur. Elle doit finalement assurer la compatibilité des usages existants et projetés.

Autres modifications

Des modifications sont également prévues afin d'ajouter les toponymes adoptés par la Ville de Montréal et afin de mettre à jour les références à d'autres règlements d'urbanisme.

L'adoption du règlement en vertu l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, doit être conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et faire l'objet d'un examen de conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

JUSTIFICATION

Les modifications réglementaires s'inscrivent dans les orientations du Plan d'urbanisme, qui vise à « soutenir des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets » (orientation 1), mais aussi « la création de secteurs d'emploi dynamiques, accessibles et diversifiés » (orientation 4).
L'amélioration des services à la population par l'implantation d'équipements institutionnels locaux dans les milieux de vie constitue un moyen d'y arriver. Bien que les projets de nouvelles écoles soient sous la responsabilité des centres de services scolaires et du ministère de l'Éducation, le rôle de la Ville consiste à fournir un accompagnement dans le choix de sites d'accueil et à mettre en place les paramètres réglementaires permettant la réalisation des projets.

La réalisation du centre d'innovation par l'UdeM permet d'affirmer le rôle de Montréal comme une ville de savoir et d'innovation.

Finalement, la Ville s'est engagée à soutenir la conversion, à des fins d'activités mixtes, des espaces industriels en mutation comme le secteur Atlantic, qui offrent des possibilités intéressantes de remaillage avec le tissu résidentiel.

Avis du Comité Jacques-Viger

Lors de la séance du 26 mars 2021, le Comité Jacques-Viger a émis un avis favorable à l'égard de la demande de modification du règlement 06-069. L'avis et la fiche de suivi peuvent être consultés en pièces jointes du présent sommaire.

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Lors de la séance du 3 mars 2021, le CCU de l'arrondissement d'Outremont a émis un avis favorable à l'égard de la demande de modification du règlement 06-069.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La certification LEED pour l'aménagement des quartiers (LEED-AQ) est visée pour une partie du territoire du projet MIL Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour le projet d'école primaire du CSSMB, un report de l'adoption du règlement pourrait compromettre le respect des échéances du CSSMB pour la demande de financement du projet auprès du ministère de l'Éducation et reporterait l'ouverture de l'école prévue pour la rentrée scolaire 2024.
Pour le projet de centre d'innovation de l'Université de Montréal, un report de l'adoption du règlement pourrait ralentir la conception et la réalisation du projet.

Pour la mise en valeur du secteur Atlantic, un report de l'adoption du règlement retarderait l'adoption par l'arrondissement d'Outremont d'un cadre réglementaire révisé.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Résolution du comité exécutif : 14 avril 2021
- Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil municipal : 19 avril 2021
- Avis annonçant la consultation publique : Printemps 2021
- Assemblée publique de consultation : Printemps 2021
- Dépôt du rapport de l'OCPM au conseil municipal : Été 2021
- Adoption du règlement par le conseil municipal : Automne 2021
- Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec un avis sur la conformité du règlement au Schéma d'aménagement et de développement: Automne 2021
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement : Automne 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude LEBLANC, Outremont

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François LUSIGNAN
Conseiller en aménagement

Tél : (514) 872-1594
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-02-23

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains

Tél : 514.872.5985
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2021-04-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2021-04-08

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER À LA SUITE DE SA RÉUNION DU 26 MARS 2021
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design, et d'architecture de paysage*

Modification du règlement 06-069 : Campus MIL

Libellé du projet :	Modification du règlement 06-069 afin de permettre la construction d'une école primaire à Outremont, dans le cadre du projet MIL Montréal, augmenter le COS maximal applicable à la zone PB-35 et retirer la zone C-12 du territoire d'application du Règlement.
Localisation :	Trois emplacements situés dans le secteur délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud, et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland, tel que stipulé dans le règlement 06-069.
Demandeur :	Service de l'urbanisme et de la mobilité – Direction de l'urbanisme

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis à la demande du Service de l'urbanisme et de la mobilité, conformément au paragraphe 2 de l'article 11 de son règlement, considérant que le projet est lié à un règlement (06-069) adopté en vertu du paragraphe 1 l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

L'OBJET DE LA DEMANDE

La demande vise à obtenir l'avis du CJV quant aux modifications proposées au règlement 06-069, établissant le secteur MIL Montréal. Le Service de l'urbanisme et de la mobilité souhaite modifier ce règlement afin de permettre la construction d'une école primaire, d'augmenter le COS maximal applicable à la zone PB-35 afin de permettre la construction d'un nouveau pavillon de l'Université de Montréal et finalement de retirer de la zone d'application du règlement la zone C-12, soit le secteur Atlantic.

DESCRIPTION DU PROJET ET LOCALISATION[1]

Le 21 février 2011, le conseil municipal adoptait, en vertu de l'article 89 de la Charte, le règlement 06-069, permettant la mise en œuvre du plan d'aménagement développé par l'Université de Montréal en collaboration avec la Ville et qui vise à développer sur le territoire de l'ancienne gare de triage du Canadien Pacifique (CP) un projet mixte comprenant des bâtiments dédiés à l'enseignement et à la recherche universitaire mais également des logements et de nouveaux espaces publics. Connu sous le vocable « MIL Montréal », ce secteur est délimité par la limite nord de l'arrondissement

[1] Description du projet tirée et adaptée de la documentation fournie par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, dont la version projet du sommaire décisionnel 1217596002.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud, et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland.

Le projet à l'étude dans le cadre du présent avis comprend trois volets distincts.

Nouvelle école primaire

En collaboration avec l'Université de Montréal (UdeM), le Centre de services scolaires Marguerite-Bourgeoys (CSSMB) planifie la construction d'une école primaire d'une capacité d'accueil de 652 élèves sur le lot 6 050 871, compris entre l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, l'avenue Dollard, l'avenue Wiseman et le futur parc de quartier P-3. Ce bâtiment sera implanté sur un terrain actuellement vacant, correspondant aux zones RC-22 et RC-23 du règlement no 06-069. Le concept préliminaire de l'école prévoit un bâtiment d'environ 130 mètres et de près de 7 000 m^2 de superficie de plancher, répartis sur trois étages. On planifie également la mutualisation des usages de la cour d'école pour en faire bénéficier les résidents du quartier.

Le projet déroge à certains paramètres du règlement 06-069, notamment aux usages autorisés, à la hauteur du bâtiment et au nombre de cases de stationnement. L'aménagement de la cour d'école dans le parc P-3 nécessite également la relocalisation du stationnement public prévu au règlement dans la partie nord-ouest du parc.

Centre d'innovation en intelligence numérique de l'Université de Montréal

L'UdeM prévoit réaliser un projet à l'intersection des avenues Thérèse-Lavoie-Roux et Durocher, nommé « Centre d'innovation en intelligence numérique ». Le projet déroge au coefficient d'occupation du sol (COS) maximum prévu dans la zone PB-35 du règlement 06-069. Il déroge également au pourcentage d'implantation maximum. Les nouveaux paramètres réglementaires proposés, en l'occurrence un COS de 4 au lieu de 2 et un pourcentage d'implantation maximum de 65 % au lieu de 50 %, correspondent à ceux en vigueur dans les autres zones du campus MIL assujetties au règlement 06-069.

Retrait du secteur P-12 (secteur Atlantic)

La Ville souhaite profiter de cette démarche pour soustraire le secteur Atlantic du périmètre d'application du règlement 06-069. Le retrait du secteur Atlantic permettrait à l'arrondissement d'Outremont de réviser les paramètres réglementaires, notamment les usages autorisés, dans l'optique de mieux accompagner l'évolution du secteur avec les différents outils à sa disposition (modification du zonage, projet particulier, etc.).



Secteur à l'étude dans le cadre de la présente demande (Source : Service de l'Urbanisme et de la mobilité). 1 – Site retenu pour la construction de l'école primaire; 2 – Site retenu pour le nouveau pavillon de l'Université de Montréal; 3 – Secteur Atlantic.

LES ENJEUX

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a tenu une rencontre par vidéoconférence le 26 mars 2021 où des représentants de l'Arrondissement d'Outremont, du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal, de l'Université de Montréal et du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys ont été entendus. Les représentants ont fait une présentation du contexte du secteur MIL, de son cadre réglementaire ainsi que des projets associés aux modifications demandées. Le CJV a identifié les enjeux qui suivent.

Retrait du secteur Atlantic

Le CJV s'interroge sur le processus de retrait du secteur Atlantic de la zone d'application du règlement 06-069, considérant l'incertitude qui persiste quant à la vision d'avenir de ce secteur et aux objectifs d'aménagement visés par l'Arrondissement. À son avis, ce retrait devrait, dès maintenant, s'accompagner d'une meilleure vision pour le secteur lorsqu'il sera déposé en vue de la consultation publique auprès de l'OCPM. Cette vision devrait énoncer clairement les mesures d'encadrement qui guideront l'aménagement et les bâtiments de ce secteur afin que les citoyens puissent s'exprimer sur l'avenir de ce secteur.

Cette vision devrait notamment aborder l'interaction entre le secteur Atlantic et le nouveau Centre d'innovation dont il est question ci-dessous. Outre les considérations de proximité, le CJV souhaite que les projets qui seront réalisés dans le secteur Atlantic soient soumis aux mêmes exigences de qualité que le reste du territoire assujetti au règlement 06-069. Sans cette vision, rien ne garantit que l'avenir de ce secteur se fera avec la même rigueur que celle observée actuellement pour le Campus MIL.

Centre d'innovation de l'Université de Montréal

L'image préliminaire du futur Centre d'innovation présentée au comité semblait quelque peu étrangère au caractère du site et au quartier en général. Considérant l'importance et la localisation de ce nouveau bâtiment, le CJV est d'avis qu'il devrait s'intégrer plus explicitement dans son milieu d'insertion et jouer pleinement un rôle de trait d'union entre le secteur Atlantic et le Campus MIL.

En ce sens, pour mieux refléter le contexte d'insertion du nouveau bâtiment, le CJV suggère que soit intégré aux évocations visuelles le bâti actuel de l'îlot. Il serait notamment pertinent d'intégrer le front bâti donnant sur l'avenue Durocher afin d'offrir une vision du projet qui soit compatible avec l'existant, surtout dans la perspective d'une consultation publique.

Jardin communautaire et espaces éphémères

Le CJV note qu'à l'heure actuelle, le terrain du futur Centre d'innovation est occupé par un jardin communautaire. De l'avis du CJV, ce jardin est fort intéressant puisqu'il représente un lieu d'interaction sociale, un générateur d'échanges non seulement pour les résidents d'Outremont mais également pour ceux des arrondissements voisins. Il constitue également un espace végétalisé dans un secteur fortement minéralisé.

Cet enjeu est important pour le CJV. Le jardin s'est développé graduellement grâce aux efforts de bénévoles et d'organismes communautaires. Considérant que cette composante à la fois végétale et sociale contribue grandement à l'esprit du lieu, le CJV souhaite qu'elle soit maintenue par la cession éventuelle d'une partie des terrains à construire sur le site du Campus MIL à des fins de projets communautaires et d'aménagements éphémères.

Nouvelle école

Pour le CJV, la perspective de mutualisation des espaces proposée entre la nouvelle école et le parc adjacent est l'un des éléments porteurs du projet. Concrétiser cette volonté de mutualisation de la façon la plus positive et fructueuse possible soulève des défis qui devront être pris en compte dans la conception définitive de l'école, incluant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers. Quant aux trois étages proposés pour la nouvelle école, le CJV accueille favorablement cette contribution à la modulation des hauteurs des équipements publics du secteur. Il se questionne toutefois sur le changement demandé qui indique un bâtiment pouvant aller jusqu'à 6 étages. Bien qu'il soit pertinent de maintenir une certaine marge de manœuvre à cette étape du projet, le CJV aimerait que cette marge de manœuvre soit plus restreinte et s'inscrive dans une réflexion paysagère des hauteurs dans l'ensemble du Campus MIL.

En ce qui concerne les cases de stationnement prévues près de la nouvelle école, le CJV est d'avis que la réflexion est bien entamée. Il souligne toutefois l'importance de les rendre les plus écologiques et subtiles possible, par exemple au moyen d'îlots de plantation ou de dispositifs de rétention des eaux. La fragmentation des espaces de stationnement dans l'espace pourrait également être étudiée afin d'arriver à une meilleure intégration.

Le CJV est également d'avis qu'il conviendrait de chercher à multiplier les usages pour les surfaces minéralisées du parc. Elles pourraient par exemple accueillir des aires de jeu à certains moments et des cases de stationnement à d'autres.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modification au règlement 06-069 adopté en vertu du premier paragraphe de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, cette modification visant trois sites spécifiques. Saluant l'exemplarité du travail réalisé par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, il émet néanmoins les recommandations suivantes :

01. Présenter une vision et des objectifs d'aménagement explicites pour le secteur Atlantic lors de la consultation publique à venir auprès de l'OCPM;
02. Intégrer le futur Centre d'innovation de l'Université de Montréal à son milieu d'insertion pour en faire un trait d'union entre le secteur Atlantic et le Campus MIL; intégrer aux évocations visuelles du futur bâtiment le front bâti existant sur l'avenue Durocher;
03. Assurer le maintien de jardins communautaires et d'espaces éphémères dans le Campus MIL ;
04. Poursuivre l'examen des options de mutualisation des espaces et des usages entre la nouvelle école et le parc adjacent;
05. Continuer à réfléchir à l'encadrement des hauteurs de la nouvelle école de façon à moduler celles-ci en tenant compte des autres bâtiments institutionnels et collectifs dans l'ensemble du Campus MIL;
06. Assurer l'intégration des cases de stationnement prévues près l'école aux aménagements du parc et rendre ces espaces de stationnement les plus écologiques et durables possible;
07. Viser à aménager les surfaces minéralisées du parc pour des usages multiples.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Jean Paré
Le 12 avril 2021

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Modification du règlement 06-069 :
Campus MIL
C21-SC-01 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Ce tableau a pour but d'informer le Comité Jacques-Viger (CJV) et le conseil municipal (ou le conseil d'arrondissement) des mesures entreprises par le demandeur suite aux recommandations du présent avis.
Veuillez remplir le tableau ici-bas et l'inclure au dossier qui sera transmis au conseil municipal (ou au conseil d'arrondissement). Veuillez également le transmettre par courriel à la permanence du CJV.
Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Présenter une vision et des objectifs d'aménagement explicites pour le secteur Atlantic lors de la consultation publique à venir auprès de l'OCPM	**La vision et les objectifs seront présentés dans un document qui sera transmis à l'OCPM.**
02	Intégration du futur Centre d'innovation de l'Université de Montréal à son milieu d'insertion et intégration aux évocations visuelles du futur Centre le front bâti sur l'avenue Durocher	**Un support visuel plus détaillé sera fourni, selon l'avancement du projet. Pour rappel, les perspectives présentées l'étaient à titre indicatif ; le projet n'étant pas encore à une étape de conception avancée.**
03	Assurer le maintien de jardins communautaires et d'espaces éphémères dans le Campus MIL	**Les jardins communautaires et projets éphémères sont situés sur un autre terrain de l'UdeM, que celui visé pour l'intégration du Centre d'innovation.** **Toutefois, l'agriculture urbaine et l'occupation transitoire des terrains en attente de développement font actuellement l'objet d'une réflexion en collaboration avec l'UdeM pour la mise en place d'une stratégie partagée.**

04	Poursuivre l'examen des options de mutualisation des espaces et des usages entre la nouvelle école et le parc adjacent	**La mutualisation des espaces sera abordée plus en détail dans le cadre de la conception de l'école et du parc.**
05	Continuer à réfléchir à l'encadrement des hauteurs de la nouvelle école de façon à moduler celles-ci en tenant compte des autres bâtiments institutionnels et collectifs dans l'ensemble du Campus MIL.	**Le projet d'école primaire présente une hauteur de 3 étages.** **La volumétrie du bâtiment de l'école sera précisée et analysée dans le cadre du processus de demande de permis à l'Arrondissement.**
06	Assurer l'intégration des cases de stationnement prévues près l'école aux aménagements du parc et rendre ces espaces de stationnement les plus écologiques et durables possible.	**L'aménagement des cases de stationnement dans le parc et sur les rues limitrophes sera intégré à la démarche de conception du parc dans une perspective de transition écologique du territoire.**
07	Viser à aménager les surfaces minéralisées du parc pour des usages multiples.	**Cette stratégie sera visée.**

* *Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis et recommandations du Comité Jacques-Viger» de l'avis.*

Outremont
Montréal

530, avenue Davaar
Outremont (Québec) H2V 3A8

PROCÈS-VERBAL - *EXTRAIT*

SÉANCE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Mercredi 3 mars 2021 2021 à 17 h

en visioconférence

5.1. Modification du *Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069),* dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, de permettre la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application.

CONSIDÉRANT que les modifications au règlement 06-069 visent à permettre la réalisation d'un projet d'école primaire du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et à la réalisation du Centre d'innovation de l'Université de Montréal;

CONSIDÉRANT que ces deux projets feront l'objet d'une nouvelle présentation et d'une nouvelle analyse au moment de la demande de permis;

CONSIDÉRANT que des critères d'évaluation spécifiques sont prévus afin que la nouvelle école primaire assure un encadrement et une animation à la hauteur des espaces publics adjacents, tels que l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux, la place Alice-Girard et le futur parc de quartier P-3;

CONSIDÉRANT que les modifications au règlement 06-069 permettront à l'Arrondissement de mettre en place un cadre réglementaire révisé et qui pourra accompagner plus adéquatement le secteur Atlantic dans son évolution.

RECOMMANDER FAVORABLEMENT DE PROCÉDER AU CHEMINEMENT DE LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT 06-069 :

Avec le commentaire suivant :

- Sachant que la conception de cet espace fera l'objet d'un exercice de conception intégré à celui du futur parc P-3, le débarcadère pour les autobus et les parents d'élèves, prévu sur l'avenue Dollard, devra faire l'objet d'une réflexion particulière afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité de la circulation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217596002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) », dans le but de permettre la construction d'une école primaire par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et la construction d'un nouveau pavillon par l'Université de Montréal et de retirer le secteur Atlantic (zone C-12) du territoire d'application du règlement / Mandater l'OCPM afin qu'il tienne les assemblées de consultation publique requises

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints

FICHIERS JOINTS

2021-03-29 - Projet de règlement modif 06-069.docx

Annexe A.pdf

2021-03-25 - Annexe B - grille RC-21.doc

2021-03-25 - Annexe C - grilles PA-19 à PA-23.doc

2021-03-25 - Annexe D - grille PB-35.doc

2021-03-25 - Annexe E - grille PB-39.doc



20210217_06-069_AnnexeF_Grille de rues (annexe C).jpg



20210217_06-069_AnnexeG_Secteurs 1-2 (annexe D).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-30

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CONSTRUCTION, LA TRANSFORMATION ET L'OCCUPATION D'IMMEUBLES SITUÉS SUR L'EMPLACEMENT DÉLIMITÉ PAR LA LIMITE NORD DE L'ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT, LA RUE HUTCHISON À L'EST, L'AVENUE DUCHARME AU SUD ET À L'OUEST PAR UNE PORTION DE L'AVENUE MCEACHRAN, DE L'AVENUE DU MANOIR AINSI QUE DE L'AVENUE ROCKLAND (06-069)

Vu les paragraphes 1° et 3° de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2021, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) est modifié par le remplacement :

1° aux articles 11 (4°) et (17°), 14, 20 (3°), 25 (6°), 32, 33 (1°), 35 (6°), 36 (4°), 37 (1°), (3°) et (5°), 39 (1°), (5°) et (8°), 41 et 42 (1°), des mots « axe central » par les mots « avenue Thérèse-Lavoie-Roux »;

2° aux articles 35 (4°), 36 (3°) et 44 (3°), des mots « place centrale » par les mots « place Alice-Girard ».

2. L'article 2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **2.** Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, une opération cadastrale, la construction, la transformation et l'occupation des bâtiments ainsi que les travaux relatifs aux rues et passages piétonniers et cyclables sont autorisés aux conditions prévues par le présent règlement. ».

3. L'article 3 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° articles 2.3 et 3.11 du Règlement 1176 sur les permis et certificats; »;

2° l'abrogation des paragraphes 3° et 5°.

4. L'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° du paragraphe 16° par le suivant :

« 16° avenue Wiseman : 6 m du côté ouest entre l'avenue Ducharme et la ruelle mixte au nord de la zone PA-20, 4 m du côté ouest entre la ruelle mixte et la place Alice-Girard, 0 m du côté est entre l'avenue Ducharme et la limite nord de la zone RB-19, et 4 m du côté est au nord de la zone RB-19 jusqu'à la ruelle mixte; »;

2° au paragraphe 17°, des mots « tel qu'il est identifié » par les mots « telle qu'elle est identifiée »;

3° au paragraphe 18°, des mots « voie de service de la nouvelle cour de voirie » par les mots « avenue de la Gare-de-Triage ».

5. L'article 12 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants :

« 1° le nombre de cases de stationnement pour automobile requis dans le territoire d'application pour les usages du groupe communautaire de catégorie III ainsi que du groupe habitation de catégorie V est, au minimum, de 1 case de stationnement par 300 m² de superficie de plancher utile et, au maximum, de 1 case de stationnement par 250 m² de superficie de plancher utile;

2° dans les zones PB-28, PB-29, PB-30, PB-31, PB-32, PB-33, PB-34 et PB-35, le nombre total de cases de stationnement pour automobile aménagées pour les usages du groupe communautaire de catégorie III ainsi que du groupe habitation de catégorie V ne peut excéder 400 cases. Lors de la période transitoire entre l'aménagement des cases de stationnement et leur utilisation à des fins de stationnement pour automobile, l'espace prévu pour du stationnement pour automobile peut être utilisé à des fins de stationnement pour bicyclettes; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 2.1° malgré le paragraphe 1, dans la zone PB-39, aucune case de stationnement pour automobile n'est autorisée; »;

3° la suppression, au paragraphe 4°, des mots « ou fraction de cette superficie ».

6. L'article 18 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « RC-26, C-12 et PB-28 » par les mots « RC-26 et PB-28 ».

7. Les articles 20 et 30 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « la voie de service de la cour de voirie » par les mots « l'avenue de la Gare-de-Triage ».

8. L'article 28 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « longeant la limite nord de l'axe central » par les mots « le long de la limite nord de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux ».

9. Le paragraphe 8° de l'article 36 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 8° assurer la bonne intégration des bâtiments de la cour de voirie visibles de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux. ».

10. Les paragraphes 8° et 9° de l'article 37 de ce règlement sont abrogés.

11. L'article 40 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° au paragraphe 4°, des mots « PB-34, PB-35 et C-12 » par les mots « PB-34 et PB-35 »;

2° au paragraphe 6°, des mots « zones C-12 et PB-28 à PB-36 » par les mots « zones PB-28 à PB-36 ».

12. L'article 43 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 1°, des mots « l'axe central doit respecter les proportions » par les mots « l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux doit favoriser le respect des proportions »;

2° l'ajout, après le paragraphe 6°, des paragraphes suivants :

« 7° dans la zone PB-39, l'espace laissé vacant par le démantèlement du poste de ventilation mécanique du métro doit être aménagé de manière à s'intégrer à l'architecture du bâtiment et aux aménagements paysagers;

8° dans la zone PB-39, la marge de recul sur l'avenue Wiseman doit être aménagée en complément des terrains situés dans les zones PA-20 et PA-21 (la place Alice-Girard). ».

13. L'article 44 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° dans les zones PB-39, RC-24 et RC-25, les façades des bâtiments donnant sur la place Alice-Girard, zone PA-21, doivent offrir un rez-de-chaussée très largement fenestré afin de favoriser un contact visuel et permettre des échanges entre les différents usages et le domaine public. La marge de recul sur l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et les marges longeant la place Alice-Girard doivent être aménagées dans le même esprit; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 2.1° dans la zone PB-39, un bâtiment implanté sur un terrain occupant toute cette zone doit être conçu de manière à permettre, dans l'axe de l'avenue Stuart, une perspective visuelle ou un passage entre l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux et la zone PA-20, afin de favoriser la connectivité entre ces deux espaces. La marge de recul sur l'avenue Dollard doit être aménagée dans le même esprit; ».

14. L'annexe A de ce règlement intitulée « Territoire d'application » est remplacée par l'annexe jointe en annexe A au présent règlement.

15. L'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent :

1° des mots « axe central » par les mots « avenue Thérèse-Lavoie-Roux »;

2° des mots « place centrale » par les mots « place Alice-Girard ».

16. La grille des usages et des normes relative aux zones RC-21 et RC-22 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est remplacée par la grille jointe en annexe B au présent règlement.

17. La grille des usages et des normes relative aux zones PA-19, PA-20, PA-21, PA-22 et PA-23 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est remplacée par la grille jointe en annexe C au présent règlement.

18. La grille des usages et des normes relative à la zone PB-35 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est remplacée par la grille jointe en annexe D au présent règlement.

19. Les grille des usages et des normes relatives aux zones RC-23 et C-12 de l'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » sont supprimées.

20. L'annexe B de ce règlement intitulée « Grilles des usages et des normes » est modifiée par l'ajout de la grille des usages et des normes relative à la zone PB-39 jointe en annexe E au présent règlement.

21. L'annexe C de ce règlement intitulée « Grille de rues et de passages piétonniers et cyclables » est remplacée par l'annexe jointe en annexe F au présent règlement.

22. L'annexe D de ce règlement intitulée « Secteurs d'application visés par les critères d'implantation et d'intégration architecturale » est remplacée par l'annexe jointe en annexe G au présent règlement.

ANNEXE A
ANNEXE A INTITULÉE « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE À LA ZONE RC-21

ANNEXE C
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE AUX ZONES PA-19, PA-20, PA-21, PA-22 et PA-23

ANNEXE D
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE À LA ZONE PB-35

ANNEXE E
GRILLE DES USAGES ET DES NORMES RELATIVE À LA ZONE PB-39

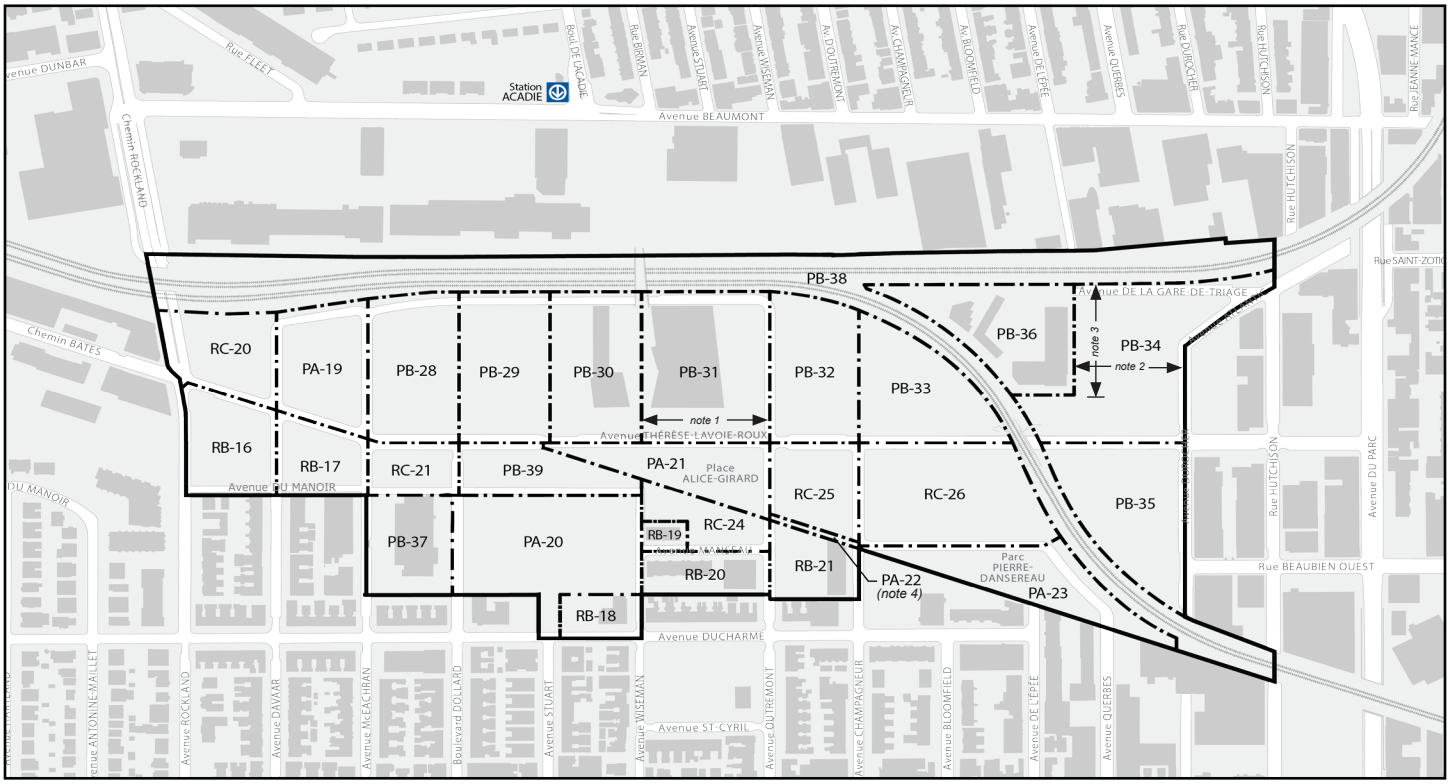
ANNEXE F
ANNEXE C INTITULÉE « GRILLE DE RUES ET DE PASSAGES PIÉTONNIERS ET CYCLABLES »

ANNEXE G
ANNEXE D INTITULÉE « SECTEURS D'APPLICATION VISÉS PAR LES CRITÈRES D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE »

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal XX le XX 20XX, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 20XX et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1217596002

ANNEXE A - Territoire d'application



note 1 = 124,7 m note 2 = 106,7 m note 3 = 117,5 m note 4 = 5 m de largeur

Montréal

Direction de l'urbanisme
Août 2020

ANNEXE « B »

GRILLE DES USAGES ET DES NORMES

Zones	**RC-21**							
SECTEUR								
HABITATION								
Cat. I : unifamiliale								
Cat. II : bifamiliale (duplex)								
Cat. III : trifamiliale (triplex)								
Cat. IV : multifamiliale (plus de trois)	o	o	o					
Cat. V : collective	o	o	o					
Cat. VI : personnes âgées	o	o	o					
COMMERCE								
Cat. I : primaire								
Cat. II : détail								
Cat. III : bureaux - I								
Cat. IV : bureaux - II								
Cat. V : restaurants								
Cat. VI : récréation								
Cat. VII : gros								
Cat. VIII : automobile								
COMMUNAUTAIRE								
Cat. I : espace public ouvert	o	o	o					
Cat. II : municipal public								
Cat. III : enseignement et santé								
Cat. IV : culte et religion								
Cat. V : cimetière								
Cat. VI : technique								
Cat. VII : métro-police								
Cat. VIII : stationnement souterrain								
GROUPEMENT								
isolé	o							
jumelé		o						
contigu			o					
conversion								
TERRAIN								
superficie minimale (m^2)								
frontage minimal (mètres)								
BÂTIMENT								
C.O.S. min - max	2,5 - 4	2,5 - 4	2,5 - 4					
% d'occupation du sol (max)	65%	65%	65%					
% de surface végétale (min)	20%	20%	20%					
hauteur (mètres) min. - max.	18 - 21	18 - 21	18 - 21					
hauteur (niveaux) min. - max.	5 - 6	5 - 6	5 - 6					
largeur minimale (mètres)								
MARGES								
latérales (mètres) minimum	4,57 (1)	4,57 (1)	(1)					
cour arrière (mètres) minimum	4,57 (1)	4,57 (1)	4,57 (1)					
NOTE	(1) Note 1 : un dégagement d'une largeur minimale de 2 m est requis entre un bâtiment et la limite de la ruelle mixte identifiée à l'annexe C - Grille de rues et de passages piétonniers et cyclables.							

PROJET

ANNEXE « B »

GRILLE DES USAGES ET DES NORMES

Zones	PA-19	PA-20	PA-21	PA-22	PA-23	
SECTEUR						
HABITATION						
Cat. I : unifamiliale						
Cat. II : bifamiliale (duplex)						
Cat. III : trifamiliale (triplex)						
Cat. IV : multifamiliale (plus de trois)						
Cat. V : collective						
Cat. VI : personnes âgées						
COMMERCE						
Cat. I : primaire						
Cat. II : détail						
Cat. III : bureaux - I						
Cat. IV : bureaux - II						
Cat. V : restaurants						
Cat. VI : récréation						
Cat. VII : gros						
Cat. VIII : automobile						
COMMUNAUTAIRE						
Cat. I : espace public ouvert	o	o(4)	o(1)	o	o	
Cat. II : municipal public						
Cat. III : enseignement et santé						
Cat. IV : culte et religion						
Cat. V : cimetière						
Cat. VI : technique	o (2)	o (2)	o (2)		o (2)	
Cat. VII : métro-police						
Cat. VIII : stationnement souterrain						
GROUPEMENT						
isolé						
jumelé						
contigu						
conversion						
TERRAIN						
superficie minimale (m^2)						
frontage minimal (mètres)						
BÂTIMENT						
C.O.S. min. – max.						
% d'occupation du sol (max)						
% de surface végétale (min)						
hauteur (mètres) min. - max.						
hauteur (niveaux) min. - max.						
largeur minimale (mètres)						
MARGES						
latérales (mètres) minimum	(3)				(3)	
cour arrière (mètres) minimum	(3)				(3)	
NOTES	(1) Note 1 : un café-terrasse complémentaire à un usage du groupe commerce de catégorie V situé dans la zone RC-24 peut empiéter d'au plus 5 m dans la place Alice-Girard, zone PA-21, à partir de la limite commune. (2) Note 2 : seuls les usages du groupe communautaire de catégorie VI relatifs à l'installation souterraine de réservoirs et d'ouvrages de rétention sont autorisés. (3) Note 3 : un dégagement d'une largeur minimale de 12 m est requis entre un bâtiment et la ligne d'emprise du corridor ferroviaire. (4) Note 4 : une aire de stationnement comportant au plus 50 cases et accessoire aux usages du bâtiment existant dans la zone PB-37 est autorisée.					

PROJET

ANNEXE « B »

GRILLE DES USAGES ET DES NORMES

Zone	PB-35				
SECTEUR					
HABITATION					
Cat. I : unifamiliale					
Cat. II : bifamiliale (duplex)					
Cat. III : trifamiliale (triplex)					
Cat. IV : multifamiliale (plus de trois)					
Cat. V : collective		o			
Cat. VI : personnes âgées					
COMMERCE					
Cat. I : primaire	o(1)	o(1)			
Cat. II : détail					
Cat. III : bureaux - I	o	o			
Cat. IV : bureaux - II	o	o			
Cat. V : restaurants	o(1)	o(1)			
Cat. VI : récréation					
Cat. VII : gros					
Cat. VIII : automobile					
COMMUNAUTAIRE					
Cat. I : espace public ouvert	o	o			
Cat. II : municipal public					
Cat. III : enseignement et santé	o(2)				
Cat. IV : culte et religion					
Cat. V : cimetière					
Cat. VI : technique					
Cat. VII : métro-police					
Cat. VIII : stationnement souterrain					
GROUPEMENT					
isolé					
jumelé					
contigu					
conversion					
TERRAIN					
superficie minimale (m^2)					
frontage minimal (mètres)					
BÂTIMENT					
C.O.S. min. – max.	0,5 - 4	0,5 - 4			
% d'occupation du sol (max)	65%	65%			
% de surface végétale (min)	20%	20%			
hauteur (mètres) min. - max.	6 - 25	6 – 25			
hauteur (niveaux) min. - max.	2 – 6	2 – 6			
largeur minimale (mètres)					
MARGES					
latérales (mètres) minimum	(3)	(3)			
cour arrière (mètres) minimum	(3)	(3)			
NOTES	(1) Note 1 : les usages du groupe commerce de catégories I et V ne sont autorisés qu'au rez-de-chaussée et à l'étage immédiatement au-dessous et au-dessus du rez-de-chaussée lorsqu'ils sont en mixité avec les usages du groupe habitation ou les usages du groupe communautaire de catégorie III dans un même bâtiment. (2) Note 2 : les usages du groupe communautaire de catégorie III sont autorisés exclusivement au rez-de-chaussée ainsi qu'à l'étage immédiatement au-dessous ou au-dessus lorsqu'ils sont en mixité avec les usages du groupe habitation dans un même bâtiment. (3) Note 3 : un dégagement d'une largeur minimale de 12 m est requis entre un bâtiment et la ligne d'emprise du corridor ferroviaire.				

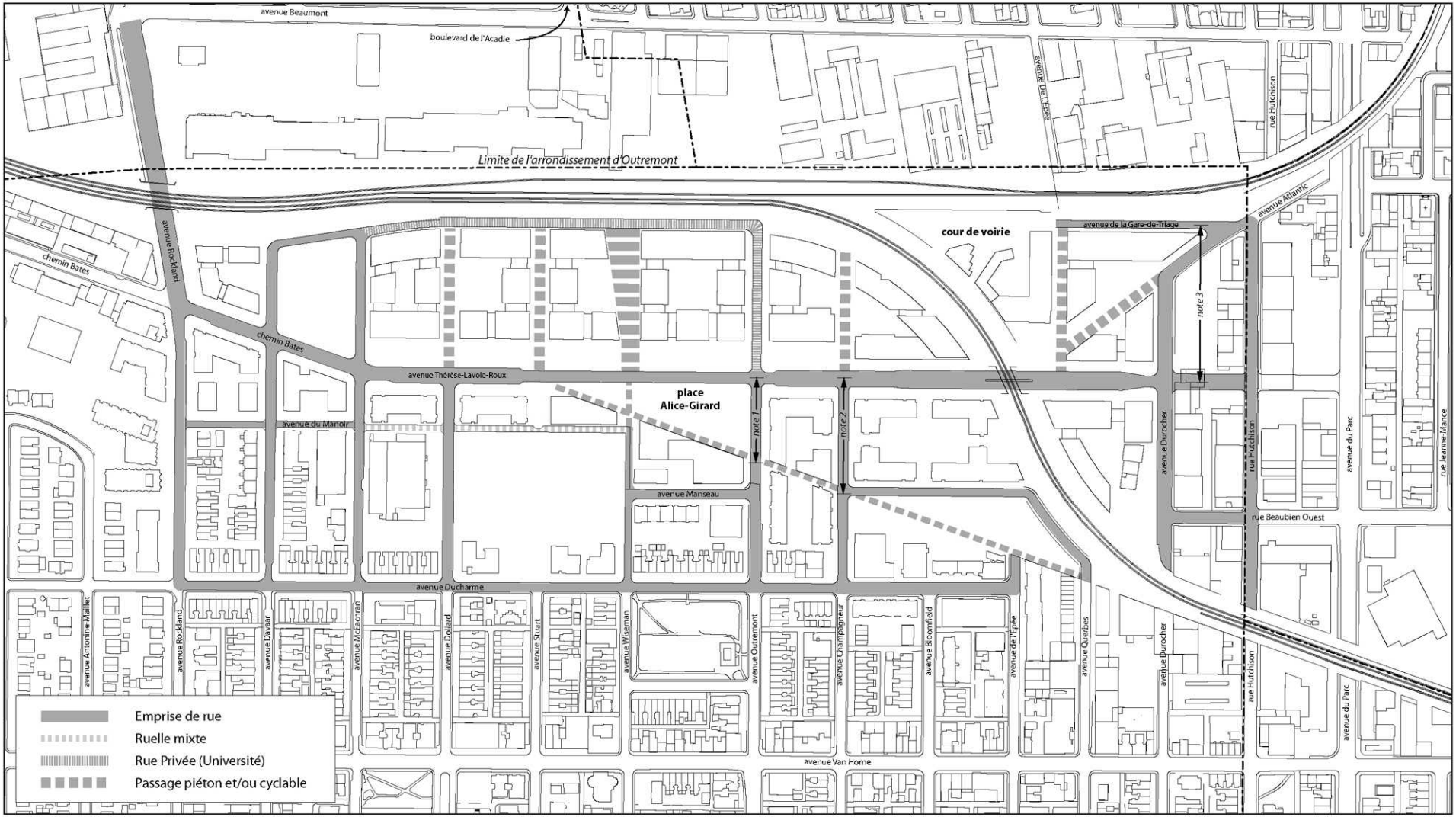
ANNEXE « B »

GRILLE DES USAGES ET DES NORMES

Zone	PB-39				
SECTEUR					
HABITATION					
Cat. I : unifamiliale					
Cat. II : bifamiliale (duplex)					
Cat. III : trifamiliale (triplex)					
Cat. IV : multifamiliale (plus de trois)					
Cat. V : collective					
Cat. VI : personnes âgées					
COMMERCE					
Cat. I : primaire					
Cat. II : détail					
Cat. III : bureaux - I					
Cat. IV : bureaux - II					
Cat. V : restaurants					
Cat. VI : récréation					
Cat. VII : gros					
Cat. VIII : automobile					
COMMUNAUTAIRE					
Cat. I : espace public ouvert	o				
Cat. II : municipal public					
Cat. III : enseignement et santé	o				
Cat. IV : culte et religion					
Cat. V : cimetière					
Cat. VI : technique					
Cat. VII : métro-police					
Cat. VIII : stat. souterrain					
GROUPEMENT					
isolé					
jumelé					
contigu					
conversion					
TERRAIN					
superficie minimale (m^2)					
frontage minimal (mètres)					
BÂTIMENT					
C.O.S. min. – max.	0,5 - 4				
% d'occupation du sol (max)	65%				
% de surface végétale (min)	20%				
hauteur (mètres) min. - max.	11 – 28,5				
hauteur (niveaux) min. - max.	3 - 6				
largeur minimale (mètres)					
MARGES					
latérales (mètres) minimum	4,57 (1) (2)				
cour arrière (mètres) minimum	4,57 (1) (2)				
NOTES	(1) Note 1 : un dégagement d'une largeur minimale de 2 m est requis entre un bâtiment et la ruelle mixte identifiée à l'annexe C - Grille de rues et de passages piétonniers et cyclables. (2) Note 2 : un bâtiment doit être construit à 0 m de la limite entre les zones PB-39 et PA-21, place Alice-Girard identifiée à l'annexe C - Grille de rues et de passages piétonniers et cyclables.				

PROJET

ANNEXE C - Grille de rues et de passages piétonniers et cyclables



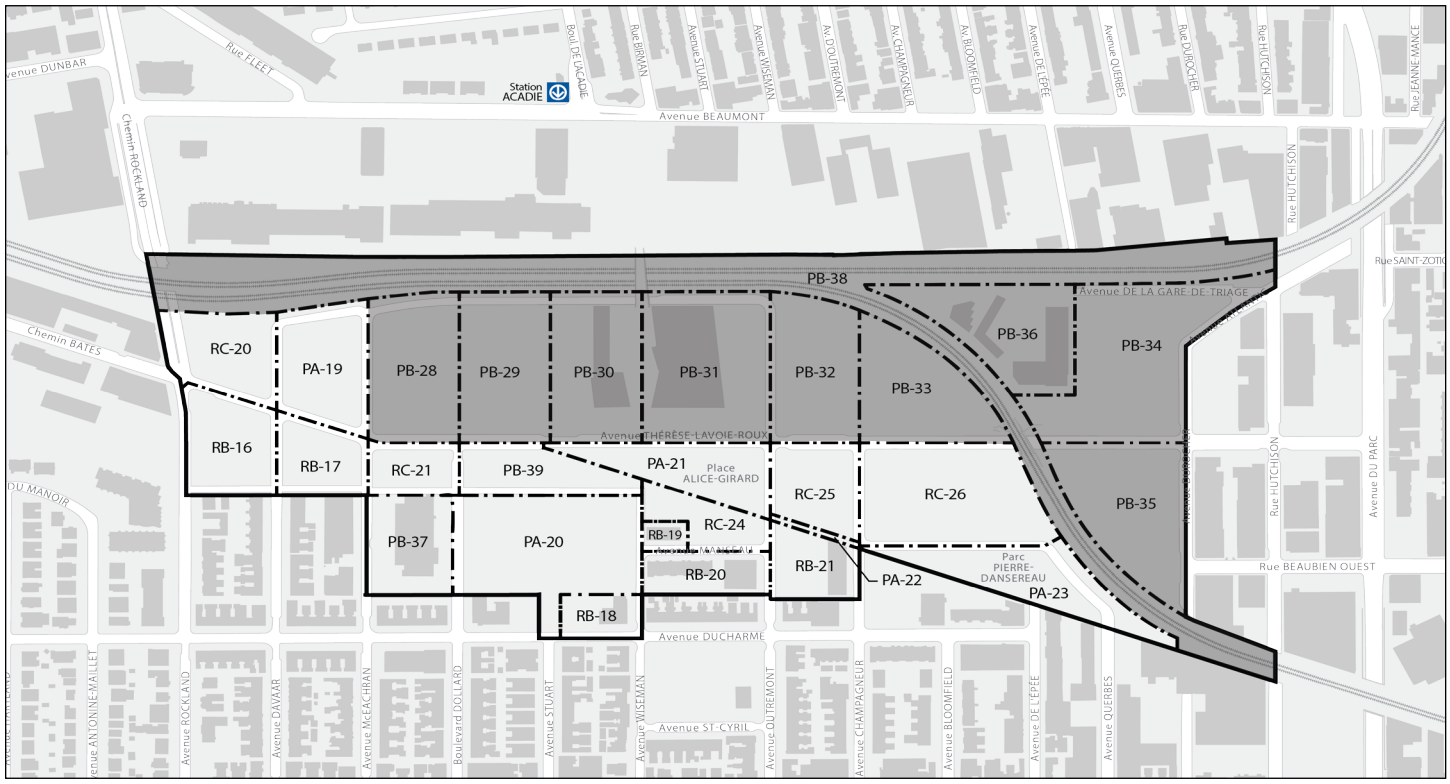
Montréal

Direction de l'urbanisme
Février 2021

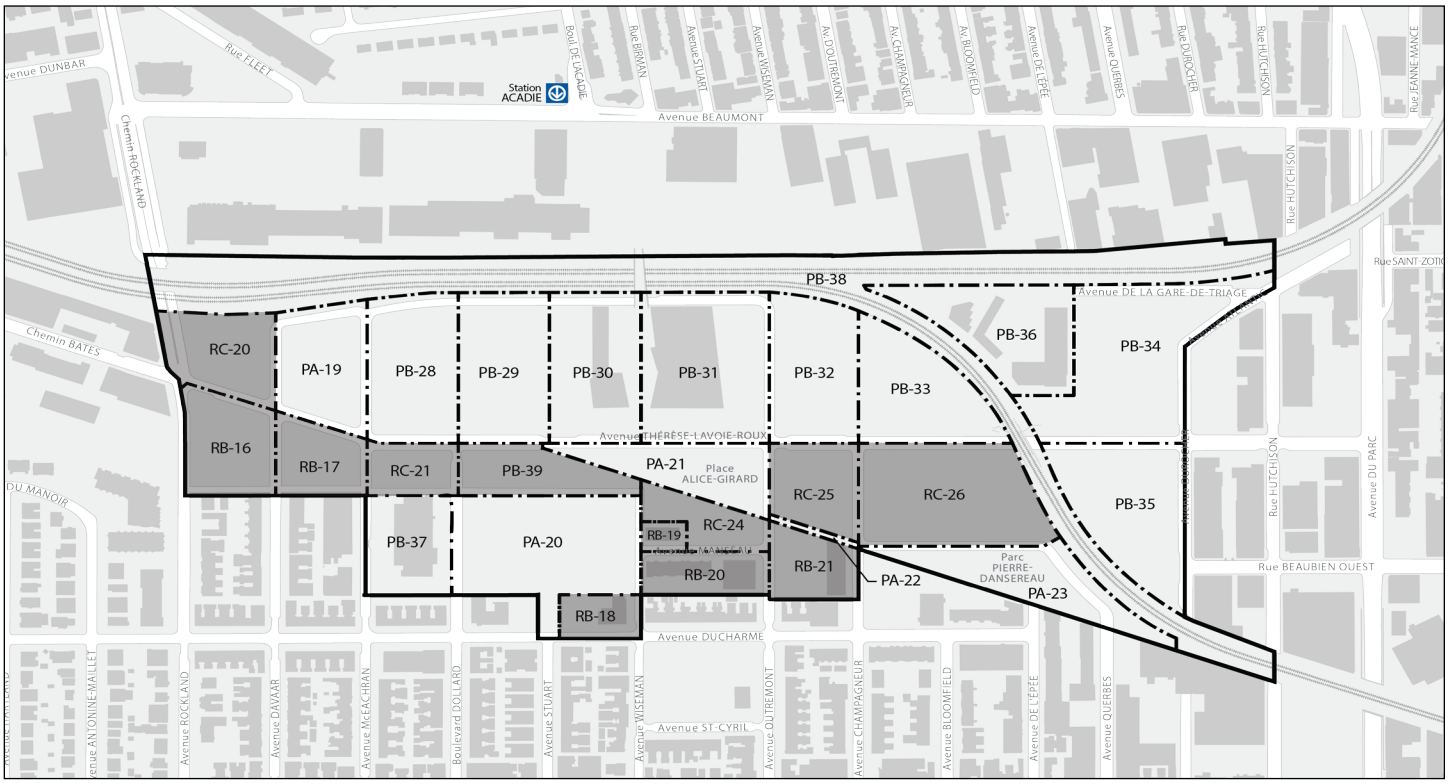
note 1: 82.4 m note 2: 112 6 m

ANNEXE D
Secteurs d'application visés par les critères d'implanation et d'intégration architecturale

Secteur 1



Secteur 2



Montréal
Direction de l'urbanisme
Août 2020

CE : 40.002

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1228944001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division de la salubrité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 a) prendre des mesures adéquates afin que les logements soient conformes aux normes de salubrité lorsque la santé et la sécurité sont mises en cause et offrir des mesures de relogement lorsque l'évacuation ou la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement est rendue nécessaire
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) afin d'élargir son application à des fonctionnaires et employés du Service de l'habitation et de modifier certains articles pour alléger le fardeau de la preuve.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) afin d'élargir son application à des fonctionnaires et employés du Service de l'habitation et de modifier certains articles pour alléger le fardeau de la preuve.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-12 10:55

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1228944001**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division de la salubrité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 a) prendre des mesures adéquates afin que les logements soient conformes aux normes de salubrité lorsque la santé et la sécurité sont mises en cause et offrir des mesures de relogement lorsque l'évacuation ou la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement est rendue nécessaire
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) afin d'élargir son application à des fonctionnaires et employés du Service de l'habitation et de modifier certains articles pour alléger le fardeau de la preuve.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) a été adopté par le conseil de la ville en juin 2003 et prévoit que le directeur du Service de la mise en valeur du territoire est l'autorité compétente responsable de son application.
Suivant les changements administratifs quant à l'organigramme de la Ville et les services établis par règlement au fil des années, le titre et la fonction de l'autorité compétente prévue dans le Règlement 03-096 ont changé et le Service de la mise en valeur du territoire n'existe plus tel qu'il était en 2003. Par ailleurs, il est important de souligner que le changement dans le nom du Service de la mise en valeur du territoire n'a pas empêché les fonctionnaires et employés de la Ville d'appliquer le Règlement 03-096 puisque l'article 26 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), prévoit que la mention spécifique d'un directeur ou d'un service dans un règlement s'entend de tout autre directeur ou service que la Ville peut avoir chargé d'appliquer suivant l'évolution des services. À cet effet, le Service de l'habitation est aujourd'hui le service central responsable de l'application du Règlement 03-096, lequel relève de la compétence du conseil de la ville.

Dans ce contexte, le Service de l'habitation désire modifier le Règlement 03-096 afin de mettre à jour la définition d'autorité compétente chargée d'appliquer ce règlement et y ajouter des nouvelles personnes habiletés. Cette mise à jour permettra notamment une meilleure compréhension du règlement et évitera des interprétations divergentes sur la qualification des personnes autorisées à l'appliquer. Également, il est opportun d'élargir le pouvoir d'application du Règlement 03-096 à d'autres personnes que le directeur du service ou son remplaçant autorisé afin de permettre au Service de l'habitation d'améliorer son offre aux citoyens de la Ville de Montréal et d'accroître l'efficacité de la Ville dans son application

réglementaire.

Ainsi, il est proposé d'ajuster la définition d'autorité compétente prévue au Règlement 03-096, de manière à y mentionner le directeur du Service de l'habitation, son représentant autorisé et toute autre personne chargée de son application.

Également, il a été soulevé au fil du temps des problématiques d'application de certains articles et, notamment, de la difficulté pour la Ville de prouver la commission d'une infraction. En effet, lorsqu'un constat d'infraction est contesté et que le dossier se rend devant le Tribunal, il revient à la poursuivante, soit à la Ville de Montréal, de prouver les éléments constitutifs de l'infraction hors de tout doute raisonnable. Le présent dossier décisionnel recommande donc de modifier le libellé de certains articles de manière à assouplir la preuve à être présentée par les procureurs de la Ville suivant la délivrance d'un constat d'infraction qui est contesté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1361 - 23 novembre 2015 - Adoption du règlement 03-096-8 intitulé « Règlement modifiant le Règlement
sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) » - dossier 1150524002.

CM15 1012 - 18 août 2015 - Adoption du règlement 03-096-7 intitulé « Règlement modifiant le Règlement
sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) » - dossier 1153708002.

CM12 0579 - 19 juin 2012 - Adoption du règlement 03-096-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement
sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) » - dossier 1120601001.

CM11 0831 - 25 octobre 2011 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur la construction et la
transformation de bâtiments » (dossier décisionnel 1100601004).

CM11 0523 - 20 juin 2011 - Adoption du règlement 03-096-5 intitulé « Règlement modifiant le Règlement
sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) » - dossier 1110601001.

CM10 0395 - 18 mai 2010 - Adoption du règlement 03-096-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement
sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) » - dossier 1100601001.

CM09 0300 - 27 avril 2009 - Adoption du règlement 03-096-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement
sur la salubrité et l'entretien des logements (03-096) » - dossier 1084156001.

CM07 0631 - 17 septembre 2007 - Adoption du règlement 03-096-2 intitulé « Règlement modifiant le
Règlement sur la salubrité et l'entretien des logements (03-096) » - dossier 1070601004.

CM05 0194 - 22 mars 2005 - Adoption du règlement 03-096-1 intitulé « Règlement modifiant le
Règlement sur la salubrité et l'entretien des logements (03-096) » - dossier 1043708002.

CM03 0540 - 17 juin 2003 - Adoption du règlement 03-096 intitulé « Règlement sur la salubrité et
l'entretien des logements » - dossier 1033189001.

DESCRIPTION

Il s'agit d'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) pour apporter des ajustements à la définition de "autorité compétente". Cette modification facilitera la compréhension et l'application de ce règlement par les fonctionnaires, employés et directeurs chargés de son application, ainsi que par les Montréalaises et Montréalais désireux de s'informer de leurs droits et leurs devoirs.
Les modifications visent également à reformuler certains articles pour alléger le fardeau de la preuve qui incombe à la Ville de Montréal à titre de poursuivante.

JUSTIFICATION

Les précisions apportées à la définition confirment les pratiques opérationnelles en cours au Service de l'habitation, en modifiant la référence à un ancien service, le Service de la mise en valeur du territoire, et précisant que les fonctionnaires du Service de l'habitation sont bien habilités à exercer les pouvoirs prévus au règlement, notamment délivrer un avis de non-conformité, dont le non respect constitue une infraction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

La mise à jour du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) s'inscrit sous l'orientation de Montréal 2030 "Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion", nommément l'engagement de la Ville de Montréal à l’égard de la solidarité, l’équité et l’inclusion: répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d’habitation salubre, adéquate et abordable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette mise à jour de la définition de l'autorité compétente au Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) est requise pour clarifier les normes applicables, ainsi que le rôle des fonctionnaires, employés et directeurs chargés de son application. À défaut d'une telle modification, le Règlement 03-096 demeure imprécis et emporte une possible divergence d'interprétation sur la qualification des personnes autorisées à l'appliquer. Des risques de contestation sont également possibles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et projet de règlement - 16 mai 2022
Adoption du règlement - 13 juin 2022
Publication du règlement - dans la semaine suivant l'adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carl PINARD
Conseiller en développement - Habitation

Tél : 438-872-4269
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Isabelle LUSSIER
Chef de division, Salubrité

Tél : 514-796-2052
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
Directrice - Habitation
Tél :
Approuvé le : 2022-04-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1228944001*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) afin d'élargir son application à des fonctionnaires et employés du Service de l'habitation et de modifier certains articles pour alléger le fardeau de la preuve.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité # 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *avoir les outils adéquats et actuels afin d'appliquer la réglementation en matière de lutte à l'insalubrité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1228944001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division de la salubrité
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) afin d'élargir son application à des fonctionnaires et employés du Service de l'habitation et de modifier certains articles pour alléger le fardeau de la preuve.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le Règlement 03-096.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-30

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594
Division : Droit public et de la législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SALUBRITÉ, L'ENTRETIEN ET LA SÉCURITÉ DES LOGEMENTS (03-096)

Vu les articles 4, 6, 55, 62 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ 2022, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) est modifié par le remplacement de la définition des mots « autorité compétente » par la suivante :

« « autorité compétente » : le directeur du Service de l'habitation, son représentant autorisé ou toute personne chargée de l'application du présent règlement; ».

2. L'article 9 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **9.** Quiconque entrave, de quelque façon, l'action de l'autorité compétente ou lui fait autrement obstacle dans l'exercice de ses fonctions contrevient au présent règlement. ».

3. Les articles 17.1 et 19 de ce règlement sont modifiés par l'ajout de la phrase suivante :

« La personne à qui un tel ordre est donné doit s'y conformer. ».

4. L'article 23 de ce règlement est modifié par la suppression, au premier alinéa, des mots « et prévenir tout accident ».

5. L'article 25.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « en bon état et pouvoir remplir les fonctions » par les mots « en bon état. Elles doivent pouvoir remplir les fonctions ».

6. L'article 29 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **29.** Est interdite dans un logement ou un bâtiment toute dégradation de la structure ou des finis ou la présence de moisissures visibles qui pourrait être causée notamment par la présence ou l'accumulation d'eau ou d'humidité. ».

7. L'article 31 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « revêtement étanche et maintenus en bon état » par les mots « revêtement étanche. Ils doivent être maintenus en bon état ».

8. L'article 34 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « bon état de fonctionnement et pouvoir être utilisés » par les mots « bon état de fonctionnement. Ils doivent pouvoir être utilisés ».

9. L'article 34.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « bon état de fonctionnement et pouvoir être utilisé » par les mots « bon état de fonctionnement. Il doit pouvoir être utilisé ».

10. L'article 64.18 de ce règlement est modifié par l'ajout de la phrase suivante :

« Tout moyen d'évacuation doit être maintenu en bon état. Il ne doit pas être obstrué. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXX 2022.

GDD : 1228944001

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227896003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Service aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de commerces dans le cadre de la deuxième phase du plan de soutien à la relance du centre-ville / Réserver la somme de 1 M$ pour sa mise en oeuvre

Il est recommandé:

- d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de commerces dans le cadre de la deuxième phase du plan de soutien à la relance du centre-ville »;
- de réserver la somme de 1 000 000 $ pour sa mise en œuvre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-25 10:09

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1227896003**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Service aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de commerces dans le cadre de la deuxième phase du plan de soutien à la relance du centre-ville / Réserver la somme de 1 M$ pour sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, la désertion du centre-ville par les touristes et les travailleurs ainsi que les mesures de confinement prolongées ont eu des répercussions économiques très fortes sur le centre-ville de Montréal, et particulièrement les commerces.
En complément des aides mises en place par le Gouvernement du Québec, plusieurs décisions ont été prises pour soutenir les commerces dans le cadre des interventions du réseau PME MTL, régies par le fonds 'Entrepreneuriat commercial' du Règlement RCG 19-017..

- 28 mai 2020: création d'une nouvelle sous-catégorie de subvention au Règlement: « Consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 », nouveau budget de 2 000 000 $ ainsi que le transfert du solde non utilisé de la sous-catégorie de subvention "Entrepreneuriat Commercial" d'un montant de 1 006 525 $.
- 19 novembre 2020: assouplissement des conditions de soutien aux projets de "Consolidation des activités des commerces dans le contexte de la pandémie de la COVID-19", et allocation d'un budget de 1.5M $ dédié à cette sous-catégorie pour l'année 2020, prolongation de la période d'assouplissement des conditions minimales d'octroi des subventions en consolidation des activités des commerces jusqu'au 30 juin 2021.
- 16 juin 2021: Réserver une somme de 1,5 M$ pour la sous-catégorie entrepreneuriat commercial et Prolonger la période des conditions minimales d'octroi des contributions dans le contexte de la pandémie Covid-19 jusqu'au 31 décembre 2021

Actives jusqu'au 31 décembre 2021, ces injections budgétaires et modifications réglementaires, associées au budget régulier des PME MTL, ont permis de soutenir 606 projets, avec un soutien moyen de 10 295$ par établissement. En date du 28 mars 2022, les PME MTL ont ainsi autorisé 6 239 075 $ pour les projets d'affaires de commerces de l'agglomération.

Malheureusement, la 5e vague de COVID 19 a de nouveau entraîné des restrictions sanitaires et des difficultés économiques pour les commerces du centre-ville. Pour poursuivre le soutien à ce territoire, le 16 mars 2022 le Ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) a conclu avec la Ville de Montréal une nouvelle convention de subvention d'un montant maximal de 7 000 000 $ pour la deuxième phase du projet de relance du centre-ville de Montréal. Dans ce cadre, un budget de 3 M$ a été fléché pour *"soutenir les secteurs d'activités commerciales fragilisés et notamment les commerces, les restaurants et les bars par la bonification du fonds de relance des bars et des restaurants du centre-ville"* .

Le présent dossier vise à mettre en œuvre le volet '' soutien aux commerces'' de l'Entente de 7 millions avec le MEI, en faisant adopter un règlement qui permettrait de renouveler le programme de soutien à l'entrepreneuriat commercial, pour le territoire du centre-ville. Ce nouveau règlement a pour but de permettre aux organismes du réseau PME MTL présents sur le territoire d'exercer leur mission en soutenant des projets de commerces du centre-ville au moyen d'une contribution financière, et ce, en vue de les aider à tirer profit de la saison estivale.

Les organismes concernés par le territoire sont PME MTL Centre-Ville, PME MTL Grand-Sud-Ouest et PME Centre-Est, qui comptent respectivement 4 081, 412 et 27 commerces selon le Registre des entreprises 2020 de Statistique Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 22 0181 - 24 mars 2022 - "Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 7 M$ pour la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 7 M$"

CE21 1693 - 15 septembre 2021 - Édicter, en vertu de l'article 25 du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) une ordonnance modifiant ce règlement afin d'augmenter le montant d'aide financière des sous-catégories "commercialisation", "entrepreneuriat commercial", "développement industriel et développement durable", "économie sociale", "accélérateurs et incubateurs universitaires" de la catégorie "fonds de subvention" et de la catégorie "fonds d'investissement" et permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes d'aide financière / Réserver une somme de 8 180 000 $

CE21 1150 (21 juin 2021)- ordonnance modifiant le règlement (RCG19-017) afin d'augmenter le montant d'aide financière de la sous-catégorie entrepreneuriat commercial et permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes d'aide financière / Réserver une somme de 1,5 M$ pour la sous-catégorie entrepreneuriat commercial /

CG 20 0565 (12 novembre 2020): «Règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG19-017) / réserver une somme de 1.5 M$ pour la mise en oeuvre des modifications.»

CG 20 0286 (28 mai 2020) : «Règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises

(RCG19-017)", afin de créer une nouvelle sous-catégorie de subventions qui permet aux organismes de soutenir les entreprises commerciales admissibles dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et allouer un budget de 2 000 000 $.»

CG 20 0285 (28 mai 2020) : «Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017).»

CG19 0157 (28 mars 2019) : « Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises »

CE18 1096 (13 juin 2018) : «Approuver le Plan d'action en commerce intitulé : « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

CG18 0245 (26 avril 2018) : «Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.»

CE18 0491 (28 mars 2018) : « Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville.»

DESCRIPTION

Le règlement vise à mettre en place un programme d'aide financière permettant aux organismes PME MTL d'exercer la mission prévue par leurs lettres patentes en soutenant des entreprises sur ce territoire au moyen d'interventions ayant pour but de favoriser l'achalandage de la clientèle, contribuant ainsi à la relance du centre-ville.
Le montant d'aide financière à verser à un organisme est établi selon le nombre de commerces présents sur le territoire d'intervention de l'organisme ayant présenté la demande d'aide financière, divisé par le nombre total de commerces présents au centre-ville. Ces deux nombres sont établis à partir du «Registre des Entreprises » de 2020 de Statistique Canada.

Les codes SCIAN utilisés pour calculer le nombre de commerces sont les suivants :

- les secteurs 44 et 45 (commerce de détail), à l'exception des sous-secteurs 441 (concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles) et 447 (stations-service);
- le sous-secteur 812 (services personnels et services de blanchissage), à l'exception des sous-secteurs 8122 (services funéraires), 81293 (stationnements et garages)
- le sous-secteur 722 (Services de restauration et débits de boissons)

Les franchises de plus de 5 commerces sont exclues.
La contribution financière vise deux types des projets:

- des projets d'affaires de commerces sur rue qui apportent une valeur ajoutée à l'offre commerciale existante
- des projets de consolidation des activités

Pour les projets apportant une valeur ajoutée à l'offre commerciale existante, la contribution

est d'un maximum de 25 % du coût total du projet d'affaires sans excéder 25 000 $, pour soutenir:

- l'implantation d'un nouveau commerce qui répond à une demande commerciale;
- la mise en place d'une boutique en ligne (e-commerce);[u1]
- la croissance ou le développement des activités du commerce

Pour un projet de consolidation, la contribution est d'un maximum de 75 % du coût total du projet d'affaires sans excéder 10 000 $, pour soutenir:

- l'adaptation du lieu d'affaires ou des lieux d'affaires par des aménagements intérieurs ou extérieurs afin d'offrir un environnement sanitaire sécuritaire compte tenu du contexte de la pandémie de la Covid-19;
- la promotion événementielle;
- la communication de l'offre commerciale;
- le marketing numérique de l'offre commerciale,
- la digitalisation de l'entreprise.

Le projet ne peut pas avoir débuté avant le 1er avril 2022 et doit être réalisé avant le 31 décembre 2022.

Dans le but de pouvoir agir plus rapidement si la situation du centre-ville nécessite davantage d'aides auprès des commerces, le comité exécutif de la Ville peut, par ordonnance :

1. augmenter le montant total de l'aide financière lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;
2. permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes d'aide financière notamment en fixant des dates pour la présentation de ces demandes et des délais pour leur analyse par le directeur, sans toutefois modifier les conditions d'admissibilité prévues pour l'obtention de l'aide;
3. prévoir une date de fin du programme postérieure au 31 décembre 2022 à la suite de l'augmentation d'un montant effectuée en vertu du paragraphe 1° du présent article.

Cette disposition doit recevoir l'approbation de la majorité des membres du conseil municipal et de la majorité des membres du conseil d'agglomération.

Le présent règlement prend effet à compter de la date de sa publication et se termine le 31 décembre 2022.

JUSTIFICATION

Ce programme permettra de contribuer à la relance du centre-ville en accordant des subventions aux commerces du centre-ville afin d'augmenter l'achalandage de la clientèle tout en leur permettant de renforcer leur modèle d'affaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la réalisation du programme en 2022 sont de 1 000 000 $. La somme est prévue au budget 2022 du Service du développement économique (entente de 7 M$ avec le MEI). Cette somme est exclusivement dédiée aux mesures et projets du centre-ville de Montréal.

Il s'agit d'une dépense de la compétence de l'agglomération.

Les fonds pourront être gérés par trois (3) pôles PME MTL:

- PME MTL Centre-Ville;
- PME MTL Grand Sud-Ouest;
- PME MTL Centre-Est.

Ces organismes de développement local et régional oeuvrent sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Le financement de ce programme n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et notamment des priorités:
14 - appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité;
20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que son objectif étant d'appuyer des entreprises fragilisées, son critère principal de mise en oeuvre a été la rapidité de l'opérationnalisation et la simplicité d'accès pour les entreprises du territoire concerné.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre l'adoption de ce programme d'aide aux commerces du centre-ville financé par l'entente avec le MEI favorisera la reprise de la vitalité économique du centre-ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La Covid-19 a eu de lourdes conséquences sur le centre-ville de la métropole, avec les travailleurs en télétravail, les étudiants en formation à distance, les touristes quasi absents et les activités culturelles qui reprennent progressivement. Tout cela implique que la fréquentation du centre-ville est largement réduite depuis mars 2020. Cette diminution de l'achalandage engendre des conséquences directes sur certains pans de l'économie tels que le commerce de détail, les immeubles commerciaux, l'habitation, l'hébergement, les transports, la restauration, les arts et spectacles ainsi que les loisirs.
Malgré la levée annoncée des mesures sanitaires, la saison 2022 demeure très incertaine, avec l'adoption du travail en mode hybride, la lente reprise du tourisme et la 6e vague en cours.
Ce programme permettra de continuer à soutenir l'un des secteurs les plus fragilisés par la crise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en cours d'élaboration.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 4 mai 2022
CM : 16 mai 2022
CG- avis de motion : 19 mai 2022
CG - adoption finale : 16 juin 2022

Répartition des aides financières aux organismes PME MTL: juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cecile VERGIER
Commissaire au développement économique, Innovation sociale

Tél : 514 241 0337
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-07

Mourtala SALHA-HALADOU
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 514 243 8548
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2022-04-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14 - appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 14 - appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité soutien des entreprises fragilisées, particulièrement les commerces 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole Stimuler la vitalité et la dynamisation des artères commerciales			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1227896003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Service aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de commerces dans le cadre de la deuxième phase du plan de soutien à la relance du centre-ville / Réserver la somme de 1 M$ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1227896003 - Programme aide commerces centre-ville 20220421.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-21

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-589-7449
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS D'AFFAIRES ET DE CONSOLIDATION DES ACTIVITÉS DES COMMERCES DANS LE CADRE DE LA DEUXIÈME PHASE DU PLAN DE SOUTIEN À LA RELANCE DU CENTRE-VILLE

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19, 38 et 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'entente entre le Ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une subvention de 7 000 000 $ pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant le plan de relance II du centre-ville de Montréal durant la période 2022 à 2023, approuvée par résolution à la séance du 24 mars 2022 (CG22 0181);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

À l'assemblée du_____ 2022, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« centre-ville » : le secteur présenté sur la carte figurant à l'annexe A du présent règlement;

« commerce » : une entreprise constituée ou non en personne morale dont le siège social le cas échéant est situé au Québec, propriétaire ou occupant d'un immeuble au centre-ville, faisant affaires sur ce territoire, dont l'activité principale est comprise dans l'un des

secteurs ou le sous-secteur d'activité économique suivants, décrits dans le « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada », édition 2017, version 3.0, :

1° les secteurs 44 et 45 (commerce de détail), à l'exception des sous-secteurs 441 (concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles) et 447 (stations-service);

2° le sous-secteur 722 (services de restauration et débits de boissons);

3° le sous-secteur 812 (services personnels et services de blanchissage), à l'exception des sous-secteurs 8122 (services funéraires), 81293 (stationnements et garages).

« directeur » : le directeur du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;

« Entente » : l'entente entre le Ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une subvention de 7 000 000 $ pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant le plan de relance II du centre-ville de Montréal durant la période 2022 à 2023, approuvée par résolution à la séance du 24 mars 2022 (CG22 0181);

« intervention » : l'octroi par un organisme d'une contribution financière à un commerce selon les conditions prévues au présent règlement;

« organisme » : un organisme visé à l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) auquel le conseil d'Agglomération a délégué, en vertu de l'article 126.4 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), l'exercice de pouvoirs prévus à l'article 126.2 de cette loi;

« territoire d'intervention » : la partie d'un territoire décrit à l'article 118.82.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) qui est située au centre-ville.

SECTION II
APPLICATION

2. Dans le cadre de l'Entente, le présent règlement met en place un programme d'aide financière ayant pour but de permettre aux organismes d'exercer leur mission prévue par leurs lettres patentes en soutenant des commerces au moyen d'interventions favorisant l'achalandage de la clientèle au centre-ville contribuant ainsi à la relance de ce secteur de la Ville.

SECTION III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

3. Il est octroyé à un organisme dont la demande remplit les conditions prévues au présent règlement une aide financière en argent aux fins d'effectuer des interventions dont les conditions minimales d'octroi sont prévues à l'annexe B du présent règlement.

4. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 1 000 000 $ pour l'exercice financier 2022.

SECTION IV
EXCLUSIONS

5. Aucune aide financière n'est octroyée à un organisme :

1° pour une intervention effectuée avant la date à laquelle la demande d'aide financière est déclarée admissible en vertu de l'article 8 ou pour laquelle un organisme a déjà conclu une entente avec un commerce avant cette date;

2° pour une intervention visant à soutenir un commerce qui est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-35) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3);

3° pour une intervention visant à soutenir un commerce qui est débiteur d'une créance de l'État pour des sommes dues en vertu des lois fiscales;

4° pour une intervention pour laquelle un organisme bénéficie déjà d'une subvention ou d'une contribution financière versée conformément à un autre règlement de la Ville de Montréal, notamment en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017), du Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de restaurants et bars du centre-ville (RCG 21-014) ou dans le cadre d'une entente de délégation;

5° pour les dépenses afférentes aux activités courantes de l'organisme, notamment :

a) les frais du personnel qui assure la direction et le fonctionnement de l'organisme;

b) les frais généraux d'administration de l'organisme.

6. Aucune intervention ne peut être faite par un organisme à l'égard d'un commerce :

1° qui détient une franchise d'un franchiseur si ce dernier a plus de 5 entreprises opérant sous cette franchise au Québec;

2° dont le secteur d'activité économique est l'un des suivants :

a) tarot;

b) astrologie;

c) prêts sur gages;

d) agence de rencontre;

e) salon de massage;

f) érotisme, notamment par la vente ou la location d'imprimés, de films ou d'objets érotiques, par la présentation de spectacles ou de films érotiques y compris un « peep-show »;

g) jeux de guerre;

h) croissance personnelle;

i) religion;

j) politique.

SECTION V
DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE ET CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

7. Un organisme peut obtenir une aide financière en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande doit être présentée au directeur au plus tard 10 jours après la date de prise d'effet du présent règlement.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie de la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande d'aide financière;

2° une copie des lettres patentes de l'organisme;

3° un certificat d'attestation confirmant l'état de l'immatriculation de l'organisme au registre des entreprises du Québec;

4° un document présentant la projection des aides nécessaires à l'organisme pour soutenir la relance des commerces.

8. Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention conforme à l'article 7, le directeur déclare la demande admissible et en avise l'organisme par courriel en indiquant les montants d'aide financière à être versés à la suite des calculs effectués selon les dispositions de la section VI du présent règlement.

SECTION VI
CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

9. Le directeur détermine le montant d'aide financière à être versé à un organisme conformément aux dispositions de l'annexe C du présent règlement.

Le montant à être versé ne peut excéder le montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 7.

SECTION VII
MONTANT ET VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

10. À la suite de l'avis prévu à l'article 8, l'aide financière, calculée selon les dispositions prévues à l'article 9, est versée à l'organisme, sous réserve des dispositions de l'article 11.

11. Le versement de toute aide financière prévue au présent règlement est suspendu tant que l'organisme est en défaut de payer quelque somme due à la Ville de Montréal au titre des taxes et des tarifs municipaux, des cotisations d'une société de développement commercial ou des droits de mutation immobilière.

Aucun intérêt, ni aucune forme de compensation ne peut être réclamée à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

12. L'organisme doit rembourser à la Ville de Montréal, au plus tard le 15 février 2023, tout montant d'aide financière qui, le 31 décembre 2022, n'a pas fait l'objet d'une autorisation aux fins d'une contribution.

L'organisme doit rembourser à la Ville de Montréal, au plus tard le 1er mars 2023, tout montant d'aide financière qui a fait l'objet d'une autorisation de contribution mais qui n'a pas été déboursé en date du 31 janvier 2023.

13. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraîne l'annulation de toute aide financière versée en vertu du présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement doit être remboursée à la Ville, avec intérêts et frais par l'organisme.

SECTION VIII
REDDITION DE COMPTE

14. L'organisme doit transmettre, sur demande du directeur, les documents suivants :

1° une copie de tout plan d'affaire ou sommaire exécutif d'un projet pour lequel une intervention a été autorisée;

2° une copie de toute entente relative à une intervention conclue entre l'organisme et le commerce au sens de l'article 8 de l'annexe B.

15. L'organisme transmet au directeur, au plus tard aux dates suivantes, des rapports périodiques relatifs aux périodes suivantes :

1° au plus tard le 31 janvier 2023 pour la période se terminant le 31 décembre 2022;

2° au plus tard le 30 avril 2023 pour la période se terminant le 31 mars 2023.

Ces rapports sont accompagnés d'une déclaration par laquelle l'organisme confirme que les interventions effectuées au cours de la période visée par chacune de ces déclarations respectent les dispositions du présent règlement. Ces rapports doivent être produits selon un gabarit généré par le logiciel indiqué par la Ville et doivent inclure les renseignements suivants à l'égard de chacune des interventions :

1° le nom et adresse de tout commerce;

2° la nature du projet;

3° le secteur d'activité économique de tout commerce (code SCIAN);

4° le coût total du projet;

5° la date d'autorisation de la contribution;

6° le montant de la contribution autorisé;

7° la date du versement de la contribution;

8° le montant de la contribution déboursé.

16. L'organisme doit déposer à la Ville ses états financiers audités des exercices 2022 et 2023 dans les 90 jours suivant la fin de son exercice financier.

SECTION IX
ORDONNANCES

17. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :

1° modifier l'article 4 du présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement, du prolongement de l'Entente ou d'un programme du gouvernement;

2° modifier le présent règlement, à la suite de l'augmentation d'un montant effectué en vertu du paragraphe 1° du présent article, afin de permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes d'aide financière notamment en fixant des dates pour la présentation de ces demandes et des délais pour leur analyse par le directeur, sans toutefois modifier les conditions d'admissibilité prévues pour l'obtention de l'aide;

3° modifier l'article 18 du présent règlement afin de prévoir une date de fin du programme postérieure au 31 décembre 2022, à la suite de l'augmentation d'un montant effectuée en vertu du paragraphe 1° du présent article.

SECTION IX
DURÉE DU PROGRAMME

18. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin le 31 décembre 2022.

ANNEXE A
SECTEUR DU CENTRE-VILLE

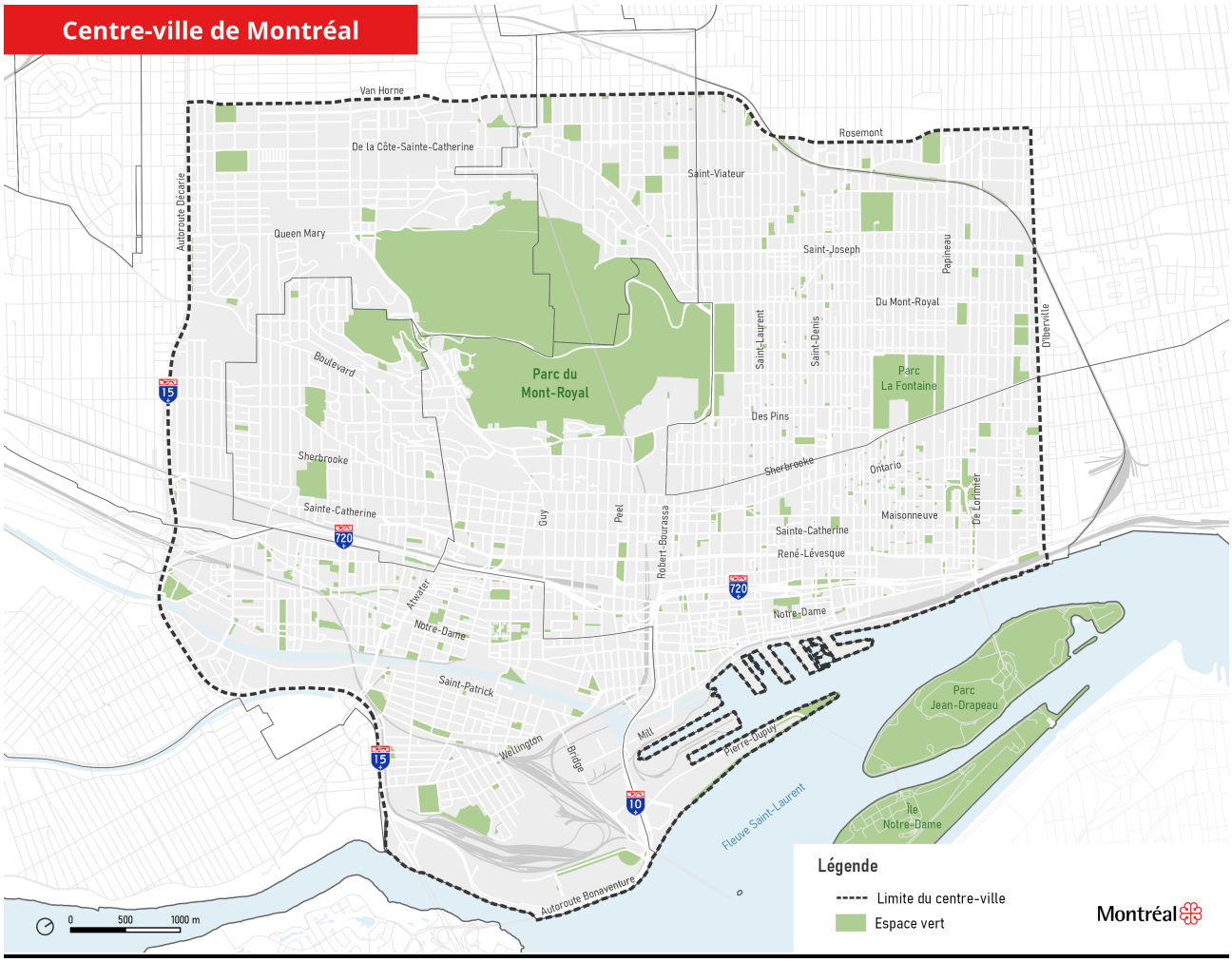
ANNEXE B
CONDITIONS MINIMALES D'OCTROI DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LES PROJETS DES COMMERCES DU CENTRE-VILLE

ANNEXE C
CALCULS DE RÉPARTITION DE L'AIDE FINANCIÈRE

GDD 1227896003

ANNEXE A
(article 1)
SECTEUR DU CENTRE-VILLE

1. Un commerce situé d'un côté ou de l'autre d'une rue qui constitue une limite du secteur du centre-ville montrée par un trait hachuré sur le plan ci-joint est réputé être situé au centre-ville.



ANNEXE B
(article 3)

CONDITIONS MINIMALES D'OCTROI DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LES PROJETS DES COMMERCES DU CENTRE-VILLE

1. La contribution vise à aider un commerce à réaliser un projet visé à la section II ou à la section III de la présente annexe dans le but de favoriser l'achalandage de la clientèle au centre-ville contribuant ainsi à la relance de ce secteur de la Ville.

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Le projet du commerce ne peut pas avoir débuté avant le 1er avril 2022 et doit être réalisé avant le 31 décembre 2022.

3. Lorsque le commerce est une société par actions, son capital-actions est détenu majoritairement par des citoyens canadiens ou des résidents permanents.

4. Le commerce a déposé un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

5. Si le commerce est le propriétaire de l'immeuble où le projet est réalisé, il a déposé copie d'un document établissant qu'il en est le propriétaire selon l'inscription au registre foncier

6. Si le commerce est locataire de l'immeuble où le projet est réalisé, il a déposé un bail dont la durée restante au moment de l'octroi de la contribution est d'un minimum de 2 ans.

7. Le commerce a obtenu le certificat d'occupation et tout autre permis requis pour la réalisation de son projet, le cas échéant.

8. L'organisme et le commerce ont conclu une convention écrite qui prévoit les termes et conditions du versement de la contribution.

SECTION II
PROJETS D'AFFAIRES DES COMMERCES APPORTANT UNE VALEUR AJOUTÉE À L'OFFRE COMMERCIALE EXISTANTE

9. La contribution prévue par la présente section vise à aider le commerce à réaliser un projet d'affaires visant :

1° l'implantation d'un nouveau commerce qui répond à une demande commerciale;

2° la croissance ou le développement de ses activités;

10. La contribution est d'un maximum 25 % du coût total du projet d'affaires sans excéder 25 000 $.

11. La mise de fonds par le commerce dans le projet d'affaires atteint au moins 20 % du coût total du projet et ne peut être inférieure à 5 000 $.

12. Le commerce a déposé un plan d'affaires ou un sommaire exécutif incluant des prévisions financières couvrant minimalement deux années financières complètes, et qui démontre un caractère de permanence et de bonnes possibilités de viabilité et de rentabilité.

13. Le projet d'affaires du commerce apporte une valeur ajoutée à l'offre commerciale existante.

SECTION III
PROJETS DES COMMERCES RELATIFS À LA CONSOLIDATION DE LEURS ACITIVITÉS

14. La contribution prévue à la présente section vise à aider le commerce à réaliser des projets relatifs à la consolidation de leurs activités parmi les suivants :

1° l'adaptation du lieu d'affaires ou des lieux d'affaires par des aménagements intérieurs ou extérieurs afin d'offrir un environnement sanitaire sécuritaire compte tenu du contexte de la pandémie de la COVID-19;

2° la promotion événementielle;

3° la communication de l'offre commerciale;

4° le marketing numérique de l'offre commerciale;

5° la digitalisation du commerce.

15. La contribution est d'un maximum 75 % du coût total du projet sans excéder 10 000 $.

16. La mise de fonds par le commerce dans le projet atteint au moins 10 % du coût total du projet

17. Le commerce a déposé les documents suivants au soutien de sa demande de contribution financière :

1° un document expliquant les impacts négatifs de la pandémie de la COVID-19 sur ses activités;

2° un sommaire exécutif du projet;

3° les plans, analyses, devis ou soumissions visant la réalisation du projet;

4° ses derniers états financiers disponibles et, si ceux-ci datent de plus de 6 mois ou s'ils ne sont pas disponibles, les états financiers intermédiaires

ANNEXE C
(Article 9)
CALCULS DE RÉPARTITION DE L'AIDE FINANCIÈRE

1. La présente annexe s'applique aux fins de la détermination du montant d'aide financière à être versé à un organisme.

2. Aux fins des calculs prévus par la présente annexe, la variable $A_i\%$ représente le nombre de commerces présents sur le territoire d'intervention de l'organisme ayant présenté la demande d'aide financière, divisé par le nombre total de commerces présents au centre-ville. Ces deux nombres sont établis à partir du « Registre des Entreprises » de 2020 de Statistique Canada.

3. Le montant d'aide financière pour chaque organisme, est établi selon les règles et opérations suivantes :

1° Le premier calcul suivant est effectué :

$A_i\% \times V\$ = X_i\$$

pour l'application de cette formule :

$A_i\%$ représente le pourcentage applicable à l'organisme, tel que défini à l'article 2.

V$ représente la valeur totale de l'aide pour l'exercice financier visé à l'article 4 du règlement.

$X_i\$$ représente le premier résultat de répartition.

Lorsque $X_i\$$ est supérieur ou égal au montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 7 du règlement, $X_i\$$ est alors fixé au montant demandé par l'organisme dans le formulaire et constitue le montant obtenu pour cet organisme. Aucun autre calcul n'est alors effectué pour cet organisme.

2° Les calculs suivants sont ensuite effectués :

a) $V\$ - \sum X_i\$ = D\$$

pour l'application de cette formule :

$\sum X_i\$$ représente la somme des montants obtenus au paragraphe 1° pour chacun des organismes;

D$ représente le reliquat du montant V$ qui demeure à répartir.

b) Lorsque le montant D$ obtenu au sous-paragraphe a) est supérieur à 0 $, le montant D$ est réparti entre les organismes qui ont présenté une demande d'aide financière dont le montant inscrit dans le formulaire prévu à l'article 8 du règlement excède le résultat obtenu au paragraphe 1°, de la façon suivante:

$$D\$ \times \frac{A_i\%}{B\%} = Y_i\$$$

pour l'application de cette formule :

B% représente la somme des pourcentages A_i% des organismes qui ont présenté une demande d'aide financière dont le montant inscrit dans le formulaire prévu à l'article 7 du règlement excède le résultat obtenu au paragraphe 1°;

Y_i\$ représente le deuxième résultat de répartition.

c) Le calcul suivant est ensuite effectué :

$$X_i\$ + Y_i\$ = Z_i\$$$

Lorsque Z_i\$ est supérieur ou égal au montant demandé par l'organisme dans le formulaire prévu à l'article 7 du règlement, Z_i\$ est alors fixé au montant demandé par l'organisme dans le formulaire et constitue le montant obtenu pour cet organisme. Aucun autre calcul n'est alors effectué pour cet organisme.

3° Les calculs prévus au paragraphe 2° sont itérés avec les adaptations nécessaires jusqu'à ce que le reliquat du montant V$ soit complètement réparti ou que chacun des organismes ait obtenu le montant demandé dans le formulaire prévu à l'article 7 du règlement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1227896003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Service aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets de commerces dans le cadre de la deuxième phase du plan de soutien à la relance du centre-ville / Réserver la somme de 1 M$ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE -1227896003_Règlement.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-22

Christian VÉZINA
Chef de division
Tél : (438) 923-3561
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.005

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229459003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 123 896 000 $ pour le financement des travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 123 896 000 $ pour le financement de travaux de construction et de mises à niveau des infrastructures liées aux ouvrages de rétention, dans le cadre des activités de collecte et de traitement des eaux usées de l'île de Montréal.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2022-04-25 09:27

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229459003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 123 896 000 $ pour le financement des travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention.

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) intercepte et traite près de 99,6 % des eaux usées produites sur le territoire de l'île de Montréal. Cependant, lors d'épisodes de très fortes précipitations et afin de soulager le réseau des Intercepteurs, la Ville se voit dans l'obligation de déverser des eaux usées vers les milieux récepteurs.
Un ouvrage de rétention permet d'emmagasiner temporairement les eaux usées lors de très fortes précipitations, afin d'éviter un refoulement dans le réseau ou leur déversement vers le milieu naturel.

Lorsque la pluie est terminée et/ou lorsque le réseau dispose d'une capacité hydraulique adéquate, les eaux sont réintroduites dans le réseau afin d'être acheminées vers la Station pour y être traitées.

En 2001, le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH) a mis en place un programme de « Suivi des débordements ». Ce programme définit et encadre les exigences et objectifs de rejets et oblige la Ville à mettre en place des mesures correctives visant l'atteinte de ces exigences.

En 2011, la ville de Montréal et le MAMH ont signé un protocole d'entente relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du volet Grands Projets du Fonds Chantier Canada-Québec visant le contrôle des rejets d'eaux usées en temps de pluie. Le protocole d'entente vise la construction d'ouvrages de rétention d'envergure.

Au cours des prochaines années, le Service de l'eau prévoit procéder à la construction d'autres ouvrages de rétention importants et à la mise à niveau d'ouvrages de rétention existants.

Donnant suite à l'adoption du programme des immobilisations 2022-2031 par le conseil municipal, le Service de l'eau doit faire adopter ce règlement d'emprunt, afin d'être en mesure de réaliser les projets prévus au plan directeur de drainage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0007 - 21 janvier 2022 - Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet agglomération)
CG20 0279 - 20 mai 2020 - Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-058) », de sorte à augmenter l'emprunt de 17 000 000 $ pour un total de 68 000 000 $

CG20 0278 - 28 mai 2020 - Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs (RCG 15-057) », de sorte à augmenter l'emprunt de 5 000 000 $ pour un total de 29 300 000 $

CG18 0313 - 31 mai 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 71 820 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Saint-Thomas et son raccordement au système des intercepteurs

CG17-0119 - 30 mars 2017 - Adoption - Règlement modifiant le « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs » (RCG15-058) de sorte à augmenter l'emprunt de 16 000 000 $ pour un total de 51 000 000 $ et adopter une résolution visant à diminuer de 16 000 000 $ le «Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement Lachine et son raccordement au système des intercepteurs» (RCG15-060) faisant passer son montant de 53 800 000 $ à 37 800 000 $.

CG16 0219 - 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 77 540 000 $ pour le financement des travaux de construction de l'ouvrage de rétention Leduc situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent et son raccordement au système des intercepteurs - 1153334040

CG15 0360 - 30 juillet 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 53 800 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Rockfield situé dans l'arrondissement de Lachine et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839002

CG15 0323 – 22 mai 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention Lavigne situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son raccordement au système des intercepteurs – 1152839005

CG15 0322 - 30 avril 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 24 300 000 $ afin de financer les travaux de construction de l'ouvrage de rétention William situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest et son raccordement au système des intercepteurs - 1152839004

DESCRIPTION

Le réseau primaire d'égouts inclut de nombreux ouvrages de rétention pour lesquels des travaux majeurs de mise à niveau sont à prévoir et à implanter dans un horizon de 25 à 50 ans. Un ensemble de travaux doit permettre d'augmenter les capacités en place du système de drainage et du réseau d'assainissement pour en améliorer la performance environnementale et hydraulique. D'importantes études de certains sous-réseaux font déjà la démonstration du besoin d'interventions, mais leur conception détaillée n'a pas encore été initiée. La priorisation et la sélection de certaines interventions du présent programme deviendront des projets à moyen et long terme.
Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 123 986 000 $ afin de financer les travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention, incluant les raccordements de ces ouvrages au réseau des intercepteurs.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'eau d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de construction d'ouvrages de rétention prévus au plan directeur de drainage ainsi que la mise à niveau des ouvrages de rétention existants.
Ces travaux permettent de réduire la quantité de polluants rejetés lors des épisodes de surverses et de réduire les effets négatifs de ces polluants sur la santé humaine et l'environnement. Elle permet également de soulager les réseaux existants et d'augmenter le niveau de service des collecteurs. La protection hydraulique ainsi instaurée sécurisera la poursuite du développement résidentiel et commercial sur l'île de Montréal et permettra de gérer les événements reliés aux fortes pluies qui pourraient provoquer des inondations.

Sur le plan environnemental, le contrôle des débordements est une obligation municipale reliée à la Stratégie pancanadienne sur la gestion des eaux usées municipales et d'exigences du ministère de Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Ce projet, en contribuant à la réduction des fréquences et des volumes de débordement, constitue une étape importante dans la réalisation de cette obligation à atteindre les objectifs de réduction des débordements établis.

Ce programme vise l'établissement d'une planification stratégique de gestion des eaux pluviales dans une optique d'amélioration du cycle de l'eau en milieu urbain par une offre intégrée de mesures écologiques (exemples de mesures : réduire des surfaces perméables, favoriser l'infiltration de l'eau de pluie dans le sol plutôt que l'envoyer vers l'égout, etc.). Ce projet comporte de multiples bénéfices puisqu'il permet de renforcer le contrôle du volume de ruissellement, de réduire les risques d'inondations, le risque de dépassement des capacités de conduites d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales), de protéger les milieux récepteurs (eaux usées traitées, débordements unitaires, eaux pluviales), etc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce nouveau règlement d'emprunt de 123 896 000 $, requis par la DEEU servira au financement de différents travaux dont, la construction de nouveaux ouvrages de rétention. Il permettra également la mise à niveau de bassins de rétention existants pour les cinq premières années du PDI; soit de 2022-2026.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la ''Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations''.

Les travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention pourraient être admissibles à divers programmes de subventions des infrastructures tels que le programme

de la Taxe sur l'Essence et de la Contribution du Québec 2019-2023 (TECQ), le Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) et autres.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif. Le potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001). Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. La subvention TECQ ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets, tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Une copie de la grille d'analyse est jointe au présent dossier.
Les principaux bénéfices attendus des projets sont de :

1. améliorer la résilience des infrastructures en matière de gestion des eaux pluviales en milieu urbain;
2. favoriser la conservation des milieux naturels et la préservation des conditions hydrologiques;
3. augmenter la protection hydraulique des quartiers en améliorant la gestion des eaux usées et conséquemment réduire les risques d'inondations;
4. diminuer des surverses par l'ajout de bassins de rétention;
5. participer au développement de Montréal par l'ajout de nouvelles infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise afin de lancer plusieurs appels d'offres de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention.
Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux prévus ne serait pas possible.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt au conseil d'agglomération : 19 mai 2022
Adoption du règlement d'emprunt par le conseil d'agglomération :16 juin 2022
Approbation par le Ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-28

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2022-03-16

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2022-04-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229459003
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées
Projet : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 233 496 000 $ pour le financement des travaux de construction et de mises à niveau des infrastructures liées aux bassins de rétention, dans le cadre des activités de collecte et de traitement des eaux usées de l'île de Montréal.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce programme s'inscrit dans les priorités 2, 18, et 20.			

3. Les principaux bénéfices attendus sont de :

1. améliorer la résilience des infrastructures en matière de gestion des eaux pluviales en milieu urbain;
2. favoriser la conservation des milieux naturels et la préservation des conditions hydrologiques;
3. augmenter la protection hydraulique des quartiers en améliorant la gestion des eaux usées et conséquemment réduire le risque d'inondations;
4. diminuer des surverses par l'ajout de bassins de rétention

5. participer au développement de Montréal par l'ajout de nouvelles infrastructures.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1229459003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 123 896 000 $ pour le financement des travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1229459003 - Ouvrages de rétention 20220408.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-08

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 123 896 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE MISE À NIVEAU D'OUVRAGES DE RÉTENTION

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme des immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement, le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

2. Un emprunt de 123 896 000 $ est autorisé pour le financement des travaux de construction et de mise à niveau des ouvrages de rétention, incluant les raccordements de ces ouvrages au réseau des intercepteurs.

3. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles au programme mentionné à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1229459003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1229459003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 123 896 000 $ pour le financement des travaux de construction et de mise à niveau d'ouvrages de rétention.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1229459003_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-14

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseiller(-Ere) budgetaire
Tél : (514) 280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.006

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229296001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement 02-136 la demande de démolition du bâtiment sis au 2547, boul. Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec (demande No 3002581314) avec la recommandation d'assurer la protection des arbres existants sur le site lors de la démolition et de clôturer la propriété et niveler le sol afin de rendre le terrain sécuritaire et préserver la qualité du paysage urbain après la démolition

Il est recommandé :
d'approuver, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement 02-136 la demande de démolition du bâtiment sis au 2547, boul. Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec (demande No 3002581314) avec la recommandation d'assurer la protection des arbres existants sur le site lors de la démolition et de clôturer la propriété et niveler le sol afin de rendre le terrain sécuritaire et préserver la qualité du paysage urbain après la démolition.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-20 14:27

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 11 avril 2022	Résolution: CA22 09 0082

Demander au conseil municipal, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement sur le conseil du patrimoine de Montréal (02-136), d'approuver la demande d'autorisation de démolition du bâtiment portant le numéro 2547, boulevard Gouin Est - Lot 1 742 085 du cadastre du Québec - Site du patrimoine cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet - Demande de permis 3002581314.

Il est proposé par la mairesse Émilie Thuillier

appuyé par le conseiller Jérôme Normand

et résolu

de demander au conseil municipal, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement sur le conseil du patrimoine de Montréal (02-136), d'approuver la demande d'autorisation de démolition du bâtiment portant le numéro 2547, boulevard Gouin Est - Lot 1 742 085 du cadastre du Québec.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

40.03 1229296001

Émilie THUILLIER
_____
Mairesse d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 19 avril 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229296001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement 02-136 quant au projet de démolition du bâtiment sis au 2547, boul. Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec- Site du patrimoine cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet. ((demande No 3002581314).

Je recommande :
D'approuver, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement 02-136 la demande de démolition du bâtiment sis au 2547, boul. Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec (demande No 3002581314) avec la recommandation d'assurer la protection des arbres existants sur le site lors de la démolition et de clôturer la propriété et niveler le sol afin de rendre le terrain sécuritaire et préserver la qualité du paysage urbain après la démolition,

Signé par Diane MARTEL **Le** 2022-03-25 15:12

Signataire : Diane MARTEL

_____

Directrice d'arrondissement
Ahuntsic-Cartierville , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229296001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction du développement du territoire , Division urbanisme_permis et inspection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu du paragraphe 4 de l'article 12.1 du Règlement 02-136 quant au projet de démolition du bâtiment sis au 2547, boul. Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec- Site du patrimoine cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet. ((demande No 3002581314).

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment qui fait l'objet de la présente demande est situé dans le village patrimonial du Sault-au-Récollet, du côté nord du parcours riverain. Le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation se déploie à l'arrière de la propriété. Le bâtiment fait face à la rue André-Jobin, qui est dotée d'un terre-plein planté d'arbres à l'intersection du boulevard Gouin. Le secteur est majoritairement composé de maisons unifamiliales et de quelques duplex de deux (2) étages entourés d'une abondante végétation. Les typologies contributives du secteur sont la maison traditionnelle québécoise et le boomtown.
Le bâtiment est une résidence détachée de deux (2) étages construite entre 1907 et 1913, et qui est dans un grand état de vétusté comme l'atteste le document de recherche documentaire fait par L'atelier BRIC en février 2013. Il est vacant depuis 2011 et en raison du danger qu'il représente pour la sécurité du public, il est barricadé depuis 2017.

L'intérêt patrimonial du bâtiment repose principalement sur sa valeur paysagère urbaine, comme mentionné dans l'énoncé d'intérêt patrimonial. Il occupe une position stratégique sur le boulevard et présente une localisation privilégiée dans un secteur marqué par la présence de grands arbres matures et d'un couvert végétal important, adjacent au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il s'agit de démolir le bâtiment en vue de la réutilisation du sol dégagé pour l'implantation d'une nouvelle résidence unifamiliale.

JUSTIFICATION

Historique:
Avis Public:

Un avis public de démolition a été publié sur le site Internet de la Ville et placardé sur la bâtisse le 7 avril 2021.
Aucune opposition n'a été enregistrée.

Avis du ministère de la Culture:

- Un avis d'intention a été envoyé au ministère de la Culture le 17 mai 2021, comme l'exige l'article 138 de la loi 69 pour les constructions bâties avant 1940;
- Réception de la réponse du ministère en date du 20 août 2021 : le ministère ne s'oppose pas à la démolition puisque l'intérêt patrimonial n'est pas jugé suffisant.

Avis du CPM :

Le projet a été présenté à trois (3) reprises au CPM

- Le 30 mars 2021 : bien qu'il ne soit pas opposé à la démolition du bâtiment, le CPM a émis un avis préliminaire avec des réserves par rapport au projet de remplacement (Document A21-AC-02)

- Le 17 décembre 2021 : le CPM a émis un deuxième avis préliminaire avec des réserves, car il juge que le projet de remplacement révisé bien qu'amélioré, ne répond toujours pas aux recommandations émises lors du premier avis. (Document A21-AC-04)

- Le 2 mars 2022 : devant les enjeux de sécurité publique représentée par l'état de vétusté de la bâtisse, le CPM émet un avis final favorable à la demande de démolition, même si le projet de remplacement n'a pas été encore révisé. (Document A22-AC-01)

Avis de la DDT :

- La DDT émet un avis favorable quant à la **requête de démolition** au regard des nuisances et des enjeux de sécurité occasionnés par un tel bâtiment pour le voisinage et pour l'image du parcours riverain.
En accord avec celles du CPM dans son avis final, la DDT émet les recommandations suivantes:

- Lors de la démolition, assurer la protection des arbres existants sur le site;
- Suite à la démolition, clôturer la propriété et niveler le sol afin de rendre le terrain sécuritaire et préserver la qualité du paysage urbain.

Avis Du CCU :

- CCU du 2021-06-09 : Le CCU propose de surseoir à l'autorisation de démolir le bâtiment existant jusqu'à ce que le projet de remplacement ait été approuvé.

- CCU du 2021-06-10 : Il est proposé d'émettre un avis favorable à la démolition en regard au projet de remplacement soumis , tout en recommandant que le projet soit revu afin d'officialiser la procédure de révision architecturale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu PAYETTE-HAMELIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Mathieu PAYETTE-HAMELIN, 25 mars 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fouzia ALI-HAIMOUD
architecte

Tél : 514-872-1576
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-25

Clément CHARETTE
C/d permis & inspections arrondissements

Tél : 000
Télécop. : 000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Diane MARTEL

Directrice d'arrondissement
Tél : 514 872-4039
Approuvé le : 2022-03-25

5.16 **Dossier D2021-02** : rendre une décision, en vertu du Règlement sur la démolition d'immeuble (RCA11 09009) quant à une demande de permis de démolition – 2547, boulevard Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec – demande 3002581314.

Monsieur Mathieu Gaudette présente le dossier et émet un avis favorable au nom de la DDT.

Considérant que la démolition du bâtiment existant est acceptable;

Considérant que le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a donné son aval au projet;

Considérant que le comité s'interroge sur le rapport entre le volume du bâtiment projeté et les dimensions du lot, les bâtiments voisins et le recul par rapport au boulevard Gouin;

Considérant que le parti architectural adopté pour le projet semble aller dans le sens d'une reconstitution d'un style ancestral combiné à des éléments fonctionnels contemporains, ce qui rend l'ensemble difficile à cerner;

Considérant que l'importance donnée au stationnement contraste avec les tendances actuelles et la transition écologique préconisée par la Ville;

Considérant que le bâtiment projeté rappelle certains bâtiments institutionnels et n'est pas facilement identifiable à un bâtiment résidentiel;

Considérant que le paysagement du site n'est pas à la hauteur des attentes du comité pour ce segment du boulevard Gouin Est.

Il est proposé :

DE SURSEOIR À L'AUTORISATION DE DÉMOLIR LE BÂTIMENT EXISTANT JUSQU'À CE QUE LE PROJET DE REMPLACEMENT AIT ÉTÉ APPROUVÉ.

DE DEMANDER QUE LE PROJET DE REMPLACEMENT SOIT PRÉSENTÉ DE NOUVEAU AU COMITÉ APRÈS AVOIR ÉTÉ RETRAVAILLÉ SELON LES CRITÈRES SUIVANTS :

1. **ATTÉNUER LA MASSIVITÉ ET LA HAUTEUR DU BÂTIMENT;**
2. **FAIRE RESSORTIR LE CARACTÈRE RÉSIDENTIEL DU BÂTIMENT;**
3. **ÉVITER D'UTILISER UN LANGAGE ARCHITECTURAL ESSENTIELLEMENT ANCESTRAL;**
4. **RÉVISER LE RECUL DE LA VOIE PUBLIQUE POUR ÉLOIGNER LE BÂTIMENT;**
5. **ADOPTER UNE STRATÉGIE DE STATIONNEMENT PLUS ÉCOLOGIQUE;**
6. **AMÉLIORER LE PAYSAGEMENT DE LA COUR AVANT.**

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

5.19 **Dossier D2021-02 et programme de réutilisation du sol dégagé** – 2547 Boul. Gouin Est – Lot 1 742 085 du cadastre du Québec, site patrimonial Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet (demande de permis 3002581314).

Madame Fouzia Ali-Haimoud présente le dossier et émet un avis favorable au nom de la Direction du développement et du territoire (DDT).

Considérant que l'analyse de la DDT est bien fondée;

Considérant que les recommandations émises lors de la séance du CCU du 09 juin 2021 pour le projet de remplacement au terme d'une démolition de l'immeuble ont été respectées

Il est proposé :

D'ÉMETTRE UN AVIS FAVORABLE AU PROJET DE REMPLACEMENT SOUMIS ET QUE LE PROJET SOIT REVU AFIN D'OFFICIALISER LA PROCÉDURE DE RÉVISION ARCHITECTURALE.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Montréal

CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

AVIS PRÉLIMINAIRE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

À la suite de sa réunion du 19 mars 2021

2547, boulevard Gouin Est

A21-AC-02

Localisation :	2547, boulevard Gouin Est Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Reconnaissance municipale :	Situé dans le site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet (LPC*) Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Situé dans le lieu historique désigné du Cœur historique du Sault-au-Récollet (LPC)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal** (CPM) émet un avis préliminaire à la demande de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, conformément au paragraphe 4.b de l'article 12.1 de son règlement.

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION

Le bâtiment à l'étude est situé au 2547, boulevard Gouin Est, faisant face à la rue André-Jobin. Il remplacerait une résidence détachée de deux étages et deux logements construit entre 1907 et 1913, qui occupe 113 m2 au sol sur un lot de 684 m2, soit 16% d'occupation du sol. Le terrain est légèrement plus grand que ceux du secteur, le bâtiment étant positionné en avancée par rapport à ses voisins immédiats. Le site est bordé par un plex moderne de 2 étages de 1967 et par un bungalow de 1956 de 1 étage. Il se trouve dans un secteur hétérogène marqué par la présence de grands arbres et d'un couvert végétal important, adjacent au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. Le site est en secteur de PIIA du Site patrimonial cité du Sault-au-Récollet, les typologies contributives du secteur étant celles de la maison « boomtown », de la maison cubique et de la maison appartenant à l'éclectisme victorien.

L'énoncé de valeur patrimoniale pour ce bâtiment indique que l'implantation pavillonnaire, le faible taux d'implantation, les larges dégagements et le gabarit de deux étages du bâtiment sont bien intégrés au secteur et typiques du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet. Il mentionne également que le bâtiment présente aussi une valeur historique, témoignant de l'évolution de ce secteur du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet relativement à son bâti[1].

[1] Ville de Montréal, Division du patrimoine (2013). « Énoncé de valeur patrimoniale : Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville) ».

* Loi sur le patrimoine culturel
** Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville en matière de patrimoine (règlement de la Ville de Montréal 02-136).

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm



Source : Ville de Montréal – Division du patrimoine (2013)

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet propose la démolition du bâtiment actuellement situé au 2547, boulevard Gouin Est et la construction d'une résidence de 2 étages en brique, avec sous-sol et toiture en pavillon de métal avec lucarnes. Le bâtiment serait implanté en alignement avec les résidences voisines. Un garage double en sous-sol est prévu avec accès latéral en plongée accentuant la pente naturelle du terrain. L'entrée principale est en retrait par rapport à la façade et est surmontée d'une marquise sur colonnes, à sa droite se trouve des fenêtres verticales sur deux niveaux. Des ouvertures, avec encadrement de pierre, sont disposées symétriquement sur le volume principal. Le bâtiment est apparenté à la typologie de la maison cubique.

ANALYSE DES ENJEUX

Le CPM a rencontré, lors de sa réunion en vidéoconférence du 19 mars 2021, les représentants de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, du Service de l'urbanisme et de la mobilité ainsi que des représentants externes afin d'analyser le projet de démolition du bâtiment situé au 2547, boulevard Gouin Est dans le but d'ériger une nouvelle résidence et remercie les participants pour leur présentation claire et détaillée. Le CPM a soulevé les enjeux énoncés dans les paragraphes qui suivent.

Monumentalité du bâtiment proposé et insertion dans le caractère villageois

Le CPM estime que le traitement monumental du bâtiment proposé, attribuable à son gabarit et à sa position au bout de la perspective de la rue André-Jobin, nuit à son insertion dans le contexte villageois du Sault-au-Récollet. Le caractère villageois est l'un des éléments caractéristiques du Sault-au-Récollet et le CPM juge primordial de le conserver. Plusieurs éléments du projet présenté contribuent à ce caractère monumental, notamment le gabarit du bâtiment, ses dimensions, son emprise au sol, sa toiture imposante et son expression architecturale. Il était notamment recommandé d'éviter les encadrements d'ouvertures en pierre. Ces éléments font en sorte que la résidence proposée est étrangère à son contexte.

Les éléments qui contribuent à créer le caractère de l'architecture de villégiature propre au secteur sont les vérandas, les balcons ou encore les petites articulations entre le corps de bâtiment et l'extérieur. Le CPM invite ainsi le demandeur à évaluer ces possibilités afin d'inscrire la résidence dans le caractère villageois du site patrimonial.

Implantation du bâtiment, descente de garage

Le CPM s'inquiète de la perte du caractère originel du lot, notamment sa topographie, suite aux excavations nécessaires au projet, particulièrement si une descente de garage devait être réalisée. Cet aspect nécessiterait l'ajout de plusieurs murs de soutènement ou encore de clôtures, dans le cas de la descente de garage, ce qui n'est pas souhaitable dans le contexte de ce secteur. L'ajout de clôtures pour la descente de garage viendrait également nuire aux perspectives visuelles du boulevard Gouin Est en plus de diminuer la relation du bâtiment avec la rue. Il recommande ainsi de réévaluer les possibilités en ce qui concerne le positionnement du garage ainsi que son accès.

Cour arrière

Le CPM recommande finalement que le niveau du sol de l'arrière-cour soit maintenu au niveau des deux lots avoisinants et du boisé qui se trouve à l'arrière et que les surfaces minéralisées soient diminuées. En ce sens, Il recommande également de réévaluer la nécessité de plantation d'une haie tel que proposé, l'absence de limite formelle entre la propriété et le boisé ayant été soulignée comme une qualité par le CPM.

AVIS PRÉLIMINAIRE ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis préliminaire à la demande visant à démolir le bâtiment se trouvant au 2547, boulevard Gouin Est dans le but d'ériger une nouvelle résidence. Bien qu'il ne s'oppose pas à la démolition du bâtiment existant, ce dernier étant en mauvais état, il juge que la proposition actuelle ne s'insère pas adéquatement dans le noyau villageois du Sault-au-Récollet. En ce sens, il émet les recommandations suivantes :

01. Revoir l'articulation et l'expression du bâtiment afin d'en réduire le caractère monumental;
02. Privilégier un autre matériau que la pierre pour l'encadrement des ouvertures;
03. Étudier des possibilités qui renforceraient le lien entre la résidence et la rue;

04. Réduire les surfaces minérales dans la cour arrière;
05. Éviter la plantation de haies le long de la limite arrière du terrain, à l'interface du parc;
06. S'assurer que le niveau du sol de l'arrière-cour soit compatible avec les résidences voisines;
07. Revoir la descente de garage pour éviter d'avoir à trop excaver ou encore d'avoir à installer une clôture.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 31 mars 2021

AVIS PRÉLIMINAIRE DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL[1]

À la suite de sa réunion du 19 novembre 2021

Démolition et remplacement du 2547-2549, boulevard Gouin Est

A21-AC-04

Localisation :	2547, boulevard Gouin Est Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Reconnaissance municipale :	Situé dans le site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet (LPC[2]) Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Situé dans le lieu historique désigné du Cœur historique du Sault-au-Récollet (LPC)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est consulté à la demande de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, conformément au paragraphe 4.b de l'article 12.1 de son règlement. Il émet un second avis préliminaire au projet.

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[3]

Le site est actuellement occupé par le 2547-2549, boulevard Gouin Est, une résidence détachée de deux étages et deux logements construite entre 1907 et 1913. Celle-ci a été grandement modifiée depuis sa construction et est présentent inoccupée. Le terrain est situé dans l'axe de la rue André-Jobin, dont il marque le bout, et est bordé par un bâtiment résidentiel de deux étages érigé en 1967 et par une maison unifamiliale d'un étage construite en 1956. Il jouxte également le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et est situé dans le site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet, constitué en 1992 et auquel s'applique un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

CONTEXTE DE LA DEMANDE

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a rencontré, lors de sa réunion en vidéoconférence du 19 novembre 2021, les représentants de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, l'architecte mandaté pour la conception du projet ainsi que les requérants (propriétaires). Cette présentation portait sur une version révisée du projet. Elle fait suite à la présentation d'une version préliminaire au CPM le 19 mars 2021. Le CPM avait par la suite émis un avis préliminaire (A21-AC-02) dans lequel il mentionnait ne pas être opposé à la démolition du bâtiment existant, mais jugeait que la

[1] Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine (règlement 02-136).
[2] Loi sur le patrimoine culturel.
[3] Ce texte repose sur : Ville de Montréal, Division du patrimoine. *Énoncé de valeur patrimoniale : Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)*. Montréal, Ville de Montréal, 2013, 5 p.

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

proposition présentée en mars ne s'insérait pas adéquatement dans le noyau villageois du Sault-au-Récollet. Il avait émis une série de recommandations dans le but de l'améliorer.



Le 2547-2549, boul. Gouin Est en 2013 (Photographie tirée de Ville de Montréal, Division du patrimoine. *Énoncé de valeur patrimoniale : Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)*. Montréal, Ville de Montréal, 2013, p. 1)



Le bâtiment en 2019 (Source : Cartes Google)

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet à l'étude propose la démolition du bâtiment actuellement situé au 2547-2549, boulevard Gouin Est et son remplacement par la construction d'une résidence de deux étages avec mezzanine, sous-sol et garage souterrain. La proposition présente un revêtement de brique et une toiture en pavillon avec recouvrement de métal. Le bâtiment serait implanté en alignement avec les résidences voisines. Un accès latéral en pente est prévu pour le garage double en sous-sol. Le bâtiment s'apparente à la typologie de la maison cubique.

Dans la proposition révisée, le volume a été découpé en trois plans (plutôt que deux) et le traitement architectural se veut plus moderne. Les lucarnes ont été retirées de la proposition d'origine et la couleur grise de la toiture est plus pâle. Les dimensions ont également été très légèrement réduites : le bâtiment a été rabaissé d'un pied (un pied en dessous du maximum permis par l'Arrondissement, qui est de 10 mètres) et a été aminci de 3 pieds en largeur (52 pieds plutôt que 55), alors que le niveau du rez-de-chaussée a été surélevé de 10 pouces, permettant ainsi d'adoucir la pente de l'entrée de garage. Les fenêtres proposées sont de plus grandes dimensions.

ANALYSE DES ENJEUX

Le CPM présente dans les paragraphes suivants ses réflexions et commentaires sur la version révisée du projet.

Monumentalité du bâtiment et intégration dans le caractère villageois

Dans son avis précédent, le CPM avait mentionné qu'il estimait que « le traitement monumental du bâtiment proposé, attribuable à son gabarit et à sa position au bout de la perspective de la rue André-Jobin, nuit à son insertion dans le contexte villageois du Sault-au-Récollet. » Il apprécie le travail qui a été fait en ce sens pour répondre aux commentaires qu'il a émis dans son avis préliminaire et souligne les efforts de l'architecte pour améliorer le projet tout en répondant à la commande de ses clients. Il comprend la difficulté de composer entre le programme demandé tout en répondant aux exigences du CCU et du CPM.

Toutefois, le CPM juge que les améliorations apportées sont beaucoup trop timides. Il est toujours d'avis que les dimensions, l'emprise au sol, la toiture imposante et l'expression architecturale du bâtiment contribuent toujours à sa monumentalité. Notons que la composition de la façade n'est toujours pas conforme au langage visuel de cette partie de la rue. De plus, malgré les efforts faits au niveau de l'articulation du volume, le CPM est grandement préoccupé par la très grande échelle des nouvelles fenêtres proposées, qui contribuent à l'effet de monumentalité. La résidence proposée n'est tout simplement pas adaptée au site.

L'énoncé de l'intérêt patrimonial du 2547-2549, boulevard Gouin Est (bâtiment visé par la demande de démolition) indique que « l'implantation pavillonnaire, le faible taux d'implantation, les larges dégagements et le gabarit de deux étages du bâtiment sont bien intégrés au secteur et typiques du site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet »[4]. De plus, le document identifie, parmi les éléments caractéristiques, « le faible gabarit du bâtiment qui s'intègre harmonieusement à celui des maisons voisines », « sa typologie pavillonnaire caractéristique du site patrimonial du Sault-au-Récollet (faible taux d'implantation, larges dégagements latéraux, grande cour arrière,

[4] Ville de Montréal, *op. cit.,* p. 1.

absence de rampe véhiculaire en façade »[5]. Le CPM ne comprend par conséquent pas pourquoi on lui présente un projet en contradiction avec ces éléments.

Le rôle du CPM est d'analyser si et comment un projet respecte les valeurs patrimoniales du lieu dans lequel il s'insère. Dans ce cas, il juge le projet inadapté dans le contexte du site patrimonial de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet. Il s'agit d'un privilège de construire une nouvelle résidence au sein d'un site patrimonial, en plus qu'il soit limitrophe avec le parc-nature de la Visitation.

Pour le CPM, il est d'autant plus difficile de bien évaluer l'insertion du bâtiment dans son contexte sans que lui soit présentée une élévation détaillée de la rue, ne montrant pas seulement la hauteur des bâtiments voisins, mais les présentant aussi dans leur ensemble, en intégrant les proportions de leurs ouvertures, leur expression architecturale, etc. Cet outil est essentiel pour comprendre la composition de la façade proposée en lien avec les autres bâtiments. Le CPM aurait également souhaité que lui soit présentée l'unité de paysage dans lequel s'insère le bâtiment.

Les services d'un consultant externe en patrimoine permettraient d'appuyer le concepteur dans la prise en compte du contexte patrimonial.

Enfin, le CPM note que la hauteur du bâtiment pourrait notamment être réduite en revoyant le programme au niveau des combles.

Implantation du bâtiment, descente de garage

Le CPM avait mentionné précédemment qu'il s'inquiétait « de la perte du caractère originel du lot, notamment sa topographie, suite aux excavations nécessaires au projet, particulièrement si une descente de garage devait être réalisée » et il recommandait de réévaluer le positionnement du garage et son accès. Il est reconnaissant que la descente vers le garage ait été réduite.

Aménagement paysager

L'énoncé de l'intérêt patrimonial du bâtiment existant mentionne qu'il « présente une localisation privilégiée dans un secteur marqué par la présence de grands arbres et d'un couvert végétal important, adjacente au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation »[6]. L'arrimage du terrain avec son le contexte paysager est donc primordial dans le respect des caractéristiques patrimoniales du site.

En ce sens, le CPM souligne l'effort de réduction de la superficie de surfaces bétonnées dans la cour arrière en vue d'augmenter le verdissement du site. Il apprécie également que le verdissement du site ait augmenté, passant de 33% à 41% en raison de la réduction de l'implantation du bâtiment. L'arrimage du site avec les autres lots a été amélioré.

[5] *Ibid.*, p. 3.
[6] *Ibid.*, p. 1.

AVIS PRÉLIMINAIRE ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un second avis préliminaire à la demande visant à démolir le bâtiment se trouvant au 2547-2549, boulevard Gouin Est dans le but d'ériger une nouvelle résidence. Il ne s'oppose pas à la démolition du bâtiment actuel. Il juge toutefois que la proposition de remplacement est inadéquate dans le secteur du noyau villageois du Sault-au-Récollet. La question de la monumentalité est toujours la problématique principale du bâtiment.

En ce sens, bien que le projet soit conforme au niveau de la réglementation, le CPM juge qu'il n'est pas recevable. Cette situation démontre l'intérêt de peaufiner le PIIA, qui a été développé récemment. Cela dit, il souligne la difficulté de la position de l'Arrondissement qui est face à un projet conforme à la réglementation, mais inadapté. Le CPM invite à cet égard l'Arrondissement à retravailler son PIIA en s'appuyant sur les caractéristiques de l'énoncé patrimonial afin d'éviter que d'autres projets de ce type ne soient développés.

Le CPM émet les recommandations suivantes :

1. Faire l'exercice de comprendre les valeurs et caractéristiques patrimoniales du site de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet et voir comment le projet peut s'y intégrer harmonieusement;
2. Réaliser une élévation de rue complète, montrant l'ensemble des bâtiments voisins (leur hauteur, gabarit, ouvertures, matériaux, couleurs, etc.) et prendre en compte la perspective de la rue André-Jobin;
3. Présenter l'unité de paysage auquel le site appartient et démontrer comment la proposition s'y intègre;
4. Réduire la monumentalité du bâtiment notamment en :

   4a. Révisant la proportion des fenêtres pour une intégration harmonieuse avec l'architecture environnante;

   4b. Travaillant davantage l'articulation et la composition du bâtiment en lien avec son contexte;

   4c. Repensant le programme afin de réduire la hauteur du bâtiment;

   4d. Revoyant le rapport entre l'intérieur de la maison et le boisé à l'arrière (parc-nature de l'Île-de-la-Visitation) afin de repenser le plan;
5. Faire appel à un consultant externe en patrimoine afin de mieux prendre en compte le contexte patrimonial;
6. Réduire davantage, si possible, l'impact visuel de l'entrée de garage.

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,



Peter Jacobs
Le 17 décembre 2021

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL[1]

Réuni le 18 février 2022

Démolition du 2547-2549, boulevard Gouin Est

A22-AC-01

Localisation :	2547-2549, boulevard Gouin Est Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Reconnaissance municipale :	Situé dans le site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet (LPC[2]) Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance provinciale :	Situé dans le lieu historique désigné du Cœur historique du Sault-au-Récollet (LPC)
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis à la demande de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, conformément au paragraphe 4.b de l'article 12.1 de son règlement.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DU SITE[3]

Le site à l'étude (2547-2549, boulevard Gouin Est) est actuellement occupé par une résidence détachée de deux étages et deux logements construite entre 1907 et 1913. Celle-ci a été grandement modifiée depuis sa construction et est vacante depuis 2011. Elle présente aussi un état de précarité qui constitue une nuisance pour le secteur, voire un lieu préoccupant pour la sécurité du public.[4]

Le terrain est situé dans l'axe de la rue André-Jobin, dont il marque le bout, et est bordé par un bâtiment résidentiel de deux étages érigé en 1967 et par une maison unifamiliale d'un étage construite en 1956. Il jouxte également le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et est situé dans le site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet et auquel s'applique un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

CONTEXTE DE LA DEMANDE

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) a rencontré, lors de sa réunion en vidéoconférence du 18 février 2022, les représentants de l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville ainsi qu'un représentant du Service de l'urbanisme et de la mobilité sur une demande de démolition visant l'immeuble situé au 2547-2549, boulevard Gouin Est. Auparavant, le

[1] Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine (règlement 02-136).
[2] Loi sur le patrimoine culturel.
[3] Ce texte repose notamment sur : Ville de Montréal, Division du patrimoine. *Énoncé de l'intérêt patrimonial : Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)*. Montréal, Ville de Montréal, 2013, 5 p.
[4] Données tirées d'un document transmis par l'Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville pour la séance du 18 février 2022.

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

CPM a été consulté à deux reprises à la demande de l'Arrondissement pour cette même propriété, donnant lieu à un avis préliminaire (A21-AC-02) émis le 31 mars 2021, ainsi qu'à un second avis préliminaire (A21-AC-04) émis le 17 décembre 2022.



Le 2547-2549, boul. Gouin Est en 2013 (Photographie tirée de Ville de Montréal, Division du patrimoine. *Énoncé de valeur patrimoniale : Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)*. Montréal, Ville de Montréal, 2013)



Le bâtiment en 2019 (Source : Cartes Google, site consulté en février 2022)

ANALYSE DES ENJEUX

Le CPM est informé de l'état de vétusté du bâtiment et de sa condition qui crée une nuisance pour le secteur ainsi que des enjeux pour la sécurité du public. Il note aussi que l'intérêt patrimonial de la propriété repose principalement sur sa localisation et ses caractéristiques paysagères plutôt que sur la valeur architecturale de l'immeuble[5].

En ce qui a trait au projet de démolition, le CPM suggère à l'Arrondissement de recourir à des moyens favorisant la conservation et la qualité du paysage urbain durant la période de transition entre la démolition de l'immeuble et le futur projet de remplacement. Il propose, par exemple, de clôturer la propriété, de niveler le sol durant cette période, etc. Il juge aussi qu'il soit favorable que le projet de remplacement soit soumis à la Ville dans les meilleurs délais possible.

Lors de la démolition, le CPM recommande d'assurer la protection des arbres existants sur le site lors de la démolition. Dans un esprit de développement durable et de transition écologique, le CPM suggère aussi de favoriser la réutilisation des matériaux.

Considérant que la propriété est située dans un secteur possédant un couvert végétal important, le CPM réitère également l'importance de réaliser des interventions respectant la valeur paysagère du lieu, notamment en ce qui a trait à l'implantation du futur immeuble. Il voit aussi d'un bon œil la collaboration de la Division du patrimoine (SUM) sur le projet de remplacement.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal émet un avis favorable à la demande de démolition du bâtiment situé au 2547-2549, boulevard Gouin Est. Le CPM émet les recommandations suivantes sur le projet de démolition:

01. Durant la période de transition entre la démolition et le nouveau projet, recourir à moyens favorisant la conservation et la qualité du paysage urbain (ex. clôturer la propriété, niveler le sol, etc.);
02. Lors de la démolition, assurer la protection des arbres existants sur le site;
03. Dans un esprit de développement durable, envisager des moyens favorisant la réutilisation des matériaux.

En vertu du règlement 02-002 (article 1, alinéa 4, paragraphe 1b), le CPM souhaite également que le projet de remplacement révisé lui soit soumis pour avis. Il invite le requérant à consulter les recommandations émises dans les avis précédents à cet effet.

Note adressée au demandeur : Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

[5] Ville de Montréal, Division du patrimoine. *Énoncé de l'intérêt patrimonial : Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)*. Montréal, Ville de Montréal, 2013, 5 p.

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,



Peter Jacobs

Le 2 mars 2022

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec

Direction des services à la clientèle de l'Île de Montréal

PAR COURRIEL

Montréal, le 20 août 2021

Monsieur Gilles Côté
Directeur
Direction du développement du territoire
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
555, rue Chabanel Ouest
Montréal (Québec) H2N 1G6
gilles.cote@montreal.ca

Monsieur le Directeur,

À la suite de la réception de l'avis d'intention de votre arrondissement d'émettre un permis visant la démolition du 2547-2549, avenue Gouin Est, Montréal, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, le ministère de la Culture et des Communications a procédé à l'analyse du dossier.

Nous souhaitons vous informer que suivant la recommandation du Ministère, la ministre n'entend pas intervenir dans le dossier puisque l'intérêt patrimonial de l'immeuble n'est pas suffisant pour le justifier. Cependant, l'analyse effectuée permet de constater que le bâtiment situé à cette adresse présente un intérêt de par son insertion dans le Site patrimonial cité de l'Ancien-Village-du-Sault-au-Récollet.

Également, nous vous rappelons que la Ville de Montréal peut toujours choisir d'utiliser son pouvoir de citation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel afin de protéger l'immeuble. Elle a également le pouvoir de s'assurer que le projet de remplacement est en cohérence avec les valeurs du site patrimonial cité. Comme vous le savez, la préservation du patrimoine immobilier permet un développement harmonieux du territoire. Il s'agit d'une responsabilité que nous partageons au bénéfice des générations actuelles et futures.

Finalement, nous vous rappelons que votre arrondissement doit attendre la fin du délai de 90 jours prescrit à la Loi avant d'émettre son permis.

Pour toute information supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec M^me^ Sophie Morin, conseillère en développement culturel à l'adresse de courriel suivante : sophie.morin@mcc.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.

Le directeur,

Jonathan Guénette

c. c. M^me^ Caroline Lépine, cheffe de division, Direction de l'urbanisme, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
M. Mathieu Payette-Hamelin, chef de section, Direction de l'urbanisme, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal

N/Réf. : 41581

1435, rue De Bleury, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 2H7
Téléphone : 514 864-8117
Télécopieur : 514 864-2448
Courriel : dm@mcc.gouv.qc.ca
www.mcc.gouv.qc.ca

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL

Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)

Désignation au Plan d'urbanisme : Située dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : Située dans le site patrimonial cité de l'ancien village du Sault-au-Récollet
Désignation patrimoniale fédérale : Aucune



2547-2549, boulevard Gouin Est.
(Source : Ville de Montréal (VdM), février 2013)



Photo aérienne 2009. Le site visé est identifié par une flèche rouge.
(Source : MapInfo, VdM)

SYNTHÈSE DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL

L'intérêt patrimonial de la propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est repose d'abord sur sa valeur paysagère urbaine. Elle occupe une position stratégique sur ce tronçon étroit du boulevard Gouin, paisible et bordé d'arbres, et présente une localisation privilégiée dans un secteur marqué par la présence de grands arbres et d'un couvert végétal important, adjacente au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. De plus, l'implantation pavillonnaire, le faible taux d'implantation, les larges dégagements et le gabarit de deux étages du bâtiment sont bien intégrés au secteur et typiques du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet.

Le bâtiment présente aussi une valeur historique, témoignant de l'évolution de ce secteur du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet relativement à son bâti.

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL

Propriété située aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est (arrondissement Ahuntsic-Cartierville)

DÉMARCHE

Cet énoncé répond à une demande faite par l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville à la Division du patrimoine de la Direction de la culture et du patrimoine pour l'évaluation de l'intérêt patrimonial de ce site en collaboration avec l'arrondissement. Il se base sur la consultation d'une documentation sur le site, sur les expertises et expériences des participants au groupe de travail et sur une série d'observations et de constats découlant de la visite des lieux effectuée le 25 février 2013.

CHRONOLOGIE

18e siècle	Terres agricoles à l'est du village du Sault-au-Récollet. Ouverture du chemin qui deviendra le boulevard Gouin
Début 19e siècle	Propriété faisant partie du lot 129 bordant River Road (aujourd'hui boulevard Gouin Est) et se rendant à la rivière des Prairies
Entre 1907 et 1913	Construction de la partie avant (rectangulaire) de la maison
Avant 1949	Ajout de la partie arrière
1952	Ouverture de la rue André-Jobin
1984	Vente par la Ville de Montréal de la lisière de terrain attenante à la propriété du côté ouest (intégrée depuis à la pro priété visée)
1992	Constitution du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet en vertu de la Loi sur les Biens culturels
Années 1940 à ce jour	Multiples occupations résidentielles et commerciales (p.ex. restaurant, salon de coiffure). Le bâtiment est vacant depuis octobre 2011 et aujourd'hui placardé.

LES VALEURS

VALEUR PAYSAGÈRE URBAINE



Le site visé est identifié par une flèche rouge. (Source : VdM, février 2013)



La cour arrière de la propriété visée et le boisé du parc-nature. (Source : VdM, février 2013)



L'alignement des plans de façade. Le site visé est identifié par une flèche rouge. (Source : SIGS, VdM)

La valeur paysagère urbaine de la propriété sise aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est repose sur :

- sa position stratégique sur ce tronçon étroit, paisible et bordé d'alignements d'arbres du boulevard Gouin (tracé fondateur et parcours riverain);
- sa localisation privilégiée dans un secteur marqué par la présence de grands arbres et d'un couvert végétal important, adjacente au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation;
- l'implantation pavillonnaire, le faible taux d'implantation, les larges dégagements et le gabarit de deux étages du bâtiment bien intégrés au secteur et typiques du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet.

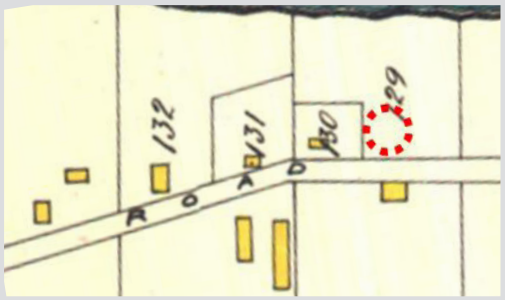
ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

Éléments portant la valeur PAYSAGÈRE URBAINE

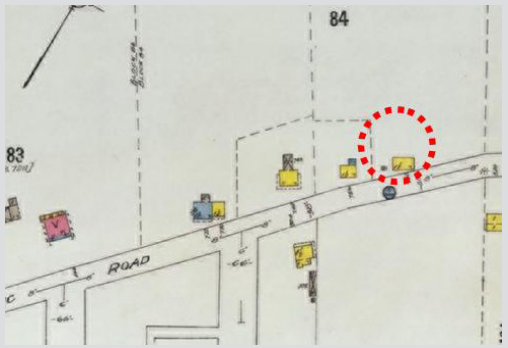
- La localisation de la propriété :
  - le long de ce tronçon courbe du boulevard Gouin et dans l'axe de la rue André-Jobin;
  - dans le site patrimonial du Sault-au-Récollet, 1 km à l'est de son noyau villageois et dans le voisinage de plusieurs maisons de grand intérêt;
  - adjacente au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation;
  - en avant-plan du boisé du parc-nature, les arbres du parc composant l'arrière-scène de la vue s'offrant sur le bâtiment depuis le boulevard et la rue André-Jobin.
- Le faible gabarit du bâtiment qui s'intègre harmonieusement à celui des maisons voisines.
- Sa typologie pavillonnaire caractéristique du site patrimonial du Sault-au-Récollet (faible taux d'implantation, larges dégagements latéraux, grande cour arrière, absence de rampe véhiculaire en façade).
- Le plan de façade du bâtiment, perpendiculaire aux limites latérales de lot et parallèle aux plans de façade des maisons bordant le boulevard dans ce secteur (à l'exception des deux maisons se trouvant à l'intersection du boulevard et de la rue André-Jobin).
- La topographie de la propriété présentant une dénivellation en pente, la cour arrière étant en contrebas de la rue et en lien avec le niveau du parc.

LES VALEURS

VALEUR HISTORIQUE



Le secteur en 1907. Le site visé est entouré de rouge. (Source : A.R. Pinsonneault, Atlas of the City of Montreal and Vicinity, VdM)



Le secteur en 1913. Le site visé est entouré de rouge. (Source : Charles E. Goad, Atlas of the City of Montreal and Vicinity, VdM)

La valeur historique de la propriété sise aux 2547 et 2549, boulevard Gouin Est repose sur :

- sa localisation en bordure du boulevard Gouin, tracé fondateur de l'île de Montréal;
- son témoignage de l'évolution qu'a connue ce secteur du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet relativement à son bâti.

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

Éléments portant la valeur HISTORIQUE

La localisation du site en bordure du boulevard Gouin, au sein du site patrimonial de l'ancien village du Sault-au-Récollet.

BIBLIOGRAPHIE

ATELIER B.R.I.C. architectes + urbaniste, Recherche documentaire préalable – 2547-49, boulevard Gouin Est, Février 2013.

GROUPE DE TRAVAIL

Pierre Alarie, conseiller en aménagement, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Ville de Montréal (VdM)

Cécile Baird, Atelier B.R.I.C., consultant pour le propriétaire

Gaétan Bélisle, architecte-planification, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville, VdM

Denise Caron, conseillère en aménagement, Division du patrimoine, Direction de la culture et du patrimoine (DCP), VdM

Françoise Caron, conseillère en aménagement, Division du patrimoine, DCP, VdM

Ricardo Di Paolo, propriétaire des 2547 et 2549, boulevard Gouin Est

RÉDACTRICE

Françoise Caron, conseillère en aménagement, Division du patrimoine, DCP, VdM

RECHERCHE DOCUMENTAIRE PRÉALABLE

en vue de l'évaluation patrimoniale d'un bâtiment de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville à Montréal



2547- 49, boulevard Gouin Est

A t e l i e r B.R.I.C.
Architectes + urbaniste

Février 2013

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3

Méthodologie 4

Situation actuelle 5

- Identification du bâtiment
- Statut de protection
- État du lieu

Synthèse de l'évolution 7

- Chronologie
- Analyse

Étude des composantes 10

- Le bâtiment
- Le paysage

Bibliographie 19

INTRODUCTION

Le mandat consiste à réaliser la recherche documentaire préalable sur un bâtiment, le 2547-49, boulevard Gouin Est, construit dans un secteur à valeur patrimoniale exceptionnelle. Ce travail, permettant de comprendre l'évolution du site, comprend l'identification du bâtiment, les informations sur ses composantes, des illustrations passées et présentes ainsi que toute autre information pertinente. Cette documentation permet d'identifier les composantes caractéristiques du lieu, de les décrire et de les qualifier clairement.

Ces informations permettent de constituer le dossier documentaire tel que requis par la Ville de Montréal. Il servira de base à la discussion des intervenants lors de la visite du lieu. Le document qui rend compte de la recherche servira également à dégager les valeurs qui font consensus et à identifier les éléments physiques qui les incarnent. La démarche présentée ici suit les directives du *Guide d'application du processus d'évaluation menant à la formulation d'un énoncé d'intérêt patrimonial* élaboré en 2012 par la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montréal.

MÉTHODOLOGIE

La documentation nécessaire à la rédaction de cette étude est obtenue selon la nature des informations requises. Les données qui ont trait à l'état actuel du bâtiment sont recueillies lors d'une visite du site, lors d'une inspection sommaire du bâtiment et d'un relevé photographique.

Les données qui ont trait à l'historique du bâtiment sont obtenues à partir d'un travail de recherche en archives. Une recherche iconographique est aussi effectuée et, s'il y a lieu, un examen de la production architecturale du concepteur du bâtiment. Une autre recherche de données consiste à trouver des exemples d'édifices similaires construits à Montréal à la même époque. Cette information permet de comparer le bâtiment étudié à la production architecturale courante d'édifices du même type.

Les principales sources documentaires et iconographiques consultées sont les suivantes :

- Le Service des permis de construction de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville ;
- Les archives de la Ville de Montréal ;
- Les annuaires Lovell de Montréal ;
- La Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ);
- The Canadian Architecture Collection de l'Université McGill (CAC) ;
- Bibliothèques des écoles d'architecture des universités de Montréal et de McGill.

Les sources bibliographiques sont énumérées à la fin du document.

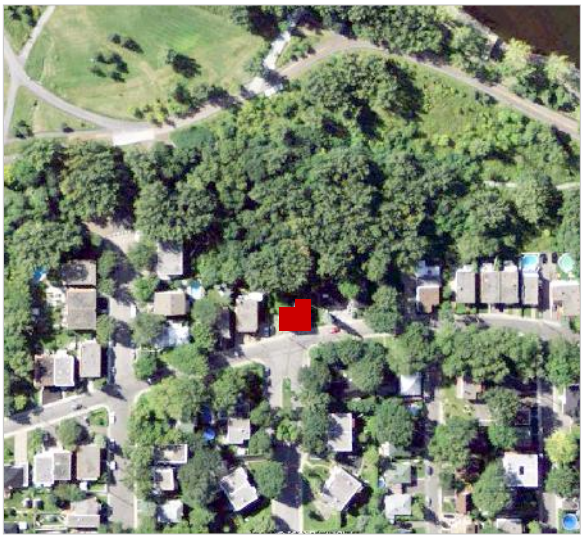
SITUATION ACTUELLE



La propriété, sise du côté nord du boulevard Gouin Est



La rue André-Jobin, directement en face de la propriété



La maison et le contexte verdoyant du boulevard Gouin

IDENTIFICATION

Adresse civique : 2547-49, boul. Gouin E.

Arrondissement : Ahuntsic-Cartierville

Propriétaire : M. Ricardo Di Paolo

STATUT

Situé dans un secteur patrimonial significatif (secteur 89) SP-5, 'Parcours riverain'

Situé dans un 'secteur à valeur patrimoniale exceptionnelle' (Ancien village du Sault-au-Récollet) du Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal.

ÉTAT DU LIEU

L'environnement urbain

Le bâtiment à l'étude fait partie de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville de la Ville de Montréal. Il se trouve à un peu plus d'un kilomètre de l'ancien noyau villageois de Sault-au-Récollet et du pont Papineau-Leblanc.

La maison est située du côté nord du boulevard Gouin Est, l'un des tracés fondateurs de l'île de Montréal, qui longe la rivière des Prairies d'est en ouest. Le Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation se déploie à l'arrière de la propriété. Le bâtiment fait face à la rue André-Jobin, qui est dotée d'un terre-plein planté d'arbres à l'intersection du boulevard Gouin. Le tracé du boulevard s'incurve aux abords de la maison. Sa chaussée étroite est bordée de trottoirs et de grands arbres matures.



Le contexte du bâtiment à l'étude

Le 2547-49 boulevard Gouin Est s'inscrit dans un environnement bâti hétérogène. Cette portion du boulevard est bordée autant de maisons de villégiature et de bâtiments de faubourg datant des années 1920 que de plex et de bungalows des années 1960.

Les maisons voisines sont isolées ou jumelées et comportent une marge de recul avant assez large pour y aménager des plantations ou une aire de stationnement. Elles ont un toit plat ou une toiture à plusieurs versants. Leurs murs extérieurs sont recouverts d'une panoplie de matériaux : parement de clins de bois, de clins métalliques, de clins de vinyle, de briques de teintes variées, de stuc, de pierres naturelles, ou de pierres artificielles.



Le bungalow moderne voisin, du côté est



Maison de faubourg dite 'Four-Square' et plex moderne



Le plex moderne voisin, du côté ouest



Maison rénovée et agrandie, située vis-à-vis la propriété

SYNTHESE DE L'EVOLUTION

Chronologie du Sault-au-Récollet (*)

En 1615, le père Joseph Le Caron, en compagnie de Samuel de Champlain, s'arrête aux rapides de la rivière des Prairies et emprunte le chemin de portage des Amérindiens. Il y célèbre la première messe sur l'île de Montréal. En 1625, le récollet Nicolas Viel, un missionnaire français, et son compagnon Ahuntsic, un jeune français vivant à l'Amérindienne, se noient dans les rapides. Ce lieu est désormais nommé Sault-au-Récollet.

En 1696, le sulpicien Vachon de Belmont construit le fort Lorette à l'emplacement actuel de l'ensemble paroissial et établit une mission amérindienne. Cette mission est déplacée à Oka en 1721 et on assiste au début de la colonisation de la côte de Nouvelle-Lorette.

En 1726, les sulpiciens construisent une digue entre la rive et l'île de la Visitation. Dès 1728, on y compte trois moulins alimentés par la force des rapides. (…) En 1736, le peuplement des campagnes environnantes suscite la création de la paroisse de la Visitation-du-Sault-au-Récollet. La chapelle du fort Lorette sert de lieu de culte jusqu'à l'édification d'une nouvelle église en 1751. L'église de la Visitation-du-Sault-au-Récollet, qui subsiste encore, est la plus ancienne de Montréal.

Loti vers 1798 par les sulpiciens sur une partie de leur domaine, le village connaît une forte croissance pendant cette période. Outre les maisons villageoises, on y retrouve des résidences de notables imposantes. Plusieurs maisons de ferme bordent aussi le boulevard Gouin Est qui s'appelle, à cette époque, le chemin du Bord-de-l'Eau. (…) Entre 1859 et 1874, le pont des Anges permet d'accéder à l'île Jésus (…) À peu près à la même époque, deux institutions sont construites. Le collège Sophie-Barat (ancien-nement l'externat Sainte-Sophie) veille à l'éducation des jeunes filles tandis que le collège Mont-Saint-Louis (anciennement le noviciat Saint-Joseph) prépare les jeunes garçons à la vocation religieuse.

En 1895, la Montreal Park & Island met en service un tramway électrique (…) Le tramway facilite les déplacements au nord de l'île ainsi que le développement urbain. Des grandes résidences d'été et des maisons recouvertes de brique d'argile, à caractère urbain, sont construites le long du boulevard Gouin Est entre les maisons de ferme. Dès 1907, les terres agricoles entre les rues Papineau et des Prairies sont divisées en parcelles et de nouvelles rues sont tracées.

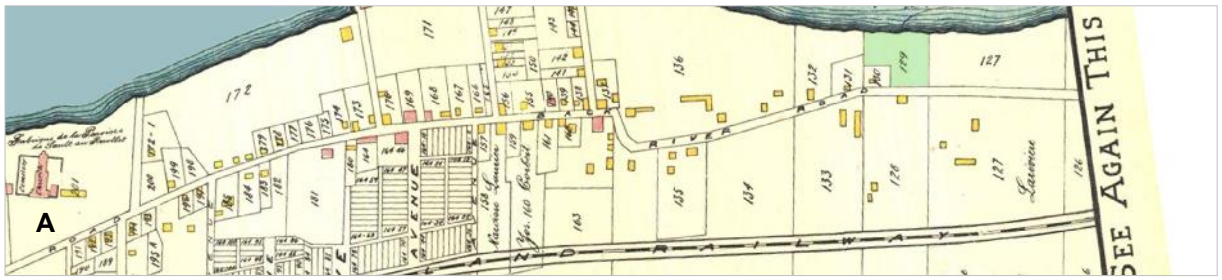
En 1910, le chemin du Bord-de-l'Eau est nommé boulevard Gouin en l'honneur de Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre puis lieutenant-gouverneur du Québec. Érigé en municipalité de village en 1910, le Sault-au-Récollet acquiert le statut de ville en 1914 et est annexé à Montréal en 1916.

En 1928, la construction de la centrale électrique de Rivière-des-Prairies modifie l'environnement des moulins. Le barrage élimine les rapides et inonde les îlots Hibou et Sergent. Les buttes de l'île de la Visitation sont aussi aplanies.

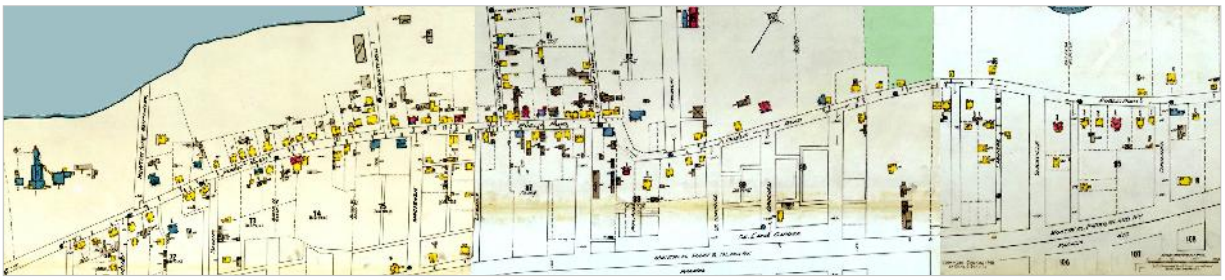
À la fin des années 1950, la circulation automobile prend de l'ampleur et en 1959, on perce le boulevard Henri-Bourassa. L'urbanisation rejoint la rivière des Prairies. Les terres agricoles sont subdivisées afin de permettre la construction de résidences. Les moulins cessent leurs activités en 1960. L'implantation du pont Papineau-Leblanc, à la fin des années 1960, sépare l'église paroissiale de son noyau villageois.

Vers la fin des années 1970, les qualités patrimoniales et naturelles de ce lieu sont de plus en plus reconnues. Le parc de l'île de la visitation est inauguré en 1983, l'ancien village du Sault-au-Récollet est protégé et mis en valeur par la constitution d'un site du patrimoine en 1992 et le nouvel aménagement mettant en valeur le site des moulins est inauguré en 1998.

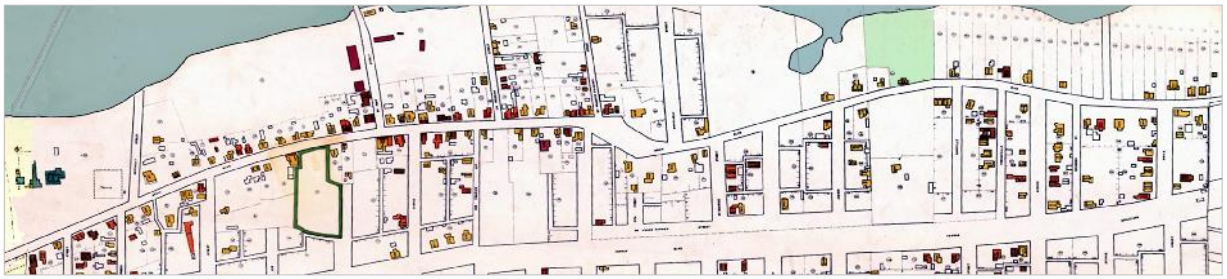
* Texte provenant du Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal, «Ancien village du Sault-au-Récollet» dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.



Le site à l'étude (en vert) à l'est de l'église de la Visitation (**A**) et du village de Sault-au-Récollet en 1907 *(Pinsoneault, BAnQ)*



Plan du même secteur du boulevard Gouin et le site en 1913 *(Atlas Goad, BAnQ)*



Plan du même secteur du boulevard Gouin et le site en 1949 *(Plan d'assurances, Ville de Montréal, BAnQ)*

Analyse de l'évolution

Au 18e siècle, la propriété à l'étude fait partie des terres agricoles, tracées perpendiculairement à la rivière, à l'est du village de Sault-au-Récollet. Plusieurs maisons de ferme bordent le boulevard Gouin qui se nomme, à cette époque, le chemin du Bord-de-l'Eau. Au 19e siècle, le paysage autour du village est encore composé de champs et de pâturages.

D'après le plan de Pinsoneault, datant de 1907, le site fait partie d'une grande parcelle sise entre la rivière et le chemin (coloré en vert). Un lot bâti, situé au sud-ouest de la parcelle, est le fruit d'une subdivision antérieure.

En 1913, on constate que plusieurs autres parcelles agricoles sont subdivisées et des rues sont tracées. Sur le site à l'étude (voir la parcelle en vert) un bâtiment en bois, de forme rectangulaire, est implanté en bordure du chemin.

Ce bâtiment paraît également sur le plan de 1949, avec en plus, une petite dépendance arrière. À la page suivante, une photo aérienne de cette époque montre le site et son voisinage tandis qu'un plan municipal montre le tracé de la nouvelle rue André-Jobin, directement en face de la propriété, ouverte en 1952.

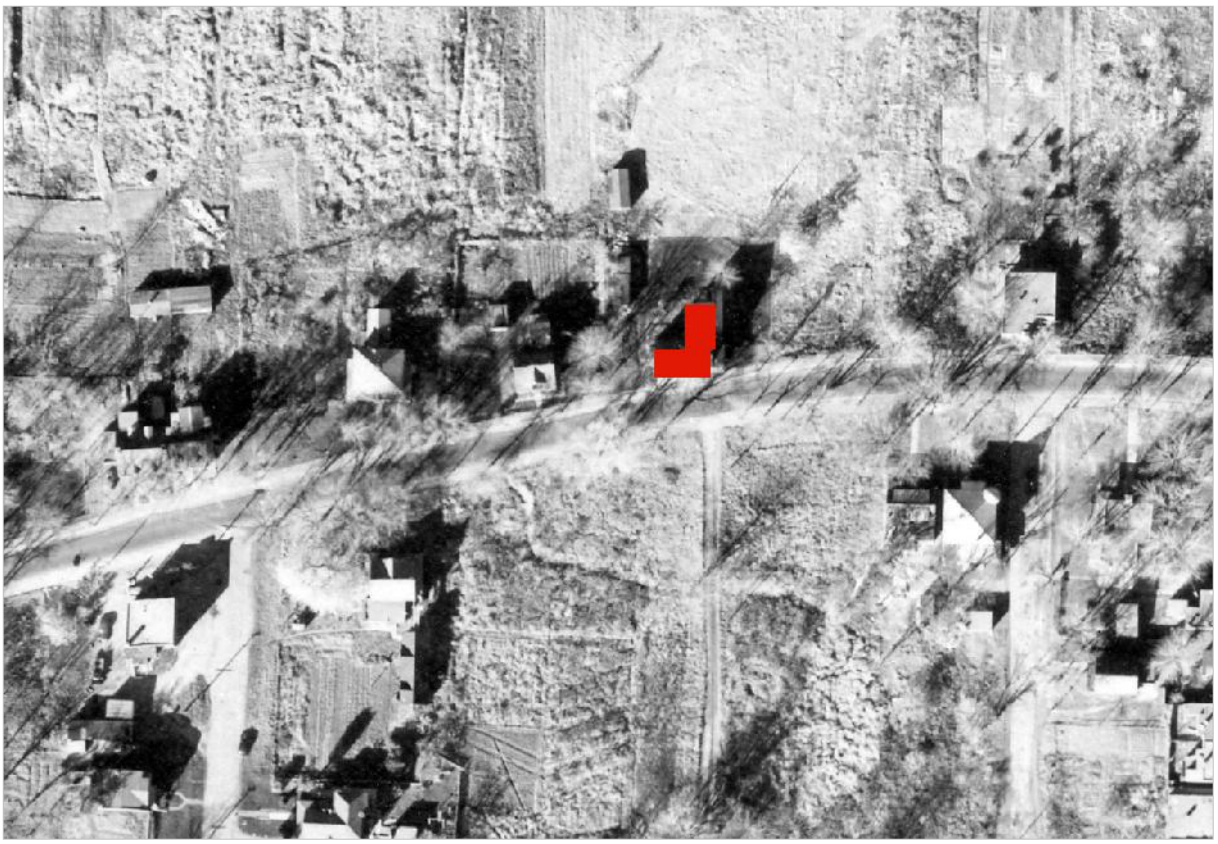
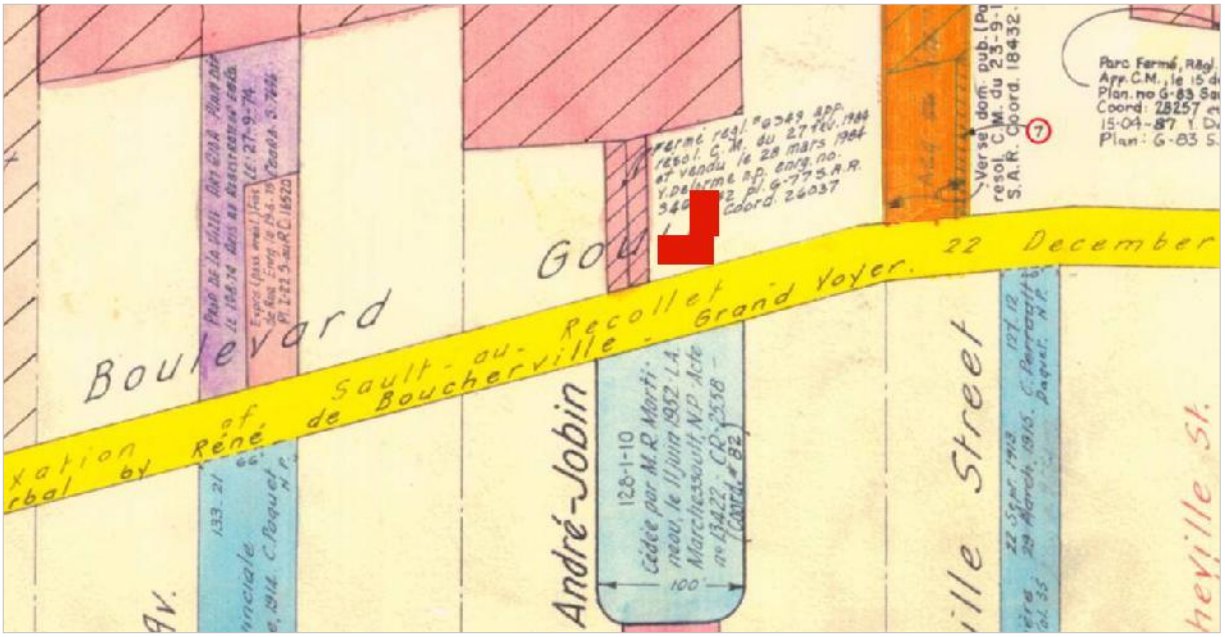


Photo aérienne datant de 1947 avec le bâtiment à l'étude identifié en rouge *(Ville de Montréal)*



Extrait de plan *(VP-6-15)* provenant du *Livre des propriétés de Ville de Montréal, Division de la géomatique,* montrant les propriétés de la Ville et leurs dates d'acquisition pour fins de parcs, emprises de rues, d'égoûts, etc. L'emplacement approximatif du bâtiment à l'étude est ajouté en rouge, devant l'emprise de la rue André-Jobin.

ETUDE DES COMPOSANTES

LE BÂTIMENT

Description

La charpente du bâtiment est composée de colombages, de poutres et de poteaux de bois reposant sur des murs de fondation en pierres et en béton. Les murs extérieurs sont recouverts de matériaux divers : planches verticales en bois peint, clins verticaux métalliques, clins de vinyle et stuc. Le toit plat comporte une fausse mansarde recouverte de bardeaux d'asphalte. Un élément décoratif recouvert de bardeaux de cèdre sépare le niveau du rez-de-chaussée de l'étage.

Les fenêtres en bois de tailles différentes sont de type guillotine. Les fenêtres à l'arrière, côté ouest, sont métalliques et coulissantes.

L'entrée principale du bâtiment est à plain-pied et s'ouvre sur une cour avant asphaltée. L'entrée latérale, du côté est, est protégée des intempéries par une marquise, composée d'une toiture à faibles pentes, recouverte de bardeaux d'asphalte, soutenue par des poteaux d'acier. Un escalier extérieur qui s'appuie sur le mur latéral ouest, mène au logement à l'étage.

Aucun plan du bâtiment ne subsiste aujourd'hui à part deux feuilles d'esquisses datant de 1968, présentant des transformations à effectuer au rez-de-chaussée, à la charpente et à la façade avant.



Façades avant et latérale est



Façades arrière



Façade latérale ouest avec escalier extérieur



Fenêtres coulissantes et parement de vinyle du mur arrière



Mur en pierre et poutre en bois d'origine



Charpente en béton datant des travaux de 1968 (A)



Solives et sous-plancher en bois

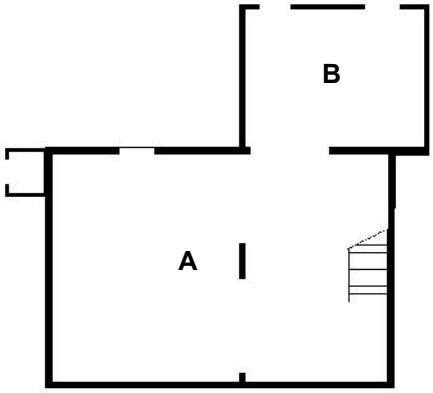
Les espaces intérieurs

Sous-sol

Les espaces situés au sous-sol servent au rangement et on y trouve une ancienne fournaise à mazout. La charpente en bois ainsi que les murs de fondation sont apparents.

La hauteur de plafond de la partie avant, ouest, (A) a été modifiée lors de travaux pour rabaisser le niveau du plancher du rez-de-chaussée, en 1968.

Les fondations de la partie avant du bâtiment sont en pierre tandis que celles de la partie arrière (B), sont en béton. Une porte située dans le mur de fondation en béton donne accès à la cour arrière.



Plan sommaire du sous-sol



A) Entrée et marches



B) Cuisine à l'arrière



C) Mur ouest de la salle commerciale



D) Salon à l'arrière



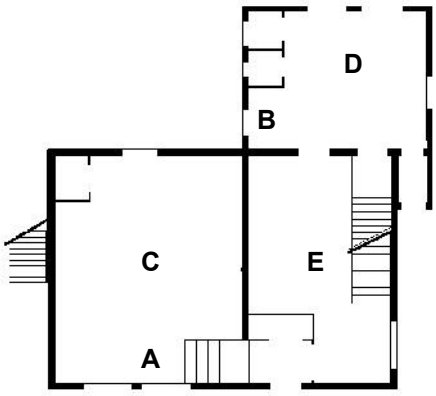
E) Hall du rez-de-chaussée et escalier menant à l'étage

Rez-de-chaussée

Le rez-de-chaussée comprend une grande salle en façade accessible par la porte avant, en descendant quatre marches vers la gauche (A). Cette aire avait une vocation commerciale (C).

Les pièces de la résidence sont accessibles à la fois par une porte localisée à droite de l'entrée principale et par une porte extérieure, aménagée sur la façade latérale du bâtiment. Cette entrée latérale donne sur le salon (D) dans lequel on retrouve un comptoir de cuisine (B), un placard et une salle de bain. À partir du hall, (E) on peut monter à l'étage.

Les finis intérieurs sont variés comprenant du prélart, des tuiles acoustiques, du papier-brique et du linoléum.



Plan sommaire du rez-de-chaussée



A) Chambre avant, côté est



B) Chambre arrière, côté ouest

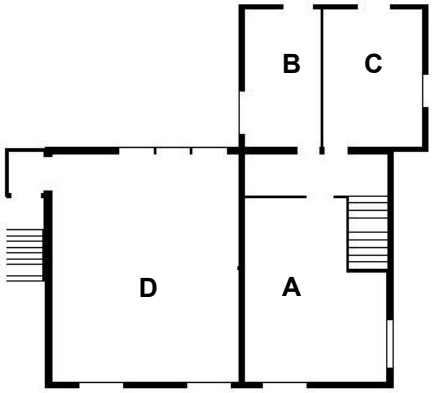


C) Chambre arrière, côté est

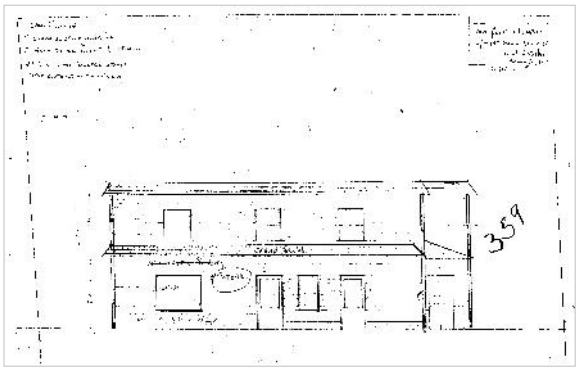
Étage

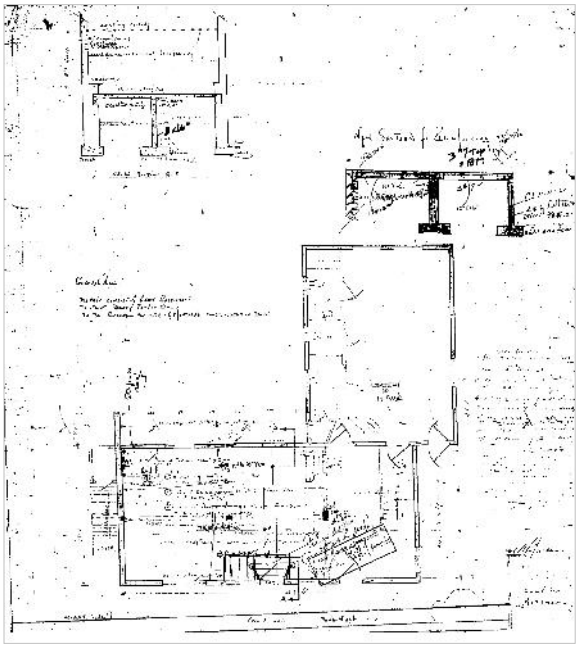
Les trois chambres de la résidence principale se trouvent à l'étage (A, B et C) ainsi qu'un autre logement ayant une entrée séparée aménagée sur la façade latérale ouest (D).

Comme au rez-de-chaussée, les types de finis intérieurs sont multiples : prélart, gypse, tuiles acoustiques au mur comme au plafond. Des toiles en plastique installées au plafond sont le signe d'infiltrations d'eau par la toiture.



Plan sommaire de l'étage





A) Élévation, coupe et plan datant de 1968 *(archives de l'arrondissement)*



Photo du bâtiment en 1981 *(Ville de Montréal)*

Concepteur / œuvre du concepteur

Aucune information n'est disponible au sujet du concepteur de ce bâtiment. Il a peut-être été construit par son propriétaire ou par un entrepreneur local.

Propriétaire et occupants marquants

Ce bâtiment n'est vraisemblablement pas associé à un personnage ou à un événement marquant de l'histoire.

Date de construction / fonctions

Aucun plan du bâtiment ne subsiste au service des permis, suite à l'incendie qui a détruit les archives en 1922. Ce bâtiment aurait vraisemblablement été construit entre 1907, date du plan de Pinsonneault sur lequel aucun bâtiment ne figure sur le site, et 1913, date du plan de Goad sur lequel figure un bâtiment en bois. Aucun document écrit ou graphique ne corrobore le fait que le bâtiment ait été construit en 1850, comme le stipule le rôle foncier de la Ville de Montréal, une source peu fiable quant aux dates de construction anciennes.

Quant aux données de l'annuaire Lovell, le 2547, boulevard Gouin Est apparaît à partir de 1931-32 et un premier locataire y est inscrit. De 1940 à 1941, le restaurant Royal figure dans l'annuaire et en 1952, un logement distinct, le 2547(a), est aménagé à l'étage du bâtiment. En 1956 apparaît l'adresse 2549, donnant sans doute accès au volume arrière. En 1960, le bâtiment est vacant et en 1961 on y aménage de nouveau un restaurant.

En 1968, des esquisses, sans auteur ni échelle, sont déposées au Service des permis afin de transformer le rez-de-chaussée et la façade du bâtiment (A). L'année suivante, un salon de beauté occupe la grande salle du rez-de-chaussée. Le bâtiment change de propriétaire en 1999 et compte toujours un locataire mais la fonction commerciale de la grande salle du rez-de-chaussée ne perdure pas. Le bâtiment est aujourd'hui vacant.



A) Boiseries des portes et des plinthes originales



B) Clin de vinyle récent et escalier extérieur détérioré



C) Colonnes et fournaise au sous-sol

Modifications marquantes

La volumétrie, les composantes structurales, les finis intérieurs et extérieurs de ce bâtiment ont tous été transformés au fil des ans.

Les seuls éléments authentiques présents datent du début du 20^{e} siècle. Ce sont les murs de fondation en pierre, les calorifères à eau chaude, les fenêtres en bois et quelques boiseries (A).

L'ensemble du bâtiment, ses revêtements extérieurs autant que ses finis intérieurs sont en mauvais état. Tous les matériaux de revêtement des sols et des murs intérieurs sont détériorés. Il en est de même pour les matériaux de revêtement extérieurs, à l'exception des clins de vinyle qui sont plus récents (B).

Les installations de cuisine, les équipements sanitaires et les services électriques sont détériorés ou désuets.

La charpente du plancher du rez-de-chaussée a dû être consolidée par de nouvelles colonnes d'acier et de bois installées dans le sous-sol (C).

En outre, des traces d'infiltrations d'eau à l'étage montrent que la toiture est en mauvais état.



A) Maison de faubourg en clin de bois, avec toit plat et fausse mansarde



B) Maison de faubourg à Lachine, rez-de-chaussée à plain-pied et proximité du trottoir



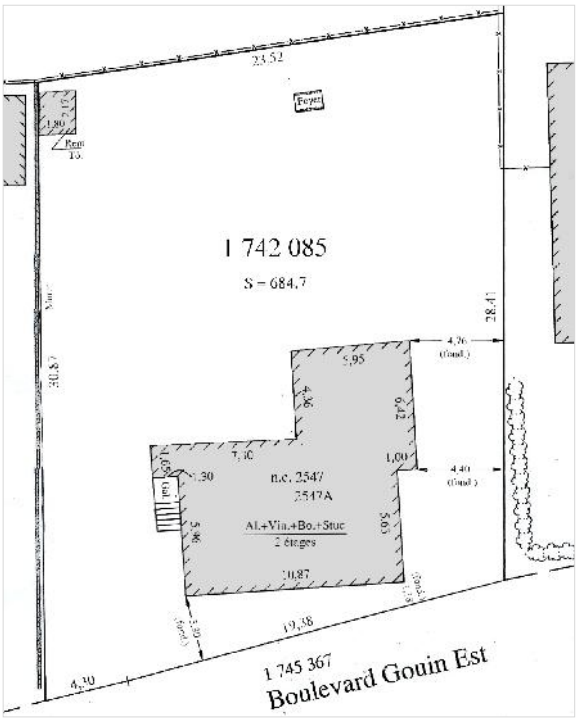
C) Maison de faubourg à Lachine, toit plat et murs de fondations en pierre

Production courante

Ce bâtiment était, vraisemblablement, une maison de faubourg avant l'ajout d'un volume à l'arrière et la transformation de son rez-de-chaussée en restaurant, en 1940.

Ce type de bâtiment comporte des murs porteurs en ossature de bois et un toit plat. Le parement extérieur est soit en brique d'argile ou en clin de bois. Le couronnement de la façade est souvent composé d'une fausse mansarde en bardeaux d'ardoise avec lucarnes ou d'un parapet, simple ou ornementé. Il est implanté à proximité de la voie publique.

L'architecture du bâtiment à l'étude peut nous informer quant à sa date de construction. Son toit plat primitif nous indique qu'il s'agit d'un bâtiment de faubourg, datant du début du 20^{e} siècle. À quelques parcelles vers l'est, se trouve une maison semblable. Elle est un exemple de ce type de maison (A) très commun dans les faubourgs montréalais entre 1910 et 1930 (B et C).



A) Le bâtiment sur son site (certificat de localisation)

LE PAYSAGE

Description du site

Le bâtiment à l'étude est implanté sur une parcelle d'environ 24 par 30 mètres, formant un parallélogramme dont les extrémités avant et arrière sont parallèles au boulevard Gouin (A).

La marge de recul avant varie d'un mètre à environ 5 mètres car le bâtiment est implanté à angle par rapport au tracé du boulevard Gouin. Les deux marges latérales mesurent chacune un peu plus de 4 mètres. Le terrain descend en pente moyenne vers la cour arrière (B) et le boisé du Parc-nature. Cette cour est assez grande et comprend une remise (C), un foyer extérieur en maçonnerie et un puits décoratif. La propriété est délimitée à l'ouest par un muret en béton, à l'est par une clôture en fer ainsi qu'une haie et au nord par une clôture en mailles métalliques.



B) Cour arrière avec remise, foyer et puits décoratif



C) Remise et clôture en mailles métalliques de la cour



A) Aménagement de la cour arrière et façade latérale du voisin du côté est



B) Plex moderne voisin et son angle d'implantation



C) Bungalow et grande marge avant plantée contribuant au cadre verdoyant du boulevard Gouin

Aménagement du terrain

Contrairement à la plupart des bâtiments du secteur, le bâtiment à l'étude est construit très près du trottoir du boulevard Gouin et sa cour avant est asphaltée plutôt que plantée de gazon et d'arbres.

Ses cours arrière et latérales sont gazonnées et plantées (A). Sa cour arrière est grande et donne directement sur le Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation.

Cadre environnant

Les maisons voisines, comme le bâtiment à l'étude, sont implantées à angle par rapport au tracé du boulevard Gouin (B). Mais une implantation à proximité du trottoir n'est pas une caractéristique courante dans le secteur. Souvent, les maisons du secteur ont une marge de recul avant plus grande, souvent plantée (C).

Un rez-de-chaussée à plain-pied, typique des maisons plus anciennes, est également exceptionnel dans le voisinage immédiat. Les quelques plex modernes du secteur ont généralement un rez-de-chaussée surélevé au dessus d'un garage en demi sous-sol (B).

BIBLIOGRAPHIE

BENOIT, Michèle, GRATTON Roger, *Pignon sur rue ; les quartiers de Montréal,* Montréal, Guérin, 1991, pages 274 à 303

Évaluation du patrimoine urbain de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine. Direction du développement urbain. Division du patrimoine et de la toponymie. Ville de Montréal, 2005, 59p.

Sites Internet :

Annuaires Lovell de Montréal
http://bibnum2.bnquebec.ca/bna/lovell/index.html

Archives Ville de Montréal
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=165,3118611&_dad=portal&_schema=PORTAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
http://services.banq.qc.ca/sdx/cep/accueil.xsp?db=notice&col=*

Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal
http://patrimoine.ville.montreal.qc.ca/inventaire/index.php

Héritage Montréal : Montréal en quartiers
http://www.memorablemontreal.com/

CE : 40.007

2022/05/04 09:00



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 60.001

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1220717003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021

Il est recommandé :
De déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-05 23:21

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 avril 2022	Résolution: CA22 26 0075

Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie au 31 décembre 2021

Il est proposé par François LIMOGES

appuyé par Josefina BLANCO

Et résolu :

De déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021.

Adoptée à l'unanimité.

60.01 1220717003

François LIMOGES
_____
Maire d'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 avril 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1220717003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021.

Il est recommandé :
De déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021.

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2022-03-24 19:07

Signataire : Daniel LAFOND

_____

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220717003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe , Division des ressources humaines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement 02-002 de la Ville de Montréal (Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de ville aux conseils d'arrondissement) mentionne que le conseil de la ville délègue aux conseils d'arrondissement l'application de la réglementation relative à l'enlèvement, au transport et au dépôt des matières résiduelles ainsi que les activités d'opération en lien avec cette compétence, y compris le suivi et la gestion des contrats, les communications avec les citoyens, la gestion des requêtes des citoyens et la distribution des outils de collecte.

De plus, au 12e paragraphe du premier alinéa, il est fait mention que spécifiquement pour l'application des pouvoirs délégués, le conseil d'arrondissement doit :

- fournir au comité exécutif et au directeur de service- Environnement, dans le format établi par ce dernier:
- un rapport semestriel d'évolution budgétaire;
- un rapport faisant état de l'exercice des activités déléguées au 15 mars et au 15 novembre de chaque année, comportant notamment des informations de nature technique permettant d'élaborer des indicateurs de production concernant la gestion des activités;
- un bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées;
- toute recommandation qu'il juge appropriée relativement à l'amélioration de l'exercice des activités déléguées.

Nous déposons donc le bilan de l'année 2021 dans le présent dossier qui comprend les autres familles de dépenses et la rémunération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Voir le bilan 2021 détaillé dans le document "pièces jointes".
La présentation du bilan 2021 a été déterminée par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au Conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan 2021 et de déposer celui-ci au Comité exécutif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Type d'objet	Famille d'objets	Budget original	Budget modifié	Réel	Disponibilité budgétaire sur budget modifié
Charges	Rémunération globale	3 141 600	3 101 200	3 397 257	-296 057
	Autres familles de charges	58 500	98 900	95 173	3 727
Charges		**3 200 100**	**3 200 100**	**3 492 430**	**-292 330**
TOTAL		**3 200 100**	**3 200 100**	**3 492 430**	**-292 330**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, compte tenu de sa nature administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'adoption de la recommandation ne présente aucun enjeu, opportunité ou risque particulier en lien avec la situation actuelle découlant de la pandémie du virus COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan 2021 à la séance du :

- Conseil d'arrondissement du 4 avril 2022
- Comité exécutif du 4 mai 2022
- Conseil municipal du 16 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESJARDINS
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 872-1269
Télécop. : 514 872-7064

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-03-14

Simone BONENFANT
Directeur

Tél : 514 868-3563
Télécop. : 514 872-7064

VILLE DE MONTRÉAL
Activités de fonctionnement
BV - 304162 - GMR - 2021 par CResp-activité-objet

Période numéro: '202113', Centre de responsabilité parent: 'B11026', Centre de responsabilité: '304162', Activité: '04311, 04321', Objet premier: '51000', Objet dernier: '69999'

Source: 0010000 - Budget régulier

Direction	Centre de responsabilité	Activité	Famille de dépenses	Budget original	Budget modifié	Réel	Surplus / (Déficit)
Dir. Des travaux publics	304162 - RPP - Voirie - GMR et Hygiène	04311 - Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	Rémunération	2 385 300	2 354 200	2 708 869	-354 669
			Cotisations de l'employeur	756 300	747 000	688 388	58 612
			Transport et communications		754	754	0
			Location, entretien et réparation	27 800	38	38	0
			Biens non durables	15 000	56 343	56 270	73
			Biens durables	5 000	1 957	1 957	0
		04311 - Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport		**3 189 400**	**3 160 291**	**3 456 275**	**-295 984**
		04321 - Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport	Services professionnels, techniques et autres	6 200	39 659	36 053	3 606
			Biens non durables	4 500	150	103	47
		04321 - Matières recyclables - collecte sélective - collecte et transport		**10 700**	**39 809**	**36 155**	**3 653**
	304162 - RPP - Voirie - GMR et Hygiène			**3 200 100**	**3 200 100**	**3 492 430**	**-292 330**
Dir. Des travaux publics				**3 200 100**	**3 200 100**	**3 492 430**	**-292 330**
TOTAL				**3 200 100**	**3 200 100**	**3 492 430**	**-292 330**

Bilan de gestion des matières résiduelles - janvier à décembre 2021
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

Démographie/Géographie

	Population*	Superficie
Rosemont–La Petite-Patrie	149 268	15,9 km²
Montréal**	1 825 208	365,4 km²
Rang**	**2**	**12**

* Estimation de la population au 1er juillet 2021 (Source : Institut de la statistique du Québec)
** 19 arrondissements

Nombre d'unités d'occupation*

	8 et -				9 et +	Total	Part des 8 et -	Part des 9 et +
	unifamilial	duplex	triplex	4 à 8**				
Rosemont–La Petite-Patrie	3 732	14 305	17 798	20 601	22 857	79 293	71%	29%
Montréal***	*112 877*	*165 376*	*103 954*	*160 427*	*326 686*	*869 320*	*62%*	*38%*
Rang***	**12**	**6**	**1**	**1**	**4**	**2**		

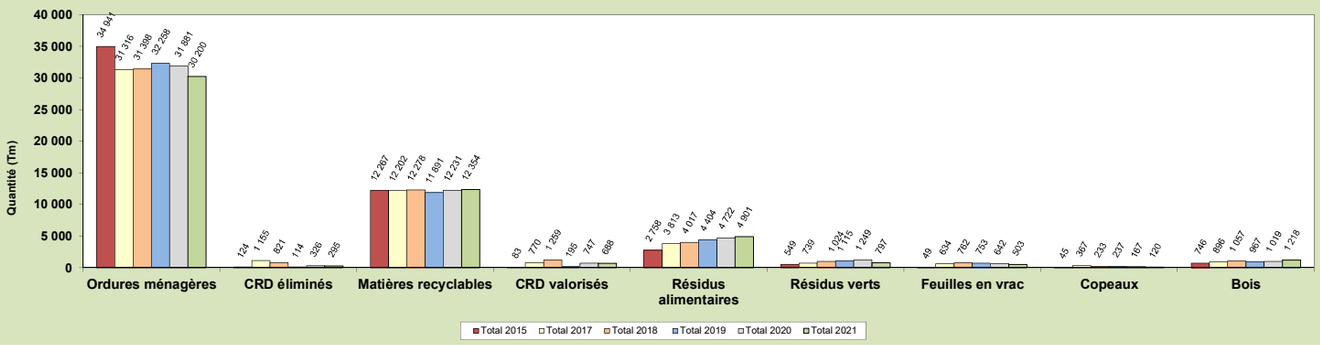
* Rôle d'évaluation foncière (janvier 2021)
** Inclus les immeubles semi-commerciaux de 1 à 8 logements
*** 19 arrondissements

Suivi des quantités reçues aux lieux de traitement ou d'élimination (en tonnes métriques)*

Année 2021	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total 2021	*Total 2020*
Matières recyclables	974,74	875,58	1 065,14	1 078,87	1 045,97	1 112,26	1 039,57	971,07	1 013,83	1 009,03	1 069,15	1 099,02	**12 354,23**	*12 231,17*
CRD valorisés**	38,35	31,65	59,79	71,55	60,59	80,89	81,09	60,47	72,28	48,21	45,38	37,61	**687,85**	*746,72*
Résidus alimentaires	350,27	330,31	439,64	388,39	461,77	408,52	357,82	486,17	398,04	411,28	529,38	339,39	**4 900,98**	*4 721,93*
Résidus verts	0,00	3,74	0,00	503,41	258,39	2,15	0,00	5,89	4,67	201,14	320,33	0,00	**1 299,72**	*1 891,18*
Copeaux	0,00	0,00	0,00	38,82	5,34	0,00	0,00	43,14	33,04	0,00	0,00	0,00	**120,34**	*166,79*
Bois	89,91	50,20	154,42	121,91	86,58	72,21	55,31	74,39	66,42	63,39	285,22	98,28	**1 218,24**	*1 018,78*
Sous-total Matières récupérées	**1 453,27**	**1 291,48**	**1 718,99**	**2 202,95**	**1 918,64**	**1 676,03**	**1 533,79**	**1 641,13**	**1 588,28**	**1 733,05**	**2 249,46**	**1 574,30**	**20 581,36**	*20 776,57*
Taux de détournement	**40%**	**41%**	**41%**	**42%**	**41%**	**38%**	**34%**	**41%**	**38%**	**41%**	**48%**	**40%**	**40%**	*39%*
Ordures ménagères	2 153,72	1 867,64	2 476,05	3 051,69	2 700,34	2 683,77	2 972,22	2 373,13	2 602,12	2 478,58	2 452,92	2 387,37	**30 199,55**	*31 881,39*
CRD éliminés**	16,44	13,56	25,62	30,66	25,97	34,67	34,75	25,92	30,98	20,66	19,45	16,12	**294,79**	*325,69*
Sous-total Matières éliminées	**2 170,16**	**1 881,20**	**2 501,67**	**3 082,35**	**2 726,31**	**2 718,44**	**3 006,97**	**2 399,05**	**2 633,10**	**2 499,24**	**2 472,37**	**2 403,49**	**30 494,34**	*32 207,08*
Taux d'enfouissement	**60%**	**59%**	**59%**	**58%**	**59%**	**62%**	**66%**	**59%**	**62%**	**59%**	**52%**	**60%**	**60%**	*61%*
Total	**3 623,43**	**3 172,68**	**4 220,66**	**5 285,30**	**4 644,94**	**4 394,46**	**4 540,76**	**4 040,18**	**4 221,38**	**4 232,29**	**4 721,83**	**3 977,79**	**51 075,70**	*52 983,65*

* À moins d'indication contraire, les valeurs inscrites au tableau combinent les quantités collectées en bordure de rue et celles provenant des cours de voirie. Elles excluent les matières collectées dans les écocentres et les autres voies de collecte.
** La méthode de calcul des pourcentages de CRD valorisés et éliminés a été revue en septembre 2018. Les nouveaux pourcentages utilisés sont de 70% valorisés et 30% éliminés pour les CRD collectés en bordure de rue et de 40% valorisés et 60% éliminés pour les CRD provenant de la voirie. Les pourcentages anciennement utilisés étaient de 40% valorisés et 60% éliminés pour tous les CRD.

Comparaison des quantités annuelles de matières résiduelles reçues par les lieux de disposition en provenance de l'arrondissement

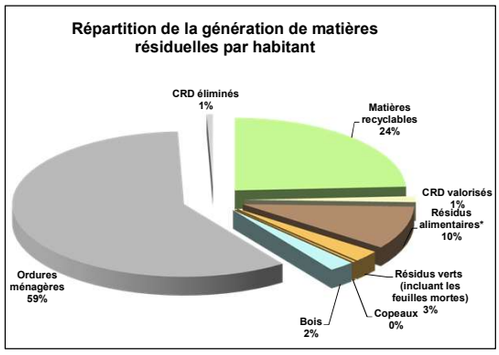


Comparaison par habitant (en kilogrammes)

Janvier à décembre 2021	Rosemont–La Petite-Patrie	*Ville de Montréal*
Matières recyclables	82,77	*74,68*
CRD valorisés	4,61	*10,97*
Résidus alimentaires*	32,83	*22,72*
Résidus verts (incluant les feuilles mortes)	8,71	*6,17*
Copeaux	0,81	*2,19*
Bois	8,16	*5,45*
Ordures ménagères	202,32	*220,66*
CRD éliminés	1,97	*5,83*
Total des matières générées	**342,17**	***348,66***

* Le nombre d'habitants utilisé dans le calcul du kilogramme / habitant de résidus alimentaires est la somme des habitants des 15 arrondissements participants à la collecte des résidus alimentaires, soit 1 575 557.

Répartition de la génération de matières résiduelles par habitant

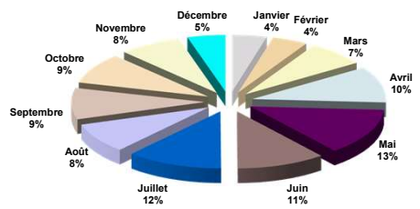


Achalandage des Écocentres en 2021 (en nombre de visites des résident.e.s de l'arrondissement*)

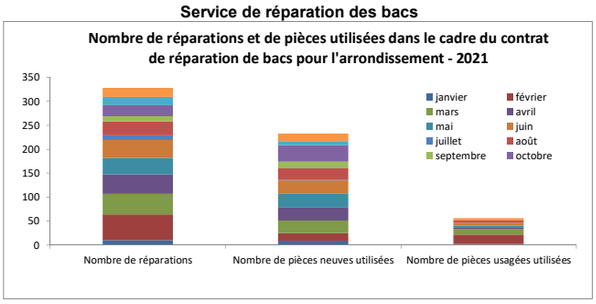
	Écocentres visités par les résident.e.s de Rosemont–La Petite-Patrie									
Rosemont–La Petite-Patrie	**LaSalle**	**St-Laurent**	**Côte-des-Neiges**	**La Petite-Patrie**	**Rivière-des-Prairies**	**Saint-Michel**	**l'Acadie**	**Total des visites des résident.e.s de Rosemont–La Petite-Patrie**	**Total 19 arrondissements**	**Variation de l'achalandage provenant de l'arrondissement par rapport à 2020**
Janvier	33	19	25	861	8	237	11	**1 194**	**10 543**	**-14%**
Février	29	16	6	876	19	275	10	**1 231**	**9 962**	**12%**
Mars	76	30	21	1 455	30	396	27	**2 035**	**17 429**	**48%**
Avril	45	61	46	2 086	45	621	33	**2 937**	**26 095**	**100%**
Mai	81	66	75	2 643	56	814	35	**3 770**	**34 139**	**106%**
Juin	59	51	50	2 177	41	646	38	**3 062**	**28 882**	**61%**
Juillet	46	42	39	2 313	60	790	32	**3 322**	**30 862**	**29%**
Août	73	36	42	1 549	60	628	36	**2 424**	**24 528**	**0%**
Septembre	61	38	42	1 701	48	616	38	**2 544**	**26 727**	**-3%**
Octobre	55	42	53	1 576	38	702	34	**2 500**	**23 912**	**-7%**
Novembre	49	49	37	1 409	45	558	23	**2 170**	**20 504**	**-2%**
Décembre	25	15	25	910	17	300	22	**1 314**	**12 227**	**-15%**
Total	**632**	**465**	**461**	**19 556**	**467**	**6 583**	**339**	**28 503**	**265 810**	**103%**

* Les adresses de résidence fournies par les visiteurs sont compilées manuellement par les employés des écocentres, le nombre de visites correspond au nombre d'entrées et il combine les visites en provenance des secteurs résidentiels et commerciaux.

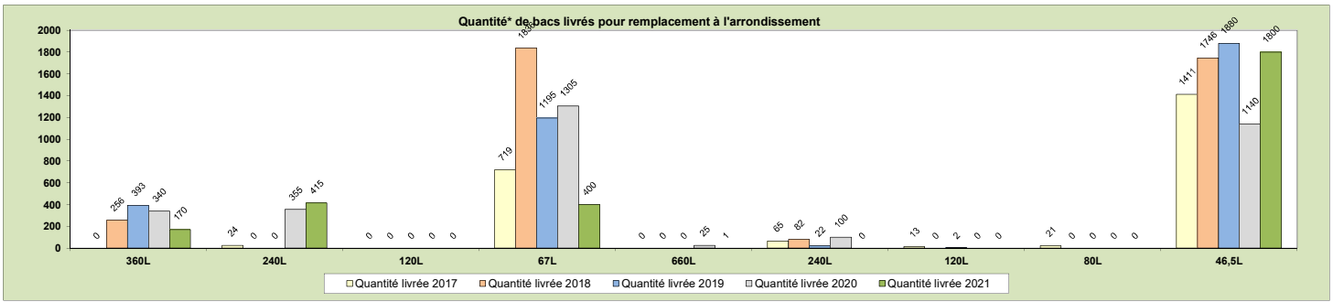
Répartition annuelle de l'achalandage des écocentres en provenance d'une adresse de l'arrondissement



Service de réparation des bacs



Livraison de bacs



* La quantité de bacs n'inclut pas les outils de collecte qui ont pu être livrés pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires.

	Matières recyclables					Matières organiques			
	360L	240L	120L	67L	660L	240L	120L	80L	46,5L
Quantité livrée en 2021	170	415	0	400	1	0	0	0	1800
Quantité prévue en 2021	393	0	0	3085	1831	100	10	0	3826

Données de réclamation par année

	2019	2020	2021
Déterioration des bacs	15	16	9
Autres demandes relatives à la collecte des matières résiduelles	4	7	6

Source : Bureau des réclamations - Service des affaires juridiques

Portrait des appels au 311 - Gestion des demandes citoyennes en 2021

Rosemont–La Petite-Patrie	Demande d'info	Requête	Plainte	Comm./Suggestion	Total
Collecte déchets	**321**	**1 730**	**87**	**72**	**2 210**
Collecte encombrants	**512**	**1 720**	**13**	**25**	**2 270**
Collecte matières organiques					
Collecte résidus alimentaires et mélangés	167	937	44	70	1 218
Résidus verts et arbres de Noël	231	680	11	26	948
Compost	11	0	0	0	11
Bacs					
Bacs recyclage	366	0	0	1	367
Bacs bruns	1	0	0	0	1
Bacs déchets	0	0	0	0	0
Bacs autres, (incluant bac roulant non spécifié)	267	3	9	5	284
Collecte recyclage	**242**	**1 411**	**67**	**61**	**1 781**
Écocentres	**273**	**0**	**0**	**0**	**273**
Éco-quartiers	**128**	**89**	**2**	**8**	**227**
Collecte RDD, Halocarbure et produits électroniques	**17**	**33**	**0**	**0**	**50**
Collecte hors-foyer, dépots illégaux et paniers de rue	**68**	**1 732**	**17**	**11**	**1 828**
Collecte textiles	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autres	**4**	**22**	**0**	**1**	**27**
GRAND TOTAL	**2 608**	**8 357**	**250**	**280**	**11 495**

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1220717003
Unité administrative responsable : DCSAG
Projet : Déposer au Conseil municipal le bilan annuel des dépenses relatif à l'exercice des activités déléguées concernant la gestion des matières résiduelles par l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie au 31 décembre 2021.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.002

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227903005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er mars au 31 mars 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Il est recommandé:

- de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus entre le 1er mars au 31 mars 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-13 17:01

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227903005**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er mars au 31 mars 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales compétentes, un rapport des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, en vertu du *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employé (* RCE 02-004).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0497 - 30 mars 2022 - de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus entre le 1er février et le 28 février 2022, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport des décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du SGPI, relatif aux contrats de location et d'aliénation d'immeubles conclus, entre le 1er mars au 31 mars 2022, soit :

- Deux (2) décisions déléguées rendues pour des contrats de location d'immeubles.
- Deux (2) décisions déléguées rendues pour des contrats d'aliénation d'immeubles.

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de présentation de rapports.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du rapport au comité exécutif : mai 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane LANCIAULT
Conseiller(ere) en immobilier & expertise

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Nathalie BOHEMIER
c/d transactions immobilieres

immobiliere-chef d'équipe

Tél : 514 449-4710
Télécop. :

Tél : 514 237-9642
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-04-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1227903005**
Unité administrative responsable : *Division des transactions*
Projet : *Aucun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Rapport concernant l'autorisation de la dépense relative à un contrat de location d'un immeuble par la Ville lorsque la valeur du contrat du contrat est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.25) OU sur la conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble de la ville lorsque la durée n'excède pas un an et que la valeur est de moins de 25 000 $ ou sur un contrat de location d'un immeuble par la ville lorsque la valeur est de moins de 100 000 $ (RCE 02-004, art.26)

Période visée : 1er au 31 mars 2022

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Requérant	Objet du sommaire
2228042005	**22/03/18**	DA228042005	Interne	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville loue, de 7612222 Canada Inc, une parcelle de terrain pour les besoins de la station d'échantillonnage d'air no 28 du Service de l'environnement, située au 2495, chemin Duncan à Ville Mont-Royal. Le terme du bail est de 9 ans, soit du 1er août 2022 au 31 juillet 2031. La dépense totale de loyer est de 27 272,07$, incluant les taxes applicables. Bâtiment 1159.
2225323001	**22/03/30**	DA225323001	Interne	Approuver un projet de bail, à titre gratuit, par lequel la Ville loue de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, pour une période additionnelle de 6 mois, à compter du 1er avril 2022, des locaux pour accueillir des personnes en situation d'itinérance, situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 200, boul. René-Lévesque Ouest, d'une superficie de 2 502,6 m². bat.#6972

Montréal

Rapport sur toutes les transactions visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (art. 26.1 du RCE 02-004) pour la période du 1er au 31 mars 2022

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Réalisé selon l'encadrement C-OG-GPI-D-17-003*	Requérant	Objet du sommaire
2214386006	18-03-2022	DA214386006	Oui	Citoyen	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Federico Médici et à Roberto Médici, aux fins d'assemblage, un résidu de terrain situé au sud de la 96e Avenue, dans le prolongement de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 186,1 m² pour le prix de 20 500 $, plus les taxes applicables. Fermer et retirer du domaine public le lot 6 407 768 du cadastre du Québec. N/Réf.: 31H11-005-6403-08 Mandat 17-0194
2214386007	07-03-2022	DA214386007	Oui	Ville	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à monsieur Richard Dupuis, aux fins d'assemblage, un résidu de terrain situé au sud de la 96e Avenue, dans le prolongement de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 186,1 m² pour le prix de 20 500 $, plus les taxes applicables. Fermer et retirer du domaine public le lot 6 407 767 du cadastre du Québec. N/Réf.: 31H11-005-6403-08 Mandat 19-0251

*L'encadrement concerne uniquement les ventes de parcelles de terrain, de résidus de terrain et de parties de ruelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.003

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227903006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux mainlevées accordées, entre le 1er janvier 2022 et le 31 mars 2022, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002.

Il est recommandé :

- de prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, relatif aux mainlevées accordées entre le 1er janvier 2022 et le 31 mars 2022, le tout conformément à l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002 "Mainlevées (Directive)".

Signé par Alain DUFORT **Le** 2022-04-13 17:02

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1227903006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport trimestriel des décisions déléguées rendues par un fonctionnaire de niveau A, relatif aux mainlevées accordées, entre le 1er janvier 2022 et le 31 mars 2022, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales un rapport sur les décisions déléguées rendues, par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), relatif aux mainlevées accordées, en vertu de l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002 « Mainlevées (Directive) ». Il s'agit du premier rapport à être déposé aux instances pour l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 0213 - 9 février 2022 - de prendre acte qu'il n'y a aucun rapport trimestriel de mainlevées accordées par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière, entre le 1er octobre 2021 et le 31 décembre 2021, car aucune mainlevée n'a été accordée par décision déléguée pour respect des obligations.

DESCRIPTION

Le rapport trimestriel des mainlevées joint au présent sommaire indique :

- Une (1) mainlevée a été accordée par décision déléguée pour respect des obligations.

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit de présentation de rapports.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Il est prévu que ce premier rapport trimestriel de l'année 2022 sera présenté au comité exécutif en mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane LANCIAULT
Conseiller(ere) en immobilier & expertise immobiliere-chef d'équipe

Tél : 514 449-4710
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-11

Nathalie BOHEMIER
c/d transactions immobilieres

Tél : 514 237-9642
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2022-04-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2022-04-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1227903006**
Unité administrative responsable : *Division des transactions*
Projet : *Aucun*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Rapport des mainlevées en décisions déléguées

Du 2022-01-01 au 2022-03-31

SOMMAIRE	*Date de décision*	*No de décision*	*Objet du sommaire*
2217029004	2022-01-11	DA217029004	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal accorde mainlevée pure et simple du droit de résolution résultant de l'acte de vente intervenu le 29 juin 2017 entre la Ville et 9341-9554 Québec inc., aujourd'hui connu sous la dénomination sociale Cours de Brésoles inc., publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 207 619, relativement à un immeuble situé aux 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest et aux 51 et 53, rue de Brésoles, arrondissement de Ville-Marie. N/Réf. : 31H12-005-0272-04 / Mandat : 21-0437-T.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.004

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227721001

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil des Montréalaises

Il est recommandé :
de prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil des Montréalaises pour le conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2022-04-14 18:58

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227721001**

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil des Montréalaises

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2004, le Conseil des Montréalaises fournit des avis et des recommandations à l'Administration municipale sur toute question relative à la condition féminine et à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Il contribue, par son expertise, à l'avancement des débats et des décisions touchant les Montréalaises.
Chaque année, les membres du Conseil déterminent leurs objectifs et leur plan d'action afin d'améliorer les conditions de vie des Montréalaises. Le compte-rendu de leurs réalisations est présenté dans le rapport d'activité 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 - 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).

DESCRIPTION

Le rapport d'activité du Conseil des Montréalaises présente la mission du Conseil ainsi que ses membres. Il fait état des avis et des mémoires produits, ainsi que des projets, des événements organisés, des partenariats et des représentations réalisés au cours de l'année 2021. De plus, il fait part des priorités des membres pour l'année 2022.
Parmi les réalisations les plus significatives de 2021, les membres du Conseil ont publié deux avis à la suite d'une recherche scientifique de trois ans: "Avis sur la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada" et "Avis sur la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada". À l'occasion des élections municipales de novembre 2021, les membres ont aussi publié un guide féministe des élections et organisé un débat féministe électoral pour encourager les Montréalaises à voter et interpeller les partis sur les enjeux qui les touchent.

JUSTIFICATION

Par la production de son rapport d'activité, le Conseil des Montréalaises assure une reddition de compte au conseil municipal concernant ses activités en 2021 et démontre ainsi comment il remplit son mandat. Conformément à l'article 41 du règlement 19-051, "au plus tard le 31 mai de chaque année, il rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activité et des perspectives de l'année suivante".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires à la production de ce document ont été prises à même le budget du Conseil des Montréalaises.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse en p.j.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La diffusion du rapport d'activité participe à la réalisation des objectifs fixés par l'Administration municipale et vise la consolidation de l'intervention municipale en matière de condition féminine. De plus, elle assure une meilleure visibilité des actions du Conseil des Montréalaises et la promotion des enjeux de condition féminine. Le rapport d'activité permet aussi au conseil municipal d'approfondir sa connaissance de cette assemblée consultative.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

NA

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion du rapport d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site internet de la Ville de Montréal : www.ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises et sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-13

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint et chef de division de la réglementation
Tél :
Approuvé le : 2022-04-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227721001
Unité administrative responsable : Service du greffe
Projet : Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil des Montréalaises

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 10- Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 10- Augmentation du nombre de femmes engagées et impliquées au sein de la vie publique municipale et qui prennent part aux débats qui concernent leur milieu de vie.			

Section B - Test climat

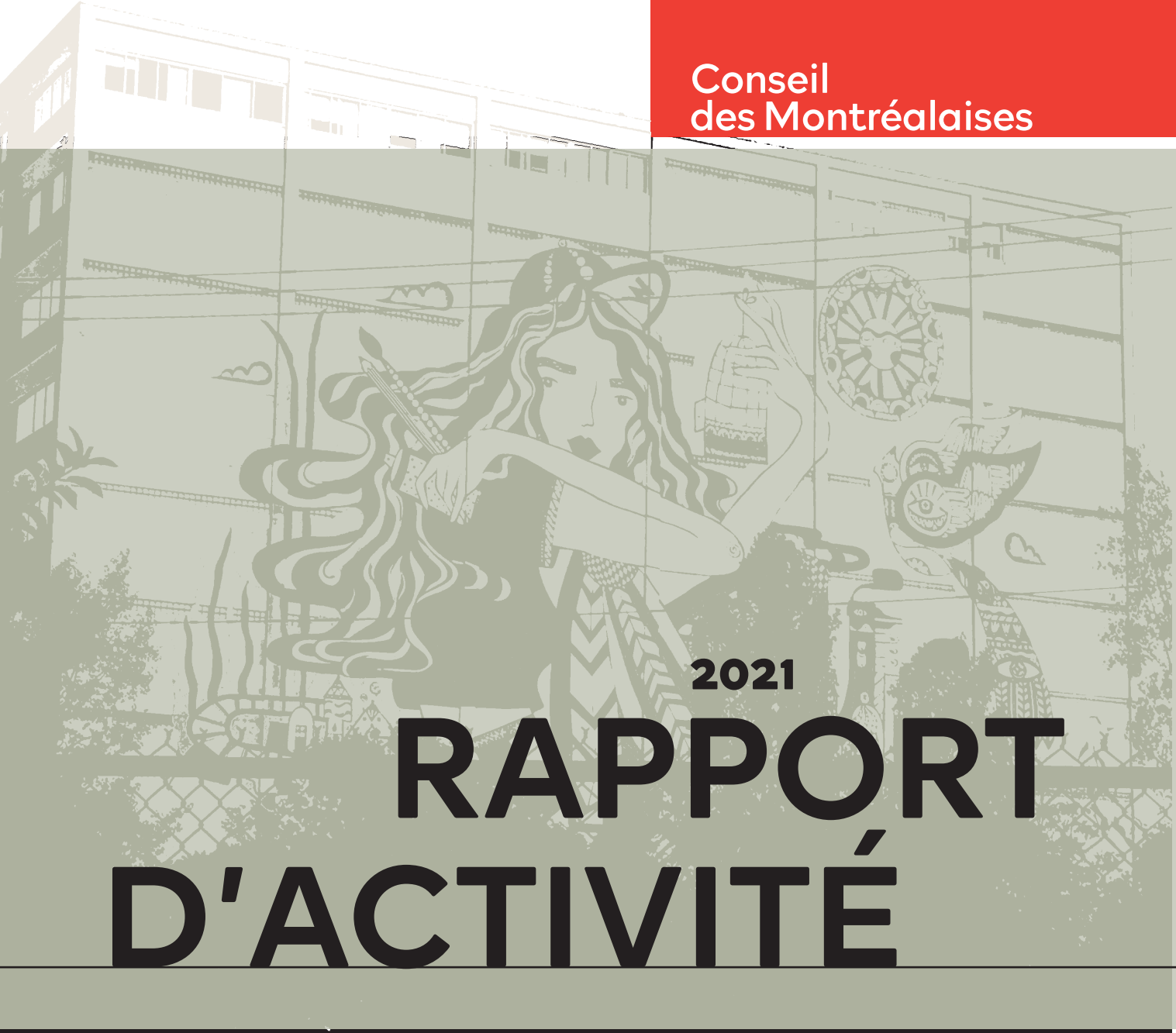
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Conseil
des Montréalaises



2021

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Conseil des Montréalaises

Montréal

Ce rapport d'activité a été adopté par les membres
du Conseil des Montréalaises en mars 2022.

Rédaction
Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste du Conseil des Montréalaises

Révision linguistique
Edith Sans Cartier

Conception et réalisation graphiques
Caroline Marcant – zigomatik.ca

Photos
Christine Bourgier, Lemay + Angel Silver + SLI, Lerami photographie,
Manoucheka Lorgis (Lachérie photographie),
Ville de Montréal-Sylvain Légaré

Mai 2022
Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

ISBN : 978-2-7647-1885-8 – imprimé français
978-2-7647-1886-5 – PDF français

Conseil des Montréalaises
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-9074

conseildesmontrealaises@montreal.ca
ville.montreal.qc.ca/conseildesmontrealaises

ConseilDesMontrealaises

REMERCIEMENTS

Chaque année, le Conseil des Montréalaises (CM) poursuit son travail pour l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Pour ce faire, il bénéficie de l'apport et de la collaboration de partenaires œuvrant au sein de la Ville de Montréal et d'organismes externes. Ce travail collectif et ces partenariats donnent tout leur sens aux réalisations du Conseil.

C'est pourquoi nous désirons remercier toutes les personnes qui ont contribué aux activités du CM en 2021. Nous soulignons l'appui de Nathalie Goulet, membre du comité exécutif responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse. Nous remercions le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), avec qui nous collaborons sur plusieurs projets, pour son leadership et son dynamisme, et le Bureau de la présidence du conseil pour son soutien et son engagement. L'appui de la présidente du conseil, Suzie Miron, nous a été d'une grande aide, notamment pour la réalisation de la formation Cité Elles MTL.

Le travail de nos précieuses collaboratrices mérite également d'être souligné : pour la recherche, Aurélie Lebrun et ses collègues pour les deux avis sur la traite et la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada – Lucio Castracani, Audrey Gagnon, Catherine Montmagny Grenier, Mélissa Perreault, Selma Tannouche Bennani, Laurence Lallier-Roussin, Jeanne Reynolds, Laurence Richard-Nobert ; Sophie Charest et Audrey Guardia

REMERCIEMENTS

pour la réalisation graphique ; Edith Sans Cartier, Diane Grégoire et Annie St-Amour pour la révision linguistique. Nous remercions sincèrement la secrétaire-recherchiste Kenza Bennis, qui a travaillé avec conviction à concrétiser les nombreux projets du CM.

Finalement, nous saluons l'engagement citoyen soutenu de chacune des membres du CM. Grâce à leurs compétences, à leur expérience, à leur ardeur et à la pluralité de leurs points de vue, elles réussissent à animer cette instance démocratique qui fait résonner une voix féministe en faveur de l'égalité entre toutes les femmes et les hommes à Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

Lettre à la présidente du conseil ---- 6

Message de la présidente ---- 7

1 Le Conseil des Montréalaises ---- 9
- 1.1 L'historique ---- 9
- 1.2 Le cadre juridique ---- 9
- 1.3 La mission ---- 10
- 1.4 Les fonctions ---- 10
- 1.5 La structure et la vie associative ---- 11
- 1.6 Les membres ---- 12

2 Les actions de 2021 ---- 22
- 2.1 Documenter des enjeux ---- 22
- 2.2. Donner la parole aux Montréalaises ---- 24
- 2.3 Agir en concertation ---- 24
- 2.4 Faire partie d'un réseau et prendre la parole ---- 26
- 2.5 Participer à la vie publique ---- 28
- 2.6 S'impliquer au sein du Conseil des Montréalaises ---- 29

3 Le Conseil des Montréalaises en chiffres ---- 32
- 3.1 Les rencontres du CM ---- 32
- 3.2 Les ressources du CM ---- 33

4 Les actions prioritaires pour 2022 ---- 34

LETTRE À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

Martine Musau Muele, présidente du conseil municipal,
Mesdames et messieurs les élus-es,
Honorables partenaires,
Chères citoyennes et chers citoyens de Montréal,

J'ai le plaisir de vous présenter, au nom de toute l'équipe du Conseil des Montréalaises, le compte rendu de nos réalisations pour l'année 2021.

Cette année encore, nous nous sommes investies avec beaucoup d'enthousiasme dans plusieurs projets pour améliorer les conditions de vie de toutes les Montréalaises et la condition féminine au sein de l'administration municipale.

Nous espérons que ce travail portera fruit et mènera la Ville encore plus loin sur le chemin de l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

La présidente,



Anuradha Dugal

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Comme l'année précédente, 2021 a été marquée par la pandémie et ses répercussions désastreuses sur les femmes. Ces dernières ont encore une fois fait preuve de résilience pour surmonter de nombreux défis professionnels, communautaires, familiaux et personnels. Malgré cela, les membres bénévoles du Conseil des Montréalaises, nos partenaires féministes et les travailleuses du milieu communautaire ont maintenu leur engagement et leurs activités. Merci à elles pour ces efforts et cette solidarité exceptionnels.

Parmi les activités que nous avons accomplies au Conseil, j'aimerais souligner nos actions, réalisées en partenariat avec la Table des groupes de femmes de Montréal, pour mobiliser les Montréalaises et mettre à l'ordre du jour les enjeux féministes lors des élections municipales de novembre 2021.

À l'issue de ces élections, à Montréal, les femmes représentent 59 % des personnes élues. C'est une excellente nouvelle pour la gouvernance de notre ville et nous nous en réjouissons. Nous sommes également heureuses de voir les avancées de l'administration municipale vers l'égalité et nous sommes fières d'y avoir contribué, qu'il s'agisse de la création de la place des Montréalaises, de la prise en compte grandissante de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) dans les plans d'action de la Ville, ou encore de la publication d'un aide-mémoire sur les principes d'aménagement sécuritaire.

Ces bonnes nouvelles ne signifient pas pour autant que l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes est atteinte. En fait, ces actions sont les premiers jalons qui permettront de faire en sorte que toutes les Montréalaises puissent

bénéficier du droit à la ville et voir leurs conditions de vie s'améliorer. Que ce soit sur le plan du logement, du transport, de l'itinérance ou de l'aménagement urbain, les défis sont nombreux pour dessiner la ville de demain et y inclure toutes les femmes. La sécurité des femmes dans l'espace public est aussi fondamentale. À l'approche de la saison des festivals, les nombreuses recommandations que nous avons émises à cet égard dans nos avis sur la sécurité des femmes lors des événements extérieurs (2017) et pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada (2021) sont d'une actualité incontestable.

Les répercussions des changements climatiques sur les femmes et la transition écologique juste sont aussi des sujets brûlants d'actualité – sur lesquels nous avons commencé une recherche. Nous avons bien hâte de vous en reparler, comme des autres travaux qui nous occupent, notamment sur le budget sensible au genre et les conditions de travail des femmes cols bleus à la Ville de Montréal.

Au plaisir de vous donner des nouvelles de nos travaux, et bonne lecture !

La présidente,



Anuradha Dugal

LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES 1

1.1 L'historique

Le Conseil des Montréalaises (CM) constitue le plus jeune des trois conseils regroupés au sein de la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil au Service du greffe. Au cours du Sommet de Montréal en 2002, des citoyennes de toutes origines et des groupes de femmes ont pris la parole et partagé haut et fort leurs attentes et leurs revendications quant à la condition féminine à la Ville de Montréal. Une délégation de femmes a soumis d'importantes recommandations, dont certaines ont été retenues par l'administration municipale et par les personnes présentes au Sommet. La mise en place d'une structure consultative – qui a conduit à la création du Conseil des Montréalaises – était une de ces recommandations.

1.2 Le cadre juridique

Le conseil municipal de la Ville de Montréal, à la séance du 26 avril 2004, a adopté la résolution CM04 0305 à l'effet d'entériner le projet de règlement constituant le CM. À la séance du 28 septembre 2004, il a nommé ses 15 premières membres par la résolution CM04 0665.

Le 16 septembre 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté un nouveau cadre juridique pour les conseils consultatifs de la Ville : le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051). Ce règlement a fait l'objet d'une révision en 2021.

1.3 La mission

Le CM agit en tant qu'assemblée consultative auprès de l'administration municipale, à la demande du conseil municipal ou de sa propre initiative, en ce qui a trait à la condition féminine et à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes. Il utilise l'analyse féministe intersectionnelle[1] pour appréhender les réalités et les enjeux vécus par les Montréalaises.

À l'instar d'autres conseils existants, il constitue un précieux outil démocratique et offre un lieu de participation unique. Il est à l'affût d'idées et de courants de pensée tout en étant attentif aux préoccupations exprimées par la population. Sa démarche vise à favoriser une plus grande place pour les femmes dans une perspective d'implication active dans la vie publique montréalaise à titre de citoyennes, de travailleuses ou d'élues à la Ville de Montréal.

1.4 Les fonctions

Le Conseil des Montréalaises exerce les fonctions suivantes (19-051, art. 13) :

A. Il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes ou à la condition féminine, et soumet des recommandations au conseil de la ville ;

B. Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'égalité entre les femmes elles-mêmes et à la condition féminine ;

C. Il contribue à la mise en œuvre et au suivi d'une politique d'égalité entre les femmes et les hommes à la Ville de Montréal ;

1. L'analyse féministe intersectionnelle est une analyse qui prend en compte les différentes discriminations basées sur le genre et d'autres facteurs comme le statut socioéconomique, le handicap, le statut autochtone, l'identité de genre ou l'ethnicité.

D. Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Pour ce faire, le CM est à l'écoute des divers réseaux œuvrant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes dans une perspective de justice sociale. Il se sent particulièrement interpellé par le travail des groupes de femmes, car ces derniers acquièrent une connaissance au quotidien des réalités, souvent complexes et multiples, vécues par les Montréalaises. Participer à la réalisation de projets communs permet au CM de mieux cibler ses analyses et ses actions auprès du conseil municipal.

Par ailleurs, le CM crée des liens avec les élues, les mairesses d'arrondissement et les conseillères siégeant au conseil municipal ou dans les arrondissements puisqu'elles sont aussi au cœur des milieux de vie. Il est également attentif aux politiques, engagements et activités de la Ville susceptibles d'influencer les conditions de vie des Montréalaises.

1.5 La structure et la vie associative

Le CM est composé de 15 membres bénévoles, dont une présidente et deux vice-présidentes, lesquelles forment le comité exécutif, où la secrétaire-recherchiste siège d'office. Le mandat de chaque membre est d'une durée de trois ans et est renouvelable une fois.

Les membres se réunissent en assemblée environ une fois par mois. Elles œuvrent aussi au sein de comités chargés de réaliser les objectifs du plan d'action annuel. Ces comités se rencontrent selon les exigences des différents dossiers, participent à la détermination des orientations et aux décisions nécessaires à l'avancement des travaux. Plusieurs comités ont été actifs en 2021 : le comité exécutif, le comité communication, le comité

recherche, le comité traite, le comité élections ainsi que quelques comités ponctuels. De plus, les membres représentent le CM et contribuent activement à le faire connaître par leur participation à de nombreuses activités liées aux dossiers qui touchent les femmes.

L'équipe permanente du CM soutient l'ensemble des travaux en fonction des objectifs que le Conseil s'est fixés. Cette équipe est constituée de la secrétaire-recherchiste Kenza Bennis et de la secrétaire d'unité administrative Hélène Barbe (que le CM partage avec le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil interculturel de Montréal).

1.6 Les membres

Sylvie Cajelait, vice-présidente — Lachine



Sylvie Cajelait a deux passions : les gens et la communication. Depuis plus de 25 ans, elle participe activement au développement d'organismes à but non lucratif et d'associations caritatives et non caritatives en tant que membre du personnel, membre du conseil d'administration ou bénévole. Aujourd'hui consultante en communication d'entreprise, elle a auparavant été conseillère en communication pour l'Association des établissements privés conventionnés et a travaillé pour la FADOQ, la Table d'action et de concertation en petite enfance de LaSalle et la Fondation québécoise du cancer. Elle rêve de voir tous les quartiers de Montréal devenir plus sécuritaires et être aménagés selon les besoins des femmes de tous les âges.

Mélissa Côté-Douyon, vice-présidente — Rosemont–La Petite-Patrie



Détentrice d'une maîtrise en urbanisme et candidate au doctorat en études urbaines à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Mélissa Côté-Douyon est passionnée par les enjeux du genre et de la ville. Sa thèse porte sur l'approche de

genre en planification urbaine et son adoption au Vietnam. En parallèle avec ses recherches doctorales, elle travaille comme consultante sur divers projets en lien avec la participation des femmes au développement urbain et comme formatrice en analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+). Elle s'intéresse particulièrement à la conciliation entre le travail, les études, la famille, l'engagement et la vie personnelle.

Dominique Daigneault

Rosemont–La Petite-Patrie



Dominique Daigneault est présidente du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN (Confédération des syndicats nationaux), dont le rôle est d'appuyer les luttes syndicales de ses 100 000 membres. Elle y est entre autres responsable du dossier de l'environnement. Féministe de longue date, elle a été intervenante sociale au Centre des femmes de Verdun, professeure en Techniques de travail social (en matière de condition féminine) et membre du comité femmes de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec-CSN. La question de la pauvreté des femmes lui tient particulièrement à cœur.

Anuradha Dugal, présidente

Le Sud-Ouest



Anuradha Dugal est vice-présidente des initiatives communautaires à la Fondation canadienne des femmes, où elle travaille depuis plus de 10 ans. Elle est responsable des stratégies pancanadiennes visant à promouvoir l'équité pour les femmes, les filles et les personnes non binaires dans une perspective intersectionnelle. Elle a été directrice d'un organisme axé sur la prévention de la violence chez les jeunes et a travaillé à la Fédération des femmes du Québec dans le cadre de la Marche mondiale des femmes. Elle rêve d'une ville où les logements et l'offre de transport seraient sécuritaires, adaptés aux personnes vivant avec un handicap et abordables pour toutes les Montréalaises et tous les Montréalais.

Andrée Fortin — Verdun



Titulaire d'un doctorat en psychologie, Andrée Fortin a été professeure de psychologie à l'Université de Montréal pendant plus de 30 ans. Membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, qu'elle a contribué à fonder, elle a mené plusieurs recherches en partenariat avec les milieux communautaires. Elle est l'autrice de nombreuses publications, notamment sur la maltraitance envers l'enfant et la violence conjugale, et a été conférencière et professeure invitée dans diverses universités européennes. Engagée à promouvoir l'égalité des femmes et à faire reconnaître leur expertise, elle a aussi présidé le Comité permanent sur le statut de la femme à l'Université de Montréal.

Mélissa Garrido — Le Plateau-Mont-Royal



Détentrice d'une maîtrise en sexologie clinique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Mélissa Garrido compte plus de 13 ans d'expérience en intervention psychosociale. Spécialisée en intervention de crise, en santé mentale et en violences sexuelles, elle a mis son expertise au service du CSSS Lucille-Teasdale et de plusieurs universités (École nationale d'administration publique/ENAP, Université McGill, Polytechnique Montréal). Elle est actuellement sexologue clinicienne et consultante auprès d'organisations pour lesquelles elle offre des formations sur la santé mentale, le harcèlement et les violences sexuelles. Elle rêve d'une ville égalitaire où les femmes jouiraient des conditions de vie qu'elles méritent, que ce soit sur le plan de l'emploi, du logement, de la sécurité ou de la santé.

Évelyne Jean-Bouchard Rosemont–La Petite-Patrie



Titulaire d'un doctorat en droit, Évelyne Jean-Bouchard est chercheuse postdoctorale au Centre de recherche en droit prospectif de l'Université de Montréal. En partenariat avec Femmes autochtones du Québec, elle travaille actuellement sur les enjeux liés à la place des femmes dans les structures de gouvernance autochtones au Québec. Elle a œuvré auprès de groupes de femmes touchées par les conflits armés à l'est de la République démocratique du Congo, ainsi qu'au Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) en Haïti et au Sénégal. Elle rêve d'une ville où toutes les femmes, y compris les femmes racisées et les femmes marginalisées, pourraient avoir accès à des services sociaux et à des soins de santé adaptés à leurs besoins.

Darly Joseph Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles



Titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en développement et gestion des organisations de l'Université Laval ainsi que d'un baccalauréat en travail social de l'Université de Montréal, Darly Joseph a œuvré comme intervenante sociale à l'Armée du Salut avant de rejoindre le réseau de la santé et des services sociaux comme travailleuse sociale, notamment auprès des personnes réfugiées. Elle est aujourd'hui cheffe d'administration de programmes pour le Soutien à l'autonomie des personnes âgées (SAPA) au CLSC de Parc-Extension. Engagée dans sa communauté depuis l'enfance, Darly Joseph a toujours eu à cœur de voir la population profiter de soins de santé et de services de qualité, particulièrement les personnes en situation de vulnérabilité.

Alexe Lépine-Dubois Le Plateau-Mont-Royal



Détentrice d'une maîtrise en géographie de l'Université de Montréal, Alexe Lépine-Dubois est analyste de la recherche au Secrétariat LGBTQ2, à Patrimoine canadien. Passionnée de politiques publiques et désireuse de promouvoir les droits des personnes LGBTQ+, elle a notamment été conseillère au ministère de la Justice dans les dossiers relatifs à la lutte contre l'homophobie et la transphobie, ainsi que directrice associée du Conseil québécois LGBT. Elle rêve d'une ville où les réalités de toutes les femmes seraient prises en compte, particulièrement celles des femmes de la communauté LGBTQ+ et des personnes non binaires, touchées par la précarité et l'exclusion.

Marie-Ève Rancourt Mercier–Hochelaga-Maisonneuve



Avocate spécialisée dans les enjeux liés aux droits de la personne, Marie-Ève Rancourt travaille comme conseillère syndicale à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), où elle est notamment responsable du dossier de la condition des femmes. Elle a auparavant œuvré dans le milieu communautaire, principalement dans les secteurs de la lutte contre la pauvreté et de la défense collective des droits. Militante et féministe, elle est engagée depuis de nombreuses années dans la défense et la promotion des droits de la personne. Son engagement pour une plus grande justice sociale l'a amenée à organiser de multiples actions, tant au Québec qu'à l'étranger.

Selma Tannouche Bennani Rosemont–La Petite-Patrie



Selma Tannouche Bennani est directrice de projets pour Humanov·is, un organisme qui soutient l'innovation sociale. Originaire du Maroc, où elle était journaliste, elle s'est redirigée vers la recherche en sciences humaines dès son arrivée au Québec, en 2013. Elle a travaillé sur le vieillissement des Québécois-es issus-es de l'immigration, la sécurité des femmes, et les actes haineux à caractère raciste et islamophobe. Selma est engagée au sein de la Fondation Paroles de femmes, qui crée des espaces de parole pour les femmes racisées et autochtones de Montréal, ainsi que du GRIS-Montréal, qui démystifie la diversité sexuelle et de genre dans les écoles.

Stéphanie Viola-Plante Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles



Stéphanie Viola-Plante enseigne au Département de science politique de l'UQAM depuis 2007 et à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa depuis 2013. Les questions d'administration publique, de relations entre les institutions politiques et administratives, de management public et de droit administratif constituent ses champs d'intérêt et d'expertise. Elle termine d'ailleurs un doctorat sur ces questions. Elle a aussi œuvré dans des organisations communautaires et gouvernementales, et a siégé au conseil d'administration de plusieurs organismes.

Nouvelles membres en 2021

Amélie Boudot

Outremont



Détentrice d'une maîtrise en urbanisme et d'un baccalauréat en relations internationales et développement international, Amélie Boudot est conseillère en développement des communautés et planification dans une firme de génie-conseil. Elle a auparavant coordonné les démarches de revitalisation urbaine intégrée (RUI) à la Ville de Laval et a été conseillère en genre à Oxfam, au Honduras. Elle est membre du comité québécois femmes et développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale. Elle rêve d'une ville où toutes les femmes pourraient vraiment jouir de leur droit à la ville : vivre en sécurité, avoir accès à des services de proximité, se déplacer facilement et participer pleinement aux sphères sociale et politique de la vie urbaine.

Nelly Dennene

Rosemont–La Petite-Patrie



Détentrice d'une maîtrise en science politique – analyse et théories politiques, Nelly Dennene est coordonnatrice responsable du développement du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec. Elle a été directrice générale du Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick et possède une vaste expérience dans l'intégration de l'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) au sein de divers types d'organisations. Collaborant à de nombreux projets liés à l'égalité et souhaitant renforcer le pouvoir d'agir des communautés, elle a entre autres participé à la rédaction de la toute première politique sur les violences sexuelles de l'Université de Moncton. Engagée en faveur de la justice sociale, Nelly milite pour une ville sécuritaire et inclusive, où la diversité de la population serait valorisée.

Christina Nancy Eyangos Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles



Cherchant à promouvoir le développement des jeunes issus-es des communautés noires de Montréal, Christina Nancy Eyangos a été intervenante sociale à l'Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges, assistante de la coordonnatrice au Bureau des perspectives noires de l'Université Concordia et coordonnatrice adjointe à la condition féminine au conseil jeunesse du Parti libéral du Canada. Elle est également l'instigatrice de l'initiative jeunesse Je participe !, qui encourage la participation citoyenne et démocratique des jeunes des communautés noires, et a fondé le Front pour l'intégration des Noirs, un organisme à but non lucratif qui travaille avec des commerçants locaux pour redistribuer les produits invendus aux familles dans le besoin.

France Leblanc Le Plateau-Mont-Royal



Aujourd'hui consultante, France Leblanc a œuvré dans le milieu des affaires pendant de nombreuses années. Après avoir fondé et dirigé BLP Planification, un cabinet-conseil en développement de carrière en entreprise, elle est devenue directrice générale de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) et directrice de projets au Bureau du 375e de la Ville de Montréal. Elle a également fondé Maestra, une entreprise ayant pour mission de promouvoir la création musicale des femmes, et dirigé L'Autre Montréal, un groupe d'experts en animation culturelle et urbaine. Féministe de longue date, elle s'intéresse particulièrement à l'avancement des femmes en politique.

Gwendoline Lüthi

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve



Suissesse d'origine et travailleuse sociale de formation, Gwendoline Lüthi a travaillé auprès de femmes en situation d'itinérance, de femmes ayant des troubles de santé mentale, de femmes survivantes de violence conjugale et de personnes migrantes. Elle est aujourd'hui consultante en sexologie spécialisée auprès des personnes en situation de handicap ; elle est également en voie de terminer un baccalauréat en sexologie à l'UQAM. Gwendoline coanime en outre un balado consacré à la sexualité et à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des personnes au genre créatif en situation de handicap. Elle désire faire valoir la voix des femmes en situation de handicap et apporter un regard anticapacitiste à la Ville de Montréal.

Martha Cecilia Remache Benavides

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve



Originaire de Quito, en Équateur, Martha Cecilia Remache Benavides a immigré au Québec en 2010. Détentrice d'une maîtrise en études et interventions régionales, elle s'intéresse au développement économique comme outil d'amélioration des conditions de vie des populations les moins favorisées. Elle est aujourd'hui analyste et responsable de portefeuille des prêts chez Microcrédit Montréal. Elle a aussi travaillé comme chargée de projets et coordonnatrice dans plusieurs organismes nationaux et internationaux en Équateur, et comme chargée de projets chez Finance Alliance for Sustainable Trade, à Montréal. Elle rêve d'une ville inclusive où toutes les femmes pourraient bénéficier d'un logement abordable et où celles qui s'intéressent à l'entrepreneuriat pourraient atteindre leurs objectifs.

Marianne-Sarah Saulnier Rosemont–La-Petite-Patrie



Titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'Université de Montréal portant sur les conditions de vie des femmes en Inde, Marianne-Sarah Saulnier s'intéresse actuellement aux répercussions des changements climatiques sur les femmes dans le cadre de son postdoctorat. Ses intérêts de recherche portent sur les études féministes, les inégalités politiques et sociales ainsi que les relations interculturelles. Anthropologue et ethnomusicologue, elle coordonne un projet de musique pour les enfants avec l'Université de Montréal et l'Orchestre symphonique de Montréal. Engagée dans divers projets bénévoles, elle a fondé un groupe d'entraide offrant des cours de français gratuits et dirige une revue scientifique ayant notamment pour but de briser l'isolement des étudiants-es durant la pandémie.

Elles ont quitté le Conseil en 2021

Andrée Fortin	Verdun (août 2019-sept. 2021)
Mélissa Garrido	Le Plateau-Mont-Royal (sept. 2020-sept. 2021)
Darly Joseph	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (déc. 2019-mai 2021)
Zina Laadj	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (janv. 2016-janv. 2021)
Josiane Maheu	Verdun (janv. 2015-janv. 2021)
Selma Tannouche Bennani	Rosemont–La Petite-Patrie (août 2019-oct. 2021)

2 LES ACTIONS DE 2021

2.1 Documenter des enjeux

Afin de documenter les enjeux sur lesquels il conseille l'administration municipale, le Conseil des Montréalaises effectue des études et des recherches, seul ou avec des partenaires. Il publie ses travaux sous forme d'avis, de mémoires ou de portraits. Il fait aussi des présentations auprès de différentes instances de la Ville de Montréal.

En mai 2017, l'administration municipale a confié au CM un mandat de recherche sur la traite des femmes lors du Grand Prix de Formule 1 du Canada (GP). Pour mener à bien ce mandat, le Conseil a réalisé une recherche scientifique de trois ans basée sur une revue de littérature, des entretiens individuels, des rencontres avec des organismes communautaires et des représentants-es institutionnels, et plus de 200 heures d'observation lors du GP. Cette recherche a donné lieu à la publication de deux avis.

Avis sur la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada (mai)



Il ressort de cet avis que la question d'un lien entre une éventuelle augmentation de la traite des femmes et les événements sportifs n'a pas de réponse claire. La définition même de la traite établie par le protocole de Palerme est sujette à diverses interprétations. Du côté des organismes de terrain comme au sein de la littérature scientifique, il est impossible de mesurer une augmentation de la traite des femmes pendant le GP. Par ailleurs, les estimations exagérées quant au phénomène de la traite et la présence policière qui en découle ont des conséquences néfastes sur les femmes

travaillant dans l'industrie du sexe, les femmes autochtones et les femmes racisées, qui sont victimes de harcèlement policier, de profilage ou d'arrestations.

Afin d'orienter les interventions de la Ville relativement à la traite des femmes, le CM a formulé 23 recommandations, dont l'adoption et la diffusion d'une définition de la traite des personnes. Les membres recommandent aussi que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'assure d'avoir des pratiques exemptes de profilage racial, sexiste et social en matière de lutte contre la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle.

Avis sur la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada (mai)



Cet avis met en évidence les nombreux obstacles auxquels font face les femmes qui sortent ou qui travaillent lors du GP ou d'autres événements festifs. Les femmes ressentent un sentiment d'insécurité dans l'espace public et sont fréquemment victimes de harcèlement ou d'agressions sexuelles. Les femmes rencontrées, qui travaillent dans les domaines du service, de l'accueil et de la vente pendant le GP, occupent des emplois précaires où l'apparence et la mise en scène du corps constituent souvent des critères d'embauche. Pour elles, le harcèlement sexuel et sexiste durant le travail est fréquent et considéré comme faisant partie intégrante de l'emploi. De façon générale, les violences à caractère sexuel et le harcèlement vécus par les femmes ne sont pas vus comme des enjeux de sécurité par les corps policiers ni par les agences de sécurité privées.

Le CM adresse 11 recommandations à la Ville pour assurer aux femmes un accès sans violence à l'espace public, dont la création d'un plan d'action pour bâtir une ville festive sûre pour toutes, et la mise sur pied de campagnes de sensibilisation et de prévention relativement aux violences à caractère sexuel et aux violences sexistes.

2.2 Donner la parole aux Montréalaises

Le Conseil des Montréalaises soutient la prise de parole des femmes au sujet de leurs conditions de vie et des enjeux qui les préoccupent. Cet engagement permet de tisser des liens et des solidarités avec les Montréalaises, en particulier celles dont on n'entend habituellement pas la voix sur la place publique.

Débat féministe électoral (octobre)

À l'occasion des élections municipales du 7 novembre 2021, le CM et la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) ont organisé un débat féministe pour encourager les Montréalaises à voter et à interpeller les partis sur les enjeux qui les touchent. Les candidates Karine Boivin Roy (Ensemble Montréal), Dominique Ollivier (Projet Montréal) et Anastasia Pomares (Mouvement Montréal) ont répondu aux questions des organisatrices et du public. Les 110 participantes à ce débat virtuel ont pu poser des questions aux candidates et les entendre s'exprimer sur quatre thèmes qui préoccupent les Montréalaises : la place des femmes dans la relance économique ; les actions des partis concernant le logement pour les femmes ; la sécurité dans les espaces publics ; et la transition écologique juste.



2.3 Agir en concertation

Le Conseil des Montréalaises est convaincu de l'importance de travailler en concertation pour l'avancement des dossiers qui touchent à l'égalité entre les femmes et les hommes et entre toutes les femmes. Ainsi, il s'associe régulièrement à des partenaires qui visent des objectifs similaires à Montréal.

- Partenariat avec le Bureau de la présidence du conseil et le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) pour l'organisation de l'événement Cité Elles MTL 2021 (12 février). Cet événement était réservé aux participantes de Cité Elles MTL 2020, qui n'avaient pas pu faire la simulation du conseil municipal prévue en raison des mesures sanitaires liées à la pandémie de COVID-19. En 2021, 29 participantes ont assisté à une formation sur le conseil municipal ainsi qu'à des ateliers sur les réalités de la vie politique avec des élues de la Ville de Montréal.
- Participation au comité toponymie de la Société de transport de Montréal (STM), chargé de proposer des noms pour les cinq futures stations de métro reliées au prolongement de la ligne bleue.



- Collaboration avec la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) pour réaliser et diffuser « Les voix des Montréalaises – Guide féministe sur les élections municipales 2021 » (septembre). Destiné aux groupes de femmes et aux citoyennes, ce guide vise à mobiliser les Montréalaises et à faciliter leur participation aux élections municipales.



- Collaboration avec Concertation Montréal et le Bureau de la présidence du conseil de la Ville de Montréal pour produire et diffuser des outils de vulgarisation sur les élections.
- Participation au groupe de travail d'Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF ; City for All Women Initiative/CAWI), chargé de développer un programme féministe de reprise post-COVID-19 pour les municipalités canadiennes.



- Collaboration avec le Bureau de la présidence du conseil, le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) et le Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour la réalisation du « Guide d'accueil des membres du Conseil interculturel de Montréal, du Conseil

jeunesse de Montréal et du Conseil des Montréalaises ». Cet outil permet aux membres des conseils consultatifs de se familiariser avec leur rôle et de mieux comprendre le fonctionnement des conseils.

- Participation à titre de membre à la Table des partenaires – Femmes et politique municipale, coordonnée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, qui a pour but d'augmenter le nombre de femmes candidates ou élues municipales et de favoriser leur maintien en poste.



2.4 Faire partie d'un réseau et prendre la parole[2]

Il est important de continuer à faire connaître et rayonner le Conseil des Montréalaises ainsi que ses travaux, tant auprès de l'administration municipale que dans les différents réseaux concernés par les problématiques touchant les Montréalaises.

- Présentation des avis du CM sur la sécurité des femmes dans les événements extérieurs lors de la consultation sur les droits humains tenue par la Ville de Montréal dans le cadre de l'organisation de la Coupe du monde de soccer de la FIFA 2026 – 28 janvier
- Participation à un groupe de réflexion et d'action sur la féminisation du leadership initié par le Réseau des femmes d'affaires du Québec, la Société des leaders de marques et ZA Cabinet d'architecture de marques – 29 janvier
- Participation aux ateliers d'idéation du nouveau projet de ville, organisés par la Ville de Montréal dans le cadre de la démarche d'élaboration du plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) 2050 – 11, 16 et 18 février
- Rencontre avec Nadine Mailloux, ombudsman de la Ville de Montréal – 22 février

2. Les points 2.4 et 2.5 mentionnent les principales représentations, mais les listes ne sont pas exhaustives.

- Présentation des travaux du CM en lien avec la sécurité urbaine à une doctorante en sociologie de l'UQAM – 7 mai
- Lancement virtuel de deux recherches du CM : « Avis sur la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada » et « Avis sur la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada », en présence de 87 personnes – 17 mai



- Participation au photoreportage sur l'itinérance des femmes réalisé par le Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF) – juin
- Participation à une rencontre d'échange à propos des initiatives en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes avec la délégation du conseil municipal des jeunes de la ville de Cugnaux (France) – 7 juillet
- Présentation de la démarche de production des avis du CM à un groupe de jeunes travaillant à la réalisation d'un avis jeunesse à l'Institut du Nouveau Monde (INM) – 14 juillet
- Présentation des recommandations du CM quant à la reddition de comptes en matière de lutte contre le racisme et les discriminations à la commission sur le développement social et la diversité montréalaise de la Ville de Montréal – 10 août
- Participation à l'atelier de travail sur les groupes marginalisés organisé par la Société de transport de Montréal (STM) dans le cadre de la présentation de sa nouvelle approche de proximité relativement aux activités de sûreté et de contrôle – 17 septembre
- Participation à la marche exploratoire à la place des Montréalaises organisée par la Ville de Montréal – 30 septembre


La place des Montréalaises

- Participation à une entrevue organisée par la Ville de Montréal pour établir un diagnostic organisationnel dans le cadre du Chantier en accessibilité universelle – 3 novembre

- Participation à une entrevue sur les préoccupations des Montréalaises durant la nuit, organisée par des étudiantes de l'Université McGill pour leur projet d'élaboration d'une politique de la vie nocturne avec la Société de développement commercial (SDC) du centre-ville – 9 novembre
- Participation à la table ronde « Challenges to Decolonizing the Women's Movement in Québec » (« Les défis de la décolonisation du mouvement féministe au Québec »), dans un cours du programme d'études sur le Québec de l'Université McGill – 18 novembre
- Allocution lors de la présentation du rapport « Les actes à caractère haineux au Québec : un état des lieux » du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence – 9 décembre

2.5 Participer à la vie publique

Les membres représentent le Conseil des Montréalaises à de nombreux événements en lien avec leurs préoccupations, organisés par la Ville de Montréal, par des organismes paramunicipaux ou par des groupes de femmes et communautaires.

- Participation au webinaire « La violence fondée sur le sexe dans les territoires du Canada : les données sous le microscope », organisé par le Centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe de Femmes et Égalité des genres Canada – 26 mai
- Participation au webinaire du Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques de la Ville de Montréal – 10 juin
- Participation aux conférences du sommet « Montréal au sommet de la nuit » organisé par la Ville de Montréal, MTL 24/24 et Yulism – 15 juin



- Participation à la rencontre « Mieux travailler ensemble en temps de crise » dans le cadre du projet de recherche « Réponses transformatives à la COVID-19 à Montréal », mené par la chercheuse Jen Gobby en partenariat avec le Centre SHIFT pour la transformation sociale de l'Université Concordia – 30 juin
- Participation à la séance d'information de la Société de transport de Montréal (STM) sur sa nouvelle approche de proximité relativement aux activités de sûreté et de contrôle – 8 septembre
- Participation à la cérémonie d'assermentation de la mairesse et des élus-es de la Ville de Montréal – 18 novembre
- Participation au lancement de l'état des lieux sur les femmes et le logement à Montréal, organisé par la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) – 1er décembre
- Participation à la causerie sur l'itinérance et les violences faites aux femmes par les partenaires intimes, organisée par la TGFM – 7 décembre





2.6 S'impliquer au sein du Conseil des Montréalaises

Fortes de leur engagement, les membres se sont rencontrées à de nombreuses reprises pour faire avancer les dossiers qu'elles ont priorisés en début d'année.

Comité exécutif

Les membres du comité exécutif s'assurent du respect des orientations déterminées lors de la journée de planification. Elles planifient les assemblées, suivent les dossiers entre les assemblées, représentent le Conseil auprès des élus-es, des organismes et des partenaires, et veillent à la réalisation du plan d'action.

Comité communication

Les membres de ce comité sont à l'affût d'outils structurants pour les communications externes et internes du Conseil des Montréalaises. Elles établissent un plan de communication lors des événements publics organisés par le CM et assurent une présence régulière sur les médias sociaux.

Comités recherche

Pour chaque thème sur lequel le CM veut se pencher, un comité recherche ad hoc est mis sur pied. Les membres de ces comités déterminent ou précisent les sujets qui feront l'objet de recherches en vue de produire des avis et des recommandations. Elles encadrent et soutiennent le travail des chercheuses.

Comité élections

Le comité élections est un comité ad hoc créé pour planifier et réaliser les actions du CM à l'occasion des élections municipales de novembre 2021.

Comité traite

Le comité traite est un comité ad hoc qui a fait le suivi des avis sur la traite et la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada de 2017 à 2020. En 2021, les membres de ce comité ont organisé le lancement de ces avis.

Comité interconseils

Composé de six personnes, soit la présidente ou le président et un-e membre de chacun des trois conseils consultatifs de la Ville de Montréal, ce comité ad hoc a fait le suivi du « Guide d'accueil des membres du Conseil interculturel de Montréal, du Conseil jeunesse

de Montréal et du Conseil des Montréalaises », réalisé par les secrétaires-recherchistes des conseils et le Bureau de la présidence de la Ville de Montréal.

Comité violence conjugale

Ce comité ad hoc s'est penché sur les différentes initiatives et actions possibles pour lutter contre la violence conjugale dans le milieu municipal.

Vie associative

- Nominations par le conseil municipal :
  Trois membres – avril
  Une membre – août
  Trois membres – novembre
- Accueil et intégration des nouvelles membres
- Planification des activités et des recherches pour 2021



De gauche à droite,
les membres nommées en 2021 :
en haut, Marianne-Sarah Saulnier, France Leblanc, Nelly Dennene ; en bas, Martha Cecilia Remache Benavides, Gwendoline Lüthi, Christina Nancy Eyangos, Amélie Boudot.

3 LE CONSEIL DES MONTRÉALAISES EN CHIFFRES

3.1 LES RENCONTRES DU CM

Vie associative

Assemblées	9
Comité exécutif	16
Comité communication	8
Comités recherche	15
Comité élections	20
Comité traite	13
Comité interconseils	3
Comité violence conjugale	3
Autres comités ad hoc	7
Rencontres statutaires avec les élues responsables de la condition féminine au comité exécutif de la Ville	4
Rencontres administratives des conseils (Conseil interculturel de Montréal, Conseil jeunesse de Montréal et CM)	45

Concertation avec les partenaires

Comité organisateur de Cité Elles MTL	12
Table des groupes de femmes de Montréal	6
Table des partenaires – Femmes et politique municipale	2
Élus-es et fonctionnaires de la Ville de Montréal	17

Représentation

Présentations faites par le Conseil	15
Participation à des colloques, conférences, événements publics	8

Présence dans les médias	5

Publications

Avis	2

3.2 LES RESSOURCES DU CM

Ressources financières en 2021 :

82 800 $ (budget de fonctionnement)

Équipe de soutien :

- Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste
- Hélène Barbe, secrétaire d'unité administrative, partagée avec le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (à partir de juin 2021)

4 LES ACTIONS PRIORITAIRES POUR 2022

Publier un avis sur les changements climatiques et les femmes

En 2022, les membres vont publier un avis sur les enjeux municipaux liés aux changements climatiques dans une perspective féministe intersectionnelle. Dans cette recherche, elles se pencheront également sur les actions à entreprendre pour assurer une transition écologique juste.

Documenter les obstacles systémiques que rencontrent les femmes cols bleus à la Ville de Montréal

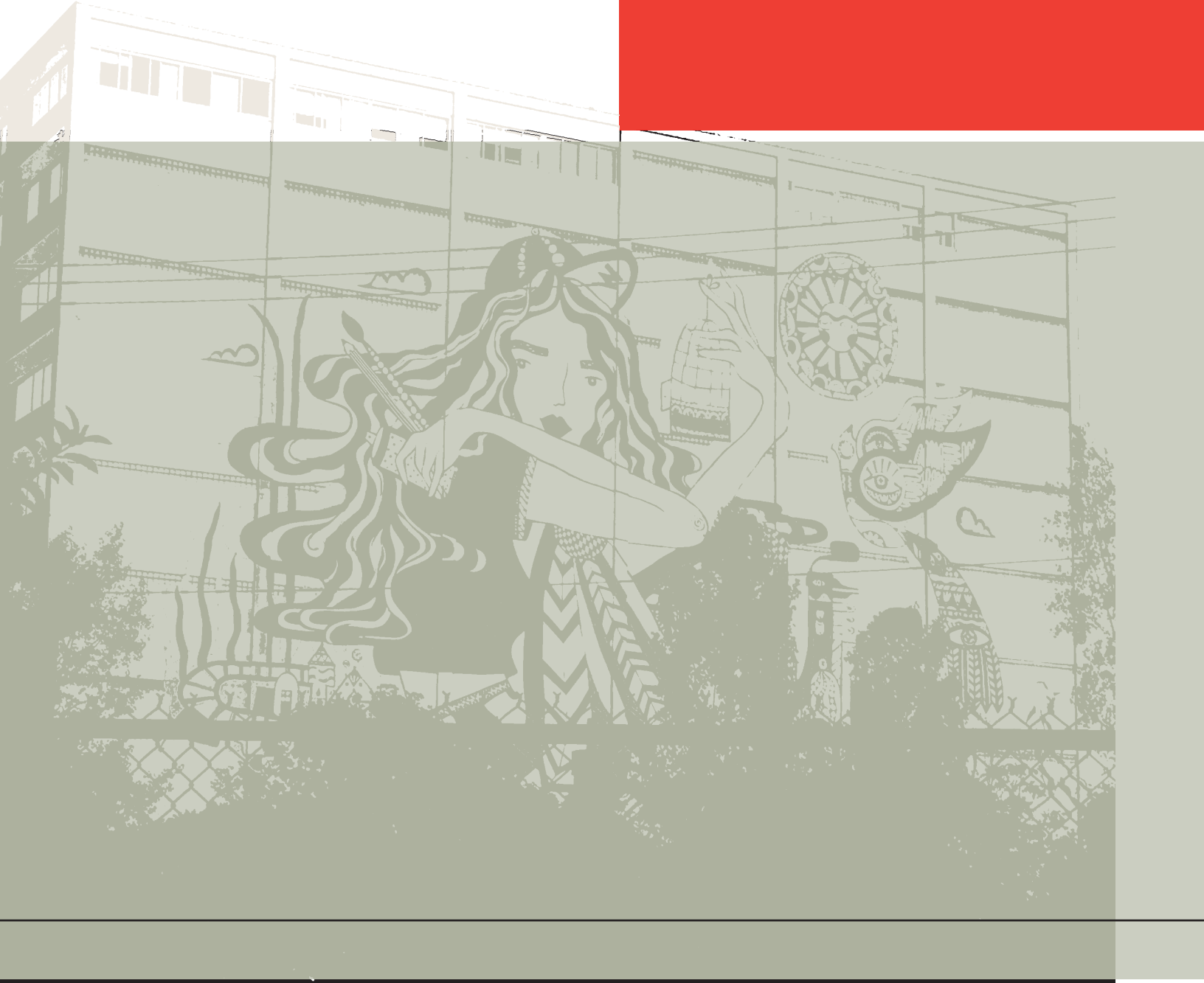
En vue d'un prochain avis, les membres du CM, en partenariat avec Action travail des femmes (ATF) et la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM), vont documenter les conditions d'embauche et d'emploi des femmes cols bleus à la Ville de Montréal et les obstacles systémiques qu'elles rencontrent. Cet avis fera suite à la précédente recherche du Conseil sur ce sujet, « Col bleu : un emploi pas toujours rose ! » (2013).

Publier un mémoire sur le budget sensible au genre

En 2022, les membres du CM vont publier un mémoire sur le budget sensible au genre.

Augmenter le rayonnement du Conseil des Montréalaises

Les membres du CM poursuivront leur participation à des événements publics ainsi que la promotion du Conseil par différents moyens. Elles continueront à répondre aux invitations d'organismes à présenter le Conseil et diffuseront largement ses travaux tout au long de l'année. Elles seront aussi plus présentes que jamais dans les médias sociaux.



Conseil des Montréalaises

Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.005

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1227181003

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil jeunesse de Montréal.

Il est recommandé:

De prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil jeunesse de Montréal pour le conseil municipal.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 10:50

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227181003**

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil jeunesse de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil jeunesse de Montréal (CjM) est une instance consultative de la Ville de Montréal, responsable de conseiller l'Administration municipale sur toutes les questions relatives aux jeunes et de s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations. Annuellement, il doit rendre compte de ses activités par le dépôt d'un rapport. Le présent rapport d'activité 2021 illustre sommairement l'ensemble des réalisations du CjM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1).
CM21 0476 en date du 17 mai 2021 - Dépôt du rapport d'activité 2020 du Conseil jeunesse de Montréal.

DESCRIPTION

Le rapport d'activité 2021 du CjM présente les membres, en plus de rendre compte des publications, projets et événements organisés, ainsi que des collaborations développées. Parmi les travaux les plus significatifs de l'année 2021, nous comptons le lancement d'un avis sur l'offre de logement locatif pour les jeunes Montréalais-es, la publication d'un avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal et la publication du Manifeste du CjM dans le cadre des élections de novembre 2021. Outre ces publications, le CjM a également travaillé à l'élaboration d'un avis qui porte sur la place des jeunes dans l'espace public la nuit qui sera déposé en 2022 et collaboré à différents événements avec des partenaires jeunesse montréalaise, dont un événement pour encourager les jeunes à se présenter aux élections municipales ainsi que l'événement intitulé *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal* . Les perspectives pour l'année 2022 sont présentées à la fin du rapport d'activité.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 41 du Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051-1), il est attendu que le Conseil jeunesse de Montréal soumette au conseil municipal son rapport d'activité annuel. En effet, "au plus tard le 31 mai de chaque année, le conseil rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activités et des perspectives de l'année suivante".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées à la réalisation de ce document ont été entièrement assumées par le budget de fonctionnement du CjM.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse en p.j.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la diffusion de son rapport d'activité annuel, le CjM rend compte des actions mises en œuvre pour exercer ses fonctions telles que présentées à l'article 15 du Règlement 19-051-1: 1- il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes et soumet des recommandations au conseil de la ville; 2- il sollicite des opinions, reçoit et entend les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes; 3- il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N.A.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion du rapport d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site internet de la Ville de Montréal (ville.montreal.qc.ca/cjm) et sur les réseaux sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée - conseil municipal : 16 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
Secretaire- recherchiste

Tél : 514-250-8258
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2022-04-21

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021



Montréal

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL



Rédaction
Geneviève Coulombe

Révision linguistique
Louise-Andrée Lauzière

Conception et réalisation graphiques
Séverine Bardoux

Photos
Geneviève Coulombe
Josie Desmarais, *Métro*
Mollie Dujardin
Lachérie Photographie
Ève-Marie Lauzon
Audrey-Frédérique Lavoie
Nafir Salaeddine
Voltaic

Soutien administratif
Mollie Dujardin

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022
© Conseil jeunesse de Montréal, 2022

ISBN
Version papier : 978-2-7647-1882-7
Version électronique : 978-2-7647-1883-4

Conseil jeunesse de Montréal
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
cjm@montreal.ca
www.cjmtl.com

TABLE DES MATIÈRES

06 MOT DU PRÉSIDENT

08 LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

08 Historique
08 Cadre juridique
08 Composition
08 Fonctions
09 Structure et vie associative
09 Comités permanents
09 ▸ Comité exécutif
09 ▸ Comité Comm'Action
09 ▸ Comité Avis
10 Comités ponctuels
10 ▸ Comité interconseils
10 ▸ Comité de gouvernance
10 ▸ Comité organisateur de la journée de réflexion annuelle
10 ▸ Comité Manifeste

11 LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE DU CJM

11 Membres
26 Ils ont quitté le CjM en 2021
26 Équipe

27 LE PORTRAIT DES RÉALISATIONS DE 2021

28 Avis, mémoires et autres publications
28 ▸ *Les jeunes Montréalais-es et le logement locatif : une situation précaire*
30 ▸ *Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal*
32 ▸ *Montréal nocturne : perspective jeunesse sur l'utilisation des espaces publics*
33 ▸ *Manifeste du Conseil jeunesse de Montréal dans le contexte des élections municipales de novembre 2021*
33 ▸ *Rapport d'activité 2020 du CjM* – mai 2021

34 Projets et événements particuliers
34 ▸ *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*
36 ▸ *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
38 ▸ Conseils jeunesse d'arrondissement
38 ▸ Concours de photographie du MEM – Centre des mémoires montréalaises
39 ▸ Campagne de recrutement

40 Concertation avec les partenaires
40 ▸ TRYSPACES
41 ▸ Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville
41 ▸ Partenariat Climat Montréal

42 Rencontres avec les élu-es et l'administration municipale
42 ▸ Élu-e
42 ▸ Administration municipale

43 LE CJM EN ACTIVITÉ

43 Événements, rencontres, formations, consultations
52 ▸ Le CjM dans les médias et les réseaux sociaux
52 ▸ Autres activités réalisées
54 ▸ 2021 en chiffres

56 LES PERSPECTIVES POUR 2022

56 Nouvelles études
57 Poursuite des projets existants
57 Projets et événements
57 Travaux internes
57 Suivi des avis publiés

58 REMERCIEMENTS

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PRÉSIDENT

Pour une dix-huitième année, c'est avec grand plaisir que les membres du Conseil jeunesse de Montréal (CjM) désirent vous faire part de leurs réalisations.

Comme sa précédente, l'année 2021 fut synonyme d'ajustements et d'incertitude en raison de la pandémie. Malgré les embûches et les nombreux fardeaux additionnels qu'elle a fait peser sur nos membres, la dernière année fut encore une fois très productive et couronnée d'un succès d'autant plus impressionnant dans les circonstances.
En début d'année, nous avons lancé notre avis intitulé *Les jeunes Montréalais-es et le logement locatif : une situation précaire* dans le cadre d'un événement qui aura été remarqué par les médias montréalais. Aussitôt ce projet fut-il achevé que les membres ont tourné leur attention vers une autre thématique : l'utilisation des systèmes de décision automatisée (SDA) par la Ville.

Qu'il s'agisse d'algorithmes de prise de décisions, de caméras de surveillance, de capteurs de bruit, d'analyses de données de circulation, entre autres choses, ces technologies soulèvent des enjeux éthiques préoccupants et c'est pourquoi les membres du CjM ont appelé à une discussion plus approfondie sur l'encadrement, par la Ville de Montréal, de l'utilisation des données des citoyen-nes montréalais-es par des systèmes intelligents. Après plusieurs mois de travail acharné, notre *Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal* a été déposé au conseil municipal et lancé publiquement.

En parallèle, le Conseil aura également amorcé la rédaction d'un deuxième avis, celui-là portant sur la place des jeunes dans les espaces publics durant la nuit.



L'année 2021 a également été marquée par la tenue des élections municipales. Au début mai, nous avons organisé, conjointement avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), l'événement *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*, afin d'inciter les jeunes à se lancer en politique comme candidat-es.

Nous avons aussi publié le *Manifeste du Conseil jeunesse de Montréal dans le contexte des élections municipales de novembre 2021* en reprenant 12 de nos recommandations déclinées sous quatre enjeux politiques importants. Finalement, à la mi-octobre, nous avons organisé, conjointement avec le Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM), le Conseil interculturel de Montréal (CIM), Force jeunesse, la Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM) et la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), un événement jeunesse intitulé *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*. Il s'agissait de questions/réponses portant sur les priorités de la jeunesse dans différents secteurs adressées à chacune des personnes candidates à la mairie de Montréal.

En rétrospective, comme président, je suis particulièrement heureux de constater que notre conseil réussit à produire des avis pertinents sur des sujets préoccupants, tout en faisant rayonner nos réalisations collectives au bénéfice des jeunes Montréalais-es. L'effort, l'engagement et le désir d'innovation de toutes et tous les membres sont encore à souligner cette année et je sais que nous saurons garder ce cap pour l'année 2022.

Bonne lecture de notre rapport d'activité !



Pentcho Tchomakov

LE CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Historique

C'est pour mieux tenir compte des préoccupations des jeunes Montréalais et Montréalaises et les inviter à prendre part aux décisions qui les concernent que l'Administration municipale a décidé de procéder, en 2002, à la création du Conseil jeunesse de Montréal (CjM).

Cadre juridique

Le CjM fut créé en vertu du règlement 02-177, adopté pendant le conseil municipal de la Ville de Montréal du 23 septembre 2002. Le CjM a pris son envol le 11 février 2003.

Le 16 septembre 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté un nouveau cadre juridique pour les conseils consultatifs de la Ville : le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051). Ce règlement a fait l'objet d'une révision en 2021.

Composition

Le CjM est composé de 15 membres âgés de 16 à 30 ans, dont une personne à la présidence et deux personnes à la vice-présidence, lesquelles forment le comité exécutif. Ils et elles sont choisi-es de manière à refléter la représentativité hommes/femmes et la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise. Les membres sont nommé-es pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois. Pour devenir membre, il faut poser sa candidature pendant la campagne de recrutement qui a lieu aux deux ans.

Fonctions

- Fournir, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question relative aux préoccupations des jeunes et soumettre des recommandations au conseil de la ville ;
- Solliciter des opinions, recevoir et entendre les représentations de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux préoccupations des jeunes ;
- Effectuer ou faire effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Structure et vie associative

Les membres se réunissent en assemblée environ une fois par mois. Ils et elles œuvrent aussi au sein de comités chargés de réaliser les objectifs du plan d'action annuel. Ces comités se rencontrent selon les exigences des différents dossiers, participent à la détermination des orientations et aux décisions nécessaires à l'avancement des travaux. Plusieurs comités ont été actifs en 2021 : le comité exécutif, le comité Comm'Action, le comité Avis ainsi que quelques comités ponctuels. De plus, les membres représentent le CjM et contribuent activement à le faire connaître par leur participation à de nombreuses activités liées aux dossiers qui touchent les jeunes.

L'équipe permanente du CjM soutient l'ensemble des travaux en fonction des objectifs que le Conseil s'est fixés. Cette équipe est constituée de la secrétaire-recherchiste Geneviève Coulombe et de Hélène Barbe, secrétaire d'unité administrative (que le CjM partage avec le Conseil des Montréalaises et le Conseil interculturel de Montréal).

Comités permanents

▸ Comité exécutif

Le comité exécutif (CE) se réunit tous les mois et a notamment la responsabilité de voir au bon déroulement des activités du CjM et d'en assurer le suivi. Le CE est aussi responsable du traitement des différentes demandes issues tant du milieu municipal que du milieu associatif. Il planifie et organise les réunions régulières du CjM, il dynamise les actions et assure la cohésion, le bien-être et la motivation de tous les membres.

▸ Comité Comm'Action

Le comité Comm'Action détermine et planifie le positionnement médiatique du Conseil et veille à la réalisation de sa stratégie de communication. Il a aussi pour rôle d'organiser diverses activités pour que le CjM soit plus visible et mieux connu des jeunes Montréalais-es, des partenaires et des élu-es. Il organise des événements rassembleurs permettant aux jeunes et aux élu-es de se rencontrer et de dialoguer.

▸ Comité Avis

Le comité Avis détermine les problématiques sur lesquelles le CjM souhaite se pencher et en clarifie les angles de recherche. Le comité assure également le suivi des recommandations des avis précédemment déposés au conseil municipal.

Comités ponctuels

▸ Comité interconseils

Composé des président-es et d'un-e membre de chacun des trois conseils consultatifs de la Ville de Montréal, en 2021, ce comité a fait le suivi du *Guide d'accueil des membres des conseils consultatifs* réalisé par les secrétaires-recherchistes des conseils et le Bureau de la présidence de la Ville.

▸ Comité de gouvernance

Ce comité a pour mandat de se pencher sur les questions de gouvernance. En 2021, les travaux du comité ont principalement porté sur l'élaboration de modalités de vote entourant les prises de position publiques du CjM, d'une procédure interne de renouvellement des mandats, du *Guide d'accueil des membres des conseils consultatifs* ainsi que des règles de régie interne du CjM.

▸ Comité organisateur de la journée de réflexion annuelle

Ce comité est responsable de voir à la programmation des activités et du déroulement de la journée de réflexion annuelle qui se déroule en début de chaque année.

▸ Comité Manifeste

Ce comité s'est formé spécifiquement pour la rédaction du *Manifeste du Conseil jeunesse de Montréal dans le contexte des élections municipales de novembre 2021.*

LES MEMBRES ET L'ÉQUIPE DU CJM

Pentcho Tchomakov



26 ans
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Président depuis janvier 2022
Vice-président en 2021

Originaire de la Bulgarie, mais ayant vécu presque toute sa vie à Montréal, Pentcho Tchomakov réside dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Il travaille présentement comme ingénieur en intelligence artificielle et des données chez Merck et vient de terminer une maîtrise en génie informatique à l'École polytechnique de Montréal. Il a aussi eu la chance de travailler dans les domaines de l'apprentissage machine et de la réseautique mobile à l'international et souhaite faire une carrière en diplomatie technologique.

Fortement impliqué dans sa communauté depuis qu'il est très jeune, Pentcho Tchomakov a longtemps œuvré auprès des associations étudiantes de génie tant à l'Université McGill qu'au niveau pancanadien. Il a organisé de nombreuses conférences sur le leadership et la diversité et l'inclusion en génie.

Passionné par la politique locale et tous les enjeux qui touchent sa ville d'accueil, il souhaite poursuivre son parcours au sein du CjM en se concentrant sur l'action citoyenne des jeunes, le transport et les services en commun et la planification de la ville intelligente du 21e siècle. Il est convaincu qu'une meilleure planification à long terme saura mieux satisfaire les besoins de la jeunesse montréalaise dans le futur.

Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil



25 ans
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Vice-président depuis janvier 2022

Titulaire d'un baccalauréat en philosophie de l'Université de Montréal, Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil y poursuit actuellement des études à la maîtrise en philosophie. Ses recherches portent principalement sur la philosophie de la perception, la phénoménologie, la philosophie du langage et la normativité. Il a été élu exécutant de l'association étudiante de son département pour trois mandats consécutifs. Conférencier à de nombreux colloques portant sur la philosophie, les études classiques et la citoyenneté, il a aussi coanimé l'émission hebdomadaire *Le Chaînon marquant* sur les ondes de CISM 89,3 FM. Il s'implique au sein de diverses associations communautaires et citoyennes en vue de contribuer à la vitalité de son milieu. De surcroît, son parcours universitaire a été agrémenté d'une session d'échange à la *Universidad Nacional de Colombia* à Bogota. En parallèle, il réalise un certificat en études italiennes.

Originaire du quartier Ahuntsic à Montréal, Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil a finalement élu domicile dans le quartier Villeray. Son attachement profond pour Montréal constitue une part importante de son identité. Par son implication au CjM, il entend réitérer l'importance d'accorder une place centrale aux aspirations de la jeunesse montréalaise ainsi qu'au bien-être des générations futures dans toutes les décisions prises par les élu-es. Il s'intéresse particulièrement à la représentativité démocratique, à la mobilité durable, à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, au rayonnement du patrimoine culturel, à la vitalité citoyenne et communautaire et à la lutte contre les inégalités sociales.

Joia Duskic



22 ans
Lachine

Vice-présidente depuis mars 2022

Médiatrice culturelle au sein d'institutions artistiques montréalaises et chercheuse émergente au cœur du département d'histoire de l'art de l'Université Concordia, Joia Duskic recherche présentement les corrélations entre l'art public du milieu urbain et les systèmes curatoriaux du milieu muséal. Candidate à la maîtrise en histoire de l'art à Concordia, elle détient un baccalauréat en histoire de l'art de la même université.

Née et élevée dans l'arrondissement de Lachine, elle est consciente que l'époustouflant environnement naturel dont elle est témoin quotidiennement le long des berges du canal constitue une portion du territoire non cédé de la nation Kanien'kehá:ka. Cette réflexion sur l'origine et corollairement sur le développement effervescent de Tiohtià:ke | Mooniyang | Montréal sera assurément transposée dans les discussions qu'elle souhaite susciter auprès de ses pairs.

Joia Duskic aspire à porter la voix des jeunes convoitant une carrière au sein du riche milieu artistique montréalais. De ce fait, elle nourrira certaines réflexions sur les infrastructures publiques ayant le pouvoir de développer la fibre artistique des enfants et des adolescent-es de la métropole. Récipiendaire du *Francine V. Jones Art Conservation Study Award*, du *R. Bella Rabinovitch Art History Prize*, du *Top Concordian Graduate Entrance Scholarship* et du *Elspeth McConnell Fine Arts Award*, elle porte fièrement le rôle de membre du CjM et désire avant tout rendre accessible l'éducation artistique qu'elle a eu l'opportunité d'obtenir.

Myriam Boileau



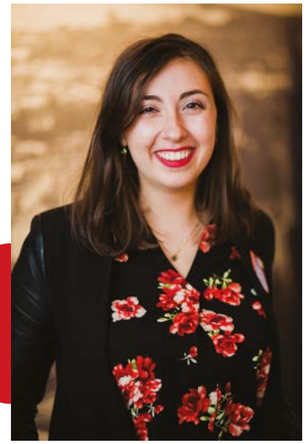
22 ans
Rosemont–La Petite-Patrie

Étudiante au baccalauréat en sociologie avec une spécialisation en études féministes à l'Université de Montréal, Myriam Boileau travaille également à titre d'intervenante dans une maison des jeunes. La théorie et la pratique vont donc de pair pour cette jeune femme qui aime travailler en équipe en vue d'apporter des solutions concrètes à des enjeux sociaux. Citoyenne montréalaise – une ville qu'elle a tatouée sur le cœur – la scène municipale, terrain tout désigné pour l'action directe, lui paraissait dès lors naturelle.

Avec un regard vif et critique sur la société, Myriam Boileau a toujours activement pris part aux discussions dans l'espace public, que ce soit par l'entremise des médias, des arts ou encore au sein de comités étudiants. Auparavant chroniqueuse littéraire à Radio Ville-Marie, elle coanime maintenant, en compagnie de Pascal-Olivier Dumas-Dubreuil, l'émission *Le Chaînon marquant* sur les ondes de CISM.

Convaincue de la richesse de notre culture et fervente défenseuse d'un système public, son engagement au sein du CjM se traduira par une attention particulière mise sur l'accessibilité de l'art pour les jeunes de tous les milieux, les questions d'inclusion des communautés marginalisées ainsi que les enjeux environnementaux. Engagée dans ses milieux scolaires et dans sa communauté depuis son plus jeune âge, elle a notamment reçu au cours des dernières années deux prix Forces AVENIR, une bourse d'études de l'Université de Montréal, le Prix du lieutenant-gouverneur ainsi que la Médaille du souverain pour les bénévoles.

Jessica Condemi



26 ans
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Titulaire d'un baccalauréat en développement international et relations internationales de l'Université McGill et d'un baccalauréat en droit combiné avec un Juris Doctor en *common law* nord-américaine de l'Université de Montréal, Jessica Condemi est animée par le désir de faire rayonner Montréal sur la scène internationale. Après huit longs mois passés à étudier pour son examen du Barreau du Québec, elle est présentement stagiaire en droit en cabinet privé. Les relations internationales sont au centre de ses expériences personnelles. Elle a participé à une multitude de conférences à Montréal, à Bruxelles et à New York portant sur les enjeux discutés à l'Organisation des Nations unies. Membre du CjM depuis 2017, elle s'est impliquée également à titre de coordonnatrice des communications pour les Jeunes diplomates du Canada. La jeune femme d'origine italienne a également été chargée du projet *Étudiant-es en droit d'aider* mené par le Réseau national des étudiant-es Pro Bono du Canada, visant à accroître l'accessibilité à la justice. Elle était également partie, à titre de stagiaire, au procès de la contestation de la *Loi sur la laïcité de l'État*, l'un des plus grands procès de nature constitutionnelle de la dernière décennie.

Particulièrement touchée par l'enjeu de la diversité, des droits linguistiques et des droits fondamentaux, Jessica Condemi espère pouvoir aider les jeunes Montréalais-es à se faire entendre sur la scène municipale. Elle est motivée à mener des projets qui feront briller le dynamisme de cette jeunesse montréalaise au sein de la Ville et ailleurs dans le monde.

19 ans
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Rime Diany



Rime Diany étudie présentement en médecine à l'Université de Montréal. Récipiendaire de la Médaille du lieutenant-gouverneur pour la jeunesse, elle a un désir ardent de s'impliquer dans sa communauté.

À travers les années, elle s'est engagée de diverses manières pour faire une différence autour d'elle. Elle s'est impliquée au sein de la population plus âgée en faisant régulièrement du bénévolat au Centre d'hébergement Saint-Andrew. Elle a d'ailleurs participé au programme Missive, un stage intensif combinant bénévolat et séminaires éducatifs portant sur le système de santé. Elle a également fait du bénévolat auprès de personnes présentant une déficience intellectuelle au Centre Miriam. Durant la crise de la COVID-19, Rime Diany est allée prêter main forte au personnel de la santé en travaillant dans les centres de dépistage. Elle a aussi organisé une campagne de sensibilisation et de collecte de fonds pour les Rohingyas dans le cadre du programme *Quand la jeunesse parraine une personnalité publique*, organisé par Oxfam-Québec.

Ayant grandi dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Rime Diany est fière d'être Montréalaise. En tant que membre du CjM, elle s'engage à s'assurer que le bien-être, les valeurs et les préoccupations des jeunes soient écoutés et pris en compte. Ses principaux objectifs sont l'inclusion de toutes et tous les jeunes, peu importe leur situation socioéconomique, et l'accès à l'éducation sous toutes ses formes.

18 ans
Saint-Léonard

Abdenour Douraid



Très fier résident de Saint-Léonard, Abdenour Douraid est actuellement étudiant en sciences de la santé au Collège de Maisonneuve. Pour avoir vécu depuis sa naissance dans ce quartier de l'est de la Ville, il en connaît bien les enjeux.

Impliqué depuis ses études secondaires dans son milieu scolaire et communautaire, il s'est notamment intéressé aux enjeux de sécurité et d'environnement. Avec ses collègues de l'Association des élèves du secondaire de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (AESCSPÎ), il a entrepris de réclamer un plan concret de transition écologique de la commission scolaire, avec le soutien des différentes directions d'école. Intéressé tant par les enjeux municipaux que fédéraux de Saint-Léonard, il a joint le Conseil jeunesse de Saint-Léonard–Saint-Michel, qui se penche principalement sur les questions fédérales touchant sa circonscription. Il a entre autres activement participé à l'organisation d'une rencontre entre la députée fédérale et certains commandants du SPVM afin que les jeunes puissent poser des questions et être rassurés à la suite de violences liées aux armes à feu dans son quartier. Son implication lui a par ailleurs valu la Médaille du lieutenant-gouverneur pour la jeunesse, reconnaissance soulignée par le premier ministre François Legault.

Au sein du CjM, Abdenour Douraid tient à promouvoir les spécificités qui font de Montréal une ville agréable où la jeunesse s'épanouit pleinement, c'est-à-dire une ville verte et sécuritaire pour toutes et tous.

Sarah El Ouazzani



24 ans
Rosemont–La Petite-Patrie

Résidente de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie depuis près de 20 ans, Sarah El Ouazzani est bachelière en architecture de l'Université de Montréal. Son plus grand désir est de repenser l'architecture montréalaise de façon plus inclusive et durable afin de faire rayonner l'identité de la ville. Cela s'illustre, entre autres, à travers la prise en considération de l'accessibilité universelle dans la conception de ses projets universitaires.

Sarah El Ouazzani a toujours à cœur l'inclusion et la diversité puisqu'elle s'identifie comme jeune femme ayant une déficience auditive profonde (elle porte un implant cochléaire) et venant d'une minorité visible. Depuis le primaire, son implication soutenue au sein des comités d'élèves a été soulignée à maintes reprises. Plusieurs mentions lui ont été décernées grâce à ses propositions d'idées créatives pour susciter l'implication des jeunes. Outre son rôle de citoyenne active, elle explore une variété d'activités en lien avec la créativité dont visiter des musées, se promener dans les ruelles vertes et encourager l'entrepreneuriat local.

Par son dévouement et sa motivation, Sarah El Ouazzani souhaite apporter une contribution significative grâce à son bagage de connaissances et d'expériences sur le plan culturel, environnemental et social. Les dossiers qui l'interpellent le plus sont la place accordée à la créativité de la jeunesse montréalaise sur la scène internationale ainsi que l'implication citoyenne des jeunes dans les démarches électorales et évènementielles,
et ce, tout en tenant compte de la représentativité de la diversité montréalaise.

Victor Estenssoro Alvarez



24 ans
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Ayant grandi en alternance entre le quartier Saint-Michel et la ville de La Paz, en Bolivie, Victor Estenssoro Alvarez a été, très tôt dans sa vie, confronté aux inégalités sociales. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il s'est inscrit en médecine à l'Université de Montréal et qu'il se greffe dorénavant au CjM. Victor Estenssoro Alvarez carbure aux nouveaux défis, surtout lorsque ceux-ci mettent en cause la relation d'aide et le contact humain ; prendre soin de populations vulnérables est sa plus grande motivation. Depuis le secondaire, il agit à titre de bénévole auprès des enfants au Phare, Enfants et Familles, une maison de soins palliatifs – où ses talents de violoniste sont d'ailleurs mis à profit.

Dès le début de la pandémie de COVID-19, il s'est joint à une équipe de chercheurs à l'Institut de cardiologie de Montréal dont les travaux visaient à trouver une nouvelle piste de traitement contre ce virus. Il effectue maintenant de la recherche en hémato-oncologie à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont dans l'espoir de contribuer à l'émergence de thérapies innovatrices contre le cancer.

Victor Estenssoro-Alvarez mise sur son leadership et sur sa compassion pour soutenir les causes qui lui tiennent à cœur. Il souhaite notamment aborder, durant son mandat au sein du CjM, les conditions des individus sans domicile fixe et l'inclusion des communautés migrantes et LGBTQ2+. Aujourd'hui résident du quartier Côte-des-Neiges, il bénéficie de ce qu'il considère le plus bel atout de la Ville de Montréal : le mont Royal.

23 ans
Le Plateau–Mont-Royal

Thomas Faustin



Thomas Faustin complète actuellement son baccalauréat en relations internationales et droit international à l'UQAM. Né à Montréal et élevé par deux parents français sur Le Plateau-Mont-Royal, il a toujours considéré cette ville comme son berceau, où grandir était un grand privilège.

Il a eu l'opportunité de travailler avec diverses communautés montréalaises. Poursuivant son implication dans l'organisation Égides pour la protection des droits LGBTQ2IA+ au sein de la francophonie, les enjeux de cette communauté, qu'elle soit montréalaise ou internationale, lui tiennent particulièrement à cœur. Avoir l'opportunité de travailler avec une communauté aussi jeune et si présente à Montréal lui a donné l'envie d'en faire plus en s'impliquant au CjM pour promouvoir les droits de ces personnes.

Tout au long de ses études, Thomas Faustin a été sensible à l'importance de l'intégration urbaine, de l'aménagement et de l'accès aux ressources locales pour les populations LGBTQ2IA+. Cette vision qu'il porte souligne son soutien et sa volonté de faire évoluer certaines pratiques urbaines afin que les communautés marginalisées et les enjeux d'intégration reçoivent une attention particulière auprès des décideurs et décideuses publics.

24 ans
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Rizwan Ahmad Khan



Rizwan Ahmad Khan étudie en droit à l'Université du Québec à Montréal. Interpellé par la politique, la justice sociale ainsi que par les enjeux collectifs, il a été président de son association étudiante au collège Ahuntsic de 2017 à 2019. Il a entre autres activement revendiqué la mise en place d'assurances santé pour les étudiant-es ainsi qu'une augmentation salariale des employé-es au café étudiant, et ce, dans le but d'atteindre l'objectif du salaire minimum à 15 $ l'heure.

De plus, il s'implique dans son quartier natal, notamment au sein du Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), qui défend les droits des locataires face aux enjeux d'embourgeoisement, d'éviction ainsi que d'insalubrité des logements. Croyant fermement que le logement est un droit humain fondamental, il milite au sein de son quartier pour plus de logements abordables respectant la dignité des Montréalais-es vivant dans la précarité. Il s'implique également au sein de la communauté musulmane Ahmadiyya de Montréal en tant que responsable des affaires publiques, où il désire promouvoir un dialogue interculturel et interreligieux pour combattre les préjugés et promouvoir un meilleur vivre-ensemble au sein de la société québécoise.

Par sa participation au CjM, Rizwan Ahmad Khan désire encourager l'implication des jeunes issus des communautés ethnoculturelles qui se sentent peu représentées au sein des institutions de la Ville. Il espère pourvoir contribuer à rendre la Ville réellement inclusive et plus juste pour tout le monde.

Gabriel Laferrière



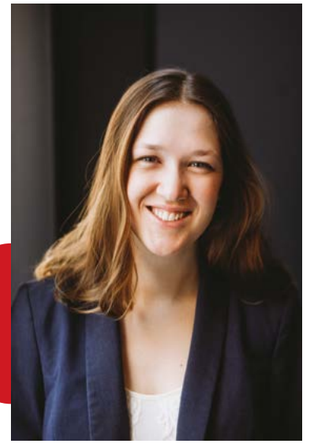
28 ans
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Gabriel Laferrière est chargé de projet chez Passerelles, une coopérative œuvrant dans le passionnant milieu du patrimoine. En parallèle, il termine une maîtrise en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal qui l'a amené à s'intéresser tout particulièrement à la reconversion des bâtiments industriels. Son bagage académique et les différentes expériences professionnelles qu'il a accumulées lui ont permis de développer une passion pour le patrimoine, la participation publique et la politique.

Tout au long de son parcours universitaire, Gabriel Laferrière s'est largement impliqué bénévolement, notamment au sein du Regroupement des étudiants au baccalauréat en urbanisme puis au sein de l'Association des étudiant-es des cycles supérieurs en études urbaines, qu'il a présidée. Pendant quelques années, il a participé à une « opération populaire d'aménagement » pilotée par la Concertation en développement social de Verdun. Aujourd'hui, il est président du Comité de la relève d'Héritage Montréal.

En se joignant au CjM, il souhaite participer avec d'autres jeunes au développement de solutions innovantes à des problèmes complexes.

Catherine Maertens



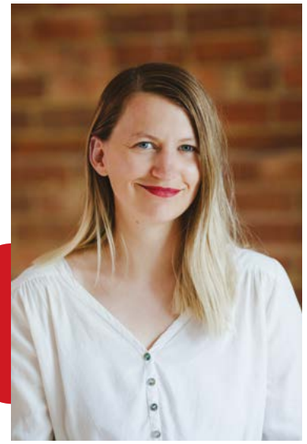
25 ans
Rosemont–La Petite-Patrie

Catherine Maertens est analyste de recherche à la firme de sondage Léger. Elle se spécialise dans l'analyse de données politiques et s'investit dans des projets de recherche qui traitent d'enjeux d'actualité et d'intérêt public. Titulaire d'un baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM, elle a également fréquenté l'Université de Bergen en Norvège afin de suivre des cours traitant de la politique scandinave et des populations autochtones dans le cercle arctique. Elle s'est ensuite concentrée sur les enjeux de politique québécoise et canadienne en complétant une maîtrise en sciences politiques à l'Université Concordia. Son mémoire porte sur la réception des revendications autonomistes des Inuits du Nunavik par les partis souverainistes au Québec. Passionnée par sa recherche récemment récompensée par un prix de la Fondation Maurice-Séguin, elle travaille sur l'adaptation de son mémoire en essai politique.

Amoureuse de Montréal, Catherine Maertens a vécu trois ans dans l'arrondissement de Ville-Marie et vient d'emménager dans le Vieux-Rosemont. Au sein du CjM, elle souhaite encourager la Ville à développer davantage le transport actif et permettre aux Montréalais-es de mieux embrasser leur nordicité, que ce soit par la facilitation du vélo d'hiver ou la création de places publiques festives. La scène musicale représente pour elle l'une des plus grandes richesses montréalaises et elle mérite plus que jamais d'être chérie et célébrée après deux années éprouvantes pour le milieu culturel. Ainsi, Catherine Maertens a de grandes ambitions pour Montréal et souhaite rêver collectivement à une ville où il fera bon vivre pour la jeunesse montréalaise.

31 ans
Le Plateau–Mont-Royal

Alice Miquet



Présidente en 2019 et 2020

C'est en poursuivant une maîtrise en urbanisme à l'Université de Montréal qu'Alice Miquet a commencé à réfléchir aux moyens d'améliorer la ville, que ce soit par des actions concrètes ou politiques. Sa recherche universitaire a porté sur les jeunes et les espaces publics à Hanoï, au Vietnam, et avait pour but de faire entendre la voix des jeunes, souvent négligée dans les questions d'aménagement et de démocratie.

Alice Miquet travaille comme chargée de projets en habitation communautaire afin de construire et fournir du logement abordable à celles et ceux qui en ont besoin tout en revitalisant les quartiers montréalais.

Au sein du CjM, elle souhaite aborder les enjeux d'urbanisme, de participation publique, mais aussi d'inclusion sociale et d'accessibilité universelle.

25 ans
Le Sud-Ouest

Ghassen Soufi



Né en Tunisie, Ghassen Soufi a immigré à Montréal à l'âge de 6 ans. Depuis son arrivée, il a habité dans différents quartiers de la métropole et réside maintenant dans le Sud-Ouest. Il a complété sa médecine à l'Université McGill en 2020 et fait une résidence en psychiatrie dans les centres hospitaliers universitaires affiliés à McGill. Tôt dans son parcours migratoire, il a été porté à réfléchir sur l'iniquité dans l'accès aux services de santé et sociaux. Habité d'un intérêt particulier pour les populations vulnérables et pour les politiques de santé mentale durant ses études, il s'est engagé dans divers rôles de représentation. Il a notamment a occupé la vice-présidence de l'organe politique de son corps étudiant à McGill, et a été sélectionné pour le programme *McGill Global Health Scholar* pour un projet visant l'amélioration de l'accès aux soins de santé sexuels pour les populations plus démunies.

Ayant décidé d'orienter sa formation postdoctorale en psychiatrie, il a poursuivi ses activités de recherche sur l'accès aux logements abordables et aux emplois pour les itinérant-es montréalais-es souffrant de troubles mentaux graves. Ghassen Soufi œuvre présentement dans le cadre du PRISM (Projet de réaffiliation en itinérance et santé mentale) et continue d'être impliqué dans sa communauté et à titre de représentant des médecins résidents au conseil des délégués.

À travers son implication au CjM, il souhaite rendre plus accessibles différents services aux populations les plus vulnérables et valoriser la santé mentale des jeunes Montréalais-es.

Ils ont quitté le CjM en 2021

Yazid Djenadi
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
(2018-2021)

Sherlyne Duverneau
Anjou
(2020-2021)

Benjamin Herrera
Sud-Ouest
(2018-2021)

Audrey-Frédérique Lavoie
Ville-Marie
(2018-2021)

Xiya Ma
Saint-Laurent
(2016-2021)

Anne Xuan-Lan Nguyen
Ville-Marie
(2016-2021)

Michael Wrobel
Ahuntsic-Cartierville
(2015-2021)

Équipe

Geneviève Coulombe
Secrétaire-recherchiste

Hélène Barbe
Secrétaire d'unité administrative, partagée avec le Conseil interculturel de Montréal (CIM) et le Conseil des Montréalaises (CM)

Mollie Dujardin
Contractuelle

Ève-Marie Lauzon
Stagiaire en communication



LE PORTRAIT DES RÉALISATIONS DE 2021

Avis, mémoires et autres publications

▸ *Les jeunes Montréalais-es et le logement locatif : une situation précaire*

L'accès à un logement abordable et adapté fait partie des étapes fondamentales du processus d'insertion sociale et économique des jeunes Montréalais-es. En contexte de rareté du logement et de hausse du coût des loyers, les difficultés que les jeunes rencontrent pour se loger convenablement sont démultipliées et fragilisent leur parcours de vie.

Il ressort de cet avis que les réalités de la précarité résidentielle des jeunes doivent être traitées de façon prioritaire. D'abord parce que cette population doit faire face à des difficultés systémiques qui se renouvellent, quand elles ne s'amplifient pas, d'une génération de jeunes à l'autre. Ensuite, parce que les jeunes d'aujourd'hui seront les familles, les ménages actifs et les personnes âgées de demain. Fragiliser leur parcours résidentiel revient donc à affecter leur stabilité et leur sécurité future, de surcroît face à un marché du logement en tension. Enfin, et sans surprise, parce que les spécificités liées aux modes d'habiter des jeunes ont également un impact sur la capacité à se loger d'autres types de ménages, et en particulier les familles et les plus démuni-es.



L'ensemble des constats posés dans cet avis appelle donc à une intervention publique active et rapide pour améliorer l'accès des jeunes Montréalais-es à un logement abordable et adapté. Dans cette optique, le CJM formule 14 recommandations aux instances municipales.

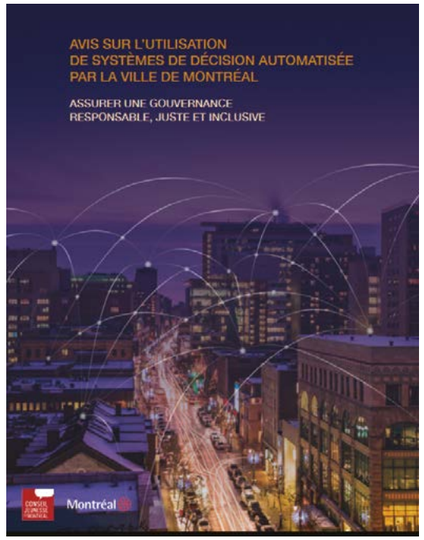
Ce 26e avis du CjM a été déposé au conseil municipal du 22 février 2021 et un lancement public virtuel s'est déroulé le 30 mars 2021.

À cette occasion, les membres du CjM ont présenté les faits saillants de leur avis ainsi que leurs recommandations formulées à la Ville. De plus, une table ronde réunissant des intervenant-es du milieu du logement a eu lieu pour approfondir les enjeux soulevés dans l'avis présenté.



Cette table ronde réunissait :

- M. Robert Beaudry, élu responsable de l'habitation à la Ville de Montréal ;
- Mme Amy Darwish, coordonnatrice par intérim au Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) ;
- M. Louis Gaudreau, professeur en travail social à l'UQAM, membre du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) et chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) ;
- M. Laurent Levesque, fondateur et directeur général de l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE).





▸ *Avis sur l'utilisation de systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal*

Engagée dans le développement de la ville intelligente, la Ville de Montréal a déclaré à maintes reprises vouloir mettre de l'avant une approche où les outils technologiques seraient au service des citoyen-nes. Malgré ces engagements, à l'heure actuelle, il demeure difficile de déterminer quelles technologies sont utilisées par la Ville et par l'ensemble des organismes paramunicipaux. Il est encore plus difficile d'avoir un portrait réel de l'ensemble des données captées et des usages qu'on en fait.

Puisque les technologies centrées sur les données et les systèmes de décision automatisée (SDA) ne sont pas neutres, la compréhension et l'évaluation de leurs impacts sur les droits de la personne constituent une procédure incontournable pour assurer leur équité et leur inclusivité. L'injustice algorithmique existe, et le constat n'est plus à faire que les technologies, en raison de leur neutralité prétendue, peuvent contribuer à reproduire et à renforcer les biais inhérents aux données, et ainsi participer à reproduire les inégalités sociales existantes.

Avec cet avis, le CjM veut faire entendre les préoccupations des jeunes et rappeler qu'il ne faut pas négliger l'incidence des technologies sur les Montréalais-es, et plus particulièrement sur certaines communautés marginalisées. Le principal postulat posé par cet avis est l'exigence d'intégrer le concept d'*explicabilité* dans l'encadrement réglementaire de l'utilisation des SDA par la Ville afin d'assurer une protection suffisante des droits et libertés des Montréalais-es. L'objectif d'une mesure comme l'évaluation de l'incidence des SDA est de cerner leurs angles morts et les biais discriminatoires qui pourraient causer des préjudices sérieux aux citoyen-nes. Des expériences internationales nous démontrent que l'injustice algorithmique existe réellement et les technologies peuvent, malheureusement, contribuer à reproduire et à renforcer les biais inhérents aux algorithmes, et ainsi participer à décupler de façon systémique les inégalités déjà présentes dans notre société. Il est donc urgent de trouver, de développer et de mettre en place des mécanismes qui garantiront le dialogue entre les systèmes technologiques et la société.

En conséquent, le CjM formule le souhait que la trajectoire numérique empruntée par la Ville de Montréal soit déterminée non seulement par des principes, mais aussi par des politiques publiques et des règlements exhaustifs et de nature contraignante.

Pour le CjM, la priorité au chapitre de l'intégration des technologies n'est pas l'optimisation de la gestion des infrastructures et des services, mais plutôt le développement responsable, transparent, inclusif, intelligible et démocratique. Afin d'encadrer le déploiement de la gouvernance responsable des données et des systèmes de décision automatisée, le CjM a formulé 15 recommandations.

Ce 27e avis du CjM a été déposé au conseil municipal le 23 août 2021 et un lancement public virtuel a eu lieu le 14 septembre 2021. À cette occasion, une présentation de l'Avis et de ses recommandations a été suivie d'un échange avec Lyne Nantel, doctorante en études urbaines au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique et rédactrice de l'avis, ainsi que Jonathan Durand-Folco, professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul.





▸ *Montréal nocturne : perspective jeunesse sur l'utilisation des espaces publics*

Que réserve Montréal – la métropole culturelle, la ville des festivals, la ville étudiante – aux jeunes, une fois la nuit tombée ? Que font les jeunes la nuit ? Quel est le sens de cet espace-temps pour elles et eux ? Comment l'offre de services, les événements, l'aménagement urbain, la surveillance policière, la régulation et les normes sociales influencent-ils leurs pratiques nocturnes ? Comment la jeunesse montréalaise vit-elle la nuit, en fonction de ces facteurs ? Cet avis a été réalisé afin de trouver des pistes de réponses aux nombreuses interrogations soulevées ci-dessus et, ultimement, de faire en sorte que l'expérience nocturne des jeunes Montréalais-es corresponde à leurs aspirations, à leurs désirs et à leurs besoins.

La recherche qui a mené à cet avis a été réalisée grâce à une collaboration entre l'Université de Montréal, l'organisme R.Es.P.I.R.E. et le CjM dans le cadre du projet TRYSPACES, dont l'objectif est de documenter les pratiques des jeunes dans les espaces publics de Montréal, de Hanoï, de Mexico et de Paris.

L'avis présente les différentes facettes d'une relation unique et riche entre les jeunes et la nuit urbaine. Il en ressort que les pratiques des jeunes, dont les profils et les besoins sont multiples et variés, pourraient être mieux soutenues et encadrées. On peut en tirer trois constats généraux. Premièrement, mieux servir les jeunes pendant la période nocturne est un enjeu d'équité urbaine : les services et les ressources devraient être fournis de façon équitable à celles et ceux qui vivent la nuit. Deuxièmement, le jour et la nuit partageant une frontière fluide, il est nécessaire de réfléchir à la continuité des services et des ressources d'une période à l'autre. Troisièmement, les pratiques nocturnes et l'occupation de l'espace par les jeunes ne s'inscrivent pas nécessairement dans une activité définie de façon précise, elles n'ont pas d'objectif particulier et ne sont généralement pas orientées vers le vice ou le danger : ne rien faire, contempler, traîner, flâner, passer le temps – activités floues s'il en est – font partie intégrante de l'expérience juvénile de la nuit.

Ce 28e avis, dans lequel le CjM formule 28 recommandations à la Ville de Montréal, sera déposé au conseil municipal au cours de l'année 2022.



▸ *Manifeste du Conseil jeunesse de Montréal dans le contexte des élections municipales de novembre 2021*

Dans cette publication de quelques pages, le CjM tenait à réitérer quelques recommandations phares tirées d'avis réalisés dans les dernières années. Ce court manifeste se veut avant tout le sommaire des préoccupations de la jeunesse montréalaise afin de rendre les conclusions des travaux de recherche du CjM accessibles au plus grand nombre.

Le CjM a défini quatre enjeux politiques à mettre de l'avant auprès des candidat-es dans le cadre des élections municipales : l'habitabilité de la ville comme milieu de vie ; la ville comme vecteur d'innovation ; la relance économique équitable ainsi que la ville inclusive et solidaire.

Par ce manifeste, les membres du CjM ont souhaité outiller les jeunes citoyen-nes afin qu'ils et elles puissent demander aux candidat-es aux élections municipales de s'engager à des politiques urbaines favorables à leur bien-être et à l'image de leurs ambitions pour leur futur.

▸ *Rapport d'activité 2020 du CjM – mai 2021*





Projets et événements particuliers



▸ *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*

En collaboration avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, le CjM a tenu un événement intitulé *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*, dans le cadre de la campagne *Je me présente*, du gouvernement du Québec. Cette campagne avait pour but d'inciter les citoyennes et les citoyens à déposer leur candidature aux postes d'élu-es municipaux, notamment les jeunes et les femmes.

L'objectif plus spécifique de l'événement était de sensibiliser et inciter les jeunes à se présenter en tant que candidat-e lors des élections municipales de 2021.

L'événement, tenu virtuellement le 18 mai, a permis au MAMH de présenter les procédures pour poser sa candidature aux élections, en plus de réunir sur un panel trois jeunes élu-es montréalais-es ou qui l'ont déjà été :

- Younes Boukala, conseiller d'arrondissement à Lachine ;
- Rosannie Filato, conseillère de la ville dans Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ;
- Elsie Lefebvre, directrice de La Ruche Grand Montréal, chroniqueuse-analyste au *Journal de Montréal* et au *Journal de Québec*, à LCN et à QUB radio et ancienne conseillère de ville à Montréal.

Les questions posées ont permis aux panélistes de partager leur expérience personnelle et répondre à quelques questions du public afin de favoriser une meilleure compréhension du profil et du rôle des élu-es municipaux et lancer ce message aux jeunes qui souhaitent participer à l'amélioration de leur milieu de vie : il est possible d'agir concrètement au sein de la politique municipale.











▸ *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*

Le CjM a organisé, conjointement avec le FJÎM, le CIM, Force jeunesse, la JCCM et la FAÉCUM, un événement jeunesse incontournable en vue des élections municipales de 2021 intitulé *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal.*

L'événement s'est tenu le 12 octobre 2021, à l'atrium du campus MIL de l'Université de Montréal, et était animé par Alexis Tremblay, journaliste à Radio-Canada. Les organisations jeunesse avaient développé un partenariat avec l'université pour l'occasion, ce qui leur a permis de bénéficier d'un emplacement de choix ainsi que d'une rediffusion instantanée sur sa page Facebook. Le recteur, M. Daniel Jutras, était également présent et nous a accueilli-es avec une allocution.

Chacune des personnes candidates à la mairie de Montréal a répondu à des questions portant sur les priorités de la jeunesse dans différents secteurs. Les chefs et la cheffe des partis en lice ont pu y présenter leur plateforme et échanger sur le logement, la mobilité, l'environnement, la place des jeunes et les enjeux de diversité et d'inclusion, l'itinérance, le racisme systémique, la gestion de la dette, etc. Près de la moitié des questions avaient été récoltées préalablement auprès de jeunes du grand public.

Personnes candidates à la mairie de Montréal présentes :

- Gilbert Thibodeau, Action Montréal ;
- Denis Coderre, Ensemble Montréal ;
- Balarama Holness, Mouvement Montréal ;
- Valérie Plante, Projet Montréal.

À noter que l'invitation du candidat Marc-Antoine Desjardins de Ralliement pour Montréal est devenue caduque à l'association de son parti avec Mouvement Montréal.

→ Retombées de l'événement

- Un communiqué de presse annonçant la tenue de l'événement a été diffusé par Cision ;
- La rencontre a été transmise en webdiffusion en direct sur plusieurs plateformes, et ce, par les différentes organisations impliquées (incluant l'Université de Montréal et MAtv) ;
- 7 800 visionnements de cette webdiffusion au 14 décembre 2021 ;
- L'événement a été enregistré et diffusé à différents moments sur la chaîne de télévision MAtv : le jeudi 14 octobre, à 20 h ; le vendredi 15 octobre, à 8 h ; le dimanche 17 octobre, à 10 h 30 ; le lundi 18 octobre, à 13 h ;
- Le débat a également été rendu disponible en rattrapage sur le site web de MAtv du 19 octobre au 7 novembre 2021. Selon les chiffres reçus par MAtv, il y a eu 93 visionnements complets de la vidéo rendue disponible en rattrapage, 232 impressions et 977 demandes de lecture ;
- Une interprétation simultanée en langue des signes a été rendue disponible. L'événement affichait complet : 140 personnes y ont assisté. À noter que par souci d'accessibilité, il était possible d'être parrainé afin d'avoir accès à un billet sans frais. Au total, 30 des 140 billets ont été parrainés ;
- Les différentes organisations impliquées ont mobilisé 40 bénévoles, incluant les membres du comité organisateur et excluant les équipes techniques de l'Université de Montréal et de MAtv ;
- Le comité organisateur a tenu 15 rencontres officielles réunissant des représentant-es du CjM, du FJÎM, du CIM, de FJ, de la JCCM et de la FAÉCUM, plus une vingtaine de rencontres réalisées par certaines de ces organisations avec d'autres partenaires (Élections Montréal, DGEQ, Université de Montréal, MAtv et des organisations jeunesse) ;
- Les médias ont publié 6 articles sur l'événement.



▸ Conseils jeunesse d'arrondissement

Les membres du CjM ont poursuivi leurs démarches de soutien à la création des conseils jeunesse d'arrondissement, en collaboration avec le FJÎM, qui a le mandat d'appuyer les responsables administratifs et les jeunes membres des conseils, d'offrir des ateliers de formation et d'assurer la coordination entre tous les acteurs et actrices impliqués.

Enfin, la secrétaire-recherchiste du CjM a participé à trois rencontres réunissant les responsables administratifs des conseils jeunesse d'arrondissement coordonnées par le FJÎM.

▸ Concours de photographie du MEM – Centre des mémoires montréalaises

Encore cette année, le CjM s'est associé au MEM – Centre des mémoires montréalaises dans le cadre de la 42e édition du concours photo *Montréal à l'œil*, sous le thème « Montréal de mon cœur ». Ce concours s'est déroulé du 15 février au 15 septembre 2021 et le CjM encourageait les jeunes à devenir touristes dans leur propre ville à la recherche d'oasis urbaines (parcs, petites places, coins de rue, commerces de quartier, ruelles vertes…) qui font le charme des différents arrondissements.

Un prix spécial était offert aux participant-es de 12 à 30 ans et le CjM a remis des chèques cadeaux de la boutique Signé Local et de la Coopérative les librairies indépendantes du Québec totalisant une valeur de 500 $ à Nafir Salaheddine, gagnante de la catégorie jeunesse, pour son œuvre intitulé *La Biosphère*, reproduite sur cette page.



▸ Campagne de recrutement

Du 2 novembre 2020 au 10 janvier 2021, un appel de candidatures a été lancé pour recruter des membres pour les trois conseils consultatifs.

À la suite de cette campagne réalisée aux deux ans, 70 candidatures ont été reçues pour le Conseil jeunesse de Montréal. Au total, 25 personnes ont été reçues en entrevue et 18 ont été inscrites sur la liste de réserve. Le comité de sélection qui s'est rencontré les 8, 10, 11 et 12 février 2021 était composé de :

- M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement dans Lachine pour Projet Montréal ;
- M. Benoît Langevin, conseiller de la ville dans Pierrefonds-Roxboro pour Ensemble Montréal ;
- M. Mehdi Lekehal, conseiller en planification au Service de la diversité et de l'inclusion sociale à la Ville de Montréal ;
- Mme Geneviève Coulombe, secrétaire-recherchiste au Conseil jeunesse de Montréal (observatrice).

Les membres avaient organisé un événement portes ouvertes qui s'adressait aux jeunes souhaitant avoir plus d'informations sur le CjM avant de poser leur candidature. L'initiative a eu lieu le 23 novembre 2020 et a réuni une vingtaine de personnes.

Concertation avec les partenaires

Le CjM est convaincu de l'importance du travail accompli en concertation avec les partenaires pour l'avancement des dossiers qui préoccupent les jeunes Montréalais-es. Ainsi, il s'associe régulièrement à des organismes liés à la réalisation de sa mission.

▸ TRYSPACES

TRYSPACES (*Transformative Youth Spaces*) est un projet de recherche collaboratif impliquant des chercheur-es, des étudiant-es interdisciplinaires, des artistes multimédias, des intervenant-es sociaux, des professionnel-les de la Ville et des jeunes provenant de Mexico, Montréal, Paris et Hanoï sur une période de plus de 6 ans (2017-2023). Les partenaires du projet explorent la relation entre la présence des jeunes dans l'espace public, physique et virtuel, et la façon dont ils vivent cette visibilité. Les jeunes étant à l'avant-plan des transformations culturelles, sociales, économiques et politiques de notre époque, ils sont de plus en plus visibles dans ces espaces parce que leurs pratiques déforment, dérangent et repoussent les limites imposées par les normes sociales. L'objectif général de TRYSPACES est de mieux comprendre les effets des pratiques transgressives des jeunes sur la gouvernance urbaine.

La question relative à la place qu'occupent les jeunes dans l'espace public intéresse sans contredit les membres du CjM, qui a produit par le passé des avis sur le sentiment d'appartenance des jeunes à leur ville, sur les graffitis ainsi que sur le sentiment de sécurité des jeunes dans l'espace public. Le CjM voit donc comme une occasion privilégiée ce partenariat avec l'Institut national de recherche scientifique (INRS), porteur du projet, pour contribuer à l'avancement des connaissances en matière de jeunesse et de politiques publiques.

Dans le cadre de TRYSPACES, en plus de participer au comité de pilotage du projet, les membres ont cette année procédé à la rédaction de l'avis *Montréal nocturne : perspective jeunesse sur l'utilisation des espaces publics*, dont la recherche a été élaborée en collaboration avec l'Université de Montréal et l'organisme R.Es.P.I.R.E. Dans la foulée de ces travaux, le président du CjM d'alors, M. Benjamin Herrera, a également été amené à participer, à titre de panéliste, à l'événement intitulé *Pour une jeunesse noctambule plus dynamique et bienveillante* dans le cadre du Sommet de la nuit organisé par l'organisme 24/24, le 15 juin 2021.



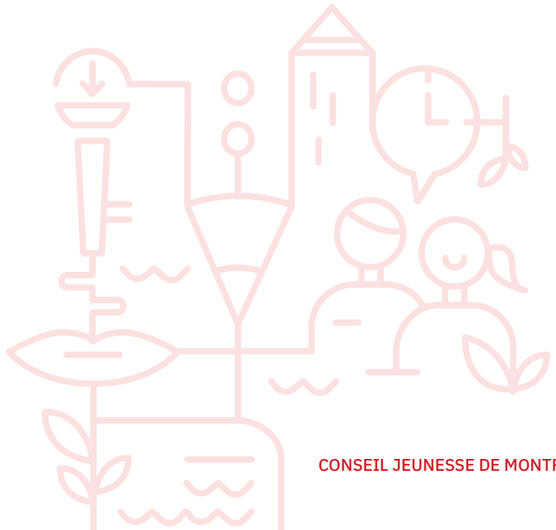
▸ Comité consultatif des usagers vulnérables de la Ville

Le Comité consultatif des usagers vulnérables (CCUV) est formé de personnes possédant une expertise en matière de mobilité et d'aménagement urbain ou représentant les intérêts de certains usagers et usagères du système routier (piéton-nes, cyclistes, conducteur, conductrices, passagers, passagères de tous les âges et de toutes les conditions). Il a pour mandat de conseiller la Ville en formulant des recommandations afin qu'elle puisse améliorer son bilan routier pour tendre vers une Vision Zéro, de sorte que personne ne soit tué ou gravement blessé en se déplaçant dans les rues. De par son expertise développée pour l'Avis sur la mobilité des jeunes Montréalais-es de 17 à 30 ans, le CjM a été sollicité pour poser sa candidature afin de participer à ce comité consultatif.

▸ Partenariat Climat Montréal

Le Partenariat Climat Montréal est une initiative indépendante qui rassemble des organisations économiques, communautaires, philanthropiques et institutionnelles reconnues pour leur engagement pour la question climatique et leur capacité d'influence. Ce partenariat vise à mobiliser les acteurs-clés de la collectivité montréalaise pour contribuer à réduire les émissions de GES de 55 % d'ici 2030 et mettre la métropole sur la voie de la carboneutralité d'ici 2050.

Le CjM participe plus particulièrement au groupe de travail « Projets citoyens », qui vise à cerner, amplifier et multiplier les initiatives collectives citoyennes qui déploient des solutions de décarbonisation et de résilience.



Rencontres avec les élu-es et l'administration municipale

Le CjM se doit de faire connaître son existence et ses travaux et d'effectuer le suivi des recommandations déjà formulées, tant auprès des fonctionnaires de la Ville qu'auprès des élu-es. Au cours de la dernière année, les membres ont participé à plusieurs rencontres en ce sens.

▸ Élu-e[1]

Mme Nathalie Goulet, membre du comité exécutif et responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse, lors de rencontres statutaires *– 18 janvier, 8 mars, 28 juin, 30 août*

[1] Il s'agit des titres que portait l'élue au moment de la rencontre.

▸ Administration municipale

Le Service du greffe concernant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et la procédure de renouvellement des mandats des membres du CjM *– 13 janvier, 9 juin*

Le Service des ressources humaines concernant l'élaboration de la grille d'entrevue en vue de la campagne de recrutement et une formation sur le respect de la personne *– 21 janvier, 19 mai*

Le Service des finances pour le budget du CjM *– 2 février*

Le Service des technologies de l'information concernant l'organisation d'un événement virtuel sur Meet *– 25 février*

Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour consulter les membres quant au Plan d'action Diversité et inclusion sociale de la Ville de Montréal dans le cadre de l'assemblée des membres *– 23 mars*

Le Bureau du contrôleur général concernant le contenu de la formation sur l'éthique et la déontologie *– 23 juin*

Le Bureau des relations internationales et le Service de la diversité et de l'inclusion sociale concernant le Conseil municipal des jeunes de Cugnaux *– 29 juin, 7 juillet*

LE CJM EN ACTIVITÉ



Le CjM s'intéresse aux questions jeunesse sous toutes leurs formes, ce que démontrent les thèmes des 26 avis qu'il a produits à ce jour. Au cours de la dernière année, les membres du CjM ont été appelés à participer à plusieurs événements pour développer leurs connaissances, renforcer les liens avec les acteurs municipaux et être au fait des réalités jeunesse montréalaises.

Événements, rencontres, formations, consultations

Janvier

- **15** • Rencontre du comité de travail sur la transition socioécologique de l'Aile jeunesse du Chantier de l'économie sociale
- **15** • Rencontre avec Sophie Gadoury de Nimble Bubble pour préparer la formation offerte aux membres sur le leadership inclusif
- **16** • Demi-journée de réflexion annuelle du CjM
- **19** • Rencontre avec Alexandre Perron, directeur principal du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) pour discuter de collaborations possibles
- **19** • Rencontre avec Nathalie Boucher de l'organisme R.Es.P.I.R.E concernant la rédaction de l'avis *Montréal nocturne : perspective jeunesse sur l'utilisation des espaces publics*
- **28** • État de la sécurité routière 2019 à Montréal et Vision Zéro, organisé par le Conseil régional de l'environnement de Montréal
- **30** • Formation sur le leadership inclusif offerte aux membres du CjM par Sophie Gadoury de Nimble Bubble
- **30** • Demi-journée de réflexion annuelle du CjM





Février

- **2, 22** • Rencontre avec Ahdithya Visweswaran, président intérimaire du Conseil jeunesse d'Edmonton
- **4** • Comité de pilotage TRYSPACES
- **11** • Démarche d'élaboration du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM), atelier 1 – Leçons du passé
- **16** • Démarche d'élaboration du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM), atelier 2 – Grandes tendances actuelles
- **16** • *Students Reinventing Cities Montréal* organisé par C40 Cities
- **18** • Démarche d'élaboration du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM), atelier 3 – Visions d'avenir
- **22** • Dépôt de l'avis intitulé *Les jeunes Montréalais.es et le logement locatif : une situation précaire* au conseil municipal
- **24** • Rencontre réunissant les membres du CjM et les membres du Conseil jeunesse d'Edmonton
- **25** • Espaces vacants du centre-ville de Montréal : poursuivre la réflexion pour mieux répondre aux besoins des populations et propriétaires, organisé par Espace Ville Autrement – atelier intitulé *Vacance et espaces sous-utilisés*
- **26** • Assemblée virtuelle d'adoption des recommandations concernant la Politique sur les interpellations policières du SPVM de la Commission de la sécurité publique de Montréal
- **26** • Rencontre avec David Alfaro Clark, conseiller en aménagement du territoire et aux affaires municipales au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation en vue de l'organisation de l'événement intitulé *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*

Mars

- **4** • Espaces vacants du centre-ville de Montréal : poursuivre la réflexion pour mieux répondre aux besoins des populations et propriétaires, organisé par Espace Ville Autrement – atelier intitulé *Usage transitoire et réponse aux besoins*
- **9** • Formation offerte aux membres de l'exécutif du CjM intitulée *Favoriser les relations harmonieuses : le rôle du leader-bénévole*
- **16** • Consultation sur le projet de Cadre d'intervention en reconnaissance de la Ville de Montréal – séance de réflexion intitulée *Les valeurs, les principes de bonnes pratiques et leur application au choix des sujets de reconnaissance*
- **18** • Lancement de la troisième phase de PORTES – Laboratoire de solutions pour l'abordabilité et la durabilité en habitation, une initiative de Vivre en Ville
- **22** • Atelier de travail intitulé *La responsabilité individuelle et la tyrannie des petites décisions* – Troisième phase de PORTES – Laboratoire de solutions pour l'abordabilité et la durabilité en habitation
- **23** • Discussion initiale du jury des prix Forces AVENIR 2021
- **24** • Rencontre avec la FAÉCUM
- **25** • *La parole aux jeunes : ma candidature aux prochaines élections municipales ?* organisé par Citoyenneté jeunesse
- **26** • Rendez-vous national des jeunes élu-es 2021 organisé par l'Institut du Nouveau Monde (INM)
- **30** • Consultation sur le projet de Cadre d'intervention en reconnaissance de la Ville de Montréal – séance de réflexion intitulée *La modification ou le retrait d'une reconnaissance*
- **30** • Lancement de l'avis du CjM intitulé *Les jeunes Montréalais.es et le logement locatif : une situation précaire*
- **31** • Dévoilement des villes hôtes du Sommet One Young World 2023-2024





Avril

- **6** • Rencontre du Comité consultatif des usagers vulnérables (CCUV)
- **6** • Rencontre des président-es des trois conseils consultatifs de la Ville
- **15** • Atelier de solutions intitulé *Déshumanisation/réhumanisation* – Troisième phase du laboratoire de solutions PORTES pour l'abordabilité et la durabilité en habitation
- **20** • Délibération initiale du jury de Montréal – prix Forces AVENIR 2021
- **21** • Rencontre avec Force Jeunesse
- **22** • Rencontre avec David Alfaro Clark, du MAMH, pour l'événement *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*
- **27** • *Bâtir des communautés inclusives : jeunes, pouvoir et pandémie* organisé par Équitas

Mai

- **6** • Lancement par le Conseil des Montréalaises de l'*Avis sur la sécurité des femmes pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada* et de l'*Avis sur la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Formule 1 du Canada*
- **10** • *Initiatives visant la diversité et la représentativité des effectifs policiers du SPVM*, assemblée publique tenue par la Commission de la sécurité publique
- **10** • *In remembrance of José Marti* organisé par *8one Foundation*
- **13** • *Dialogue ouvert : L'intelligence artificielle (IA) au Canada* organisé par le Conseil consultatif en matière d'intelligence artificielle du gouvernement du Canada
- **17** • Dépôt du *Rapport d'activité 2020* du CjM au conseil municipal et nominations
- **18** • *Les jeunes se présentent. Notre ville, notre vision*, organisé conjointement par le CjM et le MAMH
- **19** • Rencontre avec des membres du Conseil jeunesse d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
- **20** • Atelier de réflexion sur le Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) de la Ville de Montréal organisé conjointement par Trajectoire Québec
- **20** • Rencontre des responsables administratifs des conseils jeunesse d'arrondissement organisée par le FJÎM
- **25** • Formation sur l'animation et la participation inclusive offerte aux membres de l'exécutif des trois conseils consultatifs par Sophie Lemieux
- **25** • Rencontre avec la Fondation David Suzuki en vue d'une participation au Partenariat Climat Montréal
- **27** • Comité de pilotage TRYSPACES
- **27** • Prix Forces AVENIR – entrevues de sélection dans la catégorie « Élèves engagés »
- **31** • Rencontre avec Montréal 24/24 en vue de la tenue de *Montréal au Sommet de la nuit*
- **31** • *Montréal au Sommet de la nuit* organisé par Montréal 24/24

Juin

- **1** • Rencontre avec Jules Laurent-Allard, consultant pour Concertation Montréal concernant la relance du conseil jeunesse de Ville-Marie
- **3** • Rencontre des président-es des trois conseils consultatifs de la Ville de Montréal
- **4** • Rencontre avec Concertation Montréal et le Bureau de la présidence du conseil concernant les règles d'éthique et de déontologie des conseils consultatifs
- **8** • Consultation menée par Hydro-Québec intitulée *Mettons notre énergie en commun*
- **9, 15** • Rencontre avec Nathalie Boucher de l'organisme R.Es.P.I.R.E en vue de la préparation du panel intitulé *Pour une jeunesse noctambule plus dynamique et bienveillante* dans le cadre de *Montréal au Sommet de la nuit*
- **10** • Présentation du *Projet de ville : vers un plan d'urbanisme et de mobilité 2050*
- **11** • Rencontre avec le FJÎM pour discuter d'une collaboration possible en vue des élections municipales
- **15** • Participation du président du CjM à titre de panéliste à l'événement *Pour une jeunesse noctambule plus dynamique et bienveillante* dans le cadre de *Montréal au Sommet de la nuit*
- **16** • Comité de pilotage TRYSPACES
- **17** • Rencontre du groupe de travail « Projets citoyens » du Partenariat Climat Montréal
- **22** • Rencontre avec Élections Montréal concernant la participation des jeunes aux élections municipales
- **25** • Rencontre réunissant le CjM, le FJÎM, la FAÉCUM, Force Jeunesse, le CIM et la JCCM en vue de l'organisation de l'événement *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **30** • Réponses transformatives à la COVID-19 à Montréal – rencontre réunissant des organisateurs et organisatrices communautaires et des intervenant-es de la Ville, organisé par Shift, Centre pour la transformation sociale de l'Université Concordia



Juillet

- **6** • Rencontre des responsables administratifs des conseils jeunesse d'arrondissement organisée par le FJÎM
- **13** • Jury du concours de photographie *Montréal à l'œil*, du MEM – Centre des mémoires montréalaises
- **14, 28** • Rencontres réunissant le CjM, le FJÎM, la FAÉCUM, Force Jeunesse, le CIM et la JCCM en vue de l'organisation de l'événement *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **15, 22** • Rencontre avec le journal *Métro* pour discuter des collaborations

Août

- **4,11,18** • Rencontres réunissant le CjM, le FJÎM, la FAÉCUM, Force jeunesse, le CIM et la JCCM en vue de l'organisation de l'événement *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **10** • Réflexion sur des modèles de reddition de comptes en matière de lutte au racisme et aux discriminations, assemblée publique tenue par la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise
- **11** • *Dialogue jeunesse pour la mairie de Montréal* organisé par l'INM
- **18** • Rencontre avec Force Jeunesse et Citoyenneté jeunesse pour réfléchir à des stratégies pour favoriser la participation électorale des jeunes aux élections municipales et fédérales
- **19** • *Tribune jeunesse* organisée dans le cadre de l'École d'été 2021 de l'INM
- **19** • Rencontre avec Élections Montréal pour réfléchir à des stratégies pour mobiliser les groupes qui font face à des défis en termes de participation électorale
- **28** • Nomination au conseil municipal

Septembre

- **7** • Rencontre des responsables administratifs des conseils jeunesse d'arrondissement organisée par le FJÎM
- **8, 15, 17, 21, 24, 29** • Rencontres réunissant le CjM, le FJÎM, la FAÉCUM, Force jeunesse, le CIM et la JCCM pour les *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **9** • *Vers une stratégie en faveur de l'économie circulaire à Montréal : comment accélérer la transition ?* organisé conjointement par la Ville de Montréal, le Gouvernement du Québec et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- **9** • Comité de pilotage TRYSPACES
- **9** • *Lancement de l'Avis sur les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées : favoriser des milieux de vie inclusifs* du CIM
- **10** • Rencontre de préparation avec le FJÎM concernant la mise sur pied d'un conseil jeunesse d'arrondissement dans Rosemont–La Petite-Patrie
- **13** • Rencontre avec le FJÎM et l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie concernant la mise sur pied d'un conseil jeunesse d'arrondissement
- **14** • Lancement de notre *Avis sur l'utilisation des systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive*
- **15** • Dévoilement des lauréat-es de la 42e édition du concours *Montréal à l'œil* du MEM – Centre des mémoires montréalaises intitulé *Montréal de mon cœur*
- **21** • Présentation de l'*Avis sur l'utilisation des systèmes de décision automatisée par la Ville de Montréal. Assurer une gouvernance responsable, juste et inclusive* dans le cadre de l'émission *Le chaînon marquant* diffusée sur les ondes de CISM
- **23** • Rencontre avec Nathalie Boucher de l'organisme R.Es.P.I.R.E et Valérie Amiraux, chercheuse au sein de TRYSPACES
- **27** • Nomination au conseil municipal

Octobre

- **1, 6, 8** • Rencontres réunissant le CjM, le FJÎM, la FAÉCUM, Force jeunesse, le CIM et la JCCM pour les *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **12** • *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **14** • Assemblée générale annuelle de TRYSPACES
- **20** • Rencontre réunissant le CjM, le FJÎM, la FAÉCUM, Force jeunesse, le CIM et la JCCM en vue de procéder au bilan de l'événement *Élections municipales : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal*
- **20** • *Favoriser la place des jeunes issu-es de la diversité dans les lieux décisionnels* organisé par Concertation Montréal
- **22** • *Montréal au Sommet de la nuit*, volet 2 organisé par Montréal 24/24
- **27** • Symposium pour la féminisation du leadership organisé par Concertation Montréal

Novembre

- **3** • Rencontre avec l'organisme mexicain Culturans, partenaire du projet TRYSPACES, pour discuter de collaborations possibles
- **10** • Rencontre avec le Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) pour discuter d'une collaboration pour l'organisation du panel intitulé *L'éthique de l'IA : l'utilisation des technologies de surveillance à la Ville de Montréal*
- **18** • Cérémonie d'assermentation des élu-es de la Ville de Montréal

Décembre

- **2** • Comité de pilotage TRYSPACES

▸ Le CjM dans les médias et les réseaux sociaux

- **25** articles et entrevues sur des projets ou des activités du Conseil
- **6** portraits de membres du CjM sur notre compte Instagram
- **15** communiqués de presse diffusés
- **4 429** mentions « J'aime » sur notre page Facebook (4 283 en 2020) – en date du 26 février 2022 et le CjM a touché **45 136** personnes avec ses publications cette année (entre le 11 mars 2021 et le 26 février 2022).
- **3 582** abonné-es à notre compte Twitter (3 501 en 2020) – en date du 26 février 2022.
- **2 192** abonné-es à notre compte Instagram (2 030 en 2020) – en date du 26 février 2022 et le CjM a touché **12 062** personnes avec ses publications cette année (entre le 11 mars 2021 et le 26 février 2022).
- Campagne numérique basée sur les recommandations émises dans l'avis *Les jeunes Montréalais.es et le logement locatif : une situation précaire*.
- Campagne de diffusion du photoreportage présenté dans notre avis *Les jeunes Montréalais.es et le logement locatif : une situation précaire.*
- Campagne numérique pour faire découvrir les enjeux liés aux systèmes de décision automatisée (SDA) dans le foulée de notre avis sur la question.
- Campagne numérique basée sur la participation des jeunes dans le cadre des élections municipales 2021 et sur la parution du *Manifeste du Conseil jeunesse de Montréal dans le contexte des élections municipales de novembre 2021*.
- Appui au journal *Métro* pour le dossier spécial *Avoir 20 ans à Montréal* pour son 20e anniversaire

▸ Autres activités réalisées

- Élection par les membres d'un président et de deux vice-président-es
- Nomination, accueil et intégration de sept nouveaux et nouvelles membres
- Rencontres administratives avec Mme Marie-Ève Bonneau, gestionnaire responsable de la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
- Veille et suivi des répercussions des nombreux avis publiés par le CjM à ce jour













Vie associative	Nombre
Assemblées	10
Comité exécutif	9
Comité Avis	12
Comité Comm'Action	11
Comités ponctuels	12





Concertation interne	Nombre
Administration	10
Élue responsable du dossier jeunesse au comité exécutif de la Ville	4
Rencontres administratives des conseils – CjM, CM et CIM	45



Travail en collaboration	Nombre
Présentation du CjM à des partenaires	14
Développement et suivi de projets avec des partenaires	58
Projet TRYSPACES	6

Représentation, formation et consultation	Nombre
Activités de représentation	42
Activités de formation	4
Activités de consultation	14

Budget de fonctionnement initial du Conseil jeunesse de Montréal en 2021 : 82 800 $.

LES PERSPECTIVES POUR 2022

Une année bien remplie s'achève, laissant place à une nouvelle année qui amènera elle aussi son lot d'activités, de travaux et d'événements.

Nouvelles études

En 2022, le CjM amorcera un avis sur la biodiversité à Montréal. Dans cette étude, le CjM souhaite formuler des recommandations visant à préserver la biodiversité urbaine et à y accorder une plus grande place dans l'aménagement des arrondissements, dans les différents services que la Ville offre ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets entrepris par celle-ci. Par cet avis, les membres du CjM souhaitent mettre de l'avant l'idée que les décisions prises dans la cité ne doivent plus l'être strictement en fonction de considérations humaines, mais également en tenant compte de la faune et de la flore. Selon les membres, il faut décentrer l'humain et considérer la biodiversité comme une richesse intrinsèque, un patrimoine partagé et une opportunité d'imaginer et de bâtir une ville plus résiliente.

Poursuite des projets existants

- Participation au comité de pilotage et aux activités du projet TRYSPACES
- Collaboration au concours de photographie *Montréal à l'œil* du MEM – Centre des mémoires montréalaises
- Appui à la mise sur pied de conseils jeunesse d'arrondissement, en collaboration avec le FJÎM

Projets et événements

- Lancement de l'avis *Montréal nocturne : perspective jeunesse sur l'utilisation des espaces publics*
- Organisation d'un événement intitulé *L'éthique de l'IA : l'utilisation des technologies de surveillance à la Ville de Montréal* en collaboration avec le CRIEM
- Lancement d'une campagne de recrutement des membres et organisation d'une journée portes ouvertes
- Démarche d'approche auprès de différents partenaires jeunesse afin de développer des collaborations
- Participation à l'organisation d'une 4e Journée interconseils

Travaux internes

- Élaboration d'un nouveau Code de régie interne du CjM
- Démarche de rédaction d'une déclaration de reconnaissance des peuples autochtones

Suivi des avis publiés

Au fil des ans, le CjM a produit 27 avis et 23 mémoires qui ont permis de formuler de nombreuses recommandations pour le développement de Montréal. Il apparaît essentiel de poursuivre le suivi de ces travaux auprès des services centraux et des arrondissements.

REMERCIEMENTS

Pour leur intérêt manifeste et leur soutien indéfectible au développement de la jeunesse montréalaise et aux actions du CjM, nous tenons à remercier Mme Josefina Blanco, membre du comité exécutif responsable de la diversité, de l'inclusion sociale, de l'itinérance, de l'accessibilité universelle, de la condition féminine, de la jeunesse et des personnes aînées, ainsi que Mme Nathalie Goulet qui a également agi à titre de membre du comité exécutif responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse. Aussi, nous souhaitons remercier M. Robert Beaudry, membre du comité exécutif responsable de l'urbanisme, de la participation citoyenne et de la démocratie ainsi que Mme Émilie Thuillier qui a également agi à titre de membre du comité exécutif responsable de la démocratie et transparence, de l'expérience citoyenne et des communications ainsi que du patrimoine.

Également, nous souhaitons remercier Mme Despina Sourias, conseillère associée à la condition féminine, à la diversité, à la jeunesse et aux personnes aînées ainsi que M. Hadrien Parizeau, qui a précédemment agi à titre de conseiller associé en matière de jeunesse, de sports et de loisirs, sans compter Mme Suzie Miron et Mme Martine Musau Muele, qui ont successivement occupé la fonction de présidente du conseil municipal au cours de l'année 2021.

Nous nous devons de reconnaître également l'appui des répondant-es jeunesse qui nous permettent de rejoindre localement les jeunes et les organismes qui œuvrent auprès d'eux. Nos remerciements s'adressent également aux organismes jeunesse qui collaborent avec nous de manière ouverte.



Un grand merci aux instances administratives de la Ville, dont la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil, le Service du greffe, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale, le Service des affaires juridiques, le Service des ressources humaines et à leurs représentant-es, avec qui nous travaillons étroitement. Nous transmettons également nos vœux de succès les plus sincères à M. Yazid Djenadi, Mme Sherlyne Duverneau, M. Benjamin Herrera, Mme Audrey-Frédérique Lavoie, Mme Xiya Ma, Mme Anne Xuan-Lan Nguyen et M. Michael Wrobel qui nous ont quittés au cours de l'année passée pour relever de nouveaux défis. Votre contribution aux échanges de points de vue nous a permis de pousser davantage nos réflexions sur les besoins des jeunes.

Enfin, un merci spécial à notre secrétaire-recherchiste, Mme Geneviève Coulombe, de même qu'à Mme Hélène Barbe, secrétaire, pour son travail de soutien administratif. Ces personnes investissent temps, énergie et enthousiasme pour concrétiser nos idées. Nous ne pouvons non plus passer sous silence l'apport précieux de notre stagiaire en communications, Mme Ève-Marie Lauzon et de notre collaboratrice Mollie Dujardin, qui ont contribué par leur expertise et leur engagement au bon déroulement des activités du CjM.

Au plaisir de vous croiser de nouveau dans le cadre de nos activités !



CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227181003
Unité administrative responsable : Service du greffe
Projet : Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil jeunesse de Montréal.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il **Priorité 10 :** Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **Priorité 10 :** Augmentation du nombre de jeunes de moins de 30 ans qui sont engagé-es et impliqué-es au sein de la vie publique municipale et qui prennent part aux débats qui concernent leur milieu de vie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.006

2022/05/04
09:00

Dossier # : 1229404003

Unité administrative responsable :	Conseil Interculturel , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil interculturel de Montréal

Il est recommandé :

de prendre acte du dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil interculturel de Montréal pour le conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2022-04-25 10:52

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

_____

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229404003**

Unité administrative responsable :	Conseil Interculturel , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil interculturel de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Instance municipale consultative indépendante, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) conseille la Ville sur toutes questions relevant des relations interculturelles. Le CIM est constitué de quinze membres bénévoles, dont un à la présidence et deux à la vice-présidence, représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents. À ce titre, sa principale mission est de conseiller et de donner des avis au comité exécutif et au conseil municipal sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de Montréal. D'une manière générale, le CIM conseille les personnes élues de Montréal et, sur demande, les services corporatifs et les arrondissements. Annuellement, le Conseil doit rendre compte de ses activités au conseil de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM21 0472 - 17 mai 2021 - Dépôt du rapport d'activité 2020 du Conseil interculturel de Montréal.
CM21 0088 - 25 janvier 2021 - Approuver le Règlement modifiant le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051).
CM19 1043 - 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.
CM02 0137 - 25 mars 2002 - Adoption d'un règlement sur le Conseil interculturel de Montréal.

DESCRIPTION

Le rapport d'activité 2021 du Conseil interculturel de Montréal rend compte de ses publications, activités et réalisations au cours de l'année 2021, de janvier à décembre. Parmi

les travaux les plus significatifs de l'année 2021, le dépôt de l'avis « Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées : favoriser des milieux de vie inclusifs ». Aussi, dans le cadre des élections municipales, le CIM a coorganisé un débat électoral avec des personnes candidates. Des activités d'échanges avec des étudiant-es ont également eu lieu dans des cégeps de Montréal. Finalement, le CIM a débuté un chantier de réflexion sur la transition socio-écologique et la prise en compte des populations immigrantes et/ou racialisées de Montréal dans cette transition.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 41 du Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051), il est attendu que le Conseil interculturel de Montréal soumette au conseil municipal son rapport d'activité annuel. En effet, « au plus tard le 31 mai de chaque année, le conseil rend compte au conseil de la ville de son rapport d'activités et des perspectives de l'année suivante ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les sommes nécessaires à la production de ce document ont été prises à même le budget du CIM.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Voir la grille d'analyse en p.j.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la diffusion de son rapport d'activité annuel, le Conseil interculturel de Montréal rend compte des actions mises en oeuvre pour atteindre les objectifs suivants : 1) Influencer et conseiller l'administration municipale; 2) Participer à la vie publique et encourager la participation citoyenne; 3) Sensibiliser aux enjeux interculturels; et 4) Consulter les citoyennes et citoyens et favoriser des collaborations. La publication de ce rapport assure une meilleure visibilité des actions du Conseil interculturel de Montréal et la promotion des enjeux liés aux relations interculturelles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion du rapport d'activité auprès des partenaires externes et internes et mise en ligne sur le site Internet du Conseil interculturel de Montréal et sur les réseaux sociaux du CIM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du rapport à la séance du conseil municipal du 16 mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Selma TANNOUCHE BENNANI
Secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal

Tél : 438-777-5189
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-04-20

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-3142
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2022-04-21

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2021

Conseil interculturel de Montréal



Montréal

Ce rapport d'activité a été adopté par les membres du Conseil interculturel de Montréal le 6 avril 2022.

RÉDACTION

Selma Tannouche Bennani, secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal

RÉVISION LINGUISTIQUE ET CONCEPTION GRAPHIQUE

Justine Israël

PHOTOS

Manoucheka Lorgis | Kevin Calixte | Agence Voltaic | Productions Arborescence | CIM

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

© Conseil interculturel de Montréal
ISBN 978-2-7647-1887-2 – PDF français

POUR PLUS D'INFORMATION : CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL (CIM)

1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

514 868-5809 | cim@montreal.ca

CIMMTL

CIMMTL

CIM_MTL

CONSEIL INTERCULTUREL

TABLE DES MATIÈRES

4 LETTRE À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL MUNICIPAL

5 MOT DU PRÉSIDENT

6 LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL EN BREF

- Historique
- Cadre législatif et réglementaire
- Structure organisationnelle
- Mandat

10 LE FONCTIONNEMENT

- Membres
- Vie organisationnelle
- Équipe de soutien
- Ressources financières

24 LES ACTIONS 2021

1. Mettre en lumière les réalités des personnes aînées
2. La prise en compte des populations racisées dans la transition socio-écologique
3. Collaborer avec des partenaires à la Ville et hors Ville
4. Faire rayonner ses avis et aller à la rencontre des Montréalais-es de toutes origines
5. Se consolider en tant que groupe

32 LES PERSPECTIVES POUR 2022

34 REMERCIEMENTS

LETTRE À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL MUNICIPAL

Montréal, le 7 avril 2022

Madame Martine Musau Muele
Présidente du conseil municipal
Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Dépôt du rapport d'activité 2021

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous soumettre, au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal, le rapport d'activité de l'année 2021.

Ce rapport résume les activités du Conseil, ses projets et ses réalisations ainsi que les perspectives de développement pour l'année 2022.

Je vous en souhaite une bonne lecture et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président du Conseil interculturel de Montréal,



SOULEYMANE GUISSÉ

MOT DU PRÉSIDENT

En cette deuxième année de pandémie, le Conseil interculturel de Montréal a encore une fois fait preuve de résilience et d'engagement pour mener à bien sa mission et remplir son mandat.

Dans un contexte où le thème du racisme systémique a occupé les débats, notre instance s'est attelée à faire vivre notre avis *Racisme systémique : agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes*, publié en 2020. Nous l'avons fait à travers la participation à des colloques, des panels de discussion et des représentations à diverses occasions, l'objectif étant de sensibiliser et de vulgariser un sujet polarisant.

Parler du racisme systémique, c'est également mettre en évidence des enjeux spécifiques vécus par les Montréalais-es de diverses origines. C'est ainsi que nous avons lancé à l'automne 2021 notre avis sur les personnes aînées immigrantes et/ou racialisées (PAIR). Il faut rappeler que nous avons mis deux ans à le produire, puisque les travaux sur cet avis ont débuté bien avant la pandémie, soit à l'automne 2019. Notre avis sur les PAIR a été l'occasion de rappeler aux élu-es que les aîné-es racisée-s et/ou immigrant-es sont fréquemment resté-es dans l'angle mort des politiques publiques municipales malgré l'existence d'initiatives consacrées aux personnes aînées. Le temps de l'action est venu pour une meilleure inclusion de cette catégorie de population dont la densité ne cessera de s'accroître dans les années à venir.

Au cours de l'année 2021, nous avons également pu mesurer ô combien le *réflexe CIM* était devenu une réalité. Par réflexe CIM, nous entendons le fait que les différents services de la Ville de Montréal aient l'automatisme de faire appel à l'expertise du CIM et de ses membres sur divers dossiers relevant de notre mandat. C'est ainsi que nous sommes fier-es d'avoir contribué au dernier plan directeur en diversité, équité et inclusion du service des ressources humaines.

Consulter le plan directeur en diversité, équité et inclusion

En 2021, nous avons ouvert un vaste chantier sur la transition socio-écologique dans un axe de diversité et d'inclusion, notre objectif étant d'étudier l'impact de la crise écologique sur les populations racisées de Montréal. À mi-chemin, nous avons compris que la dimension ethnoculturelle est assez peu présente ou du moins n'est pas assez prise en compte dans le mouvement écologique. L'année 2022 sera l'occasion pour le Conseil interculturel de poursuivre sa réflexion et de formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte des enjeux relatifs aux groupes racisés en ce qui a trait à la transition socio-écologique.

J'aimerais, en terminant, souligner l'importante contribution des membres qui ont quitté le CIM en 2021 : Faiz Abhuani, Fanny Guérin, Stendolph Ismael, Idil Issa, Marie-Christine Jeanty, Angela Sierra, Carlos Suarez et Rémy-Paulin Twahirwa.

Le président du Conseil interculturel de Montréal,

SOULEYMANE GUISSÉ



LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL EN BREF

LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL EN BREF

LE CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL

Instance municipale consultative indépendante, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) conseille la Ville sur toute question relevant des relations interculturelles. Le CIM est constitué de 15 membres bénévoles, dont un à la présidence et deux à la vice-présidence, représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents.

Sa principale mission est de conseiller et de donner des avis au comité exécutif et au conseil municipal sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de Montréal. D'une manière générale, le CIM conseille les personnes élues de Montréal et, sur demande, les services municipaux et les arrondissements.

HISTORIQUE

2002	2003	2018	2023
CRÉATION DU CONSEIL	DÉBUT DES ACTIVITÉS	15e ANNIVERSAIRE	20ème ANNIVERSAIRE

CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051)

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Conseil interculturel de Montréal relève du conseil municipal. Sa gestion administrative est assurée par la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil du Service du greffe. La responsable politique du CIM est M^{me} Despina Sourias, conseillère de la Ville de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et membre du comité exécutif conseillère associée à la condition féminine, à la diversité, à la jeunesse et aux personnes aînées. Elle est également la responsable politique des deux autres conseils consultatifs, soit le Conseil des Montréalaises et le Conseil jeunesse de Montréal.

MANDAT

- Le CIM fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil de ville.
- Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles.
- Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

LE FONCTIONNEMENT

LE FONCTIONNEMENT

MEMBRES

Les 15 membres du Conseil interculturel de Montréal sont bénévoles. Toutefois, les titulaires du poste de présidence et des deux postes de vice-présidence reçoivent, depuis septembre 2019, une allocation sous forme de jetons de présence. Les membres du Conseil sont nommé-es par le conseil municipal par vote à la majorité simple pour un mandat de trois ans, sur recommandation d'un comité de sélection composé d'élu-es municipaux. Un mandat est renouvelable une fois pour la même période, de façon consécutive.

Les personnes membres du Conseil interculturel de Montréal sont choisies parmi la population montréalaise provenant de divers secteurs d'activité. Ce choix doit refléter la diversité ethnoculturelle, linguistique, sociale et géographique de Montréal, et respecter la représentativité de genre et intergénérationnelle.



SOULEYMANE GUISSÉ, PRÉSIDENT

Souleymane Guissé est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 21 novembre 2016. Médiateur interculturel de formation, Souleymane œuvre à divers niveaux dans le domaine de l'employabilité et du développement de la main-d'œuvre depuis plus de dix ans. Il a travaillé en tant que conseiller en emploi, chargé de projet ou encore coordonnateur de programmes. En phase avec les dynamiques et enjeux sociaux du moment, il a développé une grande expertise en ÉDI (équité, diversité et inclusion) ces dernières années. En tant que président du conseil interculturel de Montréal, Souleymane entend travailler avec tous-tes les acteurs-trices de l'écosystème montréalais afin de faire de la métropole une ville leader et inclusive. Selon lui, Montréal a le devoir d'être une ville représentative de la diversité de ses citoyen-nes à l'endroit de laquelle ces dernier-ères affichent un haut sentiment d'appartenance.



LAYLA BELMAHI
VICE-PRÉSIDENTE

Layla Belmahi est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 septembre 2020 et a été nommée à la vice-présidence en septembre 2021. Layla est passionnée par la mise en réseau d'organismes, d'institutions et d'individus pour arriver à plus de justice sociale. Elle est titulaire d'un baccalauréat en Communication et Cultural Studies de l'Université Concordia et d'une maîtrise en communication internationale et interculturelle de l'UQAM. Son mémoire a porté sur la perception identitaire des Montréalais-es noir-es, avec une perspective historique sur les relations interculturelles à Montréal. À Rabat (Maroc), elle a cofondé le mouvement féministe Woman Choufouch, qui luttait contre les violences envers les femmes. À Montréal, elle a continué son engagement à travers diverses initiatives, avec un regard davantage intersectionnel. Elle a contribué au collectif MTL sans profilage ainsi qu'à des projets de recherche ayant mis en lumière des réalités vécues par des femmes, des personnes immigrantes, ou des personnes dont les parents ont immigré à Montréal. Œuvrer à faire de Montréal une ville plus inclusive lui tient particulièrement à cœur, ce qui s'est traduit dans son parcours professionnel. Après avoir travaillé à la Maison de l'innovation sociale et à la Coalition montréalaise des Tables de quartier, Layla est aujourd'hui chargée de programme Communautés bâtissant l'avenir des jeunes à l'Institut Tamarack.



JUSTE RAJAONSON
VICE-PRÉSIDENT

Juste Rajaonson est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 17 décembre 2018. Titulaire d'un doctorat en études urbaines, Juste est professeur à l'ESG-UQAM. Ancien fonctionnaire fédéral, le professeur Rajaonson est spécialisé dans la mesure de l'impact des politiques et des programmes publics. À ce titre, il a été évaluateur et auditeur pour Développement économique Canada où il a contribué au succès de nombreuses initiatives gouvernementales dédiées aux groupes sous-représentés comme les Autochtones, les femmes, les minorités visibles et les collectivités éloignées du Québec. Il a également siégé aux côtés des sous-ministres fédéraux au Bureau du Conseil privé pour piloter l'évaluation des nouvelles initiatives de recrutement de la fonction publique fédérale. Finalement, avant 2016, il a siégé sur de nombreux comités d'experts en développement territorial, publié dans des revues de recherche et présenté le fruit de ses travaux en Europe, aux États-Unis et ailleurs au Canada lors de conférences internationales sur les villes.



FAIZ ABHUANI
MEMBRE (2021-2021)

Faiz Abhuani est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2021. Faiz est fortement engagé au sein de sa communauté. En plus de son travail comme courtier immobilier, il est cofondateur de l'organisme communautaire Brique par brique, qui vise à favoriser le développement de logements sociaux et à offrir des services aux résident-es de Parc-Extension. Par son implication citoyenne, il cherche à alimenter l'énergie créatrice dans les diverses communautés qui l'inspirent. Détenant des formations en développement économique de l'Université McGill et en immobilier de l'Université Concordia, ainsi que quinze ans d'expérience dans le secteur communautaire, Faiz prend en compte, dans ses actions et ses engagements pour favoriser l'accès au logement, les défis et les opportunités liés à la démarchandisation de l'immobilier et à la réorientation de ce secteur en fonction des besoins des résident-es et de leurs communautés.



YOUSSEF BENZOUINE
MEMBRE

Youssef Benzouine est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 septembre 2020. Youssef est originaire du Maroc et réside à Montréal depuis bientôt 9 ans. Il s'y est d'abord installé dans le cadre de ses études à l'Université de Montréal où il a obtenu en 2017 une maîtrise en science politique. Son mémoire portait sur les dynamiques entre Organisations non gouvernementales (ONG) et État et plus spécifiquement sur les rapports de pouvoir au sein de celles-ci. Que cela soit sur le campus ou en dehors, il a eu divers engagements en lien avec la solidarité internationale ou la déconstruction des préjugés sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. À la suite de ses études, il a travaillé dans le milieu communautaire du droit au logement, conjuguant ainsi son grand intérêt pour la justice sociale et ses connaissances théoriques. Il poursuit présentement un microprogramme de 2e cycle en études religieuses à l'Université de Montréal.



MYRIAM BROUARD
MEMBRE

Myriam Brouard est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 24 août 2021. Myriam est professeure de marketing à l'École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa. Ses projets de recherche portent sur les médias numériques et sur la discrimination dans la fonction marketing. Elle est ambassadrice pour la gouvernance inclusive au sein du Groupe des Trente de Concertation Montréal. Les enjeux de la diversité en organisation la touchent particulièrement. Elle est très impliquée dans la communauté montréalaise à plusieurs niveaux (comités, conseils d'administration, groupes de recherche). Elle a fondé un groupe de réseautage pour professionnel-les Noir-es, Black Business Montréal. Ce groupe a pour mission de donner des astuces et des outils aux professionnel-les issu-es de cette communauté pour mieux accéder à des rôles décisionnels. Une de ses missions est de promouvoir la participation des membres issu-es de la diversité ethnoculturelle dans les processus décisionnels.



CÉCILE DESCHAMPS
MEMBRE

Cécile Deschamps est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Cécile est titulaire d'un baccalauréat en travail social et d'une maîtrise en intervention sociale. Elle a été travailleuse sociale pour le Centre jeunesse de la Montérégie auprès de jeunes issus de différentes communautés ethniques, dont les communautés latino-américaines et autochtones. Elle a aussi été intervenante spécialisée auprès de jeunes contrevenantes, à titre d'agente de probation juvénile. En plus de ses activités de dirigeante syndicale au sein de la Fédération de la santé et des services sociaux (CSN), elle a été membre fondatrice du Carrefour culturel de l'amitié Québec-Cuba en 1979, et en a été la présidente de 1983 à 1989. Maintenant à la retraite, elle poursuit ses activités comme bénévole pour différents organismes communautaires de l'arrondissement Ville-Marie. Depuis 2017, elle s'implique comme administratrice au sein du Carrefour de ressources en interculturel du Centre-Sud (CRIC) et comme femme-relais interculturelle (programme d'accompagnement pour les nouvelles arrivantes). C'est son implication au CRIC et sa participation régulière aux rencontres de l'arrondissement Ville-Marie qui ont motivé sa candidature au CIM.



SONIA DJELIDI
MEMBRE

Sonia Djelidi est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 18 novembre 2019. Militante pour les droits humains, féministe et citoyenne engagée, Sonia œuvre depuis plus de 15 ans dans le domaine des communications, de la défense de droits et de la mobilisation citoyenne. Ses expériences professionnelles et personnelles lui permettent d'avoir une fine connaissance des sujets traités par le Conseil interculturel de Montréal dans le cadre de ses travaux. Elle s'est beaucoup impliquée dans des organismes montréalais de défense de droits socioéconomiques où ses talents de mobilisatrice ont été mis à profit aussi bien auprès de citoyen-nes que de partenaires. Elle a également participé aux différents débats publics concernant la lutte antiraciste et est particulièrement préoccupée par la narration et la représentation des personnes racialisées. Dans le cadre de son mandat au Conseil interculturel de Montréal, ses talents de communicatrice sont mobilisés pour faire rayonner le Conseil.



BARBARA EYER
MEMBRE

Barbara Eyer est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 septembre 2020. Barbara est titulaire d'une maîtrise en urbanisme de l'Université de Montréal et membre de l'Ordre des urbanistes du Québec. Dans le cadre de ses fonctions à Bâtir son quartier, elle accompagne les organismes et les citoyen-nes à faible et moyen revenu dans le développement de projets de logement communautaire adaptés à leurs besoins. Pour elle, il est essentiel que cet accompagnement, souvent mené dans un contexte de diversité culturelle, se fasse dans un esprit de concertation et de collaboration. Elle a acquis cette conviction notamment en œuvrant dans le volet habitation et aménagement du Projet Impact Collectif du quartier Saint-Michel. Dans ce contexte, elle a participé à des démarches de mobilisation et de sensibilisation auprès de citoyen-nes en situation de vulnérabilité. Avocate de formation, elle a également travaillé comme conseillère juridique dans la gestion de projets culturels et socio-éducatifs au Brésil en coordination avec différents partenaires des secteurs public et privé.



FANNY GUÉRIN
MEMBRE (2015-2021)

Fanny Guérin est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2015. Fanny est directrice des communications à Diversité artistique Montréal (DAM) et siège également au Forum jeunesse de l'île de Montréal au poste Arts et culture. Dans le cadre de sa maîtrise en communication internationale et interculturelle à l'UQAM, elle a mené une étude ethnographique portant sur les dynamiques interculturelles au sein d'une bibliothèque publique de Montréal. Ses expériences l'amènent à s'engager pour une meilleure représentation de la diversité qui compose la population montréalaise, autant dans le paysage culturel que médiatique, mais également dans les diverses tribunes publiques et politiques.



RICARDO GUSTAVE
MEMBRE

Ricardo Gustave est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 20 décembre 2021. Ricardo milite pour une société à échelle humaine. Ses engagements en faveur des droits humains et de justice sociale le conduisent à siéger au conseil d'administration d'Alternatives, un organisme de solidarité internationale. Il s'implique auprès de sa communauté en travaillant sur des enjeux de discrimination raciale, de diversité et d'inclusion au sein de l'organisme communautaire Parole d'excluEs. Il contribue aussi à la réflexion entourant les enjeux de la diversité à travers des publications, dont un chapitre *Montréal : une métropole qui assume sa diversité?* dans *Montréal en chantier : Les défis d'une métropole pour le XXI^e siècle*, sous la direction de Jonathan D. Folco. Titulaire d'un baccalauréat en sociologie, il poursuit ses études de maîtrise dans le même domaine à l'UQAM.



STENDOLPH ISMAEL
MEMBRE (2018-2021)

Stendolph Ismael est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018. Stendolph est comptable professionnel agréé (CPA) et est titulaire d'un baccalauréat en comptabilité de l'Université du Québec à Montréal et d'un diplôme d'études supérieures de l'Université de Sherbrooke. Il a pratiqué dans de grandes institutions comme Revenu Québec, Desjardins et Ernst & Young. Aujourd'hui, il est consultant et offre ses services à plusieurs entreprises. Son intérêt pour les relations interculturelles date de l'enfance : il a grandi dans des quartiers multiethniques de Montréal, ce qui lui a permis de développer une ouverture quant aux relations interculturelles. Depuis plusieurs années, il a acquis une solide expérience en matière de relations interculturelles grâce à son engagement dans divers organismes multiculturels, dont le conseil d'administration de la Jeune Chambre de commerce haïtienne, Carrefour Hochelaga et Maison Oxygène.



IDIL ISSA
MEMBRE (2020-2021)

Idil Issa est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 24 février 2020. Idil possède une grande expérience dans le domaine des communications et des relations publiques. Au cours de sa carrière, elle a travaillé avec des organismes à but non lucratif au Qatar, en Malaisie, en Afrique du Sud et au Canada. De plus, elle écrit fréquemment pour des médias comme The Globe and Mail, Esquire Malaysia, COLORS Magazine et Maisonneuve Magazine. Concernée par la question de défense des droits des populations marginalisées et opprimées, elle aborde des sujets qui touchent les questions à l'intersection de la race, de la religion et du genre.



MARIE-CHRISTINE JEANTY
MEMBRE (2018-2021)

Marie-Christine Jeanty est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 22 janvier 2018 et a été nommée à la vice-présidence en janvier 2020. Titulaire d'un diplôme en animation et recherche culturelles (baccalauréat par cumul), Marie-Christine surprend par l'éclectisme de son parcours académique et professionnel. Un fil conducteur : sa détermination à contribuer à l'édification d'un monde meilleur, ouvert à toutes les différences, résolu dans la promotion et la défense de l'égalité entre tous les humains. Sa passion pour la culture l'a d'abord amenée à s'impliquer bénévolement dans différents festivals et avec le temps, l'a poussée à utiliser le micro et sa plume pour, à la fois, faire rayonner ces cultures dont on parle trop peu dans l'espace public et créer des ponts entre les individus. Comme le dit Dany Laferrière : « Que reste-t-il quand tout tombe? La culture. Et l'énergie d'une forêt de gens remarquables… ». Engagée dans la communauté depuis près de 20 ans, c'est dans le nord-est de la ville que vous pourrez la croiser, dans les bibliothèques de Montréal-Nord ou à la Maison d'Haïti dans Saint-Michel. Elle a un attachement particulier pour les habitant-es de ces quartiers dont l'énergie et la bonne humeur sont contagieuses.



BERTRAND LAVOIE
MEMBRE

Bertrand Lavoie est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 18 novembre 2019. Bertrand est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke où il enseigne et poursuit des recherches portant sur les droits et libertés, la liberté de religion, le droit à l'égalité et le pluralisme des valeurs, en particulier au sein des établissements de santé. Il est détenteur d'un doctorat en droit (2017) portant sur la liberté de religion et le droit à l'égalité (cotutelle Université de Montréal-Université Paris II). Pr Lavoie a une formation pluridisciplinaire en droit, en éthique clinique, en pédagogie et en sociologie. Il a effectué des séjours de recherche au Centre for Socio-Legal Studies de l'Université d'Oxford au Royaume-Uni et à la School of Oriental and African Studies de l'University of London. Il est chercheur régulier au Centre de recherches société, droit et religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS) et chercheur associé au Centre de recherche du CHU Sainte-Justine.



CATHERINE LIMPERIS
MEMBRE

Catherine Limperis est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 18 novembre 2019. Titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université McGill et d'un certificat de gestion des organismes sans but lucratif de l'UQAM, Catherine œuvre auprès des communautés ethnoculturelles depuis 30 ans, notamment comme fondatrice et dirigeante d'un organisme communautaire voué à l'accueil, à l'établissement, à la francisation et à l'intégration des nouveaux immigrants et des réfugiés. Au fil des ans, elle a participé au développement de nombreux services novateurs pour les néo-Québécois-ses et fait un travail colossal de sensibilisation au fait interculturel auprès de nombreuses instances publiques, parapubliques et communautaires, favorisant ainsi le développement d'une concertation essentielle à la maximisation de l'accès aux services par les nouveaux-elles arrivant-es et leur pleine participation au sein de la société québécoise. Son implication s'est étendue à une participation à divers comités gouvernementaux, ce qui lui a permis de participer à l'élaboration de politiques d'immigration et de relations interculturelles à l'échelle nationale.



ANNE SOPHIE LIN ARGHIRESCU
MEMBRE

Anne Sophie Lin Arghirescu est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2021. Née à Montréal et possédant un double héritage roumain et taiwanais, Anne Sophie est étudiante en sciences sociales au Cégep Marianopolis. Membre du Congrès étudiant de l'Union étudiante de Marianopolis, elle est soucieuse du bien-être de sa communauté. Elle organise depuis 2020 les Cercles de Réconciliation intercollégiaux, rassemblant des élèves autochtones et non-autochtones autour de discussions soumises à la médiation. Passionnée de l'art sous toutes ses formes, elle est la fondatrice du club Artistes pour la Société à Marianopolis, dont la mission est de soutenir et de promouvoir les artistes locaux issus de la diversité. Ayant publié de nombreuses nouvelles littéraires engagées en France et en Suisse, elle dirige à présent sa propre revue multidisciplinaire au Cégep. Anne a développé au fil des années son éloquence et son sens de l'argumentaire, notamment au sein du Comité environnemental et du groupe de travail du collège sur la Réconciliation avec les peuples autochtones.



JESSICA LUBINO
MEMBRE

Jessica Lubino est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2021. Originaire de la Guadeloupe, Jessica réside à Montréal depuis 2016. Animée par les valeurs de l'équité et de l'inclusion, elle s'est engagée au sein de divers organismes à Montréal qui assurent la promotion des droits humains, du féminisme, des arts et cultures non occidentales ou encore de la citoyenneté culturelle. En tant que médiatrice interculturelle, elle s'intéresse au mentorat interculturel comme facteur de transmission réciproque de savoirs et facilitateur de l'intégration sociale des personnes immigrantes.



ANGELA SIERRA
MEMBRE (2015-2021)

Angela Sierra est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2015 et a été nommée à la vice-présidence en janvier 2020. D'origine colombienne, Angela est devenue citoyenne canadienne en 2004. Elle vit et travaille à Montréal depuis 1999. Elle détient un baccalauréat en communication et journalisme de l'Universidad Javeriana de Bogotá, en Colombie, et un diplôme en cinéma et télévision de l'Université Aix-en-Provence, en France. Elle a travaillé comme recherchiste en production audiovisuelle pour des émissions d'affaires publiques à Montréal et en Colombie, ainsi qu'en communication et production événementielle en France. Depuis 2007, elle occupe la direction générale de la Fondation LatinArte, la première vitrine pour les artistes d'origine latino-américaine à Montréal. En octobre 2012, la Chambre de commerce latino-américaine du Québec l'a nommée parmi les finalistes de son concours d'entrepreneuriat, dans la catégorie « Leadership en action ». La même année, l'agence de presse Média Mosaïque l'a placée dans son palmarès « Top 20 diversité ». Depuis 2017, Angela Sierra mobilise la communauté latino-américaine autour de la Maison des Amériques, le premier centre mettant en lumière le continent américain et misant sur une offre d'affaires, culturelle et communautaire de proximité, accessible à un large public.



CARLOS SUAREZ
MEMBRE (2021-2021)

Carlos Suarez est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 23 mars 2021. Né à Buenos Aires de parents ouvriers et ayant grandi à Boulogne-sur-Mer, Carlos est arrivé à Montréal en 1989 comme réfugié politique. Ses premières implications remontent à son élection comme secrétaire général régional de l'Union des étudiants secondaires en France qui l'a mené à poursuivre son engagement et sa participation sociocommunautaire dans plusieurs quartiers défavorisés et différentes régions et provinces en France, mais aussi à Montréal. Depuis son installation à Montréal, il a développé une très bonne connaissance des rouages et des communications avec les clientèles multiculturelles et les différents acteurs du secteur communautaire. Il possède plus de 15 ans d'expérience dans la gestion des organisme à but non lucratif (OBNL), en tant que coordonnateur et directeur général. Sa formation en développement communautaire et en sciences sociales, de même que sa fine connaissance du milieu sociocommunautaire et des gouvernements scolaire, municipal, provincial et fédéral, pourront être mises à contribution.



RÉMY-PAULIN TWAHIRWA
MEMBRE (2020-2021)

Rémy-Paulin Twahirwa est membre du Conseil interculturel de Montréal depuis le 24 février 2020. Rémy-Paulin est impliqué dans différentes causes visant la justice sociale, notamment les droits des personnes (im)migrantes et réfugiées. En tant qu'organisateur communautaire et chercheur, il a développé une expertise sur les enjeux touchant l'immigration, la discrimination, le racisme et les inégalités socioéconomiques. Il est titulaire d'un baccalauréat en études internationales de l'Université Laval et d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal. Depuis septembre 2020, il est doctorant en sociologie à la London School of Economics and Political Science. Son projet de recherche porte sur les centres de détention pour migrant-es au Royaume-Uni et au Canada. Rémy-Paulin est également boursier 2020 de la Fondation Pierre Elliott Trudeau.

Les membres suivants ont quitté le Conseil en 2021 :

Faiz Abhuani (2021-2021)
Fanny Guérin (2015-2021)
Stendolph Ismael (2018-2021)
Idil Issa (2020-2021)
Marie-Christine Jeanty (2018-2021)
Angela Sierra (2015-2021)
Carlos Suarez (2021-2021)
Rémy-Paulin Twahirwa (2020-2021)

Le CIM tient à les remercier pour leur contribution soutenue à ses travaux et activités.

VIE ORGANISATIONNELLE

L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL

L'assemblée du Conseil est composée des 15 membres du CIM. Les décisions y sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, la présidence peut exercer un vote prépondérant. Le Conseil doit tenir au moins six assemblées régulières par année. En 2021, le CIM a tenu 9 assemblées.

LES COMITÉS DU CIM EN 2021

COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de direction est composé d'un poste à la présidence et de deux postes à la vice-présidence. Il a pour mandat notamment de préparer les ordres du jour des assemblées du Conseil et de veiller à la réalisation des orientations stratégiques et à la mise en œuvre du plan d'action annuel adopté par les membres en début d'année. Il assure la prise de décision entre les assemblées.

Souleymane Guissé, président; Angela Sierra, vice-présidente, Juste Rajaonson, vice-président. Suite au départ de Angela Sierra, Layla Belmahi devient vice-présidente en septembre 2021 et rejoint ainsi le comité de direction.

BILAN
9 rencontres de comité

COMITÉS DE TRAVAIL

COMMUNICATIONS ET PARTENARIATS

Ce comité met en œuvre des activités en vue d'accroître la visibilité et le rayonnement du CIM et à sensibiliser la population montréalaise aux enjeux interculturels. Il veille à la réalisation des activités et des événements du CIM tout en établissant et maintenant des relations avec divers publics. Il assure également une veille de l'actualité en lien avec le mandat du CIM. En 2021, le comité a enrichi sa mission en y ajoutant une volonté de développer des partenariats avec des acteurs-trices clés sur les enjeux interculturels. Le comité a désormais changé d'appellation, devenant le comité Communications et partenariats.

Co-responsables du comité : *Angela Sierra et Marie-Christine Jeanty, remplacées depuis la fin de leurs mandats au CIM, par Souleymane Guissé (responsable par intérim) puis par Anne Sophie Lin Arghirescu.*

Membres du comité : *Souleymane Guissé, président; Juste Rajaonson, vice-président; Myriam Brouard; Cécile Deschamps; Sonia Djelidi; Idil Issa; Jessica Lubino.*

BILAN
9 rencontres de comité

AVIS ET RECHERCHE

Ce comité se penche sur des enjeux en lien avec le plan d'action du Conseil et propose la réalisation de travaux, comme des avis, des mémoires et des activités de réflexion. Il s'engage activement dans le processus de production des avis et des mémoires et formule des recommandations qui en découlent. Il effectue une veille sur des sujets d'actualité en lien avec les questions interculturelles et mène des consultations auprès de divers organismes et intervenant-es.

Responsable du comité : *Fanny Guérin, remplacée depuis sa fin de mandat au CIM par Youssef Benzouine.*

Membres du comité : *Souleymane Guissé, président; Layla Belmahi, vice-présidente; Barbara Eyer; Bertrand Lavoie; Catherine Limperis ; Rémy-Paulin Twahirwa.*

BILAN
10 rencontres de comité

ÉQUIPE DE SOUTIEN

SECRÉTAIRES-RECHERCHISTES

Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil - Service du greffe.

HÉLÈNE BARBE

Secrétaire d'unité administrative, partagée avec le Conseil des Montréalaises et le Conseil jeunesse de Montréal, de mai à décembre 2021.

ÈVE-MARIE LAUZON

Stagiaire en communications, partagée avec le Conseil jeunesse de Montréal, d'août à décembre 2021.

MANUELLE ALIX-SURPRENANT

Secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal de mars à août 2021.

SELMA TANNOUCHE BENNANI

Secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal depuis octobre 2021.

RESSOURCES FINANCIÈRES

Le conseil de ville met à la disposition du Conseil interculturel de Montréal les sommes nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Le budget de fonctionnement du CIM pour l'année 2021 était de 82 800 $.

LES ACTIONS
2021

LES ACTIONS 2021

L'année 2021 a été une année d'adaptation aux changements imposés par la pandémie depuis 2020. Le Conseil interculturel de Montréal a dû composer avec une réalité exigeant de la distance tout en maintenant sa volonté de proximité avec la population montréalaise, afin de poursuivre sa mission de courroie de transmission entre cette dernière et l'administration municipale. Malgré ce contexte d'incertitude, le CIM a poursuivi sa lutte contre les inégalités, le racisme et les discriminations en mettant en lumière des questions et des populations dans les angles morts des politiques municipales.



1 METTRE EN LUMIÈRE LES RÉALITÉS DES PERSONNES AÎNÉES

Le mandat du CIM est de conseiller la Ville sur les politiques à mettre en œuvre pour favoriser l'inclusion et la pleine participation des Montréalais-es de toutes les origines. Les actions du Conseil en 2021 ont continué de s'aligner sur cette mission.

La réalisation principale du CIM en 2021 a été la production de l'avis ***Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées (PAIR) : favoriser des milieux de vie inclusifs***. La thématique de cet avis tire son origine de la proposition de deux membres du CIM faisant elles-mêmes partie de cette tranche de la population montréalaise. La nécessité d'un tel avis a été confirmée par l'actualité, où la médiatisation de la situation des personnes aînées pendant la pandémie, souvent décrites comme un groupe homogène, a tranché avec l'invisibilisation de certaines sous-catégories d'aîné-es, dont les PAIR.



Consulter l'avis *Les personnes âgées immigrantes et/ou racialisées (PAIR) : favoriser des milieux de vie inclusifs*

La collecte des données pour la réalisation de cet avis, mise en œuvre par le chercheur Julien Simard, s'est faite à travers une consultation réalisée avec des organismes œuvrant auprès de PAIR ainsi que d'employé-es de divers services de la Ville de Montréal. Trois arrondissements où sont établis un nombre important de PAIR furent privilégiés, à savoir Montréal-Nord, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dix recommandations ont été formulées par le CIM en lien avec des constats sur les milieux de vie des PAIR à Montréal, divisées en trois axes : 1) le logement, 2) la participation dans la ville et 3) l'urbanisme, l'aménagement et les transports.



Le lancement de l'avis s'est fait virtuellement sur la page Facebook du Conseil, en date du 9 septembre. Une diffusion a également été organisée par le Service à la famille chinoise pour permettre à des aîné-es des communautés asiatiques de Montréal de prendre connaissance des résultats d'une recherche les concernant. Le CIM a d'ailleurs pour volonté, dans les mois et années à venir, de continuer à faire rayonner son plus récent avis à travers diverses activités et partenariats.

Le contexte pandémique n'ayant pas permis de rencontrer directement des personnes aînées immigrantes et/ou racialisées (PAIR) pour les inviter à partager leur vécu, le CIM a trouvé un moyen de remédier en partie à cette limite. En vue de rendre compte des expériences des PAIR, le CIM a débuté en 2021 la réalisation de capsules vidéo donnant la parole à des personnes montréalaises immigrantes et/ou racialisées âgées de 65 ans. Ces dernières y partagent leurs expériences sur les trois axes abordés dans l'avis, soit le logement, la participation dans la ville, puis l'urbanisme, l'aménagement et les transports. Les capsules vidéo seront diffusées en 2022.



Parmi les 10 recommandations du plus récent avis du CIM figurent les trois suivantes :

- **R-1 Que la Ville collecte des données sur les PAIR**
- **R-7 Que la Ville soutienne des initiatives existantes ou appuie la création, dans chaque quartier, de lieux de socialisation à vocation interculturelle et intergénérationnelle.**
- **R-10 Que la Ville travaille à offrir la gratuité complète du transport pour toutes les personnes de 65 ans et plus.**

La recommandation 10 a eu un écho favorable lors de la période électorale, puisque la mairesse Valérie Plante a promis la gratuité du transport en commun pour les personnes de plus de 65 ans en 2023, si elle était réélue.

2 LA PRISE EN COMPTE DES POPULATIONS RACISÉES DANS LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

En 2021, le Conseil interculturel de Montréal a ouvert un large chantier sur la transition socio-écologique, et plus spécifiquement sur la manière de mener une transition juste et inclusive qui prend en considération les populations racisées. Le comité a amorcé une veille médiatique ainsi qu'une collecte de données sur le sujet, a répertorié les actions de la Ville en lien avec la transition écologique et a identifié des chercheur-es et chaires de recherche spécialistes de la question. Deux appels de candidatures ont été lancés durant l'année, afin de recruter un-e chercheur-e possédant les expertises nécessaires à la rédaction d'un avis. Cependant, le processus de recrutement, qui s'est poursuivi jusqu'à la réalisation d'entrevues, n'a pas permis de sélectionner de chercheur-e travaillant sur cet angle spécifique. Le Conseil compte tout de même poursuivre ce travail sur la transition socio-écologique, en menant en amont un panel d'expert-es en avril 2022, qui mènera à la réalisation d'un avis ou d'un mémoire dans un second temps.

3 COLLABORER AVEC DES PARTENAIRES À LA VILLE ET HORS VILLE

- Participation aux travaux du comité Toponymie de la STM : le bureau de la STM a créé en 2020 un comité de toponymie chargé de nommer les stations qui s'ajouteront sur la Ligne Bleue du métro montréalais. Le CIM a poursuivi son implication au sein du comité en 2021.

- Participation aux travaux du comité interconseils entamés en 2020 : ce comité est composé des président-es et d'un-e membre de chacun des trois conseils consultatifs de la Ville de Montréal. Sa principale mission a été d'assurer le suivi du Guide d'accueil des membres des conseils consultatifs réalisé par les secrétaires-recherchistes des conseils et le Bureau de la présidence de la Ville de Montréal.

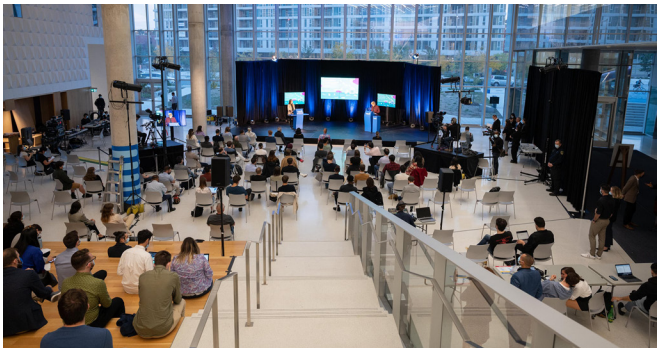
- Présentation et période d'échanges au sein de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CDSDM).



4 FAIRE RAYONNER SES AVIS ET ALLER À LA RENCONTRE DES MONTRÉALAIS-ES DE TOUTES ORIGINES

- Participation au panel « Faire face au racisme avec des villes plus inclusives » organisé par le Conseil de la communauté noire de Gatineau (CCNG) dans le cadre du Mois de l'Histoire des Noirs – 18 février
- Participation au lancement de la Semaine d'action contre le racisme (SACR) et contribution au catalogue de la SACR – 19 mars
- Participation au colloque « L'administration publique des diversités ethnoculturelles, religieuses et autochtones » à l'Université de Sherbrooke organisé par le Centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke et par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ) – 25 et 26 mars
- Organisation du panel « Comment répondre au racisme à l'ère du numérique? » dans le cadre de la SACR (Semaine d'action contre le racisme) – 30 mars
- Participation à une activité pédagogique au Collège Ahuntsic et enregistrement de capsules vidéo – 26 avril
- Présentation du CIM à la Maison des Amériques, à l'occasion de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement – 21 mai
- Participation à une activité de l'Aile jeunesse du Chantier de l'économie sociale à l'occasion de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles – De juin à octobre
- Organisation d'un débat municipal en collaboration avec Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM), Force Jeunesse, Conseil jeunesse de Montréal, Jeune Chambre de commerce de Montréal - JCCM et FAÉCUM : Priorités jeunesse pour la mairie de Montréal – 12 octobre





5 SE CONSOLIDER EN TANT QUE GROUPE

Le 1er décembre 2021, l'assemblée des membres du CIM s'est déroulée en personne, pour la première fois depuis mars 2020. Ces retrouvailles, et pour certain-es cette première rencontre, ont été bénéfiques à la cohésion entre les membres et au sentiment d'appartenance au CIM. Loin des écrans, ils et elles ont pu prendre part à des discussions en petits groupes, en se rappelant ensemble les raisons de leur implication. Cette assemblée a mis les bases d'une année 2022 durant laquelle les membres ont pour volontés de :

- Se connaître mieux pour travailler ensemble;
- Mobiliser les énergies et les forces de chacun-e pour être une équipe;
- Laisser une trace plus grande qu'un avis.





ACTIVITÉS

9 ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

3 RENCONTRES INTERCONSEILS

1 PARTICIPATION AUX COMMISSIONS PERMANENTES

1 RENCONTRE STATUTAIRE AVEC LES PERSONNES ÉLUES

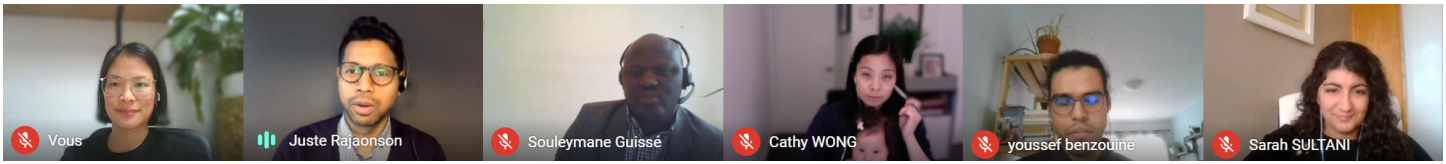
9 RENCONTRES DU COMITÉ DE DIRECTION

9 RENCONTRES DU COMITÉ AVIS ET RECHERCHE

10 RENCONTRES DU COMITÉ COMMUNICATIONS ET PARTENARIATS

RENCONTRES AVEC DES FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX DE DIVERS SERVICES ET DIRECTIONS **6**

45 RENCONTRES ADMINISTRATIVES DES CONSEILS CONSULTATIFS – CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTRÉAL, CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL, CONSEIL DES MONTRÉALAISES



LES PERSPECTIVES POUR 2022

Lors de demi-journées de réflexion en février 2022, les membres du CIM ont établi une feuille de route pour l'année en cours, tout en veillant à arrimer les objectifs visés à la mission principale :

- **Assurer une maturité organisationnelle pour faire du CIM une instance incontournable en matière de relations interculturelles à Montréal;**
- **Mieux se faire connaître auprès des personnes élues et de divers autres acteurs et actrices du terrain;**
- **Identifier et anticiper des problématiques en lien avec les besoins des Montréalaises et Montréalais de diverses origines.**

Ces objectifs guideront les projets et les actions du CIM pour l'année à venir. En 2022, le Conseil compte se consolider à l'interne tout en s'ouvrant vers l'externe. Cette volonté se concrétisera à travers une série d'activités :

À L'INTERNE

- **Se consolider en tant que groupe et utiliser les forces et expertises de chacun-e des membres;**
- **Réaliser une refonte de ses règles de régie interne;**
- **S'outiller et s'éduquer à travers des formations, notamment sur les réalités autochtones;**
- **Continuer à développer une stratégie de communication pour accroître la visibilité de ses travaux, de ses activités, et des expertises variées de ses membres.**

À L'EXTERNE

- **Organiser des panels d'expert-es (transition socio-écologique, logement et santé) en accordant une place de choix aux réalités des organismes et au vécu des Montréalais-es;**
- **Poursuivre les échanges avec le milieu communautaire, les personnes élues municipales et les étudiant-es des établissements d'enseignement post-secondaire;**
- **Contribuer au plan d'action pour lutter contre le racisme anti-asiatique réalisé par le Bureau de la Commissaire au racisme et à la discrimination systémiques (BRDS), à travers une consultation avec les Montréalais-es de diverses origines asiatiques;**
- **Commencer la préparation du 20ème anniversaire du CIM qui sera célébré en 2023.**

Enfin, les membres du CIM ont ciblé deux enjeux prioritaires sur lesquels elles et ils souhaitent porter leur attention au cours de l'année 2022 pour en faire un prochain avis :

Représentativité politique des personnes racisées et/ou immigrantes parmi les personnes élues municipales

État des lieux des disparités territoriales et des inégalités en termes d'aménagement urbain

REMERCIEMENTS

Les membres du Conseil interculturel de Montréal tiennent à remercier tout spécialement les élues municipales Suzie Miron, Magda Popeanu, Émilie Thuillier et Cathy Wong pour le soutien qu'elles ont apporté aux travaux du CIM en 2021.

Le Conseil est également reconnaissant envers ses partenaires et ses collaborateurs, dont le Service du greffe, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (incluant le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal), le Service des ressources humaines, le Service de l'expérience citoyenne et des communications, le Bureau du contrôleur général, le Service des finances et le Service des affaires juridiques pour leur soutien professionnel, logistique et financier.

Enfin, les membres du Conseil remercient le personnel de la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil qui ont soutenu le CIM dans ses travaux en 2021. Le CIM souhaite également remercier Manuelle-Alix Surprenant, secrétaire-recherchiste au CIM, et Ève-Marie Lauzon, stagiaire aux communications, pour l'accompagnement et le soutien offert durant l'année 2021.

Conseil
interculturel
de Montréal

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229404003
Unité administrative responsable : Service du greffe
Projet : Dépôt du rapport d'activité 2021 du Conseil interculturel de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 10- Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 10- Favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle